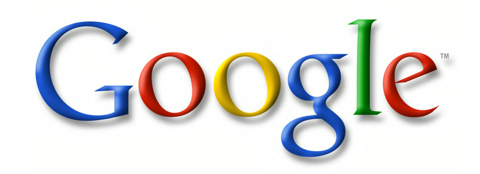
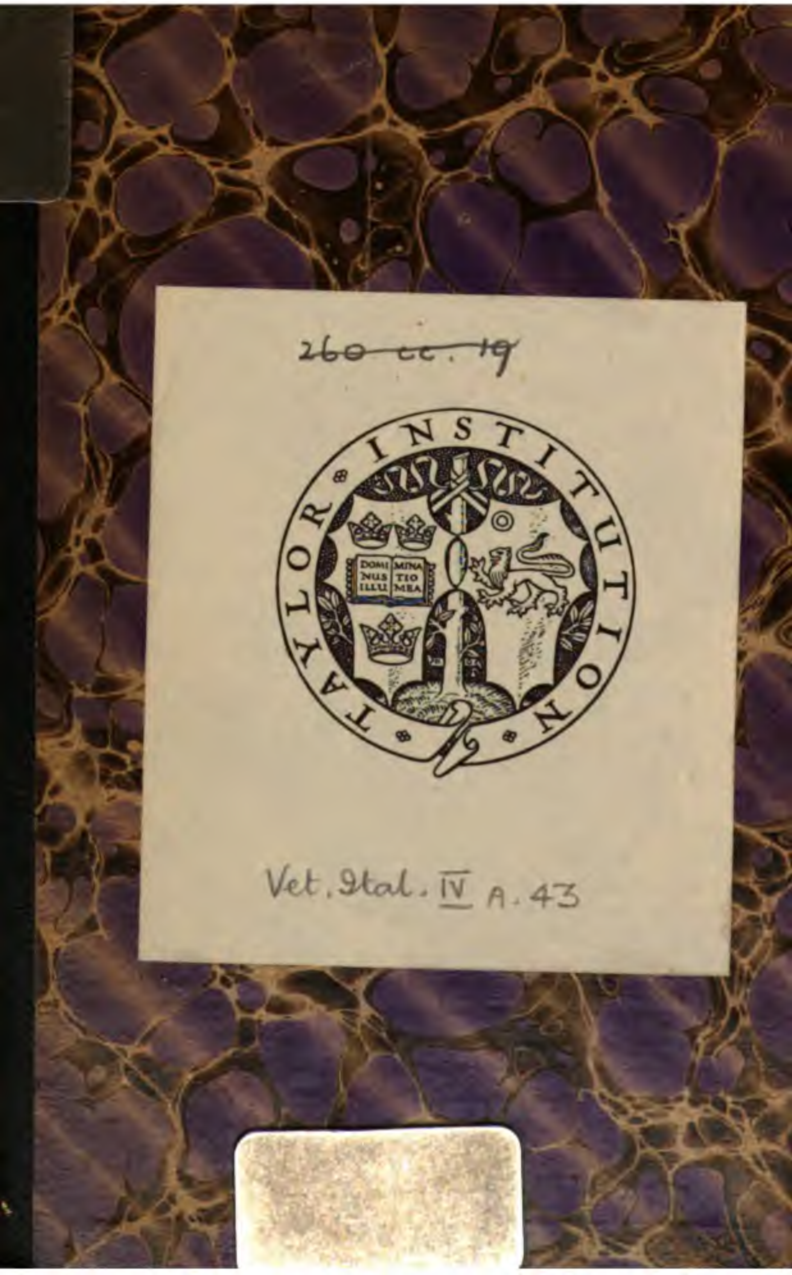


CANTU

HISTOIRE DE CENT ANS




260 cc. 19
TAYLOR INSTITUTION
DOMI NUS ILLU MINA TIO MEA
Vet. Ital. IV A. 43



HISTOIRE

DE

CENT ANS

TOME III

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT. — MESNIL (EURE).

HISTOIRE

DE

CENT ANS

1750-1850

(HISTOIRE, SCIENCES, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS)

PAR CÉSAR CANTU

Traduit de l'italien, avec notes et observations

PAR AMÉDÉE RENÉE

CONTINUATEUR DE L'*Histoire des Français de Sismondi*

TOME TROISIÈME



PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET C[ie]

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56

1860



HISTOIRE

DE CENT ANS.

EMPIRE TURC.

L'empire turc a traversé les siècles en dehors du droit commun des nations européennes : ce n'est rien de plus qu'une horde armée qui, ayant dressé ses tentes dans les plus belles contrées de l'Europe et de l'Asie, fait peser l'ignorance et la servitude sur de véritables nations. Tout ce que nous regardons comme barbarie, et que nous nous glorifions d'avoir répudié, subsiste en Turquie. La propriété y est mal assise, puisque le maître unique du sol est le sultan, à qui les biens reviennent totalement à défaut d'héritiers, et partiellement s'il en existe. Les magistratures sont données à qui les paye ; on achète les témoins ; on enlève les femmes pour en peupler le harem, les jeunes garçons pour en faire des eunuques ou des icoglans. Les Turcs, qui n'ont point pris racine sur le sol, et qui ne se sont jamais élevés à la vie de nation, rançonnent ces contrées, où l'organisation municipale qui a survécu n'a cessé d'entretenir le désir et le besoin de l'indépendance. Ce qui les maintient, c'est que leur pouvoir central est supérieur aux lois anarchiques des opprimés, qui, même en s'insurgeant, restent isolés et affaiblis par leurs passions.

La force matérielle et le fanatisme, qui donnèrent dans l'origine tant d'énergie à l'empire turc, seraient actuellement les seuls éléments de régénération ; mais comme ces moyens répugnent à toute civilisation, la décadence devient de jour en jour plus évidente. Quelles réformes opérer là où la religion est la

loi, là où lutte le pouvoir militaire des janissaires, associé à la puissance religieuse des ulémas[1] ?

On attribue au sultan Amurat Ier l'institution de cette milice des janissaires (1389), armée permanente à une époque où aucun prince d'Europe n'en possédait. Il la composa d'enfants enlevés aux chrétiens; politique odieuse mais habile, qui rompait pour ces soldats tout lien de famille et de patrie, pour les affectionner uniquement au drapeau. Cet étendard de couleur rouge portait le croissant d'argent, à côté du cimeterre d'Omar. Les janissaires, quand ils étaient mécontents, se rassemblaient autour de la marmite et la renversaient : c'était le signe de la révolte. Leur nombre se borna d'abord à mille; ils furent douze mille sous Mahomet II, vingt mille sous Soliman; ce nombre doubla sous Mahomet IV: ce fut alors qu'ils devinrent omnipotents. Depuis la fin du dernier siècle, ils ne se recrutèrent plus de jeunes chrétiens, mais uniquement parmi les enfants ou parents de janissaires, ce qui les fit plus unis et plus forts. En campagne, ils vivaient, comme toute l'armée, aux dépens du pays; en temps de paix, douze mille d'entre eux recevaient une faible solde; les autres s'équipaient et s'entretenaient à leurs frais. Ils étaient en conséquence obligés de travailler comme boulangers, comme savetiers, comme bateliers. Ils avaient par là des rapports fréquents avec le peuple, ce qui les rendit très-redoutables dans les émeutes qui coûtèrent la vie à cinq sultans,

[1] L'historien, qui raconte plus loin le sanglant épisode de la destruction des janissaires, n'ignore pas que cette milice hostile à toute innovation a complétement disparu depuis 1826, ainsi que l'ordre des Becktachis, derviches fanatiques liés avec les janissaires par leur origine et leurs institutions, et qu'ils ne comptent plus en conséquence parmi les obstacles que les réformes peuvent aujourd'hui rencontrer dans l'empire turc. L'historien apprécie bien, en général, ce qu'il y a de peu compatible entre les principes de la civilisation européenne introduits en Turquie, et les traditions religieuses et politiques dont ce pays a vécu jusqu'à nos jours : le tableau nous paraît cependant un peu trop chargé sous ce rapport; et les idées de progrès et d'humanité, qui sont à l'essai sous le jeune successeur de Mahmoud, mériteraient, il me semble, plus d'encouragement et de sympathie. (AM. R.)

et le trône à plusieurs autres. Cependant ils n'en pesaient pas moins sur la population, et on les vit parfois mettre en réquisition tous les charpentiers et maçons de Constantinople pour se faire bâtir une caserne, ou pour construire et orner quelque riche magasin. Parmi les priviléges qu'ils s'étaient arrogés, il y avait celui de brûler et de broyer le café, que toute la ville était obligée d'aller acheter dans un même lieu.

Après que la bataille de Lépante eut abattu les forces de l'empire, les sultans, cessant d'être guerriers, se firent dévots: alors les ulémas s'entendirent avec les janissaires, ils encouragèrent leur licence, leur rapacité, et préparèrent avec une longue habileté tous les coups que cette troupe devait frapper. Au commencement du siècle, on comptait dans Constantinople cinq mille quatre cent quatre-vingt-cinq mosquées : on peut juger par là du nombre des prêtres et de la puissance de ce sacerdoce.

L'empire turc avait des finances, sinon mieux ordonnées, du moins plus riches que celles des autres puissances européennes. Le *miri*, ou trésor public, était alimenté par la capitation, qui se paye, à partir de quatorze ans, par le produit des salines et des domaines de la couronne, par les impôts sur le café, sur le tabac, sur les drogueries. Le *kasna*, ou trésor privé, percevait les tributs des hospodars de Moldavie, de Valachie et de Raguse, les impôts de l'Égypte, dix pour cent sur les ventes de biens-fonds, les amendes, les confiscations et les successions en déshérence.

Les troupes turques supportaient mieux les fatigues militaires que les armées européennes; elles attaquaient avec impétuosité, résistaient avec opiniâtreté, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'espoir de vaincre; mais cet espoir perdu, elles se dispersaient sans retour. Comme la Russie, l'Autriche et la Prusse, la Turquie avait pour base son organisation militaire.

Parmi les princes les plus fameux de son temps, on peut classer Mustapha (1757), fils d'Achmet III. Instruit par le malheur, formé par les leçons de son père, il s'était encore fortifié par l'étude et la réflexion. Il donna sa confiance à Méhémet-Raghid, pacha d'Égypte, l'un des meilleurs vizirs de la décadence, qui fit des réformes opportunes et rétablit les finances.

Mais, rigide observateur de la loi, Mustapha faisait exécuter avec une sévérité implacable les ordonnances somptuaires de l'empire: en se promenant par les rues, suivi du bourreau, il lui donnait à étrangler ceux qui portaient de trop riches vêtements. Si le peuple, accoutumé aux profusions de Mahmoud, l'accusait d'avarice, il répondait que l'on verrait le contraire à l'occasion. En effet, il répara les routes et les ponts, fonda des écoles et des bibliothèques, fit traduire en turc les *Aphorismes* de Boerhaave et *le Prince* de Machiavel, avec la réfutation de ce livre par Frédéric II : il prononçait lui-même des discours dans les académies.

Il sentait la décadence de l'empire, et y portait les mains de tous côtés. Indigné des cessions de territoire faites à la Russie et à l'Autriche, il voulait la guerre, par sentiment religieux; mais Raghib l'arrêta, en lui opposant les décisions des ulémas, et les énormes dépenses auxquelles il fallait faire face. Déjà l'empire semblait se disloquer de toutes parts. De temps à autre, quelques pachas ou bien les mameluks d'Égypte refusaient obéissance; et la Porte n'était pas assez forte pour les dompter. — Catherine II essaya de porter les derniers coups à cet empire; elle s'empara de la Crimée, et menaça de près Constantinople; Joseph II, de son côté, lui fit une guerre qui coûta à l'Autriche trois cent millions et cent mille hommes. Léopold, son successeur, conclut la paix à Szistova (4 août 1791); l'Autriche restitua ses conquêtes, notamment la Valachie et la Moldavie. Les prisonniers de guerre furent rendus sans rançon par la Porte; ce qui ne s'était point vu encore, et ce qui était contraire aux idées religieuses des musulmans.

La Turquie cependant n'était point heureuse par les armes : les Russes, commandés par Souvarow, gagnèrent du terrain; enfin elle entra aussi en négociations avec eux. La paix de Jassy (1792) établit le Dniester pour limite entre les deux empires. La Russie abandonnait ainsi la Bessarabie, Bender, Akkerman, Kilia, Ismaïlov et la Moldavie; la Porte se portait garante contre les pirateries des Barbaresques et les incursions des Tartares.

Les ulémas avaient beau promettre le paradis à ceux qui étaient tués en combattant, les échecs militaires entretenaient parmi les

musulmans un mécontentement qui se traduisait par de continuels incendies. Sélim qui avait succédé à Mustapha, devenu farouche et soupçonneux, n'osait presque plus sortir de son palais. Sous ce règne, les Français, les Anglais et les Russes firent ensemble ou tour à tour la guerre à cet empire affaibli, et toujours flottant dans ses amitiés. Napoléon chercha à le tirer de la torpeur et à réveiller ses souvenirs belliqueux [1], sans s'inquiéter de mettre l'Europe en feu et la civilisation en péril, pourvu qu'il fît trembler ses ennemis. Mais il y employa des moyens peu propices, tels que la presse et le récit de ses batailles. Il ne fit qu'effrayer ceux qu'il voulait encourager, sans empêcher les Russes d'attaquer la Porte comme alliée de la France, et de pousser leurs conquêtes jusqu'à Ismaïl, ce qui leur valut la paix avantageuse de Jassy. Quand il voulut endormir Alexandre sur ses usurpations, Napoléon convint avec lui secrètement, à Tilsitt, « d'arracher aux vexations de la Porte les provinces d'Europe, excepté Constantinople et la Roumélie. »

Sélim, devant cette décadence, sentit la nécessité d'une réforme. Voyant que le despotisme, les muets, les poignards n'avaient pas garanti ses prédécesseurs, il songea à se procurer une armée et des finances. Il mit en conséquence un impôt sur le vin, et organisa à côté des janissaires une nouvelle milice, qui fit dignement ses preuves au siége d'Acre. Mais les ulémas jetèrent les hauts cris; leurs amis les janissaires s'en mêlèrent bientôt, irrités de ce que Sélim voulait les tenir en bride, et pousser les Turcs dans les voies de la civilisation. Renversant donc leurs terribles marmites (1807), ils portèrent la flamme et le massacre dans Constantinople. Le sultan les excommunia, et fit marcher contre eux les troupes de quarante pachas; mais les janissaires restèrent les plus forts, et, après avoir déposé le sultan philosophe, ils abattirent ses institutions et firent tomber les têtes de ses favoris. Mustapha-Baïrakdar (porte-étendard), pacha de Routchouk, accourut à Constantinople, suivi de ses

[1] Napoléon disait à Sainte-Hélène qu'il écrivit à Sélim : « Sultan, sors de ton sérail, mets-toi à la tête de tes troupes, et recommence les beaux jours de la monarchie. »

soldats, et, ayant frappé les chefs de la révolte, il allait rétablir Sélim sur le trône, quand il le trouva assassiné. Alors il fit ceindre le cimeterre à Mahmoud, neveu du sultan, et commença à gouverner avec autant de force que de sévérité. Bientôt le parti janissaire se releva en fureur, et proclama Mustapha IV; mais Baïrakdar fit étrangler ce prince; puis, mettant le feu à un magasin à poudre, il s'ensevelit sous les débris avec les chefs de la révolte (28 juillet 1808).

Mahmoud était resté jusqu'à vingt-deux ans livré aux femmes et aux ulémas, éducation habituelle des futurs empereurs; mais la captivité de Sélim, devançant pour lui les leçons de l'expérience, lui inspira la haine des janissaires et le goût décidé des innovations. Doué d'autant de qualités que son prédécesseur, et d'une plus grande fermeté, il choisit de bons ministres, multiplia les vengeances et les châtiments, et se promit d'abattre toutes résistances.

Les difficultés étaient grandes à son début. La Perse hostile avait poussé le pacha de Bagdad à la révolte; les Wahabites lui avaient arraché la Syrie et l'Arabie; les armées russes couvraient les rives du Danube et du Kouban; la Bosnie et la Servie étaient en armes; Ali, pacha de Janina, favorisé par l'Angleterre, tentait de lui enlever l'Albanie et les îles Ioniennes. A l'intérieur, il n'y avait ni trésor, ni soldats, ni confiance; les janissaires étaient courroucés, les ulémas hostiles. La fortune le seconda d'abord: il *recouvra les clefs* des villes saintes de l'Arabie, comprima les pachas turbulents de Widdin et de Bagdad, réduisit au silence les Afghans, soumit les mameluks à la discipline, et répandit dans l'armée une nouvelle vie; il termina la longue guerre de Moldavie par la paix de Boukharest, conclut un traité avec la Russie, que menaçait un ennemi plus fort, en renonçant aux villes et aux districts situés sur la rive gauche du Pruth; enfin il s'appliqua à des améliorations intérieures, pendant qu'il n'avait rien à redouter de la part de la Russie ni des autres puissances, occupées à se défendre contre Napoléon.

Le zèle religieux se refroidissait par l'influence, si faible qu'elle fût, des idées de la révolution, par l'effet des victoires

des Anglais dans l'Inde, autant que par celles des Wahabites. Puis c'était déjà un profit pour les sujets de n'avoir à obéir qu'a un seul tyran. Le peuple prit donc Mahmoud en affection, et sa popularité lui donna la hardiesse d'oser davantage. Comme il était le dernier de sa race, et qu'en l'assassinant on eût fait périr le khalifat, il demeura inviolable au milieu des haines des janissaires et des ulémas.

Il prit conseil de Hali-Effendi, qui, ancien ambassadeur à la cour de Napoléon, avait pu voir les réformes praticables, et les indiquait à son maître. Mahmoud remplit, d'après ses avis, les alentours de la capitale d'instruments de supplice, sur lesquels expiraient, dans d'horribles souffrances, les nombreux bandits qui les infestaient. La fureur des janissaires se tourna contre le ministre, et le sultan, cédant à leurs désirs, l'envoya en exil : il accorda cependant à ses larmes un firman qui lui assurait la vie ; mais à peine était-il parti, qu'il envoya l'ordre de l'égorger, et ses dépouilles firent entrer dans le trésor dix millions de piastres.

Quand les Anglais sortirent de l'Égypte après la courte occupation française, cette province semblait devoir être restituée a la Porte ; mais les mameluks y reprirent leur autorité désordonnée ; tyrannie féodale, qui les laissait libres d'obéir, autant que cela leur plaisait, au pacha envoyé de Constantinople. La Porte, résolue de détruire cette milice rebelle, non-seulement interdit de leur porter des enfants de la Circassie et de la Géorgie avec lesquels ils se recrutaient, mais elle eut recours à ses moyens ordinaires. L'amiral turc, les ayant invités à un banquet, les fit assaillir à coups de fusil ; le vieux Ibrahim et le jeune Bardissi, leurs principaux chefs, échappèrent pourtant à ce guet-apens. Le nouveau pacha envoyé au Caire, Kosrew, avec des soldats recrutés dans tout l'empire, fit une guerre d'extermination aux mameluks ; mais les beys, excités par Méhémet-Ali, reprirent le dessus. Cet homme obscur, marchand de tabac dans la Macédoine, étant allé dans ce pays comme chef des Arnautes [1], passant d'un parti à un autre, eut

[1] Les Arnautes sont des milices de Skipetars et de Grecs, tirées de la Romélie.

recours à tous les moyens qu'il crut propres à son élévation. Après avoir battu Kosrew, il fut fait gouverneur de l'Égypte aux acclamations du peuple, c'est-à-dire des soldats et des ulémas; il endossa la pelisse d'honneur, et parcourut le pays au milieu des cris de joie. La Porte fut obligée de s'accommoder de cette domination nouvelle, et de remettre les choses sur le pied où elles étaient avant l'invasion française. Méhémet-Ali, aussi rusé qu'ambitieux, put dire : *L'Égypte est à l'encan, elle demeurera à celui qui donnera le plus d'argent ou le dernier coup de sabre.*

La Porte en était réduite à s'avouer inférieure en force, en même temps qu'elle était menacée par le fanatisme, cette autre base de son existence.

Les Wahabites, secte qui s'introduisit en Arabie vers 1730, se proposaient de rappeler l'islamisme à sa rigueur et à sa pureté primitive; répudiant les traditions, les symboles, et tout ce qui n'était pas l'adoration du Dieu pur. Le luxe, les habits de soie et l'usage de la pipe surtout étaient condamnés par ces puritains de l'islamisme. Aussi forts de leur fanatisme que de leurs armes, ils commençaient, en entrant dans une ville, par renverser les tombeaux des scheiks en honneur dans la contrée et les bazars; mais, au lieu d'établir un pouvoir unique, ils conservaient l'indépendance à chaque tribu, comprimant toutefois les guerres civiles; et ils faisaient rendre la justice par des tribunaux réguliers.

La Porte, se repentant, mais trop tard, de les avoir laissés grandir, donna ordre à Suleiman, pacha de Bagdad, de les exterminer (1801). Ali-Kiaga, général de ce pacha, pénétra avec beaucoup de difficulté dans le district de Lahsa; mais, peut-être d'intelligence avec l'ennemi, il battit en retraite. Enhardis par ce succès, les Wahabites s'avancèrent jusqu'à la Mecque, dont ils se rendirent maîtres; ils y amoncelèrent un énorme tas de pipes, où il y en avait de fort précieuses, et y mirent le feu. Abdel-Aziz, leur chef, fut alors assassiné par la vengeance d'un Persan; on lui donna pour successeur Ibn-Saod (1803), qui ralluma chez les siens l'ardeur des conquêtes. Ils dévalisaient les caravanes sacrées, détruisaient les mosquées. Ils ne

purent toutefois venir à bout de la Kaabah, à cause de sa solidité; mais ils éloignèrent les pèlerins en comblant les puits (1804). Ibn-Saod n'emmenait cependant pas à sa suite plus de six mille hommes lors de l'expédition qui remplit de terreur l'Yémen, la Syrie, et les deux rives de l'Euphrate.

Méhémet-Ali se fut à peine consolidé dans la vice-royauté de l'Égypte, qu'il se proposa de les dompter; mais il voulait auparavant assurer ses derrières, en détruisant d'un coup toute la milice des mameluks. La cérémonie dans laquelle le vice-roi devait donner solennellement la pelisse d'honneur à Touzon, son second fils, qui devait commander la croisade, lui en offrit l'occasion. Tous les mamelouks y furent enveloppés, massacrés par des troupes apostées; et le féroce Ali ne s'arrêta que lorsqu'il eut vu les quatre cent soixante-dix têtes sanglantes de ses victimes.

Ce fut alors que le vice-roi entama l'expédition contre les Wahabites; mais les trois mille hommes commandés par Touzon qui semblaient devoir détruire facilement ces bandes errantes, furent mis en déroute (1812). Touzon ensuite, réparant ses pertes, reprit Médine et la Mecque (1815), et parvint, après une longue campagne, après beaucoup de négociations et de trahisons, à dompter ces fanatiques; mais ils se relevèrent bientôt. Ibrahim, le fils aîné de Méhémet, qui devait être son orgueil et l'objet de ses plus chères affections, commanda contre eux une nouvelle expédition. Abdallah, leur chef, moins habile que brave, tomba entre ses mains (1818); et l'extermination fut le procédé que le vainqueur employa pour rétablir la tranquillité.

Méhémet détruisit de même les États de Dongola, de Barbar, Chendi, Halfay, Kordofan, et le royaume de Sennaar (1819), où la dynastie des Foungis avait subsisté depuis l'an 890 de l'hégire, et donné vingt-neuf rois au pays.

Alexandrie et Constantinople fêtèrent le jeune « pacha des villes saintes. » Ce n'était pas cependant le triomphe de la Porte, mais bien celui de Méhémet-Ali. Son avidité compromit toutefois ces acquisitions; il tyrannisa l'Arabie, de sorte que cette conquête tourna à son détriment. Touzon, qu'il avait envoyé dans la Nubie pour réunir ce pays à l'Égypte, y perdit la vie, et sa mort fut vengée par celle de plus de trente mille Africains.

Cependant Méhémet, despote astucieux, novateur égoïste, mais doué d'une intelligence supérieure, apprit à lire, se fit initier aux arts de l'Europe; et, habile à détendre tous les liens qui l'attachaient à la Porte, il s'appliqua à organiser le pays, en le gouvernant comme s'il en eût été le chef suzerain. Aussi croyait-on universellement qu'il n'attendait qu'une occasion pour proclamer cette indépendance, dont il usait prématurément.

Les soulèvements se succédaient aussi dans d'autres parties de la Turquie ; car on ne réclame pas sous les tyrans, on conspire. Des incendies fréquents révélaient le mécontentement, et la Porte était contrainte d'accorder à la rébellion triomphante ce qu'elle avait refusé aux réclamations de la fidélité. Tous les symptômes d'une décadence sans remèdes apparurent alors à tous les yeux. La vraie cause de cette décadence, c'est que les Turcs ne sont pas une nation ; qu'il n'y a point de nationalité qui s'improvise là où manque tout accord dans les intérêts, où les sentiments n'ont point une même direction. Dans les sociétés chrétiennes, tout tend à l'égalité politique, à tirer parti des facultés de chacun pour le bien-être de tous, et à faire concorder ce droit avec le devoir. Les grands États européens ne sont point mis en péril de mort par les fautes de leurs chefs ; et si la force brutale peut changer les gouvernements et les frontières, elle n'entame point ce sentiment profond et fraternel qui est la vie et qui règle la destinée des peuples. En Turquie, au contraire, que de millions d'opprimés sont agglomérés autour d'une poignée de Turcs ! rivaux irréconciliables, que la religion et l'intérêt font ennemis. Tous les musulmans sans distinction sont également appelés à parvenir à la puissance, aux dignités, aux fonctions du sacerdoce, de la justice, de l'administration ; nulle distinction n'existe dans la race conquérante, sauf le turban vert pour les descendants du prophète. Hors de là, rien d'héréditaire. Portés des conditions les plus basses aux postes les plus élevés, ils y conservent le nom de leur condition passée.

Les fils des vaincus sont réduits à la condition de sujets, de clients, de gens de travail, mais libres de corps, de conscience, libres de s'administrer entre eux moyennant la capitation,

libres de cultiver leurs biens en payant le tribut foncier. Si le raïa vient à embrasser l'islamisme, il sera exempté de la capitation, mais il ne sortira pas pour cela de la classe des vaincus, à moins qu'un firman du maître ne l'élève aux grands emplois. La race turque a donc pu jeter un éclat passager alors qu'un Mahomet II ou un Soliman poussaient en avant leurs hordes guerrières, faisant appel à leurs instincts de destruction ; mais se fondre avec les peuples conquis, cimenter avec eux cette union qui seule peut engendrer la force, jamais !

L'imprévoyance est le fait des peuples asservis, qui ont perdu la faculté d'examiner leurs propres besoins, de les exposer, de chercher remède à leurs maux. Le droit de remontrance ne s'exerce d'ailleurs, chez les Turcs, que par les baïonnettes des janissaires. Ce peuple, torturé par un maître, torture à son tour ses bourreaux ; mais, content d'une vengeance passagère, il n'a point le souci d'assurer sa sécurité à venir et le bonheur de ses descendants.

L'administration intérieure est simple, car elle est despotique : aujourd'hui portefaix, on est demain vizir, si le maître le veut ainsi ; après quoi ce vizir peut voir arriver le cordon fatal, sur la plainte d'un mendiant auquel il aura fait injure[1], ce qui met une terrible égalité entre les croyants. Le premier venu peut à toute heure se présenter chez le pacha, s'asseoir au milieu du divan, exposer ses griefs, et recevoir justice sans formalité, et sans plus de cérémonie.

Ce sultan qui semble le maître absolu d'un si vaste empire ne l'est en réalité que dans sa capitale, parce qu'il y a sous la

[1] Ce tableau des mœurs et du gouvernement de la Turquie, exact quant au passé, cesserait d'être équitable et vrai, sur quelques points, s'il s'agissait du temps présent. Les nouveaux principes promulgués sous le règne actuel, si dépourvus qu'ils soient encore de force et de vie dans l'application, ont cependant porté coup aux excès les plus révoltants du despotisme turc ; le nouveau code pénal, surtout, s'est ouvert à des idées d'humanité et de progrès ; et le cordon tant redouté des vizirs et des pachas a cessé de figurer parmi les présents du maître. Un ministre congédié à Constantinople perd son portefeuille comme ailleurs, et voilà tout. (AM. R.)

main beaucoup de troupes et de l'artillerie ; hors de là, se retrouve la vivante image du système féodal. Les pachas sont l'équivalent des barons, avec l'hérédité de moins. Les villages correspondent aux communes, ayant des revenus particuliers. L'administration civile et militaire appartient au pacha, la justice au cadi, le culte au muphti, divisions qui du reste signifient peu de chose là où l'arbitraire fait tout. Presque tous les emplois sont mis à l'enchère tous les ans, et ceux qui les achètent ne négligent rien pour rentrer au plus vite dans leurs déboursés.

Très-peu de gens savent lire et écrire en Turquie ; le sultan signe en trempant son doigt dans l'écritoire ; les pachas signent avec leur cachet. N'ayant point à passer par les longues filières des procédures judiciaires, les affaires pourraient marcher rapidement, si on ne faisait pas durer à plaisir celles dont il y a de grands profits à tirer. Les jugements sont généralement équitables, dictés par le bon sens, et d'une simplicité patriarcale ; puis on brûle le peu de documents qui ont figuré au procès, et la cause est irrévocablement jugée.

Les municipalités sont chargées de répartir l'impôt entre les familles, et les relations avec le centre de l'empire sont extrêmement rares. Écrire à Constantinople n'est guère dans l'usage d'un peuple illettré. Le Grand Seigneur, s'il a un ordre à transmettre, est obligé d'expédier un Tartare.

La population diminue à vue d'œil, et toutes les villes ont entre elles de vastes déserts. La médecine n'y est pratiquée que par un petit nombre d'empiriques ; nulle attention à l'état sanitaire du pays ; point d'hôpitaux, point de routes, point de ponts, point d'établissements d'instruction ; dans les prisons se trouvent confondus les prévenus et les condamnés ; l'assassin y coudoie le débiteur insolvable.

Les servitudes personnelles, les logements militaires, les exactions, pèsent sur les habitants des villes. Ainsi la richesse, étant une occasion de péril et de ruine, se cache et n'ose tenter des entreprises qui la démasqueraient. L'argent s'entasse improductif, soit dans le trésor impérial, soit dans la bourse des particuliers. Vient-il à se montrer, il est écrasé sur-le-champ

de contributions; en attendant, des soldats s'établissent en maîtres dans votre maison ; et si la charge devient trop lourde, le village émigre tout entier.

Ce n'est point par leur taux exorbitant, c'est par leur mauvaise répartition que les impôts sont le plus vexatoires; c'est parce que le recouvrement s'en opère avec brutalité par la main des traitants qui les ont à charge, et à travers une longue chaîne de concussions. Le gouvernement turc n'entend rien au maniement des finances, et ne connaît point d'autres expédients que l'altération des monnaies.

Une grande portion des terres appartiennent aux mosquées, et sont exemptes d'impôts. Elles sont sacrées, à ce point que, si urgents que les besoins puissent être, on n'ose y porter la main. Les pachas lèvent les impôts sur les autres terres, sans cadastre, sans règle fixe, grevant à volonté les propriétaires sans que le trésor en profite.

L'égalité qui règne entre les musulmans leur inspire un orgueilleux mépris pour les chrétiens, qui n'y participent point. Lorsqu'en traversant les rues de Constantinople, on entend les femmes même dire aux raïas, « Que la peste t'étouffe! que les oiseaux fientent sur ton menton! » on peut se figurer ce que doit être la condition des chrétiens. La ligne de démarcation entre les deux peuples est aussi tranchée qu'au jour de la conquête. Ils vivent ensemble, sans se mêler, sans se saluer. Le pouvoir, dans les cas les plus extrêmes, ne demande pas un soldat aux chrétiens; il ne les force pas de parler sa langue, mais il ne s'inquiète pas d'apprendre la leur. Ainsi les gouvernants ignorent les gouvernés; ils ne leur parlent qu'au moyen d'interprètes qui, pour la plupart, sont des renégats, et conséquemment d'une foi suspecte : autre ressemblance avec le système des conquérants de notre moyen âge.

Chrétiens et Turcs traitent donc entre eux comme d'esclave à maître : la justice n'est point la même pour les uns et pour les autres; le délit qui mène au gibet le chrétien, se rachète par une amende pour le musulman. Sur le premier seulement pèse la taxe personnelle. Le Turc a pour le chrétien tout le mépris du planteur pour l'esclave, disposant de sa maison, de son cheval,

de ses ustensiles. Il arrive que le pacha met en réquisition les raïas, les envoie travailler au loin, sans pourvoir le moins du monde à leur nourriture.

Dès qu'un village compte un nombre suffisant de chrétiens, il leur est permis d'élire un chef (*kodia baschè*) qui les représente auprès de l'autorité musulmane, répartit l'impôt, fait connaître les ordres du pacha, et porte devant lui les réclamations des raïas. Mais se fondre avec les Turcs est impossible autant que d'unir la polygamie avec le mariage, la liberté avec l'esclavage, l'Évangile avec le Coran. Si déjà nous voyons en Grèce, en Algérie, en Moldavie, en Servie, prévaloir les races chrétiennes, cela vient de la disparition des Turcs, ou de ce qu'il n'en reste qu'un petit nombre, qui y sont comme à l'état de prisonniers. Mais les chrétiens, par malheur, n'offrent point, dans toutes ces contrées, les éléments d'une forte agrégation entre eux, pas plus qu'avec le reste de l'Europe. Point de nationalité, point de patrie, ni origine; ni langue qui leur soit commune. Point d'intérêts généraux, à part la religion. Qu'ils se soulèvent, et ils n'ont à arborer que la croix. En réalité, ils n'ont de patrie que la commune; et entre ces petits groupes il y a d'immenses espaces et point de communications. Presque tous ces chrétiens sont schismatiques, par conséquent hostiles à Rome, qui est le centre de l'unité européenne : c'est là ce qui a facilité la longue domination de la race turque. Et maintenant que reste-t-il du Coran? la polygamie, l'anarchie des pouvoirs, la corruption de ses agents, l'appauvrissement général, la stérilité du sol, et la dégradation de la race turque; aussi sa chute est-elle inévitable. Mais qui peut prédire ce qui en surgira?

RÉGÉNÉRATION DE LA GRÈCE.

La décadence de la Turquie semblait devoir favoriser l'affranchissement de la race grecque, *peuple deux fois vaincu*, qui n'avait point pactisé avec la tyrannie, ni même rejeté l'espérance dans les temps les plus désastreux.

Ce peuple occupe la péninsule située au sud des Alpes orientales, sur laquelle la Porte avait institué quatre pachalicks : celui de Salonique, formé de l'ancienne Macédoine; celui de Janina, qui comprend l'Albanie Arnaute; celui de Livadie, l'ancienne Hellade, et celui de Tripoli, la Morée; sans compter les îles de Candie et de Négrepont, les Cyclades et les Sporades, placées sous le commandement direct du capitan-pacha. Ces contrées furent conquises par les Turcs peu de temps après la prise de Constantinople; mais un peuple n'est point mort, tant que survivent les éléments de sa nationalité. Les Grecs restaient unis entre eux par une même religion [1] contre la horde mahométane; une même langue leur servait de lien et de protestation contre leurs oppresseurs; leurs chants nationaux exprimaient des haines et des espérances communes.

Quand la plaine thessalienne eut été soumise, le gros de la nation et ce qu'elle comptait de plus viril se réfugia dans les montagnes; et, des hauteurs de l'Olympe, du Pélion, des rochers du Pinde et des Agrapha, s'élancèrent les Clephtes déterminés,

[1] La capitulation de Mahomet II avait respecté l'Église grecque; elle garda le droit d'élection canonique aux dignités, sauf le *bérat* du Grand Seigneur. Le patriarche œcuménique de Constantinople présidait le saint synode, composé de dix ou douze évêques des villes les plus proches; il recevait l'appel des sentences épiscopales, nommait aux dignités ecclésiastiques, et réglait la répartition de l'impôt. Le patriarche protégeait les coreligionnaires près de la Porte, jugeait les ecclésiastiques dans les cas criminels, pouvait condamner à l'emprisonnement ou aux galères sans que le sultan pût intervenir, à moins que le coupable n'embrassât l'islamisme.

la terreur du territoire occupé par les Turcs et les Grecs soumis à leur joug. Les Turcs, fatigués de combattre des populations pauvres et indomptables, se décidèrent à les laisser vivre sous leurs propres lois, et à leur laisser les armes, sous la condition d'un léger tribut; mais ceux qui habitaient les régions élevées de la montagne se refusèrent à toute transaction.

Dès son plus jeune âge, le Clephte était habitué aux privations, à la souffrance, à ne redouter rien : toujours prêt à affronter la mort pour piller, comme pour défendre son territoire ou sa religion, et bravant à sa dernière heure la férocité des oppresseurs. Contents de peu, ces hommes rudes gardaient leurs troupeaux, et ne considéraient pas le brigandage comme un opprobre; ils vidaient par les armes les différends qu'ils ne pouvaient terminer à l'amiable, et respectaient les femmes prisonnières. Ils ne combattaient pas selon les lois de la guerre, mais disséminés çà et là, tirant à main posée, fuyant pour revenir sur l'ennemi à l'improviste. Comme ils ne voyaient point de mérite à se comporter vaillamment, ils ne gardaient point souvenir de ceux qui mouraient en braves, mais seulement de ceux qui cédaient lâchement. Les femmes aimaient leur valeur, et les assistaient dans leurs fatigues; souvent les popes marchaient à leur tête, ou combattaient dans leurs rangs. Parfois deux Clephtes se juraient sur les autels fraternité d'armes (ἀδελφοποιήτοι) à la manière antique, pour n'être pas séparés, même par la mort [1]. Les alliances chez eux étaient héréditaires, de même que les inimitiés et les vengeances. Après la mort du père, la mère le remplaçait dans le gouvernement domestique. L'épouse adultère était mise à mort par le mari ou les parents. Cette vie d'aventures avait pour eux autant de charmes que le bien-être des villes peut en avoir pour nous. Ils tiraient leur nourriture de leurs troupeaux; ils faisaient rôtir les viandes destinées à leurs repas, comme les héros d'Homère, et les arrosaient de copieuses libations de vin, au milieu des saillies et des chants joyeux. A côté de leurs frères de la plaine pillés et ou-

[1] Avant l'insurrection de 1815, Milosch sauva un Turc auquel il était lié par une fraternité de ce genre.

tragés à toute heure, ils puisaient des forces et de dures consolations dans les sacrifices même qu'ils s'imposaient.

Ceux qui habitaient moins haut dans la montagne, plus exposés au danger, créèrent pour leur défense une milice composée de Grecs dits *Armatoles*, qui s'étendait de l'Axius à l'isthme de Corinthe; elle fut divisée en autant de bataillons qu'il y avait de districts, et commandée par un capitaine héréditaire, qui résidait au chef-lieu. Les Turcs consentirent à accorder de certaines franchises à ces *Pallikars*, et les mirent par ce moyen sous la dépendance du pacha; mais comme ce dernier cherchait à empiéter sur leurs priviléges, c'était une guerre continuelle entre eux. Les Pallikars, lorsqu'ils avaient le dessous, se réfugiaient dans les cantons plus montagneux, et redevenaient Clephtes.

La poésie, qui est immortelle au sein de ces montagnes que les anciens avaient données pour habitation aux Muses, soutint l'esprit d'indépendance et célébra ses martyrs. Les chants des Clephtes racontent les exploits des braves, terreur des Turcs et des troupeaux; leur courage à endurer la faim, la soif, les tortures; leur dévotion envers les popes et les reliques [1] : œuvres de poëtes inconnus, n'ayant nul souci de gloire, n'ayant d'autre besoin que d'épancher leur cœur. Les aveugles les apprennent, y adaptent des airs, et, rapsodes nouveaux, ils les répètent en mendiant; c'est ainsi qu'on les entendait chanter : « Un fusil, « un sabre, ou, faute de mieux, une fronde, voilà nos armes.

« Avec le fusil, le sabre, la fronde, j'aurai des champs, des « blés, du vin.

« J'ai vu les agas prosternés à mes pieds; ils m'appelaient « leur seigneur et maître.

« Je leur ai enlevé leur fusil, leur sabre et leurs pistolets.

« O Grecs, relevez vos fronts humiliés! Prenez le fusil, le « sabre, la fronde, et nos oppresseurs vous nommeront bientôt « leurs seigneurs et maîtres. »

[1] Voy. Fauriel, *Chansons populaires de la Grèce*, 1824. On a publié en 1837 une collection des *Piesma*, traditions des Monténégrins, concernant Ivon le Noir et ses combats contre les Turcs.

Le système communal avec ses formes *représentatives* avait survécu chez les Grecs; ils élisaient leurs juges, les percepteurs des impôts, et répartissaient entre eux les tributs et le recrutement. Ils respectaient les vieillards, à ce point que des villages entiers n'étaient administrés que par l'ancien du pays. Ils gardaient le culte du foyer. Devenus étrangers aux idées de nation et d'État, ils conservaient profondément celles de famille, de tribu, de patrie et de religion. Ce que la constitution civile ne donnait pas, le sentiment religieux le produisait. A peine s'ils avaient sur leurs rochers inaccessibles des prêtres et des églises; c'était donc une fête pour eux lorsque arrivait un pope pour célébrer la messe dans quelque pauvre oratoire, dans une caverne où étaient déposées des reliques miraculeuses. Ainsi l'Église avait conservé beaucoup de pouvoir sur les masses. Le patriarche, assisté de son synode, correspondait avec six exarques, ceux-ci avec les évêques et avec les curés, qui dirigeaient les anciens, préposés à l'administration publique. C'était un gouvernement patriarcal, indépendant de celui des conquérants, et qui se séparait d'eux de plus en plus. L'espérance patriotique se traduisait jusque dans les hymnes sacrés qui annonçaient le royaume du Christ, la restauration de la sainte Jérusalem, et le triomphe de l'Église militante. Tandis que les Turcs restaient attachés au fatalisme, les Grecs-Slaves se confiaient dans la Providence : tout en obéissant, ils se rappelaient les anciens jours de la Grèce, et se nourrissaient d'espérances.

Une nation qui vit de pareils sentiments peut se laisser opprimer, mais non anéantir; et le jour arrive pour ceux en qui la vie morale n'est pas éteinte.

Les affaires des Turcs se faisaient par les mains des Grecs : les premiers, dans leur ignorance, s'étaient vus contraints, dès les premiers instants de la conquête, de se servir des Grecs pour l'administration de l'empire; et quelques familles privilégiées du quartier de Constantinople, appelé le Phanar, dirigeaient la diplomatie et les finances. Les *Phanariotes* étaient des gens que l'intérêt attachait, il est vrai, aux dominateurs; mais encore pouvaient-ils, dans l'intérêt de leurs frères, trahir les secrets de l'État, et le mettre en péril. Beaucoup d'insulaires allaient

à Constantinople mettre leur dextérité au service des Phanariotes, ou prenaient de l'emploi dans les maisons commerçantes de Smyrne; d'autres parcouraient la Méditerranée comme agents des Turcs. Ces insulaires étaient tous pauvres et ignorants, n'étant visités dans leurs îles que par quelques armateurs et par des missionnaires catholiques. Ceux-ci cherchaient à s'insinuer partout sous la protection des ambassadeurs. Ils pénétraient dans les bagnes, assistaient les pestiférés, les mourants, malgré les contrariétés que leur suscitait le synode grec. Ils établissaient des écoles, attiraient toutes sortes d'enfants, comme à Smyrne, et dans les lieux où les Grecs avaient dominé autrefois. Les parents venaient parfois assister aussi à l'enseignement; les pompes de l'Église catholique leur plaisaient, et ils ornaient de fleurs et de feuillages les fêtes du saint sacrement.

Mais la mésintelligence entre les Grecs schismatiques et les catholiques restait toujours une cause de troubles; car le patriarche tendait naturellement à favoriser les siens, en discréditant ces derniers. En 1817 notamment, le métropolitain Gérasime obtint un hatti-schérif du Grand Seigneur, qui enjoignait aux catholiques de se rendre à l'église des schismatiques dans Alep. Il en résulta des troubles, où il y eut beaucoup de gens tués ou incarcérés. Les Arméniens, qui jouissaient à Constantinople de la liberté de leur culte, s'étaient associés aux Grecs schismatiques dès le siècle précédent; mais le zèle de quelques missionnaires s'éleva contre cette association; il en résulta des conflits et des scandales entre chrétiens, qui compromirent leur repos et éveillèrent l'attention de l'Europe.

L'Europe plaignait les Grecs; mais la politique ne les regardait que comme des instruments, toujours prête à exploiter leur patriotisme et leur foi religieuse dans des vues intéressées. Catherine avait reçu, par anticipation, l'encens de la philosophie, comme libératrice de la Grèce. Elle y sema le trouble et la révolte, en effet, chaque fois qu'elle eut besoin d'une diversion contre les Turcs. Grégoire Papazogli de Larissa, au service de la Russie, insurgea le pays; mais l'impératrice l'abandonna dès que le mouvement cessa de lui être utile. L'Angleterre, elle aussi, sous le règne de la reine Anne, avait parlé aux Grecs

de religion, de patrie, d'affranchissement, pour tirer parti d'eux contre les Turcs dans la guerre qu'elle projeta de concert avec l'empereur Charles VI, et qui n'eut aucun résultat.

Les Grecs, après tant d'épreuves, devaient cesser de croire aux étrangers, si ce n'était pas la dernière illusion que déposent les nations souffrantes. Mais la première étincelle jaillit d'un point d'où on ne l'attendait pas.

Les Albanais, peuplade guerrière d'un million et demi d'individus, fournissaient à l'empire turc ses meilleurs soldats; mais leur vie toute d'aventure a repoussé jusqu'ici la civilisation quoiqu'ils soient si rapprochés de l'Italie. La race noble parmi eux s'appelle *mirditi*, c'est-à-dire les braves. Chacun de ces braves peut se faire *boulouk-bachi* ou capitaine; il engage une bande, et va se mettre au service d'un pacha, ou se livre au brigandage. Ce sont de bons soldats et d'habiles voleurs. On appelle ceux de la classe inférieure *skipétars* ou montagnards. Ils conservèrent, avec toute l'énergie des anciens Grecs, la foi chrétienne jusqu'après la mort de Scanderbeg, quand Bajazet les obligea de se faire musulmans. Le plus grand nombre toutefois s'enfuit dans les îles ou dans des montagnes inaccessibles, d'où beaucoup sortent pour faire le métier de bûcherons, de moissonneurs, de maçons, de tailleurs; d'autres convertissent en forteresses des habitations isolées, où ils vivent pauvrement. C'est un mélange de catholiques superstitieux, de Grecs schismatiques, ou bien encore de musulmans, divisés là aussi en schyytes et en sunnites. Roger de Sicile, et les croisés qui conquirent et conservèrent quelque temps plusieurs principautés en Morée, y avaient introduit des beys et des agas héréditaires, sorte de féodalité modifiée. Encore aujourd'hui on y trouve le moyen âge, l'anarchie féodale, les excursions, le droit de guerre et de justice, les vengeances, la piraterie, la division en *fares* ou clans. La Porte a cherché à substituer à cet état d'anarchie quelques formes de gouvernement régulier, en exterminant les chefs; mais les beys, expulsés des châteaux, se sont retirés dans les montagnes, où ils se rendent indépendants, et donnent asile à ceux qui viennent se joindre à eux. S'ils ne peuvent résister davantage, ils se réfugient dans le Monténégro, qui, situé en face de l'Italie,

domine la Dalmatie, l'Herzégovine et le nord de l'Albanie, et depuis un siècle est le repaire assuré des rebelles gréco-slaves. A la chute de l'empire serbe, ce pays serait pourtant tombé au pouvoir des Turcs, sans la fermeté de ses princes, qui repoussèrent le joug. Ivan, le héros de ces montagnes, prescrivit, par une loi, que quiconque abandonnerait son poste fût rejeté de la condition des hommes, pour être mis à filer avec les femmes. Son fils George, qui avait épousé une Mocenigo, se laissa persuader par elle d'aller finir ses jours à Venise. Il résigna en conséquence l'autorité au métropolitain de Cettigua (1516). De ce moment, les pouvoirs temporel et spirituel se trouvant réunis, les Monténégrins furent gouvernés par le vladika ou hospodar, quoique les Turcs, restés les plus forts, fussent parvenus à les soumettre à la capitation.

Les Monténégrins, dans le dix-septième siècle, n'étaient guère que de vingt à trente mille; on en compte aujourd'hui cent vingt mille. Ce n'est point un peuple constitué : c'est un asile d'insurgés de toute nation, ou tout au plus une réunion de familles sous un chef. Ils n'ont ni villes, ni forteresses, ni chemins. Tous y combattent, jusqu'aux femmes; et c'est une insulte que de dire à quelqu'un : « Les tiens sont morts dans leur lit. »

La Russie a remplacé Venise dans l'estime et la vénération des Monténégrins. Pierre le Grand les avait excités déjà contre la Porte, qui leur fit une rude guerre et les écrasa en 1712. Ce fut pourtant le premier signal de leur séparation; car les Monténégrins, depuis, ne reconnurent plus pour souverains que les Russes, et reprirent les armes toutes les fois que la Turquie eut sur les bras quelque puissance chrétienne. En 1796, ils tuèrent le pacha chargé de les combattre, et c'est de ce moment que date leur indépendance. Lorsque Napoléon eut fait la paix avec la Porte, ils ne cessèrent pas de harceler les garnisons françaises postées près de leurs frontières; et, toujours en défiance contre la civilisation, ils refusèrent les routes qu'il offrait d'ouvrir dans leurs montagnes.

La portion de l'Albanie soumise à la Porte était partagée en trois gouvernements : les pachaliks de Delvino, de Paramatia et de Janina. C'était ce dernier qui comprenait le plus de Grecs

et de skipétars. Le pays n'était pas soumis cependant à un chef absolu; mais chaque ville ou canton formait une espèce de république subdivisée en *fares*, avec de gros feudataires vassaux de la Porte, en lutte avec les autorités ottomanes, dont ils combattaient les abus.

Au milieu de cette étrange contrée avait grandi Ali-Tébélen, qui commença, comme les anciens héros, par voler des troupeaux et dévaster les champs; puis, son ambition grandissant avec sa bande, il fit route entre le gibet et l'empire. Dans un État où la valeur mène à tout, il mit la sienne au service de quiconque en eut besoin. Après avoir épousé la fille du pacha de Delvino, rebelle à la Porte, il dénonça son beau-père, et vit tomber sa tête. N'ayant pu le remplacer comme il l'espérait, il travailla à se fortifier de plus en plus dans son pays natal, en se débarrassant de ses rivaux. Il tua son beau-frère, pacha d'Argirocastro. Il ne réussit pas davantage à succéder à celui-là; mais son forfait le rendit fameux et redouté. Bientôt, voyant la faiblesse de l'empire, la vénalité du divan, l'impatience des Grecs, et se sentant fort d'une résolution indomptable, il conçut le projet de se rendre maître de l'Albanie, peut-être même de toute la Grèce.

Sélim, pacha d'Épire, avait apporté quelque adoucissement aux mesures de rigueur ordonnées contre les chrétiens rebelles : la Porte, le soupçonnant d'intelligence avec les Russes et les Vénitiens, envoya l'ordre à Ali-Tébélen de le tuer; ce qu'il exécuta, sous le couvert de l'hospitalité. Il obtint, en retour de la tête du pacha, qu'il envoyât à Constantinople le sandjiakat de Thessalie avec quatre mille hommes, pour écraser les bandes chrétiennes des vallées du Pénée. C'était le moment où les émissaires d'Orlof poussaient les Grecs à l'insurrection, en promettant l'assistance de Catherine et de Joseph II. Mais les Russes n'envoyèrent que peu de forces, avec des bâtiments mal équipés. Les Grecs, bientôt abandonnés tout à fait, furent massacrés par milliers. Une partie des vaincus s'enfuit dans les îles Ioniennes, les autres frémirent sous leurs chaînes, comme par le passé; les plus hardis se réunirent en bandes armées dans la Morée.

Ali-Pacha, chargé de cette expédition, réussit, en employant

tour à tour la force et l'artifice, à rétablir le calme, des Thermopyles à la vallée de Tempé (1780). Fort de sa renommée et de ses trésors, il acheta le sandjiakat de Janina, ce qui lui donna les moyens d'abattre l'Épire et ses ennemis. Ces moyens étaient l'argent, les intrigues, la violence : tous lui étaient indifférents. La peste accumula sur lui les héritages; les voluptés ne lui faisaient oublier ni l'ambition ni les forfaits; il caressait tous les partis, s'enivrait à la santé de la Vierge Marie, achetait les membres influents du divan, parlait aux Grecs de liberté, tout en exécutant les sentences sanguinaires de la Turquie contre tout ce qu'il y avait d'élevé parmi les Grecs. Confirmé dans son poste par Sélim (1788), il organisa, administra, mettant à profit l'habileté des Grecs, et se ménageant toujours, par la trahison, des succès qui étendaient les limites de ses domaines.

Mais il trouva pourtant de rudes adversaires dans la commune indépendante de Souli, située à douze lieues de Janina, sur le bord de l'Achéron. Disséminés sur la montagne de Cassiopée, les Souliotes, à l'approche du péril, y entassaient vivres et troupeaux; et malheur à qui venait les y attaquer! Irrités des massacres d'Ali dans la plaine, ils l'attaquèrent, le repoussèrent (1791), et, parcourant la Thesprotie et le Pinde, ils ravagèrent le pays et y détruisirent les communications; mais ils ne surent pas profiter de la victoire pour se rendre indépendants. Ali puisa une nouvelle vigueur dans sa défaite, et, tout en s'occupant d'autres entreprises, il surveilla ses ennemis, qu'il voyait s'endormir.

Lorsqu'après la chute de Venise (1797) le drapeau tricolore flotta à Corfou, avec le mot magique de liberté, Ali accepta la cocarde française, pour qu'elle le fît reconnaître de l'Europe. Il se donna à Bonaparte comme « un fidèle disciple de la religion des jacobins, et qui ne demandait qu'à se faire initier au culte de la *Carmagnole*, » qu'il prenait pour un symbole nouveau : mais en même temps il surprenait les Acrocérauniens au milieu des cérémonies de Pâques, et en égorgeait six mille. La guerre ayant éclaté bientôt entre la Porte et la France, il servit la première par des trahisons; il attaqua Prévesa, qu'il brûla après l'avoir saccagée; il y massacra les Français ou les

emmena comme esclaves, et en fit décapiter un grand nombre, un à un, sous ses yeux; ce qui lui valut de la part du divan sa troisième queue, et les félicitations de Nelson.

Paul I[er] avait stipulé avec la Porte (1800) que les Épirotes resteraient sujets des Turcs, mais que la croix seule serait arborée dans leurs villes. C'en fut assez pour que les habitants rentrassent dans leurs foyers. Un vaivode turc, révocable sur la demande du sénat ionien, devait avoir l'administration civile, la police, le droit de faire donner la bastonnade; et la milice ne devait être composée que d'Armatoles chrétiens. Ali, enorgueilli de ses victoires, espérait abolir ce traité, et se soumettre les pays autrefois vénitiens; mais tous les Albanais s'insurgèrent contre ses tentatives. Le courroux d'Ali se tourna alors contre les Souliotes, qui avaient résisté héroïquement à ses nouvelles attaques. Samuel, *juge final*, se mit à leur tête en leur criant que l'heure de la délivrance était arrivée, et, avec des allures d'inspiré, il les conduisit au combat; les Tzavella se montrèrent en héros, mais ils furent réduits aux dernières extrémités. Émina, la femme d'Ali, qui osa implorer son mari en leur faveur, périt soit d'un coup de poignard, soit de terreur.

Les habitants de Souli se dispersèrent; Samuel, resté le dernier dans la place, mit le feu aux poudres, et se fit sauter avec six cents musulmans (1803). Ceux qui avaient survécu s'étaient réfugiés dans Parga, ville voisine, où ils furent bientôt pressés par les Turcs. Sur tous les points, les femmes elles-mêmes combattirent en héroïnes; et quand tout espoir fut perdu, elles se précipitèrent par centaines dans les flammes, avec leurs enfants à la mamelle. Les supplices achevèrent l'extermination des malheureux Grecs, empalés, écorchés, écartelés de tous côtés.

Porté aux nues par la Porte, le féroce Ali reçut la périlleuse commission de purger la Macédoine et la Thrace des bandes dont elles étaient infestées. Il en prit occasion pour lever des contributions, pour rançonner et réduire en servitude les beys de l'Épire, inventant des artifices que Machiavel lui-même eût admirés. En 1806, il se trouva maître de toute l'Hellade, moins la Béotie et l'Attique, qu'il finit par soumettre après avoir dompté les Agraphiotes. Il intriguait avec tous les partis, vou-

lant s'élever toujours[1]. Il volait des deux mains, détournait la solde, récompensait les services au moyen de billets tirés sur qui bon lui semblait; il se constituait l'héritier universel, comme il était le financier universel; il commandait et exigeait des services de tout genre, étalait un luxe sans goût comme sans honte : des calices chrétiens et des rosaires indiens ornaient ses appartements, où la dévotion se mêlait à toutes les débauches. Il remplit Janina de viols et de crimes impurs; puis tout à coup il se mit à proclamer les bonnes mœurs, et fit noyer par douzaines les ministres de ses voluptés, ainsi que les victimes souillées par lui et par ses fils.

Dans les îles Ioniennes, l'aristocratie, qui était toute-puissante sous la domination de Venise, voyait de très-mauvais œil Napoléon, qui venait d'abattre la mère patrie; puis, quand les Français eurent été expulsés par les Turcs et les Russes, elle voulut revenir aux anciennes formes; et bien que la Russie, par politique, favorisât les démocrates, une constitution aristocratique s'y établit sur le modèle de celle de Raguse (1800), et sous la souveraineté de la Porte : ce fut le premier exemple de Grecs constitués. Cependant les Russes prirent le prétexte de la guerre pour occuper les îles, et leur donnèrent un statut nouveau, dans lequel l'intérêt populaire eut aussi sa part. Ces insulaires, cédés de nouveau à la France en 1810, offraient à Napoléon de faire une diversion en sa faveur sur les côtes de Sicile; mais les Anglais prévinrent le coup, et les soumirent avec l'aide d'Ali. A la chute de Napoléon, le drapeau anglais continua de flotter dans les îles Ioniennes, qui formèrent une république sous le protectorat de l'Angleterre, avec un lord

[1] Il disait à Pouqueville : « Vois-tu ces pages qui m'entourent? il n'en est pas un dont je n'aie fait tuer le père, le frère, l'oncle, ou quelque parent. — Ils vous servent pourtant, et passent les nuits près de votre lit, sans qu'un seul ait jamais songé à venger ses parents. — Venger ses parents? Ils n'ont que moi au monde. Exécuteurs aveugles de mes volontés, je les ai tous compromis; et plus les hommes sont avilis, plus ils me restent attachés. Ils me regardent comme un être extraordinaire, et mes prestiges sont l'or, le fer, le bâton. Ainsi, je dors tranquille. »

commissaire plus absolu qu'aucun gouverneur de colonies. Des Anglais dépend la nomination à tous les hauts emplois ; la garnison anglaise est entretenue aux frais du pays ; les troupes indigènes y sont sous le commandement d'officiers anglais ; le gouvernement protecteur a le *veto* sur les lois proposées par le sénat ; il s'arroge le droit de lever des marins pour ses équipages ; les emplois laissés aux indigènes ne sont le partage que de la noblesse.

Les Anglais avaient promis aussi à Parga le sort des îles Ioniennes ; mais Ali répondait à toutes les ouvertures : *Je veux Parga*. L'Angleterre finit par la céder à la Porte (mars 1817), c'est-à-dire qu'elle ratifia l'apostasie et l'esclavage, se bornant à stipuler une indemnité pour les biens de ceux qui voudraient s'expatrier. Lord Maitland, commissaire dans les îles Ioniennes, présida à ce honteux marché : les Parganiotes sortirent de leur patrie, emportant les os de leurs pères ; et Ali vit ses longs désirs satisfaits. Il avait reçu des Anglais, en récompense de ses services, de l'argent et un parc d'artillerie. Il avait coutume de répéter « qu'un vizir est un homme revêtu d'une pelisse, assis sur un baril de poudre qu'une étincelle peut faire sauter, » et il ne dissimula pas le projet de se rendre indépendant : en conséquence, au milieu des irrésolutions du divan, qui ne songeait qu'à le perdre, il satisfit son ambition et ses vengeances, en massacrant ses ennemis avec des circonstances dignes du palais d'Atrée. Il devint pire encore en vieillissant, ne crut ni au Christ ni à Mahomet, se chargea d'amulettes, écoutant avec humilité les reproches des derviches, tout en se plongeant dans des voluptés que l'impuissance rendait plus ignominieuses. Les flatteries, les hommages d'une cour rampante à ses pieds, redoublaient son insatiable ambition.

Un incendie consuma son palais à Tébélen, où il avait amoncelé ses trésors, véritables magasins de montres, de cachemires, d'étoffes, de bijoux, d'orfévrerie ; on portait en outre son revenu annuel à douze millions, et à dix celui de ses fils. Le sultan Mahmoud brûlait de s'emparer de tout, et de l'arrêter dans ses projets d'indépendance. Il le somma donc de se rendre à Constantinople, et le fit excommunier par le muphti (mai 1820).

Ali supplia et menaça, il trembla et blasphéma. Mais la Porte, qui n'avait point d'argent, lui laissa le temps d'armer. Fort de ses richesses, il acheta des secours aux Anglais et des délais au divan. Le sultan excita les Épirotes à l'assassiner, et les rajas à se lever contre lui : l'Épire fut bientôt soulevée, du Pinde aux Thermopyles.

Ali, assailli par toutes les forces grecques, fut trahi par ses propres fils, Méhémet-Veli et Moktar, qui cédèrent les trois forteresses de Parga, de Prévesa et de Bérat. L'armée s'avança sur Janina, et l'assaillit avec vigueur. Le pacha l'incendia lui-même du haut de sa citadelle ; et l'on prit pour de l'héroïsme sa fermeté farouche, dont tout le secret était dans les mines qu'il avait préparées sous son dernier asile. Ali traita avec les Souliotes, qui se dégradèrent comme lui par ces négociations ; et il gagna un de leurs corps, commandé par Marc Botzaris. Il corrompit à prix d'or l'armée turque, et, se tournant du côté des chrétiens, il exhorta les Grecs à ressaisir leur indépendance, espérant se sauver ainsi, ou ensevelir avec lui l'empire sous ses ruines.

Durant les guerres de l'empire, les Hellènes avaient prospéré par le commerce ; Hydra, Spezzia, Ipsara, entreprirent des spéculations heureuses, qui ranimèrent l'Argolide et l'Arcadie, et firent pénétrer l'industrie dans les villes. Six cents navires marchands au moins sillonnaient la mer Ionienne, et trente mille Grecs étaient occupés à transporter les produits de la Turquie à travers la Méditerranée. Un grand nombre de jeunes gens étaient envoyés dans les villes de l'Europe pour y faire leur éducation, et ainsi se formait une classe moyenne entre les oppresseurs et les opprimés. Les idées de liberté reprirent leur essor, et les sociétés secrètes semèrent partout l'espérance. Le poëte Righas fonda la première *hétérie*[1] ; et, tout échauffé des idées françaises, il s'apprêtait à soulever sa patrie, quand

[1] D'un mot grec qui signifie *société* (ἑταιρεία), association secrète qui prépara l'insurrection de la Grèce. M. Philémon a publié à Nauplie en 1834, sur l'*hétérie*, un essai historique plein de curieuses révélations. (Am. R.)

l'Autriche mit la main sur ce vaillant homme, et le livra à la Porte, qui le fit empaler.

Si la première hétérie ne parlait que d'émancipation, il s'en forma une autre (1806) dans l'Italie supérieure, qui méditait de reconstruire l'empire grec, et de l'allier à l'empire français. Napoléon lui donnait des encouragements, et déjà vingt-cinq mille fusils étaient en dépôt à Corfou, pour armer une population dont les troupes françaises devaient seconder l'ardeur; mais la chute de Napoléon entraîna celle de cette seconde hétérie, qui, moins en vue que l'autre, influa peut-être davantage sur l'avenir.

Mahmoud avait souscrit en 1812 à la déplorable paix de Bucharest, au moment où la situation de la Russie attaquée par Napoléon aurait pu lui procurer de meilleures conditions, s'il n'eût pas été, comme le sont toujours les Turcs, dans une ignorance complète de la politique extérieure.

Il n'avait été rien stipulé au congrès de Vienne relativement à la Turquie, et il en résulta que les périls commencèrent pour cette puissance lorsqu'ils finissaient pour les autres. Quant à la Grèce, les considérations mercantiles arrêtaient tout élan généreux en sa faveur; les Francs, surtout les Anglais, redoutaient d'elle une concurrence, en sorte qu'on maintint la Grèce esclave. Alexandre cependant, par cela même qu'il voyait la nécessité de la paix en Europe, reconnut le besoin d'y donner un débouché à l'activité des esprits, et il songea à le lui ouvrir en Orient. Une alliance qui se qualifiait de sainte ne pouvait être que menaçante pour l'islamisme. Dans un temps donc où l'Europe entière parlait d'indépendance, Alexandre montra aux Grecs le labarum déchiré par les guerriers de Mahomet, le cimeterre musulman suspendu sur leurs têtes, la fraternité des Slaves avec les Hellènes, enfin l'héroïsme et le génie de leurs ancêtres. Il déplora avec eux l'abomination à laquelle était livrée la maison de Dieu, et ils se sentirent animés d'une nouvelle espérance. Il se forma en conséquence une troisième hétérie à Vienne et à Saint-Pétersbourg (1815). La première avait caressé les démocrates; la seconde, Napoléon. La troisième s'attacha à Alexandre, mettant dès lors en première ligne la

religion, et se proposant de répandre parmi les Grecs les arts et les sciences. Avec le secret, qui est le don des peuples opprimés, l'association adopta diverses formules des anciennes fraternités grecques (ἀδελφοποίησις), les échanges d'armes et les serments sur les autels; et comme les princes alliés s'étaient faits les protecteurs d'une société de *philomuses* qui devait propager l'instruction parmi les Grecs, les chefs répandirent le bruit que ces princes étaient d'accord avec l'hétérie; ils envoyèrent des émissaires dans toute l'Europe, tandis que d'autres agitaient la Grèce, en se disant envoyés par la Russie.

Le mépris pour les Turcs s'était joint à la haine qu'on leur portait, depuis que trente mille avaient fui devant huit mille Russes. Beaucoup de Grecs employés en Russie n'en sentaient que mieux, par comparaison, combien était dure la condition de leur patrie; d'autres, qui avaient combattu pour la France, pour la Russie, pour l'Angleterre, licenciés depuis la paix, désiraient l'occasion de reprendre leurs armes. Quelques-uns pensaient qu'il fallait commencer par vaincre les Turcs en civilisation; et, sentant d'instinct quels sont les deux ennemis nés du despotisme, ils fondèrent des instituts scientifiques et commerciaux; d'autres s'adonnaient à la médecine, et puisaient dans les universités de l'Europe la connaissance et le désir d'une condition meilleure. Alexandre favorisait les hétéristes, ne fût-ce qu'en reconnaissance des secours qu'ils lui avaient fournis contre Napoléon. Pour assurer leur triomphe, il n'avait qu'à laisser rentrer dans leur patrie tous ceux qui servaient sous ses drapeaux. Il s'écriait : « *Pauvres Grecs! ils désirent* « *toujours une patrie, et ils l'auront certainement. Je ne mour-* « *rai pas content, si je n'ai fait quelque chose pour mes pau-* « *vres Grecs. Je n'attends qu'un signal du ciel.* » Le signal ne vint pas, et sa politique se borna à régénérer ce pays par les arts et la civilisation, à faire prospérer les familles grecques établies à Constantinople, à s'attacher, en un mot, les esclaves sans offenser le maître, à tenir les premiers par l'espoir dans sa dépendance, et le second par la crainte.

Tandis que les Turcs goûtaient la sécurité de gens qui ne comptent les insurrections que par les massacres dans lesquels

ils les ont étouffées, la Grèce sentait sa rédemption prochaine. Une image de la Vierge avait pleuré; les caloyers d'un couvent avaient entendu une voix qui disait d'espérer; des îles qui s'étaient montrées ou abîmées, des tremblements de terre, des éruptions de volcans, des jets d'eau bouillante, semblèrent aux imaginations exaltées des indices d'un changement prochain.

Les révolutions d'Espagne et d'Italie encouragèrent les hétéristes, qui avaient des éphories dans les villes principales de la Turquie et de la Grèce; ils crurent donc qu'il convenait de se hâter. Déjà l'extermination des beys et des agas de l'Épire, par Ali-Pacha, aplanissait la voie, lorsque la Porte, incapable d'exécuter par elle-même la sentence rendue contre Ali, excita les Grecs à s'armer contre le pacha proscrit (1820). De son côté, Ali montrait, aux populations soulevées du Pinde aux Thermopyles, que seul il pouvait les aider à chasser les barbares au delà du Bosphore. Les Grecs ne se décidaient qu'avec regret à associer leur sainte cause à celle d'un monstre couvert de crimes; mais les ravages de l'armée turque, qui, précédée par l'excommunication, s'avançait contre lui, triomphèrent de leurs incertitudes.

Parmi les philhellènes se distinguait Jean Capo d'Istria, médecin de Corfou. Alexandre, dont il avait caressé les penchants mystiques, l'avait employé dans des missions importantes, et notamment au congrès de Vienne, dont il entrevit toutes les erreurs : consommé diplomate, c'était un homme d'État médiocre. Les Grecs cherchèrent à l'avoir pour chef de l'insurrection; mais, tout en servant les rois, il n'avait pas oublié l'hétérie; et il refusa, croyant que le moment était prématuré. On résolut néanmoins de la tenter d'abord en Moldavie et en Valachie. Ces deux contrées obéissaient à des princes nationaux (hospodars), élus par le clergé et par la noblesse. Ils avaient pour gardes des Arnautes, et se reconnaissaient vassaux de la Porte; mais il était stipulé qu'elle ne s'ingérerait pas dans l'administration intérieure, et ne tiendrait pas de troupes dans le pays. Les révoltes qui éclatèrent lui fournirent un prétexte pour fouler aux pieds ces conventions, et la Porte choisit les hospodars parmi les Fanariotes ses créatures. Durant les guerres avec la Russie,

dont ces contrées étaient le champ de bataille habituel, la Porte, tout en se réservant la nomination de l'hospodar, s'obligea à ne pas entraver le culte chrétien, à recevoir le tribut, tous les deux ans, par l'entremise de députés envoyés à Constantinople, et à ne pas l'augmenter; enfin, à laisser à la Russie, dans toute circonstance, le droit de parler en leur faveur.

Le prince Alexandre Ypsilanti, fils d'un hospodar réfugié à la cour de Saint-Pétersbourg, où il avait été élevé lui-même, s'était refusé longtemps aux sollicitations de l'hétérie, connaissant trop bien la faiblesse de ses ressources, et la confiance qu'elle mettait dans l'assistance des étrangers : pressé de nouveau de se mettre à la tête du mouvement, il consulta l'empereur Alexandre, dont il était officier général. Sur les encouragements qu'il en reçut, il envoya des proclamations secrètes à toutes les éphories (1821), et parcourut la Russie en recueillant des subsides, auxquels il joignit généreusement, ainsi que sa sœur, de fortes sommes d'argent. C'était un homme médiocre, instruit dans les lettres comme on peut l'être dans les écoles, et nourri dans l'intrigue comme tous les Fanariotes. Les Grecs avaient foi dans ses paroles, persuadés qu'il ne faisait que leur transmettre les oracles d'Alexandre.

Les événements marchèrent rapidement : un Grec, du nom de Germanos, fils d'un berger du Ménale, qui s'était formé dans la pieuse solitude du mont Athos, avait été placé près du patriarche de Constantinople, qui le chargea des plus importantes missions : il venait d'être promu, en dernier lieu, à l'archevêché de Patras. Lorsque la révolte éclata dans cette ville et se répandit dans toute l'Achaïe, il porta la croix, comme signe de rédemption. Partout on cria : *Paix aux chrétiens, guerre aux Turcs!* Mais les vengeances, les pillages, les réactions s'en mêlèrent; et les vieillards s'effrayèrent, croyant voir se renouveler les horreurs de 1770, lorsque les Grecs payèrent de tant de sang leur confiance aux promesses de l'étranger.

Les Maïnotes, ennemis implacables des Ottomans, débouchèrent des cavernes du Taygète, conduits par Mauromicali et Colocotroni, qui, après s'être enivrés du sang turc, donnèrent

la main aux Achéens. Un sénat, présidé par le premier de ces chefs, annonça à l'Europe l'insurrection hellénique, et demanda de l'or, des armes, des conseils, à ceux dont les ancêtres avaient dû leur civilisation à la Grèce. Aussitôt la jeunesse grecque, allemande, polonaise, russe, italienne, accourut sous le drapeau blanc où brillait la croix rouge, avec plus de bon vouloir et d'enthousiasme que de réflexion.

Les skipétars, réfugiés dans les îles d'Hydra, de Spezzia, d'Ipsara, de Mycone, s'étaient adonnés à la pêche, puis à la piraterie, enfin au commerce, qui leur avait réussi, grâce a de nombreuses franchises; et, toujours en lutte avec les barbares, ils conservaient leur intrépidité native. Sur vingt-deux mille habitants, dix mille étaient marins, et la pratique seule leur avait enseigné à construire les bâtiments les plus agiles. Une de leurs chansons disait : « Hydra n'a pas de champs, mais « elle a des vaisseaux; son domaine est Neptune, ses agricul- « teurs sont ses matelots; avec ses bâtiments elle moissonne en « Égypte, elle s'approvisionne en Provence, et vendange sur « les côtes de la Grèce. »

Après avoir attendu le retour des bâtiments qu'ils avaient à la mer, les Hydriotes déployèrent leur pavillon, et choisirent pour chef Jacques Tombusis, qui fut aussitôt proclamé par toute l'union. On décréta que les blessés, les veuves, les orphelins, les pères et mères de ceux qui périraient dans la lutte, seraient secourus par le gouvernement; qu'il en serait fait commémoration dans l'église tous les troisièmes dimanches de carême; que les traîtres et les perfides seraient excommuniés; que ceux qui feraient des actions héroïques obtiendraient un certificat à présenter au patriarche. Conduriotis et Orlandos s'engagèrent à entretenir une escadrille de vingt vaisseaux, qui devait coûter cinquante-six mille francs par mois : efforts vraiment héroïques. La petite île arma trente-six bricks de douze à vingt canons. La croix brilla sur la tête des chefs, avec cette légende : *Mort ou liberté!* et sur le pavillon, qui portait l'image du Christ, étaient inscrits ces mots : *Avec lui ou au fond de la mer!* Ces bâtiments parcoururent les côtes en proclamant la liberté. Marc Botzaris, voulant venger Souli, menaça l'Acarnanie; Ulysse,

ancien lieutenant d'Ali-Tébélen, souleva la Thessalie, à la tête des Clephtes.

A la mort de Soutzo, les boyards, seigneurs indigènes de la Valachie, réclamèrent de la Porte le droit d'élire leur hospodar; mais elle s'y refusa. Alors Théodore Wladimiresk, aventurier obscur, souleva le pays, non pour lui donner la liberté, mais pour obliger le gouvernement à lui rembourser une certaine somme; et, à la tête des Bulgares et des Pandours, il offrit à Ypsilanti de faire cause commune avec lui; mais comme on découvrit qu'il négociait en même temps avec la Porte, il fut fusillé, et ses troupes se joignirent à celles d'Ypsilanti. Ce prince, entouré d'intrigants dont il ne voyait pas les artifices, distribua les emplois sans réflexion; il vit s'évanouir les promesses, toujours très-larges, des exilés, et abuser de la liberté avant de l'avoir obtenue. Ceux qui cherchaient à le perdre l'adulaient comme un roi. Attaqué par les armes et par la trahison, il vit les siens s'enfuir, à l'exception du bataillon sacré, qui mourut les armes à la main; et lui-même fut contraint de se réfugier sur le territoire de l'Autriche, qui ne le livra point aux Turcs, mais qui le jeta dans une prison, où il expira de chagrin.

Il fut remplacé par son jeune frère Démétrius, de chétive apparence, mais d'une âme héroïque, sans jactance, loyal jusqu'au scrupule, et aussi indifférent aux plaisirs qu'à l'ambition. A la tête des escadres réunies des Hydriotes et des Ipsariotes, il lança contre la flotte turque les terribles brûlots, dont les Grecs se firent une arme redoutable contre leurs ennemis.

Selon l'usage des gouvernements absolus, la Porte ne voit rien d'abord, et exagère ensuite. Elle jura d'exterminer les Grecs, oubliant qu'elle ne pourrait subsister sans eux. Mahmoud, sentant que c'en était fait de la conquête tout entière s'il laissait le prestige de la force s'évanouir sur ce point, voulut faire un dernier effort. Il expédia jusqu'aux extrémités de l'empire les Tatars, ses courriers, pour proclamer la guerre sainte et demander au fanatisme ses derniers secours. Les imans enflammèrent dans les mosquées la multitude contre les infidèles; les étudiants sortirent des *médressés* pour prêcher la mort des chrétiens. La guerre commença, cruelle sur tous les points. Les

janissaires à Constantinople voulurent aussi leur part de sang et de butin ; et le sultan, impuissant à refréner leurs rébellions, les laissa se venger par des assassinats. Croyant frapper la religion dans son chef, il fit pendre, le jour de Pâques, le patriarche de l'Église d'Orient, en habits pontificaux, au milieu des applaudissements d'une tourbe sauvage et de juifs, qui traînèrent le pontife dans la fange ; le synode entier fut livré à tout le raffinement des tortures orientales, et la mer rejeta en foule les cadavres des chrétiens, qui servirent de pâture aux chiens de Constantinople.

La Turquie était plus forte encore qu'on ne se le figurait : elle possédait quinze vaisseaux de ligne, dix-sept frégates, vingt-quatre corvettes, et beaucoup d'autres bâtiments plus petits ; cent soixante régiments de janissaires, beaucoup de troupes légères, une riche artillerie, vingt forteresses défendues par quatre-vingt mille soldats. L'Égypte et les États barbaresques devaient se prononcer pour elle ; l'Albanie et la Bosnie, lui fournir d'intrépides soldats. Sept cent mille Grecs, soulevés contre un si vaste empire, avaient pour eux l'horreur d'une longue servitude et le désespoir. Leurs bricks combattaient sur mer, comme leurs bandes sur terre. Aussi les victoires furent-elles féroces comme des vengeances ; les combats et les siéges différèrent peu de ceux de l'*Iliade*, car il n'y manqua ni les moutons rôtis servis entiers aux héros, ni les poëtes aveugles qui les animaient de leurs chants.

Mais ces traits de courage, de générosité, de cupidité, de terreur, mériteraient d'être mieux chantés ; ils attendent un autre Homère. Le Crétois Antoine Mélidonius, libérateur de l'île de Jupiter, trouva dans une vallée une foule d'enfants, de jeunes filles, de vieillards turcs, qui s'y étaient réfugiés ; il les sauva, et écrivit au pacha de Mégalocastron : « *J'ai agi en fils envers* « *vos pères, en père à l'égard de vos enfants, en frère* « *envers vos femmes : faites-en de même avec les Grecs pri-* « *sonniers.* » Nicétas, après de riches victoires, envoya à sa femme une tabatière de bois, avec ce billet : « *Mes soldats* « *m'ont offert cette boîte et une épée d'un grand prix ; j'ai* « *donné celle-ci aux primats d'Hydra pour les besoins de la*

« *flotte; je te fais passer l'autre, à toi qui, après la patrie,* « *es ce que j'ai de plus cher.* » A la bataille de Galatz, Kotiros, cerné de toutes parts par les Turcs, s'écria : « *J'avais soif du* « *sang musulman; voilà l'occasion d'en faire une orgie : que* « *ceux-là me suivent à qui il en faut comme à moi! Aujour-* « *d'hui nous ne verrons pas coucher le soleil.* » Accompagné de vingt-cinq des siens, il se précipita sur les Turcs et en fit un grand massacre. Entré dans une maison où une troupe de musulmans étaient à s'enivrer, il les tua, et s'y fortifia; puis, entouré par les flammes, il périt avec ses compagnons.

A l'affaire de Skoullen (1819), l'Étolien Athanase, nouveau Léonidas, fit, avec quatre cent quatre-vingt-quinze hétéristes, le serment de mourir plutôt que de se rendre. Le vizir Ibrahilof les envoya sommer de déposer leurs armes : *Qu'il vienne les prendre!* répondit-il: On vit Spiros Alostros panser avec sa chemise une blessure qu'il avait reçue dans la poitrine, et continuer à combattre jusqu'au moment où, épuisé de forces, il écrivit avec son sang un billet à sa mère, dans lequel il la félicitait de perdre un fils pour la patrie. Non loin de lui, Sebastopoulo, de Scio, s'élançant des tranchées pour combattre de près, se retranchait derrière un monceau de cadavres d'où il continua à tirer sur l'ennemi, jusqu'à ce qu'il tombât mort à son tour.

En Épire, les prêtres, les moines, les religieuses, gardaient les munitions; les retraites monastiques se peuplaient de patriotes, et des chants de liberté se mêlaient aux hymnes sacrés. On vit reparaître alors les femmes de l'antiquité; et plus d'une arracha les armes d'un soldat timide, pour combattre à sa place. Tandis qu'Ali-Pacha assiégeait Souli, Mosco, femme du capitaine Tzavellas, et Caïdo, sa sœur, roulaient des rochers sur les Turcs, en chantant les prouesses de leurs parents, et en les animant à de nouveaux exploits. Au commencement de l'insurrection, la Spartiate Constance Zacharias déploya sur sa maison le drapeau national, comme signe d'enrôlement; et aussitôt les femmes du Pentadactylion accoururent pour substituer partout la croix à l'étendard du croissant. Bobolina arma trois vaisseaux, et envoya à l'avant-garde des Hellènes ses deux fils, qu'elle avait

élevés en leur rappelant sans cesse qu'ils avaient à venger leur père, tué à Constantinople. Lorsqu'elle apprit leur mort : *Gloire à Dieu*, s'écrie-t-elle, *nous vaincrons, ou nous mourrons avec la joie de ne pas laisser, après nous, d'esclaves grecs dans le monde.* Modène Maurogénia ayant armé un vaisseau pour venger son père, égorgé par ordre de la Porte, souleva l'Eubée, et promit sa main au vainqueur des Turcs. Les Arcadiennes suspendirent à l'autel de la Vierge leurs couronnes nuptiales, en se déclarant veuves si la lâcheté de leurs maris laissait la victoire aux infidèles. Les jeunes filles déposèrent leurs parures, leurs broderies, leurs fuseaux, dont elles firent hommage aux saints. Bien d'autres n'eurent à montrer leur courage qu'au milieu d'affreux tourments, enfermées dans des sacs avec des chats et des vipères, ou plongées dans des souterrains pour y mourir de faim. Un Européen, qui rendait visite à la femme de Canaris, la trouva faisant des cartouches. Comme il lui disait, *Vous avez pour mari un brave ; — S'il ne l'avait pas été*, lui répondit-elle, *est-ce que je l'aurais épousé ?*

Mais si la valeur commence les révolutions, elle ne suffit pas pour les soutenir et les organiser. Or ce n'était pas tout pour les Grecs que de vaincre les Turcs, il leur restait d'autres ennemis : la diplomatie et eux-mêmes. La Porte s'était obligée envers la Russie, par les traités de 1774, de 1792 et de 1812, à protéger la religion chrétienne ainsi que ses églises, et à faire droit aux réclamations du cabinet russe à ce sujet. La Russie demanda donc alors que les églises détruites fussent relevées, qu'il fût donné satisfaction pour l'assassinat du patriarche, et qu'on l'aidât à rétablir l'ordre dans les principautés de Moldavie et de Valachie, disant qu'en cas de refus elle se verrait obligée de prendre parti pour les Grecs insurgés. La Porte répondit avec hauteur qu'elle était en droit de punir des rebelles ; que tels étaient ceux qu'elle avait mis à mort, tels aussi les insurgés. Elle demanda en conséquence qu'on lui livrât ceux qui s'étaient réfugiés sur les territoires autrichien et russe, se réservant alors d'exécuter les traités. En attendant, elle fit visiter tous les bâtiments qui traversaient le Bosphore et les Dardanelles.

C'était un motif suffisant pour recourir aux armes ; mais

la barbarie semble destinée à servir d'excuse à la Turquie, comme l'ivresse aux violences d'un furieux. Il entrait bien dans les dispositions religieuses d'Alexandre de prendre les armes et de tomber sur l'empire ottoman, si longtemps convoité par ses prédécesseurs; mais les puissances européennes conçurent des craintes quand elles virent approcher la chute du colosse aux pieds d'argile. Sans s'arrêter aux promesses de partage, elles s'engagèrent à le conserver, et cherchèrent, en éloignant une rupture avec la Russie, à le réconcilier avec les Grecs.

Les Grecs firent parvenir leurs griefs au congrès de Vérone : « Nous avons, disaient-ils, secoué un joug d'infamie. Que demandons-nous? Que la religion soit libre, que nos femmes soient en sûreté, que la chasteté de nos enfants soit respectée. Nous avons versé pour cela des torrents de sang; il n'est plus possible que nous subissions de nouveau le joug des ennemis du Christ et de la civilisation. Voudriez-vous arracher la croix du front de ceux qui se sont rachetés? nous contraindre à livrer de nouveau nos femmes pour les harems, nos fils pour les bagnes? Non, aucune convention ne sera acceptée par nous, si nos députés ne sont admis à la discuter. Quand bien même leurs plaintes ne seraient pas écoutées, cet acte vaudra du moins une protestation; et, ne nous confiant plus qu'en Dieu, nous recommencerons à combattre, pour mourir chrétiens, ou pour vivre avec le Christ. »

Mais des rois ligués pour dompter les révolutions pouvaient-ils appuyer celle de la Grèce? Ils allèrent jusqu'à défendre à Métaxas, porteur des vœux helléniques, de se présenter au congrès, ce qui était plus facile que de lui répondre. Les souverains alliés, montrant au Grand Seigneur les dispositions les plus aimables, l'invitèrent à envoyer un représentant; mais il déclina la proposition. Alexandre hésita entre les anciennes idées de Catherine et la crainte des révolutions; Capo d'Istria le poussait contre les Turcs, Nesselrode le retenait par amour de la paix; Metternich surtout, qui avait pris de l'influence sur son esprit, mit tout en œuvre pour qu'il ne vît plus dans ce soulèvement des Grecs qu'une « *des têtes de l'hydre révolutionnaire.* » Si bien que l'autocrate, abandonnant ses propres idées, se con-

certa avec l'Autriche, désavoua les insurgés, et raffermit le Grand Seigneur. « Il ne peut plus y avoir, disait-il à Chateau-« briand, de politique anglaise, française, prussienne ; il faut « adopter une politique générale pour le salut de tous ; il faut « qu'elle soit acceptée par les peuples et les rois. C'est sur ces « principes que j'ai fondé la Sainte-Alliance. Le soulèvement « de la Grèce est une belle occasion ; et la guerre religieuse « contre les Turcs paraîtrait conforme à mes intérêts et à l'opi-« nion de mon pays. Mais j'ai cru apercevoir dans les troubles « du Péloponnèse l'empreinte révolutionnaire, et je me suis « abstenu aussitôt. Qu'ai-je besoin d'accroître mon empire ? La « Providence a mis sous mes ordres huit cent mille soldats, non « pour satisfaire mon ambition, mais pour protéger la religion, « la morale, la justice, et pour faire régner les principes d'ordre « sur lesquels repose la société humaine. »

Ces hésitations mêmes, ces déceptions amères, contribuaient à exaspérer les esprits, et à envenimer les rivalités entre les Grecs. Des jalousies de pays et de personnes empêchèrent Démétrius Ypsilanti de maintenir l'unité de gouvernement et de commandement, comme aussi de mettre obstacle aux excès commis dans les villes conquises. Alexandre Maurocordato, consommé dans l'intrigue et sachant se plier aux temps, n'épargna ni ses biens ni ceux de la nation pour se donner la meilleure part du pouvoir, changeant de conduite selon les circonstances, ou selon l'intérêt mobile de son ambition. Ce fut lui toutefois qui organisa la Grèce en lui donnant une administration et un sénat, dont il se fit le président.

Soixante-dix-sept députés réunis à Épidaure en congrès général sous sa présidence (15 octobre), après avoir assisté à la messe célébrée sur un ancien autel d'Esculape, discutèrent les lois à adopter, et promulguèrent une constitution : elle créait un sénat législatif composé de députés élus par les provinces, et un conseil exécutif de cinq membres, annuels tous les deux. Corinthe devint le siége du gouvernement. Les anciennes lois byzantines furent remises en vigueur, et le code français dut régir les transactions commerciales. La liberté religieuse et l'égalité entre tous les Grecs furent proclamées ; le mérite seul

dut être un titre aux emplois. Les lois devaient sauvegarder la propriété, l'honneur, la sûreté des citoyens; enfin l'indépendance de la Grèce fut proclamée. « On déclara que la guerre « n'était inspirée ni par la démagogie ni par la rébellion, mais « qu'elle était nationale et sainte; qu'elle avait pour but de réintégrer la Grèce dans tous ses droits touchant la propriété, « l'honneur et la vie. » (29 janvier 1822.)

Jusqu'alors quiconque déployait un drapeau, et entraînait à sa suite une poignée d'hommes résolus, avait le titre de capitaine, et faisait le plus de mal qu'il pouvait aux Turcs. On forma dès ce moment des corps nombreux et organisés, soumis à une hiérarchie militaire. Le bataillon des philhellènes se composa d'étrangers. Des fonds de terre furent assignés au lieu de solde, et l'on recouvra ainsi la propriété territoriale.

Scio chercha à demeurer neutre dans le soulèvement, soit pour conserver son riche commerce, soit par crainte du voisinage des Turcs. Ceux-ci lui demandèrent quatre-vingts otages, pour être renfermés, quarante à la fois, dans la citadelle, où ils mirent en outre un corps de troupes qui s'y comporta comme en pays ennemi. Cependant deux mille Samiotes mal armés se jetèrent sur l'île, plutôt pour la saccager que pour la délivrer. La flotte turque survint, et extermina les habitants, sauf quarante mille qui furent vendus (23 mars 1822). Scio ne fut plus qu'un monceau de ruines, où la luxure se donna carrière. Les derviches ivres exécutèrent leurs danses parmi des milliers de têtes fichées sur des pieux, et les agas se montrèrent parés de colliers d'oreilles. Mais, au milieu des fêtes, Canaris vint attacher un brûlot au vaisseau du capitan-pacha, qui sauta avec trois mille Turcs gorgés de vin. Au même instant, l'étendard de la croix flotta sur la citadelle d'Athènes.

Le sort de Scio prouvait aux Grecs qu'ils avaient tout à redouter des Turcs, et qu'ils n'avaient rien à espérer que de leur courage. Les efforts décisifs devaient se faire dans la Morée, qui embrassait vingt-quatre cantons avec neuf cent soixante-cinq villages, et un demi-million d'habitants. C'était là que Démétrius Ypsilanti avait dirigé l'effort de la guerre. Il s'y rendit maître de Tripoli et de Corinthe, où éclatèrent d'horribles réactions, qui

donnèrent la mesure de l'oppression soufferte. Dix-huit mille Grecs tenaient bloqués dans Nauplie, point extrême du Péloponnèse, cinquante-cinq mille Turcs.

Ce fut sur ces entrefaites que le château de Tébélen fut emporté par les Turcs; mais Ali se retira dans un souterrain rempli de poudre, avec ses trésors et ses femmes, prêt à s'ensevelir sous les ruines avec ses vainqueurs. Ceux-ci, saisis d'effroi, se retirèrent, et lui promirent sa grâce dès que la mèche incendiaire serait éteinte; mais, trahi lui-même après tant de trahisons, il fut assassiné (5 février 1823).

La Turquie, enorgueillie de son triomphe sur Ali-Tébélen et de la faveur des puissances, releva la tête contre la Russie, et leurs différends se compliquèrent. Alexandre exigea de ses alliés qu'ils rappelassent leurs ambassadeurs de Constantinople; mais l'Autriche, en haine des révolutions, et l'Angleterre, dans l'intérêt de son commerce, ne secondèrent pas ses intentions, et persuadèrent à la Porte de nommer des hospodars dans les principautés, en les prenant parmi les nationaux.

Tout cela n'avait pas ralenti les hostilités, même dans ces deux provinces, et Jassy fut réduite en cendres. Maurocordato se proposait d'étendre l'insurrection de la Grèce, en franchissant les Thermopyles pour soulever l'Épire; et, à la tête de deux mille hommes seulement, il alla soutenir les Souliotes. Marc Botzaris le seconda avec sa troupe héroïque; mais, cernée par des milliers de musulmans, redoutant à chaque pas des trahisons, il fut contraint de se retirer vers Missolonghi. Le Grand Seigneur distribua ces contrées à divers officiers, à la condition de les conquérir; et, en attendant, il mit sur pied plus de forces que jamais la Porte n'en réunit. Cent trente voiles partirent de Ténédos; Méhémet-Ali s'apprêta à attaquer Candie; les Barbaresques parcoururent l'Archipel, tandis que les Grecs se disputaient entre eux, et se livraient à de déplorables excès. Dram-Ali franchit, à la tête de trente mille hommes, les Thermopyles abandonnées (juillet 1823); il prit l'Acrocorinthe, mit les biens au pillage, incendia les maisons, et passa tout ce qu'il trouva au fil de l'épée. Les Péloponnésiens firent retirer leurs troupes sur les hauteurs, et cachèrent leurs récoltes dans

les cavernes, en laissant à l'abandon leurs campagnes dévastées; et le gouvernement se réfugia sur un vaisseau.

On ne tient un pays qu'autant qu'on tient les hommes. Démétrius Ypsilanti, renfermé dans Argos, arrêta cette avalanche jusqu'à ce que la Grèce eût préparé sa résistance. En effet, Colocotroni coupa la retraite aux Turcs, et, à la tête de huit mille montagnards, il exerça l'autorité suprême. Les Maïnotes et les Arcadiens, qui se levèrent en masse, se joignirent à lui pour harceler l'ennemi, qui n'aspirait plus qu'à sortir du pays; mais, assaillis aux Thermopyles par Nicétas, surnommé *le Mangeur de Turcs* (22 août), ils furent taillés en pièces, et Dram-Ali en mourut de chagrin. Les brûlots de Canaris portèrent à Ténédos l'extermination dans la flotte turque, secourue en vain par les Anglais et les Autrichiens, armés contre la croix.

Alors les affaires des Grecs s'améliorèrent : ils dégagèrent Missolonghi, défendue par Botzaris et Maurocordato; ils se rendirent maîtres de Napoli de Romanie, la plus forte place de la Méditerranée, qui leur procura un arsenal et un port, où leur marine devait trouver un abri, et le gouvernement un lieu de sûreté. L'Europe applaudissait à ces héroïques efforts; les rois s'effrayaient. De l'argent, des munitions, des hommes étaient envoyés aux Grecs par les philhellènes; secours souvent interceptés par les croisières anglaises et autres. Les ennemis les plus dangereux ne venaient pas de Constantinople, mais bien de Corfou. Quand les Turcs se trouvaient réduits à l'extrémité et refoulés vers la mer, les bâtiments autrichiens et anglais arrivaient à leur aide, leur fournissaient des munitions, ou les transportaient sur des points plus favorables. En conséquence, les Grecs proclamèrent que tout bâtiment portant des troupes ou des munitions serait passé par les armes. En vain les journaux mercenaires poussèrent des cris d'indignation contre la piraterie des Grecs; une pareille résolution leur valut ce respect que n'avaient pas obtenu leur gloire et leurs infortunes.

Mais déjà les Grecs s'étaient divisés, et tournés les uns contre les autres. Leurs députés tinrent leur seconde session au milieu des cèdres d'Astros. Ypsilanti y représentait les premiers efforts des hétéristes, Ulysse, la valeur farouche; Colocotroni,

le talent des capitaines; Maurocordato, l'habileté politique; et autour d'eux se pressèrent les héros et les martyrs. Ils décidèrent que le pouvoir exécutif ne pourrait faire de lois, et que la constitution serait modifiée : mesures incertaines, dictées par des jalousies mutuelles, et par la manie de dénigrer tour à tour les hommes politiques et les soldats.

Le sultan, s'obstinant à recouvrer Missolonghi et tout le Péloponnèse, mit en campagne cent mille hommes et quatre-vingt-dix-huit voiles en mer. Mais Colocotroni battit les Turcs dans la Phocide; l'infatigable Miaulis tint en respect avec sa flotte celle des Ottomans, et Marc Botzaris se montra un nouveau Léonidas. Un étranger lui disant, *Votre vaillance fait l'admiration de ma patrie, et nos journaux rapportent vos actions magnanimes; — Dans mon pays,* répondit-il, *on écrit aussi les faits extraordinaires, et ce sont les noms des lâches seulement qui sont gravés sur le marbre.* L'assemblée nationale lui envoya le brevet de gouverneur général de la Grèce occidentale; informé que ce titre lui était envié par d'autres, il baisa la dépêche et la déchira : *Dorénavant,* dit-il, *nous écrirons nos brevets avec notre sang. Que ceux qui veulent mériter celui-là viennent le prendre avec moi dans les tentes de Mustapha.* Il se dirigea en effet vers le camp du pacha, dans l'intention de le surprendre, avec deux cent quarante Souliotes, à qui il donna cet ordre : *Si vous me perdez de vue, marchez droit à la tente de Mustapha, vous m'y retrouverez! Dieu nous voit et nous guide.* Et tous répétaient : *Dieu nous voit et nous guide; que Dieu nous soit en aide!* Ils pénétrèrent en effet au milieu des ennemis; et Botzaris devança les plus intrépides, jusqu'au moment où, frappé à mort, il tomba sur un monceau de cadavres, en s'écriant : *Amis, vengez-moi!*

Le célèbre poëte anglais Byron, imbu des préjugés de son pays et de sa caste, blasé par les jouissances et mécontent de tout, proposa enfin à son activité un noble but, et alla combattre pour la Grèce. Bien qu'il arrivât avec une faible suite et peu d'argent, il fut reçu avec enthousiasme, comme la Fayette l'avait été en Amérique. Il dit à Maurocordato : *Si la Grèce veut être comme la Valachie et la Moldavie, elle le peut de-*

main; si comme l'Italie, après-demain. Si elle veut devenir libre, il faut qu'elle se décide aujourd'hui.

En effet, il s'en fallut de peu que l'Hellade ne redevînt turque, ou ne se changeât en une province européenne. Alexandre, chez qui la froide politique avait amorti, sans les éteindre, les sentiments généreux, proposa aux cours un traité de pacification qui consistait à diviser la Grèce en trois principautés soumises à la Porte, comme les deux hospodarats : la première comprenant la Grèce orientale ; la seconde, la Grèce occidentale ; la troisième, la Grèce méridionale : on aurait laissé les îles de l'Archipel se gouverner municipalement. Mais, d'un côté, les cabinets européens voulaient que rien ne fût obtenu par l'insurrection ; de l'autre, la Porte s'irritait qu'un souverain proposât un traité qui lésait les droits d'un autre prince. Les Grecs voyaient bien qu'ils auraient ainsi prodigué leur sang en pure perte, et que leur indépendance allait être compromise dans les mains des diplomates. Ils persistèrent donc, et combattirent la quatrième armée dirigée contre eux, après en avoir détruit trois. Byron, avec une ardeur qui trouva enfin à se déployer noblement, leur offrit sa fortune et négocia un emprunt; mais il mourut (19 avril 1824) presque aussitôt, pleuré de toute l'Europe.

Le sang des braves coulait, mais il assurait le salut de leur patrie et humiliait l'orgueil de Mahmoud. Les pachas cherchaient à éluder ses ordres ; les janissaires refusaient de s'aventurer sur une terre qui engloutissait ses ennemis. Il ne lui resta plus qu'à s'adresser aux rois de l'Europe, leur demandant d'arracher la croix du front de ceux qui avaient osé secouer son joug de fer; mais ceux-ci commençaient à voir que la tâche pourrait bien surpasser leurs forces.

Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, réussissait dans ce pays, où il cherchait à introduire la civilisation européenne. Il avait transplanté sur les rives du Nil le coton du Brésil et l'indigo ; il établissait des colléges, des télégraphes, des bibliothèques, une imprimerie; faisait le lever des cartes ; il disciplinait les nègres de la Nubie. Après avoir exterminé les Mameluks, il songea à réorganiser son armée à l'européenne. Comme les Turcs

y répugnaient, et que les nègres périssaient par centaines, il osa armer les *fellahs*, c'est-à-dire les Égyptiens indigènes, qu'il tirait ainsi de la condition d'esclaves. Il alla jusqu'à choisir parmi eux ses officiers, ce qui indigna les Turcs; et son fils Ibrahim, instrument docile mais intelligent de son père, aurait fait davantage, si Méhémet ne lui eût représenté qu'ils n'étaient que quinze mille Turcs au milieu d'un peuple entier courbé sous leur joug. Lorsque éclata le soulèvement de la Grèce, il se tint sur ses gardes, se procurant, à l'aide des télégraphes, de promptes nouvelles, et laissant les chrétiens vivre tranquilles en Égypte. Il se préparait toutefois à la guerre, et l'Europe était persuadée qu'il profiterait de l'occasion pour se rendre indépendant. C'eût été une diversion extrêmement favorable, quand bien même il n'aurait pas fait cause commune avec les chrétiens. Mais la politique des cabinets suggéra au sultan l'idée de mettre aux prises ses deux ennemis, les Égyptiens et les Grecs, de sorte qu'il pût profiter également et de la victoire et de la défaite. Le sultan investit donc Méhémet-Ali du pachalik de Morée, et celui-ci chargea Ibrahim de l'expédition qui devait en opérer la conquête. Trente-cinq bâtiments autrichiens et vingt-six navires anglais se chargèrent de transporter l'armée qui devait renverser la croix sous l'effort du croissant; en même temps le rusé vice-roi ramassait l'or qu'il destinait à soudoyer des traîtres, qui dans les guerres de la Grèce ne manquèrent jamais.

La Porte, connaissant que la principale force des Hellènes était sur mer, dirigea alors ses coups sur les îles grecques. Lors donc que les flottes de Constantinople et d'Alexandrie eurent opéré leur jonction, au nombre de trois cents voiles, Mahmoud envoya le capitan-pacha contre le petit écueil d'Ipsara, frontière maritime de la Grèce, en lui disant : *Attache-le à ton vaisseau, et remorque-le à Constantinople*. L'amiral turc, sachant qu'il y allait de sa tête, mit en œuvre l'audace et la ruse, et, grâce à l'assistance d'un traître, il s'en empara. Mais la citadelle sauta avec ses derniers défenseurs, mêlés aux assaillants; les femmes et les enfants, qui s'étaient réfugiés sur un rocher, se précipitèrent dans la mer, en voyant s'avancer les

Turcs, enflammés de cupidité et de luxure. La Grèce entière prit les armes : ce fut à qui se jetterait le premier à bord de ses bricks intrépides. La flotte turque n'osa les attendre, et Miaulis reprit Ipsara (septembre 1824). Ses brûlots et ceux de Canaris ne laissèrent de trêve ni jour ni nuit aux vaisseaux ottomans, si bien que le capitan-pacha, loin de traîner Ipsara à Constantinople, n'y ramena que sa honte. L'Europe applaudit, mais comme à un théâtre : les poëtes chantèrent, les comités philhelléniques recueillirent des souscriptions, et les rois lancèrent des menaces.

Conduriotis, chef actif et prudent, investi du pouvoir exécutif, chercha à maintenir l'ordre, le respect des lois, régla les finances et l'instruction. Colocotroni, au contraire, poussait à la guerre, à la tête d'un parti de mécontents qui en vinrent jusqu'à la révolte ; mais il eut le dessous, et fut jeté en prison. Maurocordato crut alors pouvoir dominer, et prit les armes à son tour. Pendant ce temps, la Morée restait sans défense ; et Ibrahim, qui y était débarqué, s'emparait de l'île de Sphacteria et de Navarin (mai 1825). On rendit alors à Colocotroni sa liberté et son épée, et il accourut pour défendre Tripolitza, mais en vain. Démétrius Ypsilanti, inactif depuis deux ans, défendait Nauplie, où il avait pour second le colonel français Fabvier. Le danger suggéra l'idée de se placer sous la protection de l'Angleterre ; et Maurocordato, chef du parti anglais, publia une proclamation réclamant l'appui de ce gouvernement, « qui n'avait jamais, disait-il, soutenu le croissant contre la croix. » Ce fut le signal de la désorganisation et de nouvelles dissensions parmi les Grecs.

Karaïskakis, voyant la faction anglaise disposée à sacrifier l'indépendance du pays, se fit l'âme d'un parti patriote qui ne demanda plus qu'au peuple le salut commun ; et, prenant le commandement en chef de la Roumélie, il obtint d'importants succès.

C'est à ce moment que survint la fin mystérieuse de l'empereur Alexandre ; et Nicolas, son successeur, moins mystique et moins facile que lui, avait besoin d'occuper au dehors ses armées inquiètes. Les rois de l'Europe redoutèrent donc une guerre de ce côté, et la diplomatie fit jouer toutes ses intrigues.

Le duc de Wellington fut envoyé près du czar, et convint avec lui qu'il s'interposerait pour réconcilier les insurgés avec la Porte, en maintenant la Grèce sous la dépendance turque. La Porte et la Russie tinrent congrès à Akkerman, et la première s'obligea à observer le traité de Bucharest, à respecter les privilèges de la Moldavie et de la Valachie, ainsi que les frontières des deux empires en Asie, et à maintenir aux Serviens les avantages stipulés.

La Porte retira ses troupes des principautés (mai 1826), pour redoubler d'efforts contre les Grecs; et tandis que les Égyptiens soumettaient le Péloponnèse, le Grand Seigneur adressait à Reschid, pacha de Roumélie, un ordre ainsi conçu : *Ou Missolonghi, ou ta tête!* Cette capitale de l'Étolie, sanctifiée par les tombeaux de Bolzaris, de Byron, de Kiriacoulis, et dont les tours portaient les noms de Guillaume Tell, de Franklin, de Rigas, allait redevenir le théâtre de la guerre.

L'armée ottomane, dirigée par des officiers européens, repoussa les troupes grecques. Les citoyens étaient pleins de courage, mais ils manquaient de pain; et, réduits à l'extrémité, ils firent une sortie dans laquelle se mêlèrent les femmes, vêtues de l'uniforme du soldat. Il en périt un grand nombre, parce qu'ils furent trahis; ceux qui étaient restés firent sauter la moitié de la ville avec les barbares qui l'avaient envahie (avril 1826).

Les réformes en Turquie ne peuvent être qu'administratives et militaires; elles ne sauraient être morales. Mahmoud avait été élevé dans les idées mahométanes; or, lorsqu'il vit son empire prêt à succomber, il en conclut que la civilisation européenne était la meilleure, puisqu'elle était la plus forte : il l'adopta donc, sans trop la connaître. Il fit porter ses premières réformes sur l'armée; et, se souvenant de Sélim son maître, il songea à tirer cent cinquante hommes de chacune des cinquante et une compagnies de janissaires, pour en former des régiments à l'européenne. Les officiers, après avoir entendu la déclaration du muphti, jurèrent de se soumettre, et reçurent des fusils à baïonnette, avec des uniformes; mais bientôt les marmites furent renversées, et les janissaires mirent Constantinople à feu et à sang. Mahmoud, dans sa colère, appela de tous côtés des

troupes et de l'artillerie ; il déploya la robe du prophète[1] (15 juin) ; et, bénissant la foule accourue autour de cette relique, il lui commanda d'assaillir les janissaires rassemblés dans l'hippodrome. Le fer, le feu, la mitraille, tout fut employé pour exterminer ceux qui avaient été si longtemps les défenseurs et l'effroi de l'empire. Quatre mille d'entre eux furent tués dans une seule nuit, et jetés dans le Bosphore ; vingt-cinq mille eurent le même sort dans les jours suivants. On égorgea, on noya leurs femmes, leurs enfants, et tout fut anéanti jusqu'à leur nom. C'est ainsi que l'Ottoman croyait se faire Européen, quand il ne faisait que se couper les nerfs ; car il enlevait au peuple sa croyance fataliste, à l'armée cette énergie farouche qui seule pouvait encore être sa force : après cela, il ne resta plus que le sentiment de la décadence. Dans un État vermoulu, c'est détruire que de réformer.

L'Europe entière exhalait sa sympathie pour les Grecs, jusqu'à obliger au silence les gouvernements qui s'étaient faits ses adversaires. Mais tandis que les rois discutent, les Turcs égorgent. Les victoires de l'Égyptien en Grèce avaient été chèrement achetées. Ne pouvant anéantir les Hellènes par les armes, Ibrahim parcourt le Péloponnèse en le ravageant, arrache les oliviers, incendie les récoltes, massacre les habitants désarmés. Tout l'effort des Grecs et des Turcs se concentre bientôt sur Athènes ; mais la cause des premiers est compromise par leurs dissensions : ainsi Colocotroni oppose à l'assemblée d'Égine l'assemblée nationale d'Hermione. Les deux Anglais Church et Cochrane, qui avaient combattu pour la liberté dans les divers pays où elle avait tenté de reparaître, arrivent en Grèce, et, calmant les inimitiés, réunissent les divers partis à Trézène. On y reconnaît enfin de tous côtés la nécessité de la concorde à l'intérieur et d'un appui au dehors. En conséquence, les com-

[1] L'étendard de Mahomet, à Constantinople, se conserve dans la salle des reliques, enveloppé dans quarante couvertures de soie, et la tunique du prophète dans cinquante. Le quinzième jour du ramadan, on découvre cette tunique en grande solennité, et on l'expose au baisement de la cour.

mandements et les magistratures sont confiés à des étrangers d'élite, et la présidence est déférée à Capo d'Istria (27 mars 1827). On rédige un nouveau *Statut politique* (17 mai), et Napoli de Romanie est déclaré le siége du gouvernement.

Capo d'Istria, « cédant au besoin d'être utile, sans avoir autre « chose en vue, disait-il, que les intérêts de Dieu, des Grecs et « de l'humanité, s'était fait violence à lui-même, et avait con- « senti à être élu président; » mais il mettait à son acceptation quelques conditions que l'on n'osait lui refuser, parce qu'on était persuadé qu'il parlait au nom de la Russie. En même temps il s'adressait à tous les peuples, demandant dans toute l'Europe de l'argent, des amis, la faveur des cours; prodigue de promesses vis-à-vis des Grecs, tandis qu'il les dépeignait comme des pirates et des barbares auxquels il pouvait seul imposer un frein. Arrivé à Égine, il se trouva entouré de ces chefs énergiques qui n'étaient redevables de leur puissance qu'à leurs exploits et à leur mérite personnel, plus faits pour commander que disposés à obéir. Capo d'Istria, au contraire, voulait dominer, et attendre toutefois les ordres du dehors. Il savait comment se mène un peuple constitué, mais non comment on le crée. Il ne concevait pas que l'on jurât fidélité à une indépendance qui n'existait pas. Il persuada donc aux Grecs, s'ils voulaient constituer l'ordre et obtenir de l'argent par son concours, de suspendre l'acte constitutionnel. Il obtint cette concession, et lorsqu'il se fut fait décréter une autorité entière, il s'occupa de donner à la Grèce des routes, des écoles, d'activer la culture; mais il ignorait les lois et les coutumes du pays. Il retint en prison Maurocordato et d'autres hommes qui faisaient obstacle à sa toute-puissance; il s'entoura de ses créatures. Il repoussa les propositions que lui adressait la Porte, par l'intermédiaire de l'Autriche, de pardonner aux rebelles s'ils rentraient dans l'obéissance; et il obtint des subsides de l'Angleterre et de la France. Quant aux Grecs, il ne leur demandait que le silence.

La Grèce donc étant tombée dans les mains d'un homme, ses destinées se débattirent dans les cabinets des princes, et elle eut autant à espérer de leurs jalousies secrètes que de l'effort de ses armes. Laisser les Grecs reconquérir le sol enlevé à leurs

maîtres, était une idée aussi simple que juste, comme celle de substituer, à une nation qui se refusait aux intentions pacifiques et civilisatrices de l'Europe, une nation qui s'y serait prêtée. Mais les rois craignaient l'exemple d'une révolution heureusement accomplie; en outre, ils nourrissaient des projets ambitieux, pour la réussite desquels ils préféraient un empire faible qui leur réservât une proie facile dans l'avenir. Il fut proposé une réunion des cinq puissances, à l'effet de concilier les différends qui existaient entre elles : fort de l'appui de l'Autriche, qui avait déclaré qu'elle ne consentirait jamais à faire descendre le sultan au simple titre de seigneur suzerain des Grecs, le divan répondit que le droit des gens n'admettait pas de négociations de souverain à sujets.

Cependant la France et l'Angleterre conçurent des craintes à l'endroit de la Russie, qu'elles suspectaient de vouloir faire tourner les affaires de la Grèce à son profit particulier. Elles signèrent donc, conjointement avec le czar, un traité (6 juillet 1827) dans le but de terminer une lutte qui entravait le commerce de l'Europe : arrêtant que si, dans un délai d'un mois, la Porte n'acceptait pas la médiation proposée, elles se rapprocheraient de la Grèce, et emploieraient tout pour amener une paix nécessaire désormais entre deux peuples fanatiques et acharnés. Ce traité, d'un genre tout nouveau en diplomatie, créait un état de guerre en pleine paix. Les Grecs acceptèrent volontiers cette espèce de reconnaissance de leur indépendance; mais le divan se considéra comme offensé, et s'irrita contre l'Autriche, comme si elle eût manqué à ses promesses.

Les puissances obtinrent un armistice d'Ibrahim-Pacha (25 septembre), à qui son père avait envoyé quatre-vingt-douze voiles sous Navarin. Mais une occasion favorable se présentant, il viola la trêve, et parcourut le pays en dévastant tout. Les amiraux des trois puissances le rappelèrent à l'exécution de sa promesse; mais il leur renvoya leur lettre sans l'ouvrir. Alors l'attaque fut décidée : l'amiral anglais Codrington prit le commandement en chef, et la flotte ottomane, foudroyée, fut entièrement détruite (28 octobre 1827).

L'Europe apprit avec étonnement ce coup inattendu; le roi

George d'Angleterre le qualifia, dans le discours du trône, d'événement malheureux, car l'affaiblissement de la Turquie était tout à l'avantage de la Russie. Cependant la Porte ne s'en montra pas effrayée ; elle demanda que la question grecque fût mise à l'écart dans les traités, et qu'on l'indemnisât pour la perte de sa flotte. Les ambassadeurs quittèrent Constantinople, et le Grand Seigneur proclama la guerre sainte. La Turquie traitait sans respect le pavillon russe, elle fermait le Bosphore, et troublait son commerce avec la Perse. Nicolas se décida enfin à lui déclarer la guerre, en protestant que ce n'était pas par ambition et pour étendre son territoire, mais pour rendre l'activité au commerce de ses sujets, pour ramener à l'exécution des traités, et assurer la navigation européenne dans le Bosphore. Le czar cependant négociait près du gouvernement français pour s'assurer sa neutralité, lui promettant, non-seulement la Morée s'il obtenait des résultats positifs, mais encore le remaniement des frontières de la France, en les portant jusqu'au Rhin, et destinant à la Hollande et à la Prusse des compensations d'un autre côté.

Le divan, peut-être influencé par l'Autriche, s'opiniâtra : il énuméra ses griefs contre la Russie, la dénonçant comme l'instigatrice secrète de la révolte. « De quel droit, dit-il, une puis« sance vient-elle s'immiscer dans le gouvernement intérieur « d'une autre, et dans ses débats avec ses sujets ? » Les hostilités commencèrent donc : Wittgenstein passa le Pruth avec cent mille Russes (mai 1828). La tactique des Turcs était de se retirer devant l'ennemi, pour se concentrer dans les grandes places, où ils combattaient avec beaucoup de résolution. La Russie savait cela par expérience : elle commença par s'assurer des places de Jassy et de Bucharest ; puis elle poussa en avant. Les sympathies du libéralisme se portèrent, une seconde fois, sur l'armée russe. Le Grand Seigneur, redoublant de zèle, multiplait pour défendre sa cause les récompenses et les manifestes. La France et l'Angleterre redoutaient de voir tout le mérite et le profit de la délivrance de la Grèce et de la bataille de Navarin demeurer à la Russie ; elles s'arrangèrent pour constituer la Grèce sans entrer dans le différend de la Rus-

sie avec la Porte. Les hésitations de l'Autriche lui firent perdre toute influence en cette occasion; Metternich épouvanté chercha en vain à entraîner la France dans une alliance contre l'ambition menaçante de la Russie. Paskéwitch laissa ses triomphes en Perse, pour tomber sur l'Arménie turque; mais l'action divisée sur quatre points n'eut de vigueur sur aucun, et les Turcs donnèrent à leurs amis le spectacle d'une énergie dont on ne les aurait plus jugés capables. Enfin, les trois puissances se décidèrent à envoyer une armée; la France se chargea de chasser Ibrahim de la Morée; l'amiral angais Codrington convint avec Méhémet-Ali que les Grecs emmenés en esclavage sur les bords du Nil seraient restitués; de plus, qu'il ne tiendrait de garnison en Morée que dans cinq places fortes; et la péninsule devint libre.

L'Angleterre ne voulait rien faire perdre de plus à la Turquie; la France, libérale à demi, voulait davantage pour la Grèce; mais le Grand Seigneur persista obstinément dans ses refus, et les puissances se virent dans l'impossibilité d'empêcher l'expédition russe. Le général Diébitch prit le commandement de vingt-quatre mille hommes, qui, protégés par deux flottes postées inopinément aux flancs de Constantinople, s'avancèrent par le Balkan (février 1829). La Porte leur opposait cent quatre-vingt mille hommes, recrues novices en face de vétérans, et à qui la discipline européenne, récemment introduite dans leurs rangs, montrait le péril sans leur enseigner à l'éviter : en même temps les ulémas répandaient parmi le peuple le bruit que Mahmoud, ayant violé le Koran par ses réformes, ne pouvait espérer la victoire. Reschid-Pacha, le vainqueur d'Ali-Tébélen, défendit le Balkan avec acharnement; mais l'aigle russe n'arrêta son vol que sur Andrinople (20 août), la seconde capitale de l'empire. De son côté, Paskéwitch avait traversé le Caucase et attaqué Erzeroum, qui tombait en son pouvoir (9 juillet).

C'en était fait de Constantinople, si la diplomatie de la France et de l'Angleterre n'avait arrêté Nicolas. Le divan, perdant tout espoir, se résigna à concéder l'affranchissement de la Grèce, à renouveler les anciens traités avec la Russie, à lui accorder la liberté de la navigation dans la mer Noire, et à indemniser

son commerce des pertes qu'il avait éprouvées, sous la condition que l'intégrité de son territoire en Europe et en Asie serait conservée.

Aux termes de ce traité (14 septembre), les principautés de Moldavie et de Valachie étaient rendues à la Porte, sauf aux hospodars à régler librement les affaires intérieures. Elle recouvrait aussi les places de la Roumélie et de la Turquie d'Asie, à l'exception de celles que la Russie se réservait comme sûreté. Le passage des Dardanelles dut rester libre pour les bâtiments de toutes les puissances en paix avec la Porte; elle s'engagea à payer cent trente-cinq millions pour indemnités et dépenses de guerre, et souscrivit d'avance à ce qui serait décidé par une conférence qui devait siéger à Londres pour la pacification de la Grèce.

La Russie s'assurait ainsi le commerce de la mer Noire, et de bonnes frontières du côté de la Perse et de la Turquie : avantage d'autant plus important pour elle, qu'elles la séparent de la première, et lui laissent le passage ouvert sur le territoire de l'autre.

La France et l'Angleterre, qui enviaient à la Russie la gloire de décider du sort de la Grèce, cherchèrent à y participer en émancipant tout à fait ce pays, sauf à ménager la Porte en resserrant les limites de ce nouveau royaume. Il fut donc décidé que la Grèce formerait un État libre, ayant pour frontière une ligne tirée de l'Aspropotamos au Sperchius, en laissant ainsi à la Porte l'Acarnanie et une partie de l'Étolie; que son gouvernement serait monarchique; qu'il serait accordé une amnistie entière, et que ceux qui voudraient quitter le pays auraient une année pour vendre leurs biens.

La Grèce, se croyant en droit de se faire entendre dans une assemblée où son sort se décidait (1830), représenta que les frontières qu'on lui assignait n'étaient pas susceptibles d'une défense suffisante; que c'était une dérision que d'appeler Grèce la Morée et la Livadie (le Péloponnèse et l'Hellade), quand on en détachait les provinces les plus populeuses, l'Épire, la Thessalie, la Macédoine. La Crète, Samos, Ipsara, Scio, théâtres d'exploits glorieux, se plaignirent d'avoir à retomber

sous le joug des Turcs ; enfin, la Grèce demandait un roi qui professât sa propre religion.

Capo d'Istria, qui conservait, sans le laisser voir, toute sa prédilection pour la Russie, protectrice naturelle, selon lui, de la liberté grecque, vit de mauvais œil le choix s'arrêter sur le prince Léopold de Cobourg, candidat de l'Angleterre. Il représenta à ce prince qu'il n'avait pas été dit un mot de constitution; que dès lors les alliés voulaient ou soumettre le pays au gouvernement despotique, ou laisser au nouveau prince, qui certainement n'avait pas l'intention de régner sans formes légales, le fardeau dangereux de lui donner des institutions. Il lui dépeignit en même temps la condition misérable du pays, et la nécessité d'y apporter des sommes immenses; de sorte que Léopold refusa le sceptre qui lui était offert, ne voulant pas commencer par la servilité envers les cours et la tyrannie envers les peuples. Des événements que l'avenir recélait encore devaient aider à résoudre la question.

AMÉRIQUE. — LES ÉTATS-UNIS.

La fureur de nos guerres européennes avait gagné l'autre hémisphère; mais, d'un autre côté, les idées agitées parmi nous y prenaient racine et s'y trouvaient en pleine vigueur, alors qu'elles succombaient en Europe.

L'Amérique septentrionale était sortie libre, mais épuisée, de la longue lutte dans laquelle elle acquit l'indépendance : elle n'avait ni argent, ni industrie, ni concorde intérieure. L'exagération des espérances se trouva dépasser de beaucoup la réalité; il en résulta une grande souffrance. De graves difficultés provenaient du manque de lien entre des pays distants et séparés d'intérêt; l'opposition d'un seul suffisait pour entraver toute mesure d'intérêt général. On sentait la nécessité d'être unis pour payer les dettes communes, pour réprimer au profit de tous la turbulence de chacun, et en conséquence de réfor-

mer le pacte fédéral improvisé dans le feu du combat. En ceci l'assemblée n'était pas souveraine et législative : c'était seulement une réunion de députés, dont les pouvoirs étaient tellement restreints que ses décisions devaient être ratifiées par chacun des États ; d'où il résultait que souvent elle échouait devant l'inertie ou la résistance d'un seul de ses membres.

Les *fédéralistes* ne niaient pas la souveraineté de chaque État ; mais ils voulaient, dans l'intérêt commun, que tous se fondissent en un seul, et constituassent un pouvoir central, illimité, exerçant son action sur tous les États, comme les États particuliers exerçaient la leur sur chaque individu, et assez fort pour astreindre ces gouvernements, comme les particuliers, aux prescriptions de la loi ; que ce pouvoir disposât de l'armée et de la marine ; en un mot, que les treize États devinssent une nation.

Les *démocrates* sentaient aussi la nécessité d'une action centrale ; mais ils la réduisaient à une alliance entre les États indépendants : ils s'effrayaient de tout pouvoir fort, voulant cette indépendance exagérée qui conduit à l'individualisme, et sacrifie la socialité au désir de la liberté. Franklin et Jefferson appartenaient à cette opinion ; Washington et Adams partageaient celle des fédéralistes. Quelques-uns proposèrent même une monarchie tempérée, sous un frère du roi d'Angleterre ; enfin, la nouvelle constitution (1787) fut arrêtée dans le congrès de Philadelphie, et mise à exécution en 1789.

L'égalité native des hommes s'y trouva proclamée par un pays où subsistait et où subsiste encore l'esclavage. L'Union ne détruisait pas ces constitutions particulières ; et pour que le gouvernement fédéral pût représenter un corps unique en face des autres puissances, on lui attribua tout ce qui regarde la paix, la guerre, la diplomatie, les traités ; en outre, ce qui contribuait à assurer la communication des États entre eux, les monnaies, les routes, la police, les arrangements commerciaux, les postes [1],

[1] La Caroline ne voulut pas admettre le tarif général arrêté en 1828. Le système des routes, où l'accord était si important, fut établi non par voie d'autorité, mais au moyen de négociations.

et l'arbitrage de toutes les contestations d'État à État. Dans tous les cas qui sont de sa compétence, le gouvernement fédéral agit d'une manière directe et immédiate, sans recourir à une autre autorité. La loi émanée du congrès est confiée aux officiers civils, nommés par le pouvoir fédéral.

L'action du gouvernement central ne s'exerce entière que sur le *district fédéral*, qui ne compte que cent quarante-sept kilomètres carrés, est régi par les seules lois fédérales, et administré directement par le président et par le congrès. On y fonda la ville de Washington, dont la population atteint à peine le chiffre de vingt mille habitants, et où les maisons se trouvent disséminées sur un vaste espace, car ce pays n'est pas commerçant. C'était le centre de l'Union avant que les provinces se fussent étendues vers l'ouest; cette capitale en outre se trouvait avantageusement située pour les communications avec les pays étrangers.

Pour tout ce qui concerne l'administration intérieure, les relations entre les citoyens, les progrès de la vie intellectuelle et morale, et la civilisation matérielle, les Américains préférèrent les lois particulières et la souveraineté de chaque État, attendu qu'il n'existait pas entre eux une homogénéité suffisante pour que le pouvoir fédéral représentât fidèlement les idées et les habitudes de tous. Ils voulurent ainsi combiner l'indépendance de chacun avec la sûreté de tous, et vingt-quatre législations diverses vinrent régler les affaires des différents États.

Le pouvoir exécutif fédéral réside dans le président, responsable des actes de son gouvernement. S'il vient à mourir, il est remplacé par le vice-président, jusqu'à l'expiration des quatre années assignées à la durée de ses fonctions.

A l'ouverture des sessions, le président expose dans un message les affaires à traiter; et, comme il n'y a pas de ministre pour soutenir la discussion dans le congrès, on nomme, pour examiner chaque genre d'affaires, des comités permanents, dont le chef présente les conclusions, et fournit à la chambre les documents demandés.

Le président et le sénat nomment tous les fonctionnaires publics, y compris les juges du tribunal suprême. Ceux qui oc-

cupent les emplois dépendant du gouvernement de l'Union ne peuvent siéger dans les chambres.

L'une de ces chambres représente le sentiment spontané du peuple, les intérêts présents et les idées nouvelles : elle est *biennale;* elle compte un député par quarante-huit mille âmes [1]. Les antécédents, l'expérience politique, la réflexion et la tradition, ont pour organe le sénat, élu pour six ans par les assemblées législatives des différents États, non pas à proportion du nombre de têtes, mais à raison de deux membres par État; il représente ainsi l'ancien système indépendant des colonies. De cette manière, les États-Unis forment une seule nation dans la chambre basse, et une ligue d'États indépendants dans le sénat. Ce corps participe au pouvoir exécutif, en le surveillant et en ratifiant la nomination des ambassadeurs et des fonctionnaires désignés par le président, ainsi que les traités conclus.

Afin que les deux autorités parallèles n'eussent pas l'occasion de se heurter, on attribua au pouvoir judiciaire une autorité inusitée; car s'il arrive que le congrès outre-passe ses droits, tout citoyen lésé peut démontrer que la loi est inconstitutionnelle, et si le tribunal la reconnaît telle, il lui enlève son effet.

Les États-Unis empruntèrent donc à la constitution anglaise ce qu'elle avait de meilleur, c'est-à-dire la juste combinaison des trois pouvoirs essentiels, en leur ôtant leur vicieuse organisation. La constitution d'Angleterre n'a pas prévu le cas de désaccord entre les deux pouvoirs souverains. Aux États-Unis, il est établi que, dans le cas où le président rejette une loi, elle peut passer à la session suivante, si les deux chambres la votent à la majorité des deux tiers. Seulement, il n'est rien prévu pour le cas de dissentiment entre les deux chambres.

Dans les différents États, les gouverneurs sont nommés, pour

[1] Par addition à la constitution de 1811, il a été décidé qu'il serait envoyé un représentant au congrès par trente-cinq mille habitants, en y comprenant les trois cinquièmes d'esclaves; que les territoires où il se trouverait huit mille individus mâles se feraient représenter à la chambre par un député qui prendrait part à la discussion, mais non au vote.

un temps plus ou moins long, par l'autorité législative ou par l'élection populaire. La chambre basse y est le plus souvent annuelle, et la chambre haute élue pour deux ans ou quatre au plus; d'autres principes généraux résident plutôt dans le sentiment général que dans la législation : ainsi l'égalité politique des hommes, et par suite le suffrage universel; la souveraineté de la raison commune, et par suite l'autorité légitime du peuple; le principe de la perfectibilité humaine, ce qui écarte tout respect superstitieux pour le passé dans l'application du droit social.

Ces doctrines, greffées sur le fond commun de la législation anglaise et sur le protestantisme, offrent une certaine uniformité qui se révèle aussi dans les mœurs.

Le droit électoral varie dans les divers États, mais il est toujours démocratique; dans quelques-uns il faut avoir, soit un revenu de soixante-cinq à cent francs, soit un capital ou une propriété de sept cents à douze cents francs. Dans les provinces du centre et de l'est, tout individu payant une taxe à l'État ou servant dans la milice est appelé à donner son vote, à l'exclusion des mendiants et de ceux qui sont poursuivis criminellement; le vote s'exprime par des boules. Les hommes de couleur, même dans les pays où ils sont émancipés, ne sont point admis dans les assemblées électorales.

Une pareille extension donnée au droit de suffrage entraîne la nécessité de répandre l'instruction dans toutes les classes; aussi, dans aucun pays, les écoles, les feuilles publiques, les communications par la poste, ne sont-elles aussi nombreuses.

Les législations particulières ont pour fond la loi commune anglaise, mais avec beaucoup de modifications. Les substitutions ont été abolies; mais rien n'oblige le père au partage égal des propriétés entre les enfants. Cependant, jusqu'à présent, les héritages se trouvent partagés sans trop de disproportion. Le plus souvent le fils aîné d'un cultivateur succède à son père : il laisse à ses frères les capitaux, ou leur donne des hypothèques; et ils se livrent au commerce, ou achètent des terres dans les pays vierges.

La peine de mort est très-rare; un procureur criminel épargne

aux offensés les frais de poursuite. Dans la procédure civile, les Américains n'ont pas repoussé, comme les Anglais, de salutaires innovations par respect pour des formes surannées. Voulant former une nation sans perdre leur individualité, ils ont conservé non pas la tolérance, mais l'entière liberté de religion, de conscience, d'enseignement, au point de n'avoir pas de culte salarié, et de dispenser les quakers du serment en justice et du service militaire, par le motif que ces deux choses ne sont point conciliables avec leurs croyances. En somme, la partie spirituelle de l'homme y a été soustraite en tout à la loi; mais l'intolérance y est restée intérieure, individuelle, conformément aux habitudes anglaises.

Après cela, après ce qui s'est passé dans ces dernières années, nous nous garderons bien de conclure que cette constitution soit parfaite, tout en la regardant comme la meilleure possible, si l'on considère la prospérité inouïe du pays. Avec la passion commune de la liberté, sans fanatisme religieux, sans l'arrogance des privilégiés ni la turbulence des gens oisifs, sans habitudes de domination ni de servilité, les idées démocratiques ont pris dans ce pays un développement prodigieux, et d'une immense efficacité. Il est vrai que la nouvelle république avait l'avantage de posséder un territoire immense, sans voisins menaçants, et par là sans guerres extérieures; aussi l'armée fédérale n'excède-t-elle pas douze mille hommes; et le département de la guerre, qui absorbe comme un gouffre les finances de l'Europe, n'y dépense pas au delà de 21 à 27 millions de francs.

La même cause écartait les périls intérieurs, attendu que l'industrie y trouvait un champ sans limites; que l'homme pouvait y tourner librement son activité contre la nature, et donner essor à ses penchants sans nuire en rien à autrui. Il n'y a donc ni oisifs ni mendiants, ces fléaux des républiques; car quiconque a bonne volonté y trouve à travailler et à s'enrichir.

La constitution fut adoptée, malgré l'opposition de ceux qui la trouvaient ou trop large ou trop restreinte. Les fédéralistes et les démocrates s'accordèrent pour appeler aux fonctions de président Washington, dont le nom avait encore grandi

dans la vénération de tous depuis qu'il avait déposé le pouvoir.

Mais lorsque la Révolution française vint faire éclater dans le monde un nouvel incendie, les démocrates se prononcèrent pour elle, en déclarant que c'était une obligation de soutenir un peuple libre et un peuple ami. Les fédéralistes voulurent garder la neutralité, et traitèrent avec l'Angleterre. Bien que le parti antifédéral prévalût dans le peuple, lorsque Washington résigna le pouvoir, on lui donna pour successeur John Adams, fédéraliste, qui avait été envoyé à Versailles avec Franklin, et qui avait été le premier ambassadeur de la république à Londres. Il dota son pays d'une force maritime qui bientôt l'éleva au rang des principales puissances, en même temps qu'il recueillait tous les fruits de la liberté.

La population, qu'un accroissement extraordinaire eut bientôt quadruplée, s'adonna avec succès à l'agriculture; les forêts les plus profondes, traversées par des routes immenses, lui fournirent des matériaux de construction à l'aide desquels elle tira parti de la position si favorable du pays pour le commerce maritime. Aucune douane n'y entravait l'exportation des denrées, et le droit établi sur les marchandises importées était restitué lorsqu'elles sortaient de nouveau. Le commerce put donc y lutter avec celui des nations les plus florissantes, qui bientôt traitèrent sur le pied le plus favorable avec les États-Unis. L'Angleterre elle-même, alors en guerre avec la France, s'entendit avec eux pour régler les frontières de leurs possessions respectives, et leur accorda la faculté de commercer librement dans ses colonies occidentales avec des bâtiments de soixante-dix tonneaux, et de naviguer dans ses possessions d'Orient. Quant aux droits des pavillons neutres, à la contrebande et au blocus, les principes anglais furent réciproquement adoptés.

Les bâtiments des États-Unis parcoururent donc toutes les mers durant les guerres de la Révolution; mais comme il leur manquait une marine militaire, ils ne pouvaient se soustraire aux avanies, devenues alors une nouvelle espèce de droit.

Cependant ils faisaient de grands efforts pour devenir puissance maritime, et l'occasion s'en offrit bientôt. Quand l'Espagne céda la Louisiane à la France (1er octobre 1800), le séna-

teur Ross, de la province de Pensylvanie, fit entendre ces paroles : « Puisqu'un traité solennel est violé, n'hésitons pas à « occuper un pays sans lequel la moitié des États ne saurait « subsister. Il est temps désormais de montrer que la balance de « l'Amérique est en nos mains ; que nous sommes, dans cette « partie du globe, la puissance dominante ; que notre adoles- « cence est finie, et que nous entrons dans l'âge de la force. » C'était un défi jeté au vieux monde. Pour le moment toutefois, les États-Unis restèrent en repos ; mais bientôt Napoléon, ne pouvant protéger la Louisiane contre l'Angleterre, la leur céda (1803) moyennant quatre-vingts millions, avec ses dépendances, telles qu'elles étaient sous la domination espagnole. Ce beau pays, encore sauvage, situé au centre du nouveau monde, et traversé par le plus grand fleuve de la terre, navigable dans une longueur de douze cents lieues, ne comptait que soixante-cinq mille habitants ; mais les Américains y appliquèrent aussitôt leur travail et leur intelligence. Le territoire de la république se trouva doublé par cette adjonction, qui lui donna, avec le Mississipi et le Missouri, la domination dans le golfe du Mexique. Son commerce s'en accrut prodigieusement, surtout avec l'Espagne, par la frontière de la Louisiane et de la Floride occidentale, de même qu'avec celle du Nouveau-Mexique.

Les États-Unis y introduisirent par degrés leur constitution, en conservant les anciennes lois. Livingston, après avoir défendu la Louisiane, de concert avec Jackson, contre une tentative des Anglais, lui donna un code, où il introduisit des améliorations précieuses, abolit la peine de mort, sauf les cas de meurtre.

Le territoire s'étendit donc jusqu'à l'embouchure de la Colombia, dans le Grand-Océan ; plus tard les États-Unis, ayant beaucoup à réclamer de l'Espagne pour dommages causés par ses corsaires, conclurent avec cette puissance un traité (22 février 1819), moyennant la cession des Florides, provinces longtemps ambitionnées, parce qu'elles facilitaient leur commerce avec Cuba et le Mexique, en même temps qu'elles protégeaient leur frontière méridionale, et leur fournissaient des bois de construction.

Le nombre des États s'accrut ainsi de dix-sept à vingt-deux,

la population de six à onze millions, et le revenu de douze à quatorze millions de dollars. Ils ne changèrent point leur constitution, mais ils continuèrent à effacer les traces du système colonial, et à améliorer les statuts particuliers. Ils ressentaient toutefois tous les inconvénients du défaut de centralisation. Aussi s'y forma-t-il des partis très-acharnés : les démocrates l'emportèrent au centre et au midi dans les contrées favorables au système agricole ; les fédéralistes, plus portés au système commercial, dominèrent dans le nord ; d'où l'on vit, durant la longue lutte de l'Angleterre avec la France, les premiers pencher pour celle-ci, et les seconds pour la Grande-Bretagne.

La guerre européenne étant devenue une guerre de commerce, il était impossible qu'elle n'enveloppât point un pays dont le commerce est la vie.

En 1805, les Anglais, prétendant exercer le droit de visite sur les neutres, commencèrent à capturer les bâtiments des États-Unis; mais ceux-ci, pour éviter la guerre, prirent la résolution inouïe de suspendre volontairement leur navigation. Enfin, il fut arrêté que le commerce avec les colonies ennemies ne pourrait se faire que par l'entremise des ports francs appartenant aux Anglais dans les Indes occidentales. On renouvela les traités de 1778, en se restituant mutuellement les prises, et l'on admit le principe de la neutralité, proclamé par la France. Napoléon crut devoir déroger, en faveur de l'Amérique, aux rigueurs de son système continental ; cette puissance tendit donc à se rapprocher de lui, et finit par se brouiller avec l'Angleterre (1812). Les fédéralistes et les démocrates, la guerre une fois déclarée, se réunirent contre l'ennemi commun, et combattirent sur leurs frontières, principalement sur celle du Canada ; ils n'avaient qu'une faible armée et un petit nombre de vaisseaux. La guerre continua dans ces contrées quand elle finissait en Europe. Mais si la Nouvelle-Orléans fut courageusement défendue, les Anglais Cochrane et Ross incendièrent la capitale de l'Union (24 août 1814). La paix se fit à Gand (21 décembre). Les frontières du côté du Canada furent déterminées dans le traité ; chacune des parties restitua ses con-

quêtes, et s'obligea à abolir le commerce d'esclaves, mais en laissant indécise la question principale, c'est-à-dire celle du droit de visite.

La guerre avait grossi la dette publique; mais elle avait affermi l'Union au moment du danger commun. Profitant de l'interruption du commerce extérieur, des manufactures et des fabriques se fondèrent de toutes parts; la marine devint bientôt le soin principal du gouvernement; et à peine la paix eut-elle rouvert les mers, que son pavillon se montra partout.

Le droit maritime des États-Unis consiste dans une stricte réciprocité (1er mars 1817). L'acte de commerce défend l'introduction de marchandises étrangères autrement que sur bâtiments nationaux, ou provenant de pays dont le sol ou les manufactures les aient produits, pourvu toutefois que ces pays acceptent le même principe (3 juillet 1815). Ils ont stipulé avec l'Angleterre la franchise réciproque du commerce et des droits, le libre trafic dans les ports anglais des Indes orientales, excepté le cabotage, pourvu que le transport ait lieu directement dans un port américain.

Ces deux gouvernements ont déterminé de nouveau, depuis cette époque (1842), leurs limites réciproques; le commerce des esclaves et l'extradition des criminels, points difficiles dans ces vastes contrées, y furent également réglementés. Mais le tarif, que les États-Unis adoptèrent alors contre les produits étrangers, nuira au débouché de leurs propres manufactures.

La race blanche, et principalement la race saxonne, joue le premier rôle dans le prodigieux accroissement de la population américaine. Un gouvernement qui permet à l'individu le développement le plus complet de son activité encourage les entreprises les plus hardies, ce qui produit ce progrès merveilleux.

L'instruction n'est nulle part aussi répandue : on comptait dans le pays, en 1842, 47,209 écoles primaires, 5,242 académies, 173 colléges et universités, dont quelques-unes n'ont toutefois que des écoles de médecine, de droit ou de théologie; on y compte au moins 1,600 journaux affranchis de droits et de cautionnement. Les expéditions scientifiques des États-Unis

rivalisent avec celles des puissances de l'Europe. Ils ont renoncé aux colonies d'outre-mer depuis les deux tentatives malheureuses faites aux Marianes et à Noukahiva; et, en punissant inexorablement les attentats des pirates, ils s'épargnent la nécessité de protéger leur commerce par des forces militaires considérables; leurs expéditions rivalisent avec celles de l'Angleterre, et leurs baleiniers l'emportent sur les baleiniers anglais. La navigation à vapeur, qui a commencé dans ces contrées, y a pris un immense développement.

On y comptait à peine, en 1808, quatre filatures de coton; il y en avait, en 1841, 1240; elles travaillaient, en 1814, 20,000 kilogrammes de coton; le résultat, en 1841, s'élevait à 40 millions de kilogrammes. Aussi la valeur de cette exportation, qui, en 1826, ne dépassait pas 5 millions et demi, s'élevait, en 1841, à 18 millions. Les salaires sont élevés dans ce pays où les bras sont rares; la vie y est à bon marché, parce que la terre y est à discrétion; aussi n'y connaît-on pas le paupérisme.

La dette fédérale, qui, en 1790, était de 79 millions de dollars, et qui en 1816, par suite de la guerre avec les Anglais, s'était accrue jusqu'à 127, était tout à fait éteinte en 1834, bien qu'on n'employât à l'amortissement que le produit des droits d'entrée, des biens domaniaux, et de la vente des territoires de l'ouest non encore colonisés : tant les gouvernements à bon marché ont de ressources[1]. Les États particuliers ont aussi leurs dettes, dont le total monte à 200 millions de dollars; mais ils sont représentés par des ouvrages d'une grande utilité, tels que les chemins de fer, sur une étendue de 14,600 kilomètres, évalués à 186 millions de dollars, et 10,771 kilomètres de canaux navigables, dont un seul, celui d'Erié, a coûté 20 millions de dollars. En même temps des villes nouvelles s'élèvent de toutes parts, et huit cents banques entretiennent l'activité du commerce et de l'agriculture.

Comme il arrive dans toutes les confédérations, les intérêts

[1] Le traitement du président est de vingt-cinq mille dollars; celui du vice-président, de cinq mille. Les Américains ont contracté depuis une dette de dix millions, au moyen d'un emprunt remboursable.

des uns sont en opposition avec ceux des autres, et le pouvoir central n'a pas assez de force pour changer l'antagonisme en une active émulation. Les États manufacturiers et commerciaux du nord-est ont aboli l'esclavage; ceux du sud le regardent comme nécessaire. Ceux de l'ouest déploient une activité hardie et infatigable; on y voit moins de villes, mais plus de villages, et la population y double en vingt années. Le nord-est possède les meilleurs ports, des cités vastes et populeuses, des canaux, des routes, des écoles, des banques. Dans le sud, il y a peu de villes; les campagnes y sont mal cultivées, et l'on n'y rencontre que l'habitation du maître, entourée des huttes des esclaves.

Les habitudes que l'esclavage engendre dans les pays du sud y altèrent les sentiments, les mœurs et les relations sociales : elles favorisent les penchants aristocratiques, inconnus au nord; aussi l'émigration afflue-t-elle dans les États septentrionaux; le commerce, la navigation, l'industrie, y prospèrent à ce point que le gouvernement eut l'idée un moment de restreindre le nombre des manufactures. L'Angleterre ayant frappé de lourdes taxes sur l'importation des grains du centre et de l'ouest, les bois du nord et le riz du sud, les États-Unis lui rendirent la pareille en imposant ses produits. Mais les pays agricoles du sud, moins avancés, se récrièrent alors sur le renchérissement des objets manufacturés, dont profitaient seuls les pays industrieux, tandis que les cotons, leur unique richesse, portaient tout le poids de ce système prohibitif. Ils refusèrent donc, en vertu de leur droit particulier de souveraineté, de se soumettre à la décision du congrès, qu'ils déclarèrent inconstitutionnelle. La constitution n'avait pas prévu le cas d'une résistance pareille : on pouvait donc redouter un bouleversement au moment où les pouvoirs du président Adams viendraient à expirer; mais il fut remplacé par le général Jackson, représentant de l'opinion populaire, qui proposa d'alléger le tarif, onéreux pour les agriculteurs.

Jackson, homme audacieux, infatigable, au coup d'œil prompt, à la volonté et au corps de fer, caractère loyal, et patriote aussi ardent qu'actif, avait combattu les Anglais en 1812 et 1813, toujours avec intrépidité, mais non pas toujours avec habileté;

et, comme il arrive dans les démocraties, le succès militaire lui donna une grande popularité. Jusqu'alors les présidents avaient été fédéralistes ; les démocrates arrivèrent au pouvoir avec Jackson. Répudiant les vertus paisibles des héros de l'indépendance, il voulut l'expansion, la conquête, qui peut sans doute faire prévaloir dans ce vaste continent la race britannique, mais qui peut aussi mettre en danger cette liberté que la modération de Washington avait fait respecter et honorer. Incapable de tolérer les lenteurs du suffrage universel, il agit dictatorialement, mit à l'écart les ménagements dont on avait usé jusque-là, envahit la Floride en pleine paix, et faussa la constitution fédérale, qui avait besoin d'être maniée avec délicatesse, pour résister à la démagogie.

La Caroline du Sud (1832) ayant aboli le tarif de douanes établi par le congrès, Jackson se prépara à l'attaquer; mais on parvint à le calmer. Alors il fit la guerre à la banque, encore par réaction contre la centralisation.

Les billets de banque payables au porteur facilitent la circulation sans avilir le numéraire, pourvu qu'ils représentent des valeurs réelles ; mais s'ils sont multipliés et fractionnés sans mesure, ils deviennent une espèce de droit de fausse monnaie. Il importe donc que ce privilége soit maintenu sous la juridiction publique.

Dès l'origine, on songea, en Amérique, à alimenter le crédit général au moyen d'une banque centrale, soutenue et modérée par l'État. Celle de Philadelphie, dite *banque des États-Unis*, fondée en 1760, au capital de 10 millions de dollars, et pour vingt et un ans, eut en dépôt les revenus du gouvernement fédéral. L'exemple en fit établir d'autres, jusqu'au nombre de 88, au capital total de 42 millions de dollars. Mais comme la banque de Philadelphie seule pouvait faire le change dans toute l'Union, elle fit la loi aux opérations des autres, en leur ouvrant un crédit ou en le leur retirant. Elle fut d'un grand secours surtout lorsqu'au temps de la guerre continentale, les Américains eurent en main le commerce du monde entier; mais quand la banque de Philadelphie fut supprimée à l'expiration de son terme, l'accroissement exagéré des banques parti-

culières, et la paix qui survint, produisirent en 1814 une première crise, qui fut telle que les banques du sud et de l'ouest suspendirent leurs payements (1816). On songea à remédier au mal en rétablissant la banque centrale, au capital de 35 millions. Cette institution reprit les payements en espèces, moyennant un traité avec les différentes banques, auxquelles elle accorda des facilités de crédit, à condition qu'elles s'obligeassent à restreindre l'émission de leurs billets. Mais la précaution ne dura pas, et le désordre s'accrut au point qu'une crise générale eut lieu en 1837. Neuf cents banques, qui avaient acquis une espèce de puissance politique, étaient alors en activité; on avait entrepris une foule de spéculations téméraires, et exagéré les travaux publics en détournant les capitaux de leurs applications véritables, c'est-à-dire, du commerce et de l'agriculture.

Le démocrate Jackson craignait qu'il ne se formât une aristocratie de grands capitalistes, assez forte pour devenir l'arbitre du commerce et de l'industrie. En conséquence, il fit retirer les fonds publics de la banque centrale, et abolir son privilége, en l'obligeant à payer en numéraire les droits de douane et les taxes pour concessions de terre. Les fonds passèrent alors dans les caisses des États particuliers, qui n'en payent point l'intérêt; et l'on vit éclater les conséquences d'une concurrence illimitée, déréglée, et d'un crédit sans fondement. Il s'ensuivit une banqueroute générale, et une secousse fatale à la fortune publique : mal irréparable, si le sol et l'esprit d'entreprise des habitants n'eussent offert des dédommagements à ceux que cette catastrophe avait frappés.

Sous le rapport politique, l'abolition de la banque fortifia les gouvernements particuliers, représentants de la démocratie, qui étouffa l'aristocratie dans son berceau. La crise une fois passée, l'expérience ramena à des pratiques plus régulières et plus sages : aujourd'hui la banque de Pensylvanie, qui a obtenu le renouvellement de son privilége, conserve la prépondérance de ses immenses capitaux.

Le fait est que, même au milieu de ce désordre, le crédit avait produit dans le pays une immense prospérité matérielle. Les villes des États-Unis n'ont plus à craindre, comme à l'é-

poque de la dernière guerre, d'être bombardées par l'ennemi, car vingt-deux mille bouches à feu protégent le littoral; et les chemins de fer, plus nombreux que partout ailleurs dans ces pays vierges, où l'on trouve du bois et du fer en abondance, facilitent le transport des troupes. Il a été établi que l'armée pourrait être portée de douze à cinquante mille hommes; elle a en outre, derrière elle, une milice nationale de dix-huit cent mille citoyens, et les redoutables chasseurs des forêts de l'ouest. Les douanes rapportent au gouvernement fédéral cent quarante millions de francs au moins.

Mais la question capitale à l'intérieur, c'est l'esclavage. Quand l'indépendance fut proclamée, l'esclavage s'étendait partout : pendant la guerre, la Pensylvanie adopta des mesures qui devaient promptement le détruire. Le Massachusets le déclara incompatible avec les lois, et la plupart des États au nord du Potomack l'imitèrent, le Maryland et le Delaware exceptés. Ils pouvaient le faire sans grand dommage, attendu que les esclaves ne formaient qu'un vingtième ou un quinzième de la population. Mais dans les États du midi la proportion était beaucoup plus forte, et tout le travail domestique et agricole y pesait sur les nègres; aussi l'esclavage s'y conserva-t-il. Il s'accrut encore par l'acquisition de la Louisiane et des Florides. Il fut autorisé dans les nouveaux États, tels que le Missouri. L'Union comptait, en 1790, 660,000 esclaves; en 1830, deux millions, en 1840, trois millions et demi.

Affranchir les esclaves quand ils sont si nombreux, ce serait bouleverser de fond en comble les fortunes et l'industrie; aussi les États du sud défendent-ils avec acharnement cet état de choses. Il en est résulté mainte fois des collisions sanglantes; et la menace de briser le lien fédéral a éclaté plus d'une fois. Le midi tend par tous les moyens à faire que les États à esclaves l'emportent par le nombre sur ceux qui n'en ont pas; de là l'esprit de conquête, et l'ambition d'adjoindre à l'Union de nouveaux États, ainsi que le nouveau Mexique, l'Orégon, le Texas, la Californie, récemment incorporés. Les abolitionnistes tâchent de leur côté que l'esclavage ne soit pas autorisé dans ces nouveaux annexes; les autres le veulent introduire là même

où il n'existait pas, comme dans les pays jadis espagnols; mais la suprématie passe de jour en jour du côté des premiers, d'où l'on peut conclure que les États à esclaves devenant minorité, on verra disparaître la servitude, cette brutale nécessité de la conquête. Telles sont les difficultés qui menacent de dissoudre l'Union un jour ou l'autre, et qui servent de prétexte aux ennemis de la liberté pour faire ressortir les faiblesses du pouvoir fédéral vis-à-vis les États, leur indocilité à son égard, le désordre des finances, l'irrésolution de la politique, et enfin la nécessité, pour l'avenir, d'un pouvoir dictatorial.

Bien que la liberté religieuse existât dans ce pays dès l'origine, les semences de fanatisme qu'y avaient portées les premiers colons s'y développèrent bientôt en exagérations mystiques, pardonnables si cet excès ne conduisait à l'intolérance. Mais à côté de ces abus de la croyance, grandit aussi l'incrédulité. En même temps que la nouvelle secte des *mormons* apportait une Bible qu'ils prétendaient plus ancienne que celle des chrétiens, et fondait des villes sous la direction de Joseph Smith, il se constituait à New-York une congrégation d'*athées*, qui se réunit tous les dimanches pour nier l'existence de Dieu. En outre, la philosophie d'Émerson est là pour montrer que les Américains ne sont pas moins hardis à explorer les déserts de la pensée que ceux de la nature.

COLONIES EN AMÉRIQUE.

Quand la Révolution française menaçait de bouleverser l'Europe, Pitt crut utile de fortifier la domination anglaise dans le Canada. Profitant de l'exemple des États-Unis, il le partagea en deux provinces (1791), avec un sénat et une assemblée populaire, dont les bills eurent force de loi, si le roi laissait passer deux ans sans les approuver. Il accorda au pays l'*habeas corpus*, le jury, et le vote de l'impôt.

En conséquence, le Canada et la Nouvelle-Écosse restèrent

fidèles à l'Angleterre durant la guerre continentale; plus tard, ils réclamèrent de nouveaux droits et la liberté des cultes contre l'intolérance anglicane. Plus d'un confit s'est élevé depuis entre la métropole et la colonie, où l'Angleterre s'est montrée sévère dans la répression de toute tentative d'indépendance. La désaffection qui s'en est suivie fait incliner les esprits de plus en plus vers la confédération anglo-américaine. La perte de cette contrée serait très-dommageable à la Grande-Bretagne, qui en tire d'immenses approvisionnements en bois de construction, en viandes salées et en farines, ainsi que d'excellents matelots.

Nous avons déjà dit combien la révolte d'Haïti avait coûté de sang. Le nègre Christophe, qui se donna le titre de roi dans la partie méridionale de cette île, établit des écoles, des fabriques, des fonderies. Péthion, son rival, qui dominait dans le sud, craignant que les nègres n'allassent se joindre à son ennemi, les entretenait dans la paresse, opposait la licence au despotisme, et se montrait indulgent, même à l'égard des crimes; puis, ayant remanié la constitution, il institua en sa faveur la présidence à vie.

A sa mort (1816), Boyer, sa créature et son successeur, suivit ses traces. Puis, Christophe s'étant tué (1820), l'île entière forma la république une et indivisible d'Haïti (28 janvier 1822), qui fut reconnue par la France, moyennant l'indemnité stipulée[1] sous la présidence de Boyer. Il continua à gouverner l'île despotiquement, jusqu'au moment où, les élections s'étant faites dans le sens radical (janvier 1844), il en sortit une nouvelle révolution. L'armée populaire étant restée victorieuse, Boyer fut réduit à fuir, après vingt ans de présidence; considéré par les uns comme un Washington, dénigré par les autres pour avoir maintenu le peuple dans l'ignorance, affaibli le pays, désolé les villes, et laissé les champs sans culture. D'après la nouvelle

[1] Fixée à 150 millions de francs (1825), elle fut réduite ensuite à 60 (1838), mais qui n'ont point été payés. — En 1789, Saint-Domingue ou Haïti exportait pour la France 135 millions en denrées coloniales, et 54 millions pour d'autres pays.

constitution, aucun blanc ne put obtenir les droits de citoyen, réservés seulement aux Africains, aux Indiens et à leur descendance; elle accordait, du reste, la liberté de la presse et les autres droits habituels. Le pouvoir passa successivement dans les mains de plusieurs chefs, jusqu'au jour où Faustin Soulouque, le dernier, se déclara empereur (1849). Mais la paix est loin de régner dans le pays; et cette colonie, autrefois si florissante, aujourd'hui pauvre, inculte, déserte, produit à peine de quoi nourrir ses habitants, toujours ivres de vin et de tabac. La liberté ne s'improvise pas.

Durant les guerres de l'Europe contre Napoléon, l'autre hémisphère se trouva aussi ébranlé; et la secousse produisit l'un des événements les plus importants de notre siècle, à savoir, l'émancipation de l'Amérique méridionale.

A la différence des colonies anglo-américaines, s'étaient formées les colonies espagnoles et portugaises, constituées uniquement pour le profit de la mère patrie, ou, pour mieux dire, du roi, qui concédait les terres selon son bon plaisir, et les faisait gouverner par un de ses lieutenants. Ne recherchant que les métaux précieux, on y négligeait la culture des terres les plus fertiles.

Charles-Quint avait imposé aux Indiens et aux propriétaires l'*acavala*, droit de 5 pour 100 sur toute vente en gros, et qui fut augmenté plus tard jusqu'à 14 pour 100. Les besoins croissants de la métropole firent imaginer d'autres taxes, telles que le papier timbré, le monopole du tabac, du poivre, du plomb, et des cartes à jouer; outre la *cruzada*, que l'on percevait tous les deux ans, et qui allait de 35 sous à 18 livres, suivant le rang et la richesse, pour obtenir l'*indult*, c'est-à-dire la permission de manger de certains aliments pendant le carême. En 1601, l'Indien payait 32 réaux par an de tribut, et 4 de corvée, ce qui équivaudrait à 23 francs, qui furent par la suite réduits à 15, et finalement à 5 francs. Dans la plus grande partie du Mexique, la capitation s'élevait à 11 francs, outre les droits paroissiaux qui allaient à 10 francs pour un baptême, 20 pour certificat de mariage, 32 pour enterrement.

Les colonies espagnoles avaient cependant deux grands avan-

tages sur les colonies anglaises. Le premier, c'est que les esclaves y étaient beaucoup mieux traités, et protégés par le clergé, qui, comme dans tous les pays catholiques, y pouvait beaucoup. L'autre, c'est qu'au lieu de se détruire, la race indigène s'y conserva par le mélange des deux peuples, et que beaucoup d'Indiens et plus encore de métis acquirent des richesses, des propriétés, de l'importance, autant qu'on en peut obtenir dans un pays où la couleur confère une sorte d'aristocratie. Ce fut encore l'œuvre du clergé catholique qui, dans le nouveau comme dans l'ancien monde, s'appliqua à fondre ensemble les vaincus et les vainqueurs.

A coup sûr, des éléments si nombreux de prospérité se seraient développés, si les moyens employés avaient été moins absurdes. Le monopole le plus rigoureux y fut systématiquement établi : deux escadres qui partaient de Séville et y revenaient toucher, faisaient seules tout le commerce entre l'Europe et les colonies. Les *galions* destinés au Pérou, au Chili, mouillaient à Carthagène et à Porto-Bello, y faisaient de riches échanges avec les produits du pays ; puis la *flotte* se rendait à la Vera-Cruz, où elle recevait les trésors de la Nouvelle-Espagne. Les deux escadres se ralliaient ensuite à la Havane, pour revenir de conserve en Europe. Elles réunissaient à peine un chargement de 27,500 tonneaux ; ce qui était bien au-dessous des besoins de ces vastes colonies, qui se trouvaient dès lors mal approvisionnées, et ne l'étaient qu'en qualités inférieures. Aussi la contrebande, comme il arrive toujours, venait-elle y suppléer, malgré les sévérités atroces auxquelles on eut recours [1].

Un peuple enivré, comme l'étaient les Espagnols, de la facilité avec laquelle ils trouvaient des monceaux d'or et de perles, auraient traité de fou celui qui leur eût dit : « Il n'y a pas de profit à dévaster un champ fertile pour creuser une mine. L'abondance croissante de l'or ne fait que renchérir les denrées que l'or sert à payer. » On abandonnait les pays les plus fertiles, qui restaient incultes, pour se porter en foule vers les districts les

[1] Elle était punie de la peine de mort, ou le contrebandier était livré à l'inquisition, comme s'il eût été coupable d'une impiété. (AM. R.)

plus pauvres, d'où l'on tirait l'or et l'argent; et l'on ensevelissait, pour y mourir en blasphémant dans les mines, ces naturels qui auraient vécu heureux en travaillant cette terre assez féconde pour satisfaire les maîtres les plus avides. Aujourd'hui même, les pays d'Antiochia et de Chioco, à l'ouest de la Cordillère centrale, très-riches en filons d'or, ne sont pas exploités par défaut de bras : on y a trouvé un fragment d'or de 25 livres, et le lavage du sable y a fourni jusqu'à 22,000 marcs par an. C'est bien, mais il n'y a pas même de routes pour pénétrer dans le pays, et le sol le plus fertile du nouveau monde n'est peuplé que d'un petit nombre d'Indiens et de noirs esclaves. Un baril de farine des États-Unis s'y paye jusqu'à 90 piastres, et à chaque instant des famines horribles déciment la misérable population de ce riche pays.

La métropole, par ses exigences, arrêtait l'essor de la production coloniale : ainsi, l'on n'y pouvait planter ni vignes ni oliviers; il fallait tirer d'Europe le bois et le fer; puis, tout en demandant à ces pays des richesses immenses, on les gardait avec une négligence étrange : on songeait à les agrandir plutôt qu'à les faire prospérer; on les donnait en fief, on les vendait. On ne s'inquiétait pas, pour les gouverner, de la nature des peuples qui les composaient. Personne ne s'occupait de former des médecins, des administrateurs, des instituteurs, des ouvriers pour les colonies; on y envoyait l'écume de la nation; on y déportait les malfaiteurs; on y laissait le champ libre au fanatisme. Le Brésil doit sa population aux Juifs, tourmentés dans le Portugal; il fallait être Castillan, c'est-à-dire du pays le moins industrieux de l'Espagne, pour avoir droit de passer en Amérique. Tandis que l'Angleterre faisait marcher de pair ses forces navales avec l'agrandissement de ses colonies, le Portugal et l'Espagne réduisirent leur flotte, quand leurs colonies eurent pris le plus d'extension.

Les colonies espagnoles n'avaient fait qu'empirer sous les derniers princes de la maison d'Autriche et pendant la guerre de la succession, quand l'Angleterre et la Hollande eurent interrompu toute communication entre elles et la métropole. Pour qu'elles ne manquassent pas du nécessaire, l'Espagne dut se re-

lâcher de son système exclusif, et admettre que les Français trafiquassent avec le Pérou ; ce qui permit aux habitants de Saint-Malo, par un privilége spécial de Louis XIV, d'y introduire des marchandises françaises à des prix modérés, et les déshabitua d'avoir affaire avec l'Espagne. Philippe V, sitôt que la paix fut rétablie, interdit les ports du Chili et du Pérou aux navires étrangers, et chassa des mers du sud les flottes qui n'y étaient plus nécessaires. Pour s'assurer l'amitié des Anglais, il leur accorda non-seulement l'*assiento*, mais, de plus, la faculté d'expédier chaque année à Porto-Bello un bâtiment de cinq cents tonneaux, chargé de marchandises d'Europe. Les abus commis par les Anglais et la résistance des Espagnols produisirent la guerre, qui finit par affranchir ces derniers de l'*assiento*, en les laissant régler le commerce à leur gré, moyennant une indemnité de 100,000 livres sterling à la compagnie anglaise.

Différentes améliorations furent introduites alors : au lieu de maintenir la périodicité des expéditions au détriment des négociants et à l'avantage des fraudeurs, on permit que des bâtiments *de registre* fussent expédiés dans l'intervalle par des marchands de Séville ou de Cadix, avec des licences achetées du conseil des Indes. Le nombre s'en accrut au point qu'en 1748 on renonça aux galions, et que le commerce fut abandonné aux particuliers. Il est vrai que ce négoce se trouvait encore entravé par l'ancienne habitude de tout réglementer.

Les communications étant rares, l'Espagne ignorait la condition de ses colonies, et le gouvernement y languissait. Charles III voulut y remédier en établissant des bateaux-postes (1764) qui partaient tous les mois de la Corogne pour la Havane, et tous les deux mois pour la Plata ; chacun de ces bateaux pouvait prendre la moitié de son chargement en marchandises espagnoles, et revenir avec une quantité égale de denrées américaines.

La concession s'étendit plus tard, et tous les sujets espagnols furent admis à trafiquer avec les îles du Vent, Cuba, Hispaniola, Porto-Rico, la Marguerite, et la Trinité ; puis avec la Louisiane, et avec les provinces de Yucatan et de Campêche. Ce n'était pas un petit mérite de s'attaquer à un préjugé qui

datait de deux siècles; les résultats furent immédiats, car en dix ans le commerce doubla dans quelques contrées, et tripla dans d'autres.

Les avantages de la liberté une fois connus, on abolit les peines rigoureuses portées contre toute correspondance entre les provinces situées dans les mers du Sud (1774); loi désastreuse autant que tyrannique, qui empêchait d'équilibrer l'abondance et la disette, en obligeant à faire venir tout d'Espagne.

On avait prétendu reproduire dans les colonies l'administration de la métropole, bien qu'elles différassent essentiellement de civilisation, d'origine, de position et de produits. Le Canada, cinq fois plus étendu que la France, n'avait qu'un gouverneur; le Mexique, qu'un vice-roi; et la seule audience de Guatimala étendait sa juridiction sur trois cents lieues. Ces vice-rois ou ces gouverneurs arrivaient dans le pays dépourvus de connaissances locales et comme dans un lieu d'exil, premier échelon pour s'élever à des postes plus avantageux : *Dieu est très-haut*, disait l'un d'eux, *le roi très-loin; et le maître ici, c'est moi*.

[1] Nous voyons, par la statistique publiée dans le *Mercure Péruvien*, qu'en 1791, sans compter les provinces de Quito et de Buenos-Ayres, ni le riche Potose, il y avait en exploitation dans l'intendance de Lima quatre mines d'or, cent quatre-vingts d'argent, une de mercure, quatre de cuivre; en outre, soixante-dix mines d'argent abandonnées : dans le district de Tarma, deux cent vingt-sept mines d'argent, outre vingt-deux abandonnées, et deux de plomb; dans celui de Truxillo, trois d'or et cent trente-quatre d'argent, outre cent soixante et une abandonnées; dans l'intendance de Huamama, soixante d'or, deux cents d'argent, une de mercure, plus trois d'or et soixante-trois d'argent abandonnées; dans le district de Cusco, dix-neuf d'argent; dans celui d'Arequipa, une d'or, soixante et une d'argent, outre quatre d'or et vingt-huit d'argent abandonnées; dans celui de Huancavelica, une d'or, quatre-vingts d'argent, deux de mercure, dix de plomb, et on en laissait reposer deux d'or et deux cent quinze d'argent. Ces mines produisirent, depuis le commencement de 1780 jusqu'à la fin de 1789, 35,359 marcs d'or à vingt-deux carats, et 3,739,763 marcs d'argent. La valeur du premier étant de cent vingt-cinq piastres, et celle de l'autre de huit piastres au marc, le total s'élève à plus de 184 millions de francs. En 1790, elles produisirent 412,117 marcs d'argent.

Les possessions espagnoles étaient divisées en neuf États, presque indépendants les uns des autres : c'étaient, dans la zone torride, la vice-royauté du Pérou et de la Nouvelle-Grenade, et les capitaineries générales de Guatimala, de Porto-Ricco et Caracas; entre les deux tropiques, les vice-royautés du Mexique et de Buenos-Ayres, et les capitaineries générales du Chili et de la Havane, où étaient comprises les Florides. Les fonctionnaires recevaient un traitement du roi, qui se trouvait représenté par les vice-rois, chefs de l'administration et de l'armée. Investis d'un pouvoir despotique sur les sujets, ils tenaient une cour semblable à celle de Madrid, des gardes à pied et à cheval, des drapeaux à leurs armes; leur juridiction s'étendait sur des pays lointains et inaccessibles, dont ils ne connaissaient ni les intérêts, ni même la situation [1].

Leur autorité absolue n'était limitée que par les audiences, cours de justice établies sur six points différents, sur le modèle de la cour de chancellerie d'Espagne, qui prononçaient en dernier ressort sur toute affaire civile ou ecclésiastique, jusqu'à concurrence de six mille dollars; elles pouvaient adresser des remontrances aux vice-rois, qu'elles remplaçaient pendant les vacances, et correspondaient directement avec le conseil des Indes.

Les membres de l'audience, investis de grands priviléges, ne connaissaient d'autre intérêt que celui de la mère patrie; ni eux ni le vice-roi ne pouvaient contracter d'alliance ou de parenté dans le pays soumis, ni y acquérir de propriétés.

Plus d'une fois les vice-rois tentèrent de se saisir d'un droit qui n'existe que dans les pays les plus asservis, celui de rendre la justice en personne, en place des magistrats; ce qui aurait

[1] Parmi les cinquante vice-rois qui ont gouverné le Mexique, de 1535 à 1808, il n'y en eut qu'un seul né en Amérique, le Péruvien Jean d'Acugna, marquis de Casaforte. Bon administrateur et très-désintéressé, il fit regretter son gouvernement, qui dura de 1722 à 1734. Un descendant de Colomb, don Pedro Nuño Colon, duc de Veraguas, et un de Montezuma, don Giuseppe Valladores, comte de Montezuma, furent aussi vice-rois du Mexique.

mis à leur discrétion la vie et la fortune des sujets. Mais les rois d'Espagne les empêchèrent toujours, autant qu'ils purent, de s'immiscer dans les procès soumis aux cours d'audience.

Le conseil des Indes, le corps le plus considérable de la monarchie espagnole, fut institué par Ferdinand, puis organisé par Charles-Quint, pour connaître de toutes les affaires civiles, ecclésiastiques, militaires et commerciales. Les décisions de ce conseil, prises au moins à la majorité des deux tiers de ses membres, étaient rendues publiques au nom du roi. C'était du conseil que relevaient tous les sujets américains, depuis le plus infime jusqu'au vice-roi.

Le créole était considéré comme de condition inférieure, voué aux travaux manuels; la jalousie le faisait souvent écarter de l'administration, pour laquelle ses connaissances locales l'auraient rendu plus utile que des étrangers.

La loi ne faisait pourtant aucune différence entre le blanc et l'homme de couleur; elle les déclarait également admissibles aux emplois. Mais, dans la réalité, on ne les donnait qu'aux Espagnols, surtout aux chrétiens purs, comme on disait, c'est-à-dire ceux dont le sang n'avait point été mêlé de sang maure ou juif: tous étrangers aux usages et aux besoins du pays, où ils ne venaient que pour peu de temps, avec l'intention de s'y enrichir le plus vite possible. Les vice-rois surtout s'enrichissaient outre mesure, disposant arbitrairement du mercure, dont le monopole appartenait à la couronne; trafiquant des titres, des priviléges, qu'ils se chargeaient d'obtenir à Madrid; accordant licence de violer les lois prohibitives; vendant les emplois à des gens qui les acceptaient gratuits, sûrs d'y gagner suffisamment par leurs concussions.

Les *Cappetoni*, ou Espagnols purs, méprisaient les créoles, qui leur portaient en retour une haine mortelle. Les nègres, qui faisaient le service intérieur dans les maisons, en tiraient vanité, et maltraitaient les Indiens : source de haines que l'Espagne entretenait, comme un excellent moyen de prévenir des intelligences dangereuses.

Il n'est pas besoin de dire que d'innombrables entraves rendaient toute industrie impossible : ainsi se trouva résolu ce singu-

ler problème d'appauvrir une nation au milieu de l'or et sur un sol extrêmement fertile. Si le naturel et le créole se résignaient aux mépris des Jachupinos et à l'exclusion de tous les emplois et de tous les honneurs, ils ne pouvaient s'accoutumer à payer excessivement cher des denrées de première nécessité, dont la mère patrie s'était réservé le monopole, et que la terre qu'ils habitaient leur aurait fournies en abondance, sans d'absurdes et tyranniques prohibitions.

Le Mexique, où prospèrent tous les genres de culture, où le blé donne trente pour un, le maïs cent cinquante, le bananier trois ou quatre cents, comptait six millions d'habitants. Sur cent vingt millions de revenu, quatre-vingt-quatre étaient employés en dépenses ; les mines d'argent en donnaient cent vingt autres. Il existait des esclaves dans toutes les colonies espagnoles, mais inférieurs en nombre. Les Indiens gémissaient sous une odieuse capitation, et dans un état de minorité perpétuelle. La couleur, en établissant une aristocratie ineffaçable, y assurait la domination des blancs, sans laisser aux classes mixtes aucun moyen de s'élever. Les créoles occupaient le premier rang parmi les indigènes ; mais l'Espagne, qui les écartait systématiquement des emplois, en admettait peu dans les universités espagnoles ; les quatre cinquièmes d'entre eux ne savaient pas lire, et un archevêque déclara que, pour rester soumis, les créoles n'avaient pas besoin de savoir autre chose que le catéchisme. Il était défendu d'imprimer quelque livre que ce fût. A Lima, en 1706, il fut interdit aux nègres et aux gens de couleur de trafiquer et de vendre par les rues, « afin qu'ils ne pussent s'égaler à ceux qui avaient fait choix de ces professions, et parce qu'il fallait les restreindre aux occupations purement mécaniques, les seules auxquelles ils soient propres. »

Le gouvernement lui-même ne savait pas ce que les colonies rapportaient à l'Espagne. Il est certain que les dépenses d'administration y consommaient plus des deux tiers du revenu. Il y fut introduit quelque ordre pendant le ministère de la Ensenada, et l'on peut ainsi évaluer, durant les douze années de son administration, à 17,719,448 francs ce que la couronne tira de ces contrées, en y comprenant les droits d'embarquement et de

débarquement. Cette somme s'accrut encore, et, en 1780, le Mexique rendait au trésor 54 millions; le Pérou, 27; Guatimala, le Chili et le Paraguay, 9 millions. En déduisant 56 millions pour les dépenses, il en restait 34 au fisc, outre les 20 pour cent qu'il percevait en Europe sur les marchandises expédiées aux colonies et sur celles qui en venaient. On calculait donc à 54 millions le produit net des provinces du nouveau monde.

Les papes, dont on a tant dénoncé l'ambition traditionnelle, ne virent pas tous les avantages qu'ils pourraient tirer de l'Amérique, ou du moins n'en prirent aucun souci. En effet, Alexandre VI y céda toutes les dîmes à Ferdinand le Catholique, à la condition d'y entretenir les missionnaires; et Jules II, le patronage et la nomination à tous les bénéfices. Voilà donc les rois d'Espagne chefs de l'Église américaine, et investis de ces droits qui avaient été si contestés en Europe, tels que ceux d'élire aux charges ecclésiastiques, de disposer des revenus, d'administrer les bénéfices vacants. Aucune bulle n'y était obligatoire avant d'avoir été acceptée par le conseil des Indes.

Le clergé séculier et régulier s'y multiplia extraordinairement, et, au dire de Gonzalve Davila, l'Amérique espagnole avait en 1649 un patriarche, six archevêques, trois cent quarante-six prébendes, deux abbayes, cinq chapelains du roi, et huit cent quarante couvents. La plupart des ecclésiastiques venaient d'Espagne, et l'on conclura facilement que ce n'étaient pas les meilleurs. Le désir d'échapper à la règle rigide à laquelle ils s'étaient astreints dans leur patrie poussait une foule de moines à chercher en Amérique une sorte d'affranchissement. Les moines mendiants y pouvaient posséder des cures et toucher des dîmes; tous se trouvaient exempts de la juridiction épiscopale; il en résultait que beaucoup s'égaraient, et s'adonnaient à toutes sortes de débauches, ou à d'ignobles trafics dont ils avaient l'exemple sous les yeux.

L'Église était ainsi une partie de l'administration, et par suite entièrement dépendante du pouvoir. La sainte inquisition siégeait à Carthagène, et avait partout des officiers chargés de surveiller la pensée.

On récoltait selon qu'on avait semé; aussi, quand on essaya

de la liberté, on reconnut combien elle est préférable aux ruineuses prohibitions. Cuba, l'un des pays les plus favorisés de la nature, au centre de la méditerranée du nouveau monde, qui d'un côté s'étend vers l'Atlantique et de l'autre vers le Mexique, avec les Antilles et les Lucayes pour cortége, ayant dans la Havane un des plus beaux et des plus vastes ports du monde, fut toujours d'une grande commodité pour les navires qui venaient d'Europe. Mais l'Espagne, qui ne s'inquiétait que du continent et ne regardait les îles que comme des relâches, négligea Cuba : voulant transformer les colons en soldats, elle irrita un peuple pacifique, et qui avait en aversion les mouvements mécaniques de nos armées. Aussi, sans réussir à faire de bons soldats, les habitants abandonnèrent l'agriculture, et prirent en haine une nation qui ne savait que les tyranniser. Cuba, il y a un siècle, n'était qu'une chétive possession de 96,000 habitants, qui ne donnait pas autre chose que des bois et des cuirs; tout son commerce se faisait par trois ou quatre bâtiments expédiés de Cadix, et par quelques autres qui, après avoir vendu leur cargaison dans les ports de Carthagène, de la Vera-Cruz et de Honduras, y venaient en chercher une nouvelle pour le retour; de façon que l'île devait recevoir et les denrées et l'argent pour les payer. Mais à peine le gouvernement espagnol eut-il levé les exclusions en 1765, qu'il y arriva d'Espagne cent un navires et cent dix-huit petits bâtiments provenant du Mexique et de la Louisiane. Puis les ordonnances royales de 1789 permirent à tous pavillons d'y aborder, à la condition de n'y pas introduire de nègres. Plus tard, en 1818, elle obtint la liberté d'exportation; ce fut le premier exemple qui en ait été donné aux colonies. A l'époque où Saint-Domingue se souleva (1790), on commença à planter à Cuba du café; et aujourd'hui cette île est le fond de réserve du gouvernement espagnol, au budget duquel elle figure pour 75 millions par an. Cuba répand aujourd'hui ses produits par toute l'Europe; et, d'après les calculs récents, elle exporte sept millions d'arrobes; mille sept cent deux navires y abordèrent en 1828; en 1831, elle expédia en Angleterre 1,600,000 livres de café; en 1834, son commerce fut évalué à 33 millions de piastres, où les seuls produits de l'île

figurent pour 9 millions. Voilà la prohibition ! voilà la liberté !

Le système colonial n'avait engendré que des haines et les troubles. Puis au moment où la guerre éclatait en Europe, avant que les colons eussent eu le temps de se mettre en défense et d'être informés même des hostilités, ils se voyaient attaqués ; et, privés de leur seul moyen de subsistance par l'interruption des communications avec la métropole, ils devaient recourir à la contrebande et à des subterfuges immoraux.

Le régime intérieur des colonies fut amélioré sous le ministère de don Joseph Galvez. La population et les affaires s'étant accrues, le nombre des juges dont se composaient les cours d'audiences ne suffisait plus ; les traitements n'étant plus en rapport avec les charges, il fallut une réforme générale (1776). La division des provinces fut remaniée ; on forma alors les vice-royautés du Mexique, du Pérou, de la Nouvelle-Grenade ; plus, une quatrième, qui comprenait Rio-de-la-Plata, Buenos-Ayres, le Paraguay, le Tucuman, le Potosi, Santa-Crux, Della-Sierra, Chuzcas, et les deux villes de Mendoza et de Saint-Jean ; outre les huit capitaineries générales du Nouveau-Mexique, du Guatimala, Chili, Caracas, Porto-Ricco, Saint-Domingue, Cuba et la Havane, la Louisiane et la Floride.

Mais le vice était à la base, et l'union de ces contrées avec la métropole leur causait toujours une immense entrave. Il fallait éluder par la ruse les lourds impôts et les restrictions sévères ; le commerce clandestin détournait plus de la moitié des revenus royaux ; le reste passait aux dépenses d'une administration compliquée.

L'Angleterre, maîtresse de l'Océan, avait peine à supporter la concurrence de l'Espagne ; et dans tout le cours de ce siècle elle travailla à détruire sa marine et à diminuer son empire transatlantique, pour la réduire à la servitude dans laquelle elle tenait le Portugal. Déjà elle la tenait sous sa main au moyen de Gibraltar ; elle menaçait ses possessions d'Amérique ; et, dans la guerre qu'elle soutint contre les princes de Bourbon, elle enleva à l'Espagne les îles Philippines et la Floride (1763), lui donnant, comme compensation, des possessions naguère françaises, telles que la Louisiane. Mais l'Espagne tardant à l'oc-

couper, la Louisiane goûta le plaisir de l'indépendance; et le procureur général de la colonie, la Fernière, tenta d'y fonder une république. Comme elle refusait de suspendre son commerce avec la France et ses îles, il fallut recourir à une répression sanglante.

Les Espagnols eurent aussi à combattre avec l'Angleterre pour les Malouines, voisines de la pointe méridionale de l'Amérique, qui finirent par leur rester. Puis ils eurent affaire aux Portugais pour la colonie de Sacramento, sur la rive septentrionale du Rio-de-la-Plata, qui était un asile de contrebandiers; et ils l'obtinrent en échange d'une vaste étendue de pays sur la rivière des Amazones. Le district du Paraguay resté à l'Espagne fut érigé en vice-royauté de Buenos-Ayres, et son importance commerciale s'accrut considérablement.

L'Espagne, comme on l'a déjà vu, prit part avec la France à la guerre de l'indépendance des États-Unis. Elle obtint, par la paix de Versailles, Minorque et les deux Florides, en cédant aux Anglais les îles de la Providence et de Bahama, avec la faculté de couper des bois d'acajou et de teinture sur la côte de Mosquitos, ainsi que d'autres avantages. Elle avait perdu dans cette guerre vingt et un vaisseaux de ligne, et beaucoup de moindres bâtiments; sa dette s'était accrue de 250 millions, et ses colonies avaient appris par un exemple qu'une révolution couronnée de succès est légitime. Elles s'en souvinrent.

Pour nous servir du mot de Joseph II, Charles III oublia son métier de roi, lorsqu'il favorisa, par condescendance pour le pacte de famille, l'indépendance des États-Unis. Le défaut de toutes formes représentatives empêcha qu'il ne se formât dans les colonies espagnoles ni magistrats ni capitaines; il leur manquait un centre de pensée et d'action.

Les Llaneros, maîtres d'innombrables troupeaux qui paissaient dans des plaines sans bornes, accoutumés dès l'enfance à vivre à cheval, à combattre le taureau et le jaguar, à faire de longs voyages, à passer des fleuves à la nage, à dormir en plein air, étaient demeurés indociles à la servitude. Montant des chevaux à demi-sauvages, et toujours la lance à la main, ils étaient prêts au moindre signal de guerre. Les habitants des

villes, créoles pour la plupart, acquéraient quelques idées par leur contact avec les Européens et par la lecture; et leur haine pour les fonctionnaires européens nourrissait chez eux l'espoir de l'indépendance. La Révolution française vint l'accroître; et les livres, les journaux qui pénétraient dans le pays y firent briller une lumière nouvelle. Les métropoles elles-mêmes leur fournirent des moyens de résister, bien qu'avec de tout autres intentions. En 1804, le Mexique avait trente-deux mille hommes de troupes nationales, qui coûtaient vingt-deux millions de francs; et le vice-roi Galvez établit dans le pays des arsenaux, des chantiers, des fonderies. La France fortifia le môle Saint-Nicolas comme elle l'aurait fait pour ses propres côtes, et transporta cinquante mille nègres à Saint-Domingue. Les exclusions ne purent être maintenues en face des progrès du commerce et des leçons de l'économie politique; en même temps la prospérité des colonies du nord, récemment affranchies, excitait à les imiter. Le cri des nègres de Saint-Domingue retentissait dans le cœur de tous les esclaves, et la liberté est contagieuse.

Durant les guerres de Napoléon, tout fut bouleversé dans les colonies; les attaques qui se succédèrent achevèrent leur ruine : tout gouvernement y fut détruit, et les nègres refusèrent de travailler. Au milieu de ces changements subits, elles finirent par comprendre qu'elles pouvaient opter entre l'ancien maître et le nouveau, parfois même les repousser tous deux. Le blocus des métropoles déshabitua les colons des anciennes relations qu'ils avaient avec elles, et en fit contracter de nouvelles. Les Anglais, n'espérant pas les conserver pour eux, préféraient les voir libres que rendues à leurs anciens possesseurs. Les États-Unis, qui n'avaient rien à démêler dans les questions européennes, ayant ouvert tous leurs ports, souhaitaient que cette franchise qu'ils s'étaient donnée s'étendît aux autres pays : déjà fermentait partout l'indépendance.

Quand Humboldt les visita, les possessions de l'Espagne dans le nouveau monde occupaient soixante-dix-neuf degrés de latitude; leur longueur égalait celle de l'Afrique; leur surface était deux fois aussi vaste que celle des États-Unis, et ils surpas-

saient de beaucoup en étendue l'empire britannique dans l'Inde. Quelques années après, il n'y restait plus à l'Espagne un pouce de terre.

ÉMANCIPATION DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE.

Le pays appelé maintenant Colombie, et dont l'étendue est de quatre-vingt-douze mille lieues carrées, se divisait de la sorte : la vice-royauté de Santa-Fé, nommée depuis Nouvelle-Grenade, dans le bassin du fleuve de la Madeleine ; la capitainerie de Vénézuéla, dans le bassin de l'Orénoque ; et la présidence de Quito, qui formait presque une province distincte, sur le cours supérieur de la rivière des Amazones. Ainsi Caracas, Santa-Fé-de-Bogota et Quito étaient presque trois capitales, auxquelles se rattachaient de nombreuses subdivisions. On y comptait, au commencement de ce siècle, 720,000 Indiens, 642,000 créoles et Européens, 1,256,000 métis et 200,000 sauvages.

A l'époque de la Révolution, il se forma à Bogota, à l'instar de la France, une association qui fit circuler la déclaration des droits de l'homme ; mais ses membres ayant été découverts, furent incarcérés, et quelques-uns furent envoyés en Espagne. On déportait en retour, dans les colonies, ceux que l'Espagne proscrivait pour opinions révolutionnaires. Or, trois de ceux-ci, renfermés dans une citadelle près de Caracas (1797), parvinrent à nouer quelques intelligences avec les naturels, qui, s'intéressant à leur sort et au triomphe de leurs idées, ourdirent un complot pour la délivrance du pays, et y établir une république qui pût servir d'exemple et d'encouragement à d'autres. Ayant été trahis, les uns furent punis de mort, les autres envoyés aux galères ou déportés. D'un autre côté, les cruautés exercées contre les créoles par les Indiens soulevés détournèrent les esprits de la pensée d'un mouvement.

Le général Miranda, de Caracas, ancien compagnon d'armes

de Washington, qui avait servi en France sous Dumouriez, plein de haine pour l'Espagne et du désir de délivrer sa patrie, pressa l'Angleterre de soulever l'Amérique méridionale. Il fut écouté d'abord, puis repoussé en 1804, lorsque changèrent les rapports de l'Angleterre avec l'Espagne. Cet échec ne le découragea pas : se confiant à quelques négociants de New-York et à lord Cochrane, qui commandait la flotte anglaise dans ces parages, il forma des intelligences à l'intérieur, et s'aventura, avec cinq cents volontaires, sur les côtes de Vénézuéla; mais n'étant pas soutenu, il fut obligé de se retirer (1806).

Quand les Bourbons d'Espagne eurent abdiqué (1808) et que l'armée française eut envahi la Péninsule, le désir de l'indépendance s'allia au sentiment de fidélité envers les rois détrônés : ce sentiment fut même plus fort qu'il ne l'avait jamais été dans leur prospérité; car il fut question de faire comme au Brésil, et d'offrir un asile aux monarques déchus en Europe. N'écoutant ni Joseph Bonaparte ni les juntes révolutionnaires, les colons formèrent des juntes de gouvernement, comme c'était leur droit dans un pareil bouleversement, et attendirent ainsi que l'ordre fût rétabli. Le nom de Ferdinand VII fut donc là aussi le cri de ralliement des libéraux.

Ce fut dans cet esprit que Quito s'insurgea (10 août 1809); et une nouvelle junte, présidée par le marquis de Selvallegra, fut installée sans violence, et prêta serment à Ferdinand VII. Le bruit se répandit alors dans le peuple que les fonctionnaires européens complotaient pour livrer l'Amérique à Bonaparte. La junte centrale d'Espagne de 1809, prenant en considération que « les provinces américaines ne sont pas des colonies, mais une partie intégrante de la monarchie espagnole, » déclara, au nom du roi, qu'elles devaient avoir une représentation nationale et immédiate dans les cortès espagnoles; elle leur dit : « Vous voilà libres! vous voilà délivrées d'un joug que l'éloignement du pouvoir avait rendu intolérable, et qui vous livrait à l'arbitraire, à l'avarice, et à l'ignorance. » Les représentants d'outre-mer se rendirent à leur poste; mais on ne pourvut en rien aux intérêts de ces compatriotes éloignés, et rien ne vint faire sentir en réalité l'égalité complète des deux peuples. L'idée

de cette égalité se propageait toutefois par des écrits répandus au delà des mers. Le parti napoléonien, qui cherchait à causer des embarras à un gouvernement qu'il traitait de rebelle, et les émissaires du Brésil, affranchis du joug de la métropole, travaillaient les esprits dans le même sens. La junte d'Espagne, qui se soutenait à peine au milieu de tant de difficultés présentes, n'était pas en mesure de prévenir ces embarras lointains. En effet, le 20 juillet 1810, l'imprudente insulte d'un commissaire espagnol excite un soulèvement dans Bogota : on demande à grands cris la convocation extraordinaire de tous les citoyens, et le vice-roi Cisnéros n'ose pas s'y refuser. Bientôt il n'est plus maître de la junte, réunie sous sa présidence, et qui se sent soutenue par l'ardeur du *peuple souverain*. Le vice-roi est congédié, et la Nouvelle-Grenade se déclare indépendante de la régence d'Espagne, ne se reconnaissant sujette que de Ferdinand VII ; puis les provinces sont convoquées pour prévenir le démembrement dont les symptômes se manifestèrent dès le début, comme il arrive partout où manque le sentiment national.

Carthagène, qui s'était élevée contre Bogota, s'attache à la régence espagnole. Elle convoque, dans un autre endroit, les représentants des provinces, pour former une confédération dans laquelle entrerait chaque État, seule forme compatible, disait-on, avec l'intérêt et la liberté du pays. Ainsi éclate la division ; le congrès n'a pas lieu, et l'anarchie règne, même avant la liberté. Cependant Quito relève le drapeau de l'indépendance, qui est enfin décrétée (1811).

La révolution s'était faite dans la province de Vénézuéla le 19 avril 1810, et le capitaine général de Caracas dut abdiquer entre les mains d'une junte qu'il avait constituée lui-même. Les autres villes imitèrent cet exemple ; l'arrivée de Miranda détermina la réunion d'un congrès général, qui proclama l'indépendance des *provinces unies* de Caracas, Cumana, Varina, Marguerite, Barcelone, Mérida et Truxillo, formant la *confédération de Vénézuéla* ; mais aussitôt les idées fédéralistes prirent le dessus, grâce à la constitution qui venait d'être votée.

Les Espagnols, sous le commandement de Monteverde, ne tardèrent pas à attaquer les nouvelles républiques ; mais, au mi-

lieu de la guerre civile, un tremblement de terre engloutit Caracas avec douze mille habitants (26 mars 1812); d'autres villes eurent leur part du désastre. La superstition y vit aussitôt le doigt de Dieu, d'autant plus que le désastre arriva le jour anniversaire de la révolution, et que les Espagnols n'en souffrirent pas; ils purent même en profiter pour commencer les hostilités. Beaucoup de colons abandonnèrent la cause de la révolution. Miranda, nommé dictateur (26 juillet), fut contraint de capituler, à la condition toutefois que la constitution qui serait donnée à l'Espagne régirait aussi Vénézuéla. Une amnistie fut proclamée, avec liberté de s'éloigner pour ceux qui le voudraient. Beaucoup partirent, en effet, et ils furent bien inspirés; car Monteverde sévit avec la dernière rigueur. Miranda lui-même fut jeté en prison (1816) et envoyé avec d'autres à Cadix, où il mourut quelques années après. Ceux qui se réfugièrent à Carthagène apportèrent des forces à la révolution de la Nouvelle-Grenade.

Simon Bolivar, issu d'une riche et noble famille de Caracas (1783), avait étudié en Espagne. Il avait trouvé à Paris, en 1804, les souvenirs encore frais de la grande Révolution, et assisté au couronnement de Bonaparte, le représentant de l'unité de la France. Rome, avec ses souvenirs magnanimes, avait agi de même sur l'imagination de Bolivar, qui jura sur le mont Sacré de travailler à l'affranchissement de sa patrie. Lorsqu'il y fut de retour, il ne prit point part aux soulèvements de 1810, peut-être parce qu'il les jugeait intempestifs, et qu'il goûtait peu l'esprit des libéraux. Quand il prit les armes, ses premières tentatives tournèrent assez mal; ce qui n'arrêta point ses projets. Il entendait que l'Amérique entière fût solidaire de la révolution de chaque province; il fallait éviter d'éparpiller les forces dans les districts, et les réunir toutes, pour frapper un grand coup sur l'ennemi, et ne pas laisser un coin de terre qui ne fût libre.

S'étant mis au service de Carthagène, il attaqua les Espagnols, qui gênaient la navigation intérieure sur la Madeleine. Sans s'inquiéter des limites qui lui avaient été assignées, il entra dans Ocana, et rétablit la communication entre Carthagène et Pamplona; puis, assurant la liberté en la propageant,

il pénétra dans le Vénézuéla pour l'affranchir, au nom de la Nouvelle-Grenade. Le mécontentement qu'y avait semé Monteverde le servit beaucoup; il se convertit bientôt en fureur, et le drapeau de l'indépendance parcourut les fertiles vallées de Cucuta.

Bolivar, qui entreprenait de détruire Monteverde, eut peine à réunir une *armée libératrice* de cinq cents hommes, avec laquelle il attaqua six mille vétérans espagnols, commandés par ce chef redouté. C'est avec cette poignée d'hommes qu'il propagea la révolution (1813), au moment où Bonaparte la laissait périr en Europe avec cinq cent mille soldats.

Il fit manœuvrer, grâce à une stratégie particulière, sa petite troupe à travers des déserts ou des savanes sans bornes et sans chemins frayés, descendant parfois dans les marais de l'Orénoque et de l'Apuro, d'autres fois gravissant les glaciers des Andes, et renouvelant les prodiges de la première conquête. Lorsqu'il eut joint l'ennemi, ce fut des deux côtés une égale fureur, un même sentiment de vengeance, sans pitié ni merci.

En effet, la régence de Cadix avait refusé de reconnaître les États nouveaux, et défendu par suite d'appliquer le droit international à ceux qu'elle regardait comme des sujets félons. Les officiers espagnols, en conséquence, ne faisaient point de quartier. Tout vaincu était un traître; mort à quiconque était pris les armes à la main, à ceux qui les avaient portées ou qui avaient favorisé la révolte! Femmes, vieillards, étaient traités de même. Tout officier prisonnier était fusillé sur-le-champ; des corps entiers qui s'étaient rendus étaient passés par les armes. Bover et Moralès, capitaines royalistes, commandaient une *légion infernale* de nègres et de mulâtres altérés de sang. Le général Moxo, capitaine général de Caracas, écrivait, le 18 novembre 1815, à Ureztieta, gouverneur de l'île Marguerite : « *Point de considérations d'humanité! Tous les insurgés, leurs fauteurs ou partisans, trouvés avec ou sans armes, tous ceux qui ont pris une part quelconque à la présente crise de l'île, doivent être fusillés sur-le-champ, sans autre forme de procès.* » Ce même gouverneur écrivait au capitaine Gonigo : « *Point de quartier! laissez les troupes saccager dès leur arrivée. Si l'ennemi*

se retire, poursuivez-le jusqu'à Saint-Jean, et mettez-y le feu. » Quand les insurgés virent ce décret mis à exécution, ils tuèrent huit cents royalistes réfugiés à Sampator, et Bolivar déclara aussi qu'il ferait une guerre à mort. « Touchés de vos infortunes (disait-il dans sa proclamation du 15 juillet 1813 aux habitants de Vénézuéla), nous ne pouvions rester indifférents aux maux que vous font souffrir les barbares Espagnols, qui vous ont opprimés par la rapine, détruits par le meurtre; qui ont attenté envers vous aux droits sacrés des nations, violé les traités et les capitulations les plus solennelles, et réduit, par les plus grands forfaits, la république de Vénézuéla à une effrayante désolation. La justice réclame vengeance, la nécessité l'impose. Que les monstres qui infestaient le sol colombien et l'ont inondé de sang en disparaissent pour toujours; que leur châtiment égale leur perfidie, afin que nous puissions ainsi laver notre ignominie, et montrer aux nations que l'on n'offense pas impunément les fils de l'Amérique!... Tout Espagnol qui ne conspirera pas contre la tyrannie, qui ne servira pas la bonne cause par les moyens les plus actifs et les plus efficaces, sera tenu pour ennemi, puni comme traître à la patrie, et passé sans rémission par les armes. Pardon général, complet à quiconque se rendra à notre armée avec ou sans armes, et qui nous prêtera secours, ainsi que pour tous les bons citoyens qui se seront efforcés de secouer le joug de la tyrannie... Espagnols et Canariotes n'ont à attendre que la mort, n'eussent-ils fait que refuser leur coopération active à la liberté de l'Amérique; les Américains obtiendront la vie sauve, quand bien même ils auraient été coupables. » Indépendamment des représailles atroces qu'il annonçait ainsi, il espérait probablement déterminer les propriétaires espagnols à s'enfuir et à cesser leur opposition, ou à prendre parti pour l'indépendance; peut-être aussi voulait-il y mettre le sceau, en rendant la réconciliation impossible. Les horreurs de la guerre civile passèrent tellement en habitude, que ce fut à qui irait le plus loin dans cette voie. Mais la postérité, qui ne jugera pas de la moralité des actes par leurs résultats, demandera compte de tant d'atrocités et à Bolivar et à ceux qui le réduisirent à les commettre.

L'armée des insurgés ne pouvait manquer de se grossir ; la neutralité entraînait la peine de mort (4 novembre 1813). Après cinq mois de campagne, Bolivar entra à Caracas, qui se rendit et ouvrit les prisons aux victimes du despotisme.

Le congrès de la Nouvelle-Grenade lui avait enjoint de rétablir le gouvernement fédéral ; mais outre qu'il se sentait maître, parce qu'il était victorieux, il connaissait mieux les nécessités du pays. Établissant donc un gouvernement militaire, il se fit dictateur ; et, tout en encourageant les Vénézuéliens à pousser vigoureusement la guerre, il invitait les étrangers à le seconder, et à acquérir des terres dans un pays qui en possède tant. Le jeune étudiant Santiago Marinho, qui avait pris part à ses expéditions, fut proclamé dictateur des provinces orientales.

Monteverde s'était retiré à Porto-Cabello, d'où il pouvait tenir le pays toujours ouvert à une nouvelle invasion espagnole. Castillo, Cabal et Urdaneto, commandants des troupes de la Nouvelle-Grenade, s'étaient réunis sur un autre point; les Llaneros et les esclaves, soulevés par la promesse de la liberté et du pillage, remplissaient de guérillas les immenses *pampas;* et la soif du sang, la hardiesse vindicative des nègres, s'associaient à l'astuce, aux raffinements européens. Bolivar se trouva donc resserré dans les villes. Alors l'enthousiasme échauffé par le succès venant à s'y attiédir, on se récria contre son absolutisme, et l'on réclama avec une impatience impolitique le gouvernement républicain. Pressé de toutes parts et battu à son tour, il quitta Vénézuéla, et revint à Carthagène.

Il y trouva la liberté, mais aussi la discorde entre les provinces. Chargé par le congrès de contraindre celles qui résistaient à reconnaître l'autorité fédérale, il lui fallut assiéger Carthagène elle-même.

Quand les Bourbons d'Espagne eurent été rétablis, ils tournèrent leurs efforts contre les colonies révoltées ; et dix mille hommes, aguerris dans les luttes nationales, sous les ordres de Morillo, y furent dirigés. L'Espagne, qui se figurait avoir encore affaire aux Américains de Cortès et de Pizarre, croyait qu'il suffirait de quelques bataillons pour les dompter. N'était-il pas d'ailleurs absurde de faire combattre contre l'indépendance

des hommes qui jusqu'alors avaient généreusement lutté pour défendre la leur? La traversée, puis le climat, en moissonnerent beaucoup; la guerre acheva le reste en détail. Si l'Angleterre ne put, avec seize millions d'habitants, des ressources maritimes énormes, et l'Allemagne à sa solde, venir à bout de deux millions et demi d'Américains, comment l'Espagne épuisée pouvait-elle prétendre comprimer tout un continent?

Cependant Morillo, profitant des dissensions, battit les insurgés (1816), et Vénézuéla se trouva ramenée à l'obéissance. Il la fit servir de base à ses opérations contre la Nouvelle-Grenade. Après sa réunion avec Montès, qui dirigeait la guerre dans le Quito, il comptait gagner Lima, le haut Pérou, et soumettre en dernier Buenos-Ayres. Le plan de Morillo embrassait ainsi tout le continent américain. Ce général, d'une grande habileté, y joignait une férocité sans exemple dans les temps modernes. Il écrivait à Ferdinand VII : « Il faut, pour subjuguer ces provinces, employer les mêmes moyens que pour la première conquête. » Il disait dans une dépêche de juin 1816, datée de Bogota, qu'il avait déclaré rebelle quiconque savait lire et écrire : en conséquence de quoi six cents notables de cette ville avaient été condamnés à expirer nus sur le gibet.

Les chefs des insurgés s'enfuirent devant tant de fureur, après avoir éprouvé plusieurs défaites. Bolivar se réfugia à Haïti, où Péthion lui fournit des armes et des vivres. Il revint avec ces secours, et, entraînant les siens, il triompha de nouveau, et promit le pardon. Vaincu encore une fois, il retrouva un asile près de Péthion, en épiant toujours l'occasion de reprendre l'offensive. En effet, quand les insurgés du Vénézuéla eurent réduit Morillo à l'extrémité, et qu'il ne leur manqua plus qu'un chef, Bolivar parut; et si autrefois il avait recouvré Vénézuéla en commençant ses opérations par la Nouvelle-Grenade, maintenant il poursuivait sa conquête en sens inverse. Après avoir établi le siége de son gouvernement à Angostura, sur l'Orénoque, il traversa les Andes avec une hardiesse inouïe, marchant quarante-trois jours au milieu de froids horribles, à des hauteurs où la respiration manquait, exposé à des maladies nouvelles, à la contagion produite par les pluies périodiques,

aux épines vénéneuses et aux inondations subites. La stupeur qu'excita tant d'intrépidité jeta la confusion parmi ses ennemis, et Bolivar, après une victoire décisive (10 août 1819) dans la délicieuse vallée de Samagoso, occupa Bogota : ce fut là que, dans l'enthousiasme du triomphe, il fut proclamé capitaine général des deux républiques. Laissant Santander, son lieutenant dans la Nouvelle-Grenade, il traversa de nouveau le continent, rétablit l'ordre dans Angostura; et, déchirant la constitution de 1811, il fit décréter l'union de toutes les provinces de la Nouvelle-Grenade et du Vénézuéla, sous le nom de Colombie (17 décembre 1819). Le gouvernement populaire et représentatif y fut constitué en vue de ne devenir jamais la propriété d'une famille ni d'un individu; la presse y dut être libre, et on décida qu'une ville qui porterait le nom du libérateur y serait construite lorsque les circonstances le permettraient.

Bolivar seconda les insurgés du reste de l'Amérique, où la conflagration devint générale. La vice-royauté de Buenos-Ayres, établie en 1778, embrassait environ deux cent soixante-sept mille lieues carrées. Située entre le Pérou, le Brésil, la Patagonie, l'Atlantique et les Andes, elle conservait l'empreinte de sa fondation. En effet, chaque bande d'Espagnols en quête de trésors s'y arrêtait en quelque endroit; une ville s'y forma, ville unique dans des provinces aussi vastes qu'un royaume d'Europe. Santa-Fé était la seule ville de la province de Buenos-Ayres, Bajada la seule de l'Entre-Rios; il en était de même de Cordoue, de Corrientes, de Mendoza, et aussi de Montevideo, dans l'Uruguay, avant que les dernières émigrations eussent peuplé les déserts de la Bande orientale. Chaque province était donc indépendante et jalouse des provinces voisines, et la domination espagnole maintenait seule quelque ordre dans le pays. Buenos-Ayres avait été exposée, au commencement du siècle, à de fréquentes attaques des Anglais; elle s'était vue prise et reprise. Mais comme elle était très-favorisée par les Espagnols, qu'elle avait une université, un journal, une correspondance régulière de paquebots, les gens du pays, n'ayant point à redouter la misère, s'occupaient tranquillement de leurs champs et de leurs troupeaux.

Mais lorsqu'en 1810 la régence de Madrid proclama la liberté, les natifs voulurent l'avoir de fait, et ils adressèrent aux cortès des demandes qui entraînaient l'émancipation complète (1811). Le général Saint-Martin, qui avait fait ses preuves dans la guerre d'Espagne, étant passé à Buenos-Ayres, y organisa le premier régiment de cavalerie, et peu de temps après il délivra le Chili. Le 9 juillet 1816, les députés des *provinces unies du Rio de la Plata* énumérèrent leurs griefs contre l'Espagne. Sur cent soixante-dix vice-rois, quatre seulement avaient été Américains; sur six cent dix capitaines généraux et gouverneurs, quatorze seulement n'étaient pas Espagnols : et ainsi des autres charges. Ils n'avaient point eu d'écoles, point d'encouragements pour les travaux de l'agriculture et des mines; en conséquence, ils se déclarèrent indépendants. Mais à peine l'oppression commune eut-elle cessé, que l'inimitié originaire éclata entre les provinces : il y en avait treize, et chacune d'elles voulait former une individualité distincte; Buenos-Ayres seule avait l'avantage d'être située sur la mer, d'avoir de riches propriétaires et des habitudes européennes : aussi chercha-t-elle à les grouper autour d'elle.

Une fois les provinces de Buenos-Ayres, Cujo, Cordoue, Santa-Fé, Paraguay, Tucuman, Rioja, déclarées indépendantes, il ne resta plus aux Espagnols que le Mexique et le haut Pérou : elles comprirent alors la nécessité d'affranchir aussi le Chili, que les royalistes avaient fait rentrer sous la domination espagnole. Elles y dirigèrent donc (1816), sous les ordres de Joseph Saint-Martin, une armée de quatre mille hommes. Tous avaient prêté le serment d'être « unis de cœur et de bras pour ne souffrir aucun tyran dans la Colombie, et, nouveaux héros spartiates, de ne jamais porter les chaînes de l'esclavage, tant que les étoiles brilleraient au ciel et que le sang coulerait dans leurs veines. » En huit jours, ils franchirent, avec une constance admirable, un espace de cent lieues à travers des montagnes d'une hauteur prodigieuse, et la victoire couronna leurs efforts. Après une longue résistance, le Chili fut déclaré libre le 1er janvier 1818, en face de la grande confédération du genre humain. Bernard O'Higgins, qui en fut élu directeur

suprême, exposa, dans un beau manifeste, les motifs du soulèvement. Lord Cochrane contribua aux victoires qui suivirent, en qualité de commandant de l'escadre du Chili. Enfin, le gouvernement espagnol ayant abandonné le pays, l'union et la confédération du Chili avec la Colombie fut prononcée. Le gouvernement s'y constitua. Les troubles ordinaires ne manquèrent pas dans cette contrée ; mais elle paya moins tribut que les autres à la guerre civile, et s'achemina avant elles dans les voies de la modération, en profitant de ses belles positions et de ses richesses naturelles. La constitution du Chili, qui date de 1843, est l'une des plus sages de tout ce pays.

Un congrès général des députés de ces treize ou quatorze populations argentines décréta l'union de toutes les provinces de la Plata (23 janvier 1835) ; chacune d'elles conservait son indépendance particulière, avec un congrès législatif et constituant ; quant au pouvoir exécutif, il fut déféré au gouvernement de Buenos-Ayres. La constitution, qui, sanctionnée le 24 décembre 1826, ne reconnut que la religion catholique, institua le système représentatif républicain et central, en confiant le pouvoir législatif à deux chambres, et le pouvoir exécutif à un président quinquennal. Cependant plusieurs provinces préférèrent le fédéralisme, et ne reconnurent pas le président Rivadivia.

La Bande orientale, située à l'embouchure de la Plata, était une dépendance du Brésil, sous le nom de *Province Transplatine*, et qui donna lieu à une longue guerre entre ce royaume et la république argentine (1822). Mais enfin le Brésil reconnut l'indépendance de la Bande orientale, sous le nom de *République Cisplatine* (1826). Puis Monte-Video, que le Brésil et Buenos-Ayres s'étaient disputés, finit par être déclaré libre et indépendant sous le nom d'Uruguai oriental.

La révolution eut pour chef, au Paraguay, Puyrredon ; mais le docteur Francia, d'abord secrétaire de la junte, se mit bientôt à la tête des affaires ; et, s'opposant à la réunion avec Buenos-Ayres, il se constitua dictateur perpétuel, et chef du clergé. Après avoir aboli les couvents et les municipalités (*cobildo*), il persécuta les Espagnols, étendit autour du pays un voile mystérieux, et s'entoura lui-même de précautions dignes

des anciens tyrans de Syracuse. Libéral de son bien, économe des deniers publics, simple, probe, enthousiaste de Napoléon, il considérait l'indépendance comme le bien suprême, et la liberté comme le partage des gens sages. Il mit autant de soin à exclure les étrangers du pays, qu'en avaient apporté les jésuites dans un autre but. Si quelques-uns y pénétrèrent, ils y furent tenus si étroitement, qu'ils ne purent même faire passer de leurs nouvelles à leur famille. C'est ainsi qu'il garda pendant de longues années le naturaliste Bonpland, ainsi que Longchamp et Rogier, qui, sortis du pays à sa mort, nous ont donné les meilleures descriptions de cette contrée.

Les habitants, obligés de se suffire à eux-mêmes, développèrent l'industrie locale. Francia avait souvent recours au gibet comme moyen d'encouragement; il ouvrit des routes, et les rendit sûres.

Cuba demeura fidèle aux Espagnols, parce qu'elle était mieux traitée, et que la perte des autres colonies vint encore les avertir d'user de ménagement. L'Espagne, à qui il ne restait plus que le Mexique, le Pérou et Cuba, se décidait à faire un dernier effort pour relever son drapeau, quand les troupes réunies à Cadix proclamèrent la constitution. Le nouveau gouvernement constitutionnel invita les Américains à partager les mêmes droits; mais ils comprirent que des peuples aussi éloignés les uns des autres ne peuvent être régis par les mêmes institutions. Morillo, las d'une guerre aussi infructueuse qu'atroce, proposa un armistice; il but dans le même verre que Bolivar, et revint en Europe pour y combattre d'autres libertés.

La Torre, qui lui succéda dans le commandement, fut vaincu (juin 1821) dans la plaine de Tanaquillo par Bolivar, qui refusa le triomphe en disant : *Un homme comme moi est dangereux dans un gouvernement populaire; je désire rester citoyen, afin d'être libre, moi et tout le monde.* Cependant il fut élevé à la présidence.

La constitution proclamée alors établit un président pour quatre années, un sénat, une chambre de représentants, et déclara libre tout enfant à naître.

Le Pérou s'était déjà soulevé en 1780, à l'exemple des États-

Unis; et Joseph-Gabriel Condorcanqui, descendant des incas, qui fut le chef du mouvement, reprit son nom de Toupac-Amrou. Animé de sentiments nationaux, il ne voulut pas faire cause commune avec les Espagnols naturalisés ; c'est-à-dire qu'il s'ôta ses seuls moyens de succès. Il fut vaincu, pris, et mis à mort de la manière la plus atroce. Les Indiens, s'élançant des montagnes pour le venger, massacrèrent près de vingt mille citoyens de Sorata ; mais ils furent punis par une boucherie pareille. D'autres tentatives échouèrent de même, jusqu'au moment où le Pérou associa ses griefs à ceux des autres colonies méridionales contre l'oppression espagnole. Le général Saint-Martin et l'amiral Cochrane vinrent aider à sa délivrance avec la flotte chilienne, et s'emparèrent de Calao et de Lima (1819). Mais aussitôt la discorde se mit entre les deux chefs : Saint-Martin, resté seul protecteur de l'État indépendant (octobre 1821), défendit d'appeler Indiens les naturels ; il voulut qu'on les nommât Péruviens. Il abolit la servitude de corps, et voulut que les enfants à naître de parents esclaves fussent libres. Néanmoins il prétendit empêcher que les familles espagnoles ne s'embarquassent pour l'Europe ; il persécuta le clergé, et le tumulte des fêtes et des banquets lui servit à étouffer les cris des mécontents.

Bolivar dans la Colombie, Saint-Martin dans le Pérou, s'en allaient ainsi propageant au loin la république ; ils finirent par se rencontrer à Guayaquil, portant tous deux l'indépendance à la pointe de leur épée (28 juillet 1822) : chacun de ces libérateurs y trouva pour limite une autre liberté. Saint-Martin se retira depuis à la campagne, après avoir refusé le titre de généralissime, satisfait de celui de premier soldat de la liberté. *La présence d'un guerrier heureux*, dit-il, *quel que soit son désintéressement, est toujours un danger pour un État nouveau. J'ai contribué à la déclaration d'indépendance du Chili et du Pérou ; j'ai soutenu de mes mains l'étendard avec lequel Pizarre soumit l'empire des incas, et j'ai cessé d'être homme public. Je me considérai alors comme plus que récompensé de dix années passées dans les révolutions et dans les camps ; et j'accomplis la promesse que j'avais faite alors*

dans les différents pays où j'eus à combattre, de les rendre indépendants et de les laisser se choisir un gouvernement. Cochrane se retira aussi, après avoir servi chaudement la liberté, et détruit les forces navales de l'Espagne dans l'océan Pacifique. Il fut ensuite appelé par l'empereur du Brésil, qui le mit à la tête de sa marine (1823). Ce dernier fait laisse supposer que ce paladin de la liberté était moins poussé par son amour pour elle, que par un besoin inquiet de gloire et d'aventures.

Bolivar acheva de balayer le pays des troupes royalistes. Invité par le Pérou à repousser les Espagnols (1823), il prit Calao près de Lima, qui avait relevé le drapeau de l'Espagne; et le gain de la bataille d'Ayacucho, la plus mémorable de l'Amérique méridionale (9 décembre 1824), porta le dernier coup à la domination européenne. Bolivar, investi du pouvoir dictatorial (11 avril 1825), calma les dissensions intestines, et obtint une telle obéissance, qu'on put craindre qu'il n'en abusât. Son nom fut donné à la république du haut Pérou, qui ne voulut pas s'unir à celles du bas Pérou et de la Plata. Il fut aussi confirmé dans la dictature par la Bolivie, qui demanda une constitution au fondateur de trois républiques. Bien qu'il s'efforçât de se soustraire à cette tâche, « lui soldat, né parmi des esclaves, « lui dont l'enfance n'avait connu que des chaînes, et l'âge mûr « que des compagnons occupés à les briser, » il se décida à accepter. Il institua donc deux chambres, plus une troisième de censeurs, avec un président inamovible et responsable, commandant l'armée et la flotte, ayant le contrôle du trésor, la nomination aux emplois et aux grades. Bolivar lui-même fut élevé à ce poste.

Il n'avait pas oublié la Colombie : de retour dans ce pays (avril 1826), après cinq ans employés à l'entourer de nations libres, il y trouva des dissensions intestines et les fédéralistes prédominants. La jalousie que sa gloire inspirait fit appeler despotisme l'unité à laquelle il tendait. Il se fit en conséquence attribuer le pouvoir dictatorial, et suspendit la constitution; mais les mesures énergiques auxquelles il eut recours firent redouter de plus en plus qu'il ne se fît empereur : « Je ne me sens pas « dénué de toute ambition, dit-il; or, pour l'amour de ma re-

« nommée, je désire ôter toute crainte à mes concitoyens; et « m'assurer, après la mort, une mémoire digne de la liberté. » C'est ainsi que Bolivar écrivit au congrès, en donnant sa démission; mais le congrès ne l'accepta point (1827).

Le Mexique, bien que ses communications avec la métropole eussent cessé pendant la guerre européenne, n'avait point éprouvé de fortes commotions; ce fut même à cette époque que divers voyageurs, tels que Vancouver et Humboldt, nous le firent connaître. Mais les affaires d'Espagne, en 1808, avaient excité des troubles et fait naître des complots contre les Européens; beaucoup de sang avait coulé, et les bandes d'insurgés n'avaient jamais pu être domptées. Les cortès d'Espagne avaient déclaré le Mexique partie du territoire espagnol; mais le colonel Augustin Iturbide, à la tête d'une bande, se rendit maître d'une grande partie du pays. Le vice-roi O'Donoju se vit réduit à transiger, et à souffrir que le pays se proclamât souverain et indépendant. Il entendait être gouverné constitutionnellement, sous le titre d'*Empire mexicain*, par le roi d'Espagne, ou par un prince du sang qui devait y faire sa résidence. Iturbide, président de la junte révolutionnaire, tarda peu à se proclamer empereur du Mexique, où il prodigua les récompenses et répandit la terreur. Mais cela réussit mal : on demanda le congrès, la liberté de la presse, les droits stipulés; et le général Santa-Anna proclama la république. Iturbide appela à son aide les sauvages; mais, prévenu dans ses projets, il abdiqua (juillet 1824); et quelque temps après, ayant tenté un débarquement, il fut pris et fusillé.

La constitution du Mexique fut modelée sur celle des États-Unis (31 janvier) : la liberté de penser et d'écrire y est admise, mais la religion catholique y est seule reconnue; chaque État se gouverne à l'intérieur comme il l'entend, à la condition que les trois pouvoirs y restent divisés, que les constitutions particulières ne répugnent pas à la constitution générale, et que leurs revenus et leurs dépenses soient soumis chaque année au congrès général.

L'Europe se ressentit vivement du soulèvement des colonies : le Mexique cessa d'y envoyer ses trésors; les bras naguère em-

ployés aux mines en furent détournés pour le métier des armes; et tandis qu'il sortait chaque année du port de la Vera-Cruz 10 millions en valeurs métalliques, c'est au plus si l'Espagne en reçut, en 1806, pour 60,000 francs [1].

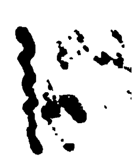
L'Angleterre, fidèle à sa politique de non-intervention, et voulant affaiblir l'Espagne, reconnut les nouveaux États, de fait au moins, à mesure que la chance tournait en leur faveur. La Sainte-Alliance aurait bien voulu éteindre aussi la révolution dans ces contrées; et, faute de pouvoir mieux faire, elle dénigra les actes et leurs auteurs; mais, en attendant, la confédération américaine se consolidait. La grande idée de Bolivar était de former une seule famille des nations créées par son épée, et d'en faire une Sainte-Alliance de républiques en face de la Sainte-Alliance des rois. Dès 1824, il avait invité les députés des États-Unis, du Mexique, de Guatimala, de la Colombie, du Pérou, du Chili, de Buenos-Ayres, à se réunir sur l'isthme de Panama, « centre du globe, regardant l'Asie d'un côté, l'A-« frique et l'Europe de l'autre. » Ce congrès devait affermir la confédération, fixer les principes du droit des gens entre les États confédérés, et leurs rapports avec les autres puissances,

[1] Au commencement du siècle, l'Amérique méridionale était encore la contrée la plus abondante en or : un tiers venait de la Colombie; un tiers, du Brésil; le reste, du Mexique et du Pérou. Aujourd'hui, l'ancien continent en produit beaucoup plus. Si nous en croyons Crawford, les Africains recueillent en poudre d'or le double de ce que l'on tire de ce métal en Russie, en Transylvanie et en Hongrie. L'archipel indien en donne environ un tiers de ce que produit l'Afrique. On en extrait beaucoup, depuis quelques années, dans l'Amérique septentrionale, surtout dans la Caroline du Nord. De 1824 à 1828, cette province n'en avait envoyé à la monnaie que pour 108,000 dollars (572,500 fr.); mais, de 1828 à 1830, il en est venu, tant de cette province que de la Caroline du Sud et de la Géorgie, pour 2,772,000 dollars (14 millions et demi), ce qui est à peine la moitié de ce qui a dû être extrait. Depuis lors, l'accroissement a été énorme. La découverte plus récente des terrains aurifères de la Californie et de l'Australie menace de changer tout à fait les proportions qui ont existé jusqu'à ce jour entre les différents métaux.

et s'occuper aussi d'ouvrir un passage à travers l'isthme.

Ce ne fut que le 22 juin 1826 qu'il fut possible à ces représentants de quinze millions d'hommes, parvenus à s'affranchir de la domination espagnole, de s'y trouver réunis pour ratifier la résolution où ils étaient de rester libres et indépendants. Mais n'ayant pas l'expérience des affaires, jaloux de leur liberté sans la connaître bien encore, et sans savoir quelle sobriété elle réclame, indociles à un état social capable de maîtriser les passions déchaînées, ils n'arrivèrent à rien de bon. Les Nord-Américains assistèrent à ce congrès, mais ils n'y prirent aucune part. Le Chili était livré à des troubles intérieurs; Buenos-Ayres refusa; l'indépendance du haut Pérou ou de la Bolivie n'était pas encore reconnue; le Paraguay vivait isolé; le Brésil, qui s'était affranchi à sa manière, n'avait pas été convoqué. Le congrès se réduisit donc aux députés du Mexique, de Guatimala, de la Colombie et du Pérou. Ils jurèrent une confédération perpétuelle, la république populaire, représentative et fédérale, avec une constitution dans le genre de celle des États-Unis, moins la tolérance religieuse.

Sur ces entrefaites, les Péruviens renversèrent la constitution de Bolivar, comme ayant été imposée par la violence, et demandèrent un congrès national. Ils congédièrent l'armée colombienne qui les avait délivrés, et nommèrent président le général Joseph Lamar.



Bolivar, s'il avait le génie de la guerre, ne possédait pas celui de la législation. Or, le malheur des républiques méridionales fut d'avoir des guerriers, et non des organisateurs; des Napoléon, et pas un Washington. Lorsque Bolivar n'eut plus à déployer son activité dans la guerre, il céda à des pensées ambitieuses, soumit les lois à ses volontés, affecta les honneurs et le pouvoir, et s'obstina à implanter partout sa constitution. Témoin des malheurs de son pays, il s'écria : « Nous avons acquis l'indépendance, mais au prix de tous les autres biens « politiques et sociaux ; » et il crut que la dictature était l'unique remède contre l'anarchie. En effet, il abolit la constitution de la Colombie, prit l'autorité absolue, tout en proclamant l'égalité devant la loi et la liberté de la presse; il forma un mi-

nistère responsable et un conseil d'État, et se crut plus fort en s'appuyant sur les baïonnettes et sur l'échafaud.

Déjà l'on ne doutait plus qu'il irait jusqu'à se déclarer roi. L'Europe l'affirmait; les journaux monarchiques insultaient au Cromwell, au Napoléon américain, et ils parodiaient dans leurs colonnes vénales ses abdications répétées. Cependant il refusait un million de dollars que lui offrit le congrès péruvien, voulant qu'il fût employé à racheter mille nègres de l'esclavage. Satisfait du titre de *père* et de *libérateur*, il déclara qu'il mourrait plutôt que de s'en rendre indigne. Puis, au commencement de 1830, il renonça à la présidence, et prit la résolution de s'expatrier. « *J'ai payé*, dit-il aux Colombiens, *ma dette à la* « *patrie et à l'humanité; j'ai donné mon sang, mes biens, ma* « *santé, à la cause de la liberté, tant qu'elle a été en péril.* « *Aujourd'hui que l'Amérique n'est plus déchirée par la* « *guerre, ni souillée par les armées étrangères, je me retire,* « *afin que ma présence ne soit pas un obstacle à la félicité de* « *mes concitoyens. Le bien de mon pays peut seul m'imposer* « *la dure nécessité d'un exil éternel, loin de ma patrie.* »

Ses ennemis prétendirent que c'était encore une feinte de sa part, pour se faire rendre le pouvoir; mais heureux l'homme dont on ne peut calomnier que les intentions! Les préjugés de l'histoire ne font consister l'ambition qu'à chercher l'occasion de monter sur un trône; mais les grandes âmes peuvent s'en proposer une plus noble. Un sceptre n'aurait jamais autant illustré Bolivar que l'épée qui lui servit à donner la liberté à tout un continent. « Me croirait-on donc assez insensé, disait-il, « pour aspirer à me déshonorer? Le titre de libérateur n'est-il « pas plus glorieux que celui de souverain? » Bolivar mourut avant d'avoir quitté l'Amérique (17 décembre 1830).

La république centrale de l'Amérique, l'ancienne vice-royauté de Guatimala, qui est située entre le 85° et le 97° de longitude occidentale, le 8° et le 17° de latitude septentrionale, a cent soixante lieues de longueur sur cent trente de largeur, avec cinq cents lieues de côtes, treize ports sur l'océan Pacifique et sur l'Atlantique, et un grand nombre d'îles. Après avoir secoué le joug espagnol (5 septembre 1821), elle subit de nombreuses

révolutions. Agrégée d'abord à la confédération mexicaine, elle s'en détacha à la suite de l'usurpation d'Iturbide, en prenant le titre d'*États-Unis de l'Amérique centrale*. En 1824, le fédéralisme ayant prévalu, le pays se divisa en cinq États, savoir : Antigoa, San-Salvador, Comayuaga, Grenade, Saint-Joseph; plus, un district franc, pour y réunir le congrès, qui est la Nouvelle-Guatimala. Le travail y est libre, les esclaves y ayant été affranchis moyennant le remboursement de leur valeur aux maîtres, qui toutefois refusèrent de le recevoir. La guerre civile y éclata en 1826. Les anciennes familles, enrichies par le monopole et comblées de faveurs par la cour espagnole, se trouvant déchues après la révolution, voulaient la centralisation, dans l'espoir qu'elle leur rendrait un peu d'influence; elles trouvèrent de l'appui dans les moines et dans les prêtres, et se concentrèrent à Guatimala. Ceux, au contraire, à qui la révolution avait apporté l'égalité, soutinrent la confédération, et prirent pour centre San-Salvador.

La guerre se poursuivit avec acharnement jusqu'en 1829; les fédéralistes s'emparèrent de Guatimala, et se mirent à tuer, à saccager, à chasser les moines. Morazan, proclamé président, maintint la tranquillité pendant huit années; mais lorsque sa magistrature parvint à son terme, les griefs éclatèrent; on l'accusa d'avoir dilapidé les deniers publics, aspiré à la présidence à vie, abusé du pouvoir; et les centralistes prirent le dessus (1837).

A ce moment éclata le choléra; les remèdes conseillés par le gouvernement furent traités de poisons, et l'on prit les armes. Raphaël Carrera, mulâtre qui n'avait que vingt ans, chef des insurgés, s'adressa à la superstition en parlant de la foi menacée. Des hommes demi-nus le suivirent en foule avec les images des saints, armés de lances, de haches et de bâtons, en criant : *Vive la religion! mort aux étrangers!* et suivis de femmes et d'enfants, avec des sacs pour emporter le butin. Ils marchèrent ainsi sur Guatimala, tandis que les fédéralistes s'avançaient aussi contre cette ville pour rétablir Morazan. Alors les centralistes se trouvèrent serrés entre des ennemis farouches et des alliés peu sûrs; ils s'entendirent cependant

avec ces derniers. Mais à peine furent-ils entrés, que Carrera ne put refréner cette tourbe de pillards. Ce fut à grand'peine que les prêtres et les moines parvinrent à l'arrêter. Ils se contentèrent de 60,000 francs, et se retirèrent.

Morazan, ayant alors réuni des troupes, prit Guatimala et changea les autorités. Mais Carrera survint tout à coup ; il fut battu, mais ne céda point. Au commencement de 1839, Honduras et Costa-Ricca se déclarèrent indépendants de la confédération; alors les centralistes relevèrent la tête. Carrera, qui fut rappelé, se vit appuyé par l'aristocratie ; il abattit les fédéralistes, trancha du dictateur ; et il aurait pu, s'il avait eu le talent nécessaire, réorganiser le pays, adoré comme il l'était des nègres, des Indiens et des mulâtres, du clergé même et des aristocrates, qui avaient fait rétablir les lois intolérantes et les priviléges. Mais Morazan se maintint faiblement à San-Salvador ; Honduras obéit au mulâtre Ferrera ; les autres États prirent de même des chefs différents et ennemis entre eux. Carthagène fut engloutie en 1841.

Honduras est fréquenté par les bâtiments qui viennent s'y approvisionner de bois d'acajou, dont la découverte date du commencement du dernier siècle. En 1803, l'Angleterre obtint de l'Espagne de s'établir sur le fleuve Balise, dans la province de Yucatan, pour vingt années, et d'y abattre de ce bois. Mais, en 1828, elle refusa de se retirer, et se fit faire par un des rois de ce pays un testament qui l'en rendait souveraine. La république centrale a réclamé dernièrement la restitution de cette contrée, qui deviendra très-importante si le projet de couper l'isthme doit jamais s'exécuter.

Le Brésil s'était affranchi d'une autre manière. Ce pays, découvert par Cabot, avait servi de refuge aux fugitifs et aux aventuriers portugais. La colonie des Paulistes surtout y devint florissante : c'était un ramas de Brésiliens et d'étrangers qui s'étaient établis dans le district de Saint-Paul, contigu aux possessions espagnoles, gens entreprenants et querelleurs, à qui on avait aussi donné le nom de *mameluks*. Ils s'enrichissaient principalement par le commerce des esclaves et détestaient les missionnaires, qui, en introduisant la religion chrétienne, conduisaient

indirectement à la destruction de la traite. Ils se jetèrent donc sur leurs paroisses, et persuadèrent aux sauvages qu'il n'existait point de différence entre leur religion à eux et la croyance aux devins brésiliens; ils nommèrent un pape, des prêtres, des évêques, qui célébraient messes et offices, et qui confessaient; de plus, ils traçaient des figures bizarres et imitaient les contorsions des devins; ce qui plut fort aux indigènes et les détourna du christianisme, qu'ils confondaient avec leurs rites nationaux.

La colonie, qui se composait d'abord d'un petit nombre de familles, s'était beaucoup accrue, et comptait vingt mille âmes, outre les esclaves. S'étant déclarée libre, elle porta le ravage chez les chrétiens du Paraguay, sans s'inquiéter des menaces de Madrid ou de Rome. Mais enfin le pontife permit aux colons de faire usage d'armes à feu, ce qui leur donna moyen de réprimer ceux de Saint-Paul.

Ceux-ci, dès lors, employèrent leur activité à la recherche de l'or, que l'on s'était borné jusque-là à recueillir dans le sable et le limon déposés par les eaux. Ils se servirent pour cela des nègres, et obligèrent tout esclave d'apporter chaque soir à son maître un huitième d'once d'or. Ils découvrirent la mine très-abondante d'Iaragua. Mais les trésors qu'elle procurait ne suffisaient pas à l'avidité des *mameluks*, qui allaient cherchant partout le précieux métal. En effet, quelques-uns s'étant enfoncés jusqu'à cent lieues dans un pays très-difficile, au milieu de sauvages belliqueux, découvrirent les mines de Sabara (1690); d'autres pénétrèrent dans les montagnes aurifères, où ils bâtirent Villa-Ricca, qui, vingt ans après sa fondation, passait pour la ville la plus opulente du monde. Les aventuriers y accoururent en foule; mais les premiers occupants prétendirent dicter des lois et des conditions aux nouveaux venus; la guerre s'ensuivit, et les Paulistes eurent le dessous. Peu après, don Pedro, régent de Portugal, voulut avoir sa part de ce riche butin; et il envoya Antoine d'Albuquerque dans le district des mines, en qualité de gouverneur. Celui-ci réussit, à l'aide de troupes réglées et de mesures habiles, à soumettre les deux factions; il fonda dans le pays une ville régulière qui fut appelée Rio-Janeiro (1711), et fit des règlements pour l'exploitation

des mines et la répartition du produit entre l'État et les colons.

Les Paulistes essayèrent de relever la tête (1713), mais ils furent réprimés; et Villa-Ricca prospéra à tel point, que le quinzième de l'or qui revenait à la couronne dépassait annuellement 12 millions. S'étant mis à la recherche d'autres mines, les Paulistes découvrirent sur la rive du Carmen celles de Mariana, de Cuiaba et de Goyaz. Il en résulta que la couronne toucha pour sa part 25 millions par an, sans compter tout ce que la fraude en pouvait détourner.

D'autres bandes, à la recherche de l'or, découvrirent l'immense pays dit *Matto-Grosso*, dont la richesse ne fut connue que dans le siècle dernier. On y ramassa en un mois 12,800 livres d'or, sans creuser la terre à plus de quatre pieds.

On avait déjà trouvé, dans le district des mines, des pierres précieuses d'une grande valeur, et surtout des chrysobérils d'une grande beauté; mais on n'y avait point encore aperçu de diamants, mêlés qu'ils étaient à un terrain ferrugineux, et disséminés dans le cours des ruisseaux et des fleuves. Quelques explorateurs firent par hasard attention à ces cailloux brillants, et en apportèrent au gouverneur, qui s'en servait comme de jetons pour jouer aux cartes, jusqu'au moment où un joaillier hollandais en fit connaître la valeur. Le gouvernement s'en réserva le monopole, et l'afferma à une compagnie; en 1772, il fit exploiter pour son propre compte, mais avec si peu d'ordre et de soin qu'il s'y endetta. Cette exploitation fut rendue de nouveau à la spéculation privée. De 1772 jusqu'en 1818, il en avait été extrait 1,298,078 carats; on donnait aux nègres des récompenses proportionnées à la grosseur des diamants qu'ils avaient découverts, depuis une prise de tabac jusqu'à la liberté.

On a découvert, en 1844, une mine de diamants à Sincourou, à quatre-vingt-dix lieues de Bahia. Elle avait déjà donné, à la fin de 1845, quatre cent mille carats de diamants, dépassant la valeur de dix-huit millions.

Le Brésil était donc extrêmement florissant, mais il enrichissait moins le commerce du Portugal que celui de l'Angleterre. Il comptait, avant la révolution, trois millions huit cent mille âmes, tant la population s'y était peu accrue; il avait vingt-

deux couvents d'hommes, sans aucune communauté de femmes; et ses produits s'élevaient à cent millions, les mines de diamants y étant plutôt un luxe qu'une utilité. Les tribunaux portugais y envoyaient les criminels, et l'inquisition les juifs. Les naturels y jouissaient de la liberté depuis l'acte de 1787. Déjà le ministre Pombal avait conçu le projet de transférer le siége du gouvernement portugais dans cette contrée, qui pouvait devenir le royaume le plus riche du monde, puisqu'elle fournit l'or, les diamants, l'indigo, le coton, le tabac, la cochenille, et tout ce que l'on peut demander au sol. Ce projet fut mis à exécution quand le roi don Juan (1807), forcé d'abandonner l'Europe, se réfugia à Rio-Janeiro, qui, de ce moment, acquit une grande prospérité. Le monopole de la compagnie de Maragnon, établi par Pombal, y fut d'abord maintenu. L'introduction des marchandises de fabrique étrangère y était surveillée à tel point qu'on ne pouvait souvent, dans des banquets où la vaisselle d'argent était en profusion, donner un couteau à chacun des convives, et un seul verre faisait le tour de la table. Le fer abonde dans le pays, et pourtant il fallait l'acheter des Portugais; il en était de même du sel. Les Brésiliens dépendaient de la métropole pour l'éducation, pour la justice, et la politique semait la division entre les capitaineries. Ils ne pouvaient tisser avec leur coton, si estimé, qu'une toile grossière, bonne tout au plus pour les esclaves. Il leur fallut même faire venir des pierres d'Europe pour construire l'admirable aqueduc de Carioca. Don Juan se décida à abolir le système colonial, en permettant aux vaisseaux des puissances alliées d'entrer librement; et cet acte de justice prépara l'émancipation. Alors l'industrie s'affranchit : il s'établit unè imprimerie, une gazette, un laboratoire chimique et anatomique; on institua une banque d'escompte et un tribunal suprême. Des terrains furent donnés aux étrangers; on voulut même avoir une académie, où l'on appela des membres de Paris. Mais ces innovations émanaient d'un bon vouloir sans discernement, car on n'enseignait même pas à lire aux habitants.

Cependant le mouvement matériel entraîna bientôt les esprits, qui se détachèrent du régent. Il vivait simplement, isolé, avec

un petit nombre de personnes, dépensant des trésors pour soutenir les nobles qui l'avaient suivi et qui regrettaient la terre natale, pleins de mépris pour cette contrée nouvelle, qu'ils considéraient comme un exil. A la chute de Napoléon, don Juan ne songea pas à retourner en Europe; et, croyant qu'il y aurait profit à ce que le Portugal, les Algarves et le Brésil fussent réunis sur le pied de l'égalité, il éleva le dernier au rang de royaume (16 décembre 1815). Quand la révolution constitutionnelle éclata en Portugal, le roi manifesta l'intention d'y envoyer son fils don Pedro; mais les agitations commencèrent aussi au Brésil (1821); en sévissant on ne fit qu'irriter davantage, et les troubles aboutirent à la révolte. On demanda un gouvernement juste, libéral, décidé à briser le joug tyrannique sous lequel le pays languissait, et l'on jura fidélité au roi et à la constitution portugaise, modelée sur celle de l'Espagne. Le roi fit environner l'assemblée, disperser ses membres, dont quelques-uns furent tués; puis il s'embarqua pour Lisbonne avec les seigneurs portugais et ses richesses, en laissant son fils don Pedro investi du titre de régent.

Les cortès de Portugal partagèrent arbitrairement le Brésil, et refusèrent de l'admettre à participer à leurs franchises. Déjà mécontent d'avoir à subir de nouveau les lenteurs des tribunaux de l'Europe, le pays s'agita : la province de Saint-Paul s'insurgea la première; elle entraîna bientôt celle de Minas-Geraës, qui, dans le cours d'un siècle, avait donné à la couronne 553 millions d'or, sans compter les pierreries et les diamants; et elles demandèrent que don Pedro ne partît point pour l'Europe, où il était appelé par les cortès. Ce prince resta donc, et congédia les troupes portugaises. Il écrivit à son père « qu'une constitution faisait le bonheur d'un peuple, mais plus encore celui d'un roi. » Il prit et fit prendre pour symbole un triangle porté au bras, avec cette devise : *Indépendance ou mort!* Il convoqua une assemblée constituante et législative, où l'indépendance fut proclamée (12 décembre 1821). Couronné empereur du Brésil, il laissa le Portugal libre de choisir entre une amitié profitable et une guerre à mort.

Le Brésil, par l'importance qu'il avait acquise, avait le droit

de se soustraire à la dépendance d'un petit royaume éloigné, surtout depuis qu'il avait pris l'habitude d'un gouvernement local et qu'il s'était imposé, dans ce but, des sacrifices onéreux. Mais il n'y avait guère à espérer d'une constitution au milieu d'une population si mélangée, tenue dans une ignorance systématique, familiarisée par l'esclavage avec les vices et la violence; dans un pays où il n'y avait pas de société, mais plutôt une réunion de chefs de familles patriarcales. Comment se promettre la paix entre les nègres, les blancs, les métis, les esclaves, les individus libres? entre des provinces d'intérêts différents, animées d'une haine si forte contre tout ce qui n'était pas brésilien? Il se forma donc aussitôt trois partis : l'un, qui voulait la réunion avec le Portugal; l'autre, la république; le troisième, don Pedro. Ce prince, qui connaissait à peine sa capitale, était un pauvre législateur. En conséquence, son règne, qui fut très-agité, se passa en essais et en violences. Il cassa le congrès (11 décembre 1823); mais il donna le statut promis, aux termes duquel le Brésil fut déclaré libre et indépendant sous le sceptre de don Pedro et de ses descendants; la suprématie de la religion catholique fut consacrée, mais on toléra individuellement l'exercice des autres cultes. Il fut établi deux chambres, l'une temporaire, l'autre à vie, quoique élective. L'empereur eut le pouvoir exécutif et un rôle modérateur. La liberté individuelle, celle de la presse et de la propriété, furent assurées. Don Pedro fonda des écoles, restreignit les dépenses, augmenta les forces nationales, s'appliqua à satisfaire tous les besoins d'un pays nouveau, et à étouffer les révoltes renaissantes. Le Portugal, après divers efforts tentés pour tenir le Brésil dans la sujétion, reconnut son indépendance (13 mai 1825), et accepta son amitié.

Mais la sagesse diplomatique, trop habituée à se laisser surprendre à l'improviste, n'avait pas prévu la réunion éventuelle des deux couronnes. Quand donc mourut Jean VI à Lisbonne (10 mars 1826), don Pedro prit le titre de roi de Portugal; mais comme il ne pouvait conserver sans danger ce royaume conjointement avec le Brésil, il renonça au premier en faveur de sa fille dona Maria da Gloria. Don Miguel, son frère, prétendit alors que, devenu étranger à ce royaume, il était déchu de

ses droits à y succéder au trône. Don Pedro se voyait à la veille de perdre cette couronne, quand il sentait celle du Brésil vaciller aussi sur sa tête. En effet, les indigènes, pleins de haine pour les Portugais devenus Brésiliens, formèrent contre eux un parti hostile, qui se jeta dans des émeutes redoutables. Don Pedro, répugnant à employer la force pour rétablir l'ordre, abdiqua en faveur de son fils don Pedro II, et passa en Europe (7 avril 1831). La régence qu'il établit remédia aux maux les plus pressants, et la constitution fut revisée avec une meilleure définition des pouvoirs. Mais les guerres extérieures, et les dissensions intestines entre les impérialistes et les républicains, continuèrent d'agiter un État à qui tout semble promettre un heureux avenir.

Le Mexique, lorsqu'il se fut constitué en État fédéral (20 mars 1829), ordonna l'expulsion de tous les Espagnols; ils étaient au nombre de quarante mille, et ils emportèrent plus de 100 millions de piastres : cette mesure fut le pendant de l'expulsion des Maures. L'Espagne espéra quelque temps recouvrer ce pays, où elle envoya cinq mille hommes sous les ordres de Barradas (29 juillet), en les faisant précéder par de larges promesses. Mais les dissensions se calmèrent à l'approche de l'ennemi. Santa-Anna, gouverneur de la Vera-Cruz, homme de courage et d'une activité infatigable, appela les citoyens aux armes, attaqua les troupes débarquées, et les força de se retirer.

Mais aussitôt la discorde se ralluma : Guerreiro, élevé par une révolution militaire (décembre), fut renversé par une autre. Les républiques de Buenos-Ayres, du Chili, de Guatimala, se déchirèrent entre elles : les unitaires et les fédéralistes se déshonorèrent tour à tour par de sanglantes victoires. Les fédéralistes s'affilièrent aux loges maçonniques fondées dans le pays par le ministre des États-Unis ; et les unitaires, par opposition, allèrent aux loges écossaises : de là les deux dénominations de yorkins et d'écossais. D'autres, soutenant que la monarchie était le seul gouvernement possible au Mexique, avaient offert à Ferdinand VII d'y envoyer un de ses frères pour gouverner constitutionnellement ; il refusa. A l'intérieur, les débats, au lieu de rouler sur de grands principes, ne consistaient qu'en

petites querelles entre ceux qui avaient des emplois et ceux qui voulaient en avoir. L'agriculture étant négligée, toute ambition se tourne vers le gouvernement, en prenant le masque de la liberté ou celui de la religion. Les révolutions, toutes militaires, y sont aussi promptes que faciles. Une poignée de soldats s'insurgent, lancent une proclamation pompeuse, où résonnent les mots de *civilisation*, de *genre humain*, de *Montézuma*; le caporal devient général, le scribe, conseiller; on change les magistrats, et tout est fini : puis on déclare que l'empire des lois est rétabli.

Les habitants du Yucatan, plus civilisés que leurs voisins, et visités par les bâtiments étrangers, avaient toujours répugné à l'unité, et s'étaient proclamés indépendants; ils finirent cependant par se rallier aussi à l'Union. En 1836, le parti unitaire l'emporta, grâce à Santa-Anna, et les États libres et souverains devinrent des provinces. Santa-Anna, ayant eu le dessous, s'insurgea de nouveau contre le président Bustamente, bombarda Mexico, chassa son rival, et domina en maître absolu.

La constitution publiée au Mexique le 13 juin 1843 proclame la souveraineté nationale et le gouvernement représentatif. La religion catholique est la seule dont le culte soit public; l'esclavage est aboli; il y a une chambre de députés et un sénat, plus une députation permanente, choisie parmi les membres des deux chambres. Un président quinquennal, âgé de plus de quarante ans, né au Mexique, et y résidant au moment de l'élection, exerce le pouvoir exécutif; il est élu à la majorité des voix par les assemblées départementales.

Le Mexique, dont la surface est de 1,242,000 milles carrés, et dont un tiers se trouve sous les tropiques et le reste dans la zone tempérée, avec une incomparable richesse, soit en métaux, soit en productions végétales, compte à peine sept millions d'habitants, c'est-à-dire quatre d'indigènes, un de blancs, deux de sang mêlé; plus, six mille nègres. Les revenus, qui sous la domination espagnole étaient de 20 millions de piastres fortes, ont été en 1843 de 14 millions et demi, avec un *déficit* annuel de 2,900,000 piastres, et une dette nationale de 84 millions de dollars, dont quatre cinquièmes sont dus à des étrangers. Les

mines d'argent rendent 22 millions de dollars, mais 12 millions à peine arrivent jusqu'au fisc. Le commerce au Mexique va de mal en pis; l'agriculture y souffre d'un état de guerre continuel.

La population est belle; elle aime les fêtes religieuses ou profanes, le jeu, le théâtre, les combats de coq. On y trouve encore cent cinquante couvents, qui possèdent pour 80 millions de piastres de propriétés, bien qu'ils aient beaucoup perdu depuis l'indépendance.

Trois frégates à vapeur, deux bricks, trois goëlettes, deux chaloupes canonnières constituent les forces navales du Brésil. L'armée de terre y est de deux cent quarante mille hommes. Mais ils se recrutent dans les prisons et aux galères; si leur nombre est insuffisant, des officiers recruteurs s'en vont ramasser des pauvres et des Indiens, qui, arrachés par force à leurs travaux et à leurs familles, sont dressés aux armes par la violence, mal vêtus et mal payés : aussi les citoyens refusent-ils de s'enrôler, ce qui fait qu'il ne se rencontre dans les officiers ni caractère ni instruction. Avides d'avancement, ils le demandent aux révolutions, qui sont devenues périodiques dans ce pays.

La révolution du Texas est un des faits les plus singuliers de ces contrées, et un de ceux qui ont le plus influé sur l'Amérique méridionale. Ce pays confine à l'est et au nord avec les États-Unis, à l'ouest avec le Mexique; il est sillonné par de grands fleuves, et possède un littoral de 360 milles. Le gouvernement des États-Unis avait renoncé, en 1819, à ses prétentions sur ce territoire, alors presque dépeuplé. Il était en conséquence demeuré au Mexique. Moïse Austin, mineur du Missouri, ayant résolu d'y établir une colonie de ses compatriotes, en obtint l'autorisation du cabinet de Madrid. Il eût été de l'intérêt du Mexique de conserver un désert entre lui et les États-Unis : cette population inobservée s'accrut avec rapidité, en déployant une activité prodigieuse. Il en résulta que les États-Unis demandèrent de l'agréger à leur confédération, sachant combien elle leur serait utile pour les rapprocher des pays métallifères, ainsi que de la mer de Californie et de l'océan Pacifique.

Lorsque la république mexicaine abolit l'esclavage (1829), elle porta atteinte à la propriété des colons du Texas, qui s'y étaient

établis sous la condition expresse de conserver leurs nègres. Cette mesure fut donc révoquée; mais le Mexique dut faire des préparatifs militaires (1830) pour mettre obstacle à l'influence des États-Unis dans ce pays. Lorsque Santa-Anna, soulevé contre Bustamente pour établir le gourvernement central, fut vaincu par Samuel Houston dans la plaine de San-Jacinto (1832), cet événement consolida la république du Texas. La nouvelle ville de Houston devint le siége du congrès et du gouvernement (1837); le vainqueur fut proclamé président et regardé comme un sauveur, puis bientôt calomnié et dénigré. Il succomba en effet, et eut pour successeur Mirabeau-Lamar (1838), qui voulait l'indépendance absolue. Après avoir longtemps hésité, le pays se décida enfin à entrer dans la confédération des États-Unis (12 avril 1844).

Le Texas a fait des progrès immenses : il ne possédait au commencement du siècle que neuf mille habitants; il en avait soixante-dix mille en 1836, et trois cent cinquante mille en 1844. Il exportait quarante mille balles de coton en 1833, cent mille en 1838, sans parler des produits en tous genres, tels que troupeaux, chevaux, fer et charbon. Les habitants de ce territoire, défiant les sauvages, ont placé leur capitale à la limite des terres cultivées; et leur pays est comme le point d'appui qui doit servir aux Anglo-Saxons de l'Amérique septentrionale pour assaillir la race espagnole de l'Amérique du Sud, ces nouveaux maîtres ayant déclaré ne reconnaître d'autre limite que l'océan Pacifique. L'Angleterre s'y oppose de toutes ses forces, prévoyant bien qu'il en résultera pour elle la perte du haut et du bas Canada.

Le nord-ouest de l'Amérique, qui embrasse quatre millions de milles carrés, c'est-à-dire un tiers de plus que l'Europe, est habité par cinquante mille Indiens à peine, et par dix mille blancs, répartis dans les établissements de diverses nations. C'est là qu'est le territoire de l'Orégon, dont la longueur est de six cent cinquante milles sur cinq cents de largeur, c'est-à-dire trois fois la surface des îles Britanniques. Fertile en tout ce que l'Amérique demande à l'Europe, arrosé, sur une longueur de deux cents milles, par un fleuve que les grands vais-

seaux remontent jusqu'à quinze milles de l'embouchure, ayant cent cinquante milles de côtes bien pourvues d'îles, de baies et de ports, en contact avec la mer Pacifique, situé vis-à-vis du Japon et de la Chine, avec les îles Sandwich pour point de relâche, l'Orégon donnerait aux États-Unis la clef du riche commerce de l'Asie occidentale, et ferait en outre prévaloir, dans l'intérieur de l'Union, le parti démocratique, qui pourrait y répandre la population industrieuse et marchande des provinces de l'ouest, et rétablir ainsi l'équilibre avec les planteurs aristocratiques du sud, renforcés par l'annexion du Texas. Par l'acquisition du seul grand fleuve du versant occidental, les États-Unis embrasseraient l'Amérique septentrionale tout entière, et domineraient les deux mers et l'isthme qui les sépare. L'Angleterre s'y oppose avec opiniâtreté. Si jamais la guerre venait à éclater, l'Union serait forcée d'émanciper les esclaves pour s'assurer la tranquillité intérieure. Ainsi, la civilisation y trouverait toujours son compte. Enfin, ces deux puissances ont conclu un arrangement, qui leur fixe pour limites le 49° parallèle nord, point où la navigation de l'Orégon est abandonnée à la compagnie de la baie d'Hudson. Mais de nouveaux motifs de guerre ne tardèrent pas à éclater entre les États-Unis et le Mexique, qui fut envahi, et vit sa capitale Mexico occupée en septembre 1847. Les États-Unis gagnèrent à cette invasion le Nouveau-Mexique, vaste territoire presque dépeuplé, mais qui, avec la vieille et la nouvelle Californie [1], leur donne sur la mer Pacifique le port de Monterey et la baie de San-Fransisco, la meilleure de la côte occidentale. Cette guerre, qui coûta aux États-Unis 254 millions, parut à ces marchands une excellente affaire; et, loin d'imposer les frais de la guerre au Mexique, ils lui donnèrent des compensations. Les richesses aurifères découvertes depuis dans la Californie ajoutèrent encore à la valeur de cette possession. Qui pourrait assurer que le Mexique lui-même ne sera pas absorbé dans l'Union américaine, laquelle, en moins d'un siècle, aura quintuplé sa population, triplé le terri-

[1] La nouvelle Californie, aussi étendue que le plus grand royaume d'Europe, a été annexée aux États-Unis en 1850.

toire, décuplé sa puissance productive, et cela (sauf la dernière guerre du Mexique) sans armée ni conquête.

Cet envahissement des républiques est à coup sûr d'une importance incalculable, non-seulement pour cette moitié du monde, mais pour l'humanité tout entière. La différence entre les Américains du nord et ceux du midi naît de leur origine. Les premiers fondèrent des colonies, dont le chef était un roi. A côté d'elles s'en établissaient d'autres d'après le même principe, et la Bible était à peu près tout ce qu'elles avaient de commun; encore chacune d'elles l'interprétait-elle à sa manière. Les chefs des colonies du nord étaient donc souverains et pontifes, ce qui amena la liberté et la confédération. Et tandis qu'elles puisaient leur force dans la cohésion du même principe, il n'eût pas été possible de fondre en un seul corps tant de variétés. De vastes solitudes et une nature puissante invitent les Américains du sud à réaliser de grandes pensées, et tout y prend des proportions gigantesques; mais le principe de l'autorité s'y étant naturalisé, toutes les républiques y aboutissent à la dictature.

La Colombie forme, avec le Pérou et la Bolivie, un territoire plus grand que l'Europe; la population y est clair-semée, et séparée par d'énormes distances, par des fleuves et des montagnes gigantesques. Comment y établir jamais cette centralisation administrative dont l'Europe est éprise? Tout plan général est extrêmement difficile sur un territoire aussi vaste : les habitudes serviles invétérées et les différences radicales de pays à pays s'y opposent : chaque province prétend, non pas seulement à l'égalité, mais à la souveraineté sur les autres; la diversité de couleur forme des castes distinctes [1], qui deviennent un obstacle pour le gouvernement républicain. Ajoutez que les habitants sont affranchis d'hier d'un pouvoir qui ne les avait habitués à aucune espèce de représentation, qui les avait tenus dans cette servitude patriarcale la plus propre à énerver les esprits; que la faiblesse de l'administration et la nécessité de la contrebande

[1] On appelle infâmes de race (*infames de derecho*) ceux qui sont nés de blancs et de nègres, de blancs et d'Indiens, d'Indiens et de nègres.

les avaient accoutumés à violer les lois, et à se confier dans la force de leurs bras.

La classe moyenne qui succéda à l'aristocratie espagnole était donc sans éducation et sans capacité; de là la fragilité des gouvernements, l'influence des intrigants. Les chefs ne s'inquiètent que de conserver leur dictature. Le prétexte que la constitution est violée fait renaître à chaque instant les guerres civiles. Les immenses espaces qui séparent les villes y mettent obstacle à toute cohésion, et y rendent toute révolution facile. Les centralistes en général, soit qu'on les appelle aristocrates ou serviles, veulent conserver tout ce qu'il y avait de bon dans le système colonial, et particulièrement les priviléges de l'Église. Les libéraux, soit fédéralistes, soit démocrates, précipitent toute innovation, veulent extirper la superstition, c'est-à-dire l'antique croyance, et changer d'un seul coup les idées et les habitudes. Tel est le fond de toutes les dissensions, soit intérieures, soit d'État à État; c'est là ce qui rend la condition de l'Amérique méridionale extrêmement malheureuse, et ce qui convertit en brigands les héros de l'indépendance [1]. Sous le rapport économique, les pays en progrès, tels que le Brésil, le Paraguay, le Bande orientale, le Chili, Vénézuéla, proclament la liberté pour tous, favorisent la colonisation, les relations avec l'Europe, l'extension du commerce et de l'industrie. Les pays rétrogrades conservent les vieilles idées coloniales de priviléges et d'exclusion, redoutent les influences européennes, et voudraient retourner au monopole et à l'isolement. En outre, ceux de l'intérieur font tous leurs efforts pour joindre leurs fleuves avec l'Océan, ceux du littoral les en repoussent: d'où la lutte entre Buenos-Ayres, le Paraguay et le Brésil. Cette libre navigation des fleuves, qui fut garantie en Europe par le

[1] Plusieurs Italiens prirent part aux mouvements de l'Amérique méridionale. Manuel Belgrano, homme de lettres, qui prêcha l'indépendance dans les journaux, puis combattit pour elle, était d'origine italienne; il acquit une grande popularité en cherchant à répandre l'instruction dans les classes inférieures (1820). Dans le Vénézuéla, le colonel Augustin Codazzi, de Lugo, exécuta plusieurs travaux géographiques, et il s'occupe encore aujourd'hui de coloniser la haute région de la Cordillère maritime, qui appartient à cette république.

congrès de Vienne, n'existe pas pour les fleuves américains. L'Europe voudrait aussi porter son commerce et sa civilisation dans le centre de l'Amérique, en remontant l'Amazone et la Plata, qui se joignent par d'admirables communications.

Les puissances européennes ne cessent d'inquiéter ces États du sud, tantôt en faisant revivre d'anciennes prétentions, tantôt en invoquant des griefs nouveaux. La France, qui avait reconnu ces républiques après 1830, se mit en hostilité avec Buenos-Ayres, et y fomenta la guerre civile entre Rosas et le président Rivadivia. Le premier chercha sa force dans la population des campagnes, en s'attachant les tribus sauvages pour les opposer aux unitaires; il poussa ses excursions contre les sauvages de la Patagonie. Le suffrage populaire lui valut la dictature (1835); puis lorsque ses fonctions expirèrent en 1840, il fut réélu, malgré l'inimitié des Français, qui bloquaient alors Buenos-Ayres. Le vice-amiral de Mackau, qui conclut un traité avec Rosas, dut se convaincre que les imputations dirigées contre lui par les exilés étaient exagérées [1]. Les républiques du sud eu-

[1] Don Juan-Manuel de Rosas, qui vient de succomber (mai 1852) dans sa longue lutte contre Montévidéo, et dont le nom a tant retenti en Europe depuis vingt ans, nous semble jugé ici avec une indulgence trop laconique; il mériterait à la fois plus de blâme et plus d'attention. Rosas, né parmi ces propriétaires de troupeaux connus sous le nom de *gauchos*, arriva au pouvoir par leur influence et par celle du clergé: son triomphe fut celui du parti fédéraliste. Le parti unitaire, composé surtout de négociants et d'habitants notables des villes, avait à sa tête le général Lavalle, qui s'était signalé dans la guerre contre le Brésil. La lutte entre ces deux rivaux tourna à l'avantage de Rosas, qui fut nommé gouverneur général de Buenos-Ayres en décembre 1829; ses partisans ayant envahi le congrès, décidèrent son élection par la violence. Le gouvernement de Rosas fut marqué par toutes sortes de vengeances, par des atteintes à la sécurité du commerce, à la liberté et à la vie de ses adversaires. Des avanies de toute espèce, des cruautés exercées sur plusieurs Français, l'obligation tyrannique qu'il voulut imposer aux étrangers (les Anglais exceptés) de servir, après trois ans de séjour, dans sa milice, décidèrent la France à envoyer une escadre qui bloqua les ports de la république Argentine (1838). Le parti ennemi, commandé par Lavalle et Riveira, s'étant concentré à Montévidéo,

rent aussi de longs démêlés avec la cour de Rome, et les siéges épiscopaux y restèrent longtemps vacants.

Le général Castilla, devenu président du Pérou, s'y montre administrateur habile et sage, et s'efforce de conserver ce qui est le suprême bien dans ces républiques épuisées par la guerre et l'anarchie, la paix. Lorsqu'une fois les États du sud seront parvenus à s'organiser, les mines seront exploitées, le sol cultivé, et l'on y introduira de nouveaux produits, comme on l'a déjà fait au Brésil. Avec des chemins de fer et des bateaux à vapeur, on parcourra des lignes de mille lieues ; des forces navales seraient indispensables dans ces contrées, où des fleuves immenses et des forêts sans bornes mettent obstacle aux expéditions des armées. Enfin les missionnaires y reprendront leur œuvre civilisatrice.

Les Américains du nord étendent chaque jour leur domination sur quelque nouveau territoire. Les peuplades mêmes qui demeurent indomptées ne croupissent plus dans une barbarie absolue ; elles acquièrent des habitudes sociales, et commencent à se livrer à des métiers et à l'agriculture. L'ouverture de l'isthme de Panama sera aussi d'une extrême importance ; depuis que Humboldt l'a jugée possible, elle est étudiée de tous côtés, et l'exécution n'en paraît pas fort éloignée désormais [1]. Quand le trajet se trouvera ainsi abrégé pour six cent mille tonneaux de marchandises qui aujourd'hui doivent doubler le

continua jusqu'au moment actuel sa lutte contre Rosas. Lavalle périt dans un engagement en 1841 ; enfin Oribe, lieutenant de Rosas, ayant été complétement battu par Riveira, Rosas a pris la fuite sans attendre le vainqueur, qui s'avançait sur Buenos-Ayres ; il s'est dirigé vers l'Europe. Tel a été le brusque dénoûment de cette lutte, et la fin inattendue du pouvoir de Rosas, au moment où il paraissait le plus solidement assis. Cette domination farouche a maintenu pendant vingt ans sous son joug ces contrées, que l'anarchie dévore ; l'avenir nous fera voir si l'ordre y est possible à d'autres conditions, et si la tyrannie de Rosas était la seule forme de gouvernement capable de s'y soutenir. (AM. R.)

[1] En attendant que le canal projeté depuis longtemps ouvre passage aux navires mêmes, une compagnie poursuit à Panama l'établissement d'un chemin de fer. (AM. R.)

cap Horn, l'Europe entière devra s'en ressentir, mais plus encore les innombrables îles de la Polynésie, de la Malaisie, et les opulentes contrées situées sur le versant oriental du grand continent de l'Asie.

LITTÉRATURE. — L'ÉCOLE ROMANTIQUE.

La littérature du dernier siècle, si peu originale qu'elle fût, avait emprunté une physionomie et une apparence d'unité à l'intention commune de démolir. Elle atteignit son but ; mais, comme toujours, les vainqueurs se divisèrent, et s'escrimèrent à l'aventure, avec cette diversité de plans et de moyens qui est le caractère et le défaut des modernes. Quand éclata la Révolution, ce ne fut pas seulement en France que les esprits en furent ébranlés ; l'enthousiasme et la haine, le spectacle ou l'attente de grandes commotions ôtèrent la réflexion aux écrivains, et le calme aux lecteurs. La main eut alors à combattre, au lieu d'écrire ; et la littérature ne fut plus guère que le talent appliqué aux affaires. Les tribunes d'Angleterre et de France retentirent d'une éloquence sans exemple, parce que jamais ne s'étaient agités de plus grands intérêts. La poésie se retrouva dans les mouvements populaires et guerriers, dans telle chanson qui renouvela les prodiges de la lyre de Tyrtée, sans mériter pourtant d'être appelée belle. Dès qu'un peu de calme fut rétabli dans les esprits, Joseph Chénier devint le poëte à la mode ; mais l'enthousiasme de ses compositions lyriques n'est que celui de son temps. Ses tragédies, applaudies alors à cause des allusions qu'elles renferment, sont infidèles à l'histoire et d'une froide régularité. Dans ses dernières années, la déception lui inspira des plaintes énergiques et le frémissement d'un éloquent courroux.

Une fois que la république eut disparu, que toutes les volontés eurent été absorbées dans une seule, que l'admiration fut réservée à un seul, les journaux à ses gages louèrent ou blâ-

mèrent à son gré. Leur critique, celle de Geoffroy par exemple, manquait de courtoisie comme d'élévation; elle ne fit que continuer celle du siècle précédent, alors qu'on n'admirait que le poli, que Shakspeare n'était connu qu'à travers Voltaire et Ducis, que la Harpe ne voyait rien de grand en dehors des dix-septième et dix-huitième siècles, et faisait consister la gloire de Racine à avoir ajouté de nouvelles grâces au génie de Sophocle et d'Euripide.

Alors fleurissait l'heureux Delille (1738-1813), qui sut réussir sans causer d'ombrage, et plaire en raison même de ses défauts. Il passa sa vie à chercher des sujets, il mit toute son étude à peindre, sans réussir à faire un tableau. Il ne faut lui demander ni des idées, ni l'enthousiasme de la nature, ni l'intelligence de l'histoire, ni de grandes connaissances : toujours à la piste de pensées dans les livres d'autrui, dans les ouvrages en prose surtout, il les répète en vers harmonieux. La préface des *Géorgiques*, son meilleur morceau, est traduite de Dryden. Il apprit dans ce travail les secrets du style descriptif, et son chef-d'œuvre en ce genre fut le poëme des *Jardins*. Alors que la prose avait pris de l'ampleur avec Rousseau et Buffon, il fallait aussi élever de ton la langue poétique; mais, ennemi de toute hardiesse, il ne posséda qu'un vague instinct de mélodie et d'élégance. Il n'appartenait point au parti philosophique. Il s'amusait à peindre des bagatelles, à parler science, à versifier toutes choses, jeux, paysages, expériences. On le portait aux nues : duchesses anglaises, princesses polonaises lui écrivaient à l'envi. Son apparition à l'Académie était une solennité; il y lisait ses vers au milieu des applaudissements et des larmes, et il s'en retournait dans les bras de ses admirateurs. Enfin ses œuvres se tiraient à cinquante mille exemplaires.

Fontanes (1751-1821), flottant entre la volupté et la dévotion, encensa beaucoup Napoléon; mais il eut aussi le courage de glisser à travers cet encens plus d'un conseil et plus d'un blâme. Joubert, son ami, ne conduisit rien à fin; mais il a laissé de beaux fragments et des *Pensées* [1]. La protection officielle accordée aux arts

[1] Il disait de Voltaire : « Comme le singe, il a les mouvements char-

avait ce fâcheux résultat que la plupart n'écrivaient que pour obtenir, pour mériter des prix et des pensions. Quant à la littérature indépendante et altière, qui se souvenait du grand rôle qu'elle avait joué dans le siècle dernier, il faut la chercher hors de France.

En Allemagne, une science qui s'appliquait à élaborer tous les matériaux du passé, poussait l'intelligence au doute. Beaucoup d'écrivains avaient combattu l'influence française dans le siècle précédent, surtout Bodmer, moins célèbre par ses œuvres que par des disciples tels que Haller l'illustre naturaliste, le poëte Wieland, et le plus grand de tous, Frédéric Klopstock (1724-1803). La *Messiade* de Klopstock n'est pas une œuvre d'école : s'inspirant de la Bible, il traça la vie de l'Homme-Dieu; et comme la quiétude de la Divinité, exempte de passions, devait y répandre de la monotonie, il y échappe en variant les caractères des apôtres et des esprits célestes, et surtout par le lyrisme qui éclate par intervalle dans ce poëme. Klopstock, qui poursuivit son œuvre au sein de la misère, s'écrie en arrivant au terme : « Je l'ai espéré de toi, céleste Médiateur, et voilà que j'ai terminé le cantique de la nouvelle alliance; la tâche redoutable est finie, et tu me pardonneras mes pas incertains. Allons! je sens mon cœur inondé de joie, je verse des pleurs de tendresse. Je ne demande point de récompense : n'ai-je pas goûté les joies des anges en célébrant le Seigneur? Je me suis senti ému jusqu'au plus profond de mon cœur, je me suis senti remué jusqu'au plus intime de mon être. N'ai-je pas vu couler les larmes des croyants? Et dans un autre monde ne serai-je pas accueilli peut-être avec ces larmes célestes? »

Quand la mort vint le frapper, il murmurait un passage de la *Messiade*; on en chanta les vers autour de son cercueil. Qui pourrait désirer un hommage plus solennel?

mants et les traits hideux ; il connut la clarté, et se joua dans la lumière, mais pour l'éparpiller et en briser tous les rayons, comme un méchant; » de le Sage : « Ses romans ont l'air d'être écrits dans un café par un joueur de dominos, en sortant de la comédie ; » de la Harpe : « La facilité et l'abondance avec lesquelles il parle le langage de la critique lui donnent l'air habile, mais il l'est peu ; » de Barthélemy : « *Anacharsis* donne l'idée d'un beau livre, et ne l'est pas. »

De nobles âmes se réunirent pour défendre les doctrines, réveiller les sentiments, les traditions; les doctes se rapprochèrent des ignorants; il se forma des sociétés et des cercles studieux. La littérature allemande en reprit quelque vigueur; et si d'abord elle avait imité la littérature française et ses formes classiques, elle marcha alors dans sa liberté, où tourna ses regards du côté des Anglais.

Ce fut aux sources nationales que s'inspira Auguste Bürger, poëte populaire qui traîna une vie malheureuse; il fit revivre dans ses ballades les traditions vulgaires : familier et souvent trivial, il s'élève parfois jusqu'au sublime. Le tendre Hölty est plein du pressentiment d'une fin prochaine.

Le théâtre, depuis Lohenstein, était livré au genre boursouflé et déclamatoire : les acteurs, habillés de papier doré, s'avançaient bouffis et superbes, flanqués d'une énorme épée, hurlant et trépignant. Ils traduisaient et représentaient, de préférence aux productions du pays, les pièces de Corneille, de Molière, et les farces italiennes. Mais lorsqu'en 1708 Stranizki eut fait jouer à Vienne une comédie allemande, le succès alla jusqu'aux nues, et Hanswurst fut oublié.

Lessing, qui publia des critiques incomparables sur l'art dramatique, en donna aussi des exemples : *Mina de Barnhelm*, remplie de vivacité comique; *Sara Sempson*, drame larmoyant, moins les déclamations à la Diderot; et *Émilie Galotti*, où il transporte la tragique histoire de la Virginie romaine dans l'intérieur du foyer domestique. Engel, son élève, donna de bons préceptes sur la mimique. Les comédies d'Iffland et de Kotzebue tombent de faiblesse, et visent plutôt à l'effet qu'à la peinture réelle de la société; la morale y est bavarde et sententieuse; vices et vertus y sont en dehors de la réalité.

Mais le roi de la scène allemande fut Frédéric Schiller (1759-1805). La lecture de Klopstock l'avait nourri de sentiments religieux et profonds; pourtant il céda aux engouements de l'époque dans ses premières compositions. Dans ses *Brigands*, il oppose à la société, où les fripons réussissent à passer pour vertueux, la peinture trop flattée d'une troupe de voleurs, coupables sans être vils. L'effet produit par cette pièce fut tel, qu'une

foule de jeunes gens abandonnèrent le monde pour se jeter dans les bois. Dans *l'Amour et l'Intrigue*, Schiller offre le triomphe de l'égoïsme habile sur les passions généreuses de la jeunesse, qui ne savent pas plier aux exigences d'un monde injuste. Le *Don Carlos* et la *Conjuration de Fiesque* sont remplis de ce républicanisme qui alors faisait son chemin, et du pressentiment de vagues améliorations, prêté à des personnages d'un autre temps, ce qui les dépouille de toute vérité. Le titre de citoyen français, que lui décerna la Convention, en fut la récompense. Mais quand la lettre lui arriva, les six membres qui l'avaient signée avaient péri sur l'échafaud, et Schiller put reconnaître ce qu'il y a de différence entre les plus belles théories et leurs applications.

Schiller est bien loin d'avoir la féconde variété, le pathétique profond, la puissante originalité de Shakspeare. Fils de son siècle, il compromet la vérité de ses personnages en leur attribuant des idées et des sentiments d'un autre temps; il dogmatise quand il devrait peindre et émouvoir; il ne crée pas des êtres réels, comme le poëte anglais, mais il sait les rendre intéressants par le caractère moral qui domina tout à fait dans ses dernières compositions.

En effet, Schiller souffrait de voir dans la société la vertu et le devoir aux prises avec la négation de toute autorité morale; et un pénible sentiment de doute plana souvent sur ses ouvrages. Mais enfin la philosophie de Kant lui enseigna que la notion de Dieu, que le sentiment du devoir, sont des idées nécessaires à l'existence de l'homme, et qu'il doit s'incliner avec respect devant certains mystères. Il puisa alors ses inspirations à une source plus haute, dans ses poésies lyriques et dramatiques, et chercha l'intérêt dans le triomphe de la nature morale de l'homme sur la partie matérielle, en montrant la puissance du libre arbitre, et en rendant, comme il le disait, la tragédie digne du noble rôle que l'époque lui réservait.

Il écrivit alors la trilogie de *Wallenstein*, plus fidèle à l'histoire, pleine de caractères gigantesques, dont la rudesse cependant est tempérée par l'art; toujours un idéal de bonté et de vertu se trouve là comme correctif à côté du triomphe de la per-

versité. C'est à ce sentiment qu'appartiennent *Marie Stuart*, *Guillaume Tell* et *la Pucelle d'Orléans*, bien que dans cet ennoblissement de la nature il courtisât certains types métaphysiques plutôt que la réalité, et qu'il résultât de ce procédé une vaine recherche qui est un supplice pour l'intelligence.

Ses drames furent représentés à la cour de Weimar, qui, sous la régence d'Anne-Amélie de Brunswick, était appelée l'Athènes de la Thuringe. C'est là que la fleur des gens de lettres jouissait du calme de la paix au milieu des désastres de la guerre de sept ans et de la famine de 1772 : on y comptait Seckendorf, Einsiedel, Knebel, Voigt, le conteur Musæus et Herder, qui, disait-on, était « une poésie plutôt qu'un poëte ; » Bertuch, qui y créait l'industrie ; Ifland, qui y faisait jouer ses comédies ; Wieland, l'instituteur du prince. Wolfang Goethe y avait créé et y dirigeait un théâtre pour un petit nombre d'élus, devant lesquels il faisait passer les chefs-d'œuvre de toutes les nations, avec l'imitation la plus précise et la plus érudite des mœurs et des costumes. Tantôt tout était disposé pour un théâtre antique : le chœur descendait dans l'orchestre, et l'on représentait une comédie de Térence ou l'*Iphigénie ;* tantôt on jouait des drames de Shakspeare ou la *Sacontala* indienne, traduits par Schlegel, le *Mahomet* de Voltaire, la *Phèdre* de Racine, les pièces de Charles Gozzi, d'après les traductions de Schiller et de Goethe.

Le génie de Schiller se consumait au milieu de ces tranquilles jouissances, en même temps que s'usait son corps ; et il mourut en 1805. Goethe (1749-1832) resta alors le représentant suprême de la littérature allemande : poëte lyrique, épique, dramatique, romancier, critique, physicien, et sans rival en tout genre. Il débuta par *Werther*, expression douloureuse d'une société en proie au doute, entre un passé qui s'écroule et un avenir auquel on aspire sans trop le définir. *Werther* produisit des suicides réels et une foule d'imitateurs, dont il se moqua dans le *Triomphe du Sentimentalisme*, de même qu'il combattit le suicide dans le *Noviciat de Guillaume Meister*. En effet, ce fut sa marche ordinaire de faire paraître un chef-d'œuvre, de le voir imité par une tourbe servile, de se railler d'elle alors, et,

après avoir fait peau neuve, comme le serpent, de s'offrir aux regards sous un tout autre aspect.

Dans son premier ouvrage dramatique, qui fut *Götz de Berlichingen*, Goethe personnifie d'une manière puissante les feudataires à leur dernière époque : il y offre aux regards, pêle-mêle et variés comme la nature, barons, clergé, minnesingers, bohémiens, peuple, tribunaux secrets, toute la société germanique. Dans les divers essais qu'il fit sur des sujets grecs, italiens, étrangers, il sut toujours se transporter dans la société qu'il peignait. *Faust*, son œuvre dramatique la plus célèbre, embrasse l'univers, de Dieu au crapaud, du paradis au sabbat, du palais des rois au laboratoire de l'alchimiste. Avide de science et de jouissances, Faust, pour assouvir ses désirs, pactise avec le démon Méphistophélès. Raillant l'humanité, tout matière et sens, ne s'élevant jamais au-dessus des intérêts positifs, celui-ci ne prise que le plaisir : il a une moquerie pour toute vertu, un sourire pour toute souffrance, un sarcasme pour tout sentiment généreux. Méphistophélès expose à Faust les doctrines, mais c'est pour lui en montrer le néant; il lui offre l'amour, mais en précipitant dans un abîme d'opprobre et de misère une jeune fille naïve; et il s'écrie, en la voyant tomber : *Elle n'est pas la première*. Ainsi l'homme de cœur est entraîné par l'homme de tête; et tout sert de triomphe à Méphistophélès, le mal incarné. Marguerite, qui n'est que pur amour, se trouve entraînée inévitablement au péché, à l'infanticide, à l'échafaud. Après la mort de sa maîtresse, Faust se jette dans le grand monde; il y voit les turpitudes de la politique, les délires de la science, la folie des croyances, et pour lui tout se résout enfin en une impersonnelle unité.

C'est toujours ce problème de l'existence du mal qui se présentait à Job; mais, pour l'Arabe, il aboutit à l'idée d'une Providence consolante : Goethe ne trouve, dans un siècle de critique hardie et incrédule, que raillerie, orgueil, désespoir; et il affirme que le mal est infini, éternel, irréparable. Ce drame compliqué et inextricable, où chacun peut trouver tout ce qu'il veut, agit fortement sur le caractère allemand, et suscita une foule de sceptiques qui, raillant la science et incrédules à l'a-

mour, renièrent l'idéal et se parèrent d'une élégante incrédulité.

Goethe ne s'en inquiétait pas : *le front calme et les mains ardentes*, il façonne ses personnages en dehors de sa propre individualité ; il est sans cœur, et il s'en vante, ne songeant qu'à la forme et à l'effet, ne visant qu'à reproduire, comme un miroir, les images dont il est frappé. Tantôt vous le prendriez pour un Grec ou pour un émule de Properce ; tantôt il vous transporte en Orient ; l'instant d'après, au berceau du christianisme ou au milieu des minnesingers ; et toujours avec une simplicité savante, des couleurs hardies, une souplesse d'expression ou naïve ou sublime, à volonté. Ajoutez à cela une infinité d'articles, de traductions, de lettres, de travaux du premier ordre sur l'optique et sur la botanique, ce qui lui valut un culte, une vénération sans bornes, mais non sans contradiction. « Le beau n'est, a-t-il dit, que le résultat d'une heureuse exposition ; » et telle parut être sa devise. C'est un coloriste sans égal ; mais quant au fond, il est indifférent entre la patrie et l'étranger, entre Brahma, Jupiter, et le Christ ; toute religion, toute philosophie lui convient ; peu lui importe le gouvernement anglais ou celui de la Turquie, Bayle ou Bossuet : tout ce qui est lui est bon ; c'est sagesse que de laisser dire et de laisser faire ; c'est un bonheur que de regarder du rivage tranquille celui qui est ballotté par la tempête. Dans ce raffinement de l'égoïsme il voit les opinions s'élever et tomber, sans s'en inquiéter ; il voit sa patrie et le monde bouleversés, sans y prendre intérêt : il a besoin de conserver ses eaux limpides pour qu'elles réfléchissent les rivages. Il combattit, il est vrai, le cynisme voltairien, mais pour jeter les esprits dans l'indifférence. Il applaudit à quelques génies naissants, mais parce qu'il en attendait des louanges en retour, prêt à foudroyer quiconque eût attenté à sa divinité. Du reste, il ne guida pas son siècle, comme il aurait pu le faire, homme de génie qu'il était ; mais il se laissa porter par le courant. Il ne seconda point l'élan de sa patrie contre l'étranger, ni ses efforts vers la liberté ; aussi faut-il le ranger parmi ceux qu'on admire sans les aimer, que la puissance caresse sans les craindre, et que la multitude respecte sans les bénir.

Gœthe et Schiller, sortant des voies de l'imitation, avaient rappelé l'art au sentiment et à la nature; des critiques puissants vinrent analyser à leur tour les sources du beau; ils en établirent le code, lui fixant des lois et des conditions précises, érigeant l'esthétique en science philosophique. Du haut de la sphère des idées, ils jugèrent ce qui se manifeste aux sens, et firent une règle de ce qui n'était qu'une impression.

Lessing (1729-1781) entreprit d'arracher la critique aux entraves de l'école, qui alors ne jurait que par le Batteux, et de donner à sa patrie une prose nouvelle et de nouvelles appréciations du beau. Il passa en revue les drames étrangers, et osa prendre Voltaire à partie, non sur quelques détails de ses œuvres, mais sur les caractères et les sentiments; et, pour bannir toute affectation d'élégance, il ne craignit pas d'affronter la trivialité. Il vengea, dans toutes sortes d'écrits, la littérature allemande des dénigrements de l'Académie de Berlin, et l'on peut dire que l'esthétique naquit avec lui. Déjà Winckelmann avait commencé à observer avec une pénétration inconnue les monuments de Rome; et, associant dans l'*Histoire des Beaux-Arts* la théorie à la réalité, il avait vu les choses d'un point de vue nouveau, bien qu'il fût adorateur exclusif de l'antiquité et de l'école idéaliste. Lessing, au contraire, voulait ramener l'art à l'individuel, au réel. Quoiqu'il ait donné dans cet excès opposé, il a le mérite d'avoir soutenu le naturel contre l'artificiel, et bafoué le clinquant classique ainsi que l'étiquette française. Il a rajeuni la critique, en traçant les *Limites de la poésie et de la peinture*. Mais l'ignorance où il était des chefs-d'œuvre de l'art antique lui porta malheur : certaines de ses doctrines parurent fausses à l'application, même celles qu'il posait comme capitales. Il prétend à tort renfermer la peinture dans les limites assignées aux arts plastiques, et tracer entre les beaux-arts une ligne infranchissable, en mettant à part la poésie, qui est l'âme de tous les autres.

Une foule d'écrivains vinrent après lui, qui sondèrent toutes les sources du beau. Sulzer de Wenterthur, métaphysicien en renom, donna la théorie universelle des beaux-arts, voulant leur assigner pour but l'utilité sociale, et former à l'aide du beau

de bons citoyens. Baumgarten, de Berlin, donna le premier une forme systématique à la théorie du goût, qu'il intitula *esthétique*, en la définissant l'art des belles pensées, et, comme sentiment, la faisant dériver de la morale. Il la divisa en théorique et en pratique, plaça le beau dans la connaissance parfaite qui consiste à ramener les pensées à l'unité, dans la beauté de l'ordonnance, dans l'expression des pensées et de leurs objets : conditions du beau qui se trouvent détruites par les contradictions dans les pensées, le désordre des idées et des objets, l'expression fausse ou vicieuse. Ce n'était qu'une première tentative; mais depuis lors l'esthétique fut constituée comme science indépendante par Mendelsohn, Sulzer, Éberhard, et elle devint une partie de la philosophie.

Kant ne place pas l'essence du beau dans les objets, mais dans l'intelligence; il distingue le beau libre du beau adhérent; et, se conformant à son système philosophique, il rend l'idée du beau subjective, de sorte qu'elle n'a pas d'existence propre, mais qu'elle résulte de la libre impulsion de l'imagination. Fichte, qui tira les dernières conséquences du kantisme, soumit l'art à la morale comme toute chose, faisant de lui le représentant de la lutte de l'homme contre la nature, et du triomphe de la liberté. La philosophie de Schelling montre le beau comme l'accord du fini avec l'infini, de l'existence fatale avec l'activité libre, de la vie et de la matière, de la nature et de l'esprit : ainsi l'art est la plus haute manifestation de l'esprit. De là sortirent les fortes études tournées vers ce noble exercice des facultés, et qui amenèrent la restauration de l'art chrétien, considéré jusqu'alors comme grossier et chimérique. Il était facile toutefois de confondre la philosophie, l'art, la religion, et les formes particulières à chacun: et, de fait, les abstractions sentimentales, à la fois mystiques et symboliques, firent irruption non-seulement dans la littérature, mais encore dans les arts du dessin.

Hégel détermina les limites de l'art en le plaçant au-dessous de la religion et de la philosophie, comme représentant le vrai sous des formes sensibles, et arrivant à l'esprit en passant par les sens et l'imagination. Après l'avoir étudié dans sa mani-

festation historique, il donne la théorie des arts particuliers, en déterminant les principes et les formes essentielles de chacun, et en formant ainsi un système complet.

Une fois que l'esthétique fut fondée sur la psychologie, elle fut développée par Krug, Hugedorn, Heinsius, Hender, Engel; Sulzer, dans la *Meilleure manière de lire les classiques à la jeunesse*, en tire le secret de beautés nouvelles, en les distinguant du bon et du parfait. Tieck élève la critique jusqu'à la sublimité morale : Guillaume Schlegel (1772-1829) entreprit un cours de littérature dramatique aussi étendu que profond. Son frère Frédéric, partant de l'idée qu'il ne pouvait y avoir de véritable science qu'avec la connaissance de toute chose, étudia toutes les langues, se fit le contemporain des Romains, des Grecs, des Chaldéens, des Indiens; et, de la comparaison des mots qui expriment les idées primitives, il conclut à l'origine commune des hommes. Il s'appliqua à reviser sévèrement les textes des classiques, à en procurer de meilleures éditions; et, s'enhardissant à force de patience, il porta le doute sur les ouvrages anciens, en retrancha certaines parties, et appuya de raisons philologiques les innovations philosophiques de Vico, pour qui Homère se résolvait en un type idéal. Dans l'*Histoire de la littérature ancienne et moderne*, il prouva qu'il comprenait tout ce que la poésie des Grecs, le génie romain, l'inspiration hébraïque, le développement intellectuel des modernes, offrent de grand et de beau; et il dirigea tout vers le but qui lui parut être le seul pour obtenir la rénovation des lettres et des sciences, c'est-à-dire, l'union de la science et de la foi.

Ainsi s'introduisit une critique initiatrice, qui ne s'inquiète pas seulement de ce qui fut, mais de ce qui pourrait être; qui étend ses conjectures jusqu'au possible, et montre, par ce qu'ont fait les génies les plus divers, où pourrait arriver un génie nouveau; abandonnant ainsi l'étroite ornière du collége et la tendance prosaïque du kantisme, pour explorer le domaine de la connaissance universelle et les systèmes tant religieux que politiques. Elle n'étudia plus seulement les formes diverses, mais la raison d'être et les causes de durée des différentes littératures. Elle s'ingénia moins à découvrir des défauts

qu'à augmenter le plaisir de l'esprit entier, signalant des beautés inconnues, qu'à chercher des lacunes à combler, des débris à restaurer, des civilisations à ressusciter. L'esprit critique et spéculatif arriva à la création, au drame, au lyrique; après avoir analysé le cœur, il sut le faire palpiter.

La littérature allemande associée à la lutte nationale contre l'étranger, ne trouvant rien dans les temps modernes qui fût digne de son enthousiasme, se jeta sur le moyen âge et au delà; elle étudia le grand rôle qu'avait joué dans le passé la race germanique : la liberté, la chevalerie, la poésie, l'art chrétien, étaient venus de là; le premier rang lui avait été conféré avec l'empire, jusqu'au jour où elle le perdit, en se soumettant aux influences françaises dans la politique et dans la littérature. On en conclut qu'il fallait retourner aux sources de l'originalité. Ce fut là que s'inspira la fille de Necker, la baronne de Staël (1766-1817), qui, sans être armée de tous les dons du génie, exerça une très-grande influence, parce qu'elle joignait à la vigueur de l'homme la grâce de la femme, l'imagination à la raison. Élevée entre le spéculatif et le positif aux approches de la Révolution, au milieu de tant d'innovations, d'espérances, elle céda avec ivresse à l'impulsion donnée par son père : bientôt, désabusée au milieu des horreurs qui suivirent, elle écrivit une admirable défense de Marie-Antoinette : c'était le cri d'une femme et d'une mère. Rentrée en France dans des temps plus calmes, elle chercha à faire revivre la société, la vie intellectuelle, la délicatesse, l'esprit, qui fit d'elle une puissance. Son éducation et sa croyance, son adoration pour son père, ses premiers amis, la maintinrent en politique dans ce milieu qui ressemble au protestantisme en religion, et qui s'en tient aux monarchies tempérées. Associant, dans ses *Considérations sur la Révolution française*, l'amour de l'ordre à celui de la liberté, qu'elle ne renia pas, malgré ses écarts, elle y signale avec la plus neuve éloquence les progrès de la civilisation, les maux qui accompagnent les révolutions, le profit qu'en tire le pouvoir absolu, et ce qui finit par en sortir. L'amour et la haine la rendent perspicace. L'hostilité qu'elle afficha contre le système impérial rendait très-significatives les réticences de ses livres,

et ses épigrammes dans les salons contre celui qu'elle appelait un *Robespierre à cheval*. Napoléon exila cette amazone intellectuelle; et la persécution accrut la puissance de la pensée, dont une femme était le représentant.

Détournant ses regards de la France railleuse et incrédule, pour les porter sur l'Allemagne grave, studieuse, croyante, madame de Staël nous peint, sous l'impression de ses conversations brûlantes, ce pays où tout lui paraît juste, tout admirable. Elle parle en femme éprise de ses philosophes et de ses poëtes, qu'elle fait connaître à toute l'Europe. Dans la *Littérature chez les anciens et chez les modernes*, elle exalte Shakspeare aux dépens de Racine, et prend à partie Boileau. Dans *Corinne*, poëme, roman et traité philosophique, ce qu'elle excelle à peindre, c'est moins la nature et les arts que le cœur humain, la société, et les souffrances du génie au milieu d'un monde prosaïque. Mais l'important pour elle, c'était de montrer l'indépendance comme l'élément du génie; d'établir des théories de goût, qui étaient des conseils de dignité et de courage; de protester sans cesse contre le gouvernement impérial, par la force de la volonté, par l'enthousiasme de la liberté, par la ferme confiance dans le progrès. Quand les Séides du nouveau César ne voyaient que l'empire planté sur les baïonnettes, elle disait : « Notre ordre social est fondé tout entier sur la patience et la résignation des classes laborieuses. » Pleine de ferveur pour tout ce qui était indépendance, justice, courage, elle sut pénétrer aussi sûrement dans l'avenir que les plus mâles penseurs; et un sentiment exquis fit entrevoir à cette femme l'accord des questions littéraires avec les questions politiques. Mais si elle désapprouva Goethe de ressusciter la mythologie, elle ne comprit pas ceux qui voyaient dans le christianisme la source du génie moderne; et elle s'écrie : « Peut-être ne sommes-« nous capables dans les beaux-arts d'être ni chrétiens ni païens. « Ni l'art ni la nature ne se répètent; ce qui importe, dans le « silence actuel du bon sens, est d'écarter le mépris qui veut « s'étendre sur toutes les conceptions du moyen âge. » Plus admirable encore dans sa conversation que dans ses livres, elle y remplissait ce rôle de supériorité féminine qu'elle a si bien

peint dans *Corinne*; et le cortége de ses amis contribua puissamment à répandre des idées littéraires ou plus larges, ou tout autres que celles qui régnaient alors. Le principal mérite de l'école consistait à imiter, ils voulurent l'originalité; l'école offrait pour modèles les idées et les types grecs et latins, ils soutinrent qu'il ne faut point repousser les types moins parfaits, mais plus en rapport avec nous, que les époques romantiques nous fournissent; et de là le nom qui leur fut donné.

Ceux qui cherchaient une formule du romantisme disaient, avec Schlegel : « La contemplation de l'infini révèle le néant de tout ce qui a des limites : la poésie des anciens était celle de la jouissance, la nôtre est celle du désir; la poésie ancienne s'établissait dans le présent, la nôtre flotte entre les souvenirs du passé et le pressentiment de l'avenir. » Ainsi c'était l'expression d'un sentiment plus profond du présent en rapport avec le passé, contemplé d'un nouveau point de vue. Les classiques avaient considéré les règles, non comme une histoire de ce qu'avaient fait les maîtres; pour eux c'était un moyen non-seulement d'imiter, mais de produire. Les romantiques placèrent la souveraineté dans le sens individuel, et firent de l'esthétique une science rationnelle, au lieu de la réduire à une recette empirique. L'école classique, née au milieu des cours, où abondent les conventions, les ménagements, les nuances aristocratiques, s'attachait plus au contour qu'au coloris, à la logique qu'à la fantaisie; elle était pauvre d'images, parce qu'elle était pauvre de sentiment. Les romantiques se proclamèrent les fils du peuple; ils eurent en conséquence moins de pureté, mais plus de vie. Les classiques peignent l'humanité dans ce qu'elle a de général, la vérité abstraite, la beauté qui provient de l'unité, sans s'inquiéter de la couleur locale et des particularités d'organisation. Les novateurs voulurent la vérité vivante, celle de l'individu plutôt que celle de l'espèce, les types exceptionnels plutôt que les types communs. En conséquence, les uns arrivaient facilement à une beauté de convention qu'ils appelaient improprement idéale; et comme les espèces sont peu nombreuses, ils s'emprisonnaient dans un champ très-étroit. Les autres ont devant leurs yeux l'univers; mais lorsqu'il s'agit de

choisir, il leur est facile de tomber dans le trivial, ou de se perdre dans tous les déréglements de leur fantaisie.

La langue dut se ressentir de ces doctrines : les mots comme les personnes conquirent le privilége de l'égalité; on s'était écarté de l'expression propre, pour y substituer des circonlocutions ingénieuses et sans couleur; les romantiques ne parlèrent plus que de réformer cette langue des cours et des académies, pour interroger celle du peuple.

En résumé, la variété et l'infini sont le caractère du genre romantique, qui, de là, introduisit le lyrisme partout.

La différence apparut plus grande dans le drame, qui est la réflexion de l'homme agissant sur lui-même; où nos passions, se réfléchissant dans les actions d'autrui, se reconnaissent et jouissent d'elles-mêmes, sans avoir à se redouter. Le théâtre étant aujourd'hui le seul lieu où le poëte se trouve face à face avec le public, c'est là que le romantisme trouvait surtout à innover, d'autant mieux que la tragédie classique avait singulièrement dégéneré; qu'elle s'épuisait en dialogues ou trop indéterminés pour rendre la nature, ou trop délayés pour peindre la passion; et elle se trouvait resserrée dans un cercle de sentiments fictifs ou toujours prévus.

Ceux qui voulurent ne considérer que l'écorce, ne voir là qu'une forme différente de celle des classiques, et une rébellion contre les règles, rabaissèrent la question jusqu'à ne faire consister le romantisme théâtral que dans le rejet des trois unités scolastiques. Cependant, dès le commencement du dix-huitième siècle, la Mothe avait démontré l'absurdité de ces unités, et Métastase prouvé qu'elles ne s'appuient pas sur la tradition antique, bien que tous les deux n'aient pas osé dans la pratique s'écarter des conventions, ni aborder toute la vérité; car rejeter les unités n'en est qu'une partie.

Lessing, ne reconnaissant pas aux critiques français la véritable intelligence de la théorie et de la pratique des Grecs, s'en autorisa pour proclamer la liberté de l'art. Avec des connaissances plus vastes, les Schlegel montrèrent la puissance de Shakspeare, qui ne dérive pas de cette liberté, mais qui y trouve l'occasion de se déployer. Ils traduisirent un drame indien (*Sacontala*),

et firent voir que, dans des pays très-différents, l'instinct poétique, dégagé de préjugés, engendre les mêmes expédients; et, comparant l'art dramatique chez les différents peuples, ils montrèrent à quel point il avait grandi chez les Grecs, chez les Espagnols, chez les Anglais, affranchi des règles que les humanistes avaient faussement déduites d'Aristote.

Mais si le drame est la forme la plus expressive de la civilisation, les autres compositions doivent s'y adapter aussi : c'est donc le fait d'un despotisme ignorant que de préétablir les règles d'après lesquelles l'inspiration doit s'exprimer; car elle n'a de puissance qu'en tant que manifestation personnelle de sentiments et d'idées. Ce ne fut pas de parti pris que les maîtres de la nouvelle école foulèrent aux pieds les préceptes, mais ils s'abandonnèrent à une inspiration sincère, de manière à peindre les vices, les vertus, les faiblesses du temps. Chateaubriand fut leur chef en France, grâce à l'opportunité de ses œuvres.

Les misérables triomphes de l'impiété, qui, regardant comme autant d'hypothèses la Providence, l'ordre et l'immortalité, y opposait d'autres hypothèses, la fatalité, le hasard et le néant, n'avaient laissé à l'homme que l'orgueil d'une science bavarde, la conviction de l'incertitude universelle, le désespoir d'une ambition impuissante. Quelques-uns se traînaient encore derrière le char vide de Voltaire; d'autres se préparaient à flatter le nouveau héros, qui leur dispensait en retour des louanges officielles et des emplois. Mais tandis que Napoléon restaurait l'ancienne religion, comme moyen d'ordre et de discipline, Chateaubriand voulut en faire apparaître la beauté. Le matérialisme, qui lui avait été communiqué par la science, avait réduit la poésie à une froide contemplation; et les encyclopédistes, reniant la nature et Dieu, avaient procédé avec le compas et le calcul, jamais avec le cœur. Chateaubriand, dans le *Génie du Christianisme*, restitua au ciel et à la terre les harmonies mystérieuses qu'ils ont avec l'existence humaine; il donna pour défense à la religion, ébranlée par le sarcasme de Voltaire, par l'esprit de Diderot, par les déclamations ardentes de Rousseau, par les égarements de Raynal, les charmes de l'imagination, la

vie des affections, les beautés du culte. Cette effusion d'harmonies oubliées fit lire avec avidité son livre, qui trouva pour adversaires la haine et la frivolité. Hoffman et Morellet, traitant l'auteur comme un écolier, lui reprochèrent un style bariolé de pourpre et de haillons, tour à tour sublime ou trivial, et s'arrangeant d'un mot vulgaire pour exprimer une grande idée.

Comme livre de circonstance, cet ouvrage en a les qualités et les défauts. L'humilité profonde, le sentiment élevé de l'Église catholique, et de la lumière qu'elle répand sur l'histoire, sur la politique, sur les sciences humaines, c'est en vain qu'on les y cherche; il ne discute pas les fondements de la foi. Quoiqu'il ne s'en tienne pas à une croyance vague dans la Providence, et qu'il accepte le christianisme établi, l'auteur songe moins à raisonner qu'à chercher les dogmes au fond du cœur, à rendre la foi à l'imagination, à réfuter le matérialisme par l'argument de Diogène, qui se mettait à marcher devant celui qui niait le mouvement. *Je n'ai pas cédé*, dit-il, *à de grandes lumières d'en haut; ma conviction est sortie de mon cœur : j'ai pleuré, et j'ai cru.* Et c'est dans cette voie qu'il veut engager ses lecteurs : ainsi le sentiment avant tout, au point de faire parfois tort à la raison. Le penseur trouve qu'il y a quelque légèreté à traiter le christianisme comme une aspiration individuelle plutôt que comme la pensée collective de l'humanité, synthèse de toutes les conceptions, règle de tous les actes. Le sceptique s'enhardit en apercevant combien il est facile de lui répondre; l'esprit austère juge frivole un livre qui ne relève de la religion que ses beautés. L'Olympe ne pourrait-il pas y opposer autant de beautés, et plus encore? Cependant il n'inspirait pas le sacrifice, il n'élevait pas la raison, il n'imposait pas la charité. Mais, comme artiste, Chateaubriand excelle à peindre : il agrandit les sensations à l'aide de l'imagination, il pénètre et fait ressortir les rapports moraux des choses. Cette ambition qu'il eut d'être le chef d'une restauration littéraire dans les idées, dans les formes consacrées, et de remuer les ruines éloquentes de la Révolution, explique ses défauts vigoureux et ses puissantes qualités.

Chateaubriand mit en pratique, dans ses romans, la théorie

tracée dans le *Génie du Christianisme*. *Atala*, qui rappelle Bernardin de Saint-Pierre, mais avec plus de profondeur, répondit à cette douleur des expériences avortées, qui fait imaginer le bonheur dans la vie sauvage. *René* révélait les passions intimes, les rêveries vagues, et sans bornes, de ces âmes qui ne peuvent être calmées que par la foi religieuse; puis les malaises d'une société jetée hors de son ancienne voie, sans avoir pu encore s'en ouvrir une nouvelle. En voulant démontrer dans les *Martyrs* que la mythologie païenne n'est pas plus poétique que le christianisme, il choisit très-heureusement l'époque à laquelle l'un existait à côté de l'autre : celle-ci, jeune de vérité et de persécution; celle-là, vieillie par le contraste et par la lumière qui jaillissait de cette foi persécutée. Mais il arriva que l'auteur poussa l'antithèse non-seulement jusqu'à donner à ses personnages, mais jusqu'à prendre lui-même tour à tour le langage du chrétien et celui du païen. Ne s'appuyant pas assez sur l'histoire, il confondit les opinions et les couleurs des siècles éloignés, et les mêla avec les opinions et les couleurs des temps modernes. Afin d'accumuler les faits, il se priva de l'espace nécessaire pour développer les affections, et il ne comprit pas la simplicité qui avait une si grande part dans l'héroïsme des martyrs.

Comme il arriva à tant d'autres écrivains français, ses premiers ouvrages furent les meilleurs : cependant son influence ne commença que tard. Tant que régna Napoléon, la littérature ne grandit pas en France; et la fortune, comme si elle eût voulu donner une mortification à celui qui était son enfant gâté, accorda deux grands poëtes à l'Angleterre, son ennemie.

L'époque contemporaine s'est plu à applaudir, dans lord Byron, la personnification et l'ostentation des défauts qui la caractérisent : cet air de souffrance au milieu des plaisirs; cette générosité dans les actions, dont on se raille en paroles; ce tapage de liberté, avec le cœur altéré de despotisme; cette manie de substituer l'exception à la règle, de peindre le vice sous des couleurs attrayantes, en n'éclairant que le côté favorable; de représenter des existences orageuses, des situations vio-

lentes, des âmes en proie au crime et à la tristesse, des brigands avec le prestige de l'héroïsme, des femmes en dehors de la nature, l'homme aux prises non avec des géants, mais avec le destin, mais avec ses propres passions audacieusement révoltées contre le devoir. Byron ne connut point la nature, ou ne l'aima pas; et, prenant pour muse le dédain, n'étant point de ces génies qui se transforment, il copia toujours le même modèle, drapé diversement : c'est-à-dire lui-même, ou ce qu'il vit et sentit.

Le moyen âge créa deux types du pécheur : Faust, qui, dans des vertiges d'ambition intellectuelle, veut tout savoir pour tout pouvoir; et don Juan, plongé dans le bourbier sensuel. Goethe prit l'un, Byron s'empara de l'autre, dont l'esprit se rapportait au sien. Dans son *Faust,* Goethe parcourt la vie humaine et l'histoire, pour jeter un sourire amer sur le néant de la science, de la beauté, de la vertu même, sur tous les efforts de l'humanité, de manière à désespérer, à honnir notre race trompeuse et trompée, toujours esclave ou tyran. *Don Juan* est une froide anatomie de la société, mettant à nu partout l'hypocrisie morale, religieuse, politique, poétique, et desséchant la plus belle des vertus, la charité sociale, et le respect de l'espèce humaine. Don Juan et Faust éprouvent l'un comme l'autre quelques retours vers la foi et les affections humaines; quelques rayons de pure lumière viennent luire encore dans la sombre horreur des tableaux; mais bientôt revient l'esprit d'orgueil, de révolte, de négation, d'ironie, de guerre contre toute supériorité.

Sous un masque voluptueux, Byron affectait la misanthropie [1] : élevé dans l'orgie, dans la galanterie, il reste toujours, même dans la poésie, enchaîné à son temps, toujours au centre des intérêts humains. En proie à l'orgueil de l'ange déchu, à la soif de la vengeance, aux luttes du désir avec la satiété des sens, à l'inquiétude de l'homme jeté hors de la sphère naturelle de sa propre activité, il chercha l'amour dans le libertinage, la gloire dans l'excentricité, la liberté par boutades chez

[1] « Ces pierres couvrent les restes d'un ami, le seul que j'aie connu. » Il s'agissait de son chien.

des peuples en insurrection, et non pas dans la forte constitution de sa patrie. Enfin, un noble but brilla à ses yeux; et il alla prodiguer ses biens et sa vie pour la Grèce, où il rendit le dernier soupir, tristement désabusé.

Le monde, naguère ivre de combats, ne rêva plus que cheveux épars, corsaires, vices élégants et énergiques, débauchés blasés, haine des liens sociaux par besoin d'activité matérielle; et comme l'homme qui guide les autres influe sur eux, non-seulement par son propre génie, mais par la manière dont il comprend l'intelligence et l'accommode à ses propres caprices, on se prit de goût, sur les traces de Byron, pour les jouissances du luxe et de la poésie, pour les chevaux, pour les femmes, pour les voyages en Orient; on courut après l'étrangeté au milieu de la vie sociale, dans un temps où la civilisation aplanit les inégalités, et à exagérer les sentiments dans la littérature, alors qu'ils s'affaiblissaient dans la société. C'est ce qui engendra toute cette engeance d'âmes maladives, se croyant élues parce qu'elles n'ont pas la force des âmes vulgaires, dont elles méprisent et envient tout à la fois la tranquille simplicité; se créant des joies et des chagrins différents des autres, aimant mieux s'agiter que d'agir, et mettant trop souvent l'héroïsme dans la lâcheté du suicide.

La vie extérieure fournit à Walter Scott ses sujets, comme l'homme intime à Byron : l'un passionné, l'autre pittoresque, celui-ci offrant mille caractères variés, celui-là n'en connaissant qu'un seul, c'est-à-dire lui-même. Les *Lais du dernier Ménestrel* avaient placé Walter Scott au premier rang en Angleterre comme poëte, lorsque Byron parut. Ne voulant pas s'exposer à rester le second, il aborda la prose, en commençant, par *Waverley* (1814), cette série inépuisable de romans dont l'action constitue le mérite et le défaut.

Le roman, tel que nous l'entendons maintenant, est une production nouvelle de la littérature chrétienne, c'est-à-dire de celle qui porte à méditer sur la vie intérieure, à suivre les développements d'une passion depuis sa naissance jusqu'au moment où elle triomphe ou succombe. Les ascétiques et les satiriques s'y sont également complus; mais le roman a revêtu un carac-

tère différent, selon les pays. Les romans d'aventures ont prévalu dans le Midi : de là les cycles où tournent continuellement comme types les mêmes personnages. En Italie, les poëmes romanesques ont tous répété certains événements ; on bâtit les contes sur des anecdotes ; chaque poëte chantait une belle, mais toutes se ressemblaient. Les comédies généralisaient l'humanité, au lieu d'offrir des individus. En Espagne, ces personnifications d'un vice ou d'une vertu apparaissent jusque dans les meilleurs romans. Dans le Nord, au contraire, prédomine la réflexion intérieure ; et Shakspeare, Richardson, Fielding, Sterne, scrutant de près l'homme, chaque passion individuelle, chaque accident, douleur ou plaisir, déroulent à nos regards une immense galerie de portraits. C'est de là qu'étaient venus les grands modèles du roman ; mais je ne sais quelle réprobation dédaigneuse[1] pesait sur ce genre de littérature. Le roman n'est pourtant qu'une forme qui se prête à toutes les passions du cœur et à tous les caprices de l'esprit, aux inspirations graves ou railleuses : il a servi à Voltaire et à Diderot pour démolir, à Chateaubriand pour réédifier ; il a été une peinture chez Walter Scott ; il a été l'épopée de l'individualisme sentimental dans *Werther*, *René*, *Corinne*, *Obermann*, *Adolphe* ; il a été le poison de la société et de la morale avec Sue.

Walter Scott préfère à l'analyse du cœur la recherche archéologique, chère à l'aristocratie ; il la traite avec une impartialité qui admet tous les siècles, tous les usages, tous les vices ; qui a des palmes pour tous les héroïsmes, de la bienveillance pour toutes les conditions. Il tire plus de parti encore de ses réminiscences que de son imagination, prenant le beau où il le trouve ; mais il se l'approprie par une couleur vigoureuse et par la faculté poétique. Il est incomparable pour décrire : plein de vérité dans le dialogue, il a mille secrets pour produire l'intérêt dramatique ; lorsqu'une fois il a bien étudié un sujet, il s'y jette à l'aventure. « Un homme de la lune, dit-il, ne sait pas plus

[1] M. Villemain s'excuse, dans son *Cours*, toutes les fois qu'il cite un roman, et laisse parfois incomplète l'étude de certains auteurs, pour ne pas parler du roman. (C. C.)

« que moi comment je me tirerai du labyrinthe de mon his-
« toire..... Je n'ai jamais su écrire un plan entier, ni y rester
« fidèle..... Ma plus grande présomption a toujours été que ce
« que j'écrivais alors divertît et intéressât : au destin le soin du
« reste! » C'est pour cela qu'on n'aperçoit chez lui que le désir de peindre; jamais un but quelconque, excepté dans la *Vie de Napoléon*, que la postérité ne lira pas. Talent tout à fait extérieur, il ne crée point de types, et l'homme figure dans ses tableaux comme les buissons dans un paysage.

Anne Radcliffe avait introduit la terreur dans les romans anglais. Elle ouvre les tombeaux, expose le cadavre dans l'horreur de son immobilité et des approches de la décomposition. Elle déploie tout l'attirail de l'épouvante, les trappes, les tapisseries doubles, les tortures, les cris, les cachots, les spectres; puis, lorsqu'elle a rempli d'effroi l'âme du lecteur, elle se moque de lui en tirant le rideau mystérieux, et lui révèle en riant les ressorts de sa fantasmagorie. Les cornes du démon sont celles d'une génisse; les os de squelettes sont les restes d'un dîner : ce qui fait que l'intérêt s'évanouit après une première lecture.

A son exemple, Walter Scott introduisit parfois des êtres fantastiques, et mit en œuvre tout le machinisme de l'épouvante; mais il reconnut l'erreur, et y renonça. Tranquille dans sa villa d'Abbotsford, il se plaisait à cette existence de château qu'il retrace si bien dans ses romans, l'œil tourné toujours sur le passé, sur ces lords qui ont fait la grandeur de l'Angleterre. Il ne sympathise pas plus avec les douleurs et les espérances du peuple que les écrivains classiques. Sa tranquillité sereine et limpide plut aux âmes tourmentées par le souvenir des catastrophes contemporaines, et inquiètes sur l'avenir : apaiser le cœur est plus facile que de l'émouvoir. Quant à l'action exercée par Scott sur la littérature et la vie sociale, en réalité, elle se réduisit à des modes, à des cavalcades, à des mascarades, à des tourelles gothiques, à des tournois, à la remise en usage de vieilles pantoufles. A sa suite vinrent une nuée d'imitateurs, héritiers de sa facilité, qui ne possédèrent pas sa richesse.

Scott et Goethe sont l'opposé de Byron et de Schiller. Les premiers voient, les seconds sentent; les uns tirent l'inspiration

du dehors, les autres du fond de l'âme ; ceux-là reproduisent le monde et les physionomies, ceux-ci la passion ; ceux-là sont la lumière qui éclaire, ceux-ci la flamme qui brûle. Byron renia ces siècles et tout ce passé que Chateaubriand adora, et que Walter Scott peignit ; Goethe les reproduisit tous. La peinture du barde écossais est vraie, mais inefficace. Byron, malade de haine, de doute et de désespoir, ne sait chanter que le mal, la défiance, le néant ; il creuse jusqu'au vif les souffrances et les discordes de la société et des individus, et couvre tout d'un linceul funèbre. Ne s'inspirant ni du souvenir ni de l'espérance, il pousse, par un athéisme désolé, l'homme à l'incrédulité, au blasphème, à l'inaction, au suicide. Goethe, tout plein de soi, ne cherchant point à faire prévaloir une idée quelconque, réfléchit l'humanité comme un miroir. Sa grande intelligence eut à souffrir, comme il arrive toujours, du désordre de sa volonté. *Faust* finit par des railleries sur tout ce qu'il y a de sacré, la patrie, l'art, la foi ; il conspua le passé héroïque de l'Allemagne ; toujours froid, parfois insultant, Goethe ne tint aucun compte du grand bien qu'il aurait pu faire. Chateaubriand répète, avec son éloquence exubérante et splendide, les harmonies du passé, cherche parmi les ruines du sanctuaire les étincelles du feu sacré ; mais il paya aussi son tribut au siècle, en fait de doute et de découragement.

Les adorateurs de l'art antique s'opposèrent aux formes nouvelles, car ils ne voyaient là que des formes, dans l'Italie principalement, amoureuse de la correction extérieure[1].

Vincent Monti représente le côté pompeux de la littérature à l'antique. Ce fameux abbé, de l'Académie des Arcades, au milieu de tant de poétereaux pareils à des oiseaux en cage, que le moindre bruit excite à chanter, célébrait à Rome les Odescalchi et les Braschi, les mariages et les fêtes, s'habituant à s'inspirer des circonstances ; ce qui valut tant d'agrément à ses productions, tant de reproches à son caractère. Une élégance

[1] Cette adoration des formes est si vraie, que les historiens et les critiques italiens distinguent la poésie en sonnets, *capitoli*, vers libres, etc., et que les auteurs sont rangés selon ces classifications. (C. C.)

incomparable, une phrase irréprochablement classique, des images brillantes, des périphrases pleines d'artifice, la plus savante combinaison de syllabes, d'où résulte une période aussi large qu'harmonieuse; toutes ces qualités lui donnèrent des admirateurs et beaucoup d'envieux. Ajoutez-y l'art de donner aux choses nouvelles un tour antique, aux choses positives un tour poétique, comme il fit dans la *Beauté de l'univers* et dans son ode sur Montgolfier. La populace de Rome massacre le républicain Basseville; et Monti de faire un poëme, où il évoque l'ombre de la victime pour lui faire envisager les maux et les crimes de la France, et leur châtiment prochain. La France triomphe au contraire, et improvise des républiques dans la haute Italie; ce qui attire de violents sarcasmes au poëte de la tyrannie. Mais le poëte, accourant dans la Cisalpine, prouve bientôt sa conversion par des articles et des *canzoni*, où il renchérit sur ce qu'avaient fait retentir de plus exagéré et de plus farouche les clubs et la tribune. Une ode où il maudit *le sang du vil Capet, sucé aux veines des fils de la France que le cruel trahit*, restera à côté de cet autre poëme dans lequel il pleure *le roi le plus grand, le roi le plus doux*. A propos de la mort du mathématicien Mascheroni, il fit un autre poëme contre les Brutus et les Lycurgues de la république cisalpine. Bonaparte n'avait pas encore quitté sa tente de Marengo, qu'il saluait en lui *le rival de Jupiter, parce qu'il ne pouvait avoir de rivaux sur la terre*. Monti chante le héros qui compte ses jours par ses victoires, et lui fait conseiller par Dante de se faire couronner roi. Il célèbre les mariages, les naissances, tous les événements de la cour impériale. Il lance des imprécations contre l'Angleterre lorsque l'imprécation faisait partie obligée de la flatterie, et obtient des pensions, des honneurs, de la gloire. Le grand homme tombe : alors Monti chante le *retour d'Astrée* dans un pays qui gémissait sous ses chaînes. Mais l'empereur d'Autriche, qu'il appelait un *ouragan dans la guerre*, un *zéphyr dans la paix*, lui retira son titre d'historiographe et ses traitements.

Allons-nous reprocher à Monti toute cette poésie trop versatile? Il faudrait n'avoir pas connu cette âme sympathique, ni

vu ce qu'il mettait d'ingénuité dans ses affections. Il vivait à une époque qui, en entraînant l'homme à changer au milieu de tant de changements, ne permet guère que d'examiner si l'on fut de bonne foi. Son défaut était celui de l'école, qui s'occupait de la forme et non de l'essence, de l'extérieur et non du fond, et prétendait brûler un grain d'encens à l'idole de chaque jour.

Chez lui la forme est tout : avec un faire large et sûr, un dédain magistral des réminiscences, qu'il sait s'assimiler jusqu'à leur donner l'air de la spontanéité, il triompha de cette médiocrité qui semble inévitable dans des sujets contemporains.

Monti sentait fortement ce qu'il sentait, et rendait avec vigueur toutes les images qui s'offraient à sa pensée. Mais, à la fin de chaque composition, il tirait le rideau. Ce qu'il avait voulu dire, il l'avait exprimé admirablement. Le lendemain, il passait à une autre composition, sans s'inquiéter de celle de la veille.

Il en fut de même de ses opinions littéraires. Après avoir grandi en célébrant les événements contemporains ; après avoir relevé par le lyrisme le poëme et la tragédie, qu'il vengea de la sécheresse d'Alfieri, lui qui avait rempli ses vers de tant d'ombres et de fantômes, et suivi dans un poëme entier les traces du fantastique Ossian, il se mit à regretter sur ses vieux jours cette mythologie païenne à laquelle il avait fait la guerre. Et il avait raison ; car, sans elle, comment improviser des chants pour les mariages, pour les anniversaires des rois et des Mécènes ?

Monti avait plus d'une fois jeté la pierre au bon Cesari, pour avoir, dans la réimpression du *Dictionnaire italien*, emprunté aux *trécentistes* [1] des mots que le bon sens des premiers académiciens de la Crusca avait rejetés [2]. Il protestait ainsi contre la corruption de la langue, dont il fallait moins accuser la

[1] On désigne sous ce nom les écrivains du quatorzième siècle et ceux qui imitent leur style. (AM. R.)

[2] Foscolo faisait ses délices de ce dictionnaire de la Crusca ; et comme il faut choisir, il voulait plutôt qu'il fût pédant que trop facile, *attendu que dans le dictionnaire italien*, disait-il, *je cherche des règles, et non des mots.* (C. C.)

conquête française que le laisser aller anti-national du siècle précédent. Dans le Piémont surtout, Napione, Botta, Grassi, s'étaient employés à combattre cette tendance, et prétendaient régénérer la langue par l'archaïsme. Monti déjà vieux, et perdant les occasions de chanter, reprit cette question de la langue, que les Italiens débattent depuis des siècles, et surtout dans les temps où l'on ne peut discuter autre chose.

Les uns veulent donc une langue courtisanesque, littéraire, choisie, de quelque nom qu'on l'appelle, formée de tout ce que les bons auteurs ont écrit de mieux dans toute l'Italie. Mais quels sont les bons auteurs? les trécentistes ou les quinquécentistes[1] ? Et lesquels parmi eux? Puis chacun d'eux a-t-il écrit dans l'idiome de sa province? et d'où ont-ils tiré ce qu'ils ont de bon? de leur caprice; non. Ils l'ont donc emprunté à d'autres auteurs (ce qui ne ferait qu'allonger la question), ou bien à la langue parlée; et, dans ce cas, pourquoi ne pas recourir directement à celle-ci?

Ceux qui concluent ainsi pensent que le législateur du langage (nous ne disons pas du style) est le peuple qui parle le mieux, c'est-à-dire les Florentins. Mais ici nouveau schisme : l'Académie de la Crusca, la première qui ait formé un dictionnaire d'une langue vivante, l'établit comme on avait l'habitude de faire pour les langues mortes, c'est-à-dire en allant chercher les mots dans les livres, et en les appuyant d'exemples. Mais, sans parler des fautes d'exécution inévitables dans un si grand travail, qui est l'œuvre de tant de gens, pourquoi recourir à une autorité morte, de préférence à celle qui est vivante?

On ne voulut pas comprendre cela. Des écrivains distingués s'étant produits dans d'autres parties de l'Italie, on prétendit que la langue devait être italienne, c'est-à-dire tirée de toutes les provinces, comme si ces écrivains s'étaient proposé d'employer le langage de leur pays natal; comme si un particulier ou même une académie pouvait savoir quels mots sont usités

[1] Écrivains du seizième siècle. On donne aussi en Italie le nom de quatorzecentistes aux peintres du quinzième siècle, à l'école de Giotto et d'Orcagna. (Am. R.)

dans toute l'Italie, et les comparer, pour choisir celui qui vaut le mieux! On se récria donc contre l'orgueil des Florentins, qui prétendaient s'arroger le privilége du beau langage; on confondit la parole avec l'écriture, le style avec la langue; et les partisans de l'idiome populaire furent traités de pédants par ceux qui voulaient qu'on s'en tînt aux livres et à l'autorité des morts [1].

Telle serait à peu près la doctrine que soutint Monti dans ses *Additions et corrections au Dictionnaire de la Crusca;* mais il se dédit et contredit d'une page à l'autre; il reproduit les critiques dirigées déjà contre la Crusca, et s'écarte, dans la pratique, de ce qu'il professe en théorie. Au lieu de résoudre cette question de la langue, il l'envenima; et son exemple servit d'excuse à des luttes grossières et à des personnalités de carrefour.

Voilà en quoi consistent, si nous ne nous trompons, les principaux caractères de l'ancienne école, contre laquelle s'éleva la nouvelle avec Manzoni. Cet écrivain débuta, comme les maîtres le lui avaient enseigné, par des compositions dont l'une brillait de toutes les grâces antiques, et dont l'autre était inspirée par des rancunes et des sentiments profanes. Mais déjà l'on pouvait y sentir une plénitude qui n'était ni le charme élégant de Monti, ni la colère de Foscolo, à qui l'incohérence affectée donne un certain air de lyrisme. Il acheva son éducation en France, où des penseurs, ses amis, à qui l'opposition tenait

[1] Foscolo dit dans sa lettre du mois de septembre 1826, à Gino Capponi, au sujet de son édition de Boccace, en parlant de ces disputes grammaticales : « La cause, la voici : c'est que la langue italienne n'a jamais été parlée; c'est une langue écrite, et rien autre chose; littéraire par suite, et non populaire. Si jamais il arrive que l'état de l'Italie en fasse une langue à la fois écrite et parlée, une langue littéraire en même temps et populaire, alors les disputes et les pédants s'en iront au diable, les gens de lettres ne ressembleront plus à des mandarins, et les dialectes ne prédomineront plus dans les capitales de chaque province; la nation ne sera plus une multitude de Chinois, mais un peuple capable d'entendre ce qui s'écrit, juge de la langue et du style. Ce qui ne peut être aujourd'hui. »

lieu de liberté, l'habituèrent à méditer sur les croyances et sur les théories alors à la mode. Il débuta par des essais d'une poésie sobre, qui subordonne la phrase à la pensée, ne cherche les ornements que dans le sujet, et qui, nourrie surtout de pensées élevées et pures, se croit un enseignement, un apostolat. La simplicité originale de ses *Hymnes* fit qu'ils passèrent tout à fait inaperçus [1]. *Carmagnola* et *Adelchis* furent en butte aux insultes de ces dénigreurs dont la bassesse s'aide de perfidie, et qui s'agitent dans tout pays où la liberté de la presse ne les livre pas à un juste mépris. L'ode sur la mort de Napoléon, inférieure à ses autres poésies lyriques, lui fit pardonner, même par ses concitoyens, une gloire que les *Fiancés* (*Promessi sposi*) vinrent accroître plus tard.

Cette ode est la seule où il ait traité un sujet moderne; et il put se vanter d'avoir conservé son génie « vierge d'éloges serviles et de lâches outrages. » Bien loin de Monti en heureuse facilité, chaque strophe lui coûte un effort, et il n'est jamais content de ce qu'il a fait; mais Monti a limé ses vers toute sa vie, et jamais Manzoni n'a retouché les siens après les avoir livrés à l'impression. L'un peint plus qu'il ne pense, l'autre pense plus qu'il ne peint. Chez l'un l'imagination domine, chez l'autre la réflexion, qui est la conscience de l'inspiration, si nécessaire dans la poésie lyrique; l'un vous laisse étonné, l'autre satisfait. Monti se pose en maître de l'opinion, en conseiller des rois et des nations; l'autre doute toujours de lui-même. Monti n'a pas un but spécial, mais il enseigne et pratique l'art : aussi ceux qui eurent le bonheur de se partager son manteau ont produit de belles choses; les disciples de Manzoni se sont attachés de préférence aux bonnes choses; aux uns l'idéal,

[1] Ils parurent en 1815, et Cristophoris écrivait en 1819, dans le *Conciliateur* du 4 juillet : « Nous ne savons pourquoi les hymnes sacrés de Manzoni ont fait si peu de bruit en Italie. Quelle récompense réserve-t-on donc désormais dans cette bienheureuse péninsule au petit nombre d'esprits élevés qui, répugnant à la flatterie, au vice et à l'imitation servile, se vouent généreusement à l'art harmonieux de la parole par amour de la vérité, et par l'envie de répandre de nobles conseils et des exemples de justice et de charité?

aux autres le réel. Tous deux ont essayé du théâtre, et Monti sut se faire applaudir avec des procédés anciens; il n'en a pas été de même pour l'autre. Manzoni soutint aussi des polémiques; mais, au lieu de cette critique agressive plus semblable à une attaque de parti qu'à la discussion d'un système, il donna l'exemple de celle qui procède d'un cœur droit, d'un jugement sûr et d'une bonne conscience; qui apprécie loyalement chez ses adversaires ce qui mérite l'éloge, et admet à partager les applaudissements du public quiconque a bien mérité de la vérité. Il ne prit fait et cause ni pour lui-même, ni pour un patriotisme étroit, mais une fois pour la morale catholique, une autre pour les unités tragiques, en élevant le débat à une question morale.

Chez Manzoni la poésie historique n'est ni une inspiration ni une allusion, mais un examen consciencieux de toute chose. Non content de prendre un nom et un fait pour le jeter dans une tragédie ou un roman, il ressuscite les temps, avec les sentiments dont ils ont vécu. Il apporte donc une pudeur poétique, une dignité perdue dans la littérature, considérée comme sacerdoce et comme mission (qu'on ne rie point de ce mot, qui, trop prodigué, est devenu du jargon); et il ramène la poésie italienne vers son origine, au temps où Dante la mettait au service de la civilisation, et des sentiments qu'il regardait comme les meilleurs.

Le roman de Manzoni procède de Walter Scott; mais l'auteur anglais en a fait cinquante, l'auteur italien n'en a fait qu'un. Chez l'un toutes les couleurs sont extérieures, chez l'autre c'est la vie intime; celui-ci s'applique à peindre et à amuser, celui-là à faire penser et sentir. Manzoni lui-même crut son livre destiné à vivre; car il le retoucha, lorsque l'Italie l'eut accueilli. Il y fut amené par ses idées sur la langue, opposées encore sous ce rapport à celles de Monti; car il veut qu'en Italie, comme ailleurs, on coupe court aux querelles des pédants, en adoptant généralement le dialecte qui, de l'aveu de tous, est le meilleur, et qui, étant vivant, est complet, indéfectible, et peut suivre les progrès des idées.

Manzoni a puni sa patrie par son silence, dans la maturité

de l'âge et du jugement. Mais la cause était gagnée, le nombre de ses adhérents s'accrut sous la contradiction officielle; ils se fortifièrent dans la lutte, en exprimant les besoins et les espérances de la génération naissante.

Nous ne parlons que des meilleurs; car la tourbe se fourvoya derrière ses deux chefs. Les uns continuèrent à appeler classiques les idées vagues, les expressions exagérées, les enjolivements du genre verbeux et stérile qui a empêché jusqu'ici les Italiens d'avoir une prose nationale. Ils s'obstinèrent aux beautés stéréotypées de ce vieux procédé où il entre un peu d'imagination et beaucoup de forme; ils s'en tinrent à un style lâche, prodigue d'épithètes triviales et de marqueteries classiques, dénué de physionomie comme les femmes qui se fardent. Mais qu'ils restèrent loin de la majesté et de la délicatesse de Monti! Les autres substituèrent à la mythologie des personnifications parasites, l'hypocondrie à la douleur, des conceptions fantastiques à la méditation[1], des passions de tête à l'étude du cœur. Ils firent de la tragédie un ramassis désordonné de scènes qui respiraient le paganisme antique au milieu d'événements modernes; ils firent des idylles qui sentent le jardin, et non les champs. Au lieu de chercher le roman de la pensée, du sentiment, de la morale, ils n'enfantèrent qu'un pêle-mêle où des dialogues sans fin, des détails qui distraient l'attention, remplacent la narration qui marche au but; parfois même ils l'embellirent des rugissements lyriques de *Jacopo Ortis*. Puis ils se crurent novateurs, parce qu'ils substituaient, aux Phyllis et aux nymphes, des anges, des sylphides, des clairs de lune. On n'y rencontre guère cette inspiration fraîche et naïve de la nature, qui est le premier charme de la poésie et le reflet des choses elles-

[1] Sentimentaliste avant l'époque romantique, Hippolyte Pindemonte se distingua parmi ses contemporains par sa *verve mélancolique et gracieuse*. Ame pure et gémissante, mais dénuée d'action, palpitante cependant pour la liberté, il se plut à représenter dans *Arminius* le noble caractère d'un défenseur de l'indépendance nationale, et il reprocha à Foscolo, qui, « tout en s'efforçant de suivre la pensée moderne, s'obstina dans les formes grecques (MAZZINI), » de ne pas savoir tirer d'*étincelles poétiques* d'objets moins éloignés que Troie.

mêmes, et non celui d'un autre temps. Bien peu s'aperçurent que l'essence de la vérité en littérature se rencontre, non pas dans les objets isolés, mais dans le rapport des objets entre eux.

Les couleurs sobres qui retracent la société véritable, et non une société fictive; ce souffle de religion paisible, ce respect pour la volonté de Dieu, cet amour de la règle qui rend la vie facile et douce, ne pouvaient convenir à beaucoup, qui avec Foscolo encensent la fatalité, qui se passionnent, avec Alfieri, pour le tyrannicide à la romaine, incapable de changer les institutions et d'assurer une liberté; qui aiment l'enthousiasme à la façon des rhéteurs, l'exagération dans le bien et le mal, cette philosophie désolante qui nous avilit sous prétexte de nous analyser, et qui exprime les convulsions d'une société expirante, plutôt que les palpitations d'une société qui renaît.

L'Italie, qui a eu son Chénier, a maintenant son Béranger; et la colère est leur muse : cœurs généreux, même lorsqu'ils sont mal inspirés. Mais un livre qui respire une tranquille résignation à un martyre atroce, et où respire cette sérénité pure que ne trouble ni la persécution ni l'ingratitude, servit mieux la cause des peuples que les emportements lyriques et les lieux communs d'un patriotisme arrogant et hargneux. C'est pour cela que l'Italie le vilipenda, tandis que l'Europe l'admirait. Mais revenons à la France.

Lamartine, l'une des gloires de la nouvelle école, a le sentiment de la solitude, et aperçoit sous les formes visibles un idéal infini. Le monde se laissa bercer à l'harmonie mélancolique de ses *Méditations*, à ce mystère, à cette élévation brillante, facile. Puis on le trouva monotone avant même qu'il tombât dans l'individualisme, dans l'amour vaporeux et stérile, dans le culte d'une Divinité vague et identifiée avec la nature; puis dans une démagogie qui ne procède que de l'enivrement de soi-même et de ses triomphes passagers.

Brisant les entraves imposées à la langue, que l'esprit d'analyse, par amour de la clarté, avait privée de pittoresque et d'énergie, Victor Hugo risqua le mot propre, l'élision, l'entrelacement, la cadence suspendue, le vers brisé, les rimes libres; et souvent il atteignit à une force inconnue dans ce genre

de poésie, très-varié d'aspect, et parfois d'une grande puissance lyrique. Supérieur dans le coloris, saisissant admirablement la vie individuelle de chaque objet, il sait représenter sous des images sensibles la pensée la plus abstraite. Lui aussi se gâta en avançant : il prit l'antithèse pour le caractère, voulut peindre pour peindre, supprima les gradations pour n'admettre que les extrêmes, abusa de l'allégorie, personnifia les passions, matérialisa l'idée, et poussa la fantaisie jusqu'au délire.

Dans la nature physique et dans la nature morale, le laid est à côté du beau, comme l'ombre à côté de la lumière ; et celui qui ne présentera l'œuvre de Dieu que du côté brillant ne la montrera pas entière. Mais l'imitation de la nature est d'autant plus admirable qu'elle choisit mieux le beau, et qu'elle ne se sert du laid que pour lui donner du relief. Les romantiques français, au contraire, prirent le laid pour but ; et, de même que Byron mettait une vertu dans les âmes les plus perverses, de même Hugo s'attacha à retracer une qualité noble sous les formes les plus repoussantes ou dans la condition la plus abjecte.

Par opposition à la régularité du grand siècle, l'art dramatique se précipita dans l'étrange, mais il n'arriva pas pour cela à l'originalité : il ne fit que changer de modèle. Alfred de Vigny, âme naïve, nourrie de ces belles études qui éternisent les ouvrages, offrit Shakspeare dans sa rude majesté, non plus mutilé et civilisé ; puis dans ses drames, comme dans ses poëmes et dans ses romans (*Elloa, Stello,* etc.), il pénètre dans toutes les nuances de la sensibilité, et parle surtout aux âmes élevées ; mais il répand aussi par trop dans ses ouvrages ce découragement qui ne se pardonne qu'après des efforts vigoureux et continus. Dumas, au contraire, exploita les fortes passions ; il les étudia à toutes les époques qu'il décrivait, et cela avec cette action qui est le ressort du drame, avec cette pratique de la scène qui suffit pour obtenir des applaudissements, qui maîtrise l'auditoire, mais ne l'ennoblit pas. Hugo, qui s'était proposé d'être original, chercha dans les procédés cette puissance qui ne peut venir que de l'inspiration. Son attention se porta plus sur les choses extérieures que dans les replis intimes du

monde qu'il peignait. Lyrique, même dans le drame, il chercha ses effets dans la pompe du spectacle; il amena des situations terribles sans s'inquiéter si elles étaient vraisemblables, arrivant au point où la passion n'est plus du sentiment, mais de l'instinct, où elle a la violence, la brutalité de l'instinct. Son *Hernani* fut considéré comme un prélude heureux; mais il ne lui donna point de pendant, et il transmit à son école une manie de contrastes extravagants, d'anecdotes et de particularités exceptionnelles, qu'ils prirent pour caractéristiques, de descriptions, d'énumérations prolixes, là où un mot suffisait aux classiques. Cette école poussa le naturel jusqu'au trivial, tourmentant le style, afin de lui faire reproduire les angoisses physiques et morales. Comme le bizarre est moins varié que le naturel, on arriva bientôt à l'ennui par la route qu'on avait prise pour l'éviter. Hugo, qui a pourtant défini la poésie « ce qu'il y a de plus intime dans chaque chose, » édifia son principal ouvrage sur le mot *fatalité;* et ce mot, il l'inscrivit sur le temple d'où rayonne l'espérance qui console la terre.

La comédie est descendue à la farce, même chez les plus renommés. Il est rare d'en voir une qui soit faite sans collaborateur, et qui se soutienne par le développement dramatique, par des caractères constants, par un dialogue vrai, une leçon vive. Scribe est tout extérieur, accidents mesquins, mésintelligences, équivoques, petites causes qui amènent de grands événements; parfois il a touché le vrai, jamais l'idéal, jamais le fond du cœur : c'est par là qu'il plaît. Quelques pièces des petits théâtres de Paris nous ont plus touchés que toutes ces figures de lanterne magique, parce qu'elles tendaient à ce but élevé sans lequel la littérature n'est qu'un bruit de tambour. Mais elles n'étaient pas l'ouvrage d'auteurs en renom. Le théâtre exagère les défauts, et il en résulte que l'on flatte l'homme vicieux en prétendant le corriger, qu'on stimule par des excitants ses sens blasés, ou qu'on étourdit la pensée qui l'assiége par le prestige du chant et de la danse.

Si les titres des ouvrages nouveaux parviennent à la postérité, elle s'émerveillera que notre siècle ait pu revendiquer la qualification de sérieux et de positif. Les romans, devenus la

lecture générale, ont agité toutes les questions politiques et sociales. Mais au besoin du nouveau on a répondu par le paradoxe, les moyens forcés, l'étrange, à ce point que tels de ces livres sont devenus de véritables délits contre la morale et l'humanité. Déjà Rousseau avait proclamé la nécessité et la sainteté de la passion, et la fatalité des circonstances; il avait produit le dégoût de la vie réelle, et l'abandon des devoirs qu'elle impose; il avait appelé l'intérêt sur l'homme vicieux, au détriment de l'homme de bien. Il fit école. Les romans de Victor Hugo sont l'application de sa théorie du laid. Dans *Notre-Dame de Paris*, peinture puissante, il ensevelit les hommes sous l'architecture, les âmes sous les sens, dont il expose la physiologie; il se plonge dans une recherche inouïe de souffrances, sans s'élever jamais vers cet ordre de choses qui leur imprime le caractère de l'expiation et de la réparation. Dans *le Dernier jour d'un Condamné* et dans *Claude le Gueux*, il se plaît à fouiller les désordres sociaux, qui punissent l'homme pour des méfaits dont il impute le tort à la société elle-même. Balzac, par un regard pénétrant, par une description abondante et variée, par l'art de s'approprier les idées, sut plaire même aux esprits graves (*Louis Lambert*, *Eugénie Grandet*), avant qu'il se fût abandonné à la sensualité, à laquelle il mêle je ne sais quelle spiritualité, qui produisent un ensemble étrange et bâtard.

Une femme qui, pour la hardiesse de la pensée et l'éclat du style, a peu d'égaux parmi les hommes, s'est servie du roman pour démontrer des théories et appuyer des systèmes. Toutes ses créations ne sont pas à mettre au rang des premières, écrites sous l'inspiration d'un cœur déchiré et encore saignant; mais on pourra aussi lui demander un compte sévère de cette persistance à saper les bases de la société, à montrer le néant de la vertu, des croyances, de la volupté même; à précipiter les hommes dans le torrent des passions, dans l'immensité des désirs, au lieu de les aguerrir contre les penchants égoïstes et inhumains.

Lorsque le roman fit invasion dans les journaux, on cessa d'y chercher l'art et les situations raisonnables; on ne lui de-

manda plus que ce qui pouvait exciter la curiosité du moment et les passions inférieures. S'adressant aux sens et non à la pensée, il étala les prouesses de l'adultère et de la prostitution, l'héroïsme du suicide, et répandit hypocritement l'immoralité sous l'étiquette d'un apostolat humanitaire. Aussi le roman français, qui plaisante avec la mort, qui se roule dans la fange sociale, et dans cette abjection de sentiments et de langage indispensables, dit-on, pour fixer l'attention d'un monde affairé, s'est-il attiré de graves accusations. On lui reproche ce mécontentement de leur position sociale qui s'est emparé des femmes, ce désenchantement précoce des illusions généreuses chez la jeunesse; chez tous, le scepticisme satirique, la tendance à contempler la société avec une compassion pleine de mépris, comme si on la voyait dans un de ces miroirs rugueux et tachés de rouille, qui ne renvoient que des monstres et des physionomies repoussantes. Or, une grande partie du monde civilisé, et l'Italie notamment, se rassasie à ce bourbier; elle se repaît de livres dont nous souhaitons que les auteurs aient au moins à se repentir un jour, quand le monde les aura oubliés.

L'histoire de la littérature ne saurait plus être le catalogue des écrivains de chaque pays, rangés par catégories arbitraires, avec la date et le titre précis des ouvrages et des éditions; il faut qu'elle soit la révélation des idées et des passions. C'est ainsi que l'ont conçue les Allemands, qui, adonnés à l'étude des classiques, à la philologie, et naturellement peu passionnés, ne se laissent pas égarer par l'affection ou par la haine, et peuvent être neufs dans leurs jugements, sans que des feuilles mercenaires calomnient ou dénoncent leur libre langage. Sismondi jugea du même point de vue que madame de Staël les littératures du midi; mais, trop imbu des idées de son époque, il ne comprit pas une infinité de choses, surtout ce qui est original et spontané. Hallam trouva sous sa main, pour tracer le tableau de la littérature européenne depuis la Renaissance, une foule de travaux entrepris dans son pays et en Allemagne; aussi est-il, à leur exemple, tantôt trop succinct, tantôt trop abondant, dépourvu de jugements originaux et de points de

vue étendus. Schœll donna en compilateur une *Histoire de la littérature grecque et romaine*, en s'attachant, comme Hallam, à des subdivisions de matière auxquelles le sujet se prête mal.

En France, la critique élargit ses vues durant les instants de calme dont la littérature put jouir sous la Restauration, avant de se trouver tout à fait absorbée dans la politique. Villemain, homme de goût et de style, ne se renferma pas dans la poétique d'Horace et de Boileau. Plus clair, plus judicieux qu'animé, trop conciliant peut-être, il évite les décisions hardies; mais il sait, dans ses leçons, stimuler son auditoire en lui montrant « le talent et le génie appliqués aux intérêts civils de la société. » Tout en révérant l'*Encyclopédie,* il ose trouver des beautés dans les Pères de l'Église. Mais lorsqu'il dit que « l'allusion contemporaine enlève en durée aux ouvrages ce qu'elle leur assure en vogue, » c'est la condamnation de ses compatriotes, et c'est en partie la sienne. L'improvisation, c'est là le vice fondamental des travaux modernes. On dirait que les Français ont perdu la faculté de méditer un ouvrage en silence, de faire difficilement des pages faciles [1]. Ils ont oublié que la tâche n'est faite qu'à

[1] Le cadre d'une histoire générale ne peut guère permettre de s'étendre beaucoup sur l'histoire littéraire, et l'on conçoit que M. Cantu, tenu à l'étroit dans les limites de son plan, ne puisse indiquer que les caractères généraux de chaque école, l'influence des maîtres, et le mouvement littéraire propre à chaque pays. Mais, tout en tenant compte de ces nécessités, le lecteur pourra se demander avec raison pourquoi l'historien est si bref à l'endroit des Français, quand l'Allemagne, par exemple, proportions gardées, prend une si large part dans son travail? M. Cantu ne se borne pas à parler des maîtres, quand il s'agit des Allemands; il se plaît à citer une foule d'historiens, de commentateurs, de poëtes, dont quelques-uns sont à peine connus de l'Allemagne, et sont encore moins familiers sans doute à l'Italie. Serait-ce le plaisir de révéler ces gloires étrangères à son pays, qui expliquerait l'intérêt dont ils sont ici l'objet? Dans ce cas, Béranger, Lemercier, C. Delavigne, Alfred de Musset, Sainte-Beuve, etc., dont M. Cantu ne parle même pas, ne feraient donc que porter ici la peine de leur renommée.

La même comparaison pourrait s'appliquer aux critiques et aux historiens; et l'on s'étonnera surtout du laconisme et du sans-façon irres-

moitié, quand on a terminé le livre. A l'exception de deux histoires et de quelques romans, nous ne voyons que des leçons recueillies à l'aide de la sténographie, des articles de journaux ou des lettres, formes qui dispensent de donner de l'ampleur aux choses, de la perfection au style; car on ne peut demander ces qualités à des travaux corrigés à peine sur les épreuves, et qui excluent en conséquence toute idée de méditation. C'est ainsi que sont nés les ouvrages de Guizot, Cousin, Lherminier, même ceux de Thierry [1]. Indépendamment de la médiocrité des ouvrages, il en est résulté l'habitude de s'en tenir à l'impression du moment, de rechercher le bruit, de caresser les petites passions du jour. Aussi faut-il, pour le petit nombre d'ouvrages qui survivent, se reporter à la date où ils furent composés. La critique qui exige une recherche scrupuleuse dans l'exercice de la pensée, la patience, la sagacité, le sentiment qui discerne le fond de la forme, et y saisit l'unité de l'esprit sous la variété de ses manifestations, a péri en présence de la critique des journaux, qui, trop souvent adulatrice, toujours myope, n'en

pectueux avec lesquels M. Cantu parle de M. Guizot, de M. Aug. Thierry, de M. Thiers surtout. On ne peut pas s'expliquer davantage, de la part d'un historien, un silence complet sur l'*Histoire des Français* de Sismondi, sur les ouvrages de MM. Daunou, Michelet, Amédée Thierry, Henri Martin, Saint-Priest, Bazin, etc. S'il est un genre de travaux dans lesquels la France ait une supériorité très-avouée, c'est dans les travaux d'histoire assurément. Le labeur patient, investigateur, immense des Allemands, est confus, et pèche presque toujours du côté de l'art et de l'ordonnance. L'école française contemporaine, quoi qu'en dise M. Cantu, s'est signalée aussi par la solidité des recherches, par la fécondité des vues, et elle y joint (ce qui est plus rare) la clarté, la méthode, et la consécration de l'art. (AM. RENÉE.)

[1] On pourrait répondre encore que la plus grande partie des œuvres de ces écrivains ont été composées en dehors de leurs leçons, et alors qu'ils avaient cessé de professer. Quant aux défauts que M. Cantu reproche aux travaux de leurs chaires, est-il nécessaire de faire ressortir que, sous l'improvisation de la forme, on trouve le fruit d'immenses recherches et de longues méditations? Peut-on sérieusement prétendre que l'*Histoire de la civilisation en France*, de M. Guizot, est un livre improvisé? (AM. R.)

triomphe pas moins, parce qu'on lit les journaux et qu'on ne lit pas les livres.

Le siècle de Byron et de Walter Scott fut pour l'Angleterre un siècle d'or, rival de celui d'Élisabeth, et plus original que celui de la reine Anne; mais c'est la vie domestique qui défraye la littérature, au lieu du but élevé qu'elle ambitionnait auparavant. Au milieu des innombrables imitateurs de Walter Scott, Bulwer seul se distingue par des idées larges, et tend à un but sérieux; il sait beaucoup, mais il en résulte qu'il s'égare en digressions inopportunes. Il apporta tous ses efforts à procurer à la condition de l'homme de lettres cette dignité sociale qui lui manque trop souvent. Lewis, marchant sur les traces d'Anne Radcliffe, prodigua la terreur dans *le Moine*, en y mêlant les couleurs fausses et les tableaux voluptueux. William Godwin se complaît aussi dans la terreur; mais c'est du cœur, et non des moyens extérieurs, qu'il la tire. En peignant, dans son *Caleb Williams*, des situations effrayantes, des âmes désolées, des passions furieuses et misanthropiques, il attaque le système social, comme Byron le fit après lui. Distingué aussi comme politique, il a écrit sur la république d'Angleterre.

D'autres écrivains, et particulièrement des femmes (mesdames Edgeworth, d'Ablay, etc.), imitèrent Richardson dans l'analyse des affections. Lady Morgan, pleine d'esprit et de hardiesse, provoqua par ses attaques les injures que beaucoup de critiques lui adressèrent, surtout en Italie, où elle vécut en rapport avec les libéraux, qu'elle traite d'un air de protection singulière. Les Anglais excelleraient dans les relations de voyages, partie si riche de leur littérature et appropriée à leur vie errante, s'ils ne portaient partout leurs goûts, leurs habitudes, leur langue nationale, réprouvant tout ce qui n'est pas eux, et, par suite, voyant peu ou mal. Ils ont mieux réussi dans les romans de mœurs et de scènes domestiques. Charles Dickens, dont la réputation va grandissant, est rempli de ce sérieux bouffon (*humour*) particulier aux auteurs d'essais, et il a une manière tout à lui de tirer des leçons morales de ses peintures de la vie populaire. D'Israëli, plein d'une verve puissante, prend pour but de ses traits, dans le roman politique, l'aristocratie

intolérante et tyrannique. Il oppose à une société « dont les relations, fondées sur l'égoïsme, la cruauté, la fraude, conduisent à l'immoralité, à la misère, au crime, » les maux que souffre le peuple anglais, « autrefois brave, heureux, religieux, meilleur que tout autre, et aujourd'hui vicieux, avili, exténué, vivant sans bonheur et mourant sans espérance. »

Toute la littérature anglaise chemina sous les deux bannières politiques des conservateurs et des libéraux. De même que chaque parti avait son université dans Londres; les whigs ayant créé, en 1802, la *Revue d'Édimbourg,* dirigée par ce Jeffrey que Walter Scott et Byron proclamaient le premier critique du siècle, les torys y opposèrent la *Revue trimestrielle.* Les jugements se ressentent nécessairement de la politique; mais, en général, ils sont sérieux et profonds : ne se contentant pas de l'humble tâche de prononcer sur le mérite d'un livre, ces critiques prétendent juger les principes sur lesquels il s'appuie.

Dans un pays où l'importance du talent est si grande, les partis cherchent à se le conquérir, et de là vient que l'on voit paraître dans les *Revues* des travaux étudiés, et émanés des meilleures plumes, sur la jurisprudence, sur les arts, sur le gouvernement; et l'on peut dire que les discussions du parlement se sont introduites ainsi dans la littérature. Robert Wilson, prosateur énergique, défendit le torysme avec une grande facilité, un sentiment profond, et beaucoup d'éclat. Macaulay se fit une réputation par les essais qu'il publia dans la *Revue d'Édimbourg*, et acquit un siége dans le parlement. Plusieurs problèmes historiques ont été discutés dans les Revues, d'où il s'est répandu beaucoup de connaissances et de bon sens dans les classes moyennes; les auteurs, surveillés de près par la critique, se sont tenus sur leurs gardes, et ne se sont pas endormis sur leurs lauriers.

Le théâtre n'a pas été heureux en Angleterre : Byron n'écrivait pas ses drames pour la foule assemblée. Les *Compositions sur les passions*, de George Baillie, valent mieux.

Le dictionnaire des dix mille auteurs anglais vivants, vers 1830, comprend dix-neuf cent quatre-vingt-sept poëtes. Les critiques les distinguent en écoles irlandaise, écossaise et anglaise. La

première est vive, véhémente, parfois étrange, comme dans lady Morgan; la seconde est philosophique, s'occupe d'analyse, d'histoire, de sentiments naturels et profonds; parfois elle se montre minutieuse et pédantesque. Dans la dernière dominent le bon sens pratique, une rude simplicité, l'énergie, la discussion large et indépendante.

Beattie, philosophe et poëte écossais, eut Byron lui-même pour imitateur, ce Byron dont on a fait à tort un révolutionnaire littéraire, hostile au passé, tandis qu'il défendait, au contraire, Pope et Addison contre Coleridge, et frappait sur les novateurs qui voulaient émanciper la poésie nationale. Coleridge, peu dramatique, acquit une réputation supérieure à son mérite, par une imagination brillante, plutôt que par des créations complètes. George Crabbe, satirique violent, poëte de la réalité, de la vie obscure et positive, énumère les misères du paysan, chez lequel il ne voit qu'angoisses et désespoir. Rien de plus riant, au contraire, que les *Plaisirs de la mémoire* et la *Vie humaine*, par Rogers. Le ministre Canning connut les finesses de la satire. Campbell, auteur d'hymnes et de chants militaires, possède un rhythme savant, ainsi que l'harmonie qui doit régner entre la pensée et l'expression. Wordsworth, représentant d'une poésie que les deux siècles précédents avaient oubliée, montre la sympathie des êtres et de la nature inanimée : poëte de la nature, épris de tout ce qui porte à l'honneur, à la morale, à la religion, il aborde les sujets vulgaires avec dignité, et emploie un langage aussi magnifique que les spectacles qu'il contemple. Ce panthéiste Shelley, au souffle satanique, nie et blasphème la Providence.

Southey, bercé par la poésie rêveuse des *lackistes*, put jouir, très-jeune, du succès de sa *Jeanne d'Arc*. Lorsqu'il eut vu la Révolution française aboutir au despotisme, lui qui avait excité les peuples à la révolte, il maudit le progrès et la civilisation, et devint poëte lauréat. Uni, facile, clair, souvent original, il se vit maltraité dans les Revues, à raison de la faveur qu'il obtenait à la cour.

Thomas Moore, le *petit* ami de Bloom, importa dans la Grande-Bretagne lès contes de l'Orient, compositions bâ-

tardes. Dans ses Chants nationaux d'Irlande, il appliqua des paroles patriotiques aux vieux airs de ses montagnes. Il a écrit des satires très-mordantes; mais, avec tant de facilité et d'éclat, il atteint rarement la véritable poésie.

Elle se fait mieux sentir chez le cordonnier Bloomfield, qui, abandonné de ses protecteurs, mourut de chagrin; comme aussi chez Allan Cuningham, pauvre enfant de l'Écosse, qui devint un lyrique distingué et un critique plein d'élégance. Walter Savage Landor est l'un des écrivains les plus exquis de la langue anglaise de nos jours.

Mais le champ de la littérature la plus vraie et la plus actuelle, c'est le parlement, où l'esprit se nourrit de science politique, et se complaît aux réminiscences de l'antiquité.

La littérature des Américains du Nord est la fille de la littérature anglaise; mais, occupés à conquérir leur indépendance et à l'organiser politiquement, tâche plus difficile, poussés par un mouvement matériel incessant, inexprimable, ils ont été, dans leurs écrits, plus positifs même que les Anglais : encore n'ont-ils écrit que dans les journaux, jusqu'au moment où se sont révélés de nos jours des auteurs dignes de renom, s'inspirant toutefois de l'Europe, sans traits originaux dans un pays empreint de tant d'originalités. Cooper est le peintre de la vie maritime, et des relations de la vie sauvage avec le monde civilisé. Lui et Washington Irving nous ont fait connaître les mœurs natives de l'Amérique. Longfellow s'est placé parmi les meilleurs poëtes; Brownson, qui rédige la *Revue de Boston*, parmi les meilleurs prosateurs. Les historiens Irving, Prescott, Bankroft, sont des fruits précoces, mais excellents. Channing, de la communion évangélique, appliquant à la société une morale sympathique et large, en agita, du haut de la chaire, les questions vitales, et surtout l'amélioration des classes ouvrières, avec une chaleur et une pompe inaccoutumées dans cette langue, mais qui ne conviennent pas mal à qui traite des intérêts de l'humanité. *Lectures on the elevation of the labouring portion of the community*. Charles Sealsfield, qui a surtout écrit en allemand, a peint la démocratie américaine avec beaucoup d'originalité.

A la tête de la littérature allemande s'élèvent encore Schiller et Goethe, l'homme du cœur et l'homme de l'esprit. Le premier est toujours inspiré ; le second, toujours maître de sa verve et de son style, dispose tout avec une logique sévère, là même où il n'apparaît que du désordre, et contemple, avec une ironie sans amertume, l'amour, la patrie, tous les intérêts qui s'agitent à ses pieds.

Goethe était si varié, si universel, qu'il serait impossible de dire quel était son genre [1]. Mais les Allemands aiment de pré-

[1] Goethe disait, dans ses dernières années : « La république des lettres va aujourd'hui absolument comme l'empire romain au temps de sa décadence, quand chacun voulait gouverner, et qu'on ne savait plus à quel chef obéir. Les grands hommes vivent dans l'exil, et le premier rustre qui se fait chef de parti, pour peu qu'il ait d'influence sur l'armée, se proclame empereur. Wieland et Schiller sont détrônés : combien de temps conserverai-je ma vieille pourpre impériale ? Novalis n'était pas encore empereur, mais il s'en fallait peu ; c'est dommage qu'il soit mort jeune ! Tieck, lui aussi, fut empereur, mais bien peu de jours. Il fut accusé de douceur et de clémence ; le gouvernement veut aujourd'hui une main robuste, une espèce de grandeur barbare. Les deux Schlegel ont régné en despotes. C'étaient, chaque matin, des proscriptions ou des exécutions nouvelles ; choses qui plaisent beaucoup au peuple dans tous les temps. Dernièrement, un jeune débutant appelait Frédéric Schlegel un Hercule allemand qui nettoie le pays avec sa massue. Aussitôt le magnanime empereur lui expédie des lettres de noblesse, avec le titre de héros de la littérature allemande, et lui affecte pour dotation les gazettes, qui s'essoufflent en faveur de ses amis et partisans, tandis qu'elles ont soin de ne pas dire un mot des autres. Expédient admirable, très-opportun avec ce digne public, qui ne lit jamais un livre tant que les gazettes n'en ont pas parlé !...

« Il est mort récemment à Iéna un jeune poëte, trop tôt en vérité ; car, pour peu qu'il eût continué, il se serait fait un nom. Ses amis assurent, dans les journaux, que ses sonnets iront à la postérité. Eh ! mon Dieu, il faut autre chose que des sonnets et des almanachs pour devenir un grand homme. Dans ma jeunesse, j'ai entendu dire à des hommes graves que tout un siècle a beaucoup de mal pour produire un poëte, un peintre de génie. Mais nos petits jeunes gens y ont

férence les poëtes qui pincent toujours la même corde, qui exercent leurs ailes dans un horizon étroit, qui chantent les traditions et les généalogies de chaque castel.

C'est de Schiller et de Goethe que la poésie allemande a reçu la forme classique; mais d'autres surent l'amener à des innovations parfois originales, et réussirent à mêler les rêves du mysticisme aux mœurs prosaïques de leur patrie. Tieck, fameux critique de l'école romantique, lui communique un sentiment plus religieux, plus palpitant, plus essentiellement tudesque; il donne à la forme plus de mouvement, de passion, de simplicité tout ensemble et de liberté, ce qui le rend le poëte le plus allemand, l'interprète le plus éloquent du moyen âge, soit du côté chrétien, soit du côté païen. Il fait revivre les traditions sous un aspect nouveau, en leur conservant la naïveté particulière à l'enfance des peuples. Dans le *Fantasus*, dialogue sur le véritable caractère de la poésie, il oppose celle du moyen âge, celle de Shakspeare, de Calderon, de Dante, à la poésie banale de nos jours; la mâle simplicité et l'héroïsme de ces temps, aux raffinements actuels; la profondeur et la chaleur de sentiment qui se manifestaient dans la religion, dans l'amour, dans l'honneur, à l'intelligence superficielle qui se révèle par l'incrédulité, par l'égoïsme, par la vanité. Très-fin dans l'observation et dans l'épigramme, il dirige sa satire, non, comme tant d'autres, contre l'exaltation des nobles sentiments, mais contre l'esprit calculateur et la prudence égoïste. Menzel et l'école de Schlegel, qui procède de Tieck, le placent au-dessus de Goëthe; les moins enthousiastes le mettent à côté de lui. Bien qu'il dise que le mérite d'une composition se mesure au plaisir qu'elle excite, quel qu'en soit le sujet, il inspira pourtant le respect des traditions nationales. Il servit la cause de sa patrie dans

remédié, et c'est plaisir que de voir comme ils nous traitent. Aujourd'hui on n'appartient plus à son siècle, comme cela devrait être, mais on prétend l'absorber en soi tout entier : puis, si tout ne va pas à leur fantaisie, les voilà brouillés avec le monde, méprisant le vulgaire, et se moquant du public.... » *Goethe aus nähren persönlichen Umgange dargestellt*, bey JOHN FALK, p. 103.

l'insurrection contre l'étranger; mais ce mouvement donna l'essor à une poésie qui n'eut pour but que d'exciter les sensations.

L'école suève, illustrée par les noms d'Uhland, de Kōrner, de Schwab, imprime à la poésie un sentiment religieux, grave, passionné, et des formes populaires plus libres. « Que « celui-là chante, dit Uhland, à qui fut donné le chant dans la « forêt des poëtes allemands. O joie! ô vie! lorsque chaque arbre « répète sa chanson! Le chant n'est pas l'héritage d'un petit « nombre de génies fameux, la semence en est répandue par « toutes les terres de l'Allemagne. Confie à de libres accents ce « que ton cœur te dicte intérieurement. »

Ce même Uhland, Rückert à la poésie facile et libre, Arndt, Schenkendorf, Stagemann, Follen, Kleist, et d'autres encore, combattirent en chantant; c'est au bruit des odes de Kórner que la jeunesse des universités s'élançait, intrépide, contre les étrangers (1813). Une fois le triomphe et la paix survenus, les politiques déplorèrent les déceptions qui suivirent, et décochèrent leurs traits contre ceux qui les avaient abusés. Dans la même route se signala aussi l'Autrichien Grün (Auersperg). Collin, à qui Vienne érigea un monument comme à un poëte national, excellait, nonobstant son penchant pour l'histoire grecque et romaine, à faire vibrer aussi l'esprit germanique.

Les poëtes libéraux ressuscitèrent en 1830; mais bientôt, retombés dans le silence, ils laissèrent retentir encore la voix des poëtes du passé. Malheureusement la muse se rend parfois l'organe des démolisseurs religieux et des espérances communistes.

Kotzebue alla fouiller dans les immondices sociales, ne visant qu'aux coups de théâtre et à l'effet, délayant dans un style diffus une morale triviale, et idéalisant sans cesse les vices comme les vertus. Iffland, auteur du *Joueur*, combattit les révolutionnaires dans les *Cocardes;* mais ses intentions morales ne rachètent pas sa facture relâchée. Aujourd'hui, les auteurs de comédies se rappellent trop la manière française. Grilparzer, Bauernfeld, Charles Hugo et d'autres ont fait des tragédies qui méritent de vivre; Raupach dramatise toute une génération dans les *Hohenstaufen*, et toute l'insurrection grecque dans

Olga et Raphaël. La fatalité de Werner (1768-1822) est plus terrible et plus douloureuse que celle des anciens, parce qu'elle est transportée du palais dans la vie domestique.

De même que le mysticisme de Novalis venait de l'aspiration vers l'absolu, l'école humoriste introduisit l'ironie dans l'art; mais le rire traduit une souffrance intérieure, et la moquerie légère, une méditation profonde. Le père des humoristes est Lichtenberg, qui, de même que Lessing, regardait la révolution comme une phase du progrès de l'esprit humain, et tendait à spiritualiser toute chose. Il se moquait des inventions de ses contemporains, et parodia les théories de Lavater dans sa *Physionomie des queues*. Jean-Paul Richter, génie étrange, mêla dans ses compositions ce qu'il y a de plus trivial et de plus élevé, des connaissances profondes et des superstitions, des idées et des sentiments de tout ordre, de tout état, de tous siècles; et tout cela dans un style plein d'ellipses, de parenthèses, de sous-entendus, en phrases incohérentes ou en périodes interminables. Ceux qui peuvent débrouiller ce pêle-mêle y trouvent un sentiment profond, une appréciation très-fine de la nature humaine et de son époque, des révélations qui éclairent les replis les plus secrets du cœur. Ces éléments si hétérogènes, on croirait à première vue y voir l'œuvre d'un fou; puis, à mesure que la scène s'éclaire, vous découvrez un poëte passionné pour toute vertu, indigné contre tout vice; un poëte tout occupé à chercher dans la nature et dans son siècle tout ce qu'il y a de beau, de tendre, de mystérieusement sublime dans la destinée de l'homme.

Hoffmann, pilier de tavernes, après s'être échauffé l'esprit par le vin et les vieilles légendes, composait ses *Contes fantastiques*, remplis de diableries et d'inventions étranges, que l'on croirait à peine émanés d'un homme jouissant de sa raison. Chamissus fut moins original, mais plus intelligible. Solger agrandit le rôle de l'ironie dans l'art, en établissant que le but de l'art est de révéler à la conscience humaine le néant des choses finies et des événements du monde réel; et que le génie consiste à se placer à ce point de vue de l'ironie divine qui se fait un jeu des choses créées, des intérêts, des passions, des luttes,

des collisions de la vie humaine, de nos souffrances comme de nos joies, et à faire planer sur ces tragi-comédies la puissance immuable de l'absolu.

Les romanciers se jetèrent sur les traces de ces écrivains et sur celles des auteurs étrangers; la nature et l'histoire ne leur suffirent plus; ils cherchèrent des sujets dans le monde fantastique. Rarement les Allemands s'élèvent à un noble idéal. Dans leurs ouvrages scientifiques, l'entassement des détails diminue l'impression et la valeur des idées générales. La facilité de leur langue si riche les rend négligés dans la poésie, et plus encore dans la prose; en même temps leur philosophie, hérissée de formules, s'enveloppe d'obscurité.

Dans les pays scandinaves, la plupart des écrivains emploient la langue allemande. Les ouvrages originaux ont le caractère sévère dont la nature se revêt dans ces contrées : les expressions sont roides et sans ornement, mais puissantes; point de frivolité élégante, point de modes éphémères. Les vieilles traditions, la vie toute particulière du mineur, les mystères de la nature, y engendrent cette poésie qui s'éloigne de l'Europe.

La mélancolie donna à Vitalis des ailes pour s'élever entre l'école mystique allemande et l'école toute régulière de Boileau, qu'il combattit par la satire. Tegner, évêque de Vexio, introduisit le romantisme, et chanta d'une manière originale l'*Histoire de Frithiof;* mais ces écrivains restent presque inconnus à l'Europe, comme Geier, poëte et historien, comme l'évêque Franzen, Atterborn, Nicander, Andersen, Baggesen, et le poëte islandais Thorarensen. Les romans de Frédérique Bremer, qui n'ont rien de l'ivresse démoralisante des créations en vogue, commencent à faire du bruit parmi les étrangers. Le théâtre danois, créé par Holberg (1720-1750), s'est soutenu depuis. Œhlenschleger, la gloire de la Scandinavie, a traité avec puissance dans ses tragédies des sujets nationaux; mais il a défendu la religion d'Odin contre le christianisme, avec les idées surannées de Volney et de Dupuis.

La Hongrie n'a jamais eu une littérature florissante, bien que cette langue harmonieuse et énergique ait été parlée plus d'un siècle à la cour de Transylvanie, et qu'il existe des ouvrages

dans ses différents dialectes. Elle tend pourtant aujourd'hui à se constituer, comme l'expression de cet esprit national qui s'est soulevé plus d'une fois contre les dominateurs. Faludi l'a rajeunie avec talent. Quelques écrivains, déjà célèbres par des ouvrages composés en allemand, se sont appliqués au madgyare : il est employé dans l'administration et dans l'enseignement ; il s'est plié à des ouvrages de grammaire et d'orthographe, à des traductions, à des journaux, et au théâtre ; mais il nous est arrivé de voir reproduire sur la scène hongroise, comme sur celle de l'Allemagne, les pauvretés brillantes des auteurs français.

La langue finnique a fait des progrès dans le dernier siècle, en laissant de côté les imitations pour y substituer les traditions, les usages et les sentiments nationaux. Après Lencqvist, qui publia le *Miroir de la superstition des anciens Finnois* (1782), et Ganander, qui retraça la *Mythologie finnique* (1789), le docteur Lonnrot fit paraître le *Kalewala* (1835), épopée qui est la source la plus pure de la mythologie finnique. Depuis la réunion de la Finlande à la Russie, la vie intellectuelle s'y est développée, et l'on y publie aujourd'hui des journaux, outre des livres élémentaires et des traductions. Il s'imprime des grammaires jusque chez les Lapons, ainsi que des livres ascétiques et techniques.

La littérature de la Bohême, s'appuyant sur une langue qui fut longtemps celle des savants et de la diplomatie en Allemagne, lorsque Charles IV eut imposé aux électeurs de l'apprendre, cette littérature a dépéri, du moment que la contrée a été soumise à l'Autriche : mais elle se réveille aujourd'hui. Schaffarik et Palacki s'occupent de dictionnaires et d'archives ; Kollar chante les anciens exploits nationaux ; les journaux et les traductions s'étendent, et la littérature slave a beaucoup à espérer de la renaissance de ce pays.

Au temps de Pierre le Grand, le peu de livres que la Russie possédait, la plupart sur des matières religieuses, étaient écrits dans un vieux slave mêlé de latin, de polonais et de russe vulgaire ; jargon lettré, incompris du peuple, dont la littérature consistait en chansons et en traditions orales. Le czar Pierre fit

prévaloir le russe ; mais comme cet idiome ne suffisait pas aux éléments introduits soudainement dans cette civilisation, il se mélangea d'expressions et de phrases suédoises, allemandes, françaises, hollandaises, mosaïque avec laquelle une littérature n'était pas possible. Lemonossof, qui parut dix ans après la mort de Pierre le Grand, peut être considéré comme le premier qui ait écrit dans la langue russe. Au commencement de ce siècle, elle sortit de ses langes, et produisit Karamsin pour la prose, et le gracieux Joukofl pour la poésie : ni l'un ni l'autre ne furent pourtant originaux. Derjavine, hardi et poétique autant que le comportaient les formes mesquines alors en usage et l'indocilité de la langue, montra plus d'originalité ; de même que le fabuliste Krylof, rempli de bon sens malicieux et d'une finesse particulière aux Slaves.

Ces écrivains appartiennent encore à l'époque que l'on pourrait appeler philologique, attendu qu'ils profitèrent moins à la littérature qu'à la langue. Cette langue est arrivée aujourd'hui à la précision, à la finesse, à l'universalité, autant qu'il le faut aux auteurs et aux lecteurs de ce pays; elle tend à se purger des mots étrangers. Le Dictionnaire de l'Académie de Pétersbourg, dressé par ordre de racines, peut servir de modèle. L'empereur Nicolas, qui veut la nationalité jusque dans le langage, a décrété qu'à partir de 1845, personne n'obtiendrait les grades académiques sans avoir subi un examen rigoureux sur la langue russe.

Les écrivains russes, bien que les nationaux nous les citent en foule, manquent de cette originalité qui les rendrait dignes de l'attention des étrangers, et utiles dans leur patrie. Gryboiedof a fourni beaucoup de proverbes à la haute société dans sa comédie : *Malheur aux gens de talent!* Tout en imitant Byron, Pouchkine conserva le fond et l'âme russes. Il donna, dans des vers énergiques et harmonieux, la plus haute expression poétique de la vie nationale, avec ses joies et ses douleurs, en homme qui a beaucoup éprouvé, et qui exprime ce qu'il a ressenti avec chaleur et liberté. Maître au point de vue de l'art, son influence fut plus littéraire que morale. Il eut une fin prématurée, et fut tué en duel (1837). Lermontof (1839) seul

pourrait lui être comparé dans la poésie et dans les contes : on sent chez lui le besoin d'agir, stimulé par une inaction forcée; il est rempli de ces inspirations généreuses, dont il a été jusqu'ici le meilleur interprète parmi les Slaves. Les écrivains se sont divisés sur leurs traces en classiques et en romantiques, les uns tendant à l'imitation, les autres à l'originalité. Nicolas Gogol a peint la vie de l'Ukraine avec un coloris vigoureux et naturel : s'étant depuis fixé dans la grande Russie, où sa langue s'est perfectionnée, il a fait des romans fort répandus, des comédies qui ne manquent pas de force comique, et des portraits de la nature slave aussi fidèles pour le mal que pour le bien.

Les études philologiques sont très-répandues en Russie. On enseigne dans toutes les universités l'arabe, le persan, le turc; dans quelques-unes, le sanscrit, le mongol, le kalmouk, langue que le père Hyacinthe a fait connaître. On forme à Pétersbourg des missionnaires et des ambassadeurs pour la Chine; et c'est chez les Russes, plus flexibles et plus insinuants que les Anglais, qu'il faut chercher les meilleurs renseignements sur l'Asie centrale.

Les poëtes n'ont pas manqué aux Polonais pour déplorer les malheurs de leur nation, ou pour réveiller ses souvenirs. En 1801, une université fut fondée à Varsovie pour l'étude de la langue nationale, étude à laquelle trop de désastres ont mis obstacle. Aujourd'hui la plupart adoptent la langue russe.

La littérature hellénique se forme chaque jour au sein d'institutions libres, et à côté d'elle grandissent les littératures valaque et illyrienne.

Les écrivains espagnols, remués par les événements et par les alternatives de l'exil, ont entrepris de régénérer la littérature nationale. Arguelles, Quintana, Gallegos, Prias, Gallardo, Martinez de la Rosa, Ange Saavedra, Trueba, Toreno et d'autres encore, ont écrit dans des temps d'infortune, ou loin de leur pays. Beaucoup d'Espagnols ont déployé de l'éloquence à la tribune, ou de l'énergie dans les négociations. En contemplant leur pays bien-aimé, ils montrent moins de sympathie pour l'époque monarchique, que de regrets pour l'époque féodale. Mais, s'abandonnant aux faciles inspirations françaises, ils pré-

fèrent la sobriété de pensée, la finesse du goût et le bon sens, à la brillante imagination des modèles nationaux. Sans parler de ceux qui, comme Burgos, Martinez de la Rosa, Lista, Moratin, restèrent fidèles à l'école classique, les romantiques eux-mêmes, au lieu de recourir à cette inspiration spontanée des grands écrivains qui avaient servi de modèles à eux et aux autres, se sont mis à suivre les pas de Walter Scott ou de Goethe, et ceux des Français même. Plusieurs d'entre eux ont cultivé les genres *humoriste* et *piccaresque*, notamment Larra, Miñano, Mesonero; et, parmi les satiriques, François Seneriz a su choisir un sujet heureux, en essayant de faire un don Quichotte moderne dans son *monsieur Legrand*, héros philosophe, chevalier errant, réformateur de tout le genre humain.

La littérature portugaise, qui a eu l'honneur de former un cycle complet, s'est ressentie, après le règne de Louis XIV, de l'influence française dans l'école créée par Xavier Menezès, auteur de la *Henriade*. L'Horace portugais, Correa Gareao, fondateur de l'Académie des Arcades, qui fleurit depuis 1765 jusqu'en 1773, s'étant attiré, par sa rédaction de la *Gazette*, la colère de Pombal, mourut de misère en prison. On se mit alors à traduire les productions anglaises; enfin, Manuel da Costa, Denis de Cruz et Silva, se hasardèrent dans des voies nouvelles. Barboza du Boccage, qui mourut à l'hôpital en 1805, fut un véritable poëte. Dans l'agitation incessante de notre siècle, les lettres n'ont point grandi; mais le goût littéraire se propage; le théâtre ne s'est pas encore relevé de l'espèce d'opprobre qui a pesé sur lui, et il reste abandonné à des écrivains subalternes. On se plaît à l'Opéra, mais encore plus aux combats de taureaux.

Parmi tant d'écrivains cités ou omis, combien en est-il qui parviendront à la postérité, si, dans ce fracas de réputations qui se supplantent, il en est qui croient à la postérité? La littérature est devenue un tourbillon; les journaux, qui se multiplient à mesure que les livres diminuent, en sont devenus les représentants; les livres même sont contraints d'en adopter la forme, et parfois jusqu'au ton. Le public aime les compilations; il court aux encyclopédies et aux journaux, qui lui ap-

portant la science en détail et la présomption en gros. De là la pensée que rien n'est plus facile que d'écrire ; moins on a de choses à dire, plus on croit aisé d'y réussir ; chacun veut dire ce qu'il sent avant de l'avoir médité ; on regarde la moindre idée comme un véritable enfantement ; toute lubie est comme une étincelle qui doit briller au milieu de la foule. N'a-t-on pas dit qu'en littérature il suffit de plaire et d'émouvoir [1] ?

La politique étant devenue la préoccupation de notre siècle, comme la religion était la passion du seizième, trop souvent la question littéraire s'est trouvée confondue avec la question politique. La liberté de l'art a été proclamée, comme la liberté civile ; et l'on s'est trouvé dispensé de toute recherche quant aux théories du bien. Mais la liberté, là comme ailleurs, n'existe qu'à la condition de l'ordre.

Le faire s'étant glissé dans la littérature comme dans la musique et dans la peinture, la grâce simple, les scrupuleuses délicatesses de l'art ont disparu devant les basses pratiques du métier, et les procédés mercantiles sont appliqués à la manipulation comme à la vente des livres ; l'on traduit et l'on copie ; les Muses tiennent boutique, et l'on aspire à la vogue, parce qu'elle est un moyen de lucre. Les ouvrages qui demandent des années de travail à l'auteur, et de l'attention au lecteur, ont peu de partisans ; on commence sans savoir où l'on aboutira, on promet sans tenir ; de là tant de travaux laissés inachevés [2] ; ou, lorsque arrive la fin du livre publié à son de caisse, les opinions ont changé ; les conclusions démentent le début. On n'a plus que la fécondité des avortements, objets de dédain pour les pères eux-mêmes, qui n'en montrent pas moins au public, en révélant ainsi une de nos plus grandes plaies, un orgueil intrépide et le mépris du sens commun. Il en est plus d'un

[1] « L'auteur n'est pas de ceux qui reconnaissent à la critique le droit de questionner le poëte sur sa fantaisie, et de lui demander pourquoi il a choisi tel sujet, broyé telle couleur, cueilli à tel arbre, puisé à telle source. » Hugo.

[2] Nous citerons, parmi les meilleurs, plusieurs ouvrages de Monti, les leçons de Fauriel, de Villemain, Guizot, etc. (C. C.)

que le culte du bon goût rend ennemi de toute innovation : c'est oublier que, dans les langues et dans l'esthétique, les révolutions dépendent de tout autre chose que du sentiment des écrivains. C'est ce que méconnaissent aussi ceux que la démangeaison de l'originalité fait courir après le paradoxe et l'extravagance, qui prennent l'informe pour le colossal, l'étrange pour le neuf, et le défaut pour le système.

Trop de gens ont cru que l'innovation consiste dans la forme des idées et non dans les idées mêmes, dans la vérité historique et non dans la vérité morale : la faute en est à une éducation médiocre, toujours dirigée vers les objets extérieurs. Comme on changerait de casaque en conservant le même drapeau, on a substitué de certaines formes d'école à d'autres, mais sans qu'elles résultent d'un sentiment ou de croyances communes. On s'est cru novateur en ressuscitant des croyances non-seulement tombées, mais conspuées, la magie, les gnomes, les spectres ; ou bien l'on renouvelle le moyen âge sans la foi, qui en était la vie. Combien de drames, chrétiens quant au sujet, n'offrent, au fond de leur tissu bizarre, que scepticisme ou fatalité, mais non cette lutte du bien et du mal, ce conflit des principes, l'énergie qui n'exclut pas la tendresse, le péché que rachète une aspiration élevée ! Combien de romans qui ne peignent que la vie exceptionnelle, une société restreinte et des croyances personnelles, l'accident, et non le vrai durable et universel !

Quand le culte de la nature redevint en honneur, on crut en trouver le sentiment dans les livres, sans avoir connu les grandes joies et les grandes souffrances, qui sont pour les âmes énergiques comme de hautes montagnes d'où se découvre le fleuve entier de la vie. Dans la poésie lyrique, on exprima avec de nouvelles formes et plus de vérité la même nature de sentiments. On chanta la patrie au lieu des amours, mais avec des accents de haine et de mort, avec des doctrines politiques théoriquement frivoles, et dangereuses en pratique. Rappelons donc que l'aspiration vers la vérité encore inconnue, que l'on ne doit pas railler même quand on en doute, est la source la plus abondante des inspirations lyriques, parce qu'elle participe de l'infini, et que

la plus grande récompense, pour un auteur, est d'avoir éveillé dans les cœurs une étincelle d'amour.

Et cependant il faut des croyances fortes, des convictions profondes à la poésie lyrique; car le doute ronge les cœurs, et la raison individuelle livre à l'anarchie les âmes énergiques; les écrivains blasphèment ou gémissent, selon que leur nature et les premiers événements qui les frappent les disposent à considérer la vie comme une comédie ou comme une tragédie. Aussi voyons-nous prédominer la satire et l'élégie, qui sont l'expression de ces époques où l'exercice de la pensée est devenu comme un tourment. Mais ces élégies et ces satires n'offrent guère que plaintes stériles, héroïsme vulgaire. Le spectacle de la décadence humaine porte à la mélancolie, nous le voulons bien; mais aujourd'hui on prend à tâche d'exagérer les douleurs. Si jadis on gazouillait de petits vers, si la poésie était à l'eau de rose; maintenant on fait étalage de souffrances : après avoir épuisé les sources du pathétique, on va le chercher dans les situations violentes, dans la couche adultère ou sur les planches de l'échafaud. Ces lamentations sans fin ne sont pas la révolte de Prométhée contre la tyrannie des dieux, mais le fruit de cette éducation molle qui ne laisse que le courage pusillanime de se plaindre et de gémir, c'est la faiblesse qui se révèle par la prédominance de la pensée et de la parole sur l'action.

Le sentiment religieux lui-même a pris tantôt le costume monastique, tantôt un jargon théosophiste : nous ne parlons pas de ceux qui n'offrent dans le Christ et les saints que des formes matérielles, et non l'expression du lien qui rattache les choses visibles aux choses invisibles. Peut-être dans aucun pays l'inspiration religieuse n'a-t-elle eu autant d'influence qu'en Italie, grâce aux deux ouvrages que le monde entier connaît [1] : l'un peignant des peines imaginaires, l'autre des souffrances réelles. La conclusion de tous les deux est : *Pardonnez !*

Il faut que le poëte soit aujourd'hui comme la voix des nations; et, comme la colonne de feu dans le désert, il doit mar-

[1] Il s'agit ici probablement des *Fiancés* de Manzoni, et du livre : *Mes Prisons*, de Sylvio Pellico (AM. R.)

cher en tête des peuples, pour les guider vers la terre promise de l'ordre, de la morale, et de l'honneur. Le bon goût, qui est la partie la plus pure du bon sens, finit toujours par répudier les œuvres du vice; et, dans le désaccord des esprits, tous s'accordent pourtant sur les idées morales. C'est donc là que doit tendre celui qui aspire à une noble influence; il doit gourmander la misanthropie, la paresse, l'indifférence; peindre le vice, mais pour le rendre odieux; inspirer la générosité, l'abnégation, la charité; ne pas porter les cœurs à la haine, mais à la bienveillance; ni au découragement, mais à l'action; réhabiliter l'amour au milieu de l'égoïsme; réveiller l'enthousiasme de la vérité et de la vertu dans un siècle où la jeunesse se désespère de ne pouvoir rien exécuter de généreux, et finit elle-même par ne plus croire; raviver enfin les forces de l'esprit au milieu des désordres produits par les calculs de l'intérêt.

BEAUX-ARTS.

Les découvertes précieuses et les travaux critiques qui signalèrent la seconde moitié du dix-huitième siècle, vinrent ranimer l'amour de l'antique, et rendre à l'art une meilleure direction.

Les Allemands apportèrent dans l'étude des beaux-arts un sentiment plus large qu'on ne l'avait fait encore, faisant de l'esthétique une branche de la philosophie, c'est-à-dire lui donnant pour base la connaissance de la nature humaine. Nous avons déjà donné à Lessing, à Winckelmann, à Sulzer, les éloges qui leur sont dus. Mais l'efficacité pratique de leurs doctrines ne se fit pas sentir en Allemagne, où il ne se forma point d'école alors.

Diderot leur emprunta quelques idées, selon son usage, pour livrer bataille au goût mesquin de son époque. Ses lettres à Grimm, sur l'exposition de 1765, attirèrent l'attention par une critique originale, où il y avait beaucoup de vérités, mêlées à beaucoup de passion. Watelet, Lévesque, Mengs, et d'autres,

firent pour l'*Encyclopédie* des articles sans liaison entre eux, et non moins incohérents quant à la méthode. Mengs étale une science pédantesque. Il réduit les peintres à Raphaël pour le dessin et l'expression, à Titien pour le coloris, à Corrége pour la grâce et le clair-obscur; il porte l'idolâtrie de l'antique jusqu'à proposer la *Niobé* pour type de la *Vierge de douleur*.

Algarotti, dans l'*Essai sur la peinture*, est superficiel comme dans tout le reste; mais moins encore que Rezzonico et autres pédants, qui extravaguent après le beau idéal dans une langue toute de convention. L'*Histoire de la peinture*, de Lanzi, plaît par sa clarté; mais il morcelle la matière, et manque de cette pratique qui rend les jugements de Vasari nets et instructifs, alors même qu'il tombe dans l'erreur. Du reste, ces écrivains, de même que Reynolds, se contentent de prêcher l'imitation éclectique des modèles, au lieu de recourir à la nature. Milizia au contraire, plein de hardiesse, se pose en véritable Baretti des arts; il prononce ses jugements d'un ton que l'on prendrait pour de l'indépendance et de l'originalité, si l'on ne s'apercevait qu'il copie les encyclopédistes, sans s'inquiéter de faire disparaître leurs contradictions. Passionné, violent, sans égards, il dénigre Michel-Ange et exalte Mengs.

D'Agincourt, qui, venu à Rome pour y passer quelques jours, y resta cinquante ans, entreprit de réhabiliter les arts du moyen âge. Mais son exécution fut des plus mesquines; il y apporta des idées d'école, et il ne sut pas pénétrer sous la forme pour saisir l'inspiration et le sentiment. Il ne faut pas, au surplus, exiger trop d'un siècle qui ne voyait, dans le moyen âge, qu'erreurs, barbarie, ignorance. Les temps étaient loin généralement d'être propices aux beaux-arts en Italie. L'inspiration religieuse languissait; les galeries s'enrichissaient de gravures plus que de tableaux; le luxe se déployait en objets éphémères et en imitations françaises. On avait cependant sous les yeux les grands modèles; le hasard en révélait d'autres, d'autant plus observés qu'ils étaient nouveaux. Les ruines des thermes de Titus, les peintures de Saint-Jean de Latran, les mosaïques de Palestrina, furent décrites par l'abbé Amaduzzi, par Gazzola de Plaisance, par l'Anglais Mayer, par le Français de la Gar-

dette, et par Paoli ; de même que les monuments romains par Contucci et par Galeotti.

Les protecteurs généreux ne manquaient pas aux artistes. Le cardinal Albani réunit dans sa villa, près de Rome, tant de trésors, qu'après avoir enrichi plus d'un musée, elle fait encore l'admiration des connaisseurs. Le Parnasse qu'il y fit peindre par Mengs est le meilleur ouvrage de ce peintre. Le cardinal Valenti fit dessiner par l'Espagnol la Véga onze des loges de Raphaël en quatre-vingts feuilles ; il réunit dans sa villa, près la porte Pie, des objets rares de tous les pays, et suggéra à Benoît XIV l'idée de créer au musée du Capitole une galerie de tableaux. Ce pontife acheta les précieuses antiquités de François Vettori. Clément XIV, outre le musée qu'il commença, réunit la collection des papyrus décrits par Marini, et prit des mesures pour que les antiquités qu'on viendrait à découvrir ne fussent ni détruites ni vendues. Pie VI hérita de cet amour éclairé pour les arts. Le prince Marc Borghèse rassembla les richesses du célèbre musée qui porte son nom. L'ambassadeur d'Espagne Azara, Gavino, Hamilton, Jenkins, lord Harvey, comte de Bristol, soutenaient le zèle des artistes par leur munificence.

Hors de l'Italie, l'électeur de Bavière favorisait aussi les beaux-arts; Frédéric-Auguste de Saxe enrichissait l'*Augusteum* des antiques de la collection Chigi; Frédéric-Auguste II, qui fut roi de Pologne, y plaça les trois premières statues trouvées à Herculanum, acheta pour 4,800,000 livres la galerie des ducs de Modène, et pour 17,000 ducats la *Vierge de Saint-Sixte*, par Raphaël. Il en résulta que cette collection ne le céda, de l'autre côté des Alpes, qu'a celle de Paris pour les chefs-d'œuvre italiens. Ce prince fonda à Dresde l'école de peinture que Frédéric-Christian, son successeur, organisa ensuite sur un meilleur pied, d'après le plan du poëte Frédéric Hagedorn.

La gravure, qui répandait les chefs-d'œuvre en les multipliant, eut aussi quelque succès à cette époque (1730). François Bartolozzi grava en Angleterre les tableaux d'Angélique Kauffmann, et valut à ce talent gracieux, mais sans sûreté de touche ni vigueur d'expression, une réputation supérieure à son mérite; il en garda toujours un peu de douceur efféminée. Pour se conformer

au goût anglais, il travailla au pointillé, genre dans lequel il se plaça au premier rang.

Jean-Baptiste Piranesi, architecte vénitien, publia des vues de Rome remarquables par la verve, et qu'il fit accompagner de descriptions. Rosaspina, de Rimini, se fit surtout une réputation à l'étranger. Bartolomeo Pinelli, artiste romain, grava à l'eau-forte l'histoire grecque et romaine; il prit des sujets dans la *Divine Comédie*, dans le Tasse, l'Arioste et *Don Quichotte*. Son *Meo Pattaca* est une des gravures les plus originales que l'on connaisse.

Jean Volpato, de Bassano, grava à Rome les loges du Vatican : il y fut secondé par le Napolitain Raphaël Morghen, qui devint ensuite son gendre; et leur ouvrage, fort recherché, eut une grande vogue parmi les amateurs. Ils trouvèrent des émules dans le Milanais Joseph Gougi et Garavaglia, qui formèrent une bonne école.

La lithographie, qui eut pour inventeur Louis Sennefelder, de Prague, vint rivaliser avec la gravure sur cuivre. Engelmann l'introduisit à Paris, et Ulmandel à Londres. Elle répondit au besoin, qui est devenu universel, de mettre à la portée du public les ouvrages de toute nature, et permit au peintre, sans emprunter le secours d'un interprète, de reproduire son œuvre lui-même dans sa nouveauté.

François Ghingi, de Sienne, travailla les pierres dures avec un art admirable, de même que le Napolitain Costanzi. Les pierres gravées de Sirletti, de Natter, Pazzaglia, Amastini, Marchant, Cader, Capparroni, Rega, Cerbara, des Pichler, peuvent se comparer à celles des anciens. Lippert sut reproduire réellement les pierres antiques, avec ses empreintes en verre et en soufre. Les mosaïstes aussi réussirent à faire pour le Vatican d'admirables copies des tableaux des grands maîtres.

Ainsi la réforme des beaux-arts commençait en Italie. Louis Vanvitelli (1700-1773), originaire d'Utrecht, et déjà architecte de Saint-Pierre à l'âge de vingt-six ans, éleva à Naples l'église de l'Annonciade, riche en colonnes et de bon goût, bien qu'une partie se trouve masquée. Charles III voulut ériger à Caserte un

palais qui ne le cédât à aucun en Europe. Le plan conçu par Vanvitelli se distingue par son unité grandiose, et il eut le bonheur de conduire lui-même l'édifice à fin, sans ces temps d'arrêt dans l'exécution, qui déparent tant d'ouvrages d'architecture. Il fit venir l'eau d'une distance de douze milles pour les jardins, perçant cinq fois les montagnes sur son passage, et la soutenant trois fois au-dessus des vallées au moyen de ponts à trois rangs d'arcades superposés, de 1618 pieds de long sur 178 de hauteur; ouvrage qui ne le cède à aucun de ceux de l'antiquité.

Le comte Pompéi, de Vérone, publia les *Cinq ordres de l'architecture civile de Michel San-Micheli*. Il combattit les travers à la mode, et il exécuta divers travaux dans sa patrie, notamment la Douane et le Portique, où Scipion Maffei disposa les pierres antiques. Un autre patricien de cette ville, Jérôme dal Pozzo, écrivit sur l'art, et attacha son nom à plusieurs monuments. Vicence continuait à profiter des exemples de Palladio; et Othon Calderari, excellent artiste, à qui les occasions seules manquèrent, pourrait passer pour appartenir à un autre siècle.

Barthélemy Ferracino inventa, sans avoir étudié, des machines hydrauliques extrêmement ingénieuses; il reconstruisit à Bassano le pont de Palladio. Ferdinand Fuga, de Florence, travailla beaucoup à Rome, où il éleva le palais de Monte-Cavallo et la façade de Sainte-Marie-Majeure; il agrandit l'hôpital du Saint-Esprit, bâtit le palais Corsini; Naples doit à cet artiste la Maison de refuge pour huit mille pauvres. Nicolas-Gaspard Paoletti transporta à Poggio-Imperiale une voûte sur laquelle étaient des peintures de Roselli. Cerati, de Vicence, érigea dans Padoue l'Observatoire et l'Hôpital, et décora le Pré de la Vallée.

Joseph Camporèse, de Rome, grâce à l'étude des anciens, lutta contre le mauvais goût. Il donna le plan de l'église de Genzano, et travailla au musée du Vatican, où l'on remarque surtout le vestibule et la salle de la *Biga;* puis il fut employé, pendant l'occupation française, à découvrir et à restaurer de grands débris antiques.

Pierre Marini, de Foligno, élève de Vanvitelli, vint à Milan

pour restaurer le palais ducal, et y dirigea des constructions importantes, entre autres la villa royale de Monza, avec son jardin anglais, chose alors nouvelle, et les deux théâtres royaux. Il excellait à triompher des obstacles, et à se plier à toutes les nécessités; il voyait bien les défauts de ses devanciers, mais sans oser s'en affranchir; il se rapprocha de la manière française par une facilité sans grandeur et des formes sans relief. Polack travailla aussi à Milan dans le même goût. Simon Cantoni, de Lugano, plus correct, quoique moins connu, éleva dans le Milanais plusieurs palais, et à Gênes la belle salle du conseil, où, pour écarter le danger du feu, il substitua au plafond en bois une voûte hardie, sans clefs. Son compatriote Joconde Albertolli travailla dans cette ville comme ornementiste, et ressuscita le faire des artistes du seizième siècle, en décorant d'ouvrages en stuc les églises et les palais de Florence, de Naples et de la Lombardie. Il introduisit dans l'Académie milanaise, nouvellement créée, un goût très-correct d'ornements architectoniques, et en publia une série de modèles.

C'est aussi de Milan que sortit André Appiani, qui, répudiant franchement dans les fresques de Saint-Celse les défauts de ses contemporains, associa la force à la légèreté, la vivacité à l'harmonie, la correction à la hardiesse. Déjà vieux, il représenta dans le palais du vice-roi, à Milan, l'*Apothéose de Napoléon* avec une grande richesse d'imagination et les procédés du style mythologique, revenu alors à la mode.

Cependant Rome n'avait à montrer en sculpture que de pauvres essais; et si le culte du Bernin était abandonné, les caprices, la recherche, continuaient encore. C'est ce qu'on voit dans le *Pie VI* d'Augustin Penna, qui décore la sacristie du Vatican, dans les *Anges de Saint-Charles* au Corso, du même artiste, et dans la *Judith* tant vantée d'André Lebrun. Les *Sirènes* de la place Fantana à Milan, par Joseph Franchi, de Carrare, sont d'une meilleure exécution.

Antoine Canova, de Possagno (1747-1822), conduit à Rome par l'ambassadeur vénitien Jérôme Zuliani, se prit à douter de lui-même, lorsqu'il y vit régner un goût si différent de celui qu'il s'était formé. Néanmoins il sut associer tant de naturel à l'art

antique dans son groupe de *Dédale et Icare*, qu'il arracha les applaudissements. Il fut chargé du tombeau qu'un particulier faisait élever au pape Ganganelli. Son génie se révéla à ses propres yeux dans ce travail grandiose ; et, se dégageant des mauvais exemples, il représenta le pontife avec noblesse, en montrant, dans les plis et dans les détails de son vêtement, qu'il ne le cédait nullement en habileté de main à ceux qui s'en targuaient le plus. Il symbolisa la Tempérance et la Mansuétude avec un sentiment bien supérieur à celui de cette époque, et peut-être Canova n'a-t-il rien produit de mieux. Il avait alors vingt-cinq ans : ce fut peu de temps après qu'il entreprit le monument du pape Rezzonico. Dans l'immense édifice de Saint-Pierre la correction prenait facilement une apparence grêle ; mais si les partisans du baroque avaient trouvé moyen d'obvier à cet inconvénient par des masses à grand effet et par des conceptions bizarres, Canova arriva au même but en composant avec largeur, quoique avec régularité. Comme l'œil, fatigué des bizarreries étourdissantes qui déparent ce temple, le plus grand de la chrétienté, se repose avec plaisir sur ce monument !

Canova dut à ces diverses occasions le magnifique développement de son talent. Mais il étudiait sans relâche, et exécutait tout par lui-même ; et s'il produisait moins, le peu d'ouvrages qu'il créait y gagnait en perfection. Il réunissait réellement les qualités qui semblent s'exclure chez les artistes : sagesse de composition, expression des physionomies, dessin châtié, vigueur de ciseau, et habileté patiente pour finir les extrémités, les cheveux, et donner au marbre le moelleux de la chair, à ce point qu'on le soupçonna de vernir ses statues. Mais il répondit aux reproches de l'envie par de nouveaux travaux ; et, proclamé le prince de la sculpture, il redoubla d'efforts. Son monument de Christine d'Autriche, à Vienne, avec ses neuf statues de grandeur naturelle, est un véritable poëme. Sa *Madeleine* n'est pas, comme tant d'autres, une pécheresse étendue, plus voluptueuse que pénitente ; mais la sobriété du relief, l'expression de la tête, l'affaissement du corps, éloignent toute idée profane. Comme on lui reprochait d'être froid, il fit *Hercule et Lycas*, *Thésée et le Centaure*, *l'Amour et Psyché*, groupes

pleins de feu, où la nature est prise sur le fait. Il excella aussi à modeler les bas-reliefs, sans en confondre les effets avec ceux de la peinture.

Le sculpteur a, moins que tout autre artiste, le libre choix des sujets; et Canova dut se résigner à représenter Napoléon en demi-dieu, Ferdinand de Naples sous la figure de Minerve, et telles princesses sous l'aspect de muses et de divinités. Beau prétexte pour dénigrer ce maître, trop exalté peut-être par ses contemporains! Si cependant la *Vénus* et le *Persée* qu'il fit pour remplacer, dans le Belvédère, les chefs-d'œuvre enlevés par les Français, ne les ont point égalés, nous n'admettons pas qu'on doive en conclure que l'art italien le cède à l'art antique, mais seulement qu'il ne peut pas déployer ses ailes quand il se réduit à l'imitation.

Si la nudité mythologique pouvait convenir à Pauline Borghèse, qui posa devant lui comme modèle pour la statue d'une Grâce, Napoléon ne fut pas charmé de se voir travesti en Hercule, lui qui devait aller à la postérité avec sa redingote grise et son petit chapeau. Canova eut occasion, en travaillant à sa statue, de faire entendre quelqu'une de ces vérités qui dépassent rarement le seuil des palais, et lui dire combien Rome avait perdu à l'éloignement du souverain pontife. L'artiste vécut assez pour voir le pape rendu à sa capitale; et il fut alors député par les États italiens pour recouvrer les chefs-d'œuvre d'art que la conquête avait enlevés à leur patrie, et que la conquête reprenait.

Ce fut en Italie que le Danois Thorwaldsen exécuta tous ses ouvrages : quelques-uns fournirent à sa patrie des modèles d'un beau très-correct; et il en a laissé même en Italie, surtout dans le bas-relief, qui pourraient le faire ranger parmi les classiques. Il se montra de force à rivaliser avec Canova. Mais, appelé à lutter avec lui dans Saint-Pierre pour un monument consacré à Pie VII, il conçut froidement les symboles de ce grand pontificat, dont le triomphe avait inspiré à tous, catholiques ou non catholiques, tant d'allusions heureuses. Les beaux-arts furent appelés par la Révolution, puis par le conquérant, à improviser des fêtes, des tableaux, des monuments. Mais ces tra-

vaux, si grandioses qu'ils pussent être, n'enflammèrent pas le cœur des artistes, qui ne surent pas sortir de la classe des imitateurs. Les fêtes impériales étaient dirigées à Rome par Camporesi, qui dessina ensuite la place du Peuple et le jardin contigu à cette place. Louis Cagnola, après plusieurs travaux éphémères, éleva à Milan l'arc de triomphe du Simplon, l'un des plus grands et le plus beau qui existe en ce genre. Il en projeta un autre qui devait être placé sur le mont Cénis, avec cent quarante-quatre colonnes de dix pieds de diamètre. Il a laissé des églises et des clochers, ainsi qu'un château majestueux qu'il construisit à son usage. Maintenant arrêtons nos regards sur la peinture.

Raphaël Mengs (1728-1779) quitta la Bohême, sa patrie, pour s'établir à Rome, et il y devint l'artiste le plus célèbre de son époque. Mais quelle différence de lui aux maîtres de l'art! Que son faire brillant est encore loin de la vérité! Que de convention dans son dessin et dans ses couleurs! On pourrait croire qu'il se défiait lui-même de l'enthousiasme de ses contemporains, car il chercha jusqu'à la fin à perfectionner sa manière. Pompée Batoni, qui était de Lucques, après avoir étudié à Rome Raphaël et les meilleurs maîtres, parvint à acquérir un coloris varié, transparent, quoique conventionnel. Il mania le pinceau habilement, sans avoir pourtant un style à lui, et porta, du théâtre à l'atelier, une idée vague et confuse de l'antique, ainsi qu'une manie stérile d'innovation.

Le Français David, élevé dans la manière de Boucher, son grand-père, se rendit à Rome, où il ne tarda pas à changer de style devant les œuvres des maîtres; et, prenant l'art au sérieux, il rapporta, dans sa patrie (1780) son tableau de la *Peste de Marseille*. Jacobin effréné, David représenta les scènes de la Révolution, en commençant par le *Serment du jeu de paume,* qu'il exécuta au crayon. La statue du Peuple, qui devait être formée des débris de celles des rois et placée sur le Pont-Neuf, était un Hercule portant inscrit sur le front, *Lumière;* sur la poitrine, *Nature et vérité;* sur les bras, *Force et courage*. C'était une pauvre conception. Dans sa *Mort de Marat,* emploi remarquable de toutes les ressources de l'art dans un sujet odieux, David concentra tout l'intérêt sur ce scélérat et non sur Charlotte

Corday, qui pourtant devait paraître une héroïne aux apologistes de Brutus. Membre du comité d'instruction publique, il fit assigner 2,500 francs de pension, pendant cinq ans, à de jeunes artistes qui furent envoyés en Italie et en Flandre pour s'y perfectionner. Il dirigea l'institution du Musée national; et, en proposant la formation d'un jury appelé à juger les monuments des beaux-arts, il disait : « Les monuments des arts n'atteignent pas seulement leur but en charmant les yeux, mais en pénétrant l'âme, en faisant sur l'esprit une impression profonde. » Il le disait, mais il ne le sentait pas, lui toujours classique dans ses compositions et dans sa conduite, terne dans le coloris, théâtral dans les mouvements, dur dans le dessin.

Napoléon lui paya 500,000 francs son tableau du *Couronnement*, le plus grand qu'il y eût en France; et 75,000 francs, *la Distribution des aigles;* pages théâtrales et froides. Il réussit mieux dans le passage du Saint-Bernard, où il exprima ce désir de l'empereur : *Faites-moi calme sur un cheval fougueux.* Après le retour des Bourbons, le *Léonidas* et l'*Enlèvement des Sabines* lui furent payés chacun 60,000 francs. Mais, proscrit comme régicide, il mourut à Bruxelles (1828).

C'est de David et de son école qu'est sorti ce que l'on a appelé le style de l'empire; genre qui s'étendit avec les conquêtes sans être soutenu par les inspirations classiques ou républicaines, en ne conservant que ce qu'il avait de pire, la partie technique.

Gérard (1770-1831) peignit dans de vastes proportions l'*Entrée de Henri IV*, les *Batailles d'Austerlitz* et *de Marengo;* il exécuta les pendentifs du Panthéon, et mit plus de sentiment dans sa *Corinne au cap Misène*, ainsi que dans l'*Extase de sainte Thérèse*. Mais il réussit mieux dans les portraits.

A cette école classique se rattachent d'autres peintres d'un talent grandiose et froid, comme Girodet en France, Camuccini et Benvenuti en Italie, tous deux issus de Mengs, et d'autres encore qui eurent l'excessive régularité, sans ce qui fait la valeur. Les saints furent modelés, par habitude académique, sur le type des statues grecques; on attribua à des édifices d'une destination nouvelle le caractère de l'antiquité; le Panthéon et la Maison

Carrée devinrent des églises à Paris et à Naples; les bourses et les douanes singèrent les Propylées, ou le temple de Thésée. On peut voir, par les dissertations de Joseph Bossi sur la *Cène* de Léonard de Vinci, et par l'*Histoire de la sculpture* de Cicognara, qu'on ne jugeait du beau que sous le rapport de la forme. Un biographe de Canova lui fait dire « qu'avec les principes chrétiens aucun beau idéal n'est possible; qu'il n'existe d'art véritable que chez les anciens; et comme ils ont épuisé toutes les formes de la pensée et du sentiment, il ne reste qu'à imiter les Grecs et les Romains. » L'on se flatta d'encourager les arts en fondant des académies : celle de Milan se fit remarquer par le goût pur que les Albertolli déployèrent dans l'ornementation; dans celle de Venise, Matteoni fit de bons élèves, tels que Demini, Polili, Lipparicci, Grigoletti. De l'école de Ferrare sortirent les sculpteurs Zadommegi, Fraccaroli, Ferrario.

Mais bientôt le romantisme s'introduisit dans les beaux-arts, et marqua un retour vers le moyen âge. Aux Brutus et aux Atrides succédèrent les Stuarts, Jeanne Grey, l'inquisition, les doges, avec une fidélité de costumes que certains artistes regardèrent comme un mérite suffisant; de même qu'ils se crurent originaux parce qu'ils changèrent de sujets et de personnages, conservant toutefois le faste, les scènes passionnées, en un mot, la seule vie extérieure; et, dans les statues, ils abandonnèrent le contour classique, jusqu'à tomber dans l'amaigrissement et la laideur.

On se figurait ainsi qu'on réformait en changeant des détails; mais on ne vit pas surgir un véritable maître, parce que ces croyances pieuses ou héroïques qui sont les ailes de l'art manquaient généralement. Les expositions, devenues de mode partout, ont bien fait voir à quel point les artistes se sont écartés du droit chemin, faute de temps et de méditation. Pour se conformer au goût du public, souvent bizarre et amoureux de la nouveauté, on a plus songé à l'effet du moment qu'à des succès durables. Les maisons modernes, en outre, se prêtent mal à recevoir ces grands ouvrages, qui révèlent à eux seuls un artiste. S'il s'en présente, on les confie à des vétérans émérites, dont l'imagination est déjà épuisée, et qui s'en tiennent à

la première conception venue, tout extérieure et matérielle, et dont le travail patient confié à des élèves ne supplée qu'imparfaitement à l'insuffisance du sentiment.

Bien peu d'artistes comprennent que le beau est la plus haute expression du vrai; que l'art n'est pas sa fin à lui-même, ni une simple jouissance pour les sens; que son but suprême est la vérité représentée dans le sentiment, et que la forme doit être le vêtement des idées. Les théoriciens placés à ce nouveau point de vue ont cherché l'expression qui va à l'âme plus qu'aux sens; ils veulent d'abord redresser le sentiment, avant de songer au mode employé à sa manifestation : seul moyen de faire que les beaux-arts soient la langue universelle de l'humanité, une source d'émotion sans égale, une guerre déclarée à l'égoïsme.

Mais les théories académiques prévalent en Italie, qui se croit sans rivaux dans la partie technique. Riche en dessinateurs, en coloristes, en paysagistes, l'Italie incline du côté sensuel; et ceux qui prêchent l'idée y font bien peu de prosélytes. On y aborde bien des sujets du moyen âge, de la Grèce et de l'Italie modernes; mais ce qui doit constituer la réforme, ce n'est pas un peu plus de vérité dans le costume et dans l'expression, plus de pureté dans les lignes, plus d'ordre et de goût dans la distribution, mais bien le souffle intérieur, et le désir de faire du beau un moyen d'enseignement.

La sculpture a mieux fait ses preuves; et les noms de Finelli, de Tenerani iront à la postérité, comme l'œuvre colossale qui couronne l'arc du Simplon et le groupe du Vendredi Saint. Malheureusement les ateliers regorgent encore de Vénus et de Lédas, tandis que le peuple demanderait autre chose. Dans les cimetières, lieu de méditation et de triste réalité, la vérité est aussi rare dans les figures que dans les inscriptions. Il est peu de sculpteurs qui sachent donner une âme à la simple statue d'un ange priant, d'une Vierge résignée, et qui abandonnent la beauté de convention.

L'architecture civile s'est évertuée à reconstruire des villes entières, et plus encore à les embellir; à élargir les rues devant le nombre toujours croissant des voitures, à établir des ports, des chantiers, des arsenaux, des canaux, des ponts, des routes,

des quais. Dans quelques pays, surtout en Amérique, on ne songe pas au beau, mais seulement à l'utile, au convenable, à l'économique; dans les autres contrées, on n'ose se hasarder à faire du nouveau, même lorsqu'il s'agit de satisfaire à des besoins nouveaux. Les architectes italiens ont eu moins occasion de s'occuper d'églises et de palais que d'élever des théâtres, genre d'édifices dans lequel leur supériorité est reconnue. Mais ce n'est pas seulement dans ce pays qu'il faut déplorer le manque de grandeur dans les monuments, que l'on condamne en les appelant jolis. Une architecture sans originalité indique que le peuple en manque lui-même.

De beaux et vastes édifices se sont élevés en Russie; Pierre le Grand avait posé, sur le bord de la Néva, la première pierre de l'église de Saint-Isaac, dont le Moderno avait fourni le plan. Catherine résolut d'en faire un monument digne du héros qui l'avait projetée : elle la fit recommencer par l'architecte Rinaldo en 1768, la voulant construire tout en marbre. A sa mort elle fut continuée en briques, et il en résultait un ouvrage mesquin, lorsque l'empereur Alexandre la fit reprendre par l'architecte Montferrand, et achever dans de telles proportions, qu'elle ne le cède en grandeur qu'à Saint-Pierre de Rome, et n'a guère de rivales pour la richesse des matériaux [1]. Moscou s'est relevé de ses cendres plus magnifique que jamais, et le Kremlin peut se comparer aux plus beaux palais. La plupart des artistes que la Russie emploie sont Italiens, principalement du Tésin; quelques-uns s'engagent jusqu'au fond des plus lointaines contrées, et aujourd'hui même ils préparent dans le Caucase des cités et des villages pour la civilisation future. Le Russe Brulof s'est fait connaître de l'Europe par ses tableaux pleins d'imagination, mais incorrects.

[1] C'est une croix grecque de trois cent quarante pieds; du sol jusqu'à l'extrémité de la croix, elle a trois cent cinquante pieds. Quatre clochers s'élèvent autour de la coupole, qui a cent douze pieds de diamètre, et est entourée de colonnes monolithes de granit, distantes de quatorze pieds. Les murailles sont en marbre; cent six colonnes monolithes de granit rouge de Finlande, avec des chapiteaux et des bases en bronze, ornent l'extérieur.

L'Angleterre a des peintres, mais point d'école; et elle a produit, en somme, peu de travaux remarquables, à l'exception des aquarelles. La religion n'y convie pas les artistes à peindre dans leurs temples la terreur ou l'espérance, et l'enthousiasme n'est pas la qualité dominante chez eux : aussi préfèrent-ils le paysage, les portraits, les fantaisies, et les scènes tirées de leurs poëtes. Ils ont pris en conséquence pour modèles les Vénitiens et les Hollandais; et, tout en recommandant l'antique en théorie, ils s'abandonnent au caprice, et négligent la correction des formes. Reynolds (1723-1797) s'éprit de Raphaël, en lisant le traité de Richardson sur la peinture; aussi fut-il heureux dès qu'il put aller en Italie étudier les ouvrages du grand artiste. Mais, plutôt que de se mettre à copier les classiques, il pensait qu'il fallait s'inspirer de leurs œuvres, et se confier ensuite à son propre génie. De retour dans sa patrie, il y devint le premier peintre de portraits; faible en dessin, mais cherchant scrupuleusement la nature, il visa au fini avec une extrême opiniâtreté. Malheureusement, à force de retoucher sans cesse, son pinceau perdit de sa fermeté, et il finit par tomber dans le sec. Il décora le château de lord Égremont, à Péterworth, de vingt tableaux qui sont les meilleurs ouvrages de ce pays, surtout la *Mort du cardinal de Beaufort*.

Reynolds contribua beaucoup à la fondation de l'Académie des beaux-arts de Londres. Le nombre des artistes et des amateurs s'accrut alors en Angleterre. Ils furent autorisés à former une association, et à faire une exposition annuelle. Benjamin West, successeur de Reynolds, fut à la fois affecté et négligé comme les Italiens d'alors. Sa *Cène* et son *Paralytique guéri*, qui lui furent payés trois mille livres sterling, et qu'on voit dans la galerie de Londres, ne sont bons qu'à redoubler le désir d'arriver à la salle où sont conservés les maîtres italiens. Il réussit mieux dans les marines et dans le paysage; le *Combat de la Hogue* et la *Mort de Wolf* rendirent son nom populaire; mais tout leur mérite consiste dans l'œuvre du graveur. C'est aussi dans la gravure qu'il faut voir les ouvrages de Hogarth, qui, toujours ingénieux et rationnel dans la pensée, sait tirer une moralité profonde d'un incident léger, que le sujet qu'il traite

soit burlesque ou sérieux. Meilleur coloriste, il eût été l'égal des Flamands.

L'école anglaise doit à ces deux artistes, ainsi qu'à Wilson, Gainsborough et quelques autres, un faire particulier, vigoureux, malgré son imperfection. Barry devint populaire en couvrant des panneaux immenses d'allégories gigantesques, sans savoir ni originalité. Flaxman traduisit, dans des dessins énergiques, Hésiode, Homère, Eschyle et Dante; il inventait et composait bien; mais il tombait, en modelant et en sculptant, dans l'exagération.

Henri Fuseli, de Zurich (1741-1825), après avoir été peintre, devenu poëte, écrivit sur la peinture et sur les études qu'il avait faites dans les galeries d'Italie. Il est épris de Michel-Ange, et comme lui il n'admet pas qu'il existe de la dignité sans action, ni du sublime sans exagération. Il méprisait tout ce qui n'était pas médité et creusé à fond; et il peignait de telle sorte, que Piranési lui dit un jour : *Ce n'est pas là dessiner un homme, mais le fabriquer*. Il eut ses succès à Londres par des peintures bizarres, comme *le Cauchemar*, la galerie de Milton, et plus encore par celle de Shakspeare, qui lui offrit une série infinie de caractères. Mais il réussit mieux dans la gravure, où l'on n'est pas blessé par l'étrangeté du coloris.

Beaucoup d'étrangers portèrent alors leur talent en Angleterre, où les chefs-d'œuvre étaient payés par les seigneurs et par les établissements publics à des prix énormes : aussi peut-on en admirer l'ensemble le plus merveilleux dans le pays qui en a le moins produit. Lord Elgin, ambassadeur à Constantinople, obtint l'autorisation de transporter d'Athènes à Londres beaucoup de sculptures et d'inscriptions, entre autres les statues de Thésée et de l'Ilissus, les bas-reliefs et les métopes du Parthénon. Achetés par l'État, sur l'estimation de Quirinus Visconti, au prix de 35,000 guinées, ces débris devinrent le plus bel ornement du Musée britannique; mais l'Europe se récria, demandant pourquoi, au moment même où l'on restituait aux autres peuples les monuments qui leur avaient été ravis, on enlevait aux Grecs ces chefs-d'œuvre de leurs ancêtres?

L'Angleterre, cette terre classique des arts utiles, plutôt que

des beaux-arts, eut pourtant une période assez heureuse de 1815 à 1830. Formés à une école étrangère, les artistes affectent un faire brusque et heurté, qu'ils appellent à la Rubens : leurs groupes sont à peine indiqués ; ils méprisent la forme et la précision, cherchant plutôt des effets d'ensemble et de premier jet que la correction et la pureté. On prendrait certains tableaux anglais pour des palettes, à la fin d'une journée de travail ; ce n'est qu'à force d'observer qu'on y distingue quelque chose. Enclins à l'exagération et à la bizarrerie, ils ne procèdent que par sauts, dans le coloris comme dans la composition ; peintres de l'effet, ils sont excellents où il faut du faire et de l'habileté de main. Il en résulte que l'art y tourne facilement à l'industrie, comme on le voit dans les livres d'étrennes et dans les illustrations. Les Anglais conservent encore la supériorité dans l'aquarelle et l'aqua-tinta.

A défaut d'inspiration religieuse ou de sentiment, les artistes anglais produisent, selon le caprice des particuliers, des portraits, des tableaux de genre, des scènes de poëmes et de romans. Les portraits de Lawrence, élève de Reynolds, négligés du reste, sont remarquables dans les têtes par la dignité qui y respire, et qui convient à un peuple libre. Dans les sujets historiques, les Anglais recherchent avec prédilection le détail, les petits effets, l'anecdote. Wilkie représente des scènes familières et fantastiques, tantôt gaies, tantôt pathétiques. D'autres rassemblent dans de petits cadres une infinité de personnages, comme Farner, auteur d'*Annibal sur les Alpes,* de *la Fondation de Carthage,* des *Plaies d'Égypte,* et Martin, habile à leur donner ce vague, ce fantastique qui séduit l'imagination. Turner, meilleur paysagiste que Martin, produit plus d'effet dans les tableaux que dans les gravures, tandis que c'est le contraire pour Martin, qui n'a point de coloris.

Dans la sculpture de portrait ou à la manière italienne, Westmacott, Gibson, Chantrey, Soanne, Rennie, se sont fait une belle réputation. Flaxman s'est fait connaître par les monuments de Collins à Chichester, de lord Mansfield à Westminster, et les statues de Washington et de Reynolds. Wyatt a terminé en 1846 la statue équestre de Wellington, dans des propor-

tions énormes et en costume moderne; elle a coûté 36,000 livres sterling.

L'architecture est toujours restée en Angleterre une entreprise et un métier. On bâtit plus à Londres que dans aucune ville du monde, mais il ne s'y fait rien de beau ni de grand : on peut citer cependant la salle de Westminster, reconstruction gothique de Barry, dont la dépense s'est élevée à un million sterling, l'hôtel Wellington, et les façades menteuses de Regent's-Park.

Cunningham, dans son *Histoire de l'école anglaise*, déterrant force mérites inconnus, prise beaucoup trop des œuvres médiocres, et traite l'art sans se préoccuper de l'époque où vécut l'auteur dont il parle, ni des circonstances qui ont agi sur son talent.

En Amérique, le peintre d'histoire Trumbull (1725-1805) s'est fait un nom populaire, dans ce pays peu favorisé de l'art, en décorant le Capitole de Washington.

En France, le premier des peintres de genre, Greuze, s'était fait une grande renommée dans le siècle passé. Ses rivaux d'abord le trouvaient trivial, parce qu'il était vrai. Il fit le voyage de Rome; mais, tenant à garder son originalité, il trouva qu'il valait mieux étudier le beau ciel du pays, ses belles femmes, et il chercha la poésie dans la vie et non dans les réminiscences; il ne s'entendait guère à représenter les rois, les héros, les Grecs et les Romains. *J'ai trempé mon pinceau dans mon cœur*, disait-il. N'observant pas par les yeux seulement, plus poëte qu'aucun de ses contemporains, au lieu de peindre des scènes de cabarets et de cuisines, il peignit la vie de famille, comme dans le *Père paralytique*, la *Bonne Mère*, la *Malédiction paternelle*, la *Dame de Charité*. Il tombe quelquefois aussi dans le théâtral, et répète les mêmes caractères de têtes, bien qu'on retrouve dans leur fini ses qualités de peintre de portrait. Il néglige les draperies, et cherche trop le relief. Lebas, Cars, Martenasie, Macret, Massard, Porporati, et Flipart mieux encore, ont gravé ses ouvrages; mais il mourut pauvre et oublié dans son pays, alors tout absorbé par la vie politique.

A cette époque, où Julien, Houdon, Moitte, Chaudet, ramenaient la sculpture vers l'antique, on voyait dans la peinture

succéder, aux traditions de Vanloo et de Boucher, le goût noble et judicieux, mais académique, de Vien, Ménageot, Barbier, Regnault, Vincent, et surtout David. Ingres effectua la transition entre les principes de la statuaire qui avaient gouverné l'école de David, et le mouvement qui s'est produit plus tard. Il retrouva dans son dessin les qualités de l'ancienne école. Delacroix excelle dans le coloris propre à la peinture historique. Delaroche tient de l'un et de l'autre ; il recherche les sujets dramatiques, et varie ses compositions avec l'entente la plus habile des procédés de l'art. La peinture religieuse a peu d'éclat en France, où l'on se repaît de la gloire militaire et patriotique. La première est encouragée cependant par des prix, par des récompenses, et par une publicité qui n'a point d'égale dans aucun autre pays. Le roi Louis-Philippe a ouvert à l'autre un noble champ, lorsqu'il a fait de Versailles un temple consacré à toutes les gloires nationales.

La marine et le paysage ont eu en France leur moment d'éclat. Antoine Vernet, peintre d'Avignon (1714-1789), fut le père de ce Joseph qui pendant son séjour en Italie s'éprit de passion pour la mer, et qui se fit lier au mât d'un vaisseau pendant une tempête, afin de mieux la contempler. Après vingt ans de travaux en Italie, appelé par Louis XV pour peindre les ports de France, il s'en acquitta avec une habileté qui a fait sa renommée, et sut jeter de la variété, de l'intérêt dramatique, dans ces sujets uniformes. Son fils Carle (1758-1836), qui excella surtout dans les chocs de cavalerie, représenta plusieurs batailles de la république. Horace, son fils, se conforma à l'esprit d'une époque qui substitue la prose au vers, le roman à l'épopée, la gazette à l'histoire; il abandonna résolûment le grec et le romain en vogue sous l'empire, où, même dans les sujets de circonstance, on calquait les bas-reliefs antiques. Improvisateur du pinceau, il reproduisit la multitude sans idéal, les soldats dans toutes les situations de la vie militaire, avec une fécondité qui empêcha sa vogue de se refroidir. Le sentiment napoléonien, qui s'était ranimé sous la restauration comme une protestation contre elle, demanda incessamment des scènes de la grande armée ; puis, lorsqu'il pouvait se trouver épuisé, la révolution de Juillet

et la guerre d'Alger vinrent lui fournir de nouveaux sujets.

Les marines de Gudin, les scènes champêtres de ce Léopold Robert qui se donna la mort à Venise (1835), les sujets tendres et profonds d'Ary Scheffer, éveillèrent les sympathies, en s'adressant à des sentiments universels. Dans son tableau du *Christ au milieu des affligés*, Scheffer a symbolisé tous les genres de souffrance : c'est une mère privée de son fils, un poëte dédaigné, un Grec et un nègre chargés de chaînes, un Polonais égorgé, des vieillards succombant sous le poids des infirmités, des ouvriers affamés ; tous entourent le Sauveur, en qui se peint la bonté, la compassion, l'amour de celui qui a souffert pour ceux qui souffrent.

Après le *Naufrage de la Méduse* par Géricault, dont l'apparition produisit une sensation profonde et fraya la voie à une nouvelle école, les novateurs cherchèrent, avant tout, le drame et la passion. Mais en France, comme ailleurs, il n'y a plus d'écoles aujourd'hui ; il n'y a que des individualités. Les artistes, sans lien avec ceux qui les ont précédés, sans égard pour ceux qui les suivront, jettent sur la toile les premières conceptions venues ; on se sert de la religion comme d'une mythologie à laquelle on ne croit plus.

La sculpture, en France, a été bien servie de nos jours, et les sujets ne lui ont pas fait défaut : David d'Angers a reproduit avec une grande vérité les contemporains illustres. Marochetti, Bosio, noms italiens, ont exécuté des travaux remarquables [1]. La Belgique en doit aussi quelques-uns à Geefs, qui a immortalisé les héros de sa dernière révolution.

L'école de Mengs à la fin du dix-huitième siècle, et celle de David au commencement de celui-ci, avaient détourné la peinture allemande des traditions originelles : méprisée par les étrangers, elle s'estimait elle-même ; et, appliquant à ses types les idées classiques de Winckelmann, adoptées aussi par Goethe et

[1] On pourrait, sans trop multiplier les noms propres dans cette rapide revue, en ajouter quelques autres (et ce serait justice), tels que : Pradier, Cortot, Dumont, Duret, de l'Institut, et la princesse Marie d'Orléans, dont la *Jeanne d'Arc* est un chef-d'œuvre devenu populaire. (AM. R.)

par les autres critiques, elle se résignait à l'obscurité des imitateurs; aussi ne connaissait-on pas au dehors Koch, Wachter, Schick, Hartmann. Quand les études se furent retrempées dans le sentiment de la nationalité, on se dégoûta du mythologisme académique. L'esthétique, fondée sur la psychologie, enseigna l'accord de l'art avec la philosophie, avec la religion, avec l'histoire; le résultat fut la restauration du style chrétien, et une sorte de dévotion de l'art. Mais les novateurs se laissèrent entraîner, surtout à la suite de Schelling, dans une esthétique ténébreuse, qui consista plus en règles qu'en pratique. Ils affectèrent une simplicité puérile, une étude de la vérité triviale; et, peu sûrs de leurs forces, ils cherchèrent des types non pas dans la nature, mais chez les Byzantins, dans Cimabue, dans Hemmeling, substituant une imitation à une autre, et non la vérité.

Ils sentirent bien que l'art doit représenter l'état social, et que par conséquent il doit être chrétien; mais ils ne virent pas assez que le christianisme, immuable au fond, est soumis au progrès dans ses formes. Ne retournez point en arrière ou remontez jusqu'au berceau, mais ne vous arrêtez pas à un point arbitraire; gardez-vous de copier, mais apprenez comment on doit imiter la nature. Adonnés à l'archaïsme, trop facile à des époques d'érudition, les Allemands sacrifient la forme et la couleur à la pensée, lorsqu'il faudrait produire tout d'un même jet. Ils veulent que la forme soit une et spontanée, mais ils n'en recherchent pas la perfection, comme s'il suffisait qu'elle exprimât certaines abstractions.

Or, les abstractions sont encore un de leurs abus. En s'étudiant eux-mêmes, ils perdent cette naïveté à laquelle ils veulent arriver par l'étude; en cherchant le symbole, ils deviennent obscurs, et ils auraient besoin de longs commentaires. Owerbeck, l'un des plus sages, eut besoin d'écrire un livre pour expliquer son *triomphe de la religion dans les arts*. Les meilleurs ont un sentiment profond, mais avec des formes débiles; et ils embellissent la maigreur ascétique d'un placide sourire, qui ferait confondre l'amour et la foi. Ces artistes, étrangers au luxe de la société élégante, ont peu d'ambition, et cultivent l'art avec

conscience. De petits princes, et même des villes, ont dépensé des sommes énormes pour favoriser les arts. Il faut citer à leur tête le roi Louis de Bavière, dont la capitale est devenue l'Athènes de l'Allemagne. Des rues entières ont été bordées de palais imitant les styles romain, florentin, gothique. Plusieurs églises, construites sur les dessins de Kleuze, de Ohlmüller, de Gartner, de Ziebland, ont reproduit les édifices byzantins, les basiliques, les cathédrales du moyen âge; et leurs vastes murailles se sont offertes aux habiles pinceaux de Zimmermann, de Schadow, de Rottmann, de Kolbach. Dans le palais du roi, une suite d'appartements est décorée de sujets anciens ou modernes; le bazar est consacré à l'histoire bavaroise [1]. Puis c'est à peine si l'atelier du sculpteur Schwanthaler et la fonderie de Stiegelmaier peuvent suffire aux importantes commandes de l'Europe entière.

Cornélius, qui a peint à fresque dans le palais les légendes germaniques, dans Saint-Louis l'immense *Jugement universel*, dans la Glyptothèque les histoires des artistes, mélange de mythologie, de christianisme et d'allégorie, où Fortoul croit voir le système de Fichte personnifié, Cornélius s'est trop épris [2] de Michel-Ange ainsi que de la peinture décorative conventionnelle, et il a voulu associer le gigantesque aux chastes pensées de l'art chrétien. Schnorr a peint les *Niebelungen* avec un talent des plus hardis; il y a empreint le grandiose et la rudesse, qui sont le cachet de l'époque. Hess a fait, avec un sentiment profond de l'art chrétien, les Vierges et autres peintures, dans Saint-Boniface, basilique à la romaine, et dans la chapelle byzantine de Tous-les-Saints.

Ce fut le 18 octobre 1842, anniversaire de la bataille de Leipsick, que les arts fêtèrent l'ouverture de la Walhalla près de Ratisbonne, le plus vaste monument de l'Allemagne, bâti par Kleuze, que le roi de Bavière a consacré à tout ce que la

[1] Cette inscription frappe les yeux en entrant : « Sans histoire de la patrie, il n'y a pas d'amour de la patrie. (*Ohne Geschichte des Varterlandes gibt as Keine Vaterlandsliebe.*)

[2] Fortoul, *De l'art en Allemagne*, 1842.

pensée ou la force ont produit d'illustre en Allemagne, et auquel ont mis la main tous les artistes dont la Bavière peut s'honorer. C'est un temple dorique, situé sur une éminence, où l'on monte par trois rangs de terrasses aux escaliers variés, et dont le revêtement est dans le genre cyclopéen. Au-dessus s'élève ce vaste parallélogramme entouré, à l'extérieur, d'un péristyle couronné d'une frise, où Martin de Wagner a représenté, sur deux cent vingt-quatre pieds de développement, des sujets tirés de l'histoire d'Allemagne. Les deux frontons supportent chacun quinze statues de Schwanthaler. Dans la salle intérieure sont placés, à différentes hauteurs, des bustes, des statues, ou au moins les noms des Allemands célèbres; le tout en marbre blanc, avec des murailles colorées, au plafond peint et doré, au pavé en mosaïque, orné de colonnes et de tous les dieux de l'Olympe scandinave.

Dans les pays protestants même, on a senti le besoin de revenir à l'art chrétien; témoin les écoles de Berlin et de Düsseldorf. Hartmann de Dresde, savant en dessin et en composition, est arrivé à se faire une main hardie. *Le Christ devant Pilate*, par Hemsel, est du nombre des bons tableaux religieux. Aschembach, Lessing et quelques autres, ont réussi dans le paysage. Kupelweise et Dombauser ont su plaire et toucher. Joseph Führich, de Bohême, se distingue parmi les champions de la peinture catholique.

L'école actuelle de Hollande est moins connue qu'elle ne le mérite; mais les paysages de Vanhaanen sont admirés dans toute l'Europe.

La Suisse aussi compte plusieurs paysagistes, en tête desquels il faut nommer Calame.

En résumé, le culte de la pensée dans l'art tend à se substituer à celui de la force pure, et nous promet une sorte de renaissance plus vraie peut-être, et en tout cas différente, de celle qui s'est accomplie il y a quelques siècles. Toute grande réforme n'est que l'expression collective des convictions individuelles et de l'idée sociale; mais toujours le sentiment individuel devance de longue main et prépare le sentiment public; il faut du temps pour que les académies, les commissions, les

gouvernements arrivent à comprendre ce qu'un esprit d'élite a deviné.

L'esthétique aujourd'hui établit ses lois, non sur des préceptes arbitraires, mais sur les enseignements de l'histoire; plusieurs systèmes sont en présence : les uns veulent faire prévaloir le sentiment individuel sur l'autorité des exemples et des traditions, d'où résulte plus d'indépendance que de justesse; d'autres voient plus de profit à observer les lois générales de la convenance et de l'harmonie; mais tous s'accordent à reconnaître que l'art atteindra son but suprême, quand la réforme sera l'expression vraie de l'esprit et des besoins de notre temps.

On étudie avec passion l'histoire de l'art, quoique les efforts ne répondent pas toujours à la grandeur du sujet. Il n'est ni homme ni monument qui n'ait son panégyrique ou sa monographie. On interroge les archives pour en exhumer les souvenirs perdus, ou corriger les erreurs qui ont cours. En se plaçant à des points de vue nouveaux, on porte sur les œuvres anciennes de nouveaux jugements, on hasarde des théories qui renversent les anciens systèmes de l'école.

Répudier les mauvaises pratiques du siècle passé; rendre à l'imitation la force qu'elle a perdue; rompre avec certaines conventions admirées par la société plus aristocratique d'un autre temps; donner aux ouvrages une autre valeur que celle de la perfection matérielle; suivre l'indépendance de l'inspiration : telle est la mission difficile des artistes. Celle des critiques est de porter leur attention non point seulement sur la forme, mais avant tout sur la pensée qui a dû naître dans l'âme des artistes avant de prendre corps dans le marbre ou sur la toile.

MUSIQUE.

L'opéra en Italie consista d'abord dans un spectacle où la poésie, le chant, l'instrumentation, la décoration, se trouvèrent associés. On les sépara plus tard ; la poésie n'y eut ensuite qu'un rôle secondaire, puis on se passa de cet accessoire dans les symphonies, et enfin l'instrumentation prévalut.

Le ballet vint après, qui fit concurrence à l'opéra. A peine commençait-il, que le silence se faisait dans les loges, où l'on ne se gênait point, pendant le chant, pour causer haut, jouer et manger. Les danseuses avaient, pour se faire applaudir, des moyens qu'il est aisé de deviner.

Il n'est pas étonnant que la musique ait acquis dans les sociétés modernes un empire inconnu aux anciens. Le peuple alors se contentait de pain et de spectacles ; chez les modernes la classe élevée, manquant d'occupations et ayant besoin de se distraire, chercherait à se mêler des affaires publiques, si les gouvernements, dans certains pays, ne songeaient à l'amuser et à l'étourdir. Aussi, depuis le temps où les ménestrels égayaient les fêtes des cours plénières, nous voyons la musique jouer, dans la société, un rôle qui ne fait que croître à mesure que celle-ci se raffine. Tout prince avait à son service des troupes de musiciens ; l'opéra passa de l'Italie dans les autres pays ; et, dans le dernier siècle, plus d'un roi, non-seulement joua de quelque instrument, mais se fit compositeur. Le régent de France composa la musique de *Panthée ;* le roi George établit à Londres l'opéra italien en 1719, et envoya Hændel à la recherche des meilleures voix. Léopold I[er] l'introduisit à Vienne ; Charles VI fit un opéra qui fut chanté par les principaux personnages de sa cour, tandis que lui-même faisait sa partie dans l'orchestre, et que ses deux filles dansaient sur la scène. Frédéric II, si parcimonieux, entretenait un théâtre sur sa cassette, et envoyait lui-même les billets d'invitation. Les bonnes tragédies et comédies devenant rares firent

la fortune de l'opéra, malgré ses défauts et son influence corruptrice. En France même, ce n'était point déroger que de chanter en public. Bien d'autres villes que Paris avaient des salles, des concerts et des académies de musique; c'était manquer d'éducation que de ne savoir ni chanter ni jouer d'un instrument. Le luth et le téorbe, qui avaient fait les délices du siècle précédent, firent place à la basse de viole et au clavecin[1], désormais en faveur; mais le violon et l'accompagnement étaient si peu considérés alors, que le régent n'en trouva pas pour faire exécuter les sonates de Corelli. C'était encore le règne de Lambert et celui de Lulli, révéré comme inventeur, parce qu'on ne connaissait ni Carissimi, ni Cavalli, ni tous ceux qu'il imita. A peine un air de Lulli commençait-il avec ce *presto* aux cadences marquées, que tout l'auditoire se mettait à l'accompagner. C'était une musique facile, expressive, bien harmonisée, qui s'exécutait sans effort, et qui n'usait point les chanteurs. Elle exigeait plus d'inspiration que d'étude; et en effet, sous la régence, le mousquetaire Destouches composa un opéra sans connaître le contre-point. Mais partout ailleurs la musique italienne avait prévalu, et l'Italie produisait une foule d'excellents chanteurs; Bologne et Naples furent surtout favorisées. Balthasar Ferri, de Pérouse, « qui d'une haleine descendait et remontait deux octaves entières avec un trille continu sans accompagnement, » fut l'objet d'un enthousiasme universel. On allait au-devant de lui à trois milles de Florence; ce n'était que portraits, médailles, sonnets en son honneur. Farinelli, à la voix vigoureuse et flexible, recevait à Madrid quarante mille livres par an, pour chanter chaque soir devant Philippe V. Les chanteurs étaient payés largement, surtout les castrats, qui alors se multiplièrent. Du reste, beaucoup de prétentions et de ridicules chez ces artistes; les virtuoses battaient la mesure avec leur sceptre ou leur éventail, riaient avec les loges,

[1] Le forte-piano n'a pas été inventé, comme on l'a dit, par l'Allemand Schrœter, mais par Barthélemy Cristofori, de Padoue, qui l'appela *cembalo a martelletti*. Lotti l'améliora ensuite. (CARLI, *Œuvres*, t. XIV.)

prenaient du tabac, traitaient le souffleur d'âne bâté, se délaçaient pour mieux chanter, et finissaient par se trouver à moitié déshabillés. Guadagni, qui jouait le rôle d'Aétius, s'habillait en Thésée à la dernière scène, pour se donner le plaisir de combattre le Minotaure.

Déjà l'orchestre s'attribuait l'importance principale ; on composait la musique avant les paroles, les récitatifs étaient négligés, et l'opéra buffa, qui ne faisait que de naître, était prostitué. Au surplus, la musique d'église n'était pas plus digne que celle du théâtre : elle était bruyante à l'excès ; les instruments à vent étant interdits dans certains rites, on les faisait jouer au dehors.

Le dix huitième siècle pourtant produisit d'excellents maîtres, tels que Porpora, Féa, Corelli, Tartini. Pergolèse, inimitable de simplicité et de grandeur, porta très-loin l'harmonie ; et il se serait corrigé de ses défauts, s'il ne fût mort à vingt-six ans. Il n'eut que des sifflets de son vivant ; à peine avait-il rendu le dernier soupir, qu'il était proclamé le Raphaël de la musique ; en effet, son opéra de la *Servante maîtresse* est un des chefs-d'œuvre de l'art.

Nicolas Jomelli (1714-1774) s'immortalisa par son *Miserere*, et dans plusieurs drames de Métastase perfectionna la musique de théâtre. Jean Paesiello (1741-1806) perfectionna la symphonie, et employa largement les instruments à vent, mais de manière à ne point couvrir la partie vocale. Il introduisit le final dans l'opéra sérieux, les chœurs dans les airs, et il réunit à l'unité de la pensée mille variations : son *Te Deum* et sa *Folle par amour* sont des modèles dans des genres opposés.

Dominique Cimarosa (1754-1801) fit la musique de plus de cent vingt opéras, qui se distinguent par d'heureux effets scéniques, par l'unité des partitions et par la richesse des accompagnements. Son *Mariage secret* est encore représenté aujourd'hui. Sacchini, qui séjourna longtemps en Angleterre, plaît par un faire aimable et facile, par la douceur et la mélodie. Son *Œdipe à Colone* parut en France le comble de l'art. Caffarello sut adapter les motifs au sentiment du poëte. Tous trois étaient Napolitains. Nommons encore Pachierotti, le philosophe de la musique, et Ferdinand Bertoni, de Salo.

En France la théorie se perfectionnait : Rameau publiait, en 1724, son premier recueil de sonates pour le clavecin, en employant cinq clefs au lieu de neuf. Deux ans après, il supprima encore les trois clefs d'*ut*, en ne laissant subsister que celle de *fa* pour la main gauche et celle de *sol* pour les notes aiguës, système qui est encore suivi aujourd'hui. Il s'était élevé contre le goût français dans son *Traité de l'Harmonie*; mais il resta obscur jusqu'au jour où il en vint à l'application de ses préceptes, c'est-à-dire douze ans plus tard. Dix-sept opéras composés en peu d'années attestèrent sa fécondité; et, bien que les partisans de Lulli le trouvassent dur et outré, sa musique prévalut. Alors son *Système de la basse fondamentale* se répandit, et pendant un demi-siècle on n'écrivit plus que d'après des formules commodes, mais dans l'application reconnues contraires aux faits que fournit l'expérience. Rameau, de même que Tartini, cherchait l'explication philosophique de l'harmonie, à l'aide d'ingénieuses expériences d'acoustique. Il est certain que de pareils moyens n'étaient pas à la portée du commun des compositeurs, et qu'ils réduisaient à un pur calcul la philosophie d'un art dont la principale puissance réside dans le sentiment, et chez lequel les explications de l'acoustique ne rendent jamais compte du rhythme.

Ces recherches attirèrent sur la musique l'attention d'esprits supérieurs, tels que Rousseau, d'Alembert, Diderot. Mais tandis que le premier voulait rejeter tous les moyens d'expression que l'harmonie fournit à la musique, d'Alembert disait : *Comme géomètre, je crois devoir protester contre l'abus que l'on fait, en musique, de la géométrie.* Martini (1706-1784), de Bologne, écrivit aussi sur les rapports de la musique avec les mathématiques, et fit un recueil très-étendu de traités sur cet art. Il associa à la théorie une excellente pratique, quoiqu'en montrant plus d'art que de génie. Dans les trois volumes de son *Histoire de la musique*, il ne va pas au delà des Grecs. Il voulait que l'on conservât à la musique sacrée le caractère grandiose, sans les mignardises du théâtre et le fracas de la place publique.

J.-J. Rousseau soutenait, avec Grimm, qu'il n'y avait de bonne musique que celle d'Italie, et qu'aucun compositeur ne

l'emportait sur Pergolèse ; son petit intermède du *Devin du Village* détacha les Français, par sa facile et gracieuse simplicité, du système de Rameau. L'Italien Duni et le Français Philidor, compositeurs d'opéras-comiques, ainsi que Monsigny, contribuèrent à faire oublier entièrement la lourde musique française. Cette révolution fut complétée par Grétry (1741-1813) : déjà sensible à l'âge de quatre ans au rhythme musical, il s'éprit de la manière italienne en entendant un opéra de Pergolèse, et répudia les méthodes mesquines de son pays. Il arriva en Italie avec une étrange compagnie, dont il raconte, dans ses Mémoires, les aventures joyeuses. *Les beautés de ce pays*, dit-il, *furent la première leçon de musique que je reçus en Italie; le chant des belles Milanaises laissa un éternel écho dans mon âme.* Les *minenti* de Rome, les églises et les palais, produisirent sur lui autant et plus d'effet encore. Il aborda la musique religieuse, qui, grâce à Clément XIII, se dépouillait de ce qu'elle avait gardé de profane ; puis il se donna au théâtre.

Lorsqu'il eut triomphé des premiers obstacles qui attendent dans Paris ceux qui vont y chercher la gloire, il fut porté aux nues, et devint, dans quarante-quatre opéras, le créateur d'une musique française, aimable, gaie, vive comme la société. Il chercha le sentiment plus que le bruit, la grâce plus que la force, l'inspiration plus que la science ; et il disait : *Je veux faire des fautes; l'harmonie n'y perdra rien.*

Tandis que l'art se réformait dans l'opéra-comique, les adeptes de la musique française suivaient encore ses vieux errements dans le grand opéra, lorsque parut Gluck. Associant à la profondeur de la science harmonique des Allemands l'inspiration mélodique des Italiens et la justesse du sens français, il obtint à la fois harmonie, mélodie, expression convenable, et créa enfin la véritable musique dramatique par l'*Orphée*, représenté à Vienne en 1774. L'*Armide*, l'*Alceste*, les deux *Iphigénie*, montrèrent jusqu'où peut aller le génie musical. Toujours fidèle à l'expression dramatique la plus sévère, il n'admet pas les doux repos de la cadence naturelle ; aussi n'a-t-il pas les tours larges et symétriques, ni les ondulations de chant, ni les passages inattendus des compositeurs italiens.

Gluck fut soutenu par la protection de Marie-Antoinette; mais ses nombreux adversaires appelèrent à Paris Nicolas Piccini, élève de Durante, qui s'était placé du premier coup au rang des maîtres par la *Zénobie* de Métastase. Il introduisit d'heureuses innovations, les demi-tons dans le pathétique, plus d'art dans les morceaux d'ensemble, et les instruments à vent dans les orchestres. Il substitua dans le genre bouffe l'expression gracieuse et l'harmonie, à la musique de notes et de paroles. Il avait déjà fait représenter cent opéras quand il arriva en France, où se forma aussitôt le parti des piccinistes, qui se firent une arme de ses beautés pour combattre la *vérité musicale dramatique* au nom de la *mélodie* pure. Ceux-là soutenaient que la musique consistait dans la mélodie et qu'elle succomberait s'il lui fallait suivre les inepties des poëtes. Les gluckistes, au contraire, soutenaient que la vérité de l'expression est inséparable de la véritable beauté dramatique, dans laquelle la poésie et la musique doivent se donner la main.

Des musiciens illettrés, des gens de lettres qui n'entendaient rien à la musique, la foule des oisifs et les philosophes hargneux, se prirent de querelle pour ces deux rivaux. Quelques vérités pourtant se firent jour; mais, au milieu de mille extravagances, on ne comprit pas que l'expression minutieuse de chaque syllabe ne peut logiquement produire en musique que le récitatif; tandis que la mélodie n'est qu'un moyen de charmer l'oreille. Il y a pourtant un point de jonction, quand la mélodie, sans s'asservir à chacune des syllabes, saisit le sentiment du personnage et en rend l'expression, autant qu'il est donné à l'art d'y atteindre.

Méhul, enthousiaste de Gluck, comprit, avec l'instinct de l'harmonie plus qu'à l'aide de fortes études, le parti qu'on pouvait tirer de certaines formules italiennes. Son *Euphrosine*, qu'il donna à l'Opéra-Comique, offrit des morceaux d'une facture large, une orchestration soignée dans les détails, et des modulations inattendues pour couronner la cadence finale. Mais il a peu de variété, et moins encore de grâce.

Le Conservatoire de musique ayant été réorganisé après la Terreur, le théâtre se releva. Comme on revenait en tout au passé,

la musique prit le même chemin, grâce au Florentin Cherubini (1760-1843), qui écrivit pendant plus d'un demi-siècle. A vingt-quatre ans, il avait déjà fait sept opéras applaudis : ayant quitté Londres pour Paris, il adopta un faire nouveau, qui tenait tout à la fois de l'italien et du français. Dans sa *Lodoïska* (1791), il donna à la musique une extension inconnue et des proportions inusitées, tant dans le chant que dans l'orchestre. Spontini à qui l'on doit la *Vestale* et *Fernand Cortez*, Nicolo, Boïeldieu, eurent la vogue dans les dernières années de l'empire.

Hændel avait porté très-haut l'oratorio en Allemagne. Mozart (1756-1791) excella dans tous les genres. Son *Don Juan* et sa *Flûte enchantée* sont des chefs-d'œuvre, de même que ses messes, son *Requiem*, sa musique pour le piano. Il est grave, profond, penseur, autant que Cimarosa est vif et flexible : l'un est plus intime, l'autre plus extérieur; le style de l'Allemand est large et ferme, celui de l'Italien chaleureux et de premier jet; l'un touche l'âme, l'autre charme les sens. Grétry, à qui Napoléon demandait ce qu'il pensait de ces deux maîtres, lui répondit : *Cimarosa met la statue sur le théâtre et le piédestal dans l'orchestre ; Mozart fait le contraire.*

Avec l'Autrichien Haydn (1732-1809), le Michel-Ange de la musique, commença une révolution dans la partie instrumentale, qui jusqu'alors n'avait été que l'accompagnement de la musique vocale. Mettant à profit l'habileté de ses compatriotes dans l'exécution, il créa la symphonie, en perfectionnant les diverses combinaisons d'orchestre, et surtout en trouvant la véritable forme des phrases, des périodes, des dimensions, qui convenaient à la musique détachée de la poésie, alors qu'il faut suppléer à la parole par des combinaisons musicales propres à faire naître chez l'auditeur le sentiment voulu par le maître : c'était d'abord l'unité du motif, c'est-à-dire le choix d'une formule mélodique ou rhythmique, renfermant les germes de développements de toute nature, dérivant l'un de l'autre, de sorte que le compositeur pût déployer sur son thème toutes les richesses de l'harmonie, de la modulation et de la *sonorité* de l'orchestre. Une pareille unité ne peut exister sans monotonie *dans le drame*, à cause du changement des situations; et la

musique, privée des secours de la parole, a besoin de répéter souvent les formules mélodiques, afin que l'auditeur puisse se rendre compte des impressions qu'il en a reçues, et du sentiment du compositeur. Haydn, qui s'était habitué ainsi « à peindre sans objet, comme dit Grétry, et sans être guidé par le langage particulier aux divers caractères, » ne réussit pas dans le drame, où il devait soumettre ses idées à celles du poëte. Ses hardiesses, ses accords, ses étranges moyens artificiels, firent faire fausse route à ses imitateurs, qui ont toujours, à la recherche des tours de force, étouffé le chant sous l'accompagnement.

Le *Fidelio* de Beethoven fut sifflé en 1805; mais on s'enthousiasma, quelques années après, de ces harmonies que l'on avait trouvées si étranges et si confuses. On porta aux nues cette énergie austère et puissante, ces sublimes divagations, cette expression mystérieuse de vagues sentiments. Beethoven a mis en musique les chants nationaux de l'Écosse, publiés par Thomson. Il surpassa peut-être dans le sublime le genre Haydn et Mozart; mais, ainsi que Cromer, il manque de naturel et d'unité, car tous deux substituent la fantaisie individuelle aux règles de l'art. Ainsi, après Gluk et Grétry, qui avaient médité la parole, en avaient cherché l'expression rhythmique, la déclamation naturelle, et l'avaient prise pour base du chant, la musique finit par s'affranchir tout à fait de la parole. Le chant ne devint plus que l'accessoire des accompagnements dans les compositions de Mayer (1845), et le récitatif en fut banni, comme la ligne droite, dans la peinture romantique, avait été exclue du dessin.

Le sentiment tendre de Mozart, le style profond et vigoureux de Weber, la manière tragique et pathétique de Gluck, furent supplantés par les prestiges de Rossini (né en 1792), qui devait être, après le schisme de Gluck et de Piccini, le réformateur de la musique. Sans être plus italien que français ou allemand, il choisit chez tous ce qu'il y avait de bon, et en forma une musique très-ornée et toute fleurie, sans manquer pourtant de simplicité dans l'idée fondamentale. Moins travaillée et moins majestueuse que celle de Haydn, de Mozart, de Beethoven, elle

fut par cela même plus universellement comprise, grâce à sa symétrie rhythmique, qui n'offre ni irrégularité, ni disproportion. Capable de délicatesse, mais plein surtout de comique et de gaîté, il est tout vivacité, tout esprit, tout bruit et mouvement. Son premier ouvrage (*Démétrius et Polybe*) remonte à 1809; mais sa réputation commença avec *Tancrède* en 1823; l'*Italienne à Alger* le classa parmi les maîtres; l'*Othello* et le *Barbier* firent perdre à ses rivaux tout espoir de le surpasser. Ils lui ont reproché l'uniformité de son style et la pauvreté de sa manière, attendu qu'il revient toujours aux *crescendo*, aux *appoggiature*. On l'a accusé aussi de s'approprier sans gêne les pensées des autres, et plus souvent de répéter les siennes; d'avoir nui à l'art du chant en écrivant tout, ce qui fait que l'air produit toujours le même effet, quel que soit celui qui le chante; de remplir tellement la mesure, qu'il ne reste rien à faire pour l'habileté et le goût du chanteur. La médiocrité des exécutants s'est mise sous le couvert du maître, comme les paroles se sont perdues sous le bruit de l'orchestre.

Sur ces traces ont marché Coccia, Generali, Vaccai, Paccini, Donizetti, Verdi. Sa popularité devint telle, que sa musique seule remplit la scène, jusqu'au moment où parut le *Freyschütz* de Weber (1787-1825), tout plein des inspirations de la vieille école allemande, et d'une fraîcheur alpestre qui contrastait avec le fracas sensuel du maître italien. Il n'y eut ni ville ni village d'Allemagne qui ne voulût l'entendre, et la musique y réveilla le sentiment de l'infini. Ce fut alors que Rossini écrivit son *Guillaume Tell* (1827), plus profond, plus chaleureux, et d'une instrumentation plus soignée que tout ce qu'il avait écrit jusqu'alors.

Au temps de Zeno et de Métastase, la musique était encore subordonnée à la poésie; le cantabile lyrique était négligé pour le récitatif, chant lent et déclamé, comme dans les tragédies grecques, et où l'orchestre était presque réduit à rien. Aujourd'hui, au contraire, la poésie est nulle et abandonnée à des gens de métier, soumis à toutes les exigences du compositeur. Bellini voulut corriger cet excès, et ne pas laisser la musique étouffer les paroles; au lieu de préférer comme Rossini les poëmes médiocres,

il y voulut un intérêt aussi profond que possible, des élans de joie ou de sombres angoisses, de l'émotion dramatique et de la passion, fût-ce même aux dépens de l'effet musical. Les uns virent une innovation dans ce qui parut à d'autres stérilité d'imagination : par exemple, les interruptions fréquentes de motifs, au lieu de la répétition sempiternelle et consacrée; et aussi la courte durée de la mélodie. La mélodie est l'âme de la musique; mais Bellini, pour elle, négligea l'orchestre.

L'école allemande, et à sa suite quelques compositeurs tels que Berlioz, tentèrent une réforme, à leur tour, au profit de l'harmonie et de la science du compositeur. Meyerbeer fondit dans *Robert le Diable* et les *Huguenots* les deux musiques sacrée et profane, et embrassa tous les genres dans un vaste cadre. C'est l'expression sentie des passions et des caractères, avec un luxe de moyens un peu trop étourdissant. Sans génie original, Meyerbeer excelle dans cet éclectisme qui consiste à combiner les mérites de divers maîtres.

L'Allemagne abonde en exécutants, en chanteurs, en fabricants d'instruments, plus que le reste de l'Europe. La musique y est généralement cultivée : elle a des écoles dans toutes les villes, et le difficile y est préféré. Des airs de danse très-goûtés, comme la polonaise, la cracovienne, la mazurca, la polka, nous sont venus des pays les plus septentrionaux de l'Europe.

Mais désormais la musique ne connaît plus guère que le théâtre : ce sont des morceaux d'opéra qu'on entend à la tête des régiments, et les voûtes des églises ne retentissent que de l'instrumentation ou des airs qu'elles empruntent à la scène. C'est là un champ qui reste ouvert à l'artiste, capable de s'ériger en réformateur d'un art qui s'est emparé de la société au détriment des autres, et au détriment de choses qui importent encore plus que les arts.

Mais que le génie de l'artiste, que les chefs-d'œuvre de l'art, et bien moins encore les vertus civiles, ne s'attendent pas aux triomphes que notre siècle réserve seulement pour les chanteurs et les danseurs! Qu'on les couvre d'applaudissements, de fleurs et d'or, rien de mieux; que notre siècle si sérieux paye bien ceux qui le divertissent; que les politiques habiles rémunèrent ceux

qui donnent aux esprits de pareilles diversions ! Mais lorsqu'on va jusqu'à élever des monuments durables à des gloires fugitives, on peut en rire sans danger, dans ces contrées du nord où les âmes s'éveillent à d'autres genres d'enthousiasme, et se permettent quelque dissipation au milieu de la plénitude des affaires. Dans les pays, au contraire, où l'âme ne se sent qu'à propos du théâtre, où le théâtre est l'unique occupation commune, l'unique entretien social; où l'on ne se passionne pour aucune noble cause, pour aucune vérité sublime, mais seulement pour un pas de ballet ou une roulade; où l'on veut des distractions qui dispensent de penser, de pareils enthousiasmes sont de la folie et de la honte.

ÉRUDITION. — ARCHÉOLOGIE.

Les sciences qui se rattachent à l'histoire étaient entrées, dès le siècle dernier, dans une voie de progrès, surtout en Italie. Les *Exercices sur Vitruve*, de Jean Poleni, aidèrent à l'intelligence de cet auteur. Bianconi écrivit sur le grand cirque et sur Celse. L'abbé Guarnacci, de Volterra, rassembla un musée d'antiquités nationales, et voulut faire de son pays, dans ses *Origines italiques*, le berceau de la civilisation. Le Turinois Paciaudi réunit des antiquités chrétiennes et différents objets trouvés dans Velleia; il contribua à la création de l'université de Parme et de la bibliothèque de cette ville; on lui doit aussi une histoire de l'ordre de Malte. On commençait à prêter à l'archéologie sacrée l'attention qu'elle mérite.

Jean-Baptiste Passeri étudia avec succès les antiquités étrusques, surtout les tables eugubines[1] et la langue étrusque;

[1] Ces tables furent découvertes en 1444 près de Gubio (États de l'Église), vers les ruines d'un mausolée et d'un théâtre. Il y avait neuf tables d'airain, chargées d'inscriptions dont le texte a exercé beaucoup de savants, et dont il n'est guère résulté que des hypothèses. (Am. R.)

mais il ne se tint pas toujours en garde contre les écarts de son imagination. L'abbé Marini porta la lumière sur les actes des frères Arvales, et se livra à l'étude des papyrus, en abordant une foule de questions archéologiques.

Mazzocchi, de Capoue, qui passa pour un prodige d'érudition, fit connaître l'admirable amphithéâtre de sa ville natale et les deux tables d'Héraclée. Le recueil de ses leçons sur la Bible, à l'université de Naples, composa son précieux *Spicilegium biblicum*. Louis Lanzi s'occupa des anciens Étrusques, en rapportant tout à des origines grecques. Dempster avait entrepris un musée étrusque, que de nouvelles découvertes permirent plus tard au sénateur Philippe Buonarotti d'augmenter. Initié par lui à cette étude, l'helléniste Gori s'en engoua au point de tout voir dans les Étrusques, et l'origine des arts et tous les usages. Il rendit toutefois de grands services à l'archéologie et à l'épigraphie. Jean Lami, du val d'Arno, d'une érudition étendue et d'un caractère aimable, publia, dans les *Délices des érudits toscans*, plusieurs documents précieux de la bibliothèque Riccardiana.

Des découvertes inattendues vinrent répandre le goût des antiquités. Indépendamment d'Herculanum et de Pompéi, les temples de Pestum furent trouvés, en 1752, dans une forêt; en 1761, ce furent, près de Plaisance, les ruines de Velleïa, détruite au quatrième siècle. Les princes, les papes dégageaient à l'envi la villa d'Adrien, et exhumaient d'autres débris antiques; d'Hancarville, Wheler, Choiseul-Gouffier, Spon, Revet, Stuard, etc., mettaient en lumière les arts de la Grèce; Chardin, Norden, Pokocke, Niebuhr, ceux de l'Arabie, de l'Égypte et de Palmyre.

Déjà l'archéologie, cessant d'être un objet de simple curiosité, une lice ouverte à une érudition pesante et à de bizarres hypothèses, apprenait à rejeter les observations futiles, les citations accumulées, mais à interpréter, à l'aide de la philosophie, les religions, la politique, la civilisation.

Winckelmann (1717-1768), fils d'un cordonnier du Brandebourg, dénué de ressources, mais passionné pour l'étude, parvint jusqu'à Rome, où la protection des cardinaux Archinto et Albani lui ouvrit la voie dans laquelle il sut se faire un nom immortel. Dans un temps où l'archéologie ne s'occupait encore

que d'érudition, Winckelmann s'appliqua aux arts du dessin, dont il publia une histoire (1764), prenant ce nom dans le sens grec de système, et n'ayant en vue que l'existence de l'art, non les vicissitudes des artistes. Il faut voir, dans sa préface, les erreurs grossières de ses prédécesseurs : conjectures téméraires, ouvrages récents acceptés pour anciens, assertions fondées sur des rapprochements maladroits, descriptions faites bien moins pour l'instruction que pour l'amusement, bévues de voyageurs observant en poste, erreurs commises par les dessinateurs. Winckelmann vit les choses de ses propres yeux, et, dans sa pensée, l'étude de l'antiquité n'était pas digne du sage, si elle ne tendait à épurer le goût et à éclairer l'histoire de l'humanité. Il est vrai qu'il tombe dans quelques erreurs de fait, qu'il procède avec peu d'ordre, qu'il affecte l'érudition dans la description des monuments, et que cet air inspiré qu'il prend parfois ne lui réussit guère ; on se sent gagner pourtant par son enthousiasme du beau, et par une éloquence qui s'inspire du sentiment de l'artiste. Le comte de Caylus (1692-1768), qui suivit la même voie, est aussi loin de Winckelmann en érudition qu'il lui était supérieur comme artiste ; mais il s'épuisa en petits travaux, tandis que Winckelmann eut occasion d'en mener à fin de grands. Il ne vit dans l'art antique que le côté industriel et voluptueux ; et la manière dont il copia les monuments montra qu'il n'en connaissait pas l'importance.

Le Saxon Heyne (1729-1812), fils d'un tisserand, n'eût pas quitté le métier sans les trois sous par semaine que son parrain paya pour qu'il reçût des leçons de latin. D'autres lui vinrent en aide, et il finit par devenir, en gagnant laborieusement son pain, un latiniste distingué. Placé comme copiste dans la bibliothèque du ministre Brühl, à cent écus de traitement, il se vit pendant la guerre de sept ans réduit à de dures épreuves ; après, il fut appelé comme professeur à Göttingue, où il commença sa réputation en expliquant les anciens, non pas avec les minuties philologiques et la pure érudition alors en usage, mais en cherchant à en faire sentir la poésie, le goût, les beautés. Il apprit, de ce moment, à considérer la mythologie comme un dépôt de symboles, l'assemblage des traditions de peuples et de temps di-

vers; il rechercha les altérations qu'elles avaient subies dans leur idée primitive, pour les faire servir de supplément à l'histoire.

Heyne étudia les monuments avec moins d'imagination que Winckelmann, mais avec plus de jugement et de connaissance des textes : il s'appuya en conséquence sur des notions positives, et non sur de brillantes hypothèses; il corrigea de nombreuses erreurs historiques commises par Winckelmann concernant les époques des arts, et réfuta les causes qu'il avait assignées à leurs progrès ou à leur décadence. Il s'appliqua aussi, autant qu'on le pouvait alors, aux monuments étrusques, et mieux encore aux byzantins. Ses précieuses éditions de Tibulle et surtout de Virgile le laissèrent sans rivaux. Devant l'Académie de Göttingue, ses dissertations portèrent la lumière sur bien des points douteux; il sut toujours en écarter l'esprit de dispute et les subtilités modernes, et elle lui fut redevable d'une réputation qui la protégea contre la fureur des armes.

Mais il fallait encore un homme qui, embrassant tout l'ensemble de l'art, parvînt à saisir le sujet, l'époque, le mérite de chaque travail, à suivre les vicissitudes du goût, et à lire dans les monuments l'histoire de l'homme : ce fut la tâche d'Ennio Quirino Visconti, natif de Rome, et qui vécut de 1751 à 1818. Doué d'une mémoire prodigieuse, il eut bientôt amassé un trésor de connaissances qui le mit à même de parcourir l'antiquité d'un coup d'œil sûr. Les fouilles d'Herculanum et de Pompéi excitèrent dans toute l'Italie une émulation de recherches, et à Rome plus qu'ailleurs. Clément XIV songea à réunir toutes les conquêtes archéologiques, achetant celles qui étaient éparses, et s'occupant d'en découvrir d'autres. Visconti fut mis à la tête du musée qui reçut le nom de ce pontife, et qui fut enrichi par la munificence de Pie VI. Il y consacra les salles du Vatican contiguës à la cour des statues, qui fut alors entourée d'un portique; et le pape ordonna la publication de ces monuments : *Description du musée Pio-Clementino*. Visconti y joignit à une érudition sûre l'art d'exposer avec clarté ce qui était encore resté obscur et confus, d'éviter les digressions pompeuses, de s'en tenir à ce qui regarde directement chaque ouvrage. Dans sa classification des monuments, il plaça en premier les

divinités du ciel, de la mer, de la terre, des enfers; puis les héros, l'histoire ancienne et romaine, les sages, les philosophes, les savants; enfin ce qui concerne l'histoire naturelle, les usages, les arts; chaque classe y fut distribuée selon l'époque et le mérite des ouvrages.

Visconti décrivit encore les tombeaux des Scipions déterrés en 1780, les ruines de Gabio exhumées grâce aux soins du prince Borghèse, en un mot tout ce qui s'offrait de nouveau en fait d'antiquités, et tout ce qui avait été mal interprété jusque-là. Lorsque la France eut enlevé à l'Italie ses trésors d'art, Visconti fut appelé à Paris en qualité de conservateur du Musée des antiques, qu'il classa selon sa méthode. Il y continua ses travaux; Napoléon fit faire une édition magnifique de l'*Iconographie grecque et romaine*, collection des portraits authentiques qu'il avait commandés à Visconti.

La numismatique fut aussi rattachée à sa véritable fonction, qui est de venir en aide à l'histoire. Spanheim, Vaillant, Pellerin, Barthélemy l'avaient déjà mise en bonne voie, quand Joseph Eckhel, jésuite autrichien, songea à former un ensemble de toute la science numismatique. Il adopta l'ordre géographique de Pellerin en l'améliorant, et distribua les médailles romaines selon les fastes, en apportant, dans la discussion, de la critique, des vues ingénieuses, une érudition étendue, et sans charlatanisme. D'autres pourront peut-être relever quelque erreur dans son œuvre, y combler des lacunes; mais il sera difficile de lui enlever le premier rang dans ce genre de travail. Dominique Sestini, de Florence, chargé par le ministre britannique Ainslie de faire une collection de médailles grecques et romaines, prit goût à cette étude, et donna sa géographie numismatique et diverses descriptions de musées et de médailles. Il a décrit en outre toutes les médailles connues, dans son *Systeme géographico-numismatique*, en quatorze volumes in-folio, resté manuscrit.

L'étude de l'archéologie dut ses découvertes et ses progrès à trois circonstances mémorables : la première fut l'expédition d'Egypte, conception hardie et multiple de Bonaparte, qui sut y faire la part des sciences. Au milieu des combats, une commis-

sion de savants, dont il se fit accompagner, recueillit et rapporta en Europe des reliques précieuses de ce mystérieux pays, qui donnèrent naissance à des investigations nouvelles, et font espérer de voir un jour tomber les voiles de la mystérieuse Isis. L'inscription de Rosette, en trois langues, fait particulièrement espérer la découverte de l'alphabet hiéroglyphique; mais les systèmes divers proposés par Champollion, Klaproth, Jonny, Seiffarth, Phasiri et autres, n'ont pas produit jusqu'à ce jour les fruits que l'on espérait.

En présence des découvertes dont l'Étrurie a été le théâtre, il est permis de se demander si sa civilisation n'a pas été antérieure à celle de la Grèce. On a comparé, dans ce but, les monuments pélasgiques répandus dans toute l'Italie moyenne et basse, à ceux du même genre qui se rencontrent dans le Péloponnèse, l'Attique, la Thessalie, l'Épire et l'Asie Mineure. Les tombes et les vases étrusques qui ont été découverts eurent encore plus d'importance. Ces derniers étaient fort rares encore, lorsqu'en 1827 on trouva de nombreux tombeaux au nord de Civita-Vecchia, et dans le pays où s'élevaient Targuinie, Cere, Clusium, Bomarzo, Vulci et autres cités toscanes. Grâce aux fouilles entreprises par Lucien Bonaparte, prince de Canino, l'on avait réuni, avant la fin de 1828, plus de trois mille vases peints qui, dispersés plus tard, ont passé sous les yeux des hommes de l'art. Les fouilles continuèrent; et les trésors vinrent non plus seulement de l'Étrurie, mais de la Grande-Grèce, de la Sicile, de la Campanie, de l'Apulie, des environs de Rome; la haute Italie et la Grèce fournirent aussi leur contingent. Outre la variété et la beauté des formes, on put admirer aussi les peintures, le style original de chaque pays, quelques-uns offrant des sujets fournis par la mythologie et les poëtes grecs, d'autres sans rapports avec les types classiques. Il se trouva aussi dans les chambres sépulcrales des ornements d'or et d'argent d'une finesse exquise, des bijoux en tout genre, des statues de pierre et de métal.

Mais une révélation plus importante encore fut celle du monde oriental : les langues de l'Asie, que l'on cultivait dans un but seulement religieux, se trouvaient limitées à l'hébreu et

à l'arabe. Les papes s'efforcèrent toujours de faire instituer des chaires dans les universités pour ces langues. Les questions suscitées par la réforme accrurent le nombre des orientalistes, même hors de l'Italie et des rangs du clergé. Ainsi, Guillaume Postel publiait à Paris, en 1538, les alphabets des langues hébraïque, chaldéenne, syriaque, samaritaine, arabe, indienne (*éthiopienne*), grecque, géorgienne, serve, illyrienne, arménienne, latine : c'était une tentative pour ramener tant de langues à l'unité, et qui devançait la philologie comparée. Conrad Gessner faisait connaître en 1565, dans le *Mithridates*, cent trente langues et dialectes, et donnait vingt-deux traductions de l'Oraison dominicale.

L'*Introduction aux langues chaldéenne, syriaque et arménienne*, d'Ambroise Lomellino (1539), et le commentaire *De ratione communi omnium linguarum ac litterarum*, du Suisse Bibliander, furent composés dans le même but. Le cardinal de Richelieu faisait acheter par Brèves, ambassadeur à Constantinople, de très-beaux caractères orientaux pour l'Imprimerie royale. Les travaux de David Michaëlis, professeur de Göttingue, sur l'exégèse biblique, méritent encore d'être consultés. Des dictionnaires javanais et malais étaient publiés à Amsterdam ; et le grand orientaliste Erpénius donnait une grammaire arabe, qui resta la meilleure jusqu'à celle de Sacy.

L'Angleterre produisait de son côté, outre les hébraïsants, Pokocke, traducteur d'Aboulfarage, et Hyde, qui traita de la religion des Persans. En Italie, Grégoire XIV avait fait fondre des caractères orientaux et imprimer une foule d'ouvrages ; le collége de la Propagande et sa bibliothèque aidèrent à ce genre d'études. L'*Œdipus ægyptiacus* du jésuite allemand Kircher, publié à Rome, appela le premier l'attention sur les hiéroglyphes, qu'il disait inventés par les prêtres pour tenir leurs doctrines cachées, et qu'il se vantait de pouvoir expliquer. Jablonski, son compatriote, le continua dans le *Panthéon égyptien* (1750), où il scrute, d'après l'idée de l'Anglais Wilkins, le système religieux des Égyptiens, en interprétant, à l'aide du cophte, les noms des divinités ; tandis que de Guignes prétendait expliquer les hiéroglyphes à l'aide du chinois. George Zoëga,

qui avait puisé le goût du grec et des antiquités à l'école de Heyne, ayant quitté le Jutland, sa patrie, pour se rendre à Rome et embrasser le catholicisme, classa les manuscrits du musée Borgia, fit imprimer les médailles égyptiennes, et fut chargé par Pie VI de décrire les obélisques de Rome; mais des découvertes ultérieures ont donné un démenti à ses élucubrations. Il avait étudié la langue cophte, et soupçonné l'existence d'un élément phonétique dans la langue sacrée.

Les jésuites nous avaient fait connaître les premiers la langue chinoise, en traduisant les livres sacrés et quelques chefs-d'œuvre littéraires du Céleste Empire. D'autres apprirent l'indien, assez à fond pour composer en sanskrit l'*Ezour-Vedam*, et le faire prendre aux encyclopédistes pour un livre original qui remontait à dix mille ans. D'autres nous révélaient l'état des connaissances et des opinions de ce pays. Le père Giorgi donna les premiers renseignements sur l'Asie centrale dans l'*Alphabetum thibetanum* (1762). Il n'y eut pas d'autre livre sur cette matière jusqu'à la grammaire de Schrœter en 1826, et à celle de Cosma de Körös en 1834, qui vaut mieux. Étienne Borgia vendait jusqu'à son argenterie pour acheter des objets rares, surtout ceux que les missionnaires expédiaient du fond de l'Asie. Il en forma un musée à Vellétri, et fit imprimer le *Systema brahmanicum* de Jean Werdin, connu sous le nom de P. Paulin de Saint-Barthélemy, qui montra des analogies entre le sanskrit et le latin, la parenté du premier avec le zend, et les ressemblances de la mythologie brahminique avec les autres. Clément XI acheta beaucoup de manuscrits orientaux d'Abraham Échellense, des manuscrits arabes, cophtes, éthiopiens, de Pierre della Valle; et il fit dresser par Assemani de Tripoli, qui avait toujours vécu à Rome parmi les Maronites, le catalogue des manuscrits syriaques et arabes de la Vaticane : il lui commanda en outre divers travaux d'érudition orientale. Adler s'appliqua aux antiquités cufiques, de même que Menter et Ungarelli aux antiquités cophto-memphitiques. Saint-Martin se voua principalement à l'arménien, et en fit profiter l'*Histoire du Bas-Empire* de Lebeau. Le père Méchitar, de Sébaste, qui fit tant pour ranimer parmi les siens les travaux de l'intel-

rigence, étouffés depuis leur séparation de l'Église romaine, obtint du sénat de Venise l'île de Saint-Lazare (1717), où il établit l'ordre de Saint-Antoine, abbé, et une imprimerie d'où sortirent beaucoup de livres de sciences, et des traductions; comme des autres imprimeries du même ordre existant à Vienne, à Constantinople, à Smyrne, à Moscou et autres villes russes. Ces publications ont propagé la littérature arménienne, qui, tout en nous initiant à l'histoire de cette importante contrée, contribue à jeter la lumière sur les pays voisins.

Déjà Leibnitz avait répandu des vues élevées sur la philologie, et reconnu de quel secours peuvent être les langues pour l'histoire des temps reculés, et pour constater la parenté des peuples. Les connaissances positives durent beaucoup à Niebuhr et aux autres savants que Frédéric V, roi de Danemark, envoya en Orient pour connaître les idiomes, l'histoire, les monuments de l'Arabie et de l'Égypte. Pallas publia en 1786 son *Vocabulaire de toutes les langues du monde*, et en 1800 l'Espagnol Hervas, le *Catalogue des langues des nations connues*. Adelung fit paraître à Berlin son *Mithridates* en 1804. De Guignes rattacha le premier, dans son *Histoire des Huns*, les vicissitudes de l'Europe à celles de l'Asie centrale, et y retrouva des nations dont le nom était à peine connu. Anquetil-Duperron, qui avait été dans l'Inde pendant la domination française, appliqua l'érudition aux religions, en publiant les livres sacrés de la Perse et l'*Oupanishad* des brahmines (1771). Une fois qu'ils eurent mis un pied dans ce pays, les Anglais firent plus encore; ils approfondirent le sanskrit, et de plus les divers idiomes qui en dérivent; on peut dire que ce fut un monde nouveau qu'ils trouvèrent là, avec l'empreinte de l'état social le plus ancien. La nécessité de connaître les lois et les usages d'un peuple qu'ils voulaient non-seulement conquérir, mais gouverner, leur fit un besoin de connaître à fond sa langue et les trésors de sa littérature. Hastings fonda à Calcutta une académie orientale (1784), d'où sortirent les *Institutions d'Akbar* par Gladwin, les *Lois de Manou* par Jones; puis une série de *mélanges*, où Jones, Wilkins, Colebrooke, Prinsep, Wilson firent connaître ce que la littérature et la philosophie de ce pays

avaient de plus saillant. Une société se forma à Londres pour propager ces ouvrages, bien que le clergé anglais trouvât ce zèle oriental un peu dangereux. Jones considérait la littérature orientale comme un vaste ensemble destiné à devenir une base pour l'histoire universelle, et où chaque partie servirait à éclairer le tout : c'est un but bien défini, mais que nous sommes encore loin d'atteindre. Le goût désintéressé de la science poussa l'Allemagne à méditer sur les découvertes des autres, et à y appliquer sa patiente et profonde critique; aussi finit-elle par créer une science toute nouvelle, la linguistique. Lorsque le livre de Frédéric Schlegel sur la philosophie et la langue des Indiens (1808) eut fixé l'attention de ce côté, Bopp se mit à étudier le sanskrit, et en donna la grammaire en 1827, après avoir critiqué celle de Wilkins, qui avait paru en 1808; puis il publia à Londres le système de conjugaison sanskrite comparé avec les conjugaisons grecque, latine, persane et allemande.

D'autres marchèrent sur ses pas, tels que Lassen, Rosen, Humboldt. Après de longs voyages, Klaproth publia l'*Asie polyglotte*, et les *Mémoires relatifs à l'Asie*. En France, la convention avait créé des chaires d'arabe, de turc, de tartare, de persan, auxquelles on ajouta ensuite l'arménien, le chinois, le malais, le tibétain. Chézy fut le premier qui professa publiquement le sanskrit en Europe. De Guignes et lui commencèrent l'importante publication des *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque royale*. Sacy publia en 1810 sa grammaire arabe, très-forte d'analyse, et où se joint la connaissance approfondie de l'hébreu, du chaldéen et du syriaque. Rémusat rendit le chinois aussi accessible aux esprits patients que peut l'être toute langue qui appartient à une autre souche que celle de notre pays. Pauthier, Julien, Bazin, Pavie, Biot, ont donné de nombreuses traductions. Le *Journal de la Société asiatique*, établi à Paris (1822), sert d'archives aux études orientales dans toute l'Europe.

Dans l'Inde, les Anglais ont continué leurs travaux, et envoient fréquemment en Europe des éditions et des traductions des Védas, des Pouranas, des poëmes sanskrits; ils poursuivent les diverses ramifications bouddhistiques. Déjà l'on connaît

douze cents inscriptions dans ces diverses langues, cinquante mille médailles, et d'innombrables sculptures. Wilson a recueilli, dans l'*Ariane antique* (Londres, 1842), tout ce que l'on savait sur les médailles de tout âge trouvées jusqu'à présent dans l'Inde et dans l'Afghanistan. Des travaux pareils ont eu lieu sur l'Éthiopie. Quant à l'Égypte, on peut dire qu'elle a été récemment découverte; et si chacun prétend avoir trouvé la clef des hiéroglyphes, on s'accorde au moins sur la nécessité de commencer par connaître la langue qu'on veut traduire, c'est-à-dire le cophte.

L'histoire peut donc puiser aujourd'hui à d'autres sources qu'aux ouvrages classiques. Les médailles sassanides, les monuments de Cil-Minar, les œuvres de Calidasa, de Mirkhond, de Firdousi, le Dabistan, Moïse de Corène, et toute une bibliothèque indienne et tibétaine, sont venus en aide à l'histoire. Les recherches philologiques ne se bornant plus à des étymologies, mais ayant pour but des comparaisons sur la connexité des langues, aideront à débrouiller les temps antérieurs à l'histoire, ainsi que les migrations des peuples. Ainsi les regards n'auront plus pour limite l'horizon du Sinaï, de l'Olympe ou du Palatin. Tandis que les antiquités orientales ne jouaient, du temps de Winkelmann et de Visconti, qu'un rôle accessoire dans l'archéologie, voilà qu'elles en sont aujourd'hui la préface indispensable; et il faut convenir que l'antiquité classique doit quelque chose à sa devancière. Les langues de l'Inde deviennent nécessaires à l'explication des monuments figurés, comme le prouvent les travaux de Princep, Lassen, Wilson sur les médailles de Lahore, ceux de Fellows sur Licia, de Froyer sur Cachemire, etc. Il faut interroger la Bible quant aux monuments de Babylone, de Phénicie, etc., sur lesquels il n'existe pas de documents écrits. La prétendue découverte de Ninive paraît nous menacer d'une révolution dans cette science, comme l'a fait l'expédition d'Égypte. On retrouve dans les livres de Zoroastre les traces d'une civilisation très-ancienne, et d'une religion qui a survécu jusqu'à ce jour parmi les Guèbres. Rask a démontré l'antiquité et l'authenticité de la langue zend et du *Zend-Avesta*. Eugène Burnouf, dans son commentaire sur

l'*Iacna* (1834), a créé l'étude de cette langue; il a reconnu que le pali était un dialecte vulgaire du sanskrit, porté de l'Inde dans l'Indo-Chine avec le bouddhisme; et, en faisant le zend antérieur au sanskrit, c'est sur les plateaux de l'Asie qu'il marque le point de départ des plus anciens idiomes, pour les suivre de là, avec la civilisation et la religion, comme il l'a fait au nord avec le bouddhisme. De l'Asie orientale, la civilisation se répandit dans la Médie et la Perse, sur les mystères desquelles on interroge l'écriture cunéiforme. Le Danois Munter fut le premier qui s'en occupa, en 1798, dans l'Académie de Copenhague, mais sans en fournir suffisamment la clef. C'est à quoi ne réussirent pas mieux Tychsen, Herder, Lichtenstein. Grotefend affirma que la langue de ces inscriptions était le zend; Rask et Saint-Martin s'en sont emparés pour déchiffrer quelques-unes de celles de Persépolis. Puis Burnouf fixa l'alphabet cunéiforme, en démontrant son origine sémitique et proprement assyrienne; résultat dont Lassen avait aussi approché. Ainsi surgirent partout les recherches et les discussions : les académies, celles de France, de Göttingue, de Leipzig, de Turin, de Calcutta surtout, prirent à tâche de résoudre des problèmes spéciaux; il se forma des sociétés pour la découverte, la conservation, l'interprétation des monuments, comme on en voit pour les fouilles d'Herculanum et de Pompéi, pour l'archéologie romaine. Les souverains firent à l'envi étudier et copier les monuments de l'Égypte, de l'Inde, de la Morée... Chaudler, Choiseul-Gouffier, Cockerell, Gell, Leake, Dodwel, Pouqueville, Hakelbery, Texier, explorèrent la Grèce; la France profita pour cela de son expédition de Morée; lord Elgin enrichit le Musée britannique des dépouilles du Parthénon; la Bavière fit l'acquisition des marbres d'Égine; la France et la Toscane envoyèrent des expéditions scientifiques en Égypte. En 1840, Flandin et Coste voyageaient en Perse par l'ordre du gouvernement français; Ker-Porter et Texier nous faisaient connaître les ruines d'Istakhar; des inscriptions encore indéchiffrables étaient recueillies à Babylone; dernièrement, Botta exhumait les débris grandioses de Ninive. En Amérique, on découvre à chaque moment des villes entières, et plus souvent des monuments,

mais qui sont restés muets jusqu'à présent, comme la tradition.

La géographie aussi, qui n'est plus un répertoire de noms et un amas de chiffres, se croit obligée d'enregistrer chez les peuples tous les éléments de civilisation. Le Danois Malte-Brun sut y allier l'intérêt et la couleur poétique aux notions positives; le Prussien Guillaume de Humboldt y associa la minéralogie, l'horologie, la climatologie, l'ethnographie, sans que les sciences naturelles fissent rien perdre de son coloris et de sa vigueur; Charles Ritter a tracé avec éclat les grands aspects de la géographie comparée, en déterminant tous les caractères de notre globe, et l'influence que sa configuration extérieure a exercée sur les phénomènes physiques de la surface, soit sur les migrations, soit sur les lois, soit sur les principaux événements des peuples qui l'habitent. Les relations des voyageurs, des missionnaires, nous révèlent mieux chaque jour la nature humaine, les mystères des pays lointains, et les voies de la civilisation.

HISTOIRE.

L'histoire a mis à profit tant de recherches, et mieux encore l'expérience des événements contemporains. Nous avons rappelé, dans un chapitre précédent, comment, dans le dernier siècle, l'histoire s'était trouvée enrôlée dans la croisade de toutes les sciences, pour prodiguer l'opprobre à tout ce que le monde jusqu'alors avait respecté, en substituant aux faits, cette langue éternelle de Dieu, les opinions, qui ne sont que la langue éphémère des hommes. Ce dénigrement fanatique des coutumes et des institutions du passé se faisait jour dans les épigrammes, comme dans les immenses volumes de l'*Encyclopédie*. La critique évitait de combattre à visage découvert les nobles, le clergé, les princes contemporains; mais elle prenait pour but de ses traits les pontifes béatifiés, les barons sculptés dans les pierres sépulcrales. Les croisades n'étaient à ses yeux qu'une explosion du fanatisme; saint Louis, un honnête homme halluciné;

Charlemagne, un clerc armé de pied en cap; Grégoire VII et Innocent III, deux ambitieux qui mêlaient le règne de Dieu à celui des hommes. Ainsi l'histoire avait encore plus trompé qu'elle n'avait corrompu les esprits; et la nation française, faute de la bien connaître, ne put modérer par l'expérience la fougue révolutionnaire qui la précipita vers l'avenir aû milieu des ruines et du sang. On a trouvé depuis, en cherchant sérieusement la liberté, qu'elle est chose ancienne; que c'est le despotisme qui est nouveau[1]; et qu'il n'y a de durable que les institutions qui se fondent sur les coutumes, c'est-à-dire celles qu'engendrent spontanément le caractère des peuples et leurs évolutions progressives.

Le hasard une fois écarté, on reconnut que les accidents s'enchaînent; que les petits événements sont parfois l'occasion mais non la cause des grands, dont la raison réside dans les institutions et dans les mœurs; que le génie naît dans des circonstances déterminées; qu'il n'est donné à aucun législateur de façonner le peuple à sa guise, le peuple, qui, sans arguments subtils, démêle pourtant à la fin ses propres intérêts, ses amis et ses ennemis, et juge les hommes autrement que les historiens de profession. Il faut donc étudier le peuple, au lieu de se moquer de ce qu'il a aimé et vénéré à d'autres époques; approfondir jusqu'à ses erreurs, qui ne sont que les solutions temporaires des grands problèmes que l'humanité se propose à chaque période, et dont elle cherche à chaque période une solution nouvelle.

Ceux qui savent que l'histoire vit de liberté, ne s'étonneront pas que les grands événements de la Révolution et de l'Empire n'aient pas trouvé de dignes interprètes dans un temps où l'on en était encore aux pâles généralités du siècle précédent, avec

[1] La liberté est ancienne assurément; mais le despotisme est-il nouveau? Ces deux phases opposées de la vie sociale n'apparaissent-elles pas dans tous les temps? Les noms de Denys, de Tarquin, de Tibère, de Louis XI, de Henri VIII et de mille autres ne viennent-ils pas nous rappeler que le despotisme n'occupe pas moins de place dans l'histoire que la liberté? (AM. R.)

l'enthousiasme démolisseur de moins. Disciple de la vieille école, qu'il aime, redoute, loue et dénigre tour à tour, Lacretelle s'inquiète peu de puiser aux sources; dans son récit déclamatoire, boursouflé, il s'attache à la pompe extérieure, à l'élégance sonore, au lieu d'aller au fond de la société; il garde le ton sentimental, les haines des encyclopédistes; mais il ne comprend pas mieux le grand mouvement social qu'il ne pénètre les rapports intimes des cabinets. Michaud a étudié avec plus de soin la grande époque des croisades; mais son ordonnance académique défigure les originaux; il a fait de ces expéditions, dans son histoire, ce que le Tasse en a fait dans son poëme; il a supprimé les détails caractéristiques, et s'est ri d'une crédulité qui pourtant avait mis en mouvement le monde entier. Sismondi représente toutes les idées de son temps; mais on lui reprochera toujours de désenchanter, comme à plaisir, la jeunesse de tout ce qu'il y a d'élevé et de magnanime [1]. Ginguené,

[1] Il serait superflu de répéter ici ce que nous avons déjà remarqué, à regret, dans une note précédente (t. III, p. 152) : combien M. C. Cantu se montre rigoureux, et nous pourrions dire peu équitable, à l'égard des historiens français. Lacretelle et Michaud sont-ils caractérisés comme il convient dans ces sortes de verdicts brefs et tranchants? Est-ce parler de Sismondi avec le sentiment que commandent ses grands travaux? est-ce le traiter selon sa mesure? Et est-il permis de dire qu'il « désenchante comme à plaisir la jeunesse de tout ce qu'il y a d'élevé et de magnanime? » Est-ce que les sentiments de moralité, de justice, de respect pour la vie, la liberté et la dignité humaine ne comptent point parmi ce qu'il y a d'élevé? Et peut-on contester cela à l'auteur de l'*Histoire des Français*. Ce n'est pas le lieu d'engager une controverse sur ce grand et substantiel ouvrage, qui laisse à désirer sans doute du côté de l'émotion sympathique et de l'intelligence profonde du moyen âge, mais qui se recommande au respect par d'autres qualités : par une méthode sincère, une main sûre, des recherches approfondies, un jugement sérieux lors même qu'il se méprend, et enfin la plus parfaite probité qui ait jamais conduit la plume d'un écrivain. Sismondi était en droit de dire, dans la dernière page qu'il a tracée : « J'ai donné à la nation française ce qu'elle n'avait pas, un tableau complet de son existence, un tableau consciencieux dans lequel l'amour

dans son *Histoire littéraire de l'Italie*, a compilé Tiraboschi, tout en substituant aux discussions chronologiques l'analyse de livres ou trop importants pour que cette analyse puisse suffire, ou trop médiocres pour mériter cet honneur. Il y a semé force traits d'irréligion, et c'est ainsi qu'il a écrit le livre que l'on recommande à la jeunesse italienne. Chose étrange, que les Italiens veuillent aller chercher l'histoire du pays qui est à la tête du catholicisme chez deux auteurs qui, non-seulement furent hostiles au catholicisme, mais qui ne le comprirent même pas. !

Lorsque la chaîne des traditions nationales se fût renouée à la paix, la jeunesse, rebutée de la littérature du dix-huitième siècle et de l'Empire, voulut rendre à l'histoire ainsi qu'au drame la vérité, la vie, le mouvement, en écartant les types de convention, la personnalité de l'auteur, l'ombre du temps présent se projetant sur le passé; elle se mit à observer les faits, les temps, l'homme, le pays, au lieu de n'étudier que les livres; et elle crut que ce qui se rapproche le plus du vrai était ce qui remplit le mieux les conditions de l'art.

Ce fut alors que l'on reprit en France le travail sur les antiquités nationales, qui avait été entrepris par les Bénédictins, et que les patriotes ardents avaient délaissé. On y apporta moins de patience peut-être, mais plus d'intelligence. Dans les années qui précédèrent la Révolution, Bréquigni publia de nombreux documents. Ses dissertations sur les communes et sur la bourgeoisie prouvent qu'il avait compris le problème des libertés municipales du moyen âge, et ce qui se mêlait de droit romain aux conquêtes faites par les nouvelles communes insurgées. Bien qu'il ne reconnût ces conquêtes qu'autant qu'elles étaient consacrées authentiquement par des concessions royales, il enseignait à retrouver les origines du tiers état d'après un mode qui aurait souri aux révolutionnaires, s'ils avaient eu le temps de s'occuper de livres.

Montlosier publia, sous les Bourbons, une *Histoire de la Mo-*

ou la haine, la crainte ou la flatterie ne m'ont jamais porté à déguiser aucune vérité. » (AM. RÉNÉE.)

narchie *française*, qui, tenant le milieu entre les systèmes de Montesquieu, de Dubos, de Mably et de Boulainvilliers, nie la conquête au cinquième siècle, l'admet dans le douzième, et blâme les communes aussi bien que les rois d'avoir attenté aux droits de la noblesse. Il convint bien que l'ancien peuple était en lutte avec le nouveau; mais prenant parti pour les *Francs*, c'est-à-dire pour les nobles, les privilégiés, il aida à la réaction contre-révolutionnaire.

D'autres apportèrent des solutions différentes, expliquant la Révolution comme un conflit entre des vainqueurs et des vaincus, mais où les plébéiens se faisaient gloire d'être les vaincus d'autrefois, parce qu'ils se trouvaient les vainqueurs d'à présent. Augustin Thierry fait sortir la liberté, non des concessions des rois, mais de l'effort des hommes de métier qui fondèrent les communes; c'est ainsi qu'il rattache la génération actuelle à celles qui nous ont précédés. Il appliqua ce point de vue à deux faits, qui présentent une révolution identique : l'établissement des races germaniques dans la Gaule et celui des Normands en Angleterre, dernière conquête des barbares. La nouveauté du point de vue, le respect qu'inspirait un écrivain qui conservait, au milieu des souffrances et dans une cécité précoce, la force opiniâtre de sa volonté; l'appui que cette thèse apportait au libéralisme, empêchèrent d'examiner si ce système n'attribuait pas trop d'influence aux races, combien de questions il laissait sans solutions, combien il se trouvait compromis par ses préjugés irréligieux et sa haine pour la constitution anglaise, qui avait servi de modèle à la Charte.

M. Guizot commença à écrire quand les encyclopédistes n'avaient pas encore de disciples puissants; aussi les traite-t-il avec de grands égards; et dans une réimpression de Gibbon, s'il le réfute sur quelques points, il y apporte beaucoup de ménagements. Du reste, sans haine comme sans enthousiasme, il applique à l'histoire la philosophie éclectique et le sens commun; il cherche les généralités dans ce moyen âge, où l'on était habitué à ne voir que désordre; il y discerne les causes de la composition et de la recomposition sociale, et l'influence de l'organisation ecclésiastique. Pour lui, la civilisation est le développe-

ment simultané de l'état social et de l'état intellectuel dans le rapport intime des idées et des faits. Aujourd'hui la science est fondée sur les faits, et le principe qui domine la société actuelle est la science, ou le mouvement des idées. Les leçons de M. Guizot, quoique inachevées, ont contribué à élargir les idées historiques, et à montrer que l'homme, par l'impulsion de la force et des croyances, aspire à un état toujours plus complet, où il ait la faculté de développer son intelligence, ses sentiments et son activité.

L'histoire dut, par malheur, prendre, comme tout le reste, un air d'improvisation et de polémique; et les ouvrages qui ont fait le plus de bruit en France sont ou des leçons inspirées par l'auditoire et recueillies par le sténographe, ou des lettres et des articles de journaux ; cela peut bien excuser les fautes et les imperfections, mais ne peut autoriser la confiance, qui ne se fonde que sur la méditation et la patience. Les écrivains en état de concevoir et de combiner un long ouvrage, d'embrasser un système, de le soutenir dans une suite de volumes, en y apportant de l'intérêt et un style abondant, sont en fort petit nombre. En publiant son *Histoire des ducs de Bourgogne*, M. de Barante inaugura l'école descriptive, ce qui est une forme, mais non une nouveauté capitale; et beaucoup d'écoliers après lui ont abusé du pittoresque. D'autres portèrent leurs regards sur des pays étrangers, comme M. Villemain dans son *Histoire de Cromwell*, M. Guizot dans celle de la *Révolution d'Angleterre*; c'est ce que fit aussi Armand Carrel dans l'*Histoire de la contre-révolution* de ce pays : ouvrage écrit avec une mâle simplicité et le ton décidé d'un soldat, mais où se rencontre à chaque page l'allusion à la Révolution française et aux fautes de la Restauration, dont il prophétisait la chute. M. Thiers, dans son *Histoire de la Révolution*, arrive à justifier ses excès, grâce à un système de fatalisme qui fait qu'un acte dérive inévitablement d'un autre, et que les hommes accomplissent ce que comportent le temps et les circonstances. C'est faire trop bon marché de ce libre arbitre qui est le premier don de notre nature : système dangereux et déplorable. L'auteur a négligé l'étude des cabinets étrangers; mais il s'est attaché à peindre les scènes

orageuses des assemblées, à recueillir les échos de la tribune; il a retracé au vif les luttes des factions, et mieux encore les batailles : aussi la jeunesse, qui pendant longtemps ne connaîtra cette époque que par des pages énergiques, pourra considérer comme principal ce qui fut tout à fait accidentel, c'est-à-dire le mouvement guerrier.

Le livre de M. Mignet, plus concis et plus égal, met en relief cette philosophie révolutionnaire, et y ajoute un danger de plus pour l'imagination : c'est de donner aux hommes de la Terreur des proportions grandioses et souvent mensongères. L'*Histoire parlementaire* de Buchez et Roux nous a conservé une partie de ces verbeux débats dont les assemblées et les clubs ont retenti pendant toute la période révolutionnaire; ils y ont joint des théories particulières où le jacobinisme est glorifié. Ceux qui ont jugé la Révolution du point de vue de l'ancienne monarchie, se sont adressés aux morts; d'autres ont commis un crime social : ce sont ceux qui ont voulu diviniser le spectacle le plus abominable qui puisse s'offrir à l'âme humaine, c'est-à-dire, comme l'a dit Chatham, la force dépouillée du droit.

Parmi les richesses de la France il faut citer encore ces mémoires historiques, où les événements sont si étranges, les acteurs si nombreux, et qui font éprouver des impressions vives, si elles ne sont pas toujours justes. Les Mémoires dont Napoléon est le sujet, publiés pour la plupart sous la Restauration, étaient, comme tout le reste, un moyen d'opposition; il y est dépeint du côté le plus favorable, mais aussi le plus faible; car, pour l'opposer aux Bourbons, on l'y a représenté comme un homme excellent, familier, spirituel, plutôt que dans ce qui faisait sa grandeur. Les plus importants de ces Mémoires sont sans contredit ceux de Sainte-Hélène, pourtant altérés, attendu qu'ils furent dictés ou recueillis de souvenir; la vérité en outre y subit des variations qui s'expliquent par le changement des circonstances. Les écrivains à venir pourront chercher dans tous ces écrits ce qu'aucun contemporain n'a pu à lui seul retracer, un demi-siècle qui a changé tant de fois d'idole et de nom, une monarchie finissant sur l'échafaud, une autre sortant d'un soulè-

vement de trois jours, une nation couronnée, des tribunes élevées et bientôt détruites, le même échafaud se dressant pour des entreprises opposées, des prospérités et des infortunes inouïes, des pouvoirs se ruant les uns sur les autres, et, à peine établis, condamnés; la république, l'empire, la restauration, une nouvelle révolution, tous enfin n'ayant guère que le temps de décliner leur nom à l'appel de l'humanité, et ne faisant que disparaître.

Des histoires nationales ou étrangères ont paru à profusion en France dans le cours de ces cinquante années : les unes ont popularisé les laborieuses recherches des Allemands ; d'autres ont été l'organe de tel ou tel parti, pour mourir avec eux. Trop souvent une légèreté inexplicable se rencontre à côté d'une érudition rare et d'heureux aperçus. En général, elles s'éloignent trop de cette sobriété essentielle à l'histoire, et se perdent en détails romanesques ou en élans lyriques qui diminuent fort le crédit de l'auteur.

L'*Histoire de dix ans*, par Louis Blanc, que les espérances socialistes rendaient originale et attrayante, est le dénigrement systématique du gouvernement créé par la révolution de 1830, qu'elle calomnie intrépidement, en le montrant toujours aussi inepte que pervers. L'auteur a voulu tirer des faits contemporains la démonstration de quelques principes sociaux, chose facile quand on n'a point à aborder en face des difficultés réelles. Lamartine divinisant, dans ses *Girondins*, les ennemis de la liberté et de la dignité humaine, y a trouvé de misérables succès et de longs remords. Montalembert, dans la *vie de sainte Élisabeth*, s'est ouvert un champ nouveau, où d'autres se sont engagés à sa suite, quoiqu'il soit donné à bien peu d'interpréter la naïveté des légendes et des traditions sacrées, de manière que la piété en profite sans que le monde s'en scandalise.

Jetons un regard sur l'Italie : Charles Botta (1757-1837) compte plus parmi les littérateurs que parmi les historiens. En racontant l'histoire de l'indépendance américaine, dont il ne savait à fond ni les choses ni les hommes, il garde cependant la dignité de l'historien, parce qu'il était sans haine et sans parti, et que, défiant encore, il ne se hasardait pas à trancher. Établi

dans un pays où la presse était libre, il écrivit, sous l'instigation des Bourbons, son *Histoire d'Italie*, depuis 1790; puis, déjà vieux, il fit en quatre années celle de trois siècles remplis d'événements, et dont chacun aurait exigé des années de recherches. Aussi n'est-ce qu'une compilation, qui, pauvre de choses, ne se relève que médiocrement par une rhétorique élégante. *Le moyen âge*, selon Botta, *est une époque extravagante, échevelée, qui n'offre que mauvaises chroniques, moines et châtelains ignorants; un misérable temps où la machine sociale ne fonctionnait que grâce aux menaces et aux promesses de la vie future.* Le grand triumvirat italien y remédie en partie; puis la lumière apparut enfin avec les Médicis. Comment de cette grandeur sortirent les malheurs de l'Italie, c'est ce qu'il n'a garde de raconter, c'est en effet ce qu'il ne comprend guère; mais il décrit les misères et les souffrances sans gloire du pays depuis 1534. Irrité de l'arrogante domination des étrangers, il ne voit dans les Italiens que bassesse et férocité, jusqu'à l'heure où ils viennent à succomber : alors il se met en frais de compassion, d'excuses et d'éloges. Il ne voit pas la seule grandeur qui est restée à l'Italie. Les papes en sont toujours à ses yeux le fléau; il parle en riant du concile de Trente, à la manière de Sarpi qu'il a copié; et il ne voit dans les moines que des vauriens fainéants ou de rusés fripons. Enfin, les princes, dirigés par des philosophes ou des jansénistes, allaient réaliser en Italie des progrès merveilleux, quand une armée de jacobins français s'est ruée sur elle, commandés par un aventurier qui, en dépit de fautes continuelles, sortait vainqueur de toutes les batailles. Botta déclame contre l'avidité et la tyrannie de ces administrations militaires, et contre les imitateurs des folies françaises. Il emploie la plus grande partie de son livre à raconter ces égarements, et il remarque à peine la création d'un royaume, qui fut un objet d'étonnement pour ses ennemis même. C'est à peine s'il sait qu'une armée italienne a combattu en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Russie. Il parle de Bonaparte avec un courroux qui touche au mépris. Bonaparte avait cependant tout ce qu'il fallait pour plaire à Botta, qui n'aime pas l'*autorité amoindrie*, ni ces constitutions qu'il maudit, jusqu'à s'écrier qu'en

Italie *les assemblées nationales sont de véritables pestes*. Il ne croit ni au progrès, ni à la raison, ni à la sympathie. *La race humaine*, dit-il, *conserve des instincts de bête fauve, et le diable la pousse; bien fou qui veut répandre parmi les hommes de ce temps des semences salutaires!*

Il y aurait à lui demander de tout ceci un compte sévère, s'il existait chez lui cette unité d'idées et de sentiments sans laquelle il n'y a pas d'œuvre sérieuse. Mais c'est un engouement d'école; il aime les événements extraordinaires, les choses horribles, comme étant les plus pittoresques; et alors il s'embarrasse peu de choisir. *Il s'étend là où il trouve des matériaux tout préparés*. Très-habile à décrire les choses extérieures, il s'arrête longuement aux marches, aux batailles, aux tremblements de terre, aux famines, et répond à tout avec les mots « destin, fortune, nécessité. » Personne ne voudra apprendre dans Botta l'histoire italienne; mais on le lira toujours pour la variété et l'agrément du style. A part ce nom célèbre, l'Italie a peu donné en fait d'histoire, et c'est déjà beaucoup qu'elle ait donné quelque chose. Séduits par de brillants exemples, plusieurs ont fait de la rhétorique, et ont mis des fleurs où il fallait des fruits. Un discours d'Alexandre Manzoni sur l'histoire de Lombardie vint transporter en Italie les idées françaises sur la conquête, et sur les rapports entre vainqueurs et vaincus; d'autres, suivant ses traces, ont étendu la matière. Beaucoup ont fait de l'histoire municipale, mais point d'une manière neuve, et sans se préoccuper de chercher dans l'événement local les causes ou les symptômes du mouvement général. Les recueils commencés dans le siècle précédent seront continués avec plus d'intelligence; ils seront la condamnation de ceux qui sont restés en adoration devant les principes arriérés et les vieilles haines. L'histoire de notre temps ne pouvait pas s'écrire en Italie lorsque les impressions personnelles, les rancunes de parti, les affections de famille, les préjugés de classe, ne se sont pas encore effacés.

Les écrivains anglais du dix-huitième siècle n'ont pas été égalés, à beaucoup près, de nos jours. Le positif étouffe dans ce pays le sentiment qui est indispensable pour comprendre le passé. Hallam, dans son livre sur *l'Europe au moyen âge*,

se préoccupe partout du développement des constitutions plus que des péripéties de la guerre ; mais il ne voit pas le peuple, il ne pénètre pas l'état social. Compilateur de son propre aveu, il s'en tient à ces généralités qui peuvent se passer de preuve, et mettent à l'aise toute espèce d'opinion. Il est toujours hostile au catholicisme, et ne comprend pas ce qu'il y a de beau dans cette unité dont le monde lui est redevable.

Les *Annales de l'Europe* de l'Écossais Archibald Alison, qui vont de la révolution française jusqu'en 1815, se recommandent surtout par le récit des discussions du parlement britannique. Thomas Carlyle (*the french Revolution*), qui a fait sensation de nos jours, grâce à un style anglo-tudesque obscur, plein de formules et de métaphores, mélange d'ironie et de drame, raconte les plus grandes catastrophes sous forme burlesque : inaccessible à l'enthousiasme et au mépris, il regarde avec pitié les acteurs de l'immense tragédie, qu'il divise en trois actes : la Bastille, la Constitution, la Guillotine [1].

[1] On y trouve des chapitres intitulés *Astrée revient sur la terre sans un sou.* — *Les sacs à vent*, etc., etc. Nous citerons, comme un échantillon de ce livre étrange, le passage suivant, dans lequel Carlyle décrit l'ouverture des états généraux :

« Voici le baptême de la démocratie ; le temps l'engendra après le nombre de mois nécessaires, et il s'agit de baptiser la nouvelle née. La féodalité reçoit l'extrême-onction ; il faut qu'il meure ce système monarchique décrépit, usé par le travail, car il a travaillé beaucoup, quand ce ne serait que pour vous produire, avec tout ce que vous avez et tout ce que vous savez ; il faut qu'il meure, épuisé par les rapines et par les combats appelés glorieuses victoires, par les voluptés et les sensualités : il est vieux, très-vieux, il tombe en enfance. Au milieu des angoisses de l'agonie et des douleurs de l'enfantement, un nouveau système va naître. Quel ouvrage ! O ciel, ô terre ! que résultera-t-il de cette révolution ? Des batailles et du sang versé : massacres de septembre, pont de Lodi, retraite de Moscou, Waterloo, réformes parlementaires, guillotines, journées de Juillet. — Et, à partir de l'heure où nous écrivons, il s'écoulera encore deux siècles de combats (s'il est permis de prophétiser ! et deux siècles c'est peu dire) avant que la démocratie traverse ces tristes et nécessaires époques de charlatano-

La guerre d'Espagne a fourni un noble sujet au comte de Toreno[1]; il produirait plus d'effet s'il était plus bref, et s'il avait plus cherché l'élévation et la profondeur, sans se tant préoccuper de la forme de ses célèbres prédécesseurs. Don Manuel Quintana

cratie, avant qu'un monde empesté s'en aille au cimetière, et qu'un monde nouveau, verdoyant et frais, apparaisse à sa place.

« Membres des états généraux réunis à Versailles, réjouissez-vous : le but lointain et définitif apparaît à vos yeux ; mais vous ne voyez pas l'espace intermédiaire. Aujourd'hui une sentence de mort est lancée contre le mensonge, une sentence de résurrection en faveur de la vérité.

« En attendant, observez les deux battants de l'église de Saint-Louis qui s'ouvrent; une grande procession s'avance vers Notre-Dame, et un vaste cri, un cri unique frappe l'air. Spectacle vraiment solennel et splendide! les élus de la France, puis la cour française, tous rangés par ordre, avec leurs devises respectives et à leurs postes assignés; nos communes en petits manteaux noirs et en cravates blanches; la noblesse en velours brodé d'or, aux nuances éclatantes, couverte de rubans, ombragée de panaches; le clergé en rochet et en surplis, dans sa splendeur ecclésiastique; enfin le roi lui-même et sa maison, tous étalant la plus grande magnificence.

« C'est le dernier jour d'une pareille pompe! Quatorze cents hommes, apportés par le tourbillon politique de tous les points de l'horizon, se réunissent pour une œuvre inconnue et profonde. Oui, dans cette foule qui s'avance silencieuse, il y a de l'avenir qui dort. L'arche symbolique ne marche pas devant eux, comme devant les anciens Hébreux. Ils ont cependant, eux aussi, leur alliance; eux aussi président à une ère nouvelle dans l'histoire des hommes. Tout l'avenir est là : le destin les couve sous ses sombres ailes; l'avenir impénétrable et inévitable gît dans les cœurs et dans les pensées flottantes de ces hommes. Singulier mystère! ils ont en eux l'avenir, et ni leurs yeux ni ceux d'aucun mortel ne peuvent le découvrir; le secret est à Dieu seul. Il éclôra de lui-même, je vous le dis, au milieu des éclairs et des tonnerres, dans les assauts et sur les champs de bataille, dans le frémissement des étendards, dans le piétinement des coursiers, dans l'incendie des villes embrasées, dans le cri des nations

[1] *Histoire du soulèvement, de la guerre et de la révolution d'Espagne.*

suivit aussi l'école classique dans les *Vies des Espagnols célèbres*, dont le style est simple, dégagé et rapide. Ferdinand de Navarète a écrit les aventures des navigateurs espagnols ; son ouvrage est riche de documents curieux ; mais Albert Lista, de Séville,

égorgées. Voilà les choses qui restent cachées, profondément enveloppées au fond de cette journée du 4 mai. Elles y étaient déposées depuis longtemps, et à cette heure elles se dégagent. En vérité, combien n'y a-t-il pas de miracles dans chacun des jours qui naissent, si nous savions les dévoiler ! heureusement nous n'avons pas les yeux assez perçants. La plus dédaignée de nos journées n'est-elle pas le confluent de deux éternités?

« Or, suppose, ami lecteur, que nous prenions place comme tant d'autres sur cette corniche, sur cette architrave. La muse Clio nous le permet sans miracle. Jetons un regard passager sur cette procession, sur cet océan de vie humaine, mais un regard prophétique, qui n'appartient qu'à nous seuls d'aujourd'hui. Nous pouvons y monter, et y rester sans peur de tomber. »

Ici Carlyle passe en revue les principaux personnages de la Révolution.

« A coup sûr, dans quelque coin peu honorable rampe ou glisse en grommelant un petit homme laid, pâle, plein de pustules, puant le suif et les cataplasmes. C'est Jean-Paul Marat, de Neufchâtel. O Marat ! rénovateur de la science humaine, auteur de traités d'optique, vétérinaire des plus distingués, ci-devant médecin des écuries du comte d'Artois, dis-moi, que crois-tu voir à travers tout cela ? Ton âme malade est abattue, enfermée dans un corps engourdi, misérable, empoisonné. Est-ce un faible rayon d'espérance, une aurore après les ténèbres, ou seulement une lumière sulfureuse et des spectres bleuâtres? Infortunes, douleurs, soupçons, envie et vengeance sans fin, voilà, je pense, ce que tu vois uniquement....

« Nous distinguerons encore deux autres personnages seulement : l'homme puissant et musculeux, aux sourcils noirs, à la face écrasée, annonçant une force sans emploi, comme un Hercule qui attend sa colère. C'est un avocat sans clients, et qui a faim ; il s'appelle Danton : regardez-le bien. Il y en a un autre, son confrère, maigre, mince, au teint bronzé, aux longs cheveux bruns et frisés, à la physionomie de singe, merveilleusement éclairée, comme si une lampe de pétrole brûlait au dedans de lui. C'est Camille Desmoulins, jeune homme de pénétration, d'esprit, d'une force comique infinie ; et, parmi ces milliers d'hommes, il y a peu d'intelligences aussi nettes et aussi vives.

l'emporte sur lui en profondeur dans l'appréciation historique. Nous mentionnerons aussi les *Annales de l'inquisition* jusqu'en 1834, époque de son abolition, et l'*Histoire législative de l'Espagne après la domination des Goths*, ainsi que de nombreux

Pauvre Camille, qu'on dise ce qu'on voudra, il est difficile de ne pas se sentir porté à t'aimer, étourdi, brillant, léger Camille !

« Parmi ces six cents députés des communes en cravates blanches, réunis pour régénérer leur pays, quel sera le roi ? Car il faut un roi, un chef à tous hommes rassemblés pour une œuvre quelconque, un homme qui, par sa position, son caractère, ses facultés, soit le plus apte de tous à l'accomplissement de cette œuvre. Cet homme, ce roi non élu, ce roi nécessaire à l'avenir, marche au milieu des autres et comme un autre. Serait-ce ce député à la chevelure touffue, au grincement terrible, comète flamboyante devant laquelle vacilleront les trônes ? A travers ses épais sourcils, dans ses traits taillés à coups de hache, sur son visage tout labouré par la petite vérole, tu lis le libertinage et la banqueroute, mais en même temps tu y vois la flamme du génie. Il est le type des Français de 1789, comme Voltaire fut le type des Français de 1750. Français dans ses désirs, dans ses espérances, dans ses conquêtes, dans ses ambitions, il résume, il exprime, il a au suprême degré les vertus et les vices du temps ; il est plus Français qu'aucun autre, au moins aujourd'hui. Voilà pourquoi il est le roi de France en fait et en vérité ; puis, intrinsèquement, profondément, c'est un homme, et un homme très-viril.

« Si parmi nos six cents régénérateurs celui-là est le plus grand, quel est donc le plus petit ? C'est un individu chétif avec des lunettes, d'une physionomie peu expressive, maigre, inquiet, l'œil incertain lorsqu'il ôte ses lunettes, le nez en l'air comme s'il aspirait vaguement je ne sais quel avenir inconnu, d'un teint atrabilaire et formé de nuances diverses, mais où le verdâtre domine ; homme couleur de mer. C'est Robespierre..... Son intelligence rigide et triste, son esprit méthodique, prompt mais étroit, ont plu à tel homme en place, charmé de ne lui trouver aucun génie, mais seulement les qualités négatives qui conviennent à l'homme d'affaires. Il ne voulut pas condamner à mort un accusé lorsqu'il fut nommé juge par l'évêque, et se retira. C'est un homme austère, voyez-vous, un homme strict et scrupuleux, un homme peu fait pour les révolutions, dont la petite âme, transparente et pure comme de la bière simple, se pique comme elle facilement. Peut-être que plus tard il pourra..... Nous verrons, etc. »

documents relatifs au passé. Martinez de la Rosa a donné dans son *Esprit du siècle* un tableau politique et philosophique de l'époque actuelle. Le *Protestantisme comparé au catholicisme* en ce qui touche à la civilisation européenne, par Jacques Balmes, est un beau pendant à l'ouvrage de M. Guizot.

Le Suédois Lindberg, qui fut condamné à mort, puis gracié et retenu prisonnier, sans plier ni sous le châtiment ni sous le pardon, a écrit et jugé avec une extrême liberté le règne de Bernadotte.

L'histoire primitive de la Russie a été traitée par Schlözer et par Krug. D'autres ont écrit les événements des dernières guerres; Bulgarin a publié un tableau historique, statistique, géographique et littéraire de ce pays, et Ustraiolof une histoire où il considère la Grande-Russie comme le point central autour duquel gravitent la Petite-Russie, la Russie Rouge, et la Lithuanie.

L'Allemagne a poursuivi ses études avec conscience et persévérance; elle a secoué le joug du génie français dont elle s'était faite la suivante au temps de l'invasion de Napoléon, et à l'aide de l'école publiciste de Arndt et de Jahn. Une connaissance plus approfondie du droit public devint très-utile à l'histoire; et les travaux de Runde, de Danz, de Mittermaier, et surtout ceux de Eichhorn (*Histoire du droit public et privé*), portèrent la lumière sur les états successifs par lesquels la société moderne a passé, en ce qui concerne le droit, dont les antiquités se trouvèrent éclaircies. Ces écrivains en même temps ont exhumé les anciens poëmes, les légendes, les monuments, les statuts de villes, de villages, de corps divers.

En 1812, les deux frères Grimm (Jacques et Guillaume) découvrirent le poëme de *Hildebrand et Udebrand*; et ce chant national, applaudi dans la réaction de cette époque, devint un grand sujet d'études. Jacques publia la *Grammaire tudesque* (1819), où quatorze idiomes sont ramenés parallèlement à des lois uniformes; puis, dans les *Antiquités du droit tudesque*, il déduisit d'auteurs anciens, de codes barbares, de vieilles chartes, la législation primitive des nations allemandes; enfin il acheva, par la *Mythologie tudesque* (1835), la recons-

truction du monde germanique. Guillaume démontrait, dans ses *Recherches sur les ruines* (1821), l'existence de l'écriture alphabétique parmi les anciens Allemands, et il rassemblait dans la *Tradition héroïque* (1829) les fragments d'une grande épopée septentrionale, dont les *Niebelungen* ne seraient qu'un épisode. En même temps Gans, Philipps, Klenze, Zöpff, Waitz, approfondissaient le droit germanique, et lui trouvaient les mêmes fondements qu'à celui de Rome, de la Grèce et de l'Inde; enfin la lumière portée par Rask et Geyer sur les antiquités scandinaves réfléchissait une clarté nouvelle sur celle de l'Allemagne et sur les émigrations des peuples. Plus d'un cependant se laissa égarer par le patriotisme jusqu'à peindre comme autant de héros accomplis les Genséric, les Alaric, les Odoacre, et jusqu'à regretter la sauvage grandeur de la race germanique, détournée par l'invasion romaine et par le christianisme de ce libre développement, de ce génie propre, qui *peut-être* aurait amené une civilisation supérieure à celle d'Athènes et de Rome.

On en a vu d'autres encore, au milieu d'une érudition déréglée, introduire dans l'histoire un scepticisme qui n'a pas encore fait grâce aux faits qui ont le plus influé sur l'humanité. Eichhorn et Spittler, l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique* et de celle des *États européens*, suivirent les traces de Gatterer. Woltmann et Menzel ont continué l'*Histoire du monde* de Becker, avec plus de solidité; Schlosser les a surpassés pour la connaissance des faits et l'élévation des idées. Les vues philosophiques et politiques émises par Pölitz, Hapfer, Mayer, de Eggers, Jenisch, Gruber, Carus, Breyer, Luden, Schneller et autres, ont été recueillies par Heeren. Rotteck, dans son *Histoire universelle*, réimprimée tant de fois, considère la vie des peuples au point de vue du droit naturel et des réformes politiques, c'est-à-dire de la liberté et du bien public; mais il est plein de sécheresse et de préjugés. Comme Dahlmann, il veut le trône héréditaire, mais avec des assemblées délibérantes. Beaucoup ont remué le moyen âge : Wilken s'est attaché aux croisades; Ranke, aux peuples germains et tudesques du seizième et du dix-septième siècle; Raumer, aux Hohenstaufen et à l'Europe depuis le seizième

siècle. L'histoire moderne a été traitée par Saalfeld, Hormayr, Münch; la Révolution française et les événements contemporains ont fourni la matière de beaucoup de travaux. Les *Annales européennes* depuis 1795, publiées par Posset, fondateur de la *Gazette universelle* d'Augsbourg, et supprimées par la diète en 1832, méritent d'être citées comme documents historiques; de même la *Chronique* de Venturini, la *Minerve*, le *Journal historique et politique* de Buchloz, le *Monde primitif* par Malten, les *Mélanges* sur l'état présent du monde par Zschokke, suivis des *Traditions* sur notre époque.

Michel Schmidt (1785) manque de solidité et de portée dans sa volumineuse *Histoire des Allemands*, aussi bien que Krause, Risbeck, Henrich, Westenrieder, quelque recommandables qu'ils soient dans certaines parties. Mais après la réaction qui suivit le despotisme de Napoléon, on cessa de s'occuper exclusivement de la bizarre constitution de l'Empire et de la généalogie des maisons régnantes, pour étudier la vie du peuple sous ses divers aspects; ce qui ranima l'esprit national allemand. L'histoire de Wolfang Menzel, qui respire la haine des Français, est vive, mais déclamatoire. Le verbeux Luden pousse l'exagération patriotique jusqu'à trouver tout parfait. Pfister, qui dans son *Histoire de Suède* réunit un jugement droit à de grandes recherches, n'a pas aussi bien réussi dans son *Histoire d'Allemagne*, où il vise trop à l'enseignement. Il n'y a pas de villes, de villages même, de châteaux, de corporations, qui n'aient leur historien. Juste Moser, en étudiant, dans son *Histoire d'Osnabruck*, un petit pays, dirigea d'abord ses recherches sur le droit national. L'*Histoire de la Confédération suisse*, entreprise par Jean Müller, réunit, au plus patient examen des sources, une grande richesse d'idées et un noble amour de la liberté. Zschokke, écrivain populaire, a traité aussi le même sujet, et nous a donné une histoire de Bavière qui a été continuée par Monard et Guillemin. L'*Histoire de la Hanse* de Sartorius, celle de la Prusse par Voigtel et par Lancizol, celle de l'origine des différents États germaniques (1806), l'histoire de la formation des ligues libres du moyen âge (1827) par Kortum, et beaucoup d'autres, nous révèlent la condition générale des villes ou celle de quelques-unes en particulier.

Des archéologues fameux ont interprété l'antiquité, surtout les deux Niebuhr, dont l'un nous a fait connaître l'Arabie, l'autre la constitution primitive des Romains. Il n'y a pas de nation étrangère, pas d'époque que les Allemands n'aient prise à partie et étudiée; pas de question d'art, pas d'invention sur lesquelles ils ne se soient exercés; et ils ont dans les monographies la supériorité qui revient aux Français dans les mémoires. L'histoire ecclésiastique a une importance particulière là où se trouvent chaque jour aux prises des universités, des peuples, des lois, qui appartiennent à des cultes différents.

Les matériaux historiques et diplomatiques abondent en Allemagne, aidés encore par des *Regesta* qui mettent à la portée de l'historien tous les faits mémorables d'un temps, d'une famille, ou d'un pays. S'il est des écrivains qui se noient dans de menus détails par affection de clocher ou par curiosité archéologique, les historiens généraux sont là pour juger du parti que l'on en peut tirer. Mais l'esprit rêveur et systématique de l'Allemagne a fait plus d'une fois évaporer la valeur positive des plus laborieuses recherches en abstractions et en chimères.

Et maintenant que resterait-il à souhaiter? C'est que de tant de travaux partiels il pût sortir une histoire vraiment universelle, où le chemin que l'humanité a parcouru se déroulât tout entier; c'est qu'à travers tant d'événements on découvrît la loi qui donne l'impulsion au progrès, et celle qui lui sert de guide; que l'on dégageât l'idée éternelle de l'idée passagère, la justice immuable des mille formes variables sous lesquelles elle nous apparaît; en un mot, que l'on nous donnât enfin la vraie philosophie de l'histoire. C'était une opinion universellement répandue, dans les siècles qui nous ont précédé, que la décadence de l'humanité allait toujours croissant: de là le devoir de remonter au passé, de se reporter aux principes des choses, de rétrograder vers notre berceau. A cette croyance a succédé aujourd'hui celle du progrès, qui ne conduit point à mépriser ce qui a été, puisque ce fut une amélioration sur un état antérieur, mais qui nous donne la certitude de continuelles conquêtes en fait de bonheur et de liberté.

Chez les peuples arriérés, rétrogrades, morcelés ou compri-

més par la force, plongés dans un bien-être matériel sans dignité, chez les nations où l'exercice de l'autorité est le privilége d'un maître, l'amélioration un monopole, et l'abaissement du caractère un système, où les erreurs de l'intelligence ne sont pas redressées, mais punies, où l'on inflige à des gens avides d'action le supplice de l'oisiveté, c'est une difficile conquête que celle de la liberté. Là, l'enthousiasme ne s'enflamme que pour les danseurs et les cantatrices. Malheur aux peuples qui plaisantent avec leurs chaînes, qui ne savent pas opposer le droit au pouvoir oppresseur, et qui ne savent protester que par une raillerie frivole ou par une soumission hargneuse! L'avenir n'est pas pour eux. Les peuples corrompus appartiennent à la tyrannie, comme les cadavres aux corbeaux. L'histoire n'aura à raconter que leurs humiliations. Les gens de cœur qui se rencontrent dans une société pareille, injuriés ou méconnus parce qu'*ils* sont austères et convaincus, ne se résignent pas au joug du despotisme, par cela qu'ils respectent les bons gouvernements; ils savent se soumettre à l'ostracisme, se repliant sur eux-mêmes comme le fort resté sans appui; ils savent combien il faut d'efforts, de vertu, d'héroïsme pour créer et perpétuer un peuple; combien il est difficile de conserver le désintéressement au milieu des calculs de la vie matérielle, l'amour du travail au milieu de la passion des jouissances, la vie du cœur, de l'intelligence, de l'imagination, au milieu de la préoccupation absolue des affaires et des plaisirs. Ils savent que les grandes choses ne s'improvisent pas; ils modèrent l'impatience fébrile qui aspire au mieux. Dans la lutte des principes absolus avec des faits inévitables, ils cherchent à fortifier le sentiment moral et celui de la dignité personnelle, ce sentiment qui porte à connaître, à vouloir son droit, et à s'élever vers le but suprême; enfin ils sont convaincus que le soleil dore le nuage même qui intercepte ses rayons.

FRANCE. — LA RESTAURATION.

La Révolution s'était faite au profit du tiers état. Désireux de garder ses conquêtes, il était devenu hostile à l'Empire, et avait prêté les mains à la restauration des Bourbons. Il avait obtenu d'eux une charte qui consacrait tout ce que 89 avait promis, puisqu'elle déclarait tous les priviléges abolis. La royauté était rétablie comme une magistrature héréditaire; mais la noblesse que la Révolution avait frappée demeurait abolie comme institution.

La charte proclamait tous les Français égaux devant la loi, et admissibles à tous les emplois; elle consacrait la liberté individuelle, la liberté de la presse et des cultes, tout en déclarant la religion catholique religion de l'État; elle garantissait l'inviolabilité des propriétés, l'oubli des opinions et des votes, l'abolition de la conscription. Le roi, d'après la charte de 1814, est inviolable; il a le pouvoir exécutif: chef de l'État et des armées, il déclare la guerre, fait les traités, nomme aux emplois. Il propose les lois; puis, lorsqu'elles ont été discutés et votées par les chambres, il les sanctionne et les promulgue. Il fait les règlements et les ordonnances nécessaires à leur exécution, ainsi qu'à la sûreté de l'État. Il a des ministres qui répondent de ses actes, et qui doivent se conformer, dans leur politique, aux décisions du parlement. Les pairs sont nommés par le roi; leur nombre n'est point limité; ils sont héréditaires. Les membres de la famille royale siégent de droit dans la chambre des pairs; les crimes de haute trahison lui sont déférés. Les députés sont nommés pour cinq ans, et renouvelés chaque année par cinquième. Ils doivent être âgés de quarante ans, et payer mille francs de contributions directes. Il faut, pour être électeur, avoir trente ans révolus, et payer trois cents francs de contributions directes. Aucun impôt ne peut être perçu, s'il n'est consenti par les deux chambres et sanctionné par la couronne. Les deux chambres

sont convoquées chaque année et en même temps par le roi. Il peut dissoudre la chambre des députés, c'est-à-dire la renvoyer devant ses juges naturels; mais il doit en convoquer une nouvelle dans les trois mois.

L'autorité royale se trouve ainsi tempérée, mais en conservant la plénitude du pouvoir exécutif, exercé par des ministres responsables. L'une des deux chambres est héréditaire, l'autre élective. A la différence de l'Angleterre, l'initiative appartient au roi seul. Les ministres siégent et opinent dans les chambres. Ils peuvent être mis en accusation par les députés, et traduits devant les pairs pour trahison ou concussion. Le système judiciaire et le code civil de l'Empire sont maintenus, ainsi que les lois qui ne sont pas contraires à la charte. La confiscation est abolie; le droit de grâce appartient à la couronne.

Effacée comme institution, la noblesse conservait pourtant son prestige sur l'opinion et son influence sur les basses classes. Le clergé aussi avait perdu son existence politique collective; mais, sorti du peuple généralement, il restait en communauté de sentiments avec lui, tandis que son éducation le rapprochait de la bourgeoisie, et ses opinions politiques de la noblesse. Les classes inférieures n'avaient point de part aux affaires publiques; mais la voie par où l'on s'élève était ouverte enfin devant elles.

La charte avait été octroyée en par don par Louis XVIII; mais ce qui était un présent à ses yeux, la nation le considérait comme un droit. La mise en pratique de cette charte devait rencontrer de grandes difficultés dans un pays qui n'était habitué ni aux formes constitutionnelles ni à la publicité, et où se heurtait sans cesse une liberté nouvelle contre un despotisme invétéré. Ceux qui croyaient encore aux bienfaits de l'absolutisme accueillirent la Restauration comme un retour à l'ancien régime; mais ils s'aperçurent bientôt qu'aucun des débris du passé ne pouvait revivre. Les disciples de l'*Encyclopédie*, d'un côté voyaient partout un retour vers le moyen âge; les jacobins et les bonapartistes, qui s'étaient alliés pendant les Cent-Jours, regardaient de mauvais œil un trône qui, quelque désarmé qu'il fût de la puissance qui brise ce qui lui fait obstacle, faisait échec

aux idées républicaines. Ce trône était sans éclat aux yeux du vulgaire, parce qu'il ne se montrait pas entouré de drapeaux victorieux. La Restauration enfin privait en partie les gens de finance de ces bénéfices énormes dont ils avaient été redevables aux prohibitions et aux monopoles.

Les royalistes, d'un autre côté, revenus avec des idées de vengeance et de réaction, réclamaient, en récompense de leur fidélité oisive ou de leurs intrigues d'émigrés, des emplois pour eux, des châtiments et des rigueurs contre les auteurs « des premiers forfaits et des derniers désastres. » Comme ils dominaient dans la chambre de 1815, ils exigèrent la mise en jugement du maréchal Ney, dont la condamnation « ne fut pas juste, parce que la défense ne fut pas libre. » Les cours prévôtales rétablirent, par des exécutions sanglantes, la tranquillité partout où elle fut compromise. L'amnistie, cette première mesure de tout gouvernement qui n'a point le vertige, éprouva de l'opposition, et fut limitée par des exceptions. L'Institut vit exclure plusieurs de ses membres ; on traita la science comme une faction ennemie. La tribune retentit de déclamations furieuses contre la Révolution, bien souvent de la part de ceux qui, n'ayant pas eu à souffrir de ses violences, profitaient de ses bienfaits ; puis, comme le gouvernement se montrait plus modéré que la faction qui le soutenait, celle-ci constitua une opposition qui travailla à ressusciter la prépondérance ecclésiastique et le vieil esprit provincial.

Il se forma donc, hors des chambres, une *congrégation* de royalistes forcenés, qui chercha à recruter tous ceux qui pouvaient agir sur les masses par la science, par les richesses, par la parole ou par les prières. Ils avaient des assemblées, des conférences, sous le patronage du comte d'Artois, depuis Charles X, et d'autres princes, qui voyaient avec répugnance les limites apportées au pouvoir royal. Louis XVIII lui-même cherchait volontiers à faire montre de son autorité, en laissant de côté ces formes constitutionnelles qui voilent le roi pour ne laisser paraître que le ministre. Mais les vrais amis du trône s'attachaient à la charte ; Chateaubriand voyait en elle la seule ancre de salut ; le général Foy disait : « Quiconque veut plus que la charte,

moins que la charte, autrement que la charte, manque à ses serments. »

Que ces luttes, que ces conflits nous servent d'enseignement à nous étrangers; appliquons-nous à les bien comprendre, puisque nous les voyons se reproduire partout où commence la vie constitutionnelle. Nous prenons la France pour modèle, et nous ne savons pas profiter de ses fautes et les éviter.

Ce pays avait de larges plaies à cicatriser. Les alliés avaient voulu se faire indemniser de leurs frais de guerre et de leurs frayeurs. La déplorable invasion de 1815 coûta cinq cents millions. Il fallut en payer sept cent cinquante, en trois ans, pour l'occupation étrangère, puis deux cent quatre-vingts plus tard. Les créances sur le gouvernement, réclamées surtout par les pays abandonnés sur le Rhin, s'élevaient à un milliard six cents millions; la médiation de Wellington les fit réduire à deux cent quarante. La dette publique monta ainsi d'un milliard deux cent soixante millions à trois milliards sept cent soixante millions. C'était une rude punition infligée à la gloire, mais qui manquait de prudence de la part de ceux qui professaient l'amour de la paix; car ils forçaient par là le gouvernement à des mesures oppressives et irritantes. Ce qui indignait surtout la nation, c'était la joie insultante des étrangers; c'était de voir flotter sur les villes les drapeaux qui portaient encore la trace du pied de la France victorieuse. L'armée d'occupation fut réduite, en 1817, de trente mille hommes; puis les souverains alliés décidèrent à Aix-la-Chapelle l'évacuation complète (septembre 1817). Alors le gouvernement devint libre, et, comme tel, il entra aussi dans la Sainte-Alliance; mais la France en fut blessée, comme d'une menace qui montrait un retour plus marqué vers les idées absolutistes.

Ces idées avaient soulevé contre elles l'opposition parlementaire; mais il en existait une aussi hors des chambres. Vingt mille officiers, rejetés du bivouac dans l'oisiveté, tournaient leurs regards vers Sainte-Hélène, ou vers l'enfant qui grandissait sous la main de l'Autriche; ils espéraient que cette puissance leur viendrait en aide, soit pour élever au trône le fils d'une archiduchesse, soit pour satisfaire à d'anciennes jalousies dynasti-

ques. D'autres rêvaient la république : ceux-ci, avec la Fayette, la voulaient paisible et casanière, à l'américaine; ceux-là, se reportant vers 93, la demandaient vigoureuse, extrême, conférant les droits les plus larges, se faisant la terreur des rois et l'espoir des peuples. Un troisième parti, les yeux arrêtés sur la révolution d'Angleterre, se rappelait que ce pays, pour la compléter, s'était vu contraint de renverser la dynastie restaurée, pour lui en substituer une autre n'ayant ni regrets du passé, ni vengeance à exercer, et devant tout à la Révolution. Tous ces partis s'appelaient libéraux, et cherchaient à gagner la classe moyenne en excitant ses craintes ou ses espérances, en accueillant tous ceux que les Bourbons mécontentaient, en se servant des journaux et des caricatures, en battant en brèche les missionnaires et les jésuites. Ce dernier nom servait à désigner le clergé et son parti.

L'opposition légale s'exerçait au sein des chambres, à qui la charte attribuait un rôle important. Depuis deux siècles, la politique se fait au grand jour en Angleterre; d'où il résulte que l'opinion la surveille, et l'oblige à se régler d'après l'intérêt du pays. En France, cela était nouveau : la politique y était dès lors mobile comme les ministres, pilotes novices qui prenaient le moindre vent pour une tempête, et qui dès lors croyaient tout perdu. Le peuple aussi n'était point fait à de telles discussions, et son imagination facile s'enflammait aux débats de la tribune et aux accents de ses orateurs favoris.

L'opposition surtout s'attachait à deux points : la loi électorale et la censure. Il ne saurait y avoir de gouvernement représentatif sans la liberté de la presse; aussi était-elle défendue même par des royalistes, tels que Chateaubriand, qui semblait dire aux Bourbons : Je soutiendrai votre sceptre, pourvu que vous respectiez le mien. « Je ne veux pas, s'écriait-il, que, s'il « naissait des Copernics et des Galilées, un censeur pût, d'un « trait de plume, replonger dans l'oubli un secret que le génie de « l'homme aurait surpris à l'omniscience de Dieu. » « La censure, « ajoutait Daunou, est essentiellement partiale, et le fut tou- « jours. Il lui est impossible de ne pas l'être, comme il est im- « possible à l'arbitraire de s'arrêter... » Royer-Collard, qui

avait aussi demandé des restrictions à la liberté de la presse, disait, avec une amère ironie : « Ce fut une grande impré-« voyance, au grand jour de la création, de laisser l'homme s'é-« chapper libre et intelligent au milieu de l'univers. De là le « mal et l'erreur. Une sagesse plus haute vient réparer la faute « de la Providence, restreindre son imprudente libéralité, et « rendre à l'humanité, sagement mutilée, le service de l'élever « à la bienheureuse innocence des brutes. »

Quant aux élections, base du gouvernement représentatif, le gouvernement cherchait à les dominer. La lutte s'établit d'abord entre les ultra-royalistes et les royalistes modérés ; puis entre les modérés, les ministériels et les doctrinaires, et enfin entre les ultra et les libéraux.

Royer-Collard avait combattu le sensualisme de Condillac, comme cause de l'asservissement des esprits sous Napoléon, et du despotisme brutal de la Terreur ou des baïonnettes. Il puisait son éloquence dans la contradiction et dans sa haine contre un système bien plus que dans l'amour du peuple, qu'il voulait, au contraire, laisser en dehors de la constitution ; car il avait été désabusé de la souveraineté populaire par le terrorisme, et il considérait la chambre comme élective, plutôt que comme représentative. Pour lui, les députés étaient avant tout les conseillers du roi. Royer-Collard acquit une grande importance en parlant peu, et en écrivant moins encore. Comme il résumait d'ordinaire le débat sous une forme dogmatique, en répétant souvent le mot *doctrine*, son parti reçut le nom de *doctrinaire*, mot vague du reste, comme toutes les désignations de parti, et que chacun interprétait à son gré. C'était une réunion assez nouvelle de littérateurs et de publicistes, qui s'étaient fait certaines maximes, d'après lesquelles ils prétendaient régler la politique. Par opposition cependant aux esprits absolus, qui n'envisagent qu'un seul côté des choses, les doctrinaires tenaient compte de toutes ces puissances de fait qui résultent de la propriété, de la richesse, et autres avantages de position ; se proposant d'accorder entre elles ces puissances sociales à l'aide de transactions : contraires en cela aux libéraux, qui auraient voulu restreindre leur action, et nous y soustraire le

plus possible[1], jusqu'à isoler l'existence privée de la vie sociale, et faisant consister toute la politique dans les intérêts de la classe moyenne.

Benjamin Constant peut être considéré comme le publiciste du libéralisme d'alors. Asservi aux idées protestantes en religion comme en politique, intelligence vigoureuse, tempérament faible, cœur froid, il introduisit en France la littérature allemande, et, dans la philosophie, la morale du sentiment, soumise aux oscillations de la conscience individuelle. Par les idées, par les sentiments, par son tour d'esprit, par la légèreté de ses mœurs, son culte de Voltaire, ses habitudes satiriques, il appartenait à cette école anglaise dont Mounier fut l'orateur, Necker le financier, madame de Staël l'héroïne, et dont l'empereur Alexandre devint l'adepte. Il fit de l'opposition à Napoléon, sans voir en lui le représentant de la nation française. Il se rapprocha de lui en 1815, mais en lui conseillant de créer des pairs héréditaires comme en Angleterre. Sous la Restauration, il devint le chef de ce libéralisme bourgeois en lutte avec la souveraineté nationale, appliqué seulement à garantir l'indépendance individuelle contre l'action du pouvoir,

Dans ce système constitutionnel qui ne vit que de fictions et de contre-poids, et engendre tant de complications, l'avantage est pour les natures souples sur les âmes simples et énergiques : par son entraînement vers la jeunesse et ses goûts de popularité, Benjamin Constant devint chef de parti, quoiqu'il n'ait jamais déployé de vigueur, et que sa mobilité sceptique se soit trahie par de flagrantes contradictions. Comme protestant, il était l'ennemi du clergé; écrivain facile et ingénieux dans les journaux et à la tribune, il réunit ses articles sous le titre de *Cours de politique constitutionnelle*. La liberté individuelle y est offerte comme but de toute association humaine, et garantie par la liberté politique.

[1] « *J'aspirais avec enthousiasme vers un avenir, je ne savais trop lequel; vers une liberté dont la formule, si je lui en donnais une, était celle-ci :* Gouvernement quelconque, avec la plus grande somme possible de garanties individuelles, et le moins possible d'action administrative. » THIERRY, Préface aux *Dix ans d'études historiques*.

C'était la tendance des gouvernements antiques de faire participer tous les citoyens au pouvoir social ; celle des modernes est d'assurer la sécurité aux jouissances privées. Les institutions politiques sont des contrats par lesquels les hommes renoncent à la moindre part possible de leur indépendance primitive ; en conséquence de quoi la société n'a de juridiction sur les individus que pour les empêcher de se nuire réciproquement.

Quant à nous, nous protestons contre ces idées, et nous croyons que l'individu et la société existent pour l'humanité, afin qu'elle devienne de plus en plus parfaite, que les nations acquièrent le plus grand développement possible, et que les individus doivent tous y apporter le tribut de leurs facultés personnelles, de leur amour pour tous.

Selon les doctrines stériles de Benjamin Constant, la concurrence industrielle est de droit absolu, et toute intervention de la puissance sociale est une usurpation, de même que tout impôt qui n'est pas commandé par une nécessité impérieuse. Il interdit toute direction sociale dans l'ordre matériel, et plus encore dans l'ordre moral. La religion doit être conforme au sentiment de chacun, et l'éducation des enfants être abandonnée aux familles. L'indépendance de l'individu une fois prise pour but de l'association, ceux-là seuls en seront membres qui y apportent cette indépendance, c'est-à-dire les propriétaires. C'est ainsi qu'en combattant les priviléges de l'aristocratie, il consolidait ceux de la bourgeoisie, et réprouvait en conséquence l'élection à deux degrés. S'il n'y a d'intérêt réel que celui des individus, et si l'intérêt général consiste dans une transaction entre eux, la nationalité disparaît, et tout se réduit à l'existence municipale ; il n'y aura plus de gouvernement que l'administration communale, et l'autorité centrale se bornera à vider les différends qui peuvent naître des prétentions respectives des localités.

Benjamin Constant déduisait de là sa théorie de la monarchie constitutionnelle, réduite à un rôle neutre et purement modérateur au milieu de principes actifs. Le pouvoir exécutif appartient au ministre, indépendant du roi, dont la prérogative se borne à maintenir les autorités dans leur sphère, soit en chan-

geant le ministère, soit en dissolvant les chambres ; ce qui s'est traduit depuis par cette formule célèbre : « Le roi règne, et ne gouverne pas. »

La *Religion considérée dans ses formes et dans ses développements*, de Benjamin Constant, le *Polythéisme romain*, du même auteur, présentent la religion comme progressive, ainsi que la civilisation entière. Elle ne se fonde pas sur la notion nécessaire de Dieu et de l'enchaînement des choses ; ce n'est qu'une disposition instinctive de notre esprit, un sentiment revêtu de dogmes arbitraires, pour satisfaire *au besoin de la logique*. C'est un théisme vague, sans autre autorité que la conscience individuelle. Les colléges sacerdotaux et les mystères anciens ne renfermaient point, selon lui, de traditions plus pures, dont le culte vulgaire ne fut qu'un reflet. Il ne voit dans les théogonies, dans la mythologie, que des absurdités, des aberrations, ou des artifices de prêtres.

Ce composé de l'*Encyclopédie* et de la doctrine de Kant peut être offert comme l'expression du système qui s'appelait alors libéral, et qui, s'il faisait peur aux rois, ne pouvait néanmoins inspirer aux peuples une grande confiance.

Louis XVIII, qui, comme chef des émigrés, avait dû rapporter de l'exil une haute idée de l'autorité monarchique, se montra jaloux de relever l'honneur de la nation vis-à-vis des étrangers, et aussi de consolider la charte. Il congédia cette chambre dite *introuvable*, qui était plus royaliste que le roi ; et des nouvelles élections sortirent des hommes tels que la Fayette, Manuel, etc. Il fallut que le nouveau ministère, dont M. Decazes, le favori du roi, était l'âme sinon le chef, se prêtât à quelques concessions ; mais, contrecarré par les royalistes, il ne marcha qu'en tâtonnant, et sans montrer un système arrêté. La censure fut abolie, les délits de la presse soumis au jury ; les éditeurs de journaux, obligés à un cautionnement, devinrent responsables de leurs publications, et ils furent considérés comme complices des crimes auxquels ils pourraient provoquer.

Mais déjà les libéraux modérés étaient dépassés, et la nomination à la chambre de l'évêque Grégoire fut presque une insulte à la dynastie restaurée. Aussi, à l'ouverture des chambres

de 1819, le roi s'exprima en ces termes : « Une inquiétude « vague, mais réelle, préoccupe les esprits ; chacun demande « au présent quelques gages de durée ; la nation ne goûte qu'im- « parfaitement les avantages de l'ordre légal et de la paix ; elle « craint de se les voir arrachés par la violence des factions, et « s'effraye de l'expression trop claire de leurs desseins. »

C'était avouer (chose nouvelle) la distinction entre la nation et son gouvernement : celui-ci opérant à la surface, l'autre s'agitant au fond, où continuait à vivre la Révolution. Mais, au lieu de se mettre à la tête du mouvement social, dont il sentait les frémissements, ce gouvernement s'obstina à le faire rétrograder devant la volonté d'un petit nombre. C'était en vain qu'il était averti par ses amis et par ceux qui voulaient le détourner de mesures illégales. Talleyrand s'écriait : « Ce qui est proclamé « utile et bon par tous les hommes éclairés d'un pays, sans « variations pendant des années, doit être considéré comme « une nécessité de temps. C'est le cas de la liberté de la presse. « Il n'est pas facile, de nos jours, de tromper longtemps. C'est « une faute que d'entreprendre une lutte à laquelle un peuple « entier prend part, et toute faute politique entraîne des périls. » Et Manuel disait : « Où tendent ces répressions intempestives ? « A éteindre le volcan ? Mais ne savez-vous pas que la flamme « rugit sous vos pieds, et que si vous ne lui donnez une large « issue, elle éclatera pour votre ruine ? »

Ces débats des chambres entretenaient au dehors une agitation que l'inquiétude populaire et la polémique des journaux portaient au comble. Le souffle de la haine circulait dans les assemblées électorales, dans les écoles, dans les places publiques ; et le gouvernement se roidissait d'autant plus que des insurrections contre les rois éclataient au dehors.

Ce fut dans de telles circonstances que le duc de Berry, héritier présomptif de la couronne, fut frappé par le poignard de Louvel (13 février 1820). Ce coup fut imputé à la maison d'Orléans, aux bonapartistes, au ministre Decazes lui-même, aux libéraux surtout ; mais c'était uniquement l'œuvre directe d'un homme, exalté peut-être par les articles de journaux, mais sans rapports avec aucun parti, et qui subit le supplice avec impas-

sibilité. La désolation de la famille royale et de ses partisans fut adoucie par la grossesse de la duchesse de Berry. Mais l'événement servit de texte aux ultra-royalistes pour déclamer contre la faiblesse du gouvernement. Les deux chambres exprimèrent leur indignation servile en demandant la répression des « doctrines perverses qui menaçaient d'un bouleversement complet la religion, la morale, la monarchie, la liberté. » On enchaîna la presse et la liberté individuelle, punissant ainsi la nation d'un forfait qu'on ne voulait pas croire isolé. La chambre élue sous ces influences entraîna le roi hors des voies de la modération et le nouveau ministre, M. de Villèle, résolut d'étouffer lentement la Révolution.

Les esprits les plus ardents, réduits au silence par les entraves apportées à la presse, concentraient leur haine dans les sociétés secrètes, et propageaient le carbonarisme. Dès 1820, une conspiration s'étendit de Paris sur différents points. Cinq insurrections éclatèrent en 1822, et elles échouèrent, n'ayant ni la force que donne la prudence, ni celle qui naît de l'audace. Les chefs de la conjuration de la Rochelle portèrent leurs têtes sur l'échafaud; le général Berton mourut à Saumur avec ses compagnons, en criant *Vive la république!* Mais le peuple laissa faire, car ces trames ne regardaient que la bourgeoisie, et non le peuple entier; et la monarchie, poursuivant la réaction, se crut plus forte en punissant.

La Fayette, Manuel, Benjamin Constant, le général Foy, le banquier Laffitte, étaient désignés dans les procès politiques sous le nom d'archimandrites; et l'on croyait qu'une main si élevée que personne n'aurait osé l'atteindre, répandait des encouragements et de l'argent. D'un autre côté, on dénonçait à la tribune le comte d'Artois comme chef d'un *gouvernement occulte*, qui envoyait de tous côtés des agents royalistes pour rétablir la monarchie absolue.

Nous avons déjà parlé de l'expédition contre les libéraux d'Espagne, des faciles triomphes que l'on voulut exagérer en France pour en faire une auréole au duc d'Angoulême, et donner au pacifique drapeau blanc une couronne de lauriers. C'est en vain que Chateaubriand voudrait abuser les contemporains et la pos-

térité, en appelant cette expédition « l'acte le plus politique et le plus vigoureux de la Restauration. » Les libéraux ne voulurent y voir qu'une basse condescendance pour la politique des alliés, et le désir d'établir le despotisme de l'autre côté des Pyrénées pour le ramener en France, et imiter ce que les étrangers avaient fait avec la France en révolution. Manuel alla jusqu'à dire : « L'esprit de révolution est dangereux ; mais celui de « contre-révolution l'est aussi. Les révolutions qui marchent en « avant peuvent commettre des excès ; mais au moins en allant « en avant on arrive. Si vous croyez que Ferdinand soit en pé- « ril, ne renouvelez pas les circonstances qui entraînèrent à l'é- « chafaud ceux qui vous inspirent un si vif intérêt. C'est parce « que les étrangers intervinrent dans la Révolution française, « que Louis XVI fut précipité du trône... » Ces paroles prononcées avec une froide impassibilité excitèrent l'indignation des royalistes ; et, sans respect pour l'indépendance des représentants du peuple, Manuel fut entraîné hors de la chambre par des gendarmes (mars 1823). Après avoir réprimé la presse, on voulait aussi enchaîner la parole. Le droit était foulé aux pieds par la force ; il devait se relever victorieux.

Cependant la victoire et des coups énergiques donnèrent, comme il arrive toujours, quelque popularité au gouvernement, et au ministre Villèle l'espoir de ramener la France à l'absolutisme. Il se décida à dissoudre la chambre, afin d'en avoir une à sa dévotion. Les manœuvres des royalistes eurent un plein succès ; mais tous ceux qui se trouvèrent exclus formaient un corps d'ennemis nombreux et redoutables.

La nouvelle loi électorale qui portait à sept années la durée de la législature, dont le renouvellement devait se faire intégralement, parut une violation de la charte ; car le droit électoral est la légitimité des peuples, et ceux qui y attentent les poussent à attenter à la légitimité des rois.

Les intérêts religieux venaient se mêler aux intérêts politiques. Il n'avait guère été possible, sous Napoléon, de discuter sur les priviléges de l'Église et sur ses rapports avec l'État. La charte, en déclarant la religion catholique religion de l'État, avec protection accordée à tous les cultes, enlevait au catho-

licisme la liberté qu'elle laissait aux autres, et l'alliance du trône avec l'autel rabaissait le dernier, au lieu de l'élever. Le concordat avec la France coûta plus de peine à la cour de Rome que jamais traité passé avec les autres puissances. Le gouvernement penchait du côté religieux; mais il n'osait se déclarer franchement. En même temps qu'il lui arrivait de réprimander les évêques comme d'abus au sujet de leurs pastorales, et qu'il les obligeait à se disculper, il tolérait des livres non-seulement irréligieux, mais immoraux, qui répandaient l'incrédulité et le libertinage plus qu'on n'eût osé le faire au temps même des encyclopédistes. De 1817 à 1824, il fut publié douze éditions de Voltaire et treize de Rousseau; 2,741,400 volumes de ces doctrines furent mis en circulation; et le philosophe Jouffroy écrivait, en 1825, un article intitulé *Comment les dogmes finissent*, où il soutenait que cette recrudescence du catholicisme était une pure affaire de mode, et que bientôt il retomberait dans l'oubli.

Les consciences timorées s'effrayaient; on essaya de neutraliser l'effet de ces publications avec des missions ou des associations pour propager les bons livres. Tant de bouleversements, qui avaient jeté dans les esprits le découragement ou la haine, conseillaient d'élever la jeunesse dans des idées différentes, avec d'autres habitudes que celles qui avaient enfanté le désordre au milieu duquel elle était née. Or, comme on n'avait pas su accorder l'éducation publique avec les besoins de l'intelligence et du cœur, un grand nombre de familles envoyaient leurs enfants aux colléges tenus par les Pères de la Foi : c'était sous ce nom que se cachaient les jésuites, qui cherchaient à recouvrer, à l'ombre des libertés nouvelles, leur influence sur l'éducation et dans l'État, et qui se répandaient partout, jusque dans les prisons, pour s'ouvrir accès dans les âmes. La haine conçue contre le clergé se tourna tout entière sur ceux qui étaient ses représentants les plus zélés; et tout ce qui se faisait dans le sens religieux était attribué aux jésuites. Leur nom était devenu une injure, et on l'appliquait à quiconque était haï ou redouté; on faisait aux jésuites les reproches les plus divers. La peur d'encourir cette terrible accusation ren-

dait timide à professer les vérités catholiques, et beaucoup de chrétiens sincères se tenaient, pour y échapper, dans une pénible irrésolution.

Quelques scènes de ce temps parurent arrangées pour reporter les esprits vers un passé dont on ne voulait plus. Un nommé Martin, de Chartres, eut des révélations dont il fit part au roi. Une croix apparut dans l'air à Migné. Ce n'était partout que missions et litanies; aussi l'irréligion parut-elle un moyen de résistance. Quelques-uns réveillaient les traditions parlementaires, quoique la Révolution les eût effacées, pour demander l'intervention de l'État dans certains faits de discipline religieuse. D'autres, aux yeux de qui c'était lâcheté, sinon mensonge, que cette crainte des progrès et des envahissements du clergé, quand on avait liberté complète de le contredire et de le bafouer à l'aide de la presse, soutenaient, au nom de la liberté, qu'il fallait laisser aux prêtres des divers cultes une indépendance entière dans leur discipline ecclésiastique; que c'était aux fidèles à régler leur croyance, selon l'impression produite en eux par les dogmes et par la discipline; et de là une opposition religieuse. Louis XVIII crut donner satisfaction à cette opinion en nommant au ministère des cultes l'évêque d'Hermopolis, Frayssinous. Ce prélat, qui appartenait à l'ancienne école, vénérait les libertés gallicanes, d'après lesquelles le jubilé de 1825 ne put être publié sans l'autorisation du gouvernement. Une nouvelle Sorbonne fut créée, pour servir de centre aux études ecclésiastiques dans le sens gallican, et Frayssinous voulut la soustraire à la juridiction du pape et de l'archevêque; mais ce dernier (de Quélen) fit valoir ses droits en menaçant de l'excommunication, et ce projet fut abandonné. Quand le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, dénonça l'incrédulité du siècle, qui tournait en ridicule toute question religieuse, et demanda le rétablissement des synodes diocésains et provinciaux, et de divers ordres religieux, l'indépendance des ministres de la religion, de plus des lois sévères contre les sacriléges, enfin la restitution des livres de l'état civil au clergé, sa pastorale fut supprimée, comme entachée d'abus; le parti religieux en poussa les hauts cris; et de ce

moment devint tout à fait un parti ; tous les intérêts de la foi se mêlèrent aux intérêts politiques. Le clergé, qui se rappelait son ancienne position, la préférait de beaucoup à une protection qui ne lui attirait que des embarras du côté de ses protecteurs, et des attaques furieuses de la part de ses ennemis. Pendant qu'il se plaignait de ses entraves, l'on se récriait contre ses progrès, contre sa tendance à s'arroger sans cesse une plus grande autorité. Les chambres, les tribunaux même retentissaient de censures amères contre « cette épée dont la poignée est à Rome, et la pointe partout. » Montlosier fourbissait ses vieilles armes pour combattre les jésuites renaissants, l'ultramontanisme, les corporations, qui osaient encore se réunir dans la solitude pour la prière et la pénitence, contre l'outrecuidance des évêques, qui prétendaient, dans leurs pastorales, mettre leur troupeau sur ses gardes ; et, tandis que les sociétés secrètes s'étendaient impunément, l'on surveillait, avec l'inquiétude de la défiance, les frères de la Doctrine chrétienne et ceux de Saint-Vincent de Paul, livrés à l'enseignement ou à la bienfaisance.

Tout devenait ainsi instrument de haine et de résistance. Les opposants, ne songeant qu'à démolir, n'avaient rien de prêt pour le lendemain de la victoire. Leur tactique se réduisait à l'exclusion, à la haine, à la raillerie, sans amour, sans aspiration, sans lien fraternel.

La part qu'y prit la littérature fut grande et active. Napoléon, tout en la tenant enchaînée, avait habitué les journalistes à faire, eux aussi, la guerre aux gouvernements étrangers et à ses ennemis. Ils se formèrent ainsi ; puis, à peine libres d'entraves, ils déployèrent une grande hardiesse, et constituèrent véritablement un quatrième pouvoir dans l'État. On cherchait avec ardeur tout ce qui pouvait déplaire aux Bourbons ; Napoléon, naguère maudit, redevint populaire. Les chansons de Béranger, véritables armes de combat [1], rappelèrent l'intérêt et l'admiration sur ces vieux soldats, qui ne pouvaient plus, hélas ! ni tuer ni se faire tuer. Vernet représentait leurs types, repro-

[1] *Combien ta muse a fabriqué de poudre !*

duits à milliers par la lithographie, moyen incomparable pour répandre le ridicule et le mépris. Les *Messéniennes* de Delavigne ranimaient l'héroïsme tombé, et cet amour de la patrie qui s'enflamme lorsqu'elle est menacée, et qui s'endort lorsque son repos est assuré. Paul-Louis Courier, qui s'était fait pamphlétaire après de sévères études, comme Pascal et Montesquieu, assaisonnait d'une causticité charmante les préjugés et les passions de son parti, et criblait de ses traits les aristocrates, les courtisans et les oisifs.

Tout ce que la littérature comptait d'illustre finit par se tourner contre les Bourbons. Chateaubriand lui-même, ce chevalier du drapeau blanc, sitôt qu'il fut jeté hors du ministère par Villèle, se rangea dans l'opposition; et s'il ne fit pas une guerre à outrance, il ne manquait pas de dire : *Voici ce que j'aurais conseillé au gouvernement.*

Des gens de lettres qui n'aspiraient qu'à des succès de presse ou d'enseignement, finirent par porter ombrage au gouvernement, qui, se voyant impuissant à rétablir la censure, se mit à sévir contre les délits de presse, et en attribua le jugement aux tribunaux correctionnels. Plusieurs feuilles furent suspendues, d'autres achetées; des professeurs furent expulsés de leur chaire.

Il ne faut point se mettre à dos les gens d'esprit dans un pays où il n'est pas permis de les ensevelir au fond d'une tour, attendu que, si on les abat, ils se relèvent plus redoutables. Ces professeurs, offensés ou mécontentés par le gouvernement, faisaient tourner en polémique leurs enseignements; toute histoire devenait allusion. La louange ou le blâme étaient distribués en sens inverse des sympathies d'en haut; la question politique se traduisait en théories philosophiques sur l'origine du pouvoir : vient-il de l'homme ou de Dieu, d'un contrat social ou d'une révélation? Le langage même a-t-il été révélé à l'homme? ou Dieu ne lui a-t-il donné que la faculté de parler? L'homme a-t-il commencé par parler ou par penser? L'idée est-elle antérieure à la parole?

Bonald, champion de l'école renaissante de de Maistre, soutenait la théorie d'une langue révélée, ainsi qu'une loi primi-

tive, dont découlait l'absolutisme; il battait en brèche le jury, la liberté de la presse, l'enseignement populaire, le droit de pétition, le divorce, l'abolition de la peine de mort. Ballanche, partant des mêmes principes, soutenait que l'homme est né pour la société, au sein de laquelle seulement il se complète. Ainsi l'homme dut parler dès l'origine, et la parole lui fut communiquée avec l'idée, et non pas seulement comme signe de l'idée. Cette parole règne avec une autorité suprême; mais la pensée tend à se dégager de cette tradition, qui l'enchaîne jusqu'à ce qu'elle se produise libre et spontanée. C'est alors que la raison individuelle apparaît; à la fatalité succède la liberté; un contrat se fait à l'aide des lois écrites; c'est la pensée qui alors gouverne la parole, compromis entre le droit divin et le droit humain. Dans cette succession de formules sociales, l'avenir se dégage toujours du présent; la restauration elle-même n'est « qu'une formule, dont l'inconnue se dégagera. »

Une jeunesse pleine d'ardeur, qui venait de voir déjouer ses complots révolutionnaires, se jeta dans l'étude avec toute la flamme qu'elle avait apportée aux questions politiques, mais sans oublier ses premiers projets. Cette jeunesse faisait donc par la plume une opposition en sens divers : tels étaient de Broglie et de Barante, parmi les doctrinaires; Villemain, qui faisait applaudir dans la littérature ancienne les idées que la censure effaçait dans la nouvelle; Guizot, qui suivait à travers les débris du passé les traces de la liberté constitutionnelle; Laromiguière, qui restait sensualiste avec Locke; Royer-Collard, qui répudiait, au contraire, le joug du sensualisme, et voulait réformer la philosophie dans un but pratique, positif et social, afin de rendre à la France sa dignité morale, à l'intelligence ses prérogatives, régénérer l'esprit public, et, par ce moyen, le gouvernement; Cousin, qui remaniant la philosophie allemande, semblait donner une certaine vigueur aux pensées et à la volonté, et inaugurait un éclectisme qui savait trouver pour chaque opinion l'excuse de l'opportunité. Les historiens, pleins d'allusions, laissaient voir l'espérance et la possibilité d'un état de choses meilleur. Augustin Thierry disait : « Hommes de liberté, nous sommes avant tout la nation des libres; et ceux

qui, loin de notre pays, luttent pour l'indépendance et meurent pour elle, sont nos frères, nos héros[1]. » Beaucoup ne soupçonnaient pas ce que l'on gagne en force à être modéré, et les lois eurent à réprimer plus d'une fois l'opiniâtreté et la violence. Mais quoi! les procès de presse devenaient de nouvelles occasions de scandales. Un mélange d'idées de l'Empire et de l'émigration, avec ce qui s'y rattachait d'espérances; des rêves de gloire militaire associés à des calculs de prospérité agricole et industrielle; des passions tout ensemble chevaleresques et mercantiles, donnent à cette époque une physionomie dramatique, assez rare dans l'histoire moderne.

C'est au milieu d'une pareille fermentation que mourut Louis XVIII (16 septembre 1824), en s'attribuant le mérite d'avoir su louvoyer entre les factions. Charles X, son successeur, était désigné dès longtemps comme le moteur caché de toutes les mesures illibérales de son prédécesseur. La sainte ampoule se retrouva pour son sacre, où il toucha des scrofuleux : ce fut un sujet de risée pour les libéraux. Mais, pour la première fois, il ne fut pas question, dans cette cérémonie, de l'antique serment d'expulser les hérétiques, de respecter les immunités ecclésiastiques, de ne pas faire grâce aux duellistes. Charles X jura « de consolider, comme roi, la charte qu'il avait promis de maintenir comme sujet; » et il supprima la censure. Mais il ne tarda pas à montrer quel était son système de gouvernement.

[1] *Censeur européen*, 17 avril 1820. Il écrit ailleurs : « Une association secrète, empruntée à l'Italie, réunit et organisa, sous des chefs placés haut dans l'estime du pays, une grande partie et la partie la plus éclairée de la jeunesse des classes moyennes. Mais nous ne tardâmes guère à nous convaincre de l'inutilité de nos efforts pour amener des événements qui n'étaient pas mûrs; et alors les affiliés, renonçant à l'action, retournèrent à leurs comptoirs ou à leurs livres. Ce fut un acte de bon sens et de résignation civique; et, chose remarquable, le plus beau mouvement d'études sérieuses succéda, presque sans intervalle, à cette effervescence révolutionnaire. Dès l'année 1823, un souffle de rénovation commença à se faire sentir, et à raviver simultanément toutes les branches de la littérature. » *Dix ans d'études historiques.*

Une indemnité fut votée aux émigrés pour leurs biens confisqués par la Révolution, malgré les efforts de l'opposition libérale, « afin de récompenser la fidélité malheureuse, et de montrer que les grandes injustices obtiennent, avec le temps, de grandes réparations. » Un milliard, en rente trois pour cent, fut affecté à cet objet : c'était condamner la Révolution à rembourser ceux qui l'avaient désertée. La répartition qu'il y eut à faire entre les intéressés mit à la disposition du parti royaliste de nombreux emplois. Cette mesure accrut sa force, en même temps que la valeur des propriétés immobilières. Ce fut aussi un habile expédient financier, qui créa des rentes trois pour cent destinées à rembourser les autres. Mais la classe très-nombreuse des rentiers, habitant Paris pour la plupart, à qui l'on enlevait d'un coup de filet environ cent vingt millions de revenu, en fut très-mécontente.

Les idées nobiliaires se réveillèrent de plus en plus : on alla jusqu'à proposer de rétablir le droit d'aînesse et les substitutions, alors que le code civil consacrait l'égalité de partage entre les enfants. M. de Barante avait raison de dire : « Les lois qui ne sont pas en rapport avec les habitudes et les opinions d'un peuple ne sont que des mots, et rien de plus. » Les communautés de femmes furent rétablies, ce qui était un acheminement vers les couvents d'hommes. Des lois furent votées contre le sacrilége ; et Chateaubriand ayant rappelé que « la religion chrétienne aime mieux pardonner que punir ; qu'elle doit ses victoires à ses miséricordes, et n'a besoin d'échafauds que pour ses martyrs, » M. de Bonald lui répondit : « Si les bons doivent leur vie à la société comme service, les méchants la lui doivent comme exemple. Oui, la religion ordonne à l'homme de pardonner ; mais elle enjoint au pouvoir de punir. Le Sauveur demanda grâce pour ses bourreaux, mais son Père ne l'exauça pas ; au contraire, il étendit le châtiment sur tout un peuple. Quant au sacrilége, par la sentence de mort vous l'envoyez devant son juge naturel. » C'est dans le siècle de l'indifférence que l'on osait proférer de telles paroles !

Ainsi se discréditait le gouvernement ; et l'aversion se manifestait en toute circonstance, lors des processions du jubilé,

dans les cérémonies funèbres. Quand le général Foy, fidèle à une opposition ennemie de tout désordre, vint à mourir, ne laissant d'autre héritage qu'un nom glorieux, la souscription ouverte en faveur de ses enfants produisit un million. La garde nationale cria, pendant une revue : *A bas les ministres! à bas les jésuites!* Le roi, irrité, licencia la garde nationale. C'était un coup hardi dirigé contre la classe moyenne, mais qui supprimait un intermédiaire utile entre le roi et un peuple insurgé.

Il n'était pas possible de continuer à marcher de ce pas avec la liberté de la presse : on proposa donc d'y mettre un frein au nom de la religion, de la pudeur, de la vertu, de la vérité (avril 1827). Un frémissement s'éleva parmi les écrivains; la paisible Académie elle-même protesta, et Charles X frappa plusieurs de ses membres; ce qui ne fit qu'irriter davantage, et ajouter aux difficultés. Lorsque ensuite le projet de loi fut retiré, ce triomphe de l'opinion fut célébré par toute la France avec une joie bruyante; et des milliers de brochures circulèrent, déversant le blâme sur tous les actes du gouvernement. Villèle alors se décida à dissoudre la chambre septennale, et à faire appel au pays légal (6 novembre 1827).

Il s'était formé, en regard de l'administration publique, une société ayant pour devise *Aide-toi, le ciel t'aidera* : c'était un mélange de libéraux et de royalistes, qui se proposaient de combattre les intrigues du gouvernement et de révéler ses fraudes. Cette société travailla les élections, qui envoyèrent à la chambre les principaux chefs du libéralisme. Alors le ministère fut attaqué de toutes parts; il y en eut qui poussèrent ouvertement le duc d'Orléans « à échanger son blason ducal contre une couronne... civique. » « Courage, prince! lui disait-on; il reste dans notre monarchie un beau poste à prendre, le poste que la Fayette occuperait dans une république, celui de premier citoyen de la France[1]. »

D'autres livres étaient pleins de la même pensée; et Armand Carrel, dans son *Histoire de la Révolution d'Angleterre*, faisait évidemment allusion à la nécessité d'un nouveau 1688 : c'est-

[1] Cauchois-Lemaire, *Lettre à M. le duc d'Orléans*

à-dire, à remplacer un roi qui considérait la charte comme une concession, par un autre qui se reconnaîtrait redevable du trône à la charte et à la chambre.

Le ministère Villèle devait succomber, et il ne laissait à celui qui lui succédait que des armes émoussées, avec la nécessité de concessions qui devaient paraître autant de faiblesses. Au lieu de s'appuyer franchement sur un parti quelconque, Charles X se confia à M. de Martignac, plein de bon vouloir, mais irrésolu, et n'ayant derrière lui aucune influence puissante, pas même le roi. Il démontra la nécessité de proposer des garanties administratives et constitutionnelles, pour recouvrer la confiance perdue, et de substituer la loyauté à l'intrigue. La loi sur la presse fut modifiée ; le droit de fonder des journaux fut rétabli, en même temps que leurs délits encoururent des punitions sévères. Le ministre lui-même eut l'art de s'entourer de gens de lettres. Des ordonnances hostiles aux jésuites et à l'enseignement religieux furent de nouvelles concessions à l'esprit du temps : aux termes de ces ordonnances, le nombre des élèves fut limité dans les petits séminaires, avec défense d'y recevoir des externes. Ce fut une faiblesse dont les pères de famille eurent droit de se plaindre. Les évêques s'en plaignirent aussi, comme d'un triomphe pour les philosophes et d'une cause de ruine pour l'Église catholique : quant aux jésuites, ils ne voulurent pas se soumettre à l'université, ni subir l'obligation imposée aux professeurs de déclarer qu'ils n'appartenaient à aucune congrégation ; et ils demeurèrent exclus de l'enseignement. Ainsi un roi plein de scrupules se trouva exposé aux anathèmes sacerdotaux. Le ministère, sans amis, se traîna languissant au milieu des ambitions des deux partis extrêmes, jusqu'au jour où Charles X le congédia, pour appeler à son aide le prince de Polignac.

Le nouveau cabinet (1829) chercha franchement à reformer une majorité monarchique, non pas en détruisant la constitution, mais en la confiant aux royalistes : ce que Wellington avait fait en Angleterre. La bourgeoisie ne vit dans le nouveau cabinet que le vengeur des émigrés, et protesta bruyamment de toutes parts en faveur des idées de 1789. On songea, tout

en restant dans les voies légales, à réduire le gouvernement à l'extrémité, par le refus de l'impôt. Les journaux jetèrent feu et flamme, la défiance entra dans tous les esprits; le gouvernement y vit un outrage que les tribunaux refusèrent de punir; et le ministère se crut dans l'impossibilité de se soutenir autrement qu'en violant la charte.

L'opposition légale, en quelque sens que ce fût, se reportait toujours à la charte. On lisait, en juin 1830, dans *le National*, le journal le plus hardi du temps, dont M. Thiers était un des fondateurs, cette phrase significative : « Les peuples « sont le plus souvent contraints de s'insurger pour avoir la « liberté; aujourd'hui, grâce à la charte, qui met la légalité de « notre côté, c'est au pouvoir de se révolter et de s'exposer aux « risques de l'insurrection, s'il veut nous arracher la liberté. »

Ce fut dans de telles dispositions que s'ouvrirent les chambres; et la discussion de l'adresse révéla l'état des esprits. Le roi avait dit : « Si des manœuvres coupables suscitaient à mon gouver- « nement des obstacles que je ne puis, que je ne veux pas prévoir, « je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de « maintenir la paix publique, dans la juste confiance des Fran- « çais, et dans l'amour qu'ils ont toujours montré pour leur roi. » Paroles imprudentes, qui fournirent à la chambre une occasion de déployer son drapeau; elle dit, dans sa réponse : « Le concours permanent des intentions politiques de votre « gouvernement avec les vœux de votre peuple, est la condition « indispensable de la marche régulière des affaires. Sire, notre « loyauté nous condamne à vous dire que ce concours n'existe « pas. Une défiance injuste des sentiments et de la raison de « la France est aujourd'hui la pensée fondamentale de l'admi- « nistration... Entre ceux qui méconnaissent une nation si « fidèle, et nous qui venons déposer dans votre sein les dou- « leurs de tout un peuple jaloux de l'estime et de la confiance « de son roi, c'est à la haute sagesse de Votre Majesté qu'il ap- « partient de décider. »

Un grand débat s'éleva dans la chambre; on alla aux voix, et deux cent vingt et un membres, sur quatre cent deux, se prononcèrent contre le ministère Polignac. Ce chiffre de deux

cent vingt et un devint la terreur du cabinet et la joie du peuple. Mais Charles X répondit, du haut de son trône : « Je « comptais sur le concours des deux chambres pour faire le bien « que je méditais ; je regrette d'entendre les députés déclarer « que ce concours n'existe pas. Mes résolutions sont immua« bles. » Et la chambre fut dissoute. Les événements se précipitaient vers une solution ; tous le sentaient, et la couronne espéra un instant la retarder, en portant l'attention ailleurs.

Nous avons dit le rôle que le cabinet français avait joué dans la politique extérieure : voulant mettre un terme au long différend de la France avec Haïti, il y expédia une forte escadre, mais en proposant de reconnaître l'indépendance de l'île moyennant un traité de commerce avantageux et une indemnité pour les colons. En effet, la convention fut conclue (juillet 1825), et 150 millions furent promis à la France.

L'île Bourbon lui avait été restituée à la paix : dès lors elle fit de nouveaux efforts pour consolider son établissement de Madagascar ; mais elle y fut traversée par les Anglais, qui avaient gardé l'île de France ; et les choses allèrent si loin, que la France fut forcée d'y faire une expédition en 1829.

Dans les affaires de la Grèce, la France s'était montrée à la hauteur des autres puissances ; et, dans le remaniement de territoires qui semblaient devoir résulter de cette guerre, elle était peut-être à la veille de recouvrer ses frontières du Rhin.

L'expédition d'Alger vint lui offrir une nouvelle occasion de déployer ses forces. Les remèdes dont on fit l'essai après le congrès de Vienne contre la piraterie des Barbaresques, n'avaient point réussi. Le dey d'Alger, Hussein, réclamait de la France une dette qui remontait à l'expédition d'Égypte ; et le gouvernement entendait en retenir une partie destinée à rembourser les négociants de Marseille, créanciers de sujets algériens. Pendant la négociation, Hussein irrité frappa au visage, avec son éventail, le représentant de la France. Celui-ci s'embarqua aussitôt, et la France envoya une escadre devant le port d'Alger. Le blocus, très-difficile à maintenir sur des côtes souvent battues par la tempête, dura deux ans, un débarquement paraissant aux hommes du métier présenter de trop grands

risques. Enfin, la France somma le dey de se décider entre une réparation, ou la guerre (août 1829). Comme Hussein répondit à coups de canon, il ne resta plus qu'à faire de même. Cette expédition plaisait fort au cabinet; elle donnerait de l'occupation aux braves, un texte de discussion à tous, et la France se laisserait prendre, comme toujours, au prestige de la victoire. Le comte de Bourmont, ministre de la guerre, obtint le commandement; et cent trente bâtiments armés, auxquels on joignit cinq cent trente-deux navires de charge, partirent de Toulon sous les ordres de l'amiral Duperré, avec trente-sept mille hommes, quatre mille chevaux, et soixante-dix pièces d'artillerie. Alger fut contraint de capituler (5 juillet 1830): c'était le plus beau fait d'armes assurément que l'on eût vu depuis quinze ans.

Charles X crut avoir trouvé dans ce triomphe l'occasion la plus propice pour effectuer ce qu'il méditait depuis quelque temps, et pour affermir la monarchie, en sortant des voies légales. Il était incapable de juger des progrès de l'opinion, dont les libéraux ne se rendaient pas compte eux-mêmes. Ce gouvernement n'avait d'attention que pour les deux partis aristocratique et bourgeois, et ne s'était point préoccupé du peuple; les libéraux, de leur côté, n'avaient pas fait davantage.

Les royalistes avaient toujours foi dans l'éternité de la dynastie de saint Louis, et croyaient le moment venu d'extirper les pousses menaçantes de l'arbre révolutionnaire. Les mécontents, associant la prévoyance à l'irritation de la disgrâce, s'étaient serrés autour du duc d'Orléans, qui, sans tramer avec eux, profitait des erreurs du gouvernement. Les doctrinaires, qui voulaient la légalité, et dont il ne tenait qu'à la couronne de se faire des serviteurs dévoués, s'étaient aussi jetés du côté des libéraux.

Mais le libéralisme n'avait songé qu'à la classe commerçante et à celle des propriétaires; ses progrès ne profitaient pas aux masses. Par ses attaques systématiques, justes ou non, par cette défiance obstinée qui ne permet ni le bien ni le mal, ni la faiblesse ni l'énergie, il avait enlevé au pouvoir la force nécessaire pour se faire respecter. Pour se rendre un certain parti favorable, il mit la religion sous ses pieds. L'économie poli-

tique ne se préoccupait que de l'augmentation et non de la répartition des richesses. Quelque chose de plus sérieux et de plus efficace allait se substituer aux doctrines boiteuses du libéralisme.

L'opposition laissa paraître son déplaisir de la prise d'Alger, qui rendait de l'éclat aux armes françaises. Comme l'Angleterre n'en cachait pas non plus son mécontentement, jalouse qu'elle était de ne pas dominer sur la Méditerranée, on pressentait une guerre, sur laquelle les banquiers spéculaient déjà. Mais la guerre était au dedans, où l'irritation grandissait à mesure que le gouvernement paraissait s'opiniâtrer davantage dans sa marche anti-libérale. Les deux puissances monarchique et parlementaire se préparèrent donc à une bataille décisive.

LES TROIS JOURNÉES DE JUILLET.

L'épreuve de la dissolution de la chambre ayant tourné contre le ministère, il en conclut qu'il n'était pas possible de régner avec la charte, et se décida à la violer par ordonnances. Mais, tyrans tout au plus pour faire un coup d'État, ils ne prirent que des précautions frivoles, au lieu d'employer l'armée tout entière. N'ayant toujours eu en face d'eux que des gens de lettres, des négociants et des doctrinaires, ils ne s'attendaient qu'à des paroles : illusions funestes, qui, en tombant, ne pouvaient laisser aller après elles que le découragement. Les ordonnances qui parurent le 25 juillet touchaient deux points que nous avons dit capitaux pour l'opposition : l'élection qu'elles modifiaient au profit du privilége, et le journalisme qu'elles soumettaient à la censure. C'était frapper à la fois la puissance politique dans la législature, et la puissance morale dans la presse; c'était blesser tous les intérêts que la presse faisait vivre, jeter dans l'inquiétude les spéculateurs, et mettre en mouvement tous ceux qui espéraient tirer quelque chose du désordre.

A la première nouvelle des ordonnances, Paris fut consterné. Thiers, Châtelain et Cauchois-Lemaire rédigèrent une protestation contre la violation des libertés publiques. Les bureaux des journaux devinrent des centres de résistance. En dépit des ordonnances, qui soumettaient leurs articles à une censure préventive, ils furent publiés, et l'autorité fut ainsi obligée de recourir à la force pour les supprimer.

Les hommes compromis s'efforçaient de propager la résistance. Les imprimeurs fermèrent leurs ateliers, et répondirent aux ouvriers qui vinrent pour travailler, que c'en était fait de la liberté; que le gouvernement avait décrété la tyrannie et toutes ses conséquences. La rente baissa, des faillites devinrent imminentes; la fermentation s'accrut jusqu'au tumulte (27 juillet 1830).

La cour, étrangement abusée, s'était retirée à Saint-Cloud, sans même donner avis de rien au corps diplomatique. Outre les Suisses, il n'y avait, pour protéger Paris, que peu de troupes, ayant à leur tête Marmont, sur qui pesaient les souvenirs de 1814. La garde nationale avait été dissoute; et ce peuple, à qui l'on n'avait pas songé, se souleva terrible. Les mouvements commencèrent le soir du 27 juillet. Les élèves de l'École polytechnique se jetèrent dans ce tumulte, et ces officiers improvisés dirigèrent l'élan désordonné de gens qui n'avaient d'autres armes que celles que le hasard leur fournissait, principalement les pavés des rues. Les barricades s'élevèrent de toutes parts; le drapeau tricolore fut arboré, et l'action s'engagea aux cris de *Vive la Charte!* Chaque détour devint une embuscade, chaque fenêtre une meurtrière, d'où les tirailleurs abattirent les lanciers et les gendarmes; des actes de courage, de férocité, de démence, de générosité, de sang-froid, se produisirent pêle-mêle, comme il arrive au sein d'une foule passionnée qui n'a d'autre guide que sa fureur. Bien des victimes tombèrent de part et d'autre. La colère du peuple se tourna sur la religion, qui était représentée comme l'instrument du despotisme. Les croix furent abattues, des églises dévastées; l'archevêché fut saccagé. Les troupes, trop peu nombreuses, n'opéraient qu'avec hésitation: et la révolution en peu de temps fut maîtresse du terrain.

Le peuple triomphait ; un parti voulait la république ; mais les banquiers, les gens de lettres, les propriétaires, effrayés, gagnèrent du temps : beaucoup d'entre eux voulaient que l'on traitât avec la cour, la charte, que l'on invoquait, déclarant le roi inviolable ; mais il était trop tard. La Fayette, l'honnête homme, créé tout exprès pour venir après toutes les insurrections et les couvrir de son nom, retrouva sa popularité d'autrefois ; il déclara à l'hôtel de ville que Charles X avait cessé de régner.

Le banquier Laffitte s'était fait un grand renom de probité : gouverneur de la Banque dans les dernières années de l'empire, il refusait un traitement de cent mille francs ; Napoléon, en partant pour l'exil, avait remis ses capitaux entre ses mains ; les Bourbons dans les Cent-Jours en avaient fait autant : Louis XVIII lui avait dû des adoucissements pendant son exil ; Paris lui avait été redevable de pareils services pendant l'occupation. Il avait résisté aux oppressions, contribué à restaurer les finances publiques ; il voulait rendre le pays plus éclairé et plus libre. Défenseur de la charte contre l'arbitraire, il avait fait de son hôtel le quartier-général de l'opposition ; les exilés, les persécutés trouvaient près de lui des secours. Louis-Philippe d'Orléans, à qui il avait fait passer des fonds en 1815, lors de sa fuite, était devenu son ami. Ce fut donc dans son hôtel que les champions du libéralisme se réunirent pour décider du sort de la France, qu'ils avaient soulevée ; et, devenus des héros quand le courage avait cessé d'être un danger, ils songeaient à s'approprier la victoire du peuple ; et, se plaçant entre lui et l'ordre de choses qu'ils avaient renversé, ils firent passer, selon leur habitude, un parti moyen. Louis-Philippe d'Orléans avait noblement soutenu l'adversité ; il était éclairé, libéral. Depuis sa rentrée en France, il était le but des espérances et des intrigues du parti qui, triomphant enfin, le pressa de prendre la couronne. Le peuple et la jeunesse, qui par instinct vont droit au fond des choses, et mettent de côté les transactions pour arriver à la réalité des situations politiques, ne voulaient pas seulement quelque chose de mieux que ce qui venait de périr, mais bien quelque chose de nouveau ; non pas de simples changements de personnes, mais la consécration du gouverne-

ment représentatif. Ils se serraient à l'hôtel de ville autour de la Fayette, pour avoir la république.

Les libéraux, déjà effrayés de leur hardiesse, n'avaient pas songé, en renversant le gouvernement de Charles X, aux moyens d'en constituer un nouveau; ils finirent par triompher des hésitations de Louis-Philippe, qui se décida à monter à cheval, et, s'avançant à travers les rues dépavées, se rendit à l'hôtel de ville. La Fayette l'embrassa; et cet embrassement rétablit le trône des Bourbons au lieu même où l'on venait de combattre pour le renverser. La France, accepta cette royauté nouvelle comme symbole d'un principe. La Fayette avait rédigé un programme tout aussi vague que la déclaration des droits, de 89; chargé de le présenter à Louis-Philippe, il lui dit : « Vous savez que je suis républicain, et que je regarde la constitution des États-Unis comme ce qui existe de plus parfait. « Elle ne convient pas, quant à présent, à la France; ce qu'il « lui faut, c'est un trône populaire, entouré d'institutions républicaines. » La phrase eut du succès. Huit jours après la révolution, Louis-Philippe d'Orléans était déclaré roi par une chambre des députés qui n'avait pas reçu ce mandat; et il promit que « la Charte serait désormais une vérité. »

Charles X et son fils envoyèrent leur abdication, et l'ancienne dynastie s'achemina vers Cherbourg pour quitter la France; le peuple la regarda passer d'un air indifférent et digne, montrant par là combien sa condition morale s'était améliorée depuis la fuite de Varennes. Paris se mit à repaver ses rues, et se trouva de nouveau monarchique; la France, habituée à ne vivre et à ne penser que d'après Paris, applaudit à la royauté nouvelle, comme elle avait détesté l'autre, toujours à l'instar de Paris.

Ceux qui expliquent dynastiquement l'histoire de France comme une lutte continue entre les deux branches de Bourbon, crurent que le triomphe de la dernière supprimait la cause des agitations. Les libéraux s'applaudissaient de leur succès : ils avaient obtenu la garde nationale, le jury pour les délits de presse, la responsabilité des ministres, l'intervention des citoyens dans la formation des administrations départementales et municipales, la réélection des députés promus à

des fonctions publiques. Ce trône, érigé au Palais-Royal, au milieu des boutiques qui garnissent ses galeries, était salué comme le triomphe de la bourgeoisie et de la classe moyenne sur l'aristocratie. Mais on tremblait de reconnaître la souveraineté populaire en donnant à la nouvelle monarchie la légitimation du suffrage national, et l'on s'en tint à une *quasi-légitimité* de fait accompli. Le peuple, qui avait été le héros de la bataille dont la bourgeoisie recueillait les fruits, le peuple resta encore sans consistance et sans représentation.

RÉVOLUTION DE 1830.

Le ministère qui fut constitué après les trois jours fut une confusion de volontés disparates : entre les républicains, les impérialistes, les monarchistes de juillet, les légitimistes, il était difficile de marcher, comme il arrive toutes les fois que l'autorité est renversée, que le pouvoir est sur la place publique, et qu'un parti est triomphant, mais sans bien savoir encore où il veut se diriger, et sans pouvoir juger des obstacles. Le parti modéré, ne pouvant suffire à la tâche, se retira. Alors se forma le ministère Laffitte (3 novembre), « qui voulait à l'intérieur un « trône entouré d'institutions républicaines; au dehors, sou« tenir en tous lieux la liberté, et venger la France des hon« teux traités de 1815. » Mais, en voulant contenter tout le monde, il ne satisfit personne; et le banquier sortit ruiné d'un ministère où d'autres savent s'enrichir. Alors on se tourna vers ces hommes qui tiennent compte des faits et non des idées; et Talleyrand, l'un de ces politiques qui trouvent que la première nécessité est de gouverner, entreprit de maintenir la paix et de rétablir l'ordre.

Restait à effacer l'affront des traités de 1815. Les rois, fidèles au dogme de la Sainte-Alliance, s'armèrent de toutes parts; et déjà les Cosaques montaient à cheval pour inonder de nouveau les rives du Rhin et de la Seine. La France, presque

désarmée, agitée de plus par les secousses récentes d'une révolution, n'avait que deux partis à prendre pour conjurer le péril : ou s'allier sincèrement aux peuples décidés à l'imiter, en exposant l'Europe entière à un bouleversement radical ; ou se borner à favoriser les soulèvements partout où ils éclateraient, autant qu'il le faudrait pour occuper ses ennemis, et se garantir elle-même en sacrifiant les autres. C'est à ce dernier parti qu'elle s'arrêta.

La Russie s'étendait alors vers l'Asie, et convoitait avidement le Bosphore. Le mécontentement de l'Italie et l'ambition de la Prusse tenaient l'Autriche en éveil. L'Angleterre déclinait en Orient par les agrandissements de la Russie, et à l'intérieur avait peine à contenir une population affamée. En Espagne, Ferdinand VII avait mécontenté le parti absolutiste, qui jusqu'alors avait fait sa force, en épousant Marie-Christine de Bourbon, et plus encore en abolissant la loi salique, ce qui écartait du trône don Carlos, espoir de cette faction. En Portugal, la couronne était aussi disputée entre dona Maria, fille de don Pedro, et son frère don Miguel. La Belgique était irritée contre le roi Guillaume pour motifs religieux, et à raison de ses préférences pour les Hollandais. En Pologne, la noblesse avait tenté plusieurs soulèvements. La Prusse luttait avec les provinces rhénanes ; partout, en un mot, les peuples demandaient une réforme.

Ils tournaient avec angoisse leurs regards vers la France, en admiration devant ce qu'elle s'était donné : la liberté de conscience, et la délégation conditionnelle du pouvoir, faite par les gouvernés aux gouvernants ; on supposait qu'elle porterait au dehors l'ardeur dont elle était enflammée, qu'elle proclamerait la sainte-alliance des peuples, comme Alexandre avait proclamé la sainte-alliance des rois, et qu'à la garantie mutuelle des usurpations elle substituerait la garantie mutuelle des droits.

Mais le libéralisme propriétaire et savant était intéressé à la paix ; et là encore, cherchant sa voie dans un juste milieu et n'osant proclamer la solidarité des peuples, il inventa, comme symbole de sa nouvelle politique, la *non-intervention*. La Sainte-Alliance avait proclamé que les rois pourraient se mêler du

gouvernement intérieur de chaque État, pour y barrer le passage aux institutions libérales : une révolution faite au nom de la liberté pouvait-elle faire moins que de proclamer un principe opposé à celui qui l'avait comprimée jusque-là? Mais la France, en mettant en avant ce principe, répudiait le noble rôle de protectrice des peuples. En reconnaissant néanmoins à chacun le droit de régler ses affaires intérieures comme il l'entendait, c'était prendre un engagement contre quiconque voudrait y porter obstacle.

Les libéraux du dehors suivaient avec une attention inquiète les débats de la tribune française, pour connaître comment serait expliquée la non-intervention ; puis, l'entendant proclamer telle qu'ils la désiraient, ils se mirent à déchirer avec le glaive cette carte de l'Europe que le glaive avait tracée en 1814. Aussi la révolution de Paris s'étendit-elle bien plus rapidement que celle de 1789, attendu qu'elle était politique, tandis que la première était sociale.

Au temps où Napoléon distribuait aux siens peuples et couronnes, la Hollande avait été donnée comme fief à Louis Bonaparte, puis réunie à l'empire comme complément de territoire. Mais, à la chute de Napoléon, à peine Molitor sortait-il d'Amsterdam, que les autorités françaises prirent la fuite ; on abattit les signes de la domination étrangère et du blocus, et Guillaume d'Orange-Nassau se proclama prince souverain par la grâce de Dieu. Il parla en monarque, et au nom de ses hauts alliés ; en un mot, il transforma l'antique république en monarchie, promettant toutefois une constitution, comme tous le faisaient alors.

Et en effet on en proclama une, par laquelle le roi s'attribuait le pouvoir constituant et une grande partie de la puissance législative. Les communes et les provinces se virent réduites à l'administration de leurs intérêts particuliers ; les états provinciaux furent chargés de les réprimer au besoin. Ceux-ci devaient élire les membres des états généraux, mais sans pouvoir ni dicter leurs votes, ni leur donner des instructions. Point de jury, du reste, point de responsabilité ministérielle, point de liberté de la presse ; l'instruction publique était dans la main du gouver-

nement. Guillaume, pendant les Cent-Jours, prit le titre de roi des Pays-Bas, donna à son héritier celui de prince d'Orange, et remania la constitution : il établit deux chambres, se réservant la nomination à la chambre haute ; il laissa aux états provinciaux le droit d'élire à la chambre basse ; tous les cultes furent déclarés égaux, et les emplois accessibles à tous, sans distinction de religion.

Les Belges, que Napoléon avait réunis à la France, s'en étaient détachés en 1814, et ne s'en rapprochèrent pas dans les Cent-Jours. Ainsi la France, comme jadis l'Autriche, les avait eus avec la victoire, et elle les avait perdus avec elle. Ils n'avaient point de dynastie dont on put invoquer la *légitimité;* ils n'avaient point songé à se constituer en république. S'il survivait quelques regrets de l'ancienne administration autrichienne, on se rappelait les bouleversements apportés dans le pays par Joseph II. En conséquence, la Belgique fut donnée à la maison d'Orange *à titre d'augmentation de territoire*, avec le grand-duché de Luxembourg, qui fait partie de la confédération germanique.

La constitution hollandaise dut s'appliquer aussi aux Belges ; mais les Wallons et les Flamands ne s'étaient jamais fondus avec aucun des peuples qui les avaient subjugués ; ils n'étaient devenus ni Espagnols, ni Autrichiens, ni Français. La prépondérance donnée si imprudemment à deux millions de Hollandais sur quatre millions de Belges n'en fut que plus lourde à ceux-ci, vu la différence de religion ; un roi protestant ayant à gouverner un pays où l'idée politique était depuis longtemps identifiée avec l'idée religieuse. Ils jurèrent donc fidélité à Guillaume Ier, « sauf les articles qui pouvaient être contraires à la religion catholique. » Puis les évêques de Gand, de Namur et de Tournay firent paraître un *jugement doctrinal* contre l'esprit de la constitution, touchant laquelle Rome fit aussi des réclamations. Le roi, irrité, persécuta les réclamants, et remit en vigueur les *articles organiques* promulgués par Napoléon à la suite du concordat : il exigea que la nomination des curés fût approuvée par le gouvernement ; que des prières publiques fussent faites pour le roi ; que les juges prêtassent un serment absolu à la consti-

tution. Ceux qui s'y refusèrent ou qui y apportèrent des restrictions furent destitués sans forme de procès. L'abbé Foere, rédacteur du *Spectateur belge*, journal ecclésiastique, fut traduit devant une cour spéciale. La création de nouvelles universités supprimait aussi le droit des évêques sur l'enseignement théologique, ce dont ils se plaignirent. L'évêque de Gand notamment fut poursuivi « pour avoir entretenu une correspondance sur des matières religieuses avec une cour étrangère, » c'est-à-dire avec le pape. Il fut condamné à la déportation et au carcan. Il prit la fuite, et son nom fut placardé au pilori, entre ceux de deux malfaiteurs. Le roi exigea que ses vicaires généraux continuassent à administrer le diocèse; sur leur refus, ils furent suspendus. Les prêtres qui censuraient les actes du gouvernement furent sévèrement atteints; des curés et des chanoines virent leurs traitements confisqués, et les vœux irrévocables furent défendus.

Depuis la réforme, les catholiques hollandais étaient en relation avec le nonce apostolique résidant à Bruxelles, qui envoyait les dispenses et conférait leurs pouvoirs aux archiprêtres. Guillaume voulut intenter un procès à celui d'Amsterdam, parce qu'il avait correspondu avec le représentant pontifical; et ce fut à peine si l'émotion qui se répandit parmi les catholiques put le décider à y renoncer. Il favorisait au contraire l'ancienne Église janséniste hollandaise, et les élections schismatiques des évêques d'Utrecht, de Deventer et de Harlem. La publication du jubilé fut interdite; le clergé eut défense de s'assembler pour des exercices dans des lieux de retraite, et de partir pour les missions; les siéges furent laissés vacants; une partialité si manifeste exaspéra tout le clergé catholique. Guillaume alla, en 1825, jusqu'à prétendre que toutes les écoles et tous les professeurs fussent autorisés par le gouvernement; que ceux qui faisaient leurs études au dehors ne seraient point admissibles aux emplois; puis il abolit les petits séminaires, cherchant à faire passer dans les mains des protestants la direction des colléges nouveaux et de l'enseignement philosophique, attendu que les clercs ne pouvaient entrer au séminaire qu'après avoir passé par le collége philosophique.

Guillaume d'Orange faisait donc revivre en grande partie les prétentions de Joseph II, sans en redouter les suites; et ceux qui savent que toutes les libertés se tiennent par la main, s'effrayaient de le voir s'attaquer aux plus sacrées, celles qui touchent à la conscience et au droit domestique. Qu'en résulta-t-il? c'est que les libéraux s'allièrent aux catholiques, qui, sans s'inquiéter de l'épithète de jésuites, reconnurent ce qu'il y avait de noble et d'important pour tous dans cette résistance à l'arbitraire. On voyait en outre de très-mauvais œil la dette publique s'accroître, en même temps que les richesses du roi de Hollande augmentaient. Puis, un pays que sa nature, sa langue, ses intérêts rattachent étroitement à la France, prenait naturellement exemple sur elle; tranquille quand la France était en repos, il s'agitait aussitôt qu'elle. Ainsi la Belgique portait ce joug en frémissant. Dans les dernières années elle était irritée, de plus, de la disproportion qui existait entre la représentation nationale et les contributions, et de ce que le roi, qui se défiait d'elle, la sacrifiait à la prospérité des Hollandais, qu'elle détestait autant qu'elle en était méprisée.

Les journaux, surtout *le Courrier des Pays-Bas*, servaient d'organes à ces mécontentements; mais le gouvernement y appliqua une répression rigoureuse, car le jugement par jury n'était pas accordé aux délits de presse.

Dans la seconde chambre des états généraux il s'était formé une majorité opposée au gouvernement; de toutes parts pleuvaient des pétitions pour obtenir le jugement par jurés, l'indépendance des magistrats, la responsabilité des ministres, la liberté de la presse et de l'enseignement, la pleine et entière exécution du concordat en faveur de l'Église catholique.

Il avait été établi, en 1819, que les chambres voteraient l'impôt pour dix ans, après quoi un nouveau budget serait réglé pour le même laps de temps par les états généraux. Mais les catholiques, alliés aux libéraux dans la seconde chambre, refusèrent en 1829 d'accorder les impôts, s'il n'était fait droit aux réclamations générales. Le peuple battit des mains, et le gouvernement fut contraint de céder; mais il destitua tous les magistrats qui avaient pris part au vote. De Potter, auteur d'une *Histoire philo-*

sophique des conciles, avait fini par reconnaître de quel côté était la liberté, et par rire de la peur qu'inspiraient les jésuites lorsque la servitude était imminente : il se mit à la tête des catholiques libéraux, et proposa une souscription nationale pour indemniser ceux qui souffraient pour la liberté du pays. Il en résulta une confédération qui bientôt fut assez forte pour repousser les ordonnances au nom de la loi, et qui publia une espèce de manifeste (22 février 1830). Le procès intenté contre Potter, Tielmans et Barthels, ouvrit l'arène à des débats très-fâcheux pour le gouvernement, et l'exil infligé aux prévenus (30 avril) fut regardé comme un affront national.

La matière ainsi préparée, il ne manquait que l'étincelle pour l'embraser, et la révolution de Paris la communiqua. Le 26 août, après une représentation de la *Muette de Portici*, les Bruxellois se soulevèrent, demandant leur séparation de la Hollande, et un prince de la maison d'Orange pour roi. Un mois se passa en pourparlers avec la cour de la Haye ; puis le prince Frédéric, second fils de Guillaume, crut trancher la question en marchant sur Bruxelles. Là une bataille s'engagea dans les rues (27 septembre) ; l'ennemi succomba, et la *place des Martyrs* rappelle encore le sang qui fut versé dans ces journées.

L'insurrection s'étendit dans tout le pays ; partout les troupes hollandaises furent battues, et l'implacable maison de Nassau fut renversée.

Un parti poussait la Belgique à se déclarer en république, et à donner ainsi l'exemple à l'Europe ; mais les modérés pensèrent que le premier besoin du pays était l'indépendance ; qu'il ne fallait pas se mettre en hostilité avec l'Europe, mais profiter au contraire du moment favorable pour obtenir une monarchie nationale. Gerlach, Nothomb, Van-de-Veyer, Lebeau et Rogier, dont la révolution vint mettre en scène le caractère et les talents, soutinrent ce qui convenait au pays, surent résister à des exagérations généreuses, et firent adopter la monarchie constitutionnelle, l'exclusion de la maison d'Orange, l'indépendance de l'autorité ecclésiastique vis-à-vis le pouvoir civil, en abolissant le *placet*, les investitures royales, les concordats, et en proclamant la liberté de l'enseignement, de la prédication, de la conscience. Les

ecclésiastiques, qui avaient pris une si grande part à la régénération de leur patrie, furent admis à siéger dans les chambres.

Cependant la Hollande redemandait ses provinces révoltées; la France leur ouvrait ses bras pour les absorber, comme sous l'Empire. La confédération germanique et la Prusse se croyaient menacées, à cause du Luxembourg et du Limbourg; et ce petit pays fut au moment d'embraser l'Europe. Les puissances qui avaient consommé la réunion de la Belgique et de la Hollande s'interposèrent en proposant un armistice, et la médiation se convertit en un arbitrage qui, traînant en longueur, n'amena pas moins de quatre-vingts protocoles.

La révolution polonaise coûta plus de sang, parce qu'elle avait pour cause des maux plus profonds. C'était avec raison qu'en 1815 les vieux Russes, voulant avant tout la grandeur de leur empire, murmuraient de voir donner à la Pologne une constitution particulière. Mais, d'un côté, les puissances auraient vu de mauvais œil sa réunion à la Russie, et demandaient pour elle des formes légales; de l'autre, Alexandre, qui était alors dans la ferveur des idées libérales, voulut constituer ce pays en État particulier (27 septembre 1815). Le nouveau royaume fut proclamé à Varsovie dans une assemblée solennelle, par un héraut aux armes de Pologne, ainsi que le statut de 1791. Le serment de fidélité fut prêté au nouveau roi avec l'enthousiasme de l'espérance; partout flottèrent et l'aigle et les étendards de Sobieski; chaque palatin parut au couronnement avec sa bannière et ses couleurs. « Je sais, leur dit Alexandre, combien le royaume a souffert; mais des institutions libres pourront le relever. » Il chargea des patriotes illustres du soin de préparer sa constitution, qui fut rédigée en cent soixante-cinq articles, et qui consacra l'indépendance du royaume. L'impôt et les lois durent être votés par la représentation nationale, les lois et les actes faits en langue polonaise, la religion catholique maintenue avec ses propriétés, les juifs tolérés, le clergé luthérien salarié par le trésor public, les paysans affranchis graduellement, les juges inamovibles; l'armée polonaise conservée comme corps distinct, sans pouvoir être employée hors de l'Europe. Une commission de l'instruction publique fut chargée de protéger la liberté de la

presse, et d'en empêcher les abus. Une diète de soixante-quatre sénateurs à vie fut nommée par le roi ; de plus, une chambre de soixante-dix-sept nonces fut élue par les assemblées des nobles, avec cinquante et un députés des assemblées communales, formées de propriétaires non nobles, de chefs de fabriques, de gros marchands, d'instituteurs et d'artistes. Tous les emplois devaient appartenir aux seuls Polonais. Mais bientôt des pétitions réclamèrent le jury, la liberté de la presse; on demanda que les décrets fussent contre-signés par un ministre responsable. Alexandre, prenant pour des actes de désobéissance la revendication de droits légitimes, fit clore la session ; il répondit (1822) au conseil de Varsovie, qui avait laissé percer des inquiétudes quant au maintien de la constitution : « Faites comprendre aux habitants que la patience et la tranquillité sont les seuls moyens de conduire la nation à la félicité ; » et, « pour arrêter les abstractions insensées de la philosophie moderne, » qui troublèrent tant d'États, il prohiba les sociétés secrètes et les loges maçonniques.

Alexandre, qui venait de renier la révolution grecque, uniquement parce que c'était une révolution contre ses intérêts, était tout à fait conséquent en cherchant à étouffer chez lui tout foyer de libéralisme. Quatre ans se passèrent sans qu'il assemblât la diète ; et, lorsqu'il vint à la rouvrir, il supprima la publicité des discussions, « pour faire jouir ses sujets de tous les bienfaits que leur assurait la charte. »

Toute la noblesse polonaise est sur le pied de l'égalité ; si quelques nobles possèdent des titres, ils les tiennent de l'étranger, ou les possédaient avant de devenir Polonais. Cette égalité était un moyen d'union et de force ; la Russie songea à la détruire en rendant réels les titres honorifiques, et l'on enregistra douze familles de princes, soixante-quinze de comtes, vingt de barons ; ce qui fit naître des jalousies, des ambitions, et procura à la Russie le moyen de récompenser la servilité et de surexciter toutes les vanités.

La constitution polonaise portait que « la religion catholique professée par le plus grand nombre sera l'objet de la sollicitude particulière du gouvernement, sans préjudicier à la liberté des

autres cultes, dont la différence ne nuira pas à la jouissance des droits civils et politiques. Les propriétés du clergé romain ou grec-uni sont inaliénables. Il siégera dans le sénat autant d'évêques catholiques romains qu'il y a de palatinats, et un évêque du culte grec-uni. Le roi nomme les évêques et les archevêques des différents cultes, les prélats et les chanoines. »

Le czar en usa pour s'arroger sur le clergé catholique une inspection qu'il fit exercer par une commission des cultes et de l'instruction publique; il détermina une nouvelle circonscription des diocèses, entrava les rapports avec Rome, et bientôt ne dissimula plus son vœu de réunir tous ses sujets en une seule Église.

Cependant la Pologne recueillait, elle aussi, les bienfaits de la paix : les routes, les édifices, les canaux, s'étaient multipliés; le commerce et l'agriculture avaient prospéré; la dette publique était éteinte; partout on travaillait la laine, le coton, le lin; on exploitait les mines de fer, les salines, les carrières de marbre; les villes s'embellissaient, et l'université de Varsovie était florissante. Mais la pensée de la nationalité perdue ne meurt pas, et les sociétés secrètes travaillaient à détruire l'œuvre de Catherine; tous se rappelaient les promesses d'Alexandre, alors que ce prince croyait qu'il était de son droit de les reprendre comme il les avait données, en vertu de la même autorité. Il en résulta d'un côté des complots, et de l'autre des châtiments. Défense fut faite aux jeunes gens de se rendre aux universités d'Allemagne; la presse fut enchaînée; on accueillit les délations, on persécuta les écrivains [1]. Le prince Constantin, qui commandait l'armée, pouvait ce qu'il voulait, et ses volontés étaient absolues. A la mort d'Alexandre, envers qui les Polonais conservaient de la reconnaissance pour la constitution qu'il

[1] Le célèbre poëte Mi̇chiewitz fut transporté en Russie; mais là aussi il excita des sympathies dangereuses. L'exil lui donna de nouvelles forces; et, ayant vu de loin succomber sa patrie, il chanta les *Pèlerins polonais* en style biblique, et conserva une foi imperturbable dans le triomphe de la liberté. Il a cru dernièrement l'apercevoir dans une révélation et une religion nouvelle.

leur avait donnée, Nicolas se fit couronner roi de Pologne; et, en recevant le sceau, la bannière, l'épée, le manteau, le sceptre et la couronne, il jura « de régner pour le bien de la nation polonaise, conformément à la charte donnée par son prédécesseur. »

La nouvelle de la révolution de Paris produisit aussi une vive impression dans ce pays, et les préparatifs de l'empereur contre la France accélérèrent l'explosion. La franc-maçonnerie, introduite en Pologne par Dombrowski, s'était propagée dans l'armée, dans les universités et parmi les citoyens, et faisait voir de très-mauvais œil une guerre contre la France. Les généraux eux-mêmes y répugnaient, persuadés qu'ils n'avaient qu'à y perdre. On avait de l'argent, des armes, l'habileté nécessaire pour s'en servir; et l'avant-garde de la Russie fit volte-face contre elle, comme on l'a dit avec raison. La police, qui avait connaissance de trames secrètes, fit de nombreuses arrestations; mais Constantin ne se montrait pas effrayé. La révolte éclata le 29 novembre 1830, et il y eut de nombreuses victimes; Constantin vit cette belle armée, dans laquelle il se complaisait, se tourner contre lui. L'aigle blanche fut arborée partout, au chant national : « Non, Pologne, tu ne manques pas de défenseurs ! » et après une bataille sanglante Varsovie fut délivrée. Les Polonais firent un dictateur de Chlopicki, ancien soldat de Napoléon, alors en disgrâce, qui n'avait pas pris part à la lutte. Sans foi ardente, et croyant surtout aux gros bataillons, il songea à négocier plutôt qu'à combattre. Mais tout accord était impossible, et bientôt ce fut à qui offrirait son or et son sang. Les femmes firent appel à la valeur de leurs parents; des jeunes gens riches renoncèrent à leur patrimoine, les officiers à leur solde; des propriétaires partagèrent leurs terres avec leurs métayers, pour leur faire prendre les armes; les clochers fournirent du bronze pour les arsenaux, et les sacristies de l'argent pour battre monnaie. Les propriétaires de maisons situées dans les faubourgs de Varsovie y mirent eux-mêmes le feu, pour qu'elles ne pussent pas gêner la défense. Mais tandis que le peuple voulait rétablir la Pologne et marcher sur la Lithuanie, Chlopicki, qui avait accepté la dictature sans

croire à la révolution, la renfermait dans les huit palatinats. C'est ainsi que les hommes du juste milieu entravaient là encore cet élan qui pouvait seul assurer la victoire.

L'Italie, qui avait tenté en 1821 de remuer sous les baïonnettes, était retombée sous le joug. L'Autriche poursuivait l'accomplissement de ses projets, sans gêner la prospérité matérielle des fertiles pays qu'elle occupe. Le Piémont cicatrisait ses plaies; et, à la mort de Charles-Félix, la branche de Savoie-Carignan [1] s'était vue appelée au trône, où monta un jeune roi élevé au milieu des armes, des études et des espérances (27 avril 1831). A Naples, Ferdinand II, jeune aussi, commençait son règne sous les meilleurs auspices, donnait une amnistie, et promettait de remédier aux maux du passé.

Mais les révolutions laissent toujours après elles de longs ressentiments et des pensées de vengeance chez ceux qui ont souffert, comme chez ceux qui ont triomphé, un désir de représailles inutiles après les répressions nécessaires. Un grand nombre de réfugiés épiaient du dehors la moindre lueur d'innovations, prompts à accueillir tout ce qui flattait leurs espérances; ils entretenaient des intelligences dans le pays, soit avec les débris des anciens carbonari, soit avec les nouveaux mécontents. La police partout était aux aguets; et en 1829 le pape, sur les instances de l'Autriche, après avoir renouvelé l'excommunication contre les sociétés secrètes, institua une commission

[1] *Généalogie de Carignan :*

Charles-Emmanuel I.

|

Thomas-François, marié avec Marie de Bourbon.

|

Emmanuel-Philibert-Amédée.

Victor-Amédée.	Eugène-Maurice, marié avec Olympe Mancini.
|	|
Louis-Victor-Amédée.	Le célèbre prince Eugène de Savoie.
|	
Charles-Albert, né en 1798, roi le 27 avril 1831, mort en mars 1849.	

spéciale, qui fit le procès à vingt-six carbonari. Dès qu'ils apprirent les événements de Paris, les gouvernements se mirent en défense, sans bien prévoir encore contre qui ils auraient à agir.

En effet, à côté des libéraux, qui projetaient des innovations dont le peuple devait être l'instrument, il y avait les Sanfédistes, qui voulaient aussi l'indépendance italienne, mais avec l'appui des princes nationaux. Certain chef libéral traita, dit-on, avec le duc de Modène pour mettre la haute Italie sous son sceptre; négociation sans bonne foi de part ni d'autre.

Rome rendue au pape en 1814, avec toutes ses possessions, tressaillit de revoir dans ses murs le Laocoon, l'Apollon du Belvédère, la cour pontificale, les solennités religieuses, et cette pluie d'or qu'y répandaient les touristes étrangers. Pie VII, grâce aux conseils du ministre d'État Gonsalvi, promulgua un *motu proprio*, où il était question de centralisation des pouvoirs, d'unité de système, d'indépendance de l'autorité judiciaire, de responsabilité des fonctionnaires; mais les règlements vinrent démentir ces préambules, et les codes promis ne parurent jamais. L'État resta divisé en dix-huit délégations, comprenant quarante-quatre districts et six cent vingt-six communes à la française; de même pour l'administration des finances, pour les hypothèques, pour le timbre et l'enregistrement. Mais les emplois ne furent pas sécularisés; on ne fixa pas de terme aux appels; il ne fut plus question de municipalités ni des autres améliorations, d'autant plus désirées que la domination précédente en avait fait connaître ou du moins pressentir les avantages.

Léon XII, après Pie VII, fit examiner par des jurisconsultes ce même *motu proprio*, et se proposa d'alléger par l'économie les charges qui pesaient sur le peuple : il nomma même une congrégation d'État; mais il s'en repentit ou on l'en fit repentir aussitôt, et il en fit une assemblée consultative. Alors l'arbitraire que Gonsalvi avait corrigé reparut de toutes parts. L'organisation des délégations et des tribunaux fut aussi changée. Les droits des communautés furent étendus; la noblesse y resta distincte : la juridiction épiscopale fut rétablie, et les ecclésias-

tiques furent chargés d'instruire et de juger les procès des laïques, ainsi que de diriger l'enseignement. Le saint office recouvra ses attributions; les priviléges de mainmorte s'accrurent; les tribunaux de district furent abolis. Le collége romain fut donné aux jésuites, et des commissions ecclésiastiques semèrent l'effroi dans les légations, sous l'administration de Rivarola.

Les bandits qui infestaient l'ancien pays des Volsques, entre les Apennins, les marais Pontins, les monts d'Albano et de Tusculum, étaient la ruine et la honte de l'État pontifical. Cette contrée avait appartenu jusqu'en 1816 à la famille Colonne, qui n'avait appris aux habitants qu'à se servir des armes, à cause de ses démêlés avec les Orsini et les papes. Les papes y étaient sans pouvoir; tout au plus donnaient-ils aux honnêtes gens un brevet de clerc, pour les soustraire à la juridiction territoriale. Les Français bouleversèrent cet état de choses; mais les excès de la conscription, en 1813, firent reprendre les armes à la population; et des bandes de *politiques* entreprirent des excursions contre Joachim Murat. Ils s'enhardirent encore plus sous le faible gouvernement qui lui succéda : n'obéissant qu'à un seul chef, chargés d'armes et de reliques, ils parcouraient, au nombre parfois de cent hommes, la campagne dépeuplée, et rendaient extrêmement dangereuse la route de Rome à Naples. Personne n'osait refuser le gîte et des vivres à ces brigands redoutables, et le gouvernement fut maintes fois forcé de s'abaisser jusqu'à traiter avec eux : heureux lorsque quelqu'un d'entre eux, venant à résipiscence, allait suspendre à la chapelle de la Madone son poignard ensanglanté! Gonsalvi travailla à les détruire; il s'entendit avec le gouverneur napolitain pour que tout refuge leur fût fermé sur ce territoire; il fit mettre le feu aux maisons, aux villages où ils se retiraient; et l'on établit une fête en mémoire de leur extermination. Mais il resta encore beaucoup à faire au gouvernement de Léon XII.

On connaît l'aspect mélancolique de la campagne de Rome, ce désert empesté de deux cent mille hectares, où, pour épargner l'intervention des hommes et les frais de culture, les propriétaires se contentent de la production naturelle, c'est-à-dire du pâturage, méthode qui réduit l'homme à rien. Les mesures par-

tielles, les décrets du gouvernement n'aboutirent à rien, faute de plan. En 1829, une compagnie étrangère proposa d'affermer toute la campagne romaine, à la charge d'une annuité au gouvernement, et à chaque propriétaire d'une somme égale à ce qu'il tirait alors de son fonds; au bout de cinquante ans chacun serait rentré en possession de ses terres améliorées. Dans cet intervalle la société aurait défriché la campagne, desséché les marais Pontins, ceux de Macarele et d'Ostie, rendu le Tibre et le Teverone navigables dans tout leur cours, offrant ainsi un débouché aux produits de la Sabine; elle aurait construit des villages avec des églises, des écoles, des hospices, des routes; utilisé les eaux minérales et sulfureuses; formé des fermes modèles pour l'introduction de produits nouveaux, tels que l'indigo, la canne à sucre. Tous ces travaux n'auraient employé que des gens du pays, logés dans des lieux salubres, et congédiés pendant les mois les plus pestilentiels.

Pie VIII (Xavier Castiglioni), le successeur de Léon XII (31 mai 1829), accueillit avec joie cette proposition; mais il existait des gens qui avaient intérêt à y mettre obstacle, et on la laissa tomber. Pie VIII mourut (30 novembre 1830), et la vacance, qui se prolongea, fut tumultueuse; les ambassadeurs excluaient ou commandaient tels ou tels choix pendant les opérations du conclave; puis la ville, de plus, tenta de se soulever pour changer le gouvernement. Grégoire XVI arriva au trône au milieu de ces agitations, « s'engageant librement, à la face de l'Europe, à faire ce qui serait nécessaire pour associer les intérêts du trône et ceux de la nation[1]. »

Pendant ce temps la France prodiguait les promesses et les encouragements; il lui importait que la puissance qui prédominait en Italie s'y trouvât occupée, pour empêcher qu'elle ne tournât ses forces contre elle. Le ministre Laffitte avait dit à la tribune (1er décembre) : « La France ne permettra pas que le principe de la non-intervention soit violé; » et Dupin ajoutait (6 décembre) : « Si la France, se renfermant dans un froid

[1] Réponse de l'ambassadeur Lutzow à lord Seymour, 12 septembre 1832.

égoïsme, avait dit qu'elle n'interviendra pas, c'eût été de la lâcheté; mais dire qu'elle ne souffrira pas qu'on intervienne, c'est la plus noble attitude que puisse prendre un peuple fort et généreux. » Les patriotes italiens crurent, en conséquence, que l'origine démocratique de la nouvelle monarchie la porterait à soutenir une révolution démocratique qui ne pouvait s'accomplir que par les armes, puisqu'ils n'avaient ni représentation, ni droit de pétition, puisque les simples vœux étaient considérés comme rébellion. Tout était prêt à Modène pour un soulèvement; mais le duc le prévint : il attaqua les conjurés dans la maison de Ciro Menotti, et les fit prisonniers (3 février 1831). Cependant, en apprenant le lendemain que Bologne s'était insurgée, il s'enfuit dans le Mantouan, emmenant avec lui ce chef, qu'il livra à l'Autriche; et il laissa son pays en feu. Bologne avait accompli sa révolution, pure d'excès comme les autres; et elle se propagea dans toute la Romagne. Le cardinal légat Benvenuti tomba entre les mains des insurgés; Ancône se rendit aux colonels Sercognani et Armandi. Le drapeau italien flotta à Otricoli, à quinze lieues de Rome; Marie-Louise s'éloigna de Parme et de Plaisance, également soulevées.

Ainsi une conflagration générale était imminente : la Grèce se sentait renaître; l'Espagne et le Portugal relevaient leur bannière abattue; l'Allemagne voyait le moment venu d'obtenir ce qui lui avait été promis; la Suisse avait déjà commencé à réformer ses institutions dans un sens populaire. En Angleterre, se mêlait la voix terrible de la multitude, qui demandait du pain au cri des radicaux qui demandaient la liberté.

CONFÉRENCE DE LONDRES. — RÉACTIONS.

Tous ces peuples soulevés avaient leurs regards tournés sur France, comme sur une libératrice. C'était de ce côté qu'un demi-siècle avant, était venue cette grande secousse qui avait du moins brisé les chaînes de ceux qui n'avaient pas su garder

leur liberté. Tous se rappelaient les victoires de Napoléon : et comment douter que le drapeau tricolore eût moins de succès, porté, non plus par un conquérant, mais par la liberté elle-même ; non plus pour menacer l'indépendance des peuples, mais pour la leur rendre ?

Telles étaient les espérances dont les esprits se repaissaient ; mais la France n'était pas gouvernée par une convention : avec un roi couronné de la veille, elle se trouvait isolée au milieu de rivaux qui épiaient ses fautes, pour en tirer parti ; les arsenaux ennemis étaient mieux pourvus que les siens, affaiblie qu'elle était au dedans par la nécessité d'écarter des emplois les créatures de la dynastie déchue, c'est-à-dire d'interrompre la marche du gouvernement, alors qu'il avait le plus besoin de promptitude et de force. Il était naturel, dans la première secousse, que le parti du mouvement l'emportât. Tout ce qui souffrait trouvait des sympathies assurées dans ce pays : prisonniers du Spielberg, exilés de la Sibérie, peuples privés de leur nationalité ou trompés dans leurs espérances. On rêvait de porter la France aux Alpes et au Rhin, ce qui aurait entraîné la guerre, et la nécessité de s'appuyer sur l'affection des peuples. Les clubs, bruyants, irrités, hardis comme qui n'a rien à compromettre, avides d'une popularité qui ne pouvait s'obtenir que par l'exagération et le bruit, voulaient effacer les affronts de 1815 et promettre assistance aux peuples, en proclamant entre eux une sainte-alliance en opposition à celle des rois. Mais si les uns considéraient cette révolution comme un retour aux principes de 1789, d'autres n'y voyaient qu'une modification de la restauration, et croyaient qu'il fallait conserver sinon les personnes, au moins les choses.

Il importait à Louis-Philippe de se faire reconnaître par les autres rois, et de consolider sa dynastie. Au lieu donc de réunir dans un intérêt européen toutes ces résistances éparses, il prit à tâche de les apaiser, au profit de la France et de sa maison ; et personne ne saurait nier qu'il n'y réussit parfaitement. Casimir Périer, appelé au ministère, affronta les orages de la chambre, annonça la volonté de dompter les factions et de ne pas tendre la main aux insurgés. « Le sang français, dit-il, n'appartient

qu'à la France. Le principe de la révolution, c'est la résistance à une agression du pouvoir, et non l'insurrection ; ce serait fouler aux pieds le respect à la foi jurée et au droit, que de faire appel au dedans à la violence, et au dehors à l'insurrection. La politique extérieure se lie à la politique intérieure : le mal, des deux côtés c'est la défiance, et il ne peut y avoir également qu'un remède. »

La Sainte-Alliance, en dépit de ses éléments, devait résister encore longtemps, parce que l'Europe était lasse de la guerre. Quelque jugement que l'on en porte, cette espèce de congrès permanent renfermait les germes hétérogènes d'un nouveau droit public. Occupée d'abord de la tâche facile de conserver des trônes entourés de baïonnettes, elle en trouva après 1830 une autre plus épineuse : ce fut de concilier des intérêts opposés, des principes hostiles. C'est dans ce but que s'ouvrit à Londres une conférence d'hommes qui, représentant non les nations, mais les rois hostiles à la France et aux dogmes qu'elle répandait sur le monde, s'apprêtèrent à remettre les choses sur l'ancien pied. La diplomatie reprit donc le dessus, et le congrès de Vienne se continua à Londres : la Prusse y était représentée par Bulow, l'Angleterre par Aberdeen, la Russie par Matuszewich, l'Autriche par Esterhazy, la France par Talleyrand. Le choix de ce dernier serviteur de toutes les fortunes nouvelles, apostat de la liberté, indiquait l'intention de perpétuer les traités de 1815.

Le sort des peuples était déjà décidé du moment où la France, après avoir favorisé les révoltes tant qu'elles lui profitaient comme diversion contre des ennemis menaçants, s'était mise à en aider la répression. Des réfugiés espagnols, qui s'étaient soustraits à la tyrannie de Ferdinand VII, préparaient, sur les encouragements qu'on leur avait donnés, une invasion dans la Péninsule, avec le général Mina à leur tête. Mais à ce moment-là Ferdinand ayant reconnu Louis-Philippe, cette expédition ne fit que des martyrs, et ils furent fusillés aux cris de *Vive le roi absolu!* Des Italiens, qui avaient préparé avec le général Pepe un débarquement dans le royaume de Naples, furent arrêtés et dispersés par ces mêmes autorités qui jusqu'alors avaient favorisé leurs projets.

L'Autriche, inébranlable dans sa politique, avait toujours déclaré qu'elle regardait la cause de tous les gouvernements italiens comme la sienne propre; et quand on voulut lui opposer le principe de la non-intervention, elle n'en tint aucun compte, et ne tarda pas un instant à diriger des troupes sur les pays révoltés, en même temps qu'elle serrait davantage le frein à ses provinces. Comme elle se montrait décidée à envahir le Piémont si les révolutionnaires venaient à y dominer, ce fut pour ce dernier une question d'existence que de maintenir l'Italie dans cet état que l'on décore du nom de tranquillité.

Les légations et toute l'Ombrie avaient suivi le mouvement insurrectionnel; et les députés des villes s'étant réunis, déclarèrent le pape déchu de sa domination temporelle, et formèrent un seul État avec un président, un conseil des ministres, et une consulte législative. L'infortune a aussi ses flatteurs; mais nous ne saurions justifier tous les actes de ces nouveaux gouvernements italiens. On ne fit pas assez comprendre au peuple le but de la révolution : ses souffrances n'étaient pas de celles qui poussent au désespoir; il ne se trouva pas de chefs capables d'entraîner par leur résolution ou par l'éclat de leur renommée les indifférents, qui sont toujours en majorité. Sans expérience des choses politiques, ils se perdirent dans des difficultés de détail; honnêtes, loyaux, pleins de cette modération qui honore mais qui ne sauve pas, ils hésitèrent, par peur de compromettre une patrie qu'ils aimaient, une paix dont ils sentaient la nécessité. Se reposant sur la promesse de non-intervention des étrangers, ils ne voulurent pas s'immiscer dans les affaires de leurs voisins, considérant aussi des frères comme des étrangers; et, au lieu d'aller en avant en secondant l'ardeur populaire, d'assaillir Rome, d'enflammer les Piémontais, les Lombards, les Toscans, ils recommandaient la tranquillité comme garantie d'inviolabilité, sans songer qu'on a pitié du faible, mais qu'on ne s'allie qu'avec le fort. Nous ne dirons rien de ces jalousies réveillées de ville à ville, ni des désordres inséparables de gouvernements qui, nés d'une victoire populaire, restent, par nécessité, esclaves de la multitude qui ne prend pour guides que ceux qui crient le plus, exagèrent le plus, et promettent le plus. Les deux fils de la

reine Hortense, Louis et Napoléon Bonaparte, étaient accourus pour prendre part aux dangers de la révolution romagnole : nouveau prétexte dont on se servit pour faire croire que l'indépendance italienne était menacée, comme s'il eût été question de relever le drapeau napoléonien.

Il n'était pas besoin de prétextes là où l'hostilité s'était franchement déclarée : l'Autriche fit marcher ses troupes sur Ferrare ; elle rétablit le duc de Modène (9 mars), ainsi que Marie-Louise (13 mars) ; et le général modénois Zucchi, passé du service autrichien à la tête de la révolution de son pays, se retira avec ses troupes sur le territoire de Bologne : mais ce gouvernement, respectant le principe de non-intervention, alors qu'il n'était plus qu'une dérision, ne consentit à recevoir des frères que désarmés.

Cependant la cour de Rome avait été rassurée, non-seulement par l'Autriche, mais par la France aussi ; et le ministre Sébastiani arrêtait les hommes et les munitions destinés à l'Italie. Il est vrai que la France avait fait entendre des protestations sévères à Vienne : si des liens de famille autorisaient l'Autriche à intervenir à Modène et à Parme, jamais la France ne souffrirait qu'elle entrât dans la Romagne ; mais Metternich voyant là une question de vie ou de mort, la conservation des provinces austro-lombardes, répondit qu'il ne reconnaissait point à la France le droit d'empêcher l'Autriche de rétablir l'autorité du pape : « S'il faut mourir, dit-il, autant vaut une apoplexie « qu'une mort à petit feu. Eh bien! ce sera la guerre[1]. » Et l'Autriche entra sur le territoire pontifical. Les Français, indignés, s'écrièrent que c'était une honte pour la dignité nationale, une trahison envers les patriotes italiens, et demandèrent vengeance ; le maréchal Maison, ambassadeur à Vienne, conseillait de tirer l'épée et de jeter une armée en Piémont ; mais Louis-Philippe avait d'autres vues.

Bologne une fois prise (21 mars), les Romagnols, se voyant abandonnés, se retirèrent pas à pas devant l'armée autrichienne. Après lui avoir tenu tête à Rimini (25 mars) assez pour l'hon-

[1] CAPEFIGUE, *les Diplomates modernes.*

neur d'un drapeau qui fut vaincu mais non souillé, ils comprirent la nécessité de renoncer à une résistance aussi désastreuse qu'inutile. Le gouvernement romagnol se retira à Ancône, y délivra le cardinal Benvenuti, naguère légat dans cette province, et traita avec lui. Ce prélat promit l'oubli du passé, et signa un passe-port pour les chefs de l'insurrection, qui s'embarquèrent. Ancône fut en conséquence rendue pacifiquement par le général Armandi (27 mars). Mais la convention fut déclarée nulle à Rome; l'Autriche arrêta le bâtiment qui portait les chefs, les jeta dans les prisons de Venise. Quelque temps après, elle remit en liberté ceux qui appartenaient à d'autres États; Zucchi comparut devant une commission militaire, d'autres devant un tribunal civil, où ils furent condamnés aux fers. Le jeune Napoléon Bonaparte était mort des suites de ses fatigues; Menotti avait été conduit au supplice à Modène. Sercognani, qui s'était avancé jusqu'à Riéti, informé de ces désastres, gagna la Toscane et se réfugia en France, où arrivèrent en foule les Italiens fugitifs, pour y recevoir une hospitalité bienveillante, de faibles subsides, et de trompeuses promesses. Les Autrichiens occupèrent ainsi les duchés de l'Italie centrale, ainsi que les légations; ils effrayèrent la Lombardie par des procès rigoureux, mais sans effusion de sang; et de nouvelles décorations furent octroyées au prince de Metternich, « pour avoir si fort contribué à maintenir l'indépendance des États italiens. »

En Piémont, quelques exécutions militaires prévinrent un soulèvement qui aurait pu compromettre l'indépendance du pays, en provoquant une nouvelle invasion autrichienne. Une irruption tentée plus tard en Savoie par les réfugiés coûta encore du sang, et n'amena aussi que des déceptions[1]. En effet, tandis que les révolutions de 1831 s'étaient faites à ciel ouvert, en se confiant dans les déclarations du gouvernement français, les novateurs furent réduits alors à comploter en secret en s'appuyant sur les radicaux. Ciro Menotti s'était écrié, en mourant à Modène sur l'échafaud : « Ne vous fiez pas aux promesses des étrangers! »

[1] On y vit figurer le général Ramorino, qui devait servir plus tard de victime expiatoire à la défaite de Novare, en 1849.

Ce testament fut recueilli par une société qui se forma alors sous le nom de *Jeune Italie*, sous la direction du Génois Mazzini; société que l'on peut à peine dire secrète, attendu qu'elle publiait par la presse ses déclamations et ses projets. Elle s'adressa à « tous ceux qui sentaient la puissance du nom italien, et la honte de ne pouvoir le porter dignement. » Elle repoussa de son sein tout homme d'un âge mûr, mit tout espoir dans l'insurrection armée, parla d'une religion à substituer au catholicisme, qui avait fait son temps; et, d'accord avec les carbonari pour chasser l'étranger de l'Italie, elle différait d'eux en ce qu'elle ne voulait plus une constitution mais une république, renverser tout privilége et se confier dans le peuple, auquel les autres n'avaient pas fait appel. Cette société sembla faite plutôt pour engendrer des martyrs que pour assurer la victoire.

Le résultat était donc diamétralement opposé à ce que les libéraux avaient espéré, puisqu'il avait encore accru l'influence de l'Autriche sur la Péninsule. Ses troupes occupèrent Bologne jusqu'au 17 juillet, époque où les ambassadeurs des diverses puissances à Rome s'engagèrent, au nom de leurs gouvernements, à maintenir la domination temporelle du saint-siége. Les puissances toutefois, et surtout l'Angleterre, pensant qu'il serait impossible d'assurer jamais la tranquillité dans la Romagne, à moins de concessions conformes à l'esprit du temps, demandèrent au saint-siége que les assemblées communales et provinciales eussent l'élection pour base; qu'une junte centrale contrôlât les actes de l'administration; que les laïques fussent admis aux emplois publics, et qu'on établît un conseil d'État composé de notables citoyens [1]. Ces promesses sourirent aux Romagnols; mais l'édit du 5 juillet 1831 fut bien loin de

[1] *Memorandum* du 21 mai 1831. — « L'empereur d'Autriche n'a cessé d'insister de la manière la plus pressante, auprès du souverain pontife, sur la nécessité non-seulement de donner une exécution complète aux dispositions législatives déjà publiées, mais encore de leur assurer un caractère de stabilité qui les mît à l'abri de tout risque de changements futurs, sans empêcher des améliorations utiles. » *Note du prince de Metternich à sir F. Lamb*, 28 juillet 1832.

les réaliser : Grégoire XVI y déclara que la domination des conseils appartenait au chef de chaque province; que rien n'y serait discuté sans avoir été d'abord soumis à l'autorité supérieure; qu'il dépendrait du chef de la province d'approuver ou non le procès-verbal des séances; que les séculiers n'auraient point de part au gouvernement des légations. Il refusa surtout d'admettre l'élection populaire pour les conseils communaux et provinciaux, et d'adjoindre au sacré collége un conseil d'État laïque [1]. L'édit de justice du 5 octobre laissa au clergé sa part dans les attributions judiciaires.

Cependant la garde urbaine restait sous les armes pour protéger la tranquillité publique; et une députation de citoyens honorables était envoyée vers le pontife, pour réclamer les améliorations pour lesquelles le pays paraissait mûr. Loin de l'écouter, le gouvernement accrut les impôts, pour payer les frais de la guerre et subvenir à la solde d'un corps de troupes suisses; et, au moment où les plaintes s'augmentaient, où les pétitions pleuvaient de tous côtés, Rome fit un emprunt, leva des corps de volontaires recrutés comme elle put, et voulut dissoudre les gardes urbaines.

Le peuple était en fermentation, et les réactions commençaient : le cardinal Albani, commissaire extraordinaire, informa les représentants des puissances (10 janvier 1839) que les troupes pontificales allaient procéder au désarmement des légations. Toutes, à l'exception de l'Angleterre, accédèrent à cette mesure; mais elle ne s'exécuta pas sans opposition (21 janvier). Il y eut des escarmouches sur différents points, et un véritable combat s'engagea à Césène (18 janvier); l'Autriche en prit occasion d'envahir de nouveau le pays, où les réformes commencées restèrent suspendues. Mais voilà que trois bâtiments français

[1] « Le cabinet autrichien a été obligé de céder sur ce point tant à la résistance légitime du pape qu'aux protestations unanimes des autres gouvernements d'Italie, qui voyaient dans de semblables concessions un danger imminent pour la tranquillité de leurs États, aux institutions desquels le principe de l'élection populaire est tout à fait étranger. » *Même note.*

qui avaient franchi le détroit de Messine avec une rapidité inaccoutumée, s'emparèrent d'Ancône (25 février), pour contrebalancer l'action envahissante de l'Autriche. Le pape, surpris d'abord, consentit, après une longue hésitation, à cette occupation, tant que les Autrichiens occuperaient la Romagne.

Cet acte de vigueur était une concession que le ministère français avait faite au parti du mouvement, qui frémissait de voir l'Italie à la merci des Autrichiens. Et, bien que les Français eussent moins l'air de libérateurs ou de protecteurs que de sbires assistant au châtiment des patriotes, néanmoins ce drapeau tricolore, flottant en Italie, restait comme un symbole d'espérance pour beaucoup de patriotes qui n'étaient pas encore désabusés des étrangers.

Les incendies de la Belgique et de la Pologne ne devaient pas s'éteindre aussi aisément. La dernière avait une résolution héroïque, la vertu du sacrifice, l'habitude des armes, et un renom de courage qui manquait aux Italiens : et cependant elle ne produisit pas non plus de ces chefs résolus, et convaincus que dans les insurrections il ne faut pas commencer par des demi-mesures. Tandis que tous s'écriaient avec un ardent enthousiasme : *En Lithuanie!* appelant de leurs vœux cette fraternité de la révolte, qui la rend invincible, le dictateur Chlopicki ne s'occupait qu'à modérer l'élan ; il fortifiait Varsovie, y attendant déjà un ennemi qu'il fallait plutôt aller chercher hors des frontières ; il ferma les conventicules, fit arrêter le républicain Lelewel, érudit célèbre, chéri de la jeunesse, et empêcha de publier la proclamation pleine de dignité dans laquelle la Pologne retraçait ses misères.

C'était un moment critique pour la Russie, épuisée comme elle l'était par la guerre avec la Porte, ayant à redouter dans la mer Noire les bâtiments de la France et de l'Angleterre, et de divers côtés la Perse, les Tartares, les habitants du Caucase qui rongeaient leur frein, la Suède toujours épiant l'occasion de recouvrer la Finlande. Ajoutez le choléra, ce mal terrible qui, depuis 1817, ravageait l'Asie et l'Afrique. L'armée russe, qui l'avait contracté dans la guerre de Perse, l'avait rapporté dans sa patrie, puis en Pologne, d'où il se propagea dans toute

l'Europe par Berlin et Vienne (septembre 1831), et pénétra par Hambourg en Angleterre, se mêlant d'une manière effrayante à toutes les vicissitudes du moment. La force indomptable de ce mal, nouveau pour les médecins, ses symptômes, si semblables à ceux de l'empoisonnement, la mauvaise foi de quelques gouvernements qui, selon leur intérêt, cherchaient à le faire passer pour contagieux ou pour épidémique, tout contribuait à frapper l'imagination des masses : aussi presque partout fut-il accompagné de soulèvements, de meurtres excités par une folle croyance à des empoisonneurs. Il servit toutefois les gouvernements, en obligeant de recourir à la force pour obvier au fléau, ou pour y remédier; les cordons sanitaires furent employés en même temps contre les idées, et l'attention se détourna des questions politiques pour s'occuper du salut individuel.

Les Français, qui dans les chambres discutaient plus sur le dehors que sur le dedans, se passionnaient pour ceux qu'on a appelés les Français du Nord. Mais comment secourir une nation si éloignée, et qui n'avait pas même un port ouvert sur la mer? On proposait de soutenir son courage en la reconnaissant, et en lui envoyant des chefs pour diriger le parti démocratique, ou de faire une puissante diversion en sa faveur en suscitant la Turquie contre les Russes. Mais la France, pour secourir la Pologne, avait à déclarer la guerre à toutes les puissances, à laisser ses frontières dégarnies, tandis que les factions frémissaient à l'intérieur.

L'Autriche, si opposée qu'elle fût à toute révolution, reconnaissait combien la nationalité polonaise lui servirait de barrière contre la Russie; mais la conséquence de l'ancien partage pesait sur elle, et elle tremblait pour sa Gallicie. Elle tremblait plus encore pour la Hongrie, qui voulait faire passer des vivres, des munitions et des hommes à une nation sœur, dont l'exemple était un encouragement pour elle à réclamer aussi ses anciens droits. L'Angleterre ne voulait pas se brouiller avec la Russie, et elle conservait contre la France les vieilles rancunes de Pitt. La Pologne resta donc abandonnée à elle-même.

Elle destitua alors Chlopicki, supprima la dictature, élut Radziwill généralissime, et prononça la déchéance des Romanov; mais le pays était au dedans déchiré par la discorde et la misère, et il était trop facile de prévoir qu'il succomberait; car la lutte n'était pas entre le peuple et le roi, mais entre le peuple et l'aristocratie. Il suffirait, pour le prouver, de la défense qui fut faite de parler de l'affranchissement des paysans.

Cette contrée guerrière ne comptait pas plus de soixante-dix mille soldats réguliers sous les armes, contre cent vingt-neuf mille Russes aguerris par des victoires récentes, traînant quatre cents pièces de canon, approvisionnés par l'Autriche et par la Prusse, qui veillaient sur les frontières pour en repousser les insurgés. Le choléra, marchant avec l'armée russe, semait de cadavres la route qu'elle suivait. Diebitch, qui la commandait, ne paraissait pas suffisamment résolu ; il montrait des scrupules, du repentir : il mourut. Constantin ainsi que sa femme moururent presque en même temps. Orlof, expédié de Saint-Pétersbourg, entra en arrangement avec la Prusse, afin que, sans prendre une part active à la guerre, elle devînt une base sûre pour les opérations stratégiques que devait diriger Paskewitch, le vainqueur des Perses.

Tandis que la Russie opérait si résolûment, les Polonais allaient s'affaiblissant par les hésitations de leur gouvernement. Les plus intrépides voulaient brûler Varsovie, poursuivre les Russes partout, soulever la Lithuanie et les provinces turques; Radziwil, au contraire, homme honnête mais indécis, concentra les troupes sous la capitale, et rendit inutiles les prodiges de valeur qui se firent de tous côtés. Skrzinecki, qui le remplaça, se défia aussi de la victoire ; il négocia, et attendit dans Varsovie Paskewitch qui s'avançait. Dembinski n'avait pas réussi à soulever la Lithuanie, et par là à diviser l'armée russe. Le républicain Dwerniski arrivait victorieux, lorsque, contraint de faire un détour sur le territoire autrichien, il y fut fait prisonnier.

Les démagogues alors poussèrent le peuple contre les nobles, au moment où l'on avait le plus besoin d'union. Déjà la multitude, irritée des désastres, se livra dans Varsovie à des excès sanguinaires, provoqués peut-être par Krukowicki, à qui ces

excès valurent le pouvoir suprême. Déjà Paskewitch était sous les murs ; au lieu de concentrer les forces, on envoya des détachements considérables çà et là pour se procurer des approvisionnements. Les Russes eurent le dessus, grâce à la supériorité de leur artillerie ; et Varsovie succomba le jour de la Nativité de la Vierge, jour consacré par l'antique dévotion des Polonais à la reine des anges, et par la victoire qu'ils remportèrent à Vienne ce jour-là sur les Turcs. La Pologne croisa ses bras sur sa poitrine, et se recoucha dans son sépulcre ensanglanté. Le ministre Sébastiani annonça aux chambres françaises que *l'ordre régnait* à Varsovie.

Nonobstant les stipulations du congrès de Vienne et les protestations des cabinets français et anglais, le royaume de Pologne fut incorporé à l'empire russe, à titre de conquête. Aux termes des mêmes traités, Cracovie devait rester libre sans qu'aucune puissance pût y tenir des troupes ; elle fut néanmoins occupée en 1831 par les Russes, et les Autrichiens s'en emparèrent définitivement en 1846. L'Angleterre protesta encore, mais elle ne crut pas devoir aller plus loin.

Les Polonais, rencontrant partout la sympathie, allèrent mettre leur valeur au service de tous les insurgés d'Europe et d'Amérique, en proclamant que « la Pologne n'était pas morte ; » d'autres expièrent en Sibérie le crime d'avoir voulu être une nation.

Mais qui sait si la Providence ne prépare pas par la voie de l'oppression même cet affranchissement des serfs, qui aurait fait bénir éternellement la révolution polonaise, si elle eût osé le prononcer ?

CONSTITUTION DE L'ÉTAT BELGE.

La fatale issue de l'insurrection polonaise venait de montrer combien il est difficile de briser par la force le joug d'un gouvernement régulier, si abhorré qu'il puisse être. L'intérêt des autres gouvernements devait-il être un moyen plus sûr de délivrance? La justice parviendrait-elle à arracher quelque réforme à ceux qui avaient refait l'Europe en 1815?

Lorsque le pontife romain lança le blâme d'une encyclique sur la révolution polonaise, sorte d'anathème jeté sur un cadavre, les catholiques belges, craignant de trouver aussi le pape pour adversaire dans une cause entreprise au nom de la religion, l'envoyèrent consulter; mais le saint-père établit une distinction en leur faveur : ils avaient été poussés à l'insurrection par les obstacles apportés à leur religion, ce qui justifiait la révolte. Cette révolution est en effet la seule qui ait réussi, et d'où soit sortie une constitution, une dynastie nouvelle, un nouveau peuple même, et cela sans guerre ni au dedans ni au dehors.

La conférence de Londres déclara (20 décembre 1830) que les puissances avaient réuni la Belgique à la Hollande en vue de l'équilibre européen, et avec la confiance qu'elles se fondraient ensemble; mais l'expérience venait de prouver que cette fusion était impossible : elles devaient donc, dans l'intérêt de la paix, chercher d'autres arrangements. On accueillit les envoyés du gouvernement provisoire, ce qui plaça tout à fait la Belgique dans le ressort de la diplomatie.

Mais quelles bases donner à la séparation, et quel gouvernement préférer?

Les hommes sages voyant bien que si l'on tentait une république, l'Europe, effrayée d'un tel exemple, les aurait bientôt écrasés, et que s'ils se décidaient pour un roi, il leur serait imposé de l'étranger; ils pensèrent donc que mieux valait se réunir à la

France que de végéter sous une demi-indépendance faible, en butte à des intrigues continuelles.

Si la France avait agi librement, elle aurait du moins acheminé les choses vers cette future réunion qu'elle n'osait encore accepter; mais, en marchant d'accord avec la conférence, Louis-Philippe refusa formellement; et l'on prit le parti de fonder une dynastie nouvelle. Les négociations traînèrent en longueur, et les protocoles contradictoires qui se succédèrent témoignèrent des incertitudes d'une politique qu'aucun motif supérieur ne dirigeait. Enfin Léopold de Cobourg fut nommé par cent cinquante-deux voix contre quarante-trois, et salué roi des Belges (4 juin 1831). Mais le roi des Pays-Bas s'obstina à repousser tout arrangement, et prit les armes. Alors la France, violant elle-même la non-intervention qu'elle avait proclamée, fait marcher cinquante mille hommes sous le commandement du maréchal Gérard, et la prise d'Anvers démontra quels progrès l'artillerie avait faits depuis les dernières guerres. Le roi Guillaume retira ses troupes, et les Français évacuèrent à leur tour le territoire belge.

Restaient à régler les conditions de la séparation. Les Pays-Bas prétendaient obtenir les limites de 1790 et la dette publique de 1830; la Belgique voulait au contraire la dette de 1790 et les frontières de 1830 : de là une nouvelle série de protocoles. La Belgique n'obtint ni le Luxembourg, ni le Limbourg, ni la rive gauche de l'Escaut, tandis que seize trente et unièmes de la dette néerlandaise furent mis à sa charge.

Ce furent alors de nouvelles colères, de nouvelles invasions à main armée; et l'arrangement définitif n'eut lieu que le 19 avril 1839. La Belgique pendant ce temps s'était donné l'une des constitutions les plus libres d'Europe. L'Église y est indépendante de l'État, bien qu'elle en reçoive un subside; liberté du culte, de la presse, de l'enseignement. Les droits dévolus aux conseils municipaux et provinciaux et au pouvoir législatif, représenté par deux chambres électives, y sont autant de freins pour le pouvoir exécutif. Quiconque âgé de quarante ans paye deux mille florins de contributions, y compris la taxe des patentes, peut faire partie du sénat; la chambre basse est com-

posée de représentants rétribués, sans conditions d'éligibilité.

Il n'y a point en Belgique d'aristocratie capable de résister au peuple; point de lutte entre la monarchie constitutionnelle et la république. La loi électorale a établi un cens variable plus élevé pour les habitants des villes, où le clergé a moins d'influence, et plus bas pour ceux des campagnes; d'où il suit que les deux tiers des élections appartiennent à celles-ci. Le clergé a donc beaucoup d'influence sur les nominations; il en résulte que les catholiques ont la prépondérance sous un roi protestant.

Dans les premiers temps les partis ne se dessinèrent point; le catholique tempérait l'audace du libéral, en affermissant le lien religieux; mais tous voulaient l'indépendance, ceux-ci par la guerre, ceux-là pacifiquement; les uns voulant tenir tête aux prétentions de la diplomatie, les autres s'y soumettre. La question extérieure vidée, le conflit recommença; le parti catholique devenu triomphant chercha à conserver, et se vit bientôt qualifié de rétrograde par les libéraux, qui l'accusèrent d'aspirer à une domination exclusive, de vouloir mettre l'Église au-dessus de l'État, d'accaparer les emplois, l'enseignement, de rêver jusqu'au rétablissement de la censure. Et cependant personne ne saurait nier qu'il n'y a pas en Europe de pays où la presse jouisse de plus de liberté. Ces noms de catholiques et de libéraux s'appliquent donc à des questions étrangères à la religion; elles indiquent la démarcation habituelle entre les idées de conservation et de progrès.

Pendant dix ans les catholiques conservèrent l'avantage. En 1840, après le ministère de Thorn, les libéraux gagnèrent du terrain; il en résulta des luttes que le ministère Nothomb chercha à calmer, en ramenant « les questions de parti à des questions d'affaire; » mais il finit par succomber (1845).

Le fait est qu'en peu de temps et avec de faibles moyens la Belgique est parvenue à un degré de prospérité dont il y a peu d'exemples dans l'histoire; et cependant cet enfant de la diplomatie, faible au milieu de voisins puissants, est sans poids dans la balance européenne. Le commerce belge essuya une rude secousse après la séparation, ses manufactures se trouvant

alimentées par la Hollande, qui en expédiait les produits dans ses colonies; mais il chercha des dédommagements en se tournant vers l'alliance douanière de l'Allemagne, dont Anvers pourra devenir le principal port. Comme il fallait en attendant occuper à des travaux publics les bras que l'interruption du commerce laissait oisifs, six cents kilomètres de chemins de fer furent construits aux frais du gouvernement, et la liberté du commerce raviva les manufactures.

La Hollande resta l'ennemie de la Belgique jusqu'à l'abdication de Guillaume (1840); son successeur rentra dans le concert européen, en se résignant aux faits accomplis, et en renouant des relations avec le pays qui s'était détaché de sa couronne. Il mit également fin au conflit qui s'était élevé entre son père et les états généraux, se montra plus juste envers les catholiques, qui forment les deux cinquièmes de la population, et renouvela le concordat avec le saint-siége; il substitua la politique d'intérêt à la politique de sympathie, donna une constitution au Luxembourg (1841), et s'occupa réellement de remplacer le gouvernement personnel par le gouvernement parlementaire. L'impôt s'élève en Hollande à trente-huit francs par tête, sans compter le droit de consommation des villes et les autres taxes locales. L'armée, maintenue si longtemps sur le pied de guerre, finit par obérer les finances. Les routes sont très-coûteuses sur un sol marécageux, de même les digues; on a aussi dépensé énormément pour conserver les anciens canaux, si nombreux, et pour en ouvrir de nouveaux. Il a été employé douze millions de florins à celui du Nord, qui ouvre à la grande navigation le port d'Amsterdam, et huit millions au desséchement de la mer de Harlem : grande entreprise qui offrira de nouveaux champs à cultiver, et de la houille en abondance. La marine marchande a beaucoup déchu; la flotte militaire est très-réduite, mais le nouveau système qui s'est introduit dans les colonies d'Asie tend à les faire prospérer. La dette publique, qui est énorme, n'a pour garantie que les revenus de la Malaisie, qui, sur 85 millions de florins hollandais, n'en coûte que 50. Que deviendrait-elle donc si elle venait à les perdre? et elle peut les perdre au moindre mouvement de l'Angleterre.

LES MINISTÈRES ET LES PARTIS EN FRANCE.

La France, dont les secousses avaient déterminé celles des autres États, ressentait, comme autant d'événements intérieurs, le triomphe ou la défaite des révolutions du dehors. La politique de sentiment et celle de système y étaient aux prises, et la discorde agitait tous ces partis, au milieu desquels il y avait à asseoir une constitution, à rétablir l'ordre, cette première nécessité de tout gouvernement.

La charte de 1830 assurait mieux que l'autre les grands principes de la liberté : la pensée, la presse, la conscience, le culte, l'enseignement, étaient libres et à l'abri de tout attentat ; l'incompétence de l'État en fait de doctrines était formellement déclarée.

Mais sur quelles bases établir la loi électorale, pour que la chambre des députés pût être considérée comme représentation nationale? Le droit d'élire appartiendra-t-il encore au principe féodal de la propriété foncière? Préférera-t-on la souveraineté de l'intelligence à celle du nombre et à celle de la richesse? Et à quel signe reconnaître l'indépendance et la capacité des électeurs?

On semblait d'accord pour rendre la vie aux provinces, qui en avaient été privées par l'excès de la centralisation. Afin d'enlever le monopole aux bourgeois et aux légistes, on demanda le suffrage universel; les légitimistes voulaient l'élection à deux degrés : finalement on se contenta d'abaisser le cens d'éligibilité de mille à cinq cents francs, et le cens électoral, de trois cents à deux cents ! Dans une révolution faite par des avocats et des écrivains, on refusa une représentation à la pensée ; les membres de l'Institut eux-mêmes eurent à payer cent francs de contributions directes pour être électeurs. Et cependant l'on assurait à la chambre qu'une nation où le cens électoral est fixé à deux cents francs est la plus libre du monde.

Ainsi se fondait de nouveau le pouvoir de l'argent, sous la

protection d'une garde nationale composée de bourgeois désireux de conserver. L'hérédité de la chambre des pairs serait-elle maintenue? La jeunesse, au nom des principes abstraits, le peuple, par aversion pour ce reste d'aristocratie, demandaient qu'elle fût abolie. L'hérédité fut combattue dans les chambres par ceux qui avaient le sentiment de la dignité populaire; les hommes d'État et les publicistes la défendirent; et comme les doctrinaires avaient jugé nécessaire de conserver l'hérédité dans le pouvoir suprême, ils devaient, pour être conséquents, l'admettre aussi dans la pairie, afin de fortifier la couronne. Ils eurent le dessous, et la chambre haute elle-même vota pour l'élection; mais comme cette élection fut abandonnée au roi, cela aboutit à faire de la pairie un collége royal, n'ayant sa base ni dans le privilége héréditaire, ni dans la propriété, ni dans le vote populaire, et qui se trouverait dépouillé même de ces traditions que donnent la pratique des affaires et l'indépendance. Le principe de la souveraineté nationale fut cependant substitué au droit divin.

Ainsi la constitution resta dégagée de ses entraves, et la monarchie se combina avec le plus haut degré possible de liberté. Mais il n'est pas de tempête qui ne laisse les flots longtemps agités. « Le gouvernement de Juillet, a dit M. de Broglie, est né au sein d'une révolution populaire. C'est sa gloire, c'est son danger. La gloire fut pure, parce que la cause était juste; le péril est grand, attendu que toute insurrection heureuse, légitime ou non, produit, par l'effet de son succès, des insurrections nouvelles. »

La chute de l'ancienne dynastie avait froissé les sentiments et les intérêts de bien des gens; beaucoup d'autres, dont la nouvelle ne pouvait contenter les espérances, n'étaient pas moins mécontents; puis le conflit est inévitable là où coexistent trois pouvoirs; car lorsqu'une majorité a prévalu, reste une minorité qu'il faut satisfaire ou comprimer. La révolution de 1830 n'avait pas adopté la république, parce qu'elle ne pouvait manquer d'entraîner la guerre étrangère : mais suffisait-il d'élire un roi pour échapper à ce péril et à celui de la guerre civile? Les demi-résolutions ne pouvaient convenir à la multitude, ni à ceux-là qui

avaient combattu. Le gouvernement n'ayant pas la main assez forte pour réprimer l'anarchie, il en sortit les émeutes, le déchaînement des passions personnelles, et l'éternel courroux de ceux qui n'ont rien contre ceux qui possèdent : c'était une opposition sauvage qui déshonorait l'opposition légale.

Lyon fut le centre d'un soulèvement où la faim eut plus de part que la politique ; le gouvernement y répondit par des coups de canon et des fortifications. La Fayette, qui faisait son métier de républicain avec la candeur et la générosité d'un enfant, était incapable de se plier à tous les artifices qu'entraîne la pratique des affaires ; et l'on pouvait dire de lui, comme des Bourbons, qu'il n'avait rien appris ni rien oublié. Chef des gardes nationales du royaume, il se trouvait le véritable maître de Paris : il était donc à propos de lui enlever cette autorité exorbitante ; mais on vit là un premier pas contre la révolution.

Cependant les républicains dépassaient de toutes parts les constitutionnels : Armand Carrel par ses écrits, Garnier-Pagès à la tribune, Philippon avec la *Caricature*, Barthélemy avec la *Némésis*, bien d'autres au moyen des journaux, battaient en brèche le système ; et le nom du roi ne fut pas épargné dans des procès scandaleux. Une foule d'associations tendaient à la république ; mais on y trouvait plutôt les sentiments que les opinions du républicanisme ; on y voyait, comme trop souvent dans ce siècle, une critique sans but, habile à détruire, mais ne sachant pas édifier. La *Gazette de France*, organe des légitimistes, avait proposé le suffrage universel ; les républicains l'adoptèrent ; et ce principe donna quelque unité et un symbole à ce parti, qui n'en avait aucun.

Des idées religieuses se mêlèrent aussi à ces luttes : l'abbé Châtel prétendit fonder une Église française, avec une liturgie dans la langue nationale. Mais Lamennais eut une bien autre influence. Dans son livre du *Progrès de la révolution et de la guerre contre l'Église* (1826), il avait signalé comme ses ennemis le libéralisme et le gallicanisme. Il sentait bien que l'œuvre de Dieu ne peut s'appuyer sur des dynasties périssables, mais que l'idée religieuse doit se greffer sur la démocratie. La révolution faite, il la salua comme « un avenir de grâces célestes

et de miséricorde infinie, » comme l'événement le plus prospère pour les institutions sociales et religieuses. Il fonda alors le journal *l'Avenir*, avec cette épigraphe : *Dieu et la liberté!* Il eut pour collaborateurs des hommes d'une grande intelligence et d'un grand cœur, radicaux en politique, papistes en religion, qui, du même *principe* d'où de Maistre avait fait découler le pouvoir absolu, faisaient dériver la liberté, et s'élevaient contre les entraves apportées par l'Église gallicane au pouvoir pontifical. Les concordats n'étaient que des schismes déguisés : le prêtre, disaient-ils, ne doit vivre que des offrandes des fidèles; l'État n'a à s'ingérer ni directement ni indirectement dans les choses ecclésiastiques. Liberté absolue de conscience, d'association, de presse; suffrage universel dans les élections; plus de centralisation, plus d'intervention de l'État dans les affaires de la commune, des cantons, du département; en un mot, liberté entière et pour tous. Ces novateurs ouvrirent une école au nom du libre enseignement, proclamé par la charte; elle fut fermée par la police, et ils se virent traduits en justice; le tribunal retentit de discours antigallicans qui respiraient la liberté, et où figurait le Christ coiffé du bonnet républicain.

Il s'agissait donc de ressusciter Grégoire VII, le patriarche du libéralisme, disaient-ils, qui vit le véritable moyen d'instituer même ici-bas le royaume de Dieu : il s'agissait de faire du pape le tuteur des nouvelles libertés des peuples, de mettre le saint-siége à la tête de tout le progrès moderne, et d'en faire le centre de la politique, comme il l'est de la religion. Mais le pape accepterait-il ce rôle nouveau? Le trouverait-il selon la mission qu'il tient de Celui dont il est le vicaire? L'auditoire se demandait : « Est-ce là vraiment la religion catholique? » comme le disait Lacordaire dans sa défense.

Et beaucoup disaient que non. Aussi les rédacteurs de l'*Avenir*, qui cherchaient de bonne foi à fonder la liberté au nom du Christ, déclarèrent-ils qu'ils suspendaient leur publication, pour aller à Rome interroger l'oracle infaillible. Ils s'y rendirent en effet comme des députés du peuple, pour offrir au pape cette nouvelle suprématie; mais il réprouva leurs doctrines quant à la liberté de conscience et de presse, quant à la restauration de

l'Église, déclarant que la soumission au prince est de foi, que toute association est interdite entre hommes de religion différente, et que la séparation de l'Église et de l'État est contraire au bien de tous deux [1].

L'*Avenir* se tut devant cette condamnation inattendue. Montalembert s'y soumit, et, entré par l'hérédité à la chambre des pairs, il y devint, au nom du christianisme et dans les limites de la foi, le champion ardent de la liberté. Lacordaire, après de longues épreuves, se fit dominicain et prédicateur, laissant souvent percer le vieil homme sous l'obédience et l'orthodoxie, en traitant du haut de la chaire des rapports de l'Église et de l'État, bien qu'il subordonne la raison individuelle à l'autorité. Lamennais hésita un peu avant d'adhérer à l'encyclique, voulant faire des réserves pour ce qui lui paraissait d'ordre purement temporel : il se résigna pourtant, à la fin. Mais il éclata bientôt dans les *Paroles d'un croyant*, pleines du courroux que lui inspiraient les gémissements de la Pologne et de l'Italie : premier anneau d'une chaîne d'écrits dans lesquels cet esprit puissant, cet écrivain admirable sortit du christianisme. Celui qui avait soutenu l'infaillibilité dans le pape, comme le représentant de la raison générale, transféra cet attribut à la souveraineté populaire, et se fit l'apôtre de la démocratie absolue. Plus révolutionnaire que rénovateur, il peint les souffrances des peuples, les désordres de la société, avec une éloquence sans égale; mais des remèdes efficaces, il n'en propose pas; car ce n'est pas là un remède que de dire au peuple : « Soyez unis, armez-vous, arrachez des mains de ceux qui sont rassasiés le pain dont vos enfants affamés ont besoin. »

Plusieurs sectes, conduites par d'autres motifs, prêchaient une réforme sociale, et parlaient de substituer, au système négatif et destructeur du libéralisme, des idées organiques qui, au lieu de diviser et d'affaiblir les forces sociales, pussent les combiner dans leur ensemble : il en résulta de grandes pensées et des folies. Au moment où le corps social se trouvait attaqué par la concurrence individuelle dans l'économie commerciale,

[1] *Encyclique* du 18 septembre 1832.

par le scepticisme dans la morale, par l'anarchie dans la politique, les saint-simoniens proclamèrent le principe de l'autorité, une religion sociale, l'association des intérêts et l'organisation de l'industrie. Il ne s'agissait donc plus de questions politiques, mais sociales : abordant les problèmes les plus délicats et les plus profonds, ils prirent pour principe : « Rétribuer chacun selon sa capacité, et chaque capacité selon ses œuvres. » En conséquence ils nièrent non-seulement tout droit héréditaire, mais jusqu'à la famille; ils firent la guerre à la concurrence, et donnèrent aux passions un libre cours.

De l'élan, un apostolat chaleureux, des sacrifices pécuniaires, des efforts gratuits, le culte de la fraternité et de la suprématie du père, voilà ce qu'offrirent les saint-simoniens. Les chefs néanmoins n'étaient pas d'accord entre eux : Bazard n'arrivait qu'à une conclusion politique ; Enfantin voulait une religion, c'est-à-dire embrasser tous les problèmes, et refondre la société, non avec les éléments qu'elle fournit, mais en créant au milieu de nous des mœurs et des habitudes nouvelles. La question du mariage et du sacerdoce divisa l'école ; la morale s'effraya lorsqu'on osa parler de la communauté des femmes ; puis arrivèrent les excentricités fanatiques et les scènes ridicules. Rodrigues prétendait être l'Esprit-Saint incarné ; Enfantin soutenait qu'il n'appartient qu'aux mères de déclarer la paternité des nouveau-nés ; et la secte tomba au milieu du ridicule et de l'indignation. Mais toutes les idées qu'elle avait émises ne périrent pas avec elle ; ses prosélytes s'adonnèrent principalement à l'économie politique et à l'industrie. La dignité de l'homme avait été hautement proclamée ; l'attention se porta davantage sur la classe inférieure, et l'on commença à croire qu'il peut y avoir quelque chose de plus sérieux que l'opposition politique systématique, et de plus profitable que l'émulation mercantile abandonnée à une liberté désordonnée.

Le pays, agité par ces doctrines, ne pouvait demeurer en repos ; le *mouvement* et la *résistance* étaient aux prises : Laffitte était tombé ; Dupin et Sébastiani, les chefs de la chambre, étaient impopulaires. Le ministre Casimir Périer, l'un des plus fermes qui ait gouverné la France, effraya les républicains et

dissipa les associations. Cet homme d'État fut l'une des notabilités que le choléra moissonna dans Paris. On rendit à sa dépouille de grands honneurs, auxquels le peuple ne s'associa pas ; et ce dont Royer-Collard le loua principalement, ce fut de n'avoir ni provoqué ni désiré la révolution de juillet.

On vit alors des républicains traduits en justice contester à leurs juges le droit de les condamner, étant redevables de leur poste à une révolution victorieuse. Dans ce procès et dans celui des saint-simoniens la foule entendit soulever, devant elle, les questions sociales les plus brûlantes.

Un mécontentement qui se traduisait par des émeutes et des tentatives de régicide encouragea les légitimistes, et la Vendée prit les armes en faveur du duc de Bordeaux, proclamé sous le nom de Henri V ; la duchesse de Berry, sa mère, s'y montra elle-même, et enflamma le zèle de ses partisans. Le ministère Thiers, plein de ressources et d'expédients, réussit à éteindre la guerre civile par l'arrestation de la duchesse, qui fut livrée par un traître. Un soulèvement républicain ayant éclaté à Lyon, il le réprima, et refusa une amnistie. Il demanda cent millions aux chambres pour les travaux publics, et fit terminer l'église de la Madeleine, l'arc de l'Étoile, et d'autres monuments ; il fit replacer la statue de Napoléon au faîte de la colonne, pour ressusciter le culte de la force, moins redouté que celui du droit. La prise d'Anvers le mit à même de conduire à fin la question belge.

Il voulait aussi que la France intervînt en Espagne, afin d'empêcher les puissances du Nord d'y prévaloir ; mais Louis-Philippe s'y refusant, Thiers déposa son portefeuille (15 avril 1837). Le roi trouva plus de condescendance dans Molé, son successeur, qui faiblit dans les questions extérieures d'Orient, d'Espagne, de Cracovie et de Belgique. Il évacua même Ancône, et laissa ainsi sans contre-poids la puissance qui était prépondérante en Italie (décembre 1838).

Ce ministère succomba sous une coalition ; après la courte présidence du maréchal Soult (12 mai 1839), le roi fut contraint, bien qu'à regret, de rappeler Thiers (1er mars 1840).

Guizot était resté le représentant du parti doctrinaire ; il avait

combattu sous la restauration avec l'opposition conservatrice. Il voulait, dans l'intérêt de la liberté, de la dignité nationale, de l'ordre public, que le gouvernement s'affermît, le pouvoir n'existant qu'à la condition d'être respecté. Il avait en conséquence préparé cette loi sévère qui fut rendue contre la presse, et exercé la censure avec Royer-Collard; mais il avait combattu le ministère Villèle, parce qu'il compromettait l'autorité en provoquant la réaction. La révolution de juillet accomplie, il s'employa à en modérer la fougue, à rétablir l'ordre, comme pour faire oublier que c'était l'émeute qui l'avait mis au pouvoir. De ce moment, Guizot et Thiers représentèrent les deux idées du progrès et des faits accomplis; et la politique intérieure se réduisit presque au gouvernement alternatif de ces deux hommes. Aucun d'eux ne sortit toutefois des limites convenues; aussi se trouvèrent-ils d'accord sur les questions importantes, principalement sur ce qui était à leurs yeux l'objet capital, l'affermissement de la nouvelle dynastie.

La lutte engagée entre les bourgeois et l'aristocratie, entre le gouvernement représentatif et le vieux système monarchique, en un mot entre la constitution et l'absolutisme, se transforma, à partir de 1830, en un conflit entre le gouvernement représentatif et la république, entre la bourgeoisie et la démocratie turbulente, qui plus d'une fois en vinrent aux mains. Une fois la victoire obtenue, grâce à la fermeté souple déployée par le roi, il ne resta plus qu'à équilibrer la monarchie avec les classes moyennes, toutes également désireuses de repos. L'agriculture et l'industrie prirent donc un essor qui ne s'était jamais vu, et la France put recouvrer sa liberté d'action au dedans et au dehors. Les rois lui pardonnèrent sa liberté, en voyant de quel poids pesait Louis-Philippe pour maintenir l'assiette de l'Europe, en dépit de tant d'occasions de guerre, qui se multiplièrent plus en dix ans que dans tout le siècle passé. Les grandes puissances purent donc remanier à leur gré les petits États, et tout rentra dans le cercle de l'ancienne diplomatie.

Quant à l'intérieur, la faction légitimiste dut se croire perdue, du jour où les hommes religieux professèrent une liberté plus étendue que ne la formulent les constitutions : celle des croyances

et celle de l'enseignement, par exemple. La charte de 1830, en supprimant la religion de l'État, inaugurait la liberté des cultes : le gouvernement voulut pourtant encore y mettre la main, et, pour courtiser le vieux libéralisme, il renouvela les défenses portées contre certains ordres religieux ; il mit des entraves à ce droit sacré, qui appartient à chacun, de faire élever ses enfants comme il l'entend. C'étaient là les questions vitales, et peut-être les seules importantes qui eussent été agitées depuis plusieurs années dans les chambres françaises ; et c'est là que se portait l'attention de ceux qui voyaient dans la politique quelque chose de mieux que la charte et la frontière du Rhin, et que les déplorables tracasseries de l'opposition systématique, qui s'en alla soulever tout un pays, pour une indemnité donnée à un *prêcheur*, anglais au fond de l'Océanie.

Un autre soin du gouvernement fut de consolider la conquête d'Alger. On hésita d'abord à la conserver malgré l'Angleterre, et cette hésitation fit perdre du temps et des hommes, et laissa s'effacer l'impression de la victoire sur ces races barbares. Sa conservation une fois décidée, c'est alors qu'apparut l'inhabileté des Français à rien fonder au dehors. Le sang et les trésors y furent dépensés à profusion ; toutes les expériences de colonisation, de civilisation, d'utopies même, n'ont eu pour résultat que de transporter plus ou moins de Français dans les villes africaines, sans tirer d'autre parti d'une contrée si vaste et si riche en ressources, sans autre avantage que d'ouvrir un débouché aux ardeurs militaires, d'exercer l'armée pendant la paix, et de faire briller la marine. Si Alger n'est rendu un jour comme l'a été Saint-Jean d'Acre, attestant une nouvelle recrudescence de l'islamisme, une guerre pourrait bien la faire tomber dans les mains de l'Angleterre ; et les Français n'auraient servi là encore qu'à leur frayer la voie, comme dans les Indes.

Les pays le plus spécialement travaillés par l'influence française étaient les trois péninsules méridionales, tant à cause du voisinage que par sympathie. Nous verrons plus loin comment la Grèce se constitua. En Italie, le drapeau tricolore, après avoir flotté quelques instants dans Ancône, finit par s'éclipser (décembre 1838), en livrant de nouveau le pays au protectorat de

l'Autriche. La Lombardie avait repris ses chaînes, livrée qu'elle était sans la moindre garantie à la domination autrichienne. Son roi, ce fut l'empereur lui-même, soumis à la seule obligation de se faire couronner à Milan; à lui la nomination à tous les emplois, la fixation de l'impôt, l'administration des finances, de l'instruction publique. Il fallut que tout arrivât de Vienne, malgré tous les inconvénients qui pouvaient résulter de la lenteur ou de l'ignorance. Une congrégation centrale devait représenter le pays; mais le gouvernement lui-même en nommait les membres, lui seul les convoquait; et leurs délibérations n'aboutissaient qu'à un vote consultatif. Un admirable système communal, reste des anciens municipes, était resté debout au milieu de tant de ruines; c'était assez pour conserver la vie et sauvegarder la prospérité de cette opulente province. Bien que réduite à une pure bureaucratie, l'administration cheminait encore régulière et forte; la justice, intègre et prompte toutes fois que la raison d'État ne la faisait point, était rendue d'après la loi autrichienne, qui avait remplacé le code français.

La Lombardie pouvait servir d'exemple au reste de l'Italie en ce qui est de l'administration, pour peu que ses dominateurs, comprenant leurs intérêts et ceux du pays, eussent consenti à laisser fonctionner librement cette organisation municipale qui dispense les rois de la tyrannie, remplit les coffres des gouvernants, tout en apportant aux sujets la satisfaction de travailler au bien de leur patrie. Mais, sans respect pour les susceptibilités nationales, pour les promesses qui avaient été faites, tout alla se concentrer à Vienne; et cela non pas d'un seul coup, ainsi qu'il arrive le lendemain d'une conquête, mais lentement, avec calcul. Les hautes magistratures furent occupées par des Allemands, sans expérience du caractère et des mœurs italiennes. La foule des employés en fut réduite à instrumenter, à appliquer des ordonnances tombées d'en haut, sans permission d'examiner, sans voix pour rien exposer : le silence fut commandé sur toutes choses. Cette unité de l'empire, qui était le rêve de l'empereur François, imposait à l'Italie les mêmes lois qu'à la Gallicie et aux Croates, jusqu'à enlever la publicité aux jugements, supprimer le droit de défense que l'Italie possédait,

jusqu'à expédier de Vienne un règlement sur les eaux à cette Lombardie qui avait inventé l'irrigation artificielle. Elle avait une belle armée, et bientôt l'on vit ses conscrits incorporés dans les régiments allemands, sous des officiers autrichiens; aussi vit-on s'éloigner de l'armée tout ce qui gardait quelque sentiment de dignité nationale et put acheter un remplaçant. Le système communal se vit entravé et désorganisé de jour en jour; et la congrégation centrale, composée de gens à gages, se trouva sans voix pour hasarder des réclamations, ou sans courage pour exiger une réponse. L'Église elle-même vit peser sur elle le même joug, grâce au système introduit par Joseph II : il fallut que les curés prêtassent serment de fidélité au souverain; les évêques, nommés par l'empereur, eurent défense de correspondre avec Rome, et ne purent conduire leur troupeau sans se voir exposé à la censure de quelque employé subalterne.

Les meilleures choses se trouvèrent gâtées par l'action de la police, arbitre de tout. Une police aulique, une police du vice-roi, une police générale, une police communale, une police du gouverneur, une autre de la présidence, se firent la guerre réciproquement; tous les emplois, tous les honneurs, toutes les positions, jusqu'aux chaires et aux fonctions ecclésiastiques, tombèrent sous l'action de cette police; il ne put se faire de nominations que d'après ses enquêtes et ses notes secrètes, dont le coup était irrémédiable. Elle éplucha les passe-ports, empoisonna toutes les relations civiles et domestiques, en semant mille soupçons de trahison entre amis et parents, dans le but d'affaiblir ainsi l'esprit public par la haine et la discorde; elle se mit sur la piste de tous les secrets, pour les divulguer, et jeter le blâme ou le déshonneur sur ceux qu'elle voulait atteindre. Faute de rien découvrir, elle inventait; elle mettait en évidence un homme obscur, pour porter ombrage ou préjudice à quelque mérite solide, à quelque caractère indépendant. Elle violait sans nulle pudeur le secret des lettres, elle emprisonnait sur les plus légers soupçons, quitte à relâcher ensuite, sans même articuler un pourquoi à ceux qui rentraient de l'exil ou sortaient des cachots. Elle disait tout bas : « N'avez-vous pas assez souffert? Pour-

quoi tant de souci des affaires publiques? Jouissez de la vie, le gouvernement n'y met point obstacle; soyez riches, soyez heureux. » C'est ainsi que l'Autriche s'efforce, au moyen des jouissances, à étouffer tout souvenir d'honneur, et à faire tourner en un mol embonpoint tout ce qui devrait servir à fortifier les muscles; puis, montrant du doigt à l'Europe cette vie nonchalante, ces brillants équipages, cette campagne florissante, elle s'écrie : « Voyez comme la Lombardie, mon esclave, est heureuse! »

Il ne manque pas d'hommes assurément qui, poussés par le besoin ou par le vice, s'offrent à lui vendre leur âme, ceux-ci pour des jouissances, ceux-là par ambition, d'autres par vengeance. La police a su accréditer le bruit que cet espionnage était à la fois très-mystérieux et très-étendu; des patriotes menteurs, des patriotes sincères, répètent cette calomnie, qui en fait dispense la police d'une vigilance dispendieuse, et qui déshonore le caractère moral du pays. En l'offrant sous ce honteux aspect, elle réussirait peut-être à éterniser les chaînes, si ce n'était pas l'inévitable destinée de la police de faire haïr plutôt que de sauver les gouvernements.

L'empereur François I[er] disait au congrès de Leybach : « Je veux des sujets obéissants, et non des citoyens éclairés. » Selon ce programme, on réduisit les écoles à ne donner que des sujets médiocres, en refoulant toute supériorité; on borna l'instruction populaire à ce qu'il faut pour changer les intérêts récalcitrants en résignation et en obéissance; on s'embarrassa peu de mettre l'enseignement classique en harmonie avec les positions et les besoins sociaux : un savoir littéraire superficiel engendra des esprits à la fois légers et dogmatiques; il en résulta la vanité des petites choses, le goût de la parole et du bruit; il en sortit des journalistes et non des gens lettrés, des bureaucrates et non des penseurs. Vienne se réserva d'expédier les livres, et souvent aussi les professeurs; on les nommait au concours, de façon à écarter les grandes capacités, et faire passer toute une race de charlatans bien dressés à ces exercices. Quant aux esprits d'élite, ils avaient la prison pour les soumettre, et les journaux du pouvoir pour les décrier; on les faisait diffamer, pour avoir

moins à les craindre. Une pareille guerre déclarée à toutes les forces vives, à la moralité et à l'intelligence d'un pays, ne suffirait-elle pas pour déshonorer un gouvernement? Et ce gouvernement, qui dispose de la terreur, de l'éloge, des emplois, des honneurs, des décorations n'a jamais pu trouver pour le louer un homme d'un véritable mérite. L'avenir tiendra compte à la Lombardie de cette indépendance incorruptible de ses esprits d'élite; et ceux-là pourtant ont été en butte à bien des attaques envieuses et frivoles; car dire aux peuples, *Soyez sages*, quand on ne peut dire aux rois, *Soyez justes*, c'est paraître de complicité avec ceux-ci.

Les grandes voix faisant silence, ce fut le règne de cette foule qui trafique de louanges, d'annonces, de camaraderie; qui fait échange de plats éloges et d'odieux outrages, comme il advient partout où les amitiés sont sans lien et les inimitiés sans respect. La sonorité du vide résonnait dans les journaux, autre plaie de la littérature italienne; journaux qui encensent la médiocrité, idolâtrent la négation, et surveillent avec l'inquiétude de la défiance quiconque prend un certain essor; critique futile et sans conclusion, car elle n'enseigne jamais comment il faudrait faire, et qui, servile et emportée, réussit à faire détester la franchise en la séparant de la dignité. C'est la dernière misère d'un peuple, lorsqu'il a perdu toute foi en lui-même, que de ne plus savoir employer le peu de liberté qui lui reste qu'à se déchirer et s'avilir; misère d'autant plus déplorable, qu'une nation à qui toute autre voie est fermée n'a plus que sa gloire littéraire et morale qui puisse attester à l'avenir que la génération présente n'a pas été complétement vile.

Le faux patriotisme ne nous pardonnera pas de mettre à nu de pareilles plaies; nous savons qu'il ne nous fera point grâce : mais, pour avoir le droit de dire la vérité à nos ennemis, il faut que nous n'ayons pas peur de nous la dire à nous-mêmes.

A François Ier succéda en 1835 Ferdinand, son fils, qui inaugura son règne par le pardon, ainsi que peut le faire tout prince qui n'est point un insensé. Mais le vice-roi et le ministre dirigeant chicanèrent ce projet d'amnistie, et, de générale qu'elle devait être, la réduisirent à des proportions étroites et illusoires.

Mais c'était chose si nouvelle qu'un tel acte de pardon, que l'empereur fut accueilli à Milan par des transports et des fêtes, quand il s'y rendit pour ceindre la couronne de fer. Soit enivrement causé par ces fêtes, ou lassitude de maudire, ou bonté native du caractère italien, il y eut un entraînement inouï vers le prince. Beaucoup qui la veille exhalaient leur courroux ou partageaient l'espoir des patriotes, apparurent travestis en gardes, en chambellans; il y eut une pluie de décorations, de dignités de cour, et une recrudescence d'aristocratie.

Tandis qu'un patriotisme sans portée, engourdi dans ses souvenirs, et qui s'adore lui-même, restait à l'écart de toute réalité; tandis que la haine d'un pouvoir oppresseur rendait indocile même aux institutions tutélaires, les esprits sages étudiaient le pays, et avant tout s'étudiaient eux-mêmes. Sans fermer les yeux sur des maux trop réels, ils savaient qu'il est plus aisé de les dénoncer que de les guérir; c'était moins encore leurs adversaires qu'eux-mêmes qu'ils surveillaient. Ils savaient que les espérances d'un peuple sont de longue durée; que le succès demande autant de prudence dans le dessein que de vigueur dans l'exécution; que les longues souffrances retrempent les nations. Mais il est bon, dans le malheur même, d'éviter les avortements ridicules, et de se souvenir qu'une révolution, en Italie surtout, est aussi facile à faire qu'il y est difficile d'en faire surgir une société capable de se défendre, de s'ordonner, et de se gouverner elle-même. Ceux qui tenaient un pareil langage étaient naturellement bafoués et vilipendés.

C'est de la Lombardie que nous parlons, car c'est elle qui nous est le mieux connue; elle a été et sera longtemps encore le pivot des destinées italiennes. Mais ce que nous disons d'elle, nous pourrions le répéter du reste de l'Italie, qui croyait toujours à l'efficacité de l'ordre matériel, telle que l'Autriche la représente; aussi se résignait-on plus ou moins à recevoir ses inspirations ou ses commandements.

Les petits duchés, situés sur le Pô, n'étaient en quelque sorte que des fiefs impériaux. Parme était en viager dans les mains d'une archiduchesse qui sut ménager les finances de ce petit État, en s'aidant de sa fortune particulière. Le duché de

Lucques était administré temporairement et avec insouciance par un Bourbon, que ni le passé ni l'avenir ne rattachaient à ce pays. Le duché de Modène représentait le régime absolu, caractérisé par les supplices des patriotes, par les monopoles et l'horreur de toute espèce de progrès.

La Toscane, plus heureuse, vivait dans un accord paisible sous un gouvernement patriarcal par tradition, et qui n'eut point, pendant longtemps, de révolutions à combattre. Les beaux-arts et le climat y attiraient les étrangers ; les étudiants affluaient à Pise, dont l'université comptait tant de maîtres habiles. Les mines de l'île d'Elbe, l'excellent acide boracique qui se tire des Lagunes, les chemins de fer et la liberté du commerce, faisaient la richesse de ce pays, qui voyait s'accroître sa population grâce au desséchement des maremmes, entreprise mieux conçue toutefois qu'exécutée. Mais nul esprit d'initiative n'animait le gouvernement, dont la douceur n'était que négligence, comme le repos du pays n'était que sommeil. Aux deux bouts de la Péninsule deux jeunes monarques semblaient vouloir le bien, sans trop savoir le chemin pour y arriver. Nous parlerons plus loin de Charles-Albert, au moment où il sembla tout prêt de réaliser les vœux de l'Italie. Quant à Naples, trois révolutions lui avaient coûté beaucoup d'or et de sang, et elles avaient laissé après elles bien des plaies et bien des ressentiments. Arrivé au trône sans avoir rien à venger, Ferdinand II n'épargna pas les promesses, et en réalisa quelques-unes. Ce que les Français avaient laissé de bon après eux fut en partie conservé, leurs codes entre autres, qui furent modifiés selon les besoins du pays. Les titres de noblesse perdirent beaucoup de leur prestige dans un temps où tant de choses plus solides s'en sont allées en poussière. Les ordres religieux furent réduits au tiers de ce qu'ils étaient avant la Révolution. Le clergé, en rapport avec les besoins, perdit cet esprit d'hostilité à l'égard de Rome, qui dans le siècle dernier l'avait inféodé au pouvoir civil. La marine marchande et l'armée ont pris des accroissements considérables ; mais la pêche du corail, si importante naguère qu'il fallut publier à son usage le *code Coralin*, tomba en décadence. Les soufres, qui sont l'or de la Sicile, furent l'occasion, en 1836,

d'un démêlé avec l'Angleterre, qui faillit amener la guerre : le gouvernement napolitain prétendait conserver ses priviléges, tout en respectant les contrats existants. Cet incident fit comprendre la nécessité d'augmenter la marine militaire et de protéger la capitale, trop exposée aux agressions du dehors.

Chez ce peuple, qui s'achemine aussi vers les innovations, le pittoresque du costume s'en va comme le reste ; c'est à peine si le voyageur curieux y trouve encore ces lazzaronis nus et ces bandits qui abondent dans tous les voyages romantiques. Le peuple, s'il est toujours bruyant, est moins insubordonné ; il y est resté joyeux, quoique moins dissolu. L'instruction et le travail corrigeront à la longue ses autres défauts. Le gouvernement et les commissions provinciales se sont efforcés de doter l'agriculture de nouvelles méthodes et de nouveaux produits, de l'affranchir des servitudes territoriales, de rem dier à la plaie des fidéicommis, de la mainmorte et des biens communaux. Où ne pourrait point arriver, s'il le voulait bien, un pays de six millions d'habitants, et qui peut payer cent millions d'impôts?

Mais il y a toujours la grande plaie d'un gouvernement qui associe sur la même tête la souveraineté temporelle et l'empire des consciences. Les haines que fait naître une administration vicieuse retombent sur le pontife, et la politique suscite à l'organisation catholique de nombreux ennemis, quoique l'Italie lui doive ce privilége de suprématie unique qu'elle a conservée dans les temps modernes. Ce qu'elle a à craindre, ce sont moins les excès du fanatisme ou les abus de la science, que le dissolvant de la paresse et de la volupté, et ce lâche découragement qui arrête tous les essais, ou cette résignation volontaire à des maux auxquels on n'a pas le courage de chercher les vrais remèdes.

Au nombre de ces remèdes, il faut compter assurément ceux de l'ordre matériel, tels que l'accroissement de la richesse publique et sa meilleure répartition. L'Italie compte vingt-quatre millions d'habitants, tous catholiques, parlant à peu de choses près la même langue, quoique fractionnée en quinze États, dont sept sont soumis à des princes étrangers. Elle possède d'excellentes lignes en fait de topographie militaire, des for-

teresses inexpugnables, de bons ports, des canaux et des fleuves qui ne gèlent jamais; les fers de l'île d'Elbe, les cuivres d'Agordo et de la Toscane, les chanvres du Pô inférieur, les forêts des Alpes et de l'Apennin, fourniraient tout ce qu'il faut pour donner une excellente marine à ce pays, qui est assis sur deux mers, en vue de la France, de l'Algérie et de la Grèce.

Cependant sa marine est insuffisante, bien que Naples et les États sardes aient fait de notables progrès pour porter directement sur les marchés lointains les huiles, les soies et les fruits de la Péninsule. L'esprit militaire manque aux troupes, comme l'esprit d'entreprise au négoce. L'instruction peu répandue y est superficielle, si bien qu'à quinze ans les jeunes gens savent tout; mais à quarante-cinq ans ils en sont au même point qu'à quinze. Les idées pratiques, manquant de publicité, ont peine à faire leur chemin; les forces ne tendent point à l'association; point d'assistance mutuelle, nul sentiment de la légalité; nul respect pour le travail; nulle tolérance pour l'opinion d'autrui; point de dignité ni dans les actes, ni dans les discours; point d'union entre les intelligences; chacun ne trouve que la désaffection, si ce n'est même la persécution, sur le coin de terre qu'il appelle sa patrie.

L'uniformité manque dans les lois civiles et pénales, comme l'unité dans les poids, les mesures, les monnaies; l'égalité n'existe pas non plus dans les droits de douane; tant de frontières assurent l'impunité à la contrebande en même temps qu'elles multiplient les entraves et les dépenses de perception. La Lombardie voit croître sa richesse agricole et sa population, tandis qu'elle diminue dans les contrées du midi, qui pourraient offrir tant de ressources de colonisation, et des refuges à tant de familles de l'Italie supérieure et de la Suisse qui émigrent vers les régions transatlantiques. Aujourd'hui que la Méditerranée reprend son antique importance, c'est le moment pour l'Italie de se mettre en mesure, et de ne point se laisser ravir par d'autres le bénéfice de ces nouvelles communications qui seraient pour son activité un champ si favorable, et où elle trouverait ces pacifiques conquêtes auxquelles l'insouciance et la paresse seules ne sauraient prétendre.

PÉNINSULE IBÉRIQUE.

La France de 1830 n'était pas sans se douter que la Sainte-Alliance, dissimulant par nécessité, n'en gardait pas moins rancune à son humeur turbulente, si fatale au repos de l'Europe; qu'elle guettait l'occasion d'y rétablir sinon l'absolutisme, au moins ce vieux système bourbonnien, qui ne donne ni inquiétude aux rois, ni espérance aux peuples. Il était donc de son intérêt de faire que, dans le midi de l'Europe, les constitutions prissent racine de façon à balancer le système monarchique pur du nord. Nous verrons plus loin comment la constitution hellénique se consolida. L'Italie, sitôt qu'eut disparu le drapeau tricolore qui avait flotté un instant sur Ancône, retomba sous le protectorat de l'Autriche, qui, bien résolue à repousser toute innovation, veillait, du haut de ses forteresses lombardes, sur le reste de l'Italie, sans réussir pourtant à enrayer ces espérances que nous verrons éclater bientôt, et toucher presque au succès.

En Portugal le roi avait repris le pouvoir absolu, et choisi pour ministre le marquis de Palmella. Don Miguel son fils, resté le chef des absolutistes fougueux et ennemi juré des francs-maçons, comme on appelait les libéraux, excita les soldats de la Foi à finir l'œuvre commencée. Il fit arrêter beaucoup de gens (avril 1824) sous prétexte d'une conjuration, entre autres Palmella, et voulut, on le croit, forcer son père à abdiquer. Le roi, avec l'aide de la diplomatie, reprit le pouvoir, pardonna à don Miguel son usurpation, et l'envoya à Vienne pour y apprendre à abhorrer les constitutions, en attendant le moment opportun. Il donna cependant une amnistie et quelques institutions. Les factions, au milieu de tout cela, s'agitaient avec fureur; l'Angleterre était jalouse de la France, et elle réussit à décider le roi à reconnaître l'indépendance du Brésil.

On ne voulut pas même prévoir le cas où les deux couronnes viendraient à se réunir sur la même tête. En effet, Jean VI

mourut (19 mars 1826), et la question fut de savoir qui lui succéderait. Don Pedro, son fils aîné, possédait dans le Brésil, un empire indépendant; ce qui n'empêcha point son père de le reconnaître aussi pour héritier du Portugal. Il s'en déclara roi aussitôt, et y envoya une constitution ayant pour bases une monarchie héréditaire, avec une chambre des pairs dont les membres sont désignés par le roi, d'après certaines conditions; et une chambre des députés nommés par des électeurs provinciaux, nommés eux-mêmes par des électeurs de paroisses jouissant d'un revenu de six cents francs. Cette constitution ressemblait donc à la charte française, sauf que l'élection y était à deux degrés, et basée sur le suffrage universel, à peu de chose près. Homme de cœur et ambitieux de gloire, don Pedro suivait en cela les idées du libéralisme; mais il foulait aux pieds les vieilles franchises nationales, ce qui amena le trouble et la confusion dans le pays. Craignant l'influence du parti absolutiste, il déclara qu'aussitôt le serment à la charte prêté, il abdiquerait en faveur de sa fille dona Maria da Gloria, que son intention était de marier à don Miguel.

La constitution fut jurée; mais beaucoup de gens se réfugièrent sur le territoire espagnol, et, appuyés par Ferdinand VII, ils la repoussèrent comme opposée aux institutions nationales. Le comte d'Amarante se mit à la tête de ceux qui se levèrent en armes; les uns proclamèrent don Miguel, les autres divers princes, jusqu'à Ferdinand VII lui-même; et le sang coula, malgré l'intervention des cours étrangères. Don Miguel, sur l'invitation de son frère, arriva de Vienne, et jura la charte (novembre 1827); mais il seconda sous main les absolutistes et s'appuya sur la multitude. A peine les troupes anglaises furent-elles parties, à peine eut-il reçu le montant d'un emprunt négocié en Angleterre, qu'il abrogea la constitution et la loi électorale, pour réunir les anciennes cortès des trois états du royaume. La question de succession y fut soulevée; on y déclara don Pedro étranger, et don Miguel s'empara du pouvoir absolu (juillet 1828). Cependant une partie de l'armée refusa de servir l'usurpation; les constitutionnels proclamèrent dona Maria, et mirent Palmella à la tête de la régence; la guerre civile éclata,

les constitutionnels furent dispersés, et réduits à s'enfuir; les supplices furent le prix de la fidélité; et l'Angleterre chercha vainement à arranger les choses, en faisant épouser à don Miguel sa nièce dona Maria.

La révolution de 1830 n'ôta pas l'influence aux absolutistes; et les patriotes, qui avaient espéré obtenir des secours du dehors, reconnurent qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes. Une révolution s'était accomplie au Brésil, et don Pedro revenait en Europe, après avoir abdiqué en faveur de son fils. Accueilli en roi par l'Angleterre et la France, il rassembla les émigrés portugais, à la tête desquels se mit Saldanha. L'*armée libératrice*, partie des Açores, arriva à Porto; mais elle fut repoussée par le peuple. Ce fut une guerre acharnée, que les passions rivales, la famine, les persécutions, rendirent misérablement désastreuse. Don Miguel, don Pedro, se virent réduits à lutter par l'épée des étrangers : le premier employa celle du Français Bourmont, l'autre celle de l'Anglais Napier. Palmella réussit à négocier un emprunt en Angleterre, procura à son parti des vaisseaux et des munitions, et décida enfin le triomphe de dona Maria. La mort de don Pedro (4 septembre 1834), qui survint peu de temps après, donna le pouvoir à cette reine de seize ans, dans un pays épuisé et peu tranquille encore. Elle accorda sa confiance à Palmella. Au milieu des graves embarras causés par l'état des finances, les cabales firent une guerre incessante aux ministres; enfin un soulèvement (1835) éclata, et l'on demanda leur renvoi, avec la constitution de 1822. Les cortès en rédigèrent une nouvelle qui amena une guerre civile entre les constitutionnels et les chartistes, ce qui ruina les finances et conduisit à la banqueroute. Le trône de dona Maria se maintint pourtant à travers tant de vicissitudes, et les constitutionnels modérés eurent le dessus jusqu'en 1847, où une nouvelle insurrection éclata à l'improviste et menaça le gouvernement. On l'accusait d'avoir violé la constitution, et la guerre civile força ce malheureux pays à subir encore l'intervention étrangère.

En vertu d'anciens priviléges concédés par la maison de Bragance, au temps de ses révoltes contre l'Espagne; en reconnaissance aussi des secours qu'ils lui accordèrent depuis, les Anglais

ont obtenu, pour leur commerce en Portugal, des avantages que n'y ont pas les nationaux. La compagnie anglaise, qui a le monopole des vins de Porto, dissoute par don Pedro, a été rétablie depuis, grâce à l'extrême besoin que l'on avait de se procurer des subsides par anticipation. Les dettes contractées et la nécessité de s'assurer une protection lient ce pays à l'Angleterre, qui y donne et y reprend la couronne à son gré. Il sera bien difficile au Portugal de conserver Goa, et plus encore Macao. Cette île, pendant la dernière guerre contre la Chine, fut occupée par les Anglais, qui s'arrogent tous les priviléges de navigation dans les comptoirs portugais de l'Afrique orientale. Ils se montrent peu disposés à restituer Ceylan, et à permettre que « le Tage verse ses eaux dans l'Océan sans leur permission. »

Quoi qu'il en soit, ce petit pays, qui a été riche de tant de gloire et comblé de tant de ressources, reprendra de l'importance, s'il s'y forme une opinion publique; si le peuple apprend à connaître ses intérêts politiques, et s'habitue à l'agriculture et à l'industrie; si les majorats cessent de rendre les propriétés inaliénables, même les petites; si le souverain accepte sincèrement la constitution, et s'applique à la développer au lieu de l'entraver; si la représentation nationale, prenant plus de dignité, vote, non dans des intérêts de faction, mais dans l'intérêt public; si les Portugais enfin apprennent à subsister par eux-mêmes, sans qu'une autre nation vienne cultiver et commercer pour eux.

En Espagne, Ferdinand VII, redevenu absolu, forcé de céder aux conseils de la France, avait accordé une amnistie; mais trop d'exceptions l'avaient rendue dérisoire. Détestant les libéraux encore plus que le libéralisme, il avait produit une telle irritation, qu'il s'était trouvé forcé de demander, pour sa sûreté, que l'occupation fût prolongée, ce qui enraya la fougue des absolutistes. Le désordre était partout : les impôts n'étaient pas payés; des bandes armées se montraient de tous côtés, et les cours alliées renversaient les ministres selon leur caprice. La terreur peut bien réduire au silence un peuple faible qu'une grande puissance tient sous ses baïonnettes; mais un gouvernement indigène aurait-il réussi à maintenir la tranquillité dans un pays où les

agitations sont chroniques, où l'usage des armes est général, si la population ne fût pas restée étrangère à ces mécontentements des hautes classes? En effet, la révolution est partie, en Espagne, de la noblesse et de la bourgeoisie aisée; l'absolutisme y était, comme une démocratie royaliste et religieuse, en insurrection contre les constitutions de France et d'Angleterre. *Vive le roi absolu!* fut souvent le cri du peuple; et Ferdinand dut protester très-haut contre l'intention qu'on lui prêtait de poser des limites à l'autorité royale. Les absolutistes, mélange de monarchiques, de théocratiques, de chefs de la multitude qui s'intitulaient apostoliques, trouvaient que Ferdinand n'opérait pas avec assez de résolution; et ils mettaient leurs espérances dans l'infant don Carlos, son frère. On put voir, à la révolution de 1830, combien les idées révolutionnaires étaient peu répandues au delà des Pyrénées. On eût dit qu'un trône qui n'avait plus pour soutien les Bourbons de France allait écrouler. Cependant le libéralisme trouva si peu d'échos, que l'invasion de Mina échoua du premier coup, et que ce général, qui s'était vu deux fois porté en triomphe comme un libérateur, ne trouva pas une cabane pour s'y réfugier, alors qu'il était traqué comme une bête fauve.

Mais tous ceux qu'un gouvernement absurde avait fini par s'aliéner se réunirent aux libéraux. Les apostoliques, à force d'accuser Ferdinand de trahir la monarchie et la religion, finirent par le dégoûter lui-même; et il s'aperçut qu'un roi doit être quelque chose de plus que l'homme d'un parti. Ses trois mariages ayant été stériles, il voulut essayer d'un quatrième, et épousa Marie-Christine de Sicile. Les réjouissances, les fêtes qui accueillirent une jeune reine pleine de vivacité, changèrent l'aspect de ce pays, que tant de misères avaient assombri. Les royalistes fougueux prirent en aversion Christine, qui, se voyant entourée d'ennemis puissants, s'appuya sur le parti constitutionnel. En effet, le libéralisme reprit faveur partout; Ferdinand lui-même retrouva de la gaieté, surtout lorsqu'il se vit père d'une princesse; et il porta la condescendance pour sa femme (31 mai 1830) jusqu'à promulguer la loi des cortès de 1789, qui avait aboli la loi salique, et rendu aux femmes, con-

formément à l'ancienne coutume, le droit de succéder au trône[1]. Étrange abus du despotisme, qui fait et défait tant de fois, dans un siècle, une loi aussi importante que celle qui règle l'hérédité royale!

D'après la constitution de 1812, le trône était également dévolu aux aînés, mâles ou femelles. Quoi qu'il en soit, si la constitution subsistait, la loi salique était abolie; sinon, le roi absolu pouvait, à son gré, changer cette loi. Don Carlos se trouvait, de cette façon, écarté du trône. La France et Naples réclamèrent, au nom des droits éventuels que leurs princes avaient à cette couronne. Les apostoliques, qui avaient compté sur l'avénement de l'infant, se récrièrent et s'agitèrent. Calo-

[1] Philippe V avait fait modifier, par les cortès de 1713, l'ordre de succession au trône de Castille, en ce sens que les femmes ne succéderaient qu'après l'extinction des lignes masculines, le droit de représentation étant conservé dans ces dernières. C'est donc à tort que cet acte de Philippe V a été confondu assez généralement avec la loi salique, qui exclut complétement les femmes du trône; loi qui est encore en vigueur en France, dans les anciens électorats allemands, dans les pays où la succession dérive de droits féodaux ou de pactes héréditaires, comme dans les maisons de Saxe, de Hesse, de Brandebourg (moins la Prusse toutefois). Dans la succession en *ligne cognatique pure*, les deux sexes jouissent d'un égal droit, sauf pourtant qu'à un même degré les frères sont préférés aux sœurs, se réglant, du reste, sur le droit de représentation tel qu'il existe dans le droit romain; de sorte que la fille d'un mâle est préférée à l'oncle, s'il est cadet de son père. C'est ce qui a lieu en Angleterre, en Portugal, comme jadis en Castille, en Aragon, en Navarre, qui, pour cette raison, changèrent plusieurs fois de dynastie. Philippe V, en modifiant l'ancien ordre de succession, voulut empêcher que le royaume ne passât dans des mains étrangères; et il introduisit, non pas la loi salique, comme on l'a beaucoup répété, mais la *succession cognatique mixte*, qui n'admet le droit des femmes que lorsqu'il n'y a plus, dans une ligne, de mâle issu de mâle. Ce fut cette loi de Philippe V que Ferdinand VII abolit par sa pragmatique du 29 mars 1830, pour assurer la couronne à sa fille Isabelle, au détriment de son frère don Carlos. Du reste, il ne faisait que rétablir l'ancien droit de succession, et le conformer à ce que les cortès de 1789 avaient réclamé de Charles IV.

marde et Alcudia furent renvoyés du ministère; leurs partisans furent destitués. Les espérances des progressistes se portèrent de plus en plus sur Christine, nommée régente, et les diverses nuances libérales se confondirent sous le nom de *christinos*. Le ministère qui se forma alors sous Zéa-Bermudès s'attacha à réparer les maux causés par le précédent : il amena le roi à quelques concessions, et fit prêter aux cortès le serment de fidélité à la reine Isabelle (juin 1833). Il rouvrit les universités, que Calomarde avait fait fermer; l'amnistie, en même temps qu'elle était une réaction contre l'absolutisme passé, tira de l'exil ou des prisons beaucoup d'hommes distingués et de riches propriétaires, disposés à soutenir la régente contre don Carlos. Ce prince protestait, retiré en Portugal, sous le patronage de don Miguel. C'est ainsi que Ferdinand emporta au tombeau la certitude de laisser son royaume en proie à la guerre civile, qui ne tarda guère à éclater.

Marie-Christine prit alors le gouvernement (3 octobre 1833); et Zéa-Bermudès, à qui le portefeuille fut conservé, fit paraître en son nom une proclamation célèbre. Les nouveaux actes, vus de mauvais œil par les apostoliques, étaient d'autant mieux reçus des libéraux. Entre eux toutefois il y avait un parti moyen, qui, ennemi de la tyrannie, mais aussi de la révolution, se composait de gens d'affaires influents, et désireux de réaliser des bénéfices. Puis on avait en face le peuple, fidèle à la religion et à la monarchie, à qui il fallait faire entendre que ni l'une ni l'autre n'étaient compromises par les mesures nouvelles, et que le gouvernement ne livrait pas l'Espagne aux périls de l'esprit d'innovation. Pour cela, Zéa-Bermudès annonçait, au nom de la régente, l'intention de maintenir le système de Ferdinand, et de pratiquer un *despotisme éclairé*. En faisant ce sacrifice aux idées monarchiques du pays, il détacha certains partisans de don Carlos, jeta de l'indécision parmi les autres, et rassura le peuple, détrompé de ces constitutions tant de fois tombées, remises au jour et changées. Mais, comme il arrive d'ordinaire au premier ministère d'un nouveau gouvernement, Zéa-Bermudès ne put contenter personne. Martinez de la Rosa, qui lui succéda, tailla, sur le patron anglais, un statut

royal, avec une chambre des pairs, moitié héréditaire, moitié viagère. Cette constitution, qui ne dérivait ni du droit ni des antiques coutumes, répugna aux franchises du pays, et fut mal accueillie. Ce fut alors que commença l'insurrection carliste; il fallut armer le peuple, il fallut lui complaire, en donnant une constitution au moment où le choléra exerçait ses ravages. On opposa Mina aux carlistes de Zumalacarregui; à sa mort, Espartero, qui avait fait la guerre en Amérique (1836), devint le héros des christinos. Il réorganisa l'armée, et finit, après six ans de vicissitudes et de petits combats, par repousser sur le territoire français Cabrera, chef des insurgés du centre, ainsi que don Carlos (juin 1840), qui resta prisonnier en France jusqu'au moment où il renonça à ses prétentions en faveur de son fils (1845). Les provinces basques avaient prospéré dans l'indépendance, et trouvaient honteuses ces révolutions de palais; elles opposèrent donc une résistance énergique, préférant leurs anciens priviléges aux avantages chimériques d'un système unitaire. Forcées de mettre bas les armes, elles ne furent pourtant pas vaincues, attendu qu'elles conservèrent leurs *fueros*, c'est-à-dire l'indépendance municipale, le droit de fixer leur impôt elles-mêmes et d'administrer leurs biens, de n'avoir garnison que dans les forteresses, d'être affranchies du recrutement, de jouir de la liberté du commerce, et de n'obéir aux actes du pouvoir exécutif et législatif qu'autant qu'elles les approuveraient.

Christine, débarrassée de ses ennemis, se trouva bientôt aux prises avec ses amis : le plus puissant, Espartero, se trouvant en face d'un gouvernement faible, devint le véritable maître. Elle se décida à abdiquer, et passa en Italie, puis en France. L'agitation continua après elle : apostoliques, constitutionnels, royalistes, se montrèrent également conspirateurs et anarchiques. Le peuple soupirait après l'absolutisme ne comprenant la liberté que sous la forme de priviléges historiques. Les libéraux, classe aisée, instruite, voulaient transplanter dans le pays des systèmes étrangers; aucun esprit public n'y mûrissait à côté des idées de provinces et de priviléges. On obéissait par force à quiconque disposait de l'armée Mais le vain-

queur d'aujourd'hui sera à coup sûr renversé demain, sans qu'on puisse dire par qui. Cette fière nation espagnole a trop longtemps vécu sans émulation; les classes nobles, surtout dépossédées par les princes de la maison d'Autriche, ont perdu le point d'honneur et l'ambition, pendant que le clergé s'abaissait à servir les passions royales; le commerce et tout ce qu'il y avait de forces dans le pays s'est éteint, faute de moyens de les exercer avec liberté. De là cette grande uniformité que nous présente l'histoire de l'Espagne, où depuis trois siècles le roi seul paraît agir; aussi est-ce à lui seul que la révolution devait s'attaquer. Il ne reste plus de véritable aristocratie dans le plus aristocratique de tous les pays, attendu que le despotisme d'une part, mais plus encore le sentiment catholique, puis les anciennes guerres soutenues en commun, les moines enfin, dont le nombre était si grand, y ont enraciné partout les idées d'égalité. Le procès ne put donc être décidé là par la guillotine, comme en France : il devait traîner en longueur, entre gens dont chaque homme comptait.

La centralisation répugne dans ce pays, façonné à la division des anciens royaumes; et, tandis qu'en France les mouvements procèdent de la capitale au reste du pays, en Espagne ils partent des provinces pour envelopper la capitale. Dans un pareil état de choses, les crimes et les délits abondent [1]; l'agriculture et le commerce sont nuls. Au fond, cependant, la nation est plus morale qu'on ne le croit en Europe; elle est arrivée à une liberté plus réelle et plus logique que les autres; les municipalités, très-anciennes et très-enracinées, ont en Espagne une force morale extrême; on n'y comprend guère ces libertés écrites uniquement dans une charte; et l'on y traite de tyrans ces libéraux qui dépouillent les gens de priviléges véritables, pour leur offrir en échange des droits fantastiques, qui n'ont rien à faire avec le caractère national. Les libéraux eux-mêmes

[1] En 1841, l'audience de Barcelone a eu à juger 3,681 procès criminels, dont 160 assassinats, 1 parricide, 24 suicides, 6 infanticides, 5 attentats contre la vie, 33 meurtres involontaires, 318 blessures graves, 49 incendies, 404 vols, et 315 cas de contrebande.

sont divisés en exaltés et en modérés : les premiers, sous les divers noms de communeros, de carbonari, de jeune Espagne, de centre universel, de Sainte-Hermandad, se recrutent dans les sociétés secrètes sorties de la franc-maçonnerie de l'empire, et s'appuient sur l'Angleterre ; les autres, amis de la France, sont des nobles, des riches, des gens d'affaires, qui s'appuient sur la couronne.

Il n'est donné qu'à l'épée d'imposer un maître à un pays désuni à ce point : Espartero, avec la sienne, semblait devoir suspendre au moins la discorde. Tous ceux qui depuis Napoléon avaient gardé le culte de la force, attendaient de lui, à défaut d'autre résultat, la tranquillité, ce premier besoin du pays. Mais ce général, inconcevable mélange de férocité et d'indécision, vint à bout de Barcelone soulevée en la bombardant ; puis il n'osa, peu de temps après, employer la force contre une autre insurrection ; il s'enfuit en Angleterre, insulté, pour sa couardise, de ceux qui avaient maudit sa rigueur. Alors Isabelle fut déclarée majeure (1844) ; Christine fut rappelée, avec Martinez de la Rosa et les modérés ; mais la tranquillité ne revint pas. Le mariage de la reine devint une affaire d'État, dont toutes les puissances se mêlèrent ; et ce perpétuel va-et-vient de ministères et de partis atteste bien qu'aucun d'entre eux n'avait son point d'appui dans le peuple.

La seule unité du pays, l'unité catholique, cette force de la monarchie espagnole, a reçu une forte atteinte de la confiscation des biens du clergé, de l'abolition du tribunal de la nonciature, et du droit de nommer aux évêchés, réservé à Rome. Ces mesures, destinées à pourvoir, d'un autre côté, à la dette publique, ont produit de grands changements dans les propriétés et les intérêts locaux : telle est la richesse du sol, qu'il suffirait de peu d'années de tranquillité pour ramener une situation prospère. De bonnes lois sur les mines ont déjà produit des résultats avantageux à l'industrie du fer ; et l'on ne retire pas moins de 60,000 kilogrammes d'or, par an, des mines de Grenade et de Murcie. Gibraltar, il est vrai, est un entrepôt de produits anglais, destinés à être introduits en Espagne par contrebande ; le cours des fleuves aussi est interrompu par la

douane du Portugal, dont ils traversent le territoire pour se rendre à la mer; mais on pourra y remédier en modifiant le système de prohibition, dont aucun pays n'a eu plus à souffrir que l'Espagne. Si le mouvement d'absorption des petites nationalités dans les grandes se poursuit, la Péninsule, réunie en un seul corps, retrouvera la prépondérance qu'elle a eue jadis parmi les nations européennes.

L'Espagne n'a pas trouvé, après la perte de ses colonies, les avantages que l'Angleterre a recueillis après l'affranchissement des siennes. Trop faible et trop malheureuse alors pour conclure des traités de commerce à son profit, elle n'a pas même obtenu plus tard quelques indemnités pour les propriétés confisquées de ses sujets, ni pour les domaines de la couronne; elle n'a pu davantage mettre à la charge de l'Amérique émancipée une partie de la dette qui l'écrase.

Il lui reste pourtant assez de possessions pour figurer encore parmi les puissances coloniales. Cuba est l'île que la nature a le plus richement dotée; et la Havane, qui domine la double entrée du golfe, est l'un des meilleurs ports du nouveau monde. Depuis que le gouvernement a renoncé au monopole de son excellent tabac, la culture s'en est considérablement accrue. Indépendamment du coton et des rayons de miel, on exporte de la Havane autant de sucre et de café que de toutes les Antilles anglaises et de l'île Maurice. Porto-Ricco, qui, en 1808, manquait de sucre pour sa consommation, est arrivé à en produire plus d'un million de quintaux. Mais l'Angleterre, qui connaît l'importance de ces positions, travaille à rattacher les habitants à ses propres intérêts; et si une guerre survenait, l'Espagne pourrait-elle les défendre? Le pourrait-elle contre les États-Unis?

Les Philippines offrent aussi en Asie un beau champ à l'activité espagnole, situées, comme elles le sont, de la manière la plus favorable au grand commerce. Manille, assise au fond d'une vaste baie où se jettent les grands fleuves qui la mettent en communication avec toute l'île de Luçon, fut comme oubliée par les Espagnols, après sa fondation: c'était l'époque de leurs guerres avec les Pays-Bas et l'Angleterre; mais quelques colons

restés là, soutenus par l'énergie de don Juan d'Autriche et par les missionnaires, finirent par donner l'essor à sa prospérité. L'industrie et le commerce y ont pénétré aussi avec les Chinois; mais ces hôtes turbulents ont besoin d'être sévèrement contenus. Les établissements européens, les sociétés commerciales s'y sont multipliés depuis, grâce aux émigrations, à tel point que la population espagnole y a doublé depuis le commencement du siècle. Mais ce sont là aussi des possessions précaires; la marine espagnole ne suffirait pas pour les protéger[1] contre les Anglais, ni même contre la piraterie des Illanos.

SUÈDE ET DANEMARK.

De tous les soldats de la Révolution devenus souverains, Bernadotte seul a su conserver le trône et fonder une dynastie. Volontaire dans le régiment de Royal-Marine, il était sergent-major lorsque arriva la Révolution qui devait faire de lui un prince, puis le porter enfin sur les marches du trône de Suède. Vieux soldat républicain, il sut conserver sa personnalité intacte, quand tant d'autres étaient absorbés dans celle de Napoléon : ce fut par là qu'il attira sur lui les regards d'un peuple qui cherchait un roi parmi les satellites de cet astre resplendissant. Alors il comprit que son devoir était de préférer les intérêts de la Suède à tous autres; et, comme elle n'avait point de raisons pour détester les Anglais et ne pouvait vivre sans commerce, il refusa de se prêter au blocus continental. De là les dissentiments qui firent à Napoléon un dangereux ennemi de son an-

[1] En 1764, l'Espagne comptait cent soixante-dix-huit bâtiments de guerre, savoir : soixante-sept vaisseaux de ligne, quarante-sept frégates, soixante-quatre bâtiments plus petits. Elle n'avait plus, en 1846, que trois vaisseaux de haut bord, six frégates, cinq corvettes, sept bricks de vingt, et quelques bâtiments moindres encore.

cien général. Les uns veulent que Bernadotte lui-même ait irrité la haine des rois contre le maître de la France; d'autres, qu'il ait ambitionné le rôle de médiateur entre eux et Napoléon; ceux-ci, qu'il ait songé à lui succéder; ceux-là, qu'il se soit entendu avec les vieux jacobins pour rétablir la république française. Tout cela s'est dit, et plus encore. Le fait est qu'il fut maintenu par le congrès de Vienne.

La Poméranie devait être cédée au Danemark, aux termes du traité de Kiel, en échange de la Norwége; mais cette puissance ayant manqué à ses engagements en 1814, la Suède occupa la Norwége à main armée, et, le fait une fois accompli, elle le fit accepter sans indemnité; puis, n'espérant guère conserver la Poméranie et l'île de Rugen en cas de guerre, elle les vendit à la Prusse pour 5 millions.

Deux royaumes de constitutions différentes se trouvèrent ainsi réunis. Une assemblée constituante, en 1814, rédigea dans quatre jours la constitution norwégienne, que le congrès de Vienne approuva sans beaucoup d'attention. Elle ressemble fort à celle des États-Unis : c'est une démocratie sous un roi, selon l'antique esprit d'un pays où la féodalité n'a jamais pris pied, où le paysan a toujours été libre, et où la propriété est très-divisée. Tout Norwégien âgé de vingt-cinq ans, propriétaire, usufruitier ou fermier à vie d'un fief, tout habitant d'une ville est électeur; à trente ans il devient éligible, pourvu qu'il ne tienne ni à la cour ni à quelque ministère; qu'il n'ait ni pension, ni emploi subalterne dans une maison de commerce. Le vote est public; le parlement (*storthing*) triennal se convoque lui-même, et une loi adoptée dans trois législatures n'a point besoin de la sanction royale. Ce fut ainsi que passa l'abolition de la noblesse héréditaire. Il n'y a point de profession honorable qui ne soit représentée dans le parlement; aussi y voit-on des gens de toute condition. Le président et le vice-président sont renouvelés tous les huit jours, et au commencement de la session un quart du *storthing* est choisi pour former la chambre haute (*lagthing*), qui délibère sur les propositions de la chambre des communes (*odelsthing*), et juge les ministres accusés par elle. Ceux-ci n'assistent point aux discussions. Non-seulement la presse

est libre, mais le gouvernement favorise les journaux en les exemptant du droit de poste. La peine de mort est inconnue en Norwége. L'émancipation des catholiques a été décrétée en juin 1845, tandis qu'en Suisse on fait encore le procès à ceux qui abandonnent l'Église luthérienne. Toutes les cérémonies qui existaient avant le luthéranisme ont été conservées. Ainsi ce pays goûte tous les fruits des mœurs simples de la liberté.

La féodalité pénétra en Suède vers l'an 840, lorsque Brandtassund distribua à ses sujets le sol déboisé pour le cultiver, sous l'obligation du service militaire ou d'un tribut équivalent. La couronne aliéna plus tard sa propre souveraineté, et transmit à des seigneurs tous les droits qu'elle avait sur le sol; mais comme il n'existait ni loi de substitution, ni droit de primogéniture, ce n'était point, à vrai dire, une aristocratie. Éric, fils de Gustave Wasa, créa le premier des titres de noblesse, dont le nombre s'accrut dans les guerres qui se succédèrent depuis : mais on ne trouva là que des officiers nobles, dépendants de la couronne, et qui ne formaient point un corps; tandis que le clergé, propriétaire d'immenses domaines inaliénables, jouissait d'une grande puissance. La bourgeoisie était sans force dans un pays pauvre et sans industrie; les paysans formaient la masse de la population : libres, ils fournissaient des troupes au roi, mais non aux feudataires; et, toujours armés pour la chasse, ils ne furent jamais asservis. La couronne, élective, se conférait sous des restrictions de plus en plus sévères. Dès le treizième siècle, un sénat souverain, nommé par le roi, mais que les états généraux pouvaient déposer, discutait les affaires du gouvernement.

La constitution donnée sous le ministère d'Oxenstiern fut abolie par Gustave III; et lorsque Gustave IV fut déposé par le duc de Sudermanie (juin 1809)[1], les états s'assemblèrent pour rédiger à la hâte une nouvelle charte. Comme on ne visait qu'à restreindre l'autorité royale, chaque député y apporta quelque article qui fut adopté après discussion, sans qu'on s'inquiétât de rien coordonner; aussi cette charte, qui ressemble en partie

[1] Voy. t. II, p. 2.

à l'œuvre d'Oxenstiern, pèche-t-elle par la confusion. Les états généraux sont composés de quatre chambres, la noblesse, le clergé, les bourgeois, et les paysans. L'ordre du clergé, dont le roi est le chef visible, se compose de l'archevêque d'Upsal, de onze évêques, et des députés élus par les ecclésiastiques de chaque diocèse. Le luthéranisme n'a guère modifié un peuple qui n'y était pas préparé; le clergé y est très-riche, et le culte très-pompeux. La secte des illuminés de Swedenborg a trouvé dans ce pays de nombreux adeptes. Deux mille quatre cents familles environ ont été anoblies par le roi et inscrites dans le livre d'or; ce nombre est demeuré invariable. Le chef de chacune de ces maisons, méritant ou non, est membre effectif de l'État. Les terres nobles sont exemptes d'impôt. La bourgeoisie est représentée par les élus des quatre-vingt-cinq villes, qui comptent plus de 280,000 habitants; les représentants des paysans sont élus par district, et doivent être propriétaires; point de représentation pour les non-propriétaires, qu'ils soient savants, chefs de manufactures, jurisconsultes. L'ordre des paysans compte 2,600,000 âmes, possédant les deux tiers du territoire. Les états se réunissent tous les cinq ans pour arrêter les comptes et voter l'impôt; le vote a lieu par ordre séparément, ce qui peut rendre nul le dernier, attendu que si les trois premiers adoptent, le véto du quatrième est sans valeur. L'unanimité n'est exigée que pour les lois fondamentales; et il faut que la proposition se discute sur-le-champ; mais elle n'est votée que dans la session suivante, c'est-à-dire cinq ans après, ce qui rend les délibérations très-difficiles. Le roi gouverne selon les formes établies, avec un conseil d'État de neuf membres nommés par lui, ainsi que tous les fonctionnaires; s'il s'absente pendant une année, le trône est déclaré vacant.

Les états généraux nomment un procureur général de la justice, pour veiller à la stricte observation des lois, ainsi qu'un comité de constitution, qui peut se faire communiquer les procès-verbaux du conseil d'État, et, le cas échéant, mettre les ministres en accusation. La presse est libre; cependant le chancelier peut non-seulement réprimer, mais même supprimer les journaux. Le jury n'existe que pour les délits de presse.

Le tribunal de l'opinion (*opinions namud*) est une institution toute particulière à la Suède; c'est une sorte d'ostracisme qui peut renverser le pouvoir exécutif. La législation a conservé beaucoup de vieilles coutumes, et le code ordonné par le roi en 1833 n'a pas été promulgué.

L'inégalité, comme on le voit, est consacrée par la constitution. L'ordre le moins nombreux possède les emplois et la majorité des votes dans la diète; il dédaigne le commerce, qui périrait s'il n'était ravivé par les étrangers. Toutes les industries s'exercent par priviléges, sauf l'agriculture : source d'entrave et d'isolement. La vanité s'attache, en outre, à ces faveurs; et l'esprit de corps amoindrit le sentiment de la moralité personnelle.

Le système militaire est bon, et l'armée *indella* mérite d'être citée en particulier. Jadis les propriétaires étaient obligés de suivre le roi à la guerre, avec un nombre d'hommes proportionné à leurs possessions; l'*élection* et la noblesse furent conférées aux plus riches, qui servaient à cheval. Charles XI, voyant que les finances de l'État ne suffisaient pas à l'entretien d'une armée permanente, fit revenir à la couronne, par l'acte de *réduction* de 1680, un grand nombre de propriétés. On eut alors des régiments soldés (*vaerfvade*); une partie des biens furent assignés en guise de solde aux officiers et aux sous-officiers (*bostelle*). Les provinces n'en restèrent pas moins obligées de fournir un contingent de troupes qui, sauf les cas de besoin, vivent dans des cabanes séparément et cultivent un petit terrain, au lieu de paye: troupes essentiellement nationales, et qui ne s'amollissent point en temps de paix. Beaucoup d'officiers remplissent d'ailleurs des fonctions civiles.

Lors de la mort de Charles XIII, en 1818, Bernadotte eut à réprimer un soulèvement momentané en Norwége, et fut ensuite couronné dans les deux royaumes. Habile à passer d'une religion à l'autre, d'une politique à une autre, à sacrifier l'idée au fait, il soutint sa dignité en face de la Sainte-Alliance, qui ne lui épargnait pas ses conseils contre les libertés du pays. Durant sa longue vie, qui ne finit qu'au 8 mars 1844, il se consacra à la prospérité de sa patrie adoptive; il sut conserver la paix, malgré

les intrigues de la dynastie déchue, et avec la liberté de la presse; il opéra des merveilles économiques; et, en dépit des catastrophes répétées qui frappèrent le pays, il éteignit à peu de chose près la dette suédoise, et réduisit de moitié celle de la Norwége. La Suède a beaucoup amélioré son état agricole, et, au lieu d'importer des blés, comme jadis, elle en exporte aujourd'hui. De 1805 à 1828, la population s'est accrue de dix-huit pour cent; mais les pauvres y sont toujours nombreux.

La Suède est riche surtout en mines d'alun, de cobalt, d'étain; on travaille activement aux mines d'argent de Kongsberg, et le fer suédois est le meilleur de l'Europe. Sa marine est devenue excellente: ce qui devait être dans un pays dont les frontières touchent par les neuf-dixièmes à la mer, et qui produit les meilleurs bois de construction. On a ouvert entre les lacs, en 1832, les canaux de Trollhatta et de Gothie, qui font communiquer les deux mers, et abrégent le trajet entre la Russie, l'Angleterre et l'Amérique. En 1835, une grande route a été pratiquée à travers les Alpes norwégiennes. Une banque qui remonte à 1557, indépendante du roi, émet du papier monnaie, et prête à l'agriculture et au commerce au taux de trois pour cent. Les bateaux à vapeur se croisent de tous côtés, et il est question aujourd'hui de chemins de fer qui relieraient à Stockholm les principaux ports situés sur le Cattégat, le Sund, la Baltique et le golfe de Bothnie; ce qui affranchirait la Suède du péage du Sund, qui la rend tributaire du Danemark.

La noblesse cependant, investie par privilége de tous les emplois civils et militaires, s'appauvrit, pendant que la classe des négociants s'élève; et les immeubles, dont un tiers était encore il y a peu de temps dans ses mains, ont passé dans celles des bourgeois et des paysans, ou sont grevés d'hypothèques. Les dignités ecclésiastiques passent aussi à des roturiers, ce qui leur donne entrée dans un des quatre corps qui votent à la diète. Mais la prospérité n'existera que quand le clergé et les paysans auront changé de rôle, et lorsque, par la liberté du commerce, la Suède pourra subvenir à la disette de bois et de fer qui commence à se faire sentir en Europe.

Déjà l'exemple de la Norwége, et le mouvement imprimé aux esprits par tous les événements de ce siècle, se font sentir en Suède; aussi aspire-t-elle à améliorer ses institutions, à étendre à tous le droit électoral. Accorder un nombre égal d'électeurs aux quatre ordres, en former une seule chambre votant par tête et élisant les membres de la chambre haute, tel est le vœu général. Cependant deux peuples différents, réunis, comme bien d'autres, par le congrès de Vienne, s'accordent mal entre eux; et la route que Bernadotte a ouverte à grands frais à travers les Alpes scandinaves ne suffit pas pour joindre la Norwége à la Suède, quand la mer et la communauté de langue la rapprochent du Danemark.

Les traités de Vienne ont accablé le Danemark, ils ont amoindri son territoire. Il n'est pas riche, et une grande partie de la dette qu'il a contractée pour rester fidèle à la France pèse encore sur ce petit État. Sa marine marchande excelle non-seulement dans la pêche du Nord, mais elle fréquente aussi la Malaisie et les mers de la Chine, bien que la perte de la Norwége lui ait enlevé des matelots d'élite. Le Danemark a vendu dernièrement à la Grande-Bretagne ses possessions d'Afrique. L'Islande a acquis une telle importance, que l'on ne songe plus comme autrefois à délaisser ce volcan éteint, et à transporter dans le Jutland ses quelques centaines d'habitants.

Le péage du Sund est une des compensations accordées au Danemark pour la perte de la Norwége, lors des distributions de territoire faites à Vienne. C'était peu de chose alors; mais le produit s'est accru avec les progrès du commerce, jusqu'à devenir le principal revenu du royaume[1]. Mais les étrangers élèvent des réclamations continuelles contre cette servitude absurde imposée à la mer; et ils étudient les moyens de l'éluder, s'ils ne réussissent pas à la détruire.

Les monarques danois, absolus depuis que le peuple, en 1660, renonça en leur faveur à tous ses priviléges, n'avaient

[1] En 1844, ce péage rapporta presque six millions. Il y passa 4,465 navires anglais, 3,788 suédois, 2,979 prussiens, 2,005 hanovriens et mecklembourgeois, 1,267 hollandais, 763 russes, 302 français, etc.

rien fait depuis pour ce peuple généreux. Aussi tout y était-il à réclamer ; il n'y avait point d'institutions existantes ; on demanda donc un statut parlementaire : mais les uns le voulaient conforme aux anciennes coutumes, les autres approprié aux idées modernes. Frédéric VI (1808-1839), élevé dans la rigidité des vieux usages, n'avait point appris la modération dans sa malheureuse alliance avec la France, mais il comprenait que des libertés profiteraient au pays. Il favorisa les bourgeois en haine de l'aristocratie, fit des grades académiques la condition des emplois, auxquels il attacha les priviléges nobiliaires. Il avait promis depuis 1815 des états provinciaux ; mais il n'avait rien fait encore, quand la révolution de juillet vint enflammer les esprits. C'est alors qu'il se vit forcé d'accorder la constitution promise, avec assemblées provinciales, consultatives seulement, et non pas générales : du reste, point de parlement législatif, point de publicité, point de vote de l'impôt, ni de liberté de la presse. D'après ce statut, le royaume est divisé en quatre parties : les îles danoises, le Jutland, le duché de Sleswig, le duché de Holstein ; chacune d'elles possède une assemblée biennale, dont les membres sont élus directement par des propriétaires payant une certaine taxe.

Ces concessions, si minces qu'elles fussent, furent accueillies avec transport : cependant l'opposition libérale se fortifie ; elle est toujours monarchique, mais avec des bases démocratiques dans le Jutland, tandis que dans le Holstein elle tend à l'aristocratie. En général, la constitution de la France y est moins enviée que celle de la Norwége, fondée sur le droit commun, sans privilége social ni politique. Christian VIII avait donné lui-même cette constitution aux Norwégiens. On assura donc, lorsqu'il prit la couronne de Danemark (1839), qu'il l'appliquerait à ce pays, lui qu'on avait vu prendre parti en Italie pour les libéraux. Mais il n'en fut rien, et il s'en tint à l'exemple paternel ; il chercha même à faire aux provinces allemandes une aussi petite part de liberté qu'aux autres. Cependant les gens avisés lui représentaient que le droit divin allait s'affaiblissant, et que le meilleur moyen de consolider son trône était de le populariser. Frédéric VII, son successeur, à peine sur le

trône (janvier 1848), accorda cette constitution qui devait être bientôt une source de discorde et de guerre.

Depuis 1460, le duché de Sleswig, c'est-à-dire le Jutland méridional, et le duché de Holstein, État de l'empire germanique, se sont trouvés réunis au Danemark, sous la maison d'Oldenbourg. L'union est telle cependant que les deux principautés, indissolublement liées entre elles, ne sont qu'une dépendance du Danemark. La maison d'Oldenbourg s'étant divisée en deux branches, l'une a régné en Danemark; l'autre, celle de Holstein-Gottorp, a possédé la majeure partie des deux duchés comme feudataire du Danemark, tandis que, pour une autre partie et pour certaines affaires de haute importance, le gouvernement était exercé par les deux branches en commun. Il en résulta des difficultes inextricables. Les ducs de Gottorp, par la paix de Roskil (1658), obtinrent d'être déclarés souverains; mais les rois de Danemark eurent toujours l'œil ouvert sur eux; et en 1720 ils se rendirent maîtres du Sleswig, puis du Holstein en 1773, qu'ils échangèrent contre les pays d'Oldenbourg et de Delmenhorst. Cependant les deux duchés eurent toujours une existence distincte; les traités de Vienne consacrèrent cette séparation, et le roi de Danemark, comme duc de Holstein, devint membre de la confédération germanique, et, de plus, il obtint le Lauenbourg, en compensation de la Norwége.

Aujourd'hui que la dynastie de Danemark paraît prête à s'éteindre, c'est une question grave que celle de la succession : cette succession n'est pas soumise aux mêmes règles en Danemark, dans le Sleswig, et dans les duchés de Holstein et de Lauenbourg. En Danemark, la primogéniture est établie; et, à défaut d'héritiers mâles, le droit passe à la ligne féminine de mâle en mâle; ce qui porterait au trône Frédéric de Hesse, qui est issu d'une sœur du feu roi. Le privilége des mâles subsiste au contraire dans les duchés; mais l'on ne s'accorde pas sur la manière de l'interpréter. La maison impériale de Russie, qui prétend l'emporter sur les Holstein-Sonderbourg, attache une importance extrême à une acquisition qui lui donnerait entrée dans la diète germanique.

En juillet 1846, le roi de Danemark déclara que les duchés

allemands continuaient de faire partie du royaume de Danemark, en se prononçant moins formellement quant au Holstein. Il s'éleva à ce sujet force protestations, surtout quand la mort de Christian VIII avança le cas éventuel d'une succession étrangère. Frédéric VII convoqua une assemblée constituante où le Holstein et le Sleswig obtinrent un nombre égal de représentants. On croyait ainsi que la liberté les rapprocherait; mais c'était l'heure des révolutions : les duchés se levèrent en armes en protestant et en invoquant le parlement germanique qui venait de s'assembler. Le Danemark voulut réprimer cette révolte; mais la Prusse prit fait et cause pour les duchés, comme exécutrice des décrets de l'assemblée germanique; il s'en est suivi des batailles, des dévastations, des armistices; et ces pauvres pays, enjeu de la dispute, sont demeurés en suspens jusqu'à ce jour [1].

Le fait est que les populations tudesques adjugées au Danemark ont peine à s'assimiler avec la population scandinave; on sent au delà de l'Elbe cette tendance des peuples à se rapprocher selon leur race, leur langue, leur religion. Aussi, dans la Péninsule, ne voit-on pas de mauvais œil les habitants des duchés repousser la langue et les coutumes danoises, pour chercher à se rattacher à l'Allemagne. Cette force secrète qui pousse les nations européennes à se grouper selon les affinités de langue, de race et de religion, s'augmente, dans ce pays, de la crainte de voir le Danemark absorbé par le colosse russe. Il y existe des sociétés secrètes qui rêvent la réunion des trois royaumes scandinaves, et des associations d'étudiants font serment d'y travailler, dans l'espoir que l'union scandinave serait une barrière entre la Russie et la mer du Nord, qu'elle convoite.

[1] Par un acte signé à Varsovie le 24 mai 1851, entre les souverains de Russie et de Danemark, la succession danoise se trouverait réglée comme il suit : l'empereur de Russie renoncerait aux droits éventuels qui lui appartiennent, comme chef de la branche aînée de Holstein-Gottorp, en faveur du prince Chrétien de Gluksbourg, et de son épouse, Louise de Hesse, lesquels à l'extinction de la lignée mâle actuellement régnante réuniraient en eux tous les droits d'hérédité propres à maintenir la monarchie danoise dans son intégrité. (Am. R.)

CONFÉDÉRATION SUISSE.

La constitution unitaire que Napoléon donna aux Suisses (1803) ne répondait ni aux traditions ni aux besoins d'un pays façonné depuis des siècles à l'indépendance cantonale et communale. C'était une fédération, où les bourgmestres de Fribourg, de Berne, de Soleure, de Bâle, Zurich et Lucerne, devaient être, à tour de rôle et pendant une année, landamann et chargés des rapports diplomatiques. Il y eut entre les villes et les campagnes égalité de droits politiques; les juridictions ecclésiastiques disparurent; chaque canton eut son grand et son petit conseil; partout l'esprit démocratique vit son action enrayée.

La Suisse éprouva dans les guerres de ce temps tous les maux auxquels le faible est réservé : territoire et constitution furent violés tantôt par une puissance, tantôt par une autre. Genève et le Valais avaient été réunis à la France, et le canton du Tésin occupé par les troupes italiennes.

Cependant la Suisse vit l'Autriche, son ennemie séculaire, rejetée loin d'elle par les vicissitudes de la guerre; et elle parut recouvrer, au milieu de tant de secousses, la vie, les arts, l'esprit d'association. Lors de la catastrophe napoléonienne, elle fut de nouveau foulée par les armées étrangères, et elle eut sa part de ces promesses de réintégration et d'indépendance dont on était prodigue alors. Située dans la partie la plus élevée de l'Europe, comme une citadelle qui domine les principaux États, occupant le versant oriental du Jura, couvrant cette grande étendue de la frontière française, et pénétrant, par les hautes vallées de l'Inn, du Tésin et du Rhin, dans les bassins du Danube, du Pô et du bas Rhin, la puissance qui y dominerait pourrait à l'improviste verser sur les autres des forces écrasantes. Aussi trouva-t-on qu'il importait à la paix de l'Europe de la déclarer neutre, à la condition qu'elle conservât les formes extérieures de son organisation et son ancien territoire.

En conséquence, les cantons, après plus d'un orage, jurèrent une éternelle alliance (17 août 1815); et la confédération fut reconstituée, en y ajoutant Genève et le pays de Vaud, partie du pays de Gex, et tout le Léman; de sorte que le Jura devint sa limite avec la France. Du côté de la Savoie, une ligne neutre fut tirée du lac d'Annecy à celui du Bourget et au Rhône. Une partie de l'évêché de Bâle fut attachée au canton de ce nom, et le reste à celui de Berne. Les Grisons ne recouvrèrent pas les vallées italiennes, ni les cantons montagnards les bailliages du Tessin, dont il fut formé un canton; l'évêque de Constance perdit tout pouvoir sur la confédération. La Suisse s'obligea à tenir sur pied une armée de trente mille hommes, dont chaque canton, en cas de péril, serait en droit de réclamer le secours. L'empereur Alexandre, sous l'inspiration du général la Harpe, son ancien précepteur, se réserva la réorganisation de ce pays; il y conserva beaucoup de bonnes choses, et accorda peu à ceux qui demandaient la souveraineté absolue de chaque canton, et des garanties pour empêcher l'un d'entre eux de prévaloir sur les autres. Les députés des vingt-deux *honorables cantons*, réunis alternativement chaque année à Zurich, Berne et Lucerne, délibèrent sur les affaires communes, votant à raison d'une voix par canton, selon les instructions qu'ils ont reçues, et décidant à la majorité. C'est la diète qui décide de la paix et de la guerre, et qui a mission d'aplanir les différends intérieurs. Cette espèce d'unité, qui empêche les cantons de contracter des alliances particulières, ne détruit pas l'indépendance de chacun; mais la diète fut déclarée puissance souveraine, quoique liée par les instructions que chaque canton donne à son député; comme si les puissances qui dictèrent le pacte fédéral avaient eu pour but d'affaiblir le principe démocratique de l'individualité cantonale, et de diminuer en même temps l'indépendance du pays. Enfin, l'égalité de vote, entre des cantons si différents en force, empêche les plus importants de prévaloir; mais les résolutions en sont souvent retardées.

En dépit de cette influence étrangère dont le pacte fédéral porte le cachet, et de la précipitation inévitable dans tous les actes de cette époque, la Suisse y trouva un progrès incontes-

table. En effet, tout en s'intitulant république, elle n'était, avant la Révolution, qu'une oligarchie (*heimatolbsen*), avec des sujets, avec une race proscrite, espèce de zingaris ou de parias, sans droits ni lois. L'absurdité des pays *sujets* disparut, avec la corruption qu'y apportait la vénalité des charges; toute hiérarchie entre les cantons fut supprimée. Le cas où l'on verrait les Suisses combattre contre les Suisses avait été prévu; et cependant le pays n'en continua pas moins de fournir des régiments aux Bays-Bas, à la France, à Naples, à l'Espagne, d'autant plus condamnable en cela que ces troupes mercenaires ne se bornent plus à parader devant les cours, mais sont enrôlés pour servir contre les peuples.

Chacun des cantons se donna sa constitution particulière, modelée sur la constitution générale, restreignant aussi les droits, fortifiant les sénats aux dépens des bourgeois, qui à leur tour furent mieux partagés que les habitants de la campagne. Uri, Schwitz, Glaris, Zug, Appenzell, Unterwald, démocraties pures, élisent leurs magistrats en assemblées générales, et délibèrent vraiment sur leurs intérêts. Chez les Grisons, le pouvoir suprême réside dans l'ensemble des conseils et municipalités des vingt-cinq communes, qui peuvent être considérées comme autant de petites républiques, qui forment trois ligues. Dans les autres cantons, la souveraineté est exercée par un grand conseil, nommé par le peuple à Saint-Gall, Argovie, Thurgovie, dans le Tésin, le pays de Vaud, et à Genève; tandis qu'à Fribourg, Berne, Soleure, Lucerne, Schaffouse, Zurich et Bâle, cette élection est à peu près dans les mains des bourgeois.

Les communes embarrassent le pouvoir législatif par des résistances locales, et perpétuent des préjugés et des abus; elles se refusent à toute imposition nouvelle, ce qui force à conserver les anciennes, lors même qu'elles sont absurdes; elles confondent les pouvoirs, suscitent des jalousies, oublient la nation pour le clocher. Le roi de Prusse ne put, en 1815, abolir la torture à Neufchâtel que par une ordonnance inconstitutionnelle. L'une des plaies de ces pays, c'est qu'ils n'ont ni unité d'origine, ni unité de foi, de langue, d'éducation. Dans la Suisse romane, qui comprend le versant oriental du Jura, le lac de Neufchâtel,

la rive nord du lac de Genève, la vallée du Rhône au-dessus de Sion, la partie orientale est réformée, Fribourg, ardente catholique, et l'industrieuse Neufchâtel, protestante. Les Allemands y sont très-peu nombreux, tandis qu'ils forment le fond de la Suisse allemande, où règne la religion réformée. Quant à Genève, elle n'est plus la ville d'autrefois, calviniste ardente et exclusive; et les catholiques, en assez grand nombre, y vivent sous la protection des puissances étrangères. La Suisse italienne est toute catholique. Le canton des Grisons, le plus étendu et le moins peuplé, est un mélange original de roman et de teutonique.

Les cantons, à l'époque de la paix, se donnèrent des codes; celui du Tésin fut modelé sur le code italien. Celui de Genève, ouvrage du professeur Belot, est, en fait de procédure, ce que l'on connaît de meilleur. Les menaces de la Sainte-Alliance ont souvent forcé les Suisses, soit à repousser de leur sol hospitalier des réfugiés politiques, soit à conserver des règlements intérieurs reconnus mauvais, tandis que chez leurs voisins ils se sont vus enlever certaines franchises commerciales dont ils jouissaient autrefois. La civilisation cependant a pénétré chez eux avec la richesse; les cantons de l'ouest et du nord ont prospéré par l'industrie; Genève, Neufchâtel, et Bâle, sont comptées parmi les places de commerce les plus solides; des routes à travers les montagnes sont venues faciliter le transit, qui est la richesse de certains cantons; l'éducation s'y est perfectionnée par de nouveaux systèmes, et la réforme pénitentiaire y a trouvé aussi des exemples dont on a profité.

Les loges maçonniques, que le général la Harpe et l'historien Zschokke avaient propagées, poussèrent beaucoup à ces innovations. Les illuminés d'Allemagne s'y réunirent, à l'instigation du Prussien Just Grüner, qui avait contribué activement à constituer en Prusse la Tugenbund; enfin les carbonari d'Italie et de France, réfugiés en foule dans le pays après leurs revers, établirent des ventes sur la frontière. A leur suite, il se forma des sociétés pour le chant, pour les arts, surtout pour le tir de la carabine (*schützen-gesellschaft*), mais toutes au fond ayant pour but des changements politiques, plus d'une

même des changements sociaux, ou faisant consister le progrès à rendre de nouveau la Suisse unitaire.

Ces éléments fermentaient déjà, lorsque la révolution de 1830 vint y mettre le feu. On invoqua bientôt les droits du peuple; des milliers de pétitions demandèrent des réformes. Quant au parti aristocratique, il ne pouvait guère compter sur les rois étrangers, occupés à se défendre eux-mêmes, ni sur les troupes autrichiennes, employées à surveiller le Tyrol et l'Italie. Partout s'organisait, au dehors, un corps avec lequel on marchait sur le chef-lieu; et bientôt la constitution était changée, les priviléges de naissance et de localité étaient mis à terre du même coup; et, de proche en proche, il se répandait une pluie de constitutions où l'égalité, la liberté de la presse et des personnes étaient proclamées. Neufchâtel voulut s'affranchir de la Prusse; mais elle essuya une répression sanglante. A Bâle, ce fut une lutte acharnée entre la ville et la campagne, et toute la Suisse y prit part; c'était à qui l'emporterait du grand nombre ou du petit; enfin la campagne de Bâle resta séparée de la ville.

Les mêmes faits se passèrent dans d'autres cantons, augmentant de plus en plus le morcellement. Tous les priviléges de naissance tombèrent; il fut interdit d'accepter à l'étranger des titres, des pensions, des fidéicommis; les jugements furent rendus publics, les juges indépendants du pouvoir exécutif; le droit de pétition fut donné à tous, et la presse se trouva affranchie tout à fait. Mais on fut moins pressé de réaliser d'utiles propositions, telles que l'uniformité de mesures et de monnaie, l'extradition des criminels, et la création d'une université fédérale; aussi élève-t-on la jeunesse suisse dans des établissements dont les doctrines sont tout à fait opposées. Quant à l'administration, exercée gratuitement par les familles riches, elle est devenue coûteuse avec la démocratie. Il restait à refondre le pacte fédéral, qui, fait à la hâte comme tous les actes de 1815, avait mal déterminé les rapports des cantons entre eux. Ils s'étaient alliés dans l'origine par l'unique besoin de la défense, mais ils n'avaient jamais conçu l'idée d'une confédération forte et générale; et l'ardeur qu'ils mirent à se dégager, dès qu'ils le purent, de celle que Napoléon leur avait imposée, attestait com-

bien le sentiment de l'autonomie dominait partout. Mais, après 1830, les démocrates, qui rencontraient dans la diète l'opposition des petits cantons, proclamèrent qu'il était étrange que des pâtres et des paysans comptassent autant que des hommes instruits et pratiques; les ambitieux auraient aimé les grands emplois, qui ne peuvent exister que dans une vaste république; les gros cantons auraient voulu resserrer l'unité, surtout Berne, qui serait devenue capitale, et eût possédé le gouvernement et le trésor national. Les cantons primitifs, menacés dans leur souveraineté particulière, et exposés à être réduits à une véritable nullité, s'y opposèrent résolûment; les cantons radicaux et les cantons aristocratiques y répugnèrent, par des motifs opposés.

Depuis lors la Suisse a été travaillée par des discordes continuelles, assiégée qu'elle est de tous côtés par les passions démagogiques. Des utopistes qui n'ont rien à perdre, des réfugiés qui haïssent toute institution conservatrice, s'y confondent avec les vrais patriotes; et des exagérés de liberté y ont été jusqu'à vouloir que toute commune fût indépendante.

La liberté en Suisse n'exista plus que de nom, dès que l'on vit la force prendre le rôle décisif. La formation des corps francs vint en effet détruire toute indépendance dans les élections et dans les délibérations. Chaque canton se souilla de sang, soit sur le champ de bataille, soit par l'échafaud. Genève, cette capitale de l'industrie et de l'intelligence, fit trois révolutions violentes dans le sens libéral et protestant; d'autres cantons se fractionnèrent, de telle sorte qu'on peut dire aujourd'hui qu'il y en a vingt-sept; même, dans le Valais, chacune des treize décuries se sépara des autres. Les constitutions changent de l'été à l'hiver.

Aux questions politiques se mêlent les questions religieuses. Là, comme ailleurs, le congrès de Vienne ne songea guère aux consciences. Il donna à Fribourg catholique Morat protestant; l'évêché de Bâle échut comme indemnité à la protestante Berne. Les évêques suisses n'ont pas de métropolitain, et dépendent du nonce. La catholique Lucerne n'en est pas moins radicale; les trois cantons primitifs sont catholiques,

démocratiques et conservateurs. A Berne, l'aristocratie déchue et le libéralisme qui lui a succédé sont protestants. Les libéraux de Zurich, voyant le sentiment religieux renaître, cherchèrent à le battre en brèche en appelant le professeur Strauss, qui nie l'existence du Christ; mais le peuple le chassa, et renversa un gouvernement qui le comprenait si peu. Des trois cantons directeurs, il n'y a que Lucerne de catholique, bien que la majorité des cantons appartienne à cette croyance; aussi n'a-t-il pu tenir contre les deux autres. Le canton de Berne, qui, par sa population (386,000 âmes) et ses richesses, est le plus considérable de beaucoup, et qui voudrait devenir le centre de toute la Suisse, s'est efforcé d'attirer à lui les catholiques. Il y réussit, lorsque, devenu le représentant du parti radical, il décida sept cantons protestants ou catholiques, et Lucerne même, à former une alliance. Dans une assemblée qui se tint alors à Baden, on adopta des mesures contre les catholiques; Rome réclama, et finit par lancer l'anathème.

Quand Argovie, de sujette qu'elle était, devint canton indépendant, il n'y avait ni ancienne noblesse ni ville importante qui pût devenir un foyer de brigues politiques; aussi ce canton n'eut-il pas de peine, en 1830, à se constituer populairement; mais comme il compte, sur cent soixante-dix mille âmes, quatre-vingt-dix mille protestants, les catholiques eurent le dessous, et en pâtirent; ils réagirent à leur tour, en s'appuyant sur les riches couvents du pays. Mais lorsque, après dix ans d'expérience, la constitution fut révisée en 1840, l'égalité des droits fut refusée aux catholiques. Lucerne, au contraire, leur fut favorable lorsqu'elle révisa aussi son pacte constitutionnel; puis elle se détacha de la ligue, et rejeta les articles de Baden. Le parti opposé devint furieux; Berne, Argovie, Soleure, Bâle campagne, et les autres protestants, se réunirent en armes; ils envahirent le bailliage de Muri (1841), chassèrent violemment les moines, déclarèrent les couvents abolis, leurs biens confisqués, et exécutèrent leur sentence par le meurtre et la terreur.

Le pacte fédéral de 1815 garantit « l'existence des couvents et des chapitres, ainsi que leurs propriétés. » C'était pour la

confédération, il nous semble, le cas d'empêcher une pareille violence. Mais le gouvernement central n'avait pas assez de forces pour faire exécuter ses décrets; de plus, Berne, alors canton dirigeant, avait pris parti pour Argovie, et les protestants s'appuyaient sur l'article qui autorise chaque canton à régler ses affaires intérieures. La diplomatie s'en mêla, et l'Autriche par ses menaces ne fit qu'irriter les esprits.

Lucerne, sous l'administration du parti protestant, avait supprimé deux couvents de franciscains; les catholiques qui vinrent après demandèrent au pape de sanctionner la suppression de ces couvents, jugeant qu'il n'y avait pas lieu de les rétablir. Le pape y consentit, à la condition que leurs biens fussent employés à ériger un séminaire communal, exprimant le désir qu'il fût confié aux jésuites, qui déjà exerçaient dans d'autres cantons. On en fit donc venir sept de Fribourg; mais le parti ennemi jeta feu et flamme. Lucerne, qui voyait son indépendance attaquée, tint énergiquement tête à cette bourrasque. Les autres cantons virent là une belle occasion de se venger, d'écraser cette ville, d'assouvir leur haine contre les jésuites, et d'établir la république unitaire. Un complot se forma pour égorger les magistrats de Lucerne; mais il échoua, malgré le défaut de ressources de ce gouvernement. Alors les corps francs envahirent le pays à main armée (8 décembre 1844); mais ils furent battus et dispersés. Le docteur Steiger, chef de l'expédition, fut condamné à mort; il implora sa grâce, et réussit à s'évader. Que ses partisans l'aient glorifié, c'était chose naturelle; mais que certains gouvernements aient applaudi à sa conduite, c'est un outrage à la moralité, qui n'a qu'une manière de voir sur celui qui recourt à la force pour violenter sa patrie. Bientôt après, le docteur Leu, chef du parti catholique à Lucerne, fut assassiné dans son lit. Des factions qui emploient de pareils moyens se jugent elles-mêmes. La diète n'osa violer ni le principe de tolérance, ni l'indépendance d'un des cantons; mais on n'épargna pas les menaces, et la guerre couva dans les cœurs.

A quoi servent désormais les luttes de paroles, les questions de légalité, les discussions fédérales, quand on a l'arme au poing, quand la conscience et le raisonnement sont subordonnés

chaque jour aux décisions de la force? Lucerne fut envahie de nouveau (1er avril 1845) par un corps qui avait pour chef Ochsenbein; le gouvernement de Genève, qui devait son existence au suffrage universel, fut renversé (8 octobre 1846); et la violence imposa une constitution nouvelle d'une démocratie illimitée, avec une assemblée unique à qui appartient l'élection des magistrats. Alors on exclut ou l'on expulsa quiconque s'était élevé, quiconque possédait, quiconque pouvait servir le pays gratis; on attenta jusqu'aux fondements de l'existence sociale. Les puissances voisines armèrent, effrayées et menaçantes; les cantons catholiques de Lucerne, de Fribourg, du Valais, de Schwitz, d'Uri, de Zug et d'Unterwald, furent conduits, par le besoin de la défense, à former une ligue (*Sunderbund*); et ils se virent jeter la pierre, comme coupables d'illégalité; l'on demanda à grands cris à la diète la dissolution de cette ligue séparée. Pour se procurer le nombre de voix suffisantes, on opéra de petites révolutions dans différents cantons (juillet 1847). Bientôt Ochsenbein, devenu président de la diète, ne parla plus des jésuites ni de la ligue, mais de l'unité de la Suisse; et l'on vit bientôt un gouvernement helvétique se constituer à Berne. Les cantons catholiques repoussèrent des décrets qui attentaient à leur indépendance, et, avec le courage du martyre, ils se mirent en devoir de défendre par les armes la liberté de conscience, et le droit que leur garantissait le pacte national, de régler leurs institutions intérieures. La diète, de son côté, décréta que l'armée fédérale marcherait pour dissoudre la ligue; et le sang arrosa, dans cette lutte fratricide et inégale, les tranquilles vallées (novembre 1847). L'armée du Sunderbund fut vaincue et dispersée partout.

On mit alors la main à une nouvelle constitution, que la diète adopta le 12 septembre 1848. Voici les bases de ce nouveau statut : L'assemblée fédérale se compose d'un conseil national et d'un conseil des états; le premier est élu pour trois ans par les cantons, dans la proportion d'un membre sur deux mille habitants; l'autre se compose de deux membres par canton. Un conseil exécutif et fédéral de sept membres est élu par l'assemblée nationale; il dure trois ans, et se renouvelle intégra-

lement ; son président, qui est celui de la confédération tout entière, est annuel, et n'est rééligible qu'après un an d'intervalle. Les questions de guerre, d'alliance, de traités, de rapports diplomatiques, de postes, de péages, sont du ressort de l'assemblée fédérale. Enfin il y a un tribunal fédéral composé de onze membres et autant de suppléants, qui est élu pour trois ans par l'assemblée, et qui juge, en matière civile, entre les cantons, ou entre ceux-ci et la confédération, ou entre les cantons, la confédération et les particuliers.

Plaise à Dieu que la Suisse arrive à réconcilier désormais la force avec la liberté, et qu'après avoir pu subsister comme elle l'a fait dans le relâchement fédéral, elle ne se désorganise pas en essayant d'un système plus vigoureux ; qu'elle attire le pouvoir au centre, sans attenter à l'existence individuelle des cantons, et à ses formes traditionnelles de gouvernement et de droits ! c'est alors qu'elle servira d'exemple aux amis des constitutions républicaines.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Autrefois les deux rives du Rhin étaient regardées comme allemandes ; mais la France peu à peu prit pied sur la rive gauche, et finit même par traverser le fleuve. En 1552, elle enleva à l'Empire Metz, Toul et Verdun ; à la paix de Westphalie, le Sundgau, Brisach et la suzeraineté des dix villes impériales de l'Alsace, qu'elle conquit plus tard en 1672 ; elle prit Fribourg en 1679, Strasbourg en 1681, la Lorraine en 1735, le cercle de Bourgogne en 1797. En 1801, la France acquit toute la rive gauche du fleuve ; en 1808, elle occupa Kehl, Cassel et Wesel ; en 1810, les villes hanséatiques, le Lauenbourg, et les pays qui touchent à la mer du Nord. Les traités de 1815 rendirent à chacun ce qu'il avait obtenu à la paix de Lunéville ou lors de la confédération du Rhin : toutefois la France conserva une belle position sur la gauche du Rhin, entre Huningue et Lauterbourg ; et à la

moindre crise l'on voit se réveiller son ambition de ressaisir toute la ligne du Rhin, tandis que les Allemands parlent encore de leurs droits sur les pays de la Moselle et des Vosges, *avulsa Imperii.* Ces prétentions placent la France dans une position hostile vis-à-vis de l'Allemagne; mais si la France, en s'alliant jadis à la Bavière, a pu sans grande peine pénétrer en Allemagne, ces facilités lui manqueraient aujourd'hui, que la Bavière a pris pied sur la rive gauche du Rhin.

Cependant, au-dessus de ces questions territoriales sans cesse renaissantes il y a la question morale. Une domination étrangère, si courte qu'elle ait été, jette toujours au milieu d'un pays des germes de dissolution et d'innovations, qu'il est difficile d'extirper après. L'Allemagne a été le berceau des libertés de l'Europe; mais sa vénération filiale pour ses princes laissa s'établir chez elle la monarchie absolue indigène, généralement douce et paternelle, secondée, plutôt que tempérée, par des états provinciaux. Le despotisme à nu de Napoléon et de ses soldats réveilla le sentiment national, qui s'étudia à remettre en honneur et à rechercher les vieux monuments de la gloire et de la grandeur de la patrie.

En proclamant, dans l'acte de la confédération, la souveraineté des princes allemands, Napoléon n'avait voulu que les soustraire à l'ancien empire, pour les soumettre au sien; mais ils interprétèrent cet acte comme les affranchissant de tout respect pour les priviléges du peuple : en conséquence, ils abolirent partout les états; et, en combinant ce nouveau système de souveraineté absolue avec l'ancien régime patrimonial, ils ajoutèrent la servitude publique à la servitude particulière : absolutisme envers leurs peuples, et dépendance vis-à-vis de l'étranger. Le peuple en accusa moins les princes eux-mêmes, que le dominateur dont ils étaient les instruments; les peuples se trouvèrent prêts, lorsqu'ils voulurent secouer son joug. On sait quelles promesses furent alors prodiguées, et comment la *guerre des peuples* s'engagea au nom de la liberté et de l'indépendance. Les peuples triomphèrent; mais les princes en profitèrent seuls, dressés par Napoléon à ce despotisme administratif qui supprime toute résistance à la volonté du maître.

Nous avons vu [1] comment on refit de l'Allemagne, en 1814, une fédération sans chef. L'Autriche obtint la présidence de la diète, qui siége à Francfort, et qui est chargée des lois fondamentales de la confédération, ainsi que de ses relations intérieures, extérieures et militaires. Les États allemands sont unis contre toute espèce d'agression du dehors, et fournissent à cet effet un homme par cent habitants à l'armée fédérale. Ils ne doivent jamais tirer l'épée entre eux, et c'est la diète qui est juge de leurs contestations. « § 13. Dans tous les pays il y aura une constitution représentative. § 16. Les différences de religion n'en apporteront aucune dans la jouissance des droits civils et politiques. » Ces deux paragraphes, par leur défaut d'exécution, ont jeté le trouble en Allemagne.

Quand la diète de 1818 déclara que la confédération n'était pas une simple alliance, mais une association d'États formant un tout, c'était pour combattre le sentiment d'indépendance qui se réveillait dans les petits États dominés par l'Autriche et la Prusse, qui allaient jusqu'à prétendre nommer le généralissime de l'armée fédérale. L'Allemagne fut ainsi considérée comme une puissance européenne, ayant son existence et sa langue propre. Mais quant à ce besoin d'unité nationale si vivement manifesté, on n'y songea guère, puisqu'on ne fit rien pour la liberté du commerce et de la navigation, et qu'on laissa le pays morcelé en une trentaine de gouvernements, sans s'occuper d'autre chose que des droits historiques ou diplomatiques des princes. Au congrès de Vienne, le professeur Thibaut proposa d'élaborer un code obligatoire, établissant le droit commun de toute l'Allemagne, pouvant être modifié toutefois par les différents souverains. Il est toujours dangereux d'imposer une loi unique à des pays soumis à des princes divers; et un livre qui eût montré les rapports comme les différences que peut offrir la législation de ces divers États, aurait mieux aidé aux progrès de ces diverses législations. Beaucoup d'Allemands, et notamment Savigny, combattirent cette proposition comme un attentat tyrannique, un renouvellement de ce droit farouche

[1] Tome II, Congrès de Vienne, page 359.

en vertu duquel les Français victorieux imposaient partout leur code. De là naquit une école historique qui en vint à affirmer que les lois, essentiellement progressives, ne doivent pas être enchaînées par un texte écrit, et qu'il faut s'en tenir aux coutumes, qui se modifient avec les temps [1].

Ainsi il ne resta entre les différents États aucun intérêt, aucune forme de gouvernement qui leur fut commun; les peuples se trouvèrent abandonnés aux souverains et aux institutions qu'il plut à ceux-ci d'octroyer. On confirma aux princes médiatisés certains droits féodaux qui répugnaient à l'esprit du temps et aux espérances dont on s'était bercé; tous ces princes de divers degrés formèrent une hiérarchie d'oppressions, appuyées l'une sur l'ancienne constitution de l'empire, une autre sur la confédération du Rhin, une troisième sur l'alliance fédérale actuelle. On en sentit d'autant plus le mal que l'on voyait, par contraste, les habitants de la rive gauche, à qui leur réunion temporaire à la France avait valu l'exemption des dîmes, des corvées et de toute autre prestation servile, garder tous ces avantages, quoique redevenus Allemands. La diète elle-même se montra bien moins une assemblée représentative qu'une souveraine impérieuse : son temps se passait à discuter des affaires privées, des intérêts seigneuriaux et des prétentions de familles, au détriment des choses véritablement importantes. Lors de la famine de 1817, on en était encore aux premières enquêtes, lorsque arriva la moisson nouvelle. L'organisation militaire, le travail des fortifications, auxquelles étaient affectées les contributions de guerre imposées à la France, ne furent pas poussés plus activement; et l'on s'occupait encore moins d'accorder les libertés réclamées par les peuples.

Cependant les patriotes déçus entretenaient chaleureusement ce vieil esprit qu'on cherchait à éteindre après l'avoir utilisé; et ils l'introduisirent, faute de mieux, dans les costumes et dans la littérature. Dans les provinces rhénanes surtout, régnaient

[1] On trouve une habile classification de lois relatives aux communes allemandes dans l'ouvrage de Grech, *Antsicyten über Staatsund offentlicher Leben*. Horienberga, 1843.

des théories philosophiques et des doctrines de souveraineté populaire. On y avait changé de maîtres, ce qui avait beaucoup altéré l'ancien dévouement traditionnel. Le clergé, dépouillé de ses domaines et soumis aux princes, y était mécontent; un grand nombre d'intérêts locaux étaient blessés, et tout cela formait une opposition à qui d'ailleurs la presse, assez libre, servait d'organe.

Les gouvernements, trouvant fort difficile de satisfaire à tout, préférèrent ne rien accorder. Ils traitèrent comme conspiration toute manifestation de vœux. Les associations des universités, et les démonstrations, plus joyeuses qu'hostiles, qui eurent lieu à la Wartbourg (18 octobre 1817) pour le troisième jubilé de la réforme et l'anniversaire de la bataille de Leipsick, décidèrent tout à fait la réaction. Le meurtre de Kotzebue[1] et d'autres attentats firent craindre des tentatives régicides et la résurrection des tribunaux wehmiques. La noblesse immédiate, voyant ses prétentions et ses droits féodaux menacés par la démocratie, se ligua contre elle, et déclara la guerre au régime représentatif, comme au fruit de la révolution et de l'invasion étrangère. Les persécutions commencèrent donc (1818), et les rois, réunis en congrès à Carlsbad[2], se proposèrent de dompter cet esprit de résistance, et de faire triompher à tout prix les principes conservateurs. Une commission fut chargée de poursuivre dans toutes leurs ramifications les trames *démagogiques* (1819); les universités furent surveillées plus activement, et l'on fit avorter la *Société générale*, qui devait servir de lien à toutes les autres. La liberté de la presse fut supprimée, et l'on rendit les gouvernements responsables de tout ce qui serait publié dans chaque pays. C'est ainsi que la situation politique de l'Allemagne se trouva changée.

Au congrès de Vienne qui vint après, on traita des rapports de chaque souverain avec les peuples, et de ceux des divers princes avec l'Autriche et la Prusse. Où commence l'autorité de la diète? Comment faire exécuter ses décisions? Quelle étendue

[1] Voy. tome II, p. 433.
[2] Voy. tome II, p. 434.

donner à l'art. 13 de l'acte fédéral? Y aura-t-il des assemblées d'états dans chaque pays de la confédération?

Les deux premières questions furent résolues contrairement à l'indépendance et des princes et des peuples : la diète fut déclarée l'organe de la volonté et le bras de la confédération entière, l'interprète de l'acte fédéral, chargée de venger les atteintes portées à la paix, d'écraser la révolte dans tout pays confédéré, sans y être même appelée par le gouvernement local, et de lui prescrire l'exécution des décrets émanés de l'assemblée. On n'osa toucher aux constitutions existantes, mais on déclara qu'elles ne pourraient être changées que par les voies constitutionnelles; et que le principe fondamental de l'union exigeait que tous les pouvoirs de la souveraineté fussent concentrés dans l'autorité suprême. Une fois ces bases arrêtées, et sous prétexte de *sûreté intérieure*, la diète s'ingéra dans toute espèce de conflit entre les gouvernants et les sujets.

La commission centrale établie à Mayenne (1822) pour rechercher et juger ces *menées démagogiques*, fit trente-deux rapports sur l'extension et sur le but des sociétés secrètes; mais si elle constata les doctrines pernicieuses de la jeunesse allemande, elle ne parvint à découvrir aucune conspiration contre les gouvernements établis, ni à prouver que le poignard de Sand eût été dirigé par les sociétés secrètes. La diète en profita pour rassurer les citoyens bien intentionnés, leur disant « que ces agitations étaient isolées; qu'ils s'en reposassent donc sur leurs gouvernements, même à l'endroit des mesures qui leur paraîtraient des entraves inutiles à la liberté de penser, d'écrire et d'enseigner [1]. »

A l'expiration des cinq années qui étaient le terme des lois contre la liberté de la presse (16 août 1824), la diète les renouvela, sans fixer un terme nouveau; elle conserva aussi à Mayence la commission d'enquête, qui plus tard (1828) déclarait, en se séparant, n'avoir rien découvert d'important. L'Autriche avait proclamé, par l'organe de Metternich, que son but était « la conservation de l'ordre établi ; » et l'empereur s'était plaint aux députés

[1] Opinion du comité de la diète.

de Pesth « que tout le monde avait le vertige en rejetant les vieilles constitutions pour en demander de nouvelles ; » puis le cabinet de Vienne rappela que, le 20 septembre 1819, « on avait décidé qu'il serait interdit aux assemblées d'états de chaque pays d'émettre aucune expression de principes ou de doctrines dangereuses pour les droits ou le pouvoir monarchiques. » La diète, toujours prête à céder aux vœux de l'Autriche, décida que l'interdiction serait maintenue, et qu'il fallait un remède à l'abus des discussions publiques : dernier coup porté à cet esprit national et populaire que les gouvernements avaient eux-mêmes surexcité.

Ainsi les États secondaires étaient tout à fait asservis aux grands, puisqu'ils permettaient à la diète des actes de cette importance; ils toléraient un joug qui les protégeait contre leurs sujets, et il en résulta une ligue des princes contre toute idée libérale.

Les constitutions germaniques n'ont point pour base la souveraineté populaire, mais le principe historique de la souveraineté du prince; les chambres y sont des représentations d'États, et non des représentations nationales : d'où il suit que le prince ne connaît d'autres limites que les réserves exprimées par la loi écrite, ou bien les droits historiques des sujets; tandis que, dans les pays de souveraineté populaire, le gouvernement ne possède que ce qui lui est attribué d'autorité.

Cependant, dans les États du midi qui avaient obtenu des constitutions, ainsi que nous l'avons vu, l'opposition s'exerçait dans les limites légales. On ne put donc les dompter tout à fait; on travailla seulement à restreindre, autant que faire se put, cette action, et à empêcher la contagion, en déclarant que les États provinciaux n'avaient rien de commun avec les assemblées démocratiques, incompatibles avec les gouvernements monarchiques, qui composaient seuls la confédération; et que les peuples s'étaient grandement abusés s'ils avaient cru qu'on leur promettait de telles garanties, et la participation de tous aux droits constitutionnels.

Le roi de Wurtemberg, cependant, prit sur lui d'élargir les bases de sa constitution; les alliés s'en offensèrent, et rap-

pelèrent leurs ambassadeurs; mais il tint bon. Les puissances, par contre, tressaillirent de joie lorsque le duc de Bade se fit supplier par quelques municipalités d'abolir la sienne, et de régner selon les inspirations de son cœur paternel. La Bavière restait fidèle à la monarchie tempérée. Louis, le roi poëte, lui donna toutes les apparences d'une grande prospérité, attirant les meilleurs professeurs dans son université, où régnait le libre enseignement; faisant de sa capitale l'Athènes de l'Allemagne[1]; exécutant aussi de grands travaux, parmi lesquels il suffit de citer le canal du Rhin au Danube, c'est-à-dire de la mer Noire à la mer du Nord.

Tenue en surveillance à l'intérieur par les polices locales, et au dehors par celle de l'Autriche; ne pouvant plus discuter ses propres affaires, l'Allemagne porta toute son attention sur la France, et tourna du côté des sociétés secrètes son activité, qui ne trouvait plus d'issue dans la presse. Aussi, la révolution de 1830 eut-elle un contre-coup presque immédiat de l'autre côté du Rhin: quelques mouvements partiels furent réprimés, d'autres amenèrent des changements intérieurs.

Le duché de Brunswick, réuni quelque temps au royaume de Westphalie, puis rétabli en 1814, avait été donné à Frédéric-Guillaume, qui fut tué peu de jours avant la bataille de Waterloo. George IV d'Angleterre prit la tutelle de son fils Charles, et donna en 1820 une constitution à ce pays. Mais Charles, dès qu'il fut majeur (1827), désapprouva l'administration de son oncle, et refusa de convoquer les états. Le roi d'Angleterre en porta plainte à la diète, qui, n'ayant pu par d'autres voies amener le duc à maintenir la constitution, envahit le duché; Charles l'abandonna, et s'en alla vivre à Paris. Il revint après la révolution de 1830, et se montra plus hautain et plus despotique que ja-

[1] Le canal *Louis* commence à Bamberg, et de là se dirige vers le Danube, en franchissant un plateau élevé de 189 mètres: puis il suit la direction projetée par Charlemagne, où s'aperçoivent encore des traces d'excavations, appelées *Fosse Caroline*. Enfin, le canal débouche par l'Altmühl dans le Danube à Kehlheim. Il a 23 milles de long; l'on y compte cent cinq ponts; le travail a duré douze ans, et la dépense s'est élevée à 33 millions environ.

mais, ce qui le fit chasser irrévocablement; on lui donna pour successeur (6 septembre 1830) Guillaume, son frère cadet, qui rétablit l'ordre et donna une constitution.

L'électeur de Hesse, Guillaume Ier, rétabli en 1813, voulut remettre toutes choses sur l'ancien pied, jusqu'aux costumes et au cérémonial, comme si Jérôme Bonaparte n'eût point passé là; il restreignit autant qu'il le put les libertés de ses sujets. Guillaume II, son fils, marcha sur ses traces (1821); et une relation scandaleuse le fit démériter de la morale comme de la politique. Fuyant devant une insurrection, il remit le gouvernement à son fils Frédéric-Guillaume (30 septembre 1831).

Le Hanovre, qui se souleva aussi en 1831, fut apaisé par la promesse d'un statut constitutionnel que Guillaume IV d'Angleterre réalisa bientôt par la loi du 26 septembre 1833. A sa mort, son frère Auguste-Ernest, duc de Cumberland, qui lui succéda, déclara qu'il voulait faire le bonheur de ses sujets sans entraves, et convoqua les états d'après le mode de 1819, donnant le triste exemple d'effacer d'un trait de plume les constitutions. On écrivit donc, on protesta; les colléges électoraux refusèrent de procéder aux nominations; la diète ne voulut pas rendre justice, pour ne pas donner tort au roi, qui promulgua en 1840 une charte toute monarchique. Le peuple la refusa, et la lutte continua longtemps.

La Saxe, nation plus éclairée, réclamait des réformes à ses anciennes institutions; elle prétendait en outre que les catholiques étaient l'objet d'une faveur choquante. La Saxe, en conséquence, eut aussi sa révolution, et le roi Antoine abandonna le pouvoir à son neveu Frédéric. Une nouvelle constitution fut promulguée (13 septembre 1830). La presse obtint plus de liberté, et les livres ecclésiastiques furent dispensés de la censure civile.

D'autres États constitutionnels cherchaient aussi à soustraire la presse aux tracasseries de la diète, à obtenir des institutions plus larges, à se donner une véritable représentation. Des associations se formèrent: une assemblée se tint à Hambach, qui domine la belle vallée du Rhin. On y parla avec chaleur de la liberté et de l'unité de l'Allemagne, ce qui causa dans les provinces rhénanes beaucoup de fermentation.

Les rois d'abord s'étaient arrêtés, quand la France menaçante ne parlait que de venger l'opprobre de 1815 et de recouvrer le Rhin; mais quand ils virent cette puissance rentrer dans l'ancien ordre de choses, ils songèrent à rétablir l'autorité absolue, prétextèrent quelques désordres survenus à Hambach, pour s'armer de toute la rigueur des lois (1832). Ils décidèrent donc que toute demande des chambres contraire à l'acte de Vienne serait repoussée, et que, si elles refusaient l'impôt, la force interviendrait. La diète chargea une commission d'examiner de près les propositions des diverses chambres; et les gouvernements s'obligèrent réciproquement à réprimer tout empiétement des assemblées d'états contre la diète. Puis on interdit les réunions politiques, les cocardes, les arbres de liberté.

Ce n'était donc pas seulement le parti révolutionnaire, c'était encore le parti constitutionnel que l'on essayait de comprimer. Tous deux tentèrent de résister; mais ils échouèrent. Les deux sociétés principales, l'Arminienne et la Germanique, qui aspiraient également à l'unité allemande, firent à Francfort un mouvement (1833) qui avorta, et tourna au profit de leurs adversaires. Les puissances étrangères, qui élevèrent la voix en faveur des libertés germaniques, ne furent point écoutées; et là, comme ailleurs, on perdit les anciennes franchises pour en avoir rêvé de nouvelles.

L'abaissement des petits États assurait la prédominance des deux grands. L'Autriche se posa ouvertement comme l'implacable adversaire des prétentions libérales, et n'admit de réforme dans aucun de ses États. Avec ses populations d'origine, de langue et de traditions diverses, comment aurait-elle cette unité qui fait la force des autres puissances? Touchant à dix-huit États, elle a des relations extérieures très-compliquées, et se trouve obligée à de grands armements du côté de la Turquie; ses colonies militaires, féodalité armée, ne lui permettent guère de tirer parti de ces pays fertiles, jusqu'au jour où la chute des Ottomans lui donnera un voisin moins turbulent.

Les revenus de l'Autriche, qui à l'avénement de François II ne dépassaient pas 86 millions de florins (198 millions de fr.), s'étaient élevés, à sa mort, à 136 millions (302 millions de fr.).

Les mines de sel, de mercure, d'argent, lui rapportent beaucoup, ainsi que les mines d'or de la Transylvanie et de la Hongrie, si mal exploitées qu'elles puissent être. Son littoral s'est beaucoup étendu, mais cette vieille alliée de l'Angleterre craint d'exciter sa jalousie. Le silence règne aujourd'hui dans les fameux arsenaux de Venise; un vaste arsenal militaire, dans le beau port de Pola, est resté en projet. Cattaro et Raguse succombent, sous les faveurs dont on comble Trieste, qu'une immense prospérité attend, lorsque le chemin de fer qui doit la mettre en communication avec Vienne et Varsovie sera terminé. C'est de ce côté que l'Autriche tourne ses efforts. Elle et la Russie, par leur traité du 25 juillet 1840, ont proclamé libre la navigation sur le Danube, parcouru aujourd'hui par les bateaux à vapeur, depuis Ratisbonne jusqu'à Constantinople et à Trébizonde. Le système protecteur des douanes a été modifié; des tarifs ont été réduits. Il s'est créé beaucoup d'établissements utiles, et le gouvernement est dans la voie des améliorations matérielles. Mais l'Autriche porte le poids d'une dette publique énorme, qui s'est beaucoup accrue pendant la paix [1]; et il est difficile d'y remédier avec une grosse armée, une diplomatie coûteuse, un empire composé de trois masses hétérogènes, divisées entre elles par des lignes de douanes, et réclamant des lois dont le but est différent [2].

François I[er], tout en soupirant aussi après cette centralisa-

[1] La dette autrichienne est de 1,014,000,000 de florins (2 f. 37 c.), c'est-à-dire de sept fois environ le revenu; et la rente annuelle à payer s'élève à 67 millions de florins.

[2] Sur les 456 millions de livres autrichiennes (394,696,000 fr.) qui forment le revenu total de l'Autriche, la taxe de la Hongrie, qui tient lieu d'impôt foncier, ne s'élève qu'à 13,185,750 (11,312,968 fr.). Elle a pourtant plus de douze millions d'habitants, tandis que la Lombardie, qui n'en a que deux millions et demi, paye pour l'impôt foncier seulement 22 millions de livres autrichiennes, et pour droits de consommation, y compris l'État vénitien, 13,200,000, sans compter les contributions indirectes. Ainsi, en additionnant le tout, on paye dans les provinces italiennes 22 livres (19 f. 74 c.) par tête (TEGOBORSKY), tandis qu'en Hongrie on ne paye qu'un peu plus d'une livre.

tion rêvée par Joseph II, ne pouvait se flatter de soumettre des éléments si divers à un mode uniforme : il se borna à conserver ; tandis que le monde marchait, il s'arrêta. Il n'y avait de bon à ses yeux que ce qui avait été bon autrefois. Il voulait que les peuples eussent foi dans leur empereur, et le laissassent faire. Ce fut avec cette politique simplifiée qu'il gouverna jusqu'en 1835, refusant tout à des peuples qui chaque jour prétendaient à un régime plus indépendant. François mit donc tout son recours dans la force ; il augmenta son armée, et mourut en léguant son cœur à ses soldats. Il n'y avait, en Allemagne, qu'un seul moyen de tenir tête à l'Autriche, c'était d'y prendre en main la cause de la liberté, de la nationalité, de l'intelligence ; tel était le rôle qui convenait à la Prusse.

Les grands revers qu'elle avait éprouvés sous Napoléon avaient contribué à l'instruire et à la régénérer. Sa politique, dès le début de la Révolution, lui commandait de se rallier à la France pour balancer l'Autriche ; mais l'intérêt d'équilibre céda à l'intérêt de principes, et Frédéric-Guillaume II se fit le champion des émigrés. Mal soutenu par ses alliés, il fut battu ; puis, lorsque Catherine II lui jeta quelques lambeaux de la Pologne, il lui fallut songer à les contenir. Enfin, il se réconcilia avec la France, qui, à l'aide de la Prusse, crut rendre le parti protestant prépondérant en Allemagne, et pacifier l'Europe.

Frédéric Guillaume III, qui lui succéda à vingt-sept ans (1797), penchait vers la France ; mais il n'osa se brouiller avec la Russie, et conserva la neutralité durant les premiers revers des Français, de même qu'il résista aux séductions menaçantes de Napoléon. Cependant le ministre Stein (1807) comprit que, pour amener le peuple à des sacrifices, les intrigues ne suffisent pas ; et il mit la main aux grandes réformes. Il abolit le vasselage, la servitude de la glèbe, et toutes les juridictions héréditaires ; étendit aux bourgeois et aux paysans le droit de posséder des biens-fonds, et déclara que le commerce et l'industrie ne dérogeaient pas à la noblesse ; il compléta l'affranchissement (1818), en proclamant que tout vassal héréditaire pourrait devenir propriétaire légal des deux tiers du domaine exploité par lui, le surplus demeurant au seigneur. Il

établit aussi le système des municipalités électives, où tout citoyen, quelle que soit sa naissance ou sa croyance, peut choisir ses magistrats. Après avoir supprimé le privilége des grades militaires, réservé aux nobles par Frédéric II, il demanda à la conscription une armée nationale, et exerça la jeunesse au maniement des armes : transitions prudentes, pour passer du gouvernement militaire de Frédéric II à une nouvelle constitution.

Napoléon força Frédéric-Guillaume à congédier Stein; mais les idées de ce ministre étaient déjà entrées dans la politique du roi, qui s'appliqua aux réformes, guidé par l'amour du peuple et de la justice, substitua aux anciennes taxes un impôt uniforme, et abolit corporations et priviléges. En 1813, la royauté prussienne se trouva effacée au milieu de l'enthousiasme belliqueux du peuple et de l'influence prépondérante de la Russie. Le peuple entier courut aux armes sans qu'il fût besoin de l'y pousser, et il se trouva à la paix vainqueur, et riche de toutes sortes de promesses. Il était plus facile de les faire que de les tenir, dans un royaume créé par l'épée et par la diplomatie, sans frontières naturelles, sans unité de races, de langue, de civilisation, de croyance, de législation, de souvenirs; dans un royaume où le droit féodal régit encore les contrées orientales, tandis qu'à l'occident le voisinage de la France et son administration ont introduit jusque dans la loi des principes démocratiques. Frédéric-Guillaume crut qu'il n'y avait que le gouvernement absolu qui pût engendrer la cohésion; et, pour avoir ses coudées franches, il se rapprocha étroitement de ses alliés. Les patriotes s'en irritèrent, et le traitèrent d'imposteur et de tyran. Ces ressentiments ne firent qu'accroître chez ses alliés la nécessité de rester unis pour y faire face. Cependant, lorsqu'en 1823 le succès les encouragea à abolir toutes les libertés, Frédéric-Guillaume accorda les états provinciaux, mais avec des attributions très-restreintes.

En 1830, la révolution de Belgique renversa la maison d'Orange, si étroitement liée à la Prusse, et lui enleva les positions qui flanquaient son grand-duché du Bas-Rhin, où le mécontentement se propageait. Le roi eût bien voulu écraser cette ré-

volution belge ; mais les intérêts diplomatiques ne permirent pas que la paix fût troublée.

La Prusse n'a point de frontières : elle peut être attaquée au nord sur tous les points ; elle ne possède ni les sources de l'Oder, de la Vistule, du Niémen, ni celles du Rhin et de l'Elbe, fleuves qui lui donnent tant de vie ; il lui fallut en conséquence chercher sa force dans les positions militaires plus que dans les positions géographiques, et mieux encore dans la puissance morale. Elle doit aux meilleures forteresses la sécurité que sa configuration et ses fleuves, trop souvent gelés, ne sauraient lui donner ; sa landwehr lui assure une réserve de trois millions d'hommes et demi, qui coûte peu, sans enlever ni bras ni intelligences à l'activité nationale ; ce qui lui permet de n'avoir sur pied que cent vingt-deux mille hommes de troupes, et encore en laisse-t-on un dixième dans leurs foyers. La population s'est augmentée considérablement en Prusse (comme dans toute l'Allemagne, sans compter l'Autriche) ; et depuis vingt ans elle a augmenté de trois millions d'âmes. Ses rois se sont appliqué avec persévérance à donner quelque unité à des populations divergentes, et à rapprocher d'eux les petits États, en se faisant les représentants de l'Allemagne. Après la chute de l'Empire surtout, Frédéric-Guillaume caressa les intérêts et les idées d'alors ; il avait pour sujets onze millions d'Allemands, le plus grand nombre qui jamais se soit trouvé réuni sous un même sceptre ; et il sembla offrir un centre à l'Allemagne entière.

A peine le blocus continental eut-il été levé, que l'Angleterre inonda toute l'Allemagne de ses produits ; car on y avait toujours négligé les manufactures pour les armes. Parmi les intérêts auxquels le congrès de Vienne n'avait pas pourvu, se trouvaient les relations commerciales intérieures, qu'il avait réservées à la diète. Les anciennes barrières furent donc conservées ; et les tarifs, les prohibitions, les rivalités, vinrent encore entraver l'unité. La Prusse surtout avait besoin d'un bon système financier, d'une administration unitaire et forte ; les impôts directs ne pouvant plus être accrus, il ne restait plus que la ressource des contributions indirectes. Mais là apparut ce que le système des douanes avait de vicieux. L'expérience fit bientôt

voir que le meilleur moyen d'augmenter les recettes était la liberté, et on en fit l'essai à l'intérieur. Tout put donc entrer et sortir; on substitua la taxe au poids et à la mesure à la taxe basée sur la nature des produits; l'évaluation et la surveillance devinrent faciles. On en ressentit aussitôt l'avantage; et les manufactures prospérèrent, par l'effet de mesures qui, aux yeux de bien des gens, devaient les étouffer. Les autres États, qui souffraient de leur isolement et de leurs douanes multipliées, reconnurent bientôt ce qu'ils gagneraient à se procurer un marché plus étendu, au moyen de concessions réciproques. La Hesse-Darmstadt traita à ce sujet avec la Prusse (1825), ce qui conduisit à des idées plus larges encore, telles que d'échanger librement tous leurs produits sans lignes de douanes entre elles, chacun percevant les droits sur sa frontière, pour les partager entre elles en raison de leur population.

De telles idées contre-carraient toutes les habitudes, mais l'expérience donna un démenti à toutes les prévisions sinistres (1828). La Bavière et le Wurtemberg en avaient déjà fait autant, et, à leur exemple, la Hesse électorale s'unit avec le Hanovre et la Saxe, le Brunswick avec Brême et Francfort. La Prusse, visant alors à s'assurer la suprématie en Allemagne à l'aide du commerce, fondit les deux unions en une seule; et, à partir de 1830, la Prusse, la Hesse, la Bavière et le Wurtemberg jouirent de la franchise réciproque pour leurs produits et leur industrie.

La réussite fut telle, qu'en 1846 l'union douanière, ou *Zollverein,* embrassait 8,307 milles allemands carrés (de 8 kilomètres et demi chacun) et 29 millions d'habitants, c'est-à-dire toute l'Allemagne centrale et méridionale, à l'exception des possessions de l'Autriche, qui s'en tint isolée, à cause de ses provinces italiennes et de la Hongrie. Ce système a pour base primitive l'union, à laquelle les autres sont considérées comme ayant accédé. Le tarif en est très-modéré; mais on a cru, en grevant les marchandises étrangères, favoriser l'industrie indigène. La production des cotonnades, des étoffes de laine, des soieries, s'est en effet prodigieusement accrue, au point qu'on put cesser d'en tirer de l'étranger; la valeur des immeubles s'est augmentée;

les capitaux ont trouvé un emploi plus avantageux ; les pauvres y ont gagné du travail, et tous plus ou moins d'aisance. Il en est résulté pour les gouvernements une grande économie d'administration, car la ligne des douanes s'est trouvée réduite de plus de moitié ; la contrebande et par suite l'immoralité ont aussi diminué, de même que la nécessité de payer des juges et des geôliers.

Un grand port de mer manque au Zollverein pour faciliter les débouchés au dehors. La Baltique est éloignée et fermée, par le péage établi sur le Sund ; le Hanovre reste attaché à l'Angleterre, le Holstein au Danemark ; Brême et Hambourg ne veulent pas renoncer au profit qu'elles tirent du concours de tant de marchandises étrangères ; elles se tiennent donc à l'écart [1], et le Zollverein ne peut parvenir à la mer. Le Zollverein se trouve bloqué par la France, la Hollande, la Russie, et par l'Autriche, qui est devenue étrangère à l'Allemagne ; il doit donc se borner à des traités de commerce, au lieu de proclamer cette liberté qui, selon les doctrines du fondateur de ce système [2], ne peut exister qu'à la condition d'être réciproque.

L'union douanière est une nouvelle expression du besoin d'unité. Il a été question de donner à tous ses navires marchands un même pavillon, et de lui prêter pour appui une marine de guerre fédérale ; d'établir une colonie fédérale pour recevoir les condamnés, et les vingt ou trente mille individus qui émigrent tous les ans, soit au service de l'étranger, soit dans les colonies des autres États. Ce qui serait plus facile à réaliser encore, ce serait l'unité de mesures, de monnaies, et de code commercial. L'industrie allemande fait déjà peur à l'Angleterre ; elle a des foires incomparables, des fabriques de machines et d'instruments d'optique, des universités renommées par leurs études profondes, des presses typographiques très-actives, des chemins de fer qui réunissent les pays que la politique sépare. La culture de la vigne s'étend ; les bains attirent tant de monde, que la taxe payée par les étrangers est dans certains pays une grande

[1] Hambourg est entré dans l'association depuis 1847.

[2] Frédéric List, qui s'est tué en 1847.

partie du revenu public ; enfin, le commerce extérieur y grandit. La race germanique prend le dessus de plus en plus sur la race slave ; déjà elle se l'est assimilée sur la rive gauche de l'Elbe de même que sur la rive gauche de l'Oder, et les colonies allemandes s'avancent du littoral vers l'intérieur.

L'importance que l'union douanière a déjà donnée à la Prusse atteste de quel poids elle est dans les destinées de l'Allemagne. Moins florissante peut-être par ses recettes que par l'économie qu'elle a introduite dans les douanes et l'armée (1), elle attire dans ses universités les hommes les plus marquants, et ne craint pas de les introduire dans le conseil des rois. Elle réunit en ce moment l'Ems au Rhin, et par conséquent à la mer Noire au moyen de la Lippe ; fait capital, qui la rendra la rivale de la Hollande.

L'émancipation des basses classes et l'affranchissement de la propriété y marchent d'un pas rapide ; les majorats disparaissent, la propriété se morcelle. Le mouvement intellectuel ne peut se ralentir dans un pays que sa position et que tant d'hommes d'élite exposent aux regards de l'Europe. Il reste à souhaiter qu'une bonne organisation des états fasse un corps politique de ce qui n'a été jusqu'ici qu'une aggrégation de provinces.

Lors du couronnement de Guillaume IV (1840), les députés de ces provinces lui rappelèrent les engagements que son père avait pris, de donner une constitution uniforme au pays. Il repoussa l'idée d'un système de représentation générale, et consentit seulement à ce que les états publiassent leurs délibérations et leurs votes. Mais à peine eut-on conquis ce commence-

[1] Tegoborski (*Des finances de l'Autriche*, 1843) a écrit deux gros volumes pour combattre les nombreuses publications où l'on a établi l'infériorité de l'Autriche par rapport à la Prusse. Il y perce toutefois des faits d'autant plus importants qu'ils sont moins connus. Selon lui, la Prusse avait, en 1843, 2,399,000 livres autrichiennes de revenu, c'est-à-dire qu'on y paye 16 l. 30 par tête ; l'Autriche, 420,000,000, ce qui fait 11 l. 55 ; la France, 3,635,655,000, c'est-à-dire 40 l. 50 par tête. L'armée de l'Autriche lui coûte 153 millions de livres ; celle de la Prusse, 99 millions.

ment de liberté, que l'on en demanda davantage : liberté de la presse, constitution avec des garanties sérieuses, permission au clergé catholique de communiquer avec Rome, libre accès pour les catholiques et les israélites à toutes les fonctions de l'État.

Nous verrons plus loin ce qui s'ensuivit. Cet exemple entraîna le reste de l'Allemagne. De toutes parts on réclama des états provinciaux ou généraux. La Bavière détendit son frein; d'autres petits États firent de même. Mais l'enthousiasme de la liberté y dégénéra trop souvent en une fureur de bouleversement qui voulut abattre la famille, la propriété, et Dieu; aussi Heine, qui attisait de loin cet incendie, s'écriait-il que quand la révolution éclaterait en Allemagne, celle de France ne paraîtrait plus qu'une idylle.

RUSSIE.

Mais que sont ces États allemands, si on les compare à la Russie et à l'Angleterre? La Russie est organisée militairement jusque dans sa hiérarchie civile. Celui qui n'a pas retrempé sous les drapeaux la gloire de ses aïeux, voit ses enfants déchus de noblesse. La longue durée du service produit une cavalerie et une artillerie excellentes; on tire des officiers de l'Allemagne et de l'Angleterre. Quant au peuple, il y est façonné à une prodigieuse obéissance; aussi, dans de pareilles conditions, la modération est-elle difficile.

Ce qui frappe surtout à l'heure présente, c'est l'étendue toujours croissante de la Russie. En vain la géographie ou la diplomatie lui assignent des frontières : depuis un siècle elle s'est augmentée à chaque traité. Elle a pris à la Suède la Finlande tant convoitée, l'île d'Abo, Wiburg, la Livonie, Riga, Revel, et une portion de la Laponie; à l'Allemagne, la Courlande et la Samogitie; à la Pologne, la Lithuanie, la Volhinie, un lambeau de la Gallicie; puis elle a pris la Pologneelle-même. A l'empire ottoman, elle a enlevé une portion de la petite Tartarie,

la Crimée, la Bessarabie; à la Perse, la Géorgie, la Circassie, le Schirvan; puis elle est parvenue à arracher à la nature elle-même les régions polaires qui joignent l'Asie à l'Amérique et aux îles voisines. Désormais la mer Caspienne ne voit flotter d'autre pavillon de guerre que le sien; elle enserre la mer Noire et la Baltique; tous les vingt ans, elle envahit des territoires qui furent occupés tour à tour par des peuples divers : ce furent d'abord les rives du Don, puis la Nouvelle-Russie, le long du Dniéper; puis la fertile Crimée; puis la contrée qui s'étend entre le Bug et le Dniéper; puis celle qui est entre le Dniester et le Pruth, Budeak et la Bessarabie. A cette heure, elle s'installe sur le delta du Danube, et le fortifie; d'Aland, elle menace Stockholm; de Solina, Constantinople. Ses frontières indéterminées, comme ces royaumes envahisseurs du moyen âge, lui facilitent chaque année de nouvelles acquisitions; d'un côté elle assujettit à des établissements fixes les nomades de l'Asie centrale, de l'autre elle s'ouvre les glaces du Nord : d'autant plus menaçante, que ses opérations sont environnées de ténèbres.

L'empereur Alexandre a joué un grand rôle dans l'histoire contemporaine : deux fois l'Europe l'a salué comme un libérateur. Il semblerait que le mot par lequel il inaugura son règne ait été le programme de toute sa vie : *Que l'horreur de ce premier jour soit effacée par la gloire de ceux qui suivront!* Ceint de la couronne ensanglantée des czars, il éprouva le besoin d'une expiation, et il la chercha dans des pratiques de piété, dans la conviction qu'il était l'instrument choisi par la Providence pour délivrer d'abord son peuple de l'invasion étrangère, la Grèce de la barbarie des Ottomans, puis l'Europe du despotisme du glaive, et, dans les derniers temps, de la démagogie. Il poursuivit l'exécution des desseins de Pierre le Grand et de Catherine : fortifier sa puissance à l'intérieur, étendre vers l'Occident ses possessions et son influence, profiter des colonies russes, au nord-ouest de l'Amérique, pour communiquer avec le Japon. Sa lutte contre la France n'interrompit pas ses conquêtes en Orient, cherchant toujours à enlever quelque nouveau lambeau de territoire à la Turquie et à la Perse.

Secondé par sa fortune et par les fautes d'un grand homme,

il se montra généreux. A Paris, la Fayette le trouvait « poli, aimable, et surtout libéral, » s'affligeant de ce que l'on rendait à l'Europe les hommes d'autrefois, au lieu de bonnes institutions; et, avec cinquante millions de sujets et un revenu de 300 millions de roubles (1,500 millions de fr.), à la fleur de l'âge, il remit son épée dans le fourreau, lorsque tant d'illusions s'offraient à ses regards.

A la nouvelle des grandes solennités qui se préparaient pour son retour dans sa capitale, il écrivit : *J'ai toujours répugné à ces pompes, et maintenant plus que jamais. Les événements qui ont mis fin aux guerres sanglantes de l'Europe sont l'œuvre du Tout-Puissant, et c'est à lui qu'il faut en rendre grâces.* Il refusa le titre de *Béni;* et lorsque dans son conseil il surgissait quelque difficulté grave, il se mettait à prier. Il s'appliqua à réunir toutes les sectes religieuses de l'empire, secondant à cet effet les efforts de la Société biblique de Londres, qui y répandait des Bibles par milliers, ce qui semblait devoir introduire le protestantisme en Russie.

Quand madame de Staël visita la Russie, Alexandre lui dit : *Vous serez choquée de voir le servage du paysan. J'ai fait ce que je pouvais, j'ai affranchi les serfs de mes domaines; mais je dois respecter les droits de la noblesse comme si nous avions une constitution, qui malheureusement nous manque.* — *Sire, votre caractère est une constitution,* lui répondit-elle. — *En ce cas,* reprit-il, *je ne serais qu'un accident heureux.* Il avait donné une constitution à la Pologne, malgré la résistance des aristocrates opiniâtres; constitution, il est vrai, sans garantie de durée, et qu'il modifia lui-même. Mais les paroles citées plus haut indiquent bien l'erreur de ceux qui croient que l'autocrate peut chez lui tout ce qu'il veut. La résistance sanguinaire des boyards, qui se laissèrent égorger par Pierre Ier et éblouir par Catherine, renaît de temps à autre avec une fierté farouche. Celui qui examine de près les dernières expéditions en Pologne, en Grèce et en Perse, y démêle des actes ou des impulsions qui ne partaient point du souverain. La richesse se compte, en Russie, par les têtes de paysans qu'on possède; un seigneur en a des milliers qui dépendent de sa justice, ou plutôt

de son caprice; ces seigneurs forment la cour du czar; or, s'ils ne peuvent agir directement sur lui, ils le peuvent sur sa mère, sur son frère, sur sa femme; ils commandent les armées recrutées de leurs paysans, qui, en sortant du service, retomberont dans le servage. Il est donc facile de comprendre qu'un prince, même désireux du bien, ménage une aristocratie entêtée du passé et opiniâtre de ses priviléges.

Alexandre se montra zélé pour l'instruction du peuple : il voulut des écoles, des académies, la libre introduction des livres, peu dangereuse, à la vérité, dans un pays où le peuple ne lit pas, où il n'y a pas de classe moyenne, et où l'aristocratie est bien plus tyrannique que le souverain. Après avoir aboli le knout et la torture, établi un sénat conservateur des lois, avec droit de remontrance, il exigea de l'économie dans sa cour, et se montra lui-même sous les dehors les plus modestes. Mais les idées généreuses et désintéressées qui déconcertaient la politique furent bientôt étouffées par la peur des révolutions et par la défiance qu'inspiraient au czar ses propres conseillers, si bien qu'il croyait devoir s'occuper de détails qu'un grand monarque abandonne d'ordinaire à des subalternes. Metternich réussit à lui inspirer l'horreur des révolutions; les rigueurs contre les livres augmentèrent; il réforma, il exclut les Bibles, et il s'apaisa à l'égard de la Porte, en même temps qu'il devenait soupçonneux envers la Pologne et la liberté.

Les sociétés secrètes s'étaient propagées durant la campagne de 1813, surtout celles de l'*Union du salut*, ou *des vrais et fidèles enfants de la patrie;* mais, au lieu de se composer, comme parmi nous, de la classe moyenne, elles se recrutaient dans la classe supérieure, surtout des cadets et de la jeunesse. Elles étaient distribuées en trois classes : les frères, les hommes et les boyards; elles se proposaient de changer les institutions, de faire cesser les concussions et autres abus de l'administration. C'était aussi le but où tendait la *Société des chevaliers* et l'*Union du bien public*. Avec une organisation centrale et des ressources considérables, elles projetaient une république qui, formée de semblables éléments, n'aurait pu se résoudre qu'en oligarchie. Celle des *Slaves réunis* espérait réunir en con-

fédération huit États slaves, savoir, la Russie, la Pologne, la Bohême, la Moravie, la Dalmatie, la Hongrie, la Servie et la Transylvanie, avec la Moldavie et la Valachie. Pestel, l'organisateur des sociétés secrètes, avait préparé un code russe que l'on devait publier après la victoire que l'on se promettait. Ces sociétes prirent plus d'une fois la résolution de tuer Alexandre; et cela sans avoir étudié le pays, ni examiné si une révolution de principes était compatible avec un pareil état de civilisation.

Les sociétés qui travaillaient à l'indépendance de la Grèce agissaient au contraire ouvertement, et obtenaient toute la bienveillance d'Alexandre, qui n'était retenu que par les frayeurs de ses alliés. Cependant, en 1825, il était au moment de prendre une décision sérieuse en faveur de la Grèce : il partit alors pour la Crimée, qu'il parcourut pour connaître les frontières de ses immenses États. Mais il tomba malade à Taganrog, et rendit le dernier soupir en fixant ses regards sur son médecin, et s'écriant: *O crime!* L'impératrice ne tarda guère à le suivre au tombeau. Comme dans tous les événements imprévus, les conjectures ne manquèrent pas. Ceux-ci attribuèrent le coup à ses frères, ceux-là aux libéraux; d'autres, à l'Autriche, contrariée de l'intérêt qu'Alexandre montrait pour les Grecs. La situation se compliqua encore lorsque dans les papiers de l'empereur on trouva une dépêche scéllée, dans laquelle le prince Constantin déclarait renoncer au trône, « ne se sentant ni la volonté, ni la capacité, ni la force nécessaires pour régner. » En conséquence la couronne passait à son jeune frère Nicolas.

Les conjurés, surpris à l'improviste par la mort d'Alexandre, songèrent au moins à obtenir une constitution, et se soulevèrent, en proclamant que Constantin n'avait pas renoncé à la couronne. Ils propagèrent la révolte parmi les troupes, et marchèrent contre le palais, après s'être donné pour dictateur le prince Trubetzkoï. Mais Nicolas, après avoir invoqué le Seigneur, sortit intrépidement à leur rencontre, parcourut le front des troupes mutinées, et les subjugua par sa fermeté. Quelques coups de canon dispersèrent les rebelles, et la Sibérie fit le reste.

Cela ne pouvait se terminer autrement dans un pays où il existe un si vaste abîme entre la classe noble et la multitude;

les soldats ne s'étaient laissé émouvoir que par l'idée de soutenir les droits de Constantin et de la *constitution*, qu'ils prenaient pour la femme de ce prince.

Nicolas trouva opportun de rétablir par la guerre la discipline de l'armée ; et, moins docile que son frère aux suggestions de Metternich, il reprit les projets contre l'Orient.

La Perse embrasse quatre peuples différents : les tribus indigènes qui vivent en nomades dans les montagnes entre le golfe Persique et l'Arménie ; elles n'ont jamais été soumises, mais elles sont tenues en respect par les tribus des Tartares et des Turcomans, qui ont successivement conquis cette contrée. Enfin les tribus arabes, qui habitent le pays découvert, trafiquent sur le golfe, et ne sont sujettes que de nom.

Dans le siècle dernier, la Perse fut déchirée par les factions des Kurdes et des Kadyiars, jusqu'au jour où ceux-ci eurent le dessus ; et Aga-Mohammed-Khan resta le seul maître de la Perse, en 1794. Elle était tombée dans l'état le plus déplorable, sans commerce, sans agriculture, réduite à dix millions d'habitants, sur un sol capable d'en nourrir quatre fois davantage.

Mohammed, justicier implacable et cruel par caprice, réussit, plus encore par sa tête que par son bras, à y rétablir la tranquillité. Il fut assassiné à l'âge de soixante-trois ans, au mois de novembre 1796. Feth-Ali, son neveu et son successeur, fut bientôt en guerre avec la Russie pour la Géorgie.

Ce dernier pays, en 1795, était retombé sous le joug de la Perse ; mais le czar Paul le déclara incorporé à l'empire, préludant ainsi à la conquête de toute la péninsule qui s'étend de la mer Caspienne à la mer Noire. Cependant le gouvernement qu'il y établit fut tellement dur, que les populations irritées s'insurgèrent. Alexandre, pour s'assurer le pays par de meilleures frontières, fit occuper les rives du lac Goktka, en offrant des indemnités à la cour de Téhéran. Napoléon, qui projetait de traverser la Perse pour aller attaquer l'Inde anglaise, envoya à Feth-Ali des ambassadeurs et des officiers, qui formèrent ses troupes à la tactique européenne ; mais les Anglais surent déjouer l'influence française, et se firent médiateurs de la paix entre la Russie et la Perse (1813). Par cette paix, qui fut

signée à Gulistan, Alexandre se fit céder par la Perse plusieurs provinces du Caucase : le Kouban, le Daghestan, la Mingrélie (Colchide), le Derbend, le Chirvan et la Géorgie. De plus, en s'obligeant à soutenir le prince que Feth-Ali désignerait pour son successeur, il s'assurait une ingérence permanente dans les affaires intérieures du pays. Les frontières avaient été mal déterminées : aussi les Russes ayant occupé un pays qui donnait accès dans la province d'Érivan, les Persans s'en émurent, et les mollahs, ainsi que les grands, poussèrent Feth-Ali à la guerre. En effet, à la mort d'Alexandre, croyant l'armée russe entièrement désorganisée, les Persans coururent aux armes ; le midi de la Géorgie s'insurgea, ainsi que la Mingrélie et l'Imirette ; et Abbas-Mirza, fils du roi, s'avança avec cinquante mille combattants (1825). Mais les Russes les mirent en déroute sur les bords du Djéham, et le général Paskewitch porta le carnage jusque sur la droite de l'Araxe. Il passa ce fleuve sur un pont formé d'outres gonflées, battit complétement les Persans (17 juillet 1827), prit la forteresse d'Érivan (13 octobre), boulevard avancé de l'Asie, et assiégea Tauris. Alors Abbas-Mirza, à qui il restait à peine trois mille soldats pour défendre cette place, se décida à traiter. Mais ayant cherché à se soustraire aux conditions qui lui pesaient pendant que Nicolas était aux prises avec Constantinople, il fut contraint, à la paix de Turcmanciaï (28 février 1829), de céder à la Russie les provinces d'Érivan et de Nakchivan, de payer vingt millions de contributions de guerre, et de consentir à la libre navigation de la mer Caspienne. La Russie acquit ainsi une frontière excellente pour se défendre elle-même et pour inquiéter ses ennemis ; car de là elle peut à volonté marcher sur la Turquie d'Asie, sur la Perse, ou sur l'Inde. Elle agit, en outre, sur les provinces limitrophes de la Perse, en intervenant dans les actes de ce gouvernement, en protégeant les habitants qui veulent recouvrer leur nationalité, en étudiant les voies et les besoins du commerce. Si la Russie s'est arrêtée aux fleuves Arpason et Araxe, ce n'a été que pour reprendre haleine avant de se lancer dans une nouvelle campagne qui peut la conduire jusqu'à l'Indus. Déjà elle menace toute l'Arménie turque de la

vaste forteresse d'Alexandropol. Puis, ayant en sa possession l'Ararat, le mont Sacré, et le siége patriarcal d'Etchemiatzin, elle travaille à gagner à sa cause les Arméniens, en exploitant à son profit leurs sympathies nationales, et en exerçant, avec cette habileté qu'on lui connaît, son prosélytisme religieux.

On dit que ces deux guerres ont coûté à la Russie cent quarante mille hommes et cinquante mille chevaux : perte peu sensible, après tout, dans ce populeux empire. La Perse, si florissante jadis, n'était plus qu'un désert, comme tous les pays musulmans : elle possédait à peine cinq à six millions d'âmes, et son revenu ne s'élevait qu'à cinquante-huit millions ; elle n'avait ni industrie, ni marine, ni instruction ; car les célèbres universités d'Ispahan, de Schiraz, de Meschead, se bornent à enseigner l'arabe, le Koran et ses commentateurs. Le gouvernement semble avoir renoncé à ces violences instinctives qui sont le symptôme de la force parmi les musulmans. La Russie et l'Angleterre, rivales jalouses, tâchent d'asseoir leur domination sur les contrées voisines du golfe Persique. Lors donc que Abbas-Mirza, héritier désigné, eut précédé son père dans la tombe, et que Mohammed-Schah fut monté sur le trône (1833), l'Angleterre se hâta d'envoyer en Perse des officiers, et promit monts et merveilles au nouveau souverain pour le détacher de l'alliance russe, sans lui demander aucune cession de territoire. Grâce aux efforts du grand visir Mirza-Agassi, l'ordre se rétablit en Perse, l'agriculture s'y releva, l'administration reprit une certaine régularité. On vit renaître la discipline dans l'armée, qui fut portée à 120,000 hommes ; l'Hérat, le Candahar, le Caboul reconnurent la souveraineté de la Perse ; on fit venir d'Europe des officiers instructeurs, et l'on envoya de jeunes Persans faire leur éducation en France ; c'était peu de chose pour un empire en pleine décadence, tant déchu de son antique splendeur, resserré étroitement entre les possessions de la Russie et de l'Angleterre, et devenu un champ d'intrigues pour ces puissances, qui en feront bientôt peut-être un champ de bataille.

La paix avec la Perse avait laissé le champ libre à la Russie pour se jeter sur la Turquie, qu'elle eût subjuguée, sans l'inter-

vention des puissances rivales. Forcée de conclure un arrangement avec les Turcs, la Russie s'en dédommagea en attaquant les tribus du Caucase, dont elle s'était frayé le passage en s'emparant de la Géorgie; si bien que de Tiflis elle peut longer toute la chaîne de l'Ararat.

Les Adighes, que les Russes appellent Circassiens, habitent le pays qui s'étend au nord jusqu'au Kouban, à l'orient jusqu'à la Laba, à l'occident jusqu'à la mer Noire, et au midi jusqu'au pays des Abazes; c'est-à-dire, la majeure partie de la région montueuse qui sépare la mer Noire de la mer Caspienne, en traversant diagonalement l'isthme caucasien. Chasseurs toujours armés, aventuriers intrépides, ils mènent aux combats même les enfants et les femmes. Le Koran est toute leur science. Chez eux les seigneurs féodaux ont succombé depuis deux siècles; et il ne reste plus dans le pays que deux classes, les hommes libres et les serfs. Ceux-ci sont humainement traités; les hommes libres forment des confréries héréditaires depuis vingt jusqu'à deux et trois mille, qui sont présidées par un ancien, et dans lesquelles tous les membres sont égaux. Ils accueillent sous leur toit l'étranger, épousent la veuve de leurs frères, et se chargent de leurs vengeances; ils payent en commun les amendes et la composition pour les crimes commis par l'un d'eux; une partie de ces usages leur viennent de l'islamisme; le reste provient du christianisme, qu'ils ont pratiqué avant.

La tendance de la Russie vers la mer Noire l'entraîna à se jeter sur ces populations; et la paix d'Andrinople, en repoussant les Turcs des pays du Caucase, lui a livré tout le rivage oriental de la mer Noire; de sorte qu'elle s'avance sans interruption, par l'isthme caucasien, jusqu'au cœur de la Turquie d'Asie. Mais les Circassiens ne se croient pas enchaînés envers la Russie par les traités qui les liaient à la Perse auparavant. Les Turcs, les Guèbres, les chrétiens, la race mêlée du Daghestan et de la Circassie, refusent de lui obéir. Les habitants de la chaîne orientale sont soumis à un chef redoutable, Chamill; ils professent le muridisme, doctrine venue de la Perse il y a trente ans, laquelle se réduit à une sorte de méthodisme musulmam, qui fait une obligation du martyre. La Russie s'évertue à plier ces

peuples à la servitude; mais elle n'a encore abouti qu'à nous vanter ses victoires, et à sacrifier en même temps une armée tous les ans. Peut-être réussirait-elle mieux en disséminant des garnisons dans le pays. Les Caucasiens, s'ils se sentaient protégés par elles, pourraient s'y habituer, et subir paisiblement la domination russe. En procédant par la violence, au contraire, on les éloigne; et la Russie ne reste maîtresse que des places fortes, qui ne peuvent communiquer entre elles que par mer, et à l'aide de forts détachés que protége le canon de la flotte; elle surveille une étendue de cent soixante lieues géographiques, pour empêcher le trafic des armes et des esclaves avec la Turquie, lequel pourtant n'en a pas moins d'activité; aussi, après avoir essayé de tous les genres d'attaque, du blocus, de la défense, de la civilisation, la Russie s'aperçoit-elle que la nationalité de ce peuple est aussi résistante que le premier jour.

L'Angleterre voit s'avancer lentement vers la Perse la seule puissance capable d'inquiéter ses possessions en Asie. Déjà la Russie a tenté de s'emparer de Kiva (1839); et l'insuccès de cette expédition a paru venir de l'Angleterre, qui a encouragé la résistance des chefs tartares. Mais la Russie reviendra à la charge; déjà les Anglais rencontrent ses ambassadeurs et ses généraux dans les cours de tous les raïas, leurs ennemis; et c'est en vain qu'ils stipulent dans leurs traités l'exclusion du commerce et des armes russes : le colosse moscovite ne tardera pas à s'avancer jusqu'à Hérat, à cinq cents milles du Caucase et à sept cents milles de l'Indus.

Du côté de l'Europe, le traité de Kaïnardji (1774) n'accorda à la Crimée qu'une indépendance éphémère et illusoire; car, neuf ans après, Catherine II la réunit à ses États. Par la paix de Jassi, l'empire s'étendit jusqu'au Dniester; le traité de Bucharest, en 1812, détacha la Bessarabie de la Moldavie; en 1829, celui d'Andrinople rendit momentanément l'indépendance à la Moldavie et à la Valachie; en 1833, celui d'Unkiar-Schelessi resserra de plus en plus l'empire turc. Appuyée sur ces traités, la Russie occupe le triangle du Danube avec des lazarets, qui en réalité sont des casernes et des forteresses; déjà elle domine ce fleuve de l'île de Solina. Elle ne signe point de

traité qui ne laisse percer de sa part l'intention de se rendre la suzeraine de la Porte, et de la tenir privée de tout moyen de résistance sérieuse, jusqu'à ce que vienne le jour de la subjuguer tout à fait.

Au nord, la Russie a consolidé sa domination dans l'Esthonie, la Livonie et la Courlande. Les paysans, traités en serfs depuis la conquête, voulurent revendiquer, par les armes, les droits qu'on lui refusait, mais ils furent vaincus; on commença pourtant en 1817 à améliorer leur position, et ils furent affranchis en 1831. A l'heure présente, ce sont les Russes qui ont le dessus dans toute la Baltique, où la race allemande était seule naguère en possession de l'industrie et de la science.

Nous avons déploré la révolution polonaise, qui a eu pour conséquence la destruction de ce royaume. La hache ou la Sibérie ont décimé la noblesse; le reste languit dans l'exil, et rêve des insurrections qui n'auront pour dénoûment que du sang et des ruines. A la diète de 1835, Nicolas dit aux Polonais : « Je désire que votre discours ne me soit pas lu, pour vous épar« gner un mensonge, persuadé que vous ne sentez pas ce que « vous dites. Il faut des faits, et non des paroles; le repentir « doit venir du cœur. De deux choses l'une : ou persister dans « vos illusions d'une Pologne indépendante, ou vivre sujets fi« dèles sous mon gouvernement. Si vous vous obstinez dans « les rêves d'une nationalité distincte, j'ai fait élever une cita« delle, et, au moindre mouvement, je détruirai Varsovie. Au « milieu des désordres de toute l'Europe, la Russie seule de« meure intacte et forte... Croyez-moi, c'est un bonheur vé« ritable d'appartenir à ce pays. Si vous vous comportez bien, « mon gouvernement songera à votre prospérité, quoi qu'il soit « arrivé. »

Cependant la Providence semble conduire, même par ces voies douloureuses, la nation vers un avenir de progrès, en détruisant cette caste aristocratique qui sut remplir au moyen âge une noble tâche de résistance et de civilisation, mais qui doit disparaître devant le peuple, devant cette plèbe dont nul ne devait proposer l'affranchissement, ainsi que le décréta encore la dernière révolution polonaise. A travers les jalousies mal dé-

guisées des puissances copartageantes, peut briller l'espoir d'une réunion; déjà ce vœu a été exprimé en termes clairs là où il pouvait l'être, et ailleurs par un retour aux coutumes nationales, par le rapprochement des seigneurs et des paysans, par des tentatives d'amélioration morale pour ces derniers, et leur participation à tous les droits. Bien des propositions ont été faites au czar pour rétablir la Pologne entière, et grouper autour d'elle toute la famille des Slaves; ce qui placerait pour barrière entre la vraie Russie et l'Allemagne un grand peuple, un peuple nouveau, et par là réservé peut-être à de hautes destinées.

La guerre avec la France avait laissé à la Russie une dette énorme, et une armée qu'il fallait occuper. On y pourvut à l'aide des colonies militaires, dont le plan fut proposé en 1819 par le général Araktchéief : c'est à la fois une milice et une population agricole. L'empereur désigne les villages destinés à la recevoir. Ceux des habitants qui ont passé soixante ans deviennent *patrons des colons*. Chaque patron reçoit une certaine quantité de terrain, sous la condition d'entretenir un soldat avec sa famille et son cheval; de son côté, le soldat cultivateur doit l'aider dans ses travaux quand il n'est pas retenu par le service. Les autres habitants constituent une hiérarchie militaire, en vue de laquelle les enfants sont élevés ; en même temps que la lecture, l'écriture, le calcul, on leur apprend le maniement des armes et l'équitation. Ainsi l'on substitue la troupe à la famille; on décompose celle-ci pour recevoir des hommes accidentellement; les liens naturels se relâchent; et l'instruction ne sert qu'à faire sentir davantage la servitude.

En 1847, la Russie comptait 82,000 soldats soumis à ce mode de colonisation. La population de ces colonies militaires ainsi que leur production s'étaient notablement accrues; mais ce qui importe davantage, c'est que l'empire russe possède par ce moyen une belle armée, prête à tout, et qui cependant ne lui coûte rien. L'Autriche aussi a établi des colonies militaires, qui ont pour but de protéger sa frontière contre les incursions des Turcs; mais elles convertissent le paysan en soldat. Sous le régime russe, au contraire, un régiment est placé dans une colonie qui le fait vivre, sans que le soldat s'y transforme jamais

en véritable laboureur. Ajoutez à cela que toutes ces forces militaires stationnent sur les frontières occidentales et méridionales, c'est-à-dire qu'elles menacent l'Europe.

Le territoire russe offre les débris, on pourrait dire les sédiments, de toutes les révolutions de l'Asie moyenne; dans le gouvernement d'Astrakhan surtout, les populations qui s'y sont trouvées aux prises ont perpétué les usages et les croyances antiques : Russes, Slaves, Cosaques, Circassiens, Grecs, Turcs, Kirghiz, Tchérémisses, Arméniens, Géorgiens, Persans, Indiens, Huns ou Avares, Mongols, Finnois, Baskirs, se trouvent en contact sur cette frontière de l'Asie et de l'Europe, et se transforment par degrés sous la pression de la Russie. Les gouvernements de Kasan et d'Orenbourg sont mêlés aussi de populations diverses; il en est de même de la Sibérie, où la population clair-semée est mahométane, boudhiste, idolâtre, chrétienne, et parle le russe, le finnois, le turc, le mongol, le tongouse; elle est néanmoins entièrement subjuguée.

La Russie poursuit sans cesse ce grand projet d'attacher au sol et à la civilisation les populations de cette contrée de l'Asie centrale appelée autrefois Grande Tartarie. Elle commence à lui assigner les limites qu'elles ne doivent pas outrepasser, soit en été, soit en hiver : s'il s'élève des différends entre elles, elle en profite; elle attire au cœur de l'empire leurs chefs les plus influents, et leur inspire le goût des titres et des honneurs, ainsi que le désir de rester attachés à la cour. Les fonctionnaires qu'elle envoie dans ces contrées asiatiques y ont des résidences fixes, avec une église, un hôpital, une école, une caserne, qui deviennent le noyau de nouveaux villages dépendants de la Russie, et des rudiments de civilisation. Sauf le monopole du sel et de l'eau-de-vie, le gouvernement n'impose point de taxes; mais ce que les habitants ne tirent pas de leur propre fonds, comme les fruits et les mines, lui appartient. Ceux qui améliorent les terres ont des récompenses. De cette manière les steppes se sont rapidement converties en campagnes; les tribus nomades et les Turcs s'en sont éloignés; les Tartares Nogaïs ont péri dans les guerres, ou se sont retirés en Asie; quelques-uns encore se sont faits agriculteurs dans la Crimée

et sur la mer d'Azof. Des Russes, des Cosaques, des Allemands, des Juifs, des Bohémiens, se sont répandus sur le pays conquis, où ils sont tous respectés, mais tenus de travailler. Les Arméniens y ont apporté les vers à soie; les Allemands, les métiers à tisser et les pioches; les Italiens et les Français, la culture de la vigne. Aussi la Crimée devint-elle bientôt le jardin de Saint-Pétersbourg, le vignoble de Moscou, le grenier de l'Italie et de l'Angleterre. Odessa, Taganrog, Kertsch, Ismaïl, ont grandi à vue d'œil; d'autres villes se sont fondées. Les Russes se sont civilisés de même au nord du Caucase, de la mer Caspienne, du lac Aral, du Pont-Euxin, procédant avec mesure et patience, alternant la force et la persuasion, les conversions et la tolérance, et adaptant les institutions à la nature de chaque pays. Les Kirghiz mahométans ont transporté leurs tentes dans le vaste territoire qui s'étend entre la rive gauche de l'Irtyche, la côte orientale de la mer Caspienne, et l'Iaxarte. Les Kalmouks, qui leur ressemblent, grossiers sectateurs du lama, relèvent des gouvernements d'Astrakhan et du Caucase; ils ont vingt mille tentes dans les plaines situées entre le Caucase et la mer Caspienne.

La Russie s'assimile de plus en plus les Cosaques; elle commença à les organiser en troupes légères, du moment où elle eut subjugué les Tartares. Les premières lignes cosaques dont elle s'entoura s'étendaient du Volga au Don, et de ce fleuve au Dniéper, autrefois les limites de l'Ukraine. Après la conquête de Kasan et d'Astrakhan, ces nomades s'en éloignèrent, et maintenant ils entourent le Caucase et les steppes des Kirghiz. En 1804, les Cosaques de la mer Noire furent organisés comme ceux du Don, mais avec plus d'indépendance et avec le droit d'élire leur chef. Ceux du Dniéper et de l'Ukraine sont déjà soumis à un gouvernement. Ce peuple, qui se modèle facilement sur ceux au milieu desquels il vit et fait la guerre, fournit une avant-garde légère et hardie, dont la rapidité contribue efficacement à tenir dans l'obéissance des populations disséminées sous des climats très-différents. Mais si cette ligne de circonvallation préserve la Russie du danger d'être envahie, elle pourrait aussi se retourner contre le centre; de là la nécessité de

l'amuser par des guerres, dont le mauvais succès même tourne au profit de l'empire.

Ainsi cet empire russe est semblable au Pô, qui menace toujours d'inonder les campagnes qui l'environnent; et l'Europe civilisée est toujours contrainte dans ses progrès d'avoir l'œil tourné de ce côté, dans la crainte que des hordes ennemies ne se mettent en marche pour étouffer les mouvements que pourraient tenter soit la Pologne, soit Naples, soit l'Espagne.

Avec ce qu'il a gagné même au sein de la paix, l'empire russe embrasse 261,000 lieues en Europe, 684,000 en Asie, 72,400 en Amérique; et, au moment où nous parlons, il s'accroît encore. Moscou, sortie de ses cendres, compte trois cent cinquante mille habitants; bien mieux située que Saint-Pétersbourg, elle est toujours considérée comme la capitale réelle et nationale; et s'il arrive qu'un jour le colosse se partage en deux, une Russie moscovite restera attachée au Kremlin; une autre, finnoise et allemande, s'appuiera sur la Baltique, avec la Courlande, l'Esthonie, la Livonie, la Finlande, dont les autres provinces envient les priviléges politiques, ainsi que les droits municipaux [1], conservés depuis le moyen âge à travers tant de conquêtes. Les colonies russes ne sont pas, comme celles des autres nations, détachées du territoire de la métropole, bien qu'elles s'étendent de l'Autriche à la Chine, de la mer Glaciale au Kaboul. La nature a prodigué bien des richesses à ce vaste empire; l'Oural, qui abonde en fer, en cuivre, en platine, fournit maintenant de l'or en abondance; l'Altaï, des porphyres précieux; le Caucase, à peine conquis, du plomb et du cuivre; et peut-être y trouvera-t-on bientôt l'argent et l'or dont la Sibérie aussi abonde. Depuis 1823, la Russie a tiré plus de 400 millions de ses mines.

Beaucoup de terres sont encore couvertes de forêts; d'autres restent en friche et en marais; mais la Russie n'en possède pas moins de deux cent cinquante mille lieues carrées, aussi fer-

[1] Citons en particulier celui qui exclut de la bourgeoisie tout individu né russe.

tiles que les meilleures terres de la Pologne : aussi exporte-t-elle un quart de leurs produits.

La capitation, qui est de quatre à cinq francs par homme libre, figure pour 70 millions dans les finances russes; l'*abrok*, cens annuel de dix francs environ par chaque serf mâle de la couronne, pour 75 millions; pour 100 millions, le monopole de l'eau-de-vie, qui n'atteint que les pauvres, attendu que les seigneurs peuvent en distiller pour la consommation de leur famille; pour 15, les mines; les douanes, pour 50. Mais l'armée de terre seule coûte 160 millions; la marine, 40; et l'administration, 225.

Les manufactures se sont multipliées dans ces derniers temps; l'importation des machines s'est accrue de cent cinquante pour cent; les matières premières tirées du dehors pour les fabriques étaient évaluées, en 1833, à 90 millions de roubles; elles s'élèvent à présent à 130; et l'on croit favoriser l'industrie nationale par des prohibitions rigoureuses qui écartent la concurrence, mais n'imposent pas la nécessité d'améliorer. Le commerce intérieur est facilité par d'innombrables canaux, à l'aide desquels vont, de la mer Caspienne à Saint-Pétersbourg, sur un parcours de 1,434 milles, des produits tels que le thé de la Chine, l'opium de Perse, les fers et les pelleteries de Sibérie. La Russie fait un trafic immense avec l'empire chinois, bien que certaines lois restrictives ne le permettent pas sur tous les points de contact des deux États, mais seulement par Kiachta : ce qu'elle ambitionne aujourd'hui, c'est de pouvoir remonter le fleuve Amour, pour y débiter ses fourrures. Que sera-ce quand tout l'empire sera sillonné de chemins de fer?

La Russie manque de débouchés extérieurs; aussi lui importe-t-il d'acquérir des mers qui la mettent en communication avec l'Europe. Il y a un siècle à peine qu'elle était encore entourée d'ennemis; et le port d'Arkhangel, sans cesse bloqué par les glaces, ainsi qu'Astrakhan sur la mer Caspienne, étaient les seuls points maritimes de ses relations extérieures. Ce fut en vue de les étendre que Pierre le Grand s'opiniâtra dans ses guerres avec la Suède; et la paix de Nystad lui donna le littoral des golfes de Livonie et de Finlande, puis toute la Finlande et

la Courlande; et il plaça sa nouvelle capitale de manière à dominer la Baltique. Mais cette mer est encore trop éloignée, et la moitié de l'année obstruée par les glaces; aussi ses successeurs ont-ils tourné leurs vues sur la mer Noire. De là leurs guerres toujours renaissantes contre la Porte. Mais quoique ces beaux pays touchent à deux mers, dont l'une communique avec l'Europe, l'autre avec la Perse, et que de grands fleuves s'y jettent, ces mers n'ont point la liberté du commerce, et les fleuves ni les routes ne sont appropriés aux communications; c'est ce qui fait qu'Astrakhan dépérit, et que la prospérité d'Odessa est tout artificielle. Puis, ni la mer Caspienne ni la mer Noire ne peuvent avoir d'importance qu'à la condition de posséder les Dardanelles et le golfe Persique. Aussi est-ce vers ces deux points que se dirige surtout le génie militant de la Russie, qui, de même que l'Angleterre, ne vit qu'à la condition de conquérir.

La Russie n'est point en dehors du mouvement des études européennes : ses universités et ses académies s'appliquent à éclairer des points épineux d'histoire et de philologie; ses expéditions au nord, ses explorations de la Sibérie, des steppes verdoyantes des Kirghiz, de l'Altaï, de l'Iénisseï, ont agrandi le domaine de la géographie. La Russie possède les meilleurs observatoires du monde; elle y attire des savants et des artistes de tous les pays, tandis que les nationaux vont chercher la science au dehors.

C'est une pensée gigantesque que celle de réunir sous une loi unique et sous une constitution identique tant de pays et de peuples si divers, mais dont le succès n'est ni souhaitable ni possible. C'est le côté faible de la Russie que de manquer d'unité politique, nationale et religieuse; elle veut y substituer l'unité administrative : c'est dans ce but qu'elle détruit les franchises nationales, comme celles des Cosaques, et les franchises municipales, comme celles dont jouissaient les mille colonies de la partie méridionale.

Mais sa prétention d'arriver à l'unité religieuse a produit de plus grands maux. Les czars avaient fait plus d'une tentative pour se réunir à l'Église romaine, dans le désir de se montrer

Européens ; et, lors même qu'ils y eurent renoncé, ils accordèrent du moins leur protection aux catholiques. Catherine II avait promis, après le démembrement de la Pologne, de respecter l'Église rutène (1) ; mais elle était trop philosophe pour cela, et les vexations ne tardèrent guère, malgré l'intervention du pape et de Marie-Thérèse. Elle avait, dès 1774, enlevé aux Grecs-unis douze cents églises, pour les donner aux schismatiques. Employant tour à tour la ruse, les menaces, la séduction, la législation, elle abolit le métropolitain de Halicz, puis tous les évêques grecs unis ; et en 1791 on ne comptait pas moins de 145 couvents, 9,316 paroisses, et huit millions de fidèles enlevés à l'Église-unie. Alexandre rétablit, de sa propre autorité, le titre de métropolitain de Halicz (1807), mais comme *in partibus*, de même que les évêques de Polotsk et de Luck ; il conserva dans le royaume de Pologne l'évêché grec-uni de Chelm : et en 1817 il nomma un métropolitain de l'Église grecque-unie en Russie : le pape constitua en outre cet évêque légat apostolique, avec des pouvoirs très-étendus.

Mais l'empereur Nicolas réduisit, en 1832, tous ces siéges à deux seulement, les diocèses de la Lithuanie et de la Russie blanche ; il supprima 221 couvents du rit latin, et tous les Basiliens, qui seuls fournissaient des évêques aux églises ; puis, reprenant les errements de Catherine, il exhuma en 1833 l'ordonnance qu'elle avait rendue en 1795, et qui enjoignait « de punir comme rebelle tout catholique, prêtre ou laïque, de condition obscure ou élevée, qui se sera opposé par paroles ou par actions au progrès du culte dominant, ou qui aura détourné un autre catholique de se réunir à l'Église grecque. » Les biens des jésuites, qu'Alexandre avait promis, en supprimant cet ordre, de conserver aux catholiques, furent appliqués à d'autres usages ; le nombre des églises et des paroisses fut réduit ; on défendit toute communication entre le clergé romain et le clergé grec-uni, qui auparavant se prêtaient assistance, vu l'énorme distance des églises ; il fut interdit de réfuter publiquement les

[1] Manifeste de Saint-Pétersbourg, 5 septembre 1773 ; traité de Grodno, 13 juillet 1793.

objections faites contre le catholicisme; il fut prescrit d'élever dans la religion grecque les enfants nés des mariages mixtes; la direction des écoles fut remise aux mains des laïques, et les élèves se virent forcés d'aller achever leurs études dans des universités schismatiques; on prodigua toutes sortes de faveurs aux prêtres apostats, et ceux qui persévéraient dans leur foi se virent molestés. Le catéchisme des catholiques russes, imprimé à Wilna en 1832, s'exprime ainsi, en expliquant le quatrième précepte du Décalogue : « L'autorité de l'empereur procède ou émane directement de Dieu. On lui doit culte, soumission, service, principalement amour, actions de grâces, prières; en un mot, adoration et amour. Il faut l'adorer en paroles, en signes, en actions, dans le fond de son cœur. Il faut respecter les autorités qu'il nomme, parce qu'elles émanent de lui. Grâce à l'ineffable action de ces autorités, l'empereur est partout. L'autocrate est une émanation de Dieu; il est son vicaire et son ministre. » Enfin, le gouvernement finit par obtenir que tout le haut clergé apostasiât; et, malgré les fortes résistances d'en bas, le très-saint synode déclara que « la soi-disant union effectuée depuis 1596 dans les *provinces occidentales de la Russie*, par la désertion d'une partie du clergé de ces contrées, et qui avait déchiré pendant deux siècles la famille russe, avait cessé en 1839, par l'acte synodal de Polotsk. »

En beaucoup d'endroits, les nobles, même schismatiques, protestèrent contre la violence, disant que c'était porter le trouble dans la conscience des paysans, que de les contraindre d'adopter un rit qu'ils détestent; et qu'en les atteignant dans la religion, on sapait chez eux la base de toute vertu civile. Dès que les plaintes des catholiques opprimés eurent retenti à Rome, le pontife se fit l'interprète éloquent et sévère des consciences tourmentées; et l'allocution de Grégoire XVI, du 22 juillet 1842, restera comme l'un des monuments les plus mémorables de l'histoire ecclésiastique : « c'est le tableau lamentable de tous les maux sous lesquels gémit la religion catholique dans la vaste étendue des possessions russes, ainsi que des efforts incessants et toujours inutiles du saint-père pour en arrêter le cours, et pour y remédier. » Quoique le pape y parlât plutôt

le langage d'une profonde tristesse que celui de l'autorité, qu'il lui appartenait de prendre en élevant la voix au nom d'un peuple opprimé, cette allocution n'eut pour résultat que d'augmenter les rigueurs impériales. Cependant quand le czar se rendit à Rome en décembre 1845, il eut un entretien avec le pontife, et montra une modération qui rendit l'espoir aux catholiques et laissa respirer l'Église.

Ce fut aussi en vue d'établir cette unité religieuse que la persécution se tourna aussi contre les juifs. Plus d'une tentative a été faite dans ces dernières années pour réunir cette nation. On a songé même à relever le royaume et le temple de Jérusalem, comme une barrière entre l'Égypte et la Turquie. Mais on a cru reconnaître que tout effort pour réorganiser la société juive serait inutile avant sa conversion. La Pologne compte deux millions d'israélites. Depuis Casimir (1334), ils ont été déclarés *idonei et fideles*, avec de grands priviléges, peu respectés depuis, par les antipathies populaires. Ils ont pris une grande part aux derniers mouvements de la Pologne, car ils avaient de bonnes raisons pour déplorer la chute de ce royaume. En conséquence, Nicolas les a forcés au service militaire, dont Alexandre les avait exemptés moyennant une certaine contribution, tout en prenant leurs enfants de douze à quatorze ans pour la marine. Une école qu'ils avaient à Varsovie a été supprimée à la révolution. Depuis lors Nicolas a obligé aussi les juifs à la loi religieuse de l'empire (1844); on dit même que son projet serait, s'il est maître un jour des provinces occidentales de l'Asie, de les transférer tous audelà du Taurus, sur quelque point de leur ancienne patrie.

Ces maux intérieurs, et la guerre interminable du Caucase, sont la plaie d'un empire qui joint à tant de ressources matérielles les liens invisibles dont il enveloppe la conscience des Grecs, des Arméniens, des Bulgares, des Serves, et l'affection de toute la race slave, qui vénère dans le czar le futur rédempteur de sa nationalité : ce sont ces embarras qui rendent moins effrayantes les menaces que, du fond de ses frimas, la Russie fait, de temps à autre, gronder sur l'Allemagne et la France.

AFFAIRES D'ORIENT.

La diplomatie n'avait rien arrêté quant au sort de la Grèce, qui restait encore en suspens, quoique, depuis la bataille de Navarin, elle eût perdu l'espoir de rajuster les chaînes musulmanes à ce peuple baptisé. Après la mort d'Alexandre, qui, après avoir provoqué l'insurrection des Grecs, les abandonna par condescendance pour ses alliés, Nicolas les soutint, en vue de les soumettre à un protectorat semblable à celui qu'il exerçait sur les principautés du Danube. L'Angleterre se souciait peu de voir se constituer cette nation nouvelle, qui pourrait un jour rivaliser avec elle. Cependant, entraînés par l'opinion et craignant que l'entreprise ne réussît sans eux, les Anglais lui tendirent la main, mais sous la condition que le nouvel État fût assez faible pour se voir obligé de rechercher leur appui. La France, amie désintéressée, soit par caractère, soit qu'elle ne fût dirigée par aucune espérance immédiate, voulait en faire un État indépendant, qui n'eût à subir la tutelle officieuse de personne.

Capo d'Istria, habile administrateur, mit fin, durant sa présidence, à la piraterie, organisa les Rouméliotes, et propagea l'instruction publique; mais les patriotes le considéraient toujours comme le prête-nom de la Russie, et ambitionnant, d'accord avec cette puissance et avec la Porte, de se faire le chef du Péloponnèse. Les anciens chefs, après avoir versé généreusement leur sang, en étaient récompensés par la prison ou par l'exil. La révolution de Juillet vint encore enflammer toutes ces haines; plusieurs journaux s'emportèrent si loin, qu'il fallut les supprimer. Quelques-uns des mécontents, s'étant réfugiés à Hydra, y donnèrent le signal de la guerre civile. Constantin et George Mauromicali, frère et fils de Pierre, détenu alors en prison, égorgèrent le président dans une église. Constantin fut tué sur la place, et George périt sur l'échafaud. La Grèce s'ap-

plaudit d'être délivrée de celui qu'elle avait regardé si longtemps comme son libérateur; elle lui donna néanmoins pour successeur son frère Augustin, qui déclara criminels d'État le général Coletti et les autres chefs opposés à la Russie. Pendant ce temps, la conférence de Londres, qui statuait sur le sort des peuples sans les entendre, appelait au trône de la Grèce le prince Othon, fils du roi de Bavière (février 1833), qui arriva avec une flotte, de l'argent, et des conseillers étrangers.

C'est ainsi que se trouva constitué en Europe un État nouveau, simulacre de royaume, que la diplomatie substituait à l'espoir d'un empire grec ressuscité. Il a cela de particulier, que le royaume y porte le même nom que l'Église, quoique les Grecs ne veuillent pas rester dépendants du patriarche grec, pour écarter tout péril de suprématie russe. Pourvu de bonnes fortifications et d'une excellente marine, le pays compte douze millions d'acres, dont un neuvième appartient aux particuliers, et le reste à l'État, qui a succédé aux anciens maîtres; les propriétaires eux-mêmes sont presque des fermiers, car ils ont à payer une dîme en nature, dont la perception est vexatoire et pénible. Les terres laissées en friche depuis si longtemps, les anciens aqueducs étant détruits, les marécages et les landes se sont multipliés; on dirait que la nature elle-même a changé. Le Céphise, qui arrêta l'armée de Xerxès, suffit à peine aujourd'hui à l'arrosement des jardins; c'est à peine si l'Inachus et l'Ilissus reparaissent à la saison pluvieuse dans leur lit desséché. Des bois du mont Lycabettus, où se cachaient les ours, il ne reste plus que quelques arbustes; avec l'insouciance ottomane et le découragement de la servitude, l'Hymette, le Pentélique, le Parnasse, ont perdu leurs abris; et la terre végétale est descendue dans la plaine, qui en s'exhaussant a enseveli les édifices antiques. Dans la Morée, on compte à peine soixante-dix-sept hommes par mille carré; vingt-six sur le continent, trente-cinq dans les îles.

Cependant la Grèce est en voie de progrès, comme un pays nouveau; et lorsqu'en 1836 elle n'avait pas plus de 751,077 habitants, elle en comptait, dès 1840, 856,470. Les oliviers et les mûriers y croissent spontanément; le coton y est très-abondant. Au lieu

d'un lieu propice pour y bâtir une capitale nouvelle, par respect pour les souvenirs historiques, on fit choix d'Athènes, ville aride, malsaine, et où de mesquines constructions modernes contrastent avec l'ancienne magnificence; elle renferme aujourd'hui vingt-six mille habitants. Le territoire est divisé en communes de trois classes, selon que l'on y compte dix mille, deux mille ou deux cents habitants; quiconque est âgé de vingt-cinq ans se trouve électeur; les communes répondent des violences et des vols commis dans leur juridiction, mesure indispensable pour contenir une population habituée aux coups de main. Un tiers de la population vit de petit commerce; les gros négociants ont des maisons au dehors. Les affaires les plus importantes se font avec Trieste; mais jusqu'à présent les capitaux sont rares, et il ne s'est point encore ouvert de nouvelles voies. Une banque nationale a été fondée en 1841; la mer, la fertilité du sol, une activité extrême, promettent un bel avenir à ce peuple régénéré.

La renaissance des études avait dévancé en Grèce la révolution. La langue grecque avait cessé d'être employée dans la littérature; Foscolo et Mustoxidi se servirent de l'italien. Il faut citer avec reconnaissance Coray, médecin de Smyrne, qui traduisit d'abord Beccaria en grec moderne, puis s'associa avec les frères Zozimos pour composer une *Bibliothèque grecque* et des dictionnaires. Greco Ducas voulait que l'on fît revivre l'ancienne langue : ce serait vouloir ramener les Italiens au latin. Catarsdy prit parti pour l'idiome populaire, et d'heureuses tentatives, telles que les poésies lyriques de Christopoulos, le mirent en faveur. Coray, tenant le milieu entre le purisme des érudits et l'instinct populaire, voulait purger la langue parlée des locutions étrangères, partout où l'on pouvait y suppléer par des formes anciennes correspondantes : principe arbitraire dont on abusa, comme il arrive toujours. Il en résulta qu'on ne fut ni compris du vulgaire ni approuvé des érudits; et Rigo se moqua, dans une comédie, du *nouveau jargon des doctes*. Mais le gouvernement parlementaire donnera à la langue le souffle et la vie, et la question se trouvera décidée par le fait.

Quoi de plus beau que le spectacle d'un peuple qui se régé-

nère? Mais la liberté ne naît pas sur un lit de roses. Le génie de la discorde ne tarda pas, comme toujours, à diviser les Grecs. Les emprunts, résultant de la guerre ou de l'établissement de la monarchie, pèsent lourdement sur le pays; et les puissances, qui s'en sont portées garantes, s'en font un prétexte pour s'immiscer dans le gouvernement. La forme d'abord en fut absolue, et l'on donna au roi enfant un conseil de régence; l'administration fut entièrement dans les mains des Bavarois. Il en vint d'abord quatre mille avec le roi; d'autres accoururent pour faire fortune aussi et avoir leur part des grandes charges, grassement rétribuées. Armansperg, tuteur d'Othon, appuyé par les puissances, voulait maintenir l'absolutisme; de sorte que les anciens patriotes, exclus non-seulement du commandement, mais encore de la représentation, dont ils avaient joui pendant l'insurrection, subissaient en frémissant le joug de ces étrangers. Le roi renvoya Armansperg, et prit en main le gouvernement; mais cette administration imposée et despotique, tout en faisant quelque bien, ne put se réhabiliter aux yeux du pays. Le moment étant venu où les troupes bavaroises devaient quitter la Grèce, les idées qui fermentaient se produisirent au grand jour; et, en dehors de toute influence étrangère, par l'énergie du sentiment national, le roi fut amené à accepter une constitution fondée sur la séparation des pouvoirs, avec les garanties habituelles (septembre 1844). Tout ce qu'elle offre de particulier, c'est l'obligation, pour les rois à venir, de professer la religion nationale.

Ainsi la Grèce recouvrait toutes les libertés qui lui avaient été enlevées, avec les assemblées délibérantes, pour lesquelles et à l'aide desquelles elle avait combattu. L'esprit de nationalité y fut même poussé si loin, qu'après avoir déclaré, dans la première assemblée révolutionnaire, que tous ceux qui croient en Jésus-Christ et parlent la langue grecque sont Grecs, on en vint à exclure plus tard des fonctions publiques tous ceux qui n'étaient pas nés dans les limites du royaume actuel (*hétérochthones*). Coletti, principal auteur de la révolution, et représentant du parti français en face de Maurocordato, chef du parti anglais, s'opposa vainement à cet *autochthonisme*: c'était

une réaction non-seulement contre les Bavarois, mais aussi contre les riches, et surtout contre les Phanariotes, qui, sans avoir pris part à la lutte, étaient accourus à la curée [1]. Les princes de l'Europe reconnurent la nouvelle constitution, à la condition que ce royaume renoncerait à s'étendre; voyant bien que le reste de la Grèce et l'Asie Mineure ont les regards tournés vers un pays auquel ils seront un jour réunis, bon gré mal gré. Mais, de ce moment, tous ceux qui s'y étaient réfugiés tombèrent dans la plus triste position, et durent songer à abandonner leur nouvelle patrie. Les émigrés d'Ipsara s'éloignèrent; et aussi ceux de la Crète (Candie), île qui ne cesse de s'agiter, au grand contentement de l'Angleterre, qui convoite les belles rades de la Suda et de la Canée.

Les Russes, dès le dernier siècle, s'étant aperçus qu'ils ne pourraient rien contre la Turquie sans la Valachie, s'attachèrent à favoriser les mouvements de ce pays, où ils entrèrent en 1827 comme libérateurs. Le traité d'Andrinople, qui constitua la Moldavie et la Valachie, confirma tout ce qui y avait été fait par les Russes, et soumit ces provinces à un tribut annuel de 3 millions de piastres envers la Porte. Il fut établi des constitutions distinctes pour ces deux pays, avec approbation de la Russie. Le principe représentatif y domine à ce point que le chef de l'État lui-même y est élu par une assemblée formée de cent vingt boyards, des évêques, de trente-six députés des districts, et de vingt-cinq délégués des corporations de la capitale. Il partage le pouvoir avec l'assemblée nationale, qui se compose d'un métropolitain président, de trois évêques, de vingt-cinq boyards, de dix-huit députés des districts; elle n'a point à s'occuper d'affaires politiques, que les deux puissances se sont réservées. L'abolition de la servitude y a été prononcée, et tout individu peut maintenant acheter des terres et devenir noble; mais il faut du temps pour que le peuple s'y habitue. Le général russe Kisselef, qui fut longtemps président, donna pour prince au pays Démétrius Ghika; mais ces provinces, travaillées par l'intrigue étrangère, sont le théâtre de fréquentes révolutions.

[1] Coletti est mort en septembre 1847.

On compte dans la Servie douze mille mahométans disséminés au milieu de neuf cent mille chrétiens, peuple pieux, dévoué à ses prêtres, et qui espère voir toujours rétablir sa religion; vif dans ses attachements, plein de respect pour les femmes, qui, effrayées de la brutalité des Turcs, excitèrent plus d'une fois le courage des hommes de leur nation. Le soulèvement, qui date des premières années du siècle, eut pour chefs George le Noir, puis enfin Milosch, que la Porte reconnut pour prince indépendant en 1833, en se réservant la citadelle de Belgrade. Le premier pas vers la vie civile fut de rendre aux prêtres les registres de l'état civil; car avant il n'était pris acte ni des naissances, ni des mariages, ni des décès. Milosch établit des fabriques, des ponts, des hôpitaux, des quarantaines, des postes, un lycée, une imprimerie, des écoles pour la langue nationale, des prisons pénitentiaires : peut-être même marcha-t-il dans cette voie avec trop de rapidité. Mais sa férocité fit éclater une révolution (1840), qui lui substitua son fils Michel, repoussa l'influence russe et les employés étrangers, croyant par là donner satisfaction à la nationalité. Aujourd'hui le pays profite des franchises qu'il a acquises; et il y a déjà à Belgrade des journaux, une académie, et un code y a été promulgué (1844).

La prépondérance russe va se fortifiant toujours en Moldavie. Prenant pour prétexte la fermentation produite par les événements de 1848, le czar a fait pénétrer dans les principautés une armée d'occupation, déclarant qu'elle n'en sortirait qu'alors que la tranquillité serait tout à fait rétablie. Quoi qu'il en soit, voilà des tribunes de politique libérale et d'émancipation chrétienne élevées aux portes de la Turquie.

Les anciens oppresseurs des Grecs et des Slaves ont suivi une autre voie. Ceux même qui exhaltent Mahmoud comme réformateur peuvent-ils approuver le temps qu'il choisit et la manière dont il s'y prit, faisant consister avant tout sa réforme à remplir le sérail de femmes grecques, et à s'enivrer tous les jours? D'une volonté ferme, faible d'esprit, point guerrier comme doivent l'être les réformateurs, il dénatura son empire. Il établit des imprimeries, des papeteries, une gazette; détruisit sans songer au lendemain; et il arriva qu'après avoir mis bas l'ancien

édifice, il n'éleva rien pour le remplacer. Il continua ses réformes après la paix d'Andrinople; il institua de nouvelles milices régulières et une décoration; il renonça à l'isolement séculaire de la Turquie, il envoya des ambassadeurs près des puissances étrangères; il voulut qu'on vénérât son effigie, comme celles des autres rois de l'Europe; il fit construire des bateaux à vapeur, prit des mesures de précaution contre la peste, institua des commissions pour le commerce, l'industrie, pour la révision du code. On vit à Péra un théâtre et un cabinet de lecture. Mahmoud s'occupa même des belles-lettres; mais plus il crut faire pour elles, et plus elles déclinèrent, car la manière européenne s'y introduisit comme dans tout le reste. Les calligraphes turcs ont perdu leur habileté vantée, depuis l'introduction de la presse; les poëtes croient avoir bien mérité de la patrie lorsqu'ils ont composé des chronogrammes, c'est-à-dire des sentences énonçant quelques faits historiques, dont ils indiquent la date à l'aide de certains signes alphabétiques. Mir-Alemsade, fils du porte-étendard, est l'auteur d'un millier de strophes historiques non moins exactes quant aux chiffres que pauvres de pensées. Au milieu de tant d'écoles, de tant de lettrés, Constantinople n'a pas un nom à citer; les ulémas, hiérarchie scientifique, unique symbole ottoman de l'intelligence, restent cramponnés au passé. Il s'imprime des journaux, mais ils ne sont lus que par quelques Francs; les livres ne se répandent pas; à côté d'une histoire de commande, on ignore les investigations historiques, et la liberté qui en est l'essence; l'almanach impérial ne consiste guère qu'en astrologie, et en distinction des jours propices ou climatériques. On fait apprendre par cœur aux enfants des sentences qu'ils ne comprennent pas, ce qui paralyse leur intelligence avant tout développement. Dans les colléges (*madrassahs*) de Boukhara, dont l'université, type de toutes les universités musulmanes, peut donner la mesure du haut enseignement de l'islam, on compte annuellement neuf à dix mille étudiants de l'Arabie, de l'Afghanistan, de la Turquie, de l'Afrique, de l'Inde. Chaque collége a un nombre fixe d'étudiants, sous un ou deux professeurs. Chaque étudiant achète de quelque autre, en arrivant, la place qu'il occupait dans le ma-

drassah; et il y peut rester toute sa vie, pourvu qu'il ne se marie pas. Ils se préparent aux leçons des maîtres par la lecture, et des discussions sous les portiques. Les ouvrages classiques sont au nombre de cent trente-sept : le professeur fait lire d'abord par un bachelier quelques sentences sur le thème proposé; il invite les élèves à discuter entre eux les opinions qu'ils ont émises; puis il critique, corrige, et finit par donner sa propre décision. Les sciences enseignées sont le droit et la théologie, la langue et la littérature arabes; la sagesse, c'est-à-dire la logique, l'éthique, et la métaphysique; mais tout se réduit aux éléments et à des définitions. Voilà cependant l'unique source de la théologie musulmane actuelle, de la littérature et de la philosophie. Les Persans ont seuls, comme schyytes, leur université particulière. Ainsi tout se borne à des questions de théologie casuiste, qui, préjudiciables au sens commun, ne sont bonnes qu'à faire des sophistes, des fanatiques, des esprits stationnaires. Les gens d'étude ne sortent pas des classiques, non pour y puiser des idées nouvelles, mais pour les surcharger de notes, d'appendices, de scolies et de commentaires.

Ainsi les réformes ne devaient avoir pour résultat en Turquie que de faire perdre aux musulmans leurs qualités originales, sans leur en donner d'autres. On parlait aux femmes d'émancipation, mais les harems ne s'ouvraient pas, et ce qu'on leur concéda de liberté n'était propre qu'à amener du scandale et à augmenter la corruption. Les musulmans ne pouvaient donc voir dans Mahmoud qu'un renégat; et les cadavres flottant sur le Bosphore révélaient à la fois et le mécontentement et le châtiment. Un derviche, vénéré comme saint, alla un jour apostropher le sultan en ces termes : *Infidèle, n'es-tu pas rassasié d'abominations? Tu rendras compte devant Allah de ton impiété. Tu détruis les institutions de nos pères, tu ruines l'islam, tu attires la vengeance du prophète sur toi et sur nous. Dieu me commande de te déclarer la vérité, et il m'a promis la couronne du martyre.* Il ne manqua pas de l'obtenir en effet, et l'on vit son cadavre entouré d'une lumière éthérée.

Sur la fin de sa vie, Mahmoud proclama la tolérance envers

les chrétiens, autorisant l'archevêque Maxime Mazlum à gouverner les catholiques des provinces d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem, et à exercer librement les fonctions spirituelles. Il défendit à tout musulman de dire aux catholiques : *Pourquoi lisez-vous les saintes Écritures? Pourquoi allumez-vous des cierges? Pourquoi avez-vous des chaires, des images? Pourquoi brûlez-vous de l'encens, exposez-vous des croix?* Il interdit aux chrétiens toutefois de pratiquer en public. Il permit de les entendre comme témoins, et fit défense de les contraindre sous aucun prétexte à se faire musulmans; l'archevêque fut autorisé à porter son costume distinctif, ainsi que la croix; à avoir des mulets et des chevaux, et chacun fut tenu de respecter ses décisions en fait de religion et de discipline.

Mahmoud laissa ainsi un royaume affaibli à son fils Abdul-Medjid, qui lui succéda bien jeune (1er juillet 1839), et se trouva environné de dangers extérieurs. Le hatti-schérif[1] de Gulhané (3 novembre), qu'il publia aussitôt, fut pris pour une constitution par ceux qui croient possible de régénérer un peuple avec une charte. Cet acte réformait le vieux système d'administration, en garantissant à tous sujets la vie, les biens et l'honneur; promettait de répartir et de percevoir régulièrement les impôts, et de procéder de même pour la levée des soldats; il ordonnait en outre la publicité des jugements rendus selon la loi divine avec sentence régulière, et défendait de faire mourir personne en secret. Il voulait que les biens fussent possédés paisiblement et transmis aux héritiers, même ceux des condamnés. Ces dispositions étaient applicables à tous les sujets de l'empire, sans distinction de religion. Enfin le jeune sultan promettait des codes et des lois sur toutes les matières. En y regardant bien, peut-être trouvera-t-on que ce fut là un acte imprudent, car il diminua l'autorité des magistrats, sans accroître

[1] Le *fetwa* est une décision religieuse ou juridique, émanée du mufti, ou du ministre de la loi; le *firman* est une décision politique ou administrative, émanée du divan suprême. *Le hatti-schérif* ou *katti-schérif* est un acte de la volonté personnelle du souverain, signé le plus souvent de sa main. (AM. R.)

la sécurité des sujets. Il confessa qu'il existait de graves désordres avec la volonté d'y remédier, mais en même temps avec l'impuissance d'y réussir. Il enleva aux Turcs les priviléges de la conquête, sans leur réconcilier pour cela les raïas. C'est une œuvre qui ne peut s'accomplir que bien lentement, et seulement peut-être par la ruine de l'un des deux peuples.

Cependant les regards des croyants se tournaient d'un autre côté, et ils voyaient dans Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte, le restaurateur futur de l'islam. Nous avons déjà parlé de ses progrès, et dit comment il avait songé à relever l'Égypte. Ce fut en despote aussi, sans s'adresser aux éléments nationaux, mais à la civilisation européenne. Il lui fallait, pour y parvenir, n'avoir à redouter ni la violence au dehors, ni la désobéissance au dedans; mais, en vrai Turc, il ne connaissait d'autre moyen que la force, et pour se la procurer, l'argent.

L'Égypte, cette grande vallée africaine dont le Nil a fait le plus fertile de tous les pays, est placée dans de telles conditions naturelles, que la propriété y a toujours été réglée par des systèmes particuliers. Quand l'Arabe Amrou conquit l'Égypte, peu de temps après la venue de Mahomet, les droits précédemment établis y furent maintenus, et les premières transmissions de propriété se firent moyennant une rétribution au prince; usage qui continua sous les khalifes et les mamelouks. Sélim Ier, sultan ottoman, voulant abaisser les hautes classes, décréta que les terres déjà concédées par les princes appartiendraient au souverain : en conséquence, les propriétaires (*moultezim*) ne furent plus que des usufruitiers, à la mort desquels les terres faisaient retour au fisc; mais les héritiers les rachetaient d'ordinaire à un prix fixé arbitrairement. L'usufruitier ne pouvait vendre son domaine, s'il était accablé de dettes; le fonds retournait au fisc, qui en investissait un autre. Soliman II, en confirmant toutes ces dispositions, confia l'administration des terres à un *defterdar*, lequel en tint registre, sous l'inspection d'un pacha siégeant au Caire, qui donnait un firman provisoire au nouvel investi pour les propriétés du fisc, institutions conformes à la nature du pays, et qui se maintinrent par ce motif. Les terres qui appartiennent au gouvernement sont cultivées

par des fellahs, auxquels il fournit les instruments et le bétail, en les payant à la journée ; ce sont les terres les mieux cultivées, grâce à la vigilance du *matmour* de chaque canton, qui en prescrit le mode de culture. Après la récolte, ce qui n'est pas destiné à la consommation est livré au gouvernement à des prix fixes, et transporté par les fellahs dans les magasins établis pour chaque canton. On laisse le cultivateur disposer des céréales moyennant une rente. Les villages avaient beaucoup de terres provenant de fellahs morts sans héritiers, et de ceux qui, inhabiles à les cultiver, les cédaient pour de l'argent. D'autres étaient affectées à des établissements publics et à des mosquées. Les terres dont l'administration était confiée de temps immémorial aux Cophtes ne changèrent point de régime, parce que tout changement aurait préjudicié à leur intérêt et à leur réputation. Les Cophtes remplissaient aussi les fonctions de géomètres et de notaires ; mais, sur la fin du règne des mamelouks, leurs écoles furent fermées, et il fut défendu d'enseigner leur langue.

Quand Bonaparte parut en Égypte, les biens des émigrés furent confisqués, mais il respecta ceux des habitants inoffensifs ; les impôts vexatoires furent abolis, et les biens passèrent aux héritiers, moyennant un droit d'enregistrement.

Sous Méhémet-Ali, à mesure que les mamelouks s'éteignaient, leurs propriétés passaient dans les mains du pacha, qui accorda des pensions aux moultezims survivants. Plus tard il fit rentrer au fisc les propriétés des mosquées et des établissements publics ; il n'eut besoin pour cela que de les contraindre à produire les documents authentiques qui prouvaient la propriété. Il renouvela ainsi l'opération de l'Hébreu Joseph [1], se faisant l'unique propriétaire du sol, et ne laissant posséder à titre particulier que les maisons. Cependant il concéda à des particuliers certaines terres en friche, à la charge de les mettre

[1] Joseph, d'après la tradition biblique, avait conseillé au pharaon de prélever à son profit le cinquième du produit des terres pendant les années d'abondance : quand les temps de disette furent arrivés, les cultivateurs abandonnèrent le sol au roi pour obtenir du blé.

(AM. R.)

en culture, avec exemption d'impôts pour un temps déterminé : et moyennant redevance. Il substitua à l'ancien mode la grande culture, plus convenable pour les inondations ; il multiplia les canaux, appela des agriculteurs et des jardiniers d'Europe. La garance, le coton, l'indigo, l'opium, le riz, le maïs, le froment, les mûriers, les meilleurs fruits, prospérèrent sur ce sol si fertile, et les manufactures s'y multiplièrent.

Mais le peuple y gagna-t-il quelque chose? non : ce fut un monopole tout au profit du vice-roi, qui revendit au *fellah* toutes les choses nécessaires à la vie, et au prix qu'il voulut. En même temps il répandait l'instruction, fondait des écoles et des académies, mais dirigées toujours par des Francs, et dans le seul but de former son armée. Les soldats albanais, qui avaient été les instruments de son élévation, devenant indociles à la discipline, furent ramenés à l'obéissance par les procédés habituels ; et le colonel français Sève forma ses troupes aux manœuvres européennes. Il porta ses troupes de ligne à cent trente mille hommes ; et en y joignant les Bédouins irréguliers, les ouvriers des ports, la milice, les élèves des écoles militaires, il en eut jusqu'à deux cent soixante mille. Marseille et Livourne fournirent à Méhémet-Ali les premiers bâtiments dont il se servit contre la Grèce. Lorsque Ibrahim eut évacué la Morée, son père l'accueillit après sa défaite avec une résignation toute musulmane, et le traita presque en triomphateur ; puis, s'appliquant à réparer ses pertes, il forma, avec l'aide d'officiers francs, une cavalerie, une flotte et un corps d'artillerie. Sur le promontoire d'Alexandrie, qui était encore désert en 1828, on vit s'élever dès 1834 un arsenal vaste et bien organisé, d'où sortirent dix vaisseaux de ligne de cent canons, et force bâtiments d'un rang inférieur, quoique le pays ne fournît ni fer, ni bois, ni cuivre, ni ouvriers, ni officiers enfin pour diriger cette armée navale.

Aujourd'hui l'Égypte possède tous les établissements des pays civilisés, jusqu'aux télégraphes : grand argument contre ceux qui mesurent la civilisation sur les chiffres de la statistique et sur les institutions gouvernementales. Méhémet-Ali ne s'est servi des ressources de l'Europe que pour organiser le despo-

tisme asiatique ; et l'on ne saurait trouver une pire condamnation de la civilisation musulmane, que l'essai tenté par Mahmoud et par Méhémet : tout y est matériel, fictif, superficiel, infructueux. Liberté de pensée, dignité, légalité, humanité égale répartition, tout ce qui, en un mot, est la gloire ou l'espérance des pays chrétiens, est ignoré en Égypte comme en Turquie : le peuple, pareil aux bêtes de somme achetées pour le service, ne travaille que pour un seul ; la conscription y est une chasse d'hommes ; l'administration, une hiérarchie d'oppressions ; le bâton y est la loi et le châtiment universel, quand il n'y va pas de la tête. Les habitants sont entre eux solidaires de l'impôt : si le paresseux ne paye pas, le vice-roi tombe sur le sujet laborieux ; il s'en prend à la bourgade entière, afin que son fisc ne se trouve pas en déficit. Ajoutez à cela qu'il paye annuellement 3 millions de pensions à des femmes sorties de son harem, mariées à des personnages du premier rang, aux grands dignitaires de l'État.

C'est ainsi que les revenus du trésor se sont élevés en Égypte jusqu'au sextuple ; mais la population y a diminué d'un tiers, et ce qui reste y est misérable, ignorant, sans jouissances, comme sans pensées et sans dignité. Il y a là des fabriques d'armes, et point d'hôpitaux ; des écoles de génie, et point d'écoles pour apprendre à lire ; des palais éclairés au gaz, et point de réverbères dans les rues. Les premiers venus que l'on peut saisir sont enrôlés de force pour creuser un canal ou élever un fort, pour y travailler des mois entiers sans salaire, quelquefois même sans nourriture. Là où le peuple ne meurt pas, il s'enfuit ; et le pacha d'Acre ayant refusé de rendre six mille fellahs qui s'étaient réfugiés chez lui, il en résulta une guerre qui faillit envelopper l'Europe entière.

La Syrie se trouve liée à l'Égypte par son origine, sa langue, son histoire ; de telle façon que qui possède l'une doit aussi posséder l'autre. Méhémet comprit de bonne heure le parti qu'il tirerait de ce pays, pourvu des ports et des forêts dont le sien manque, et qui lui ouvrirait une route vers la Turquie. Il commença par s'assurer l'amitié d'Abdallah, [illegible]re, et de l'émir Beschir, souverain du Liban, en leur obten[illegible]t le pardon

de la Porte pour leur rébellion. Mais Abdallah ne se prêtant pas à ce qu'on exportât du Liban des bois pour la flotte égyptienne, favorisant en outre la contrebande et accueillant les fugitifs égyptiens, Méhémet envahit la Syrie. Le choléra, qui moissonna des centaines de mille hommes dans l'Arabie et l'Égypte, désorganisa l'armée et retarda l'expédition; mais elle fut reprise : Ibrahim attaqua Saint-Jean d'Acre et s'en empara (27 mai 1832), malgré cette réputation d'inexpugnable qu'elle avait acquise depuis que Bonaparte échoua devant ses murs.

Une telle victoire ouvrit les yeux au Grand Seigneur, qui arma aussitôt pour réduire un vassal devenu si menaçant. Ainsi, deux armées turques, disciplinées à l'européenne, se trouvèrent en présence. Vainqueurs à Konieh, les Égyptiens se trouvaient libres de marcher sur Constantinople, où l'horreur des réformes de Mahmoud faisait désirer Méhémet, comme le représentant de l'orthodoxie musulmane. Mais alors une flotte russe parut dans le Bosphore pour prendre en main la cause du Grand Seigneur, qui, pressé en outre par les Français et les Autrichiens, finit par conclure la paix de Koutayeh (14 mai 1833), par laquelle il accorda le pachalik de Syrie au vice-roi d'Égypte, qui se reconnut vassal de la Porte.

C'était consacrer l'agrandissement de l'Égypte au détriment de la Turquie : toutes deux s'épiaient d'un œil soupçonneux et avide, la main sur le cimeterre. Les deux pays eurent à subir de nouveaux sacrifices, et plus encore la Syrie, déchirée des deux côtés à la fois. Méhémet ne se voyant d'autre garantie, pour la conservation de ses États, que la diplomatie européenne, sentit plus que jamais le besoin d'une grosse armée. Il en usa pour épuiser la Syrie, où il déploya une rigueur pire que celle des Turcs, et fit naître une collision entre les Druses et les Maronites, afin de dominer les uns et les autres. Au lieu d'exciter l'enthousiasme musulman, il n'employa que des hordes armées, composées de chrétiens, d'Albanais, de Turcs. Son vaste monopole parut d'autant plus lourd que le commerce était toujours demeuré libre dans l'empire ottoman. La Syrie, frémissante sous un pareil joug, finit par s'insurger; et les hostilités durèrent jusqu'à la fin de 1839, avec une horrible destruction

d'hommes, et au grand contentement de la Porte, qui voyait ses ennemis s'affaiblir réciproquement. L'Égyptien devenait-il menaçant? la Porte se tournait alors vers la Russie, qui finit par lui arracher le traité d'Unkiar-Sckelessi, très-dommageable pour l'intérêt turc. S'effrayant bientôt des pas que cette alliée faisait vers elle, la Porte la conjura de s'arrêter; puis, croyant le moment venu de reprendre les armes contre son vassal rebelle, elle prononça la déchéance de Méhémet-Ali. La défaite de Nézib anéantit presque l'armée impériale, tandis que le capitan-pacha, en haine du grand vizir, faisant voile vers Alexandrie, allait livrer la flotte turque au pacha (juillet 1839).

Ce fut pendant cette guerre que Mahmoud mourut; et le jeune Abdul-Medjid se vit près d'être détrôné par le vice-roi d'Égypte, dont la dynastie nouvelle semblait faite pour régénérer l'État turc, en y versant l'élément arabe. Si les musulmans s'accommodaient de ce changement, laRussie s'inquiétait de voir la conquête de Constantinople reculée indéfiniment pour elle; l'Angleterre, de voir surgir un nouveau concurrent à ses possessions d'Asie; les libéraux, de voir grandir un nouveau représentant du principe despotique; Metternich, de ce qu'une occasion s'offrait à la Russie d'intervenir comme protectrice. L'Autriche déclara donc qu'elle entendait qu'on ne détachât de l'empire ottoman que le moins possible, et qu'elle serait pour quiconque fonderait un empire fort, grec ou turc. Mais, pour en finir avec ces rivalités jalouses, on s'arrêta à l'idée de conserver la Porte faible avec des vassaux puissants, et de restreindre Méhémet-Ali à l'Égypte, dût-on employer la force au besoin. C'est dans ce but qu'une alliance fut signée à Londres (15 juillet 1840) entre les grandes puissances, à l'exclusion de la France. Déjà en dissentiment avec elles pour les affaires de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, la France, au moment où elle balançait entre l'Angleterre et la Russie, se trouva insultée par les rois et isolée des peuples, elle qui était la terreur des premiers et l'espoir des seconds.

C'était la première question grave qui se fût élevée entre les princes depuis 1815, et tout le monde crut que l'Europe allait être en feu. La Russie visait à Constantinople, l'Angleterre à

Alexandrie : malheur donc si elles se mettaient d'accord ! Il est établi par les documents officiels, que l'Autriche et la Prusse, pour troubler la bonne intelligence de l'Angleterre et de la France, firent cet outrage à la dernière, compromettant ainsi la paix et leurs propres intérêts. Les whigs anglais, qui pendant un demi-siècle avaient proclamé l'alliance avec la France, se mirent à la renier, pour la traiter en rivale. Les révolutionnaires crurent le moment venu de donner une meilleure solution aux affaires de l'Italie, de la Pologne, de la Belgique, et de la Grèce. Les esprits sages accusaient les cabinets d'avoir lancé l'étincelle sur la mine, et croyaient la France en état de se présenter dignement en lice pour une si bonne cause, sans avoir besoin de réveiller les passions révolutionnaires.

Mais pensant qu'Ibrahim s'attendait à des secours de la France, qui était plus forte dans la Méditerranée que l'Angleterre, et qu'il venait de s'engager au delà du Taurus (29 octobre), un ministère d'action était remplacé à Paris par un ministère de réflexion; et la paix de l'Europe, compromise par les cabinets, fut rétablie par deux faits inattendus, l'inaction de la France et la faiblesse du vice-roi. Après avoir sommé le pacha d'abandonner la Syrie, les puissances l'attaquèrent par les armes et par les révoltes. Elles prirent Beyrouth de vive force; et la flotte anglaise, se présentant devant Alexandrie, donna vingt-quatre heures à Méhémet pour accepter l'*ultimatum*, c'est-à-dire se contenter de l'Égypte. Le pacha, qui dominait du Nil au Taurus, se résigna à recevoir son pardon et le gouvernement héréditaire de l'Égypte; à payer 10 millions de tribut; à ne pas garder plus de dix-huit mille hommes sous les armes; à renoncer à son drapeau, à ne nommer que jusqu'au grade de colonel; à ne point construire de vaisseaux de guerre sans permission expresse : restrictions ridicules, quand le vaincu peut, dès qu'il le voudra, battre le vainqueur; mais derrière ces deux fantômes il y avait deux puissances réelles, l'Angleterre et la Russie.

Le 13 juillet 1841, les ministres d'Angleterre, de Russie, de Prusse, d'Autriche et de Turquie, déclarèrent que les Dardanelles resteraient en temps de paix fermées à tout bâtiment de

guerre étranger; et que les motifs de leur alliance ayant cessé, ils déclaraient nul le traité du mois de juillet précédent. La France reprit sa place dans l'aréopage européen, mais avec un affront, et après s'être bien convaincue qu'elle restait isolée, et que le concert de ses ennemis pourrait toujours faire échec à ses projets.

Méhémet-Ali, rejeté de ces provinces qu'il croyait si bien à lui, continua de civiliser tyranniquement l'Égypte, et tourna ses regards vers l'Arabie, impatient d'y fonder un empire qui le dédommageât de ce qu'il avait perdu dans l'Asie Mineure. Mais si Méhémet-Ali fut écrasé, le Levant ne fut pas pacifié pour cela, ni l'empire rajeuni; et les provinces abandonnées par le vice-roi ne retournèrent pas à la Porte, mais à l'anarchie. Il y eut partout des soulèvements : la Thessalie et la Macédoine réclamèrent les droits des Grecs; la Bulgarie se souleva contre des exactions violentes, et les Arnautes envoyés pour les réduire y portèrent le carnage. Candie et la Syrie furent tout en feu, et les puissances se virent obligées d'employer la force pour abattre la croix, qui osait se dresser sur l'Ida et sur le Liban. La Porte n'y put rétablir sa domination qu'en entretenant la discorde entre les peuples du Liban; et la lutte intestine, les massacres réciproques de ces races chrétiennes, seraient pour les puissances de l'Europe un spectacle lamentable, si la politique avait des entrailles.

Les Maronites et les Druses sont les principaux peuples de la Syrie : les premiers habitent les vallées du centre, et les chaînes les plus élevées du Liban, depuis le voisinage de Beyrout jusqu'à Tripoli ; les Druses occupent le Liban méridional, sur le revers de l'Anti-Liban et du Gobelsceik. Les Maronites n'ont de loi que la coutume; leurs villages sont indépendants les uns des autres, les matières religieuses exceptées. Le peuple vit d'agriculture ; les propriétés sont fixes et respectées. Laborieux, hospitaliers, ils sont restés fidèles à l'Église romaine, qui s'est montrée envers eux très-conciliante, leur accordant le mariage des prêtres, la liturgie en langue vulgaire, la communion sous les deux espèces. Le patriarche est nommé par le clergé, il est confirmé par le légat pontifical qui réside dans le couvent d'As-

toura; leurs évêques, nombreux et respectés, demeurent dans les monastères. On compte dans le pays beaucoup de moines, soumis à une règle très-rigoureuse; et comme ils ont de l'instruction, ils servent de secrétaires à des Turcs même et à des Druses. Attachés à Rome, ils ont en aversion les Grecs schismatiques. Le besoin d'opposer l'astuce au despotisme explique leur fourberie, comme la franchise des musulmans vient de ce qu'ils sont les maîtres depuis des siècles. Les Druses sont une tribu arabe qui s'est réfugiée dans ces montagnes à l'époque du grand schisme musulman; plus guerriers et moins nombreux que les Maronites, ils cultivent le mûrier et la vigne, le coton, les grains. L'émir, qui réunit l'autorité civile et militaire, reçoit l'investiture du pacha turc, et perçoit le tribut que la Porte s'adjuge sur les vignobles, les mûriers, le coton et les grains; en cas de guerre, c'est lui qui fait appel à toute la population. Les Druses passent pour un peuple très-hardi, et extrêmement jaloux de l'honneur. Ils n'ont qu'une seule femme, dont l'infidélité est punie de mort par ses propres parents: le mari, dans ce cas, la leur renvoie avec le poignard qu'il a reçu d'eux le jour des noces; le père et les frères lui coupent la tête, et font passer au mari une mèche ensanglantée de ses cheveux.

Hospitaliers, mais pleins d'orgueil, ils ont en horreur le scandale; peu leur importe la faute qui n'a pas eu de témoins. Ils ont greffé, sur un fond d'islamisme, des pratiques idolâtres et toutes sortes de superstitions empruntées aux croyances des différents peuples parmi lesquels ils vivent. Chez eux, point de prières, point de jeûnes ni de circoncision, comme chez les musulmans; ni interdictions, ni fêtes. Ceux qui en sont jugés capables passent au rang d'*akkal*, c'est-à-dire d'initiés, tandis que les ignorants restent *diael*. Les akkals de premier degré se distinguent par des turbans blancs, symbole de pureté; ils fuient tout contact avec les étrangers, et se réunissent secrètement dans certains oratoires élevés (*kalné*), fermés aux profanes. Ils paraissent adorer le veau, et ont une grande foi dans les amulettes : du reste, toujours prompts à se faire chrétiens ou musulmans, mais en demeurant Druses au fond.

Après avoir vaincu Fakreddin (en 1600), les pachas turcs

pendant les luttes de la Grèce, se laissèrent séduire, en 1828, par des promesses étrangères; mais ils se trouvèrent abandonnés à la paix. Les beys chrétiens indigènes furent détruits en 1830, ce qui permit aux rajas de respirer. Comme le pacha d'Égypte les poussait à la révolte, pour faire une diversion, les Turcs firent sauter tous les forts, et ils introduisirent dans le pays ce gouvernement bâtard, appelé réforme à Constantinople. En 1835, ils se soulevèrent en arborant la croix; et, comme les autres insurgés de ces contrées, ils réclamèrent la fraternité religieuse des Grecs, et leur réunion à cet État naissant; mais la diplomatie s'y opposa. Aujourd'hui les Albanais du nord ont une tendance vers l'Illyrie, tandis que ceux du sud se mêlent aux Grecs : tous repoussent le joug qu'ils ont porté tant de siècles en frémissant.

Les Bulgares sont aussi à la veille de se relever, maintenant que le Danube et la mer Noire deviennent un moyen d'agir sur l'Asie. Cette race, moins connue que les Turcs, ses maîtres, parce que peu de gens portent leur attention sur les vaincus, et parce que la crainte de la peste l'isole du monde civilisé, comme les autres sujets de la Turquie, ne dépend que nominalement du synode de Constantinople, et chaque évêque y agit de son chef; et son influence sociale ne peut qu'en souffrir. En 1812, après la guerre avec la Russie, les Bulgares furent replacés avec la Servie sous le joug ottoman. En 1821, les heiduques bulgares, s'éveillant au bruit de la révolution grecque, coururent aux armes; Botzaris était un des leurs : mais ils ne voulurent pas combattre avec les Russes en 1828, comprenant qu'ils ne feraient que changer de maîtres. Ils formèrent depuis une association libérale à Tornow ; mais ils furent découverts, et massacrés. De nouvelles associations s'organisent, et le frémissement de l'indépendance s'y propage, sans rien qui puisse l'arrrêter.

Toute la Bulgarie fut émue, en 1840, d'une prophétie qui lui promettait l'affranchissement. En 1841, la violence exercée sur une jeune fille souleva les Balkans; une guerre de dévastation s'ensuivit, et la Porte répandit son or pour corrompre les lâches; beaucoup cherchèrent un refuge dans les montagnes ou en Macédoine, parmi les Klephtes grecs. Aujourd'hui les

Bulgares, qui forment une population de quatre millions et demi, se ressentent fortement de l'influence de la Grèce; ils sont poussés aussi par les Russes, qui voudraient prendre pied dans leur beau pays.

Au commencement de ce siècle, le Monténégro sentit le souffle révolutionnaire pénétrer au fond de ses vallées; le grand vladika Pierre, qui lutta contre Napoléon, et mourut octogénaire en 1840, fit de longs efforts pour constituer son pays. Pierre II, qui lui succéda dans la série des prêtres héros, fit des réformes dans le même esprit; et, s'étant rendu indépendant de l'Autriche et de la Russie, il assouplit les mœurs de ce peuple et le fit renoncer aux vengeances héréditaires, remplaçant les vengeances par des procès. Il réussit à établir l'impôt. L'Autriche s'étant refusée à faire aux Monténégrins de légitimes concessions, ils sont devenus ses ennemis, et ils inquiètent Cattaro, dont l'Autriche, de peur de nuire à Trieste, n'a pas voulu développer la prospérité.

Parmi les populations slaves soumises à la Turquie, les Bosniens seuls sont catholiques, comme les Croates, aux mouvements desquels ils s'associent. L'impulsion, partie d'Agrame, arrive à eux par les rapports de race et de religion; et ils ne sont jamais sourds à ces appels. Le pays qu'ils habitent est bouleversé comme par la lave d'un volcan en éruption, et l'on prétendrait en vain déterminer comment ils se trouvent ainsi jetés, et encore moins ce qu'ils deviendront. Pour que des millions de chrétiens continuent à obéir, aux portes de l'Europe et avec l'exemple de la Grèce, à une bande armée et à un gouvernement inepte et avili, il faut la protection des cabinets européens; or le Turc compromet cette protection par ses propres imprudences, qui font éclater à chaque instant de nouvelles insurrections. Les deux partis ennemis sont donc continuellement aux prises. Les populations gréco-slaves soupirent après le drapeau qui flotte sur le Pirée, et qui peut-être est destiné à réunir tout le Levant européen. Mais que de difficultés dans cette entreprise-là, où des conquêtes séculaires ont tellement mêlé les populations!

Le vieil Orient est devenu le point de mire de la diplomatie;

plusieurs fois il a été au moment de mettre aux prises les puissances européennes : ce sont elles qui dictent au divan ses décisions, qui décident l'élévation ou la chute des ministres de Sa Hautesse. La Russie a la griffe toujours allongée sur cette proie qui lui est désignée ; l'Angleterre cherche à s'établir sur l'isthme de Suez, et à acquérir une espèce de patronage sur les pachas et les émirs de Syrie, afin que l'occupation de Constantinople par la Russie ne soit pas toute au profit de cette puissance. Elle a même installé un évêque anglican à Jérusalem, comme pour habituer les Orientaux à la considérer comme leur protectrice. La France, qui ne voudrait pas rester déshéritée dans ce partage, concentre ses forces dans la Méditerranée. L'Autriche a les yeux fixés sur les bouches du Danube, dont elle convoite aussi les sources. Il y en a enfin qui, dans le déchirement de l'empire turc, entrevoient la possibilité d'un remaniement européen qui remplacerait la division arbitraire des territoires, par la démarcation naturelle des nationalités.

TABLE.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

HISTOIRE

DE

CENT ANS

TOME IV

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT. — MESNIL (EURE).

HISTOIRE

DE

CENT ANS

1750-1850

(HISTOIRE, SCIENCES, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS)

PAR CÉSAR CANTU

Traduit de l'italien, avec notes et observations

PAR AMÉDÉE RENÉE

CONTINUATEUR DE L'*Histoire des Français de Sismondi*

TOME QUATRIÈME



PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56

1860

HISTOIRE

DE CENT ANS.

EMPIRE BRITANNIQUE.

La vraie, la plus constante ennemie de la Révolution française fut l'Angleterre; et les torys conquirent dans cette lutte persévérante l'admiration de tous ceux qui sont à genoux devant le succès. Napoléon espéra triompher de son ennemie, en défendant à l'Europe de recevoir ses navires et ses marchandises; et son ennemie au contraire n'en prospéra que mieux : sans rivale sur les mers, elle s'empara de ce *trident de Neptune* que l'on a appelé avec raison le sceptre du monde. Les énormes emprunts contractés par le gouvernement enrichissaient les particuliers. La prospérité de l'agriculture, de la marine, des manufactures, la construction des canaux, de ces *docks* admirables, capables de recevoir les plus grands vaisseaux, tant d'entreprises dispendieuses, prouvèrent combien le capital national s'était accru. Seule à l'abri des armées ennemies, la Grande-Bretagne fournissait un refuge aux capitaux, même à ceux de Napoléon; le blocus continental lui procura les énormes profits de la contrebande, et réduisit l'Europe à la nécessité de s'adresser à elle pour obtenir les matières premières elles-mêmes. Le coton, qui valait 2 f. 50 à Londres et à Manchester, se payait le triple à Hambourg, le quadruple à Paris; et les produits manufacturés que l'Angleterre offrait sur le continent s'y vendaient de 50 à 300 pour cent de plus que dans l'île : gain énorme, qui faisait braver tous les risques de l'introduction.

L'Angleterre sortit victorieuse de la lutte, mais grevée de lourdes charges. Pendant le règne de George III jusqu'en 1816, les revenus accumulés s'étaient élevés à 1,386 millions sterling [1]. Cependant on contracta une dette de 581 millions sterl ; et, quoique beaucoup de dépenses eussent été supprimées, l'intérêt de la dette absorbait 42 millions de livres sterling de revenu ordinaire, sur 46. Si l'Angleterre eut à souffrir, dans la première année de la paix, une disette comme jamais elle n'en avait éprouvé durant le blocus, c'est qu'elle avait cessé d'être l'unique maîtresse des mers depuis qu'elles étaient redevenues libres. Les torys ne jouirent donc pas d'un triomphe qui était leur ouvrage; des idées de réformes surgirent successivement, introduites, l'une par Canning dans les relations extérieures, une autre par Huskisson dans la politique commerciale, et la troisième par Gray dans la constitution.

La politique anglaise est avant tout commerciale : elle consiste à accroître les produits de l'industrie, ou du moins à les soutenir, en leur ouvrant de nouveaux marchés. Cette politique engendre des traités de commerce et des conquêtes au dehors, au dedans mille problèmes à débattre entre le gouvernement et l'opposition. Cette continuelle et ardente lutte entre le patriciat des propriétaires et la plèbe laborieuse, est pour l'homme d'État un champ d'études aussi fécond que peut l'être l'histoire de la république romaine.

La dynastie de Hanovre, qui dut son triomphe aux wighs, et eut contre elle d'abord l'aristocratie, favorisa le commerce. Walpole chercha en conséquence à dégrever les propriétés, à

[1] Avant 1816, la livre sterling valait 24 fr. 75; depuis, elle a été de 23 fr. 25. Elle se divise en 20 schellings, ceux-ci en douze pences, et un penny en quatre farthings. Avant 1816, la monnaie d'or se comptait par guinées de 26 fr. 47; depuis 1816, par souverains de 25 fr. 21; la monnaie d'argent par couronnes, l'ancienne couronne valant 6 fr. 16, la nouvelle 5 fr. 81. Le dollar, ou écu de banque, vaut 5 fr. 41; la livre de poids, 453 grammes. Le gallon, mesure de capacité pour les liquides, contient 3 litres 785, et 4 litres 405 pour les grains. Le pied a 0,304. Le mille est de 1,609 kilomètres; la lieue marine, de 5,592.

étendre le négoce ; et il basa l'assiette de l'impôt sur les contributions indirectes (*excise*). La guerre contre Napoléon força de recourir à l'*income tax* sur les revenus qui n'ont pas de capital apparent, comme les pensions et les emplois, et à la *property tax* sur les revenus de capitaux mobiliers ou immobiliers, comme loyers, fermages, intérêts [1]. La paix rétablie, on aurait bien voulu maintenir cette contribution ; mais le parlement s'y refusa.

Les manufactures anglaises cessèrent de fournir des armes et des vêtements à l'Europe entière, où surgirent, au contraire, des concurrents partout ; et il s'établit jusque dans l'Inde des filatures et des machines à tisser. Heureusement pour l'industrie britannique, lès colonies américaines, en se rendant indépendantes, vinrent lui offrir de nouveaux consommateurs ; et l'instrument puissant de la vapeur lui permit d'inonder le monde de ses fers et de ses cotons [2], d'occuper ainsi ses populations affamées.

Mais cette guerre retentissante que Napoléon lui avait faite, ses alliés la continuaient sourdement, en opposant les douanes aux marchandises anglaises, et en rétablissant dans les colonies le monopole, que la guerre avait interrompu. L'empereur Alexandre lui-même fut amené, par l'exemple, à « renoncer à cette libre circulation qu'il avait considérée en 1815 comme un remède aux maux de l'Europe [3], et il recourut au tarif pour protéger les intérêts de l'industrie nationale.

Le prix élevé des denrées, au temps où le continent était fermé, avait engagé les propriétaires à des dépenses énormes sur des terrains ingrats ; mais à peine commençaient-ils à rapporter, que la paix rouvrit les mers ; la valeur des denrées baissa,

[1] Avant 1843, en prenant la moyenne de dix années, le produit des douanes était de 587 millions et demi ; celui de l'*excise* sur les objets de consommation immédiate, de 375 millions ; celui du timbre, de 177 millions et demi ; tandis que l'*income and property tax* ne donnait alors que 12 millions.

[2] De 1803 à 1812, l'Angleterre en exporta annuellement pour 42 millions de livres sterling ; et pour 54, de 1815 à 1822.

[3] Motifs du nouveau tarif de douanes ; *Annuaire* de 1822, page 317.

et de nombreux capitaux se trouvèrent compromis. Ces propriétaires firent mettre, comme remède, de lourdes taxes sur les grains étrangers, c'est-à-dire, décréter la famine; l'équilibre n'existant plus entre les besoins des consommateurs et les exigences des producteurs, ce fut le peuple qui en souffrit. Ces maux intérieurs, que la guerre avait assoupis, venant à se réveiller, le parti qui demandait la réforme du parlement, en admettant au vote tout travailleur et tout producteur, gagna du terrain; les radicaux firent entendre tout haut que ceux qui n'avaient pas le droit au scrutin ne devaient pas être soumis à l'impôt.

Déjà la société des Spencéens conspirait dans un but de nivellement (1817); chaque ville, chaque village ouvrait un club de Hampden, dont le mot d'ordre était : *Veille, et sois prêt!* Le projet des conjurés était de s'emparer de la Tour, de faire sauter les ponts de la ville, d'incendier les casernes, et d'arriver ainsi à la réforme radicale du parlement. Il fallut, pour les atteindre, suspendre l'*habeas corpus*, c'est-à-dire proclamer la loi martiale.

Un peu plus tard (août 1819), ce n'étaient plus des conjurations, c'était la faim qui armait les prolétaires à Birmingham et à Manchester, au cri : *Le suffrage universel, la réforme, ou la mort!* Les assemblées, échauffées par Hunt et par Wolseley, se mirent partout à délibérer. Un corps de cavalerie lancé sur une de ces réunions tua un millier de personnes. Il en résulta une explosion de malédictions contre le ministre Castlereagh; Hunt, délivré, fut porté en triomphe. Mais le gouvernement défendit les armes, les exercices, les écrits incendiaires; il assujettit au timbre les journaux et les pamphlets politiques; et l'Europe s'attendit à voir l'Angleterre bouleversée.

Le 9 janvier 1820 mourut ce vieux roi, qui, fou par intervalles, toujours faible d'esprit, avait prouvé le mérite des institutions représentatives (puisque le pays avait pu soutenir sous son règne la lutte la plus terrible et devenir la première nation du monde); le prince régent lui succéda sous le nom de George IV. Ce prince, qui déjà s'était fait connaître par le scandale de ses mœurs, apprêta un ignoble spectacle à ses sujets dans

le procès qu'il intenta à la princesse de Galles, sa femme. Caroline avait affiché ses amours en Europe et en Asie. Lorsque son époux fut monté sur le trône, elle demanda que son nom fût inséré dans la liturgie, comme reine. Elle essuya un refus; on lui proposa 50,000 livres sterling par an, pour renoncer au titre de reine et demeurer sur le continent, en la menaçant d'un procès si elle venait en Angleterre. Elle y aborda néanmoins, et le roi demanda que le mariage fût dissous, et qu'elle fût déclarée indigne de régner. L'opposition prit fait et cause pour la princesse, parce que le roi et Castlereagh l'accusaient; elle eut pour défenseurs Canning et Brougham. Ce dernier, membre des communes, s'était fait de son esprit une arme redoutable : tantôt violent, tantôt sarcastique, il excellait à tenir la chambre en haleine des heures entières. Extrêmement actif, même hors des chambres, il était à la tête de diverses associations : dans les *meetings*, il maltraitait la foule, il injuriait ses adversaires; il haranguait jusqu'à sept fois dans un jour dans des lieux différents, pour vaincre l'or par la parole.

L'appui de ce célèbre avocat vint en aide à la princesse, mais plus encore la faveur populaire. La pruderie anglaise fut outrageusement blessée par l'indécence de certaines révélations. Les jurés n'en déclarèrent pas moins que le délit n'était pas certain; et le procureur général fut contraint de dire à Caroline : *Allez, et ne péchez plus*. Les trois royaumes se livrèrent à des transports de joie, parce qu'une femme coupable restait impunie. Cependant le roi ne voulut pas l'admettre à la cérémonie du couronnement; elle fut repoussée de Westminster, et en mourut de chagrin (7 août 1821). Ses funérailles furent une véritable ovation; et George IV s'écria : *Voilà un des plus beaux jours de ma vie* [1] !

La mort de cette princesse comme celle de Napoléon, qui arriva presque en même temps, furent attribuées au poison par

[1] Un autre procès scandaleux avait été intenté, en 1809, au duc d'York, accusé de vendre des places dans l'armée par l'intermédiaire de miss Clarke, sa maîtresse; et, bien qu'absous à une faible majorité, il fut contraint de se démettre du commandement en chef.

la multitude; on prétendit que le gouvernement avait voulu se délivrer de ses embarras en présence de l'orage qui le menaçait. Il est certain qu'alors le parti tory, tout-puissant depuis la chute de Napoléon, dut baisser la tête devant l'opinion populaire, que ce dernier débat avait enflammée.

Dans le parlement, on accusait le ministère de marcher à la remorque de la Sainte-Alliance, ce qui avait empêché, disait-on, que, dans les révolutions survenues depuis 1820, la nation se fût montrée avec la dignité convenable. L'Angleterre, caressée par les rois tant qu'elle avait paru nécessaire pour abattre l'ennemi commun, le péril une fois passé, causait de l'ombrage aux cabinets, dont la politique était revenue à l'absolutisme. L'opinion publique voulait qu'on intervînt en Espagne en faveur d'une constitution déjà reconnue en 1812 par l'Angleterre; Grey et Brougham reprochaient au ministère de laisser écraser la liberté par une prétendue neutralité : et comme les Anglais, même les moins libéraux, n'admettent guère l'absolutisme des rois, lord Castlereagh soutint au congrès de Troppau et de Laybach que les peuples ont le droit de régler seuls leur organisation intérieure. Mais ce ministre avait perdu sa popularité; et lorsqu'il se donna la mort de sa propre main (9 août 1823), le peuple y vit un remords de s'être fait l'instrument de la Sainte-Alliance. Canning son successeur, ennemi de la démocratie, mais propagateur des idées libérales, s'efforça de rendre à son pays l'influence suprême qu'il avait perdue. Il prit parti pour les opprimés, afin de diminuer la puissance des oppresseurs, prêt à se rallier à ceux-ci toutes les fois qu'il voyait à y gagner; il louvoya selon les événements, et non selon les principes; il combattit en Europe ceux qu'il soutenait en Amérique, parce que tel était l'intérêt de l'Angleterre. Pitt l'avait fait entrer à vingt-deux ans au parlement (1793), où il attaqua la Révolution française et les idées qu'elle semait en Europe; et il mérita par son habileté, sa facilité, par l'à-propos de ses réminiscences classiques, et aussi par un vif sentiment de la réalité, quelquefois par la majesté et l'énergie, d'être compté parmi les meilleurs orateurs. Les principaux actes de son ministère furent la violation de la neutralité danoise, et son alliance avec l'insurrection

espagnole. On l'avait vu sortir du cabinet en 1809, par l'effet d'une rupture avec Castlereagh, qui alla jusqu'au duel; et il n'avait pris aucune part à la reconstruction européenne qui fut l'œuvre de ce dernier. Devenu son successeur, il chercha à diminuer la prépondérance des monarchies absolues, à dégager son pays de leur alliance; et il opposa au triumvirat des puissances sa *neutralité*, tout prêt à se tourner du côté des peuples, si les rois ne renonçaient à leurs projets de surveillance sur l'Europe. « A l'heure qu'il est, disait-il, une lutte ouverte ou « sourde est engagée entre l'esprit de la monarchie absolue et « celui de la pure démocratie. Aucun siècle n'offre une plus « grande ressemblance que le nôtre avec celui de la Réforme; et « l'exemple d'Élisabeth est là pour conseiller à l'Angleterre de « se mettre à la tête des nations libres contre le pouvoir arbi- « traire. Mais Élisabeth était elle-même au nombre de ceux qui « s'étaient insurgés contre l'autorité romaine, tandis que nous, « nous combattons la monarchie absolue, vaincue depuis long- « temps dans ce pays. Prêts à porter secours aux opprimés dans « les deux partis extrêmes, il n'est pas de notre politique de « nous associer à qui que ce soit. Qu'avons-nous de commun « avec les peuples qui se soulèvent pour posséder ce dont nous « jouissons déjà depuis longtemps? Nous observons toutes les « phases de ces querelles de la hauteur où nous sommes par- « venus, non pas avec cet égoïsme cruel qui, selon le poëte, re- « garde tranquillement du rivage ceux que bat la tempête, mais « avec un désir sincère d'apaiser, d'éclairer, de réconcilier, de « sauver : toujours en nous offrant comme exemple, et même « en y joignant au besoin nos efforts. Notre position est donc « la neutralité, non-seulement entre les nations belligérantes, « mais encore entre les principes contradictoires [1]. »

Indifférence égoïste, en vertu de laquelle Canning laissa envahir l'Espagne, content d'empêcher que la Sainte-Alliance y figurât comme corps solidaire. L'opposition lui reprocha de laisser triompher sur le continent les maximes de la Sainte-Alliance, pour réagir contre la liberté anglaise et la restreindre.

[1] Séance du 28 avril 1823.

Les réfugiés d'Espagne et d'Italie trouvèrent sur le sol britannique protection et secours ; on réclama, on plaignit le sort de leur patrie. Canning répondait aux reproches : *Faut-il, parce que les Français ont occupé l'Espagne, mettre le blocus devant Cadix ? Non, jamais ! J'ai cherché une compensation dans un autre hémisphère. Si la France occupe l'Espagne, je n'ai pas voulu que ce fût avec les Indes ; et j'ai appelé le nouveau monde à l'existence, pour rétablir l'ancien équilibre.*

En effet, l'Angleterre grandit avec ce système, qui était d'accord avec les convoitises de son commerce. En Amérique, les nouveaux États, devenus libres, ouvrirent un vaste champ à la spéculation, que les canaux et les chemins de fer élargirent encore plus tard. Dans l'Inde, les Anglais entamèrent, avec les Birmans et les Mahrattes, des hostilités qui devaient aboutir à la conquête du pays tout entier.

Les opérations de bourse en Angleterre passaient toujours aux yeux du public pour une espèce d'usure. En 1802, quand les énormes emprunts contractés par le gouvernement vinrent donner à ce jeu une extension nouvelle, on construisit un vaste palais, où il fut établi des règlements et tout un cérémonial d'admission ; ce fut le centre d'une société politique, toute-puissante dans les affaires de l'Europe, qui ne put entreprendre aucune opération financière sans consulter la bourse de Londres. Le système des emprunts remonte à Guillaume de Nassau, qui l'avait appris en Hollande, et qui emprunta, pour fonder la banque, 1,200,000 livres sterling à huit pour cent, et se trouva avoir contracté, de 1688 à 1702, une dette de 44,100,795 livres sterling. Une des deux compagnies des Indes offrit au gouvernement 2 millions de livres sterling à huit pour cent, à la condition que le capital serait remboursé avant 1711, condition qui ne fut pas remplie. Le chancelier Montaigu imagina en 1696 les billets de l'échiquier, de 20 livres sterling, qui devaient être reçus dans le payement de l'impôt, et qui, ne pouvant ensuite être remboursés, furent consolidés à six pour cent. Ce fut l'origine de la dette publique consolidée. Les opérations financières se multiplièrent tellement sous la reine Anne, que la dette s'éleva à 60 millions sterling, tandis que le revenu ne dé-

passait pas 62 millions. George Ier, sous le règne duquel il s'éleva à 80 millions, réduisit la dette à 52, grâce aux moyens d'économie qui furent alors pratiqués ; mais, à la paix d'Aix-la-Chapelle, elle était remontée à 76 millions, et, lors de la guerre du Canada, à 160. Plus de 503 millions sterling vinrent s'ajouter à la dette dans les quinze premières années du siècle, si bien qu'à la paix de Paris elle s'élevait à 864,822,454 livres sterling. On profita de l'abondance des capitaux pour convertir le cinq pour cent en quatre, puis le quatre en trois et demi ; et, plus tard en trois. Aujourd'hui le capital consolidé, évalué en francs, s'élève à près de 19 milliards, dont la rente est de plus de 642 millions.

La banque étant devenue une annexe du gouvernement, grâce à la communauté d'intérêts, le ministère put, en s'entendant avec elle, étendre ses propres opérations. Elle augmenta ses bénéfices à mesure que la dette s'accrut ; si bien que, depuis sa fondation jusqu'en 1790, les actionnaires se partagèrent 51,546,666 livres sterling ; en 1782, son capital s'élevait à 8,900,000 livres sterling, et en 1816 à 14,955,000. Pendant les guerres de l'empire, le gouvernement emprunta toute la réserve métallique de cet établissement ; son crédit chancela bientôt, et les demandes de remboursement se multiplièrent à tel point, que la banque ne se trouva plus en mesure de les satisfaire. Le cabinet alors assuma une grave responsabilité, en autorisant la banque a suspendre ses payements, et à donner cours forcé a ses billets. Le papier remplaça donc tout à fait les métaux précieux qui avaient passé sur le continent. La banque, contrainte de faire de nouveaux prêts, fut forcée d'émettre d'autre papier, ce qui fit hausser le prix de tous les objets. Au retour de la paix, la banque s'appliqua avec prudence à relever la valeur de ses billets dépréciés ; mais ce ne fut qu'en 1819 qu'elle reprit les payements en numéraire et limita l'émission du papier-monnaie.

La convoitise a changé de formes en Angleterre, selon les temps. A l'époque guerrière, elle s'emparait, le fer en main, des biens des vaincus. Lors de la réforme, elle se substitua aux moines *oisifs ;* elle exploita ensuite les colonies de l'Amérique, puis elle s'élança sur les Indes. La conquête de l'Asie

une fois consommée, elle s'y transforma en nabab ; elle fit le métier de contrebandier pendant la guerre contre Napoléon ; après sa chute, elle spécula sur les actions et sur l'agiotage. Elle s'intéressa, pour des sommes considérables, dans les emprunts des nouvelles républiques d'Amérique, dans ceux de la Grèce et de Naples, dans des exploitations de mines ; deux cent soixante-treize compagnies s'étaient constituées pour la pêche, pour la navigation, la culture, pour des fabriques, des constructions, des routes, des pêcheries, des canaux, des distributions de gaz, d'eau, de lait. Quatre milliards ainsi employés obligèrent à émettre du papier en abondance, et il en résulta une aisance apparente ; mais elle était artificielle, et la disette de numéraire ne tarda pas à se faire sentir ; les porteurs de billets demandèrent à les réaliser, et de là la baisse des fonds, la diminution des fermages, la clôture des ateliers, et l'ébranlement du crédit. Nous ne dirons pas les expédients mis en œuvre pour conjurer cette panique. Une seule maison paya 1,700,000 livres sterling, et finit pourtant par tomber. La monnaie ne cessa pendant plusieurs semaines de frapper des espèces, avec la rapidité qui résulte des machines. La chute de la maison Goldsmith, qui avait fait les emprunts pour trois républiques américaines, en amena la dépréciation. On prétend qu'il y eut alors deux mille faillites, c'est-à-dire plus que dans les trente années précédentes. Des milliers d'ouvriers restèrent sans travail ; le salaire fut diminué. La fureur des basses classes se déchaîna contre les machines à tisser, et la charité publique dut s'imposer d'immenses sacrifices.

Cette crise, dont le monde entier se ressentit, fut attribuée à la trop grande extension du crédit, aux spéculations exagérées, soit en importations, soit en exportations, surtout dans l'Amérique méridionale ; à la transition rapide d'une guerre universelle qui assurait le monopole à l'Angleterre ; à une paix qui lui suscitait une concurrence universelle ; enfin aux prohibitions qui détournèrent les capitaux de leur destination naturelle.

Pour apporter remède au mal, le ministère fit supprimer les billets d'une livre sterling, émis par les banques provinciales ; celles-ci furent consolidées par l'institution, dans les provinces,

de banques dépendantes de celle de Londres. La banque royale mit 3 millions sterling à la disposition des manufacturiers, à raison de cinq pour cent, avec caution; on facilita l'introduction des blés étrangers, ainsi que l'émigration; et peu à peu se releva le crédit.

Le 29 août 1833, un nouveau statut fut donné à la banque; son capital est aujourd'hui de 350 millions de francs, le fonds de réserve compris, et elle a onze succursales dans les villes manufacturières. Elle prête ce capital à l'État; elle émet le papier-monnaie destiné à faciliter les affaires au public, elle offre aux capitaux ses caisses, comme lieu de dépôt; puis elle remplit en outre différents services de finance, tel que celui de caisse centrale du trésor et de la dette, service qui lui vaut par an 6,200,000 francs. Ses escomptes sont assez limités, et à un taux élevé; mais elle émet beaucoup de papier qui a cours forcé.

Cet établissement est sans concurrence dans un rayon de cent cinq kilomètres; hors de cette limite, plusieurs banques et même de simples banquiers ont la faculté d'émission. Mais la crise de 1836 en a montré les inconvénients, attendu que, lorsque la banque juge à propos de diminuer l'émission, les autres agissent en sens contraire. En 1844, le parlement voulut y remédier; et Robert Peel soutint que l'émission des billets était un droit régalien, comme celui de battre monnaie; qu'il ne pouvait appartenir qu'à la banque, à qui on l'avait concédé; qu'il faudrait néanmoins distinguer en elle deux établissements : l'un agissant simplement comme banquier, l'autre émettant des billets, mais seulement pour la valeur du capital prêté au gouvernement. Il fut interdit de créer des banques nouvelles, mais on n'osa toucher à celles qui existaient; on limita l'obligation des actionnaires à leur souscription personnelle, en les astreignant à publier leurs comptes chaque semaine et à restreindre leurs émissions; et en les menaçant de leur enlever ce dernier privilége, on les amena à entrer en arrangement avec la banque. C'est là encore un pas vers la centralisation administrative.

Des maux d'une nature bien plus grave accablent l'Irlande, ce royaume de la misère, où l'ancienne race endure, avec l'apparence d'un gouvernement libre, une servitude inhumaine sous

l'influence d'une poignée de conquérants. En effet, c'est à titre de conquérants et comme protestants que les Anglais possèdent les propriétés, si bien que, de 1640 à 1788, jamais un indigène ne put posséder des terres. Comme les Irlandais expropriés luttaient résolûment contre les nouveaux maîtres, ceux-ci, n'osant, pour leur sûreté, habiter le pays, louèrent leurs terres à des spéculateurs, qui les affermèrent, avec le droit de les sous-diviser encore. Il en résulta un morcellement qui rendit extrêmement précaires et la récolte et la subsistance d'une population entière.

Tout le territoire appartient donc aux fils des conquérants (*land-lords*), qui résident ailleurs. Des étrangers et protestants y rendent la justice ; d'avides entrepreneurs exploitent la famine, qui s'y renouvelle chaque année. Il ne reste aux vaincus d'autre ressource que de labourer la terre ; et ils n'ont pas, comme en Angleterre, le commerce et l'industrie pour pouvoir pénétrer dans la société aristocratique. Aussi voit-on là des friches immenses à côté de jardins les mieux entretenus ; des châteaux magnifiques, au milieu de huttes et de véritables tanières. Le peuple reste sans instruction ; il n'y a de routes que d'un château à l'autre. Des pommes de terre d'une espèce grossière, d'un transport difficile, et qui se gardent peu, sont l'unique aliment du malheureux Irlandais ; d'informes haillons sont tout son vêtement, et il n'a pour abri qu'une hutte de paille : souffrances augmentées par le spectacle du luxe et de toutes les jouissances, et dans un pays où tout parle de droits et de liberté. On prit d'abord pour un roman, pour un amas d'exagérations, les dix volumes in-folio que publia la commission de 1835, ce récit interminable d'une série de maux variés à l'infini.

Le gouvernement anglais, à l'époque de la réforme, avait nommé, aux trente-deux diocèses et aux treize cent quatre-vingt-cinq bénéfices qui existaient en Irlande, des évêques et des chanoines anglicans. Comme les catholiques ne voulurent pas accepter leur direction, il en résulta que chaque siége et chaque paroisse eurent deux titulaires : le ministre protestant, riche, heureux, entouré d'une nombreuse famille, mais bien souvent

ne trouvant pas dans le peuple un seul paroissien ; et le curé catholique, languissant dans l'indigence comme tout son troupeau, et qui n'a pour subsister que les aumônes de gens qui manquent de pain. Chose étrange que d'avoir pu conserver la religion et la nationalité attaquées, poursuivies comme elles le sont jusque dans le foyer de la famille et dans les replis de la conscience !

D'après l'enquête faite en 1822, sur les sept millions d'habitants que contient l'île, cinq millions sept cent cinquante mille étaient catholiques, cinq cent mille anglicans, cinq cent mille presbytériens, et deux cent cinquante mille protestants dissidents. L'Église officielle y percevait plus de sept cent mille livres sterling de dîmes ; de plus, la couronne nommait à six cent quatre-vingt-quatre bénéfices, et cinq cents bénéficiers au moins ne résidaient pas dans le pays.

En résumé, il y a en Irlande six millions de pauvres, à tel point que celui qui peut manger trois fois par jour des pommes de terre de qualité inférieure est réputé à son aise, et que trois millions d'entre eux sont, pendant trois ou quatre mois chaque année, exposés à mourir de faim, depuis le moment où ces tubercules viennent à se gâter, jusqu'à la récolte nouvelle. Que les publicistes nous expliquent comment les mêmes institutions ont produit des fruits si différents dans les deux pays ; comment il en est résulté chez l'un la dignité légale jusque dans l'homme qui meurt de faim ; chez l'autre, ce dernier degré de la misère où l'homme cesse de lutter contre le malheur, et se résigne à la malpropreté, au vice, à l'avilissement et, à la bestialité.

La malheureuse Irlande se venge de l'Angleterre en versant sur elle ses flots de mendiants qui offrent leurs bras à meilleur marché que l'ouvrier anglais ; c'est le châtiment de l'injustice[1] !

[1] « Les Irlandais ont donné une funeste leçon aux classes laborieuses de l'Angleterre... Ils leur ont enseigné à limiter leurs besoins au strict entretien de la vie animale, et de se contenter, comme les sauvages, du moindre des moyens qui suffisent à prolonger la vie... Instruites du fatal secret de subsister avec le nécessaire animal, les familles laborieuses,

La faction orangiste n'en continue pas moins de célébrer tous les ans avec solennité l'anniversaire de la bataille de la Boyne, qui fut le dernier soupir de l'Irlande, aigrissant ainsi les haines d'un peuple humilié et affamé, qui n'a pas encore pardonné à ses vainqueurs.

Nous avons vu comment Pitt entreprit de réduire le royaume à l'unité, en enlevant à l'Irlande son parlement (1800). Par là elle redevint tranquille, c'est-à-dire que la tyrannie des riches sur les pauvres, des protestants sur les catholiques, y fut affermie. L'Angleterre avait promis alors d'abroger les lois qui frappaient les catholiques d'incapacité civile; mais elle ne tint pas sa promesse, et le pays se plaignait en vain que le commerce des colonies tournât exclusivement au profit de l'île dominatrice, tandis que l'Irlande n'en recueillait aucun avantage pour son agriculture. L'exaspération des Irlandais leur fit prêter l'oreille aux sollicitations de la république française et de Napoléon; mais le mauvais succès de leurs efforts empira leur condition, et les orangistes se réunirent pour résister à ceux qui voulaient troubler une oppression à laquelle ils donnaient le nom de paix. Castlereagh, nommé secrétaire général de l'Irlande, réprima avec vigueur et inflexibilité les petits mouvements qui y éclatèrent encore, de telle sorte que l'on put enfin proclamer une amnistie. Mais après la paix les plaintes se renouvelèrent, compliquées de la question religieuse.

Les Irlandais, reconnaissant, par expérience, que toute action directe ou indirecte du gouvernement dans la nomination des évêques est nuisible à la religion, s'abstenaient des assemblées électives.

Le pape consentit que la liste des candidats proposés fût présentée au gouvernement, et qu'il en pût effacer ceux qui ne lui conviendraient pas. Ce qui le décidait à cette concession, c'était

cédant en partie à la nécessité, en partie à l'exemple, ont perdu ce louable orgueil qui les poussait à meubler convenablement leurs maisons, à multiplier autour d'elles ces commodités décentes qui contribuent au bonheur. » Docteur KAY, *De la condition des classes laborieuses dans les manufactures de coton de Manchester.*

l'espoir d'obtenir l'émancipation des catholiques et l'abolition des lois pénales; mais quand le parlement fut saisi de ces questions, il les rejeta. La longue patience des Irlandais était à bout; ils devinrent furieux, se réunirent en bandes armées; les arrestations, les châtiments ne firent qu'augmenter la résistance. On ne rêva plus seulement de se maintenir dans la grande unité catholique, mais de se séparer de l'Angleterre, et de se constituer en république, selon les idées qui avaient cours alors; les *white-boys* (c'est le nom que se donnaient les contumaces) se répandirent au nombre de quatre ou cinq mille, dévastant et brûlant les maisons des protestants (1829). L'Irlande alors fut mise hors la loi, et tout habitant rencontré hors de son domicile avant le lever ou après le coucher du soleil, courait le risque de se voir déporté pour sept ans.

Les voies légales devaient mieux réussir à l'Irlande que les insurrections; et elle se mit à reclamer l'émancipation des catholiques au moyen de la presse, des pétitions et des associations. Il s'était constitué, depuis 1810, une association catholique, dans le but de diriger les efforts nationaux; son premier chef fut un ouvrier en soie, Jean Keogh; et après lui vint O'Connell, l'un des hommes les plus extraordinaires de ce pays. Avocat des plus experts, il cellait à fouiller dans l'énorme amas de lois britanniques, cet arsenal d'une tyrannie fondée sur la loi. Déclamateur bruyant, agitateur infatigable, rustique aussi bien que courtisan, il n'était pas moins capable de s'élever aux accents les plus nobles que de vociférer dans des tavernes. Dans le même jour on le voyait figurer dans des lieux très-éloignés, diriger des élections, faire nommer celui-ci, exclure celui-là, toucher la main calleuse du manant comme celle du vice-roi; il allait s'agenouiller devant la reine lorsqu'elle visitait l'Angleterre. Ayant tué en duel un adversaire qui l'avait provoqué, il fit serment de ne plus accepter aucun cartel; ce qui le mit à l'aise pour dénigrer et insulter ses adversaires. Caressant et impétueux, grossier et pathétique, raisonneur et inspiré, il soulevait et maîtrisait les passions populaires, bravant l'opinion comme le pouvoir. Les violences que l'indignation semblait lui arracher étaient calculées d'avance; il mesurait de sang-froid jusqu'où il pouvait pousser, sans la compromettre, le peu d'indépen-

dance qui restait à son pays, et qu'il voulait obtenir complète. Il parlait, il écrivait, il imprimait, il intriguait, associant des idées qui semblaient incompatibles, l'insurrection constitutionnelle et l'agitation réglée. Pour trouver quelqu'un à comparer au *grand agitateur*, il faut se reporter à ces mâles époques où un Pierre l'Ermite, un saint Bernard, un saint Antoine de Padoue, entraînaient à leur suite des cent mille auditeurs.

Sous sa gouverne, l'association catholique se fortifia ; elle eut ses magistrats, son trésor, ses journaux ; elle scruta tous les actes du gouvernement britannique. Grâce à son autorité morale, elle fit sortir l'ordre de son propre désordre ; dissoute, elle se reconstitua sous une autre forme. Sa hardiesse s'accrut, et elle ne demanda plus seulement l'émancipation des catholiques, mais la séparation des deux pays, le rappel de l'union (*repeal*). Elle répartit les affaires entre trois comités particuliers, perçut des contributions dans chaque paroisse par l'intermédiaire des curés, sous la surveillance des évêques, et concentra les plaintes et les vœux des Irlandais, pour les faire parvenir jusqu'au trône. Mais six millions d'opprimés ne se réunissaient pas sans faire trembler le sol, et le souffle qui remuait la Grèce et l'Amérique du sud se faisait aussi sentir parmi eux.

Un bill de répression fut alors proposé au parlement (1826) ; on voulait frapper l'agitation au lieu d'en détruire les causes, l'oppression des catholiques. Canning, poussé par l'opinion, devint alors chef du cabinet ; les libéraux l'emportèrent, et les catholiques espérèrent recouvrer leurs droits politiques, surtout depuis la mort du duc d'York, héritier présomptif de la couronne, et leur adversaire implacable. Mais Canning lui-même, étant venu à mourir (8 août 1827), fut remplacé par un ministère composé de torys et de whigs, Wellington et Robert Peel, qui dominait la chambre des communes, s'étant entendus. L'émancipation des catholiques fut repoussée. Ce fut alors qu'un siége au parlement étant devenu vacant, O'Connell s'y fit élire lui-même (juillet 1828), avec des démonstrations populaires qu'un gouvernement libre ne saurait dédaigner. Les débats engagés sur cette élection firent connaître à l'Irlande ses propres forces. O'Connell, qui déjà avait exposé aux communes, dans un

admirable discours, les misères de l'Irlande, réclama alors l'émancipation parlementaire de son pays. Il éleva la voix, il tonna tant qu'il put ; mais il ne s'associa pas avec les radicaux du parlement, parce qu'il réclamait la séparation législative : « Savez-vous, s'écriait-il, ce que signifie le cri de justice pour l'Irlande ? D'abord l'abolition totale de la rente féodale qui sert à payer les dîmes ; la protection de l'industrie irlandaise ; la stabilité des baux, de manière à encourager l'agriculture, et à assurer au fermier un profit équitable pour son travail et pour son capital ; une représentation complète du peuple dans la chambre des communes, par la plus grande extension possible du droit de suffrage, et l'établissement du scrutin secret ; l'abolition ou une réforme radicale de la loi des pauvres ; enfin le rappel de l'union, qui est l'unique moyen d'obtenir le reste [1]. »

Ses adversaires s'effrayèrent de ces menaces : des contre-associations se formèrent ; on vit les loges orangistes et des clubs brunswickois se cotiser pour solder l'élection des protestants.

Depuis longtemps le parlement était divisé en deux camps hostiles sur cette question ; qui était devenue comme un brandon de

[1] Tous les avantages qu'O'Connell se promettait du rappel de l'union sont énumérés dans une lettre de janvier 1843, adressée à ses compatriotes :

« Nous nous administrerons nous-mêmes : la conscience sera libre, la religion de même ; l'enseignement sera libre, et s'étendra à toutes les classes ; la presse sera libre ; nous aurons un système de fermage fixe et déterminé ; notre dette publique sera réduite aux proportions primitives ; les manufactures irlandaises deviendront prospères et même supérieures ; on verra les impôts diminuer, et ils ne pèseront que sur les produits exotiques que notre patrie ne fournit pas. On abolira entièrement l'odieuse dîme ; les impôts extraordinaires, qui s'élèvent jusqu'à 2 millions de livres sterling, ne seront plus une prime offerte par l'Irlande à l'ambition de l'Angleterre, et celle-ci ne nous contraindra plus à payer pour soutenir des guerres auxquelles elle nous oblige à prendre part. Quatre millions de livres sterling, qu'on lève aujourd'hui en Irlande pour les dépenser en Angleterre ou au dehors, resteront dans le pays pour salarier nos ouvriers, encourager nos manufactures, étendre notre commerce. »

O'Connell mourut à Genève en mai 1847.

guerre civile. Les torys, voyant qu'ils ne réussiraient pas à étouffer ce germe de discorde, et que mieux valait accorder législativement l'émancipation que de se la laisser arracher par la révolte, voulurent en enlever l'honneur aux whigs : en conséquence, elle fut proposée par Peel et Wellington (mars 1829). Fut reconnu électeur et éligible tout catholique qui jurerait fidélité au roi et à la ligne protestante; qui s'engagerait par serment à ne pas travailler contre l'Église établie ; à ne plus regarder les rois excommuniés comme pouvant être licitement déposés ou tués ; et à renoncer à cette croyance qu'aucune juridiction temporelle ou civile appartînt au pape dans le royaume. Tout catholique était déclaré admissible aux emplois civils ou militaires, sauf quelques hautes fonctions. Ils étaient néanmoins exclus de toute dignité ou fonction dans les Églises d'Angleterre et d'Écosse, dans les cours de judicature et les universités.

La chambre des communes était toute disposée à voter ces mesures ; les lords cédèrent ensuite, après avoir longtemps résisté. Cependant ils élevèrent le cens électoral, de 40 schellings à 10 livres sterling. Ce coup, habilement calculé, enlevait le droit de suffrage à la foule des paysans, qui auraient voté sous l'influence du clergé. Les Irlandais se plaignirent qu'on n'avait pas fait assez ; les protestants, de ce que l'on avait fait trop. Wellington, accusé d'avoir cherché par l'émancipation une popularité dangereuse, et compromis la haute Église et la constitution de 1688, se vit forcé de se battre en duel avec le comte de Winchelsea.

C'était folie de croire que l'émancipation dût guérir tant de plaies par enchantement. Un grand pas était fait ; mais l'injustice primitive continuait de subsister en Irlande, où elle est peut-être ineffaçable à moins d'une seconde expropriation. Les land-lords cherchent à améliorer la condition des paysans et des fermiers ; ils tâchent de remédier à cette subdivision sans fin. Mais il est fort difficile de mettre d'accord deux races hostiles : les manufactures, les chemins de fer, ou autres progrès matériels, les grandes villes, la propreté et toutes les aises de la vie, la fondation d'écoles, la défense de contracter des mariages précoces et de se livrer à la mendicité, ce n'est point dans toutes ces

choses que peut consister le remède : il ne consiste point, en un mot, à transformer les Irlandais en Anglais, quand le mal gît précisément dans cette prétention. On agit sur l'Anglais par la tête, en flattant chez lui l'ambition, les idées libérales, l'amour du confortable. L'Irlandais suit les élans de son cœur ; il a besoin de croire à une idée, à un homme, et de s'y abandonner sans réflexion. Il faudrait que le propriétaire crût avoir non-seulement des droits, mais des devoirs ; qu'il habitât au milieu des paysans [1], qu'il les disciplinât, qu'il fût pour eux un père ; tandis qu'au contraire il est aussi éloigné d'eux par la différence de religion et de langue que par sa résidence habituelle en Angleterre. Voilà pourquoi, après avoir obtenu l'émancipation, les Irlandais réclamèrent le *rappel*, c'est-à-dire qu'on restituât à l'Irlande son parlement distinct.

L'émancipation catholique avait rendu les torys soupçonneux envers le ministère ; les whigs le soutenaient, mais seulement autant qu'il le fallait pour le faire subsister, et se conserver une part du pouvoir. George IV mourut (26 juin 1830) un peu avant la révolution de Juillet ; et Wellington, qu'on avait cru le seul capable de refréner les caprices de ce prince et sa condescendance pour ses favoris, semblait devenir moins nécessaire. Cependant Guillaume IV, qui prit la couronne à l'âge de soixante-quinze ans, conserva ce cabinet. Les whigs alors passèrent dans l'opposition ; déjà elle avait rejeté le budget, qui présentait un déficit de 560,000 livres sterling, et en exigeant que les traitements fussent réduits, et surtout que la représentation du pays dans la chambre élective fût répartie plus également.

La réforme parlementaire avait, en 1790, été appuyée par Pitt

[1] Northon, dans son ouvrage sur l'Irlande, attribue les maux du pays à l'absence des propriétaires. Selon lui, l'île rend 400 millions de francs : 100 millions forment le revenu des propriétaires absents ; 37 millions et demi, celui du clergé, dont plus de la moitié ne réside pas ; 122 et demi passent en taxes et en dîmes ; l'armée en absorbe 32, pour maintenir l'ordre dans le pays. Il reste ainsi par jour, à six millions d'habitants, 35 centimes par tête. Les inégalités inévitables d'une pareille répartition ne laissent au plus grand nombre que la misère.

lui-même, qui l'abandonna ensuite quand la peur inspirée par la révolution française eut fait prévaloir les conservateurs torys. Ces torys tremblaient de voir toucher à ce vieil édifice, auquel Saxons, Normands, catholiques, protestants, Hanovriens, la liberté et la tyrannie avaient ajouté quelque pierre, et dont on avait surchargé les fondements au point qu'il était facile de l'ébranler. Les libéraux croyaient qu'il fallait le saper par la base, en respectant la représentation nationale, mais la régénérant par des élections libres, pures de corruption, et faites au scrutin.

Les anciens droits, comme il arrive toujours, s'étaient accumulés et répartis d'une manière absurde ; les avantages accordés aux comtés, à l'époque de leur réunion, avaient rendu différents pour chacun d'eux le nombre des votes et les conditions d'éligibilité. On avait essayé en 1801 de régulariser ce chaos, en fixant à six cent cinquante-huit le nombre des députés; quatre-vingt-quatre pour les comtés d'Angleterre, vingt-cinq pour les grandes villes, cent soixante-douze pour les bourgs, huit pour les ports de mér, quatre pour les universités de Cambrigde et d'Oxford, vingt-quatre aux comtés et aux villes du pays de Galles, trente aux comtés et soixante-cinq aux villes et bourgs d'Écosse, cent à l'Irlande. Outre la très-grande inégalité de cette répartition, beaucoup de localités autrefois très-peuplées se trouvaient réduites à rien, tandis que de faibles villages, devenus des villes très-populeuses, restaient sans représentants. Édimbourg n'avait, sur une population de cent mille âmes, qu'un seul député, nommé par trente-trois électeurs; tandis que certains lords, seigneurs de bourgs pourris (*rotten-borough*), disposaient de beaucoup de siéges au parlement : un mur en ruine y envoyait un représentant, un petit coteau en avait deux. Le duc de Norfolk faisait nommer onze députés; les ducs de Ruthland et de Newcastle, sept; cent quarante-quatre pairs et cent vingt-quatre gros propriétaires avaient dans leurs mains l'élection de quatre cent soixante et onze députés. Enfin, trois cent trente membres de la chambre des communes étaient élus par quinze mille électeurs, et la majorité leur était ainsi assurée au milieu de cette prétendue représentation du pays.

L'aristocratie était donc arrivée à inféoder la députation dans



ses mains, et elle en faisait l'apanage des cadets. Ces bourgs pourris se donnaient en dot, et se transmettaient par héritage. Celui de Gatton fut, en 1795, vendu 2,750,000 francs; ainsi un siége dans le parlement s'achetait comme un immeuble. Les seigneurs en usèrent parfois pour faire arriver d'emblée à la chambre des sujets qui sont devenus plus tard des hommes d'État illustres. Mais était-il possible de dire que la nation y fût représentée? Le pays voulait qu'un pareil système fût remanié, de telle sorte que la représentation se trouvât réelle.

A l'ouverture du nouveau parlement (2 novembre 1830), élu sous l'influence de la révolution de Juillet, le mécontentement éclata au point que l'on reconnut que la question de la réforme ne pouvait être déclinée plus longtemps; l'effervescence populaire se manifesta par des incendies. De nombreux pamphlets excitaient Londres à imiter Paris; on reprochait aux ministres d'avoir imaginé un complot pour s'entourer de baïonnettes. Wellington, en butte aux huées et poursuivi à coups de pierres, céda le portefeuille aux whigs; et lord Grey, qui lui succéda, prit pour chancelier Brougham, chef de l'opposition, et composa son cabinet avec des hommes d'opinions diverses. Lord Russell, qui avait proposé dès 1819 la réforme parlementaire, lut alors dans le parlement un bill tout à fait radical. Tout bourg au-dessous de mille habitants perdait la représentation, ce qui excluait cent soixante-dix-huit membres; elle était attribuée au contraire à vingt-sept villes, et à quelques nouveaux quartiers de Londres. Le nombre des députés devait être proportionné à l'impôt des terres, et surtout à celui des maisons; cinq cent mille nouveaux électeurs devaient en outre s'ajouter aux anciens, et le nombre des députés devait être réduit.

L'opposition tory, non moins forte que brillante, retarda le triomphe de ses adversaires; mais l'émotion croissante démontrait qu'on ne voulait plus s'arrêter. Les assemblées politiques se répandaient des villes dans les campagnes: on parlait de droits de l'homme, de suffrage universel, de l'abolition de la pairie et de tous les priviléges héréditaires; il fut question de refuser les subsides à la couronne. On préparait des drapeaux tricolores, et des soulèvements éclataient sur divers points. Il fallut

heure aux affaires, elle perd la fatuité insolente qui distingue ailleurs l'aristocratie. Disons en outre que la pairie, qui confère cette haute position, apanage de la naissance en d'autres pays, peut se conquérir en Angleterre par le mérite. La couronne a la faculté de créer autant de pairs qu'il lui convient, tandis qu'elle ne peut créer un seul bourg.

Le pouvoir judiciaire est exercé par douze juges, qui font chacun quatre tournées par an, en tenant les assises dans la circonscription qui leur est assignée. L'un d'entre eux préside le jury, qui décide seulement les questions de fait. Le grand jury, qui prononce sur la mise en accusation, est formé de douze citoyens; le petit jury après cela rend son verdict sur la culpabilité. On peut en appeler devant la chambre des lords; mais cela entraîne tant de frais, que bien peu de gens y ont recours.

La répression des délits appartient aux juges de paix, magistrature locale et gratuite, attribuée à la noblesse inférieure. Brougham s'efforça d'introduire quelque réforme dans le chaos de la législation anglaise. Dans un discours qui ne dura pas moins de sept heures, il passa en revue (7 février 1828) le système judiciaire, et montra les absurdités qu'il contient. Trois tribunaux suprêmes, dit-il, existent à Londres avec des attributions presque identiques, et pourtant très-différents quant à la forme et aux frais. L'un (*King's-bench*) est surchargé de travail; les deux autres (*Common-plaids* et *Exchequer*) n'ont presque rien à faire, attendu le petit nombre d'avocats qui ont droit d'y plaider. Les juges de paix, institution si vantée, sont nommés par les lords lieutenants des comtés, et rien ne contre-balance leur action. Les lois sur les biens-fonds et sur les succesions varient de comté à comté. La propriété immobilière est tellement privilégiée, que le créancier ne peut jamais la saisir; et pourtant le débiteur failli est frappé très-sévèrement. Les affaires des colonies sont renvoyées, avec des frais énormes, au conseil privé du roi, qui n'est point au fait des législations très-variées d'après lesquelles elles sont régies. Le pays manque d'un régime hypothécaire régulier et uniforme.

Lorsque Brougham devint lord chancelier, c'est-à-dire président de la chambre des pairs, et en même temps premier juge

d'appel, il se mit à réformer autant qu'il le put. Il proposa d'établir plusieurs degrés de tribunaux, au lieu de cette concentration gênante de la justice qui contraste avec la séparation administrative du royaume, puisque les arrêts sont rendus par des juges supérieurs qui résident dans la capitale, et qui statuent avec précipitation, dans leurs tournées annuelles, sur d'innombrables affaires, tandis qu'un labyrinthe de juridictions secondaires, féodales ou municipales, juge arbitrairement les petites affaires, selon des règles entièrement différentes [1]. Mais les avocats, les juges, et tous les gens intéressés à cet orde défectueux, qui rend les procès aussi longs que ruineux, se mirent à la traverse pour faire échouer ce projet; et la chambre des pairs le rejeta. Les mêmes motifs firent avorter la tentative de Brougham pour séparer les fonctions politiques du chancelier de ses fonctions judiciaires.

En résumé, il n'y a en Angleterre ni concentration de pouvoirs, ni police générale, ni ministère public. Les intérêts de la société y sont sacrifiés au respect pour l'individu. Chaque commune est indépendante pour son administration intérieure, et jamais on n'y voit apparaître l'intervention du gouvernement. Cependant l'exemple de la France, adopté par toute l'Europe, s'y est fait sentir aussi quelque peu. Peel a remplacé les gardes urbaines de chaque paroisse, par les hommes de police, corps spécial, dont l'action est plus prompte et d'organisation uniforme. Il simplifia quelques complications de la procédure, imprima au système municipal et à la hiérarchie administrative une apparence de dépendance; et l'inspection établie sur les chemins de fer et

[1] La partie écrite de la loi anglaise consiste dans les jugements rendus (*reports of cases*), qui forment déjà trois cent cinquante volumes in-folio; et chaque année il s'en publie huit volumes. Aussi est-il peu de métiers aussi lucratifs que celui d'avocat. Le cabinet de sir Samuel Romilly lui rapportait 400,000 francs par an. Le traitement des juges est en proportion; et, en comptant leurs honoraires (*fees, allowance*), il s'élève de 100 à 400,000 francs. Celui du lord chancelier est de 100,000 francs; mais ses honoraires le portent jusqu'à 4 à 500,000. Ajoutons qu'il existe entre les coutumes des différentes provinces une complète diversité.

sur la taxe des pauvres est un pas dans la voie d'une centralisation future de l'administration.

Cependant le règne exclusif des torys, ces conservateurs par excellence, ces champions de la couronne, était clos avec la réforme, et toute la politique européenne s'en ressentit. Sous le ministère Grey, qui réunit les whigs les plus capables, le pays s'achemina rapidement au progrès. On étendit la représentation, on convertit les dîmes en rente foncière, et l'on rendit cette mesure permanente et obligatoire; on prépara la réforme des lois municipales et l'abolition de l'esclavage.

L'Écosse, après l'entreprise du Prétendant en 1745, vit abolir ses juridictions patrimoniales et ses clans; c'était le moyen de dissoudre à jamais ces bandes armées, toujours promptes à répondre à l'appel d'un chef héréditaire. Mais ce fut la destruction des mœurs et du caractère national; les champs, surtout les montagnes, se dépeuplèrent; la foule afflua dans les villes. Le commerce et l'industrie multiplièrent à l'infini les relations avec l'Angleterre, et ouvrirent la porte aux idées et aux usages étrangers. Dans l'ancien système du clan, qui veut dire parenté, le chef était un père pour tous; il n'eût jamais songé à hausser le taux des fermages, ni à chercher des bras hors de la tribu. Une fois ce lien brisé, au lieu de subdiviser les terres à l'infini, pour les donner à bas prix et augmenter par là le nombre des vassaux et des soldats, il se forma de grandes fermes; on congédia tout ce qui n'était pas en état de payer, pour donner la préférence à des fermiers de la plaine qui s'établirent ainsi dans les hautes-terres. La valeur des biens-fonds s'y accrut à ce point que tel propriétaire qui en 1750 touchait cinq ou six mille livres sterling, en eut quatre-vingts ou cent mille dès la fin du siècle. Les fortunes devinrent donc colossales, mais les anciens fermiers du pays se trouvèrent ruinés; la campagne dépeuplée d'hommes se couvrit de troupeaux, et ce fut le Canada et la Nouvelle-Écosse qui donnèrent asile à ces vieilles familles écossaises.

L'Angleterre, qui avait prévu ce désastre, laissa à l'Écosse, comme un dédommagement, ses lois municipales, et quelques autres prérogatives honorifiques. Mais tout ce que les agriculteurs perdirent, l'industrie le regagna bien. Glasgow, qui en 1707

comptait à peine quatorze mille habitants, en avait cent cinquante mille à la fin du siècle; elle en possède aujourd'hui deux cent quatre-vingt mille. La douane de son port produisait en 1840 neuf cent mille livres sterling, tandis qu'aux temps de l'union les douanes du royaume tout entier n'en produisaient pas trente-quatre mille. Cette prospérité manufacturière et commerciale offre cela de remarquable, c'est que tous les habitants savent lire; le savoir y est solide, et l'homme de talent est sûr de se faire un nom. Il y a à Édimbourg et à Glascow une foule de sociétés scientifiques et littéraires. L'*Edimburg-Review*, fondée en 1804, compta bientôt douze mille abonnés, et conquit beaucoup d'influence sur l'opinion.

Chaque paroisse a une école, sous l'inspection du prêtre; les quatre universités aussi sont dirigées par des ministres presbytériens; l'intolérance y régna longtemps; mais elles se sont émancipées depuis, et aujourd'hui on y accueille des étudiants de toute religion.

Si l'Angleterre fait l'admiration du monde par la supériorité de son aristocratie, par ses machines, par ses colonies, par sa liberté, et si elle est la terreur des autres nationalités, elle porte dans ses entrailles un ulcère qui la ronge. Il ne fut plus possible aux ministres qui arrivèrent au pouvoir à la suite de la réforme, de négliger les classes inférieures. Le choléra fit pénétrer les regards au fond des habitations, lieux horribles, même dans les principales villes; et les enquêtes qui furent ordonnées en 1833 sur l'agriculture, l'industrie et la moralité publique, resteront au nombre des documents les plus singuliers de l'histoire. Le nombre des poursuites criminelles avait quintuplé en Angleterre et dans le pays de Galles, il avait sextuplé en Irlande et en Écosse[1]. Le clergé anglican possède un revenu de 236 millions de francs, et la totalité du territoire appartient à cinq ou six cents familles. Six cent douze pairs reçoivent de l'État 96,598,000

[1] En France, de 1832 à 1836, il y eut trente exécutions capitales; vingt-sept, de 1836 à 1841. En Angleterre, malgré l'augmentation effrayante des crimes, il n'y eut que cinquante-huit exécutions de 1805 à 1811, et onze seulement de 1837 à 1841.

francs; le duc de Cleveland légua encore à son fils, qu'il déshéritait, un revenu de 2 millions. Le duc de Bedford laissa une fortune de 180 millions; le duc de Northumberland jouit d'un revenu de 3,600,000 francs.

L'excès de la richesse exprime l'excès de la misère. Le sol est insuffisant pour nourrir la population; aussi le nombre des laboureurs est-il moindre de plus de moitié de celui des ouvriers. Mais les machines remplacent chaque jour les bras; et dans les manufactures où travaillaient naguère cent personnes, il suffira bientôt de deux ou trois enfants pour aider, par des mouvements matériels, l'action d'une immense machine.

Que reste-t-il donc au peuple? A mourir de faim, comme il arrive tous les ans, dans Londres même, à celui à qui l'aumône légale fait défaut. La taxe des pauvres, qui en 1748 ne dépassait pas 730,135 livres sterling, s'éleva en 1817 à 9,320,440; elle était de 7,803,465 en 1827. A partir de cette époque, on songea à diminuer, non pas les causes de la misère, mais le nombre de ceux qui recevaient des subsides publics, en les réservant à ceux qui se résignent à être enfermés dans les *work-houses* ou maisons de travail, pour y vivre séparés de leur famille, à la manière des forçats.

Voilà où en est l'Angleterre, grâce à la complète séparation qui existe dans ce pays entre les deux éléments de la production, le capital et le travail. Le paysan qui jadis possédait un porc, une vache, un jardin, ne les a plus aujourd'hui; et un seul fermier a absorbé ce qui était réparti entre trente metayers. La plèbe gît entassée dans de misérables bouges, à dix et douze par chambre; les caves, les hangars, où les chiffonniers déposent les guenilles qu'ils ramassent par la ville, deviennent un asile envié pour des malheureux de tout sexe. D'autres ne vivent que des os qu'ils ramassent à la porte des hôtels, jusqu'au moment où ils sont décimés par les fièvres pernicieuses, si fréquentes à Londres, malgré le vent d'ouest qui la balaye si fréquemment. On sait ce que souffrent ceux qui travaillent aux machines, dans les mines de fer et de houille, véritables animaux, qui n'ont plus de la noble nature de l'homme que la faculté de sentir leur dégradation.

Donner à manger, c'est-à-dire du travail à cette population, tel est le grand problème du gouvernement; et malheur à lui le jour où il ne trouverait plus de débouchés pour les produits toujours croissants des manufactures! L'Angleterre a subi, dans ces dernières années, plus d'une crise de cette nature; mais elles résultèrent toutes d'événements extraordinaires, jusqu'à celle de 1842, qui fut produite uniquement par la diminution des exportations, et qui résultait du progrès de l'industrie étrangère, surtout de l'union allemande, laquelle éleva ses tarifs sur les marchandises anglaises; car les autres pays se montrent peu disposés à accepter cette liberté commerciale absolue que proclame l'Angleterre.

L'Europe, quand toutes les communications se rouvrirent en 1814, s'était prise d'admiration pour la prospérité de ce pays, et y vit le résultat des lois restrictives rigoureusement maintenues, en dépit de la liberté proclamée par Adam Smith. Malgré l'empire des préjugés, beaucoup d'Anglais cependant étaient revenus de ce système des prohibitions, qui engageait les autres États à l'imiter; l'on songea donc à dégrever l'industrie, ainsi qu'à permettre la libre introduction des marchandises et denrées étrangères.

Cette nouvelle politique fut inaugurée par Huskisson, homme pratique, qui fit en Angleterre ce que Turgot avait fait en France, en introduisant les spéculations de la science dans le gouvernement. Ami de Canning et secrétaire d'État, il avait eu part aux affaires pendant la lutte contre la France, et profité des expériences financières faites dans ce pays. En 1819, il publia un tableau des finances de l'Europe, insistant sur la nécessité des payements en numéraire; il s'appliqua aux réformes, soutenant les intérêts agricoles, tout en combattant les privilèges de la propriété foncière, s'élevant contre l'*acte de navigation*, qui repoussait les produits apportés sous pavillon étranger. Il réussit à faire adopter un bill pour l'admission des bâtiments étrangers, à charge de réciprocité (juin 1822); puis un autre pour la libre introduction de la soie; et par là il ouvrit une ère nouvelle dans la politique commerciale de la Grande-Bretagne: modèle à suivre pour tous ceux qui ont à triompher

d'erreurs et d'abus soutenus par les classes les plus puissantes.

Mais la misère, qui dispose les peuples à écouter les agitateurs ou les rêveurs, donne une importance redoutable à la question des céréales. Ce n'est pas une question politique entre les dominateurs; elle est entre le peuple et ceux qui l'oppriment.

Pendant le règne de la féodalité, on ne voit pas que la production des grains en Angleterre soit restée au-dessous des besoins de la population; le producteur alimentait alors le consommateur qui relevait de lui. Lorsque Henri VII eut affaibli le système féodal, les seigneurs, n'ayant plus besoin de tant de vassaux, demandèrent au sol non le produit le plus utile, mais le plus avantageux. On préféra donc les prairies pour avoir des laines, qui se vendaient très-cher à la Flandre. Aussi, les grains augmentèrent d'autant plus sensiblement que l'argent diminuait alors de valeur; et tandis qu'au commencement du règne de Henri VIII un quarter de froment valait 6 schellings et demi, sous Charles I[er] il en coûtait de 32 à 40, puis sous Cromwell jusqu'à 88. L'abondance étant revenue avec la paix au retour des Stuarts, causa la ruine des fermiers, qui avaient fait des baux durant la cherté. Les propriétaires, alors tout-puissants, obligèrent donc le parlement à *protéger* les denrées nationales par des taxes progressives sur le blé étranger, et à faire payer même une prime à l'exportation du blé national. Il résulta de ce double expédient que le blé resta toujours cher et le peuple affamé, en même temps que le gouvernement payait en primes aux exporteurs, à partir de 1688, jusqu'à 7 millions de livres sterling. L'accroissement extraordinaire de l'industrie et de la population contribua au renchérissement du grain, et la faim des pauvres enrichit les propriétaires. Mais les industriels avaient aussi acquis de l'influence au parlement, et ils firent rendre la loi libérale de 1773, qui permettait d'introduire des grains étrangers moyennant un simple droit, dès que les prix dépasseraient 18 schellings le quarter.

En 1790, on se relâcha des vieilles entraves du commerce des grains à l'intérieur. Mais bientôt les producteurs, c'est-à-dire l'aristocratie, devenue plus puissante par la guerre contre la France, obtinrent de nouvelles restrictions; et la difficulté

des communications venant s'y joindre, les grains valurent, de 1809 à 1814, le double de ce qu'ils coûtaient de 1789 à 1794. Une perspective si séduisante attira la spéculation sur le sol auquel on demanda tout ce qu'il pouvait produire, sans épargner les dépenses, dont on espérait être si richement recompensé.

Mais la paix revenue tout à coup, les mers furent rouvertes, et le blé étranger afflua en Angleterre. Tout ce qui avait été dépensé sur le sol en améliorations se trouva dès lors compromis, et les fermiers se refusèrent à exécuter les baux signés dans des conditions si différentes. Les riches, en perdant l'espoir de soutenir le haux prix du pain, réclamèrent des mesures rigoureuses contre l'introduction du grain étranger, comme si les épiciers du reste de l'Europe avaient voulu maintenir le sucre et le café au prix élevé sur lequel ils avaient spéculé durant la guerre. En effet, il fut interdit d'introduire des grains du dehors à moins que le prix ne fût à 80 schellings le quarter en Angleterre (36 francs l'hectolitre); cherté impossible à maintenir lorsque se fut évanoui l'espoir de nouvelles disettes, comme celles de 1816. La clémence du ciel triompha de la cupidité des hommes et le pain (malheur horrible pour l'aristocratie) devint à bon marché [1].

Cependant la rigueur des taxes, jointe à ce qu'il y a d'incertain dans la production du grain indigène, exposait les cours à des soubresauts monstrueux. Les disettes se renouvelèrent souvent, et, en pareil cas, c'était une opération violente et coûteuse que de faire venir des grains par des voies qui ne leur étaient pas habituelles. La population pauvre et la classe manufacturière souffraient donc, pour enrichir les propriétaires · le nombre de ceux qui souffraient augmentant ainsi que l'importance des industries, ils en vinrent à demander l'abolition des lois sur les céréales [2].

[1] Si dénaturée que l'on suppose l'aristocratie anglaise, on aura peine à admettre, ici avec l'auteur, qu'elle ait pu rêver le retour d'une famine comme celle de 1816, où, toutes les récoltes ayant manqué, les fermiers ne purent payer leurs maîtres, qui eurent par là leur part du fléau. (Am. R.)

[2] L'Angleterre, pauvre en blé, craint qu'on n'en introduise, et qu'il

Le mal fut à son comble en 1822; mais le parlement ne voulait pas en avouer la cause véritable. Canning proposa de permettre l'introduction quand le grain valait 60 schellings, et de le soumettre néanmoins à un droit de 20 schellings le quarter à l'entrée, en augmentant ou en diminuant de 2 schellings, selon que le blé indigène augmentait ou diminuait d'autant. Il combinait ainsi la taxe dans la proportion du produit; mais les lords repoussèrent son plan, et il en mourut de chagrin.

La question se réveilla sous le ministère whig de lord Melbourne; et tandis que l'Irlande réclamait le rappel, les chartistes le suffrage universel, le peuple portait en procession deux pains du même prix : l'un tout petit, tel qu'on le vendait dans la libre Angleterre; l'autre énorme, comme ceux de la Pologne esclave. C'était un raisonnement qui parlait aux yeux. La ligue contre la loi des grains (*anti-corn-law league*), qui se constitua alors, afficha la modération, professant le respect de la constitution, en même temps qu'elle sapait une de ses principales bases. « Le peuple, disait-elle, a besoin de pain et de travail; il ne peut se procurer ni l'un ni l'autre, alors que les seigneurs s'engraissent dans l'oisiveté. Dans les magasins des États-Unis pourrissent le blé et les salaisons, qu'on échangerait volontiers contre nos tissus et nos ustensiles, dont ce pays manque. De cette manière nos classes inférieures vivraient à meilleur marché, et auraient plus de travail. Ainsi, abolition du système douanier, point de tarif protecteur, point d'impôts indirects, point de droits sur les matières premières; excepté seulement sur le thé, le café, le cacao, le tabac, les liqueurs, les vins, les fruits secs. Point de priviléges en faveur des colonies; les colonies sont une affaire ruineuse qui chaque année coûte au pays tant de millions, qu'il épargnerait en s'approvisionnant partout où se présente le meilleur marché. Il n'est pas même besoin de demander la réciprocité aux étrangers : nos manufactures produisant à meilleur marché, les étrangers auront intérêt à s'adresser à nous, et l'exemple agira efficacement. » A l'appui de ce système on présenta un

ne tombe à trop bas prix; la fertile Lombardie craint qu'on n'en exporte, et qu'il n'en résulte la disette. Voilà deux systèmes révélés.

budget où les frais de perception étaient réduits, et où la recette atteignait à peu près celle de l'année courante, moyennant une faible augmentation de l'impôt direct sur les terres et sur les revenus.

Des souscriptions produisirent des sommes considérables, qui devaient servir à seconder la réforme par des journaux, des voyages, des subventions, des livres, et à se procurer (tout devant être légal dans les efforts à tenter) cette majorité qui dispense d'avoir raison, en favorisant l'élection des réformistes, en promettant partout des routes, des secours, des débouchés pour les produits manufacturés. Richard Cobden se plaça à la tête du mouvement, et il fut secondé par des membres du parlement, par un grand nombre de fermiers qui en attendaient une diminution dans le prix des baux, par les chefs d'établissements, qui espéraient avoir des ouvriers à plus bas prix, et par là se trouver en état de soutenir avec plus d'avantage la concurrence étrangère.

L'aristocratie, comme nous l'avons vu, avait fait attribuer, dans la réforme de 1831, le droit électoral aux locataires et aux fermiers : or, en faisant figurer comme associés les fils, les frères et les parents des fermiers véritables, ils étaient arrivés à se rendre maîtres des élections des comtés. Les libres-échangistes, de leur côté, tâchèrent de tirer parti de cette autre disposition qui rendait électeur tout propriétaire d'un immeuble produisant 40 schellings (50 francs) de revenu ; et ils poussèrent tous ceux qui avaient quelque argent à acheter une bicoque ou un coin de terre. Ainsi les bourgeois, après avoir fait la guerre aux privilèges politiques de l'aristocratie, se mirent à la faire aussi à ses propriétés.

Il faut louer ceux qui demandent les réformes et en proclament l'opportunité ; mais il faut réserver son admiration pour ceux qui les effectuent. Ce fut encore aux torys qu'échut la tâche de proposer la réforme des tarifs, en présence d'immenses *meetings* dont le mot d'ordre était : *A bas le monopole! le pain à bon marché!*

Le budget ordinaire de l'Angleterre, sans compter la taxe des pauvres, les dépenses du culte, l'entretien des routes et des ca-

naux, ainsi que les dépenses communales et provinciales, s'élève à près de 1,800 millions. Pour y subvenir, l'impôt foncier ne figure que pour une faible partie, et tout le reste provient des taxes sur la consommation. Ce fut en 1798, pour la première fois, que l'on songea, afin de subvenir aux frais de la guerre, à une taxe sur le revenu (*income-tax*). Elle fut fixée à dix pour cent; et ceux qui avaient moins de cinquante livres sterling de rente en furent exempts. Après avoir été réduite, puis supprimée à la paix, elle fut rétablie par Robert Peel lorsqu'il rentra au ministère, afin de combler un déficit de cent vingt-cinq millions; mais il la réduisit toutefois à trois pour cent, et ne la fit peser que sur ceux dont le revenu dépassait cent cinquante livres sterling (3,750 fr.). Les fermiers payant moins de trois cents livres de loyer en sont exempts; les autres sont taxés à raison de la moitié, et en Écosse d'un tiers. L'impôt tombe donc en entier sur les propriétaires. Il y est suppléé en Irlande par le papier timbré et la taxe sur les liqueurs. Pour le commerce et pour les arts libéraux, les contribuables sont tenus d'affirmer par écrit le montant de leurs bénéfices.

Cela fait, Robert Peel diminua ou supprima les droits sur la viande, le poisson, le houblon, les pommes de terre, le riz, le blé, les bois de construction, et sur d'autres objets de consommation ou matières premières : hardiesse immense, et toute en faveur du peuple et du commerce. Ces réformes, qui, tout en comblant le déficit, donnèrent un nouvel élan à l'industrie, faisaient triompher des principes économiques diamétralement opposés à tout ce qu'on avait pratiqué jusque-là, et qui peu de temps auparavant auraient passé pour des utopies. L'Angleterre avait pour règle d'inonder de ses produits les autres contrées, et de n'en rien recevoir. Tout est changé à cette heure : celui qui veut vendre doit acheter, et réciproquement. Tout peuple qui entrave chez lui la production, ou y rend le travail moins lucratif, doit nécessairement déchoir : en conséquence, liberté absolue d'échanges avec tous, sans même s'inquiéter de la réciprocité. *Les autres nations ne veulent-elles pas nous imiter? tant pis pour elles,* dit Robert Peel; *le contrebandier rétablira l'équilibre. L'Angleterre entend acheter à bon marché*

tout ce dont elle a besoin ; si les autres veulent acheter cher, ils en sont bien les maîtres.

Tous les tarifs prohibitifs furent donc abolis, et les taxes réduites à cinq pour cent pour les matières premières, à vingt pour les produits manufacturés. Le succès fut tel, que les douanes, qui avaient donné 500 millions de francs en 1841, après la réforme, rapportèrent 600 millions en 1844[1]. Un pareil résultat suffit pour assurer à Robert Peel une place parmi les grands novateurs.

Il ne s'en tint pas là : en 1845, il exempta de tout droit les matières premières les plus importantes, telles que les laines, les cotons, le lin, le vinaigre ; il abolit toutes les taxes d'exportation, même sur les machines et sur le charbon de terre. Quant au blé, qui est le monopole de l'aristocratie, et au sucre, qui constitue la richesse des planteurs, il n'osa alors ou ne put supprimer entièrement les taxes. Mais la loi du 28 janvier 1847 vint compléter son œuvre, en déclarant : 1° l'abolition entière des droits sur les céréales ; 2° un dégrèvement total ou partiel sur les matières premières et les denrées alimentaires ; 3° la réduction à quinze pour cent du droit sur les soieries ; 4° l'affranchissement des objets manufacturés les plus communs ; 5° la réduction à dix pour cent des droits sur les objets d'un travail plus fin, et en outre de notables améliorations quant aux charges qui pesaient sur l'agriculture. C'est ainsi que Robert Peel a su faire entrer dans la pratique du gouvernement le principe de la vie à bon marché. C'est un des résultats les plus décisifs de l'histoire contemporaine ; car la liberté commerciale sera le lien visible de la confédération universelle des peuples.

Déjà la richesse, c'est-à-dire le bien-être, descend de plus en plus dans les couches inférieures de la société. En 1727, on accourait d'Édimbourg à une campagne voisine pour assister au spectacle encore nouveau d'une moisson de blé ; aujourd'hui la culture en est générale dans le pays ; les chevaux, les bœufs, les moutons, se multiplient dans l'île entière ; le nombre des voi-

[1] L'Angleterre exporta en 1836 pour 1,340 millions de francs, et en 1844 pour 1,470, c'est-à-dire 130 millions de plus.

tures a plus que doublé à Londres[1]. La consommation du thé, du café, du sucre, s'élève chaque année; l'argenterie est devenue commune; l'emploi du fer a procuré une infinité de commodités. Robert Peel, pour démontrer, dans la discussion sur l'*income-tax*, combien la propriété mobilière était accrue de valeur, établit que le revenu annuel, qui est la base de la taxe, avait été en 1812 de 55,784,533 livres sterling, et qu'en 1842 il s'était élevé à 72,800,000; que le capital représenté était en 1812 de 1,391,613,325 livres sterling, et qu'il était en 1842 de 1,820 millions

Au nombre des machines de guerre employées par les libéraux contre l'aristocratie, il faut compter l'éducation du peuple[2]. Brougham se signala en particulier dans cette campagne, en répandant par milliers les livres élémentaires à très-bas prix; en fondant des écoles pour les enfants, d'autres pour les ouvriers adultes (*mechanics institutions*), et l'université libre de Londres, la première qui ait admis toutes les communions. Il considérait l'instruction comme le boulevard le plus solide contre la tyrannie du clergé, de l'aristocratie et du canon. Luttant une fois avec sa fougue accoutumée contre le ministère Wellington, il s'écria : *Le maître d'école y pourvoira;* mot qui est devenu proverbial. La taxe uniforme des lettres, et le prix réduit des frais de transport, en a accru le nombre à l'infini; les bibliothèques circulantes, introduites d'abord en Écosse, répandent les connaissances jusque dans les villages les plus éloignés.

Ceux qui voudraient que les conquêtes populaires se complétassent d'un seul coup ont peine à se résigner à ces voies obliques, qu'il faut admettre dans un pays de traditions, et où les principes économiques ne peuvent cheminer qu'à la remorque des événements politiques. Les deux partis whig et tory ont

[1] Il y en avait 49,426 en 1812; en 1840, on en comptait 104,476.

[2] La France, pour l'instruction publique, dépensait en 1840 14,775,660 francs, dont 1,600,000 fr. étaient payés par l'État, 4,658,281 par les départements, le reste par les communes. En Angleterre on demanda en 1839, pour la première fois, 30,000 liv. sterl. pour l'enseignement, et on les obtint par 275 voix contre 273.

conservé leurs noms ; de même que dans les républiques italiennes on restait guelfe même en combattant contre le pape, *et vice versa*. Mais en réalité le symbole des torys a péri, et aujourd'hui ils effectuent ce que les whigs avaient proposé, il y a quinze ans, de plus hardi et de meilleur. Ces derniers à tout prendre sont des conservateurs, tandis qu'en dehors des torys et des whigs existe l'opposition grandissante des radicaux, des chartistes et des socialistes. Car l'Angleterre a aussi et depuis longtemps ses socialistes. L'un d'eux, Robert Owen, qui a cru que la société pouvait se constituer sans Dieu, et que tout devait être l'œuvre du peuple, a semé le communisme par des journaux répandus à vil prix, où il prêche entre autres choses la destruction des grandes villes et des beaux-arts ; il veut de grands hospices nationaux, où chacun puisse trouver du travail ; il veut que les voyages soient obligatoires ; il dit que « la religion, le mariage et la pro« priété sont le véritable Satan de ce monde, triade monstrueuse, « source inépuisable de crimes et de maux. » Ses adeptes, qui comptaient en 1840 soixante et une sociétés affiliées, déclinent maintenant, tandis que les chartistes font des progrès. Ceux-ci sont l'expression la plus directe et la plus générale de la démocratie moderne ; démocratie hostile aux propriétaires et à la grande industrie, aux gros fermiers, aux boutiquiers et qui se recrute surtout parmi les masses entassées dans les grands centres manufacturiers, artisans sans ouvrages, existences précaires ou déclassées. « La réforme électorale de 1831, disent-ils, n'a fait qu'admettre la classe moyenne aux distinctions aristocratiques, et la classe pauvre reste toujours déshéritée. Ce que nous voulons maintenant, c'est une charte pour celle-ci, qui ne se soumettra qu'autant qu'elle participera au droit électoral. » Ils réclament donc suffrage universel, vote au scrutin, parlements annuels, abolition de tout cens d'éligibilité ; ils veulent que les membres des communes soient rétribués ; que les colléges électoraux soient divisés en nombre égal d'électeurs, et non plus par villes et par comtés. Quelques chartistes réclament aussi pour les femmes le droit de voter.

Le parti modéré a pour chefs, parmi les chartistes, Lovett et Vincent, simples ouvriers, le journaliste O'Brien ; et pour organe

dans le parlement, le fougueux Feargus O'Connor. Ils ont souvent déclaré qu'ils n'aspiraient point à la république, ce qui ne les empêcha pas d'y pousser directement, en voulant substituer la force du nombre aux trois pouvoirs constitués, en attaquant le monopole non-seulement dans les chambres, mais dans la presse, qu'ils veulent affranchir de toute espèce de taxe. Il y en a de plus avancés qui veulent réglementer le salaire, et le conserver tel qu'il était en 1835, ce qui serait la ruine des manufactures anglaises.

Ce parti, loin de s'affaiblir par l'effet des réformes philanthropiques, n'en est devenu que plus hardi. « Les réformes, disent-ils, ne sont que des concessions arrachées aux aristocrates, en vue de leur conservation : tout le mal gît dans la distribution trop inégale de la richesse sociale. Le peuple parle de justice, et les grands seigneurs lui répondent *charité ;* ils fixent les heures du travail, établissent des bains, des écoles, des récréations ; aumônes déguisées, que l'on jette à ceux qui invoquent le droit. » En 1842, ils réclamèrent, appuyés de 3,317,702 signatures, la réforme du parlement, le vote au scrutin secret, l'égalité des colléges électoraux. Le clergé seul, disaient-ils, reçoit de l'État assez pour secourir les classes laborieuses; les priviléges exorbitants d'une classe peu nombreuse sont inconciliables avec le bien de la multitude [1].

Enfin les socialistes et les chartistes, voyant les entrepreneurs ligués pour exploiter les ouvriers, se liguèrent à leur tour contre eux ; et il en résulta des collisions menaçantes, surtout dans le pays de Galles et dans les cantons manufacturiers, jusqu'à faire croire que l'Angleterre était à la veille d'un bouleversement. Rebecca, personnage idéal, qui voulait dire la démocratie, commença par renverser les barrières des douanes, puis refusa les dîmes aux prêtres anglicans ; elle voulait que la législation fût réformée, que la justice fût rendue moins coûteuse ; et tout cela dans le style des allusions bibliques méthodistes. Elle traînait à

[1] On a calculé, en 1831, que le clergé anglais jouit de 236,439.172 francs de revenus, tandis que tout le reste du clergé chrétien n'en a que 224,975,000.

sa suite des masses de pauvres et d'artisans. Cependant tout ce désordre s'apaisa presque sans effusion de sang, et avec moins de forces qu'il n'en faut ailleurs contre une poignée d'étudiants. La révolution de 1848 vint relever les espérances des chartistes ; ils crurent que leurs plans allaient enfin se réaliser ; ils convoquèrent les masses, pour porter au parlement d'énormes pétitions ; mais le tumulte qu'ils soulevèrent tomba devant l'attitude de la population.

Quoique l'Angleterre soit réellement, comme on le dit, un pays d'intérêts matériels, la question religieuse y prime toujours ; et c'est un fait certain que les révolutions n'y réussissent qu'à l'ombre de la religion. En face des dissidents et des catholiques, dont le nombre croît chaque jour, les anglicans sont en minorité dans la Grande-Bretagne ; eux-mêmes sont divisés en deux sectes, la haute et la basse Église, de même qu'en Écosse l'assemblée générale et les bénéficiers. De là l'irritation et la peur ; de là aussi ces fureurs que la populace déploie contre les papistes ; et quand les chambres retentissent contre eux de cris intolérants et même homicides, ce n'est pas l'effet d'une colère sincère dans les hautes classes, c'est l'expression du vœu de la multitude. Pour preuve, il suffit de voir la plèbe de Londres sortir de son flegme taciturne, de son calme famélique, pour traîner par les rues un mannequin représentant le pontife romain, et le brûler sous le Monument, en hurlant : *Malédiction sur le pape!*

La plaie religieuse est surtout à nu en Irlande, où la foi distingue encore parfaitement la condition de chacun. Les pauvres y sont catholiques, les propriétaires protestants ; ceux-ci gouvernent, ceux-là n'ont qu'à obéir ; l'orgueil paraît naturel aux uns, comme aux autres la soumission [1]. Si l'émancipation

[1] Aujourd'hui l'Église anglicane ne compte plus en Irlande que sept cent mille individus, c'est-à-dire à peine un dixième des catholiques. Elle est divisée en quatre provinces ecclésiastiques : celle d'Armagh (où l'on compte plus de la moitié des anglicans), celle de Dublin, de Cashel, de Tuam, avec trente-deux diocèses, 1,387 bénéfices, 2,450 paroisses. La moyenne du revenu d'un évêque s'élève à 175,000 francs. Il

a corrigé la loi politique, la base féodale de l'édifice subsiste encore, outre que la longue habitude de servir fait que le catholique n'exerce ni ne connaît bien ses propres droits, comme tout esclave émancipé de la veille, O'Connel fut le premier lord maire catholique (1841) : et on le vit, comme premier magistrat de la cité de Dublin, en vertu du bill des corporations, se rendre en pompe à une messe solennelle célébrée dans l'église catholique, en exprimant son espoir de l'entendre un jour dans l'abbaye de Westminster.

Espérait-il tout ce qu'il demandait? Il faut demander beaucoup pour obtenir quelque chose, et, dans les questions de nationalité, le temps ne compte pas. Ceux qui veulent rendre l'Irlande digne de la liberté, en la façonnant aux bonnes mœurs, tendent au même but qu'O'Connel. C'est ce que fait entre autres le père Mathew, par ses sociétés de tempérance. Mais le découragement s'empare des âmes, quand on voit dans ce malheureux pays tous les remèdes tourner à mal. C'est ainsi que lors de la disette de 1846, où des milliers d'individus périssaient littéralement de faim, on proclama la liberté du commerce des grains. Aussitôt les seigneurs de l'Irlande, habitant pour la plupart l'Angleterre, firent sortir le blé de ce pays pour le mieux vendre, et affamèrent de plus en plus la population, ne faisant que trop ressortir la nécessité d'une loi agraire. Le gouvernement dépensa les millions par centaines pour procurer au peuple des travaux publics; le peuple y courut, et laissa les champs sans culture; en sorte que, l'été venu, la moisson manqua. Il fallut acheter des blés au dehors, ce qui fit sortir de l'île le numéraire; d'où il résulta une infinité de faillites. Depuis, on en est venu à un remède héroïque : on a appliqué à l'Irlande la taxe des pauvres; c'est là un grand pas, qui constitue presque *une révolution*.

y a telle paroisse où il n'y a qu'un seul anglican contre 1,500 catholiques; dans d'autres, 12 anglicans se trouvent en présence de 5,393 catholiques; et pourtant les catholiques sont obligés de payer la dîme aux prêtres anglicans.

COLONIES ANGLAISES. — INDE.

Pour se faire une idée de la puissance colossale où l'Angleterre est parvenue, il ne faut pas regarder seulement sa prépondérance dans tous les événements européens, mais encore l'incessante activité avec laquelle elle se répand dans le monde entier, et y propage son industrieuse civilisation. Il n'y a pas de peuple moderne qui ait eu en partage, à ce degré, l'ambition patiente et hardie de conquérir et de conserver. En voulant demeurer l'unique maîtresse du sol, l'aristocratie anglaise a contracté tacitement l'obligation d'assurer au peuple tous les profits de l'industrie, et en conséquence de lui procurer des débouchés, et le moyen de verser sans cesse dans des pays nouveaux l'abondance croissante de ces produits. Tout peuple nu que l'on décide à se vêtir vide les magasins de Manchester; les marchands s'y emploient pour désencombrer leurs maisons, comme les missionnaires par zèle religieux.

Les Anglais se sont toujours hâtés de reconnaître l'indépendance des colonies étrangères soulevées contre les métropoles, pour y porter au plus vite armes, denrées, tissus, et se trouver en mesure les premiers d'y faire des traités de commerce avantageux. Mais la civilisation leur doit la plus notable partie de ses conquêtes au delà des mers. Ce génie colonisateur de l'Angleterre s'est révélé sur tous les points du globe; mais c'est dans l'Inde qu'il nous apparaît avec une grandeur tout à fait inconnue dans les fastes de l'humanité. Portons nos regards en arrière sur ce vaste pays que la science signale comme le berceau de la civilisation du monde, et dont le riche idiome (le sanscrit) passe pour la souche commune de toutes les langues européennes. Ce qui caractérise l'état social de cette contrée, c'est sa religion panthéistique, sa foi à la métempsycose; c'est sa division en castes, et ce caractère d'immobilité qui fait qu'à cette heure il est à peu près tel que

le virent les Grecs quand Alexandre y pénétra. Cependant son histoire fut marquée plus tard par une révolution importante : ce fut la conquête de l'Inde par les musulmans au IXe siècle. Vainqueurs et vaincus, depuis cette époque, ont vécu sans se mêler.

L'islamisme ne s'était répandu que dans la partie septentrionale, parmi les Afghans, grâce aux débris qu'y avaient laissés les armées des dynasties tartares, et au grand nombre de Persans et d'Arabes appelés à la solde des princes conquérants. C'était dix millions environ de mahométans, un dixième peut-être de la population. Distincts des naturels, ils habitaient les capitales, les villes de commerce et les places fortes; jamais la campagne ni l'intérieur du pays, où l'Indien conservait sa foi à Brama ou à Boudha, ses castes, ses prescriptions infinies, et la haine des étrangers.

Chacune des grandes divisions de l'empire était gouvernée par un *subadar*, représentant l'empereur. Après lui venaient les *fousdars*, qui l'accompagnaient dans toutes les expéditions militaires, et qui s'honoraient du titre de *nabads* ou lieutenants que leur donnèrent les Européens, et qui plus tard devint synonyme de vice-roi musulman, tandis que le nom de *radjah* s'appliquait aux vice-rois indiens. Ces charges étaient révocables, et les empereurs avaient soin de changer souvent les titulaires, de peur qu'ils ne devinssent trop puissants. Mais le lien s'étant relâché, les nababs s'enhardirent jusqu'à se rendre indépendants, et à transmettre leurs charges à leurs héritiers. Nous ne suivrons pas toute la série des officiers subalternes. Tandis que les décisions judiciaires pour les musulmans étaient rendues par le cadi, aux termes du Koran, les Indiens s'en rapportaient à des arbitres, choisis le plus souvent parmi les brahmes. Dans certaines contrées, les princes indigènes se maintinrent en payant tribut, quelques-uns même sur des régions très-vastes, comme les rois de Mysore et de Tanjore, où rien ne fut changé au gouvernement intérieur.

La conquête ne détruisit pas non plus l'un des éléments essentiels de l'ancienne constitution, le village : là, le *potail* veille aux affaires générales et au bon ordre; le *karnoum* cu-

registre les dépenses de culture et les produits; le *tailler* informe sur les délits. Ces villages existaient de temps immémorial, sans avoir subi ni altération de limites, ni déplacement de familles, et sans que les changements politiques eussent bouleversé leur économie intérieure : petites républiques immuables, sous les vastes monarchies si variables de l'Orient. Dans la plupart se perpétue une sorte de communauté de biens et de travaux, d'où il résulte que chacun profite de l'assistance de tous. L'impôt prélevé, le reste de la récolte est réparti à proportion du terrain que chacun a cultivé; celui-ci va au marché, celui-là s'adonne à quelque industrie. Dans certains villages, les terres changent chaque année de maîtres.

L'impôt était réparti et levé de diverses manières, en estimant la moisson lorsqu'elle était encore sur pied. Un *dewan* prenait à ferme toutes les terres d'une province; le *zemendar* sous-traitait pour les divers districts qu'il distribuait entre les cultivateurs (*ryots*) ou entre les villages; il devenait percepteur des impôts, et se trouvait revêtu, en conséquence, de certains pouvoirs, même du commandement des troupes de son district. Il faisait figure de prince, avec juridiction civile et criminelle.

On pourrait donc assimiler un tel régime à la féodalité, sauf que nos feudataires avaient réellement la propriété des terres et percevaient les taxes à leur profit, tandis que dans l'Inde l'empereur était considéré comme l'unique propriétaire. Il est vrai que le ryot jouissait pleinement des droits de propriété, puisqu'il n'en était dépouillé que lorsqu'il manquait à ses obligations, et qu'il pouvait la transmettre à d'autres.

Au sommet de l'échelle, le Grand Mogol, descendant de Tamerlan, était le dépositaire ou le titulaire d'une autorité illimitée. Les provinces étaient administrées en son nom, comme nous l'avons dit, par les subadars, qui souvent s'en rendaient maîtres. A côté d'eux existaient beaucoup de princes indigènes, anciens dominateurs de la contrée. Au-dessous de cette hiérarchie aristocratique et administrative, venait le village. Ainsi se trouvaient réunis le despotisme au sommet, l'aristocratie et la féodalité au milieu, le municipe et la république à la base.

Akbar le Grand (1555-1605), sixième descendant de Tamer-

lan, acheva la conquête musulmane de l'Inde en soumettant les Afghans, et fut le véritable fondateur de l'empire mogol. Après lui la discorde régna entre les princes ; l'anarchie et les guerres civiles durèrent jusqu'à Aureng-Zeb (1659), qui se signala par ses victoires. Il avait, sous le masque de la dévotion, fait périr ses frères et emprisonné son père ; il resta le maître de l'empire, dont il porta la grandeur à son comble. Son trésor se composait d'énormes lingots d'or et de pierreries, dont un diamant de deux cent quatre-vingts carats, trouvé au sac de Golconde [1]. Ce dont on s'émerveillait surtout, c'était de son *trône de paon*, ainsi appelé de l'oiseau qui le surmontait, tout en or massif, semé de pierres précieuses, avec un énorme rubis à la poitrine, d'où pendait une perle de cinquante carats. Douze colonnes incrustées de perles supportaient le baldaquin. Aureng-Zeb séjournait rarement dans les villes, il habitait le plus souvent des camps mobiles : trois immenses palais de bois léger, dont les pièces se démontaient, étaient transportés par deux cents chameaux et cinquante éléphants, à un jour d'intervalle l'un de l'autre ; il trouvait ainsi un palais construit partout où il stationnait. Des centaines de chameaux qui portaient ses trésors, des chiens, des panthères dressées à atteindre la gazelle, des taureaux pour chasser le tigre, puis cinq cent mille hommes employés pour la cuisine, la garde-robe, les archives, les armes, la réparation des routes, formaient sa suite. Lorsqu'on était arrivé dans quelque vaste plaine, ce demi-million de voyageurs campait autour du palais du Grand Mogol, et des files innombrables de tentes, dressées en un clin d'œil et enlevées de même, se prolongeaient en ligne droite vers ce palais.

L'empire mogol embrassait, à la mort d'Aureng-Zeb (1706), quarante provinces, s'étendant du 35° au 10° degré de latitude ; et il en tirait dix milliards, bien que les produits valussent un quart du prix qu'ils auraient eu en Angleterre. Mais après lui l'empire marcha vers son déclin. Plusieurs prétendants

[1] Ce célèbre diamant est aujourd'hui la propriété de la couronne britannique, et a figuré parmi les merveilles de l'exposition de Londres en 1851. (AM. R.)

se disputèrent le trône et se renversèrent tour à tour ; le luxe et la débauche marchaient de pair avec la cruauté, qui faisait couler le sang entre frères. Pendant ce temps, les radjahs et les subadars se rendaient indépendants, tellement que la puissance du Grand Mogol se réduisit à peu près à confirmer le successeur du nabad défunt, en lui délivrant la patente impériale.

Dans les provinces du nord, entre l'Indus et le Djommah, était mort en odeur de sainteté, vers 1539, près de Lahore, un certain Nanek, au tombeau duquel affluaient les dévots et les disciples qu'il avait recrutés de diverses nations et réunis sous le nom de *seïkhs,* qui veut dire écoliers. Argiounmal, son successeur, recueillit la doctrine du maître dans le *Pothi* ou Bible, et de là naquit la *secte des seïkhs*. Cette secte, rejetant les traditions brahminiques, adore un Dieu unique et invisible, et fait de l'amour du prochain la base de la morale ; elle recommande, du reste, de pratiquer la tolérance et d'éviter les controverses, abolit les castes, en conservant néanmoins la distinction des tribus, ainsi que la séparation des sectaires avec les étrangers ; elle permet de manger de la viande, à l'exception de la chair de vache ; les idoles et toute espèce d'images sont exclues de ses temples ; les femmes jouissent d'une sorte d'émancipation. On donne à chaque initié un sabre, un fusil, un arc, une flèche et une lance, et de plus une tasse d'eau, où l'on fait fondre le sucre avec la pointe d'un poignard.

Cette secte forma bientôt une nation guerrière sous ses *gourous*, chefs spirituels qui luttèrent souvent contre le Grand Mogol, se mêlèrent aux guerres civiles, mais perdirent ensuite tout pouvoir séculier. Le pays se divisa alors entre plusieurs *sirdars* ou chefs, surnommés *singhs* ou lions. Ce sont eux qui avaient élevé, sur le trône du Grand Mogol, Mohammed-Schah, qui régnait en 1739, quand il fut attaqué par Nadir-Schah, le restaurateur de l'empire persan. Après avoir dévasté Delhi, Nadir laissa le trône à Mohammed ; mais il lui enleva les provinces situées sur la rive occidentale de l'Indus.

A peine s'était-il éloigné, que la province de Bérar se détacha de l'empire des Mahrattes. Aoud se rendit aussi indépendant sous Achmed-Schah, successeur de Mohammed (1747) ; il en

fut de même du Bengale. Le Mogol se trouvait ainsi réduit à une partie des provinces de Delhi et d'Agra. Sous le règne d'Allemghir II (1753), Hamed, roi des Abdallis, nation afghane du Candahar, assaillit Delhi, pilla tout ce qui y était resté, et renversa jusqu'aux murailles pour en enlever les pierres. Cette ville fut dévastée une troisième fois par les Mahrattes, sous Djihan-Shaw; ils fouillèrent jusqu'aux tombeaux; mais le roi de Candahar les ayant attaqués, en tua, dit-on, cinq cent mille. Parmi les gouverneurs musulmans qui, après l'invasion de Kouli-Khan, aspirèrent à se rendre indépendants, Dawoust Ali-Khan, nabab de la province d'Arkot, où étaient situées Pondichéry et Madras, se rendit tellement redoutable, que les radjads implorèrent le secours des Mahrattes.

Cependant des puissances plus redoutables grandissaient sur ces rivages : c'étaient les Portugais, les Hollandais et les Français. Les premiers y avaient pris pied après la découverte du cap de Bonne-Espérance; mais ils n'y avaient pas gagné de terrain; et s'étaient vus dépossédés par les Hollandais, qui avaient alors les plus vastes établissements de l'Asie, des îles de la Sonde aux côtes de Malabar. Dès le règne de François I[er], les Français avaient tenté de s'établir dans l'Inde; mais, repoussés par les tempêtes, ils ne franchirent pas le cap de Bonne-Espérance. Henri IV établit en Bretagne une compagnie des Indes orientales (1604), qui, après y avoir expédié sans succès quelques navires, ne tarda pas à se dissoudre. D'autres tentatives échouèrent encore, ce qui engagea les armateurs français à se porter plutôt vers Madagascar. Richelieu, voulant ranimer le commerce des Indes, forma une nouvelle compagnie avec de larges priviléges; cependant elle ne put prospérer. Une autre, instituée par Colbert, avec une dotation de quinze millions et un privilége de cinquante ans, grandit rapidement; mais elle était déjà en proie au désordre quand Law songea à la relever, en lui adjoignant les compagnies d'Occident, de la Chine et de l'Afrique, sous le nom de compagnie perpétuelle des Indes. Nous avons vu (tome I[er], page 25) le succès non moins brillant qu'éphémère de cette entreprise : la compagnie survécut au naufrage de Law, et porta ses vues sur Pondichéry, qui avait prospéré,

grâce à des efforts particuliers. Dumas, qui y fut envoyé comme gouverneur (1735), la rendit florissante par son administration tout à la fois habile et vigoureuse. Il obtint du Grand Mogol Mohammed-Schah le privilége très-avantageux de battre monnaie; l'acquisition de Karikal et de son territoire, acheté d'un prétendant au royaume de Tanjare (1739) moyennant une faible somme et des promesses de secours, fut encore plus utile.

Les Français avaient formé d'autres établissements dans la presqu'île indienne. Ils s'étaient assuré le commerce du poivre sur les côtes du Malabar; ils transportaient à Surate les tissus et les bijouteries de Lyon; on pouvait croire qu'ils allaient rivaliser avec les colonies des grandes nations maritimes, d'autant qu'ils eurent à la tête de leurs établissements trois hommes d'un grand mérite, Dupleix, la Bourdonnais et Bussy.

A l'arrivée de Dupleix (1742), les Européens n'étaient considérés dans l'Inde que comme des marchands; mais lorsqu'il eut étudié le pays, il conçut le projet d'y dominer, et dissimula cette pensée tant qu'elle ne pouvait paraître que folle ou téméraire. Son plan, extrêmement simple, consistait à mettre des corps européens au service des princes indiens, persuadé que bientôt ils y acquerraient de la prépondérance. C'est ainsi qu'il parvint à dominer dans le pays de Karnate, puis dans le Décan, sur trente-cinq millions d'habitants, c'est-à-dire sur presque la moitié de l'empire du Mogol, créant ou détruisant à volonté les établissements étrangers. Les Anglais voyaient d'un œil d'envie ceux des Français; ces derniers n'avaient qu'à favoriser un nabab, pour que leurs rivaux le prissent en inimitié: aussi continuaient-ils de se faire la guerre dans ces contrées, alors même qu'ils étaient en paix en Europe. Après la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), Dupleix reprit ses vastes projets, dans la conviction où il était que la compagnie française ne pourrait lutter contre sa rivale, à moins de prendre pied sur le continent indien. Malheureusement les chefs étaient en désaccord et jaloux l'un de l'autre; la Bourdonnais, à qui l'on devait la prospérité des îles de France et de Bourbon, au lieu de s'unir à Dupleix, qui méditait la conquête de Madras, voulut se donner la gloire d'enlever seul aux Anglais leur plus riche établissement dans le Coromandel.

(1746). Madras était divisée en ville blanche des Européens, et en ville noire des Juifs, des Banians, des Arméniens, des mahométans, idolâtres, nègres, rouges, cuivrés. La Bourdonnais avait l'ordre de son gouvernement, qui ne connaissait point le pays, de ne conserver aucune des conquêtes qui seraient faites : en conséquence, il accepta dix millions de livres pour la rançon de cette ville. Mais Dupleix, qui en appréciait l'importance, cassa la capitulation, saccagea et brûla la ville, et y fit exécrer le nom français. Puis il suscita tant d'obstacles aux nouvelles expéditions de son rival, que la Bourdonnais se retira; il rentra en France, où il fut mis à la Bastille.

Il ne pouvait arriver rien de plus à souhait aux Anglais, qui, ayant réuni des forces, non-seulement recouvrèrent Madras, mais assiégèrent encore Pondichéry. La belle défense de Dupleix, qui contraignit les Anglais à battre en retraite, couvrit les torts qu'il avait pu avoir.

Madras une fois perdu, Dupleix dirigea ses efforts sur le Décan et le Karnate, où plusieurs prétendants étaient aux prises. Au milieu de leurs discordes, il parvint, après des exploits comme on n'en voit que dans les romans [1], à donner le trône du Décan à Mousa-Fersing, son protégé, qui agrandit considérablement les territoires de Pondichéry et de Karikal, et lui donna Masulipatnam avec ses environs. Mais bientôt la compagnie anglaise, sans déclarer ouvertement la guerre, vint en aide dans le Karnate à l'adversaire de Dupleix, qui, mal soutenu par ses alliés et par le cabinet pusillanime de Versailles, finit par succomber. Plein de hardiesse au milieu des difficultés, inépuisable en expédients, il sut se relever. Ses victoires avaient excité un enthousiasme inexprimable en Europe : on disait que les seules terres obtenues de Chandasaeb rapportaient 39 millions; on comptait déjà annuellement sur un revenu net de 50 millions : chimères comme celle de Law. Tous comptes faits,

[1] On raconte qu'un officier français, nommé de Latouche, entouré par quatre-vingt mille ennemis, pénétra de nuit dans leur camp avec trois cents de ses compatriotes, en tua douze cents, épouvanta les autres, et les dispersa sans avoir perdu plus de deux soldats.

la compagnie se trouva en perte de 2 millions, et on inculpa Dupleix, comme si l'on n'avait pas dû prévoir que ses vastes entreprises devaient coûter beaucoup, et qu'il faudrait dépenser encore pour en recueillir ultérieurement les fruits. Irrités donc de se voir déçus dans leurs spéculations (1753), les directeurs résolurent de lui donner un successeur; et le ministère s'y prêta d'autant plus que les Anglais demandaient son rappel, l'accusant d'attiser la discorde en Asie (1754). Les cabinets de France et d'Angleterre s'unirent alors pour réconcilier les deux compagnies, et les mettre sur un pied d'égalité parfaite de forces, de territoire et de commerce sur les côtes de Coromandel et d'Orissa, voulant qu'elles pussent jouir chacune en paix de ses possessions, sans se mêler aux querelles des princes indigenes.

Dupleix s'indignait que son successeur eût négocié avec les Anglais, au lieu d'employer les troupes qu'il amenait pour assiéger Tricinapali, dont l'acquisition aurait assuré aux colonies françaises et la domination et des avantages immenses. Lorsqu'on voit ce que les Anglais ont effectué depuis, on est porté à croire qu'il conseillait le meilleur parti; mais il lui fallut obéir. Il avait avancé 13 millions de ses deniers, plein de confiance qu'il était dans la victoire, et elle lui était arrachée. Ce fut donc en versant des larmes qu'il abandonna le théâtre de sa gloire.

A son retour en France, on refusa de lui tenir compte de ses avances, et l'on intenta un procès à celui qui avait été sur le point de donner l'Asie à la France. Après avoir dépensé ce qui lui restait à solliciter une audience de ses juges, il mourut dans la misère (1763), cet homme qui avait eu dans sa main les trésors de l'Inde!

La compagnie française possédait alors, sur les côtes d'Orissa et de Coromandel, Masulipatnam avec quatre districts, Pondichéry entouré d'un vaste territoire, Karikal et l'île de Chéringam: possessions considérables, mais trop écartées pour se soutenir mutuellement. Le marquis de Bussy, lieutenant de Dupleix, avait soutenu l'influence française dans le Décan, et il eût été bon de confier les choses à son expérience. Au lieu de cela, le

cabinet français envoya le comte de Lally (1756), Irlandais, officier plein d'honneur et de courage, mais imprudent, et qui n'avait ni le liant ni la modération nécessaire dans des contrées éloignées, et au milieu de circonstances difficiles. Par instinct national, il abhorrait les Anglais, et disait que sa politique consistait dans ces quatre mots : *Plus d'Anglais dans la Péninsule!* Mais il ignorait les lois, les intérêts, la politique de l'Inde, et s'obstinait à ne pas écouter ceux qui auraient pu l'en instruire. Son adversaire Coote, au contraire, homme froid, résolu et modéré, savait agir sur tout ce qui l'entourait, et profitait des erreurs de l'ennemi.

Les premiers actes de Lally réussirent bien ; il repoussa les Anglais de toute la côte de Coromandel. Mais, toujours à court de ressources, il ne tira point parti de ses succès ; il s'aliéna par la rigueur et par les menaces les administrateurs, et cette tourbe d'employés à qui les abus profitaient ; l'armée elle-même se révolta contre lui, et les Anglais bloquèrent Pondichéry. Les castes supérieures dans cette contrée répugnent au travail; les castes inférieures ont des professions déterminées, et se croiraient déshonorées en se livrant à une autre : ainsi le portefaix, s'il lui fallait tenir sous son bras un fardeau qu'il est dans ses habitudes de charger sur sa tête; le soldat, s'il creusait la tranchée qui doit l'abriter; le cavalier, s'il fauchait l'herbe pour son cheval. Il faut donc qu'une population innombrable suive les armées. Lally, n'ayant pu réunir assez de monde, enrôla par force, sans égard pour les castes et la distinction des travaux, les habitants de Pondichéry, leur imposant les mêmes fardeaux, foulant aux pieds tout à la fois (ce qui était sans exemple) l'ordre social et l'ordre religieux. Au milieu de la discorde, des révoltes, de la famine, Lally résista à des forces vingt fois supérieures aux siennes ; mais enfin, réduit aux dernières extrémités, il rendit la place, et fut conduit prisonnier en Angleterre. La prise de Pondichéry porta le dernier coup à la domination des Français dans l'Inde, où ils ne conservèrent que des factoreries insignifiantes, tandis que le Coromandel et le Bengale firent la colossale grandeur de l'Angleterre. A la paix de 1763, Pondichéry fut restitué à la France, mais en

ruine et avec un territoire insignifiant. La France recouvra aussi Karikal, Chandernagor et ses autres comptoirs dans le Bengale (1769), mais à la condition qu'elle n'y élèverait pas de fortifications. La France avait aussi perdu en dix ans ses établissements d'Afrique, une partie de ceux d'Amérique, et tout le Canada. Il en résulta une grande irritation; et comme il fallait s'en prendre à quelqu'un, on se déchaîna contre Lally, dont tous les actes furent interprétés le plus mal possible, et qu'on accusa même de trahison. Informé de ces accusations, il obtint de venir d'Angleterre pour se disculper; et il écrivit à M. de Choiseul : *J'apporte ma tête et mon innocence.* Cette affaire (chose absurde) fut portée devant le parlement : il s'agissait de campagnes, de siéges, dans un pays et dans des circonstances qu'il ignorait complétement. Lally, absous du crime de lèse-majesté, fut condamné comme coupable d'avoir trahi les intérêts du roi et de la compagnie, et abusé de son autorité. Il fut en conséquence condamné à mort; il fut conduit à l'échafaud à l'âge de soixante-six ans (1766), avec un bâillon dans la bouche. L'arrêt fut plus tard cassé par Louis XVI, et la mémoire de Lally fut réhabilitée.

Mais revenons aux affaires de l'Inde. Souïa-al-Daoula, qui régnait dans le Bengale, à Behar et à Orissa, ennemi déclaré des Anglais, surprit Calcutta, leur principale factorerie, peut-être à l'instigation des Français; et cette place fut obligée de se rendre (1756). Comme il y trouva peu d'or et de marchandises, il crut qu'on les avait cachés; et, pour forcer les prisonniers à lui découvrir leurs trésors, il les enferma dans un cachot privé d'air et de lumière, qu'on appelait l'*Enfer noir*, et où, dans l'espace de douze heures, cent vingt-trois périrent étouffés. Les Anglais de Madras frémirent à cette nouvelle; et l'amiral Charles Watson, dirigeant aussitôt sa flotte dans le Gange, fondit sur Calcutta qu'il emporta d'assaut.

Robert Clive (1725-1774), fils d'un petit gentilhomme du Shropshire, avait comme tant d'autres passé aux Indes, où il rencontra toutes les contrariétés réservées aux caractères énergiques. Ce nouveau Cortès possédait, comme le conquérant du Mexique, la force de résolution, la promptitude à prendre un parti, la rapidité à exécuter; il savait inspirer son enthousiasme

aux soldats, imposer aux étrangers, agir de son propre mouvement, et pourtant faire don à sa patrie de ce qu'il avait conquis sans elle. Parvenu au commandement de l'armée, *Il ne convient pas de se tenir sur la défensive*, dit-il; *attaquons !* et il livra bataille au farouche nabab, qui périt dans l'action. Son général Mir-Djaffier, qui devint son successeur, paya deux millions de livres sterling aux Anglais, 230,000 à lord Clive, avec une pension de 60,000. Mais les vainqueurs ne s'arrêtèrent pas là; et la faiblesse du nabab amenant de leur part de nouvelles exigences, il fut réduit à leur abandonner, pour sûreté des payements auxquels il s'était obligé, trois districts voisins de Calcutta, qui formèrent le noyau de leur futur empire. Puis, lorsqu'il en vint à résister à leurs prétentions, ils le renversèrent, et mirent à sa place Cossim-Ali-Khan, qui leur abandonna deux autres districts, et récompensa largement les fauteurs de la révolte. Humilié aussi de sa position, il voulut se soustraire au joug : il augmenta son armée, et, tombant à l'improviste sur les Anglais, il en fit un grand massacre. La France et l'Angleterre venaient, à cette époque, de reprendre les armes (1757); mais la compagnie française, au lieu de s'unir aux princes du Bengale contre leurs communs adversaires, adopta une neutralité pusillanime; elle refusa des secours à Souïa-al-Daoula. Ce nabab ayant donc succombé, les Anglais, devenus riches et puissants, poussèrent vivement la guerre, pour effacer l'humiliation où Dupleix les avait réduits; et l'on vit avec étonnement quelques bataillons européens triompher des immenses armées de deux confédérations (1760).

Le Grand Mogol Schah-Alem II avait été chassé par les Mahrattes de Delhi même, la dernière ville qui lui fût restée, ils avaient mis sur le trône son fils Dejwan-Boukt. Le Mogol déposé proposa à la régence de Calcutta, si elle le rétablissait dans Delhi, de lui donner Gazipore et Bénarès, qui ouvraient le Bundelcond, dont les diamants étaient un objet de convoitise. Il n'en fut pas tout à fait ainsi. Mais Clive négocia un traité de paix, par suite duquel les Anglais consolidèrent et accrurent leurs possessions, et obtinrent du Grand Mogol l'investiture des *devanies* du Bengale, de Behar, d'Orissa, qui comptaient

dix millions d'habitants, et donnaient un revenu net de 36 millions de francs.

Clive, s'étant transporté à Madras (1761), comprit que l'heure était arrivée pour l'Angleterre de se rendre maîtresse du pays; et il écrivit à la compagnie : « Voici le moment de « décider si nous prendrons ou non le pays tout entier pour « notre compte..... L'empire du Grand Mogol (je n'exagère « pas) peut être demain en notre pouvoir. Ces peuples n'ont « d'amour pour aucun gouvernement; leurs armées ne sont ni « payées comme les nôtres, ni commandées, ni disciplinées. Une « poignée de troupes européennes suffira non-seulement pour « nous défendre contre tout prince indigène, mais pour nous « rendre maîtres, et redoutables au point que ni Français, ni « Hollandais, ni aucun autre ennemi, n'osera s'attaquer à nous. « Tout nabab dont nous prendrons le parti deviendra infail- « liblement jaloux de notre puissance, ou envieux de nos pos- « sessions; l'ambition, la cruauté, l'avarice, ne cesseront de « conjurer notre ruine. Chaque victoire ne nous vaudra qu'une « trêve momentanée; tout nabab déposé sera remplacé par « un autre qui, dès qu'il pourra entretenir une armée, fera « comme son prédécesseur, c'est-à-dire deviendra notre en- « nemi... Il faut donc que nous soyons les nababs au moins « de fait, sinon de nom... peut-être même, sans déguise- « ment, de nom comme de fait. »

Ce n'est donc pas seulement au machiavélisme des Européens qu'il faut attribuer leurs succès rapides en Asie, mais à l'empire presque immédiat qu'une volonté bien arrêtée acquiert sur des gens flottants et désunis comme l'étaient ces nababs, ces soubabs, ces radjahs, qui, après avoir obtenu à prix d'or leurs possessions d'un despote imbécile, avaient besoin du courage et de l'avidité de soldats étrangers pour se détruire entre eux. Les Anglais eurent l'art de masquer leur domination sous de vieilles formes indigènes, en maintenant un soubab national; de sorte que les Indous croyaient recevoir du Grand Mogol les ordres qui, en réalité, venaient de Calcutta.

Mais les Anglais ne s'étaient point mesurés encore avec leurs adversaires les plus redoutables. De Delhi à Tomboudra s'é-

tendait la confédération des Mahrattes : c'est ainsi que l'on appelait une ancienne tribu du Décan, originaire des montagnes du Mahrat, dans le Visapour; c'est à cette tribu qu'appartenaient peut-être les pirates qui, dès le premier siècle de l'ère vulgaire, infestèrent les mers de l'Inde. Population de bandits, ils fournissaient de cavalerie excellente les princes de la Péninsule, et appartenaient à la caste des *vaishyas* ou marchands; mais le père de Sevadji, soldat d'aventure au service du roi de Visapour, qui avait reçu de ce prince un jaghir dans le Karnate, avec le commandement de dix mille hommes, sortait de celle des *khatriyas* ou guerriers (1645). Le jeune Sevadji, ayant attiré près de lui, par sa valeur, un grand nombre de braves, sortit avec eux de Pounah, son pays natal; la contrée montueuse qui s'étend des frontières du Guzarate jusqu'à celle du Kanara, pays moins civilisé, lui fournit aussi des bandes intrépides qu'il réunit en corps de nation. Il conquit une partie du Visapour, ainsi que la forteresse de Sultana; et Aureng-Zeb ne lui ayant pas opposé des forces suffisantes, il se proclama radjha-majah ou souverain (1674); puis il occupa tous les ports de la côte occidentale du Décan, à l'exception de ceux qui appartenaient aux Portugais ou aux Anglais. Aureng-Zeb fit la paix avec son fils, en accordant aux Mahrattes le dixième de tous les revenus du Décan, qu'ils furent autorisés à faire percevoir par des fermiers héréditaires préposés par eux. Jahon, petit-fils de Sevadji, étant devenu vieux, abandonna le gouvernement (1717) à son premier ministre (*peïschwah*), qui de ce moment devint une espèce de majordome héréditaire.

Les troupes indigènes n'étant pas payées, les princes du pays confiaient certaines contrées à des chefs militaires, avec l'obligation de pourvoir à l'entretien des troupes : quiconque jouissait donc d'une réputation de valeur trouvait facilement des mercenaires, dont l'appui l'encourageait à usurper l'autorité; bientôt il était en mesure de renverser l'ancien roi, ou de se faire céder par lui l'exercice du pouvoir.

C'est ainsi que s'éleva Haïder-Ali (1718-1782), qui d'une condition des plus humbles parvint au gouvernement de Mysore,

et ensuite à la souveraineté; on le surnomma à cette époque *le Frédéric de l'Orient.*

Ainsi, à la guerre que s'étaient faite entre eux les Européens succéda (1747) la lutte des Anglais contre l'Inde musulmane. Haïder-Ali, avide d'entreprises, se rendit maître du Bengalore, et laissa ce pays au radjah de Mysore dont il fit son vassal, et qu'il défendit contre les Mahrattes. Mais, soit pour sa propre sûreté, soit par motif d'ambition, il s'empara de Séringapatnam, capitale du Mysore. Il se trouva posséder un revenu de cent dix millions, deux cent mille soldats, dont vingt-cinq mille cavaliers, et un corps de douze cents Français. Avec un art admirable, aidé par son fils Tippoo-Saïb, il conclut un traité aux portes de Madras même, et aux termes duquel le nabab d'Arkot, créature des Anglais, dut abandonner la ville d'Oscotta avec sa forteresse, et lui payer un tribut de 1 million 400,000 livres par an.

Les Anglais eurent à cœur d'effacer cette honte, en faisant dans l'Indostan des expéditions heureuses. Ils s'y rendirent maîtres en effet de Cora et d'Allahabad, qu'ils cédèrent, comme souverains, au nabab d'Aoud, en l'obligeant à un tribut de 25 millions. Avec l'or de ce nouveau vassal, ils firent la guerre à Rohilkenda, et, l'ayant soumis, réunirent son territoire à celui du nabab d'Aoud, en augmentant son tribut de 4 millions, et en se réservant la province de Bénarès, ville sainte, dont la possession leur permit de s'étendre jusqu'à l'extrémité du Bengale.

De tels succès les enhardirent de plus en plus; et, ne dissimulant plus la conquête, ils imposèrent leur volonté pour loi, donnèrent aux indigènes leurs nationaux pour juges et pour administrateurs; enlevèrent toute autorité au soubab, qui, tributaire de la compagnie et placé sous sa dépendance, fut dépouillé du droit de faire la paix et la guerre, de nommer ses ministres, de commander ses troupes, d'administrer les finances, de rendre la justice à ses sujets. Considérant le pays comme une mine, le peuple comme une marchandise, les Anglais ne visèrent qu'à exploiter à fond leur conquête. Mais la tyrannie porta ses fruits : un grand nombre de cultivateurs,

ruinés par les extorsions, laissèrent dépeuplés et en friche des terrains fertiles; beaucoup de tisserands en soie s'estropiaient ou se mutilaient, plutôt que de subir les avanies auxquelles les exposait leur industrie. Les métiers restèrent oisifs, et la récolte diminua. Le monopole de la société avait détruit l'industrie nationale, qui produisait ces belles étoffes recherchées en Occident depuis des siècles; et le pays fut appauvri, tout en absorbant l'argent de l'Europe et de l'Amérique. De toutes les marchandises anglaises apportées dans le Bengale, les munitions de guerre furent les seules qui éprouvèrent de l'augmentation. Les famines, les épidémies étaient provoquées par l'insatiable avidité des monopoleurs : on en cite un qui, arrivé nu dans le pays, envoya 14 millions en Europe. Une corruption ignoble s'introduisit partout; elle se mêlait à la politique, avide de ces présents clandestins qui toujours ont joué un grand rôle dans la diplomatie orientale, et que la loi put restreindre, mais non prohiber.

Il n'existait point de lois qui protégeassent les personnes, point d'autorité qui pût se faire respecter. L'enfance de l'industrie empêchait tout développement de la richesse publique; et un peuple qui différait tant de l'Européen par la langue, les usages, la religion, était rançonné par des gens que l'éloignement de leurs mandataires mettait à l'abri de toute responsabilité. On cherchait à se procurer un emploi dans l'Inde, pour amasser à la hâte quelques centaines de mille livres sterling, et retourner épouser en Angleterre la fille d'un pair, acheter un *bourg-pourri*, et faire figure.

Qu'eût pu faire un chef honnête en pareille situation ? Cependant, sous son apparente richesse, l'Inde s'appauvrissait toujours; l'argent se trouvait dans la main d'un petit nombre de gens qui approchaient les Anglais, et qui ne songeaient qu'à pressurer de plus en plus le pays. Une sécheresse désastreuse détruisit la récolte du riz, principale nourriture de ces contrées, et les spéculateurs accaparèrent le reste; si bien que les plus riches eurent peine à se procurer de quoi vivre. Au milieu de cette horrible famine, les liens de la société furent brisés, mais ceux de la superstition résistèrent; car on n'osa tuer les animaux, et le bœuf, la vache disputèrent impunément leur pâture

à des gens qui mouraient de faim. Trois ou quatre millions d'habitants périrent au Bengale.

Avec un territoire si riche et si vaste, avec le privilége du commerce de l'Orient et des exactions insatiables, la compagnie fut cependant obligée de solliciter un secours d'un million et demi sterling, au lieu de payer à ses actionnaires le dividende de douze et demi pour cent qu'elle leur avait promis.

Elle avait pendant dix ans tiré annuellement du Bengale 36 millions, sans compter 200 millions pillés par les exacteurs. Mais la source de tant de richesses était épuisée par les guerres, les révolutions, les extorsions; les habitants échappés à la famine étaient dans la dernière misère; et pourtant les directeurs, dont l'intérêt bien entendu eût été de chercher à remédier à de telles extrémités, déclarèrent, dans leur lettre générale de mars 1771, « que c'était le bon moment pour profiter, par tous les moyens possibles, des avantages que promettait la possession du Bengale. » Tant il est vrai que la spéculation mercantile est sans entrailles!

Ces misères étaient ignorées en Angleterre, où ne parvenait que le bruit des victoires de Clive, d'autant plus vantées qu'elles contrastaient avec les revers éprouvés en Amérique.

Mais dans l'Inde des bruits horribles couraient sur son compte; il passait pour faire un ignoble monopole du bétel et du tabac, du riz même, l'unique aliment du pays, et pour commettre les abus de pouvoir les plus révoltants. Burgoyne en porta plainte contre lui en Angleterre, où Clive, qui avait gouverné la moitié d'un monde à son gré, sans compte à rendre à qui que ce fût, fut contraint de s'expliquer tout haut comme citoyen. Sa santé en fut altérée, et, retiré de la société, consumé par une maladie de foie, il mourut à quarante-neuf ans. C'est un nom qui ne périra pas; car, sans autre maître que le besoin et le péril, Clive sut devenir grand général, grand administrateur, et s'arrêter à temps. L'histoire est encore dans le doute sur ses torts.

Ce fut à cette époque que le parlement songea à modifier la constitution de la compagnie, dont il convient de parler ici. Les actionnaires, à l'origine, se réunissaient de temps à autre pour leurs intérêts, et, en se séparant, ils chargeaient un comité d'expédier les affaires courantes. Les moindre intéressés y avaient

accès comme les autres; mais, après l'acte d'union, il fallut un capital de 500 livres sterling pour assister à l'assemblée des actionnaires, et de 2,000 pour faire partie du comité. Un président et un vice-président dirigeaient les délibérations, où l'on élisait les directeurs annuels. Des convocations générales avaient lieu en mars, juin, septembre et décembre, et en outre toutes les fois qu'il en était besoin, même à la requête de neuf actionnaires. La cour des vingt-quatre directeurs se réunissait quand elle le jugeait bon, et la présence de treize de ses membres suffisait pour valider ses opérations. La compagnie était donc modelée sur la constitution anglaise. Les propriétaires d'actions correspondaient à la nation, leurs assemblées au corps électoral; et le président, assisté des directeurs, au roi et au parlement. Les directeurs se partageaient en dix comités de correspondance, de procédure, du trésor, de magasinage, de comptabilité, d'achats, de navigation, de commerce; il y en avait un en outre pour l'intérieur et un autre pour la surveillance.

Dans les trois présidences de Bombay, de Madras et de Calcutta, indépendantes les unes des autres, l'autorité suprême appartenait à un gouverneur, assisté d'un conseil dont les membres étaient pris à l'ancienneté, parmi les employés civils de la compagnie : chaque décision était adoptée à la majorité des voix. Comme le président et les conseillers pouvaient cumuler plusieurs charges, ils se réservaient les plus lucratives. La compagnie entretenait une armée recrutée en Angleterre ou parmi les déserteurs des autres colonies, et composée aussi d'indigènes (*cipayes*), qui se plièrent à obéir à des officiers européens.

Quant au commerce, celui des tissus, qui fut toujours le principal, avait pour agent un secrétaire (*banyan*), qui se transportait sur les lieux avec un caissier et quelques serviteurs armés. Il prenait un certain nombre d'employés subalternes qui, se distribuant dans les différents postes, s'y installaient avec des domestiques armés et autres gens de service. Ces agents traitaient avec les courtiers, et ceux-ci avec les *picars*, qui enfin négociaient avec les tisserands; ainsi il y avait entre ceux-ci et la compagnie cinq intermédiaires. Le tisserand, comme il arrive toujours, hors d'état d'acheter les ustensiles et les matières, et

de se nourrir durant le travail, cherchait des avances à gros intérêts : lorsqu'il avait fini sa pièce, il la portait au banyan, qui la déposait dans un magasin. La campagne terminée, le banyan et ses agents examinaient chaque pièce, et la payaient au tisserand, avec un rabais de quinze, vingt et vingt-cinq pour cent sur le prix convenu : en un mot, le banyan était l'anneau de communication entre les deux peuples. Les riches indiens achetaient ce titre à grand prix ; c'était un moyen de trafiquer pour leur compte sous le nom anglais. Les marchands libres, c'est-à-dire ceux de la compagnie, avaient le privilége de trafiquer dans le pays sous leur propre nom, mais en prêtant serment d'habiter eux et leurs familles dans le lieu désigné par la compagnie, et de n'écrire ni faire écrire rien, touchant le commerce de la compagnie dans l'Inde, à d'autres qu'à la cour des directeurs.

Le système judiciaire, organisé en 1726, comprenait quatre espèces de tribunaux : chaque présidence eut une cour de maire (*major's court*), une cour d'appel, une de première instance, et un tribunal des quatre sessions, qui réunit les attributions des juges de paix et autres juridictions inférieures. Deux tribunaux rendaient en outre la justice aux indigènes selon leurs lois, l'un au criminel et l'autre au civil ; le président nommait ou destituait les juges, à sa volonté. La compagnie voulut étendre son pouvoir sur tous les sujets britanniques établis dans l'Inde, qu'ils fussent ou non ses agents ; elle obtint à la fin que quiconque y aborderait sans son autorisation pût être renvoyé comme infracteur de la loi. On avait déjà débattu en Angleterre la question de savoir si une compagnie privilégiée pour le commerce pouvait exercer la souveraineté, et si ses acquisitions ne revenaient pas à la nation. Il paraissait étrange, en effet, que la qualité d'actionnaire dans une société conférât le droit de se faire conquérant et législateur. Le parlement ne décida rien, moyennant l'obligation prise par la compagnie de payer 400,000 livres sterling de plus que par le passé.

Cependant les guerres ruineuses et la mauvaise administration épuisaient la compagnie : chacun ne songeait qu'à piller. La dette s'éleva à 220 millions de francs, sans compter les dettes particulières des quatre présidences, tandis que le capital ne dé-

passait pas en tout 120 millions. Le parlement vint à son aide (1773) en réduisant les dividendes à six pour cent, et il changea en outre l'organination intérieure de la société. Un gouverneur général, nommé pour cinq ans, dut résider au Bengale, avec un conseil de cinq membres désignés par la compagnie et institués par la couronne. Les autres presidences relevèrent de ce fonctionnaire, et ne purent faire ni guerre ni traités sans son assentiment. Tout porteur d'une action avait d'abord droit de voter dans l'assemblée générale : il fut restreint à ceux qui en possédaient deux. Les directeurs furent nommés pour quatre ans, et durent être renouvelés annuellement par quart.

Un tribunal suprême, formé de magistrats anglais et indépendants du gouverneur, fut institué pour décider en dernier ressort, d'après les lois et coutumes britanniques : contradiction fondamentale avec le droit national. Les Bengaliens voyaient des gens armés traverser leur pays pour prêter main-forte à l'exécution de sentences fondées sur des lois qu'ils n'entendaient pas, et pour opprimer les *mindars*, c'est-à-dire les anciens fermiers héréditaires, devenus depuis grands propriétaires, et révérés comme les derniers restes des princes nationaux. Blessés dans leur religion et dans leurs coutumes, les Indous s'opposaient souvent par la force à ces exécutions, et le sang coulait; en sorte que le parlement se détermina à changer cet ordre de choses.

Le privilége fut continué à la compagnie pour un temps limité à la charge de payer à l'État 400,000 livres sterling, et de soumettre tous ses actes au gouvernement.

Les trafiquants s'en revenaient en Europe avec des richesses immenses, que la renommée grossissait encore; aussi les actions montaient-elles énormément. Mais lorsqu'on veut que l'arbre donne des fruits, il ne faut pas en dessécher les racines. Le Bengale, épuisé, ne produisit plus le revenu habituel. Aussi la compagnie aurait-elle fait faillite, si le gouvernement ne lui eût avancé 31 millions et demi.

Warren Hastings, devenu gouverneur général (1772), essaya d'opérer quelques réformes. Frappé du désordre des finances, il chercha à les rétablir, en supprimant les dépenses inutiles et

les charges excessives, en diminuant les frais de perception, en centralisant l'administration davantage; enfin en instituant des cours provinciales pour s'opposer aux abus. Il fut contrarié par ceux-là dont il voulait réprimer les excès; les expédients auxquels il recourut convenaient peut-être au caractère indien, mais répugnaient aux idées anglaises; cela le rendit impopulaire, et tous ses actes furent pris en mauvaise part. On voulait conserver l'intégrité du territoire, et on lui interdisait la guerre; puis on lui en imputait les résultats: on lui demandait sans cesse de l'argent, et l'on désapprouvait les moyens immoraux à l'aide desquels il s'en procurait, comme en vendant l'alliance et les armes de la Grande-Bretagne à des tyrans ou à des ambitieux. Le parlement anglais, par son intervention continuelle dans des affaires qu'il ne connaissait pas, augmentait le mal. Hastings sut limiter la conquête et l'agglomérer; mais il n'y avait rien alors de stable, aucune idée arrêtée ni sur la politique extérieure, ni sur la constitution intérieure. Il n'y avait point d'argent, point de pouvoir, surtout point d'opinion publique. Soit donc pour son profit particulier, soit pour n'avoir plus à lutter contre les mécontents, Hastings laissa les choses retomber dans leur ancien état.

Enfin, les plaintes des malheureux Indous furent entendues en Angleterre (1783). Charles Fox, alors ministre, proposa à la chambre une réforme; mais tous les moyens, bons ou mauvais, furent mis en œuvre pour la faire échouer. Pitt, arrivé après lui au ministère, parvint à faire passer *le bill de l'Inde*, qui attribua au roi la nomination des directeurs, avec six conseillers sous la présidence d'un secrétaire d'État, auxquels la cour des directeurs eut à transmettre toute sa correspondance avec l'Inde. Le gouvernement central fut composé d'un gouverneur général et de trois conseillers, que le roi pouvait destituer. Toute conquête ou agrandissement, toute alliance offensive ou défensive avec les princes indiens, furent déclarés contraires à l'honneur et à la politique; du reste, une grande liberté fut laissée au gouverneur général, sous sa garantie personnelle. Mais si un pareil accroissement de force portait remède à certains maux, on reconnut plus tard qu'il avait de graves inconvénients.

Les sujets anglais relevaient des cours d'Angleterre pour les délits commis dans l'Inde, et les divers gouverneurs pouvaient faire arrêter et transporter en Angleterre tout individu suspect. Une nouvelle cour de justice fut instituée à Londres pour connaître des concussions, des exactions et des actes de violence commis dans l'Indostan. Hastings fut cité devant cette cour, et son procès est resté au nombre des monuments judiciaires les plus curieux. Sheridan, orateur déjà fameux de la chambre des communes, attaqua le nouveau Verrès dans un discours improvisé qui parut le comble de l'éloquence (7 octobre 1785), et, contrairement à l'usage, il fut salué par des applaudissements redoublés. Burke, Fox, Pitt, s'accordèrent à dire que jamais on n'avait vu, dans les temps anciens ni modernes, un exemple pareil de la puissance du génie et de l'art pour agiter et dominer les esprits. La mise en accusation d'Hastings devant la chambre des lords fut donc votée, et la parole de Sheridan l'y poursuivit avec moins de fougue, mais avec plus d'insistance. Burke, en développant les charges, retraça l'histoire de l'Inde, de ses coutumes, et des horribles souffrances qu'elle avait subies. Au moindre retard de payement, les propriétaires étaient jetés en prison, et réduits à emprunter à usure pour rembourser les billets qu'ils avaient été forcés de souscrire : ils payaient ainsi jusqu'à six cents pour cent. Ceux qui ne pouvaient s'acquitter étaient appréhendés ; on leur serrait les doigts avec des cordes, et l'on y enfonçait des clous et des épines. D'autres étaient liés deux à deux par les pieds et suspendus la tête en bas ; puis on leur appliquait la bastonnade sur la plante des pieds, jusqu'à ce que les ongles s'en détachassent ; on les frappait sur la tête, à tel point que le sang leur coulait par la bouche et par les oreilles ; enfin, lorsque leur corps était déchiré par les coups, on les frottait avec le suc d'herbes vénéneuses. Tels étaient les traitements que Devi-sing (c'est ainsi que les indigènes désignaient Hastings) faisait éprouver aux Indous, sans parler des angoisses morales que le père et le fils éprouvaient lorsque, liés ensemble pour être fouettés, l'un ne pouvait se garantir des coups sans y exposer l'autre. Le sort des femmes était pire encore, arrachées qu'elles étaient à leur chaste retraite, pour être exposées nues à des violences brutales.

Un frémissement d'indignation et de pitié se propagea de l'Angleterre à toute l'Europe, et retentit jusqu'en Asie; mais les enquêtes demandèrent tant de temps, que ce procès était déjà devenu impopulaire quand Hastings prononça sa défense : il dura de 1786 à 1795, et se termina par l'acquittement d'Hastings. Indemnisé de ses pertes et délivré de ses longs tourments, il acheva ses jours fort paisiblement.

Beaucoup de personnes contestaient non-seulement à la compagnie, mais à l'Angleterre elle-même, le droit d'envahir l'Inde, et principalement Fox, Burke, Sheridan : c'était la conséquence des principes philanthropiques qui retentissaient partout alors. Pitt avait donc à défendre les conquêtes par la parole, en même temps que d'autres les armes à la main; et les héros marchands, en rentrant dans leur patrie, y trouvaient, au lieu du triomphe, une accusation. Le ministère lui-même condamna à plusieurs reprises les agrandissements de territoire; mais pouvait-il en être autrement? Chaque pays soumis avait un État voisin qui devenait son ennemi, et attaquait s'il n'était attaqué; battu, il réunissait d'autres troupes, et revenait à la charge : de là la nécessité de le détruire, et on se mettait ainsi en contact avec un nouveau voisin, qui devenait un nouvel ennemi.

Charles Cornwallis (1802), successeur d'Hastings, partit avec la résolution déclarée de rétablir la paix et de la conserver; mais son administration fut en contradiction perpétuelle avec les sentiments et les idées qui l'avaient rendu populaire, et avec les siennes aussi. Au lieu d'obéir en tout au parlement, il s'affranchit de son autorité; au lieu d'économies, il fit d'énormes dépenses; au lieu de ramener la paix, il s'agita dans une guerre incessante. Mais comme on gouverne plus par le caractère que par l'intelligence, il se concilia les esprits : tout de sa part paraissait juste; et, bien qu'il manquât de grandes qualités tant militaires qu'administratives, il fit voir comment l'honnêteté peut aller de pair avec la politique. On lui vota une statue, et une pension de cinq mille livres sterling.

A la fin du siècle dernier, le gouvernement des Indes offrait une situation extérieure très-brillante; mais l'administration

intérieure était dans un état effrayant[1]. Là, comme dans toute l'Asie, le territoire appartient au souverain : celui-ci le concède au cultivateur, moyennant une contribution qui alimente les caisses du gouvernement indo-britannique, héritier des anciens maîtres du pays. Point donc de division en grands domaines, comme dans la féodalité ; mais un morcellement en petites tenures, que le fermier subdivise encore entre de pauvres gens.

Le gouvernement établit un impôt sur le premier, le premier sur le second, et celui-ci sur le troisième, qui, accablé par le poids, n'a pas même de quoi acheter une poignée de riz dans un pays si fertile ; et tous, comme en Irlande, meurent de faim. A côté de ces classes malheureuses il en est de privilégiées : les brahmes, qui ne font rien ; les fermiers de certaines terres exemptes d'impôt (*lakhiradjars*) ; les marchands des villes ; les grandes familles musulmanes, et ce qui reste de noblesse indigène. Ce sont autant de corps divers sans lien commun ; ajoutez-y en outre ceux qui sont issus de sang anglais et de sang indien, et qui forment encore une classe à part.

Les sujets britanniques vivent encore plus séparés du reste, ne pouvant ni acquérir la bienveillance des populations indoue et musulmane, ni changer les habitudes qui protégent leur indolence et leur apathie. Les parents refusent d'envoyer leurs enfants à l'école, et font plus de cas du dernier pundit que de tous les savants de la Société asiatique. Le petit nombre d'Indous qui étudient savent mille choses inutiles, le calcul des slokes, les minuties de la grammaire, de la prosodie, des cérémonies des temples et de leurs divinités ; mais ils n'ont aucune science applicable. Les brahmes et les khiradjars sont trop in-

[1] En 1793 et 1794, les revenus des Indes étaient de 8,276,770 livres sterl. ; les dépenses, de 6,633,931 ; mais cet état prospère ne dura pas ; et, en 1798, les revenus étaient de 8,059,880 ; les dépenses, de 8,178,620. A la fin de l'administration de lord Wellesley en 1806, les revenus étaient de 15,403,409 ; les dépenses, de 15,672,017. Ainsi la dette, qui en 1793 était de 15,962,743, s'élevait, en 1797, à 17,059,192, et, en 1805, à 31,638,827 liv. sterl.

téressés à les maintenir dans leur ignorance et dans leur condition d'autrefois.

Ainsi les Anglais, près de terminer la conquête commerciale et politique de l'Indoustan, n'étaient pas plus avancés qu'aux premiers jours dans la conquête morale et religieuse. En voyant cette haine des races indigènes pour ses conquérants, Haïder-Ali, qui depuis deux ans faisait inutilement la guerre aux Mahrattes, conclut la paix, et s'allia contre l'ennemi commun avec le nidzam de Décan et avec les Français, que la guerre d'Amérique avait mis aux prises de nouveau avec l'Angleterre. La compagnie se sauva par sa promptitude dans ces circonstances critiques. Elle attaqua (1778) les établissements français de Chandernagor, Karikal et Masulipatnam; elle réduisit Pondichéry à capituler, et en même temps elle réveilla adroitement les vieilles haines des Mahrattes et du nidzam contre l'usurpateur du Mysore. Cependant Haïder ne se montra pas effrayé : il dévasta le pays de Karnate, et prit Arkot; mais il fut forcé de battre en retraite devant de nouvelles forces, et du même coup il se vit arracher Calcutta et Mangalore; sa flotte fut détruite. Le général anglais Eyre Coote lui fit essuyer plusieurs défaites, mais sans le dompter, et des renforts français relevèrent sa fortune.

Tippoo-Saïb, son successeur, continua la guerre avec des succès mêlés de revers. Puis, lors de la paix entre la France et l'Angleterre (1783), la première recouvra Pondichéry, Karikal, Chandernagor; et la Hollande, ses anciennes possessions, moins Négapatnam qui resta aux Anglais.

Tippoo-Saïb, demeuré seul, désira la paix, qui fut signée en effet (1784) avec la compagnie anglaise à Mangalore; les conquêtes et les prisonniers furent restitués des deux parts. Mais Tippoo-Saïb haïssait les Anglais autant que son père : plus fier et moins intelligent que lui, il se crut choisi par le prophète pour exterminer dans l'Inde les Nazaréens, et les poursuivre jusqu'aux enfers. Il répétait qu'il aimerait mieux vivre deux jours tigre que deux siècles agneau. Le tigre était son symbole; il le mettait partout, et il en avait plusieurs apprivoisés autour de lui. Il aimait la guerre pour elle-même, surtout con-

tre les Européens, par fanatisme religieux. Prodigue et avare, astucieux et violent, indolent et énergique, il n'était constant que dans son courage et dans son amour pour ses enfants.

Tippoo-Saïb, pour atteindre son but, se servit de l'aide des Français, qui, au fort de la Révolution, cherchaient partout des ennemis à l'Angleterre. Il trouva des officiers français pour discipliner ses troupes et diriger son artillerie. Il avait sur pied soixante mille hommes et un grand nombre d'alliés. Bonaparte fit passer, du Caire dans l'Inde, de pompeuses proclamations, où il annonçait qu'il allait venir pour y briser la tyrannie britannique. Lorsque ensuite la bataille d'Aboukir eut fait avorter ces espérances gigantesques et les grands desseins que Napoléon se croyait destiné à accomplir en Asie, lord Mornington, gouverneur de l'Inde, cessa de ménager Tippoo-Saïb, et ne manqua pas de prétextes pour marcher sur le Mysore. La lutte fut ardente, mais ne resta pas longtemps douteuse.

Les premières défaites abattirent l'âme superstitieuse de Tippoo-Saïb, qui, renfermé dans Séringapatnam, fut tué en combattant comme un soldat (1799). Alors tout le Mysore subit le joug des Anglais, et la seule puissance qui pût y seconder la France se trouva anéantie.

Ils prirent dans la famille dépossédée par Haïder un fantôme de prince dont ils firent un radjah, pour déguiser l'usurpation. Mais l'Angleterre n'en avait pas fini avec toutes les résistances de l'Inde. La confédération des Mahrattes occupait neuf cent soixante-dix milles, du nord au midi, et neuf cents, de la baie du Bengale au golfe de Cambodje; elle comprenait quarante millions d'âmes, dont un dixième de musulmans, le reste d'Indiens, distribués en cinq États, sous la souveraineté nominale du radjah de Sattara. Nous avons dit plus haut comment le peschua, espèce de majordome, s'était substitué en fait à ce radjah; mais lui-même fut subjugué par Maadji-Scindia. Le père de ce dernier était chargé de garder les babouches que le peschua laisse à la porte en entrant chez ses femmes. Son maître, sortant un matin de leur appartement, le trouva endormi, mais tenant les pantoufles serrées sur son sein. Ce dévouement à son devoir lui valut de l'avancement; et son fils, qui lui succéda

dans sa charge, affecta longtemps de porter à sa ceinture une paire de babouches, en souvenir de son origine. Il grandit sous une humilité feinte, et finit par être assez puissant pour lever une grosse armée, disciplinée par un officier savoyard, nommé de Boigne. Il convoitait Delhi, quand il y fut appelé par Schah-Alem, dernier héritier d'Aureng-Zeb, pour se délivrer de la tyrannie de son ministre Goulam, qui l'avait dépouillé et rendu aveugle. Scindia courut à son aide, et fit périr l'usurpateur dans une cage, après l'avoir mutilé. Mais il retint l'autorité, et ne laissa au monarque aveugle que la ressource de vivre d'aumônes.

Son successeur, Daoulet-Raa-Scindia, marcha sur ses traces, et se confia entièrement aux Français. S'il eut le tort de laisser consommer la ruine de Tippoo-Saïb, il refusa de partager ses dépouilles. Les Anglais comprirent par là qu'ils n'avaient rien à espérer de lui; ils firent donc savoir au peschua qu'ils lui prêteraient assistance, s'il voulait s'affranchir du joug de son puissant sujet. Le colonel Wellesley, qui s'était déjà signalé dans le gouvernement de Séringapatnam, et qui, sous le nom de lord Wellington, devait tant aider un jour à la restauration des Bourbons, fut envoyé pour rétablir ce peschua. Excellent général et politique habile dans ces contrées où chaque conquête mettait l'Angleterre aux prises avec un nouvel ennemi, il poussa la guerre contre les Mahrattes, dont la puissance fut écrasée dans la plaine d'Argam (29 octobre 1803); et l'Angleterre, maîtresse des Indes, ayant transféré du sud au nord le centre de son autorité, s'étendit jusqu'au territoire des Séikhs.

Les deux chambres cependant ne cessaient de blâmer le système des conquêtes; il fallut y substituer celui du protectorat et des alliances; mensonge qui contraignit de laisser aux vaincus leurs mauvaises administrations, sans toutefois éviter la guerre. Les successeurs de Wellesley, lord Cornwallis (1804), puis George Barlow (1805), se promettaient de ne plus conquérir, de consolider la paix, et pourtant furent toujours entraînés à la rompre. Lord Minto (1813) revint à la politique active de Wellesley. Hastings, son successeur (1823), répétait qu'il fallait conserver à force ouverte ces sources de richesses. A peine arrivé dans l'Inde, il prévit une crise prochaine, et s'y prépara. Les

Gourkas menaçaient la frontière orientale des possessions britanniques; les Pindarris la partie septentrionale; les Mahrattes et les Radjepoutes épiaient l'occasion de secouer le joug. Hastings anéantit les Pindarris, réduisit un grand nombre de radjas à se soumettre à l'Angleterre; et la confédération mahratte tomba du même coup. La compagnie ainsi régna directement sur les deux tiers de la Péninsule, et sur le reste par voie d'influence. On revêt du pouvoir nominal quelque famille souveraine; mais il est exercé de fait par un *résident* anglais, qui commande un corps de troupes recruté parmi les naturels, sous les ordres d'officiers européens. Juge des contestations internationales, comme le Grand Mogol dans ses beaux jours, il ne rend compte qu'à son gouvernement.

A peine lord Amherst eut-il succédé à Hastings, qu'il lui fallut porter la guerre dans le Birman, vaste empire despotique, formé de ceux d'Ava, de Pégou, de Mounnipour, d'Arakan et de Ténassérim; situé entre le Thibet au nord, la Chine et Siam à l'est, la baie de Bengale et les établissements anglais au couchant, Malacca au midi. Les Birmans vaincus virent bientôt leurs frontières largement entamées (1826).

L'empire indo-britannique une fois poussé si loin, il fallut l'organiser. Bentink s'y appliqua (1828) sans recourir aux moyens extraordinaires de la guerre, en luttant contre les difficultés intérieures, et contre un déficit de plus de 13 millions sterling. Il fit tout examiner publiquement; il régla l'administration, réprima les bandits, combattit les coutumes barbares, telles que le sacrifice des veuves; fit des conquêtes dans l'Inde centrale, voyagea beaucoup, introduisit la navigation à vapeur et la liberté de la presse.

Au milieu de ces vicissitudes on arrivait à mieux connaître le pays; et la relation de Holwell détruisit une partie des préventions qui existaient contre ces populations. Les philosophes s'en emparèrent, pour montrer la supériorité du culte indien sur le nôtre. On exagéra l'antiquité des livres sanskrits; on déclama contre la civilisation, qui porte ses ravages au milieu des nations voisines de cet état de nature tant préconisé, et qui, disait-on, jouiraient d'un bonheur parfait, si la superstition n'avait

aussi introduit parmi elles ses atrocités. D'autres se mirent à étudier ces peuples avec une intelligence patiente. On découvrit une langue extrêmement ancienne, riche en monuments inestimables, qui vinrent partager la vénération vouée exclusivement aux classiques grecs et latins ; des édifices admirables par leur antiquité et par leur beauté ; des doctrines qui devançaient de plusieurs siècles les inventions dont l'Europe se glorifie le plus. En 1784, William Jones fonda à Calcutta la Société asiatique, pour publier les ouvrages originaux des peuples de l'Inde, approfondir leur histoire et leurs croyances. Il y eut bientôt des imprimeries, des journaux, ainsi qu'une académie de médecine et un jardin botanique, dans la colonie danoise de Serampour, à cinq lieues de Calcutta, résidence de missionnaires qui s'occupent de la conversion des Indous. Il a été publié des éditions de la Bible dans les différents dialectes de l'Inde, sans compter les auteurs classiques de l'Angleterre.

Les Anglais ne sont point allés dans l'Inde pour y trouver la liberté religieuse, comme dans l'Amérique septentrionale, ou pour y faire des conversions, mais pour y chercher la richesse. Ils y portent leur roideur de marchands, et des habitudes choquantes pour ce pays. Leurs femmes, au lieu des vêtements pompeux de l'Orient, y portent des toilettes passées de mode en Europe, et qui sont dans l'Inde incommodes et ridicules. Les hommes mangent et fument tout le jour, vivent isolés, pour se dispenser des convenances ; et ils se livrent à ces fantaisies excentriques, déjà communes dans leur patrie. Ils exigent le respect des indigènes, tandis qu'eux ne respectent rien dans leur conduite extérieure. Ils mangent des mets défendus, laissent leur femme sortir au bras d'un autre, dansent pendant l'été, chantent à table, et se livrent à toutes sortes d'actes qui sont autant d'abominations aux yeux de ces peuples.

Au milieu de cette nature exubérante qui fait que tout se trouve chez eux dans la proportion de notre cheval à leur éléphant, les Indiens aiment l'extraordinaire. Il leur faut des canons énormes, une poésie immense, une mythologie à millions de dieux, des fêtes de peuples entiers. Les Anglais ont, au contraire, un culte prosaïque, des airs compassés, des habitudes

sans grandeur, une économie étroite, des qualités louables, mais minutieuses.

L'esclavage subsiste encore de fait dans l'Inde. Le monopole du sel pèse lourdement sur des populations qui ne vivent que de végétaux. Le pays, d'industriel qu'il était, est devenu agricole; on lui envoie des tissus d'Europe, et on lui demande du sucre, du coton, surtout de l'opium, dont la culture est imposée par force et rapporte très-peu. Aussi, loin d'absorber l'argent de l'Europe c'est l'Inde, au contraire, qui en exporte. Le gouvernement anglais ne fait point de travaux publics pour le bien de tous : il en résulte que des ruines remplacent les palais, et que les chacals errent aux lieux que les hommes ont désertés.

L'Indou est encore, comme il y a un siècle, comme il y en a vingt, paresseux, insouciant, routinier. On ne trouve pas encore dans sa demeure une chaise, une table, une cuiller, une fourchette. Il couche sur une natte, et c'est à peine s'il a assez de linge pour en changer une fois : nous parlons des riches. Les autres n'ont que la terre pour lit, et vont à peu près nus. L'orfévre se sert encore des instruments les plus grossiers pour finir, grâce à une patience incroyable, des ouvrages qui font l'admiration de l'Europe. Le laboureur brise la glèbe avec une bêche longue à peine de deux pieds, ce qui l'oblige à se tenir courbé. Il blanchira continuellement sa maison, mais ne balayera pas la poussière sur l'aire où il dépose sa récolte; et ce n'est qu'après avoir terminé cette toilette de son habitation qu'il aura quelque soin de l'intérieur. Il ménagera un filet d'eau pour son champ de riz, et il ne s'occupera pas du conduit qui le lui amène; il tremblera à l'idée de périls imaginaires, et s'endormira sur le chemin où passent le tigre et le serpent. Il épargnera sur sa nourriture et celle de sa famille, puis il vendra les bijoux de sa femme et de sa fille pour s'engager dans un procès, pour acheter témoins et juges, seul moyen qui lui semble efficace. Mais, tandis qu'il soutiendra un procès sans fin pour la valeur d'un centime, il verra sans s'émouvoir son voisin assassiné à ses côtés. Lorsqu'il viendra à marier sa fille, celui qui s'était réduit à l'eau et à la ration de riz prodiguera tout, invitera parents et amis, musiciens et danseurs. Il se procurera de

l'argent à trois pour cent par mois pour régaler ses convives, les héberger tous pendant quinze jours, et les renvoyer habillés de neuf de la tête aux pieds : l'usage de la caste le veut ainsi.

Les enfants vont à l'école tout nus, et écrivent encore sur la poussière devant la porte. Celles que les Anglais ont établies n'enseignent que leur théologie et leurs lois nationales, afin de former des magistrats ; mais sans les préparer à une réforme fondamentale, qui exigerait la suppression des castes. Or, les Anglais ont résolu, au contraire, de les respecter. Lord Bentinck affranchit les Indous de la peine du fouet, alors qu'il la maintenait pour les Européens, ce qui dut augmenter chez les premiers l'orgueil de leur supériorité. Quand des troupes indigènes et anglaises sont embarquées ensemble, il est très-sévèrement prescrit à celles-ci d'éviter tout contact avec les cuisines des Indous. On laisse chaque caste préparer séparément ses aliments. Jusque dans les chapelles des missionnaires protestants, le brahmine et le khatrya sont séparés du soudra et du paria ; et l'on dirait qu'à ceux-ci il n'est enseigné du christianisme que l'obligation de s'humilier, et de pardonner les injures. Or, qu'est-ce que le christianisme sans son dogme fondamental de l'égalité ?

Cependant les Anglais sont arrivés à faire cesser les sacrifices de veuves, l'infanticide, l'association meurtrière des Tadjis Le nombre des métis va croissant, et des aventuriers européens épousent des princesses. Il y a peu de temps que lord Hardinge déclarait que les emplois seraient donnés au concours, à ceux qui auraient le mieux profité, dans les écoles, des cours de langue et de littérature anglaises. Les Indous consentent à s'embarquer, malgré leur préjugé contre la mer, et à se laisser transporter au delà du Gange. Pourquoi donc n'entreprendrait-on pas de détruire le préjugé bien plus funeste de la séparation des castes ; de les soumettre au même code, aux mêmes tribunaux ; de les mêler dans les écoles, dans l'armée, dans les emplois ; de les admettre surtout sur le même pied à la communion de la parole céleste et du pain consacré ?

Sans cela, les Indous seront à jamais incapables d'émancipation ; et si par aventure ils étaient arrachés à l'Angleterre,

elle les aurait laissés dans l'impossibilité de se gouverner eux-mêmes. Les enfants qui naissent dans l'Inde de parents anglais meurent presque tous; il s'ensuit qu'il ne pourra jamais se former une Inde anglaise. Nous avons vu que la guerre contre Hyder-Ali et contre la France avait obligé la compagnie des Indes de réclamer du gouvernement un prêt de 900,000 livres sterl. On avait songé alors à réformer son statut : on créa, sous le ministère Pitt, le *bureau du contrôle pour les affaires des Indes*, composé de six membres du ministère auxquels furent soumis tous les actes militaires et civils, quoique la compagnie restât encore souveraine quant au commerce. La dette ne diminua pas pour cela; et, en 1799, la compagnie se trouvait en déficit de 1,319,000 livres sterling. Lorsqu'elle se fut agrandie des États de Tippoo-Saïb et de ceux des Mahrattes, le revenu territorial, qui, en 1797, était de 8 millions de livres sterling, s'éleva à 15 millions en 1805; la dette augmenta en proportion, car le déficit monta à 2,269,000 livres sterling, et ne fit que croître depuis. Le privilége de la compagnie expirant au mois de mars 1814, on accorda, sous certaines réserves, la liberté de trafiquer dans l'Inde à tout bâtiment moindre de 350 tonneaux, en laissant à la compagnie la domination du pays et le commerce avec la Chine jusqu'en 1831. La compagnie n'éprouva nul préjudice, et ses affaires prospérèrent alors : elle avait encaissé, en 1824, 13,215,300 livres sterling, et elle n'en avait dépensé que 9,490,777 : ainsi elle se trouvait en bénéfice de 3,724,523 livres sterling, malgré la guerre des Birmans.

Robert Peel soumit à la chambre des communes, en 1830, les arrangements pris entre le ministère et la compagnie « pour garantir aux habitants de ces régions lointaines la jouissance de leurs droits, de la liberté individuelle et des fruits de leur industrie; les dédommager des souffrances et des injures passées, les consoler, à force de bienfaits, de la perte de leur indépendance. »

Par le statut de 1833, la patente de la compagnie fut prolongée de vingt ans; non plus toutefois comme association commerciale, mais comme société du gouvernement, autorisée

à percevoir les impôts jusqu'en 1854, et à régler les revenus de son ancienne conquête au moyen d'une cour composée de vingt-quatre directeurs, sous la surveillance du conseil d'État. Ses propriétés mobilières et immobilières furent attribuées à la couronne, mais l'usufruit en fut laissé à la société pendant toute la durée du privilége. Son capital de 6 millions de livres sterling est divisé en actions, que chacun peut acheter et vendre.

Ici se termine l'histoire de la compagnie des Indes, mais non tous les embarras que ses conquêtes ont causés à l'Angleterre. Les déclamations contre son esprit envahisseur sont devenues un lieu commun. Cependant en aucun pays on n'opéra avec autant de publicité; tous ses actes ont été d'abord exposés aux attaques de l'opposition, puis soumis à des enquêtes. Son histoire nous révèle comment un premier pas entraîna inévitablement à un second, et comment chaque conquête donna un nouveau voisin qui bientôt devint un ennemi qu'il fallut combattre, jusqu'à ce que sa chute mit le vainqueur en présence d'un ennemi nouveau.

Les Anglais espéraient, il y a peu de temps encore, que l'Indus, sur lequel ils croient avoir le droit que la Providence donne à l'intelligence et à la justice sur l'ignorance et la force brutale, pourrait devenir pour leurs possessions une limite et une barrière, en même temps qu'une voie commerciale; on supposa qu'il traversait des contrées riches et pacifiques. Afin de reconnaître son cours et de l'ouvrir à la navigation européenne, ils y envoyèrent une expédition, dont Alexandre Burnes nous trace le récit.

Situé entre l'Himalaya, l'Indus et la Perse, l'Afghanistan a été la route choisie par tous les conquérants. Les peuples qui l'habitent se donnent pour les descendants des huit tribus juives transportées dans ce pays par les Perses. Le système asiatique se conserve chez eux, et Burnes y a connu un prince qui avait eu soixante enfants, et ne pouvait se rappeler combien il lui en restait de vivants. Les Afghans avaient conquis la Bactriane et le Hérat jusqu'aux rives de l'Oxus, et poussé au midi jusqu'à l'Océan; après avoir franchi l'Indus, ils soumirent le

Kachemire, et firent des excursions dans le Pendjab. L'Afghanistan compte au plus quinze millions d'habitants; car la population y va décroissant comme dans tous les pays mahométans; on n'y trouve que cinq villes : Peschauer, rapprochée de l'Indus; Kandahar, capitale de la partie occidentale; Kaboul, de celle du nord; Hérat, près des frontières du nord-ouest; Ghaznah, qui donna naissance à Mahmoud Gaznévide, le premier musulman qui envahit l'Inde. Les tribus des Ghilzis et des Douranis s'y disputaient la prééminence dans le siècle passé. C'est à la dernière qu'appartenait Hamed-Schah, compagnon de Nadir, qui, ayant conquis tout le pays, se couronna roi à Kandahar, et transmit à son fils Timour l'empire qui fut appelé des Douranis. C'était le plus puissant de l'Asie, après la Chine; car il avait 364 lieues du nord au sud, sur 480 de l'ouest à l'est. L'Indus, à l'est, le sépare de l'Indoustan; il est joint à la Perse par une langue de terre cultivée à travers un désert de sable. Les quatre fils de Timour se disputèrent ce royaume, qu'ils perdirent; et Mahmoud Kamram conserva seulement Hérat. Tandis que Dost-Mohammed, chef des Barouksis, s'établissait à Kaboul, un de ses frères prenait possession de Ghaznah, un autre de Kandahar, et tous trois restaient ennemis.

La ruine des Mahrattes et de l'empire mogol (1763) profita non-seulement à Hamed, mais encore aux Séikhs. Ayant attaqué les Afghans, ils en vinrent à s'emparer de Lahore, qui leur assurait la possession de tout le Pendjab; ils firent de leurs conquêtes douze principautés indépendantes (*misali*) sous des chefs particuliers (*sirdars*), qui se réunissaient deux fois l'an en assemblée générale, pour délibérer sur les intérêts communs. On sentit bientôt les inconvénients de cette organisation dans les guerres qu'ils se firent entre eux, et auxquelles Randjit-Sing (*roi lion*) dut son agrandissement. Voyant l'Afghanistan en proie aux discordes et ce qu'une volonté ferme y aurait de chances de succès, il fit de Lahore le centre de ses opérations, et s'entendit avec lord Lake, gouverneur général des Indes, qui fut trop heureux de s'assurer au moins de sa neutralité au moment où il avait les Mahrattes sur les bras. Randjit-Sing s'empara alors de quelques territoires des Afghans, et il introduisit dans son armée l'orga

nisation militaire des cipayes. Il put ainsi s'ériger en protecteur des autres sirdars, et réduisit sous son obéissance toutes les provinces situées sur la rive gauche de l'Indus, entre autres le Moultan et le Kachemire. L'Italien Ventura et le Français Allard, anciens officiers de Napoléon, initièrent ses troupes à la tactique européenne.

Secondé de la sorte, il profita du moment où les Anglais combattaient les Birmans, pour passer l'Indus; et lorsque la dynastie des Douranis venait d'être renversée par les Barouksis, après une guerre civile qui avait épuisé les Afghans, se jetant au milieu de ce conflit, il leur porta le dernier coup par la prise de Peschauer.

Si nous en croyons les généraux Allard et Ventura, l'armée de Randjit-Sing fut portée de 3,000 hommes à 84,000, dont 20,000 de troupes régulières, avec 376 pièces de canon et 370 escarpines, transportées à dos de chameau. Les revenus étaient évalués à 125 millions de francs, sans compter un trésor particulier de 250 millions. Il n'y avait ni institutions politiques, ni lois écrites, ni système d'administration et de justice : tout y dépendait du caprice du souverain et de la fortune. Il avait pour lui le prestige qui entoure la puissance; quant au peuple, il croupissait dans la superstition et l'ignorance, avili par l'exemple de Randjit-Sing, qui ne connaissait ni probité ni pudeur, et ne mettait point de bornes à ses passions.

A sa mort (1839), le trône fut occupé par Shere-Sing, son fils illégitime, homme résolu, mais sans frein. Le ministre Dhyan-Sing, l'ayant fait assassiner, extermina la famille détrônée; mais il fut tué lui-même par Adjet-Sing, dont la main avait consommé tous ces meurtres.

Sous les successeurs chancelants de Randjit-Sing, les Afghans auraient pu s'avancer jusqu'à Delhi, s'ils n'eussent été tenus en respect par les Anglais, qui avaient réuni aux trois présidences de Bombay, de Madras et du Bengale, celle d'Agra, beaucoup plus voisine du Pendjab. Les Séikhs, grands amateurs de procès, y portent souvent leurs contestations à juger. Dans la crainte que leurs ennemis ne s'emparassent d'un territoire fertile qui leur appartenait, et qui forme la limite orientale du Pend-

jab, ils chargèrent les Anglais de le défendre, leur abandonnant en retour la succession de tous ceux qui mourraient sans héritiers. L'opium et l'eau-de-vie multiplièrent bientôt les décès, à ce point que les Anglais ne tardèrent guere à se trouver les maîtres du pays. Ils y établirent un fort, avec un surintendant, et prirent une influence dominante sur les Séikhs, au grand déplaisir de Dost-Mohammed, qui, à la tête des forces réunies de la Perse et de l'Afghanistan, épiait le moment de tomber sur les Séikhs, détestés des Afghans, tant par motif de religion qu'à raison de leur indépendance.

L'intérêt des Anglais est évidemment qu'aucune autre puissance ne prenne pied dans l'Asie centrale, bien que leur but ne soit point d'y étendre leurs conquêtes; mais les intrigues de la Russie les obligèrent à passer l'Indus en 1833, pour remettre Schah-Soudja sur le trône afghan. Il commirent une faute en voulant, non pas conquérir l'Afghanistan, mais lui imposer un prince méprisé, et en s'aliénant ainsi Dost-Mohammed, qu'ils auraient dû plutôt fortifier comme barrière contre les Russes. Mahommed alors se tourna vers la Russie, qui envoya des officiers avec l'aide desquels les Persans mirent le siége devant Hérat (1838). L'Angleterre se vit contrainte de prendre les armes et de renverser Dost-Mohammed, contre le vœu du pays.

Guidés par Burnes, héros infatigable, le premier Européen qui ait remonté l'Indus, les Anglais conquirent le Sind (1839); mais les montagnes du Bosan leur opposèrent de graves difficultés et un froid meurtrier. Les Hindous, chez qui se réveilla le fanatisme religieux, firent comme les Russes à Moscou : ils se retirèrent en détruisant tout, et entraînèrent ainsi les Anglais dans l'intérieur. Fiers d'une première conquête qui servait d'excuse à leur témérité, ils prirent pied dans le Kaboul, point d'intersection des deux grandes routes qui joignent la Perse à l'Indoustan.

La chute des valeureux afghans découragea toute l'Asie centrale; mais, trois ans après, Kaboul se souleva (2 novembre 1842) : Burnes fut massacré : pendant deux mois, cinq mille hommes sans feu, sans vivres et sans munitions résistèrent à

cinquante mille insurgés; ce fut à peine si quelques individus épars purent s'échapper.

Le pire de cette défaite, ce fut la nécessité de se venger, de conquérir, de s'étendre. Lord Ellenborough, en prenant le gouvernement des Indes, avait désapprouvé son prédécesseur lord Aukland et sa politique agressive, et il avait annoncé la ferme résolution de se renfermer dans les limites du territoire. Il fallut pourtant faire la guerre aux Afghans pour relever le prestige tombé. Le drapeau anglais flotta bientôt de nouveau à Kaboul, puis il se retira volontairement. Mais quelle frontière donner à l'Inde anglaise? Fallait-il s'arrêter aux déserts qui séparent le Sind de l'Indostan? Cependant ce pays domine l'embouchure de l'Indus et le commerce de toute l'Asie centrale. Ellenboroug reconnut donc la nécessité de le réunir à l'empire. Le Sind, situé entre l'Afghanistan, le Pendjab, le stérile Bélouchistan et la mer, était gouverné par des émirs indépendants, protégés, depuis 1838, par des traités avec les Anglais. Ellenborough chercha donc des prétextes, chicana les émirs, et réduisit les traités à des stipulations de servitude; enfin, il réunit le Sind aux possessions britanniques (1844). Des accusations graves s'élevèrent à ce sujet contre lui, et il fut rappelé pour avoir à se justifier devant des juges; mais il semble que la Grande-Bretagne soit obligée fatalement de s'agrandir malgré elle dans ces contrées. A peine se fut-elle retirée de l'Afghanistan, que Dost-Mohammed rétablit dans le Lahore tout ce qu'elle avait détruit; il en exclut ses monnaies, et réorganisa l'armée.

A peine un nouveau gouverneur, lord Hardinge, eut-il mis le pied dans l'Inde avec les intentions les plus pacifiques, qu'il eut à recommencer la guerre. Tant que l'Angleterre espéra trouver parmi les Séikhs un chef capable de réunir les débris du sceptre de Randjit-Sing, elle s'abstint d'envahir leur pays. Mais voyant le désordre s'accroître, et le despotisme militaire s'établir, elle passa l'Indus, assujettit le Pendjab après une bataille où elle essuya peu de pertes, et conclut une paix glorieuse. Aux termes de la convention de Koussour (18 février 1846) et des modifications postérieures, le royaume de Pendjab fut maintenu; mais tout le territoire entre le Bedjab, l'Indus et

les mettre à mort par caprice, par plaisir, se vantant d'être dans l'empire ce qu'est le soleil dans le monde, et indestructibles comme lui.

Il en est qui ont attribué uniquement à ce despotisme domestique la durée de ce grand empire : il aurait bien plutôt hâté sa ruine, sans la grande institution des lettrés, qui fait de la science l'échelle qui conduit à toutes les grandeurs. L'enfant le plus obscur peut, en étudiant, se rendre capable de subir les examens annuels dans son village, et se présenter à ceux qui ont lieu tous les trois ans dans les grandes villes, où s'obtient le premier degré. C'est au chef-lieu de la province qu'il faut aller chercher le grade supérieur qui conduit à de certains emplois : mais c'est dans la capitale de l'empire et sous les yeux du monarque qu'on accorde le troisième degré : c'est alors *qu'on monte sur le coursier d'or* et *qu'on s'assied dans la salle de jaspe*, ce qui veut dire qu'on entre à l'académie et qu'on peut prétendre aux plus hauts emplois. Ces examens sont annoncés à l'avance avec une grande solennité ; à peine un candidat a-t-il cueilli le *rameau d'olivier odorant*, qu'il trouve des pères empressés de lui donner leurs filles, et des ministres pour lui ouvrir la carrière. La vénération des Chinois pour les lettrés remonte aux temps les plus anciens ; elle est si bien enracinée, que malheur à qui foulerait sous ses pieds un papier écrit ! Mais ce ne fut qu'au septième siècle que se régularisa cette admirable institution des concours. Il en résulta cette aristocratie littéraire, unique dans le monde, et qui eut pour base non point la possession de la terre, mais les examens. Ces lettrés firent contrepoids à l'autorité royale, comme les prêtres dans l'Inde, en Égypte, en Chaldée. Le Fils du Ciel, devant qui personne ne se présente sans frapper neuf fois la terre de son front, ne peut conférer de son chef aucun pouvoir, aucune dignité qu'à ceux qui lui sont désignés par les lettrés. Ils ont dans leurs mains tous les emplois ; ils restent debout à côté des dynasties qui croulent. La loi leur attribue le droit de dire la vérité ; aussi leur arrive-t-il parfois de lever la tête, et de frapper de blâme le despotisme au nom de la doctrine écrite et des traditions des premiers temps, qui commandent au roi de semer de fleurs la

route par laquelle le sage vient le rappeler à son devoir et à la réparation de ses fautes; elles lui enseignent que l'amour du peuple donne le sceptre, que son courroux le brise; qu'élever aux honneurs un homme universellement odieux, au détriment de celui que désigne le vœu public, c'est aller contre la justice, provoquer les plaintes; c'est entrer dans le nuage où dort la foudre qui réduit en cendres.

Il est vrai que ces avertissements, ces préceptes, s'adressent, non à la personne céleste de l'empereur, mais à ses ministres; car les Chinois usent, depuis bien des siècles, de ce procédé que l'Europe moderne croit avoir découvert, lequel donne pour base aux constitutions une fiction qui tient les rois pour infaillibles, et fait les ministres seuls responsables.

L'empereur, fils du ciel, unique gouverneur de la terre, grand-père de son peuple, est en conséquence adoré; et, comme il est inadmissible que deux empereurs puissent exister en même temps sur la terre, toute ambassade est considérée comme un hommage de vassal à souverain. Quand l'empereur adresse la parole à un seigneur de la cour, il doit se prosterner, et attendre ainsi les ordres. Lorsqu'il sort, toutes les maisons se ferment; et tous ceux qui le rencontrent doivent détourner le visage ou se jeter à terre, sous peine de mort. L'empereur marche précédé de deux mille satellites qui portent des chaînes, des haches, et autres instruments propres à châtier ses enfants. En somme, c'est une idolâtrie politique de l'État, personnifié dans le souverain; ce qui n'empêche pas qu'au fond de son palais il ne soit souvent dominé par les femmes et par les eunuques.

Comme le maître sert toujours d'exemple aux inférieurs, les mandarins et les magistrats font peser leur despotisme sur les provinces. Ils font leurs tournées précédés de bourreaux toujours hurlants, qui, au moindre signe, arrêtent ou assomment le passant qui a le malheur de déplaire, ou qui tarde à se ranger contre la muraille.

A l'exemple encore de l'empereur, qui n'est pas seulement pontife pour sacrifier, roi pour gouverner, mais encore maître pour enseigner, les mandarins, qui le représentent, doivent, au commencement et au milieu de chaque mois, réunir leurs su-

bordonnés, et leur faire une instruction sur quelques points que la loi détermine.

Il n'y a ni emplois ni titres qui soient héréditaires, sauf celui des princes du sang et des descendants de Confucius. L'empereur confère la noblesse, non à un individu, mais à ses aïeux. Tout le peuple est divisé en six ordres : mandarins, guerriers, lettrés, agriculteurs, artisans, marchands.

La justice est gratuite ; les affaires se discutent publiquement ; chacun y plaide sa cause, sans assistance d'avocats, profession dont ils n'ont pas l'idée. En matière civile, la procédure est très-expéditive, et se résout le plus souvent en bastonnade, parfois pour les deux parties. La justice criminelle a plusieurs degrés ; toute condamnation capitale doit être approuvée par l'empereur. Tous les supplices ont lieu en automne et à la fois.

La législation chinoise remonte de dynastie en dynastie jusqu'à la plus ancienne, et forme soixante-quatorze volumes ; les missionnaires, de qui nous tenons les informations les plus exactes sur ce pays, ont donné l'analyse d'un code chinois qui embrasse toute la matière, et constitue un document précieux sur le caractère de cette nation. L'ordre en est clair, le style simple, tempéré ; on n'y reconnaîtrait point l'origine orientale ; mais, selon l'esprit qui préside à tous les règlements chinois, il descend à des détails puérils et aux exceptions les plus rares ; sa tendance est de tout régler, de faire intervenir la loi dans tout, et de ravaler la vertu même en la commandant. Il y a punition pour celui qui ne visite pas de temps en temps la tombe de ses aïeux ; le mâle a droit à part entière dans un héritage, la femme à une demi-part, l'hermaphrodite à une part mixte. Les termes de la loi sont parfois des plus vagues : ainsi celui qui se conduit avec inconvenance et contre l'esprit des lois, sans cependant en enfreindre aucun article, est passible de quarante coups de bâton. Le crime de haute trahison est puni avec une atroce sévérité ; et les descendants du coupable sont déclarés infâmes jusqu'à la neuvième génération. Un criminel qui attenta à la vie de l'empereur, en 1803, fut condamné au supplice le plus long qu'on put inventer, et ses enfants en bas âge furent étranglés.

Le châtiment le plus commun est celui du bambou ; puis vient

le kia, ou collier de bois, qui se porte un mois de suite dans certains cas; et enfin l'exil. La série des châtiments décrétés en Chine en 1837 contre les fumeurs d'opium, montre combien l'exil y est une punition grave. Le coupable est pour la première fois marqué au front avec un fer rouge; la seconde, il reçoit cent coups de bâton sur les épaules, avec trois années d'exil; il est décapité à la troisième : l'exil est donc un châtiment plus grave qu'une marque ineffaçable sur le front. Les autres peines sont le carcan, les soufflets, le hallage des bateaux, puis la strangulation, et la décapitation, qui est réservée aux plus grands crimes. De très-longues détentions ont lieu dans des cachots, qui ont le nom d'enfer et qui le méritent; les femmes sont remises à la garde de leurs parents les plus proches. Le serment n'est point admis; mais on a recours à la torture qui consiste à presser les ongles du patient dans un triangle. Si l'accusé ne s'avoue point coupable, il est immédiatement mis à la question, qui augmente jusqu'à ce que le malheureux écrive ou signe la confession du crime. On en dresse alors procès-verbal, et on l'expédie à l'empereur, qui ordonne la poursuite. Si par extraordinaire le tribunal déclare un accusé innocent, il succombe bientôt aux tourments qu'il a soufferts. Tous les châtiments sont aggravés pour les esclaves.

Le vol simple est puni par le bâton ou par l'exil, selon la gravité du cas. Le traître, le parricide, le sacrilége, sont coupés par morceaux; le père qui tue son fils n'est puni que de la bastonnade. L'homicide simple se rachète à prix d'argent; mais s'il a lieu dans une émeute, le coupable est étranglé, toute espèce de tumulte étant châtié avec la dernière rigueur. Aussi les Chinois se querellent-ils des heures entières sans porter la main l'un sur l'autre; car toute voie de fait est chose grave. Les paroles outrageantes sont également punies; car elles portent atteinte à la paix intérieure, que la loi veut assurer à tout prix.

Ainsi ce dont la loi chinoise s'occupe le moins, c'est de faire marcher de pair avec le bien public la liberté individuelle : on pourrait la définir un bon système de police, avec accompagnement de prédications morales. A en croire ces belles maximes,

on dirait que l'âge d'or règne dans ce pays. Le *Chou-King* recommande aux magistrats la justice, le désintéressement, la recherche de la vérité. « Après que les parties ont produit leurs preuves, les juges écoutent ce qu'elles ont à dire. S'il n'y a point de doute, ils appliquent l'un des cinq supplices[1]. S'il y a doute, il faut recourir aux cinq modes de rachat. Dans le cas où l'on pourrait hésiter sur l'opportunité du rachat, il convient de juger selon les cinq sortes de fautes. Celles-ci ont pour causes la crainte d'un homme en place, la vengeance ou la reconnaissance, la séduction des femmes, l'amour de l'argent, les recommandations. Ces fautes peuvent être commises par les juges ou par les parties : pensez-y bien, et, s'il y a doute, il faut pardonner. Quand un homme est accusé, il faut regarder aux circonstances et aux motifs. Ce qui ne peut être vérifié ne saurait offrir matière à procès. Il faut être, selon le cas, indulgent ou sévère. Ceux qui savent faire de beaux discours ne valent rien pour juger des procès ; il faut pour cela des hommes doux et sincères, droits, et d'une modération éprouvée. Expliquez et publiez le code des lois. Que dans le procès on n'ait point égard à l'intérêt. Les richesses ainsi amassées sont un trésor de fautes qui attirent malheur. »

C'est ainsi que le code abonde en belles maximes, mais qui malheureusement se perdent dans l'application, par l'ignorance de l'interprète ou la vénalité des organes de la loi.

La religion se réduit à peu près à un règlement d'État et de discipline. Trois religions sont en présence dans ce pays, grâce à un esprit de tolérance qu'il conviendrait mieux d'appeler apathie : celle des savants, qui est la loi de Confucius, se réduit en somme au déisme et à l'indifférence : ils considèrent qu'à la mort, l'âme passe en d'autres corps, ou se décompose dans l'air, sans qu'il reste autre chose de l'homme que son sang dans ses enfants, et son nom dans sa patrie. Dieu seul est immortel. Les tao-tsées suivent la religion des esprits, avec toutes sortes de superstitions. Confucius ayant déclaré qu'il n'avait

[1] La marque sur le visage, l'amputation du nez, des pieds, l'éviration, la mort.

pour tâche que de relever les doctrines primitives, et qu'il n'était que le précurseur d'un grand personnage qui viendrait de l'Occident, le roi *Minet* envoya une flotte à la rencontre de ce Messie.

L'expédition s'engagea assez loin, mais n'osa pourtant prolonger le voyage; elle aborda dans une île, où on trouva une statue de Boudha, qui fut rapportée en Chine trente-trois ans avant le Christ. Son culte se répandit dans les basses classes qui, l'adorèrent sous le nom de Fo; mais il fut repoussé des savants.

Les Chinois sont donc tout à fait libres dans le choix de leurs opinions religieuses; mais la loi, comme dans tout le reste, sans s'occuper des choses intimes, règle minutieusement les rites, les formes extérieures, les cérémonies. Tout cet ensemble de mœurs caractéristiques; ce cérémonial compassé et invariable, cette hiérarchie sans fin; cet amour du beau, plutôt puéril que grand; cette gravité pédantesque des lettrés; tout ce grand vide, recouvert d'une élégance mesquine, a cependant résisté à l'action des siècles, et a fini par absorber les conquérants barbares. De la vivacité grecque et méridionale, on n'en trouve pas l'ombre dans ce pays, où on affecte de faire tout avec calme, temps et mesure. Les Chinois savent adroitement profiter de la vivacité des Européens pour les faire tomber dans tous les piéges que leur imagination invente; si bien qu'il n'est point de marchands assez adroits pour y échapper. Ils savent cacher sous des dehors tranquilles la haine et la colère la plus violente : offensez les, et ils vous paraîtront ne rien sentir; mais leur vengeance vous atteindra quand vous y penserez le moins.

La seule passion qu'ils laissent éclater est celle du jeu, dont les émotions conviennent si bien à une société vieillie : riches et pauvres s'y abandonnent malgré toutes les défenses de la loi, et ils jouent sur un coup de dé leur fortune, leurs maisons, jusqu'à leurs enfants et leurs femmes.

Comme tous les peuples ignorants les Chinois sont fatalistes : les incendies fréquents dévorent leurs villes sans qu'ils cessent pour cela de brûler des papiers et de l'encens, de fumer, de tirer des feux d'artifice au milieu de leurs maisons de bois et de paille. Le feu une fois allumé, ils regardent la maison comme destinée

nouveau maître, comme sous l'ancien. Les envahisseurs triomphent donc, et s'accommodent on ne peut mieux des traditions despotiques de l'empire. Ils prennent pour eux les richesses, partagent le pouvoir avec les lettrés, afin qu'ils les aident à maintenir le peuple dans l'obéissance. Celui-ci travaille d'abord pour enrichir ses maîtres, et pour subsister, si le cas se trouve possible.

Ainsi il y a la paix sans la justice, des richesses sans l'émulation, des cérémonies sans amour, une morale sans pratique. Aux frontières toujours la guerre imminente, au dedans les séditions.

En 1648, la Chine fut conquise par les Tartares, qui adoptèrent tous ses usages et la forme de son gouvernement. Cette dynastie décréta que tout corps militaire dans les provinces serait composé par moitié de Chinois et de Tartares; ainsi des tribunaux : de façon que ces deux peuples se tiennent réciproquement en respect; ni l'un ni l'autre n'est entièrement privé du pouvoir civil et militaire; et le peuple conquérant peut s'étendre ainsi sans s'affaiblir, et faire tête aux troubles civils comme aux invasions étrangères.

Les missionnaires, et principalement les jésuites, formèrent le premier lien de communication entre la Chine et l'Europe; ces derniers nous ont fourni les meilleurs documents que nous ayons jusqu'à ce jour sur ce pays. Ayant eu l'adresse de capter les bonnes grâces de l'empereur et des mandarins, il leur fut permis d'en espérer les plus grands avantages pour la religion et pour la civilisation. Mais les jésuites avaient en Europe des ennemis puissants alors et implacables qui les attaquèrent auprès du saint-siége, leur reprochant de tolérer de certaines superstitions inhérentes aux coutumes chinoises : de là une lutte qui entama leur crédit près des Chinois, désireux par-dessus tout de la tranquillité, et qui aboutit à leur expulsion. Avec eux disparut de la Chine le christianisme, qui, dans les siècles précédents, y avait déjà été apporté par les Arméniens.

L'empire russe a une telle étendue, qu'il touche aux confins de la Chine : ce qui décida Pierre le Grand à y envoyer, en 1720, une ambassade dont fit partie le voyageur anglais Bell

d'Antermong, qui nous en a laissé la description. Ce fut un spectacle inouï pour les Chinois que ce cortége, vêtu à l'européenne, et faisant son entrée dans Pékin. L'étiquette exigeait que tout ambassadeur se prosternât en frappant neuf fois la terre de son front (*Kou-tou*); et cela non-seulement devant l'empereur, mais encore devant les princes du sang, les vice-rois, les mandarins, et les ministres. L'ambassadeur Ismaïlof redoutait d'un côté le courroux du czar s'il se prêtait à cette humiliation, et il pouvait de l'autre, en s'y refusant, mettre la mésintelligence entre les deux empires, et faire manquer ainsi le but de sa mission. Mais l'empereur heureusement désirait que ces étrangers fussent témoins des fêtes que l'on allait célébrer pour le soixantième anniversaire de son règne; et il aplanit la difficulté, en faisant rendre en son nom un hommage semblable, par un mandarin, à la lettre du czar que l'ambassadeur était chargé de lui présenter. L'envoyé russe accomplit alors sans scrupule les actes de respect indispensables.

La Russie demandait la liberté du commerce entre les deux États, et à établir des comptoirs; mais Kang-hi n'y consentit que pour Pékin et quelques points. La Russie obtint aussi de laisser un agent dans cette capitale; mais il y fut gardé comme prisonnier, et on le renvoya à la première occasion. Les négociations se renouèrent plus tard; on régla la question des frontières. Pierre Ier, qui s'était agrandi aux dépens des Mongols du Kaptchak, et avait envahi la Sibérie, se trouva limitrophe de la Chine, au nord du pays occupé par les Mongols Khalkha. D'autres Mongols s'étant réfugiés, après une défaite, dans le pays situé au sud-est du lac Baïkal, implorèrent la protection de la Russie, s'offrant à elle pour vassaux. Comme ils allaient en pèlerinage à Ourga, résidence de leur pontife suprême (*Kou-touk-tou*), il en résultait des conflits fréquents qui attirèrent l'attention des gouvernements russe et chinois. Des conférences se tinrent sur le Sclenga; on marqua de nouveau les frontières, on éleva des colonnes, et l'on posa des sentinelles. Kiakta fut désigné comme marché commun au commerce des deux nations. Les Chinois ont gardé le monopole de la rhubarbe, dont les Russes n'ont jamais pu obtenir la vraie semence; ils

échangent en outre le thé contre de l'argent, des fourrures et des draperies. Le gouvernement chinois permet aux marchands étrangers de Kiakta de venir tous les trois ans à Pékin, mais point au nombre de plus de deux cents.

Le Portugal aussi envoya en 1722 un ambassadeur, don Metello, pour réclamer protection en faveur des Portugais répandus dans l'empire. La cour admira la gravité de l'ambassadeur, et son exactitude dans l'accomplissement des cérémonies; mais s'apercevant qu'il était scabreux de parler de religion, il évita d'aborder ce sujet. Les Hollandais envoyèrent aussi une ambassade en 1796; elle fut mal reçue, l'empire n'ayant plus besoin d'eux. La même année, l'Angleterre y expédia lord Macartney, diplomate habile, qui cependant ne put rien obtenir. En 1806, la Russie mit en campagne une nouvelle légation; elle se composait, au départ, de cinq cents individus; mais, arrivés à la grande muraille, ils étaient réduits à soixante-dix, et, n'ayant pas voulu se soumettre au *Kou-tou*, ils se virent fermer l'entrée de la capitale.

L'Angleterre envoya de nouveau une ambassade en 1815, pour arranger les différends qui s'élevaient chaque jour entre la Chine et la compagnie des Indes. Elle était conduite par lord Amherst, qui ne put se résigner au *Kou-tou;* et, arrivé *aux portes de la demeure impériale,* il fut congédié, *sans avoir pu lever les yeux sur le Fils du Ciel.*

Cependant les marins qui portèrent en Chine l'ambassadeur Amherst en étudièrent soigneusement les côtes; plusieurs pénétrèrent dans l'intérieur avec la légation. Ce ne sont point les relations qui manquent sur ce pays; nous avons les voyages de George Staunton (1797), John Barrow (1804), de Guignes (1808), Henry Ellis (1817), Abel Clarke (1818), Timbovski (1827), Davis (1837) : mais les étrangers peuvent-ils atteindre à la vérité, trompés qu'ils sont par les indigènes, et, ainsi que l'avouait un Chinois, *reçus comme des mendiants, traités comme des prisonniers, renvoyés comme des voleurs.* La Chine passa d'abord, sur la foi de Marco Polo, de Jean de Carpin et de Mandeville, pour le pays de l'or et des pierreries; puis les missionnaires, qui espéraient la trouver docile à leurs

enseignements, en parlèrent favorablement : Voltaire et son école n'y virent que des Mencius et des Confucius. Aujourd'hui, au contraire, les négociants de Macao et de Canton, non moins exclusifs dans leurs jugements, et concluant sans doute du particulier au général, nous donnent tous les Chinois pour des fourbes et des voleurs. La guerre finira peut-être par déchirer le voile dont la Chine s'obstine à s'envelopper.

Quant au commerce, pendant longtemps il n'y eut que Canton qui fût ouvert aux Européens ; mais le temps de leur séjour était limité, de même que le nombre des marchands avec qui ils pouvaient trafiquer. Jusqu'en 1792 ces marchands n'étaient qu'au nombre de douze, puis ils furent portés à dix-huit : connus sous le nom de Hanistes, ils servaient à toutes les transactions commerciales, et répondaient de tous les risques comme courtiers. Les Chinois se répandent, pour faire le négoce, sur toutes les mers d'Orient et dans les principaux ports de la Malaisie et de l'Inde transgangétique. Ils se sont emparés depuis quelque temps du commerce de Siam et de l'empire d'Annam.

Leur principale exportation est celle du thé, que la Chine fournit seule à l'Europe et au reste du monde. Cette feuille, dont l'usage est très-ancien parmi les Chinois, fut apportée en 1610, pour la première fois, en Europe par les Hollandais. Les ambassadeurs moscovites en offrirent au czar en 1638, et en peu de temps le thé se répandit dans toute la Russie. Il était à peine connu en Angleterre en 1650; mais il y fut bientôt soumis à une taxe, comme le café et le cacao. La compagnie des Indes crut pourtant faire au roi Charles II un beau présent, en lui en offrant en 1664 deux livres de thé. Dans le cours du siècle dernier, il a pris place en Angleterre parmi les denrées de première nécessité. De 1710 à 1810, la compagnie en vendit à Londres 750,219,000 livres, qui rapportèrent 129,804,595 livres sterling; et, de 1810 à 1832, au moins 848,408,000 livres; elle en a placé 51 millions de livres en 1837; et le thé produit à l'échiquier une recette annuelle de 75 millions de francs.

L'empereur Kien-long (1736-1796) établit sa domination sur les Éleutes, de sorte que l'empire s'étendit jusqu'aux confins de

la Perse. Il soumit le Tibet (1757), et ne laissa au dalaï-lama, chef suprême de la religion de Bouddha, que l'autorité religieuse, sous la suprématie du Fils du Ciel. Kien-long fut le plus grand prince de sa dynastie : caractère ferme, esprit pénétrant, il visitait ses provinces et se plaisait à soulager ses peuples. Il maintint la paix à l'intérieur, et poussa ses conquêtes au dehors. Il composa des poésies et plusieurs histoires, et recueillit les monuments littéraires de tous les siècles.

Kia-King (1796-1822), son successeur, eut à lutter contre des conjurations et des révoltes. Ce prince disait que le peu d'intérêt que ses sujets lui avaient montré dans ses dangers l'affligeait plus que les projets homicides des assassins, et il promit de se rendre plus digne de leur sympathie. Les côtes méridionales furent alors ravagées par les pirates, qui en rançonnaient les habitants et les bâtiments. Des sociétés secrètes se formèrent au dedans pour expulser les Tartares et recouvrer l'indépendance nationale. En 1816, le gouvernement en devint plus rigoureux. Toute réunion de cinq personnes fut défendue ; on eut recours à des tortures atroces pour arracher des aveux ; et 10,270 individus, condamnés à la peine capitale, attendaient dans les prisons la vie ou la mort, de la volonté de l'empereur. Les lettrés ne cessaient, il est vrai, de rappeler à l'empereur ses devoirs, surtout dans les grands désastres, à l'occasion d'une sécheresse qui désola le pays, d'un débordement du fleuve Jaune (1818), qui noya cent mille personnes, d'un ouragan qui dévasta Pékin, et poussa la mer sur une grande étendue des côtes.

Tao-Kuang, son successeur (1821-1850), se montra très-hostile au christianisme, et son règne fut agité par plusieurs révolutions. La dynastie tartare, attentive à empêcher l'empire de se dissoudre, devait voir d'un œil jaloux les compagnies européennes, qui, sous un titre commercial, sont de véritables puissances, ayant des armées, des possessions, des lois et des ambassadeurs. Déjà lorsque, dans le siècle passé, les Népaulais conquirent le Tibet, le dalaï-lama avait eu recours à Kien-long, empereur de la Chine, qui en effet les chassa, et réunit le Tibet à ses États. Il passa même l'Himalaya, et entra dans le Népaul. Mais la compagnie anglaise, craignant un soulèvement

dans l'Inde, dirigea son armée contre les Chinois, et les obligea de battre en retraite. La mésintelligence s'augmenta encore (1808) lorsque lord Minto, sous prétexte d'empêcher que la marine française ne s'emparât de Macao, se jeta sur cette place : les Chinois furent forcés de l'évacuer après une lutte. Les Anglais envahirent ensuite le Népaul (1814-1816), et successivement se substituèrent, dans l'Assam et dans l'Afghanistan, à ces Birmans que la Chine avait voulu conquérir en 1767 ; ils se trouvèrent ainsi limitrophes de la Tartarie chinoise. Vers 1820 ils colonisèrent Singapour, dans le détroit de Malacca ; et en la déclarant port franc ils y firent affluer bientôt les navires du monde entier ; mais cette ville est encore à vingt degrés de la Chine.

Nous avons vu que les nations étrangères ne peuvent trafiquer avec la Chine que par mer, à l'exception de la Russie, qui communique avec ce pays par la Tartarie, et entretient à Pékin un archimandrite et une légation. Canton était ouvert aux Européens, mais avec force restrictions : ils ne pouvaient entrer dans la ville, il leur fallait se servir d'intermédiaires chinois, tenir les gros bâtiments à douze milles, et se soumettre à la surveillance la plus minutieuse.

L'Angleterre s'en plaignit à plusieurs reprises : en 1816, elle envoya Macartney et Amherst, puis Napier en 1834, avec des propositions qui furent repoussées : non pas que les Chinois aient de l'éloignement pour le commerce avec les Européens, ils en sont même les intermédiaires dans toutes ces mers ; on en trouve par milliers dans la Malaisie, surtout à Java, à Singapour, à Calcutta : mais les histoires anciennes et modernes ne leur offrent que trop de motifs de se défier des Européens, qui ont massacré tant de fois les Chinois dans les Philippines et dans les Moluques, et qui ne cherchent qu'à s'étendre dès qu'ils y ont un pouce de terre.

Les Américains du nord font un commerce très-actif avec la Chine, sans toutefois soulever de plaintes, parce qu'ils n'ont en vue que l'intérêt privé. Les compagnies commerciales politiques des différents pays de l'Europe inspiraient peu de défiance, vu leur faiblesse, et leur docilité à se soumettre à toutes les me-

sures prescrites. Mais il en était autrement de la compagnie anglaise, qui allait grandissant toujours. Quand les Anglais eurent conquis le Kaboul et l'Ammarapourah, les Chinois mirent des garnisons dans le Tibet, comme ils envoyèrent des vaisseaux pour défendre la Cochinchine après la conquête de l'empire birman. La Russie, très-attentive à contrecarrer la domination de l'Angleterre en Asie et surtout en Chine, excitait les craintes et l'irritation de l'empereur.

La Grande-Bretagne, qui tire des Indes orientales six millions et demi de livres sterling (162,500,000 fr.), aurait bientôt épuisé le pays si elle se faisait payer en argent. Elle prélève cela en opium, obligeant les indigènes à semer, non du blé, mais des pavots, dont elle reçoit la graine en retour du froment qu'elle fournit. Cet opium est échangé en Chine contre du thé, que l'Angleterre revend à l'Europe moyennant argent. De plus, 70 millions de coton et d'objets manufacturés dans l'Inde servent à payer d'autres produits de la Chine; et il reste encore 20 ou 25 millions en espèces. C'est ainsi une chaîne perpétuelle d'échange de blé, d'opium, de thé, d'argent, dont un anneau, s'il venait à se briser, causerait de grands dommages.

L'opium fut introduit en Chine d'abord comme simple médicament; puis l'usage s'en répandit au point qu'il devint un besoin irrésistible. L'empereur Kia-King, en 1799, en défendit l'introduction sous des peines sévères, telles que la strangulation, l'exil, la prison; mais, comme il arrive toujours, l'usage s'en augmenta d'autant. L'opium ne sert qu'au vice, c'est-à-dire à enivrer les Chinois : donc l'empereur, qui se proclame le père de ses sujets, devait les prémunir contre le danger, et voir de mauvais œil les Anglais introduire, malgré lui, un poison dans ses États. Les Anglais, au contraire, attachaient une grande importance à continuer ce trafic, attendu que les deux monopoles du sel et de l'opium, comme le déclara lord Glenelg à la chambre des communes (juillet 1833), rapportaient déjà plus de 80 millions.

Bien que l'Angleterre eût à ménager un pays où elle faisait un commerce de 400 millions par an, et qui lui fournissait ce thé qui est devenu pour elle d'un usage indispensable, elle

foula aux pieds lois et coutumes, et s'adonna à la contrebande en bravant toutes les autorités. En 1838, elle introduisit en Chine 4,375,000 livres d'opium, d'une valeur de 105 millions au moins, payée comptant, comme tout ce qui est de commerce prohibé. L'empereur dut s'indigner de l'audace de ces barbares, qui venaient sans pudeur violer ses lois, ses frontières, et encourager les vices de ses sujets : en conséquence il prohiba le commerce de l'opium, et envoya Lin à Canton en qualité de commissaire, avec de pleins pouvoirs pour faire exécuter ses ordres (décembre 1838).

Les actes du gouvernement chinois en cette occasion montrent autant d'ignorance du caractère des Européens et de leurs usages, que les Chinois en trouveraient chez nous sur leur compte, s'ils prenaient la peine de lire nos livres. Lin procéda avec vigueur : il ordonna des arrestations; il reprocha aux Européens tout ce qui avait été fait pour eux, et l'ingratitude dont ils l'avaient payé; il menaça de soulever le peuple contre eux, et se fit livrer tout l'opium. Elliot, qui commandait la marine britannique dans ces mers, avait déclaré le commerce de l'opium illégal, et annoncé que l'Angleterre ne le protégerait pas. En conséquence, il en fut détruit 20,283 caisses. Mais le gouvernement anglais déclara que l'honneur de la nation était engagé, et, justice ou non, qu'il devait soutenir les négociants. Il désavoua donc Elliot, qui leur avait garanti, au nom du gouvernement britannique, la valeur de l'opium livré à Lin.

De là des collisions : tous les négociants anglais s'embarquèrent dans un moment où il ne se trouvait pas même un vaisseau de guerre pour les protéger. Au commencement de 1840 arriva la flotte anglaise, forte de trois vaisseaux de 74 canons, de deux frégates de 44, de douze corvettes ou bricks, et de quatre bateaux à vapeur. La supériorité de cette marine rendait le succès non douteux. Les bâtiments à vapeur et l'artillerie européenne écrasèrent les lourdes jonques chinoises, et bravèrent de grosses batteries mal servies, ainsi que des murailles de porcelaine. Cependant si les Chinois tombaient par milliers, il en revenait par milliers, et ils résistaient par le nombre. Les négociations et les attaques se succédèrent jusqu'à

l'année suivante. Pendant ce temps, les Anglais continuèrent la contrebande de l'opium, d'autant plus recherché qu'il était prohibé. Ils bloquèrent le fleuve de Canton, prirent l'île de Chusan, et pénétrèrent assez près de la capitale. Mais l'astuce diplomatique des mandarins suppléa à leur inexpérience militaire. Les succès furent balancés par des revers, jusqu'au moment où l'Angleterre, voyant son honneur compromis vis-à-vis de barbares, objets de railleries, prit le parti de s'avancer jusqu'au cœur de l'empire.

Henri Pottinger remplaça avec de pleins pouvoirs Elliot, qui fut rappelé (août 1841); et il occupa, sans perdre plus de vingt hommes, trois grandes villes de la côte (juillet 1842), ainsi que le canal Impérial, en remontant la rivière Bleue. Les Chinois se défendirent avec une valeur inattendue; ils étranglèrent dans les villes prises leurs femmes et leurs enfants, et remplirent les puits de leurs cadavres. Partout où l'autorité cessa de les tenir en bride, ces populations dans l'enfance se livrèrent à tous les excès. Des provinces qui depuis des siècles jouissaient d'une paix profonde se trouvèrent en proie à tous les maux d'une guerre faite à outrance, et par des ennemis tout à fait inconnus (29 août 1842). L'empire cessa de se croire invincible, et se décida enfin à traiter de la paix. Elle fut conclue aux conditions suivantes : la Chine eut à payer 21 millions de dollars; elle dut ouvrir à tous les Européens les ports de Canton, d'Amoy, de Fo-tchou-fou, de Ning-pou, de Sing-haï; céder à l'Angleterre l'île de Hon-Kong, et donner une amnistie à ses sujets. Quant à l'opium, il n'en fut pas dit un mot.

Le commerce ainsi ouvert avec trois cents millions d'habitants, on s'imagina que l'on allait d'un seul coup verser dans le pays l'excédant des manufactures de Bristol et de Liverpool; mais un peuple dont les habitudes sont si tenaces n'adopte pas, du jour au lendemain, les modes de Londres et de Paris, et il ne change pas ses étoffes de soie pour du coton. Quoi qu'il en soit, cette guerre de l'opium, hideuse dans son principe, a eu pour résultat d'affranchir des défenses qui leur fermaient le Céleste Empire tous les bâtiments des nations européennes. Voilà l'An-

gleterre maîtresse d'une île en face de la Chine, comme elle l'était, il y a cent ans, d'une forteresse sur la lisière de l'Inde. Qui peut prévoir les événements réservés à l'Orient?

Dans les quatre premiers mois de 1844, la compagnie a expédié en Chine huit mille cent quatre-vingt-dix caisses d'opium pour une valeur de 26,252,000 francs, produit annuel d'environ 78 millions [1]. L'empereur a eu recours aux exhortations, aux défenses, aux traités, contre une habitude meurtrière. Pottinger lui conseillait d'autoriser le commerce de l'opium, et, en le soumettant à un droit raisonnable, de procurer à ses finances d'abondantes ressources. Mais, au lieu d'adopter ce parti lucratif et honteux, l'empereur proposa à la compagnie une indemnité de 37 millions et demi par an, si elle voulait renoncer à cultiver l'opium. C'était une proposition absurde; mais de quel côté se trouvaient la noblesse et la moralité [2]?

Une connaissance plus exacte du pays et des idées mieux entendues de liberté ont fait voir combien s'abusaient les savants du siècle passé, lorsqu'ils proposaient le gouvernement chinois à l'admiration des hommes. Véritable type du gouvernement de famille, prodigue d'ordres et de promesses, il envahit le sanctuaire domestique, et enchaîne par des prescriptions arbitraires tout développement, toute spontanéité; son premier soin, c'est

[1] Pendant la guerre de la Chine, on publia à Calcutta le bilan suivant du commerce du Bengale :

Années.	Importations. Liv. sterl.	Exportations. Liv. sterl.
1835-1836.	73,956,000.	131,783,892
1836-1837.	93,164,000.	167,693,522
1837-1838.	101,748,760.	162,616,887
1838-1839.	103,514,375.	162,002,012
1839-1840.	111,747,952.	176,015,297
1840-1841.	146,698,177.	209,223,245

[2] La France a fait aussi un traité de commerce avec la Chine le 24 octobre 1845.

(Juillet 1847), de nouvelles hostilités furent près d'éclater entre la Chine et l'Angleterre, qui nourrit évidemment l'intention de s'établir dans ce pays.

de réprimer les révoltes, et de conserver un ordre qui n'est autre chose que l'immobilité. L'égalité de ce pays n'existe que devant le bambou; le remède au paupérisme est l'exposition des enfants, et la misère du nombre immense de malheureux réduits à mourir de faim. Les peines ont un caractère matériel, à ce point qu'on peut s'en racheter pour de l'argent ou les faire subir à d'autres, même le dernier supplice. Les mandarins sont les agents d'une administration frivole et vexatoire, qui assure l'immobilité au sein d'une barbarie élégante, issue d'un égoïsme peureux. Une concurrence que ne limite aucune considération morale, et concentrée sur certains points, stimule l'activité, et procure aux arts une prospérité apparente. Mais le goût du mesquin stérilise l'imagination; un cérémonial inflexible enchaîne toute affection franche et cordiale : les traités de morale sont des textes sonores, rédigés par des lettrés panthéistes, absolus, pédants, qui ne s'adressent qu'à la mémoire, ne visent qu'à l'effet et à l'arrangement des paroles, et ne connaissent point le peuple, qui, à son tour, ne sait pas les lire; ils ne s'adressent ni à son âme ni à son imagination. En un mot, la civilisation, l'instruction, le gouvernement, tout est matériel; tout est dominé par la nécessité terrestre : on ne sent nulle part l'influence d'un principe spiritualiste, d'une loi religieuse, où le mystère réchauffe l'imagination, jusqu'à ce que la raison s'éveille à son tour. En effet, le culte de Bouddha, tout grossier qu'il est, a réussi beaucoup mieux que n'avaient fait jamais tous les lettrés; il a agi sur les individus; mais, dépouillé de ce mysticisme qui faisait sa force sur le Gange, et qui ne saurait être compris sur le fleuve Jaune, où il n'a conservé que les idoles et quelques cérémonies extérieures, le bouddhisme a perdu toute valeur sociale. Aussi ne réussit-il qu'à engourdir, en le fatiguant, un peuple qui n'est initié à aucune espérance d'avenir, et qui ne vit que dans la vénération du passé.

ENCORE L'ANGLETERRE.

On ne peut s'occuper de l'Angleterre sans avoir à parler d'une moitié du genre humain ; elle ressemble en cela à l'empire romain. Au milieu des vicissitudes de ce siècle, l'Angleterre n'a rien perdu, et elle a gagné énormément. Elle a des colonies où l'on parle français, allemand, espagnol ; tandis qu'aucune puissance n'en possède où l'on parle anglais. Elle est maîtresse, en Europe, d'Heligoland, de Malte, de Gibraltar, des îles Ioniennes ; en Amérique, du Canada, de l'Acadie, des Lucayes, des Bermudes, d'une grande partie des Antilles, d'une portion de la Guyane, des Malouines et autres îles ; de Falkland et de la Trinité : elle domine la mer des Caraïbes. Elle a en Afrique Bathurst, Sierra-Leone, plusieurs établissements sur la côte de Guinée, les îles de France, de Loss, de Rodrigue, les Séchelles, Socotora, l'Ascension, Sainte-Hélène, et le cap de Bonne-Espérance, la plus importante de toutes ces positions. Elle a supplanté la France en Asie ; elle est maîtresse de Ceylan, d'un empire de cent vingt-cinq millions d'habitants, qui s'accroît chaque jour ; des îles de Singhapour, d'une partie de Malacca et de Sumatra. D'Aden, station extrêmement favorable entre Bombay et Suez, et jadis marché considérable de l'Arabie, elle pourra répandre dans l'Yémen et dans l'Hadramant les productions de l'Europe et de l'Inde. Elle possède, dans le grand Océan, la plus grande partie de l'Australie, la Tasmanie, les îles Norfolk, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, les Sandwich. Ses conquêtes vont toujours augmentant, non point par ambition, ce n'est jamais là le défaut des gouvernements bien pondérés, mais pour sa prospérité intérieure : or, qu'un marché lui soit fermé en Europe, il faut que l'Angleterre s'en dédommage sur l'Indus ou sur le fleuve Jaune. Qui peut rivaliser avec elle en fait de colonisation ? qui s'entend mieux à choisir une position qui domine les mers ? qui met plus

de patience à s'y fortifier? Jersey et Guernesey lui donnent les clefs de la Manche; Heligoland lui assure les bouches de l'Elbe et du Wéser. De son rocher de Gibraltar, elle surveille l'Espagne et les côtes barbaresques, et ferme la Méditerranée; Malte et Corfou sont ses échelles vers l'Orient; de Socotora, elle domine la mer Rouge, et confine à la côte orientale d'Afrique et à l'Abyssinie; Ormus, Buchir lui assurent le golfe Persique et les deux grands fleuves dont il reçoit les eaux. D'Aden, station des plus favorables entre Suez et Bombay, et jadis le plus grand marché de l'Arabie, elle pourra répandre dans l'Yémen et l'Adramant les productions de l'Europe et de l'Inde. Pullo-Pinang la rend maîtresse du détroit de Malacca, Singapour du passage de l'Inde à la Chine; des îles Melville et Bathurst, elle plonge au cœur de la Malaisie, d'où elle dispute aux Hollandais les épices des Moluques. Le cap de Bonne-Espérance lui sert de sentinelle avancée dans l'océan Indien, où elle trône sur les Séchelles et l'île de France. Sainte-Hélène sert de point de relâche au commerce de l'Inde; Falkland pourra devenir un jour le Gibraltar du grand Océan; de la Jamaïque elle surveille les Antilles, et communique avec les deux Amériques. Suez lui ouvrira un passage vers les Indes. Elle travaille à s'établir sur le Nil; elle s'évertue à pénétrer, par le Niger, aux régions inconnues de l'Afrique centrale; elle veut acheter, deniers comptants, de l'Espagne, les îles Fernando-Po et Annobon, qui dominent les côtes de Guinée. La Russie convoite-t-elle un port sur la Méditerrannée? l'Angleterre s'empare par précaution de l'île Sapienza pour surveiller les Dardanelles. Aussitôt qu'il fut question de percer l'isthme de Panama, elle en stipula le libre passage avec les États-Unis.

L'Angleterre a des voyageurs intrépides pour explorer, dans tous leurs cours, l'Indus, le Gange, le Brahmapoutra, le Godaverry, le Kisthna, le Cavery, chaque poste, chaque rivage du golfe Persique, du golfe Arabique, et surtout le trajet entre le Cap et la Chine; elle parcourt avec la vapeur l'Amazone et le Niger, et s'occupe de franchir les Andes avec un chemin de fer. Le canal de Pambon lui évitera le long circuit de Ceylan; elle doit en ouvrir un autre entre le Gange et l'Indus; elle en

projette d'autres à travers les isthmes de Suez et de Panama. Sa marine a purgé de pirates les plages de Concan, pour la sûreté des bateaux à vapeur qui viennent de Bombay, et rejoignent aux Laquedives ceux qui rasent le littoral d'Orissa, de Coromandel, de Ceylan et du Malabar.

Pays unique que cette Angleterre, où tous sont libres et où tous obéissent; où l'aristocratie conservatrice tient à faire elle-même les réformes dès qu'elle les reconnaît nécessaires; où les merveilles se succèdent; où les machines à vapeur suppléent à la force de cinq cent mille chevaux, de deux millions et demi d'hommes; où la capitale est plus peuplée que les royaumes de Grèce, de Hanovre, de Wurtemberg, de Saxe, de Norwége; où l'on jette des ponts, ou plutôt des chemins de fer, à travers des bras de mer; où l'on creuse des passages sous de grands fleuves, des canaux pour des frégates sur la cime des montagnes, des bassins aussi spacieux qu'un port, et revenant à des centaines de millions; où un seul pont (*Waterloo-brigde*) en a coûté trente, certaines digues cinquante; où des milliards ont été employés en chemins de fer!

Les deux compagnies du gaz, à Londres, possèdent un capital de 45 millions. La marine marchande, depuis 1814, a construit 870 navires à vapeur, et compte 30,000 bâtiments. Comme si c'était un débouché trop étroit à tant d'activité et de richesse qu'un empire qui comprend près d'un huitième de la surface du globe, et auquel obéit un cinquième du genre humain, l'Angleterre n'en travaille pas à moins spéculer chez les étrangers. Éclate-t-il des révolutions dans quelque partie du monde? l'Angleterre prête ses guinées, résignée à les perdre, parce qu'elle est assurée de s'en dédommager par les avantages qu'en retirera son commerce. Ses compagnies font les chemins de fer et les canaux de toute l'Europe; elles exploitent les mines de l'Amérique. Elle a versé, tant en prêts qu'en spéculations, 400 millions dans l'Amérique méridionale; elle en a donné 30 à la Grèce, 350 à l'Autriche; sa bourse est une mer dont toutes celles de l'Europe semblent être des affluents, et cet immense amas de capitaux se transforme en agents productifs. Où ne la trouve-t-on pas? Est-il un événement ou une situation dont elle ne profite?

Avec 20 millions de livres sterling, elle réprime la traite des nègres ; elle en dépense autant en missions religieuses et en expéditions scientifiques. Elle entreprend de coloniser des rochers arides avec une constance et des dépenses incroyables, dans l'espoir qu'ils deviendront autant de débouchés pour son industrie. A peine les coraux ont-ils formé un îlot, qu'elle y arbore son pavillon et y installe une famille. Elle transporte sur des plages inhabitées l'écume de ses prisons, et bientôt il s'y développe des colonies florissantes ; beaucoup de paroisses, au lieu de faire l'aumône à leurs pauvres, les transportent dans les Maldives et dans quelques autres des îles heureuses de l'Océan, avec la réserve des droits emphytéotiques, et ces îles deviennent bientôt riches et populeuses. La vente seule des terres incultes de l'Australie méridionale rapporte des millions. On peut regarder enfin les colonies des autres peuples comme appartenant à la Grande-Bretagne ; car aussitôt qu'une guerre éclatera, il ne dépendra que d'elle de s'en emparer.

Des économistes à courte vue se sont effrayés de l'immensité de sa dette ; et cependant les fonds publics sont toujours regardés comme le plus sûr et le plus commode de tous les placements. Par l'effet des conversions répétées, l'intérêt de la dette a été réduit de telle sorte qu'en 1860 il aura diminué de 130,000,000 de francs, ce qui équivaut à une diminution du capital de 4,330,000,000. La population s'est augmentée, depuis 1815, de près des deux cinquièmes ; les impôts, depuis cette époque, ont été réduits de plus d'un tiers. L'armée étant peu de chose, et les fonctionnaires publics en petit nombre, aussitôt que la guerre cesse, la dette publique ne grossit plus.

La Russie et l'Amérique du Nord offrent seules une rivalité sérieuse à l'Angleterre ; mais elle a l'avantage sur ses rivales par la qualité, le bas prix de ses produits, par l'abondance de ses capitaux, par de meilleures stations maritimes, par le crédit de maisons colossales et de banques dans les pays les plus éloignés, par sa sollicitude à protéger son commerce et son pavillon partout où il flotte, au moyen d'agents qui font connaître les besoins avec une extrême rapidité, et par son habileté à approprier les produits au goût, au caprice des étrangers. Les autres na-

tions croient venir en aide à leurs manufactures en excluant soigneusement les Anglais : ceux-ci admettent, tout au contraire, toutes les marchandises étrangères, sans exception. Après avoir vaincu la Chine, ils l'ont obligée à ouvrir quatre de ses ports, non pour eux seuls, mais pour toutes les nations.

Les débats parlementaires de l'Angleterre ne se rappetissent pas à une lutte d'homme à homme, en vue de se renverser tour à tour du ministère ; c'est une lutte de principes fixes et héréditaires. Les torys, grands propriétaires serrés autour du trône, hommes d'État dévoués à l'intérêt national, servant leurs semblables parce qu'ils ont besoin d'eux ; les whigs, voulant la liberté, mais dans une certaine mesure ; les dissidents, radicaux de l'Église ; les anglicans, presque catholiques : tous ont leur plan arrêté de longue date, et soutenu avec constance. L'union les rend forts dans les dangers publics, et tous ensemble combattent pour le bien du pays. En 1828, une société de wighs fondait l'université de Londres. L'année suivante, une société de torys lui opposait le *King's College*. De là résultent des hommes convaincus, opiniâtres, et grands par cela même : William Pitt, infatigable à l'œuvre et tourné constamment vers son but, plein d'ambition et d'orgueil, mais qui savait néanmoins se conserver intègre, refusait les sinécures, les titres, l'ordre de la Jarretière, et mourait presque pauvre ; Wilberforce, qui ne se lassait pas de réclamer l'affranchissement des esclaves ; Romilly, qui poursuivait la réforme de toutes les lois ; Cobbet, le terrible logicien populaire ; Francis Burdett, gentilhomme de la liberté ; Brougham, dont la verve ne reposait jamais ; Peel, à la parole souple, à l'action hardie, qui ne rougit pas de se dédire, qui proclame qu'*il n'y a pas de honte à prendre les leçons de l'expérience, et à corriger ses opinions présentes d'après les erreurs passées ;* O'Connell enfin, l'un de ces hommes qui deviennent une puissance par leur seule force.

La reine Victoria fut couronnée (1838) avec un faste qui rappelait le moyen âge. Lorsqu'elle parcourut l'Écosse, on lui prodigua des adulations inconnues même dans les pays d'esclavage. Les salles de banquets, les théâtres ont retenti longtemps des hymnes et des hourrah en l'honneur de cette jeune reine. Mais

ligence facile, sur le dogme, sur la constitution ecclésiastique, sur la controverse religieuse; ils répandirent aussi leurs idées sous la forme d'histoires et de romans, en proposant de croire ce que l'Église croyait dans les premiers siècles. Ils trouvèrent à Cambridge et à Belfast des partisans et des contradicteurs. Les puséistes, ainsi qu'on les appela, répudient les réformateurs du seizième siècle, comme purement négatifs, comme ne présupposant aucune foi, et ne faisant autre chose que contredire. Ils déplorent la séparation de l'Église anglicane et de l'Église romaine, la seule qui possède la vertu de développer entièrement le sentiment religieux. L'Écriture ne suffit pas, selon eux, pour règle de la foi : il y faut aussi la tradition conservée par l'Église, et d'après laquelle l'Écriture doit être interprétée; ils acceptent en conséquence un certain nombre de dogmes traditionnels : quelques-uns n'hésitèrent pas à proclamer que le seul moyen d'arriver à l'unité ecclésiastique était de se rattacher à Rome [1]. Quant aux formes légales, qui seront toujours un grand obstacle à l'innovation, ils s'ingénient à démontrer que les trente-neuf articles de la reine Élisabeth ne sont pas en contradiction directe avec le concile de Trente : tâche, à vrai dire, aussi difficile que vaine. Ils remettent aussi les rites en honneur; et les croix, les étoles, les cierges, ont reparu dans leurs chapelles, ainsi que le bréviaire romain, quelque peu modifié. Toutefois, ils n'acceptent pas jusqu'à présent l'autorité du pape; et, soutenant que l'Église anglicane est la seule véritable, ils exhortent l'Église romaine à se purifier, et à se réunir à elle. Ainsi le puséisme n'est pas encore un retour au vrai, mais c'est une protestation contre la théorie fondamentale du protestantisme : il relève la dignité morale du clergé, en épurant ses mœurs; il accroît l'autorité de l'épiscopat, qui n'avait pas de pouvoir sur le peuple et moins encore sur le clergé, et qui se réduisait à l'office de gentilhomme ecclésiastique.

Qui ne sent l'importance de ces premiers pas? qui ne voit surtout que ce retour vers les anciens temps doit affranchir

[1] Wackerbath.

l'Église de la tyrannie du gouvernement? S'agit-il d'ordonner un jeûne? cela regarde le parlement. Les bénéfices appartiennent à des laïques qui ne sont d'aucune religion, et la loi enjoint aux évêques de ne pas repousser le candidat du patron, sauf le cas d'immoralité flagrante. Le docteur Percival soutenait « que le souverain peut suspendre un évêque s'il le juge convenable, tandis qu'un évêque ne saurait changer un iota du rituel sans l'ordre exprès de la couronne : le conseil privé s'assemble, et envoie, *au nom de la volonté et du bon plaisir royal,* une circulaire qui ordonne d'introduire une nouvelle prière dans le service habituel [1].

Mais la discipline était bien différente dans les premiers siècles, comme l'attestent, à défaut d'autres preuves, les déclamations des historiens encyclopédistes, qui lui reprochent son indépendance. Un retour aux traditions primitives briserait donc la tyrannie de la haute Église, et avec la liberté, comme toujours, le triomphe de la vérité serait assuré. Le catholicisme lui-même s'étend. Sans parler de l'Irlande, que seul il console de tant d'abaissement et que seul il pourra relever, les conversions se multiplient : Peel a fait restituer aux colléges les dotations catholiques enlevées par la Réforme; le nombre des églises et des chapelles augmente, et l'espoir d'arriver à l'unité se fait entrevoir [2]. C'est cet espoir qui décida Pie IX, en septembre 1850, à instituer un archevêque catholique, et à rétablir en Angleterre l'antique hiérarchie [3]. L'intolérance religieuse, le libéralisme in-

[1] *London Gazette*, 14 décembre 1841.

[2] On lisait ce qui suit, en 1846, dans un journal catholique anglais : « Quand Rome comprendra-t-elle enfin que notre caractère, à nous hommes du nord, est bien différent de celui des méridionaux? quand se persuadera-t-elle qu'il existe une démocratie qui n'est pas hostile au christianisme, un amour de l'indépendance qui n'est pas du jacobinisme? Quand elle sera convaincue de ces vérités, quand elle aura rejeté au loin ses vieilles habitudes de timidité; quand un courage tout d'action, un courage d'homme aura remplacé un courage tout passif, alors nous n'aurons plus à redouter un concordat. Jusque-là ce mot doit inspirer de l'effroi. »

[3] En Angleterre il n'y avait en 1792 que 30 chapelles catholiques, et

crédule en ont jeté les hauts cris ; mais qui connaît les voies de l'humanité sait que ce qui est artificiel ne se perpétue pas ; et il faudra que tôt ou tard la véritable liberté germe sur le sol britannique, que l'aristocratie et la religion de l'État y disparaissent avec l'édifice gothique. S'il est sorti de ce pays tant de doctrines et tant d'exemples, combien plus devra-t-il en offrir lorsque auront cessé les inégalités qui ne profitent qu'à une minorité privilégiée ?

Si l'Angleterre a tant fait au profit de la civilisation sous une oligarchie sans entrailles et avec une religion officielle, à quoi ne pourrait-elle pas réussir, une fois arrivée à la démocratie et revenue à l'unité catholique ? A coup sûr la conversion de l'Angleterre serait le fait le plus important de l'ère moderne : car elle détruirait la cause première des maux intérieurs, du paupérisme et de la servitude irlandaise ; elle rendrait efficaces les missions en Asie, aussi stériles que dispendieuses, et contribuerait puissamment à propager la civilisation, à laquelle la nation anglaise travaille plus que toutes les autres.

POPULATIONS BARBARES, VOYAGES, COMMERCE, INDUSTRIE, COLONIES, GÉOGRAPHIE.

Cette grande variété de peuples que nous venons de passer en revue, après avoir accompli chacun ses destinées à part, devaient se trouver subjugués successivement par la forte unité de la race blanche, et par celle de l'Europe principalement. Ayant la conscience de sa supériorité, jalouse de l'exercer et de constater ses

il n'y existait aucun collége. Maintenant on y compte 519 chapelles. 43 églises, 10 colléges, 60 séminaires.

En Irlande il y avait :

	En 1731.	En 1834.
Protestants.	700,451	1,515,221
Catholiques	1,309,768	6,427,712
Total. . . .	2,010,219	7,942,933

propres forces, l'Europe a entrepris, de nos jours, des voyages, des explorations, avec une ardeur pareille à celle du 15e siècle; moins dans le but peut-être de découvrir des terres nouvelles, que pour explorer mieux les découvertes antérieures, y répandre la civilisation, en rapporter des connaissances, en induire des conséquences philosophiques, religieuses, scientifiques, et fournir des armes à tous les partis. Byron, Wallis, Carteret, sortirent des ports anglais pour visiter les mers du Sud. Le duc de Choiseul envoya Bougainville dans l'océan Pacifique, où il surpassa en audace et en exactitude les Anglais ses rivaux; où il découvrit l'archipel des Navigateurs, et traça les premiers tableaux de l'état social et des mœurs de ces peuplades inconnues. Les compagnons, puis les imitateurs de Cook observèrent les phénomènes variés de la nature, l'enfance ou la décrépitude des sociétés, la formation d'îles nouvelles ou leur réunion au continent au moyen des isthmes de corail; et, rapprochant les mœurs et les idiomes, constatèrent les émigrations des anciennes races : heureux quand ils n'avaient point affaire à des peuplades assez sauvages pour repousser les présents qu'ils leur apportaient, tels que le blé, la vigne, les légumes, les animaux domestiques! Ce fut alors que l'Allemand Damberger, au service de la compagnie hollandaise, traversa l'Afrique depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'au pays de Berbères (1781-1797), dont les côtes furent décrites par Desfontaines. L'Anglais Petterson pénétra chez les Hottentots; Boufflers et Golbery, dans d'autres parties de l'Afrique; Bruce, dans l'Abyssinie; Iserre, dans la Guinée et chez les Caraïbes (1773). Barrow explora le Cap, ainsi que le Hollandais Stavorinus; Sparrman et Levaillant partirent également du Cap à la poursuite d'animaux encore inconnus à la science. Les académiciens de Pétersbourg parcouraient de leur côté l'immense empire du pôle jusqu'au Caucase, et apportaient à la science le contingent des régions septentrionales (Gmelin, Pallas, Steller, Gueldanstadt, Georgy, etc.). Les sociétés scientifiques de l'Inde, de l'Amérique du nord, firent mieux connaître aussi des peuples anciens ou nouveaux. Le Danemark envoya Wieburk explorer l'Arabie; la Russie y envoya Pallas, et fit partir Gmelin pour la Sibérie, et le Danois Hoest pour le Ma-

roc. Richard Modler parcourut l'Asie Mineure et la Grèce; Coxe publia la relation des découvertes des Russes et de leur commerce avec la Chine (1781). Ce dernier empire avait été décrit surtout par les jésuites, dont les *Lettres édifiantes* (1717-1774) sont encore une source précieuse pour tout ce qui concerne le pays.

Le dévouement à la science poussait en même temps Stedman dans la Guyane, Charlevoix au Japon et au Paraguay, Boyle au Tibet, le major anglais Rooke sur les côtes de l'Arabie et en Égypte (1781), Kerquely dans les mers Australes (1782), Forster dans le nord, le commodore Billurgs dans la Russie asiatique, Samuel Turner au Tibet et au Boutan. Chandler visita l'Asie Mineure; Lechevalier, la Troade. Choiseul-Gouffier réveillait les sympathies en faveur de la Grèce, en décrivant ses ruines et en révélant ses longues misères; Volney allait chercher dans les ruines de l'Égypte et de la Syrie des inspirations, des plaintes élégiaques et des arguments d'impiété. En retranchant de tous ses récits la partie romanesque, on trouve de la vérité dans les descriptions. Le voyage pittoresque dans l'Inde de l'Anglais Hodget vint offrir des spectacles nouveaux; on cessa de regarder comme des fables les merveilles de Balbek et de Palmyre; en lisant le voyage de Wood et Dawkins (1753-1757). Le baron de Tott leva les cartes de l'empire ottoman, dont il avait organisé la défense. Anquetil-Duperron, Legentil et Sonnerat interrogeaient les Guèbres et les Brahmes sur les restes d'une grande civilisation perdue. Legentil, qui s'était rendu dans les Indes pour y observer le passage de Vénus, y prolongea son séjour au profit de la science, étudiant les courants, les marées, les moussons, les trajets les plus courts, et aussi les usages et les opinions du pays; il examina surtout l'astronomie des brahmes, alors si vantée, et fit voir qu'elle n'ajoutait rien aux connaissances des Chaldéens. Ce fut alors que l'on donna le nom de statistique à la géographie politique; et Guthrie publia un traité complet de géographie (1770).

Les Cassini pendant trois générations travaillèrent à mesurer le méridien qui traverse la France : il en résulta de savantes discussions qui servirent à préciser la forme de la terre. Les

Cassinistes s'en allaient mesurant et décrivant la France, la couvrant d'un réseau de grands triangles entre les principales villes, auxquelles des triangles plus petits rattachaient les localités secondaires. François Cassini (1714-1784) établit sa carte de France dans la proportion d'une ligne pour cent toises, et il se flattait de n'y dépenser que dix ans et quatre-vingt-dix mille francs chaque année : illusions ordinaires aux grandes entreprises, et profitables pourtant en ce qu'elles empêchent qu'on ne s'effraye en s'y lançant. Les besoins de la guerre firent suspendre le travail; Cassini proposa de le reprendre au compte d'une société qui aurait, pour se couvrir, la propriété de la carte ; mais les dépenses outre-passèrent tous les calculs; beaucoup de provinces, au lieu de s'associer à l'œuvre, s'y opposèrent jusqu'à chasser par la force les ingénieurs; et Cassini mourut sans avoir vu terminer ce travail, qui lui avait coûté trente-quatre ans. Son fils Dominique venait de le mener à fin, quand la Révolution bouleversa les anciennes circonscriptions : cette carte servit de base aux nouvelles. Le comité de salut public vint en aide à la compagnie pour terminer l'entreprise; et ainsi la France put offrir au monde l'exemple d'une carte établie tout à fait d'après les données astronomiques, et qui depuis servit de modèle au reste de l'Europe.

Le nouvel art fut appliqué aussi à l'histoire, pour retrouver la géographie des temps anciens : déjà Delisle et les deux Samson en avaient dressé de meilleures cartes, mais qui n'étaient pas encore exemptes d'erreurs, ni conformes aux découvertes récentes et aux données astronomiques. D'Anville (1697-1782) établit que, pour bien connaître la géographie des anciens, il fallait commencer par se rendre bien compte de leurs mesures linéaires. Il y réussit avec une exactitude merveilleuse : il suffit de dire qu'il supprima plus de six cents lieues en longueur, dans une mappemonde de l'antiquité publiée par Delisle; de même qu'il n'ôta pas moins de deux mille quatre cents lieues carrées à la carte d'Italie de Delisle, et de quatorze mille à celle de Samson.

L'ardeur des voyages s'est tellement répandue dans notre siècle, qu'aujourd'hui la race européenne domine toutes les autres. Elle fourmille dans les îles et les continents du cinquième monde,

terre sans passé, dont personne ne peut prophétiser l'avenir. Dans l'Asie, elle est au Bengale comme en Sibérie; elle pêche les phoques du détroit de Behring et les perles de l'Inde; les Dardanelles et Pékin s'ouvrent devant elle. C'est à elle que revient l'honneur de la civilisation de l'Amérique, qui, née d'hier, rivalise avec sa mère, et grandira encore lorsque l'anarchie politique aura cessé dans les contrées méridionales, et l'anarchie religieuse dans celles du nord. Aucun élément de grandeur ne manque au Brésil. Dans les anciennes colonies espagnoles, les bouleversements empêchent de profiter des biens prodigués à ces contrées; mais l'agitation est, alors même qu'elle paraît funeste, un symptôme de vie. La race anglo-américaine avance dans l'Orégon, à raison d'un demi-degré de longitude par an: ainsi elle s'étendra bientôt de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Les montagnes Rocheuses, déjà franchies par les missionnaires, le seront bientôt par des colons, qui feront de ce pays une chaîne entre l'Europe et les Indes orientales. La race blanche qui occupe les deux extrémités de l'Afrique y possède l'embouchure de tous les fleuves, et attend le moment de remonter jusqu'à leur source; après y avoir détruit la piraterie, elle essaye d'y abolir aussi l'esclavage, aussi ancien que le sol: une fois qu'elle y aura détruit cette cause de guerres entre les indigènes, la barbarie y sera refoulée de plus en plus, comme les lions et les hyènes. Les voyageurs européens ont pénétré aussi en Abyssinie; et le docteur Ruppell, pourvu de toutes les connaissances indispensables pour profiter de tout ce qui tomberait sous ses yeux, entra dans ce pays (1831) avec une caravane de deux cents hommes bien armés et de cinquante chameaux. Les Abyssiniens offrent un beau type, comme les Arabes-Bédouins; ils observent quatre-vingts jours de fête et deux cents jours de jeûne par an; ils regardent le travail comme un opprobre. Les mahométans dans ce pays sont corroyeurs; les Grecs et les Égyptiens y sont orfévres et armuriers; les Juifs, maçons et gens de peine. Ruppell trouva partout le désordre et l'anarchie: de 1778 à 1833, quatorze souverains avaient occupé le trône; on y avait vu vingt-deux révolutions: quiconque ne veut pas se soumettre peut se rendre indépendant, s'il est assez fort.

En 1840, le gouvernement français y envoya deux officiers, Galinier et Ferret, qui dressèrent une excellente carte du pays. On doit aussi des renseignements précieux au missionnaire allemant Kraft (1842), d'après lesquels Zimmermann décrivit la région supérieure du Nil. Mais les sources de ce fleuve restent toujours inconnues : le pacha d'Égypte envoya plusieurs expéditions pour les explorer ; ce fut en vain, bien qu'on ait remonté ce fleuve jusqu'au quatrième degré de latitude méridionale.

Aujourd'hui que les Anglais sont maîtres d'Aden et d'une nouvelle route conduisant de l'Europe dans l'Inde, l'Abyssinie ne peut tarder à fixer les regards de la politique et du commerce ; surtout, si d'accord avec ses princes, ils s'ouvrent par le littoral des communications à travers ce pays, que l'élévation de ses plateaux et ses mœurs inhospitalières ont toujours rendu d'un si difficile accès. Déjà l'Angleterre s'est emparée de la route qui conduit de la côte située vis-à-vis d'Aden, au royaume de Choa, dont ils ont acheté la souveraineté à des tribus arabes, sans s'inquiéter si elles avaient le droit d'en trafiquer, et si elles comprenaient la valeur du marché [1].

Christophe, lieutenant de la marine anglo-indienne, releva toute cette côte de l'Afrique, et découvrit au nord de l'équateur un grand fleuve, qu'il remonta dans un parcours de cent trente milles. Dans le même temps, Rochet d'Héricourt établit des relations entre l'Abysinie et la France, et rencontra sur son chemin les Amarras, peuplade chrétienne et très-douce de mœurs.

[1] Aden est un grand port, qui n'a été fortifié que depuis la conquête des Turcs, au milieu du dix-septième siècle. Il appartenait en dernier lieu au sultan de Saïdja, quand un négociant anglais s'entendit avec ce chef, en 1836, pour faire naufrager sur cette côte un navire qu'il avait fait assurer à un taux exorbitant. La fraude découverte, les Anglais saisirent ce prétexte pour s'emparer de cette place. Ils l'ont occupée depuis, en payant une redevance au sultan dépossédé; ils se sont hâtés de la fortifier, sachant bien qu'il n'y avait dans la mer Rouge rien de pareil en tant que position militaire, outre les avantages qu'on pouvait en tirer pour le commerce des cafés de Moka, et pour les dépôts de houille indispensables à la navigation de l'Inde.

Le Sénégal et Gorée furent d'abord occupés par les Portugais; les Français s'emparèrent du Sénégal, puis de l'île de Saint-Louis. En 1815, la France les recouvra avec Portendic, sauf le droit laissé aux Anglais d'y faire la traite de la gomme. Le contact de ces deux nations rivales, placées sur les deux grands fleuves, le Sénégal et la Gambie, amena plus d'un conflit entre elles. Les factoreries qu'on y a fondées ont servi à faire connaître les pays voisins, et dû leur importance au commerce de la gomme, que les créoles, en remontant les fleuves, vont acheter aux naturels en échange des étoffes de coton, pour les vendre ensuite aux négociants français dont les bénéfices se sont accrus avec la consommation de cette denrée en Europe [1]. Un produit non moins riche, c'est l'huile de palme que les Anglais tirent de la Guinée; ils expédient de trente à trente-cinq navires chaque année, pour y faire leur chargement dans le nouveau Calabar et le Bonni. Ils en font du savon jaune à l'usage des Amériques, après l'avoir échangé contre des barres de fer, des colliers d'ambre de la Baltique, des verroteries, des bouteilles, de la poudre, du plomb, et des étoffes de coton et des draps.

Les Mandingues, placés entre la Sénégambie et la Guinée, nous sont donnés par Mungo-Park comme moins féroces que les autres peuplades africaines et comme possédant quelques formes de gouvernement civil. Une partie d'entre eux ont adopté le mahométisme. Au-dessus de la Sénégambie, on trouve les Sousou, qui forment une confédération où la justice est exercée par les Pourrah, société secrète, semblable aux tribunaux westphaliens du moyen âge : il en existe une par canton, où l'on n'est admis qu'après les épreuves d'initiation les plus dures. Un individu a-t-il commis un délit, il voit arriver bientôt un homme masqué qui lui dit : « Le Pourrah t'envoie à la mort; » et il le tue.

Les Foullahs, répandus d'abord des rives de la Sénégambie jusqu'au Bornou, et du grand Désert aux montagnes du Congo, ont formé des établissements fixes depuis le dernier siècle; ils

[1] Il entre chaque année, dans le commerce, 20 millions de kilogrammes de gomme; dans les colonies, elle est échangée contre les toiles de Guinée, étoffes de coton rayées qu'on fabrique exprès à Pondichéry.

ont fondé dans l'Oassa un empire qui menaçait de s'étendre sur tout le nord-ouest de l'Afrique. Ils diffèrent des nègres par leurs cheveux lisses, leur nez relevé, leur peau olivâtre, leur visage ovale, et leur intelligence plus développée; ils ont le sentiment de la dignité personnelle et l'enthousiasme religieux au point de se faire les apôtres de l'islam. Leur langue se rapproche de celle des Malais, surtout des habitants de Java et de Madagascar, tandis qu'ils en diffèrent par les caractères physiques. Ils ont fondé des villes où ils donnent asile aux esclaves fugitifs, pourvu qu'ils adoptent le Coran. Clapperton décida le sultan Bello à promettre par lettre au roi d'Angleterre d'empêcher ses sujets de conduire les nègres sur les marchés de Guinée. Si cela, en effet, pouvait s'obtenir des chefs africains, on arriverait enfin à l'abolition de la traite.

Les Achantis, peuple de l'intérieur sur le fleuve de Guinée, portèrent la guerre en 1807 jusque sur le littoral; ce qui décida les Anglais à leur envoyer une ambassade qui traversa, du cap Corso à Koumasy, une centaine de milles, en profitant de cela pour reconnaître le pays. Ils forment un État souverain entouré de beaucoup d'autres, ses tributaires ou ses alliés, sur une étendue de huit mille lieues carrées. Les Achantis sont nègres, mais pourtant distincts des autres races noires, et se rapportant plutôt au type abyssinien. Leur langue ne se rapproche d'aucun idiome connu; elle est uniforme dans tout l'empire; elle abonde en voyelles: quant à l'écriture, ils ne la connaissent point. On est soldat dès que l'âge le permet. Les Achantis se sont rendus redoutables même aux Européens de la côte; ils sont très-féroces dans leurs victoires: leurs prêtres arrachent le cœur de certains ennemis, et en font un mets destiné aux braves; les dents et les petits os leur servent à faire des colliers. Ils multiplient dans toutes leurs fêtes les sacrifices humains; et Hutchinson, résident anglais dans ce pays depuis 1817, fut témoin à Koumasy d'un massacre qui dura dix-sept nuits. Cette férocité de leurs rites religieux cède devant l'islam, qui va se répandant chez eux de plus en plus. L'or et l'ivoire y sont l'objet d'un grand commerce; ils savent tanner, teindre, apprêter les peaux, et fabriquer des vases et de l'orfévrerie. Le roi y est maître des biens

et de la vie de tous, tandis que le conseil des grands vaque aux affaires du dedans et du dehors. Par une particularité étrange, dans la succession de la couronne comme des biens particuliers, c'est le frère qui succède d'abord ; à son défaut, le fils de la sœur; puis le fils du défunt, et après lui le premier esclave.

Une ambassade danoise trouva le roi sur un trône d'or massif, sous un arbre à feuilles d'or, le corps enduit de suif saupoudré d'or, avec un chapeau à l'européenne tout galonné d'or, portant une ceinture d'or, et les pieds posés sur un bassin d'or. Depuis les épaules jusqu'à la plante des pieds il était chargé de cornalines, d'agates et de lapis-lazuli. A terre étaient assis les grands, la tête couverte de poussière; une centaine d'accusateurs et d'accusés se tenaient dans la même attitude; derrière eux, une vingtaine de bourreaux, le sabre nu, attendaient le signal de l'exécution, dénoûment ordinaire de tous les procès. L'ambassadeur, pour s'approcher du roi, eut à passer au milieu d'une foule de têtes encore saignantes. Les Anglais étant entrés en relation avec ce peuple, en recueillirent des profits et y trouvèrent des dangers. Charles Mac-Cartey (1822) gouverneur des établissements d'Afrique, travailla à brouiller ces formidables Achantis avec les autres peuples de la côte, qu'il souleva contre eux, mais à leur grand dommage; puis il leur déclara la guerre, pour son malheur, puisqu'il y fut vaincu et tué. Dans une nouvelle bataille (1826) la mitraille anglaise allait échouer encore contre l'intrépidité des Achantis, quand les fusées à la Congrève décidèrent la victoire, et déterminèrent le roi Say-Touto-Kuamina à demander la paix.

Le Benin, au fond du golfe de Guinée, dans le vaste delta du Niger, compte beaucoup de peuplades industrieuses et hospitalières, mais rapaces. Idolâtres et superstitieux, ces nègres n'accomplissent jamais sans sacrifices humains leurs cérémonies religieuses : il faut que le sang consacre les colliers de corail, qui sont la marque distinctive des nobles. Le roi peut en vingt-quatre heures appeler cent mille hommes aux armes. Tous maintenant sont pourvus de fusils. La loi n'admet aucune distinction dans ses rigueurs : le marin Landolphe et le naturaliste Palissot s'efforcèrent en vain, en 1797, de sauver un

des fils du roi, condamné à mort pour avoir tué un homme par accident.

L'insalubrité du climat a toujours été un obstacle aux établissements formés sur cette côte par les Hollandais, les Français et les Anglais : il serait fort à souhaiter que les empires de l'intérieur, tels que Bornou, Fellotha, Bambara, Tombouctou, Achantis, pussent s'affermir, absorber les tribus errantes, et les préparer par l'union à la civilisation.

Le cap de Bonne-Espérance était une colonie hollandaise, lorsqu'en 1795 les Anglais s'en rendirent maîtres; ils la regardent aujourd'hui comme la position la mieux choisie pour dominer l'Atlantique. Le territoire du Cap embrasse aujourd'hui 9800 lieues carrées géographiques, avec une population de 60,000 blancs, 34,000 esclaves, et 30,000 Hottentots déclarés libres, mais esclaves par le fait s'ils demeurent sur la glèbe, et poursuivis comme des sauvages s'ils viennent à fuir.

Cette colonie, relevant de la couronne, n'a ni gouvernement représentatif, ni législation locale élective; le pouvoir est aux mains d'un gouverneur, assisté d'un conseil exécutif. Ainsi déchus du droit de représentation, si cher à tous les Anglais, les descendants des vieux colons hollandais élèvent d'incessantes réclamations, et contrecarrent en toutes occasions un pouvoir qui ne sait pas les protéger contre les Bosjemanns.

Les Cafres, dont le nom veut dire hérétiques, furent ainsi appelés par les mahométans de la côte orientale; de là le nom de Cafrérie qui s'est étendu à toute l'Afrique intérieure, et que les Hollandais conservèrent aux tribus qui touchaient leur colonie du Cap, et dont le vrai nom est *Koussas* : race active et belle, qui s'abstient de la chair du porc, de l'oie et du poisson; elle aime les longues courses, les chasses aventureuses, les combats; des associations de dévouement ou de vengeance sont communes dans ces tribus.

Le Niger serait la plus naturelle et la meilleure de toutes les routes vers les contrées intérieures de l'Afrique : aussi la société africaine a-t-elle mis tous ses soins à reconnaître son parcours. Depuis Bruce, Clapperton et Lang, il était reconnu que ce grand fleuve coulait d'orient en occident, jusqu'à ce

qu'il se jette dans l'Atlantique ; mais le point de son embouchure restait inconnu. Les frères Richard et Jean Lander entreprirent de le remonter (1830). Arrivés à Bussa où périt Mongo-Park, ils suivirent le fleuve, hérissé d'écueils à cet endroit, et endurèrent des souffrances de toutes sortes : dépouillés par les naturels, retenus prisonniers, tantôt regardés comme des demi-dieux, tantôt réduits à mendier parmi des peuplades qui ne connaissent rien de la civilisation que la cupidité de l'or. Enfin, ils furent reconduits prisonniers à la mer. Il resta démontré pour eux que le Niger, que les naturels appellent Dgoliba ou Quorra, loin de se réunir au Nil ou de se perdre dans les sables, se jette dans l'Océan sur la côte de Guinée, auprès du cap Formose, après un parcours de huit cent cinquante lieues.

Le commerce songea aussitôt à tirer parti de cette exploration, et deux vapeurs furent expédiés pour le Niger (1833); mais leurs équipages furent décimés par les fièvres; Richard Lander en fut atteint lui-même. et succomba. Les Anglais en expédièrent trois autres en 1840, sous le capitaine Frotter; mais assaillis par d'affreuses maladies, il leur fallut rebrousser chemin, réduits à un seul officier et à trois marins, après avoir en pure perte dépensé trois millions (août 1841). Mais combien d'échecs avaient précédé la réussite de Diaz et de Colomb !

Ce vaste Sahara dont le nom seul effrayait la pensée, ce désert aride, peuplé de lions et de serpents, offre, maintenant aux observateurs plus sérieux, un archipel d'oasis, chacune ayant sa peuplade, ombragée de palmiers, de figuiers, de grenadiers, d'abricotiers, et de vignes. Il suffit de creuser dans les bas-fonds pour y trouver de l'eau, de façon qu'au moyen du forage on pourrait changer la face du désert. Les habitants de ces oasis sont industrieux, aiment passionnément leur pays, ont des troupeaux sans nombre, avec des champs et des jardins bien cultivés : les uns restent pour le travail intérieur, les autres vivent en tribus nomades, et vont échanger au loin les produits de leur sol. Voyageurs intrépides de ces déserts, ce sont eux qui nous feront connaître un jour les mystères de l'Afrique centrale, et de ce Tombouctou, dont le voyage est si périlleux à tenter pour nous Européens, tandis que les marchands de Tunis

et d'Alger s'y rendent deux fois l'an. L'Afrique ne verra sans doute pas comme l'Amérique périr toutes ses races indigènes, et pour elle l'esclavage même pourra devenir un acheminement à la civilisation. Dans le voisinage de Sierra-Leone se trouve aujourd'hui la colonie de Libéria, où sont conduits tous les noirs que l'on peut arracher aux mains des traitants.

Les colonies situées sur la côte orientale grandiront sans doute en importance, maintenant que l'isthme de Suez va jouer un si grand rôle, et servir de lien entre l'Angleterre et le Bengale. Aujourd'hui les Gallas, nation douce et hospitalière dans la paix autant qu'implacable dans la guerre, s'avancent du midi pour envahir le nord, et semblent près de s'emparer de l'Abyssinie épuisée : leur progrès serait-il l'histoire future de l'Afrique? En même temps l'Algérie française s'étend sur l'Afrique du nord; l'exemple des Européens améliore les civilisations hybrides de l'Égypte et du Maroc; les comptoirs de la côte occidentale ont renoncé au trafic de la chair, et deviennent des centres d'affaires et d'éducations religieuses (1).

Madagascar, grande île à l'entrée de l'océan Indien, sur la route de la mer Rouge, du golfe Persique, de l'Indostan, des îles de la Sonde, voisine des îles Maurice et Bourbon, fournit un ébène précieux et des bois de construction; elle exporte chaque année trente-deux mille bœufs des seuls comptoirs de Tawatawa et de Foulepointe. Mais les habitants ne connaissent ni Divinité ni pudeur; et on les jugeait incapables de recevoir le christianisme, lorsque les missionnaires parvinrent à pénétrer parmi eux (1818). Andrianampovine fonda la puissance des Hovas, peuple du centre. Plus tard, le roi Radama, qui lui

[1] Les derniers voyageurs nous ont rapporté d'horribles traits de barbarie de l'Afrique centrale. Monléon et Brue, qui ont visité le Dahomey en 1844, y ont trouvé le despotisme le plus brutal. Le roi Guésoh-Apoj sacrifie des hommes aux dieux, et plus encore à ses passions. Il en fit égorger soixante-quatre devant sa porte en une seule nuit, et d'autres dans des fêtes. De plus, il conserve avec soin une race de cannibales pour manger les chefs de ses ennemis, ainsi qu'une troupe de femmes aguerries et féroces. La castration des ennemis vaincus est en usage dans ce pays, comme dans l'Abyssinie.

succéda en 1810, étendit son pouvoir sur l'île entière, qui, aussi grande que la France, n'a pas plus de cinq millions d'habitants de toute couleur. S'étant converti à la foi, mais sans changer de mœurs, il abolit cependant la traite des esclaves et l'infanticide superstitieux. Mais Ranavalona, son successeur (1828), ayant renié la foi chrétienne, exclut tous les étrangers, et principalement les Français.

Pendant la guerre continentale, l'Angleterre s'est emparée de presque toutes les possessions des autres nations. Il n'est resté aux Français que le gouvernement de Pondichéry et l'île Bourbon, défendue par sa seule position. Ils ont occupé depuis quelques années les Marquises, et l'archipel de Taïti dans le grand Océan. La compagnie des Indes hollandaises, si florissante au seizième siècle, alla en déclinant, et se trouvait en 1730 en déficit de deux cent trente-trois millions. En 1780, les expéditions dirigées sur la Hollande tombèrent aux mains des Anglais : ce qui força la compagnie à suspendre ses payements ; si bien que les états généraux ordonnèrent une enquête sur sa situation, et mirent sa ruine en pleine évidence ; sa dissolution fut prononcée en 1808. Le gouvernement prit en main l'administration des colonies, et y envoya comme gouverneur général le maréchal Daendels. Ferme et vigilant, il rendit aux naturels la liberté du commerce, mais en augmentant les services corporels indispensables pour établir des routes et des forteresses. Il abolit le régime ruineux des fermes concédées à des Chinois, qui en tiraient d'énormes bénéfices par toutes sortes de vexations. Il mit un frein aux exactions en assignant aux fonctionnaires des salaires fixes, et réorganisa toutes les parties de l'administration, en même temps qu'il disposa tout pour repousser les agressions des Anglais. Mais les flottes anglaises interceptaient tous les convois, de façon qu'au lieu des bénéfices sur lesquels on comptait, on se trouva en face d'un énorme déficit ; et les princes indigènes, que l'on avait trop peu ménagés, en profitèrent pour soulever le pays. Les Anglais finirent par s'emparer de Java en 1811, et y organisèrent un gouvernement modelé sur celui que Cornwallis avait établi au Bengale, laissant debout le régime municipal, tel qu'il existait antérieurement à l'islamisme, et en dépouillant

tous les princes indigènes de leur autorité. Java fut rendue en 1814 à la Hollande, qui y maintint le système anglais, nommant un chef pour chaque village, et lui donnant à ferme l'exploitation des terres.

Mais le gouvernement, trouvant le revenu insuffisant, força les fermiers de planter des cafiers, et retint à son profit les deux cinquièmes de la récolte. Il en résulta une oppression intolérable pour les naturels, qui vendirent leur café en contrebande aux étrangers, surtout aux Chinois.

Quand cette denrée vint à baisser de prix, le gouvernement, perdant une partie de son revenu, y suppléa par un gros emprunt au taux de neuf pour cent. Ne pouvant plus soutenir la concurrence contre les Anglais, qui inondaient le pays de leurs marchandises et accaparaient le café, toutes les maisons de commerce se trouvèrent ruinées. Une compagnie, dont le roi lui-même se fit le chef, se constitua en 1824 pour tenir tête à une concurrence si redoutable; mais le pays tomba d'un mal dans un autre. Diépo Negoro, l'un des chefs indigènes, leva l'étendard de la révolte; les naturels opprimés coururent aux armes, et engagèrent une lutte à mort; si bien que la Hollande, après avoir dépensé trois cents millions en moins de cinquante ans, fut à la veille d'abandonner la colonie.

Mais le général van der Bosch, nommé gouverneur en 1830, s'empara de Negoro, termina la guerre, et sut asseoir une administration meilleure que celle dont on avait fait l'essai. Il exigea que chaque commune abandonnât au gouvernement un cinquième des rizières, pour y cultiver les plantes les plus prisées en Europe; moyennant quoi il les exempta de tout impôt et de toute corvée, et même leur assura une part dans les bénéfices de cette combinaison. Il établit en outre des ateliers avec des ouvriers, pour faire la récolte et les préparations sous des chefs indigènes; il parvint à vaincre par l'appât du gain la répugnance des naturels pour le travail. L'exemple les engagea bientôt à cultiver pour leur propre compte, et à vendre leurs produits à la compagnie, qui arriva à amortir une bonne partie de ses dettes, et le transport des denrées ranima aussi la navigation. Grâce aux Chinois, méprisés comme les juifs, et pourtant indis-

pensables, Java eut bientôt une culture et un commerce florissant. En 1839, elle produisit cinquante-six millions de kilogrammes de café, quarante millions de sucre, soixante-huit mille d'indigo; et comme le monopole y est aboli, tout bâtiment y est admis en payant un droit. La capitale de l'île est régulière, propre, active comme les cités hollandaises, et riante de végétation comme celles de l'Asie; mais le climat tue ceux qui vont y chercher la richesse.

Les deux extrémités de l'Asie sont occupées par l'empire indo-britannique et par l'empire russe, entre lesquels s'étend l'immense territoire central, qui, depuis la soumission des Éleuthes, appartient en totalité à la Chine. Ainsi, ces deux pays ne communiquent que par les basses régions de la Bactriane à l'extrémité sud-ouest, par les plateaux du lac Aral et le rivage oriental de la mer Caspienne. Les convulsions de l'Asie centrale ont poussé jadis les peuples de ces contrées sur l'Europe, dont ils ont changé la face; mais aujourd'hui le péril n'existe plus; sans être arrivée à l'unité sociale, l'Asie commence à régler ses mouvements, elle est moins étrangère aux idées d'ordre et de travail, elle perd de ses habitudes violentes : c'est une œuvre à laquelle la Russie et la Chine ont concouru. Au Tibet, plus de cent mille individus mâles vivent dans les couvents bouddhistes, dont la règle est très-douce; les autres adoptent l'existence des Cosaques russes; et comme le voisinage de deux empires puissants leur permet moins de se livrer au pillage, ils sont employés à en garder les frontières, à fournir des escortes aux caravanes, à servir d'éclaireurs dans les guerres. Les tribus ou bandes qui se sont maintenues indépendantes sont toutes en rivalité entre elles, et s'affaiblissent conséquemment. Elles sont d'ailleurs divisées en deux grandes catégories par le désert de Cobi : celles du côté du midi, qui gardent la frontière de la Chine contre la Russie, ont abandonné leurs coutumes sauvages; elles cherchent à obtenir des faveurs, des privilèges, et servent à maintenir les communications commerciales entre les deux extrémités du Céleste Empire. C'est de lui que dépend nominalement la grande horde des Kirghises, établie à l'occident de la Dzoungarie, tandis que la petite et la moyenne relèvent

de la Russie ; des tempêtes de neiges, qui durent souvent trois jours entiers [1], portent la désolation parmi ces peuplades.

Les contrées qui ont pris tour à tour, des différents peuples qui s'y sont succédé en si grand nombre, les noms de Scythie, de Bactriane, de Sogdiane, Transoxiane, Touran, Grande-Boukarie, Turkestan, sont comprises entre l'empire russe, les dépendances occidentales de la Chine, et les hordes des Kirghises. Les Turcs-Usbecks, qui y dominent, n'obéissent plus à un chef unique ; ils sont divisés, sous une foule de khans très-inégaux en forces, Turcs pour la plupart. Nous avons vu récemment le khan de Khiva causer de graves embarras à l'empire russe. Le khan de Boukhara, le plus important de tous, possède les meilleures campagnes, où croissent des mûriers et des céréales en abondance ; mais le dixième du sol à peine est cultivé. La capitale, où se pressent pêle-mêle des Turcs, des Usbeks, des Persans, des Afghans, des Kalmouks, n'est plus la florissante metropole des Sassanides, mais c'est encore un des centres de l'instruction musulmane ; dix mille étudiants y consument leur jeunesse sur le Koran et sur ses commentateurs. Samarcande, l'ancienne résidence de Tamerlan, est vide d'habitants ; Balkh, sur l'Oxus, autrefois la demeure des rois bactriens et la patrie de Zoroastre, qui servait d'échelle entre l'Orient et l'Occident pour le commerce de la moyenne Asie, compte à peine deux mille habitants, parce que les eaux, amenées par dix-huit aqueducs magnifiques, inondent la campagne et y exhalent des vapeurs méphitiques. Le khan, maître absolu comme tous les chefs turcs, fait tour à tour des guerres sans profit ou des traités de paix avec la Chine, ainsi qu'avec ses voisins du Kaboul, de Khiva, de Kundouz. Les habitants de ces vastes contrées se livrent à un commerce actif, trafiquant jusqu'avec l'Indoustan par le Kachemyr. Le Kaboul seul est traversé tous les ans par plus de deux mille chameaux ; d'autres se dirigent par Balkh, Kashgar, Yergend,

[1] En 1827, un de ces ouragans de neige, qu'on appelle *borans*, chassa vers Saratov les troupeaux de la horde intérieure, entre l'Oural méridional et le Volga, et il y périt 280,000 chevaux, 30,000 bêtes à cornes, 10,000 chameaux, et plus d'un million de moutons. (HUMBOLDT.)

vers la Chine, d'où Boukhara seule tira en 1832, selon le voyageur Burnes, neuf cent cinquante charges de thé. Des chargements considérables d'opium, expédiés de Perse dans le CélesteEmpire, traversent également Boukhara.

Ces grandes invasions qui ont fait jadis trembler l'Europe sont devenues impossibles aujourd'hui, grâces aux divisions politiques de ces contrées, où les populations se sont raréfiées par le manque de subsistances : ainsi les difficultés même y viennent en aide aux premiers pas de la civilisation, et aux relations pacifiques introduites par la Chine et la Russie.

Les peuples occidentaux de l'Asie, ces guerriers sans frein naguère, prennent, comme les Cosaques, des habitudes sédentaires : les populations se groupent dans les villes et se fixent sur le sol ; et bien que ces Afghans, ces Usbecks et ces Turkomans soient fort loin de la discipline européenne, ils ont renoncé aux habitudes désordonnées des hordes primitives. La Tartarie, d'où sortirent les dévastateurs de l'Asie et de l'Europe, renferme maintenant un grand nombre de populations que le bouddhisme a pacifiées. Des caravanes russes traversent les steppes des Kirghises, le Turkestan, Khiva, la Turkomanie ; la Russie y envoie des négociateurs, et, à leur suite, des géomètres, des naturalistes. Tout enfin annonce que l'Asie est destinée à passer un jour sous la domination ou au moins sous le protectorat des Européens. L'Europe, comme une souveraine qui veut reconnaître les pays soumis à son obéissance, s'en va visiter ses anciennes conquêtes et en préparer de nouvelles, parfois dans le pur intérêt de la science et de la vérité.

L'ère de la navigation scientifique fut inaugurée par le célèbre Cook (1769). Il avait été choisi pour commander le navire expédié dans l'autre hémisphère à l'effet d'observer le passage de Vénus sur le disque du soleil. L'expédition se rendit à Taïti, que l'on avait signalé comme le point le plus favorable à ses observations. Tandis que les savants contemplaient le ciel, Cook portait ses regards sur la terre, reconnaissant ou découvrant de nouvelles îles dans la mer du Sud. Ame de feu dans un corps de fer, hardi à concevoir, résolu dans l'action, fécond en expédients, indomptable dans les traverses, il réprimait la

mutinerie de ses équipages avec un impérieux sang-froid, assez voisin souvent de la cruauté.

Son voyage autour de la Nouvelle-Zélande détruisit l'opinion qu'elle faisait partie d'une vaste terre australe. Beaucoup néanmoins s'obstinaient à croire à un continent méridional. Pour s'en assurer, une nouvelle expédition fut entreprise ; et Cook partit avec les deux bâtiments *la Résolution* et *l'Aventure* (1772). Un intérêt universel accompagna ce grand voyageur, député, pour ainsi dire, par toute l'Europe pour porter ses arts à ces peuplades sauvages, et réparer à l'aide du christianisme les crimes de Pizarre et de Valverde. Grand nombre de savants l'accompagnaient : Banks, Green, Sparrman, Solander, Anderson. C'était une académie qui tenait ses séances sur deux frégates. Cook passa en serpentant à travers un archipel mal indiqué jusqu'alors, et qu'il appela les Nouvelles-Hébrides ; il poussa ensuite vers d'autres terres auxquelles il donna le nom de Sandwich, les plus méridionales que l'on eût encore visitées, toutes couvertes de glace. Après avoir couru plus de vingt mille lieues marines au delà du cap de Bonne-Espérance, il revint en Angleterre après une absence de trois ans.

L'idée d'un grand continent austral une fois abandonnée (à moins de le supposer relégué à de telles profondeurs dans le pôle sud qu'on n'en pourrait rien espérer en fait de richesses ni de colonies), il restait encore douteux s'il existait un passage entre les mers au nord-ouest. Le gouvernement anglais proposa vingt mille livres sterling à qui le découvrirait. Cook s'offrit pour cette expédition (1776). Il chargea sur ses navires des bestiaux qu'il destinait aux îles du Sud, et reparut de nouveau sur cet ancien théâtre de sa gloire, où il laissa ses présents. Il remonta ensuite vers le nord, pour y rechercher le passage : il toucha à l'extrémité la plus orientale du continent américain, séparé à peine de l'Asie par une distance de treize lieues ; et il vérifia la largeur du détroit de Behring. Il lui fallut reculer devant les glaces ; et, tournant ses voiles vers le pôle antarctique, il traversa une moitié du globe, visita de nouveau les îles Sandwich, où il reçut d'abord le meilleur accueil. Mais, voulant réprimer l'invincible penchant de ces peuples au vol, il provoqua la colère de

ces sauvages, qui l'égorgèrent, et outragèrent le cadavre de l'homme qu'ils avaient révéré comme un demi-dieu.

Cook fut médiocrement heureux en fait de découvertes; car ses voyages répondirent négativement à deux questions que les expéditions postérieures ont résolues affirmativement. Sa renommée cependant fut immense, et elle fut méritée; car il explora plus de pays qu'aucun de ceux qui l'avaient devancé. Son mérite particulier fut le soin qu'il donna à la santé de ses équipages, dans des campagnes où il les transportait deux ou trois fois de la ligne aux deux pôles. Il rendit compte des détails de ses expéditions dans des relations simples, qui portent le cachet de la vérité. On n'avait pas encore lu de roman qui attachât plus que de semblables récits, où l'on voit les soins qu'il prenait de ses compagnons, son habileté patiente pour adoucir l'humeur des sauvages, et la civilisation européenne prenant possession d'un monde qui s'élargissait pour en recevoir les fruits. Il mourut sur le champ de bataille; et sa mort fit oublier les torts du sentiment jaloux qui le poussait à changer la dénomination des terres déjà découvertes par les Français et les Hollandais.

Cook avait pris à cœur particulièrement la Nouvelle-Hollande comme une terre féconde et riche, ce qui engagea le gouvernement anglais à y fonder la colonie de Botany-Bay. Le capitaine Philips (1783), expédié dans ce but, trouva la position de Port-Jakson plus favorable; et la colonie, quoique composée en grande partie de malfaiteurs, ne tarda pas à prospérer. De là des explorations hardies furent poussées sur les côtes voisines, où l'on forma des établissements qui purent fournir de l'eau et des havres pour la chasse aux phoques.

Ainsi l'attention se reportait sur des pays que pendant deux siècles l'Europe avait oubliés, et l'on donna le nom d'Océanie à cette cinquième partie du monde, en y comprenant le continent de l'Australie et les îles. Cette moitié de la surface du globe était habitée seulement par 25 millions d'individus : moitié de la terre très-intéressante pour l'étude de la nature comme pour celle de l'homme; où toutes les races semblent s'être donné rendez-vous, depuis l'albinos jusqu'au nègre, depuis le géant jusqu'au pygmée; où la société patriarcale coudoie les tribus anthro-

pophages; où des nations d'une civilisation ancienne touchent à des peuples enfants. La nature, comme une insulte à l'espèce humaine, y a mis les plus intelligents des singes à côté des plus idiots entre les hommes; une riante végétation y contraste avec les ruines occasionnées par les volcans; on y voit les animaux et les végétaux les plus étranges, une mer tranquille agitée tout à coup par des ouragans et des trombes épouvantables; des temples d'une antiquité immémoriale, et des îlots sortis d'hier du sein des flots. Les formes de gouvernement offrent la même variété: ici la tribu, plus loin la monarchie, variété à laquelle se joint celle des conquérants qui y dominent ou y ont dominé, Anglais, Portugais, Espagnols, Hollandais, Américains. Quant à la France, qui a eu dans ces découvertes une si large part, il ne lui en reste rien.

Mais ce qui est plus merveilleux encore, s'il est possible, c'est de contempler, dans ces régions, le travail de la nature, à mesure qu'elle construit de nouvelles terres. Des coraux et des madrépores élèvent du fond de la mer leurs mille rameaux, les entrelacent de manière à en faire un obstacle insurmontable aux frégates elles-mêmes, et finissent par entourer d'une clôture une certaine étendue d'eau qui, bientôt remplie par les dépôts marins et par d'autres polypes, devient une île. C'est ainsi qu'on en voit apparaître de nouvelles chaque année; quelques-unes s'élèvent déjà majestueusement au-dessus de la mer, changées en un sol fertile; d'autres se montrent à peine à fleur d'eau, revêtues seulement du gracieux feuillage du pandanus odorant, qui offre aux naufragés qui s'y trouvent jetés le lit et la nourriture. Celles-ci se cachent comme un piége sous les eaux; celles-là se dressent perpendiculairement du sein d'abîmes dont la sonde n'atteint pas le fond. Ailleurs ces rescifs de corail créent des baies et des anses autour des anciennes îles, ou obstruent celles qui existent; et peut-être le temps viendra-t-il qu'étendant leurs ramifications d'île en île, ils transformeront en un vaste continent cet immense archipel.

Les voyages récents ont prouvé qu'il existe dans les îles de l'Océanie un système de langues, dont on a essayé de rapporter à une langue générale antérieure les nombreuses ressemblances :

langue qui aurait laissé des traces sur des points très-éloignés les uns des autres, dont les idiomes offrent autant de rapports qu'en auraient les dialectes de provinces contiguës, tandis que ceux des points intermédiaires en diffèrent considérablement. La linguistique a ainsi rapproché des peuples entre lesquels on n'aperçoit pas d'autre lien, et qui se trouvent disséminés sur quatre-vingt-dix degrés de longitude. Le plus grand orientaliste de notre époque, Guillaume de Humboldt, a poussé très-loin l'étude de ces langues; et dans son ouvrage posthume sur le kawi, langue liturgique et littéraire des anciens Javanais, il poursuit les affinités et les développements de toutes les langues océaniennes, non par curiosité de grammairien, mais pour faire connaître toute la variété des formes de la pensée, et ajouter à l'intelligence des monuments et des traditions. Comme Guillaume Schlegel, son émule en savoir et en sagacité, il ne limite pas la comparaison des langues aux mots seuls; mais, sans négliger ceux-ci, il examine tous les rapports des formes grammaticales. Il arrive de la sorte à constituer cinq groupes de langues : le malais et le javanais, l'idiome des Célèbes, celui de Madagascar, celui des Philippines et de Formose; enfin le dernier, comprenant les langues de la Polynésie orientale, dont les dialectes principaux sont ceux des îles Tonga, Sandwich, de la Nouvelle-Zélande, et de Taïti.

La grande île ou le continent de la Nouvelle-Hollande offre un aspect stérile et monotone, habitée par une race noirâtre aux formes grêles. Les animaux et les plantes y semblent contredire nos idées et nos classifications. Là, dans un sable aride, s'élèvent des arbres gigantesques; les orties et les fougères y rivaliseraient avec nos chênes; mais un feuillage rude et blanchâtre y remplace la riante verdure de nos forêts. Là manquent tous les fruits qui sont ailleurs la nourriture de l'homme; les animaux qui vivent sur la terre y sont rares, tandis que les oiseaux et les plus beaux coquillages y abondent, le chien seul y vit à l'état domestique; le cygne y est noir; un autre animal (*l'ornithorinque*) y tient tout ensemble du quadrupède, du reptile, du poisson et de l'oiseau. On trouve dans ce pays un volcan qui jette des flammes, mais point de lave; de grands fleuves

se précipitent des montagnes, mais ils se réduisent à un filet d'eau avant d'arriver à la mer. Là les montagnes n'ont point de vallées, et sous ce climat favorisé du ciel vit une race dégénérée qui mérite à peine le nom d'hommes. Difformes et faibles de corps, sans notion d'aucun art ni de la propriété, ces naturels vivent abandonnés à de grossières superstitions.

On ignore comment se sont peuplées les innombrables petites îles de la Micronésie semées sur la vaste étendue de l'Océan : les uns en font remonter l'origine aux Phéniciens, les autres aux Japonais, ceux-ci aux habitants de Java ; ceux-là les considèrent comme les restes d'un grand continent submergé. L'unité de leur origine, outre la conformité de langue dont nous avons parlé, se trouve établie par certaines coutumes générales en dehors des besoins naturels, et par certaines analogies de culte. Il semblerait qu'à une race primitive d'autres sont venus s'incorporer, lesquelles, possédant des droits à des degrés divers, ont constitué différentes castes. Le plus grand nombre de ces groupes obéit à des rois qui commandent à d'autres chefs. Ils diffèrent de religion, mais tous croient à la Divinité, un grand nombre d'entre eux à la trinité, à la vie future, et à l'expiation; ils ont sur la cosmogonie les idées les plus bizarres, et qui varient à l'infini. Quelques-uns offrent à Dieu les prémices des biens de la terre; le plus grand nombre croit l'apaiser par des sacrifices humains, en torturant leurs victimes sur les marches de leur moraï, autels et tombeaux autour desquels ils se réunissent comme les druides gaulois autour de leurs dolmens. Ils célèbrent la victoire en mangeant leurs ennemis. A la Nouvelle Hollande, on sacrifie des hommes au génie du mal. La famille est-elle trop nombreuse? la mère pose le doigt sur la fontanelle de son nouveau-né, et le tue. Ils trouvent naturel de se manger entre eux parce que les poissons et les autres bêtes en font autant; mais ils dévorent leurs ennemis encore plus volontiers, parce qu'ils supposent qu'en détruisant le corps ils détruisent aussi l'âme, qui vient alors augmenter la leur. Tous ces effets de la superstition sont d'autant plus étranges, que les Polynésiens sont par caractère pacifiques et doux.

Le docteur Chamisso, Duperré, d'Urville, ainsi que les Russes

Lutko et Martins, portèrent successivement la lumière sur l'archipel des Carolines. Ce fut en l'honneur du roi Charles II que ce nom leur fut donné par l'Espagnol Lorenzo, qui le premier découvrit une de ces îles en 1668 ; les voyageurs qui vinrent après lui en virent d'autres auxquelles ils appliquèrent le même nom, pensant que c'était toujours la même. Bientôt les missionnaires accoururent de Manille, et firent mieux connaître ces groupes; mais ils réussirent peu dans leurs efforts pour y faire des conversions. Cet archipel resta oublié jusqu'au moment où *l'Antilope*, navire de la compagnie anglaise, commandé par Henri Wilson, se brisa sur les rochers des îles Pelew (1793). Quand la tempête cessa et que le jour reparut, ils aperçurent la terre, et, se jetant dans les chaloupes et sur des radeaux, ils l'atteignirent. C'était une île déserte, soumise au roi Pelew, qui envoya du monde en aide à ces naufragés, si bien qu'il s'ensuivit des rapports d'amitié, au milieu de l'étonnement qu'ils se causaient réciproquement. Les Européens secoururent ce roi contre ses ennemis; puis ils réussirent à construire un bâtiment sur lequel ils partirent. Le fils du roi voulut les suivre ; il se fit instruire à Londres, où il mourut de la petite vérole.

Le naufrage du *Mentor*, bâtiment américain, fit connaître les îles Martz, Chiangle, Lord-North et des Martyrs. Quant aux Carolines proprement dites, Martins, Morrell et d'Urville en parlent comme de pays enchanteurs pour leur climat, peuplés d'une race belle, industrieuse et vaillante, remplie d'égards délicats envers les femmes, et étrangère à ces mœurs lascives qui paraissent générales dans l'océan Pacifique. Leurs tissus se font remarquer par leur finesse.

Il serait trop long de redire les aventures bizarres par suite desquelles tantôt un bâtiment perdu, tantôt un baleinier, tantôt un naufragé, amenèrent la découverte de pays qui avaient échappé aux recherches attentives des expéditions les mieux combinées. Ainsi en 1785 le capitaine d'un navire de la compagnie des Indes, ayant jeté l'ancre au port de Penang pour faire eau, fut aperçu par la fille du roi, qui s'en alla prier son père de le lui donner pour mari. Elle obtint ce qu'elle souhaitait; l'île lui fut accordée pour dot, et l'heureux marin la vendit trente

mille livres sterling à la compagnie des Indes, qui lui donna le nom de Prince de Galles, et en fit son principal entrepôt pour le commerce de l'opium. Bateman, en se rendant de la terre de Van-Diémen au port Philips, trouva chez les naturels certains vestiges de nos connaissances et de nos arts ; il en devina la cause quand il rencontra un blanc qui, abandonné là depuis 1808, avait vécu près de quarante ans parmi les indigènes, à qui il avait appris, nouveau Robinson, ce qu'il savait des arts de l'Europe.

Les îles de la Société ont été décrites par beaucoup de voyageurs : la nature y est riante, les mœurs y sont douces et aimables, le sol y est fécond. Les poëtes et les romanciers ont célébré les habitudes enjouées et hospitalières des habitants de Taïti, *cette reine de l'océan Pacifique*. Les colons anglais, informés des immenses ressources que l'arbre à pain pouvait offrir, demandèrent au gouvernement de leur en procurer. Le lieutenant Blig fut en conséquence expédié à Taïti (1787) où il en embarqua plus de mille pieds, avec autant d'eau qu'il en fallait pour les arroser ; mais son équipage révolté l'abandonna en mer dans une chaloupe, avec dix-neuf hommes qui lui étaient restés fidèles. Sans perdre courage, il continua sa route, sut résister à toutes les souffrances de sa position ; et après un trajet de douze cents lieues, il atteignit Coupang, dans l'île de Timor, où le gouverneur hollandais lui fit l'accueil que méritaient son infortune et sa constance. De retour en Angleterre, Blig y obtint justice, et fut promu au commandement d'une nouvelle expédition qui arriva en huit mois à Taïti. Il réussit à faire un nouveau chargement ; et deux ans après il était de retour en Angleterre, sans avoir perdu un seul homme de son équipage. Les colons anglais obtiurent ainsi cet arbre précieux ; mais ils n'en tirèrent pas tous les avantages qu'ils en espéraient, car les esclaves à l'alimentation desquels ils le destinaient préfèrent à son fruit celui du bananier.

Vingt ans après le voyage de Cook, Vancouver visita la voluptueuse Taïti ; mais, au lieu de ses beaux et joyeux habitants, il n'y trouva qu'une population livide, décharnée, en proie aux guerres civiles. C'est ainsi qu'ils s'étaient modifiés par le contact

des Européens. Cette simplicité naïve qui avait tant charmé les premiers navigateurs avait disparu tout à fait ; et la feinte, l'avidité, fruits de la civilisation, s'étaient introduites parmi eux avant les vertus qui y mettent un frein. Les besoins s'étaient accrus, mais non les moyens de les satisfaire ; la race s'était altérée par l'effet des maladies importées dans le pays ; et lorsque Cook y comptait cent mille habitants, Forster cent quarante-cinq mille, les missionnaires n'en portaient plus le nombre qu'à sept mille en 1828. Ils raffolent aujourd'hui des armes et des vêtements de l'Europe : peu leur importe qu'ils soient en haillons, usés ou neufs, trop larges ou trop étroits, d'homme ou de femme, de juge ou d'arlequin : aussi les matelots mettant à contribution nos boutiques de fripiers pour le trafic, on a vu les Taïtiens se pavaner dans l'accoutrement le plus étrange qu'on puisse imaginer.

L'introduction du christianisme a aussi produit bien des changements dans ce pays. Les missionnaires avaient amené avec eux un cheval qui émerveilla les naturels, comme l'avait déjà fait celui de Cook; ils firent aussi venir une presse ; et, en 1817, le roi en personne voulut tirer les premières feuilles de l'Évangile de saint Luc, traduit dans la langue indigène : ce fut une fête et un étonnement pour tout le pays. Taïti, en 1823, s'est déclarée indépendante des Anglais ; et elle est gouvernée par une reine du nom de Pomaré. Les missionnaires y ont conservé de l'influence.

Les missions rencontrèrent plus d'obstacles dans la Nouvelle-Zélande, en raison de la discorde qui existait entre les chefs et l'orgueil qui caractérise ces populations ; elles sont, du reste, très-courageuses, très-actives, et très-propres au service à bord des navires. Ces indigènes font trafic de leurs bois de construction et de leurs chanvres, qui sont excellents ; et l'habitude du travail finira sans doute par modérer leur humeur indomptable.

La Grande-Bretagne, impuissante à nourrir la population de ses trois royaumes, prend soin de lui trouver des débouchés au dehors. Elle a déjà formé beaucoup d'établissements, colonisé sur plusieurs points la Nouvelle-Zélande, les divers archipels de la Polynésie; elle travaille à se rendre maîtresse de toute la Nouvelle-Hollande. Une compagnie sud-australienne s'est

formée dans ce but ; elle a fait choix pour ses opérations d'un territoire aux environs de Port-Lincoln, qui n'a pas moins de quatre cent vingt milles carrés, et où les transports sont faciles. Afin de prévenir les désordres qui auraient pu résulter d'une mauvaise répartition des terres, le sol entier a été déclaré propriété publique : personne ne peut en obtenir à titre gratuit ; chacun ainsi n'en prend que ce qu'il peut exploiter, et l'argent que produisent les ventes sert à payer le passage des émigrants.

Au lieu d'enfermer les délinquants dans des prisons où ils achèvent de se corrompre, on a reconnu que mieux vaut les transporter sur des rivages éloignés, où, cette déplorable tradition de crime et d'infamie qui conduit quelquefois à de nouveaux méfaits une fois rompue, on y voit le voleur, le meurtrier, l'impudique devenir les chefs d'une famille honnête. Les Russes ont, pour cela, la Sibérie ; l'Espagne, les Présidios d'Afrique ; le Portugal et la Hollande ont le Mozambique et les Indes. En Angleterre, où le roi jure à son couronnement de faire *exécuter la justice avec miséricorde,* la peine de mort peut toujours être commuée ; il est donc important d'avoir un lieu de déportation. Lorsque l'Angleterre perdit l'Amérique, on songea à le chercher en Afrique ; mais Banks fit préférer Botany-Bay, dans la Nouvelle-Hollande : onze bâtiments y portèrent sept cent soixante convicts ou condamnés, un certain nombre de colons libres, quelques soldats, des magistrats, avec les approvisionnements nécessaires. Mais on ne trouva pas dans ce lieu tout ce que promettait la richesse végétale du sol ; la colonie fut donc transférée à Parramata (1784), et bientôt le port Jackson et la ville de Sidney acquirent une grande prospérité. Le gouvernement transporte à ses frais des condamnés, qui, dans ce pays lointain, n'ont ni à rougir en présence les uns des autres, ni l'espoir de déserter. Arrivés là, ils sont mis au service des colons libres ; les uns se comportent bien, et se relèvent moralement ; d'autres se mettent à battre les bois (*bush-ranger*) : cependant une espèce d'opprobre pèse sur ces condamnés, même après l'expiation de la peine ; aussi ne vont-ils jamais de pair avec les autres habitants.

Les progrès de la Nouvelle-Galles méridionale furent plus

rapides que ne le furent jamais ceux d'aucun empire. Fondée en 1788, mise aussitôt en culture, elle avait des représentations théâtrales en 1796. Elle avait un journal en 1808; un recensement y fut fait en 1810, et l'on donna des noms aux rues de Sidney, qui compte déjà seize mille âmes [1]. Le pays a des routes, des bateaux à vapeur, des foires, cent mille têtes de gros bétail, deux cent mille moutons, plusieurs milliers de chevaux, des brasseries, des pompes à feu, une société d'agriculture, et un commerce actif. On y a établi (25 mai 1842) l'éclairage au gaz, qui manque à tant de capitales de l'Europe, et que ne possède encore aucune ville de l'Asie et de l'Océanie; et cependant il existe encore des gens qui se souviennent d'y avoir vu construire la première cabane.

L'Angleterre établit partout dans ce monde nouveau des comptoirs, en attendant le moment d'en devenir maîtresse. Les voyages de Flinders (1798-1803), qui dépassèrent, en fait d'audace et d'aventures, tout ce que l'imagination peut inventer, firent connaître tout le contour de la terre de Van-Diémen, qui est peuplée aujourd'hui de condamnés : ce sont des cultivateurs infatigables, qui en moins de quarante années ont fait faire à la culture de grands progrès. Ils ont réussi de même en soixante-dix années dans la Nouvelle-Galles, dans cette tâche à laquelle n'aurait pas suffi le double de travailleurs ordinaires.

En 1818, le commandant William Smith trouva, sous le 62e de latitude sud, une côte où abondaient les veaux marins, dont on allait précédemment chercher les peaux dans le nord. Elle reçut le nom de Nouvelle-Shetland; et l'on estime qu'il y fut tué, dans les années 1821 et 1822, trois cent vingt mille de ces phoques, dont on tira quelques milliers de bariques d'huile. Ils étaient si tranquilles qu'ils ne bougeaient pas tandis qu'on

[1] La ville de Sidney compte aujourd'hui 50,000 âmes; quant aux troupeaux, le nombre en est devenu incalculable; et les moutons, dont les laines sont encore le commerce le plus important de ces régions, s'y comptent à cette heure par millions. La découverte récente (1851) de mines d'or dans l'Australie y a porté la perturbation dans l'industrie agricole et dans toutes les branches de commerce, que les travailleurs ont déserté, pour se jeter vers la contrée aurifère. (Am. R.)

en tuait d'autres auprès d'eux ; mais on ne sut pas même épargner les femelles, de sorte que ce riche produit fut bientôt épuisé.

La Géorgie, où Cook aborda en 1771, après d'autres navigateurs, procura aussi de grands profits au commerce anglais. On calcule, en effet, qu'on en tira vingt mille bariques d'huile et 1,200,000 peaux de phoques. Il faut citer également l'île du Désespoir. Plus de trois cents marins furent employés chaque année dans les seuls parages de ces deux pays ; mais elles ne tardèrent pas non plus à être épuisées entièrement.

La Russie cherche à rivaliser avec l'Angleterre et à s'établir dans les parties élevées de l'Australie, d'où ses bâtiments font voile pour les États-Unis, le Japon et la Chine. Les Américains du nord se montrent aussi fréquemment dans les mers australes, où ils échangent contre des perles l'huile de coco, les racines de *taro*, des chiens, des porcs et des volailles, des tissus de coton, des quincailleries et des ustensiles en fer.

Aujourd'hui les îles de la Polynésie sont fréquentées surtout pour la pêche de la baleine, pour le bois de sandal et les pelleteries de la côte nord-ouest d'Amérique ; les marchands sont dans l'habitude d'hiverner dans ces îles et de s'y ravitailler, pour retourner à la belle saison en Amérique, afin de compléter leur voyage. Voyant les armes à feu recherchées des Polynésiens, ils en apportèrent à foison pour les échanger contre des denrées, sans songer aux conséquences. Il en résulta que ces insulaires devinrent redoutables ; ils ont déjà capturé quelques bâtiments ; ils se comportent avec plus d'audace et de violence, tandis qu'ils inclinaient auparavant vers les améliorations sociales.

Comme la pêche des phoques ne suffirait pas toujours pour couvrir les dépenses des expéditions, les patrons anglais passent des marchés avec le gouvernement pour transporter dans ces contrées les condamnés et les émigrants. Ils déposent leurs pêcheurs sur quelque île déserte, débarquent les déportés, et reçoivent le prix de leur frêt en traites sur Londres ; et, après avoir fait quelques affaires avec les insulaires du Sud, ils vont reprendre les pêcheurs où ils les ont laissés, font voile pour

Canton, où ils vendent leurs pelleteries, négocient les traites qu'ils ont reçues sur Londres, et chargent pour l'Europe des marchandises de la Chine.

Les Français, sous Louis XVI, jaloux de rivaliser avec l'Angleterre dans le vaste champ des découvertes, et de donner la solution du problème, confièrent à l'intrépide et généreux la Pérouse la tâche de dissiper les nuages qui couvraient encore la géographie maritime [1]; ce fut le roi lui-même qui traça de sa propre main les instructions pour ce voyage : les sollicitudes philanthrophiques de ce temps sont admirablement caractérisées par le passage suivant : « Si des circonstances impérieuses, que « la prudence ne peut prévoir, contraignaient M. de la Pérouse

[1] La navigation aussi payait son tribut de découvertes à ce siècle, entrainé sur toutes les pentes de l'inconnu. La Pérouse faisait, comme marin, ce que faisaient Turgot dans la politique, Mongolfier, Lavoisier dans la science, et Mesmer lui-même, tout en s'égarant : il était poussé par l'esprit du temps au fond des mers lointaines... Ce mouvement, plus fort que les hommes, va les prendre dans tous les postes qu'ils occupent, il les emporte en tout sens. Cette unité de tendances se voit partout; c'était l'heure d'entreprendre, de réformer, de recommencer toutes choses, tant les choses existantes étaient peu dignes des spéculations et de l'ambition des esprits. Nobles efforts souvent déjoués! ambition féconde, mais pleine de déceptions! Bien des idées manquèrent à l'essai, bien des hommes moururent à la peine; dans ce grand ébranlement de la vie humaine, il y eut de l'aventure partout, et, comme la Pérouse beaucoup ne revinrent pas! Ce courageux marin, déjà illustré dans la guerre d'Amérique, partit, en août 1785, pour un voyage autour du monde. Il devait explorer le grand Océan; on en attendait de belles découvertes, dans l'émulation qui régnait alors entre les nations maritimes. L'Angleterre venait d'avoir les grandes explorations de Cook. La Pérouse découvrit des îles, des baies, des détroits nouveaux, mais sa navigation fut traversée par toutes sortes d'accidents; il donna de ses nouvelles pour la dernière fois en février 1788, et le dénoûement de sa triste expédition resta longtemps caché au milieu des mers. Le roi avait pris grand intérêt à cette entreprise, dont il avait écrit de sa main les instructions. On dit que le souvenir de sa cruelle issue lui revint souvent en mémoire, comme un pressentiment de sa propre destinée. » (AM. RENÉE., *Hist. de Louis XVI.*)

« à faire usage de la supériorité de ses forces sur celles des sau « vages pour se procurer les choses nécessaires à la vie, il en « usera avec la plus grande discrétion, et punira avec une ex- « trême rigueur ceux des siens qui transgresseraient ses ordres. « Dans tout autre cas, s'il ne peut obtenir l'amitié des sauvages « par de bons traitements, il cherchera à les contenir par la « crainte et par les menaces : il n'aura recours à la force que « dans un besoin extrême et pour sa propre défense, ou quand « la sûreté des bâtiments et la vie des Français qui lui est confiée « se trouveraient compromises. Le meilleur résultat de l'expédi- « tion, aux yeux de Sa Majesté, sera de n'avoir coûté la vie à « aucun homme. »

Ce fut à qui parmi les marins et les savants s'embarquerait sur les frégates *la Boussole* et *l'Astrolabe* (1785). Cette grande entreprise fut préparée avec un soin et des précautions extrêmes. La Pérouse, après avoir exploré les archipels de l'océan Pacifique en vérifiant on en rectifiant les observations des Anglais, fit voile vers la côte nord-ouest de l'Amérique; sur la côte de Tartarie, il découvrit le détroit qui porte son nom, et qui sépare ces côtes de l'île de Sakhalien. Il expédia du Kamtchatka en France, avec les cartes et la description des pays explorés, Lesseps, qui traversa le premier l'ancien continent dans toute sa longueur. De ce moment, on n'eut plus de nouvelles de l'expédition[1]. Bien que la France fût agitée alors

[1] Ce ne fut point là, sur ces côtes de la Tartarie, que s'arrêtèrent les nouvelles de la Pérouse; les dernières sont postérieures de cinq mois. Après sa relâche au Kamtchatka, dans le havre de Saint-Pierre, le 7 novembre 1787, où Catherine avait donné l'ordre de le recevoir avec honneur, la Pérouse descendit de nouveau vers l'hémisphère austral, coupant la ligne pour la troisième fois. Après avoir visité l'archipel des Navigateurs dont il compléta la reconnaissance, il relâcha à Maouna le 28 décembre. C'est dans cette île que fut massacré le vicomte de Langle, capitaine de *l'Astrolabe*, dont le chevalier de Clonard prit après lui le commandement. L'expédition, après avoir découvert ou reconnu plusieurs îles dans l'archipel des Amis, mouilla à Botany-Bay le 26 janvier 1788. C'est de là que furent datées les dernières nouvelles, 26 février 1788. L'amiral d'Entrecasteaux, envoyé à la recherche de

de tempêtes plus terribles que celles de l'Océan, elle expédia à la recherche de la Pérouse des bâtiments sous les ordres de l'amiral d'Entrecasteaux ; mais ils ne furent guère plus heureux que ceux dont ils suivaient les traces.

Les compagnons de Cook avaient, pendant leur séjour au milieu des mers australes, ramassé une grande quantité de fourrures très-abondantes dans ces parages, plutôt pour leur usage que dans un autre but; mais comme ces fourrures étaient très-recherchées des Chinois, ils ne demandèrent pas mieux que de les vendre, et réalisèrent ainsi de gros bénéfices. On comprit alors avec quel avantage le commerce pourrait se faire entre le nord-ouest de l'Amérique et la Chine, où les pelleteries n'arrivent qu'après avoir traversé de longues distances et passé par une foule de mains, en commençant par les Russes, qui les reçoivent du Kamtchatka; et ce nouveau commerce attira dans l'océan Pacifique autant de navires qu'autrefois celui des épices.

Les ports de Noutka, qui en devinrent le marché général, furent bientôt enlevés aux Espagnols par les Anglais, qui comprirent comment le commerce des fourrures pouvait de là se faire directement avec la Chine.

Le capitaine Vancouver fut chargé de relever la côte nord-ouest depuis le 30° jusqu'au 60° de latitude (1791-1794), d'où

la Pérouse en septembre 1791, ne réussit point dans cette partie de sa mission; mais les belles découvertes dont la science géographique lui fut redevable, l'ont placé au rang des plus illustres navigateurs; il périt du scorbut à Java, au milieu de sa campagne, en juillet 1793. Ce ne fut que plus de trente ans après, en 1826, que le capitaine anglais Dillon découvrit par hasard, sur les récits de l'île Vanikoro, des débris de naufrage qui lui semblèrent se rapporter à l'expédition de la Pérouse. Le capitaine Dumont d'Urville fut chargé par le gouvernement français de visiter ces lieux, et le résultat de son exploration confirma l'exactitude des faits avancés par le capitaine Dillon. Les nombreux débris qu'il rapporta, tels que ancres, canons, instruments nautiques, qui se voient aujourd'hui dans le Musée naval du Louvre, établissent comme un fait désormais hors de doute que les frégates de la Pérouse se sont perdues sur les côtes de Vanikoro. (Am. R.)

résulta le plus beau travail hydrographique, exécuté sur neuf mille lieues de côtes.

A partir de cette époque, les connaissances relatives au nord-ouest de l'Amérique ne firent point de progrès jusqu'en 1816, où alors le comte de Romanzov fit partir à ses frais le capitaine Kotzebue, qui découvrit dans le détroit de Béring une anse pour abriter les vaisseaux, et lui donna son nom; mais il ne profita pas du temps favorable pour pénétrer dans les mers polaires. La côte nord-ouest de l'Amérique appartient aujourd'hui à l'Angleterre, à la Russie et aux États-Unis, qui, à peine émancipés, sentirent l'importance du commerce des pelleteries, le seul objet de trafic recherché par les Chinois. Il s'accrut considérablement par l'acquisition de la Louisiane (1804), que, sans en connaître l'importance, Napoléon leur vendit pour six millions. Ils étaient à portée de juger de l'étendue de son territoire sur la rive occidentale du Mississipi, et de sa fertilité; aussi s'appliquèrent-ils à en tirer tout le parti possible. Jefferson proposa une expédition qui remonterait le Missouri jusqu'à sa source, afin de trouver un passage entre les montagnes à l'ouest, et de descendre par la Colombie dans l'océan Pacifique; peu de temps après, Lavis et Clarke traversèrent les premiers l'Amérique septentrionale, des États-Unis jusqu'à la mer Pacifique. D'autres voyageurs, remontant le Mississipi, reconnurent plusieurs de ses affluents; d'autres encore traversèrent les montagnes Rocheuses; enfin, en 1818, le gouvernement lui-même entreprit une reconnaissance de ses possessions à l'est de ces montagnes en vue de les fortifier et de les coloniser. L'expédition fut conduite par le major Long, accompagné du botaniste James; et ils en rapportèrent, avec des notions précieuses, de nouvelles espèces d'animaux et de végétaux. Le général Cass en dirigea une autre, dont le but était d'étudier les contrées qui bordent les possessions britanniques vers la source du Mississipi : ce qui compléta la reconnaissance des vastes possessions des États-Unis.

Quant à la région située au nord du lac Supérieur et de la source du Mississipi, elle est moins connue; mais les Anglais, en faisant le commerce de pelleteries, y pénètrent chaque jour

plus avant : déjà ils sont parvenus à cette région des lacs dans lesquels se déversent les eaux qui descendent des montagnes Rocheuses. Ils y ont trouvé un fleuve, et lui ont donné le nom de Mackensie, ainsi appelé du voyageur qui s'aventura le premier à le remonter au milieu des difficultés d'un pays inconnu et sauvage.

On doit aux chasseurs la reconnaissance de certaines contrées; d'autres découvertes proviennent de la guerre de l'indépendance, ou des frères moraves, qui répandent la civilisation au Groënland et dans le Labrador. Ce fut l'Italien Beltrami qui découvrit, dans le lac de Julie, la source du fleuve Sanguin. Au commencement de ce siècle, Malaspina explora le nouveau monde depuis le Rio de la Plata jusqu'au cap Horn, et de là jusqu'aux îles du Prince Guillaume, avec les instruments les plus parfaits, les méthodes les plus exactes.

Des reconnaissances scientifiques ont été poussées dans la partie méridionale de l'Amérique. En 1781, le gouvernement d'Espagne chargea don Félix d'Azara et autres officiers de déterminer les limites entre le Brésil et les possessions espagnoles : ce fut l'occasion de se procurer des renseignements importants et de bonnes cartes. L'histoire et l'hydrographie des pays situés au sud de Buenos-Ayres étaient restées fort obscures, quand le capitaine Head nous fit connaître les Pampas, vastes plaines à l'ouest et au midi de la Plata, qu'il traversa pour aller visiter les mines.

En 1782, les Espagnols relevèrent exactement les côtes de la Patagonie et le détroit de Magellan; on sut alors que la Terre de Feu est un groupe de plusieurs îles. Le capitaine King en fit ensuite un relevé exact, malgré de grandes difficultés (1826), ce qui profita beaucoup à la navigation dans ces parages; elle y avait été considérée jusque-là comme très-périlleuse. Enfin la distance entre l'Europe et l'Amérique n'était pas bien déterminée; et il y a peu d'années encore que l'Atlantique passait pour moins large qu'elle ne l'est en effet de soixante et même de cent quarante lieues, tandis qu'on supposait le grand Océan plus vaste.

A partir du moment où les Anglais eurent pris pied dans l'Inde, ils étudièrent géographiquement la contrée. Webb et

Moorcroft, qui gravirent l'Himalaya en 1808 pour découvrir la source du Gange, la reconnurent pour la chaîne de montagnes la plus élevée du globe. La navigation en grandissant vit diminuer ses périls par la rectification des erreurs géographiques, et l'on redressa ce qui avait été altéré à dessein par la ruse de concurrents jaloux. Les relations des voyageurs perdirent cet air de charlatanisme qui laissait subsister le doute, même lorsqu'on acceptait la vérité. Au lieu d'impressions personnelles, au lieu d'aventures bizarres, ils racontèrent ce qui importe à l'histoire de la terre et de l'homme. Les raretés et les monstres firent place aux classifications, à l'étude des mœurs, au redressement des erreurs commises.

Ainsi la géographie donne la main à l'histoire naturelle, à l'ethnographie, à la physique, lorsque surtout surgit une de ces vastes intelligences qui en embrassant diverses sciences les fortifient l'une par l'autre. Tel fut Alexandre de Humboldt, qui, après avoir tout étudié dans sa jeunesse, notamment la physique et l'électricité animale, put, riche qu'il était, perfectionner ses études par les voyages. En relation avec les naturalistes célèbres de son temps, il se trouva porté vers l'étude des mystères de la nature; et, s'associant avec l'illustre botaniste Aimé de Bonpland, il entreprit un grand pèlerinage scientifique. Il obtint de l'Espagne l'autorisation de visiter ses colonies, où jamais ne s'était arrêté le regard d'un savant (1799-1804): il y porta partout l'observation du botaniste et du géologue. Il monta sur les plus hautes cimes, pénétra dans des plaines infranchissables, observa les mœurs et les langages des hommes en même temps que l'aspect des forêts et des végétaux. Toujours ses instruments à la main, il trouva partout où il passait quelques améliorations à tenter, et il sut, par une prodigieuse variété de connaissances, tirer des inductions de toutes sortes de phénomènes et de faits. Il fit faire de grands pas à la géographie physique, et les théories, les hypothèses qu'il émit furent en grande partie adoptées par l'élite des savants.

Restait toujours la question de savoir s'il existait un passage au nord-ouest entre l'Amérique et les régions polaires; malgré tant de persévérance à le chercher, elle n'était pas résolue. A

peine sortis de leur lutte contre Napoléon, les Anglais envoyèrent le capitaine Ross explorer la baie de Baffin (1818). Ce navigateur observa de près les Esquimaux au delà du Groënland, et les trouva plus grossiers encore que les autres ; mais il n'apporta pas un soin suffisant aux vérifications géographiques, poursuivant sa route ou s'arrêtant selon son caprice ; aussi revint-il avec de médiocres fruits, affirmant que la mer de Baffin était fermée. Ses officiers ne dissimulèrent pas cependant qu'on aurait pu obtenir de meilleurs résultats si on l'eût voulu, et que la proéminence d'un cap avait pu faire prendre cette mer pour une baie. En conséquence, l'amirauté fit partir le capitaine Parry (1819) qui s'avança au milieu des glaces à travers de grands périls. Ils virent dans un seul jour plus de quatre-vingts baleines énormes. Pleins d'espoir de trouver enfin la mer Polaire, ils pénétrèrent au delà de toutes régions connues, dépassèrent le 110[e] méridien occidental, calculé de Greenwich, et gagnèrent ainsi le prix proposé en vue de ce résultat. Surpris là par les gelées, ils restèrent trois mois privés de soleil, avec un froid de 30 à 60 degrés, et dans le silence funèbre d'une nature morte. Pour obvier à l'abattement moral, cause la plus immédiate du scorbut, ils montèrent des théâtres, s'occupèrent de métiers, et rédigèrent un bulletin de semaine, où étaient rapportés les accidents peu nombreux de cette vie monotone, les pensées sérieuses ou gaies qui pouvaient naître dans cette pénible situation. Le 7 février, le disque du soleil, qu'ils avaient perdu depuis le 6 novembre, reparut ; mais le froid devint plus intense, et le mercure gela. Enfin, le 1[er] août, ils parvinrent à se mouvoir au milieu de périls que la plus extrême vigilance était seule capable de conjurer.

Parry revint avec la certitude qu'il existait des bras de communication avec la mer Polaire, et qu'ils se rouvriraient lors de la rupture des glaces. On lui donna un vaisseau pour tenter une expédition nouvelle; on y apporta toute la prévoyance, toutes les améliorations que l'expérience d'un premier voyage avait dû suggérer, tant pour la sûreté que pour les moyens propres à maintenir la chaleur durant ce terrible hivernage (1821). Il partit alors pour gagner ce passage tant désiré du nord-ouest. La

Russie y avait en vain expédié en 1819 le lieutenant Lazareff, et en 1821 Lutke, qui, dans les deux années suivantes, reconnut le détroit de Mutochin, qui coupe en deux la Nouvelle-Zemble. Parry trouva dans le détroit de Davis et dans la baie de Baffin cette énorme quantité de gros cailloux, de sable, de coquillages déjà signalés par les anciens voyageurs, et transportés, on ne sait comment, sur ces glaces. Il commença, d'après ses instructions, à reconnaître, à partir du cercle polaire arctique, toutes les côtes et les anses du nord-est; et il continua pendant plus de deux cents lieues, jusqu'à ce que l'hiver fût venu. Il le passa plus rapproché de huit degrés du pôle que dans le voyage précédent, en ayant recours aux mêmes expédients et aux mêmes distractions pour son équipage. Mais ce qui s'offrit de nouveau, ce fut la découverte d'une cinquantaine d'Esquimaux qui vivaient là dans des cabanes de neige régulièrement construites. Parry et ses compagnons s'étant remis en marche sur les indications recueillies de ces sauvages, comptaient plus que jamais trouver le passage cherché, quand ils se virent arrêtés par une barrière insurmontable de glaces. Ils passèrent leur nouvel hivernage entre des murailles de neige, et la mer ne dégela qu'à la moitié d'août. Ils revinrent alors, n'ayant perdu que cinq hommes sur cent dix, durant deux hivers d'une telle âpreté.

Il restait démontré que le continent américain ne s'étendait pas au delà du 70° de latitude, et que l'Atlantique communiquait avec la mer Polaire par des canaux obstrués de glaces, dont pourrait triompher une plus grande chaleur ou quelque accident naturel. Mais on ne trouva point qu'il fût digne du courage anglais de s'arrêter sans avoir réussi ; et Parry obtint de faire une troisième expédition. Il fut contrarié par de tristes accidents, et se vit obligé de retourner sans s'être avancé plus loin que les autres fois. Il voulut néanmoins risquer une nouvelle tentative, et fit (1827) construire des chariots propres à voyager sur la glace, ainsi que des bateaux à la fois légers et solides, destinés à être traînés par des rennes. Mais, au lieu de la surface polie que nous offre la glace dans nos contrées, il la trouva raboteuse et inégale, telle qu'une mer qui se serait congelée soudain pendant la tempête. N'ayant pu se servir des rennes, ils se mirent eux-

mêmes à traîner les chaloupes, les mettant à l'eau quand ils en trouvaient. Ils avancèrent avec des peines infinies, voyageant de nuit pour éviter l'inflammation des yeux produite par la blancheur éclatante de la neige, et pouvoir, le jour, profiter d'une température moins rigoureuse durant les heures de repos. La nuit pour eux ne se distinguait du jour qu'à l'aide des montres; une humidité continuelle pénétrait leurs vêtements. Au milieu de cette monotonie du ciel et des glaces, tantôt une montagne de neige plus haute que les autres, tantôt la bizarrerie de sa forme, étaient un événement qui fournissait un sujet d'entretien pour la journée entière. Ils atteignirent ainsi jusqu'au 82° 41′ de latitude; puis, désespérant de pousser plus loin, ils revinrent sur leurs pas.

Vers le même temps (1819), le capitaine Franklin avait été expédié pour explorer par la voie de terre, avec le naturaliste Richardson, le fleuve de Cuivre. Après avoir fait voile jusqu'à la baie d'Hudson, ils prirent leur route par terre, et cheminèrent, l'espace de huit cent cinquante sept milles, par un froid qui alla jusqu'à 50 degrés.

Surpris dans ces parages par un second hiver, Flanklin s'avança jusqu'au 68e parallèle, et aux environs du fleuve de Cuivre. On ne saurait se figurer les souffrances qu'on endure à des points si élevés. Quoiqu'ils eussent pris soin de s'approvisionner de rennes et de poisson, leur provision s'épuisa, et ils se virent menacés de mourir de faim. Back eut alors le courage de faire à pied, pour chercher des vivres, quatre cent trente-quatre lieues, toujours sur la neige, par un froid qui s'éleva jusqu'à 57°. Pendant ce temps, la plupart de ses compagnons périrent de faim; et Franklin lui-même ne vécut durant un mois qu'en rongeant les os restés de l'année précédente. Mais les derniers d'entre eux allaient expirer, quand Back, devançant le convoi de provisions qu'il leur amenait, fut l'ange sauveur qui leur conserva la vie.

Ils avaient reconnu un espace de deux mille lieues environ, et avaient eu tout le temps d'étudier les phénomènes électriques, magnétiques et atmosphériques de l'aurore boréale, de même que tous les accidents d'un climat où cesse toute vie animale et végétale. L'intérêt de la science est si vif, que les hardis

voyageurs ne furent pas découragés par tout ce qu'ils avaient souffert. Franklin proposa au gouvernement d'aller reconnaître la côte à l'ouest du Mackensie. L'expérience de la première expédition fut mise à profit dans la seconde, et on laissa en dépôt sur la baie d'Hudson une réserve de provisions. Franklin arriva au fort de Bonne-Espérance, dernier poste des hommes civilisés que l'espoir du gain pousse jusque sous le 60e parallèle; et, en descendant le fleuve, lui et ses compagnons eurent la joie de voir l'Océan. Ils passèrent l'hiver sur le bord du grand lac Ours; puis, bien approvisionnés, ils se partagèrent en suivant les deux bras du Mackensie. Franklin, ayant rejoint l'Océan, parcourut en deux mois, toujours menacé par les glaces, sept cents lieues, en relevant cent quarante lieues de côtes.

Richardson ne fut pas moins heureux sur l'autre bras du fleuve; il explora plus de deux cents lieues entre le Mackensie et la rivière de la Mine-de-Cuivre; presque toute la lisière septentrionale de l'Amérique se trouva ainsi connue. Il résulta du voyage de Franklin la certitude que les Esquimaux qui habitent à cette hauteur ont la même langue et offrent les mêmes caractères que ceux du Groënland, et que dès lors les régions polaires sont occupées par une même race, mais ceux-ci, ayant quelque organisation civile et des édifices, étaient un peu moins grossiers que ceux qui errent dans la presqu'île de Merville. Comme ils prenaient tous les Anglais pour des femmes, à la nuance délicate de leur teint, ils les abordaient sans crainte.

Le capitaine Ross, désireux de réparer dans une nouvelle expédition la maladresse qui avait fait échouer la première, arma par souscription *la Victoria*, navire à vapeur, et se dirigea vers la baie de Baffin, sur les traces de Parry (1829). Pendant quatre ans on n'entendit plus parler de lui; et déjà l'on associait son nom à celui de la Pérouse, quand il reparut enfin. Ayant dépassé le point où Parry était arrivé, il avait éprouvé les hivers les plus rigoureux, et des souffrances monotones comme la contrée elle-même.

Enfermé par les glaces, Ross se mit en relation avec les Esquimaux qui habitent jusque-là; et, avec leur aide, il continua à pied ses excursions jusqu'au delà du 69e degré: des cabanes

de glace, des grottes creusées dans la neige, tel était l'abri où ils se reposaient. Ils attelaient des chiens à leurs traîneaux. Les noms de Boothie et de Félix éterniseront dans ces régions le souvenir de l'homme généreux (Félix Booth) qui avait fourni les moyens de réaliser cette expédition. Ross pensa alors qu'il n existe point de passage au nord-ouest, mais que la langue de terre, s'étendant entre le détroit du Régent et la mer au nord, qui est étroite et entrecoupée de lacs, rendrait facile d'y ouvrir un canal : mais à quoi servirait une pareille entreprise, quand les périls de la navigation l'emportent tellement sur les avantages qu'on en pourrait espérer.

L'été suivant fut tellement court, que *la Victoria* put à peine avancer de trois milles au milieu des glaces. Alors Ross se mit à la recherche du pôle magnétique, c'est-à-dire du lieu où l'aiguille ne dévie aucunement de la ligne perpendiculaire : il le trouva à 70° 5′17″ de latitude et 99° 46′45″ de longitude ouest de Paris. Le bâtiment restant emprisonné dans les glaces, malgré l'été de 1831, il fallut l'abandonner, pour gagner, sur des traîneaux tirés à bras, l'endroit où ils avaient laissé les embarcations sur lesquelles ils espéraient passer à la baie de Baffin; mais ils furent surpris par un autre hiver encore plus âpre et plus tempêtueux que les précédents. Heureusement la pêche amena, l'été suivant, un bâtiment qui les recueillit et les rendit à leur patrie.

Ils y rapportèrent des reconnaissances plus précises des hautes terres Isabelle et Alexandre, et l'opinion qu'il n'était pas possible de passer au nord-ouest par le détroit du Régent, ni au sud, à la latitude de 74°. Ils avaient en outre déterminé la position véritable du pôle magnétique, fait des observations thermométriques très-importantes, et établi une nouvelle théorie des aurores boréales.

Ce George Back, qui avait accompagné Franklin dans son voyage, avait été expédié par terre sur les traces de Ross (1833). Malgré le retour de ce dernier, on l'engagea à poursuivre sa route, pour se livrer à des études géographiques qui eurent de bons résultats. On l'envoya ensuite par mer pour tenter de nouveau le passage, mais sans succès (1835). Pierre William, Dease

et Thomas Simson furent plus heureux (1837). Envoyés par la compagnie de la baie d'Hudson sur la rivière de Cuivre, ils remontèrent le fleuve Richardson, découvert en 1838, et rencontrèrent trente Esquimaux, dont ils ne purent tirer aucun renseignement. Poursuivant leur route, ils touchèrent les caps Barrow, Franklin, Alexandre, arrêtés à chaque instant par les nombreuses langues de terre qui y forment des baies, et rencontrant partout des Esquimaux, qui vivent là de rennes et de thons. Après avoir doublé aussi le cap Hay, le dernier que Back eût reconnu, ils en touchèrent un autre qu'ils appelèrent Bretagne; et, du côté occidental du fleuve des Poissons, ainsi nommé par Back, ils s'assurèrent que Boothie était entièrement séparée du continent américain.

De ce voyage, le plus lointain qui ait été fait dans les mers polaires, ils rapportèrent donc la certitude que l'Amérique est séparée de l'ancien continent; mais en même temps les difficultés de ce passage détruisirent l'illusion, longtemps caressée par nos pères, de pouvoir ouvrir par là une nouvelle route au commerce vers la mer Pacifique. Et pourtant les entreprises ne cessèrent point pour cela : Franklin partit pour la troisième fois en 1845, avec les bâtiments *l'Érèbe* et *la Terreur*, pour s'assurer de nouveau de la réalité de ce passage; mais ils n'ont point reparu, et plusieurs expéditions, envoyées depuis lors à leur recherche, n'ont rien appris sur leur sort.

On fut plus heureux du côté des mers du Japon et des îles Kouriles, toujours difficilement explorées, soit par les dangers de la navigation, soit par la jalousie des Japonais. La côte de la Tartarie avait été bien reconnue par la Pérouse; le capitaine Broughton en compléta l'exploration.

Le commerce des pelleteries appela de nouveau l'attention sur le Japon : les Hollandais seuls avaient pu y conserver quelques relations en s'avilissant eux-mêmes et en dénigrant les autres nations, qui en restaient exclues. Ce fut donc avec peine que l'Allemand Kæmpfer et le Suédois Thunberg purent obtenir d'accompagner l'ambassade hollandaise, ce qui nous a valu quelques détails sur ce pays. Il est probable néanmoins qu'il y pénétrait quelques bâtiments russes. Un navire japonais

s'étant brisé contre une des îles Aléoutiennes, l'équipage fut sauvé par les Russes, et retenu dix ans en Sibérie (1793). Au bout de ce temps, Catherine II les renvoya avec un négociateur et des présents, non pas en son nom, pour ne pas paraître se rendre tributaire de l'empire, mais au nom du gouverneur de la Sibérie. Il fut reçu avec des égards ; mais il ne put rien obtenir de plus pour le commerce que l'entrée du port de Nangasaki, le seul accessible aux étrangers. Ce ne fut que dix ans après (1803) que Résanof fut envoyé au Japon en qualité d'ambassadeur, avec deux bâtiments, par le cap de Bonne-Espérance : c'était la première fois que le pavillon moscovite se montrait dans l'hémisphère austral. Mais lorsque les Russes touchèrent à Nangasaki, on ne voulut pas les recevoir à terre, et il ne leur fut permis de communiquer ni avec les indigènes ni avec les Hollandais. L'empereur, au lieu de les admettre dans sa capitale, envoya un plénipotentiaire, devant qui l'ambassadeur russe fut obligé de quitter son épée et sa chaussure, et se tenir accroupi les pieds sous lui, pour s'entendre refuser et ses dons et l'entrée de l'empire.

Krusenstern, habile marin qui commandait cette expédition, objet de grandes espérances, tourna ses voiles vers le Kamtchatka. Après avoir exploré les côtes de l'île Sakhalien et de la Tartarie, il rapporta d'utiles renseignements. Plus tard, le capitaine Golownin fut expédié par le gouvernement pour explorer les mêmes côtes et les îles Kouriles (1811) ; mais il fut arrêté par les Japonais, et retenu prisonnier avec son équipage. Ils réussirent à s'enfuir ; puis s'étant laissés reprendre, ils furent enfermés dans des cages, et n'obtinrent leur liberté que deux ans après, par échange. Leur délivrance fut fêtée par les Japonais, qu'ils trouvèrent extrêmement humains et polis, aimant la lecture, l'instruction et les commodités de la vie ; mais ils ne purent se procurer de connaissances sur le pays.

On continuait avec non moins d'ardeur les explorations des terres antarctiques, surtout après la paix de 1815, qui permit de poursuivre les recherches avec plus de sécurité. Le capitaine Philip Parker-King étudia les côtes de l'hémisphère austral entre les tropiques ; Bothwell trouva, en 1820, le Sud-Orkneys ;

Palmer et autres chasseurs de phoques virent de loin les terres qui reçurent le nom de Palmer et de la Trinité. Bougainville, le fils du célèbre navigateur, et du Camper parcoururent en 1823 l'Océanie. Le capitaine Bellingshausen, en poussant jusqu'au 70° 30' de latitude sud, découvrit en 1819, avec des vaisseaux russes, plusieurs îles nouvelles, entre autres l'île de Pierre I[er], la plus méridionale que l'on connaisse; et auprès, celle d'Alexandre I[er]. L'Anglais Weddell pénétra, en 1824, de 3° 5' dans le cercle antarctique, c'est-à-dire de deux cent quatorze milles plus avant qu'aucun autre voyageur; il trouva dégelée la mer à laquelle il donna le nom de George IV, et constata que la boussole y faiblissait, comme au pôle arctique.

Mais n'y a-t-il véritablement que des glaces sous le pôle? ou y existe-t-il un continent?

Quelques navigateurs avaient remarqué, en s'approchant au sud, des indices de terres. Le capitaine Biscoe en aperçut une en 1830, sans pouvoir l'atteindre à cause des vents contraires. L'Américain Morrell en 1830, et Kæmpfer en 1833, confirmèrent le fait, et pensèrent qu'en franchissant la première barrière de glaces, on pourrait arriver aux terres antarctiques. Cette découverte fit naître une nouvelle ardeur; et la France expédia le capitaine Dumont-d'Urville, l'Angleterre le capitaine Ross, et les États-Unis Wilkes, pour tenter d'y parvenir.

Dumont-d'Urville explora avec *l'Astrolabe* (1826-1828) quatre cents lieues de côtes de la Nouvelle-Zélande, et une infinité d'autres îles; il en rapporta de nombreux renseignements. Il y fut envoyé de nouveau en 1837, pour vérifier les découvertes de Weddell, et s'assurer si, en dedans d'une ceinture de glaces formée le long des îles entre le 50° et le 70° de latitude, il existait une mer libre, dans laquelle une baleinière anglaise eût pu gagner jusqu'au 70° 15'. Repoussé d'abord par les glaces, il atteignit en 1840 la plus haute latitude australe où l'on fût encore parvenu. Cerné par les glaces, il réussit toutefois à déterminer la position de quelques îles qu'on n'avait vues jusque-là que de très-loin; et il aperçut la terre à laquelle il donna le nom d'Adélie, au 66° 30 de latitude sud, et au 158° 21' de longitude orientale. Elle fut vue aussi, le même jour, par l'Américain Peacock, qui

la côtoya. D'Urville, à qui les Anglais contestent tout mérite, allait entreprendre une nouvelle campagne et recueillir de nouvelles informations ; mais celui qui était revenu sain et sauf de voyages si périlleux périt, brûlé misérablement, sur le chemin de fer de Versailles à Paris.

Cependant un navire baleinier, expédié en 1839 sous le commandement du capitaine Balleny, vint apporter de nouveaux faits à l'appui de la donnée en question, bien qu'il eût été arrêté aussi par les glaces, après avoir poussé jusqu'au 69°. Wilkes affirma s'être approché à la distance de quelques milles, sous le 67° 4' de latitude sud et le 140° 30' de longitude orientale de la terre qu'il appela Continent Antarctique; mais il ne recueillit que des pierres, seul tribut qu'il pût arracher à cette nature glacée.

Le 29 septembre 1839, le capitaine Ross partit pour un nouveau voyage au pôle austral avec *l'Érèbe* et *la Terreur*, en faisant route par Sainte-Hélène, afin de déterminer le minimum d'intensité magnétique sur le globe. Il aborda (janvier 1840) à la terre la plus méridionale qu'on eût encore touchée, à 70° 47' de latitude sud, et 174° 16', de longitude est, de Greenwich; puis s'avança jusqu'au 78° de latitude et 187 de longitude. Des glaces de cent cinquante pieds de hauteur, sur une étendue de trois cents milles, l'obligèrent à s'arrêter pour se remettre en marche l'année suivante. Après avoir navigué longtemps où Wilkes et les cartes américaines avaient placé la terre ferme, le 22 février 1841, il se trouvait à cent milles du pôle magnétique. Il crut pouvoir affirmer que s'il existe au nord deux pôles magnétiques verticaux, il n'y en a qu'un seul dans l'hémisphère austral. L'Angleterre vit donc flotter son pavillon tout près du pôle; et le nom de sa jeune reine sera éternisé par la terre Victoria, à l'extrémité de laquelle s'élève le volcan Érèbe, comme un phare naturel pour les futurs navigateurs.

Les Anglais sont toujours ceux qui profitent le plus des découvertes et des colonies nouvelles. Une partie des conquêtes qu'ils avaient faites pendant les guerres de la Révolution furent restituées, il est vrai, en 1815; mais ils conservèrent la péninsule de Malaca et l'île de Singapour, qui, placée à l'extrémité

de cette péninsule, commande le détroit que traversent les bâtiments expédiés dans les mers de la Chine. Singapour, fondée par Raffles, savant orientaliste qui a écrit l'histoire de Java, s'accrut avec une telle rapidité, que des navires de tous les pays abordent aujourd'hui où n'existait en 1819 qu'une poignée de pêcheurs et des pirates malais. En 1825, l'Angleterre partagea entre elle et la Hollande la domination de l'archipel d'Asie et de la péninsule, les Hollandais conservant toutefois les îles les plus riches en productions, telles que Sumatra, Java, les Moluques; tandis que les Anglais se réservaient les positions les plus importantes pour l'établissement d'un commerce d'échanges entre l'Asie orientale, l'Inde, et l'Europe. Il en est résulté que les colonies de Singapour et du Prince de Galles sont devenues le centre des nouvelles relations entre l'Occident et les contrées les plus reculées de l'Orient, relations qui maintenant s'étendent jusqu'à la Chine.

Nous ne connaissons pas exactement le revenu des colonies hollandaises; mais le produit minéral y est immense, s'il est vrai que Sumatra produise 10 millions de livres sterling de poudre d'or; Bornéo, pour 13 millions de francs; Banca, 5 millions de livres d'étain. Raffles estime à 100 millions de francs ce que rapporte annuellement Java; et l'on peut calculer à 20 millions ce que donnent les Moluques.

L'Europe n'avait jadis rien à échanger avec l'Asie; mais aujourd'hui ses manufactures lui fournissent des objets de trafic, surtout des étoffes de coton, si convenables à ces climats brûlants, où l'on ne s'habille pas autrement.

Voilà pourquoi les colonies sont essentielles à l'existence de l'Angleterre; car c'est par elles seulement qu'elle peut fournir un débouché à ses manufactures, et soutenir cette foule de prolétaires qui, exclus de la propriété, lui demandent du pain. La Chine seule n'a pas besoin de ce que lui offrent les Anglais; mais ils ont réussi à lui rendre l'opium nécessaire, en dépit des lois impériales; et aussitôt ils ont supprimé dans l'Inde la culture du blé, pour lui substituer celle du pavot. En échange de ce narcotique, ils reçoivent des Chinois le thé, qu'ils revendent avec grand profit à l'Europe, d'où ils tirent du blé, que les

Indiens sont obligés de payer d'autant plus cher qu'il vient de plus loin. Cette longue chaîne d'opérations en partie mercantiles, en partie fiscales, se briserait tout à coup si la Chine réussissait à exclure l'opium, et à faire cesser cette cause d'abrutissement et de mort pour ses populations.

L'Angleterre, quand il s'agit de coloniser, laisse bien loin tous ses rivaux, soit dans le choix des positions les plus favorables pour dominer les mers et pour assurer le débit de ses marchandises, soit dans sa persistance à les obtenir. Partout, en un mot, elle cherche des marchés qui lui assurent de nombreux consommateurs sans aucune concurrence; et rien n'échappe aux efforts, à l'attention, à la hardiesse, à la persévérance de cette nation.

Les voyages de circumnavigation ont aujourd'hui beaucoup de détracteurs; car tout étant désormais découvert, ils ne peuvent fournir que quelques observations aux astronomes, ou certains détails soit sur le magnétisme terrestre, soit sur la température sous-marine; mais d'autres les croient encore utiles pour faire respecter le pavillon des puissances qui manquent de colonies dans des pays barbares qui par malheur sont armés, et pourront devenir bientôt des États redoutables.

Les derniers voyages ont contribué aux progrès d'une science nouvelle, l'anthropologie. Blumenbach avait fondé la distinction des races sur l'organisation et principalement sur la conformation du crâne. Il en distinguait cinq, d'après une division plus géographique que scientifique. A cette étude s'associèrent celles de la linguistique et de l'histoire. Enfin, de nos jours on a constitué cette science en lui donnant pour première base les caractères physiques, comme les plus stables et les moins arbitraires, mais en les confrontant avec l'histoire.

C'est dans cet esprit qu'ont été conçus le travail d'Edwards et les recherches sur l'histoire physique de l'espèce humaine, du docteur Pritchard. Les peuples de l'Amérique méridionale ont été étudiés de près par d'Orbigny. En 1817, Louis de Freycinet fut envoyé dans l'hémisphère austral, pour y observer, outre les phénomènes magnétiques et météorologiques, les langues et les mœurs; Dumont-d'Urville, dans ses voyages d'Océanie, a

recueilli des cadavres, des modèles, des empreintes, des renseignements sur les caractères physiques et moraux des races nombreuses qui se trouvent mêlées dans ces contrées. Il rapporta huit cent soixante-six dessins d'hommes, d'armes, d'habitations, d'ustensiles; quatre cents de côtes et de paysages, cinquante-trois cartes terminées; puis des esquisses de côtes : de ports, de rades; car s'il suffisait autrefois, lorsqu'on avait trouvé une île, d'en déterminer la position en se tenant en rade, on veut aujourd'hui en connaître chaque anse, tous les fonds, tous les passages; et il est nécessaire de joindre aux indications astronomiques des notions de physique et d'histoire naturelle.

Ainsi l'Europe a répandu, dans l'espace de trois siècles, sa population sur le monde entier, sans s'appauvrir elle-même; tandis que les autres races, exclues selon toute apparence de cette grande loi de progrès, déclinent en nombre et en puissance [1]. En Amérique, même dans les pays à esclaves, les nègres disparaissent, soit par la mort, soit par le mélange [2]; et les tribus indigènes se retirent devant les *semeurs de grains*, qui avancent toujours. Désormais, quelle que soit la contrée du monde dont on parle, c'est d'Européens qu'il s'agit; nos intérêts déterminent les alliances ou les guerres de l'Inde; ce sont les ambassadeurs européens et les chambres européennes qui parlent au nom de la cour de Perse, et qui dictent les firmans du Grand Seigneur. La déstinée des nègres et celle des races jaunes ou des peaux rouges dépendent du scrutin.

Dans l'Océanie, où près de vingt-cinq millions d'hommes si différents s'agitent sur un espace de plus de six cent mille lieues carrées, le christianisme, les sciences, le commerce introduisent une vie nouvelle, à tel point que les vicissitudes de ce

[1] On a cherché dernièrement à expliquer physiologiquement le dépérissement des races indigènes, en affirmant que lorsqu'une femme de couleur a engendré d'un blanc, elle n'est plus susceptible d'être fécondée par un individu d'une race inférieure; d'où il résulte que le nombre des enfants de couleur diminue, et que les nuances se multiplient.

[2] Il en faut excepter les États-Unis, où la population noire s'est considérablement accrue, depuis l'abolition de la traite. (AM. R.)

monde lointain influent déjà sur celles de l'Europe. Cette infinité de côtes facilite partout l'abordage, autant que la masse compacte de l'Afrique le rend difficile; désormais les nations anciennes se raniment au contact des nouvelles, et elles profitent de l'activité que vont exercer au loin le zèle du missionnaire, l'avidité du négociant.

Le collége de la Propagande est assurément une des institutions les plus surprenantes du catholicisme : une armée de missionnaires part de Rome pour se répandre dans le monde entier : gens qui, par la seule force de la doctrine, de la persuasion, de la charité, ne redoutent ni la distance, ni le péril, pour attirer des âmes à la religion, c'est-à-dire à la société civile, aux mariages légitimes, aux idées de propriété, aux espérances immortelles. La philosophie la plus railleuse ne peut se refuser à admirer ces frères héroïques.

Le protestantisme n'a pas cette unité, cet esprit d'exclusion qui fait la force du catholicisme; mais il tient aussi à bien mériter de l'humanité en s'employant à adoucir les barbares. Depuis cent cinquante ans, les différentes communions protestantes d'Angleterre, d'Amérique et du continent européen, principalement les méthodistes, ont formé des sociétés pour la propagation du christianisme; ils y dépensent des millions chaque année, et répandent par centaines de mille des Bibles, qui, en vérité ne sont pas le livre le plus propre à faire éclore et à consolider la foi des peuples nouveaux. Dans les seuls comptoirs de Canton, Malacca, Batavia, Penang et Singapour, il a été imprimé, soit en malais, soit en chinois, plus de quarante-quatre mille ouvrages touchant la doctrine chrétienne. Les missionnaires anglais qui abordèrent à Taïti en 1799 réussirent fort peu jusqu'en 1807, où Pomaré se déclara leur protectrice, et promit de mettre de côté son dieu Oro, pourvu qu'on lui donnât en retour un peuple vêtu et surtout armé, outre le nécessaire pour écrire et imprimer. Le marché fut bientôt accepté, et les Taïtiens cessèrent de se tatouer, d'aller nus; leur langue se perfectionna, et l'île fut bientôt comme une sorte de séminaire d'où sortirent des maîtres nombreux, qui répandirent les idées chrétiennes dans les pays voisins.

Aux îles Sandwich, que Cook avait trouvées en pleine barbarie, les missionnaires américains débarquèrent en 1820, avec de jeunes indigènes devenus chrétiens qui avaient été élevés aux États-Unis. Quoique repoussés d'abord, ils finirent par s'impatroniser dans le pays, surtout après la mort du roi Liholiho, violent et ivrogne, qui alla mourir en Angleterre en 1830. Sa veuve se fit chrétienne, et beaucoup de chefs suivirent son exemple. A cette heure un tiers de la population sait écrire : on y trouve des écoles nombreuses, quatre imprimeries, une infinité de manufactures ; les haches de fer ont remplacé les haches de pierre ; ils construisent des barques, des tables, toutes sortes d'ustensiles domestiques ; et autour de ces autels qu'ils inondaient de sang humain, ils se réunissent aujourd'hui pour le sermon et la prière. Ces rois, dont l'un faisait tuer quiconque s'offrait à ses yeux mieux orné que lui, et dont un autre entourait son palais d'un mur de crânes, ont aujourd'hui des lois et une administration. Mais le prédicateur s'en va avec femme et enfants ; il ne faut donc pas s'étonner s'il manque de résolution pour braver le martyre, et s'il prêche une morale avec des intentions plutôt droites que généreuses. Des gens qui savent à peine lire interprètent souvent, de la manière la plus étrange, les récits mystiques de la Bible. Les catholiques n'ont pas encore pu réussir beaucoup chez ces peuples nouveaux. La congrégation de la Propagande confia en 1833 les missions de l'Océanie orientale aux prêtres de Picpus, qui ont converti les îles Gambier ; en 1837, seize cents insulaires avaient déjà reçu le baptême. C'est de là que partent ces sentinelles avancées de la vérité, franciscains et augustins, dans l'Amérique méridionale et dans l'Asie inférieure ; capucins, dans l'Asie supérieure et en Afrique ; carmes, en Palestine ; lazaristes, dans l'Amérique septentrionale ; pères de l'Oratoire, à Ceylan. Mais les revenus de la congrégation ne dépassent pas trois cent soixante mille francs, somme bien insuffisante pour envoyer des ouvriers sur tous les points du globe. On s'est efforcé d'y subvenir par quelques institutions récentes, comme le séminaire des Missions étrangères à Paris, la société Léopoldine en Autriche, mais surtout par l'œuvre de la *Propagation de la foi*, instituée à Lyon en 1822 : tous les

catholiques sont appelés à s'associer à cette pieuse tâche, moyennant la modique contribution d'un sou par semaine. Cette faible aumône, multipliée par le grand nombre des souscripteurs, rapporte chaque année des sommes considérables qui viennent en aide aux missions, et servent à imprimer et à répandre le récit des généreuses entreprises de ces héros de la foi et de la charité.

On a reconnu qu'il y avait plus d'avantage à former dans les pays nouveaux des prêtres indigènes, dont l'influence surpasse celle qu'y pourraient prendre des étrangers. C'est sur ce pied-là que les missions sont établies aujourd'hui. Vingt évêchés ou vicariats apostoliques ont été institués de 1840 à 1844, et de nombreux vicaires indigènes ont été établis à Ceylan et dans la péninsule au delà du Gange. L'Australie, qui en 1820 n'avait pas un seul prêtre, a maintenant un archevêque à Sidney. Un vicaire apostolique dirige le travail des missions chez les misérables nègres de la Guinée. Dans l'Amérique du Nord, où rien n'entrave l'autorité ecclésiastique, il n'y avait d'autre évêque en 1790 que celui de Baltimore; on en comptait dix en 1831, seize en 1834, vingt-cinq en 1846, et l'on a demandé depuis trois nouveaux siéges. De l'évêché de Québec sont sortis plusieurs autres diocèses dans les contrées entre la baie d'Hudson et l'Orégon; le saint-siége a divisé ce dernier pays en dix diocèses, et y a nommé un archevêque et deux évêques.

Dans l'Inde, à Hong-Kong, à Tonkin, dans la Corée, on compte des séminaires plus ou moins nombreux. Le brahmanisme et le culte rationaliste de la Chine ont peine à résister à l'exemple européen et aux missionnaires, ces précurseurs pacifiques de la lumière; et le Céleste Empire vient d'abroger les lois qui prohibaient le culte chrétien. L'islamisme ne fait plus de conversions en Asie et dans la Malaisie; son apostolat cesse, et fait place tout à fait à celui de l'Europe. Ainsi, l'Occident renvoie à la haute Asie la civilisation qu'il en a reçue jadis et il ne se contente pas d'envoyer aux barbares ses marchandises, son luxe et ses vices.

L'éducation du genre humain procède aussi par les voies pacifiques du commerce. L'homme continue en Orient à vivre de

cette vie qui lui est particulière; et il y reste stationnaire, parce qu'il est errant. Le passage des grosses caravanes garantit à chaque pays qu'il recevra, à une époque fixe, telles et telles denrées; en conséquence, personne ne s'inquiète d'aller les chercher, et attend leur arrivée comme on attend que le soleil mûrisse les fruits. Si le commerce européen vient à reprendre la route qu'il suivait avant de doubler le cap de Bonne-Espérance, les caravanes redeviendront importantes; et les pèlerinages à la ville sainte, que les riches musulmans ne pratiquent plus aujourd'hui que par représentants, au détriment du commerce lui-même, contribueront peut-être, en se renouvelant, à faire pénétrer dans l'Afrique intérieure une civilisation imparfaite, qui frayera la route à une autre civilisation plus avancée.

Il y a des pays qui excluent, par crainte, tout commerçant étranger. De ce nombre est le Japon, où, depuis 1637, il est défendu aux habitants de sortir du royaume. Le seul port de Nangasaki est ouvert aux navires de la Chine, de la Corée et de la Hollande, en nombre déterminé; et ils y sont assujettis à une surveillance rigoureuse. Il paraît que le commerce à l'intérieur est très-favorisé, et que tout y abonde; mais nous nous défions des éloges prodigués aux États qui s'enveloppent de mystère.

Les Chinois vont trafiquer au dehors, surtout dans l'archipel indien, dans l'Inde transgangétique, et dans la Papouasie; ils font seuls le commerce des royaumes de Siam et d'Annam. Les Européens sont exclus aussi de l'Inde au delà du Gange, à l'exception de l'empire Birman et de quelques petits royaumes de la péninsule de Malacca. Mais quelles barrières pourront résister aux machines à vapeur, qui centuplent la puissance productrice, et qui nous conduisent de l'Europe dans l'Inde en six semaines, et à la Chine en deux mois?

Avant et depuis la découverte du Cap, l'Inde avait été constamment le gouffre où allait s'engloutir tout l'or du monde : c'est là que s'écoulait celui que les Espagnols tiraient d'Amérique; les vaisseaux de la Hollande, de l'Angleterre, du Portugal, portaient les marchandises indiennes au Pégou, à Siam, à Ceylan, à Achem, à Macassar, aux Maldives, à Mozambique, dans toutes les parties de cette mer, et en rapportaient l'argent

dans l'Inde; là refluait aussi celui que les Hollandais tiraient du Japon. Quoique l'Inde eût besoin de girofle, de cuivre, de cannelle, de noix muscade (qu'elle recevait par l'intermédiaire des Hollandais), de l'étain de l'Angleterre, des chevaux de la Perse et de l'Arabie, du musc et des vases de la Chine, des fruits du Caboul, des perles de Bahraïn, elle échangeait tous ces produits contre ceux de son sol.

Les choses ont bien changé depuis la conquête de l'Inde par les Anglais, et surtout depuis que l'homme a mis la vapeur à son service. L'Europe envoie en Orient, non plus son argent seulement, mais les produits de ses fabriques, et même des tissus qu'autrefois on demandait à la Chine et à l'Inde. Les Anglais, en épuisant, comme ils le font, cette dernière contrée, ont réduit l'indigène à leur acheter ce dont il a besoin pour se nourrir; tandis qu'il voit ses champs envahis par la culture exclusive du pavot, qui fournit la denrée destinée à empoisonner la Chine, afin que celle-ci donne en retour son thé à l'Angleterre, qui s'en fait encore de l'argent.

Et cependant, tant qu'exista le monopole de la compagnie des Indes, le commerce anglais fut enchaîné dans des opérations que l'industrie privée aurait seule pu rendre profitables; la nation payait plus cher les marchandises qui provenaient de l'Orient, et la compagnie des Indes néanmoins se trouvait en décadence. Mais à peine le monopole fut-il aboli en 1814, que nous vîmes ces mers se couvrir de spéculateurs entreprenants; l'activité et les bénéfices s'accrurent, la consommation augmenta, l'importation des tissus anglais devint cinquante fois plus considérable: et tout cela en épargnant à l'État les dépenses énormes que lui coûtait le maintien du monopole.

Nous savons les motifs que l'on allègue en faveur de l'ancien monopole colonial et des colonies elles-mêmes, l'exercice qu'elles procurent à la marine, le respect qui en rejaillit sur le pavillon de la métropole; enfin, la gloire de garder sa conquête. Mais l'Asie n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était au temps de Vasco de Gama, d'Albuquerque; et il n'est plus à craindre que le croissant vienne à reprendre le dessus. De son côté, l'Amérique ne songe certainement pas à conquérir l'Europe; elle tend plu-

tôt à consolider son affranchissement, et à nous fournir des exemples de liberté, comme unique vengeance des coups que lui ont portés nos pères.

Cependant les budgets de tous les États montrent combien les colonies sont onéreuses; ainsi, la Martinique et la Guadeloupe doivent à la France 130 millions, tandis que la valeur de toutes les propriétés immobilières n'y est pas estimée plus de 300 millions. On ne fait donc, avec les colonies, que restreindre le nombre des consommateurs et des vendeurs. La législation se trouve poussée à des mesures absurdes pour soutenir un ordre de choses qui répugne à la nature. Puis la morale s'élève contre l'esclavage, inévitable avec ce système, qui succombera tôt ou tard par l'effet de l'affranchissement des noirs. Les colonies du nord de l'Amérique ont pu s'émanciper parce qu'elles sont agricoles, et devenir presque aussitôt une grande nation, ne relevant que d'elle-même; mais il en est autrement des Indes, et des possessions de l'Espagne et du Portugal. Des événements extraordinaires comme la révolution française et les guerres d'Espagne ont pu créer une république de nègres à Haïti, et des constitutions dans la Colombie; mais rien ne met les colonies en voie naturelle d'émancipation, sauf le cas où les Européens se décident à les abandonner, pour aller demander les mêmes produits à des pays plus rapprochés.

En effet, on se demande pourquoi l'on va faire dans ces îles lointaines des plantations qui prospéreraient en Sicile, en Espagne, et surtout sur les côtes d'Afrique, où croissent spontanément le coton, la canne à sucre, le café, et où sont à peu près à l'état indigène les nègres que l'on transporte à si grands frais en Amérique? Puis la science demande à son tour pourquoi nous allons chercher le sucre à la Guadeloupe et à la Havane, quand on peut le tirer chez soi du maïs et de la betterave?

Nous savons les réponses que l'on fait à ces questions; mais elles ne paraissent pas décisives, et nous ne pensons pas qu'elles aient beaucoup de force dans l'avenir.

Si la civilisation a marché, pendant tant de siècles, d'orient en occident, on est frappé de sa tendance constante à retourner vers sa source, et de cette idée qui a préoccupé tous les em-

pires dans leur plus grande prospérité, de s'emparer des lieux qui donnent passage vers l'Asie. Alexandre fondait sa cité là où l'isthme de Suez touche les mers qui conduisent aux extrémités de l'Orient; Constantin choisissait sur le Bosphore l'emplacement de sa nouvelle capitale, que devaient se disputer plus tard les croisés, les Mongols, les Turcs et les Russes. Les califes transportèrent de l'Arabie leur berceau, soit à Bagdad, soit à Bassora, le siége de leur puissance et le grand comptoir de leur commerce; les Francs s'efforcèrent de planter la croix en Palestine et sur les côtes de Syrie; Colomb et Vasco de Gama s'en allaient par un chemin opposé à la recherche des contrées asiatiques, et c'est pour y trouver un passage plus court que l'on s'obstine encore contre les glaces éternelles du pôle arctique. Nous voyons aujourd'hui même l'Angleterre et la Russie, seules puissances conquérantes de notre époque[1], s'étendre continuellement vers l'Orient, l'une par le Caucase, l'autre par l'Inde, tandis qu'elles jettent un regard de convoitise sur l'isthme de Suez et sur le Bosphore. L'Angleterre règne despotiquement sur ces pays de l'Inde dont l'antique civilisation formait une barrière devant nous. La Russie occupe le versant septentrional de l'ancien continent jusqu'au Kamtchatka et à la mer de Bering; et, en assujettissant les peuplades errantes qu'elle forme à la vie agricole, elle s'apprête à pousser sur la Chine les hordes qui la conquirent jadis, mais après les avoir civilisées. En attendant, les contrebandiers se jouent de la grande muraille; ils pénètrent dans ses ports au mépris des lois, et une expédition de quelques milliers d'Anglais ose attaquer un empire de 350 millions d'hommes. Peut-être cette île de Hong-Kong deviendra-t-elle aux mains des Anglais un autre Gibraltar, qui fera la loi sur le fleuve de Canton.

On peut faire aujourd'hui en deux ans le tour du globe, ce n'est plus qu'un voyage d'agrément; on a vu même une troupe de chanteurs italiens l'entreprendre pour faire entendre succes-

[1] Est-ce que la France et les États-Unis ne mériteraient pas aussi l'honneur d'être nommés ? L'Afrique française, aussi bien que les vastes acquisitions des États-Unis, peuvent cependant compter parmi les conquêtes de ce siècle. (Am. R.)

sivement les chefs-d'œuvre de Rossini au Cap, à Goa, à Calcutta, et à Macao.

L'Amérique est impatiente de franchir l'isthme de Panama, et de joindre les deux mers qui baignent ses rivages; déjà les nations européennes attendent le moment où la route des Antilles conduira aux Marquises. Les bateaux à vapeur remontent l'Euphrate, le Tigre, l'Indus, le Niger; il y a des traversées régulières de l'Angleterre à l'Amérique du Nord et aux extrémités de l'Inde. La route du cap de Bonne-Espérance n'est plus la seule qui conduise en Orient; on y arrive par les grands fleuves de la Mésopotamie, par Alexandrie, le Caire; on expédie par Suez les lettres et les marchandises d'un faible volume, en attendant le moment où cette langue de terre s'ouvrira pour les vaisseaux.

C'était beaucoup naguère, à ce qu'il semblait pour les courriers, de parcourir seize kilomètres à l'heure; aujourd'hui hommes et marchandises en font cinquante et plus. On remonte dans un parcours de huit et neuf cents lieues les fleuves les plus rapides, pour fonder des États dans des lieux qui semblaient devoir rester éternellement séparés des pays policés. Qui peut dire ce qui résultera des chemins de fer quand ils sillonneront tout notre continent, quand ils toucheront à Constantinople, à Trébizonde, d'où s'ouvrent déjà des communications par Erzeroum et Tauris avec Aboukir sur le golfe Persique, et de là avec Bombay?

C'est un devoir sacré pour chaque peuple que de contribuer aux découvertes, puisqu'elles tendent à procurer aux besoins de l'homme une plus grande satisfaction, à étendre sa domination sur les parties encore incultes de la création terrestre, à accroître et à perfectionner l'espèce humaine, à rapprocher les hommes et les nations, afin qu'ils puissent de concert dompter et exploiter la nature.

Du temps de Colomb et de Gama, les nations étaient conduites par l'enthousiasme, caractère dominant de cette époque; aujourd'hui tout est objet de réflexion et de calcul. On recourait à la force pour convertir; aujourd'hui l'Angleterre pousse la tolérance dans l'Inde jusqu'à laisser encore les veuves se brûler.

par centaines, chaque année, sur les bûchers de leurs maris. L'homme le moins dépravé, il y a quelques siècles, se permettait des actes d'oppression envers ces races conquises, dans la persuasion orgueilleuse qu'il était d'une nature supérieure; aujourd'hui le plus pervers s'abstient d'en commettre, par respect pour ce droit de l'humanité, qui trouve dans la presse un organe si redoutable à toute iniquité. La science et la philanthropie sont, aussi bien que l'intérêt, les mobiles de toutes découvertes; et si les anciens vantaient ce roi de Sicile qui imposa pour unique condition aux Carthaginois vaincus de cesser les sacrifices humains, à l'heure qu'il est on ne fait pas un traité avec les nègres de l'intérieur de l'Afrique, aussi bien qu'avec les princes européens, sans stipuler l'abolition d'un trafic infâme, pour la suppression duquel les abus même paraissent excusables.

A la vieille politique de haine, d'exclusion, succédera la politique d'association, de réciprocité : l'homme, étant créé pour une vie de lutte, continuera de combattre, non plus pour soumettre des hommes, mais bien pour dompter la nature; ce n'est que lorsqu'il connaîtra ce globe tout entier, qu'il pourra espérer d'imprimer à la civilisation son caractère de grandeur et de générosité.

Eh bien ! il reste encore à explorer le centre de l'Asie et de l'Afrique, celui de la Chine, et la Nouvelle-Hollande; l'ardeur réfléchie qui nous porte aujourd'hui vers ces contrées semble tenir à des circonstances semblables à celles qui existaient au temps de Colomb; il s'ensuivra peut-être des effets pareils. La poudre à canon et l'imprimerie venaient alors d'être découvertes, comme aujourd'hui la machine à vapeur et l'électro-magnétisme. Alors tombait en Espagne la puissance musulmane, comme elle se dissout ou se transforme maintenant à Constantinople; alors renaissaient les études classiques, comme aujourd'hui celles des langues orientales; alors naquit la Réforme et se consolidèrent les nationalités européennes. Ce qui commence aujourd'hui, nos fils le verront; mais à coup sûr les héros de l'avenir ne seront ni des Luther, ni des Charles-Quint, ni (espérons-le) des Cortez et des Pizarre. Le continent une fois sillonné de chemins de fer, nous aurons pour voisins les pays du

Levant; la mer sera plus sûre que ne l'était la terre il n'y a pas encore longtemps. Maintenant que les douanes et les quarantaines sont supprimées ou modifiées, que la piraterie des Barbaresques est détruite, que les colonies sont affranchies, que la Grèce et l'Égypte recommencent à vivre, une révolution aussi grande que celle du quinzième siècle vient changer l'itinéraire du commerce et détrôner le Cap, pour remettre en honneur ces routes où l'antiquité et le moyen âge ont imprimé leurs pas. La Méditerranée devient un lac européen, où l'Italie et la Grèce s'allongent comme des sentinelles avancées. Verront-elles arracher de leurs mains enchaînées un sceptre que la nature leur destina? Quelques années encore, et la grande révolution sera accomplie; et les nations qui n'auront pu ou su en profiter seront condamnées encore à un long abaissement.

SCIENCES. — MATHÉMATIQUES ET PHYSIQUE.

L'esprit humain avait voulu, dans son orgueil, dresser dans l'*Encyclopédie* le catalogue de ses propres richesses; il y voulut montrer le progrès continu de la science au moment où il reniait le passé, et s'efforçait de briser la chaîne des traditions.

Au sortir de la Révolution, les consuls demandèrent en l'an x, à l'Institut, un rapport sur les travaux accomplis dans chaque science depuis 1789. Cuvier et Delambre, l'un, vaste intelligence, l'autre, esprit méthodique, étaient rapporteurs pour les sciences physiques et naturelles; Dacier, pour l'histoire et la littérature ancienne; Lebreton, pour les beaux-arts; Joseph Chénier, écrivain d'un goût sévère, pour la langue et la littérature française. Les sciences morales avaient été écartées de ce programme. Napoléon, qui aimait les sciences positives autant qu'il avait en aversion[1] les philosophes, dit, en recevant ce rapport: *J'ai*

[1] Il est très-vrai que Napoléon goûtait peu les philosophes de son temps, et surtout ces adeptes de l'école matérialiste qu'il désignait

voulu avoir votre avis concernant les progrès de l'esprit humain dans ces dernières années, afin que vos paroles fussent entendues de toutes les nations.

En effet, il n'est point d'époque où les sciences aient pris un si grand essor. Jusqu'alors les observateurs avaient été isolés et en petit nombre; à cette heure ils affluent partout; ils étudient sur les lieux mêmes, communiquent entre eux à l'aide des journaux et des procès-verbaux académiques. Des instruments précieux, tels que le goniomètre réflecteur, des balances sensibles à la millionième partie de la quantité pesée, des chronomètres capables d'évaluer des millièmes de seconde, assurent la connaissance et la mesure exacte des données physiques, et permettent d'apprécier le soin apporté aux expériences, de corriger les erreurs des résultats. Le sphéromètre, capable de diviser un centimètre de longueur en vingt mille parties, substitue le sens du toucher à celui de la vue pour les menus objets; le levier de contact est plus puissant encore; la balance de torsion de Coulomb mesure avec précision les degrés d'une force imperceptible : il en est de même du galvanomètre. Arago et Fresnel ont enseigné à calculer les pouvoirs réfractifs des milieux transpa-

sous le nom d'*idéologues;* quant aux littérateurs, c'est autre chose : l'empereur avait un goût très-prononcé pour le théâtre, pour nos grands poëtes, dont il aimait fort à s'entretenir. Il disait que si Corneille eût vécu de son temps, il l'aurait fait prince. S'il exila madame de Staël, on sait pour quels motifs : ce ne fut point la littérature qu'il combattit en elle, mais la politique. S'il s'irrita tant de l'hostilité cachée ou publique de quelques écrivains en renom, c'est qu'il y attachait beaucoup d'importance.

Peu de souverains ont été plus sensibles que Napoléon aux jouissances littéraires. Il avait trop d'imagination pour y être indifférent. Il avait débuté lui-même par des vers, des essais de romans, d'histoire, des compositions académiques. A Sainte-Hélène, il s'amusait à retoucher et à modifier le dénoûment de certaines tragédies; ses conversations roulaient fréquemment sur ces matières-là. On connaît le ton poétique de ses proclamations, et le langage qu'il parlait dans toutes les occasions solennelles. Les manuscrits de ses *Mémoires* indiquent aussi, par leurs ratures, toute l'importance qu'il attachait à l'excellence du style. (Am. R.)

rents, au moyen de la diffraction; la sonde a fait connaître la constitution géologique du sol; le microscope d'Ehrenberg révèle la vie cachée partout dans la matière, en découvrant des animaux infusoires siliceux jusque dans le tripoli et dans l'opale [1].

Les travaux des différents analystes du continent triomphèrent enfin des préjugés nationaux des Anglais, et excitèrent parmi eux une glorieuse émulation. Le métaphysicien Berkeley opposa au système des fluxions et au principe des limites des objections déduites de l'imperfection du langage; enfin d'Alembert démontra, dans le sens le plus simple, l'application de cette théorie des limites, et assigna des principes généraux au mouvement des solides et des liquides.

Lacroix résuma et coordonna les nombreux travaux relatifs au calcul différentiel et intégral. L'Huillier essaya d'en établir la métaphysique, en ramenant tous les détails de ce calcul à la doctrine des limites; enfin Louis Lagrange, de Turin, donna sa *Théorie des fonctions analytiques* (1736-1813). Il n'avait que dix-neuf ans, lorsqu'en examinant l'ouvrage d'Euler sur les isopérimètres, il répondit au désir de ce savant, qui cherchait en vain une méthode de calcul indépendante de toute considération géométrique. Il sut aussi donner, à son théorème concernant une nouvelle propriété du mouvement des corps célestes, un principe applicable à tous les problèmes de mécanique (*Principe de l'action minime*). Euler proclama la découverte de son jeune émule, à laquelle il donna le nom de *méthode des variations*. Admiré alors de toute l'Europe, Lagrange multiplia ses travaux sur les parties les plus élevées des mathématiques. Homme franc et simple, philosophe sans bruit, comme l'appelait Frédéric, il contraignit l'envie à le respecter, sinon à l'aimer. Après un séjour de vingt ans en Prusse, il se rendit à Paris, où il traversa la révolution sans être inquiété, et se vit appelé à organiser l'École normale et l'École polytechnique. Il

[1] Certaines pierres à paver, examinées au microscope, ne sont qu'un amas de myriades de petites carapaces semblables à celles de nos tortues. Il y a des montagnes entières qui ne sont que des débris d'animalcules microscopiques.

se remit à la géométrie, et composa sa *Théorie*, où, s'appliquant toujours à généraliser les principes, il arriva à la métaphysique des fonctions primitives et dérivées, ramenant tout à une investigation algébrique élémentaire, écartant de l'analyse toute idée d'infiniment petits, de fluxions et de limites, comme il écartait de l'appareil des solutions les constructions compliquées, qui nuisaient à l'élégance et à l'uniformité. Aussi fut-il surnommé le Racine des mathématiciens, pour avoir associé l'élégance des formes à la généralité de la méthode et à l'unité des pensées. Son style est demeuré classique dans l'analyse. Gauss ayant publié (1801) ses *Disquisitiones arithmeticæ*, en y ajoutant une méthode originale pour résoudre les équations d'un degré exprimé par un premier nombre, Lagrange, tout en admirant son ouvrage, revint sur les règles qu'il avait établies antérieurement pour la solution générale des équations; et il rendit la théorie du mathématicien allemand indépendante des équations, ainsi que de l'inconvénient des racines ambiguës. L'*Histoire des mathématiques* de Montucla est un beau monument, malgré ses défauts et ses lacunes. On trouve surtout dans la préface des idées saines. Les erreurs relatives à l'Italie ont été rectifiées par Pierre Cosali, de Vérone (1748-1815), dans l'*Histoire de l'origine et des progrès de l'algèbre*, ouvrage laborieux, mais qui fatigue par la rudesse du style et par des discussions étrangères au sujet.

Herschell (1752-1832) donna, dans la trigonométrie sphéroïdale, une solution entière au problème, jusqu'alors insoluble, qui se proposait de trouver tous les rapports possibles entre les six éléments de tout triangle sphéroïde.

Laurent Mascheroni, de Bergame, conçut l'idée de ramener au seul compas toutes les questions de la géométrie élémentaire. Il présenta ainsi un ensemble de propositions tout à fait neuf, où celles qui se rapportent à la division du cercle sont particulièrement remarquables [1]. Ses recherches sur l'équilibre des voûtes sont aussi estimées.

[1] Bonaparte, qui, avide de tous les genres de gloire, s'était fait admettre à l'Institut, et assistait parfois aux séances de l'Académie des

Il semblait que le hasard tout du moins échappait aux règles mathématiques, et pourtant ces règles prétendaient le dominer. Déjà Pascal et Fermat l'avaient essayé à propos des jeux ; et après eux Huyghens, en déterminant les combinaisons d'après l'analogie. Jacques Bernoulli traita avec détail cette matière ; Laplace le réduisit à un calcul applicable à ces nombreux objets de connaissances qui sortent de la sphère d'une certitude absolue, et parmi lesquels il sert de guide pour embrasser les contingences futures. Laplace crut pouvoir soumettre au calcul la probabilité de tous les événements en la dégageant de l'accident, nom qui exprime uniquement l'ignorance des causes ou de tous les effets. Au moyen de dix principes, il veut calculer les espérances, démontrer la fausseté de certaines illusions et des préjugés vulgaires, surtout dans les jeux, et faire voir que la prudence est un calcul, dans lequel on tient compte même de ces particularités fugitives que nous ne nous rappelons plus lorsqu'elles ont déterminé notre choix. Fourier y ajouta le calcul des conditions d'inégalité. Condorcet l'appliqua aux opinions dans les jugements criminels ; d'autres, à la loterie de Genève ; puis aux paris, dont s'occupèrent particulièrement les Anglais ; aux tontines pour les emprunts publics, aux annuités et aux rentes viagères, aux élections ; aux assurances, enfin à une foule de problèmes politiques et économiques.

Il faut citer les noms de Cauchy, qui détermina les intégrales définies, et la manière d'en user pour résoudre les équations algébriques ou transcendantes ; de Poisson, qui calcula les variantes et les conditions d'intégrabilité des formules différentielles ; de Gauss, de Babbage, de Fourier. Prony, consulté par Napoléon pour les grands ouvrages destinés à signaler son règne, fit beaucoup pour l'Italie ; il a laissé un ouvrage sur l'architecture hydraulique, et des leçons pour l'École polytechnique ; on lui doit, pour le cadastre, des tables trigonométriques qu'un simple

sciences, avait eu connaissance en Italie de *la Géométrie du compas*, encore ignorée en France ; et il s'amusa un jour à embarrasser Lagrange par les problèmes curieux dont ce livre donne des solutions neuves et pleines de sagacité.

ouvrier peut appliquer. Wronski, mathématicien original (*Introduction à la philosophie des mathématiques*, *philosophie de la technique*), posa le premier le théorème général et le problème final des mathématiques, et fit consister leur caractère distinctif dans la certitude d'un principe unique, transcendant absolu; il embrassa toute la science dans une loi suprême, unique, d'où dérivent toutes les lois possibles de la génération des quantités. C'est, après la découverte du calcul infinitésimal, le progrès le plus important qui se soit accompli dans les mathématiques.

Monge, se basant sur le principe qui rapporte à trois coordonnées la position d'un point dans l'espace, fut ainsi l'inventeur de la géométrie descriptive, c'est-à-dire de celle qui, partant des notes géométriques, s'applique aux constructions graphiques, à l'aide desquelles elle détermine les rapports de position des lignes et des surfaces, prises isolément. Ce nouveau langage imitatif donnait la faculté d'écrire avec l'algèbre tous les mouvements imaginables dans l'espace, et d'en rendre fixe le spectacle changeant. Hachette mit en ordre les leçons de son cours, et les développa surtout par les solutions de la pyramide triangulaire, réduites à de pures constructions géométriques; de plus, il poussa la géométrie descriptive jusqu'à des recherches qui semblaient réservées à l'analyse transcendante.

On vit au commencement du siècle le cas, fort rare parmi les mathématiciens, d'une discussion sur les principes au sujet des forces vives, c'est-à-dire touchant le mode à employer pour apprécier la force des corps en mouvement. L'Allemagne, l'Italie, la Hollande, restèrent avec Leibnitz et Bernoulli; l'Angleterre s'en tint aux anciennes méthodes; et comme des deux côtés le résultat était le même, on pouvait ne voir là qu'une pure question de métaphysique, et penser qu'il était possible d'estimer les forces soit par le carré de la vitesse, soit par les vitesses simples. D'Alembert en 1743 mit fin aux débats sur la mesure des forces, en ramenant les questions les plus compliquées de dynamique à de simples problèmes de statique.

Un autre débat s'éleva touchant le principe de la moindre action proclamé par Maupertuis, mais que d'autres attribuèrent

à Leibnitz ou à Konig. La *Mécanique* d'Euler est le travail d'investigation analytique le plus profond qu'on eût encore vu.

Lagrange montra toute la fécondité du principe des vitesses virtuelles trouvé par Galilée, en le prenant pour base de sa *Mécanique analytique* (1788), où il le combine avec celui de d'Alembert, et l'applique, à l'aide du calcul des variations, à toutes les circonstances de l'équilibre et du mouvement. Il en ramène la théorie à des formules générales, dont le simple développement offre les équations nécessaires pour résoudre toutes les questions qui s'y rapportent.

Bélidor prétendit ramener tous les problèmes de la balistique, dans son *Bombardier français*, à la théorie de la parabole. Benjamin Robins le réfuta (*A new theory of gunnery*, 1842), en calculant mieux la résistance de l'air [1]. Huton donna plus de précision à ces calculs, en déchargeant des canons contre des pendules balistiques. Ce problème fut un des plus agités comme des plus difficiles. Le chevalier Bordé essaya de résoudre tous les problèmes de la balistique, en déterminant surtout la véritable portée des différentes pièces d'artillerie.

Lorsque Lahire eut mesuré par des expériences la force de l'homme et celle de ses différents muscles, Lambert et Coulomb étendirent ces recherches, en donnant la quantité d'action de l'homme et des chevaux.

Jacques Vaucanson, célèbre par ses automates, inventa et perfectionna les machines à filer la soie. Les ouvriers de Lyon, ayant appris qu'il songeait à simplifier le métier à tisser, l'assaillirent à coups de pierre ; et, pour se venger d'eux, il inventa une machine qui, mue par un âne, faisait des étoffes à fleurs. On sait que le problème fut plus tard complètement résolu par Jacquard.

Newton n'avait pas bien expliqué, d'après les lois de l'hydrostatique, pourquoi, dans l'eau poussée par un étroit orifice au fond d'un cylindre, le jet est à peine des cinq huitièmes de celui

[1] Il démontra que, lorsqu'un boulet se meut avec une rapidité qui dépasse quatre cent onze mètres par seconde, le vide se forme derrière lui, de telle sorte qu'il doit vaincre toute la pression de l'atmosphère.

que la théorie indiquerait. Ce problème fut étudié par Daniel Bernoulli, d'Alembert, Euler et Lagrange ; mais ils ne parvinrent pas à mettre le calcul d'accord avec l'expérience.

On réussit mieux à appliquer les doctrines hydrostatiques à l'architecture navale. Duhamel publia un ouvrage sur la construction des navires (1752), et fit établir en France une école d'ingénieurs constructeurs. Olivier perfectionna tous les genres de construction, changea la forme de la carène et la distribution des batteries dans les frégates, et, bien qu'il ignorât les mathématiques, simplifia les théories hydrauliques, et démontra un problème d'une grande utilité sur le centre de flottaison (*métacentre*). L'*Architecture hydraulique* de Bélidor est un trésor de recherches.

Smeaton étudia l'action des fluides sur les moulins; ses théories furent ensuite complétées par Lagerhjelm et par Forselles (1811-1815). Coulomb évalua les frottements, et ses théories furent confirmées par les expériences de Tredgold, et plus récemment par celles du capitaine Morin. Bossut étudia la résistanse de l'eau dans les canaux étroits. Laplace avait donné une formule compliquée pour l'attraction capillaire ; mais Ivory la simplifia plus tard, et Pessuti la rendit intelligible même pour les débutants.

Bouguer, dont nous avons déjà parlé, reprit la théorie des hauteurs mesurées avec le baromètre. Deluc rectifia les défauts des instruments, et Ramon détermina le coefficient constant, qui a gardé son nom.

L'Italie eut l'honneur de quelques bonnes applications. Le Bolonais Guglielmini fit avancer la pratique de l'hydrométrie par son ouvrage *De la nature des fleuves*, et on eut maintes fois recours à lui pour régler le cours des rivières, et décider des contestations. Le Sicilien Ximenès fut consulté par les Vénitiens pour tous leurs travaux hydrauliques, et il publia à Florence un nouveau *Recueil des auteurs ayant traité du mouvement des eaux* (1766). Zendrini, de Brescia, suggéra aux Vénitiens l'idée de construire leurs célèbres *murazzi;* il leur indiqua en outre les moyens d'améliorer le port ainsi que l'air de Viareggio et de Ravenne. Il soutint Ferrare dans une contestation avec

Bologne sur la direction à donner au Reno. Eustache Manfredi, poëte et astronome, s'occupa aussi beaucoup de cette question. Les calculs de ces quatre volumes d'*Éphémérides* sont l'œuvre de ses sœurs Madeleine et Thérèse. Le Milanais Antoine Lecchi écrivit sur les canaux navigables; il évita les calculs pour s'en tenir à la pratique dans *l'Hydrostatique examinée dans ses principes* (1765), ouvrage le plus complet qu'il y ait en ce genre. Paul Frisi, son compatriote, qui traita divers points d'astronomie et de mathématiques, se livra avec succès à l'hydrostatique. Les Riccati, de Venise, émules de Bernoulli, de Leibnitz et de Vallisnieri, appliquèrent les études mathématiques aux rivières et aux lagunes. Jean Polenus, commenta Frontin *De aquæductibus,* et Vitruve; il fut l'un des premiers qui trouvèrent expérimentalement les lois de l'écoulement des eaux; il détermina la relation entre les tubes, les orifices, et la hauteur du liquide.

L'électricité est l'une de ces forces universelles répandues dans toute la matière qui nous environne, et que la nature semble employer dans ses opérations les plus secrètes et les plus importantes.

Les anciens avaient observé que l'*electrum* ou ambre jaune acquiert, par le frottement, la propriété d'attirer les corps légers, et de les repousser ensuite après quelques instants de contact. On reconnut, au seizième siècle, que ce phénomène pouvait être produit par d'autres corps, et on l'appela *électricité*. Othon Guéricke et Hauskbee construisirent en 1736 la première machine électrique. Les premières considérations scientifiques publiées sur ce sujet sont de l'Anglais Étienne Grey, qui (1756) distingua les corps en conducteurs et en *non-conducteurs*. Il reconnut aussi que l'électricité se perd ou peut se communiquer à de grandes distances par le moyen des corps conducteurs, et qu'on peut, au contraire, l'accumuler sur un point, en l'isolant à l'aide d'un corps non conducteur.

Dafoy (1733) démontra que les corps conducteurs eux-mêmes pouvaient être électrisés, pourvu qu'ils fussent isolés. Il distingua

l'électricité en vitrée et en résineuse, ou en positive et en négative, et constata que les corps chargés d'électricité de même nom attirent ceux qui sont chargés d'électricité de nom opposé, et qu'ils se repoussent au contraire, s'ils sont électrisés identiquement. Cuneus, Muschenbroeck et Allamand, observant que les corps électrisés, exposés à l'air, perdent cette propriété, pensèrent qu'en les faisant terminer par des corps électriques, ils pourraient recevoir une plus grande charge et la retenir : ainsi fut trouvée la bouteille de Leyde (1746). Franklin reconnut que l'électricité se dissipe par les pointes, et que la foudre est le résultat de l'accumulation du fluide électrique dans l'atmosphère. En combinant ces deux faits, il rendit sensible l'électricité atmosphérique à l'aide de pointes. Cela le conduisit à l'invention des paratonnerres (1752). Épino démontra comment les lois de l'équilibre de l'électricité peuvent se soumettre à une rigoureuse étude mathématique. Le père Beccaria, de Mondovi, professeur à Turin, expliquait les théories de Franklin en montrant l'analogie de l'électricité artificielle et de l'électricité atmosphérique ; il traita aussi, d'après Symmer et Cigna, des atmosphères électriques, et de ce qu'il appelait électricité vengeresse. Lord Mahon fit une observation plus importante en faisant voir que, dans le phénomène de la foudre, le fluide électrique peut passer non-seulement du ciel vers la terre, mais, d'une manière diverse, de la terre vers le ciel (foudres terrestres). Coulomb, ayant construit une balance très-délicate au moyen de la *torsion* d'un fil métallique, démontra ces trois vérités, savoir : que les attractions et les répulsions des corps électriques varient en raison inverse du carré des distances ; que les corps isolés, chargés d'électricité, la perdent selon une proportion déterminée ; enfin que toute l'électricité réside dans la superficie, et qu'elle ne pénètre jamais à l'intérieur.

Tels étaient les résultats de la science : de son côté le beau monde s'en faisait un amusement ; l'irritabilité hallérienne et l'électricité défrayaient toutes les conversations. Chacun voulait avoir éprouvé la secousse électrique, et cette récréation coûta la vie à beaucoup de gens. Les matérialistes s'en faisaient un argument pour expliquer à leur gré ce mystère qu'on appelle l'âme.

Cependant l'électricité apparaissait encore comme l'un de ces nombreux problèmes de la philosophie expérimentale qui restent isolés du reste de la science, et qu'on ne peut étudier que dans leurs rapports intérieurs; mais le contraire fut démontré par Alexandre Volta, de Côme (1745-1826), qui devait peu à peu, en se servant plus de l'expérience que de la théorie, arriver à une grande découverte. Après avoir d'abord inventé l'*électrophore perpétuel* et le *condensateur*, puis perfectionné l'électromètre, il porta ses investigations sur l'électricité atmosphérique, et rechercha comment se forment la grêle, les aurores boréales, et autres phénomènes météorologiques. Mais, quoique expérimentateur exact, il n'eut pas l'esprit assez philosophique pour établir des doctrines précises, et atteindre à la rigueur mathématique. Jamais il ne rapporta à leur véritable théorie l'électrophore et le condensateur : il ne vit pas la véritable cause du développement de l'électricité par l'évaporation de l'eau, et ses deux hypothèses n'obtinrent pas la sanction des faits.

Ce fut dans le même temps que Louis Galvani (1737-1795) remarqua, à Bologne, un mouvement musculaire qui se produisait dans les grenouilles mortes, soumises à l'action d'un courant électrique. Anatomiste et non pas physicien, il se persuada à lui-même et aux autres qu'il existait une électricité animale différente de l'autre. Les matérialistes croyaient y trouver l'agent physique au moyen duquel les corps extérieurs agissent sur le cerveau, et ils espéraient par là arriver à la connaissance des mystères de la sensibilité. Les philosophes créèrent des systèmes pour expliquer le fait; mais Volta, renouvelant ses expériences, se douta que les parties animales étaient seulement passives, et que les métaux opéraient sur elles comme stimulant extérieur. Il varia les modes d'expérimentation, sépara les muscles et les nerfs, auxquels il substitua des feutres qu'il plaça entre des disques de cuivre et de zinc, et il en obtint les phénomènes électriques (1794); il multiplia ces couples métalliques, et ainsi fut découverte la pile qui porte son nom, l'instrument le plus puissant de l'analyse chimique. Volta survécut près de trente ans à sa découverte, sans y rien ajouter, sans même l'appliquer. Pendant ce temps Ritter,

Carlisle, Davy l'employaient à la décomposition de l'eau, de la potasse, de la soude, de la chaux, etc., et la chimie prit un nouvel essor.

L'électricité fit dès lors de grands progrès. Les notions imparfaites de Franklin, de Volta, de Saussure, sur l'électricité atmosphérique, furent complétées par des savants plus hardis, comme Lecoq, qui osa se transporter au milieu d'un nuage chargé de grêle, pour y voir les grêlons se former; comme Pothier, qui démontra, par des observations pleines de perspicacité, que les nuages sont de simples conducteurs isolés dans l'atmosphère, et que chacune de leurs parcelles est chargée d'électricité, et non pas seulement leur surface, comme on le croyait auparavant. Marianini, fidèle aux idées de Volta, soutint l'origine physico-mécanique de l'électricité contre ceux qui y voient une action chimique. Mateucci étudia le passage des courants à travers les liquides; Zamboni se crut à la veille de résoudre le problème du mouvement perpétuel avec la pile sèche. Cette science prit un nouvel essor, lorsque les phénomènes du magnétisme entrèrent dans son domaine.

L'action directrice (déclinaisons et inclinaisons) que le globe exerce sur l'aiguille aimantée fut étudiée en ce qu'elle a de plus surprenant. Graham, Barlow et Christie en examinèrent les variations journalières, l'attribuant à l'action du soleil. La théorie de Hallcy, qui assimilait le globe à un grand aimant avec quatre pôles, deux au nord et deux au sud, fut adoptée par Hanstein de Christiania, qui la modifia, en avançant que l'un des pôles nord et l'un des pôles sud sont plus faibles que les autres, et qu'un des pôles nord tourne autour des pôles de la terre en dix-sept cent quarante ans, l'autre en huit cent soixante, et que de là résulte la variation dans la déclinaison de l'aiguille.

L'examen comparatif de la tension magnétique du globe avec la tension électrique de l'atmosphère fut l'objet d'une étude particulière. Le Danois Oerstedt constata le premier l'action d'un courant électrique opérant sur l'aiguille aimantée (1819). A la même époque, Arago et Davy annonçaient que le fil métallique conducteur, en activité électrique, attire la limaille de

fer, qui tombe aussitôt que le cercle est interrompu. Faraday remarqua que les effets se trouvaient extrêmement modifiés par la position de l'aiguille magnétique relativement au fil conducteur, et que les attractions et les répulsions étaient produites du même côté du fil métallique, selon qu'il se trouvait plus ou moins près du pivot de l'aiguille : il en conclut que le centre de l'action magnétique ne résidait pas à l'extrémité de l'aiguille, mais à son axe. Les propriétés magnétiques, que l'on croyait appartenir au fer seul, furent trouvées aussi dans le nickel, dans le cobalt, dans le titanium; puis Coulomb et Arago démontrèrent que toute substance quelconque peut donner des signes d'action magnétique à un degré différent, quand elle opère comme conducteur; et, depuis Oerstedt, on peut communiquer avec les courants d'induction toutes les propriétés d'un aimant à un faisceau de fils métalliques. La conclusion fut que le principe électrique et le principe magnétique n'en font qu'un, et que les pôles magnétiques de la terre sont des effets de courants électriques. Or, les phénomènes de polarité, d'attraction et de répulsion ont été ramenés à ce fait général, savoir, que deux courants électriques qui s'avancent dans la même direction se repoussent, et qu'ils s'attirent, au contraire, s'ils vont en sens opposé.

Les principes de l'électricité, du galvanisme, du magnétisme, se trouvèrent réduits à un seul dans l'électro-magnétisme. La science de l'électro-magnétisme fut développée par Davy, Faraday, Ampère, Arago, Christie, Barlow. Ensuite Seebeck et Cumming ont rattaché un autre agent impondérable aux faits nombreux de la thermo-électricité et du thermo-magnétisme. Faraday signala, il y a peu de temps (1846), l'action de l'électricité sur la lumière. C'est ainsi que l'expérience laisse entrevoir l'identité des quatre agents impondérables (électricité, magnétisme, chaleur, lumière).

Arago, Babbage, Herschell et Barlow trouvèrent que des disques de cuivre et d'autres substances, lorsqu'on les fait tourner rapidement sous une aiguille magnétique, la font dévier, et finissent par l'entraîner avec eux. En conséquence de ce fait, des expérimentateurs ont déterminé le différent degré d'aptitude

magnétique des corps ; et il en est résulté la science électro-dynamique, dont Ampère a exposé la théorie.

On a multiplié, sur différents points du globe, les stations, pour observer les perturbations magnétiques, leur simultanéité, la fréquence des orages magnétiques ; et pour arriver à la cause de ce phénomène, qui est un élément nouveau de la météorologie. Dans le premier congrès des savants italiens (Pise, 1840), Antinori démontra l'imperfection des observations météorologiques, résultant de l'insuffisance des instruments, de la manière d'observer, et du langage usité ; d'où il suit que cette science d'une si haute importance serait la moins avancée de toutes, et hors d'état encore de rendre compte des phénomènes atmosphériques et de les prévoir. Les expériences de Schübler et d'Arago ont réduit à de justes limites l'influence de la lune sur les pluies et sur le baromètre, quoique les données soient encore assez vagues.

Ainsi donc l'électricité se trouve aujourd'hui en contact avec toutes les sciences physiques, et semble les dominer. La chimie doit aussi beaucoup à l'électricité ; elle lui doit, entre autres, la découverte de la plupart des corps simples. Lorsque, il y a un siècle, l'étude de l'électricité débuta, en quelque sorte, par la découverte de la bouteille de Leyde, qui aurait prévu que la météorologie demanderait à cet agent impondérable la cause des grands phénomènes de l'atmosphère : la physique moléculaire, la révélation de la construction intime des corps ; la chimie, les théories les plus plausibles et les moyens d'analyse les plus puissants ; la minéralogie et la géologie, l'origine des cristaux et des roches ; la physiologie, la connaissance intime des forces qui régissent la matière organique, et le secret d'opérer sur elle presque comme sur la vie ; la médecine, un remède à des maladies incurables ; la métallurgie, des procédés nouveaux ; la mécanique, une force indépendante du temps et de l'espace ? Nous l'avons vu fournir aussi l'instrument le plus délicat pour découvrir dans les rayons calorifiques des propriétés analogues à celles des rayons lumineux. On avait trouvé dans les décharges électriques d'autres sources de lumière, ce qui faisait pressentir un moyen de mieux connaître le soleil, qui

en est la source naturelle. Grâce aux travaux de Becquerel, la phosphorescence vient se joindre à la lumière électrique. Le daguerréotype a appelé l'attention sur les effets chimiques de la lumière ; et le galvanomètre est encore l'instrument le plus apte à en faire découvrir les traces les plus minimes, ainsi que l'influence du passage de la lumière à travers des obstacles de diverse nature.

Becquerel obtint, par l'action prolongée de très-petites forces électriques, des cristaux que la nature seule avait produits jusqu'alors. Le carbone seul (qui se serait converti en diamant) ne put se cristalliser. L'idée d'expliquer l'électricité par la stratification du globe se présenta à Davy ; et, bien qu'on l'ait combattue, elle a donné l'explication de divers phénomènes, et principalement du magnétisme terrestre, ainsi que des produits accidentels qui se trouvent au milieu des roches ignées et des sédiments neptuniens.

C'est en vain qu'on a voulu attribuer à l'électricité les phénomènes physiologiques. Mateucci soutient que les phénomènes électro-physiologiques ne se rattachent qu'indirectement aux fonctions des nerfs, et qu'ils résultent plutôt d'actions chimiques et de changements de température.

La doctrine de l'émission des rayons lumineux, base de la physique depuis Newton, est remplacée actuellement par la théorie des ondulations, qui suppose qu'un fluide infiniment subtil (l'éther) est répandu dans l'univers.

La science du plus beau et du plus merveilleux des agents impondérables a fait, en peu de temps, des progrès rapides. Descartes, Euler, Huyghens avaient déjà pensé que la lumière n'était pas lancée, comme une flèche, du corps lumineux jusqu'à nous ; mais qu'elle résultait, comme le son dans l'air, de l'ondulation d'un fluide universel. Cette idée fut accueillie sur les démonstrations d'Young ; et l'on établit pour les couleurs une gamme comme pour les sons, d'après l'agitation plus ou moins grande des molécules incandescentes, dont le mouvement vif produirait le violet, et le mouvement lent, le rouge.

Certains cristaux, comme le diamant, ne réfractent le rayon

qu'une seule fois; d'autres le réfractent deux fois comme le cristal d'Islande. Mais que l'on mette l'un sur l'autre deux cristaux d'Islande, et le rayon ne se réfractera pas quatre fois dans le second. Si la section principale du second est dirigée, non du nord au sud, mais de l'est à l'ouest, l'effet est différent. C'est à raison de ce fait que Malus affirma qu'un rayon solaire a un pôle nord-sud et un pôle est-ouest.

Les rayons peuvent dans certaines conditions s'éteindre alternativement, de manière que deux rayons de couleur et de réfrangibilité égales, tombant sur un corps blanc, au lieu d'augmenter la lumière, l'effacent (*interférence*) : or cet effet n'est explicable par aucune hypothèse de parcelles matérielles, mais bien par la théorie des ondulations. Il arrive quelquefois que les rayons ne s'élident pas, mais se combattent, en produisant les nuances irisées d'une bulle de savon. Ce fut par leur faculté de généraliser, et par la hardiesse de leur imagination, qu'Arago et Fresnel parvinrent à ces admirables découvertes. Ce dernier, enlevé, jeune encore, à la science, essaya de déterminer la quantité de lumière réfléchie. Hamilton appliqua un nouveau système à la théorie des ondes, et arriva à prédire la forme entièrement nouvelle que prendrait un rayon dans des circonstances données. Arago trouva que le rayon réfléchi n'est jamais blanc comme le rayon incident, mais d'une couleur ou d'une autre, selon l'angle sous lequel le miroir est présenté; ce qui est un moyen de décomposer la lumière par réflexion. Il reconnut aussi la propriété singulière de la tourmaline, qui sépare en deux tout rayon qui vient la traverser. Si ce rayon émane d'un corps opaque, la lumière est identique; si c'est d'un corps gazeux, il se réfléchit en deux couleurs différentes. Cette expérience appliquée aux corps célestes le conduisit à affirmer que les comètes n'ont pas de lumière propre, et que le soleil est un amas de gaz aggloméré dans l'espace.

Le calorique se propage aussi, comme la lumière, par ondulations; il a sa polarisation et son interférence. Seebeck réussit, en 1823, à démontrer que la simple application de la chaleur à certains points d'un cercle entièrement métallique peut y développer un courant électrique. Becquerel généralisa ce

fait, jusqu'au point d'affirmer que la transmission de la chaleur est toujours accompagnée d'un développement d'électricité. Léopold Nobili profita de cette découverte pour inventer la pile termo-électrique, plus sensible que tous les thermoscopes. Melloni, qui la perfectionna, trouva dans le calorique des rayons de nature différente. Il reconnut qu'ils étaient transmis par certains corps et interceptés par d'autres ; que, tandis que la chaleur ordinaire se propage lentement et par des voies diverses, il y a une chaleur rayonnante qui ne se communique pas par le contact, mais toujours en ligne droite, et instantanément comme la lumière. Si elle rencontre un verre noir, elle le traverse, comme la lumière dans un cristal limpide, en exceptant toutefois les verres de certaines nuances vertes séparées par une couche d'eau ; l'eau et l'alcool lui livrent passage, mais en la décomposant, comme les verres prismatiques décomposent la lumière. Les plaques métalliques polies la réverbèrent, le noir de fumée l'absorbe ; le papier et la neige reflètent quelques-uns de ses éléments, et absorbent les autres.

Ce fut à l'aide de ces instruments que Becquerel détermina la manière dont la chaleur se répartit entre deux corps en frottement. Fourier, soumettant au calcul les phénomènes du calorique, qu'on y avait crus jusque-là rebelles, essaya de trouver combien il aurait fallu de temps pour que le globe parvînt, de l'état d'incandescence, à sa solidité actuelle, en admettant l'hypothèse du feu central de la terre. Il voulut aussi évaluer la température qui résulterait de l'irradiation de tous les corps de l'univers, en supposant que l'espace dans lequel la terre tourne est à quarante degrés au-dessous de zéro ; ce qui expliquerait pourquoi la variation de chaleur entre le jour et la nuit, comme entre l'hiver et l'été, n'est pas plus grande et plus subite. Il crut avoir établi par là que le feu central n'élève plus la température de la surface du globe ; et il avança que la chaleur des pôles diffère peu de celle des espaces planétaires et de la surface des grandes planètes situées à l'extrémité de notre système solaire, que Buffon avait supposées encore à l'état incandescent pour des milliers d'années. Fourier, avec le thermomètre de contact, détermina pour les différents corps le degré de trans-

missibilité de la chaleur, et appliqua sa théorie à divers usages pratiques. D'autres après lui ont étudié la forme du calorique ou combinée ou développée dans les corps, et la condition de son rayonnement. Quand les conditions de la chaleur latente seront mieux connues, elles pourront apporter une immense économie dans les machines à vapeur. Les recherches sur la chaleur spécifique ont été agrandies, après Lavoisier et Laplace, par Crawford, puis par Delaroche, Bérard, Dulong, Petit, et par Avogadro.

La physique avait soumis à des procédés analytiques importants les phénomènes de la chaleur (la dilatation et la chaleur spécifique) et ceux de la lumière (la double réfraction et la polarisation). A ces progrès il faut ajouter ceux que Savart fit faire à l'acoustique, en étudiant les sons qui résultent des vibrations.

ASTRONOMIE.

L'astronomie, la seule science dans laquelle les anciens eussent fait de véritables progrès, prit, grâce aux instruments d'optique et à la multiplication des observations, le développement le plus rapide. L'observatoire de Greenwich a pour rivaux ceux d'Édimbourg, de Cambridge, d'Oxford, de Dublin, et d'Armagh. Les Anglais en ont érigé au cap de Bonne-Espérance, à Sidney, à Madras, à Sainte-Hélène, au cap Comorin : ces derniers établissements ont contribué à nous faire connaître l'hémisphère austral. L'observatoire de Paris se recommande par des hommes qui joignent pour la plupart à une observation attentive la puissance d'analyse et de conception. Ceux de Bruxelles et de Genève vont de pair avec les meilleurs observatoires. Indépendamment de celui de Palerme, illustré par Piazzi, Naples en possède un autre sur une des hauteurs qui la dominent ; et on vient encore d'en élever un sur le Vésuve. Les observatoires de Turin, Parme, Milan, Florence, Padoue,

Vienne, Altona, Munich, Göttingue, Hambourg, ont aussi droit à des éloges. Ceux de Prusse, de Russie possèdent ce qu'il y a de plus parfait en instruments.

La Société royale astronomique, fondée à Londres en 1820, distribue des prix, et publie un recueil extrêmement riche en documents. Les observations faites simultanément aux extrémités d'un grand arc terrestre sont utiles pour connaître exactement la parallaxe. Halley proposa d'observer, des points les plus éloignés, le passage de Vénus en 1761 et en 1769. On envoya, en conséquence, des astronomes vers la ligne et vers les pôles; et, bien que diverses circonstances eussent contrarié l'observation du phénomène, on put atteindre à la précision voulue : on détermina l'éloignement moyen du soleil à 82,695,535 milles (15,313,981 myriamètres). L'abbé de la Caille fut aussi envoyé au cap de Bonne-Espérance pour observer la parallaxe de la lune, tandis que Lalande l'observait à Berlin; et l'on déduisit de leurs calculs la distance précise de cette planète à la terre. Déjà la Condamine et les autres martyrs de la science avaient mesuré le méridien, et vérifié la figure de la terre. L'appui que les gouvernements prêtèrent à ces opérations permit d'étendre les réseaux trigonométriques, et de mesurer les arcs du méridien à des latitudes différentes. Maskelyne et le baron de Zach déterminèrent l'attraction exercée par les grandes montagnes; Cavendish, la densité moyenne de la terre. Mairan essaya d'expliquer les aurores boréales (1754), et l'abbé de la Caille assigna des noms aux étoiles de l'hémisphère austral.

Lorsque Bradley eut découvert l'aberration des étoiles, qui fut démontrée plus tard dans les essais de Simpson, et la nutation de l'axe de la terre, il parut impossible d'arriver à de nouvelles découvertes qui eussent pour résultat de changer la science, laquelle se borna à en préciser la vérité.

En appliquant à la matière universelle la loi de gravitation, on démontra que les planètes n'étaient pas seulement attirées par le soleil, mais qu'elles s'attiraient réciproquement; et, en présence de ces causes perturbatrices, les astronomes virent que les lois de Kepler ne suffiraient point à représenter exactement

les mouvements conçus avec une extrême régularité par l'astronomie ancienne.

Halley, qui se servit des formules newtoniennes pour calculer les évolutions des vingt-quatre comètes les plus notables, démontra qu'elles ne décrivent pas toutes des paraboles, qu'il y en a qui décrivent des ellipses très-allongées, et qu'elles reparaissent périodiquement; mais il s'y trouvait une variation qui allait jusqu'à deux ans sur soixante-six. Le calcul difficile de ces mouvements fut établi par Clairaut, qui détermina le temps et le lieu où apparaîtrait la comète de 1758, après les retards occasionnés par l'attraction de diverses planètes; et, à l'étonnement du monde savant, il tomba juste à une différence de douze jours seulement. Dès lors une ère nouvelle s'ouvrit pour l'astronomie [1].

Si un astre, la lune par exemple, gravitait seul vers le centre de la terre, il décrirait une ellipse; mais s'il est aussi attiré par le soleil, il tendra soit à augmenter, soit à diminuer les dimensions de son premier orbite, et il en résultera une complication qui paraîtra du désordre à la première vue. C'est ainsi que surgit le *problème des trois corps*, que Newton n'avait pas même essayé de résoudre analytiquement, et qui le fut pour la première fois par Clairaut (1747) : solution qui embrassait tous les mouvements subordonnés de la lune, confirmait de plus en plus la loi de gravité simple, et développait le principe des perturbations. Euler, en ayant eu connaissance, reprit les mêmes investigations avec une méthode différente; et il obtint le même résultat, de même que d'Alembert, Mayer et Simpson. D'Alembert démontra ce que Newton n'avait fait qu'émettre sur la précession des équinoxes, et ramena à l'attraction jusqu'aux perturbations découvertes par Bradley dans la précession et

[1] En 1773, Lalande annonça qu'une comète s'approcherait assez près de la terre, et l'effroi fut grand. Cette annonce donna occasion de calculer les effets que produirait une comète en s'approchant de la terre à douze ou treize mille lieues, et l'on prétendit qu'il en résulterait un flux tellement violent, que les eaux de la mer couvriraient les montagnes.

l'oscillation de l'axe de la terre pendant une période de dix-huit ans, juste l'espace de temps que met la lune pour revenir aux mêmes points d'intersection du plan de l'écliptique.

Ainsi l'espace infini ouvert par Newton fut conquis jusque dans ses parties les moins accessibles par les savants du dix-huitième siècle, puis par Lagrange, par Laplace, et d'autres encore, qui, à mesure que s'étendirent et se généralisèrent les procédés du calcul analytique, complétèrent la théorie de l'attraction, qui embrassa les marées, les inégalités lunaires, le mouvement des comètes, la détermination de la figure de la terre; et la loi de l'attraction resta victorieusement démontrée.

La complication des mouvements célestes et des forces qui les déterminent, avait conduit Newton et Euler à reconnaître nécessairement l'intervention d'une main toute-puissante pour en réparer de temps en temps les perturbations. Laplace (1749-1827) entreprit, au contraire, d'en signaler l'ordre inaltérable, et de faire voir qu'au milieu du dérangement apparent des éléments planétaires, il y en a un qui demeure constant, le grand axe de chaque orbite, et par conséquent le temps de la révolution de chaque planète; de telle sorte que l'attraction universelle suffit pour maintenir le système solaire. Cette invariabilité des mouvements moyens fut démontrée dans la *Mécanique céleste* (1773); puis Laplace prouva (1784) que la stabilité des autres éléments du système venait de la petite masse des planètes, de la faible ellipticité de leurs orbites, et de leur direction semblable dans leur rotation autour du soleil.

Ce savant ayant établi les lois dynamiques, qui devinrent la base de tout le système analytique des forces, les appliqua au système du monde, et posa les principes d'où devait résulter l'invariabilité des distances moyennes des planètes. Après avoir assuré les méthodes d'approximation, il put donner une théorie mathématique des inégalités des satellites de Jupiter, qui jusque-là n'étaient connues qu'empiriquement; il imagina des méthodes variées pour calculer les perturbations des comètes, ainsi que les mouvements des nœuds et des inclinaisons des orbites planétaires. Il appliqua sa théorie de la variation, à l'aide de laquelle il avait reconnu que la variation de l'excen-

tricité de Jupiter doit altérer le mouvement des satellites, à la libration de la lune, ensemble de phénomènes singuliers découverts par Cassini, qui offraient un accord inexplicable entre des éléments très-disparates, jusqu'à ce que Lagrange sût aussi le ramener à l'attraction universelle, en démontrant la modification que la lune a subie en se solidifiant, par suite de l'attraction de la terre; et il expliqua pourquoi elle tourne toujours la même face de notre côté. Il détermina ainsi la véritable théorie de l'équation séculaire de ce satellite, résultant du changement de l'excentricité de l'orbite de la terre par l'action des grandes planètes: il trouva ensuite que cette équation séculaire ne se rencontrait ni dans Jupiter ni dans Saturne, et il introduisit enfin (1808) dans la *Mécanique céleste* la fonction dite perturbatrice, d'après laquelle l'analyse qui s'applique à un nombre indéterminé de corps devient simple, comme si elle ne considérait qu'un seul corps.

Lalande (1722-1807) compléta le système parfaitement mécanique et dynamique du mécanisme céleste; il rassembla et combina dans une vaste généralité tout ce qui était connu avant lui; il remonta aux conséquences les plus éloignées, et fit entrer dans le domaine de l'analyse une foule de vérités physiques. Il mania habilement le calcul, et si parmi ses procédés il en est qui ont vieilli, on en compte cependant dont la science fera longtemps usage.

Lalande trouva, sans se déplacer, le moyen de déterminer cette distance moyenne du soleil que l'observation était allée chercher dans les régions les plus éloignées: il la détermina au moyen des perturbations de la lune, dans lesquelles il constata aussi les effets de l'aplatissement du sphéroïde terrestre. Des effets d'attraction de la lune, il déduisit encore des arguments pour combattre la théorie du refroidissement successif de notre globe, que Buffon et Bailly avaient ingénieusement supposé; et il démontra que, dans l'espace de deux mille ans, la température moyenne de la terre n'avait pas varié de la centième partie d'un degré du thermomètre centigrade.

Jamais l'analyse mathématique n'avait atteint des vérités aussi profondément enveloppées dans les actions complexes de forces;

jamais on n'avait démontré si péremptoirement, par l'application de règles inflexibles, que la même loi de gravitation maintient l'ordre dans la variété; jamais on n'avait prouvé d'une manière aussi évidente la stabilité du système solaire.

Lalande porta aussi dans les problèmes des longitudes une précision que la science n'aurait osé espérer, en ramenant à une exactitude mathématique les nombreuses perturbations des satellites de Jupiter, perturbations que Galilée avait prévues, et qui occupèrent trois générations de géomètres. Grâce à lui, les marées furent soumises à une théorie analytique, où pour la première fois apparaissent les conditions physiques du problème; de sorte que les calculateurs peuvent prédire, plusieurs années à l'avance, l'heure précise des marées, en la déduisant des actions attractives du soleil et de la lune.

De même que Montucla avait écrit l'histoire des mathématiques, Bailly (1736-1793) écrivit celle de l'astronomie. Il donna trop carrière à son imagination dans ce qui regarde la science de l'Orient, et regarda l'astronomie indienne comme étant d'une haute antiquité, se fondant sur des observations d'une valeur contestable. Il est impartial à l'égard de l'astronomie moderne; mais on voudrait y voir les découvertes capitales plus nettement exposées, et leur marche graduelle mieux éclaircie. Il fut extrêmement goûté, grâce à son style élégant et à son enthousiasme pour la science.

Beaucoup de savants s'appliquaient alors à perfectionner les instruments de précision. Halley étudia la dispersion inégale de la lumière en passant dans les divers milieux, afin de corriger la couleur, par la combinaison de verres, au foyer objectif des télescopes : idée reprise par Jean Dollond, qui perfectionna le télescope achromatique. Rochon appliqua le prisme aux lunettes pour décomposer la lumière des étoiles, et trouva le moyen de mesurer exactement les lois de la réfraction et de la diffraction. L'invention du cadran d'Halley, en 1731, permit de faire des observations sur les navires. Leroy, Berthoud et Harrison fabriquèrent d'excellentes montres marines. Fergusson trouva la roue astronomique pour observer les éclipses de lune (1776). Le mécanicien anglais Ramsden dut à la perfection de ses

instruments astronomiques d'être compté parmi les savants.

Les télescopes à réflexion furent perfectionnés en Angleterre; mais les télescopes catadioptriques de William Herschell (1738-1822) donnèrent des résultats jusqu'alors inconnus. Il n'en existait point avant lui qui grossissent au delà de quatre cents fois; il arriva à six mille, en abandonnant les procédés en usage pour la fabrication des miroirs, et rendit en outre ses télescopes d'un maniement commode. Il passa des années sans se coucher une seule nuit, toujours en plein air, et pensant que c'était la méthode la meilleure pour les observations. Il employait des jours entiers à polir ses miroirs. Il commença ses observations en 1774, avec un télescope de vingt pieds; puis il en termina en 1787 un de quarante, ayant quatre pieds d'ouverture, à l'aide duquel il vit la nébuleuse d'Orion étinceler d'une vive clarté.

Aucun des instruments dont se servit Galilée ne dépassa l'augmentation linéaire de trente-deux fois. Huyghens et Cassini l'obtinrent de cent fois, en portant à huit mètres la longueur focale du télescope. Anzout fit un objectif capable de rapprocher de six cents fois les distances; mais comme il avait quatre-vingt-dix mètres de longueur, il était extrêmement difficile à manier. C'est pourquoi l'on préféra les télescopes à réflexion, jusqu'au moment où Dollond fabriqua des lentilles achromatiques, qui rivalisent, pour les résultats qu'elles procurent dans leur petite dimension, avec ces interminables objectifs. L'Angleterre les répandit partout et en conserva le privilége, grâce à la perfection de son cristal, jusqu'à l'époque où Frauennhofer à Munich trouva le moyen de les faire sans stries. La plus grande lentille achromatique connue n'a que trente-huit centimètres d'ouverture; mais on se propose d'en faire qui aient jusqu'à un mètre. Barlow voulut suppléer à la difficulté de se procurer de grands morceaux bien purs de *flintglass* au moyen de minces lentilles remplies d'un fluide incolore et transparent. Amici, de Modène, construisit des télescopes qui ne le cédaient en rien à ceux d'Herschell; il en fabriqua un nouveau, composé d'un miroir concave et d'un autre à surface plane, troué au milieu; il fit aussi des microscopes à réflexion et des chambres lucides.

Lerebours et Cauchois apportèrent une nouvelle perfection

aux instruments d'optique. Arago, qui a su rendre populaire une science qui semble n'être le partage que de mathématiciens profonds, a inventé des instruments ingénieux pour obvier aux erreurs produites par l'irradiation, dans le calcul des diamètres des planètes. Troughton a perfectionné de plus en plus les instruments vantés de Ramsden ; et Gambey a construit un équatorial avec lequel on suit très-exactement les mouvements célestes.

Les effets ont été proportionnés aux efforts, sinon en importance, du moins en étendue. Delambre et Méchain, à l'aide du cercle répétiteur inventé par Borda, tracèrent l'arc terrestre entre Dunkerque et Barcelone; Biot et Arago allèrent le continuer jusqu'aux îles Baléares; les Italiens le tirèrent dans toute la longueur de leur péninsule; l'Allemagne et l'Angleterre acceptèrent les points trigonométriques; à l'heure qu'il est, plusieurs savants s'occupent de la triangulation de l'Inde. Delambre (1769-1822) voulut refaire le calcul de toutes les tables astronomiques, projet qui fut repris par des astronomes de Berlin. Ce fut au milieu des fureurs de la Révolution, et exposé à des soupçons que tant d'autres expièrent sur l'échafaud, qu'il exécuta la mesure de l'arc de méridien dont une fraction (la dix-millionième) devait servir d'unité fixe au nouveau système métrique. Vecchio unit, dans son *Histoire de l'Astronomie*, l'érudition à la pratique, pour traduire les opérations antiques dans le langage moderne.

L'Académie de Berlin a convié les astronomes les plus renommés à former un atlas céleste complet, assignant à chacun d'eux une des vingt-quatre heures équatoriales.

Lorsqu'une fois les instruments furent perfectionnés, et que toute chose eut été soumise au calcul, le ciel sembla récompenser tant d'efforts, en révélant d'autres corps perdus dans son immensité. Dans la nuit du 13 mars 1781, Maskelyne avait observé une étoile mobile, que l'on crut pendant quelques mois être une comète. Enfin son orbite ne se dessinant pas en parabole, Herschell acquit la certitude que c'était une planète : il lui donna le nom d'*Astre géorgien*, et Bode celui d'*Uranus*.

Kepler, guidé par l'idée de l'harmonie avec laquelle le Créa-

teur a disposé l'univers, avait vu que les planètes sont, par rapport au soleil, à des distances représentées par les séries 4, 7, 10, 16, 28, 52, 100. Toutefois il manquait celle qui aurait dû se trouver au nombre 28, entre Mars et Jupiter. Or Piazzi, à qui l'on doit l'observatoire de Palerme, ayant fait construire par Ramsden, non plus un quart de cercle mural, avec lequel on peut se tromper de quatre ou cinq secondes, mais un cercle entier qui ne permet pas même l'erreur d'une seconde, porta jusqu'à 6,748 le catalogue des étoiles; puis, le 1er janvier 1801, il aperçut une petite planète qu'il appela Cérès. Une autre, Pallas, fut signalée à Brême par Olbers le 28 mars 1802; ensuite Junon, par Harding, le 1er septembre 1804; et Vesta, le 29 mars 1807. Plus tard, Astrée fut découverte par Henke le 8 décembre 1845; Iris et Flore, le 13 août et le 18 octobre 1847, ainsi que Victoria, furent signalées par Hind à Greenwich; Mitis le fut par Graham le 25 avril 1848; Hygie et Parthénope, le 14 avril 1849 et le 11 mai 1850, furent découvertes à Naples par Gasparis. Ce sont de très-petites planètes, dont les orbites sont plus inclinés que les autres par rapport au plan de l'écliptique, et que l'on suppose être des débris de la grande planète qui devait occuper la place vacante dans la progression de Kepler. Mais le monde fut plus frappé d'étonnement lorsque, dans le cours de l'année 1846, Leverrier indiqua, par la seule puissance du calcul, l'endroit précis où devait se trouver une planète au delà d'Uranus; et, par une coïncidence singulière, elle fut découverte par Gall, à Berlin, presque le même jour où Leverrier l'avait trouvée à Paris à l'aide du calcul. L'immense télescope que lord Rose a fait construire pour son usage particulier révélera sans doute de nouveaux secrets dans le ciel; déjà il a servi à faire reconnaître une infinité d'étoiles distinctes dans le vaste amas des nébuleuses.

C'est à Schröter que l'on doit la description la plus exacte de la lune, et les meilleurs travaux sur l'atmosphère de cette planète. D'autres y ont établi par la pensée leur observatoire pour décrire les phénomènes qu'ils apercevraient de là : Lahire a calculé que, pour y apercevoir une tache grande comme Paris, il suffit d'une lentille d'un puissance focale représentée par cent,

et qu'il en faut une de soixante mille pour distinguer un corps ayant une toise d'étendue. Delambre et Zach ont dressé les meilleures tables du soleil; Herschell, à la fois sagace et hardi, sonda le premier les profondeurs du ciel, pour déterminer la forme et les limites de la couche d'étoiles dont notre monde fait partie. A peine eut-il rompu les barrières des cieux [1] en découvrant Uranus, qu'il en calcula l'orbite et les éléments. Après avoir signalé aussi les astéroïdes, il sentit la nécessité de réformer les connaissances des anciens relativement aux inégalités et aux perturbations des planètes. Moins à l'aide du calcul que par la puissance des instruments qu'il avait composés, il vérifia que l'anneau de Saturne tourne rapidement autour de la planète, et il y discerna les deux satellites intérieurs; il en trouva six à Uranus; il porta son attention sur les étoiles doubles et sur les nébuleuses; il détermina les moindres diamètres de Cérès et de Pallas; enfin, il fixa ses regards sur le soleil, et établit que la lumière n'émanait pas de cet astre, mais des nuées phosphorescentes de son atmosphère.

Piazzi, tirant parti d'une idée de Galilée adoptée par Herschell, observa le petit angle formé entre une étoile brillante et une moindre qui l'accompagne; et, par la variation d'ouverture qu'il supposait devoir se produire tous les six mois, il essaya, mais sans succès, de calculer les distances des astres. Il étudia mieux l'obliquité de l'écliptique, bien que l'irrégularité de la réfraction que le soleil éprouve en hiver l'eût empêché de noter avec précision les deux solstices. Cette réfraction fut ensuite soumise au calcul par Lalande; et sa formule fut trouvée exacte, même pour la zone torride, par Humboldt et par Delambre. Le Milanais Oriani précisa les éléments d'Uranus, et résolut des difficultés déclarées invincibles par Euler, en trouvant tous les rapports possibles entre les six éléments d'un triangle sphéroïdal quelconque. Poisson calcula les perturbations planétaires, l'invariabilité des grands axes, et la distribution de l'électricité en repos à la surface des corps. Le Florentin Inghirami, dans les Éphémérides de l'occultation des petites étoiles par la lune, ré-

[1] On lit sur son épitaphe à Upton : *Cœlorum perrupit claustra.*

duisit à des additions et à des soustractions des calculs extrêmement difficiles : méthodes déclarées merveilleuses par l'Académie de Londres. Plana, qui développa par une profonde analyse les idées de Laplace, traita de la constitution atmosphérique de la terre, et constata les vicissitudes lunaires.

Tous ces travaux ont agrandi le domaine de nos connaissances sur les forces primitives de tous les corps, et ont fait mieux ressortir les preuves de l'universalité de la loi d'attraction. La périodicité domine tout le système solaire, quelle que soit la différence dans la vitesse de projection, ou dans la quantité de matière agrégée ; et elle a été constatée jusque dans des comètes quarante-quatre fois plus éloignées que ne l'est Uranus. Reste à vérifier ce qui a été affirmé par Bessel, savoir, que la force attractive ne se mesure pas seulement par la quantité de matière, mais qu'il y a aussi des attractions spécifiques, qui ne sont point proportionnées à la masse.

Lalande a porté de dix mille à cinquante mille le nombre des étoiles observées ; Piazzi en a ajouté trois mille autres ; puis Bessel a préparé les éléments d'un catalogue d'étoiles comprenant celles de huitième grandeur, et distribué par zones de déclinaison. Ceux qui sont venus après lui y ont apporté une précision plus grande encore. On a déterminé les déplacements annuels de plus de cent cinquante étoiles, qualifiées d'étoiles fixes. Argelander, d'Abo, a perfectionné les travaux d'Herschell et de Prévôt, et émis l'hypothèse ingénieuse que le soleil avec tout son cortége de planètes s'avance, par un mouvement de translation général, vers la constellation d'Hercule ; et il a essayé de montrer par le calcul que notre système planétaire fait ainsi par jour, comme aussi l'α de la Lyre et la 61ᵉ du Cygne, 834 mille lieues de vingt-cinq au degré. On a étudié d'autres étoiles inobservées encore à raison de leur petitesse ; et l'on estime qu'il en existe dans la Voie lactée dix-huit millions de télescopiques, que l'on distingue sans nébulosité, tandis que dans l'étendue des cieux il en est à peine huit mille de visibles à l'œil nu. D'après une autre hypothèse, les étoiles filantes forment un anneau d'astéroïdes qui coupe probablement l'orbite de la terre, et se meut avec une célérité planétaire. La lune a

été soumise à des calculs d'une précision remarquable. On espère reconnaître l'atmosphère de Vénus, les taches neigeuses de Mars, les vents périodiques de Jupiter, l'anneau de Saturne, qui est éloigné de trente-deux mille kilomètres de sa planète, et qui a quarante-huit milles de largeur; les changements de forme continuels des comètes; les montagnes de la lune[1] et ses volcans.

Non contents d'avoir déterminé d'une manière précise la masse du soleil, comparée à celle de la terre, les astronomes s'efforcent de déterminer celle des étoiles (soleils d'autres systèmes planétaires) qui n'ont aucune grandeur appréciable pour les plus fortes lunettes. L'attention s'est portée sur les étoiles doubles; Herschell et Struve en ont enregistré 3,057. Elles sont, en général, d'une couleur différente l'une de l'autre; et la plus petite tourne autour de la plus grande, d'après les mêmes lois d'attraction qui régissent notre système. Herschell crut pouvoir, à l'aide de son instrument, plonger 497 fois plus loin que Sirius : en conséquence il calculait que 116,000 étoiles passaient par le champ visuel, ce qui supposait un angle de quinze minutes. La voûte entière du ciel contiendrait donc plus de 5 billions d'étoiles; or, si chacune est un soleil entouré de planètes, et si celles-ci sont entourées de satellites, quelle immensité prodigieuse s'ouvre aux regards de l'homme, pour lui faire admirer de plus en plus la gloire de Celui qui fait tout mouvoir par des lois d'une si grande simplicité!

Les nébuleuses n'excitent pas moins la curiosité. Herschell, le père, admettait que la lumière, qui, d'après les dernières expériences de Struve, fait 41,518 milles géographiques dans une seconde, mettait plus de deux millions d'années pour arriver, des nébuleuses les plus éloignées qui apparussent à son miroir de quarante pieds. Or, à cette distance qui effraye l'imagination, l'astronome croit apercevoir dans les nébuleuses d'Orion et d'Andromède une intensité croissante de lumière, qui indiquerait une augmentation de solidité. Faut-il y voir les éléments de

[1] On les porte à 1093, dont 22 surpassent le mont Blanc en hauteur, et dont une s'élève à 7,600 mètres.

systèmes planétaires futurs? Peut-être que dans l'immensité nage une matière cosmique qui se condense annulairement, et dont les étoiles filantes sembleraient n'être qu'un produit minime, identique avec les aérolithes, dont la périodicité a été déterminée [1]; en même temps, que de cette matière se formeraient, sur une plus vaste échelle, les planètes, qui s'arrondiraient peu à peu, leur noyau central se montrant d'abord lumineux, et leur nébulosité finissant par disparaître. Que de milliers de siècles n'aurait pas exigés la création du monde, qui se transforme sans cesse!

CHIMIE.

La chimie, science des lois qui régissent la constitution élémentaire des corps, est un instrument d'analyse par excellence: il était donc naturel qu'elle vînt après les autres sciences; car elle ne révèle pas seulement une série de faits nouveaux, mais un ordre nouveau d'agents dont la puissance s'exerce sur tous les faits connus. La chimie n'était encore qu'un recueil d'observations plus ou moins exactes, lorsque Paracelse, Van Helmont, Boyle et surtout Stahl essayèrent d'en faire une science.

Scheele, pharmacien suédois, expérimentateur habile, contribua plus que tout autre à faire connaître les acides, et il en décrivit onze nouveaux, entre autres l'acide prussique. Il trouva le chlore (1774) en étudiant le manganèse, et le considéra comme un acide muriatique privé de phlogistique, c'est-à-dire de gaz hydrogène; théorie qui fut combattue d'abord, puis remise en honneur de nos jours par Davy. Black, d'Édimbourg,

[1] Surtout après la nuit du 12 au 13 octobre 1833, dans laquelle Olmsted et Palmer observèrent en Amérique 240,000 étoiles filantes en neuf heures. On connaît jusqu'à présent les deux périodes du 12 octobre et du 10 août. Schreibers suppose qu'il tombe chaque année, sur la surface de la terre, 700 aérolithes.

élève de Cullen, professeur à Glascow, qui avait popularisé la chimie, fit mieux connaître la nature et la formation de l'acide carbonique, appelé air fixe, et il remarqua que la causticité de la chaux tenait à la soustraction de cet air de la pierre calcaire; Woodward découvrit le bleu de Prusse; Bergmann, les eaux minérales factices. Fahrenheit obtint un grand abaissement de température en versant de l'esprit de nitre sur de la glace pilée; Boerhaave prit pour but de ses travaux opiniâtres le feu, la chaleur, la lumière, l'analyse végétale. D'autres marchèrent sur ses traces, redressant ses erreurs, reconnaissant la combustibilité du diamant, le phosphore, le cobalt, le nickel, le manganèse, le platine, venant en aide aux arts, et cherchant à donner à la chimie une forme scientifique, c'est-à-dire le classement systématique des faits.

Vers le milieu du dix-huitième siècle, l'attention des chimistes se fixa particulièrement sur l'étude des gaz. En 1774, et presque en même temps, Priestley en Angleterre, Lavoisier en France et Scheele en Suède, découvrirent l'oxygène, et inaugurèrent la chimie moderne. Cavendish démontra le premier analytiquement que l'eau est une combinaison d'oxygène et d'hydrogène, à la même époque où Berthollet trouve la véritable composition de l'ammoniaque (combinaison d'azote et d'hydrogène); enfin, les découvertes les plus importantes se succédèrent avec une rapidité dont il n'y a peut-être pas d'exemple dans l'histoire [1].

Lavoisier, aidé de Guyton de Morveau, délivra la chimie du jargon scolastique, et proposa une nouvelle nomenclature régulière, donnant ainsi à la science des instruments et un langage nouveaux. D'autres savants firent sur le chlore et sur le soufre ce qu'il avait fait sur l'oxygène; on connut mieux la composition des corps quaternaires appelés sels, et les rapports des composés entre eux.

Berthollet (1748-1822), observateur habile, se hâta trop de conclure, de ses recherches sur les produits organiques, que les substances animales se distinguent, par l'azote, des

[1] Voy. F. Hœfer, *Hist. de la Chimie*, t. II.

substances végétales. Il reconnut pour inexacte l'opinion de Lavoisier, que l'oxygène est le générateur universel des acides, puisque l'acide muriatique et l'acide prussique (exempts d'oxygène) jouent le même rôle. Il étudia les chlorates, sels explosibles, dangereux à manier, et obtint l'argent fulminant en combinant l'ammoniac avec l'oxyde d'argent ; il appliqua la propriété décolorante du chlore au blanchissage des toiles. Aussitôt de Born s'en servit pour la cire ; Chaptal, pour les chiffons à papier, pour le nettoyage des estampes et des livres tachés. Il reconnut aussi la véritable composition de l'alun, et facilita la fabrication de ce sel important. Bientôt non-seulement l'alun, mais encore les acides sulfurique, nitrique, muriatique, le sel de Saturne et autres préparations, ne vinrent plus de l'Angleterre et de la Hollande, et il ne fut plus besoin de tirer d'Andrinople le rouge de garance.

D'Arcet chercha la meilleure méthode pour faire la porcelaine. Il trouva que l'argent est oxydable et volatil, augmenta considérablement la liste des minéraux fusibles, et prouva aussi que le diamant se volatilise. Il s'aperçut, en examinant les Pyrénées, que leurs cimes s'abaissent, et proclama que leur histoire est celle de toutes les montagnes de la terre, et que partout, au dedans comme au dehors, la nature désorganise et recompose. Brugnatelli, de Pavie, crut qu'un supplément était nécessaire à la théorie de Lavoisier, attendu qu'elle ne rendait pas raison du calorique et de la lumière qui se développent dans certaines circonstances ; il en fit donc une théorie particulière, appelée *thermoxygène*.

La science étendit ses limites en employant la pile. Nicholson et Carlisle avaient découvert son action décomposante sur l'eau. Berzelius et Hisinger, y soumettant avec sagacité une série variée de substances, avaient vu les sels soumis à l'action de la pile se décomposer toujours de telle sorte que les acides étaient portés vers le fil positif, et les bases vers le fil négatif ; et dans les oxydes, ils virent l'oxygène se diriger au pôle positif, tandis que le radical se portait au pôle négatif.

(1718-1829). Davy, devinant que la pile servirait très-puissamment à sonder les mystères de la chimie, imagina de l'em-

ployer sur des substances indécomposées jusque-là, comme les alcalis et les terres. Il soumit la potasse à l'action de la pile, et vit l'oxygène se porter au pôle positif et un nouveau métal en globules semblables à ceux du mercure se diriger vers le pôle négatif; il le nomma potassium, métal tellement avide d'oxygène qu'il décompose l'eau. En démontrant ainsi la véritable composition des alcalis et des terres, Davy prouvait contre Lavoisier que l'oxygène n'est pas seulement acidifiant, mais qu'il est le principe constituant de ces bases; et que les oxydes sont des combinaisons variées de l'oxygène avec les métaux. Il trouva aussi l'oxygène dans l'acide oxymuriatique de Lavoisier (acide chlorique); et il reconnut l'acide muriatique (hydrochlorique) pour un hydracide.

Seul parmi les alcalis l'ammoniac se compose d'hydrogène et d'azote; Davy soutint cependant qu'il renferme un principe métallique analogue à celui des autres alcalis. S'aventurant même au delà des limites tracées par Lavoisier, il soupçonna que les métaux n'étaient pas des corps simples, mais qu'ils résultaient de l'union de l'hydrogène avec des bases inconnues. En conséquence, les alcalis proviendraient tous de la combinaison de ces bases avec une certaine proportion d'eau, et renfermeraient de l'hydrogène aussi bien que de l'ammoniac.

Dans sa *Philosophie chimique*, Davy renversa la théorie de Lavoisier sur la combustion, en démontrant, par des expériences décisives, que l'oxygène n'est pas l'unique principe de la combustion, mais que celle-ci provient de l'action chimique intense et mutuelle des corps; que même d'autres corps produisent des acides, et qu'il n'est pas exact de dire que le développement de la chaleur et de la lumière dans la combustion ne puisse naître que de l'oxygène. Or comme tous les corps d'une forte action réciproque se trouvent toujours dans des états électriques opposés, il inclinait à croire que la chaleur et la lumière sont engendrées par la neutralisation des deux électricités contraires.

Davy appliqua aussi ses recherches à la géologie; et, en examinant l'eau, le gaz, et les substances bitumineuses contenues dans les cavités du quartz, il fortifia l'hypothèse du plutonisme de Playfair et de Hall.

Les hostilités qui existaient alors entre la France et l'Angleterre n'empêchèrent pas l'Institut de lui décerner un prix; et il put visiter les volcans de l'Auvergne et ceux du royaume de Naples[1]. Il fit à Naples des expériences curieuses sur les couleurs employées par les peintres anciens, et chercha un procédé pour dérouler les papyrus exhumés; mais son procédé ne prévalut pas sur celui qui était en usage.

Berzelius conclut, de la doctrine de Davy, que le caractère électro-chimique dans les corps où entre l'oxygène n'appartient pas à celui-ci, mais à la base; et que les phénomènes de chaleur et de lumière produits par la combinaison chimique sont de même nature que l'éclair et la secousse électrique. Il proposa donc la classification chimique des substances en électro-négatives (acides et oxygènes) et en électro-positives (hydrogène, alcalis, bases salifiables). Il vit en Égypte le carbonate de soude se produire par la décomposition du sel marin sous l'action des roches calcaires qui entourent les lacs du désert, et il en déduisit sa Statique chimique, où les lois de l'affinité sont fortement posées, bien qu'il ne s'aperçût pas de la stabilité des proportions dans la plupart des combinaisons.

Les poids atomiques des divers éléments chimiques furent déterminés par Berzelius avec un soin admirable; des savants suédois et allemands le suivirent dans cette voie. Gay-Lussac et Dalton firent de beaux travaux sur la condensation des gaz et des vapeurs. Haüy et Vauquelin montrèrent le lien intime qui existe entre la composition chimique et la forme cristalline, où Mitscherlich et Rose apportèrent l'exactitude. Biot fit servir la polarisation de la lumière comme un moyen d'analyse délicat.

Les acides et les bases, c'est-à-dire les oxydes métalliques, ont

[1] On s'égaya beaucoup à Paris de son insensibilité pour le beau. Il ne prenait aucun plaisir à la musique. En voyant le musée du Louvre, qui était alors le plus riche du monde, il s'écria : *Quelle magnifique collection de cadres!* et, devant l'Antinoüs : *Quelle superbe stalactite!* Il s'extasia au contraire devant le modèle de l'éléphant, destiné au monument de la Bastille.

entre eux une affinité extrême ; et, en se combinant, ils produisent des sels dans lesquels un métal peut directement prendre la place d'un autre. Ainsi, si vous mettez une lame de cuivre dans du nitrate d'argent, le cuivre se dissout, tandis que l'argent revient à l'état métallique, et tout le nitrate d'argent se transforme en nitrate de cuivre. Ici donc le cuivre se combine en même temps avec l'oxygène de l'oxyde d'argent, et avec l'acide nitrique; mais, tandis que le premier sel contient treize cent cinquante parties d'argent, le second n'en contient que trois cent quatre-vingt-seize de cuivre. Il faut donc beaucoup moins de cuivre que d'argent pour former un sel avec une égale quantité d'oxygène et d'acide nitrique : ce fait, qui se vérifie dans beaucoup d'autres cas, prouve que la capacité de saturation a des rapports fixes pour chaque corps, et variables de l'un à l'autre. L'étude de ces rapports, ou de ces *équivalents*, comme on les appelle, est aujourd'hui très-avancée; et on les apprécie en considérant l'oxygène comme représentant cent, et en y rapportant les autres corps.

Wenzel annonça, en 1777, que les sels se composaient d'un acide et d'une base généralement binaire, et que deux sels pouvaient échanger leurs bases et leurs acides, de manière à se transformer exactement en deux autres. Il considéra comme une particularité des sels ce qui était la grande loi de la chimie. On y fit attention lorsque le système de Lavoisier se fut consolidé ; mais Berthollet soutenait que deux corps peuvent se combiner, en quelque proportion que ce soit, entre deux limites extrêmes ; selon Proust, ils ne se combinent que dans la proportion de 1, 2, 3, 4, ou 5 au plus, sans intermédiaire. L'Anglais Dalton généralise cette loi des proportions définies, par l'ingénieuse théorie atomique, qui fut soutenue par Gay-Lussac. Il vit que, pour former de l'eau, il fallait un litre d'oxygène pour deux litres d'hydrogène. Guidé par cette donnée, il constata que les volumes des corps gazeux qui se combinent sont dans les rapports simples de 1 : 1, 1 : 2, 2 : 4, etc. Et comme, à une température suffisante, tout liquide peut se réduire en vapeur, on établit que les équivalents des corps divers représentaient des volumes égaux, ou des volumes exactement multiples les uns

des autres. Nous trouvons donc encore ici un nouveau moti d'admirer l'arrangement du monde en nombre et en mesure.

Si les corps se combinent tous dans des proportions permanentes, et si dans les réactions chimiques un équivalent est tou jours remplacé exactement par un autre, on peut découvrir d'autres nombres à l'aide du calcul, du moment où l'on en connaît quelques-uns, dont, par suite, il importe beaucoup que la détermination soit exacte. Dumas entreprit en conséquence de mieux préciser les équivalents de l'hydrogène et du carbone.

Dulong et Petit, en cherchant la mesure de la chaleur spécifique dans les divers corps simples, ou la proportion du calorique différente à poids égal, et nécessaire pour que la température s'élève d'un degré, reconnurent qu'elle est en raison inverse des poids par lesquels les équivalents sont représentés; c'est-à-dire qu'un corps dont l'équivalent pèse le double d'un autre a la moitié moins de chaleur spécifique. Suivant Faraday la quantité de force électrique nécessaire pour décomposer des corps pris en quantité correspondante à leurs équivalents, est fixe et invariable.

L'un des faits chimiques les plus étonnants qu'on ait observés, c'est l'isomérisme. On regardait comme un axiome que deux corps de composition identique (*isomères*), dans des circonstances semblables, doivent avoir les mêmes propriétés. Il n'en est rien cependant. Mettez dans le creuset une quantité donnée d'oxyde de chrome, qui est d'un vert sombre; chauffé, il brillera d'une vive lumière, comme s'il était embrasé; puis après le refroidissement, il se trouve devenu d'un beau vert, et il n'est plus soluble dans l'acide. Il a donc changé de propriétés chimiques et physiques; cependant ni la balance ni l'analyse n'y trouvent la moindre altération; et si vous le plongez dans de l'acide sulfurique chaud, il reprend son premier état. Il en est de même du verre ordinaire : si on le tient longtemps en fusion tranquille, il devient opaque, infusible, dur au point de faire jaillir des étincelles de l'acier; et pourtant il ne s'y manifeste aucun changement. En multipliant l'analyse, on trouve que certains corps, composés de la même manière, peuvent différer en dureté, en poids spécifique, et en action sur la lumière. Chez

quelques-uns il n'y a de changement que dans les propriétés physiques (*dimorphes*); chez d'autres, il y en a aussi dans les propriétés chimiques (*isomères*) : c'est-à-dire que dans les premiers les molécules composées restent les mêmes, en se groupant d'une manière différente; dans les seconds, les atomes sont disposés différemment dans la molécule composée. Parmi les dimorphes, le carbone à l'état de diamant a des propriétés très-différentes du charbon. Le soufre cristallisé par la nature, ou dans le sulfure de charbon, forme des octaèdres à bases rhomboïdales; lorsqu'on le laisse se refroidir peu à peu après qu'il a été fondu, il donne des prismes obliques; si, après qu'on l'a chauffé à cent cinquante degrés, on le fait couler dans l'eau froide, il reste mou, brun, élastique, transparent, pendant plusieurs jours. Il serait donc polymorphe. Mais toutes ces questions ont encore besoin d'être éclaircies.

Il serait trop long de suivre dans leurs travaux Vauquelin, Thénard, Ampère, en France; Dalton et Wollaston, en Angleterre; Wenzel, Richter, Wœhler, Liebig, Mitscherlich, en Allemagne; par leurs découvertes relatives aux substances isomères et dimorphes, ils ont donné l'essor à la théorie des formes primitives, posée par Haüy.

La nature emploie quatre forces distinctes et une soixantaine de corps simples pour créer et modifier la matière, tandis que la force de gravité lui suffit pour régler les mouvements des atomes et des mondes. Est-il possible qu'elle ait abandonné ici cette économie qui constitue une de ses merveilles? C'est là ce que le sage a de la peine à croire; et il accepte les résultats présents comme l'expression des faits actuellement connus, mais non comme vérité dernière. Cette unité que les physiciens ont reconnue dans les impondérables, les chimistes tendent à la trouver aussi dans la matière pondérable [1]; et depuis que les études sur les corps organiques ont conduit à la théorie des radicaux, plusieurs savants se sont appliqués à décomposer les corps appelés simples, et les résultats ont été tels, que la science a dû aussi en tenir compte.

[1] Expériences de Proust et de Bouligny.

Alors qu'on admirait la simplicité des rapports entre les pesanteurs des éléments qui entrent dans la composition de la substance minérale, on ne croyait pas qu'il existât une relation simple entre les éléments des combinaisons organiques. Mais Chevreul l'y démontra dans son travail remarquable sur les corps gras d'origine animale, qu'il assimila à des sels, attendu que la base et l'acide sont des composés ternaires, analogues à ceux de la nature inorganique. Davy prouva l'influence de l'électricité sur la végétation, comme d'autres constatèrent aussi celle de la lumière. Les végétaux, en décomposant l'acide carbonique et l'eau, fixent le carbone et l'hydrogène, et rejettent l'oxygène dans l'atmosphère; et, tantôt en réduisant l'oxyde d'ammonium, tantôt en enlevant directement l'azote à l'air, ils s'assimilent cet élément. L'azote et le carbone, dont vivent les plantes, sont tirés de l'atmosphère; d'où il suit que la fertilité d'un terrain dérive d'éléments inorganiques qui conviennent à une plante plus qu'à une autre. En étudiant donc les cendres de l'une d'elles, on peut connaître quels éléments inorganiques un sol doit posséder pour qu'elle y prospère; quel assolement y établir, de quels engrais l'aider. Juste Liebig, professeur à Giessen, appliqua spécialement la chimie organique à l'agriculture et à la physiologie. Il croit que l'engrais est profitable, parce qu'il fournit beaucoup plus d'ammoniac que l'air, et celui qui est liquide bien plus que le solide. Boussingault, qui démontra que les plantes décomposent l'eau pour en fixer l'hydrogène, a enrichi de travaux importants la chimie appliquée à l'agriculture. Payen et d'autres ont étudié l'amidon, la cellulose, et la présence des matières azotées dans les tissus végétaux.

Dumas, Boussingault et Payen portèrent principalement leur attention sur les opérations mystérieuses qui s'accomplissent sous l'influence de la vie; ils établirent que les matières ternaires accumulées dans le tissu animal, comme la graisse et les matières azotées neutres, qui constituent la trame de l'organisation animale, sont élaborées par les végétaux. Le règne végétal serait donc un immense appareil d'extraction; le règne animal un appareil de combustion : les plantes et les animaux ne seraient en quelque façon que de l'air condensé.

On s'achemine ainsi à une prodigieuse simplification, plus grande encore dans les corps organiques ; car, bien que doués de principes spéciaux, ils consistent en un très-petit nombre d'éléments, carbone, oxygène, hydrogène, azote, qui, combinés avec une douzaine au plus d'éléments secondaires, produisent une immense variété.

Mais d'où la nature tire-t-elle cette profusion d'oxygène, d'hydrogène, de carbone, d'azote? S'épuisera-t-elle? comment se répare-t-elle? Et quand l'animal ou le végétal revient à l'état de matière informe, qu'advient-il de tous les produits de la vie? C'est à résoudre ces problèmes que s'appliqua Dumas (*Essai de statique chimique des êtres organisés*), en établissant que les végétaux produisent les principes immédiats, que les animaux s'en servent et les décomposent, et que l'atmosphère est le réservoir d'où la nature tire ses richesses.

L'atmosphère est composée de 23 parties d'oxygène sur 77 parties d'azote, sans compter la vapeur aqueuse, un peu d'acide carbonique et un peu de gaz de marais : on y trouve accidentellement quelques produits ammoniacaux et une petite quantité d'acide azotique, qui, solubles dans l'eau, sont entraînés par les pluies dans les terres, qu'ils engraissent. Dans le jour, sous l'influence de la lumière, les plantes exhalent de leurs feuilles de l'eau et de l'oxygène, et la nuit, de l'eau et de l'acide carbonique, outre qu'elles absorbent de l'hydrogène, de l'oxygène, du carbone, de l'azote et un peu de cendre, ce qui les fait augmenter de poids. La terre ne leur sert donc que de point d'appui, et toute leur nutrition dérive des éléments atmosphériques, à tel point que certains arbustes ont crû et fleuri même dans du verre pulvérisé. Les feuilles décomposent à froid un des corps les plus stables, l'acide carbonique, dont elles dégagent l'oxygène et retiennent le carbone, pourvu qu'elles soient aidées par la lumière. Puis les végétaux tirent l'azote en partie de l'air, en partie des substances organiques en décomposition. Ici la chimie touche de nouveau à un des points les plus importants de l'économie, les engrais; car il importe de bien connaître les fourrages qui fournissent le plus d'azote dans le fumier, et d'en faire usage pour nourrir les animaux dont les excré-

ments doivent rendre à la terre l'azote destiné à alimenter les plantes qui en ont le plus besoin [1], c'est-à-dire celles auxquelles l'azote de l'air ne suffit pas, mais pour lesquelles il faut qu'il soit combiné avec d'autres corps à l'état d'ammoniac, d'acide azotique et d'azote.

Les matières premières élaborées par les végétaux sont assimilées par les animaux, au moyen de la digestion. Ceux-ci dégagent incessamment de l'acide carbonique et de l'eau, au point de pouvoir être considérés comme des fourneaux de carbone et d'hydrogène. De là la chaleur animale ; un homme brûle chaque jour, en moyenne, par la respiration, deux cent quatre-vingt-huit grammes de carbone ou l'équivalent en hydrogène. Ainsi, dit Dumas, les plantes cèdent aux animaux tout ce qu'elles ont tiré de l'air, auquel les animaux le restituent ; cercle éternel dans lequel la vie s'agite et se manifeste, mais où la matière ne fait que se déplacer.

Si l'action viciante des animaux et l'action purifiante des végétaux cessaient de s'équilibrer, l'harmonie de la vie serait troublée ; mais le péril est si éloigné, qu'il dépasse toute longévité calculable [2].

[1] Expériences de Thaër et de Boussingault.

[2] L'atmosphère a vingt lieues de hauteur environ, et pèse à peu près 5,229,000 trillions de kilogrammes ; l'oxygène pèse 1,206,000 trillions, et l'acide carbonique 2,088 billions. Or, pour réduire le tout à des images sensibles, en admettant des cubes de cuivre ayant un kilomètre de chaque côté, 581,000 représenteraient par leur poids l'atmosphère ; 134,000, son oxygène ; 116, l'acide carbonique. Un homme consomme en une heure 40 grammes d'oxygène ou 350 kilogrammes par an, et 35,000 en un siècle. Si l'on suppose la population animale du globe représentée par 4,000 millions d'hommes, ils auront consommé dans un siècle 140 trillions de kilogrammes d'oxygène, ce qui ferait 15 des cubes ci-dessus, c'est-à-dire une quantité minime, quand même elle ne serait pas réparée.

Quant à l'acide carbonique, un homme brûle 12 grammes de carbone par heure, et produit 44 grammes d'acide carbonique, c'est-à-dire environ un kilogramme par jour, et 365 par an. En conséquence, les 4,000 millions d'hommes produisent en un an 1,460 billons de kilo-

HISTOIRE NATURELLE.

L'histoire naturelle dut se reconstituer d'après ces grandes découvertes et aller bientôt de pair avec les autres sciences. George Buffon (1707-1788), appelé à la direction du Jardin des plantes, songea à se rendre digne de ce poste. Il voulut que cet établissement, qui jusqu'alors n'avait été affecté qu'à la médecine, embrassât l'ensemble de la science ; et il conçut, à trente-cinq ans, l'idée de son *Histoire naturelle*. Écrivain purement descriptif dans le principe, il devint plus tard zoologiste, mais il ne fut jamais anatomiste, bien qu'il comprît la nécessité de comparer la structure intérieure des animaux, et qu'il ait éclairé par quelques vues lumineuses la route que devait suivre son compatriote Daubenton, dont il avait fait choix pour l'aider à parcourir un si vaste champ et suppléer à la faiblesse de sa vue, en le chargeant de décrire les détails. Mais tandis que Daubenton opérait sur les faits particuliers, et dès lors à l'abri d'erreurs, Buffon s'élevait aux généralités, et quand l'expérience lui manquait, il y suppléait par la vigueur de l'esprit, en prévoyant ce qu'il appelait les *faits nécessaires :* procédé hasardeux pour qui n'a pas la force d'embrasser tous les rapports de l'univers. Et en effet il se trompa souvent. Il croit à la génération spontanée [1] ; il dédaigne les méthodes, parce qu'il ne les

grammes d'acide carbonique, c'est-à-dire $\frac{1}{1430}$ de celui que contient l'atmosphère. Il faudrait donc 1,500 ans pour doubler la proportion actuelle de l'acide carbonique de l'air. Quand même le règne végétal cesserait ses fonctions, quand les volcans, qui lancent des torrents d'acide carbonique, ainsi que les foudres, sous lesquels se combinent l'azote et l'oxygène de l'air, et se forment l'acide azotique, l'azotate d'ammoniaque, etc., viendraient à ne plus agir, la végétation serait reproduite par les cadavres mêmes des animaux que sa cessation aurait fait périr. Ces calculs sont dus à M. Dumas

[1] Cependant, la doctrine de la génération spontanée trouve encore

connaît pas : « La véritable méthode, disait-il, est la description complète et l'histoire exacte de chaque chose en particulier. » En conséquence, il décrivait les individus l'un après l'autre. Il censure la classification de Linné, déduite des objets eux-mêmes; tandis que lui, sans approfondir les particularités, s'en tient à des divisions générales et arbitraires : animaux servant à l'homme, animaux sauvages européens, animaux étrangers.

Parvenu à la maturité de son génie, il vit mieux les ressemblances et les disparités, de même que l'admirable uniformité de la nature, la gradation dans les variétés, le perfectionnement successif des espèces, et la prééminence relative des organes dans les diverses espèces. Mais on lui reprochera toujours cette manière vague de philosopher, sans calculs ni expériences, et d'après des théories préétablies, en dissimulant les difficultés sous la majestueuse circonspection des mots. Le mérite que la postérité lui reconnaît, c'est d'avoir fondé la partie historique et descriptive de la science. Ce qui lui valut avant tout l'admiration de ses contemporains, ce fut l'éclat du style [1]. On dit qu'avant de se mettre à écrire, il s'habillait en grand costume. Sa *théorie de la terre* eut un véritable succès : une comète heurtant le soleil, en détache des fragments incandescents, qui se refroidissent par degrés et deviennent les planètes; des êtres organisés naissent sur leur surface à mesure que leur température se modère à travers des milliers de siècles. Cette exposition littéraire de faits immenses, ces époques de la nature antéhistorique, cette divination hardie qui invitait à réfléchir, et à rap-

aujourd'hui des partisans parmi les naturalistes les plus distingués; et en effet, il y a des faits qui, s'ils ne viennent pas directement à l'appui de cette question si controversée, la laissent au moins dans le doute.

[1] L'auteur ne rend point suffisamment justice à Buffon, à la fois savant et écrivain (double qualité bien rare en tout temps). Buffon, par ses belles descriptions, qui sont aujourd'hui, quoi qu'en dise M. Cantu, de vrais modèles de style, a l'un des premiers fait aimer la science; et, en la popularisant ainsi, il a plus contribué à ses progrès que les naturalistes qui découvrent des espèces nouvelles dont ils ne donnent qu'une aride nomenclature.

procher des phénomènes disparates en apparence, devaient plaire à un siècle épris de la science et du talent.

De même que Buffon, Linné naquit en 1707; mais l'un vint au monde dans un pauvre village de la Suède, où l'érudition était inconnue; l'autre, au sein d'une riche et noble famille bourguignonne, dans la France de Louis XIV. Linné fut contraint de faire des souliers pour vivre, et de lutter contre de longues traverses; Buffon n'eut qu'à résister aux séductions d'une vie molle et nonchalante. Linné se montre patient et sagace dans l'investigation des faits, autant qu'ingénieux dans leur coordination; il est précis et rigoureux dans l'exposition, au point de repousser toute élégance, à moins qu'elle ne résulte de la simplicité des moyens et de l'élévation des idées. Circonspect dans ses déductions, il procède toujours des faits positifs et d'après des raisonnements rigoureux : sachant créer des hypothèses vraisemblables sans les prendre pour des vérités absolues; appréciant avec justesse chaque fait, chaque idée, il ne dédaigne pas de suivre patiemment les détails, pour se lancer ensuite dans des régions plus élevées. Buffon n'est pas moins ingénieux, mais dans un autre ordre d'idées; il ne cherche pas tant à créer et à multiplier par lui-même les faits d'observation, qu'à en saisir toutes les conséquences; et il élève, sur une base étroite en apparence, un édifice grandiose. Il ne s'arrête pas à des détails techniques, ni à des divisions systématiques; et, dans son vol hardi à travers des espaces inconnus, il s'égare parfois, mais il sait tirer la vérité de ses erreurs mêmes; il n'achève rien, mais il commence tout. Linné, avant de réformer les idées, réforma le langage, en donnant une nomenclature claire et simple, où le genre est indiqué par le nom, et l'espèce par l'adjectif. Outre la dénomination des végétaux, il fallait offrir un moyen simple et commode de trouver le nom d'une plante décrite, et de classer un végétal nouveau; c'est à quoi il arriva par le système sexuel : système artificiel, qu'il avouait lui-même n'être pas celui de la nature; mais il excita tant d'étonnement, que personne ne s'aperçut que sa classification zoologique reposait sur des principes différents. La classification zoologique qui fut établie en 1797, et complétée en 1818 par Geoffroy Saint-

Hilaire et par Cuvier, ne fit que rectifier et développer celle du naturaliste suédois. Son système de botanique est encore aujourd'hui suivi, concurremment avec celui de Laurent de Jussieu.

Dès 1758, Bernard de Jussieu établissait à Trianon un jardin où les plantes étaient classées par groupes naturels, d'après lesquels il cherchait à résoudre le problème final de la nature. Après lui, Laurent de Jussieu appliquait à tout le règne végétal le système de son oncle, dans l'ouvrage intitulé *Genres des plantes* (1789), en faisant consister la valeur des genres et des espèces dans la réunion de plusieurs caractères naturels. Adanson, élève de Jussieu et de Réaumur, fit l'*Histoire naturelle du Sénégal*. Il donna la première description exacte du baobab, et des arbres qui fournissent la gomme arabique. Il disposa les familles des plantes d'après un système opposé à celui de Linné, en se fondant sur l'observation, non pas de quelques caractères seulement, mais de leur ensemble : bientôt il s'aperçut que ce système pouvait s'appliquer à tous les êtres, et former une encyclopédie de la nature. Il présenta donc à l'Académie (1775) le projet de son ouvrage, qui devait renfermer en vingt-sept volumes « l'ordre universel de la nature, ou méthode naturelle comprenant tous les êtres connus, leurs qualités matérielles et leurs facultés spirituelles, ainsi que leurs rapports. » On l'admira, mais l'on jugea l'entreprise impossible; il resta donc pauvre et à l'écart avec ses projets; et lorsque le nouvel Institut national l'appela dans son sein, il répondit qu'il ne pouvait se rendre aux séances, faute de souliers.

Charles Bonnet (1730-1793), croyant que rien ne se fait par bond dans la nature[1], s'appliqua à saisir l'enchaînement des faits : mais il prétendit le trouver dans des formes apparentes, au lieu de l'entrevoir dans ces transitions dont la nature se réserve le secret.

A la fin du siècle, la botanique fut étudiée avec passion. Des fleurs et des arbres de latitudes lointaines enrichirent les jardins et les forêts. L'arrivée d'un arbuste ou d'une fleur était

[1] C'est Linné qui avait dit avant M. Bonnet : *In natura non datur saltus*.

fêtée comme autrefois celle des galions chargés de l'or du Mexique. La Société Linnéenne fut fondée en Angleterre, et ne se montra pas indigne de son nom. Smith, son président, trouva plusieurs espèces nouvelles ; Aeton, beaucoup plus encore. Les classes riches prirent du goût à cette science. L'Allemand Hedwig, et après lui Micheli, reconnurent les organes sexuels des cryptogames ; Roth trouva ceux des cryptogames aquatiques, et Hoffmann ceux des algues, dont le Suédois Acarius compléta l'histoire. Boston et Dickson étendirent la connaissance des cryptogames ; l'Espagnol Cavanilles donna un beau travail sur les plantes monadelphes. La chimie, grâce à ses progrès, fut appliquée à la botanique ; et Priestley, Senebier, Ingenhous, Théodore de Saussure, Crell, Lavoisier, Duhamel, expliquèrent, à l'aide d'expériences suivies, la respiration des feuilles, comment elle purifie l'air, et augmente dans la plante la masse de carbone soustraite à l'atmosphère. Duhamel fit une découverte très-féconde, en reconnaissant que les nouvelles couches s'ajoutent dans les arbres entre le vieux bois et l'écorce. Dupetit-Thouars soutint, au contraire, que la plante s'accroît dans le sens vertical, et que son germe est le bouton, véritable individu qui pousse ses racines jusqu'à celles de la plante ; théorie reprise et développée par M. Gaudichaud. D'autres étudièrent l'organisation végétale ; et Schulze a prétendu démontrer l'analogie entre l'impulsion circulatoire des liquides dans les plantes, et le système nerveux central dans les animaux supérieurs. On constata aussi la fécondation des plantes qui n'ont en apparence ni fleur ni fruit ; et d'importantes monographies, des recherches ingénieuses sur la géographie végétale, éterniseront les noms de Schow, de Brown, de Morren, de Moris, etc.

Il était cependant réservé à un poëte de faire connaître les lois intimes de l'organisation des êtres. Selon Goethe, la feuille est l'organe fondamental de la plante ; les bractées, le calice, la corolle, les étamines et le pistil n'en sont que des modifications. Au moment de la germination, la plupart des végétaux présentent deux feuilles séminales ou cotylédons, qui, destinés à nourrir la plante, disparaissent bientôt ; mais les organes qui

se développent ensuite si variés ne sont que des cotylédons transformés. Ils se déploient d'abord en feuilles qui aspirent, en manière de poumons, l'air qui modifie les sucs distribués dans leur intérieur. Mais, vers le sommet de l'axe ou des rameaux, les feuilles diminuent de volume; elles se contractent, et se transforment en bractées. Celles-ci, tantôt isolées, tantôt en cercle, se modifient en formant le calice; puis les pétales de la corolle en proviennent, et se réduisent ensuite en étamines. Le pistil lui-même est une nouvelle métamorphose de la feuille; et, à son état de développement complet, il constitue le fruit. Enfin l'embryon s'entoure dans la semence d'enveloppes qui, selon Goethe, sont encore des feuilles modifiées. Personne n'avait fait attention à cette théorie du poëte, jusqu'au moment où le Genevois de Candolle, dans le mois où mourut Linné, la démontra scientifiquement; et, sans connaître son ouvrage, il le compléta en trouvant la loi de symétrie. Au système artificiel de Linné, de Candolle préféra celui de Jussieu, plus rationnel et plus naturel, en se fondant non plus sur la ressemblance d'une seule partie de l'organisme, mais sur les caractères essentiels des plantes, et en démontrant que les propriétés médicinales sont communes dans les individus de la même famille [1]. La nature a créé tous les êtres d'après un plan symétrique, bien qu'elle le conserve rarement. Elle a varié les fleurs, dont le nombre est si grand, pour des motifs qui nous sont inconnus.

Ces lois ont été appliquées à la botanique par Nees d'Ésembeck, Rœper, Martins, Auguste de Saint-Hilaire, et Gaudichaud; à la zoologie, par Oken, Carus, Geoffroy Saint-Hilaire, et Serres.

Abraham Gottlieb Werner passe pour le fondateur de la géologie. Il érigea en théorie la formation de la croûte terrestre, et

[1] De Candolle ajouta, dans la réimpression de la *Flore française* de Lamarck, 2,000 espèces aux 2,700 déjà enregistrées, en expliquant, dans une introduction fort utile, les récentes conquêtes et les généralisations de la science. Dans le *Prodromus systematis vegetalis*, il étudie la distribution des végétaux sur le globe.

distribua le premier les terrains selon leur antériorité relative : terrains primitifs sans vestige de corps organisés, terrains de transition, roches, terrains d'alluvion. Il les attribue à la précipitation dans un liquide, sans en excepter les marbres et les basaltes. De là l'école des neptuniens, combattue par les vulcaniens, qui finirent par triompher, lorsque Desmarets eut démontré que les montagnes de l'Auvergne sont volcaniques. Cronstedt, Bergmann, Ignace Born, Kirwan, classèrent les fossiles selon la décomposition chimique.

Carburi, de Céphalonie, inventa la meilleure manière de fondre le fer, et s'en servit pour les canons avec lesquels Emo bombarda Tunis; il enseigna aussi l'emploi d'un papier incombustible, pour l'artillerie. Jean Arduino, de Vérone, se mit à travailler dans les mines de Clausen, pour étudier la métallurgie et la minéralogie. Mais on manquait de guides, et ses *Observations sur la constitution physique des Alpes vénitiennes* furent le premier ouvrage géologique. Il y établit la bisection des roches ignées et sédimentaires, et distingua celles qui sont *calcinables* ou de sédiment, et celles qui sont *vitrifiables*; il indiqua que les dépôts de métaux, qu'il regardait comme des sublimations qui accompagnent la formation des porphyres et des autres productions ignées, se trouvaient le plus communément sur la limite entre ces deux espèces. Le poëte Boccace avait observé que la montagne de Certaldo, son pays natal, abondait en coquilles marines. Targioni, se trouvant en cet endroit, se mit à recueillir des testacés fossiles, et se prit de goût pour cette science, dont il s'occupa beaucoup dans son *Voyage en Toscane*. Hamilton, ambassadeur d'Angleterre à Naples, étudia aussi avec passion les phénomènes naturels, si nombreux dans le midi de l'Italie, et en rendit compte à la Société royale de Londres (1766-1779), puis dans des ouvrages à part (*Campi Phlegræi*, 1776). Il eut pour collaborateur Joseph Gioeni, de Catane, qui publia la *Lithologie vésuvienne*, pleine de théories et d'hypothèses qui furent alors très-applaudies. Dolomieu (1750-1801) examina la conformation des montagnes de l'Italie depuis le phare de Messine jusque dans la Rhétie, ainsi que les divers matériaux employés dans

les monuments dont l'Italie est couverte. Il accompagna Bonaparte en Égypte; et, fait prisonnier à son retour, il écrivit, dans les horribles cachots de Naples, la *Philosophie minéralogique*.

Les anciens avaient entrevu que certaines substances naturelles sont disposées à revêtir constamment certaines formes; et Pline décrit celles du quartz et du diamant. On fit peu de cas de cette observation, et ce ne fut qu'après de longs siècles que Linné vint indiquer les formes cristallines de plusieurs substances; et il en crut le caractère tellement absolu, qu'il admit pour chaque sel une forme particulière. Romé de l'Isle (*Traité de Cristallographie*, 1772) constata la constance des angles des cristaux; et il conçut l'idée de réduire les diverses formes cristallines à une seule, appropriée à chaque substance, et modifiée par des lois géométriques rigoureuses. Quand Bergmann eut découvert qu'au moyen du clivage, on pouvait mécaniquement dégager la forme primitive et fondamentale des minéraux, la minéralogie cessa d'être une liste de noms, un catalogue de pierres; elle devint une science extrêmement féconde en faits et en applications. Bergmann n'en déduisit pas de règles générales; mais dans le même temps Haüy, en essayant de rajuster un cristal qui s'était brisé en tombant, parvint à déterminer les règles constantes de la superposition des lamelles, de telle sorte que, les formes primitives une fois connues, il est possible d'indiquer les formes dérivées. En s'aidant de la chimie, il approfondit la connaissance des molécules primitives, et arriva, au moins en grande partie, à déterminer un solide qui, ajouté à lui-même selon trois dimensions et avec certaines lois, reproduirait le cristal avec toutes ses modifications.

Dès lors on eut une règle sûre pour distinguer un minéral d'un autre. Le goniomètre réflecteur de Wollaston permit de vérifier sur un fragment la forme d'un cristal; l'optique démontra que la lumière se modifie à travers les formes cristallines; enfin, l'analyse chimique fournit le moyen de classer les minéraux plus rigoureusement que la cristallographie.

Presque à la même époque que Werner, Lehman et Rouelle avaient distingué les premiers les terrains en primitifs, c'est-à-dire en roches où abondent les métaux, et en secondaires, dé-

pôts des eaux et débris organiques. Cette classification fut ensuite développée par les travaux de Deluc, Saussure, Dolomieu, etc.

Brocchi, de Bassano, examina l'état physique du sol de Rome, et décrivit quelques localités de l'Italie, surtout les collines conchyliacées subapennines. Il prépara ainsi une donnée certaine à ses successeurs pour établir la formation contemporaine des terrains tertiaires, non d'après leur gisement, mais d'après la ressemblance des corps organiques qu'ils contiennent. Nicolas Covelli fit d'importantes découvertes sur la nature des productions volcaniques. La doctrine wernérienne de l'origine neptunienne fut combattue par Ardouin et par Marzari, qui, en examinant le Tyrol, prouva l'origine volcanique des granits, ainsi que leur apparition postérieure aux calcaires secondaires et même à la craie, et démontra le passage graduel des granits au syénite et au porphyre pyroxénite. Les observations faites près du village de Predazzo devinrent un sujet d'étude pour tous les géologues; et Humboldt leur trouva des analogues jusque dans la Mongolie. Saussure, qui fonda la science de l'hygrométrie, et établit des stations météorologiques sur les plus grandes hauteurs, traversa quatorze fois les Alpes, pour réduire la géologie à l'état de science d'observation [1]. Léopold de Buch introduisit dans la géologie l'idée de formations locales et générales; il considéra chaque accident local selon les qualités internes et externes, et selon la relation avec le tout. Alex. de Humboldt appela l'attention sur l'idée d'une loi de direction uniforme dans toute la structure de la terre, en indiquant la polarité des différentes roches.

Mais le grand pas de cette science consista dans la théorie des soulèvements, déjà pressentie par quelques savants [2], puis

[1] Il faut ajouter à ces travaux ceux de Pallas, de Lamarck, Patrin, Greenough, Granville Penn, Conybeare, Phillips, Buckland, Murchison, Forbes, Fleming, etc.

[2] On peut constater chez Vallisnieri à quel point la géologie en était arrivée. En parlant « des corps marins qui se trouvent sur les montagnes, et de l'état du monde avant, pendant et après le déluge, » il s'a-

exposée par de Buch, et réduite en formule par M. Élie de Beaumont. L'ordre dans lequel les couches de sédiment ont été superposées, la stratification, la nature des terrains traversés ou réunis par les roches en éruption, les débris organiques qui se trouvent disséminés dans certains terrains, révèlent l'époque des formations successives. L'application des preuves botaniques et zoologiques imprime à la géologie une direction scientifique. C'est à l'aide de la théorie du feu central que l'on expliqua les soulèvements.

Cependant la chaleur centrale est aujourd'hui contestée, et l'on explique autrement la formation de la croûte du globe. De même que dans le siècle passé on s'était servi des lois de la physique pour arriver à l'histoire primitive du globe et à sa transformation future, de même on y applique aujourd'hui les lois de la chimie, tout en respectant davantage la cause première. Le feu et l'eau avaient cessé d'agir, et la croûte terrestre se consolidait en renfermant le feu central ; mais une mer sans limites la couvrait, quelques îles seulement s'y dressaient çà et là, et tiraient leur chaleur, non du soleil voilé de brouillards, mais de la flamme intérieure. Sous cette atmosphère brûlante, surchargée de vapeurs aqueuses et d'acide carbonique, déchirée à chaque instant par la foudre, dénuée d'oxygène, aucun animal n'aurait pu vivre, à l'exception des polypes, des mollusques, etc., dans la mer. Mais la végétation déploie une activité immense ; et les îles asséchées se couvrent de plantes vasculaires d'une organisation simple et d'une croissance rapide, de prêles colossales, de fougères arborescentes, de palmiers luxuriants, etc. Leur vie décompose une énorme quantité d'acide carbonique et d'eau, pour en fixer l'hydrogène et le carbone ; enfin, l'air se purifie

perçoit que les différentes hypothèses sur la manière dont les débris fossiles auraient été abandonnés par les eaux sur les hauteurs, ne peuvent se soutenir ; mais il ne sait en donner une explication satisfaisante. Il soupçonne cependant que la cause en doit être attribuée à d'autres déluges qu'à celui de Noé, si surtout il est vrai qu'on ne trouve pas, parmi ces débris, d'ossements humains. Il croit que ces débris sont plus abondants dans les montagnes voisines de la mer, et de peu d'élévation.

en s'emparant de l'oxygène, et l'apparition des animaux devient possible. Alors survient une révolution sur la face de la terre, et les dépôts immenses de ces végétaux sont ensevelis et convertis en charbon fossile (houille), par la pression des couches superposées et par la chaleur du globe[1]. A cette révolution succèdent d'autres âges géologiques, d'autres journées de la création : les îles s'agrandissent, la surface du globe se peuple d'abord de reptiles gigantesques, vivant dans une atmosphère encore impure, qui s'assainit peu à peu par la précipitation des calcaires, et par l'action incessante des végétaux. Enfin apparaissent les insectes, les oiseaux, les mammifères, se rapprochant, à chaque nouvelle révolution, de leurs formes actuelles; et en dernier lieu l'homme, roi de la création.

Mais comment l'homme fut-il produit? quand et comment naquirent les autres animaux? Toutes les espèces furent-elles formées tout à coup, ou provinrent-elles d'un germe unique qui se serait graduellement transformé en un nombre infini d'espèces?

Ces questions sont du domaine de la zoologie, science qui dut beaucoup au Modénais Spallanzani, qui étudia la génération, la respiration et particulièrement la reproduction de quelques membres, dans les animaux à sang froid. Il étudia les animaux infusoires, et démontra qu'ils provenaient aussi de germes. Linné, Fabricius, Müller, le Sicilien Poli, avaient donné l'impulsion à la zoologie systématique; Daubenton, Vicq-d'Azyr, Camper, Lyonnet, Tremblay, avaient étudié l'organisation des animaux; Bonnet, Réaumur, Buffon, leurs

[1] On a calculé que la Pensylvanie seule contient 600 billions de kilogrammes de houille. En supposant que le reste du monde en contienne seulement mille fois autant, nous aurons 600,000 billions. Si le carbone entrait pour deux tiers seulement dans la composition de ce charbon, il y en aurait 400 billions de kilogrammes. Il faudrait pour le transformer en acide carbonique, un trillion de kilogrammes d'oxygène, et le gaz acide carbonique, produit pèserait un trillion 4,000,000 billions de kilogrammes. L'importance attribuée à l'action des végétaux, dans les premières journées de la création, n'est donc pas excessive.

mœurs; Buffon, Linné, Bonnet, avaient formé une zoologie générale. Les idées de Vicq d'Azyr, aussi solides que bien exprimées, s'élevèrent parfois jusqu'à l'anatomie philosophique. Pallas répandit sur tous ces objets une grande lumière par ses nombreux voyages, et par ses beaux travaux sur la classification des infusoires et des zoophytes, sur l'anatomie des vertébrés, sur la paléontologie. Le nombre des espèces connues depuis Linné fut plus que quadruplé. L'Australie en fournit d'étranges, même des classes entièrement nouvelles, comme les marsupiaux; et les admirables descriptions données par les Anglais Gould, Owen, Waterhouse, Jardin, Lowe, Smith, Darwin, ainsi que les acquisitions continuelles des musées, accrurent tellement le domaine de la science, qu'il fallut former des genres nouveaux et modifier les classifications. Force fut donc d'étudier la conformation intérieure des animaux et de s'appuyer ainsi sur l'anatomie comparée, unique moyen de connaître la véritable nature des débris des espèces qui ont péri. Adoptant la méthode physiologique, on étudia les développements successifs des animaux, ainsi que la série des modifications par lesquelles l'organisme se simplifie dans les êtres inférieurs : ce ne fut point sur des cadavres que l'observation s'exerça, mais sur les êtres vivants, les insectes, les mollusques et les annélides. Les travaux de Lacépède sur les cétacés, les reptiles et les poissons, ont encouragé la science. Éverard Home porta ses recherches sur l'anatomie comparée; Meckel le surpassa comme zootomiste, et fonda la tératologie, développée par Isidore Geoffroy Saint-Hilaire. Rudolphi, indépendamment de l'anatomie comparée, mit au jour un ouvrage immortel sur les entozoaires; Huber, de Genève, prit rang, quoique aveugle, parmi les meilleurs observateurs. On doit à Latreille, le prince des entomologistes, la partie relative aux insectes du *Règne animal* de Cuvier; rien de plus admirable que les travaux d'Ehrenberg sur les infusoires.

George Cuvier (1769-1832), observateur infatigable, doué de connaissances encyclopédiques, créa, à l'aide de l'anatomie comparée, la paléontologie, et fonda une classification nouvelle. Dans la première, il mit à profit le grand principe de la subordination des organes; il s'en tint toujours aux faits positifs plus

qu'aux principes, et dédaigna les hypothèses. Il détacha l'anatomie comparée de la physiologie : il en augmenta la précision et la régularité, et cela non-seulement en trouvant des faits nouveaux, mais en examinant de plus près les anciens. Ainsi, il prit pour bases de la zoologie philosophique la structure anatomique et les fonctions physiologiques, en fondant les grandes divisions sur les caractères généraux de l'organisation[1].

Cuvier considère tout être vivant comme créé pour une fin, et pourvu d'organes propres à l'atteindre. Il en résulte pour lui que chaque animal forme un système complet en soi, et que toutes ses parties sont tellement liées entre elles, que l'une d'elles ne saurait se modifier sans que les autres ne s'en ressentent. En établissant cette loi de la corrélation des parties, il nia la continuité admise par d'autres dans l'échelle des êtres, et marqua des limites précises entre les quatre grandes classes des vertébrés. Avec quelques os, Cuvier parvint à reconstruire des espèces perdues, et révéla, pour ainsi dire, tout un monde d'êtres nouveaux (antédiluviens), à formes gigantesques, étranges. Ses *Recherches sur les ossements fossiles* et son *Discours sur les révolutions du globe* sont des monuments impérissables. En rapprochant de l'ostéologie des espèces vivantes celle des espèces éteintes, Cuvier réussit à recomposer cent soixante-huit animaux vertébrés qui constituent cinquante genres, dont quinze sont nouveaux; Mantell, Buckland, Hibbert, Agassiz, Brongniart, ont augmenté ce nombre depuis, au point de faire croire que les espèces éteintes n'étaient pas en moindre quantité que celles qui existent aujourd'hui.

Les végétaux fossiles furent étudiés d'après la même méthode. Brongniart en donna l'histoire générale; Sternberg publia la *Flore du monde primitif;* Lindley et Hutton, la *Flore fossile* d'Angleterre; Cotta, les *Fougères* de Chemnitz, en Saxe, etc.

Lamarck, que la botanique conduisit à enseigner la zoologie, après avoir donné la *Flore française*, publia le *Système des invertébrés* et la *Philosophie géologique :* dans le premier ou-

[1] Suivant Geoffroy Saint-Hilaire, l'unité de composition et l'inégalité du développement sont les deux grandes lois de la zoologie.

vrage, il offre une classification méthodique des groupes inférieurs du règne animal, et traite scientifiquement, dans l'autre, la question suprême de la variabilité des espèces.

Déjà Aristote avait signalé le développement du germe dans l'œuf, et les anatomistes s'étaient attachés à suivre l'accroissement successif de l'embryon et du fœtus. Harvey dit que tout animal provenait d'un œuf : tous les efforts s'appliquèrent à découvrir comment; et Hunter démontra, par ses études sur le placenta, l'utérus et le chorion, que l'ovologie humaine rivalise d'intérêt avec celle des oiseaux.

On comprit, en avançant, que les animaux inférieurs pouvaient servir à expliquer la structure de l'homme; et quand Gleichen et Ehrenberg eurent trouvé moyen d'injecter les infusoires en colorant le liquide dont ils se nourrissent, on put étudier ces insectes. En partant de ce degré, on établit un parallèle entre le perfectionnement graduel de l'organisation des embryons dans les animaux supérieurs, et les transformations correspondantes dans les invertébrés; évolutions passagères dans le premier cas, devenues fixes dans les autres.

C'est en généralisant les faits nombreux recueillis par ces divers observateurs, que l'on parvint à fonder la partie philosophique de l'anatomie, autrement dit l'organogénie animale. Cette science a pour objet de rechercher comment l'homme se forme de l'œuf, en passant par des états intermédiaires d'organisation qui, transitoires dans les animaux supérieurs, sont permanents chez les animaux inférieurs de l'échelle zoologique. Geoffroy Saint-Hilaire rechercha les ressemblances, et entreprit de longs travaux dans le but d'arriver à une formule nouvelle des caractères généraux des êtres, en portant son attention sur les diverses périodes de développement des organes, et en s'attachant à démontrer qu'avant d'être différents, ils étaient analogues. Il en déduisit l'unité de composition organique, le principe du développement inégal, et la loi de l'évolution centripète, opposée à la persistance du germe : théorie qui avait prévalu dans le siècle précédent. Une série d'espèces animales, de fœtus à des âges différents, d'états anormaux et pathologiques de l'organisation, sont ramenés, dans ce système, à des lois géné-

rales et à l'unité fondamentale de la zoologie. Ici donc l'invariabilité des espèces zoologiques fait place à la mutabilité. En résumé, l'organogénie est l'anatomie comparée des formes transitoires, comme l'anatomie comparée est en quelque sorte l'embryonogénie des formes permanentes.

Ainsi la science s'appuya sur une loi fondamentale applicable aux diverses parties de la zoologie : c'est-à-dire la progression linéaire, non pas simple, mais provenant d'une double série, dont les deux éléments viennent se rencontrer en suivant une direction opposée. En même temps que Lamarck annonçait cette loi de continuité ou, pour mieux dire, de gradation, Fischer proclamait la même chose en Russie, sans savoir qu'il eût été devancé. Mac Leay la mit plus en évidence dans les *Horæ entomologicæ* (1819); enfin, le botaniste allemand Fries rencontrait la même loi dans le règne végétal. Or ce concours spontané de quatre savants célèbres donnerait à croire que la loi universelle, dans l'ordre de la nature, est désormais trouvée, et que la zoologie doit être placée au rang de science démonstrative; c'est ainsi que Blainville a pu établir la série animale. Puisse-t-on en écarter toute tendance au matérialisme, et y rencontrer un nouveau sujet de gratitude pour cette sagesse suprême qui a tout disposé par ordre et par mesure!

MÉDECINE.

La médecine s'est ressentie successivement de tous les faux pas comme de tous les progrès des sciences naturelles : astrologique avec Paracelse; chimique et mystique avec Van-Helmont; exclusivement chimique avec Sylvius; mécanique avec Borelli et Boerhaave; enfin, spiritualiste avec Stahl. Ce fut l'origine de la lutte entre les anciennes théories et les nouvelles, entre le système psychologique et le système mécanique et chimique.

Frédéric Hoffmann (1660-1742) fut le premier qui la soumit à une force plus appropriée à sa nature avec le solidisme organique. Mais comme la philosophie d'alors répudiait ce qui était surnaturel, on reconnut l'existence d'un principe qui n'est ni matière ni âme, et qu'on appela *force vitale*. Sa nature restait à l'état de mystère; il suffisait de l'étudier dans ses effets sensibles. Les expériences se multiplièrent sur l'existence et l'influence de ce fluide qui circule dans les nerfs. George Baglivi, de Raguse, observateur attentif, en arriva au solidisme, divisant les maladies en trois classes : celles où les solides ont une énergie excessive; celles où ils en ont peu; enfin, celles où il y a exubérance dans les uns et relâchement dans les autres. Ces théories manquaient de précision, mais elles donnaient l'impulsion à ces vues élevées sans lesquelles on n'embrasse pas l'ensemble d'une science.

Une certaine force fondamentale des fibres, agissant indépendamment des esprits vitaux, avait déjà été admise par quelques-uns comme hypothèse; elle fut réduite en système, dit *de l'irritabilité*, par Albert Haller, de Berne (1708-1777); ce fut le dernier coup porté aux théories mécaniques de Boerhaave. Il trouva, après de longues expériences, que, dans les organes composés de fibres musculaires, l'irritabilité opère incessamment; et il en exclut les nerfs, dont la force est subordonnée à la volonté. Il nia que ceux-ci transmettent les sensations en vibrant comme une corde de clavecin, attendu qu'ils sont mous, et que, pussent-ils osciller, ils en seraient empêchés par les ganglions. Il admet au contraire un fluide vital, dont l'existence était en quelque sorte rendue probable par les expériences de Hill, de Lœvenhoeck et de Ledermuller.

C'est ainsi que Haller appela l'attention sur les forces fondamentales de la nature animale, et les trois systèmes se trouvèrent en présence : l'un niait l'irritabilité, l'autre la sensibilité; un troisième niait leur nature distincte. L'insensibilité des tendons fut soutenue par Tissot de Lausanne, Moscati de Milan, et Borsieri de Trente, qui, le premier parmi les modernes, appliqua avec exactitude l'irritabilité de Haller à la théorie de l'inflammation, en écartant les anciennes hypothèses de l'obstruction.

Les disciples de Haller s'étaient fondés principalement sur ce qu'il ne se trouve pas de nerfs dans le cœur, qui pourtant est l'organe le plus irritable; mais Antoine Scarpa les y montra, et fit voir que les muscles du cœur ne diffèrent en rien des autres muscles soumis à la volonté.

Cullen, professeur à Édimbourg, après avoir ramené à un véritable système l'étude des nerfs, assigna pour cause à la fièvre et à l'inflammation les altérations de l'irritabilité. De l'Écosse et de l'Irlande, cette doctrine, qui exclut les maladies humorales, se répandit dans toute l'Europe. Vacca Berlinghieri réfute en partie Cullen, en soutenant que les humeurs en mouvement ne peuvent être soumises à la corruption que hors des vaisseaux, et que les altérations des corps, salubres ou nuisibles, viennent de la réaction des solides sur les fluides, suscitée par une nécessité physique.

Théophile Bordeu (1722-1777) établit les bases de la vitalité dans l'organisme, en ouvrant la voie à l'école physiologique, qui devait tant grandir en France. « Le corps animal, dit-il, est le résultat d'un concours d'organes et de parties qui conspirent au même but : ainsi la vie qui en dérive est l'ensemble des vies spéciales des organes particuliers; leur mutuelle harmonie donnera l'état normal; son dérangement produira l'état morbide. Le cerveau, le cœur, l'estomac, sont les trois fondements de la vie; le pathologue doit donc porter son attention sur les fonctions de ces organes, sur leurs vices et leurs perturbations. » Bordeu devança ainsi Broussais. Paul Barthez (1734-1806) reporta la médecine vers le principe vital, parce qu'il voyait partout des forces sensitives, des forces toniques et des forces motrices. L'action des médicaments résulte du mouvement imprimé à ces forces; la chaleur naturelle est produite par ce mouvement; la santé est l'exercice régulier des forces vitales, et la maladie vient de leur défaut d'équilibre.

Cependant les découvertes, la mode aussi donnèrent naissance à de nouveaux systèmes. Lorsque la chimie se fut renouvelée, la chimiatrie reprit vigueur, et l'on voulut faire servir cette science de base à la théorie des maladies. Mais, bien qu'elle

éclaircit l'action de la nature sur les êtres vivants et sur les corps inorganiques, c'était aller trop loin que de prétendre lui faire expliquer la vie. Les progrès de la chimie parurent autant d'arguments à la Mettrie pour soutenir le matérialisme. Le Genevois Tronchin, vanté par les encyclopédistes, consulté par le beau monde, inclina aussi au matérialisme; il défendit l'inoculation et favorisa l'hygiène populaire : il voulait de la pratique, et non des théories. L'ouvrage de Cabanis (1757-1808) (*Rapports du Physique et du Moral de l'Homme*) fut conçu dans le même esprit. Voyant les philosophes négliger le physique et les médecins le moral, il crut pouvoir les concilier. « Avec un verre de bon vin, disait-il, vous rendez un homme courageux : si donc la nature extérieure était toujours une mère prévoyante, nos facultés acquerraient un grand développement, comme nos mœurs, modifiées par le sexe, par l'âge, par le tempérament, par l'alimentation, pourraient devenir excellentes à l'aide de l'habitude. » Voilà donc l'homme réduit à l'état d'animal, à l'état de plante, comme l'avaient prêché les encyclopédistes, prétendant le rendre par là à sa dignité primitive.

Sitôt qu'on eut découvert l'électricité, plusieurs médecins l'appliquèrent à la physiologie, et lui attribuèrent les fonctions dont on avait gratifié autrefois les esprits vitaux. La médecine en espéra beaucoup, et le Vénitien Pivati alla jusqu'à croire qu'on pourrait à l'aide de l'électricité employer des médicaments sans les introduire dans le corps, rien qu'en les mettant dans les bouteilles de Leyde. D'autres l'employèrent avec raison dans la paralysie, contrairement à l'avis de Haller. Girtanner voulut expliquer l'irritabilité musculaire par l'action de l'oxygène du sang artériel et d'un double courant électrique, dont les nerfs sont les conducteurs. Dutrochet demanda aussi aux appareils électromoteurs l'explication des mystères de l'économie animale.

A mesure qu'on reconnut l'importance de l'anatomie pathologique, elle fut étudiée avec plus de circonspection et d'impartialité. Portal, dans l'*Anatomie médicale*, avait ajouté à la description des organes dans l'état naturel, celle de leurs altérations. C'est ce que fit encore mieux Morgagni de Forli (1682-1771), professeur à Padoue. Il rechercha le siége et l'ori-

gine des maux les plus cachés; et, malgré la prolixité de ses histoires, personne n'avait encore aussi bien associé que lui l'anatomie à la pathologie[1].

L'anatomie ne fit pas de médiocres progrès. Le Hollandais Camper, qui périt dans la révolution de 1787, démontra l'existence de l'air dans les cavités du squelette des oiseaux; il signala aussi les variétés naturelles de l'espèce humaine, et les caractères tirés de la conformation des os de la tête et de l'angle facial, d'après lesquels Blumenbach classa ensuite les races humaines. Tylor fit de belles observations sur la structure de l'œil et sur la cataracte; l'Écossais Hunter, sur l'utérus dans l'état de grossesse. Bianchi, de Turin, opposé à Haller, étudia le foie, et engagea à ce sujet une controverse avec Mascagni. Malacarne, de Saluces, porta son attention sur le cervelet humain, et reconnut l'un des premiers l'importance de l'anatomie comparée, science à laquelle s'appliqua aussi Rezia, professeur à Pavie. Une école pratique de chirurgie fut instituée dans cette ville par Antoine Scarpa (1767-1832), du Frioul. Il se lia à Paris avec frère Côme, le célèbre lithotome; à Londres avec les deux Hunter, avec Pott; et il observa les injections opérées alors dans cette capitale sur les sujets lymphatiques. Félix Fontana, qui étudia le venin de la vipère, suggéra au grand-duc Léopold l'idée du musée physique de Florence; et il fut appelé en Autriche pour établir celui de Vienne, dont on admire encore les préparations en cire.

Beaucoup de médecins, à la fin du dix-huitième siècle, poursuivaient les investigations physiologiques de Haller. Les travaux de Sœmmering et de Monro sur le cerveau et la moelle épinière, de Vicq-d'Azyr et de Scarpa sur l'ouïe et l'odorat, sont classiques en ce genre. Duverney, Rezia, Cruikshank et Mascagni s'occupèrent du système des vaisseaux lymphatiques, découvert par Aselli; Rudbeck et Bartolino prouvèrent qu'ils existent dans tout le corps, qu'ils absorbent le chyle et la lymphe. On

[1] Le sénat de Venise porta sa pension jusqu'à 2,200 sequins. On trouve dans le cours de ce siècle d'autres exemples de rémunérations généreuses, surtout de la part de la république vénitienne.

publia, après la mort de ce dernier, son *Anatomie* à l'usage de ceux qui étudient la sculpture et la peinture, ainsi que le *Prodrome de la Grande Anatomie*, où il représenta avec exactitude, et de grandeur naturelle, toutes les parties du corps. L'exposition succincte de l'anatomie de Langenbeck mit cette science à la portée de tout le monde; les planches de Sœmmering, de Rosenmüller, de Mascagni, offrirent tout l'ensemble de la vie animale; les travaux de Blumenbach, de Cuvier, de Geoffroy Saint-Hilaire, établirent le principe rationnel sur lequel se fondent les rapports des animaux entre eux. Berzelius examina chimiquement les parties constitutives du sang, et Bichat démontra que le sang se colore par le contact avec l'air respiré; Bréra, Duméril, Alibert, étudièrent la médecine iatroleptique, fondée sur la faculté absorbante de la peau; et Richerand signala l'action des vaisseaux artériels et veineux sur les mouvements du cerveau. Les *Exercitationes pathologicæ* de Paletta sont riches de faits et de vues nouvelles. L'Écossais Charles Bell fit des découvertes remarquables sur les fonctions du système nerveux. Ainsi, on vit se développer d'abord la physiologie générale avec Haller; puis l'anatomie descriptive, l'anatomie pathologique; ensuite l'anatomie comparée, après laquelle vinrent, comme conséquence, la paléontologie et l'organographie.

Jusqu'au siècle dernier on n'avait observé les phénomènes que dans leur généralité, sans descendre aux détails; et, ne sachant point fouiller profondément le tissu organique de l'homme, on se contentait d'observer en lui la manifestation vitale. Le regard pénètre plus avant, et même dans ce sublime magistère on prétend trouver une unité d'action qui tient de la mécanique. Les *Annales de la médecine* de F.-J.-G. Schelling, et le *Traité de la vie* de J.-F. Schelling, méritent de figurer en première ligne dans la philosophie naturelle. Oken fonda un système panthéiste, en faisant du monde une sorte d'animal; mais ni la chimie ni l'anatomie ne sauraient donner l'homme: il y faut la pensée et la réflexion. Bichat (1771-1808) distingue la vie animale et la vie végétative ou organique, et prétend établir la physiologie sur la théorie des propriétés vitales; il

voit entre les phénomènes vitaux et les phénomènes physio-chimiques, non-seulement des dissemblances, mais encore de l'opposition. On lui doit les plus admirables observations sur les agonisants, dans lesquelles il décrit la manière dont cessent les fonctions des deux vies. Dans l'anatomie générale, il peignit à grands traits les caractères des êtres organiques; et lorsqu'il a établi les caractères anatomiques d'un tissu, il le suit dans toutes ses transformations, tant que les procédés d'une investigation sévère peuvent lui suffire. En s'appliquant à observer les lois normales, il les voit se produire même irrégulièrement; d'où il résulte que les propriétés, et en conséquence les fonctions, en restent modifiées; de là les maladies. Celles-ci sont donc attachées aux transformations de l'organisme; et, considérées en elles-mêmes ou par rapport aux modifications des fonctions, elles produisent l'anatomie pathologique, science préparée par Linné et par Morgagni, et élevée par Bayle, Corvisart, Mackel, Otto, Cruveilher, Serres, Abercrombie, Andral, Louis, et Isidore Geoffroy Saint-Hilaire.

Dupuytren (1775-1835), qui écrivit peu, pratiqua beaucoup comme chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, et on lui est redevable d'un grand nombre de méthodes nouvelles d'opérations. Il a légué, en mourant, 200,000 francs à la faculté de Paris, pour la fondation d'une chaire d'anatomie pathologique. Boyer (1757-1833) publia, sur les leçons de Desault, son maître, un traité complet de chirurgie. Moins orné que Bichat, il résuma et compléta les travaux de l'Académie royale de chirurgie : ce ne fut pas un inventeur, mais un grand anatomiste et un sage opérateur. Le traitement des blessures et le régime des hôpitaux s'améliorèrent pendant les guerres de la république, et le nom de Larrey sera béni partout où l'ambition et la nécessité de se défendre mettront des armées aux prises.

Le système des humoristes allait toujours déclinant, depuis que les découvertes anatomiques et physiologiques avaient paru faire résider l'action vitale dans les parties solides, et en faire dépendre la circulation du sang ainsi que la sécrétion des humeurs. Ce système donna naissance à la doctrine du docteur Brown, d'Édimbourg, que Christophe Girtanner répandit sur le

continent, en le faisant passer pour son ouvrage. La santé, selon Brown, consiste dans une quantité réglée de force vitale, dont l'excès ou le défaut produisent les maladies. Celles-ci sont donc de deux espèces seulement : les maladies *sthéniques* (produites par un excès de force vitale), et les maladies *asthéniques* (produites par le défaut contraire) ; l'opium est vanté pour ces dernières comme un remède souverain. Considérant la plupart des maladies comme générales, et provenant de l'excès ou de l'insuffisance du principe vital ou d'irritabilité, ce praticien bornait le traitement à observer jusqu'au point où le malade pouvait supporter le remède opposé. Rasori (1766-1837) connut à Florence la doctrine de Brown dix ans après sa publication (1788), tant les communications étaient lentes à cette époque ; et il commença sa réputation en traduisant cet ouvrage (1792), puis en prenant sa défense contre ceux qui l'attaquaient. Vacca Berlinghieri le réfuta par des arguments de bon sens ; mais Rasori opposa la déclamation et l'emportement à tous ceux qui prédisaient la chute de cette doctrine. Il la modifia pourtant lui-même par sa théorie du contre-stimulant, d'après laquelle l'excitabilité et l'action des puissances extérieures seraient le principe même de la vie ; à tel point que le sentiment, la contraction musculaire, les phénomènes de l'esprit et de la passion, ne seraient plus que des modes d'excitation. Les remèdes, selon Rasori, se distinguent en stimulants et en contre-stimulants, et, comme tels, ils s'appliquent aux maladies qui, à l'exception de celles qui naissent d'irritations, proviennent toutes d'un excès ou d'un défaut de stimulant. La couenne du sang est produite par la phlogose et constituée par la fibrine. Or, la phlogose résulte d'un développement des vaisseaux veineux qui sont engorgés, et elle ne détruit ni n'engendre de parties organiques. La théorie du contre-stimulant fut modifiée par Tomasini (1769-1846), qui voulut l'intituler *Nouvelle Doctrine médicale italienne*

Déjà Rasori, Tomasini et Pinel avaient sapé la doctrine de Brown, et substitué le solidisme local au solidisme général, de manière qu'on étudiait l'action vitale de chaque organe tout en recherchant le siége particulier des maladies. Broussais

part de l'irritabilité de Haller, et c'est sur elle qu'il fonde la physiologie, la pathologie, la thérapeutique, et jusqu'à la philosophie médicale : cette unité de principe flatta les esprits par une apparence scientifique. Une force vitale préside à la formation primitive des tissus et à leur conservation, qui s'opère au moyen de l'irritabilité, mise en jeu par les agents extérieurs, et consistant en un mouvement de contraction qui appelle les liquides organiques sur le point excité. Si ce stimulant est excessif ou insuffisant, les fonctions des organes sont troublées, et la maladie en résulte : la maladie est donc ou l'effet de l'irritation et inflammation, ou d'un défaut contraire. Elle commence par un organe, et peut s'étendre à tous, et entraîner la mort ; or, le plus exposé de tous est le viscère digestif, siége des principales irritations. Le traitement consiste à accroître et bien plus souvent à diminuer l'irritabilité, à l'aide de stimulants ou de débilitants. *Il fallait,* dit-il, *partir d'un point quelconque pour étudier les maladies internes ; et j'ai pris mon point de départ dans la chirurgie. L'inflammation doit être à l'intérieur du corps ce qu'elle est à l'extérieur.* De là ses théories de la localisation primitive de toutes les maladies, de leur caractère sthénique presque général, de l'inflammation des organes digestifs substituée à tant de maladies diverses, enfin de l'emploi du traitement semblable à celui qu'on dirige contre les inflammations externes : savoir, les saignées, les sangsues, les boissons gommeuses. Il triompha ; mais bientôt sa théorie fut examinée, et comparée avec les résultats obtenus. Or, si on lui reconnut le mérite d'avoir étudié les inflammations, et d'y avoir fait admettre aussi comme telles les maladies chroniques, d'avoir rendu le diagnostic plus sûr en le localisant, et mieux observé l'appareil digestif, on lui reprocha de n'avoir établi qu'un seul genre de maladies, une seule opération organique, un seul traitement.

Broussais étendit son système aux faits intellectuels en traitant de la folie, et combattit l'ontologie pour faire revivre l'expérience matérielle : il fit de la sensibilité un produit nerveux, de la passion un acte des viscères, de l'intelligence une sécrétion cérébrale, du *moi* une propriété générale de la nature vivante, de la liberté des déterminations humaines une

chimère, n'y voyant rien que le résultat fatal d'une excitation dominante.

Les anatomistes-pathologistes et l'école de Broussais dirigèrent entièrement leurs recherches sur la matière organique. Cependant cette école vit bientôt s'élever contre elle l'école vitaliste, qui vient de se retremper dans l'étude de l'embryogénie.

La localisation des maladies eut alors pour elle la localisation des facultés du cerveau. Gall (1758-1828), fondateur de la *craniologie*, soutient que les facultés et les dispositions de l'homme sont innées en lui, et que leur manifestation dépend de l'organisation spéciale de l'encéphale. A un cerveau général, à l'intelligence générale unique, il en substitue une foule d'individuels, et autant d'organes qu'il y a de facultés : celles-ci, en se développant, opèrent sur les portions de l'encéphale qui leur correspondent, et produisent certaines protubérances ou sinuosités du crâne auxquelles leur énergie est proportionnée; de manière que nos facultés fondamentales peuvent être facilement reconnues. Le nombre, selon lui, s'en élève à vingt-sept, chacune ayant la faculté de percevoir, de se souvenir, de juger, d'imaginer, etc.; mais elles n'agissent que concurremment avec les facultés générales de la perception et de la mémoire. Gall chercha à se disculper de l'accusation de matérialisme et de fatalisme, et à tirer de son système une idée de la perfectibilité humaine, ainsi qu'une tolérance illimitée pour toutes les opinions, comme étant le résultat de l'organisme.

Personne ne refusera à l'école phrénologique le mérite d'une observation sagace du système nerveux. George Combe, d'Édimbourg, fit faire des progrès à la doctrine de Gall, en signalant à la surface du crâne le siége positif de chaque faculté, et en inventant le craniomètre. Quelques-uns ont voulu appliquer cette science naissante à l'éducation des enfants et la reconnaissance des criminels. Ils disent, pour échapper à la conséquence de la doctrine des fatalistes, que les prédispositions naturelles et innées peuvent se vaincre à l'aide de la volonté, et en s'efforçant d'en faire prévaloir d'autres.

L'homœopathie, l'hydropathie, et d'autres systèmes encore, sont portés aux nues par quelques-uns, tandis que d'autres

leur nient jusqu'à la qualification de *scientifiques*. Or, s'il fut jamais permis de révoquer en doute l'autorité de l'expérience, c'est à l'égard de ces doctrines, dont les partisans et les détracteurs se sont appuyés sur les mêmes faits. Les esprits sages les recueillent, et attendent leur explication du temps.

Le magnétisme animal, que les adeptes de Mesmer laissèrent tomber dans le ridicule, se releva en 1813 avec l'histoire de Deleuze, ouvrage écrit avec mesure et avec esprit. On affirme qu'un homme peut opérer matériellement de loin sur d'autres individus, par le seul intermédiaire d'un fluide différent des impondérables connus. Ce n'est donc pas la théorie physique de Mesmer, mais une théorie physiologique, puisqu'elle n'a besoin que de l'action libre de la volonté, et de ce qu'on appelle des *passes;* ce qui ne produit pas de convulsions, mais un changement de circulation, le somnambulisme, la lucidité de l'intelligence. Le magnétisé devient insensible aux impressions extérieures, à moins qu'elles ne soient produites par la personne avec laquelle il est mis en communication; il obéit au magnétiseur : doué d'une seconde vue, il perçoit l'intérieur de son propre corps et de celui d'autrui, la nature des maladies et les remèdes qui leur conviennent; puis, une fois réveillé, il ne se souvient de rien. On cite à l'appui les somnambules, les cataleptiques, les *loghis*, les trembleurs, les devins; et comme on trouve à toutes les époques de la société des miracles, des visions, des prophéties, qu'on ne saurait nier sans abolir toute certitude humaine, on espère les expliquer physiquement par le magnétisme.

Nous ne sommes que trop habitués à la guerre que la science officielle livre à celle qui apparaît nouvelle et excentrique, à l'esprit défiant et servile des savants de profession. Ceux qui admettent uniquement ce qu'ils comprennent, et rejettent ce qui ne peut ni se manier ni se tailler, trouvant les théories physiologiques impuissantes à embrasser et à expliquer les faits magnétiques, les nient résolûment; mais cette science, qui peut-être est destinée à jeter une grande lumière sur l'action nerveuse, est plus compromise par les exagérations de ses partisans que par ses ennemis eux-mêmes.

Quelle que soit la valeur des doctrines, la plupart croient toujours que la médecine doit procéder de préférence par les voies expérimentales. On a vu en Italie Geromini attribuer à l'ontologisme les erreurs de cette science, Giacomini combattre la doctrine diétésique, et Pucinotti prêcher la médecine hippocratique, qui se confie à la nature, comme le meilleur des médecins.

L'étude de la nature, en faisant des progrès, a mis de nouveaux médicaments à la disposition de l'art de guérir, et la mécanique en a perfectionné les instruments. Les moyens d'analyse multipliés sont venus s'offrir à l'anatomie, qui a eu grandement à profiter des sections et des injections des cadavres, des expériences sur la nature vivante, de l'usage du microscope et des analyses chimiques. La stéthoscopie aida à suivre la série des maladies des organes de la circulation et de la respiration; des vies entières ont été consumées laborieusement à étudier une seule maladie. Le système nerveux a été étudié avec l'importance qu'il mérite, et l'on a recherché comment, par la loi de réflexion, des maladies locales deviennent générales. L'action des agents pondérables ou impondérables, mesurée et dirigée à l'aide d'ingénieux appareils, a donné naissance à la nouvelle chimie organique et animale; et l'on espère que cette science répandra la lumière sur les affections psychiques, point de contact de la médecine avec les sciences morales.

Déjà le système brownien avait simplifié les méthodes curatives; et cette simplification a été poussée encore plus loin par l'hydrothérapie, l'homœopathie et la doctrine de Broussais; et non-seulement la polypharmacie, se trouve aujourd'hui condamnée, mais la chimie a rendu les médicaments supportables et plus efficaces; en outre, la série des remèdes héroïques s'est étendue. A peine Sertuerner eut-il découvert la morphine, l'un des principes essentiels de l'opium, que Pelletier et Caventou trouvent une quantité d'alcalis végétaux, au nombre desquels la quinine tient le premier rang : c'est une véritable quintessence des substances végetales, et la réalisation scientifique du songe de Paracelse. Les miasmes délétères sont décomposés par les chlorures alcalins; les méthodes désinfectantes sont non-seulement

appliquées aux hôpitaux, d'où disparaissent les fièvres nosocomiales, mais on voudrait en tirer parti pour abréger les quarantaines, si nuisibles à la rapidité du commerce. De même que la chimie, la chirurgie vient en aide à la médecine interne, en coordonnant ses opérations avec la physiologie et l'anatomie pathologique. La section des nerfs et des tendons, les ligatures des artères, l'art de pénétrer profondément dans les chairs pour en extraire des os cariés, en extirper des tumeurs ou en dégager des liquides, la cure radicale des hernies, l'extraction ou le broiement de la pierre, l'obstétrique régularisée, l'art de l'oculiste perfectionné, sont autant de services rendus par la chirurgie. Enfin, elle est parvenue à diminuer ou à supprimer les douleurs par l'inhalation de l'éther ou du chloroforme. On s'est occupé de la santé des équipages maritimes et de celle des armées, on a remédié au péril des sépultures précipitées; bien des maux ont été prévenus par la police médicale; des mesures ont été prises pour assainir les logements des classes pauvres. L'art vétérinaire s'exerce avec zèle sur les animaux qui partagent et allégent les travaux de l'homme. On a donné une attention scrupuleuse aux maladies des enfants; une multitude de faits ont été recueillis, faits qui éclairent une pratique sage, s'ils ne fondent pas encore de nouvelles doctrines.

APPLICATIONS.

L'un des caractères les plus saillants de la science contemporaine, c'est son application aux besoins et aux jouissances de la vie. La chimie, à son enfance, s'était appliquée à faire de l'or, et à découvrir le secret de prolonger la vie; c'est encore le but qu'elle se propose aujourd'hui par les applications usuelles. Jusqu'à Lavoisier, elle avait cherché des notions dans les procédés empiriques des arts techniques; à partir de la fin du dix-huitième siècle, elle ouvrit des routes inconnues aux vieilles industries, et en créa de nouvelles. L'extension des manufactures

de produits chimiques montra qu'elles ne servaient plus uniquement à la médecine. Pendant les guerres de la Révolution, la potasse étant devenue rare, on y substitua la soude, extraite du sel marin. Lorsque le blocus empêcha le sucre d'arriver, on y suppléa par la betterave.

Chaptal (1756-1832) rendit populaire cette science, reléguée naguère dans les pharmacies. Il établit des fabriques, introduisit des manufactures, encore ignorées, d'acide sulfurique, d'alun, de nitre, et de soude artificielle ; il enseigna à fabriquer l'acétate de cuivre, à teindre les cotons, à employer les sels de fer. Appelé en vain par le roi d'Espagne et par Washington, il ne voulut pas abandonner sa patrie, et il lui vint en aide dans les besoins de la Révolution. Sous le Directoire, il rédigea des règlements pour les fabriques, fit établir une chambre de commerce, des conseils d'arts et manufactures, etc. Il fit venir des ouvriers anglais avec leurs machines, encouragea les nationaux par des concours, créa au Conservatoire des arts et métiers une école spéciale de chimie appliquée aux arts ; il s'occupa des fonderies, des mines, des salines, des tourbières, de la circulation des grains, des méthodes pour la culture de la vigne, pour la fabrication du vin, pour l'élève des mérinos ; il introduisit dans ses propriétés les procédés nouveaux de la science, et ne dissimulait ni ses gros bénéfices, ni les moyens à l'aide desquels il les obtenait [1].

Berthollet exposa, dans l'*Art de teindre*, des vues et des applications nouvelles. Il étudia les phénomènes de la manipulation du sel de nitre, trouva le chlorate de potasse, et tenta de le substituer au nitre dans la fabrication de la poudre ; mais ce chlorate, trop explosif, ne s'emploie plus que pour la préparation des allumettes chimiques. Le Blanc et Dizé trouvèrent le moyen de fabriquer la soude, qui remplaça la potasse d'Amérique, ce qui délivra les verreries, les blanchisseries, les pa-

[1] Ayant donné sa démission lors du couronnement de Napoléon, Chaptal revint aux affaires en 1813, aux jours des revers ; et en 1815 il signala à Napoléon la nécessité de donner des institutions, gage d'une mutuelle confiance.

poteries, les savonneries, du danger de rester en chômage par l'interruption des communications. Dartigues parvint à extraire le soufre des pyrites ; d'autres chimistes perfectionnèrent la fabrication de l'acide sulfurique et de l'alun. La science trouva encore le secret de préparer des fumiers qui convertirent en richesses les débris organiques ; elle multiplia les moyens les plus commodes et les moins dispendieux d'allumer le feu ; elle perfectionna la poudre et les procédés pour faire partir les armes à feu.

A peine Chevreul eut-il fait connaître la véritable nature des corps gras, que les bougies stéariques remplacèrent celles de cire, beaucoup plus coûteuses. Les lampes d'Argand furent perfectionnées en 1801 par Carcel et Carreau, qui firent monter l'huile de manière qu'elle arrivât froide à la mèche, et l'imbibât continuellement ; depuis lors, on y apporté de nouveaux perfectionnements. Dans le thermolampe, imaginé en 1800 par le Français Lebon, le gaz hydrogène carboné, produit par la distillation du bois, servait déjà comme moyen d'éclairage ; mais il ne devint d'un usage général qu'à dater de 1806, époque où il fut employé dans les fonderies de Watt et Bulton. D'autres perfectionnèrent cette invention, qui se répandit bientôt, à tel point qu'elle fournit aujourd'hui l'éclairage à des villes entières.

La physique a trouvé aussi des applications utiles : les presses hydrauliques de Bramah tassent sur les bâtiments les fourrages militaires, les étoffes de laine et de coton ; d'autres foulent la tourbe pour en faciliter la combustion. On doit à Philippe de Girard la filature mécanique du lin à Leistenschneider, à Robert et à Didot la machine pour fabriquer le papier. Les perfectionnements apportés aux moulins, aux charrues, au fléau à battre le grain, égalèrent, en Angleterre surtout, l'invention du tissage mécanique. Les théories de Fourier ont été appliquées à améliorer les voies de communication ; celles de Rumford, à l'alimentation des classes pauvres ; les progrès de l'astronomie, à faciliter la détermination des longitudes ; ceux de la mécanique, à perfectionner les vaisseaux.

Les lois de la catoptrique ont été appliquées aux phares. D'abord la lumière y fut concentrée au moyen de miroirs parabo-

liques en métal ; mais il en résultait qu'on ne la voyait que dans les directions des rayons parallèles aux axes de lames paraboliques, et de grands espaces en restaient privés. Bordier corrigea ce défaut au Havre en 1807, en faisant tourner l'appareil ; et l'éclipse qui en résulte sert en outre à faire distinguer cette lumière de toute autre. Mais comme cette espèce de miroir perd facilement son poli, on songea à y substituer la réfraction, à l'aide de laquelle la lumière se dirige à volonté. C'est à quoi réussit Fresnel en se servant des lampes Carcel améliorées, et de lentilles décroissantes entourant comme d'anneaux la flamme, qui, en se réfractant, se trouve dirigée le plus convenablement.

Davy appliqua l'une des particularités du phénomène de la combustion à la lanterne des mineurs, en l'entourant d'une toile métallique, pour les garantir des explosions produites par le contact de la flamme avec les gaz inflammables. Il chercha aussi à préserver de l'oxydation le revêtement en cuivre des navires, en ôtant à ce métal, au moyen de clous, la tension électrique produite par le contact avec l'eau de la mer. Mais l'électricité négative y fait déposer une croûte de carbonate calcaire, sur lequel s'attachent des zoophytes et des mollusques, au point de rendre cette doublure inutile. La galvanoplastique est venue offrir de nouveaux procédés de dorure, surtout depuis le perfectionnement apporté à cette découverte par Ruolz et Elkington. On s'en est servi pour frapper des médailles ; et dans les établissements de Saint-Pétersbourg on a vu exécuter, par ce procédé, des statues n'ayant pas moins de trente pieds.

L'électricité a été appliquée aussi à la médecine ; elle l'est aujourd'hui à la métallurgie. Wheatstone l'a employée, à l'aide de mécanismes très-ingénieux, à transmettre des signaux à une grande distance, avec la rapidité de la pensée. Un télégraphe électrique vient de s'établir à travers la Manche, et l'on ne désespère pas d'en voir un prochainement entre Londres et New-York. L'électro-magnétisme met le feu à une mine, même sous l'eau, et peut-être le verrons-nous éclairer nos villes. Bunsen, dans ses recherches sur la lumière hydro-électrique, a démontré qu'avec 300 grammes de zinc, 466 d'acide sulfurique et 608 d'acide azotique, on produit pendant une heure, pour un

prix minime, une lumière égale à 572 bougies de stéarine.

Toutes les barrières parurent s'abaisser devant l'audace humaine, quand les frères Montgolfier traversèrent l'espace dans ces ballons, où ils raréfiaient l'air à l'aide d'un brasier attaché au-dessous. Le physicien Charles et le mécanicien Robert y adaptèrent un gaz plus léger, l'hydrogène, et substituèrent le taffetas à la toile : lors de leur ascension au Champ-de-Mars, les canons annoncèrent à la capitale de la France que la science venait de prendre possession des champs de l'air. En 1785, Pilâtre et Romain cherchèrent à combiner les deux systèmes de la fumée et de l'hydrogène ; mais l'hydrogène prit feu, et les deux aéronautes furent précipités du haut de l'atmosphère. Arnold et son fils firent une ascension à Londres; la machine s'étant inclinée, le père fut lancé dans l'espace; le fils se retint aux cordes jusqu'à ce qu'elle se fût redressée : elle se releva enfin; mais le feu y prit, et il tomba dans la Tamise, dont il gagna le bord à la nage. Ces expériences malheureuses firent considérer alors cette découverte comme un jeu périlleux; si quelque sceptique demandait : *A quoi est-ce bon?* Franklin repondait : *A quoi est bon l'enfant qui vient de naître?* Et aujourd'hui même, malgré la fin déplorable de Blanchard, Zembeccari, Garnerin, Gale, et de tant de hardis aéronautes, nous voyons les savants, les mécaniciens poursuivre le secret de diriger les ballons ; le temps n'est peut-être pas éloigné où ce jeu téméraire réussira à bouleverser toutes les conditions de la guerre et de nos systèmes de douanes.

Mais aucune application n'est comparable à celle de la vapeur. Les anciens n'ignoraient pas que l'eau, en se transformant en vapeur, se dilate, et acquiert une grande force élastique : en effet, Aristote et Sénèque attribuent les tremblements de terre à une évaporation subite de ce liquide, produite par la chaleur terrestre. Un siècle avant J.-C., Héron d'Alexandrie décrivait une machine correspondante à nos machines à réaction; et c'est peut-être à la connaissance de cette force qu'il faut attribuer quelques-uns des prodiges à l'aide desquels les prêtres païens abusaient de la crédulité du vulgaire. Salomon de Caus, ingénieur normand, a décrit une machine où la force élastique de la vapeur servait à soulever l'eau (*les Raisons des forces mouvantes*, Franc-

fort, 1615). Mais déjà, auparavant, Jean-Baptiste Porta avait traité de la manière d'évaluer les volumes relatifs de poids égaux d'eau et de vapeur, bien qu'on n'y voie pas l'intention d'obtenir une force motrice. Un nommé Branca proposa, à Rome, de diriger sur les aubes d'une roue horizontale le courant de vapeur développée par un éolipyle ; et, en 1663, le marquis de Worcester, d'élever l'eau à l'aide de la vapeur. En 1690, François Papin décrivit, dans les *Actes de l'Académie de Leipsick*, la première machine où un piston s'élevait et s'abaissait par l'expansion et la condensation alternative de la vapeur, à l'aide du froid. Il ne l'appliquait qu'à puiser de l'eau ; mais il comprit combien elle pouvait avoir de puissance, et exposa la manière de l'utiliser pour faire mouvoir un axe ou une roue. Il inventa la machine à double effet, et il en fit l'application à la balistique, à la navigation, à d'autres usages encore. Il avait imaginé avant 1710 la machine à haute pression sans condensateurs, la clavette à quatre fins, le *digesteur*, si précieux pour l'industrie, et la soupape de sûreté. Savery, capitaine anglais, exécuta en grand, en 1696, une machine à puiser, dans laquelle la vapeur se précipitait, au moyen du jet d'eau froide lancé sur les parois extérieures du vase métallique. Le serrurier Newcomen, s'étant associé à lui et au vitrier Cawley, apporta quelques perfectionnements à la machine de Papin ; et, dans celle qu'il exécuta en 1705, la condensation était effectuée par un jet froid dans le corps même de la pompe.

La soupape destinée à obtenir l'alternative d'expansion et de condensation se fermait et s'ouvrait encore à la main. Henri Potter, jeune garçon employé à cette manœuvre fastidieuse, ajouta des verges de fer au balancier, servant à ouvrir et à fermer la soupape au moment opportun ; ce qui donna à l'ingénieur Brighton l'idée du triangle vertical se mouvant avec le balancier, tel qu'il est usité aujourd'hui dans les grandes machines. Le volant, inventé par Fitzgérald, vint compléter les moyens proposés par Papin pour changer en circulaire continu le mouvement rectiligne de va-et-vient. La nécessité de refroidir le cylindre à chaque condensement de la vapeur entraînait encore une grande déperdition de chaleur. Enfin, Watt songea à ajouter au corps de pompe une chambre où passe la vapeur,

après avoir produit son effet et reçu le jet froid, sans que la température s'abaissât dans le corps de la pompe. En 1769, il obtint un brevet pour cet appareil essentiel du condensateur isolé, et il construisit ainsi les machines à effet simple; puis la machine à double effet en un seul corps de pompe. En 1784, il inventa le parallélogramme détaché pour la machine à double effet, et y appliqua le régulateur à force centrifuge. Lorsque ensuite Murray exécuta, en 1801, les tirants mus par une excentrique, les organes mécaniques de cet appareil se trouvèrent complets.

Tout cela ne servait encore qu'à des machines fixes, lorsque, quarante-deux ans après que la première idée s'en était offerte à Papin, Jonathas Hull (1737) obtint un brevet pour construire un bateau remorqueur avec la machine de Newcomen. Ce projet n'eut pas de résultat. Mais le Français Perrier en 1775, et le marquis de Jouffroy en 1778, construisirent des bateaux de ce genre : ce dernier en établit même un sur la Saône, ayant quarante-six mètres de long sur quatre mètres cinquante de large, et mû par deux machines. La Révolution l'ayant forcé d'émigrer, les Anglais prirent les devants; et Miller en 1791, lord Stanhope en 1795, Symenton en 1801, continuèrent les tentatives avec succès.

Dès l'année 1543, le capitaine Blasco de Garay avait offert à Charles-Quint une machine destinée à donner l'impulsion aux navires sans le secours du vent et des rames. L'empereur en autorisa une expérience qui fut faite dans le port de Barcelone. Bien que l'auteur ne voulût pas publier son important secret, on sait que l'appareil consistait en une chaudière d'eau bouillante, qui faisait mouvoir deux roues sur les flancs du bâtiment. On loua le résultat obtenu; mais le trésorier Ravago objecta qu'un navire de cette espèce ne pouvait faire plus de deux lieues en trois heures; qu'il coûtait beaucoup, et qu'il y avait en outre le danger de l'explosion de la chaudière [1]. Les hommes pratiques émirent

[1] Les documents à ce sujet ont été publiés par Navarrète et par Dezos de la Roquette, *Recueil des voyages et découvertes des Espagnols depuis la fin du quinzième siècle.*

une opinion toute contraire; mais Charles-Quint, occupé à ses guerres, n'avait pas le temps de songer à une invention qui aurait hâté de deux siècles et demi la révolution dont nous sommes les témoins dans l'art de naviguer.

Un autre mécanicien se présenta, de nos jours, à un empereur animé des idées de Charles-Quint, et lui proposa aussi des bateaux pouvant marcher contre le vent par la force de la vapeur. Or ce guerrier, qui pourtant cherchait tous les moyens d'abattre l'Angleterre, méconnut celui qui lui aurait donné une supériorité infaillible. Napoléon, malgré son génie, ne comprit pas l'ingénieur Fulton, et il dut le regretter amèrement aux jours de ses revers.

La liberté accueillit ce qu'un conquérant avait dédaigné : cette Amérique, que nous appelons encore le nouveau-monde, et qui aspire, comme un vaillant élève, à surpasser son maître, appliqua à la navigation cet agent, qui produit d'incalculables effets; et, grâce à la vapeur, les mers sont aujourd'hui traversées avec sécurité et avec une rapidité jusque-là inconnue. Robert Fulton (1765-1815), né de parents irlandais en Pensylvanie, fit naviguer en 1807 le premier bateau à vapeur sur l'Hudson; à peine obtint-il deux lieues à l'heure. Cependant sa découverte se propagea. L'Angleterre eut en 1812 ses premiers bateaux réguliers, la France, en 1816; les autres nations les suivirent. Ce ne fut qu'en 1841 que l'océan Pacifique fut sillonné pour la première fois par des bateaux à vapeur (*le Pérou* et *le Chili*), construits en Angleterre pour un service régulier entre Valparaiso et Lima.

L'Angleterre et ses colonies, qui ne possédaient en 1814 que deux bateaux à vapeur de 456 tonneaux, en comptaient en 1824 cent vingt-six, jaugeant ensemble 15,739 tonneaux; en 1834, quatre cent soixante-deux, du port de 50,734 tonneaux. Ils dépassent aujourd'hui mille. Le premier bâtiment de guerre à vapeur anglais fut construit en 1828, et la marine anglaise en compte aujourd'hui plus de cent. Les théoriciens et les praticiens avaient déclaré cependant qu'il serait impossible d'en faire usage pour traverser l'Océan; mais *le Great-Western*, parti de Bristol au mois d'avril 1838, arriva à New-

York en quinze jours, après avoir fait douze cents lieues.

Ce fut alors que l'on songea à substituer au bois le fer, qui est plus fort, plus léger, et qui n'a rien à craindre des insectes. Doll imagina en 1818 les cales à plusieurs compartiments, système qui, si l'une fait eau, laisse les autres intactes ; C.-W. Williams mit cette découverte en pratique. On construisit, d'après ce système, *le Tigre, l'Euphrate, l'Alburkha, le Quorra, l'Albert, le Wilberforce* et autres, pour servir à l'exploration des fleuves. Ces navires purent pénétrer plus avant vers les pôles, en brisant les glaces et en tirant moins d'eau. On remonta des fleuves jusqu'alors inaccessibles. Maintenant l'Orénoque, l'immense Missouri, le mystérieux Mississipi, servent, grâce à ces pyroscaphes, à rapprocher les populations les plus éloignées. On les emploie maintenant à explorer le Niger, afin d'arriver à l'extirpation entière de la traite des nègres. Deux vapeurs ont remonté l'Euphrate jusqu'à Belès l'espace de plus de trois cents lieues pour ouvrir de ce côté une nouvelle voie plus favorable au commerce que celle de Suez ; car l'Angleterre n'y serait en concurrence ni avec les Arabes ni avec les Banians.

Bientôt après, le gouvernement général des Indes songea à utiliser la vapeur pour faciliter ses relations avec la mère patrie. Ce projet fut longuement discuté. Enfin le capitaine Johnson partit, le 16 août 1825, de Falmouth avec *l'Entreprise*, bâtiment de 460 tonneaux ; et, le 7 décembre, il touchait au Bengale. Quand trois mois ne suffisaient pas à un navire ordinaire pour faire sur le Gange le trajet de Calcutta à Allahâbâd, ceux-ci y arrivèrent en huit jours, bien qu'ils ne marchassent pas la nuit. D'autres se dirigèrent vers la mer Rouge; et en 1830 *le Hug-Lindsay* passa de Bombay à Suez en vingt et un jours. Ceux qui le suivirent y mirent moins de temps encore. Le parlement résolut donc d'établir des communications par cette voie, et l'on espère que la malle de Bombay pourra arriver à Londres en un mois. Ainsi s'effacent les distances. Déjà la nouvelle Société anglaise entretient, à l'aide de quatorze *steamers* et de trois goëlettes à voiles, le service de la poste, à raison de deux courriers par mois, entre la Grande-Bretagne, toutes les parties des Indes occidentales, la côte voisine de l'Amérique méridio-

nale, et Honduras ; elle expédie deux fois par mois des navires à la Havane, à Nassau, aux ports des États-Unis sur l'Atlantique, et jusqu'à Halifax dans la Nouvelle-Écosse. Le service est organisé de manière à faciliter les communications entre toutes les îles et les continents, de Surinam à l'orient, jusqu'au Mexique à l'occident, et du golfe de Paria et de Chagrès jusqu'à Halifax. On va ainsi et l'on revient en soixante jours de l'Amérique à Londres, après avoir touché à la plupart des îles occidentales, et visité les principaux ports de l'Amérique, sur des bateaux où l'on trouve toutes les commodités de la vie.

Le grand défaut des bateaux de Fulton était de n'avoir d'autre moteur que la vapeur, et de ne point profiter des grandes forces naturelles. En effet, la machine se trouvant placée au centre et sur les flancs du navire empêche d'y élever une mâture puissante, capable d'affronter les plus grandes tempêtes. On vient, dans la construction du *Great-Britain*, de remédier à ce défaut en remplaçant les aubes des roues par la vis d'Archimède, ou plutôt par une vis ordinaire de seize pieds de diamètre, nouvel appareil de propulsion que les Français attribuent à Delisle, et les Anglais à M. Smith. Ce mécanisme allége le navire de cent tonneaux, et donne au bâtiment de la commodité et de l'élégance, en même temps qu'il lui rend plus aisée l'entrée des canaux. Si ce procédé s'étend, comme il est à présumer, il facilitera beaucoup les voyages dans l'Inde, ralentis d'ordinaire par les calmes alternatifs, par les courants, et par les tourbillons.

Tels sont les résultats que l'on a atteints, depuis que l'on n'abandonne plus la construction des pyroscaphes à une pratique aveugle. La remonte d'un fleuve, que l'on avait toujours considéré comme un obstacle au commerce, est maintenant facile et lucrative par la dépense immense de charbon. Aussi la découverte d'une mine de charbon de terre est plus estimée aujourd'hui qu'au seizième siècle l'était celle d'une mine d'or, et suffirait pour enrichir quelque rocher désert de la Polynésie. L'invention des pyroscaphes ne date pourtant que d'hier ; mais qui pourrait calculer les perfectionnements dont elle est susceptible, et les conséquences qu'elle aura ?

Notre siècle a été caractérisé par la rapidité des voies de com-

munications : ses premières années ont vu, en effet, les anciennes routes s'améliorer et de nouvelles s'ouvrir, par ce besoin croissant de se communiquer les produits du sol, de la pensée, de l'expérience ; puis, dans une proportion extraordinaire, par l'établissement des chemins de fer. Les routes impraticables sur lesquelles il fallait conduire le charbon des mines de Newcastle suggérèrent l'idée de fixer dans toute leur longueur deux lignes de poutres, sur lesquelles les chariots couraient plus facilement. Vint ensuite la pensée de couvrir ces madriers de lames de fer, puis d'y attacher des listeaux aussi en fer (1767), à bord extérieur relevé, afin que les roues ne pussent pas dérayer. On en construisit ainsi plusieurs ; mais, depuis 1808, on cannela les roues elles-mêmes, qui s'emboîtèrent sur l'ornière en relief, de fer battu, soutenue par des coussinets assujettis sur des socles en pierre, auxquels on substitua ensuite des poutrelles avec plus d'avantage.

Dès 1769, Watt avait conçu l'idée de faire mouvoir une voiture par la vapeur. L'année suivante, le Français Cugnot en exécuta une dans l'Arsenal de Paris ; mais comme il ne connaissait pas la manière de diriger ni de modérer le mouvement de la machine, elle renversa un mur. En 1805, Trévithick et Vivian, appliquant l'idée bien connue d'une machine à haute pression sans condensateur, firent les premiers essais d'une locomotive sur des rails en fer ; l'invention se perfectionna ensuite peu à peu jusqu'à George Stephenson, qui établit en 1814 des locomotives régulières. La première application en grand fut faite en septembre 1825, sur la route qui conduisait des mines de Darlington au port de Stockton, à une distance de vingt-cinq milles anglais, durant une grande partie desquels les charrois descendent d'eux-mêmes. Le chemin de fer construit entre Manchester et Liverpool réussit mieux encore. Ces deux villes communiquaient auparavant par deux canaux qui, bien que très-incommodes, avaient rapporté de gros bénéfices aux actionnaires. Les nombreuses difficultés que présentait l'exécution furent vaincues, et l'ouverture s'en fit le 15 septembre 1830, sous la direction de Stephenson : les machines, dociles à l'impulsion du conducteur, faisaient de quarante à cinquante kilomètres par heure.

Sept années après, une locomotive de Sharp et Roberts parcourait cent kilomètres dans le même espace de temps.

La France a commencé par le chemin de Saint-Étienne à Lyon, dont la longueur est de quarante-cinq milles; et les chemins de fer maintenant sillonnent toute la surface du pays. La Belgique, rendue à son indépendance, a fait de ses différentes villes autant de faubourgs de sa capitale; la Prusse réunit par un réseau du même genre les États de l'Allemagne; l'Autriche se rattache la Hongrie, la Bohême, le royaume lombardo-vénitien; la Russie s'en sert pour effacer les immenses distances de son empire. En Amérique, les chemins de fer auront à la fois facilité et ouvert des communications entre des provinces isolées; ils y ont été construits dans des proportions gigantesques, comme sur un sol vierge; et, depuis que les diverses compagnies ont confondu leurs intérêts, une seule route conduit de Portsmouth (*New-Hampshire*) à la Nouvelle-Orléans, sur un espace de dix-huit cents milles sans interruption.

Depuis lors, Stephenson conçut le hardi projet d'établir un chemin de fer sur un bras de mer, en le faisant passer au travers d'un immense tube de fonte. En somme, il a suffi de vingt-cinq années pour créer une source de chemins de fer qui pourrait faire le tour du globe.

Là encore se manifeste l'utilité de la paix, de la liberté d'industrie, de la sûreté des relations. Les États-Unis ne commencèrent qu'en 1817 le premier canal d'Érié; et au commencement de 1843 ils avaient terminé 25,380 kilomètres, tant en canaux qu'en chemins de fer. A la fin de 1842, on parcourait librement 7,000 kilomètres de canaux et autant de *rails-ways*, distribués sur 24,700 myriamètres carrés, peuplés de dix-huit millions d'âmes. La Grande-Bretagne, qui a commencé depuis un siècle ses travaux publics, a, sur 3,120 myriamètres carrés, habités par vingt-sept millions d'âmes, 4,500 kilomètres de canaux et 4,000 de chemins de fer; la France, 4,350 kilomètres de canaux et 1,750 de chemins de fer sur 5,277 myriamètres, avec une population de trente-quatre millions d'habitants. Ces deux pays ensemble, avec la Belgique et la Hollande, n'arrivent donc pas à égaler les travaux faits en vingt-cinq

années par les Américains pour leurs voies de communication. Cependant le fer est rare chez eux, car ils doivent tirer les barres d'Angleterre; la main d'œuvre est chère, et les capitaux peu abondants; mais ils ont su y apporter une économie extrême, et s'occuper de l'utilité beaucoup plus que de la beauté des constructions.

Les voitures à vapeur sont encore une invention récente; on peut donc y espérer des améliorations qui obvieront aux dangers les plus graves, leur feront franchir les pentes, et parcourir des courbes d'un faible rayon; elles ne seront éminemment sociales qu'autant qu'elles pourront être employées sur les routes ordinaires, et servir même aux particuliers.

On a fait beaucoup de recherches sur l'effet de la vapeur engendrée par d'autres liquides, ou sur les gaz permanents soumis à l'action de la chaleur. Une machine mue par l'acide carbonique a fonctionné à Londres, dans le Tunnel, sous la direction de l'ingénieur Brunel; mais l'économie qu'elle procurait ne compensait pas même le prix des métaux qu'elle usait. Il paraît en outre que les vapeurs qui proviennent des liquides exigent une quantité de chaleur égale pour produire la même force motrice, et que, par suite, ce n'est pas la peine de changer, du moins en grand, le liquide qui, ne coûtant rien, comme l'eau, est commun partout, et généralement répandu [1].

Ainsi l'homme puise dans un réservoir intarissable et universel une force motrice beaucoup plus considérable que celle qui est nécessaire pour obtenir le charbon et l'eau qui la produit, ce qui assure son empire sur le globe.

Que dire des étonnantes applications de la vapeur aux machines? En 1792, on calculait que toutes les machines qui existent en Angleterre faisaient le travail de dix millions d'hommes;

[1] Ceci n'est pas exact : les liquides dont le point d'ébullition est peu élevé, s'ils sont plus chers que l'eau, n'exigent pas autant de combustible pour produire la même force expansive. Ainsi, on a fait tout récemment à Toulon l'essai d'un navire mu par la vapeur d'éther, et cet essai a parfaitement réussi : il donne une économie de plus d'un tiers sur le combustible.

en 1827, ce chiffre s'élevait à deux cents millions ; à quatre cents, en 1833. Dans les filatures, les broches qui faisaient cinquante tours à la minute en font aujourd'hui huit mille. Dans une seule fabrique, à Manchester, on en fait fonctionner cent trente-six mille, qui, en travaillant ensemble, filent par semaine un million deux cent mille écheveaux de coton. A New-Lanark, Owen produit par jour, avec deux mille cinq cents ouvriers, autant de fil qu'il en faudrait pour faire deux fois et demi le tour du globe. La *Jenny-mull* tire d'une livre de coton un fil de cinquante-trois lieues de longueur, ce que ne pourrait faire la main la plus habile. Dans le seul comté de Lancastre, on fournit chaque année, aux manufactures de calicots, autant de fil qu'en pourraient préparer avec le fuseau vingt et un millions de fileuses.

En résumé, la vapeur donne déjà la force de dix millions de chevaux ou de soixante millions d'hommes ; et pourtant elle n'est encore qu'à ses débuts. Depuis 1814, l'application en a été faite à la presse ; ce fut d'abord pour l'impression du journal anglais *le Times*, ce qui donna un tirage de 10,000 feuilles à l'heure, célérité qui répond à cette fièvre impatiente que notre époque ressent pour les nouvelles. Il est une infinité d'ouvrages qui ne pourraient absolument s'exécuter sans la vapeur. Il faut aux mines de Cornouailles cinquante mille chevaux pour en retirer l'eau, c'est-à-dire trois cent mille hommes ; une seule mine de cuivre y emploie une machine à vapeur d'une puissance de plus de trois cents chevaux, et, pendant vingt-quatre heures qu'elle opère sans relâche, elle exécute le travail d'un millier de chevaux.

L'homme est donc arrivé désormais, avec l'aide de la vapeur, à dessécher des marais, à tarir des puits et des mines, à faire jaillir des fontaines, à distribuer l'eau, dans des villes comme Paris et Londres, aux étages les plus élevés. Il construit, il domine les mers et les vents, il parcourt la terre avec une vélocité impossible aux moteurs animaux ; il creuse des ports et des canaux, et il dirige des fleuves ; il pourra couper des montagnes et combler des vallées, fendre les isthmes qui joignent et séparent les grands continents, rattacher à de grands centres

les populations disséminées. En un mot, l'homme se rapproche chaque jour davantage de l'homme, et s'empare de la surface de ce globe. Qui sait s'il ne pourra point, par la suite, y pénétrer plus avant? Comme agent physique et chimique, la vapeur est employée dans une foule d'opérations, comme le blanchiment, le tannage, la teinture, le chauffage des appartements, la concentration de la gélatine et des sirops, la purification des matières animales et des métaux. En un mot, elle pourra devenir l'agent le plus puissant de la technologie moderne.

Source de richesse dans la paix, elle pourra être dans la guerre un auxiliaire formidable. Déjà les troupes peuvent se transporter rapidement, ce qui diminue la nécessité d'en entretenir un aussi grand nombre sur pied et de multiplier les garnisons. Les siéges, et les batailles sur mer et sur terre, changeront peut-être de caractère au moyen de ces agents. Si Perkins a tenté vainement d'appliquer la vapeur aux projectiles, son système ne pouvant servir que pour des boulets pesant moins de quatre livres, Madelaine a proposé de faire opérer des volants dont les balles, à la fois fortes et élastiques, lanceraient l'un après l'autre des projectiles pesant jusqu'à huit kilogrammes, pour repousser les attaques. Peut-être parviendra-t-on à s'en servir pour donner à l'artillerie l'agilité qui lui est si nécessaire, ou pour lancer contre l'ennemi des masses qui en rompraient l'ordonnance, comme les chars armés de faux des anciens.

L'application de la vapeur est la plus grande œuvre de notre siècle, et peut-être n'est-elle pas la dernière. L'invention des chemins de fer à propulsion atmosphérique, par Samuel Clegg et Samuda, fait disparaître les plus grandes difficultés, et écarte les dangers de ce genre de locomotion. Enfin l'électricité et le magnétisme se trouvent partout dans la matière à l'état latent, et la science cherche déjà à en tirer parti pour se créer un moteur nouveau et d'une extrême puissance.

PHILOSOPHIE.

Depuis Descartes, la philosophie se trouvait avoir reculé vers le doute et le matérialisme. L'école anglaise de Locke devint populaire, d'autres diront vulgaire, en raison de cette confiance avec laquelle elle explique les faits intellectuels, en sautant à pieds joints par-dessus toutes les difficultés. Il n'y a pas d'idées innées, nous dit Locke; toutes dérivent des sens et de la réflexion. Mais comment l'idée de substance peut-elle venir des sens? Locke, au lieu de s'attacher à ce problème, nia l'existence de cette idée, parce qu'il ne pouvait la déduire des sens.

Le vulgaire accepta aveuglément ses assertions; mais d'Alembert, qui pourtant le proclamait le Newton de la métaphysique, s'aperçut que deux choses restaient à expliquer. Si les sensations sont des modifications intérieures de l'esprit, comment se fait-il qu'elles nous semblent être dans les corps? Comment pensons-nous ce qui est en dehors de nous? Les sens nous offrent en outre diverses sensations indépendantes : or, de quelle manière l'esprit les rapporte-t-il à un sujet unique? Lorsque je manie une boule de neige, je sens le froid, la résistance, la pesanteur : comment ces trois qualités distinctes se réunissent-elles dans l'idée complexe d'une boule de neige?

Objections fondamentales, devant lesquelles on s'étonne que l'on ait pu nier l'idée de substance, et confondre les sensations extérieures avec les jugements qui s'y mêlent.

Condillac (1715-1780) prétendit expliquer les difficultés soulevées par d'Alembert; mais il ne les comprit même pas, parce qu'il prenait pour point de départ la matière de la connaissance, et non la forme. On connaît l'hypothèse de la statue, à laquelle le philosophe attribue successivement les divers sens. L'odorat, la vue, l'ouïe, le goût, ne suffisent pas pour assurer la statue qu'il existe quelque chose en dehors d'elle; mais le toucher lui donne le sentiment de solidité, qui est comme le pont à l'aide duquel l'intelligence passe hors d'elle-même, et arrive à se rendre

compte de l'existence des corps. Condillac supprima la très-petite part que Locke avait laissée à la réflexion, réduisit tout aux sens ; la psychologie devint avec lui une branche de la zoologie. L'homme ne forme plus qu'un anneau dans la chaîne des êtres ; ses facultés ne sont que le développement varié d'une première sensation. L'attention est la perception de l'objet présenté par les sens ; si elle est double, elle s'appelle comparaison ; si l'objet de l'attention est éloigné, c'est la mémoire. *Sentir* la différence et la ressemblance de deux objets, c'est le jugement ; une suite de jugements constitue la réflexion ; déduire un jugement d'un autre qui le renferme, c'est raisonner, c'est-à-dire qu'on ne peut raisonner sans sensation ; et l'ensemble de toutes ces facultés se nomme *entendement*. Si l'on considère les sensations en tant qu'agréables ou désagréables, on a la genèse des facultés qui se rapportent à la volonté, laquelle n'est que le désir rendu permanent par l'espoir. La réunion de toutes les facultés relatives à l'intelligence ou à la volonté constitue la pensée, qui, en conséquence, est engendrée par la sensation.

Cette unité parut une merveille. Il sembla que c'était chose merveilleuse que d'effacer le sujet, et de réduire les facultés même les plus actives de l'âme à un seul principe passif. Raisonneur superficiel, Condillac ignore tout à fait l'idée de cause ; il croit à la sensation, mais il ne se demande pas *comment* elle est perçue. Il parle sans cesse des transformations que subit la sensation, mais sans nous dire comment ce phénomène s'opère, et d'où procède ce nouvel élément. Si c'est la sensation qui perçoit, qui juge, abstrait, se perpétue, ne serait-elle pas synonyme à la fois du mot *âme*? La naissance simultanée de la parole et de la pensée, déjà indiquée par Locke, en passant, fut reproduite par Condillac : ce sont les mots qui, selon ce dernier, donnent naissance à la réflexion, à l'abstraction, au raisonnement, en vertu de quoi l'intelligence de l'homme surpasse celle des animaux. Certes la parole forme bien une condition essentielle de cette supériorité, mais elle n'en est pas la cause originelle; et Condillac, qui attribue tous les progrès à l'habileté avec laquelle nous nous sommes servis du langage, ne s'enquiert pas d'où cette habileté nous est venue.

Le sensualisme était porté en Angleterre à ses dernières conséquences avec plus d'esprit et de résolution. L'axiome, *Tout effet a une cause*, est impossible à déduire de l'expérience, qui nous présente des faits isolés, mais jamais la connexion qui existe entre eux et leur cause, encore moins leur nécessité. Au lieu donc d'en conclure qu'il existe en dehors des sens une autre source de connaissances, Hume aima mieux établir l'axiome de l'habitude; et, pour ne pas douter du jugement arbitraire d'un philosophe, il supposa tout le genre humain en erreur, et supprima le fondement le plus général de l'activité humaine. L'idée de cause supprimée, tous nos jugements tombent; car nous ne pouvons expliquer les phénomènes qu'en y appliquant cette notion, qui seule nous permet de croire à l'existence des corps car nous croyons en tant qu'ils sont la cause de nos sensations. Les notions morales ne se soutiennent pas davantage; car l'homme, d'après ce système, ne peut plus être mû que par l'intérêt personnel; et tout motif rationnel manquant de générosité, d'abnégation, il ne reste plus que le doute. L'idée de liberté tombe aussi, car un choix libre *sans motifs n'est pas possible;* et le motif ne pourrait être qu'une sensation qui entraîne irrésistiblement la volonté. D'un autre côté, les sens n'offrent plus un moyen d'arriver à Dieu, si l'on cesse de le considérer comme cause; donc plus de religion. Il n'y a point de philosophie possible sans connaître le rapport qui existe entre la cause et les effets; et l'esprit humain est capable de connaître autre chose que certains faits qui se passent en lui-même, et dont il se souvient.

Berkeley était arrivé par une autre voie à la même négation. Les substances ne peuvent nous être connues que par les qualités qui leur sont inhérentes. Or, nous ne pouvons concevoir aucune qualité comme inhérente à une substance matérielle; le monde extérieur n'est rien qu'un phénomène, et il ne nous est donné de percevoir que des idées. Tous ces ordres de sensations ne sont que des signes conventionnels, des mots d'une langue dans laquelle nous parle Dieu, qui est la seule cause efficiente. Comme Berkeley n'admet que les idées, son système fut appelé idéalisme; mais il vaudrait mieux le nommer *idéisme*.

Telles furent les conséquences logiques de la doctrine de Locke;

le sens commun s'en effraya, et se mit à examiner l'erreur et à chercher un remède. L'Écossais Thomas Reid (1710-1796). esprit solide, y opposa la doctrine du sens commun, et les principes indépendants de l'éducation. La philosophie ne doit pas prétendre expliquer les causes et les substances, attendu que nous ne pouvons connaître de la réalité que les faits ou les phénomènes que nous observons, et que nous devons nous contenter de bien décrire. Parmi les faits, les uns tombent sous les sens, d'autres sont l'objet des perceptions intimes; les premiers regardent la physique, et les seconds la philosophie; il se trouve dans l'esprit humain quelques vérités fondamentales, indépendantes de l'expérience, d'après lesquelles, non-seulement le vulgaire, mais les philosophes eux-mêmes, raisonnent et sont contraints de raisonner, s'ils veulent être compris. L'un de ces axiomes est la véracité du témoignage des sens; l'autre, qu'il n'y a point d'effets sans cause efficiente. Partant de là, nous acquérons la notion des corps au moyen de l'*impression* que ceux-ci font sur nos organes, de la *sensation* qui en résulte dans notre âme, de la *perception* de l'existence, et des qualités sensibles de ces corps. Comme la sensation ne peut être cause de la perception de l'existence d'un corps, il faut bien admettre dans l'esprit une activité innée qui le porte à juger, par la voie de la sensation, l'existence du monde extérieur.

Reid entreprit donc de fortifier les principes du sens commun contre la philosophie, qui prétendait l'anéantir. Mais, en voulant que la sensation diffère de la perception, il enlève la certitude à la connaissance, et retombe dans l'*idéisme* qu'il voulait combattre. Il croit que la sensation est précédée par le jugement, à l'aide duquel on la reconnaît et on la distingue; et que la première opération de l'esprit est la synthèse, et non l'analyse. Mais, s'il combattait ainsi les partisans de Locke, il ne voyait pas que le jugement même suppose une idée simple, générale, puisqu'on ne peut juger qu'une chose existe sans avoir une idée de son existence; si tel objet perçu existe dans la réalité, les idées générales n'ont d'existence que dans l'esprit : il manquait donc à Reid un moyen de les expliquer. Dugald Stewart (1753-1828) crut plus à propos de les nier, et d'affir-

mer qu'elles ne sont que des noms. Il ne s'aperçut pas que les noms ne peuvent expliquer l'acte par lequel l'esprit imagine des êtres possibles, et en plus grand nombre que tous les êtres qu'il a perçus par les sens : c'est à quoi ne suffisent pas non plus les notions des qualités perçues dans les individus mêmes, et qui leur sont adhérentes ; il faut que l'esprit conçoive ses qualités en elles-mêmes, c'est-à-dire isolées des individus, et simplement comme possibles. Les signes ne sont pas non plus suffisants pour expliquer comment on arrive aux vérités générales, lorsqu'on n'admet pas que ces vérités soient quelque chose de réel. Ainsi le problème de l'origine des idées générales n'est pas résolu par l'école écossaise.

En Allemagne aussi, l'on vit les disciples de Leibnitz et de Wolf se laisser supplanter par l'empirisme de Locke, préférant la variété des applications à l'unité du principe. Mais ce scepticisme provenait moins de la conviction que du vide qu'ils trouvaient dans le dogmatisme. Ils sentaient donc qu'il était temps de changer de route, si l'on voulait arriver à la certitude. C'est ce que fit Emmanuel Kant, de Kœnigsberg (1724-1804), qui réalisa, avec plus de résolution que personne, cette idée des modernes, que l'objet unique de la philosophie est l'esprit humain en lui-même, isolé de tout ce qu'il touche, réfléchit et suppose.

Mais, loin que la vérité ait brillé tout à coup à ses yeux, nous trouvons sa doctrine enchaînée à celle de ses prédécesseurs, dont elle semble un corollaire. Lorsque Descartes posa le problème fondamental, *Puis-je savoir quelque chose? Que puis-je savoir?* il dit que les sens nous trompent si bien, que nous ne pouvons que douter des choses extérieures, et que la seule chose dont nous puissions être assurés, c'est de n'être sûrs de rien.

Cependant, en même temps qu'il doute de tout, il ne peut douter de sa propre existence, c'est-à-dire que l'être qui doute n'existe. Il établit donc cet axiome fondamental : *Je pense, donc j'existe.* L'existence de l'âme est donc plus certaine pour lui que celle du corps ; l'idée de l'existence est nécessairement comprise dans celle de l'être parfait ; Dieu existe donc certainement ; et comme il ne peut être que vrai, il n'a pu vouloir nous abuser : les corps existent donc.

C'est ainsi que ce grand apôtre du doute prend pour point de départ un acte de foi; mais il cessa d'observer la conscience, après y avoir vu seulement la pensée; et il ne fonda pas du même coup l'autorité de la conscience et celle de la raison pure. Mais ce qu'il faut chercher de préférence dans les inventeurs, c'est la méthode, qui survit même aux vices de l'application. Descartes avait donné l'exemple de déduire toute la métaphysique d'une donnée psychologique: il fallait pousser plus loin que lui l'observation de la conscience, et, avant de tirer les déductions, reconnaître toutes les croyances qu'on nous présente comme aussi nécessaires que l'existence de la pensée même. Ce fut la tâche que se proposèrent les Écossais, qui s'efforcèrent de compléter la philosophie par la méthode : ils n'inventent pas, mais ils sapent l'erreur; ils nient comme Locke, mais ils arrivent aussi à quelques affirmations. Kant, ayant trouvé faibles leurs arguments, reprit le problème de la connaissance au point où l'avaient laissé Berkeley et d'Alembert. Il commença par affirmer la nécessité d'une science qui explique la possibilité de l'expérience extérieure. Mais cette science résultera-t-elle des seules notions fournies par l'expérience? ou en existe-t-il qui soient indépendantes des sensations, et qui ne soient produites que par l'intelligence?

Kant admit comme base que toutes nos connaissances ont pour point de départ l'expérience; mais il affirma que la connaissance *à priori* est nécessaire et universelle. Dans toute proposition il y a un élément général et logique, et des éléments particuliers, variables, accidentels. Lorsqu'on dit un *assassinat*, on suppose un meurtrier et une victime; les circonstances varient, l'instrument diffère; mais reste le principe général que tout assassinat provient d'un assassin, et un plus général encore, que tout accident a sa cause. Celui dont il est question serait la *forme*, les autres la *matière*. La matière, mais non la forme, provient du dehors; la forme résulte de l'intérieur du sujet; les connaissances sont donc ou subjectives ou objectives. Mais comme la matière n'entre dans la connaissance réelle que par la forme, l'objectif ne nous est connu que par le subjectif. Il faut dans l'étude philosophique partir

de la pensée, de la forme, et non de l'objectif. La métaphysique change donc de point de départ. Il en résulte que ni le sensualisme ni l'idéologie ne peuvent se soutenir, attendu qu'ils vont de la matière à la forme, de l'objet au sujet, de l'être à la pensée, de l'ontologie à la psychologie.

Les sensations sont l'élément matériel de la sensibilité; le temps et l'espace, formes de nos perceptions, en sont l'élément *formel*. L'entendement réunit les matériaux fournis par l'expérience, à l'aide des *catégories* qui établissent le rapport de la matière, aux conceptions indépendantes de l'expérience; et ces catégories, réunies à la forme des perceptions sensibles, donnent les principes constitutifs de l'entendement. Notre esprit, ou divise l'idée en plusieurs parties, ce qu'on appelle *analyse*, ou réunit ces parties en une idée, ce qui est la *synthèse*. Par les jugements analytiques, nous attribuons au sujet un *prédicament* qui lui est inhérent et essentiel, comme lorsqu'on dit : *Le triangle est une figure de trois côtés;* par les jugements *synthétiques*, le prédicament est quelque chose de plus que ce qui se conçoit dans le sujet, comme lorsqu'on dit: *Le ciel est serein*. Le jugement analytique suppose le jugement synthétique déjà fait, attendu qu'on ne décompose que ce qui est déjà composé. En portant son attention sur les jugements synthétiques, l'on trouve que les uns ont pour base l'expérience (*empiriques*), et que d'autres se forment *a priori*. Les premiers s'opèrent sans difficulté, mais l'appui de l'expérience manque aux jugements *a priori*. Or, d'où proviennent les prédicaments de ces jugements? Les sens ne nous les fournissent pas; nous sommes donc forcés de les tirer de nous-mêmes, et d'admettre en conséquence qu'il existe en nous une énergie merveilleuse, d'où émanent les prédicaments de l'espèce des choses. Ces prédicaments, qui existent en nous *a priori*, doivent être et *nécessaires* et *universels*. La philosophie doit donc s'appliquer à énumérer ces prédicaments, sans lesquels les objets perçus par nous n'existeraient pas, et à décrire la manière dont notre esprit applique ces prédicaments aux objets, et en forme les objets de ses connaissances.

Il fallut par conséquent entreprendre la critique générale

tant de la raison théorique que de la raison pratique, et d'une troisième qui établit l'alliance de la première avec la seconde. Locke, voyant que certaines idées dérivent des sensations, en conclut que les sensations étaient la source de toutes les idées; Kant, voyant que quelques-unes ne peuvent en dériver, conclut que les idées ne sont pas fournies par les sens : avec le premier on arrive à nier toute vie intellectuelle en dehors des sens, et l'on va droit au matérialisme. Kant, faisant une réaction puissante, reconnaît une révélation de la conscience, indépendante des sens : les idées, selon lui, viennent toutes de l'expérience; mais l'expérience ne suffit pas pour les expliquer toutes. Après avoir nié la causalité, Hume arrivait à déclarer la métaphysique impossible comme science. Kant accepta cette décision, attendu que notre savoir ne s'étend pas au delà des limites de l'expérience; mais il ajouta que la métaphysique est un fait, comme disposition naturelle de notre esprit. En effet, en voyant les phénomènes s'enchaîner, nous sommes portés naturellement à rechercher si le monde a eu un commencement, s'il a une limite par rapport à l'espace, s'il y a des corps indivisibles? L'expérience n'a pas de réponse à ces questions : d'où il résulte que notre esprit tend à en outre-passer les limites. Il est certain encore que, dans la solution de pareils problèmes, la raison arrive à des conclusions contradictoires.

D'où provient donc cette *illusion transcendantale*, par laquelle la raison est contrainte d'établir une réalité au delà du sensible? D'où naît le conflit de la raison avec elle-même, lorsqu'elle conclut tantôt que le monde est limité, tantôt qu'il ne l'est pas; tantôt qu'il est éternel, tantôt qu'il est temporaire?

Kant se met en conséquence à rechercher l'origine de la métaphysique naturelle, et montre que la raison est la faculté de déduire des conséquences particulières de principes généraux. Or, la conséquence de tout raisonnement peut être considérée comme un *conditionnel* d'où l'on remonte à un principe qui est la conséquence d'un autre raisonnement, jusqu'au moment où l'on est forcé de s'arrêter à un *absolu* ou à un *inconditionné* qui a sa base dans l'essence de la raison même, et qui devient le fondement de toute unité.

Après avoir admis que la *sensivité* n'offre que des perceptions simples, Kant l'exclut du domaine philosophique; et la raison pure se réduit par là à de simples *possibles*. Les idées de Dieu, d'âme, de bien et de mal, dépassant le cercle de l'expérience, sont donc destituées de valeur réelle, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas être contrôlées expérimentalement. Kant, se refusant à cette conclusion, fut contraint de s'orienter dans la nature, et de repousser les conséquences de son propre système, en réédifiant par la force de la volonté ce qu'il détruisait par la force de la raison. Il eut donc recours à la raison pratique, qui a pour objet le bien et le mal; et, après avoir proscrit l'absolu dans l'intelligence, il songe à le réintégrer dans la morale. La volonté se détermine par un élément matériel et par un élément formel, c'est-à-dire par des motifs qui agissent sur la sensibilité, et par des motifs désintéressés qui se rattachent seulement à la raison pure, et qui se refusent à cet *impératif catégorique : Agir selon une règle qui puisse être regardée comme loi générale des êtres raisonnables.*

Kant crut pouvoir suppléer ainsi à l'imperfection des méthodes précédentes; et, se proposant de combiner le principe sensualiste de Bacon avec le principe idéaliste de Leibnitz, il a le mérite d'avoir mieux distingué que tout autre philosophe moderne le sentiment de l'intelligence, la perception des idées, et d'avoir vu que toutes les opérations de l'entendement peuvent se réduire à des jugements; par conséquent, qu'il fallait avant tout scruter les fonctions du jugement. Il exposa ses idées dans une forme bizarre, hérissée de néologismes et de formules. Mais dans ces analyses rigoureuses, dans ces distinctions infinies, véritable algèbre de l'intelligence, on aperçoit plutôt l'enthousiaste qui veut paraître un homme extraordinaire, que le tranquille investigateur de la vérité; on voit l'esprit orgueilleux, qui se considère comme au-dessus de cette pauvre humanité, jouet du hasard et de l'illusion. Ce fut en vain qu'il se flatta de renverser par la critique le véritable scepticisme. En plaçant la loi suprême de la nature dans les seules facultés de notre intelligence, il chancelle; de plus, nos facultés ne peuvent atteindre à la connaissance des causes et des effets réservés à l'intuition

expérimentale. Esprit très-pénétrant, admiré et rarement lu, faux dans l'ensemble, il servit la vérité par ses nombreux aperçus; car il repoussa l'empirisme mesquin, et dirigea l'attention sur les éléments simples et transcendants de nos connaissances.

Il porta aussi sa pénétration sur l'histoire : De même que Copernic a trouvé, a t-il dit, que le soleil est le centre du système planétaire, on finira par trouver que l'homme est le centre du système moral. Il admettait, en effet, une loi, un but à toutes les choses; et à plus forte raison pour l'homme, dont les dispositions naturelles doivent se développer pour une fin, non toutefois dans l'individu, mais dans l'espèce; car, en même temps que les individus périssent, l'espèce est immortelle, et profite des améliorations de chaque génération. Or, le problème le plus important vers lequel la nature porte l'homme, est d'établir une société civile et générale qui maintienne le droit et la liberté de chacun; et l'on pourrait composer une histoire universelle sur un plan de la nature qui aurait pour objet d'assurer une société civile parfaite. Kant posa aussi des limites rigoureuses entre la jurisprudence et les autres sciences qui s'y rattachent, et il y introduisit les principes tirés des formes de la pure raison, faisant d'elle ainsi une véritable science. Mais les sophismes du temps et les idées protestantes le conduisirent, comme bien d'autres, à constituer le système de la force, c'est-à-dire un état social où chacun pût être réprimé dans l'exercice de ses droits de manière à ne pouvoir, quand il le voudrait, nuire à ses semblables.

Kant resta inconnu à sa patrie jusqu'au moment où les journaux se mirent à le prôner. Reinhold, professeur à Iéna, substitua à la phraséologie technique du célèbre philosophe de Konisberg un langage plus populaire. Alors une tourbe d'écoliers se jeta sur les traces de Kant, et en exagéra les défauts. Beaucoup de philosophes, se donnant comme partisans du *criticisme*, devinrent dogmatiques en prétendant analyser toutes les fonctions; et, négligeant l'expérience, ils se fourvoyèrent dans des hypothèses transcendantes et ridicules. Si Kant, malgré sa critique, se vantait d'établir une nomenclature exacte des facultés de l'esprit humain, ses partisans allèrent jusqu'à fixer les limites de

l'esprit, indiquèrent les bases des sciences à naître, et le point auquel il était permis d'aspirer. S'il introduisit des termes nouveaux pour rendre des idées nouvelles, ses disciples réduisirent la philosophie à des expressions techniques, ce qui était la soustraire au peuple. Kant créa l'idéalisme critique transcendant, qui est devenu le caractère particulier de la philosophie allemande; ses successeurs en ont déduit des systèmes différents du sien, et en ont tiré des armes et des matériaux en faveur du scepticisme, auquel il prétendait l'opposer.

Ses disciples se sont mis à la recherche de cette inconnue qui se trouve à la base de toutes nos connaissances, et ils créent des hypothèses là où les éléments positifs manquent sur des questions qui surpassent l'expérience.

Kant s'était demandé, *Comment pouvons-nous connaître?* et il en résulta le criticisme; *Qu'est-ce qui est?* et il en résulta le dogmatisme. En répondant, Kant s'était arrêté au doute. Fichte (1762-1814) répondit par *Le moi*, et prétendit établir un nouveau système pour réduire à l'unité la matière et la forme, de même que pour expliquer le rapport entre les représentations et les objets. Il admet pour seule vraie la philosophie critique; mais celle de Kant ne lui paraît pas une critique pure. Il entreprit d'établir systématiquement et en elle-même la théorie de la connaissance, voulant découvrir et la science des sciences, et dans cette science un principe suprême, absolu dans la forme pour la science, absolu dans le fond pour l'être; principe et des choses en elles-mêmes, et de la méthode qui le fait connaître. Ce principe est le *moi pensant;* or, tandis que dans l'expression de Descartes la pensée ne faisait qu'attester l'existence, chez Fichte, en pensant qu'elle pense, elle se réalise elle-même: l'existence n'est pas une induction, mais une production de la pensée; elle est cause et effet, et affirmer équivaut à créer.

Le *non-moi* existe, mais le *moi* seul le connaît; c'est dire qu'il n'existe qu'au moyen du *moi :* on n'arrive aux choses objectives qu'en vertu des nécessités subjectives de la morale. L'essence du *moi* consiste à avoir la conscience de soi : il se crée donc lui-même par l'acte de sa conscience, et par suite il pense ce qui n'est pas *moi,* c'est-à-dire le monde extérieur, et même Dieu.

Le *moi* et le *non-moi*, voilà le thème continuel de la philosophie de Fichte : il rejette le formalisme des écoles, qui cache souvent le vide du fond, et aborde les questions capitales, en les dédaignant toutefois tant qu'elles restent à l'état de spéculation. C'est ainsi qu'il construisit la morale et la politique entière sur l'indépendance spirituelle.

Cet idéisme transcendantal, qui servit de transition entre l'idéalisme subjectif de Kant et l'objectif de Schelling, éleva les esprits aux problèmes les plus sublimes; et, tandis que le siècle était plongé dans la matière, il présenta la vie de l'esprit comme la seule véritable.

De là chez l'homme, enorgueilli de la puissance de son esprit, une confiance, une audace qui se révéla avec un éclat voisin du ridicule, lorsque Fichte, ce *Messie de la raison pure*[1], dit, du haut de sa chaire : *Dans la prochaine leçon, je m'occuperai de créer Dieu.*

Voulant donc donner une base au criticisme sans sortir de l'analyse transcendante, Fichte agrandissait l'abîme qui se trouve entre l'intelligence et la nature; il absorbait tout dans la subjectivité, dans la conscience, de telle sorte que hors du *moi* rien n'existe, si ce n'est la limite du *moi*, limite posée par le *moi* lui-même. Mais, au lieu de voir dans le *non-moi* une production du *moi*, on pouvait voir dans le *moi* une forme essentielle et typique du *non-moi*. Le monde idéal et le monde réel deviendraient ainsi identiques, et les différents états dans lesquels nous concevons la réalité objective ou subjective, matérielle et intellectuelle, ne seraient que des degrés ou des formes de l'être. Ce fut là la conclusion de Schelling. Les procédés connus jusqu'à présent n'expliquent pas comment de l'*un* peut sortir le *multiple*, et *vice versa*. Il faut donc une philosophie dans laquelle les deux choses se réunissent. Telle est l'*identité absolue* du subjectif avec l'objectif, et cette identité caractérise l'absolu, ou Dieu, pour qui être et connaître sont identiques; de là le parallélisme constant qui se manifeste entre les lois de l'intelligence et celles du monde.

[1] C'est ainsi que l'appelle Jacobi, dans une très-belle réfutation.

Il n'existe qu'un seul être identique, et les choses diffèrent en quantité, mais non en qualité, attendu qu'elles sont une manifestation de l'être absolu sous une forme déterminée, et qu'elles existent uniquement en ce qu'elles participent de lui. Cette manifestation de l'absolu se fait par les rapports et les oppositions, qui se révèlent dans le développement total, où prédomine tantôt l'idéal, tantôt le réel. La science qui étudie ce développement est l'image de l'univers, en tant qu'elle déduit les idées des choses de la pensée fondamentale de l'absolu, d'après le théorème de l'identité dans la variété. C'est là précisément ce qui forme l'édifice de la philosophie : le plan général offre l'absolu d'abord, se manifestant en nature dans les deux ordres relatifs, le réel et l'idéal. Sous la force de gravité, c'est la matière; le mouvement, sous celle de la lumière; la vie, sous celle de l'organisme; la science, sous celle de la vérité; la religion, sous celle de la bonté; l'art, sous celle de la beauté. Au-dessus, comme formes réfléchies de l'univers, sont l'homme et l'État, le système du monde et l'histoire.

La diversité une fois supprimée, la religion et la morale sont impossibles: Schelling fait pourtant de sa doctrine la base de la croyance à un Dieu. La vertu est l'état de l'âme se conformant à la nécessité interne de sa nature. Le bonheur n'est pas un accident de la vertu, mais la vertu elle-même; et la moralité est la tendance de l'âme à s'unir à son centre. L'ordre social est le résultat d'une existence commune, conforme au type divin. L'histoire est dans son ensemble une révélation de Dieu, qui se déroule dans une progression continue.

Ainsi Fichte avait dit que du subjectif naît l'objectif, mais sans le démontrer; Schelling croit qu'on peut arriver au *moi* en partant aussi de la nature : de là une double philosophie, la *philosophie transcendantale* et la *philosophie de la nature*. Cette dernière prend son point de départ du *moi*, libre, un, simple, pour en déduire la nature : diverse, nécessaire; l'autre soutient le contraire : toutes deux tendent à expliquer les unes par les autres les forces de la nature et de l'âme; d'où il semblerait résulter que les lois de la nature se rencontrent en nous comme lois de la conscience, et que celles-ci se retrouvent dans

le monde extérieur comme lois de la nature. Fichte a puisé dans son système des idées originales relativement au droit, dont il a fait une science indépendante, entièrement appuyée sur le principe de la liberté et de l'individualité; et, en ce qui touche à la morale, il a remis en honneur les idées stoïciennes du devoir pur et désintéressé. Ce que l'on admira dans la doctrine de l'identité de la nature de Schelling, ce furent la liaison des parties, la largeur des applications, la manière dont elle embrassait le cercle entier des spéculations humaines, en effaçant la différence entre les notions empiriques et les notions rationnelles; aussi eut-elle une grande influence sur la théologie, l'histoire, la médecine, la philologie, l'art, la mythologie, et principalement sur l'esthétique, ce dont elle fut redevable aux Schlegel. D'autres philosophes en tirèrent des paradoxes, se livrèrent à des extravagances mystiques; Schelling lui-même proclama trois périodes religieuses : la doctrine de saint Pierre, c'est-à-dire la doctrine catholique; celle de saint Paul, c'est-à-dire le protestantisme; celle de saint Jean, c'est-à-dire l'école mystique.

George Hégel, de Stuttgart (1770-1832), tenta une réaction aride et scolastique contre la forme poétique et séduisante de Schelling. Critique profond, il ne se fia pas à ce que Schelling appelle l'intuition intellectuelle, qui conduit quelquefois à la vérité, mais par une voie peu sûre; et il réduisit la philosophie à une science que la dialectique peut embrasser : science de la raison, qui, contenant en soi tous les principes particuliers, acquiert par l'idée la conscience d'elle-même et de tout ce qui est. Il distingue donc la philosophie en *logique,* science de l'idée en soi et pour soi; en *philosophie de la nature,* science de l'idée qui se retrouve elle-même au dehors; et en *philosophie de l'esprit,* science de l'idée qui de l'extérieur rentre en elle-même. L'identité du subjectif avec l'objectif forme le *savoir absolu,* auquel l'esprit doit s'élever, et qui consiste à croire que l'être n'est que l'idée en elle-même. Kant voudrait qu'avant de se livrer à des investigations métaphysiques on en examinât l'instrument. Hégel trouve là un cercle vicieux, attendu qu'on ne peut entreprendre cet examen qu'avec la pensée elle-même. Il commence donc par la logique, dans laquelle l'absolu est

non-seulement le principe, mais la matière ; et il la divisait en *objective*, c'est-à-dire de l'être, et en *subjective*, c'est-à-dire de l'idée. L'objet de la philosophie est la vérité; Dieu est la seule vérité, la seule réalité ; donc l'objet absolu de la philosophie est Dieu. Une connaissance purement subjective de l'être ne suffit pas, mais on doit lui donner une valeur nécessairement objective. Le but final de la science est de concorder avec la réalité; c'est l'expérience interne et externe.

Dieu est l'essence générale des phénomènes qui s'offrent à la pensée. La pensée procède de l'expérience, et lui imprime le caractère de nécessité; elle s'élève ainsi à l'absolu, et elle scrute non plus les phénomènes présentés par l'expérience, mais les idées, les catégories, les notions qu'elle représente. La philosophie doit précisément enlever aux faits de l'expérience le caractère de données immédiates, et leur imprimer la forme de nécessité; c'est-à-dire ce qui n'est possible ni réel dans la représentation ou dans le sentiment, mais seulement dans la pensée. Hégel relie ainsi la philosophie et l'histoire de la philosophie : l'une, développement de la pensée dans son propre élément, et l'autre, représentation de ce développement sous la forme des faits.

L'histoire de la philosophie est celle des découvertes de la pensée sur l'absolu, qui en est l'objet. La religion est la conscience de la vérité telle qu'elle convient aux hommes, quel que soit leur degré de culture intellectuelle : mais la connaissance scientifique de la vérité est un autre mode de conscience, qui exige un travail dont peu d'hommes sont capables. La religion ne peut subsister sans la philosophie, ni celle-ci sans la première. Tout ce qu'il y a de sublime et d'intime a été éclairci dans les religions, dans les philosophies, dans les arts, sous des formes plus ou moins pures et nettes, parfois même sous des formes arides. Le contenu, le réel, demeure toujours jeune; les formes seules vieillissent. Les philosophies précédentes sont donc les dépôts plus ou moins purs de toutes les vérités concernant le droit, la cité, la morale, la religion; notre savoir est le fruit des siècles passés; la tradition nous a fait ce que nous sommes; mais, en nous en assimilant la substance,

nous la transformons, à l'aide d'éléments nouveaux. Hégel attaque en conséquence les catholiques et les piétistes, et il enseigne que le christianisme doit passer à l'état de philosophie, et « prendre conscience de lui-même. »

L'idéalisme objectif absolu d'Hégel tend à nier le monde spirituel, non moins que le monde physique. Dieu n'est pas distinct du monde, attendu qu'il est la vie, l'âme, l'esprit, le mouvement universel; il n'a pas d'existence personnelle, et il ne doit la conscience de lui-même qu'à la pensée humaine. C'est là un spinosisme évident; c'est du panthéisme, non pas matérialiste, mais spiritualiste. Il anéantit ou Dieu, ou l'immortalité de l'âme; et c'est renverser les principes de la moralité, que de n'admettre ni liberté, ni différence réelle entre le bien et le mal. La moralité est une harmonie de l'homme avec la nature. La raison de la volonté, pourvue d'une activité extérieure, produit l'action; et l'action doit être déterminée par la connaissance de la différence entre le bien et le mal. La volonté est donc sa fin à elle-même, et dans la moralité l'intention est distincte de l'acte.

Hégel attribue à l'homme les prérogatives de la Divinité, non toutefois à l'individu, mais à l'homme collectif, au genre humain simultané, ordonnateur de l'univers, et comme lui indestructible. Or, l'homme collectif étant toujours et partout constitué en sociétés politiques appelées États, il en déduisit sa théorie de l'État-Dieu, dans lequel l'individu est absorbé comme les nations le sont dans le monde, et comme l'est le monde dans l'esprit. Le droit a sa base dans l'intelligence, et part de la libre volonté, par laquelle nous lui attribuons une forme; la réalité subjective a une histoire représentée par la famille, par la société civile, par l'État, par l'histoire du monde. La famille se développe sous trois aspects : le mariage, la propriété, l'éducation. La société, unie par les besoins, par le travail, par les échanges, établit la loi du droit, c'est-à-dire la justice. L'État est l'expression la plus élevée de la volonté et de la liberté; le monde, la formule la plus élevée du droit; et la substance de l'esprit universel s'y développe dramatiquement, dans l'art comme image et miroir, dans la religion comme sentiment et

représentation, dans la philosophie comme pensée, dans l'histoire du monde comme résultat vivant et intelligent de tout ce qui est extérieur.

L'histoire est le développement de l'esprit universel dans le temps; l'histoire politique en particulier est le progrès de la conscience de la liberté. Un peuple n'existe dans l'histoire du monde qu'autant qu'il représente une idée nécessaire : temps durant lequel les autres n'ont ni force ni droit contre lui. Cet esprit du monde s'est réalisé dans quatre principes. Le premier fut la manifestation immédiate de l'esprit universel, forme substantielle, où l'unité gisait presque ensevelie dans sa propre existence. Vint ensuite la conscience de la substance, qui produit le sentiment, l'indépendance, la vie, l'individualité sous la forme du beau moral. Puis parut le développement plus profond de la conscience, dans l'opposition entre une universalité abstraite et une individualité plus abstraite aussi. Lorsque cette opposition a cessé, surgit le quatrième principe, consistant dans la possession de la vérité concrète des choses, de la vérité morale. Telle a été la série parcourue par les peuples orientaux, puis par les Grecs, par les Romains, enfin par les Allemands.

Hégel donne à la philosophie du droit un caractère inconnu d'élévation et de rigueur. Il dit que l'État est la société ayant conscience de son unité et de son but moral, qu'elle est portée à atteindre par une seule et même volonté : aussi c'est à Hégel que se rattache l'école historique de la jurisprudence. Lorsque auparavant on représentait la législation comme l'origine du droit positif, la nouvelle école, ayant à sa tête Savigny, proclama la soumission au pouvoir de fait, et soutint que l'État ne doit pas être édifié, mais être considéré comme rationnel. Chaque peuple a des facultés primitives et des besoins particuliers, d'où naît le droit qui lui convient; et comme le langage ne saurait naître du hasard, de même les lois ne sauraient naître du caprice du législateur; mais elles sont des expressions de la conscience rationnelle. Les jurisconsultes doivent se borner à connaître les croyances communes sur lesquelles elles reposent : le législateur a rendu obligatoire le droit positif, qui naît des besoins intimes de la société. Les législations spontanées sont

donc préférables aux constitutions rédigées, et c'est un attentat que de faire des codes.

Penseurs intrépides et concentrés comme ils le sont, les Allemands, peuple élu de la philosophie, associant la science avec la vie, lorsqu'ils se sont attachés à une idée, y ramènent tout; ils en imposent la physionomie à la science et à l'art, et soutiennent leur doctrine à l'aide d'un vaste appareil de connaissances positives, surtout en ce qui concerne l'histoire, l'antiquité, la philosophie ancienne, les sciences naturelles.

Ainsi Kant, comme jadis Socrate, donna le jour à des écoles bien différentes. A cette question, *Qu'est-ce qui existe?* il n'avait répondu que par le doute; Fichte répondit *Le moi;* Schelling, *Le moi et le non-moi identifiés,* en penchant toutefois pour le *non-moi,* c'est-à-dire pour la nature, ce qui le conduisit au panthéisme. Mais l'identité absolue se trouvant irréconciliable, d'autres se tournèrent vers le dualisme de Kant, les uns préférant la partie matérielle avec Oken, les autres la partie intellectuelle avec Hégel. Kant nous dit que l'idée s'affirme seulement elle-même; Fichte ajoute que seule l'idée affirme l'être; Schelling proclame ensuite que l'être produit l'être: enfin Hégel veut que l'idée soit l'être, et il arrive ainsi au panthéisme. Les conséquences de ce système, que ses élèves ne dissimulent pas, renversent la morale et révoltent le sens commun, qui voudrait retourner à des principes plus sains et plus solides.

Comme le criticisme, entraîné par le préjugé exclusif de la connaissance démonstrative et médiate, paraissait écarter toute notion du supra-sensible, Jacobi opposa à la philosophie systématique la croyance et le sentiment; il prétendit fonder la connaissance philosophique sur une espèce d'instinct rationnel, un savoir de sentiment immédiat, une perception directe de la vérité; sentiment intérieur, sur lequel il fonde aussi la morale. Cette « théorie du sentiment et de la croyance » (*réalisme spirituel*) trouva des partisans parmi les nombreux esprits qui sentent le besoin d'élever la nature humaine au-dessus des aridités spéculatives; mais elle conduisit facilement au mysticisme.

L'école supra-naturaliste, s'apercevant que la logique seule aboutit inévitablement au panthéisme, s'efforça de réhabiliter la

liberté humaine; et elle soutint, avec Baader, Heinroth et Eschenmayer, que la religion est le complément indispensable de nos facultés naturelles; que l'âme peut recevoir la notion de Dieu, mais non la créer; et qu'elle l'a reçue lorsque Dieu se fut révélé à l'homme pour satisfaire les vagues et profonds désirs dont il est tourmenté. Selon H. Wronski, le monde, dans son développement progressif et uniforme, parcourt deux époques, l'une physique, l'autre rationnelle; et entre elles deux une phase intermédiaire, mêlée de nature matérielle et de nature spirituelle, l'une soutenue par l'expérience, l'autre par la connaissance et par le sentiment; attendu que la réalité de l'homme ne peut se manifester que par la connaissance et le sentiment.

Ainsi nous voyons fonder uniquement la connaissance sur le témoignage des choses extérieures, et les uns se borner à l'expérience, tandis que d'autres se basent seulement sur la conscience, et s'en tiennent à la révélation. Le premier système identifie la pensée avec la matière; le langage alors n'est qu'une fixation arbitraire de la pensée; il n'existe point dans le monde d'intention finale ni d'ordre providentiel. La théorie du sentiment porte, au contraire, à croire que l'homme a été créé immortel avec la conscience, et capable d'un savoir absolu; les esprits supérieurs, dégénérés, ont engendré le péché; la matière du monde physique est une modification produite par le Créateur; de lui dépendent tous les actes, et le langage est le moyen de communication de la pensée humaine et le symbole de la révélation.

Au premier système se rattache le sensualisme de Locke et des Écossais; le second est l'idéalisme des Allemands. Mais certains principes de la raison humaine ne permettent ni à l'un ni à l'autre de régner absolument, et ils doivent se concilier dans le *vrai absolu*, c'est-à-dire en Dieu. Kant a proposé le problème de l'*absolu*, pour la solution duquel il faut parcourir toutes les régions temporelles de la connaissance humaine, afin de remonter à la religion révélée (*Messianisme*), qui seule peut expliquer le mystère de la création.

Ainsi les critiques et les idéalistes tombent dans un excès pareil. On ne peut s'y soustraire qu'à l'aide d'un réalisme rationnel

qui remette l'intelligence en harmonie avec l'univers, sans absorber l'un dans l'autre : c'est dans cette voie qu'il faut chercher le vrai progrès, qui doit affirmer et non détruire tout.

Dans le reste de l'Europe, les philosophes se sont traînés, partie sur les traces de Locke, partie sur celles de Kant, en croyant innover ; d'autres se sont donnés pour créateurs, en empruntant à toutes les sources.

L'Angleterre s'en est tenue au sens commun de l'école de Reid et de Stewart. Cette école s'appesantit beaucoup sur les prémisses, mais elle ne conclut pas, ou ne le fait qu'avec timidité. Elle observe ce qui est, au lieu de découvrir ce qui devrait être ; elle ne crée rien, mais elle prétend constater, et ne rien laisser sans explication.

En France, la Révolution fut le produit du sensualisme. Aussi les fils de cette révolution ne manquèrent pas de le défendre comme le dernier mot de la science. Volney, qui conclut de l'étude des *ruines* au néant des religions, composa un catéchisme dont les règles sont la conservation de l'individu et la jouissance. Destutt de Tracy, tirant les dernières conséquences que Condillac avait esquivées en sa qualité de prêtre, réduit l'idéologie à la pensée, et celle-ci à la sensibilité, qui est le principe et la forme de toutes les facultés de l'âme, le critérium de l'esprit, enfin la règle du bien et du mal. *Il faudrait,* disait-il, *extraire de Cabanis et de moi un petit catéchisme populaire, et le répandre à profusion.* Cabanis s'exprimait ainsi : *Il n'est pas besoin de prouver que la sensibilité physique est la source de toutes les idées et de toutes les habitudes ; personne n'en doute plus parmi les gens instruits.*

De Cabanis sortit l'école des physiologistes, qui convertirent le principe de l'activité passive de Condillac en un principe purement physique, en faisant découler les idées et les habitudes de la sensibilité exercée au moyen des nerfs ; en expliquant les faits mélangés d'intelligence et d'organisme, à l'aide de la simple économie animale, et en réduisant la pensée à une opération cérébrale. Cabanis avait dit que le cerveau est un organe spécialement destiné à produire la pensée, comme les intestins à opérer la digestion ; les impressions sont les aliments du

cerveau, et elles cheminent vers cet organe comme les aliments vers l'estomac. La nourriture, en tombant dans l'estomac, l'excite à la sécrétion ; de même les impressions, en arrivant au cerveau, le font entrer en activité : les aliments tombent dans l'estomac avec leurs qualités propres et en sortent avec des qualités nouvelles, de même les impressions arrivent au cerveau isolées, incohérentes ; mais le cerveau réagit sur elles, et les renvoie transformées en idées. D'où il conclut, *avec certitude,* que le cerveau digère les impressions, et fait organiquement la sécrétion de la pensée.

Cette théorie fut soutenue par Lamarck, qui regardait l'homme comme le dernier anneau d'une chaîne progressive d'organisation, et par Broussais, qui, voulant établir le matérialisme sur la physiologie, supposa que les tissus sont composés de fibres : lorsque celles-ci se contractent, il en résulte l'*excitation ;* si cette dernière est excessive, elle produit l'*irritation.* L'anatomie démentait cette fibre contractile du système nerveux ; Broussais n'en prétendit pas moins expliquer par elle les actes intellectuels. Une excitation de la pulpe cérébrale produit les perceptions ; il déduit de la même origine le jugement, la comparaison, la volonté. Les mots d'âme, d'intelligence et d'esprit lui échappent à chaque instant ; et que fait-il ? il y ajoute quelques points, comme un temps d'arrêt ou une correction, et il y joint une périphrase, qui révèle plutôt le désir que la possibilité d'échapper à une contradiction perpétuelle [1]. Il dit qu'après avoir reconnu que le pus, accumulé à la surface du cerveau, détruit nos facultés, et qu'elles réapparaissent lorsqu'il est évacué, il n'a pu les concevoir que commme des actions du cerveau. Broussais, adversaire violent des professeurs de métaphysique, les déclarait en état d'irritation cérébrale, et soutenait qu'il n'appartient qu'aux médecins d'examiner tout ce qui se rapporte aux phénomènes intellectuels. Tous les adeptes de Gall se rattachent à cette école. Ainsi, la science était devenue un instrument d'impiété, soit en construisant avec Lamarck l'his-

[1] Par exemple : « Les objets sont perçus par notre intelligence.... je veux dire que nous percevons les objets. »

toire naturelle sans Dieu, ce qui était un pur épicuréisme; soit en établissant le panthéisme avec Oken, et en regardant le monde comme un grand animal.

Déjà, au milieu des saturnales de la Révolution, Saint-Martin, *le philosophe inconnu*, avait jeté le gant aux doctrines matérialistes : il ébranla le trône de Condillac, en proclamant qu'on ne peut connaître les choses supra-sensibles que par une illumination d'en haut; il rappela la philosophie à l'étude de l'homme, formé à l'image de Dieu, pur et innocent, et qui peut redevenir tel par la prière. Il soutint que les inégalités sociales sont le résultat de la chute originelle; il admettait dans le christianisme des doctrines exotériques; et il se crut sérieusement un voyant, un inspiré, dépositaire de vérités nouvelles.

De Maistre explique le gouvernement temporel de la Providence, l'existence du mal, l'origine des idées et du langage, en un mot les problèmes fondamentaux de la philosophie, en supposant une révélation primitive de la parole et des idées, obscurcie ensuite par la chute de l'homme. Il réduit la science à la foi.

Bonald rapporte à la théorie du langage jusqu'aux questions qui paraissent s'y rapporter le moins. Les idées entrent dans l'esprit par la parole : l'homme n'est donc que tradition et autorité, « intelligence servie par des organes. » L'homme pense sa propre parole; il ne pourrait donc penser sans elle[1] : il ne peut la tenir que de Dieu seul; et Dieu ne saurait avoir voulu que l'homme demeurât un seul jour dans l'état stupide d'un être muet. En la lui révélant, il lui révéla aussi les idées qu'elle exprime; la société s'établit sur la double base d'une règle de conduite et d'une règle de croyance, première et indispensable révélation qui constitua le pouvoir religieux et le pouvoir politique. La première vérité révélée par la parole fut : *Tout a une cause;* puis, *Entre la cause et l'effet il y a nécessairement un terme moyen :* axiomes féconds. Bonald voit partout la Trinité, et il invoque dans les gouvernements l'unité de constitution,

[1] Pour Platon aussi, la parole et la pensée sont une seule et même chose; sauf que la pensée est la parole au dedans de l'âme, et qui n'est pas proférée par des sons.

l'uniformité d'administration, l'union entre les hommes. Cette unité équivaut pour lui à la monarchie absolue, où Dieu, le prêtre et le fidèle constituent les trois personnes de la société religieuse ; le père, la mère et le fils, celle de la société domestique ; le roi, le noble et le peuple, celle de la société politique. La loi est aussi pour lui l'expression de la volonté générale ; mais la volonté générale est celle de Dieu, manifestée par la religion, attendu que tout pouvoir politique vient de Dieu, représenté par le pouvoir religieux. La première condition du pouvoir, c'est d'être inamovible ; le plus complet est celui du pape, vicaire de Dieu, et il serait à désirer que sa suprématie fût généralement reconnue. Le dogme *impie* et *insensé* de la souveraineté populaire a été la cause de la Révolution. On a retenu ce mot de Bonald, que *la littérature est l'expression de la société.*

Bonald avait donc abattu le sensualisme ; de Maistre avait appliqué la doctrine à l'ordre théologique, et voulu mettre les foudres de Grégoire VII dans les mains de ses paisibles successeurs ; tâche aussi peu réalisable que de faire endosser l'armure de Charlemagne au dernier empereur d'Allemagne. Vint Lamennais, qui combattit la religion individuelle ; il reprocha à la philosophie de n'admettre d'autre certitude que l'évidence, tandis que la théologie n'accepte d'autre évidence que celle de l'autorité. Il voudrait les concilier toutes deux, en prouvant à la philosophie l'évidence de l'autorité, qui ne résulte pas de la raison privée, mais du sentiment universel du genre humain. Or, comme le genre humain a toujours cru les dogmes consacrés par l'Église catholique, celui qui ne prétend pas donner sa propre raison comme supérieure à celle de toute l'humanité doit avoir foi en cette Église. Lamennais abolissait donc la raison individuelle au nom de la raison générale, et établissait l'autorité pour règle des jugements.

Gerbet joignit à ces idées la formule des progressistes, et considéra la philosophie comme une science fondamentale et infinie, attendu qu'elle aspire à la sagesse infinie ; les autres systèmes se condamnent mutuellement, selon lui, parce qu'ils opposent la limité au limité, le doute au doute : la religion seule offre ...iverselle. Il voit trois modes dans le mouvement de

l'humanité : le *cycle*, qui répond au panthéisme ; le mouvement rétrograde, acte de désespoir ; le *progrès*, qui, seul vrai et rationnel, est le propre du christianisme seul, lequel, par le dogme de la grâce, établit le gouvernement divin de la liberté humaine.

Bautain nie aussi que la raison humaine puisse s'élever à la connaissance du premier principe sans le langage, ni s'exercer sans des axiomes, qu'elle est obligée d'admettre, sous peine de s'annihiler. En conséquence, la philosophie, dont le but est de nous fournir des vérités fondamentales sur la raison, l'origine et la fin de l'homme, ne peut être que la parole de Dieu révélée, qu'il faut admettre comme vérité antérieure à toutes les autres. Les vérités métaphysiques ne diffèrent pas des vérités théologiques, et la science de l'homme est la science de Dieu.

Comme en France on fait arme de tout, le gouvernement comme l'opposition s'emparaient de ces théories. L'école théologique était pour les législations spontanées, pour l'autorité domestique, pour les hiérarchies du moyen âge, pour la variété : il faut prescrire les lois, mais non pas les écrire, tant qu'il s'agit de refaire la société. Lorsqu'elle est ramenée à l'état normal, il faut les écrire, mais non les prescrire, et ne pas empêcher, par la législation scientifique, les développements de la législation spontanée. Pour l'école sensualiste, les lois spéculatives *a priori* peuvent donner à la société une physionomie et des penchants opposés même à son état antérieur : l'homme voit facilement ce qui lui est avantageux, et il peut se perfectionner indéfiniment ; ce n'est point le passé qui est à considérer : l'avenir s'ouvre à toute espérance hardie. Ces doctrines étaient regardées, par le libéralisme négatif et destructeur, comme l'expression des idées généreuses, uniquement parce qu'elles étaient en opposition avec les théologiens et avec le gouvernement.

La Révolution avait proclamé des dogmes absolus ; elle fut combattue de la même manière. Mais tout à coup une troisième école prétendit s'élever entre les deux partis extrêmes, et les soumettre au libre examen. Déjà, parmi les idéologues, Maine de Biran avait aperçu quelque chose qui différait de la sensa-

tion; Condillac avait nié l'activité personnelle de l'âme, la concevant comme une table rase, qui ne fait que recevoir les empreintes transmises par les sens. Mais comment et à quelle condition nous connaissons-nous nous-mêmes, sinon comme cause sans cesse agissante? De quelle manière puis-je me comprendre moi-même, sinon en me distinguant de ce qui n'est pas moi? Pour cette opposition, il est nécessaire d'agir et de réagir; d'où il suit que tout fait de conscience suppose l'activité du moi. Biran concluait de là que l'âme est un principe essentiellement libre et actif; il établit la perception interne immédiate, attribua à la volonté une sphère plus étendue que l'effort musculaire, et il aida ainsi à rétablir la philosophie sur la base de la psychologie. Laromiguière aussi, bien que procédant de Condillac, admit aussi l'esprit, et distingua le sentiment de la pensée. Royer-Collard décrivit l'intelligence d'après Reid, et la volonté selon Biran : quoique expérimentaliste et psychologiste, il répudia le pur matérialisme. Mais tout en protestant contre cette philosophie dépourvue de vérité, de noblesse et de grandeur, contre cette idéologie qui voulait réduire le droit à une question de logique et de grammaire, ils ne parvinrent pourtant à rien édifier sous ces ruines.

Kant expose l'origine des idées et de notre connaissance avec autant d'assurance que si lui-même en avait été le créateur. Mais vient-il à en rechercher la réalité et la certitude, il n'a plus que des doutes; de sorte que, partant de l'affirmation la plus positive, il arrive à la négation universelle. Faire disparaître cette contradiction, c'est-à-dire ce qui est inconciliable, telle fut la tâche entreprise par l'éclectisme, au nom de la *spontanéité de l'intelligence*. C'est ainsi que M. Cousin, représentant et historien de cette école, a appelé le développement de la raison antérieur à la réflexion, le pouvoir qu'elle a de saisir en un instant la vérité, de la comprendre, de l'admettre, sans savoir s'en rendre compte. En effet, nous ne commençons pas par la science, mais par la foi en la raison, dans laquelle tout existe. Puis, en agissant, cette pensée instinctive nous offre notre existence propre, celle du monde, celle de Dieu, et les catégories de la raison. L'erreur n'est qu'une vérité incomplète

convertie en vérité absolue : aucun système n'est faux ; beaucoup sont incomplets. Ainsi tout est vrai pris en soi, mais peut devenir faux, si on le prend exclusivement. L'erreur a aussi son utilité ; c'est la forme de la vérité dans l'histoire. La philosophie, qui est un produit nécessaire de l'esprit humain, a pour tâche de rassembler ces parcelles de vérité.

L'école éclectique se fonde donc sur l'observation appliquée aux phénomènes de la conscience ; elle ne prétend rien exclure, mais, au contraire, choisir ce qu'il y a de mieux dans chaque système. Cependant, pour distinguer le mieux, ne faut-il pas avoir l'idée première du bien ? C'est à ce système que correspond en politique le juste milieu, et en histoire l'école fataliste. En effet, l'histoire est fatale, ajoute M. Cousin, et tout y est bien ; car tout mène au but marqué par la Providence. Le grand homme est l'expression invincible d'une pensée qui sommeille dans une nation ; c'est un système fait homme ; il doit exprimer la généralité du peuple, qu'il domine par sa puissante individualité. La gloire est le jugement de l'humanité sur un de ses membres, et l'humanité n'a jamais tort. Or, le caractère du grand homme est de réussir : on peut avoir pitié du vaincu, mais on doit toujours se ranger du parti du vainqueur ; il est juste, il est moral, il est le représentant de la vérité. L'école éclectique eut son utilité en ce qu'elle étudia les différents auteurs, multiplia les traductions, et offrit, sous un aspect plus vrai, la pensée de chaque époque historique. Une vivacité ingénieuse, de l'élégance, la connaissance du monde, une piquante familiarité, rendent les philosophes français attrayants, et ont popularisé leurs travaux ; mais ils manquent d'originalité, et de cette construction scientifique qui est le fait des Allemands. Aussi ont-ils donné, dans ces dernières années, d'excellentes histoires des philosophies particulières, plutôt que des systèmes.

Cependant la jeunesse, fatiguée de doute, de négation, appelait une réorganisation : aussi à l'école théologique du passé, et à l'école éclectique du présent, succéda celle de l'avenir, qui fit une grande place aux idées religieuses, après les avoir combattues d'abord. Les uns se sont attachés à un christianisme

timide, et ont remis en honneur la scolastique, de préférence aux méthodes grecques. D'autres, au contraire, attaquent vigoureusement la psychologie au nom d'une philosophie humanitaire, et considèrent comme un progrès le catholicisme, qui cependant doit faire place à un progrès plus grand encore. Chateaubriand a proclamé que « le christianisme deviendrait philosophique sans cesser d'être divin, et que son cercle flexible s'agrandirait avec les lumières et la liberté, la croix continuant toujours d'en marquer le centre immuable. » Lamartine enseigne « une foi chrétienne, fondée sur la religion générale, ayant pour organe la parole, pour apôtre la presse, pour dogme Dieu un et parfait. » Bref, chacun s'est fait son symbole religieux; ce qui prouve que tous sentaient bien que la pure raison ne suffit pas pour satisfaire toutes les facultés humaines.

D'autres cependant, même après la philosophie du progrès, sont restés sensualistes. Charles Comte, en traitant *De la législation*, aboutit au dogme de l'utile, et fonde les sciences morales sur la seule expérience. Auguste Comte, dans la *Philosophie positive*, établit que toutes les sciences passent par trois phases, théologique, scientifique, positive; que cette dernière est la phase définitive de l'intelligence humaine; et il envisage tous les phénomènes comme sujets à des lois naturelles invariables. Il a fait depuis, de son *Positivisme*, un véritable culte où l'on adore l'humanité, en place de Dieu.

En Italie, Soave avait préparé les voies au sensualisme de Condillac, bien qu'il eût pour adversaires des esprits plus sérieux. De ce nombre furent Gerdil, qui, partisan de Malebranche, soutint que l'idée de l'être ne peut dériver des sens, et qu'elle est cependant une idée formée; Falletti, qui substitua au principe sensuel celui de la raison suffisante de Leibnitz, et l'idée générale de l'être déduite du *moi* pensant; Draghetti, qui s'éleva à une doctrine plus complète sur les facultés de l'âme, en la fondant sur l'instinct moral et sur la raison; Miceli, qui, repoussant l'*Ontologie* de Wolf, devança Schelling dans l'idée d'un nouveau système des sciences; Pino, dont la *Protologie* se propose la recherche d'un *premier*, non subjec-

tif, mais réel, et fondement de la science. En même temps Palmieri et Carli combattaient les conséquences du sensualisme appliqué à la religion et au droit public. Ils furent peu écoutés, et ils n'empêchèrent pas les Italiens d'accueillir à bras ouverts l'idéologie mesquine de Tracy, à laquelle le traducteur ajouta un catéchisme moral tout à fait empirique. Pascal Borello, sous le pseudonyme de Lalebasque, soutint, dans la *Généalogie de la pensée*, que la sensation était l'idée. Il faut ranger Romagnosi parmi les empiriques, bien qu'il le fût dans un sens large, en recherchant les *causes assignables;* tellement qu'il a l'air d'un spiritualiste. Chez lui la morale ne se sépare pas du droit. Il rendit à cette dernière science des services remarquables, en résumant la doctrine du siècle précédent dans la *Genèse du droit pénal* et dans le *Droit public universel.*

Tamburini, répudiant comme impuissants le sensualisme et la morale de l'intérêt, fit dériver l'obligation morale du besoin de la perfection; il réfuta le progrès indéfini de Condorcet. Il est oublié aujourd'hui, de même que ses doctrines ecclésiastiques. Mais d'autres ont tenté de concilier l'expérience avec la raison, persuadés que de leur accord seul peut résulter un système basé sur la vérité. Pour Mamiani, la méthode philosophique est tout, et toute réforme ne résulte que du changement et du progrès de ce procédé; la différence entre la science et la vérité consiste dans la méthode; la science n'est, en dernier lieu, que la vérité méthodique; et toute discussion philosophique peut se réduire à une question de méthode. Le temps, c'est-à-dire l'esprit humain, fait toujours un choix; et il fait servir ce qu'il y a de vrai dans chaque méthode à accroître ses richesses: le reste est emporté par le temps. Au dire de Mamiani, les anciens Italiens connurent la vraie méthode, et celui qui la ferait revivre restaurerait la science du même coup; d'où il faudrait conclure que les dernières conséquences de la philosophie rationnelle doivent se confondre avec les maximes du sens commun. Dans cette restauration du passé, il se trouve d'accord avec le père Ventura, qui veut ressusciter la scolastique, afin d'identifier la philosophie avec la révélation. L'éclectisme universel de Poli diffère de l'éclectisme français, en ce

qu'il n'emprunte pas ce qu'il y a de vrai dans les systèmes opposés, mais qu'il met en rapport entre eux les deux principes extrêmes de l'empirisme et du rationalisme. Il ne trouve pas, comme Cousin, tous les systèmes vrais, mais il les croit tous imparfaits; il rejette l'art du syllogisme, et il aspire à l'originalité [1]. Galuppi, philosophe expérimentaliste, n'admet pas seulement des éléments objectifs de la connaissance, mais encore l'esprit humain, qui s'élève par la méditation du conditionnel à l'absolu, par l'effet de l'intuition médiate du raisonnement établi sur les notions acquises. L'identité et la diversité sont les éléments subjectifs de nos connaissances. Il y a donc des vérités primitives d'expérience intérieure; elles ne procèdent pas d'un pur empirisme ni des principes *a priori* de Kant, mais de la subjectivité même de l'esprit, comme ses lois originelles. La conscience, la sensibilité, l'imagination, l'analyse, la synthèse, le désir, la volonté, sont des facultés élémentaires. La conscience et la sensibilité fournissent à l'esprit l'objet des pensées; l'imagination reproduit les perceptions; l'analyse isole les objets; la synthèse les groupe; la volonté mène et dirige les opérations synthétiques et analytiques, en formant ainsi l'édifice des connaissances humaines. Dans la doctrine morale, Galuppi admet des jugements pratiques *a priori*, et il place la loi morale dans la droite raison, qui dirige la volonté vers notre bien-être, en nous indiquant les actes qui peuvent produire ou empêcher le bonheur. Telle fut sa tentative pour renouveler parmi les Italiens la critique de l'entendement. Bien inférieur à Kant, il rencontra en outre des entraves particulières dans son pays.

Les deux philosophes les plus originaux de l'Italie sont rigoureusement catholiques, et adversaires de l'empirisme qui domine dans les écoles et dans les sciences appliquées. Ros-

[1] Les étrangers ne font pas à l'école italienne l'honneur de la nommer. Poly a élevé la voix en sa faveur dans les notes étendues qu'il a ajoutées à sa traduction de Tennemann, où il classe les penseurs modernes de l'Italie non comme littérateurs, mais d'après leur tendance philosophique.

mini renverse avec une logique irrésistible les systèmes des écrivains précédents, qui, en recherchant l'origine des notions indispensables pour former un jugement, ou refusent trop ou exigent trop. Il démontre qu'il n'est nécessaire d'admettre comme innée que l'idée de la possibilité de l'être; que cette idée, unie à la sensation, suffit pour former toutes les autres, ainsi que l'intelligence et la raison humaine. Cette première perception intuitive de l'être en général est la source de la certitude; les sceptiques ne peuvent supposer qu'elle soit une illusion; c'est donc la vérité elle-même; et elle engendre la connaissance des corps, celle de nous-mêmes, celle de Dieu, celle de la loi morale, lien du monde idéal avec le monde réel, de la vie théorique et spéculative avec la vie pratique. Rosmini a fait des applications de ce principe à l'anthropologie, à la morale, au droit, à la théodicée; et il continue de les étendre de manière à en faire résulter cet ensemble sans lequel il est difficile de juger un système. Il mérite dès à présent la reconnaissance de l'Italie pour le mouvement nouveau qu'il a imprimé à la pensée philosophique, qu'il a dégagée de ses entraves et de l'empirisme.

Son adversaire le plus marquant est Vincent Gioberti. Celui-ci prétend substituer à la méthode psychologique, qu'il regarde comme la cause de la décadence actuelle de la philosophie, la méthode ontologique de Leibnitz, de Malebranche, de Vico, ces derniers philosophes dont la voie a été faussée par Descartes, « qui, nouveau Luther, a substitué le libre examen à l'autorité catholique. » En conséquence, Gioberti part d'un principe ontologique dans lequel sont comprises en puissance toutes les notions possibles; et il l'exprime par cette proposition : *L'être crée les existences.* Dans cette proposition, le premier membre est une réalité absolue et nécessaire, le dernier une réalité contingente; et le lien entre eux est la création, acte positif et réel, mais libre. Voilà trois réalités indépendantes de notre esprit; voilà l'affirmation du principe de substance, de celui de cause, de l'origine des notions transcendantes, et de la réalité objective du monde extérieur. Il en déduit l'encyclopédie entière, en assignant à l'être la philosophie, à l'acte

de la création les mathématiques, et aux existences la physique.

L'idée de l'être comme *premier psychologique* est acceptée par Gioberti ; mais il ne lui suffit pas qu'elle soit seulement possible : il croit, au contraire, qu'il est illogique de faire naître l'idée de la réalité de celle de la possibilité; et, en supposant que celle-ci existe sans l'autre, on arriverait au nihilisme ou au panthéisme. La formule idéale de Gioberti est donc le premier philosophique, qui comprend le premier psychologique et le premier ontologique : c'est-à-dire la première idée et le premier être. Il supprime donc tout intermédiaire, dans l'intuition de l'absolu, entre l'esprit créé et l'être en qui sont objectivement toutes les idées. Il veut que l'intuition de l'esprit humain soit dans l'être divin, idéal, réel, qui crée; tandis que Rosmini fait l'intuition idéale de sa nature, et établit le réel comme but du sentiment. Il en résulte que notre esprit n'a pas directement l'intuition de Dieu, et que l'idée de l'être, en lui représentant l'être comme possible et universel, ne lui fait pas distinguer le nécessaire du contingent; tandis que le sentiment de la réalité divine appartient à un état au-dessus de la nature. Il a fait de cette doctrine des applications étendues. Mais on ne pourra juger en dernier ressort son système que quand il aura reçu les derniers développements.

SCIENCES SOCIALES.

Mais le but que l'homme se propose n'est pas seulement de connaître; il veut aussi aimer et agir. Les actes de la raison sont accompagnés et souvent modifiés par ceux de la sympathie; les œuvres commencent sans attendre la démonstration. C'est pourquoi, tandis que la philosophie théorique poursuit la recherche de la vérité absolue, la philosophie pratique atteint la justice et la bonté.

Quiconque connaît l'histoire sait combien la spéculation théorique influe sur l'ordre pratique. Après avoir dit que toutes nos

connaissances dérivaient de la sensation, Locke et Condillac auraient dû en induire que le sentiment moral ne consiste que dans l'utile, c'est-à-dire dans l'intérêt ou le plaisir. Ils ne le disent pas, parce qu'il fallait que toutes les croyances fussent sapées avant d'arriver à établir la morale sur l'intérêt, comme le fit Jérémie Bentham (1748-1832), en confondant la raison et le sentiment, et en prenant pour un fait éternel ce qui est particulier au temps : dernier pas de l'école matérialiste, en révolte contre l'idéalisme chrétien.

Bentham n'eut jamais pour bréviaire que le livre d'Helvétius, et jamais il ne conçut un doute sur la doctrine de l'égoïsme qu'il y puisa, et qu'il prêcha dans le cours de sa longue existence. Son pays lui montrait la légalité, jamais le droit; il n'y avait donc pas moyen de le réfuter, lorsqu'il appliquait aux lois de sa patrie un critérium, quel qu'il fût. Il combattit Blakstone, qui donnait pour base à cette législation un contrat entre les nobles, le roi et le peuple; et il leur donna pour règle suprême l'utilité générale. Ce point une fois adopté, il se trouva plus fort que ses adversaires, et poursuivit sa route sous l'influence du philanthropisme et de la misérable métaphysique du temps. Bentham ne veut pas que la justice se rende au nom du roi, ce qui est un reste de la féodalité; chaque tribunal doit être compétent pour tout; mieux vaut un seul juge que plusieurs; point de vacances; des juges amovibles; publicité de l'accusation et de la défense; point de monopole d'avocats; point de jury en matière civile; des codes clairs et absolus. Il prit part à la Révolution française; mais pouvait-il faire écouter sa doctrine égoïste au milieu des admirables sacrifices de ce grand mouvement? Il se retira donc en Angleterre; et il cultiva, avec non moins de persévérance que de foi, ses doctrines, qu'il vit se répandre surtout en Amérique.

Dans l'*Introduction aux principes de morale et de législation*, il remonte aux principes philosophiques de ses opinions : n'envisageant les actions que du côté social, il perd de vue leur côté moral ou individuel, et il fait reposer uniquement la différence des actes sur leur plus ou moins d'utilité. Il se rattache ainsi à Épicure et à Hobbes. La légitimité d'une ac-

tion, sa bonté, sa moralité, ne signifient rien que son utilité. L'intérêt de l'individu est la plus grande somme de bonheur à laquelle il puisse atteindre; l'intérêt de la société, c'est la somme des intérêts de tous ses membres. A cet intérêt s'oppose et l'ascétisme, qui conseille des actions causant du déplaisir, et *vice versa*, et la sympathie ainsi que l'antipathie, qui nous font regarder une action comme bonne ou mauvaise, pour des raisons indépendantes de ses conséquences. L'homme n'agit donc que par calcul d'intérêt, et la science ne peut que lui enseigner à bien faire ce calcul; la législation, à bien balancer les plaisirs et les peines résultant d'une loi, et à combattre les causes qui dérangent cette économie. Il n'y a donc pas de devoir : « la vertu n'est un bien que pour les plaisirs qui en découlent; le vice, un mal que pour les peines qui en résultent; le droit dérive simplement de la loi. »

Bentham traita, après Dragonetti, de la vertu et des récompenses. Mais les services pour lui constituent la vertu ; et la peine n'est juste qu'autant qu'elle sert à empêcher le délit. Les mauvais sujets sont des gens qui calculent mal ; et, pour rectifier l'équilibre de leur jugement, il faut changer l'organisation des prisons. Reniant l'histoire, ne connaissant point de diversité de temps ni de nation, il croit à une législation absolue, fondée sur des règles égales pour tous : en conséquence, son code est « un corps méthodique et immuable de toutes les règles d'action. » Il proclame la libre concurrence ; plus de colonies, point d'entraves à l'usure ; point d'écoles publiques, liberté absolue pour les discussions des chambres.

Mais comment fonder quoi que ce soit avec son sensualisme? Comment passer de l'intérêt privé à l'intérêt général? Plein d'inconséquences, il admit non-seulement les plaisirs de l'âme, mais jusqu'à ceux de la piété, et les jouissances religieuses « qui résultent de notre conviction de posséder la faveur de la Divinité ; » et il se figurait prendre ainsi l'homme tel qu'il est. « Donnez-moi les affections humaines, joie, douleur, plaisir, déplaisir, et je créerai le monde moral ; je produirai non-seulement la justice, mais encore la générosité, le patriotisme, la philanthropie, toutes les vertus aimables ou sublimes,

dans leur pureté et leur exaltation. » Comme si les affections étaient séparées des pensées! Sa confiance éclate dans ces paroles; et en effet il était convaincu que son code, n'offrant ni lacune, ni obscurités, ni difficultés, deviendrait universel, et qu'il serait le législateur de l'avenir : *Je voudrais*, disait-il, *que chacune des années qui me restent à vivre fût transportée à la fin de chacun des siècles à venir, pour être témoin de l'efficacité de mes ouvrages.* Il voulut en mourant être utile à l'humanité, et il abandonna son cadavre aux anatomistes.

Le droit ainsi réduit au fait, il ne faut pas s'étonner si Bentham en vint à proclamer l'utile comme la mesure unique du droit. Il fonda sur cette base un projet de paix perpétuelle. Un souverain n'a pas de meilleur moyen de régler sa conduite envers les autres nations, que de rechercher le plus grand avantage de toutes. La loi internationale aurait donc pour but l'intérêt général : 1° en ce qu'une nation ne serait à charge aux autres qu'autant qu'il est nécessaire à son propre bien-être; 2° en ce qu'elle ferait aux autres nations le plus grand bien compatible avec le sien, ce qui constituerait ses devoirs à remplir; 3° en ce qu'elle ne souffrirait des autres nations aucun dommage, au delà de ce que réclamerait leur propre bien; 4° en ce qu'elle recevrait le plus grand bienfait des autres, leur propre bien-être une fois assuré : voilà en quoi consisteraient ses droits. On ne connaît jusqu'ici d'autres remèdes aux violations du droit que la guerre; le cinquième but du code international serait donc de pourvoir à ce que la guerre n'entraînât que le mal indispensable pour arriver au bien qu'on aurait en vue.

La guerre est une espèce de procédure, à l'aide de laquelle une nation revendique ses droits aux dépens d'une autre. Les causes qui l'engendrent le plus ordinairement sont : l'incertitude dans les droits de succession; les agitations intestines chez des voisins, dérivant soit de cette source, soit de disputes sur le droit constitutionnel; l'incertitude des droits sur des pays nouvellement découverts; les haines et les préjugés religieux; les querelles entre des États limitrophes. Il conviendrait donc, pour les écarter : 1° de réduire en code les lois non écrites, mais qui

sont consacrées par l'usage; 2° de faire de nouvelles conventions et des lois internationales sur tous les points non déterminés; 3° de perfectionner le style des lois et des autres actes. Mais comme ces choses dépendent des intérêts et des passions humaines, les remèdes seraient insuffisants; en conséquence Bentham imagine une paix perpétuelle, fondée sur deux points essentiels : 1° la réduction et la fixation des forces militaires et navales; 2° l'émancipation des colonies, qui sont toujours onéreuses à leur métropole, contrainte qu'elle est de les protéger par une marine dispendieuse.

Un tribunal arbitral, selon Bentham, serait indispensable pour prévenir les dissidences d'opinion entre les négociateurs des deux puissances; et la décision de ce tribunal sauvegarderait du moins l'honneur de la nation qui succomberait. On a imaginé diverses combinaisons, comme la neutralité armée, la confédération américaine, la diète germanique, la ligue suisse. L'histoire nous montre ainsi que la confiance entre nations n'est pas un fait anormal. C'est ainsi que l'on pourrait former un congrès général, où chaque puissance enverrait deux députés, et qui aurait autorité pour rendre sa décision, pour la faire publier dans les deux États, et pour mettre au ban de l'Europe celui qui n'y obtempérerait pas. Comme dernier expédient, on pourrait fixer le contingent de chaque État pour l'exécution des sentences prononcées. Mais on préviendrait cette nécessité en autorisant le congrès à donner la plus grande publicité à ses jugements motivés, ce qui serait un appel solennel à l'opinion.

Tel était le rêve de Bentham en 1789, la veille de la conflagration générale, où l'on vit apparaître la plus flagrante violation de tous les traités positifs. Elle avait déjà éclaté, quand un autre philosophe, Emmanuel Kant, imagina une paix perpétuelle, constituée aussi sur une confédération de toute l'Europe, représentée par un congrès permanent. La première condition, c'est que les États soient républicains, c'est-à-dire que chaque citoyen concoure, par ses représentants, à faire les lois et à décider de la guerre; car un despote n'hésite guères à recourir aux armes : mais le peuple sait qu'il s'expose à toutes

les charges et à tous les maux qui suivent un appel à la force. Par constitution républicaine il entend un gouvernement limité par une représentation nationale, où le pouvoir législatif est séparé du pouvoir exécutif; tandis que la démocratie rend toute représentation impossible, et qu'elle est nécessairement despotique, attendu que la volonté de la majorité de ces mille souverains dont elle se compose ne se trouve pas limitée.

Une paix perpétuelle exigerait encore que l'alliance se fondât sur une confédération d'États libres; mais l'état naturel entre les nations a été jusqu'à ce jour celui de guerre déclarée ou imminente, et leurs droits ne se débattent que sur les champs de bataille, où la victoire tranche la question, mais ne la résout pas. La paix devrait donc être garantie par un pacte spécial qui ait pour but de mettre un terme à toutes les guerres, et par lequel les nations renoncent à la liberté anarchique des sauvages, pour former une *civitas gentium*. Si par hasard un peuple se constituait en république (gouvernement qui tend de sa nature à la paix perpétuelle), il deviendrait le centre de cette confédération, à laquelle d'autres s'associeraient pour garantir leur propre liberté, selon le droit public. « Car s'il est juste d'espérer que le règne du droit public se réalisera par des progrès graduels, mais indéfinis, la paix perpétuelle, qui succédera aux trêves appelées jusqu'ici traités de paix, n'est pas une chimère, mais bien un problème dont le temps nous promet la solution; et ce temps sera vraisemblablement abrégé par l'uniformité des progrès de l'esprit humain. » En tous cas, ce sera toujours l'un des rêves les plus séduisants pour les cœurs généreux, et pour ceux-là surtout qui, s'écartant des dogmes religieux, croient au bonheur sur la terre. L'assemblée constituante avait proclamé que le peuple est un grand individu, et que le monde civilisé n'est qu'un seul peuple, dont les diverses nations sont les provinces; que l'humanité est une seule famille, qui doit être gouvernée par la loi de justice et de liberté; que la politique est distincte de la morale, mais ne lui est pas opposée. Elle chercha cependant en vain à édifier un code de droit international; l'ancien droit ressuscita bientôt, n'ayant pour règle que la force et les conventions. Plus tard, la sainte-alliance se flatta

de réaliser ce concert ; et quarante ans d'une paix que les calamités de la guerre n'ont point attristée, n'ont cependant rien détruit de ce qui pourrait amener des conflits nouveaux.

Après les dépenses incalculables que les guerres de l'Empire occasionnèrent, la gêne que tous les gouvernements éprouvèrent du système de la paix armée, il fallut bien aviser à y trouver des remèdes : ce fut ce que se proposèrent ces congrès de la paix, dont l'Américain Burrik fut le propagateur. Les gens les mieux intentionnés du monde se réunissent dans ces assemblées, pour déclamer et protester contre les horreurs de la guerre, pour montrer aux peuples et aux rois ce qu'elle coûte aux uns comme aux autres ; mais, au milieu de ces idylles en l'honneur de la paix, les peuples, victimes de vieilles oppressions, ne voient que la force pour s'en affranchir, de même que les rois n'attendent que d'elle seule leur conservation.

Cependant la science politique était l'objet d'études théoriques. Dans sa *Science du gouvernement*, Gaspard de Réal, qui en traite d'une manière plus pratique que Burlamachi et Vattel, vint résumer les doctrines des publicistes classiques. Le fécond et exact Bynkershoek, de Middelbourg, offrit le premier une exposition critique et systématique du droit des gens maritime, traitant de préférence certaines questions particulières d'une application pratique. Selon lui, ce qui est conforme aux lumières de la raison est obligatoire, dès qu'il est observé par la plupart des nations les plus civilisées. Le droit des gens est donc une présomption fondée sur la coutume ; d'où il suit qu'il cesse d'être en vigueur du jour où apparaît une manière de voir opposée à celle qu'il consacre. Son ouvrage sur le droit des ambassadeurs est d'une importance capitale. Tracy, dans le *Commentaire sur l'Esprit des lois* de Montesquieu, ne reconnaît que deux modes de gouvernement, le national et le spécial ; celui où les gouvernants sont faits pour la nation, et celui où la nation est faite pour les gouvernants : distinction empirique, et pourtant plus réelle que celle de Montesquieu.

Certains publicistes ont proposé, en vue de l'économie, les gouvernements à bon marché, supprimant la magistrature héréditaire suprême. Dans ceux où le peuple est appelé à prendre

part à l'administration, le grand problème du pouvoir est l'élection. Les républicains, avec Jean-Jacques Rousseau, placent la puissance dans le nombre [1]; d'autres n'accordent la représentation qu'aux propriétaires. Mais la foi dans l'autorité s'étant trouvée ruinée, on s'est vu dans l'impossibilité d'établir le dogme de la souveraineté; et la majorité qu'on lui a substituée, c'est-à-dire la moitié plus un, est une base mobile et vacillante, selon le caprice de cette majorité. C.-L. Haller tenta une *restauration de la science politique*, où l'on peut trouver du moins la réfutation des auteurs précédents. Dans son *Traité de philosophie politique*, lord Brougham a passé en revue cinquante formes de gouvernements. Il fait dériver, comme Bentham, le droit de commander et le devoir d'obéir, non d'un contrat primitif, mais de l'utilité du plus grand nombre (*Expediency*); de là résulte l'espèce de bascule où le peuple et le souverain se font contre-poids, ainsi que le droit réciproque de résistance, qui, en somme, est la base des constitutions libérales de ces derniers temps. Il traite mieux les principales questions de la société civile actuelle, le gouvernement représentatif, la liberté de la presse, les armées sur le pied de guerre ou de paix; puis les débats parlementaires, le scrutin secret, la répartition des droits électoraux, la durée du mandat, les incompatibilités : tout cela au point de vue théorique et pratique, et toujours prêt à citer les grands exemples que pouvait lui fournir le gouvernement de son pays.

Les questions de droit politique ont été plus agitées par les armes ou dans les conférences que par les écrivains; et ces

[1] Fichte partage cette opinion; mais, en reconnaissant la forme républicaine comme la plus rationnelle, il en fait dépendre l'application de l'esprit public des nations, et ne la croit possible que là où le peuple a appris à respecter la loi pour elle-même. Toute constitution est légitime, pourvu qu'elle favorise le progrès général et le développement des facultés de chacun. L'idéal de la perfection sociale consiste dans un accord de toutes les volontés à la loi de la raison, de telle sorte que chacun travaille au salut commun, et que l'activité de tous aboutisse au bien-être de chacun.

derniers temps n'ont produit aucun auteur classique. Mackintosh donna, dès 1797, le plan d'un cours de droit naturel et des gens, et il est fort à regretter qu'il ne l'ait pas exécuté lui-même. Il définit le droit naturel, la science qui enseigne les droits et les devoirs des hommes et des États; de sorte qu'il embrasse toutes les règles de morale, en tant qu'elles régissent la conduite des hommes entre eux dans les différents rapports de la vie, la soumission des citoyens aux lois, l'autorité des magistrats dans la législation et le gouvernement, les rapports des nations indépendantes en temps de paix, et les limites que doivent avoir leurs hostilités. Tout en louant Grotius et Puffendorf, il voudrait un nouveau système de droit international, attendu que le langage de la science est tout à fait changé, et que chaque siècle exige un enseignement donné dans sa propre langue. Maintenant une philosophie plus modeste et plus simple s'est répandue; la connaissance de la nature humaine s'est accrue; des pays inconnus ont été explorés; les cent fleuves de la science se sont réunis en un vaste courant; l'histoire est devenue un musée où l'on peut étudier toutes les variétés de notre nature. La guerre est devenue moins cruelle, surtout envers les prisonniers; l'instruction pratique s'est enrichie des dernières expériences [1].

On pourra malheureusement opposer à ces progrès vantés des violations effrontées, des guerres poussées avec un acharnement farouche, les prisonniers de guerre torturés sur les pontons anglais et dans les neiges de la Sibérie, le blocus et le droit de visite étendus [2].

Quelques publicistes se sont occupés du droit des gens au point de vue purement positif et pratique, et, d'après les documents, ont établi les actes et les règles qui devaient diriger les souverains et les diplomates.

[1] *Philosophie du droit,* où tous les systèmes contemporains sur la politique et le droit se trouvent exposés. V. STAHL.

[2] Les derniers événements ont été étudiés dans leurs rapports avec le droit des gens par l'Américain H. WHEATON, *Progrès du droit des gens en Europe,* et par Maurice DE HAUTERIVE, *Progrès que le droit des gens a fait en Europe depuis la paix de Westphalie.*

Déjà le président Hénault, dans son *Droit public fondé sur les traités*, avait révélé ce qui jusqu'alors avait été considéré comme les arcanes de la diplomatie. Moser s'occupa toute sa vie du droit public, principalement de celui de l'Allemagne. Depuis la mort de Charles VI, il ne marche qu'appuyé sur des faits, rejetant les spéculations philosophiques, parce qu'il voit que les principes abstraits ne sont pas observés par les souverains. Martens publia en 1788 un *Abrégé du droit des gens de l'Europe moderne fondé sur les traités et la coutume*, qui devint ensuite un manuel. Il part de l'idée de Vattel : que ce droit est une modification du droit naturel, appliqué à régler les rapports entre les nations. Kock et Schœll ont donné depuis cette *Histoire générale des traités de paix entre les États européens, depuis la paix de Westphalie*; ouvrage que vient de continuer jusqu'à nos jours le comte de Garden.

La science de la législation, dégagée des misères et des atrocités d'autrefois, s'est préoccupée des origines du droit pénal et des applications de la jurisprudence. Kant avait fait reposer le droit de punir sur ce principe : *Que chacun soit rétribué selon ses œuvres*; et il porta sa sévérité jusqu'à l'inflexible talion. Zacharie modéra cette sévérité monstrueuse, en réduisant toutes les peines à la perte de la liberté, attendu que tout délit est un attentat à la liberté d'autrui. Mais bientôt parut la *Théorie de l'amendement*, de Henke, qui, refusant aux tribunaux la faculté d'apprécier la culpabilité intérieure, et par suite de proportionner la peine à la perversité du coupable, veut qu'on se borne à l'améliorer. Après lui, Weber et Schulze proposèrent pour but à la société le perfectionnement moral de l'homme : d'où il résulte que l'État a le droit de punir la violation des préceptes qui résultent d'une telle obligation. Romagnosi rechercha l'origine métaphysique du droit de punir et ses divers degrés, en s'appuyant sur ce que la société étant l'état naturel de l'homme, sa défense en est la conséquence : d'où la nécessité d'infliger des peines, mais seulement dans les limites de cette nécessité. Quelques-uns vont chercher ce droit dans quelque chose de plus élevé, dans le principe d'expiation, et dans les inspirations d'une conscience publique, inconnues aux sen-

sualistes, ainsi que dans l'ordre moral, dont les perturbations doivent être prévenues ou punies par le pouvoir social.

Parmi les écoles modernes de jurisprudence, l'école *pratique*, qui s'est étendue en Angleterre, proclame le droit positif, en lui donnant les codes pour base, et en réduisant l'art à leur application. L'école *philosophique*, qui règne en Allemagne, examine avec Kant le droit comme quelque chose d'absolu et de pure raison, ou recherche l'esprit des codes, les interprétant pour en trouver les motifs suprêmes. Défendue aujourd'hui par Thibaut et par Hégel, cette école a trouvé des contradicteurs dans Hugo et dans Savigny, qui lui ont opposé l'école *historique*. Selon eux, le droit n'est pas une libre création du législateur, mais un fruit naturel des mœurs, des besoins, de tous les éléments constitutifs d'une nation; de telle sorte que le présent se trouve étroitement lié au passé, et qu'il faut dès lors rechercher avec soin tous les débris de l'ancien droit. En conséquence, les juristes philosophes se sont proposé de faire un code pour toute l'Allemagne, persuadés que le droit est universel, et doit triompher de toutes les variétés de caractère, de climat, d'origine, et identifier la science avec la pratique. L'école historique a porté une grande lumière sur le droit romain, considéré philosophiquement et philologiquement, en publiant, en coordonnant, en critiquant des fragments antérieurs à Justinien, et aussi les codes des barbares, de manière à faire triompher l'histoire, et à l'associer à la pratique du droit. Sous ce point de vue, Savigny considère le droit romain comme le type de la loi positive universelle, et l'aperçoit partout dans les codes modernes; il le regarde comme la base d'un autre code, qui ne pourra être compilé de longtemps : aussi faut-il se contenter, quant à présent, des statuts et des coutumes que nous tenons du passé.

Cette dernière école voudrait aussi s'intituler *école du progrès*, parce qu'elle fait le droit continuellement variable, comme un résultat de l'expérience, selon les temps, les pays, les usages; ce qui fait qu'on ne doit avoir en vue que son application, tandis que ceux qui le construisent d'après des règles rationnelles le condamnent nécessairement à l'immobilité. De semblables di-

vergences prouvent qu'il n'existe pas encore une véritable science du droit; mais elles donnent lieu aussi à de fortes études, à des discussions, et tendent à éclaircir l'importante distinction entre le droit et la morale.

Le premier code officiel fut le *Landslagh* de la Suède, dans lequel avaient été fondus les douze codes provinciaux en 1442, et qui fut imprimé plus tard en 1608. Dix ans après, Gustave-Adolphe donna un nouveau statut; et, en 1731, Frédèric II fit rédiger ce code général que la diète sanctionna en 1734. D'autres essais eurent lieu également au dix-huitième siècle, parmi lesquels nous avons mentionné déjà les codes de Frédéric le Grand et de Joseph II. Le *code Napoléon*, qui est comme une transaction entre les anciennes coutumes et les conquêtes de la Révolution, fut porté dans toute l'Europe par la victoire; et il lui a survécu dans plusieurs pays, où il en a inspiré de nouveaux. Le *code Bavarois*, ouvrage de Feuerbach (1810), changea le droit criminel allemand; et on l'imita en corrigeant ce qu'il avait de trop rigoureux. Le *Digeste de l'Empire* a introduit en Russie l'ordre et l'uniformité (1833) : il contient les statuts organiques de l'État, les règlements concernant les finances, l'économie publique, la police intérieure, indépendamment des lois civiles et criminelles. La Grèce a promulgué un code pénal, et s'occupe de substituer un bon corps de lois civiles à l'amas de dispositions empruntées aux législations romaines et byzantines. Dans l'Amérique septentrionale, les codes se ressentent de l'influence française. Celui que Livingston a rédigé pour la Louisiane est extrêmement remarquable; les délits et peines y sont nettement divisés, et les limites des autorités administratives et judiciaires bien déterminées [1]. Dans le *code Brésilien* (1836), qui est d'une douceur extraordinaire, la peine de mort est réservée au meurtre et à l'insurrection

[1] Livingston discute, dans son préambule, les trois bases que l'on a attribuées au droit de punir, cherchant à concilier ceux qui le font dériver de la légitime défense, ceux qui le font dériver d'un contrat social, et ceux qui le rattachent à la justice divine. Rossi aborde aussi cet examen dans son *Traité du droit pénal*.

armée des esclaves. Celui de la Bolivie punit la tentative moins que le crime consommé, et traite, dans une partie, des crimes publics, et, dans l'autre, des délits privés. La Russie a promulgué, en mai 1846, un nouveau code établi sur les coutumes antérieures, mais qui en est cependant indépendant. Le knout y est aboli, et toutes les autres peines s'y trouvent adoucies.

Le code commercial français a emprunté des titres entiers à l'ordonnance maritime de 1681. Napoléon contribua beaucoup à le répandre, et plusieurs peuples de l'Europe de l'Amérique l'adoptèrent, même après la chute de l'empereur. Brême, Hambourg, Lubeck ont des codes particuliers. L'*Édit politique de navigation*, promulgué par Marie-Thérèse pour les ports autrichiens, n'a trait qu'à la discipline. Il paraîtrait que le code maritime de la Suède a beaucoup emprunté aux vieilles coutumes scandinaves. Les autres peuples ont aussi leurs codes de commerce, sauf l'Angleterre et les États-Unis, c'est-à-dire les deux nations les plus commerçantes du monde : elles préfèrent s'en tenir aux jugements d'Oleron et de Wisby, et aux précédents de leur jurisprudence. Des écrivains anglais nous ont fait connaître le code maritime de la Malésie, dont les dispositions s'écartent peu de celles de la justice européenne.

Tous les peuples demandent des améliorations à leur législation pénale; l'Angleterre elle-même, où la loi est tout et où les principes ne sont rien, lutte pour rajeunir les vieilles lois. La distinction s'établit partout entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire, que l'on rend indépendant et inamovible. Le ministère public s'y introduit également, et l'on établit divers degrés d'appel qui fixent un terme aux procès. On distingue le délit de la transgression, la tentative de l'exécution; ajoutons à ces améliorations frappantes la publicité des débats, les arrêts motivés, les jugements par jurés, la rédaction des lois dans la langue vulgaire, et enfin la précision des châtiments.

Le prévenu dans les prisons n'est plus confondu avec le condamné, l'adulte avec l'enfant; et celui qui a subi sa peine n'est plus livré à l'arbitraire de la police, mais confié au patronage de personnes pieuses et sages. On s'efforce d'enlever aux châtiments le caractère de vengeance, pour leur donner celui

d'expiation, en rendant aux coupables le sentiment de leur dignité. Beaucoup de publicistes se sont élevés contre la peine de mort ; et peut-être n'est-ce que l'imperfection de nos moyens de répression qui la fait conserver. L'Angleterre l'a restreinte, en 1837, à un très-petit nombre de crimes; et, en 1841, elle en a excepté aussi les crimes d'État.

Dans les armées même, les châtiments échappent à l'arbitraire : le soldat est soumis à un jugement; on abolit les châtiments corporels, qui avilissent; et la peine de mort n'est plus prononcée pour désertion en temps de paix.

Mais depuis la destruction des anciennes corporations, qui constituaient entre leurs membres une espèce de surveillance réciproque, cette surveillance a dû se concentrer dans la police. Cette institution a donc pris une grande importance, et empiète parfois sur les attributions du pouvoir judiciaire.

La centralisation du pouvoir, et le besoin de connaître avec certitude les ressources d'un pays, ont donné naissance à la statistique, qui est l'énumération des faits qui peuvent éclairer l'administration publique, l'inventaire des forces d'une nation. Déjà elle avait grandi sous Napoléon, qui n'en prit pas ombrage, attendu qu'on peut faire dire à des chiffres tout ce qu'on veut. Quelques-uns en ont abusé depuis, et en l'exagérant ont voulu constituer comme essence de la science économique ce qui n'en était que l'instrument; ils sont tombés dans le frivole et dans le ridicule. On appuya d'un grand appareil de chiffres les maximes les plus absurdes [1]; ce qui est venu en aide au matérialisme de l'administration, pour qui l'homme n'est pas un être intelligent, mais une machine qui produit ou ne produit pas.

Melchior Gioia, collecteur infatigable de faits arbitraires, dont il ne vérifiait pas la source, exposa, dans la *Philosophie de la statistique*, des tableaux où devraient figurer, dans sept catégories, tous les faits et tous les objets de la société, comme s'il était possible de ramener tout au nombre et à la mesure. Le même écrivain a réuni sur tous les objets possibles, dans

[1] « Depuis dix ans, disait Garnier-Pagès à la chambre des députés, l'art des chiffres est la langue du mensonge. »

son *Prospectus des sciences économiques*, les pensées des sages, les opinions et les usages des peuples, les actes des gouvernements. Sa définition de la statistique, « description économique des nations, » n'est pas satisfaisante; car cette science doit dresser le calcul si complexe des forces politiques, et arriver à marquer le degré de la vie sociale, ou la véritable puissance intérieure.

La Grèce antique, qui tenait peu de place dans le monde, n'en était pas moins une chose immense; Athènes, qui était peu par le nombre de ses habitants, était beaucoup par ses œuvres : cela prouve qu'il y a des forces qui échappent à l'arithmétique, forces qui ne peuvent ni se toucher ni se mesurer. Deux colonnes de chiffres ne suffisent pas pour déterminer la condition d'un peuple, puisqu'une grande somme de richesses peut exister avec la dernière dégradation du caractère moral : en effet, l'homme n'est pas seulement un être physique et intellectuel, et sa partie morale échappe au creuset de la statistique. Que dire ensuite lorsque les chiffres sont établis d'après l'opinion de celui qui les recueille, et non l'opinion d'après les chiffres?

La statistique doit réunir et condenser en chiffres les faits qui doivent avoir pour résultats des théories. On n'aborde aujourd'hui aucune grave question d'économie politique, sans s'être livré préalablement à des recherches sérieuses sur les faits qui s'y rapportent. On connaît par la statistique les dépenses et les recettes, ainsi que les comptes de la justice civile et criminelle, c'est-à-dire la fortune publique et les mœurs, l'enseignement primaire, les dépenses des communes, l'entrée et la sortie des marchandises, les productions du sol, et celles des mines. C'est un inventaire du présent, au profit de l'avenir.

Dès le temps d'Aristote et de Xénophon, les questions économiques préoccupèrent les philosophes. Néanmoins l'activité industrielle ne pouvait être très-grande chez les anciens, où la vie privée était subordonnée à la vie publique, où la première pensée du citoyen était pour l'État, et la seconde pour lui-même. De même dans le moyen âge, quand la religion était la première affaire des États et des individus, l'économie sociale ne pouvait prendre un grand essor. Mais, au temps présent, la

richesse est devenue la condition non-seulement du bien-être matériel, mais aussi de la dignité personnelle, de l'indépendance, du développement intellectuel et social.

On connaît l'axiome de Quesnay : *La terre ne produirait pas sans travail; donc le travail est la véritable richesse.* C'est grâce au travail que la terre rapporte régulièrement, abondamment, et que les manufactures fleurissent; le *travail annuel* d'une nation est la source des produits nécessaires à la consommation, aussi bien que de ceux au moyen desquels on se procure les produits des autres pays. En effet, la richesse consiste dans la *valeur échangeable* des choses : celui-là est le plus riche qui produit le plus, ou qui possède des objets auxquels le travail donne une utilité qu'ils n'auraient pas autrement. La valeur échangeable diffère de la valeur utile, en ce qu'on peut avec la première se procurer beaucoup de choses, et que la seconde ne peut figurer comme matière à échange. Qu'y a-t-il de plus utile que l'eau ? On ne peut cependant en faire l'objet d'un échange; tandis que le diamant, qui est si peu utile, peut servir à acheter beaucoup de marchandises. Le rapport entre deux valeurs échangeables exprimé en une valeur convenue, à laquelle on donne le nom de monnaie, s'appelle prix. Le prix *nominal* diffère du prix *réel*, qui représente ce que les choses ont coûté de travail; diverses circonstances peuvent faire que le prix courant s'éloigne du prix naturel, et trois éléments concourent à l'établir; car il faut ajouter au *revenu* de la terre qui a fourni la matière première, le salaire de l'ouvrier et le bénéfice de l'entrepreneur.

Smith laisse une grande part à la terre ainsi qu'aux produits accumulés des richesses créées par le travail : une partie se consomme immédiatement, une partie s'accumule par l'économie et par l'épargne, ce qui constitue les capitaux, qui ne sont pas seulement l'or et l'argent, mais toute richesse quelconque résultant du travail, surtout quand cette richesse est employée à en créer d'autres par un travail nouveau. Le capital est *fixe* s'il se transforme en ustensiles; il est *circulant* s'il sert à payer le salaire des ouvriers et à acheter des matières premières. Améliorez-vous votre fonds? c'est un capital fixe; l'ar-

gent et les vivres sont un capital circulant. Mais, dans les combinaisons par lesquelles les produits du travail s'échangent entre eux au moyen de l'argent, qui réglera le prix des choses? La demande et l'offre.

Smith nous a donné la meilleure analyse du travail : selon lui, les progrès de cet élément de richesse sont en proportion de sa subdivision, de sorte que les machines deviennent les bienfaitrices de l'humanité, malgré leurs inconvénients passagers. La richesse peut donc être créée, accrue, conservée, accumulée, détruite; la stérilité du travail est une erreur, et les classes manufacturières échappent à la prédominance des classes agricoles.

Passant ensuite aux revenus de l'État comme corps politique, Smith détermine à quelles dépenses la société entière doit contribuer, quelles sont celles qui doivent peser seulement sur certaines classes, et quels sont les avantages du système colonial. Quiconque est apte à créer des valeurs doit à l'État des subsides et des taxes, en retour de la liberté de son travail; il n'est plus de professions stériles dès qu'elles peuvent donner aux choses une valeur échangeable au moyen du travail. Chacun peut donc acquérir l'indépendance; l'économie devient une vertu active, et le champ des valeurs échangeables est infini. Les premiers économistes avaient attribué aux gouvernements une part telle qu'ils faisaient de leur science et de la politique deux choses synonymes; au contraire, Smith veut que le gouvernement reste passif. Supprimez les entraves, et les capitaux préféreront toujours l'emploi qui profitera le plus à l'industrie nationale. La paix, des taxes supportables, la justice, suffisent pour porter un peuple de la barbarie à la plus haute civilisation. L'intérêt individuel est le mobile de chacun, et la concurrence, le meilleur des stimulants. L'égoïsme est donc le fond de son système; c'est par l'égoïsme qu'on travaille, qu'on invente, qu'on fait des efforts pour améliorer sa condition. Que chacun s'ingénie de son mieux, et cette activité de tous suffira à la prospérité et à la richesse de la nation : en conséquence, liberté absolue, concurrence, émulation. Smith opposait ces théories aux physiocrates, sans prendre leur ton dogma-

tique, mais simplement, et en tirant ses exemples des objets les plus usuels. S'il ne fut pas toujours rigoureux dans ses conséquences; si, en combattant des erreurs enracinées, il tomba quelquefois dans d'autres excès; s'il n'apprécia pas toute l'importance de la terre et des capitaux; s'il ne donna pas la théorie la plus exacte des machines; si, épris des valeurs échangeables, il ne songea pas aux valeurs morales, qui sont la gloire, l'ornement des nations, et s'il négligea les médecins, les avocats, les prêtres, les magistrats, sans s'apercevoir que le talent est un capital accumulé, il faut le lui pardonner, en considération des difficultés qu'il rencontra, et de l'inexpérience qu'avaient montrée ses prédécesseurs. Il se laissa surtout abuser par la philosophie écossaise, qui cherchait à suppléer, par la méthode, au défaut de principes, et à combler par l'expérience le vide laissé par le sensualisme de Locke.

En outre, ni Smith ni ses disciples ne s'inquiétaient, dans la libre création des richesses, si elles tournent au détriment des pauvres; aussi l'Angleterre, qui fit l'application la plus large de sa concurrence universelle, se trouva-t-elle accablée sous la masse de ses prolétaires indigents. Depuis qu'à cette avidité de l'intérêt privé est venue s'ajouter la puissance énorme des machines à vapeur, on s'est demandé de plus en plus si le monde a beaucoup gagné à cette création de richesses, qui, sans frein de justice ni de morale, plonge dans la misère une multitude de gens; tandis que les richesses, pour être un bienfait réel, demanderaient à se trouver également réparties entre tous les producteurs. Heureusement la position de l'Angleterre, sur laquelle Smith a fondé ses doctrines, ne sera jamais celle de toute l'Europe. Non, l'homme n'est pas destiné à ce travail solitaire, à cette hostilité de la paix; et nous avons la confiance que l'*association* sera substituée un jour à la *concurrence*.

Les doctrines de Smith pénétrèrent rapidement dans la pratique, firent tomber beaucoup d'entraves, donnèrent une meilleure idée des colonies, réveillèrent le crédit public, et réduisirent les balances de commerce et les systèmes restrictifs, non moins que les théories des physiocrates, à n'être plus que des

erreurs historiques. Ces vieilles théories avaient pourtant profité à la France, car cette nation sympathique ne pouvait, ainsi que Smith, concevoir sa mission exclusivement comme un marchand, à qui il suffit de réaliser de gros bénéfices. Elle voulait effacer les restes de la féodalité, et la nuit du 4 août 1789 vit opérer plus de réformes que n'avaient osé en réclamer les économistes. On débattit longuement la question de savoir sur quelle classe il fallait faire peser l'impôt; l'école de Quesnay avait adopté une définition trop étroite de la valeur, et elle arriva à des idées exclusives ou fausses, en faisant tout peser sur la terre, comme l'unique source des richesses. La Révolution, qui appliquait la doctrine de ces économistes, accabla d'impôts les propriétés foncières, et laissa perdre à la nation ce qu'elle aurait pu tirer, à son grand profit, des capitaux et de l'industrie. Il fallut donc forcément émettre des assignats sur les biens du clergé et des émigrés. Mais comme cette ressource ne pouvait suffire pour résister à toute l'Europe, on eut recours à des expédients ruineux, auxquels, disait-on, on était contraint par le salut public. L'argent fut prohibé, pour donner cours aux assignats; la valeur s'en étant accrue, on prétendit fixer le maximum des prix; et alors les marchandises et les denrées disparurent à leur tour. Les violences qui suivirent ces mesures obligèrent à prendre des partis désastreux. Mais Napoléon lui-même appelait le système continental un retour à la barbarie [1]; et ses erreurs en économie politique lui furent plus nuisibles que ses erreurs d'ambition.

Tandis que la France démocratique pesait sur la propriété foncière, en Angleterre l'aristocratie grevait les impôts indirects. Dans ce pays toutefois s'étaient créés la grande industrie, le crédit moderne, la dette consolidée, puis la dette flottante. par l'émission des bons du trésor, qui, dans des temps calmes, devinrent pour les États des expédients très-commodes, en les dispensant de conserver l'argent improductif pour des besoins

[1] « Il nous a coûté de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations. » *Message* du 21 novembre 1806.

imprévus. Or, l'Angleterre, avec son commerce immense, avec ses colonies, avec sa libre discussion, était le pays le plus propre à produire des théories, et à les autoriser par une vaste pratique. Les esprits pénétrants virent la fausseté du système commercial en vigueur, qui considère l'argent comme l'unique richesse, et tend à en attirer la plus grande somme possible en vendant beaucoup et en achetant peu ; système sur lequel étaient basées les lois de douanes de toute l'Europe.

Le crédit rapproche les deux éléments, trop souvent divisés, de toute production, le capital et le travail : il fait que les capitaux, quoique employés, peuvent encore concourir utilement à d'autres entreprises ; et le crédit anticipe sur l'avenir. C'est au crédit qu'est due la supériorité de l'Angleterre ; les banques sont le crédit élevé à sa suprême puissance. Henri Thornton entreprit de justifier la suspension des payements de la banque, d'après ce principe que la circulation profite également, soit en numéraire, soit en effets, et que les banques peuvent favoriser indéfiniment le travail et multiplier la production sans recourir au numéraire, pourvu que les émissions soient modérées. Pitt soutint que le capital fictif, créé par le prêt, se transformait en capital fixe, et devenait par là aussi avantageux au public que si un nouveau trésor était ajouté à la fortune publique : c'est là une absurdité, et pourtant quelle force prodigieuse en résulta !

Mais lorsqu'en 1810 les efforts de la Grande-Bretagne contre Napoléon eurent porté l'État à des dépenses énormes, et démesurément accru le prix des denrées, Cobbett lança son opuscule intitulé *le Papier contre l'or*, ou *Mystères de la banque d'Angleterre :* chef-d'œuvre de bon sens, soutenu par une logique inflexible, à l'aide de laquelle il pénètre les questions les plus épineuses, et dévoile les tromperies du gouvernement en matières de finances.

Ricardo lui vint scientifiquement en aide (*Du haut prix des denrées*, 1809), en prouvant que la hausse et la baisse du cours étaient des termes relatifs, et que le cours, tant qu'il ne circule que des monnaies d'or et d'argent ou du papier convertible en numéraire, ne pouvait hausser ou baisser plus que dans

les autres pays, au delà de ce qui est nécessaire pour les frais de transport de l'argent et des lingots. Si au contraire les billets ne sont pas conversibles, ils ne sont pas reçus au dehors, et dès lors la baisse qu'ils éprouvent indique une émission excessive. Or, il projeta une banque où les billets seraient échangés, non contre de l'argent, mais contre des métaux ; ce qui conciliait la sûreté des porteurs et celle de la banque, en évitant les frais de monnayage et le danger des réclamations instantanées. L'expérience n'en a pas été faite jusqu'ici.

Le même écrivain soutint ensuite (1817), dans les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, toujours avec des formules abstraites et algébriques, que le revenu est indépendant des dépenses de production, et que la hausse des salaires diminue les bénéfices, mais non le prix des denrées, et *vice versa*. Les salaires, selon lui, et par suite les bénéfices, sont déterminés par les frais de production de ce qui est nécessaire à la consommation de l'ouvrier. Quelque chers que soient ces objets, l'ouvrier doit toujours en recevoir autant qu'il lui en faut pour vivre, lui et sa famille. Cette théorie a été combattue ; mais elle a amené de belles idées sur les bénéfices, les salaires, les produits bruts, l'influence des taxes sur la production.

Comme il est constant que la modération des désirs ne provoque pas la production, Ricardo a prétendu que, pour rendre un peuple actif et industrieux, il fallait accroître le nombre de ses besoins. Il a donc plus en vue la richesse collective des nations que le bien des individus, et il pose ainsi les bases de son système : *Déterminer les lois qui règlent la distribution des produits en rentes, bénéfices, salaires, tel est le problème capital de l'économie politique*. L'objet de son ouvrage est de le résoudre, et c'est aussi le but que se sont proposé James Mill et Torrens.

Mac-Culloch, qui définit l'économie politique « la science des valeurs, » modifia les idées de Ricardo, tout en les rendant plus populaires ; il adopte aussi l'inflexible absolutisme du système manufacturier, sans égard pour les travailleurs : la plus grande félicité consiste, à ses yeux, dans la plus grande richesse

sociale ; d'où la nécessité de lois qui en règlent la distribution.

Ainsi voilà l'économie publique tout à fait matérielle : l'homme est une machine de travail, les nations sont autant de manufactures ; le monde est régi par la fatalité des lois économiques. L'humanité est-elle broyée sous les roues des machines ? il n'importe. On oublie que l'augmentation des produits n'est désirable qu'en considération des hommes : on songe à la richesse et à la prospérité de la nation, mais non à celle des individus.

A coup sûr, depuis que Arkwright et Watt changèrent les conditions du travail en substituant aux bras les machines, les grandes associations ont succédé aux petites manufactures, et les finances se sont portées sur l'industrie ; c'est-à-dire qu'elles ont aggravé de plus en plus les impôts indirects, qui forment même l'unique revenu dans certains pays, comme aux États-Unis et en Angleterre. Mais quelques-uns s'aperçurent que si les prohibitions accroissent la production, elles mettent toutefois obstacle à la consommation. S'opiniâtrer à fabriquer ce qu'on peut se procurer à meilleur marché est une faute semblable à celle de l'Espagne, qui se ruina pour multiplier l'or, qui faisait augmenter les produits manufacturés de la Flandre. La prospérité à laquelle étaient parvenus les États-Unis, où l'industrie et les manufactures n'étaient ni favorisées ni protégées, démentait l'école protectionniste, ainsi que le régime colonial, et démontrait que les balances du commerce étaient fausses, et les lois protectrices, imprévoyantes. En conséquence, le ministre Huskisson attaqua la prohibition « à l'aide, disait-il, de ces changements graduels et pondérés qui, dans une société d'une forme ancienne et compliquée, sont les préservatifs les plus convenables contre les innovations imprudentes et dangereuses. » Il affranchit donc la navigation et l'entrée des soies étrangères ; aux objections des uns il opposa celles des autres, et démontra par le fait que l'abaissement des taxes profite à l'État. Son triomphe fut si complet, que peu d'années après on proposait d'employer le canon pour faire adopter partout la liberté.

Henri Parnell, qui vint après lui, passe en revue, dans sa *Réforme financière*, le système économique anglais, et les

germes d'améliorations dont il est susceptible en fait de douanes et d'intérêts commerciaux. Les Anglais ont le grand avantage d'apporter dans les systèmes une expérience qui leur sert à distinguer les idées pratiques des illusions passionnées, et de voir les réformes triompher dans l'opinion avant d'être discutées au parlement, dont tout le rôle consiste alors à décider des questions déjà bien débattues. C'est ainsi que le ministère de Robert Peel put affranchir des droits de douane une partie considérable des marchandises; et l'on en vint à demander bientôt qu'il en fût de même pour le reste. Les partisans de la liberté du commerce formèrent en peu d'années un parti, qui prit le dessus sur les deux partis anciens; on le vit réunir dans une soirée 15 millions de francs pour tenir tête à l'aristocratie; s'appuyant sur le peuple, il a le sentiment de ses besoins et favorise ses réclamations. Ce pays, qui devait sa grandeur séculaire au système prohibitif, qui avait repoussé si longtemps toute marchandise importée sous pavillon étranger, s'est décidé (1850) à abolir tout privilége de navigation; il a ouvert ses ports et ceux de ses colonies à tous les produits et à tous les pavillons.

Ainsi, un principe opposé à celui qui a dominé jusqu'ici est proclamé, celui de la libre concurrence entre les nations. Cependant les lois prohibitives ressuscitent dans la ligue douanière de l'Allemagne. Dans cet autre pays, les matières premières sont exemptes de droits; une taxe légère frappe celles qui, ayant été à demi ouvrées, servent au travail; mais les objets manufacturés y sont grevés de droits très-lourds; les denrées intertropicales y sont asssujetties à diverses taxes [1]. L'a-

[1] Le thé paye 36 pour cent, le sucre 50, ce qui a fait beaucoup augmenter le sucre de betterave; le riz 25, les tabacs 60, etc. N'aurait-il pas été plus opportun de faire des arrangements avec l'Amérique, d'autant que l'Allemagne, qui n'a pas de colonies, n'a pas de monopoles à protéger, et qu'elle aurait pu obtenir à bas prix ces denrées, pour les répandre dans toute l'Europe? On évalue la consommation du sucre, dans les pays civilisés, à trois kilogrammes par tête. Or, l'Anglais Frédéric Scheer a calculé que l'Europe, les États-Unis, le Canada, en ont consommé, en 1845, 840 millions de kilogrammes. La consommation,

vantage intérieur fut très-grand. Le revenu net, qui avait été dans la première année de 45 millions et demi, s'éleva presque à 87 millions en 1843, défalcation faite des frais de perception. Dans la première année, la ligue comprenait 23 millions d'individus; on avait donc gagné 1,94 par tête : en 1843, il y en avait 28 millions et demi, ce qui donnait 3 fr. 11 par tête. La population, indépendamment de l'augmentation des personnes employées, trouve donc son avantage dans l'accroissement des salaires et des industries, et dans la plus-value des propriétés.

Les restrictions sont-elles donc avantageuses? La ligue anglaise contre les douanes est-elle donc absurde? Voilà les faits à l'appui des deux théories : l'avenir décidera entre elles.

C'est à Jean-Baptiste Say (1767-1832) que la France fut redevable de l'importation des théories anglaises. Il érigea en principes ce qui pour Smith avait été des preuves, et en propositions générales les simples conséquences. Il accepte ce qui est comme droit, et relègue à l'écart les questions abstraites : n'ayant que l'observation des faits pour théorie, il réduit la science à l'empirisme, et lui donne son passé pour avenir. L'économie politique est pour lui la science de la production, de la distribution et de la consommation des richesses[1]. Il combat le système exclusif et colonial, en démontrant que les nations payent les produits avec les produits, et que toute loi qui entrave l'achat entrave la vente. Si donc la récolte est mauvaise dans un pays, les manufactures s'en ressentent; si un pays prospère, ses voisins en profitent[2], ou par les demandes qu'il

dans la Grande-Bretagne, est de 8,46 par tête, de 8 dans les États-Unis, de 5,41 en Hollande, de 3,61 en France, de 1,20 en Autriche, de 3 dans le reste de l'Allemagne; de 0,77 en Russie. En supprimant les entraves, la consommation décuplerait peut-être.

[1] Il est vrai qu'il a avoué depuis que cette manière de voir était trop restreinte, et que la science doit embrasser tout le système social; mais, dans la pratique, il ne s'écarta pas de ses premières données.

[2] On peut juger à quel point il s'éloigne de Voltaire, qui écrivait : « Telle est la condition humaine, que souhaiter la grandeur de son pays, c'est souhaiter du mal à ses voisins... IL EST CLAIR qu'un pays ne peut gagner sans qu'un autre ne perde. » *Dictionn. philosoph.*, PATRIE.

fait, ou par le bon marché qui en résulte. Qu'on cesse donc de se nuire réciproquement : plus de guerres, folies ruineuses pour le vainqueur; la politique habile consiste à se donner mutuellement la main, deux nations étant entre elles comme deux provinces. Qu'elles emploient donc leurs forces à subjuguer la nature, et à en tirer la richesse qui est source de la puissance.

Quant aux classes pauvres, Say ne s'en inquiète pas, et, grand admirateur de l'industrie anglaise, il ne se doute pas des maux causés par une concurrence sans frein. Si les richesses sont le produit de l'industrie de l'homme combinée avec les agents naturels et avec les capitaux, la nation qui possédera le plus de machines sera la plus riche. L'entrepreneur et le capitaliste sont tout; le travailleur n'est rien. Se faisant une arme, sous la Restauration, des doctrines agressives du libéralisme, il dénigrait le gouvernement, et repoussait toute intervention de sa part dans l'industrie et les travaux publics; il voulait qu'on s'en remît de tout à l'intérêt individuel. C'est aussi ce qu'avait voulu Smith, qui réduit le rôle du gouvernement à une pure surveillance, et n'entend pas qu'il dépense rien ni pour le culte, ni pour les beaux-arts, ni pour la charité.

Les économistes avaient donc démontré comment se produisent et se consomment les richesses. Mais pourquoi ne sont-elles pas également distribuées dans la société? Pourquoi tant de misère? Le mal vient-il de la nature, ou de la société? Peut-on y trouver un remède? La Révolution, passionnée pour les abstractions et les déclamations, ne comprit pas qu'il y avait mieux à faire qu'à renverser les priviléges et à discuter les institutions; que la déclaration des droits réclamait une organisation sociale qui en rendît la jouissance possible; que les citoyens, une fois déclarés libres et égaux,des réformes économiques étaient nécessaires pour soustraire le peuple à la tyrannie de la faim, plus indomptable que celle des rois. Barrère avait dit à la tribune que « les pauvres sont les puissances de la terre, et ont droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les oppriment; » et, en conséquence de ces abstractions, on eut recours à des moyens inouïs pour soulager la misère,

jusqu'à lui donner droit à une rente de 160 francs par tête : remède aussi vain que le furent la guerre, le *maximum*, les emprunts forcés, la banqueroute, l'abolition des contributions indirectes, et la guillotine; la tourbe des pauvres ne diminua pas. La science se fatigue inutilement sur ce terrible problème. Guillaume Godwin (1793), nouveau Rousseau, en accuse, dans sa *Justice politique*, les institutions sociales. Il faut détruire les gouvernements, la religion, la propriété, les mariages; introduire une égalité où les riches ne soient que les administrateurs du bien d'autrui, et où l'on considère comme injuste toute jouissance dont un membre quelconque serait exclu.

Robert Malthus (1786-1836), au contraire (*Essai sur le principe de la population*), trouve le vice non dans la société, mais dans les individus, surtout dans l'ignorance et la dégradation des basses classes; et il nous endurcit aux souffrances de nos semblables, en les regardant comme méritées. Il déduisit, des recherches de Hume, de Wallace, de Smith, de Price, que l'espèce humaine multiplie en proportion géométrique, et les moyens de l'entretenir en raison arithmétique; d'où il suit qu'ils deviendraient insuffisants, si les maladies et les guerres n'y pourvoyaient. Si le vice et la misère augmentent avec la population, que restera-t-il à faire à la société, sinon d'exclure du banquet de la vie tous ceux qui s'y présentent lorsque les places sont déjà occupées? Il faut donc ne distribuer ni aumônes, ni encouragement; il ne faut pas nourrir les enfants trouvés, ni fournir de subsides qui multiplient les malheureux en encourageant l'oisiveté. Tourbe misérable, qui assiégez les portes du financier en demandant l'aumône, ou le comptoir du manufacturier en sollicitant du travail, videz la place, vous gênez! la place est aux plus riches. Prétendriez-vous qu'au moins les douceurs du mariage, de la paternité vous ont été accordées par le ciel, et que la société ne peut vous les enlever? Nullement. Il faut qu'il vous soit défendu d'engendrer; que la nature reste chargée du soin de vous punir du crime d'indigence. Que l'hérédité et les priviléges, au contraire, soient sacrés, puisque l'égalité ne ferait qu'augmenter les crimes et la misère.

Jamais, depuis le Christ, on n'avait condamné aussi effronté-

ment la charité, et réhabilité la peste, la guerre et tous les fléaux. Malthus y fut poussé par le désir d'assigner à la misère une cause unique, tandis que ces causes sont toujours complexes; d'absoudre par anticipation les gouvernements, et de prendre pour naturels les abus d'un état social et industriel contraire aux lois régulières de la population. Il exagéra la proportion dans laquelle elle se multiplie, en empruntant à l'Amérique ses points de comparaison [1]; il ne vit pas que les populations sont aujourd'hui plus nombreuses, et pourtant mieux nourries, mieux vêtues qu'autrefois, et que l'augmentation des besoins stimule l'industrie, et aide à triompher de la nature. Combien de pays encore inhabités ou incultes recevront l'excédant de ceux qui sont à naître! Le commerce ne remédie-t-il pas à l'insuffisance de l'agriculture?

Des théories qui mettaient les inégalités sociales sous la sauvegarde de la Providence ne pouvaient manquer de sourire aux heureux du siècle, et parurent justifiées par les excès de la Révolution. En Angleterre, ceux qui demandaient qu'on diminuât les secours légaux aux pauvres ne manquèrent pas de s'en faire une arme. C'est fort bien; mais il faudrait auparavant renverser les obstacles et les institutions qui empêchent la richesse des grands de descendre jusqu'aux pauvres, même après avoir supprimé les lois qui empêchaient l'homme laborieux de devenir propriétaire.

Du reste, les Anglais seuls érigèrent l'économie en véritable science, et dans les limites hors desquelles il ne reste que l'utopie, la spéculation. Elle ne fut traitée ailleurs que d'une manière éclectique, et on l'appliqua aux besoins de chaque peuple, sans s'élever à l'idéal : ainsi Ganilh pour la France, Merwal pour la question des colonies, de Laborde pour celle des associations, Naville pour la charité légale; Flores, Estrada, Ulloa, Pebrer, Ramond de la Sagra, pour l'Espagne; Kluit et Quételet, pour la Hollande et la Belgique; pour la Russie,

[1] L'Américain Everett, réfutant et Godwin et Malthus (1828), prétend, au contraire, démontrer que là où la population s'accroît comme 1, 3, 4, 8, les ressources augmentent comme 1, 10, 100, 1000.

Henri Storch, qui apprécie magistralement le travail des esclaves, source pour cet empire d'une si grande richesse nationale.

Les Italiens n'eurent guère à s'occuper des sciences économiques, sinon historiquement [1]; et, comme dans les siècles précédents, ils furent plutôt administrateurs et économistes politiques que philosophes. Romagnosi forma une école qui s'appuyait sur la jurisprudence. Melchior Gioia (1767-1829), sectateur de Bentham dans l'économie, de Locke dans la logique, a dit: *Rechercher les faits, voir ce qui en résulte, voilà la philosophie. Les sciences ne sont que le résultat de faits enchaînés, de telle sorte que l'intelligence en soit facile, et le souvenir durable.* Il ne sut donc donner qu'une philosophie vulgaire: il observa les phénomènes sans en rechercher les causes; après avoir émis un fait, sans même qu'il s'inquiète parfois de le prouver, il en déduit une théorie. Pour lui, la morale est la science du bonheur, et le bonheur est la somme des sensations agréables, soustraction faite du chiffre des sensations pénibles: « Lois, droits, devoirs, contrats, crimes, vertus, ne sont que des additions, des soustractions, des multiplications, des divisions de plaisirs et de douleurs. La législation civile et pénale n'est que l'arithmétique de la sensibilité [2]. Les discours comme les actions sont subordonnés à la loi générale de la plus grande utilité et du moindre dommage [3]; et une bonne digestion vaut mieux que cent ans d'immortalité [4]. » En conséquence, il méprise le peuple, préfère les grands manufacturiers aux petits, les grandes propriétés aux médiocres; il proclame la tyrannie administrative, et ne traite ni des institutions politiques, ni des rapports entre l'éco-

[1] Nous citerons la *Raccolta degli economisti,* publiée par le baron Custodi; la *Storia dell' economia publica in Italia,* de G. Pecchio, résumé de l'ouvrage précédent; et le récent travail de L. Bianchini, *Della scienza del ben vivere sociale, e dell' economia degli Stati;* Palerme, 1845. Les étrangers ont appris de Pecchio qu'en cette matière « il n'avait été rien produit en Italie dans l'espace de trente ans. »

[2] *Préface au Traité du divorce.*

[3] *Mérite et Récompense*, t. I, p. 231.

[4] *Nuovo Galateo*, p. 350.

nomie et la législation, non plus que des finances ni du paupérisme. Dans *Mérite et Récompense*, il veut que l'œil de l'autorité pénètre jusque dans le foyer domestique [1].

Mais tandis que Malthus s'élève contre les enfants qui naissent sans moyens d'existence, et conseille paternellement le célibat aux deux tiers du genre humain; tandis que Ricardo calcule dans son cabinet combien il faut sacrifier de victimes à la concurrence, les sentiments d'humanité l'emportaient chez d'autres; surtout lorsqu'aux embarras de la guerre succédèrent ceux de la paix, et qu'à la suite des changements apportés par la Révolution, apparurent ceux des machines, plus grands encore, et surtout inattendus.

Tant que l'homme avait eu un maître, il avait peu souffert de la faim, non plus que le chien ou le cheval. A mesure que l'indépendance s'accrut, la pauvreté augmenta; les corporations d'arts et métiers une fois dissoutes, chacun se trouva isolé; les pauvres de la campagne, qui avaient autrefois deux asiles, le château et le couvent, lorsque l'un et l'autre furent abattus, affluèrent dans les villes. Partout où la Révolution passa, elle détruisit les institutions de charité, de même que les institutions populaires. Mais c'est dans les pays surtout où dominent le crédit et les manufactures, qu'apparaît plus hideuse cette plaie dévorante de la mendicité; l'industrie mécanique fait que les ouvriers les moins habiles suffisent au travail, et qu'on les préfère, parce qu'ils sont moins chers : ils n'ont plus en conséquence d'état régulier, et se trouvent facilement réduits à l'inaction, c'est-à-dire à la misère.

Les gouvernements ont compris que c'est pour eux non-seulement un devoir, mais une nécessité, de relever les classes laborieuses. Ils ont donc cherché des remèdes au mal, mais au hasard; et ils ont voulu leur donner l'éducation, avant de leur avoir assuré le travail.

[1] Voici le jugement qu'en portait Romagnosi : « L'économie politique, telle qu'elle est exposée aujourd'hui, prend un air de sensualité mesquine et tyrannique, dans laquelle se trouve oubliée la partie la plus précieuse de la charité et de la dignité de l'espèce humaine. »

Sismondi, appliquant le bon sens à la science sociale, s'éleva contre les abus des doctrines industrielles, en demandant grâce aux banquiers et aux machines, pour les souffrances des hommes. Les moyens économiques de la production sont un bien social quand la consommation y correspond, et quand chaque producteur en retire ce qu'il en obtenait avant que cette économie fût introduite, c'est-à-dire quand elle rend réellement un produit plus considérable. Mais la concurrence, qui est une lutte de tous contre tous, amène l'effet opposé ; elle y ajoute, de plus, de graves complications et de cruelles injustices. Dans cette guerre faite à la petite industrie par les gros capitalistes, ligués avec les banques pour créer des machines qui multiplient les marchandises, dont l'accumulation occasionne de grandes crises, c'est le peuple qui souffre. Le conflit des intérêts individuels ne suffit pas à produire le plus grand bien de tous ; et les entraves que les anciennes corporations mettaient à l'exubérance de la production avaient de salutaires résultats.

Ainsi, tandis que Smith exclut l'intervention du gouvernement dans l'industrie et le commerce, Sismondi l'appelle ; il repousse la libre concurrence, et soutient que le bien-être physique de l'homme, « en tant qu'il peut être l'œuvre du gouvernement, est l'objet de l'économie politique. » Il établit néanmoins, avec d'excellentes intentions, deux classes distinctes, le pauvre et le riche ; il veut la légalité de la bienfaisance, mais il n'indique rien de bien efficace en faveur de ces classes laborieuses auxquelles il est presque le premier, parmi les économistes, qui ait montré un intérêt bienveillant.

Il est certain que le peuple jouit aujourd'hui de plus de bien-être qu'avant l'emploi des grandes machines ; il parcourt des rues plus belles, sa route est éclairée ; il a les chemins de fer, l'enseignement gratuit, l'habillement à bon marché. Les machines, en économisant le temps, épargnent à l'homme les travaux pénibles de la brute, et en exécutent d'autres qui, sans elles, étaient impossibles. Mais l'avidité les rend désastreuses. Du reste, il est des maux qui ne guérissent que lentement ; et il est facile de les révéler, comme il est toujours aisé de critiquer. Cependant d'autres écrivains répondirent à cet appel fait au

sentiment en faveur des classes souffrantes, en accusant de matérialisme l'école anglaise, en combattant son but égoïste, en dirigeant enfin la science vers le bien-être et le perfectionnement de l'homme, vers ce qui éclaire son intelligence, stimule son activité, et soulage ses maux.

Droz veut que les richesses soient non le but, mais le moyen; le bonheur d'un pays ne dépendant pas, selon lui, de la quantité des produits, mais de la manière dont ils sont répartis. Dunoyer se plaît à exhiber, au contraire, les torts des basses classes, leur imprudence, leur ignorance, l'impossibilité de les contenter : idées dénuées de fondement scientifique. Villeneuve-Bargemont ne voit de remède que dans la charité chrétienne. En général, l'école des économistes catholiques regarde la misère comme résultant en partie de la condition de l'homme, en partie du vice, et pense qu'il faut, pour y remédier, la parole du prêtre, le repentir du coupable, et la grâce de Dieu.

Eugène Buret, étudiant, non plus la théorie de la richesse, mais celle de la misère [1], en fit un tableau d'autant plus déchirant qu'il n'inspire pas de défiance, comme tant d'autres ouvrages passionnés sur la pauvreté, sur les classes dangereuses, sur la prostitution. L'Angleterre principalement eut à s'occuper, après la réforme parlementaire, des souffrances de la multitude; et les commissions envoyées en Irlande et dans les villes manufacturières pour y visiter les tristes lieux où vont s'entasser la misère et la malpropreté, révélèrent une telle dégradation de la race humaine, qu'on ne pouvait en être témoin sans chercher à y remédier. Le choléra vint inspirer aux riches la crainte de voir l'infection de ces bouges immondes gagner leurs brillants hôtels; une insurrection désespérée fut l'œuvre de ces malheureux pour qui la grandeur et la prospérité de la patrie n'existent pas, condamnés qu'ils sont à l'incertitude de l'existence, au travail sans espoir. Alors des milliers de jeunes garçons que l'ivresse et la débauche faisaient chanceler, de

[1] Eugène Buret; *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre ; de la nature de la misère, de son existence, de ses causes ; de l'insuffisance des remèdes qu'on lui a opposés jusqu'ici.*

femmes qui n'avaient rien de leur sexe, d'ouvriers qui n'avaient jamais entendu le nom du Christ, et qui ignoraient souvent leur propre nom, conjurèrent contre ces richesses dont ils sont les premiers artisans; et, sans qu'un seul eût révélé le secret commun, ils eurent bientôt réduit en cendres l'industrieuse ville de Sheffield, au cri de « Mieux vaut la mort que la faim ! »

Ce système de charité légale, qui ne soulage le corps qu'en abattant l'esprit, avait élevé la taxe des pauvres jusqu'à 4,000 millions de francs annuellement. Cette dépense exorbitante croissait d'année en année, et d'inconcevables abus en attestaient l'inutilité. On se mit en quête de quelque autre remède. On substitua à l'aumône que distribuaient les paroisses, des maisons de travail (*work-houses*), où les pauvres furent dirigés de points très-éloignés, pour y peiner comme des bêtes de somme, loin de leurs enfants; véritable châtiment infligé à cette pauvreté qui ne dérive pas de la mauvaise conduite, mais de l'inégale répartition des biens. Le gouvernement anglais institua un bureau spécial (*poorlaw-board*) pour les mesures à prendre relativement aux indigents; il envoya étudier dans tous les pays les règlements concernant les pauvres; et l'on trouve dans l'ouvrage de Porter les précieux résultats de cette enquête, qui toutefois ne produisit pas d'améliorations décisives. Des colonies de pauvres ont été fondées par la Belgique, la Hollande, la Suisse; mais elles ont plus coûté qu'elles n'ont rapporté.

Le dernier siècle s'est glorifié d'avoir détruit les maîtrises et ramené l'homme à la liberté, c'est-à-dire à l'isolement qui décharge le riche de l'obligation de donner, et prive le pauvre de la ressource de lui demander assistance; mais on reconnaît aujourd'hui la nécessité de pourvoir d'une manière quelconque à cette décomposition. On a essayé, dans le comté de Cornouailles, de rapprocher les ouvriers en les intéressant dans le produit des fabriques, comme font les baleiniers anglais, qui répartissent les bénéfices entre les armateurs et les équipages; on a introduit les assurances et les pensions mutuelles, on a tenté de nouvelles corporations d'une nature purement morale. Les caisses d'épargne imaginées par Wilberforce, mais qui n'ont guère existé que depuis 1810, sont une garantie de moralité, et

elles auront de bons résultats si elles sont organisées, comme en France, pour l'avantage des pauvres, en offrant de la facilité pour l'emploi et le transport des fonds; mais elles ne contribuent pas encore à affranchir le pauvre de l'entrepreneur. Or tous les secours n'aboutissent à rien, s'ils ne mettent le pauvre en état de se passer de secours, et de ne compter que sur lui-même pour échapper à la misère. Vouloir arrêter les effets sans détruire les causes, c'est erreur ou folie; c'est un aveu d'impuissance.

Que la science économique s'élève à d'autres considérations que ce qui regarde uniquement les finances et le commerce; qu'elle cesse de se considérer comme la science de la richesse, et de ne voir dans la richesse que l'argent. La richesse se compose de tout ce qui satisfait les besoins légitimes, et l'économie politique est la science qui doit coordonner les parties constitutives d'une nation, en vue de lui procurer le plus de bien-être et la plus grande prospérité possible. Aujourd'hui, les besoins des peuples, qui, dans le silence de la paix, arrivent jusqu'à l'oreille des rois, ne permettent pas de se perdre dans des abstractions, ni de traîner les choses en longueur; ils réclament des réponses catégoriques et sociales. Le prolétariat a-t-il le droit de vivre et de jouir du fruit de ses travaux? Comment le soustraire à son humiliation présente? Suffit-il de lui recommander la résignation? Suffit-il de lui faire la charité? Ou doit-on préparer à chacun les moyens de remplir sa tâche, d'exercer ses droits, de développer son activité propre? Ce n'est pas dans les livres qu'il faut chercher les solutions de ces problèmes, mais dans les ministères et dans les assemblées législatives. Ils sentent que ce n'est plus le moment de discuter, mais d'agir, et de concilier les calculs de l'intérêt avec les inspirations de la morale et de l'humanité.

RÉFORMES ET AMÉLIORATIONS.

Au milieu des doctrines funestes des uns, des doctrines ineptes des autres, bien des améliorations partielles se sont introduites, parce que les hommes sont meilleurs que leurs théories. L'égalité des personnes et des choses est désormais entrée dans les lois. Ce n'est pas avec la politique de Tarquin à Gabies, en abattant les pavots les plus élevés, mais en élevant les tiges inférieures, qu'on y est parvenu. Aussi voyons-nous les races qui restaient marquées d'un signe d'infamie, les Bohémiens, les Juifs, les Irlandais, se fondre à la longue avec les autres; et l'esclavage disparaît dans les pays même où il a ses plus vieilles racines. La Turquie a détruit les mameluks et les janissaires, et a proclamé la tolérance envers les chrétiens; l'Angleterre a émancipé les catholiques; la Suisse, ses ilotes; la Russie affranchit ses esclaves. L'Amérique du Nord ne diffère l'émancipation des siens que par la crainte de la guerre civile. Les Juifs sont admis dans la loi commune, et songent à devenir une Église plutôt qu'à rester une nation. Dans les pays où la noblesse s'est maintenue comme corps politique, elle a perdu la plus grande partie des biens-fonds, de même que le privilége des emplois civils, militaires, communaux, et celui des dignités ecclésiastiques; sa juridiction patrimoniale a été limitée; elle est soumise à l'impôt, à la conscription, et le plus souvent aux tribunaux ordinaires; elle voit s'élever à côté d'elle les hommes lettrés et les industriels; et l'immobilité de ses richesses est sapée par l'égalité dans les successions civiles. Les conditions ne sont pas égales, il est vrai; mais toutes sont également aptes aux emplois dont le mérite les rend dignes; toutes sont soumises à la loi, aux impôts, au service militaire.

Le pouvoir monarchique reprend chaque jour aux feudataires quelque lambeau de cette autorité dont ils s'étaient saisis

depuis des siècles, et se reconstitue dans son unité; ce qui lui permettra de séparer entièrement le pouvoir administratif de l'autorité judiciaire. Les pouvoirs aristocratiques ont disparu avec les anciennes républiques; les cantons suisses, où il en avait survécu quelques parties, sont arrivés à l'égalité; enfin, les petites seigneuries vassales se sont effacées, en reconnaissant l'entière souveraineté des princes d'Allemagne. La révolution, qui concentre les pouvoirs dans les mains de l'administration, se trouvant presque partout accomplie, celle qui les restituera à qui de droit se prépare peu à peu; et maintenant que les chaînes de l'esclavage sont brisées, il reste à briser la plus terrible de toutes, celle de la misère. Tant de discussions qui se sont engagées sur l'économie politique et les systèmes sociaux prouvent assez que tous veulent avoir part aux affaires qui concernent tout le monde. On veut que l'État ne se mêle du travail social que dans les limites de la stricte nécessité; qu'il considère le droit de tous comme l'unique restriction au droit de chacun; et l'on commence à donner plus d'attention aux libertés réelles qu'aux libertés théoriques.

Les guerres tendent à devenir de plus en plus impossibles; et on doit espérer qu'elles ne se feront plus pour le caprice des rois, mais seulement pour l'émancipation et le bonheur des peuples. Que si le système de la paix armée ruine les finances, il ne ruine pas les peuples; car les impôts d'un gouvernement régulier, quelque lourds qu'ils soient, n'équivalent pas, à beaucoup près, aux maux qu'une guerre entraîne avec elle.

Dans les pays où il y a une religion d'État, on peut défendre l'exercice public d'un culte dissident; mais nulle part on ne persécute plus les croyances et les pratiques privées. Les ecclésiastiques n'ayant qu'une puissance purement morale, leurs biens sont soumis aux mêmes charges que ceux des autres citoyens, leurs personnes aux mêmes juridictions; le droit canonique va se restreignant de plus en plus. Si dans quelques pays (l'Angleterre, la Norwége, l'Écosse) le clergé participe au pouvoir législatif, c'est plutôt comme un des éléments du patriciat que comme classe distincte, et tendant à un but particulier.

Le droit d'aubaine est aboli, au moins par des conventions réciproques. La foi publique forme l'une des bases du système financier, de même que les économies utiles et la publicité des comptes. Les falsifications, les fraudes en matière de monnaies disparaissent; les douanes sont établies de manière à ne plus nécessiter l'immoral remède de la contrebande.

On a dérogé à beaucoup de prescriptions du droit civil qui dérivaient du droit politique, entre autres au partage inégal de l'héritage paternel. Quelques écrivains se sont même élevés contre le droit de tester, respecté pourtant dans toutes les législations. L'autorité paternelle a été modérée, mais maintenue; dans les pays où le divorce est permis, les motifs en ont été restreints.

L'importance attribuée à la propriété foncière dans le moyen âge n'a pas diminué, mais la propriété mobilière est mieux appréciée; et les constitutions accordent une représentation non-seulement à la richesse industrielle, mais encore à la pensée. La publicité des hypothèques garantit les créances, et diminue les causes de procès. En ce qui concerne l'impôt, tous les économistes admettent qu'il doit être basé sur le revenu avec une extrême modération, et qu'il peut être refusé lorsqu'il excède les besoins réels de l'État. Il doit être proportionné aux facultés de ceux qui doivent le payer, comme prix de la protection et des avantages sociaux; ceux-là étant tenus de donner plus, qui ont plus besoin d'être garantis. Partout on frappe de réprobation la taxe personnelle, qui atteint non le revenu, mais l'existence, et qui, instituée à l'origine en remplacement de l'obligation du service militaire, est maintenue aujourd'hui conjointement avec ce service.

La loi n'est plus un acte de puissance, mais de raison; et, même dans les États absolus, des règles fondamentales limitent l'action du pouvoir suprême; là où il n'y a pas de garanties dans le gouvernement, il y en a dans l'administration. Les droits des nations sont déclarés imprescriptibles, et tout pouvoir qui réprime arbitrairement ce qui est nécessaire au bien et à l'extension des facultés humaines ne tardera pas à être regardé comme immoral. En effet, connaître, aimer, agir, c'est

tout l'homme. Les gouvernements qui veulent le réduire à une seule de ces facultés se fourvoient. Comment nier le progrès? N'en est-ce pas un déjà notable, que nous attribuions le mérite du bien-être actuel à l'abolition de ces mesures, à l'aide desquelles nos pères se flattaient d'y arriver ?

Le progrès n'existe pas moins dans l'ordre intellectuel. La violence, qui est un moyen de tyrannie, fait place à la pondération des forces et des moyens, à des dispositions dans l'intérêt du plus grand nombre, à l'association des forces, à des écrits où l'on attaque les passions et non les hommes, où l'on soutient le droit sans blesser les convenances, où l'on parle de justice aux forts, de paix aux opprimés. Les sciences ne regarderaient pas leur mission comme accomplie, si elles n'appliquaient leurs conquêtes au bien général. Elles ont facilité par le recensement la répartition de l'impôt; elles ont mieux maîtrisé les eaux, et les ont dispensées en proportion des besoins ; elles donnent des conseils à la bienfaisance pour améliorer les hôpitaux et les prisons. L'économiste étudie la question des salaires ; jusqu'à quel degré il convient d'organiser les classes laborieuses, sans entraver l'instinct et l'intelligence de l'individu; comment on peut rendre moins pénible le travail des enfants dans les manufactures; quelles institutions facilitent aux pauvres un meilleur emploi du produit de leur travail; comment on peut les accoutumer à l'économie et à la prévoyance, favoriser les entreprises par des banques agricoles et d'escompte, faire que les travaux d'utilité publique tournent au plus grand avantage du particulier, combiner les intérêts du fisc avec la suppression des loteries, la diminution de l'impôt du sel, des douanes, et des autres taxes indirectes; enfin on cherche à résoudre le grand problème d'équilibrer la subsistance avec la population.

La société a compris qu'elle perd le droit de punir le délit, si elle n'a eu recours à tous les moyens de le prévenir. C'est pour cela qu'on s'est tant occupé de l'enseignement. Le nombre des établissements pédagogiques s'est donc énormément accru; mais on y a conservé (défaut capital) les systèmes d'une société bien différente, et l'on a abandonné à des mains vénales l'application de ceux qui ne convenaient qu'à des corporations.

Or, les corporations une fois détruites, il aurait fallu que les systèmes fussent complétement changés.

Quelques tentatives ont été faites dans ce but. Il n'était possible d'instruire le peuple que par des méthodes promptes : il y avait bien moins à lui charger la mémoire qu'à développer son moral, et à faire en sorte que l'enfant se trouvât amélioré par les choses qu'il apprend, et par la méthode à l'aide de laquelle il apprend. N'est-ce pas ainsi que font les mères, qui, par la parole, communiquent aux enfants les idées du juste et du bien ? C'est précisément en méditant sur l'éducation maternelle que le père Girard pensa que l'étude du langage, qui est en résumé l'étude de la pensée, peut devenir l'instrument d'éducation le plus complet, comme il en est le premier ; or il voulut qu'à tout travail de la mémoire et du raisonnement se rattachât une leçon religieuse ou morale. Pestalozzi, de Zurich, fut l'auteur d'une méthode qui tend à ce que l'élève développe par lui-même ses notions et ses qualités propres, indépendamment des opinions de l'instituteur, et qu'il appuie ses propres données sur la connaissance distincte des parties intégrantes et essentielles des objets. Il voulut donc que le maître fût formé par l'élève, et qu'il lui donnât à son tour l'impulsion ; que le savoir et le faire se trouvassent réunis ; que les facultés physiques, morales et intellectuelles de l'enfant pussent s'exercer harmoniquement. Mais, exagérant une pensée de Locke, il fit des mathématiques la base de l'éducation ; comme s'il était possible de ne pas accepter aussi les vérités prouvées par la conscience et par le cœur !

Former le peuple à la morale plus encore qu'à la science, à l'aide d'une méthode accessible à tous, et assez peu dispendieuse pour n'avoir pas besoin du gouvernement, tel est le but que se proposa Lancaster. Déjà Bell, prêtre anglican, s'était aperçu qu'il était possible de transmettre l'instruction aux élèves au moyen des élèves eux-mêmes ; et il avait fondé, d'après cette idée, une école à Madras. Lancaster établit aussi son enseignement mutuel : procédé mécanique par lequel les enfants s'instruisent l'un l'autre, les plus avancés servant de directeurs, de moniteurs, de maîtres, sous la direction d'un instituteur,

qui est plutôt un surveillant. Il ouvrit, dans le quartier le plus misérable de Londres, une école pour la lecture, l'écriture et le calcul, ne demandant que la moitié du prix exigé par les autres maîtres. Épargnant la dépense des livres, il n'avait qu'un seul exemplaire suspendu à la muraille, qu'il faisait copier, soit sur le sable avec le doigt, soit sur l'ardoise avec un crayon. Il parvint à rendre l'enseignement gratuit au moyen de souscriptions, et l'on s'étonna qu'un seul homme pût suffire pour des milliers d'élèves. Mais comme il était quaker, et qu'il recevait des élèves de tout sexe, quelques ecclésiastiques s'effrayèrent de son succès. Lui-même ne sut pas s'accommoder aux nécessités dont tout novateur est assailli; aussi vécut-il très-misérable, chargé de dettes, et en butte aux persécutions.

Sa méthode se propagea, malgré des contradictions de tout genre; le sentiment religieux y trouva place; car désormais personne, à l'exception d'Owen, n'admet plus le paradoxe de l'*Émile*, qu'il ne faut point donner aux enfants, dans le premier âge, l'idée de l'Être suprême. Mais, dans les pays manufacturiers, les parents, assujettis à un travail journalier, sont contraints de laisser à l'abandon leurs enfants, qui grandissent dans la misère et dans l'immoralité. C'est pour suppléer à ce déplorable abandon qu'ont été institués les asiles pour l'enfance : innovation excellente, pourvu qu'elle ne dévie pas de son but, qu'elle ne détache pas les enfants de leur état, qu'elle ne relâche pas, entre les enfants et les parents, ce lien qui sera toujours le principal frein du vice.

En général, l'instruction du peuple ne sera jamais qu'une déception et une moquerie partout où on lui apprendra à lire et à écrire, sans qu'il puisse en faire usage. Quant au haut enseignement, qui trop souvent engendre des talents secondaires, et non pas de grandes intelligences, les gouvernements tendent à s'en emparer comme d'un moyen d'action, c'est-à-dire à en faire un monopole, jusqu'à ôter aux pères de famille le droit précieux d'élever leurs enfants dans les idées qu'ils croient les meilleures. On ne sait trop, par malheur, ce que l'on veut en fait d'éducation et d'enseignement. Nous critiquons ce qui est vieux, sans nous entendre sur ce qu'il y a à y substituer de

neuf; nous allons à tâtons. Cela est si vrai, que nous nous débattons non sur le fond, mais sur les méthodes. Que dirons-nous de ces pays imitateurs, où l'on prétend copier des méthodes faites pour d'autres tout différents, et qui ont un but tout contraire à celui auquel ils doivent viser? Que dire de ces prôneurs de liberté qui imitent les despotes dans le monopole de l'enseignement, et qui imposent aux pères de famille, dont le droit, le devoir est de donner à leurs enfants l'instruction la plus saine, et de choisir par conséquent leurs maîtres, des systèmes et des instituteurs désignés par l'autorité civile?

La bienfaisance est devenue plus active à sonder les plaies de l'humanité, et plus ingénieuse à les guérir. Les hôpitaux ont été améliorés autant qu'ils peuvent l'être dans des mains vénales. On veut que les jeux de hasard ne soient plus un revenu de finance, que les maisons d'enfants trouvés cessent d'être un cimetière, et que l'œuvre de la charité ne soit point convertie en supplices. Il a été établi à Londres, sur un vaisseau (*le Dreadnougth*), un hospice pour les marins, où l'on reçoit ceux de tous les pays, comme des gens dont la mer est la patrie commune. Dans les contrées catholiques, les ordres hospitaliers ont été rétablis; et les sœurs grises, ainsi que les sœurs de Charité, ont mérité tout à la fois les sarcasmes et la confiance du siècle des machines. L'éducation des sourds-muets et des aveugles s'est perfectionnée, et l'on s'est occupé des moyens de secourir efficacement les asphyxiés. Le principe d'association a produit les compagnies de secours mutuels et d'assurances contre l'incendie, la grêle et les risques maritimes; d'autres associations se sont formées pour venir en aide aux orphelins, aux jeunes débauchés, aux filles perdues, aux enfants trouvés, dont le nombre augmente d'une manière effrayante dans le monde entier [1]. L'œuvre de la Sainte-Enfance s'est proposé pour but de recueillir les nouveau-nés qu'on

[1] Necker évaluait à 40,000 le nombre des enfants exposés et entretenus dans tous les hospices de France avant 1789. Il y en avait 67,966 en 1815, 99,346 en 1819, 129,689 en 1834, et la dépense s'élevait à près de dix millions. (*Contre-enquêtes sur les enfants trouvés*, mai 1839.)

expose en Chine par milliers. Une société s'est constituée dans l'Océanie pour commencer l'éducation des peuples nouveaux; une autre en Algérie, pour convertir les Africains. D'autres rachètent les esclaves, et travaillent à l'abolition de l'esclavage: les paroles ne suffisent pas pour louer le zèle des missionnaires, ces pacifiques conquérants.

Si l'ignorance et le besoin continuent de pousser au crime tant de misérables, on fait des prisons un moyen de correction et de régénération. Lorsque l'Angleterre eut perdu ses colonies d'Amérique, elle déporta ses criminels à la Nouvelle-Hollande, où elle fonda la colonie de la Nouvelle-Galles du Sud; en 1817, elle créa celle du pays de Van-Diémen. Les émigrés volontaires prospérèrent aussi dans ce pays fertile, qui n'a point de bêtes féroces, et où les troupeaux sont une source de richesse. Là, des hommes dont l'Europe n'aurait su faire que des habitués de prisons, ont formé là des villes florissantes. Mais il arrive malheureusement qu'ils se corrompent les uns les autres dans le trajet, et que ce châtiment n'effraye pas assez pour détourner du crime.

Le docteur Rusch lut en 1787, chez Franklin, des *Recherches sur les effets des châtiments sur les coupables*, ce qui conduisit à former une société *pour l'amélioration des prisons;* et des essais de régime pénitentiaire. En 1790, fut fondée à Philadelphie la *prison d'État*, dirigée par dix citoyens honorables : les détenus y furent distribués en prévenus, en condamnés pour fautes graves et pour légers délits, en vagabonds et en débiteurs; tous y travaillaient à leur profit, et la bonne conduite leur valait une abréviation de peine. Ils y étaient isolés jour et nuit, tandis que dans les prisons d'Auburn ils travaillent ensemble dans la journée, mais en silence : ces deux systèmes sont en présence, et tous deux tendent également à empêcher la contagion entre les prisonniers. L'Angleterre a imité ces établissements; mais les effets n'ont pas répondu à tout ce qu'on attendait, et ils n'ont guère servi qu'à faire briller l'héroïsme de quelques philanthropes, tels que La Fry, qui entreprit à Newgate, d'améliorer la condition des femmes détenues. Les maisons pénitentiaires de Genève (1820) et de Lausanne (1824)

ont donné des résultats dignes d'éloges; aujourd'hui tous les pays civilisés en possèdent ou en réclament.

En somme, aucun genre de souffrances n'échappe aux efforts combinés de la science et de la bienfaisance, qui s'empressent d'accourir partout où il y a des consolations à donner, des secours à préparer, des lumières à répandre. Mais l'expérience a bien démontré qu'elles ne réussissent à rien, ou ne recueillent que de mauvais fruits, quand elles ne sont pas inspirées par la religion; c'est d'en haut seulement que peut venir le baume qui restaure.

AMÉLIORATIONS RÊVÉES. — SOCIALISME.

Depuis la paix, les gouvernements se sont obstinés à maintenir des lois économiques, faites pour un temps déjà éloigné où l'industrie était bien loin de son développement actuel; aux maux qui résultent de cette contradiction, la philanthropie n'a encore su trouver que des palliatifs. Les uns n'en meurent pas moins de faim, les autres de réplétion. L'abîme se creuse de plus en plus entre les entrepreneurs millionnaires et les ouvriers indigents, lorsqu'un petit nombre de mains accaparent l'industrie, et peuvent réduire le peuple au pain pour toute nourriture, ou le jeter, du jour au lendemain, sur la voie publique. Dans les pays agricoles et en Angleterre surtout, le système des fermages a amélioré les campagnes, simplifié les administrations publiques et privées; mais il a réduit à la misère les basses classes, obligées de tout donner à un fermier, qui se trouve dégagé de toute clientèle d'affection envers les propriétaires traditionnels, envers les corporations religieuses ou bienfaisantes, qui comptaient au nombre des fruits du champ la vie de leurs paysans. Est-il bien permis de désigner comme la plus riche des nations celle où, chaque année, une multitude de gens est réduite à mourir littéralement de faim?

Les socialistes ont cherché un remède radical à ces maux

et à d'autres encore dont ils font d'effroyables et irritants tableaux, et dont ils accusent la société actuelle. Ils se composent de différentes sectes qui sont en désaccord entre elles, non-seulement dans l'application, mais jusque dans leurs principes les plus abstraits. Dans toutes ces écoles, les vieilles idées de démocratie se sont associées au développement nouveau de l'industrie, et au désir de réformer le droit individuel et le droit réel, ramenés à une théorie absolue. Aussi leurs docteurs croient que la science économique ne sert à rien, si elle ne se fonde sur le système social tout entier; et ils se mettent à repétrir le monde. Philosophes non plus du passé ni du présent, mais de l'avenir, leur science est une révélation, leur méthode l'histoire, la synthèse leur but; c'est-à-dire qu'ils prétendent identifier la religion et la philosophie en une science de la vie et de l'action, ou, si l'on veut, de la société.

Saint-Simon (1760-1825), d'origine aristocratique, et cependant frappé de l'injustice des inégalités sociales, prit pour devise : *Améliorer le sort de la classe la plus pauvre.* « Si tous les princes du sang, disait-il, les officiers de la couronne, les ministres, les présidents, les évêques, venaient à mourir aujourd'hui, ainsi que les dix mille plus gros propriétaires de France, on en serait affligé sans doute, car ce sont d'excellentes gens; mais l'État n'en éprouverait pas le plus petit mal, et le lendemain la perte de ces trente mille colonnes serait réparée, attendu que des milliers d'individus sont capables de faire ce que font les princes du sang, les ministres, les millionnaires, les grands prélats. Si, au contraire, les principaux artisans, les principaux producteurs venaient à mourir, et aussi les chimistes, les physiciens, les peintres, les poëtes, etc., la perte serait irréparable..... Le peuple a beaucoup gagné dans les dernières luttes, il a surtout gagné la connaissance de lui-même et de ses propres besoins : aussi ne croit-il plus à la nécessité de souffrir et d'être opprimé. Mais si la féodalité aristocratique est brisée, celle de la richesse subsiste; et la jouissance oisive est encore le partage des uns, les fatigues et les privations le partage de ceux en qui résident les puissances créatrices du travail, du génie, de la civilisation. Ces heureux, qui ont la

plénitude des droits civils, sont en France le vingt-cinquième de la population : gens improductifs, qui imposent des lois au reste. En même temps les progrès de la civilisation sont abandonnés au hasard, les sciences cultivées et appliquées de même au hasard; les découvertes restent éparpillées, jusqu'au moment où l'avidité d'un capitaliste vient faire violence aux habitudes manufacturières; les faillites, les changements de mode, plongent dans la misère des milliers d'ouvriers. Il y en a qu'enrichit le hasard d'un héritage; les machines et les capitaux restent inféodés, tandis que tous les chemins sont fermés à ceux qui ne sont pas propriétaires, pour tirer parti de leur propre génie. Il y a des pauvres, parce que trop de gens vivent, non pas de leurs travaux de tête ou de main, mais des travaux d'autrui, et qu'ils consomment tant, que le labeur ne peut suffire et à leur subsistance et à celle des travailleurs. Il y a des pauvres, parce que ceux-ci comptent sur les aumônes privées, aumônes faites par ceux qui ont à bail les terres et les capitaux. » Saint-Simon remplaça la qualification de *libéral* par celle d'*industriel*, qu'il trouvait mieux appropriée à des gens qui veulent instituer un ordre stable par des moyens pacifiques, et accomplir la volonté de Dieu, qui est que chacun puisse travailler, et soit rétribué selon ses œuvres.

L'égoïsme proclamé par Bentham ne saurait empêcher les intérêts privés et les intérêts généraux de se heurter; en conséquence, Saint-Simon y substitua la sympathie, de même qu'il remplaça l'instinct individuel par la direction des grands hommes, des révélateurs, des initiateurs. Il accepta néanmoins les théorèmes de Bentham : seulement, comme ce dernier n'avait pas dit en quoi consistait l'utilité *générale*, Saint-Simon la fit consister dans la *production* : idée précise, substituée à une énonciation indéterminée. De même que, dans l'ordre matériel, la société est gangrenée par les souffrances des pauvres et par l'insuffisance des remèdes législatifs, de même elle est rongée, dans l'ordre moral, par le manque de foi. La croyance religieuse a péri; il n'y a plus de croyance politique; l'astuce est substituée à la force; la justice a disparu; un égoïsme impuissant survit seul; on prodigue les serments et l'on se parjure au

gré des partis; l'autorité et la liberté sont des mots invoqués tour à tour, et que personne ne comprend; les châtiments sont une vengeance, bien plus qu'une correction salutaire et un moyen d'amélioration. L'éducation est réduite à un enseignement désordonné, sans but précis, sans égard aux dispositions individuelles et aux intérêts généraux; les déplorables écoles classiques produisent un orgueil stérile chez des hommes qui connaissent Homère, mais non la Bible; Helvétius et Dupuy, mais non l'Évangile, et qui n'ont d'idée du catéchisme que par les sarcasmes de Voltaire. L'égoïsme émousse les passions et éteint les sentiments; l'amour est un trafic, la littérature un jouet; il ne reste aux poëtes que la satire pour le réel, et l'élégie pour cet idéal qu'ils ne savent déterminer. Comment y remédier? En faisant l'opposé de ce qu'on a fait jusqu'ici. Le passé se divise en deux grandes époques, le paganisme et le christianisme. Tous deux organisèrent la société d'après des principes universellement admis (*époques organiques*); vinrent ensuite les philosophes, qui y introduisirent l'examen (*époques critiques*), qui finit par saper l'édifice. Au milieu de ce travail d'organisation et de destruction, l'humanité avance sans cesse, constante, infaillible dans ses trois grands organes, la science, l'art, et l'industrie. Maintenant, nous sommes dans le pêle-mêle d'une époque critique; et il faut préparer une nouvelle époque organique, où les intérêts, les sympathies, les institutions, convergent et s'unissent. Le christianisme, mal entendu ou corrompu, doit être ramené à l'amour du prochain, et principalement des classes pauvres, en stimulant l'activité industrielle et en répartissant les profits d'une manière plus équitable, en la réglant, au moyen d'un pouvoir hiérarchique, sur le modèle de l'Église du moyen âge. La force régna d'abord avec la guerre, qui est sa manifestation, et l'esclavage, qui fut sa conséquence; le tout au détriment des masses. L'association, au contraire, l'industrie, l'intelligence, ont créé les villes et les nations, émancipé l'esclave, affranchi la pensée. Supprimer la guerre, détruire le règne de la force, et fonder l'association universelle, voilà le but de *la science nouvelle*.

Comme les hommes écoutent volontiers ceux qui leur pro-

mettent toutes les félicités sociales, ces idées se répandirent bientôt. La presse exalta sur tous les tons le progrès de l'industrie, combattit le système prohibitif, démontra l'importance des hommes de savoir, des travailleurs, des artistes; chercha en même temps à diminuer celle des hommes de guerre, à détrôner la richesse et la politique au profit du travail.

Quel est donc l'obstacle qui s'oppose à la réalisation de ce règne de Dieu? C'est un reste de la féodalité, c'est la propriété, transmise par accident, et non en raison du mérite: en conséquence, plus d'hérédité, et que les instruments du travail soient distribués en proportion de la capacité. Ainsi l'industrie mettra chacun à sa place; le gouvernement sera une banque, qui centralisera tous les biens, pour les répartir entre ceux qui sauront le mieux en faire usage. Mais cela détruit la famille. Eh bien! supprimons la famille, cette servitude de la femme. Que la femme s'affranchisse du père qui la vend, du mari qui l'achète, et qu'elle devienne aussi un agent de production. Que les enfants soient élevés, non plus par l'égoïsme domestique, mais conformément aux vues de la société.

C'est ainsi qu'on portait la hache aux racines mêmes de la société, qu'on abolissait l'hérédité, et qu'on proclamait, non la communauté des biens, mais leur répartition selon la capacité. Les saint-simoniens crurent voir le triomphe de leur doctrine dans la révolution de 1830. Ils proclamèrent donc sur l'industrie, sur les banques, les hypothèques, les enfants trouvés, les travaux publics, le paupérisme, l'association, même sur l'histoire et les beaux-arts, des idées dont l'invention ne leur appartenait pas, mais groupés, avec talent, en un corps de doctrine et sous forme dogmatique. L'éclectisme reçut d'eux une atteinte mortelle; et l'on peut dire qu'ils ont jugé avec sagacité les autres systèmes, observé en grand la synthèse générale des sciences, comme complément de leur méthode, et proposé enfin le véritable but de la philosophie, en tant que science de la vie.

On entendit alors, non plus des prêtres, mais une secte qui n'était pas même chrétienne, proclamer l'importance civilisatrice de l'Église et du clergé catholique, et de la séparation

des deux pouvoirs; déclarer hautement que l'autorité spirituelle était dans son droit quand elle cherchait à s'assujettir l'autorité temporelle, c'est-à-dire à soumettre les droits de naissance et de conquête à ceux de la capacité; et que le clergé catholique avait édifié le premier une société à l'aide de forces pacifiques [1].

Ce fut, au milieu d'un monde égoïste, un spectacle nouveau que de voir une réunion d'hommes riches, intelligents, répudier leurs avantages personnels pour les faire tourner au profit de tous, se soumettre à la pratique de leurs théories et à la vie commune; des savants distingués se faire artisans et cuisiniers, affronter l'ennemi le plus mortel du bien, parce qu'il est le plus redouté, le ridicule; et quand il était de mode de dénigrer l'autorité, en proclamer la nécessité. Il est à remarquer ici que d'un système industriel on arriva à un système religieux; de la liberté suprême à la papauté, de la loi écrite de Bentham à la loi vivante. En partant comme lui du principe utilitaire, les saint-simoniens durent nier l'immortalité du droit : si l'individu cessait d'être égoïste, le corps social le devenait. En conséquence, les actes, appréciés seulement en tant qu'utiles à la société, consistent soit en services grossiers, soit en désintéressements sublimes; les affections, la charité, la religion, l'art, les sacrifices, n'ont point de valeur par eux-mêmes, mais uniquement comme moyens de production.

Maintenant, pour distribuer les produits et faire l'éducation des producteurs, un sacerdoce est nécessaire. C'est ici que la doctrine se convertit en une religion dont le pouvoir devait s'exercer non-seulement sur l'industrie et le commerce, mais sur les sentiments, sur les idées, sur les découvertes. Les saint-simoniens tombèrent alors dans une théocratie hérétique, qui substituait à l'abnégation chrétienne la jouissance, la liberté des goûts, et la satisfaction des passions. Quand,

[1] On trouve déjà dans Campanella la communauté des biens, l'abolition de la famille, de la patrie, de la nationalité; l'agriculture pratiquée en commun, la distribution des richesses selon la capacité et le travail, et au sommet de cet édifice la papauté.

sur la demande d'Olinde Rodrigue, *Si chaque enfant pourrait reconnaître son père*, Enfantin, leur chef suprême, répondit qu'à la femme seule appartiendrait de décider, les plus distingués parmi eux désertèrent le drapeau; et la réprobation qui s'y attacha resta imprimée même sur des hommes fort honorables, et sur des doctrines qui ne mourront pas complétement. En effet, la prédication saint-simonienne propagea généralement l'intérêt pour la classe pauvre, qui s'est fait jour dans la poésie, dans les romans, dans les débats parlementaires, et dans les mesures adoptées par les gouvernements.

Owen et Fourier, bien qu'antérieurs à Saint-Simon, furent moins heureux que lui en disciples de talent. Fourier, d'une main brutale, mit à nu les maux du siècle, les souffrances des basses classes; montra le vice opulent et l'honnêteté pauvre, la politique corruptrice, la famille divisée, le conflit entre l'ordre et la beauté physique; enfin les turpitudes morales du monde. Il établit ainsi la théorie des cinq mouvements : le *matériel*, attraction du monde, découverte par Newton; l'*organique*, attraction emblématique dans la propriété; l'*instinctif*, attraction des passions et des instincts; l'*atomal*, attraction des corps impondérables; le *social*, attraction de l'homme vers ses destinées futures. Les passions, selon Fourier, deviennent vices, uniquement parce que la société les réprouve. C'est ainsi qu'il parle, sans voir que les passions ne sont en soi ni bien ni mal, mais que ce sont des forces par lesquelles se révèle la liberté humaine. Les supprimer est impossible, ne pas vouloir qu'elles soient comprimées est un crime; et l'harmonie consiste non pas à s'y abandonner, mais à balancer le droit avec le devoir.

Fourier se proposa d'utiliser les passions comme forces vives, et, au moyen de l'attraction passionnée, de substituer au morcellement l'association des hommes en capital, en travail et en talent. Dans ce but, il entremêla tous les travaux de plaisirs; au lieu de sales villages, il imagina des *phalanstères* élégants et commodes, où l'utilité n'était pas sacrifiée au luxe, ni l'architecture aux nécessités, et qui devaient être habités par des phalanges de travailleurs, ceux-ci recevant des propriétaires tous les biens, en échange d'actions transmissibles.

Ainsi cessait le morcellement des propriétés et du travail agricole : chacun choisit l'occupation qui lui plaît, et en change lorsqu'elle cesse de lui convenir; l'émulation stimulera sans cesse ce travail en commun. Connaissant leur importance mutuelle, les capitalistes tiendront compte des manouvriers, et ceux-ci des capitalistes; personne ne connaîtra le besoin; aucune convoitise ne sera limitée, aucun amour-propre humilié; chacun recevra sa quote-part, en proportion du capital, du travail, du talent : quand le travail le plus bas, le plus rebutant sera le mieux rétribué, combien de haines cesseront dans le monde! Puis, toutes les phalanges contribueront à assurer aux grands hommes, qui appartiennent à l'humanité entière, la fortune, les honneurs et la reconnaissance générale. Il se formera des armées, non de guerriers exterminateurs, mais d'industriels et de savants, qui porteront leur assistance partout où besoin sera.

Les détails dans lesquels entre Fourier pour assurer les plaisirs destinés à ses phalanges, prêtèrent facilement au ridicule; on se scandalisa de cette association domestique, avec ses divers degrés de favoris et de favorites, de géniteurs et de génitrices, etc. Toutefois il se plaignait, peut-être avec raison, de ce qu'on s'en prenait aux côtés accessoires de sa doctrine, au lieu de s'attaquer au principal, qui est l'art d'organiser l'industrie, d'où naîtront les bonnes mœurs, l'accord des classes pauvre, riche et moyenne, la cessation des hostilités de parti, des crises financières, des révolutions; enfin l'unité universelle. Victor Considérant, qu'on a appelé le *saint Paul* de cette doctrine, entreprit d'écrire une histoire de l'humanité. Il commence par l'*édénisme*, alors qu'il n'y avait ni propriétés individuelles, ni restriction apportée aux amours par les préjugés ou les conventions, ni conflit d'intérêts. Mais l'espèce ne pouvait se perpétuer dans cet état de béatitude, et la pénurie se fit sentir. Alors surgit l'égoïsme, la société se dissout, la famille survit seule au naufrage des affections, et devient la base de la société. A l'état sauvage succède le patriarcat, puis la barbarie, enfin la civilisation : époque de souffrances nécessaires pour que l'homme enfantât les sciences et les arts. Maintenant qu'ils ont pris nais-

sance, doit venir l'âge du *garantisme*, destiné à concilier la liberté de la nature primitive avec les raffinements de l'extrême civilisation.

Owen s'élève contre toutes les religions ; il y voit la cause de tous les maux du genre humain ; il nie l'empire de la foi et des lois : il veut le gouvernement rationnel, la communauté coopérative, en améliorant la condition des travailleurs, non par des réformes économiques, mais par de bonnes règles d'administration et de moralité ; il abolit la propriété, cause de l'indigence ; il réforme l'Église et l'enseignement : plus de mariages, de familles, de propriétés ; plus de droits, de devoirs, ni de croyances ; la fatalité détermine le bien et le mal ; le seul lien social doit être la bienveillance. Il supprime, en un mot, le mobile de l'intérêt personnel, mais sans y substituer l'intérêt religieux. Il fit une colonie modèle de sa grande manufacture de New-Lanark, où il dépensa beaucoup ; il y donnait l'éducation, et combattait les inclinations perverses par des moyens ingénieux : école pour les enfants, secours pour les malades, récréations après le travail, association de chaque famille aux bénéfices, en même temps que les âmes étaient disposées, par le bien-être, à la sérénité et à l'expansion. Il obtint, en effet, d'heureux résultats ; mais il ne s'aperçut pas qu'ils tournaient contre lui ; car, pour ne rien dire de sa patience particulière et de ces vertus évangéliques qu'il exerçait, tout en les dénigrant dans ses écrits, Owen était un chef d'établissement désintéressé, tenant sous sa dépendance des gens salariés, ce qui ne constitue pas une société. New Harmony, qu'il fonda en Amérique, marcha bien tant que ne s'y développèrent pas les vices sociaux ; mais bientôt les travailleurs se trouvèrent victimes des oisifs, et les hommes intelligents exploités par les ignorants. Il exposa au congrès d'Aix-la-Chapelle ses vues économiques, les dangers d'une production excessive, et, comme les machines suffisaient désormais à approvisionner le monde entier, la nécessité de substituer à la concurrence l'unité d'intérêt. Mais ce congrès avait à s'occuper de bien autre chose que des humanitaires.

Tous ces sectaires, en résumé, attaquent, les uns d'une ma-

nière, les autres d'une autre, le grand problème de la pauvreté, et cherchent à concilier les progrès des fabriques à l'aide des machines, avec un adoucissement dans l'existence du peuple; à augmenter la valeur personnelle des hommes, dans quelque profession que ce soit; à commencer par l'enfance l'amélioration de la race humaine. Quand les théoriciens économistes ont pris pour base la concurrence sans limites, les socialistes proclament l'association universelle; mais tous, à commencer par Babeuf, arrivent à établir le despotisme, en créant un pouvoir omnipotent et infaillible, qu'ils appellent le gouvernement, et auquel ils attribuent la responsabilité dont ils déchargent l'individu. Les socialistes oublient que l'homme est quelque chose de plus que la matière, et que les biens dont il peut jouir sont le moyen et non la fin de son existence. La propriété, selon les économistes, constitue un privilége, un monopole, mais qu'il faut respecter, parce qu'il est nécessaire. Ces socialistes admettent qu'elle est un privilége nécessaire; mais ils réclament pour ceux qui ne possèdent pas une compensation, qui est le droit au travail. Plus absolus, les communistes concluent que, si la propriété est un privilége, il faut l'abolir, faire le partage des biens et des jouissances, et régler la part de chacun, non sur sa capacité, mais sur ses besoins. Les communistes se trouvèrent fortement organisés en France aussitôt après la révolution de 1830. Les uns voulaient le triomphe de leur principe, à l'aide de l'insurrection; les autres croyaient à sa diffusion lente et progressive. Les uns proclamaient l'athéisme, les autres le vague déisme du *Vicaire savoyard;* d'autres encore, l'*Évangile* refondu en un christianisme de leur façon. Divisés sur les questions religieuses, ils éparpillèrent leurs efforts : se recrutant des débris des différentes factions démocratiques, ils n'ont pu s'entendre quant à l'application sociale de leur dogme de la communauté, substitué à celui de la propriété particulière.

Lamennais, devenu d'apôtre tribun, a coiffé le Christ d'un bonnet rouge : il a dépeint avec une éloquence brûlante la misère des masses, de ces esclaves modernes, plus à plaindre, dit-il, que ceux du moyen âge; victimes innombrables d'un

petit nombre d'heureux ou de dominateurs, dont on dirait que la félicité consiste dans la souffrance de tous. Comment guérir de pareils maux? Lamennais répond à haute voix ce que les autres murmurent tout bas : « Peuple, réveille-toi! esclaves, levez-vous; brisez vos fers; ne souffrez pas plus longtemps qu'on dégrade en vous le nom d'hommes. Voudriez-vous qu'un jour vos fils, meurtris des fers que vous leur auriez transmis, pussent dire : *Nos pères furent plus lâches que les esclaves romains; car il ne s'est pas trouvé parmi eux un Spartacus?* » Il appelle donc dès à présent le peuple à conquérir l'égalité absolue, et à exercer directement sa souveraineté; à constituer cette société libre, dans laquelle « le pouvoir, simple exécuteur de la volonté nationale, obéit et ne commande pas, de telle sorte que le monde ne forme plus qu'une seule cité, qui saluera dans le Christ son suprême et dernier législateur. » Lamennais néanmoins combat les socialistes; il croit que la propriété est une condition nécessaire de la liberté. Il n'y a de liberté qu'autant qu'elle est individuelle. Le socialisme concentre toute la propriété dans les mains de l'État; le communisme exagère cette concentration jusqu'à l'abus.

Sur les traces de ces nombreux réformateurs est accourue pêle-mêle la jeunesse, qui se laisse prendre à tout ce qui se montre sous un aspect de générosité, de sacrifice, ou de résistance. Elle s'est précipitée sur ces problèmes sociaux avec toute l'ardeur de sa sympathie, acceptant aveuglément les nouveaux remèdes, comme s'il y avait une panacée pour les maux de l'humanité.

ESPÉRANCES DE L'ITALIE.

Les idées qui paraissent simples, parce qu'elles sont contenues dans un seul mot, sont celles qui exercent sur l'homme le plus d'empire. Ainsi, le sentiment de la nationalité, qui ne naît chez les peuples qu'après que le malheur leur a fait sentir la solidarité de toutes les infortunes, s'est réveillé dans l'Europe orien-

tale, où il représente la fin du servage et la conquête des droits civils. Mais si ce noble sentiment s'y est fait jour au milieu du sang et des ruines, ce fut sous de plus heureux auspices qu'il germa en Italie. Appelée à l'unité par sa position bien déterminée, et par la papauté qui en occupe le centre, cette contrée a été conduite au morcellement par sa beauté même, par sa conformation géographique, et surtout parce que nul conquérant ne put s'y asseoir comme les Francs dans la Gaule, et les Normands en Angleterre. Elle n'en atteignit pas moins aux destinées les plus prospères, alors qu'aucune ville ne l'emportait sur les autres, que chacune d'elles, enrichie par l'agriculture, le commerce, la science, se sentait assez forte d'intelligence et de courage pour devenir une capitale. La nationalité s'arrêta donc aux confins de chaque pays : Gênes n'éprouva pas le besoin de s'unir à Naples ; Milan ne demanda rien à Florence ; les guerres entre Venise et la Romagne, entre la Toscane et la Sicile n'étaient pas plus des guerres civiles que l'on ne regardait comme telles les luttes entre la France et la Bourgogne, entre la Castille et l'Aragon. Mais le pressoir unit les matières séparées : c'est ainsi que, sous le poids de l'oppression étrangère, l'Italie s'est sentie une ; elle s'est sentie une dans les arts, dans la langue, dans sa littérature déjà nationale depuis le Dante, et dans laquelle son nom a survécu alors que l'épée l'effaçait de la diplomatie. Ce sentiment ne survivait pourtant que parmi les classes cultivées ; il s'accommodait assez de la domination étrangère, contre laquelle on pourrait à peine trouver une plainte chez les écrivains du siècle passé. Cela tenait aux gouvernements d'alors, qui, respectant encore les formes historiques, laissaient beaucoup à faire aux corps municipaux et provinciaux. Ainsi, dans ce partage de l'autorité, beaucoup jouissaient du noble plaisir de travailler pour la patrie.

Bonaparte apparut en Italie, et déclara que nous ne serions ni Allemands, ni Français, mais Italiens ; puis il divisa, démembra ou vendit sa conquête, constitua un royaume d'Italie, formé seulement de quelques provinces, et organisé à la française[1]. A sa chute, l'Italie demanda l'indépendance et la liberté

[1] Le grand homme que M. C. Cantu est si enclin à blâmer, n'avait-il

à ceux qui avaient vaincu Napoléon au nom de la liberté et de l'indépendance; mais ils lui répondirent par un nouveau partage en la divisant entre d'anciens et de nouveaux maîtres; et la Lombardie ainsi que Venise furent livrées à l'Autriche comme une conquête sans condition.

Ainsi le despotisme, chose nouvelle, s'implanta en Italie; avec lui vint la haine des gouvernants. En confisquant tout ce qui avait survécu des antiques libertés, en revendiquant pour eux toute l'action publique, ils assumèrent aussi la responsabilité de tous les maux, et se trouvèrent en butte aux exigences même exagérées. L'Autriche ayant proclamé bien haut qu'elle soutiendrait les gouvernements absolus, la haine de tous se réunit sur elle, et se traduisit par le vœu de délivrer l'Italie des étrangers. Ce sentiment éclata dans les révolutions de 1821 et de 1831, et dans les divers complots qui suivirent, mais qui influèrent peu sur l'esprit public. Les plus impatients parlaient de la liberté avec la rage du prisonnier. En les exagérant avec maladresse, ils arrivaient à faire excuser presque les torts des oppresseurs : bien loin d'aviser aux remèdes possibles, et de conseiller surtout le plus efficace de tous, la concorde, ils s'emportaient contre ceux qui, trop sincères pour être mobiles, différaient d'eux sur quelque point, ou qui refusaient de se jeter tête baissée dans des périls certains, préférant arriver au même but

pas, au contraire, secondé les tendances de son pays vers l'unité, en créant ce royaume d'Italie qui comprenait déjà la meilleure moitié de la Péninsule, et dans lequel étaient venus s'absorber une partie de ses États morcelés? Ce n'est point au morcellement, à coup sûr, que tendait le génie de Napoléon : l'Italie ne fut point traitée par lui comme une conquête; plus qu'aucun de ses maîtres précédents, il a respecté sa nationalité; il l'a gouvernée et administrée par ses nationaux. Ce n'est pas seulement en couvrant l'Italie d'utiles monuments, y laissant de grands travaux, des établissements précieux, des exemples féconds que, Napoléon a mérité sa reconnaissance : c'est surtout en y rappelant le sentiment d'une nationalité endormie, en y ravivant les souvenirs, en y retrempant les âmes, en lui rendant les occasions de gloire, qu'elle ne connaissait plus depuis longtemps. L'Italie en aurait-elle perdu la mémoire? (AM. R.)

par des moyens légaux. Toutes ces jalousies de nation, de condition, d'intelligence, ces animosités entre concitoyens, se traduisaient en accusations réciproques, contradictoires, souvent abjectes; d'où l'on aurait pu conclure que nos tyrans sans doute étaient mauvais, mais nous pires encore, et que nous ne méritions pas la liberté, ou n'étions pas capables de l'acquérir. Ainsi nos discordes, nos haines insensées ont été la sauvegarde de nos ennemis. A quelques Tyrtées se joignaient une foule de Jérémies qui, par amour pour l'Italie, poursuivaient l'Italie de leurs plaintes et de leurs imprécations. Tous ces écrits n'arrivaient pas au peuple, mais seulement à la classe qui lit pour ne pas penser, et maintenait en elle une sorte de fièvre qui simulait la vie. Il s'ensuivit plusieurs soulèvements partiels, tentés avec l'intrépidité de l'inexpérience, et par ce besoin qui pousse certains hommes à protester au nom d'un peuple entier, ou même contre un peuple entier. Deux frères vénitiens, du nom de Bandiera, ayant déserté la marine autrichienne, débarquèrent avec un petit nombre de complices en Calabre (24 juillet 1844), où ils furent pris et mis à mort.

D'autres, profitant de la paix, tentaient pendant ce temps des améliorations partielles, et s'efforçaient de faire passer du côté de l'opinion une partie de la prépondérance attribuée aux baïonnettes. En garde contre la tentation des plaisirs, contre cette mollesse qui cherche ses excuses dans la difficulté, en ces temps funestes à la vertu, ils travaillaient, solitaires, méconnus, outragés même, mais persévérants. Surtout dans les derniers temps leur activité se portait sur des recherches historiques, des travaux littéraires et statistiques, où les faits anciens servaient de voile aux choses présentes. Ils appelaient l'attention sur les problèmes politiques et sociaux, répétant sans cesse le nom de l'Italie, réveillant ses espérances : la censure y effaçait des mots et des phrases, mais l'esprit échappait à ses atteintes; les associations s'appliquaient aux écoles, à la bienfaisance; sous la forme frivole et surannée des académies, on trouvait des prétextes pour rapprocher les Italiens, et leur donner l'habitude de l'ordre, de la parole, de la légalité. Les chemins de fer furent un nouveau moyen de contact; de même

les congrès scientifiques. A côté des sciences naturelles, les questions économiques arrivèrent bientôt ; et si ces assemblées servaient de piédestal aux charlatans qui profitent de tout pour attirer les yeux, ce fut beaucoup aussi de voir des Italiens se réunir en comités nationaux, discourir d'autres choses que de frivolités, mettre en commun le fruit de leurs recherches solitaires et, applaudir autre chose que des baladins et des chanteurs.

Mais approfondir et raisonner ses sentiments est chose peu commune en Italie ; la plupart les acceptent de l'éducation, de la mode, de l'habitude. Qu'on leur demande en quoi consistent les doctrines libérales, presque tous répondront : Dans la haine de l'étranger. Mais ce sentiment négatif ne suffit pas, il est sans relation avec la vraie liberté ; au lieu de l'étudier et de s'élever jusqu'à elle, on s'en détourne, en se contentant de railler, de mépriser, d'éluder la loi, et de regarder comme un trait d'héroïsme tout acte d'opposition au gouvernement. Ceux-là qui prétendaient à la liberté et la regardaient comme chose sacrée se divisèrent d'opinion ; et comme il faut des noms au vulgaire, on exhuma les vieilles bannières des Guelfes et des Gibelins.

Les Gibelins, se rattachant à Dante, à Machiavel, voire même aux jacobins, proclamèrent la nécessité d'avoir des gouvernements forts, quels qu'ils fussent : ils jetèrent les yeux sur quelqu'un des maîtres de l'Italie, pour la placer tout entière dans ses mains ; peu leur importait que ce fût Charles-Albert de Savoie, François de Modène, ou même l'empereur d'Autriche. « Le premier besoin d'un peuple, disaient-ils, c'est l'être, c'est l'unité ; le reste viendra après. »

L'autre parti, brûlant surtout pour la liberté, lisait dans l'histoire qu'elle eut toujours les papes pour défenseurs, et qu'opposant l'Église universelle à l'universel empire, la papauté avait créé politiquement la grande unité catholique : c'était donc elle qui avait préservé l'Italie, sauvé les restes de l'antique civilisation, et empêché les barbares de prévaloir tout à fait. Les papes, il est vrai, avaient appelé un étranger pour l'opposer à un autre ; mais c'était en leur nom que s'étaient faites les ter

tatives d'indépendance et de fédération italiennes, soit dans la ligue lombarde ou dans la ligue florentine, soit dans celle qui se forma contre *Ezzelin*, puis sous Jules II, et enfin sous Pie VI.

L'Italie, en général, est mal disposée à l'égard des papes, parce que là ils sont princes aussi, et parce qu'ils ont été en butte aux attaques des écrivains modernes. Pourtant le progrès récent des études historiques et le réveil du sentiment religieux les ont fait regarder d'un autre œil : si cette piété chez quelques-uns a dégénéré en mysticisme monacal, elle a inspiré des âmes supérieures, et a produit (pour n'en pas nommer d'autres) deux livres qui sont devenus populaires jusqu'au delà des Alpes.

Il sembla donc aux nouveaux Gibelins que le meilleur moyen pour relever les peuples était de relever les pasteurs; ils entreprirent de rehausser le pouvoir spirituel, comme le mieux fait pour rétablir le respect de l'autorité, si nécessaire dans les gouvernements libres, c'est-à-dire ceux où il n'y a plus d'autre frein que la morale. Comment en craindre les abus quand les gouvernements avaient en main la force, et les écrivains l'opinion? Ainsi, prenant la tradition et l'histoire pour guides, on projeta une ligue des peuples italiens, avec le pape pour chef. Restaurer l'Italie dans l'unité non du pouvoir, mais des intérêts et des sentiments; unité de drapeau, d'enseignement, de douanes, de diplomatie.

Mais cette ligue, l'Autriche voudrait-elle y entrer? Voudrait-elle isoler ainsi des autres ses provinces italiennes? ou bien sa puissance, dans ce cas, ne lui donnerait-elle pas la prépondérance aux dépens de l'indépendance? Grande difficulté, que l'on croyait éluder, comme il arrive trop souvent, en n'en tenant pas compte.

Cependant le parti des Guelfes modernes rencontra pour opposants tous ceux qui regardaient le pape comme le plus grand obstacle à la régénération de l'Italie, discernant mal l'accident de la substance, les personnes des principes, le pape de la papauté. Mais beaucoup de cœurs droits et de bons esprits nourrissaient le culte de cette idée; l'abbé Gioberti fut son représentant le plus fameux. Le salut de l'Italie, selon lui, est impossible sans

le concours des idées religieuses ; la Péninsule ne peut être libre et forte, si Rome, son centre et son chef moral, ne se relèvent pas. Si les tentatives politiques n'ont pas réussi jusqu'à ce jour, c'est que dans ces entreprises on n'a tenu nul compte du clergé et des croyances ; c'est que la religion est la base du génie italien ; que Rome est sa métropole ; que la seule grandeur possible de l'Italie ne peut résulter que d'une confédération de tous ses États, présidée par le pontife romain.

Mais Gioberti, tout en voyant dans le pape l'éternelle gloire, l'antique sauvegarde, la nouvelle espérance de la nation, prônait aussi Charles-Albert, se figurant qu'il se ferait le centre de la restauration italienne. Quant à l'Autriche, il n'en parlait pas. Ces idées eurent peine à se répandre, renfermées qu'elles étaient dans deux gros volumes imprimés à Bruxelles ; elles ne comptèrent d'abord qu'un petit nombre d'initiés, jusqu'à ce que César Balbo en tirât un livre plus pratique, plus simple, plus bref. Il fut le premier qui osât parler sans voile en Italie de la politique italienne, et sous un prince qui ne l'aurait pas persécuté, ni peut-être même défendu. Le livre se répandit ; ce fut un thème offert aux réflexions de ceux qui pensent, et aux discours de tous ceux qui ne font que répéter.

Le but suprême de Balbo, c'est l'indépendance ; au point qu'il n'hésite pas à lui sacrifier les formes de la liberté. Il ne croit pas possible « la formation d'un royaume d'Italie avec tant de variété d'opinions, de projets, de provinces ; » mais bien une confédération dont le Piémont serait l'épée et Rome le cœur, et dans laquelle on referait aux peuples de telles concessions, que le dominateur étranger s'en trouverait désarmé, jusqu'à l'heure où la Providence le forcerait d'abandonner l'Italie, et lui offrirait dans la Turquie un dédommagement.

Mais la France, où la presse et la tribune alors se jouaient de tout, feignit de s'effrayer de ceux qui, à l'ombre de la liberté, avaient cru pouvoir se réunir pour prier, enseigner, prêcher. Les livres, les gravures, les chansons, les romans soulevèrent l'opinion contre les jésuites, feignant de croire le monde assez insensé pour se laisser bouleverser par quelques prêtres sans force contre lui.

Cette polémique, ces écrits pénétrèrent aussi en Italie, où les gouvernements aiment assez que l'attention se détourne d'eux, pour se porter sur le clergé. Ce fut avec la rapidité d'une mode et la commodité d'un nom, que, dans un pays qui avait des ennemis réels à combattre, on répandit la haine contre les jésuites, désignant ainsi, non les restes des disciples de Loyola, mais quiconque apportait du zèle dans le ministère ecclésiastique, quiconque favorisait les idées pontificales, et tous ceux enfin qu'on voulait discréditer par une qualification qui n'admettait pas d'excuse, et qui dans sa vague définition embrassait tous les degrés du mérite et de l'infamie ; et, comme la pire des infamies était de prendre parti pour l'étranger, on ne manqua pas de dire que les Jésuites étaient les amis de l'Autriche : et cependant l'Autriche ne les admettait qu'à grand'peine et en petit nombre dans ses provinces, et muselés par la jàlousie administrative. En Piémont, au contraire, ils étaient tout-puissants, au dire de Gioberti, qui, craignant aussi sans doute de se voir compromis par les louanges qu'il leur avait données, réimprima en cinq gros volumes tout ce qui avait été dit contre eux, en y ajoutant encore des faits nouveaux et personnels.

Les jésuites n'eurent ni la dignité du silence, ni celle de la réplique ; ainsi les Néo-Guelfes s'accusaient les uns les autres et déshonoraient publiquement leur parti, tandis que les Gibelins les accusaient de républicanisme, et prétendaient que les papes avaient ruiné l'Italie.

Ce qui rendait surtout difficile l'entreprise des Néo-Guelfes, c'est la condition toute spéciale des États pontificaux, réduits, par une série d'événements, au malheur exceptionnel d'un gouvernement civil, mêlé à la puissance ecclésiastique. Un autre préjudice encore pour ce parti, c'est que les promesses de Grégoire XVI et des puissances avaient été bien mal réalisées. Le règlement législatif et judiciaire, donné en 1835, n'avait point introduit de réforme sérieuse. Les anciens revenus se trouvant épuisés sans qu'on en eût créé de nouveaux, les finances dépérissaient. Les travaux publics tendaient toujours au faste, non à l'utile ; et le voyageur, gémissant sur ces incomparables ruines, demandait pourquoi les plantations et la

culture n'assainissaient point les alentours de Rome? pourquoi la vapeur ne remontait pas le cours du Tibre? pourquoi des chemins de fer ne joignaient pas aux deux mers la capitale de la chrétienté? Le côté moral était pire encore. Une police inquisitoriale feignait ou suscitait des complots, pour assouvir des vengeances privées; elle rendait ainsi les sujets suspects à l'autorité, et celle-ci odieuse à tous. Le mécontentement des légations, déjà prévu par la diplomatie en 1831, obligeait à solder des Suisses, et à se tenir servilement attaché à la politique étrangère.

Un code civil et criminel, avec le jury et des débats publics; la confiscation et la peine de mort abolies pour crimes politiques, et ces crimes déférés aux tribunaux ordinaires; la juridiction sur les laïques enlevée au saint office; les conseils municipaux et provinciaux constitués, ainsi qu'un conseil d'État délibérant sur les recettes et les dépenses, et consulté sur le reste; les dignités et les emplois civils et militaires donnés aux laïques, la censure limitée, le renvoi des troupes étrangères : telles étaient les réformes raisonnables qui, d'abord prononcées à voix basse, finirent par être réclamées à grands cris. Mais bientôt les tentatives d'insurrection répétées donnèrent raison aux répressions vigoureuses, d'autant que la cause des insurgés se confondait souvent avec celle des bandits, ce mal chronique des pays romains. A la fin, Rimini, pour se soustraire aux exactions financières, se souleva : Benzi, le chef du mouvement, ayant été vaincu, se réfugia en Toscane, puis fut envoyé en France, qui le repoussa; la Toscane le livra au gouvernement romain. Il en résulta de nouveaux troubles, qu'occasionnait sans cesse l'incompatibilité des deux pouvoirs (septembre 1845).

Autant Grégoire XVI s'était montré incapable en fait de gouvernement civil, autant il déployait d'activité dans l'ordre spirituel : ardent à servir la cause de Dieu, pénétré de la sainte majesté du dogme, il sortit de la position purement passive de ses prédécesseurs, pour tenir tête à des adversaires acharnés et puissants. Champion de la suprématie pontificale dans son ouvrage, *le Triomphe du saint-siége*, il s'efforça de relever la hiérarchie, de réveiller la ferveur des fidèles, et d'enrayer le progrès des hérésies.

A sa mort, les brigues diplomatiques étaient à peine en jeu, que le sacré collége élut (16 juin 1846) Gioramei Mastaï Ferretti, qui prit le nom de Pie IX. Son encyclique répéta toutes les lamentations traditionnelles : comme ses prédécesseurs, il s'éleva contre l'indifférence, le rationalisme, les sociétés bibliques, la liberté de la presse; et il saisit toutes les occasions pour répéter qu'il était pape catholique avant tout, père de tous les fidèles, jaloux des droits du saint-siége. Nonobstant cela, l'opinion fit de lui son idole, lui attribuant des vues, des paroles, des actes, des espérances auxquels il était étranger. L'amnistie restreinte qu'il accorda fut plus applaudie que d'autres beaucoup plus larges; dans les réformes qu'il essaya, on voyait un acheminement à des réformes bien plus importantes; on fit courir toutes sortes d'anecdotes pour démontrer que le nouveau pape réunissait en lui la piété de Pie IV, la fermeté de Sixte V, le génie de Jules II; il en résulta une admiration universelle. *Vive Pie IX!* devint un cri à la mode, auquel tant d'espérances faisaient écho.

En réalité, c'était un prêtre pieux, qui consacrait une partie de ses heures à la prière; qui se jetait aux pieds de la Madone quand un doute s'élevait dans son âme; qui voulait le bien sincèrement, et n'entendait diminuer ni augmenter le pouvoir qui lui avait été transmis. Entraîné pourtant par la plus douce des séductions, celle de la faveur populaire, il crut s'en faire un appui; il la reçut comme une aide à ses saintes intentions. Pendant quelque temps les fêtes ne cessèrent pas à Rome; c'étaient des bravos, des hymnes, des sérénades, des réjouissances, quand le pape sortait, quand le pape rentrait. Cet enthousiasme gagna la Romagne, le reste de l'Italie, puis l'Europe et le monde entier; les protestants comme les catholiques répétaient *Vive Pie IX!* et, pour les fils de Voltaire, le nom de ce pape était devenu le symbole de tout ce que les peuples peuvent demander et les princes accomplir de mieux.

Il était pourtant difficile d'assigner une cause à cet enthousiasme : chez le plus grand nombre, c'était imitation, mode; chez beaucoup d'autres, sincérité irréfléchie. Ceux qui avaient conscience de l'hallucination y voyaient avec joie

une impulsion qui serait sanctifiée aux yeux du peuple et modérée par le nom du pape. En Italie surtout, ce fut le rayon des plus douces espérances. Tous ceux qui « appelaient le retour de la sainte liberté, en dépit des déclamations furibondes, du dénigrement folliculaire et du despotisme révolutionnaire, » ceux-là répétaient qu'on verrait ce que vaut un prince qui, résolu à faire le bien, se fie à ses sujets, et ose résister à ses propres amis. C'est ainsi qu'on se plaisait à élever Pie IX aux dépens des autres souverains. Ceux-ci sentaient pourtant l'opportunité d'améliorer la condition de leurs sujets, sinon en les faisant participer au pouvoir, du moins en anoblissant l'obéissance. Charles-Albert, voulant réparer ses premières erreurs, se mit à l'œuvre, multiplia les institutions de bienfaisance, de prévoyance, les pénitenciers, les essais d'éducation, les routes nouvelles, très-coûteuses dans ce pays sillonné de torrents ; il entreprit les chemins de fer au compte de l'État, et il sut éviter par là les scandales de l'agiotage. Il substitua aux statuts locaux le code civil ; il fortifia son armée, si nécessaire à la défense des Alpes ; il tira parti de l'admirable position de Gênes, si rebelle qu'elle fût à son obéissance ; il envoya le premier vaisseau de guerre italien faire le tour du monde ; il mit tous ses soins à accroître la prospérité de la Sardaigne, dont la population s'éleva, sous son règne, de 352 à 525 mille âmes. Déjà son prédécesseur avait ouvert entre les deux caps une route importante. Charles-Albert attaqua la féodalité, abolit le droit d'asile des églises, la servitude du *pabarile ;* il rendit à la culture les trois quarts du sol encore inculte ; il utilisa la splendide végétation et l'excellent bétail de l'île ; enfin il la préparait à reprendre sa prépondérance dans la Méditerranée.

Charles-Albert était peut-être le seul des princes italiens qui se préoccupât du mouvement de l'opinion publique : il connaissait les écrivains, et cherchait à se les attacher par des places ou des décorations. C'est ainsi qu'il attira l'attention et devint l'espoir d'une foule d'Italiens, qui se rappelaient l'ambition séculaire de sa maison, de se mettre à la tête de l'Italie. Il flottait pourtant entre le bien et le mal, entre l'impulsion et la résistance. Ne s'appuyant jamais que sur les conseils d'autrui, il

était retenu par mille craintes : il craignait que l'Autriche ne tirât prétexte de ses concessions libérales pour appesantir son joug davantage ; il craignait les mouvements populaires, comme s'il eût pressenti les extrémités auxquelles il serait poussé un jour. Mais s'il ne manquait pas de gens autour de lui pour l'obséder de leurs préjugés politiques et religieux, il n'en manquait pas pour l'exhorter à donner à son pays une constitution qui le rendrait l'exemple et l'envie de l'Italie entière. A ceux-ci il répondait que la mission de la maison de Savoie était de chasser l'étranger, et que, pour y arriver, il avait besoin de toute sa puissance et d'un gouvernement absolu, puisque, la cause nationale une fois victorieuse, on fonderait la liberté.

Mais les années s'écoulaient et l'occasion ne venait pas vite ; la jeunesse commençait à le maudire. La mésintelligence éclata enfin entre lui et l'Autriche au sujet du sel, et des taxes sur le vin. La patrie comme la religion ne connaît pas de fautes inexpiables. Cela suffit donc pour que Charles-Albert grandît à tous les yeux, et apparût comme l'épée de l'Italie, tandis que Pie IX en était l'âme.

(Octobre 1847.) Ces applaudissements touchèrent son cœur, et le décidèrent à quelques réformes : les applaudissements redoublèrent alors. Elles ne dépassaient pas cependant l'organisation administrative : ce fut l'établissement d'une cour de cassation ; la publicité accordée aux débats dans les causes criminelles ; la presse rendue plus libre ; la police restreinte, et passée des gouverneurs militaires aux intendants ; la sûreté individuelle mieux garantie ; les conseils municipaux basés sur l'élection. Enfin, le mérite fut substitué à l'ancienneté et à la noblesse dans les promotions militaires.

Dans la Toscane, nous l'avons dit, le pouvoir était doux, l'obéissance paisible ; mais là, point d'impulsion vers les réformes. Le savant Fossombroni eut pour successeur au pouvoir Neri Corsini. A la mort de Cempini, il fut appelé aux affaires, et prit pour conseiller intime Baldasseroni, moins populaire que lui, et à qui on imputait d'avoir livré au gouvernement pontifical le réfugié Renzi. Pourtant, dès que parurent les réformes de Pie IX, le grand-duc se décida à l'imiter : il institua (24 juillet) un

conseil d'État, prit un ministère libéral ; de sorte qu'il sembla que l'Italie s'acheminait paisiblement vers le bien, conduite par des princes en parfaite harmonie avec les peuples. Au milieu de cette douce illusion, les jours se passaient en fêtes ; les opinions les plus divergentes avaient des bravos pour quiconque voulait se les attirer par des paroles sympathiques ; ou l'on ne voyait pas les difficultés, ou l'on s'en faisait un jeu ; des chants patriotiques échauffaient les esprits, quand il eût fallu les éclairer. Ces transports retentissaient aux oreilles de l'Autriche attentive, dont la haine était le seul sentiment commun entre tous ces poëtes italiens. Metternich adressa aux cours alliées (2 août) un *memorandum;* il y prophétisait un soulèvement universel, demandant qu'on garantît de nouveau les possessions autrichiennes, et qu'on l'aidât à étouffer les premières étincelles[1]. Les cabinets consentirent au premier article, laissant pourtant à la disposition de chaque État la question de réforme intérieure, sans intervention étrangère. Metternich, par un coup de sa politique habituelle, tenta de détruire la popularité de Pie IX, en simulant entre eux un complet accord. Cette tactique lui ayant mal réussi, il s'en vengea en occupant Ferrare ; mais la protestation du pape, efficace comme toute parole ferme, appuyée sur le bon droit, prouva que le règne de la force était fini.

Je dis le règne de la force armée ; mais il en est une non moins tyrannique, celle de l'opinion. Sa puissance se faisait jour dans des écrits menaçants ou adulateurs ; des écrivains, fort experts à juger des danseuses et des chanteurs, donnaient leur avis sur la politique ; ils agissaient sur ce bas-fond de la popu-

[1] Dépêche de lord Palmerston, du 11 septembre. — Guizot, alors ministre, écrivait, le 11 septembre, que la France respecterait et ferait respecter l'indépendance des États, et en conséquence le droit de régler eux-mêmes leurs propres affaires, parce qu'il importait au bon effet des réformes qu'elles se fissent d'accord entre les princes et les peuples, régulièrement, progressivement. Le pape, disait-il, montrait un profond sentiment de ses droits comme souverain, et il obtiendrait par là l'appui et le respect de tous les gouvernements européens.

lation des villes qui usurpe le nom sacré de peuple : ils ne louaient pas Pie IX, Charles-Albert, Léopold le réformateur, et d'autres idoles du jour, sans y mêler des imprécations contre le despote sanguinaire de Naples et les jésuites ; et chacun appelait jésuite son adversaire, son rival, son bienfaiteur, quiconque excitait son envie. Les diatribes des journaux se traduisaient en cris et en émeutes. Charles-Albert laissa bannir les jésuites, qu'il eût voulu garder ; et après avoir déclaré que la garde nationale était inutile dans un pays où l'armée est considérable, il fut obligé de la laisser armer (février 1848). Ces exemples ne manquèrent pas d'être suivis. A Rome, on trouvait déjà que Pie IX procédait trop lentement. On avait répandu le bruit d'un complot contre sa vie ; et en conséquence, on avait demandé que le peuple fût armé pour le défendre, comme s'il avait eu des ennemis (16 juillet). Le pape avait décrété un conseil des Cent, sur lesquels il aurait à élire un sénat de neuf membres, puis une consulte d'État présidée par un cardinal. Il entama des négociations avec le Piémont et la Toscane (5 novembre) pour une ligue douanière italienne, qui devait conduire à l'union politique. Mais déjà il s'effrayait d'un mouvement trop rapide ; et, en instituant un patriarche à Jérusalem (4 octobre), il protesta contre l'abus qu'on faisait de son nom : en ouvrant la consulte d'État (26 novembre), il déclara qu'il n'avait jamais eu l'idée de mettre en doute la souveraineté temporelle du saint-siége, ni de favoriser les utopies que d'autres appuyaient imprudemment sur les actes de son gouvernement. Ceux qui se promettaient de tirer parti des réformes du pape pour amener la guerre, prétendirent que ces déclarations n'étaient que des sacrifices faits aux exigences étrangères ; le caractère commun des agitateurs étant de nier l'évidence et les faits.

Ce fut à ce moment que le roi des Deux-Siciles, après un mouvement vigoureux de l'île et une démonstration de la capitale, donna, malgré les protestations des cours du Nord, une constitution avec une amnistie pleine et entière (27 janvier 1848). Son nom, jusque-là maudit, fut exalté de telle sorte, que les autres princes se virent forcés de l'imiter. Charles-Albert, après avoir lutté contre les souvenirs et peut-être contre les promesses

données, promit une constitution sous le nom de statut (8 février). Le grand-duc l'imita (11 février), rappelant que déjà Léopold I[er] s'était proposé d'octroyer une constitution à la Toscane; que même il l'avait fait préparer par le sénateur Gianni. Ferdinand I[er], alors que les membres du conseil général de Florence le félicitaient de son retour (7 janvier 1815), avait dit aussi « qu'avant peu de temps son peuple posséderait une constitution et une représentation nationale. » Le duc de Lucques, qui avait succédé à Marie-Louise comme duc de Parme (18 octobre 1847), promit aussi une constitution. Pie IX restait encore : il avait déclaré qu'il ne restreindrait pas la puissance dont il était le dépositaire; on répétait autour de lui que la domination pontificale ne pouvait souffrir d'entraves parlementaires. Il assembla le consistoire (14 février 1848), et, d'après son avis unanime, il se prononça en ces termes : « Pourvu que la religion soit sauve, nous ne refuserons aucune innovation nécessaire; » et il donna à son tour sa constitution.

Il eût été bon, dans l'intérêt de l'unité italienne, que toutes ces constitutions fussent uniformes. Elles différaient peu les unes des autres, il est vrai, toutes étant calquées sur la charte française : deux chambres, des ministres responsables, le sénat nommé par le roi, les députés nommés par des censitaires, la liberté de la presse et le droit de pétition. A Rome seulement, on maintenait comme troisième chambre le consistoire des cardinaux, qui devait prononcer en secret sur les résolutions du parlement, et se réserver les affaires mixtes, comme tout ce qui concernait les canons et la discipline ecclésiastique.

Ce fut un enivrement général; partout on discutait sur la liberté, sur les constitutions; l'on demandait et l'on obtenait aussitôt des ministres, non plus au goût du souverain, mais au choix des citoyens; partout l'on célébrait cet heureux accord entre les princes et les peuples, ce concours du pouvoir et de l'opinion dans la conquête de la liberté et de l'indépendance.

RÉVOLUTION FRANÇAISE DE 1848.

La France, depuis un siècle, a décidé de tous les mouvements de l'Europe ; mais, après tant de gloire et de conquêtes, elle ne s'est point agrandie à l'égal de ses rivaux. La France a perdu Saint-Domingue et la plupart des Antilles, le Canada, la Louisiane, et toutes ses positions sur les golfes du Mexique et de Saint-Laurent ; en Afrique, Madagascar et l'île de France ; dans l'Inde, tout le pays du cap Comorin jusqu'au Gange et à Surate ; en Europe, l'île de Minorque et les places dont Louis XIV avait garni les frontières. Ce ne sont plus des principautés ecclésiastiques sans force qui s'interposent entre elle et le Rhin, mais la Prusse et la Confédération germanique. En compensation, elle a conquis l'Algérie, les Marquises ; et elle a soumis à son influence les îles Sandwich, placées à mi-chemin entre l'Amérique et la Chine. Mais autant la France avait perdu en étendue, autant elle avait gagné en force morale.

N'eût-elle tiré à l'intérieur d'autre avantage de la Révolution, elle en sortit une, compacte, plus que tout autre peuple de l'Europe ; elle en sortit lavée de la grande iniquité de la conquête, qui partout ailleurs embarrasse encore les progrès, et perpétue le règne de l'iniquité. Elle est devenue comme le laboratoire des expériences sociales. Un changement de ministère et même de gouvernement, l'acquisition d'une frontière plus forte sur le Rhin et sur les Alpes, l'alliance russe ou anglaise, ce n'est point là ce qui peut faire l'importance de la France. Ce qui la caractérise, c'est cette passion des sentiments généreux qui souvent les produit, ce sont ses promptes et ardentes sympathies, cette vanité, cette vive imagination qui font d'elle l'objet de la colère, de l'engouement et de l'imitation des autres. Sa littérature est celle de toute l'Europe ; sa langue est comme le moule universel de la pensée ; sa tribune semble celle de tout peuple qui en est privé ; et chaque jour rend plus vrai ce que disait

Jefferson : Tout homme a deux patries, la sienne et la France; nation conduite plus par l'imagination que par le calcul. Il s'y rencontre des hommes de cœur, pour toute initiative généreuse. La France s'est mainte fois dévouée pour la cause de la liberté; elle a envoyé des combattants partout où brillait un éclair de régénération. C'est avec son or et son sang qu'elle a donné à l'Europe la sécurité de la Méditerranée; et, sur ces rivages de l'Afrique que l'Atlas sépare du désert, elle féconde une terre baignée du sang de saint Cyprien, de saint Louis, du roi Sébastien.

Mais l'implacable besoin du mouvement ne lui laisse pas de repos, et la jette continuellement dans de nouvelles expériences et de nouvelles tempêtes. Louis-Philippe, placé sur le trône comme un bouclier contre la république, réussit à l'arrêter durant dix-sept ans. Il avait remédié aux plaies que laisse derrière elle toute révolution, fait refleurir les finances, revivre le commerce, respecter l'autorité, grandir la prospérité matérielle en favorisant l'aristocratie du commerce, qui avait fini par remplacer celle des familles nobles. Il avait encouragé les lettres, les arts, les sciences jusqu'à en faire une puissance; il avait conservé la paix au milieu des plus flagrantes occasions de guerre; restauré la marine de telle sorte qu'elle pût paraître avec honneur jusque sur les mers les plus lointaines. Il avait laissé une grande liberté à la parole, à la presse, à la tribune. Mais ce gouvernement n'avait pas eu pour le consolider l'action du temps, parce qu'il n'avait d'autre origine qu'une révolution. Ceux qui n'avaient pas trouvé place dans cette révolution s'efforçaient d'en préparer une autre, dont les déshérités ne manqueraient pas de travailler à leur tour à une troisième. Forcé de chercher des adhésions de toute part, Louis-Philippe avait à caresser les intérêts privés; force lui était de céder, de vaciller, de reculer souvent au lieu d'avancer; et, après dix-huit ans de règne, il se trouva moins solidement établi qu'au début.

Les légitimistes lui gardaient une haine implacable, et, impuissants à l'abattre, lui tendaient mille embûches. Les républicains le regardaient comme l'unique obstacle à la réalisation de leurs desseins. Il y a en outre un parti neutre, ami et ennemi de tous, qui profite des dissensions pour se glisser dans tous les

autres, et arriver au pouvoir par surprise et par rapine. Ce qui le fait marcher, ce n'est pas l'amour de la gloire ni de la liberté; il agit par imitation, pour faire du bruit, de la déclamation, cette arme d'à présent, comme la logique était l'arme des premiers révolutionnaires. L'opinion, toujours prête en France à applaudir ce qui contrarie le gouvernement, perpétuait une opposition qui attend tout du gouvernement, et qui le ruine en attendant qu'elle s'en rende maîtresse. Cette opposition s'empara du marteau pour démolir : dès qu'elle fut en possession de la liberté, elle descendit de la hauteur où elle s'était élevée sous la Restauration. On ne vit point surgir chez elle de nouveaux génies : les anciens déclinèrent ou se pervertirent, dans la forme, par l'improvisation, et dans l'esprit, par une démoralisation croissante. Le récit limpide de Thiers, la description colorée de Lamartine servirent à célébrer la force, rayonnante avec Napoléon, féroce et odieuse chez Marat et Robespierre. Lamennais employa son style brûlant et sa logique puissante à battre comme à coups de bélier cette autorité sur laquelle il avait naguère posé l'édifice de la société et de l'intelligence. Victor Hugo professait que le poëte peut tout se permettre; qu'il peut croire à Dieu, à Satan, ou à rien. Tous les écrivains de métier, flattant le besoin immodéré de jouissances matérielles, divinisaient l'épicuréisme, et plaçaient le paradis en ce monde; les heureux du siècle, ainsi poussés à satisfaire tous leurs désirs, restaient sans idée d'abnégation ou de charité; et l'on attisait chez le pauvre la haine du riche, représenté comme l'usurpateur du patrimoine commun. Des romans qui, pour être lus de tous, se publiaient dans les journaux, portaient chaque jour leur dose d'arsenic au sein des familles, dans les boutiques, dans les campagnes; ils flattaient les penchants voluptueux des riches par des images licencieuses, comme les passions des prolétaires en exagérant la corruption des classes élevées. Ils montraient les femmes succombant inévitablement, à l'occasion et les hommes n'ayant de mobiles que les passions et l'intérêt. Pour ces écrits déplorables, l'idéal consistait dans certains désordres exceptionnels de la nature et de la société; ils initiaient les cœurs vierges à des turpitudes contre lesquelles l'ignorance est une sauvegarde, et dont la

connaissance est un aiguillon. C'est ainsi qu'une tourbe d'écrivains corrompus jetaient la contagion parmi la partie saine du peuple. Abusant de ce mot de peuple, ils flattaient en son nom les plus grossiers appétits. Célébrant d'un côté les héros de l'envie et de l'assassinat, ils insultaient, dénigraient ceux-là qui seuls ont la mission de consoler et d'instruire. Ils éteignaient dans les âmes toute espérance, et toute aspiration vers l'immortalité.

De jeunes et nobles cœurs, révoltés de ce honteux spectacle, en imputaient le tort à la société; et, se persuadant que ces accidents morbides constituaient un état normal, ils songèrent à la renverser de ses bases séculaires, pour la reconstruire sur des plans nouveaux. Les âmes vulgaires, en proie à une impatience fébrile, aspiraient à une explosion, moins dans l'intérêt de l'ordre moral que pour mettre à leur portée ces jouissances des sens, dont la littérature leur avait offert tant de tableaux. La responsabilité de ce désordre moral retombait en partie sur le gouvernement, qui, forcé de s'assurer les élections, de complaire à ses amis et à ses créatures, de rattacher les intérêts grands et petits à sa propre durée, avait trop à faire pour s'occuper beaucoup de la vertu. Tout ce qui était intéressé à l'ordre et à la paix, ceux qui avaient à conserver emploi, pension, une place au palais ou à la chambre, désiraient sans doute que le pouvoir s'affermît; mais ils le désiraient mollement, alors que les partis attaquaient le gouvernement sans relâche; et, battu chaque jour par les coups de la presse, travaillé par l'activité fiévreuse et oisive des réfugiés de toutes nations qu'il avait recueillis, ce gouvernement, bien loin de disposer de l'avenir, pouvait à grand'peine louvoyer parmi les expédients. Un déluge d'attaques personnelles, dont l'*Histoire de dix ans* offre le résumé, poursuivait incessamment Louis-Philippe : on l'accusait de travailler uniquement à consolider sa dynastie; on disait que, champion de la paix à tout prix, il n'avait pas hésité cependant à courir les chances d'une guerre, dès qu'il s'était agi d'obtenir une princesse d'Espagne pour son fils. L'Angleterre, qui s'était grevée d'une dette de cent millions, lors de la guerre de la succession, pour empêcher l'Espagne et la France de se donner

la main, crut ses intérêts menacés de nouveau par ce mariage. Elle rompit l'accord qui servait seul de contrepoids à l'absolutisme septentrional, et n'aspira plus qu'à se venger. En Algérie, on n'avait encore rien fondé de stable. Le développement prodigieux donné aux travaux publics (nouvelle ère de la vie industrielle en France) avait grossi la dette de treize cent millions, et faisait peser sur le présent les prospérités de l'avenir.

Il appartenait aux chambres de conduire le pays sans secousses aux réformes utiles; et les chambres, au contraire, ne savaient que l'irriter par leurs déclamations, sans cesse accusant le pouvoir d'avilir la France au dehors, pendant qu'il étouffait à l'intérieur ses développements. Comme si l'agitation constituait un progrès, on passait d'un ministère à un autre sans motif, si ce n'est peut-être pour dire le lendemain que les nouveaux venus étaient pires encore que leurs prédécesseurs. Le dernier de ces ministères fut celui de Guizot, l'historien illustre, caractère plus rigide que ne l'eussent voulu les passions ambitieuses, et plus pur au moins que ses compétiteurs. Appliqué à sauvegarder la paix comme moyen d'affermir la monarchie représentative et la nouvelle dynastie, soumis au roi dans l'ordre constitutionnel, et ayant pour lui la majorité dans les chambres, les plus vives attaques lui venaient de ceux dont la politique différait le moins de la sienne, c'est-à-dire de ceux qui aspiraient à le remplacer : c'était Thiers, attaché comme lui à la famille d'Orléans; c'était Odilon Barrot, représentant d'idées plus avancées, quoique constitutionnelles. Mais ce qui faisait l'acharnement de cette lutte, ce n'était ni la diversité des principes, ni de généreux désirs : ils s'irritaient qu'un ministère eût duré sept ans dans un pays où la stabilité semble une calamité publique, et sous une constitution qui, selon eux, ne permettait au roi ni volonté ni système. Il fallut à tout prix avoir raison de ce ministère, sans prévoir qu'on renverserait avec lui la monarchie. Alléguant que le pouvoir avait faussé les élections, on reprit le vieux thème de la réforme électorale, et ce fut sur ce terrain que se livrèrent les combats dans la chambre et au dehors. Un grand mouvement alors se propageait en Suisse, en Italie, dans les pays slaves :

la France pouvait-elle rester en repos, et se contenter, comme son gouvernement, du rôle de médiatrice? Comme en Italie, on accéléra la fermentation par des banquets, dont les toasts trouvèrent mille échos dans les journaux et communiquèrent à tout le pays une irritation toujours croissante.

Le roi, en ouvrant les chambres, s'éleva avec force contre ces manifestations, sans consentir à changer son ministère. L'opposition lui répondit en préparant à Paris un banquet de cent mille individus. L'autorité s'y opposa; et ceux qui l'avaient préparé reculèrent devant cette dangereuse responsabilité. Ce fut le signal des soulèvements : on demanda à main armée et la réforme, et la chute du ministère. La garde nationale assemblée mêla ses cris à ceux du peuple. M. Guizot déposa son portefeuille, et M. Molé lui succéda, mais il parut bientôt insuffisant, et céda la place à Thiers, puis à Odilon Barrot. Le tumulte allait grandissant en raison de ces condescendances, et Paris déjà s'était couvert de barricades. Il ne restait plus qu'à employer la force, ou à signer une abdication : Louis-Philippe préféra ce dernier parti; et, persuadé par les siens que son départ calmerait Paris, il abdiqua, et s'éloigna, comme Charles X, entre le rugissement de l'insurrection et l'inaction de ses amis. Le comte de Paris, son petit-fils, conduit par sa mère à la chambre des députés, allait recevoir le serment de fidélité de l'assemblée, quand une poignée d'insurgés fit irruption dans la salle au cri de *Vive la république!* C'était la voix étouffée en 1830 qui dominait enfin les débats parlementaires. Le poëte Lamartine paraphrasa ce cri dans une improvisation dont le sens se résumait par ces mots : *Alea jacta est!* Le royal enfant sauvé à grand'peine, et la princesse sa mère, quittèrent la France en secret; et tandis qu'au dehors on égorgeait, on saccageait, pour obtenir quelques réformes partielles, on apprit bientôt qu'il n'y avait plus ni roi ni gouvernement.

Au fond, ce n'était pas même le besoin de ces réformes, ce n'était pas le généreux désir de la grande pacification de la démocratie, c'était la révolte d'une minorité inconsidérée qui bouleversait ainsi la France. Après avoir éprouvé tour à tour depuis soixante ans les angoisses d'une révolution sanguinaire, les vertiges de

la gloire militaire, puis les humiliations de la défaite; après la monarchie absolue du génie, la monarchie tempérée sans génie, la légitimité, la quasi-légitimité, pouvoirs fondés les uns sur la tradition, les autres fondés sur les intérêts, la France allait expérimenter une souveraineté non plus compressive, mais expansive, la souveraineté de tous, en détruisant le dernier privilége politique, le cens, comme le dernier privilége social, la noblesse.

Telle est la concentration des pouvoirs en France, que Paris seul fait et défait le gouvernement. Aussi le télégraphe n'eut qu'à transmettre la nouvelle d'une insurrection triomphante, pour changer en un moment tout le pays en république. Mais au lieu de proclamer la liberté avec la république, au lieu de restituer à l'individu et à la commune la responsabilité de leurs propres actes, en ne réservant au gouvernement que la tutelle de l'ordre et l'administration de la justice, on ne songea qu'à exagérer l'autorité; les doctrines socialistes des journaux passèrent dans les ordonnances, et des sociétés secrètes dans le cabinet du ministre. La démagogie prétendit que, capables ou non, tous devaient avoir part égale dans les affaires; la philanthropie communiste voulait que tous, travaillant ou non, eussent une égale part aux jouissances. Louis Blanc s'en fit le missionnaire, et proclama que le gouvernement était tenu de fournir du travail à tous les citoyens; que chacun avait droit au salaire, non pas en raison de sa capacité, mais en raison de ses besoins, les droits étant proportionnés aux besoins, et les devoirs aux facultés. En conséquence, on ouvrit des ateliers où cent mille bras inoccupés s'en allèrent demander non du travail, mais une paye. Il en résulta bientôt une dépense prodigieuse et un immense danger, quand on vit ces masses oisives discuter au lieu de travailler, et, le fusil au bras, menacer l'honnête ouvrier qui continuait sa libre industrie. Les anciennes institutions étaient détruites, et les nouvelles n'existaient pas encore; partout une multitude violente, exaltée, régnait dans Paris. Comme en 1830, toute l'Europe ressentit bientôt le choc de ces événements. La veille, tous les peuples ne songeaient encore qu'à se donner des gouvernements constitutionnels : bientôt ils ne songèrent

plus qu'à les abattre; la révolution se changea de défensive en agressive, d'autant plus qu'on montra autant de violence pour la réprimer que d'inhabileté à la diriger.

Il importait d'abord de savoir comment la France républicaine entendrait ses devoirs politiques. Lamartine ayant accepté dès l'abord l'acclamation de la république, et mis sa parole poétique à son service, se vit bientôt exposé à l'irruption d'une masse insurgée dans l'hôtel de ville, et l'affronta courageusement. Infatigable à parler, à répondre, à recevoir maintes députations, il condescendait aux désirs de chacune. Flattant le peuple comme tout pouvoir nouveau; n'ayant d'autre notion, d'autre habitude que celles de l'opposition, il se trouva incapable d'organiser, donnant pour des projets ses simples espérances. Chargé d'annoncer à l'Europe, comme ministre des affaires étrangères (2 mars), la nouvelle forme de gouvernement, il déclara qu'à la différence de celle de 92, la république ne menaçait aucun gouvernement, sachant que la guerre est dangereuse à la liberté. Les traités de 1815 seraient regardés comme non avenus, mais la France n'en respecterait pas moins les circonscriptions établies en vertu de ces traités. Si pourtant quelque nationalité opprimée venait à se réveiller; « si les États indépendants de l'Italie se trouvaient envahis, ou leurs transformations intérieures empêchées, la France protégerait leurs progrès légitimes: » ambiguïté peu digne d'une grande nation qui en disait assez pour exciter les caractères passionnés, mais se réservait un prétexte pour reculer au besoin. Enivrés par cet exemple, trompés par ces paroles, les peuples crurent toucher au jour de leur affranchissement.

Nous avons raconté quelles étaient alors les espérances de l'Italie: partout elles se traduisaient encore en applaudissements pour les gouvernants nationaux. La Lombardie seulement frémissait dans l'attente. Nous avons dit ce que cette province souffrait du joug étranger. Si quelques heureux s'étourdissaient au milieu de leurs jouissances, en prétextant l'impossibilité du mieux, d'autres résistaient aux caresses et aux menaces: cette patrie perdue, ils gardaient un cœur pour l'aimer, une voix pour l'avertir, un jugement pour la diriger. Depuis

longtemps la Lombardie était en possession des réformes concédées aux pays voisins, grâce à l'antique tradition municipale; mais elle brûlait du désir de se régénérer. Le but pour elle était déterminé : il s'agissait de reconquérir cette nationalité sans laquelle il n'est pas de liberté, de dignité, de développement complet et véritable; mais si la conscience se soulevait contre un gouvernement obstiné à briser les volontés, la raison n'entrevoyait d'émancipation possible que dans un bouleversement européen.

La foule saisissait toutes les occasions d'exprimer sa haine pour la domination étrangère, et sa sympathie pour les princes italiens. Des démonstrations fréquentes sur les places publiques coûtèrent du sang; les municipalités, qui jusqu'alors n'avaient connu que l'obéissance passive à la domination autrichienne, sentirent qu'il leur appartenait aussi d'avertir, d'instruire et d'exprimer les vœux du pays. Dans leurs réclamations modérées, comme dans les écrits de ceux qui risquèrent leur propre sûreté pour le bien public, il ne s'agissait que de conciliation. Un mouvement légal éclata à Venise, où s'appuyant sur d'anciennes lois inobservées, on demanda une censure moins absurde, une police moins vexatoire. Le vice-roi fit ce qu'il put pour éluder ces lois : mais les sentant appuyées par la légalité et l'opinion, il s'en tira par des promesses (9 janvier). Pendant qu'on endormait ainsi l'esprit public, l'empereur déclara qu'il avait assez fait pour les peuples; qu'il n'était pas disposé à de nouvelles concessions, et qu'il mettait sa confiance dans la valeur de ses troupes. Bientôt la police obtint le droit arbitraire d'arrêter et de déporter, et débuta par les citoyens qui avaient personnellement déplu. Ces coups d'autorité irritèrent, mais n'effrayèrent pas.

On vénère le martyre, mais on ne le prêche pas. Et quel homme de bien ne tremble pas devant la responsabilité de lancer son pays dans la terrible épreuve d'une insurrection? Pourtant la patience cesse quand cesse l'espoir, et il arrive une heure où les nations sentent que tout lien de fidélité se brise devant le droit d'acquérir la sécurité qui ne se trouve plus dans l'ordre établi; et cette heure semblait avoir sonné pour l'Italie.

On parlait avec une provocante ostentation de nouvelles troupes envoyées d'au delà des monts, de pillages promis, de bombardements au moindre mouvement; le vice-roi proclama la loi martiale, et s'éloigna, abandonnant le pays au pouvoir militaire. On parlait d'armes amassées dans Milan, de corps organisés par les émigrés sur les frontières, d'encouragements officiels venus de France, d'Angleterre, du Piémont. Pourtant la suite montra bien qu'il n'y avait ni armes, ni intelligences, ni préparatifs; les mazziniens même, à Paris, avaient résolu de ne pas troubler par leurs mouvements le cours pacifique du progrès italien; mais l'étincelle jaillit d'où on l'attendait le moins.

Vienne, cette ville qui semblait matérialisée par les jouissances, et dévouée à une dynastie qui la met à la tête d'un grand empire, s'était pourtant fatiguée de cet absolutisme pour lequel les mots gouverner et comprimer étaient synonymes. Un vieux ministre, qui se croyait fort parce qu'il refusait tout mouvement, se laissa surprendre dans un de ces instants où avec les abus tombent aussi les institutions. Quelques ambitions de cour et de cabinet favorisèrent les aspirations libérales, surexcitées déjà par les diatribes que l'Allemagne lançait contre le gouvernement autrichien, et que la révolution de France enflammait encore. Les États de la basse Autriche se réunirent pour exposer leurs demandes. Déjà la Bohême et la Galicie avaient réclamé la liberté de la presse (13 mars), celle de l'enseignement, et l'exemple des étudiants bavarois gagna ceux de Vienne. Une proclamation du Hongrois Kossuth, dans laquelle il demandait que toutes les nationalités dont se composait l'empire pussent se gouverner elles-mêmes et former une confédération, donna un but déterminé aux demandes des étudiants. Ils firent une pétition, et voulurent la porter à l'empereur. La cour opposa des refus, puis des délais; mais le peuple viennois s'était comme réveillé de son sommeil. Les armées étaient loin, la petite garnison de Vienne pouvait être surprise au milieu d'une foule d'insurgés; quelques coups de feu irritèrent le peuple, qui se montra plus menaçant. Les ministres et la cour hésitant, on obtint le renvoi de Metternich, et bientôt après la liberté de la presse, la

garde nationale, et enfin la convocation d'une assemblée pour rédiger une constitution. L'empereur confia le ministère à Pillersdof et à d'autres honnêtes gens de la vieille école, qui se flattèrent de résister à des exigences excessives.

Le télégraphe porta en Lombardie la nouvelle de ces concessions qui, par le contraste avec les menaces et les refus des jours précédents, montraient que l'Autriche couvrait du nom de concession, ce qui lui était arraché par la nécessité; cette nécessité devait être bien pressante pour engager le gouvernement de Vienne dans une voie qui lui répugnait tant. Mais pouvait-on compter sur sa bonne foi? On aima mieux recourir à la force (18 mars). Ayant en tête la représentation municipale, les habitants de Milan allèrent demander des armes pour la garde civique. On leur en promit, mais quand ils se rendirent à l'Hôtel-de-Ville pour les recevoir, ils se virent assaillis par la troupe, qui en arrêta quelques-uns et les traîna en prison. L'indignation précipita le mouvement déjà commencé; l'exaltation se changea en fureur; les espérances grandirent bientôt jusqu'à l'idée de l'indépendance : on arbora les trois couleurs, au cri de vive Pie IX et de mort aux Allemands. Les Milanais se vengèrent de ceux qui leur avaient prodigué l'outrage, et commencèrent un combat mémorable où, avec des barricades et quelques fusils de chasse, ils tinrent tête à des troupes disciplinées. Ni les armes qu'on disait cachées, ni les émigrés, ni les Piémontais, ni les habitants des campagnes, qui, pensait-on, n'attendaient qu'un signal, ne se montrèrent alors; et pourtant l'ennemi avait peine à se défendre. Bientôt la rareté de ses munitions, le courage et l'union des patriotes, l'extension probable de l'insurrection, l'incertitude de ce qui se passait à Vienne, décidèrent le maréchal Radetsky à ordonner la retraite. Milan se trouva libre : ce fut une joie d'autant plus vive qu'elle était plus inespérée; Côme, puis Brescia, Bergame, Crémone chassèrent aussi leurs garnisons, ou les firent prisonnières.

La commotion se fit sentir de même à Venise. Après avoir cherché à l'étouffer dans le sang, le gouverneur Palfy résigna ses pouvoirs au commandant Zichy, et celui-ci capitula : il sortit avec les troupes allemandes, laissant la caisse, les armes,

les soldats italiens à Venise, qui se trouva légalement libre. Les villes de la terre ferme ne tardèrent pas à l'imiter.

Le Piémont apprit l'insurrection de Milan avec cette sympathie que l'on ressent pour des compatriotes et pour de proches voisins ; la population entière frémissait du désir de soustraire cette nation voisine à une extermination inévitable. Déjà on partit en foule pour se joindre aux Lombards ; on leur envoya des armes. Peu de jours avant, Charles-Albert, entrant franchement dans la voie constitutionnelle, avait formé un ministère sous la présidence de César Balbo : sa popularité, ses intentions connues, ouvrirent le champ à toutes les espérances. Mais au-dessus de toutes ces espérances planait le but de l'unité italienne; tous demandaient donc que le Piémont tirât l'épée pour l'assurer. N'était-ce pas le vœu de Charles-Albert? N'avait-il pas 70,000 soldats, des arsenaux bien pourvus, un trésor plein, un état-major brillant, et cette armée ne brûlait-elle pas de se mesurer avec les étrangers qui pesaient sur la Lombardie?

La réalité était loin pourtant de répondre à de tels discours. Le système militaire tant vanté du Piémont fut bien vite reconnu défectueux dans ce passage subit de l'état de paix à l'état de guerre; ce fut au point qu'à peine 12 à 15 mille hommes purent se mettre en campagne. Une partie de ces forces était en Savoie, où l'on craignait que la France ne fît irruption; on ignorait d'ailleurs le délabrement de l'armée autrichienne; on attendait peu d'efforts de l'Italie désaccoutumée des armes; l'Angleterre, qui avait envoyé lord Minto pour modérer le mouvement, bien loin de l'attiser, déclarait la Lombardie assurée à l'Autriche par les mêmes traités qui assuraient Gênes au Piémont, et toucher à l'une serait compromettre l'autre. On ne voulait pas de l'aide des Français, qui eût pu devenir fatale au royaume. D'autre part, des esprits clairvoyants dissuadaient le Piémont de faire la guerre; et il suffisait aux nouveaux ministres que l'Autriche ne menaçât pas le Piémont, qui pourrait affermir en paix ses nouvelles libertés. Mais la nouvelle de l'insurrection lombarde embrasa la jeunesse d'une ardeur guerroyante. Si les vieux libéraux redoutaient que la guerre

ne compromît leurs espérances, les nouveaux la trouvaient bonne pour aller en avant. Le roi et son ministère sentaient bien que laisser l'autorité obéir au tumulte, c'est la compromettre et la perdre. Mais si Milan venait à succomber, quelle honte pour un voisin armé! Et que ferait Gênes, qui avait crié : *Avec Milan, sinon, non!* Et la sympathie ne pourrait-elle alors pas se tourner en haine contre le prince, et finir par proclamer la république?

Pendant qu'on hésitait entre la prudence et les périls de la générosité, Milan se délivrait elle-même. Les Allemands, mis en pleine déroute, s'enfuirent à travers des populations résolues à n'en pas laisser échapper un seul. Alors Charles-Albert se décida à jeter son épée dans la balance; il annonça qu'il marcherait avec ses fils à la tête de l'armée, et prêterait secours aux Lombards comme un frère à des frères. Il ne parlait point de récompense; seulement on déciderait après la guerre du sort de la Lombardie.

Les autres princes d'Italie répondent au cri parti de Turin : Pie IX voit la main de Dieu dans la victoire des Milanais; il dit (30 mars) que « la concorde est la première cause de la stabilité et du succès; que la justice seule édifie pendant que les passions détruisent. » Le duc de Parme, déplorant « le temps où la nécessité et sa position géographique l'avaient soumis à une influence étrangère, » promet à la Lombardie son secours et celui de ses fils. Léopold, grand-duc autrichien, excite la Toscane (25 mars) à « ne pas rester dans une oisiveté honteuse quand la sainte cause de l'indépendance italienne est en question », mais « à voler au secours des frères lombards »; Ferdinand de Naples (5 avril) invite ses sujets à courir dans les plaines de la Lombardie où va se décider le sort de la commune patrie. » « Union, dit-il, abnégation, courage, et l'indépendance de notre belle Italie sera conquise (7 avril); 24 millions d'Italiens auront une patrie puissante, un commun patrimoine riche de gloire, et une nationalité respectée. » Saint accord des princes et des peuples, qui, se sentant assez forts de leur courage, excités par de longues souffrances, ne voulaient pas que l'Italie fût le trophée des victoires d'autrui, et répétaient le mot

de Charles-Albert : L'Italie fera tout elle-même (*l'Italia fara da se*).

REVERS DES ITALIENS.

Une poignée de Lombards jeunes et courageux s'étaient élancés sur les traces de l'ennemi ; mais les campagnes ne secondèrent pas l'élan des cités dans la haute Lombardie. Radetsky arriva, sans être même attaqué, jusqu'au Mincio, et dans le formidable carré des forteresses de Peschiera, Mantoue, Legnago, Vérone ; il y rallia ses troupes, en attendant de nouvelles recrues, et se disposa au combat. L'armée piémontaise, bien inférieure en nombre à ce qu'on avait espéré, traversa la Lombardie, et se campa sur l'Adige, en couvrant une ligne de 36 milles. Alors commença une guerre de détails, une lutte de positions, où l'incapacité stratégique fit échouer une valeur qui se fit jour partout ou l'on en vint aux mains. Quand la victoire était l'unique but vers lequel devait se diriger l'ardeur nationale, on ne sut où l'on ne voulut pas se résoudre à une levée en masse ; l'armée régulière faisait peu de cas des volontaires, alors que l'ennemi utilisait tous ceux qui accouraient des écoles autrichiennes ou des forges de la Styrie. Au lieu d'incorporer les conscrits dans les cadres de l'armée, on en forma des corps nouveaux, avec une lenteur extrême ; une imprudente confiance en soi et un mépris non moins imprudent de l'ennemi endormirent les efforts des patriotes ; au lieu d'offrir tous ses biens, tout son sang pour le rachat de la patrie, on se plaignait des contributions ; et des hommes jeunes et robustes n'eurent pas honte de rester chez eux et de se pavaner dans les gardes nationales.

Bientôt des nuages obscurcirent ces brillantes lueurs dont se pare l'aube de toute révolution. Beaucoup de ceux-là qui, par mode ou par vanité, avaient invoqué la tempête, tremblèrent

de la voir déchaînée, le spectacle des troubles de la France leur faisant craindre la guillotine et le communisme. La multitude qu'on avait nourrie de mille espérances de soulagement et de bonheur, au lieu de lui apprendre d'abord la nécessité des grands sacrifices, maudissait déjà ses flatteurs. Les gouvernements corrupteurs entrevoyaient déjà l'avenir; l'on manquait d'hommes capables d'ouvrir la nouvelle ère; les raisonnements, les jalousies individuelles ou locales, les habitudes plus fortes que tous les intérêts détruisaient toute l'harmonie.

Dans un pays livré, comme l'Italie, à un long repos, les qualités négatives l'emportent communément sur les qualités positives; l'homme qui ne fait rien et ne peut rien, s'il n'est pas plus estimé, se voit moins dénigré d'ordinaire que celui qui peut et qui agit; on ne laisse pas impuni quiconque dépasse cette médiocrité qu'on décore du nom d'égalité, la moquerie s'attaque à l'ardeur et à l'exaltation des nobles sentiments. Nous étions trop habitués à nous haïr, à nous railler, à trembler devant les mépris de gens très-méprisables. Les esprits élevés étaient inexperts aux affaires, aux combats, à la vie politique; en outre, ils se trouvèrent en butte aux soupçons et à l'envie. Beaucoup, passant de l'idolâtrie de l'absolutisme à l'idolâtrie de la souveraineté individuelle, croyaient que l'insolence envers les gens de mérite était une marque d'égalité; ils les déclaraient au-dessous des circonstances et les attaquaient avec acharnement.

Dans ces dernières années, on était arrivé à ces exagérations du bavardage qui déshabituent de la vérité et rendent inhabile à la pratique, car rien ne répugne tant aux discoureurs que la réalité. Élevés à la déclamation, ils déclamaient encore quand il fallait agir. Auprès des nouveaux pouvoirs se pressaient en foule les serviteurs du pouvoir déchu, qui ne voulaient pas tomber avec lui. Des persécutés vrais ou faux demandaient des récompenses; des statisticiens improvisés offraient des conseils; des marchands spéculaient sur les armes, les places, les réputations.

Il nous venait aussi du dehors des influences malencontreuses; ainsi, dans un pays où le clergé tient le premier rang, on se mit à invectiver les prêtres; dans un pays qui depuis quatre-vingts

ans ne connaît d'aristocratie que d'insignifiantes distinctions, on vociféra contre les nobles : c'était nous affaiblir par la division. Dans chaque cité, le gouvernement tomba aux mains des premiers venus, ou de ceux-là qui se contentaient d'une position sans nul avantage, mais pleine de périls, et dont l'impopularité était la seule récompense. Afin de concentrer la résistance, le gouvernement provisoire de Milan s'évertuait à triompher de mille jalousies et d'obtenir que chaque province envoyât un député.

C'est le lot, c'est la faiblesse de tout gouvernement révolutionnaire de se trouver en face de ses compagnons de révolte, d'être livré à tous les hasards de l'inexpérience, de la précipitation, du désordre. Celui de Milan ne songea pas à se donner le baptême de l'élection populaire, ce qui eût été facile grâce à l'organisation municipale du pays. Ce gouvernement, dans ce premier élan d'une révolution, se comporta ainsi que dans une situation normale : il voulut conserver l'ordre avant tout. Ayant affaire à une liberté qui ne faisait que de naître, et qui était naturellement jalouse, il gouverna aussi mystérieusement que l'on conspire; il voulut garder le pouvoir à des conditions qui rendaient le bien impossible, et avec ces allures de la médiocrité qui ne peuvent imposer à la multitude. Persuadé, comme nous le sommes, que les révolutions échouent ou réussissent par le mérite ou par la faute des peuples, c'est à eux que nous nous en prenons de leur défaite plutôt qu'à leurs gouvernements, auxquels le vulgaire impute tous les torts. Qu'importe de s'en prendre aux personnes qui passent, alors que le succès dépendait de vertus publiques qui ont fait défaut.

Les écrivains qui d'abord avaient exagéré l'héroïsme pour entretenir le feu sacré, se moquèrent bientôt de leurs prétendus héros. Les journaux, les affiches, les circulaires, élevaient la voix inconsidérément, et forçaient le gouvernement de recourir à tous ces subterfuges, qui sont la ressource de ceux qui n'ont pas le droit de leur côté. Personne qui ne se crut capable de conseiller, personne aussi qui assumât sur lui la responsabilité d'agir. Le peuple obéissait mal à un gouvernement qui semblait si peu le maître; les milices montraient plus d'esprit de parti que d'esprit de

corps ; et, au milieu des hymnes et des discours de fraternité, personne ne se fiait à personne. Les finances se trouvant obérées, dans la riche Lombardie on ne sut pas pourvoir aux nécessités de la guerre, alors que le premier, que l'unique besoin était de mettre sur pied des soldats et toujours des soldats. Ceux-là qui donnaient d'abord pour prétexte de leur inertie l'impossibilité d'affronter l'ennemi, en trouvaient maintenant un autre en répétant que l'ennemi était vaincu. Il n'y avait plus qu'à se croiser les bras ; et l'on se mit à discuter de quelle manière on gouvernerait la nation, avant d'être sûr qu'il existerait une nation.

Venise, devenue libre grâce à une capitulation régulière, n'eut qu'à puiser dans ses souvenirs : elle proclama la république de Saint-Marc, et les villes de la terre ferme y adhérèrent. A Milan le libéralisme consistait à abhorrer les Autrichiens. Aussi, se persuada-t-on que leur fuite avait tout terminé. Quelques uns pourtant entretenaient des intelligences avec l'entourage de Charles-Albert. D'autres trouvaient que la forme républicaine convenait mieux à un pays dont la liberté venait d'être baptisée de son propre sang ; il n'avait point de vieille dynastie à restaurer. La Lombardie d'ailleurs, dans les beaux temps de son histoire, n'avait-elle pas été une république ? Puis, ne semblait-il pas que la France, redevenue républicaine, allait faire accepter partout sa nouvelle forme de gouvernement ?

Cependant, reconnaissant que le but suprême de la révolution était l'indépendance, le parti républicain de la *jeune Italie* s'était engagé, dès le début de l'insurrection, à cacher son drapeau. Le roi de Sardaigne et le gouvernement provisoire de Milan avaient plus d'une fois promis qu'il ne serait question de gouvernement qu'après la victoire, et qu'alors, tous étant libres, tous décideraient. Mais, au lieu d'attendre, voilà que tout à coup l'on invite le pays à se prononcer ; voilà qu'un philosophe fameux quitte ses paisibles études pour aller prêcher partout la fusion avec le Piémont : d'autres aussitôt répondent par le cri de république.

Alors la division commença. Les désordres auxquels la France était livrée faisaient redouter au plus grand nombre le gouvernement républicain. Parmi ceux-mêmes qui le vénéraient

comme le gouvernement de l'avenir, beaucoup trouvaient que le pays n'était point façonné encore à ce respect de la loi qui est la première des vertus républicaines, et que l'on ne pouvait y arriver qu'en passant par le régime constitutionnel. D'un côté un roi qui venait de tirer l'épée pour la cause commune, un centre de gouvernement déjà établi, et qui n'aurait besoin que d'étendre ses attributions, l'héroïsme des Piémontais, qui n'avaient point reculé devant les hasards de la lutte, l'avantage qu'il y aurait pour la guerre dans l'unité de commandement, toutes ces considérations militaient en faveur de la monarchie.

La dynastie de Savoie représentait aux yeux du Piémont la puissance et la gloire; tous ses intérêts se rattachaient à cette dynastie; cependant il y avait là des factions qui s'agitaient. La Savoie venait de repousser une bande d'ouvriers venus de France, et qui avaient tenté d'y proclamer la république. Sans être possédée d'enthousiasme pour la cause italienne et pour les sacrifices imposés par la guerre, elle en acceptait de bonne grâce et bravement sa part. Gênes, de son côté, ne bornait pas ses vœux à un ministère libéral à Turin; là, bien des gens espéraient remplacer la couronne par la toque, dès que la cause nationale serait en état de se passer de la première. La cocarde tricolore dont le patriote décorait son front servait de passeport aussi à l'intrigant, qui, pour en ramasser quelque chose, aime voir à tomber le pouvoir dans la fange; au sophiste, qui met les mots à la place des choses; à l'intolérant, qui n'aime de la libre discussion que l'occasion d'injurier ses adversaires. Outre la presse, qui était affranchie de toute entrave, ils trouvèrent le champ libre dans les chambres, qui s'ouvrirent le 8 mai 1848. Turin s'y montra très-préoccupé de la crainte de se voir enlever par Milan sa suprématie; d'un autre côté, on espérait obtenir d'une assemblée constituante à laquelle participeraient les nouvelles provinces un meilleur équilibre entre les deux pouvoirs législatif et exécutif.

Le ministère piémontais ayant à diriger une guerre qui était une affaire d'honneur plus que de raisonnement, se voyait forcé de recourir à l'élément révolutionnaire et d'en réprimer en même temps les excès; il fit des représentations au gouverne-

ment provisoire de Milan, qui se résignait à obéir, alors qu'on l'accusait de commander mal. C'est ainsi qu'il fit appel au vote universel d'après le mode le plus illibéral et le plus malheureux : celui des registres. Puis on demanda la fusion immédiate du Piémont et de la Lombardie. Les villes vénitiennes y accédèrent ; Venise elle-même se résigna. Cette fusion consentie, dès le début, sans autre condition que celle de vaincre, eût rapproché toutes les forces dans un but commun ; elle ne fit que les désunir, au contraire, au grand profit de l'ennemi. Tous ces manéges n'avaient donc pour résultat que d'empirer la situation. La victoire de Milan avait fait tressaillir la péninsule tout entière ; Modène et Parme s'étant soulevées, leurs ducs partirent, laissant le gouvernement à qui voudrait en prendre la responsabilité ; on y vit bientôt se former des gouvernements provisoires, qui demandèrent, eux aussi, la fusion avec le Piémont. Le grand-duc de Toscane dut mettre de côté ses titres autrichiens et faire choix de ministres en dehors de ses sympathies, car le mouvement déjà, ne se laissant plus diriger par les princes, se tournait contre eux.

Le pape, dont le nom d'abord avait servi de drapeau à l'Italie, se plaignait qu'on en fût venu jusqu'à violenter sa conscience : il s'était vu contraint d'expulser de ses États les jésuites, tout en déclarant qu'il les avait toujours regardés comme d'infatigables auxiliaires de Rome. Aux conseillers qui avaient sa confiance on en substitua d'autres qui voulaient l'enchaîner aux idées de Gioberti. On lui imposa des ministres, des généraux, et l'obligation de prendre part à une guerre contre laquelle l'Allemagne protestait jusqu'à menacer d'un schisme. Il avait béni d'une voix pleine d'autorité et d'amour les espérances de l'Italie ; il envoya le plus cher de ses cardinaux comme son représentant dans le camp italien ; il avait mis ses propres troupes sous le commandement de généraux piémontais, leur prescrivant de marcher d'un parfait accord avec Charles-Albert ; il invita les princes à envoyer à Rome des députés pour conclure une ligue politique entre eux. Mais Charles-Albert, au lieu de cela, ne parlant que d'une ligue militaire, Pie IX, voyant bien que l'on visait à réunir l'Italie dans d'autres vues, déclara qu'il ne

favoriserait point un prince italien aux dépens des autres.

Désarmé, entouré d'opinions divergentes, voyant que la barque qu'il était chargé de diriger était en péril, il désavoua toute participation de sa part au mouvement révolutionnaire; il protesta qu'il n'avait rien fait que ce que les puissances elles-mêmes avaient déja suggéré à Pie VII et à Grégoire XVI, et ce qui lui avait semblé avantageux à ses sujets; qu'il gémissait de ce qu'ils n'avaient pas su rester dans les bornes de l'obéissance, de la fidélité, de la concorde; que ce n'était pas à lui qu'il fallait imputer les convulsions de l'Italie, à lui qui abhorrait la guerre; enfin il désavoua ceux qui osaient parler d'une république italienne avec le pape pour président.

En attendant, Rome, qui obéissait au pape à condition que le pape lui obéît, menaçait de noyer dans le sang « l'exécrable gouvernement des prêtres; » et le pouvoir populaire abandonna le pape au moment qu'il importait tant de le soutenir et de le pousser en avant. Pie IX cependant n'avait pas encore renié la cause italienne; il écrivit à l'empereur d'Autriche pour l'exhorter a « convertir en d'utiles relations de bon voisinage un pouvoir qui ne serait jamais ni noble ni prospère tant qu'il reposerait uniquement sur les baïonnettes, » le conjurant « de mettre fin à une guerre qui ne lui reconquerrait jamais le cœur des Lombards et des Vénitiens, qui avaient le droit d'être fiers de leur propre nationalité. » Puis, voulant se faire le médiateur de la paix, il songea à se transporter à Milan. Qui ne voit combien sa présence eût exalté le courage des patriotes italiens et découragé l'ennemi? Mais déjà le démon de la défiance avait aveuglé les esprits. On soupçonna le Piémont, qui sollicitait impatiemment la fusion, de vouloir abaisser la cause italienne aux proportions d'un intérêt particulier. On soupçonna le roi de Naples de chercher à s'assurer d'Ancône, et de viser à quelque agrandissement territorial; on soupçonna le gouvernement romain de vouloir recouvrer la Polésine et faire revivre d'antiques prétentions sur les pays de Parme et de Modène; on se défia du prélat que le pape venait d'envoyer à l'empereur; on se défia de la flotte que le roi Ferdinand avait expédiée dans l'Adriatique pour renforcer celle de Sardaigne, et les Si-

ciliens la canonnèrent au passage du détroit; on se défia du ministère romain quand il mit aux mains de Charles-Albert toutes les forces pontificales. L'hésitation du pouvoir augmentait partout la propagande subversive qui se faisait dans les journaux, dans les cafés, sur les places publiques. Le nouveau ministère romain, présidé par le philosophe Mamiani, déclara catégoriquement que Pie IX se bornait à prier, à bénir, à pardonner, mais qu'il laissait les affaires à l'Assemblée. C'était dire qu'on l'avait destitué de tout pouvoir temporel. Le pape protesta, comme il avait protesté contre l'Autriche, lorsqu'elle avait occupé Ferrare, en dispersant un corps de troupes pontificales; mais déjà sa parole avait perdu tout crédit.

Les choses allaient à Naples en empirant. La Sicile couvait de profondes rancunes contre Naples, et se plaignait toujours de lui être sacrifiée. Elle tenait au souvenir de son ancien parlement, que la constitution de 1812 avait fait revivre; elle se rappelait la prospérité qu'elle avait due, pendant un certain temps, à la domination anglaise : prospérité qui tenait à des circonstances toutes spéciales : à ce que la paix n'existait que là, pendant les guerres de Napoléon : que là seulement on échappait au blocus continental, et que la Sicile était le centre de la contrebande anglaise, qui s'y élevait à cent cinquante millions par an. Mais cette constitution éphémère laissa subsister la féodalité, les droits de main-morte, d'aînesse, et tous ces abus sur lesquels une révolution peut bien passer son éponge sanglante, mais qu'un gouvernement régulier, si bien inspiré qu'il soit, ne peut réformer que pas à pas. Les Bourbons une fois de retour à Naples, la Sicile resta comme un pays d'exception, où l'on ne trouvait à la vérité ni conscription, ni monopole de tabac, mais très-peu d'institutions, de mauvaises routes, et tous les inconvénients d'un gouvernement lointain. On avait vu, en 1821, les Siciliens refuser de donner la main à la révolution de Naples, et accélérer ainsi sa chute. La réaction qui en fut la suite ne fit qu'envenimer les plaies. Le nouveau roi protesta de son désir d'y remédier; mais elles étaient trop invétérées pour que le bon vouloir y pût suffire. Le mécontentement entretint un état de fermentation qui éclata plusieurs

fois, et particulièrement en 1837, à l'occasion du choléra qui ravagea Palerme et Catane. Il fallut recourir aux moyens violents pour rétablir la paix dans ces deux villes. Il parut à cette occasion des décrets qui abolirent l'administration spéciale, les juridictions patrimoniales, la féodalité; on projeta de nouvelles routes, un nouveau cadastre, le partage des biens communaux au profit des pauvres; mais ces décrets sont encore à exécuter.

Quand on parcourt cette île qui fut jadis le grenier de l'Italie, aujourd'hui dépeuplée, couverte de ruines, n'offrant que des campagnes incultes ou marécageuses, nourrissant à peine quelques chétifs troupeaux; quand on voit en regard de cela la vive intelligence de ses habitants, l'attachement qu'ils ont pour leur patrie, leur désir d'amélioration, on ne peut que souhaiter le moment où la Sicile redeviendra le centre du commerce méditerranéen. Mais ces lointaines espérances ne suffisaient pas aux patriotes ardents. Les sociétés secrètes, dans leur activité souterraine, s'entendaient avec celles de Naples pour demander à tour de rôle quelques franchises, et de réforme en réforme arriver à obtenir une constitution. Les impatiens n'obéirent pas longtemps à ce mot d'ordre : à Messine d'abord, puis à Palerme, ils se soulevèrent (9 janvier 1848), élevèrent des barricades, et restèrent victorieux. Ils formèrent des compagnies d'armes, sous la présidence de Pruggiero Settimo, et donnèrent à la Sicile un gouvernement séparé, avec la constitution de 1812. Le roi y consentit; mais les Siciliens ne voulurent pas recevoir, à titre de don, ce qu'ils tenaient déjà à titre de conquête. Les libéraux de Naples s'agitaient, de leur côté, pour obtenir des réformes, à l'exemple de Rome et du Piémont; bientôt ils eurent une constitution. Il semblait que tous les amis de la liberté allaient se montrer satisfaits : bien loin de là! la Sicile protesta contre cette constitution, et redemanda à grands cris sa charte de 1812, déclarant que, si le roi n'adhérait pas complétement à la demande, la Sicile se détacherait de Naples. Des forces furent envoyées; on les repoussa (6 mars), et la déchéance des Bourbons fut prononcée le 13 avril. Ce fut un mal incalculable que cette séparation, qui arriva au

moment où il n'était question partout que d'union italienne. Alors que toutes les forces étaient nécessaires sur l'Adige, le roi de Naples se vit forcé de détacher une partie de son armée pour mettre à la raison les Siciliens. Le reste fut acheminé vers la Lombardie, sous le commandement de Guillaume Pépé, général malheureux de la révolution de 1820, et infatigable auxiliaire de toutes les tentatives qui se sont succédé depuis 1796 jusqu'à ce jour.

Cependant, comme il s'agissait de mettre en pratique la constitution, les chambres furent convoquées à Naples. Mais dans la première réunion (14 mai) quelques députés refusèrent de prêter serment à la nouvelle charte, vu que le programme du 3 avril attribuait aux chambres le droit d'interpréter la constitution, d'accord avec le pouvoir exécutif : d'où ils voulaient conclure que les chambres étaient constituantes et non constituées. Le roi se résigna à changer la formule : mais l'assemblée, dont on entretint la défiance par des contes perfides, ne se tint pas pour satisfaite, et répondit au roi qu'il n'était qu'un, tandis que les députés étaient cent. Ce débat intérieur retentit bientôt au dehors, où éclata un mouvement qui fut provoqué, selon les uns, par les républicains pour aller en avant, et, au dire des autres, par les réactionnaires pour sévir : chacun imputant, selon l'usage, à ses adversaires les imprudences ou les méfaits dont il redoutait les suites. Ceux que tour à tour l'on adulait sous le nom de peuple, ou qu'on vilipendait sous celui de lazaronni, prirent parti pour le roi. Ce fut en vain que celui-ci obtempéra aux demandes et prit un nouveau ministère ; ce fut en vain que les députés se mêlèrent à la foule, et recommandèrent de détruire les barricades, puisque le but de la démonstration était atteint. S'il est aisé d'imprimer le mouvement, il est difficile de le diriger. On incendia, on égorgea ; puis les baïonnettes et les prisons finirent par calmer la révolte. La nécessité de réprimer le désordre rendit au gouvernement l'arme de l'arbitraire, que la raison avait arrachée de ses mains. On donna pour prétexte que ce mouvement avait été l'œuvre d'un parti qui visait à placer l'Italie sous un seul sceptre ; et comme le premier instinct de tous les êtres est de se conserver.

et qu'aussi le premier besoin de tout gouvernement est de maintenir le calme intérieur, le roi rappela son armée, qui était campée sur le Pô. C'est ainsi que la cause italienne perdit ce renfort important, à l'exception de quelques récalcitrants qui suivirent l'exemple de Pépé, et passèrent à Venise. Le roi, après avoir dompté l'émeute, déclara que c'était sa ferme et immuable volonté de maintenir la constitution, voulant « que l'on se fiât à sa loyauté, à sa religion, à ses serments libres et spontanés. »

C'était un temps où la haine aussi bien que l'enthousiasme ne connaissait plus de mesure; et on put voir alors combien la popularité réduit ses fétiches à l'état d'esclaves. Pie IX, adoré la veille, fut dénoncé partout comme un traître. Avec tout autant d'imprévoyance on avait adoré Charles-Albert; on l'avait acclamé roi d'Italie : dans ce but on avait prêché, intrigué; on avait remué tout le pays. Le prince de Monaco s'était prononcé pour lui; le parlement de Sicile lui avait demandé pour roi un de ses fils. En conséquence, les princes crurent qu'on les poussait à combattre, non plus pour l'indépendance, mais pour enrichir un seul homme de leurs dépouilles. L'accord une fois rompu, les récriminations des princes mirent les peuples en fureur; et Charles-Albert se trouva lui-même embarrassé par l'extravagance de ses admirateurs.

Déjà ce roi, chargé de la conduite d'une guerre d'insurrection, sentait vaciller dans ses mains l'épée qui promettait de délivrer l'Italie. Ses efforts échouaient contre ces terribles obstacles de l'art et de la nature; et rien ne décourage comme l'inutilité des efforts. Les vivres mal distribués introduisaient la faim au milieu de l'abondance. Les volontaires de la croisade italienne firent preuve de bonne volonté et de courage à Helvio, à Touale, à Curtalone; mais ils ne firent jamais preuve d'union, d'obéissance, de persévérance, ce qui est indispensable pour vaincre. Le chef d'ailleurs n'en sut point profiter. Confiné dans les limites de la stratégie officielle, il repoussa le puissant secours de l'insurrection populaire. L'ambition d'être le héros de la rédemption italienne lui fit refuser une autre épée mieux fourbie que la sienne pour une guerre qui n'était pas une guerre de roi. C'est ainsi qu'en poussant les choses trop loin, on compromit

tout. Tandis que, d'un côté, on éloignait les sympathies du dehors par ce mot tant répété, *L'Italie fera tout elle-même*, de l'autre, on ne se prêtait à nul accord au dedans ; et quand l'Autriche en vint à offrir, sous la médiation de l'Angleterre, de constituer un État indépendant sous le sceptre d'un archiduc, qui aurait Parme, Modène et la Lombardie jusqu'à l'Adige, on ne voulut pas même s'y arrêter : on répondit que l'épée une fois tirée pour la cause italienne, on ne pouvait plus s'arrêter qu'à l'entière délivrance.

C'était au moment où l'Autriche, assaillie de tous les côtés à la fois, semblait près de succomber, que le ministère Fiquelmont s'était résigné à de telles propositions ; mais bientôt l'Autriche reprit le dessus. Une nouvelle armée descendit des Alpes, sous le commandement de Wolden et de Nugent ; elle reprit la Vénétie ville par ville (avril et mai) ; elle força l'armée pontificale, qui était sous les ordres d'un général piémontais, à capituler et à repasser le Pô. Puis Radetzky, débouchant de Vérone, et tombant avec ses masses sur la faible armée piémontaise, la rejeta de l'Adige sur le Mincio, puis sur l'Olio, et enfin sur l'Adda. Cinquante mille hommes avaient commencé la retraite à Goïto ; il en parvint à peine vingt-cinq mille à Milan, et ce fut pour l'abandonner immédiatement et repasser le Tésin ; si bien que tout le royaume lombard-vénitien, à l'exception de Venise, se trouva reconquis.

La catastrophe porta l'irritation au comble ; et, comme il était plus facile de répondre par des outrages que d'en apercevoir les causes, on jeta de nouveau l'épithète de traître à la tête de ce roi qui venait d'exposer sa vie et celle de ses fils.

Les Autrichiens s'étaient arrêtés au Tésin, acceptant l'armistice offert par le Piémont ; mais ils entrèrent dans les duchés, en donnant la parenté pour prétexte à cette invasion. Ils entrèrent aussi dans la Romagne, en dépit des protestations que le pape renouvela, répondant à cela que ce n'était point à lui qu'ils faisaient la guerre, mais aux bandes qui avaient pris les armes malgré lui. Bologne résista avec courage (8 août), en faisant entendre encore, à travers le fracas du canon et de la fusillade, le cri de *Vive l'Italie et Pie IX!* Ce fut la dernière fois que ces deux noms se trouvèrent associés.

Ainsi l'Italie retombait au pouvoir des Autrichiens. Les esprits s'aigrirent, se soulevèrent, et l'on tint conseil au milieu du vertige et de la confusion. Un congrès italien ouvert à Turin (10 octobre), sous la présidence de Gioberti, de Mamiani, et du Calabrois Romeo, voulut prendre en main les affaires de l'Italie ; mais ce ne fut qu'un tournoi académique, une affaire d'éloquence et de bravos, comme si l'on eût été encore aux premiers jours de la révolution. Cette assemblée ne tarda pas à se dissoudre, attendu que le ministère toscan de Montanelli, qui avait remplacé Guio Capponi, déclara qu'il voulait se placer à la tête d'une fédération, et invita les divers États à envoyer à Florence leurs députés pour une constituante italienne.

Pellegrino Rossi était un publiciste éminent, qui avait associé à la science du droit les études économiques. Il avait longtemps résidé en Suisse, et y avait proposé une nouvelle constitution ; il avait depuis quitté ce pays pour se fixer en France, où il professa le droit constitutionnel et se vit élever à la pairie. Quand Pie IX fut entré dans la voie des réformes, Louis-Philippe envoya Rossi à Rome en qualité d'ambassadeur, chargé à la fois comme praticien consommé, de guider la marche du gouvernement pontifical, et, comme réfugié, de gagner la confiance des libéraux. En tout cas, il sut gagner si bien celle du pape, qu'au milieu de ses perplexités, il le fit chef de son propre ministère. Il mit à la tête de l'armée Zucchi, vieux soldat des guerres de l'empire, condottiere de l'insurrection de 1831, qui était demeuré depuis lors enseveli dans une forteresse autrichienne, d'où la présente révolution l'avait fait sortir. Rossi s'appliqua à rétablir les finances, à donner l'essor aux travaux publics, à préparer une statistique, à constituer cette association italienne dont Pie IX s'était fait de lui-même l'initiateur et le promoteur zélé. Il s'attacha enfin à contenir les factions furieuses, et aussi la réaction qui travaillait dans l'ombre.

Comme il montra dans cette œuvre de la force et des ressources, il n'en fut que plus exécré. Pour les prêtres, c'était un sacrilége ; aux yeux des Albertistes, c'était un obstacle à leur fusion fantastique : les déclamateurs le signalaient à la colère du peuple. C'est que, dans ces moments difficiles où deux partis ennemis sont aux

mains, acharnés l'un et l'autre après le pouvoir, celui qui se place entre eux dans un milieu loyal voit les deux factions conjurer sa ruine. Les chambres convoquées, Rossi en s'y rendant fut poignardé (15 novembre); et les ovations, prodiguées jusque-là au pontife régénérateur, furent remplacées par des ovations décernées à un assassinat : il fut célébré, non-seulement à Rome, mais sur beaucoup de points de l'Italie. Au milieu de l'épouvante causée par ce meurtre, le pape fut réduit à prendre un ministère parmi les hommes qui lui inspiraient le moins de confiance. On proclama la constituante italienne; le pape lui-même fut assailli dans son palais : si bien que, tiré de ses rêves de popularité par le bruit de la fusillade, abandonné du peuple, il se jeta dans les bras des princes, et s'enfuit dans le royaume de Naples. Sans tenir compte de ses protestations, le ministère convoqua une constituante pour l'État romain (13 décembre), laquelle, réunie le 5 février, prononça bientôt la déchéance du pape (9 février 1849), proclama la république, et déclara biens nationaux les propriétés de l'Église.

Le grand-duc, en ouvrant les chambres (le 20 janvier), se déclarait de nouveau prêt à la guerre. Il consentit qu'on élût des députés toscans pour la constituante italienne; mais ensuite, voyant qu'il allait s'attirer les censures pontificales, il refusa de sanctionner la loi. Manquant de force pour résister, et ne voulant pas donner motif à des réactions, il quitta le pays. La chambre établit alors un gouvernement provisoire, composé de Guerrazi, Montanelli, Mazzoni, et qui entra en négociations pour s'unir à la république romaine, ce qui n'eut pas lieu. Guerrazi, l'un de ces caractères peu faits pour obéir à des héros pusillanimes, et qui ne se contentent point du rôle de figurants, agissait avec persévérance, avec habileté, et savait masquer de profonds desseins. Il se dégoûta assez vite des prédications de Mazini, qui passa quelque temps à Florence, puis gagna Rome, où il fut nommé triumvir avec Armellini et Saffi. Ainsi donc une révolution, commencée d'abord au nom des princes, avait bientôt pris en défiance ces mêmes princes, contre lesquels au fond elle se faisait. Bénie au début par le pape, elle finit par se séparer de lui et le maudire; après avoir pris pour mot d'ordre, *L'Italie*

fera tout elle-même, on la vit bientôt enrôler un ramas d'étrangers. La déchéance du pape ne pouvait rester un fait isolé dans la chrétienté : indépendamment du respect, de l'amour des fidèles, et des sympathies que le monde tout entier avait témoignées pour Pie IX, on vit apparaître, dans cette république romaine (inaugurée par un assassinat que tous les partis se jetaient mutuellement à la tête), comme le fantôme d'un grand complot européen travaillant à renverser tout ordre quelconque, à ruiner toute idée de subordination. En Sicile, l'assemblée constituante manifesta le vœu de voir réintégrer le pape dans ses États ; l'Espagne, empressée de reprendre rang dans la diplomatie européenne, invita les souverains à ouvrir un congrès dans ce but. Le pape s'adressa à l'Autriche, à la France, à l'Espagne et à la Sicile, les conviant à renverser la république romaine (20 avril). Ainsi les destinées de l'Italie devaient encore une fois être remises aux mains des étrangers.

Charles-Albert brûlait du désir d'effacer l'affront de sa défaite, et de se jeter à corps perdu dans les hasards d'une nouvelle tentative : mais son armée était désorganisée, et le pays était épuisé. Les discordes civiles retentirent plus fort quand le bruit des armes cessa de se faire entendre; un héroïsme qui ne tient compte d'aucun obstacle poussait sans cesse à risquer le sort de l'Italie. Ce que le peuple veut, Dieu le veut, répétait-on. Les moteurs, qui avaient déclamé alors que les autres combattaient, criaient plus fort, depuis qu'on ne pouvait plus leur répondre : Pourquoi ne vous battez-vous pas? Des milliers de réfugiés lombards s'agitaient dans le saint désir de relever leur patrie ; les braves s'agitaient pour venger leur désastre, les peureux, pour cacher leur peur en faisant peur aux autres. Les républicains surtout s'agitaient, criant qu'on avait tout perdu en se confiant à un roi ; les calomniateurs s'agitaient, accusant ministres, généraux, fournisseurs ; et quiconque avait eu quelque bribe de pouvoir faisait planer des soupçons sur ceux mêmes qui s'étaient le mieux conduits ; on les crut, comme on croit toujours à ce qui peut ravaler le caractère italien.

Tout cela tournait au profit de cette faction qui se disait démocratique, et qui demandait à grands cris que l'on se jetât sans

délai dans une nouvelle guerre à outrance. Cette faction porta au ministère Gioberti (16 décembre 1848), afin que celui-là aussi perdît son auréole. La chambre fut dissoute, et les nouvelles élections, qui eurent lieu sous la pression des circonstances, réussirent selon les vœux de ce parti. Le roi ouvrit la session (1er février), émettant le vœu d'une confédération entre les princes italiens; il se montra tout prêt à rétablir l'armée sur le pied de guerre, pour peu que les négociations entamées avec l'Autriche n'aboutissent pas à un arrangement honorable; mais ce que le plus grand nombre entendait par ce mot, c'était la conservation des provinces qui s'étaient fusionnées avec le Piémont: solution d'autant moins probable qu'il s'agissait déjà de faire restaurer le pape et le grand-duc au moyen d'une intervention étrangère. Pour tâcher de se soustraire à la honte de voir encore les étrangers disposer des destinées de l'Italie, le ministère Gioberti crut qu'il serait opportun que le Piémont se chargeât lui-même de restaurer ces princes : la démonstration pourrait suffire, pensait-il, pour faire tomber toute résistance, et l'Italie s'habituerait à voir ses enfants résoudre par eux-mêmes les questions intérieures. Le Piémont reprendrait par là vis-à-vis des puissances l'attitude qu'il avait perdue. Ce serait un moyen de détourner les esprits d'une guerre avec l'Autriche, laquelle ne laissait entrevoir qu'un désastre inévitable. Mais la chambre accueillit le projet de Gioberti comme un fratricide. Celui-ci déposa aussitôt son portefeuille (20 février); vilipendé et oublié bientôt, il reçut le salaire ordinaire de la popularité; il le reçut toutefois avec une dignité dont bien peu avaient donné l'exemple: sans fortune et sans titres, il retourna paisiblement à ses études.

Le ministère Chiodo qui remplaça Gioberti promit, pour son début, la guerre contre l'Autriche. Préparé ou non à entrer en campagne, on donna le commandement en chef de l'armée à un général polonais; on dénonça l'armistice; mais il ne fallut qu'une journée pour donner à l'Autriche une victoire complète. Charles-Albert vit son armée mise en déroute; il abdiqua, et gagna l'Espagne, où il succomba bientôt à ses chagrins. Ce dénoûment précipité fut encore imputé à la tra-

hison; mot commode qui couvre toutes les fautes, et qui prévient le découragement, en le convertissant en fureur. Qu'un homme soit l'auteur des ruines sous lesquelles il se trouve enseveli, cela se rencontre fréquemment; mais on ne saurait imputer qu'à un fou des crimes inutiles. On en vit pourtant qui ne craignirent pas de répandre des bruits, des soupçons que le peuple, en de tels moments, traduit en insurrection. Gênes se souleva au cri de *Vive la république* (30 mars 1849)! et les ennemis de l'Italie eurent encore le plaisir de voir tourner contre des Italiens ces armes qui venaient de se briser contre l'étranger. Le mouvement de Gênes fut vite comprimé; puis on donna satisfaction aux cris de trahison en faisant fusiller le général Ramorino, et en ordonnant une enquête sur les causes du désastre de Novare. La fureur dès lors se changea en pitié, puis on entonna des hymnes en l'honneur du magnanime Charles-Albert. L'Autriche, au prix de 70 millions, vendit la paix à son fils Victor-Emmanuel, à qui échut la noble tâche de fermer les plaies de son pays, d'affermir ses institutions, et de donner l'exemple au reste de l'Italie.

Le royaume lombard-vénitien fut livré, comme il l'est encore aujourd'hui, à l'arbitraire militaire. Venise seule, après que la fusion eut échoué avec le Piémont, déploya l'héroïsme des derniers moments, comme Milan avait eu celui de l'initiative: elle déclara qu'elle résisterait à tout prix, sous les bannières de Saint-Marc et sous le gouvernement de l'avocat Manin. Abandonnée alors par la flotte sarde, privée de subsides et d'assistance, soumise à un blocus de plus en plus étroit, elle seule, en de telles extrémités, trouva le courage de discuter, de négocier sur le fait des franchises constitutionnelles promises au royaume lombard-vénitien. Le ministre autrichien de Bruck en fit l'offre, en effet, aux envoyés de Venise; mais ceux-ci les rejetèrent, en ce que, 1° les charges n'étaient pas conservées intégralement aux Italiens, 2° que l'Autriche se réservait la faculté d'abolir les droits fondamentaux en temps de guerre ou de révolution; 3° qu'elle entendait réserver la partie la plus importante de la législation au parlement viennois, au détriment du parlement italien; 4° qu'elle ne créait ni armée ni flotte

italienne qui dût rester dans le pays. L'Europe applaudit à cette lutte admirable et ne fit rien pour la soutenir, tandis que l'Autriche déployait une artillerie formidable pour écraser la reine de l'Adriatique. Le choléra y joignit ses ravages à ceux de la faim ; et, quand elle eut tout épuisé, Venise capitula (22 août), après avoir vu moissonner la fleur de ses enfants.

Tous les républicains de l'Italie s'étaient donné rendez-vous à Rome, tandis que Naples était le refuge de tous les princes dépossédés. Un corps d'armée napolitain fit voile pour la Sicile, bombarda Messine, et remit l'île tout entière sous le joug. L'ordre s'y rétablit comme il l'avait été sur la terre ferme, au moyen des emprisonnements et des exécutions. Les chambres, rouvertes le 1er juillet, furent presque aussitôt dissoutes, et le gouvernement personnel reprit ses coudées franches. Le ministre Bozzeli, l'auteur ou le compilateur de la constitution, se vit chassé comme traître et infâme, ainsi qu'il arrive à tous ceux qui ont approché un moment de leurs lèvres la coupe amère du pouvoir.

La Toscane était toujours en révolte contre son prince ; mais le désordre envahissait tout, comme il advient là où la force réelle n'existe pas. Fatigués d'un arbitraire que le nom du dictateur déguisait mal, les Florentins se soulevèrent ; et, vengeant par des assassinats les désordres qui avaient ensanglanté la paisible Toscane, ils rappelèrent leur grand-duc. Ils espéraient par là se soustraire à l'invasion autrichienne ; mais ils n'y échappèrent pas. En vertu de la convention du 22 avril 1852, une partie de l'armée impériale occupa le grand-duché pour un temps illimité. On espérait que les franchises constitutionnelles, que le grand-duc avait de lui-même octroyées en les déclarant *méritées et promises,* seraient conservées à un peuple resté fidèle, par un prince qui avait eu la chance unique d'une restauration populaire ; mais elles furent suspendues pour un temps indéfini.

Restait donc la république romaine, contre laquelle s'agitaient Autrichiens et Français, Espagnols et Napolitains. Les premiers prirent pied dans les légations ; les Espagnols occupèrent un moment l'Ombrie ; les Napolitains ne firent que paraître ; les

Français débarquèrent à Civita-Vecchia, en déclarant qu'ils venaient pour rétablir le gouvernement pontifical, moins les abus dont on avait déjà fait justice. Ils marchèrent sur Rome (le 25 avril 1849), et restèrent fort étonnés de la résistance qu'ils rencontrèrent après les désastres de Custoza et de Novare. On répétait partout que la promptitude de la défaite n'avait pas laissé aux Français le temps de venir à notre secours : Rome était dans la persuasion que quelque événement pouvait éclater en France et faire abandonner l'entreprise. Mais cette résistance ne fit que multiplier les victimes, sans autre résultat que de donner un démenti à ce mot tant répété alors, que *les Italiens ne savaient plus combattre*. Sans troupes régulières, sans généraux expérimentés, ces soldats improvisés firent payer cher au vainqueur l'occupation de la ville éternelle, qui ne se rendit (3 juillet) qu'après vingt-six jours de tranchée ouverte.

Après s'être fait longtemps attendre, le pape rentra (avril 1850), trouvant le pays en ruines, toute obéissance effacée, l'autorité religieuse compromise dans la haine que le pouvoir temporel soulevait sur ses pas. A ces plaies profondes les palliatifs habituels ne suffisaient plus ; la force était devenue une nécessité. Aux égarements des peuples on vit succéder alors les égarements des princes : ne voulant pas reconnaître qu'on peut toujours gouverner en marchant d'accord avec les intérêts, les idées, les sentiments d'un peuple, ils s'autorisèrent de l'excès des exigences pour manquer à leurs promesses et se refuser aux plus justes concessions. Ils mirent de côté tout esprit d'initiative, écartèrent ceux qui pouvaient exercer quelque action modératrice ; et le progrès se vit représenté dès lors par ces hommes d'opposition violente, qui se montrent d'ordinaire si inconséquents ou si impuissants, une fois qu'ils sont à l'œuvre. L'arbitraire, les vengeances furent abandonnés à la force brutale, qui se plaît à multiplier les occasions de se montrer nécessaire ; le pays déchut, en un mot, autant du côté moral que du côté économique. Resté en dehors de toutes les conditions normales d'une société civilisée, ne voyant plus quand et comment la lumière renaîtrait du chaos, il ne trouvait, au bout de ses espérances, que l'affermissement du pouvoir et des abus qu'il avait voulu déraciner.

C'était pourtant la première fois que l'Italie soulevée s'était jetée dans une véritable lutte contre l'Autriche; et elle y avait déployé assez de valeur pour faire taire les reproches prodigués d'habitude au caractère italien. Ce n'étaient pas seulement les troupes disciplinées c'était la jeunesse inhabile à manier les armes, c'étaient des populations pacifiques, des villes ouvertes, Milan, Venise, Vicence, Trévise, Brescia, Bologne, Ancône, Livourne et Rome, qui avaient affronté l'ennemi, non pas seulement dans l'ardeur irréfléchie des premiers élans, mais avec une constance plus méritoire et plus rare, et alors que la confiance de vaincre n'existait plus.

L'AUTRICHE.

Nous nous sommes arrêtés quelque temps sur les événements de l'Italie, parce qu'un pays qui nous a vus naître obtient de droit nos préférences, et enfin parce que les vices et les vertus d'une révolution se retrouvent dans toutes les autres. Mais des événements plus considérables encore éclataient aussi dans le reste de l'Europe, et particulièrement en Autriche. Nous avons déjà dit de quel amalgame de peuples se compose l'empire d'Autriche; adjonctions qui datent de tous les temps en vertu de conventions très-diverses, rattachées à l'Empire par des conquêtes successives. Toutes ces races s'y sont perpétuées sans mélange. Les principales possédaient des constitutions dont la source était dans la tradition. La haute et basse Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Bohême, la Moravie, la Galicie, avaient leurs diètes composées des quatre ordres : clergé, noblesse, gentilshommes, et paysans. Le Tyrol aussi possédait, depuis le 24 mars 1816, des États constitués sur un pied semblable, ayant droit de remontrances à l'empereur, mais n'ayant de vote ni en matière législative ni en matière d'impôt. Dans la Silésie autrichienne, les états se composaient de princes, ducs, seigneurs (*standsherren*), gentilshommes (*ritterschaft*), relevant immédiatement de

l'Empereur. La constitution hongroise présentait une originalité à part, en ce que divers peuples se trouvaient soumis les uns aux autres, sans qu'il en résultât ni fusion ni unité, et cet état de choses se maintint après que le peuple vainqueur se trouva soumis à la maison d'Autriche. Les Magyars, race dominante, comprenait les magnats, grands propriétaires, grands dignitaires de l'État; les nobles, possesseurs de terres, et les simples gentilshommes qui, tombés dans la pauvreté, n'en conservaient pas moins leurs priviléges héréditaires. Ces trois classes, réunies au haut clergé, aux villes libres royales, aux bourgs privilégiés, constituaient le peuple hongrois : c'est à eux qu'appartenait l'élection du roi, le privilége de faire la loi conjointement avec lui, de voter l'impôt au sein de la diète triennale, où les députés figuraient armés, éperonnés, et s'énonçaient en latin. Quant au reste de la population, elle payait l'impôt, et ne jouissait d'aucun droit politique (*misera contribuens plebs*). Si le roi avait le droit de décider la paix ou la guerre, il fallait le vote de la nation, c'est-à-dire des nobles, pour ordonner la levée en masse; il jurait de respecter la constitution, de faire exécuter les arrêts des cours de justice; et, si ces priviléges étaient violés, la nation hongroise pouvait recourir aux armes. Le noble pouvait posséder partout le royaume, le bourgeois dans le territoire seulement de la cité où il résidait. Au premier les hautes magistratures, tous les emplois des comitats, le droit de rendre la justice, etc. Les paysans recevaient du propriétaire, moyennant le service personnel et certaines redevances, une terre à cultiver.

Cette vaste contrée renferme quatre millions de Magyars et de Hongrois, cinq millions de Slaves; les Allemands, les Valaques, les Grecs, les Albanais, les Arméniens, les Juifs, les Bohémiens, sont évalués à environ deux millions. Les Magyars opulents habitent les châteaux; pauvres, ils gardent les troupeaux et mènent la vie nomade; les Allemands font le commerce; les Valaques tiennent auberges; les Croates vivent d'agriculture et d'industrie; les Juifs et les Arméniens y sont marchands et fermiers; les Zinzares et les Bohémiens sont maquignons, forgerons, chanteurs ambulants; les Slaves chasseurs et bateliers. Ces différents peuples conservent leurs mœurs, leurs costumes, leurs priviléges particuliers;

chaque État, chaque race y possède ses lois, ses magistrats, et chacun y est jugé par ses pairs.

Les peuples d'origine slave conservent tous, sous le joug de leurs divers maîtres, une grande uniformité de croyance et de mœurs. Travaillés sourdement par les rivalités des cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, excités par l'ambition des nobles, par l'impatience des démagogues, ces peuples cédèrent plus ou moins à la secousse de février. La Bohême s'agita la première, et prit les armes contre l'Autriche (12 juin 1848), sous prétexte que sa nationalité se trouvait menacée si l'Autriche venait à se fondre avec l'Allemagne. Le cabinet de Vienne fut forcé d'employer la force pour la réduire, et le prince de Windisgraëtz éteignit dans le sang l'insurrection de Prague. Puis, quand la constitution autrichienne vint à proclamer l'égalité des diverses races, les Bohêmes trouvèrent que les Slaves en seraient lésés; aussi se tournèrent-ils dès lors vers l'empereur; ils protestèrent contre l'insurrection de Vienne, et s'offrirent pour combattre les révoltés.

La secousse fut plus profonde en Hongrie. La maison d'Autriche s'était de tout temps appliquée à se l'asservir, en entamant ses priviléges, Joseph II par la force, au nom de la philosophie, ses successeurs par des moyens détournés. La diète, qui devait être convoquée tous les trois ans, ne l'avait pas été une seule fois de 1812 à 1825; et, pendant cet intervalle, le roi François Ier avait levé hommes et impôts selon son bon plaisir, sans oser cependant faire ce que Napoléon lui avait conseillé, conquérir résolûment la Hongrie. Réunis enfin le 18 novembre 1825, les nobles hongrois profitèrent de cette occasion, attendue longtemps, pour revendiquer leurs anciens droits, pour se plaindre que leur inviolabilité n'eût point été respectée, et qu'on eût appliqué à leur pays les règlements faits pour les provinces héréditaires. Le roi promit de ne plus lever ni impôts ni soldats sans le consentement de la diète, et, tout en déplorant la manie de constitutions chimériques qui s'était emparée du monde, il fit l'éloge de la constitution hongroise, et protesta de son amour pour elle. Mais les nobles hongrois avaient pris vis-à-vis du souverain une attitude hostile, allant jusqu'à prétendre qu'il résidât parmi eux, qu'il parlât la langue

nationale, qu'il lui fût interdit de conduire l'armée hors des frontières, sauf le cas d'invasion; enfin, ils semblaient ne pas reculer devant l'idée de détacher la Hongrie de l'empire d'Autriche. Mais, quand la révolution de 1830 éclata, les Magyars prirent l'alarme, plus inquiets encore des idées d'affranchissement populaires qu'ils ne l'étaient des exigences de l'Autriche; ils consentirent à envoyer des troupes pour contenir les Italiens et tenir tête aux menaces de la France. Tout étant rentré dans l'ordre, ils élevèrent de nouveau la voix. A partir de 1840, un mouvement de réforme et de progrès se manifesta en Hongrie; la noblesse même se prêta à la formation d'un tiers état; on s'appliqua à créer des routes, des moyens de navigation intérieure, à développer l'agriculture, à introduire d'utiles innovations. Certaines communes obtinrent dans la diète leur représentation; l'usage de la langue magyare s'étendit; la noblesse se soumit à l'impôt. Puis, par un sentiment exagéré de patriotisme, on proposa de refuser à l'avenir les subsides de l'Autriche, et d'augmenter pour cela l'impôt de douane établi entre les deux États. La ville de Pest se vit réunie à Bude par un pont admirable. On améliora l'éducation publique; la publicité commença pour la pensée; on réforma la procédure; on prépara un code pénal; des conventions furent arrêtées entre les paysans et les seigneurs pour le rachat des dîmes, ainsi que du servage; dans le choix des juges, on commença à tenir compte du mérite, indépendamment de la naissance; deux simples bourgeois prirent place à la table des *septemvirs*, cour suprême de justice. Bref, le droit individuel se rapprocha de la raison, et de l'humanité; et l'utilité publique tendit chaque jour davantage à supplanter le privilége.

La diète de 1844 mérite une mention particulière : elle abolit les lois *urbariales* qui pesaient sur la population agricole, laquelle obtint alors la faculté de posséder des terres nobles; elle établit une banque hypothécaire pour les cultivateurs, leur procurant ainsi des moyens de rachat, et la faculté de devenir propriétaires et citoyens. Elle réclama l'abolition des justices patrimoniales, qui n'étaient, en quelque sorte, que des justices de paix. Elle demanda la publicité des jugements, l'introduction du jury

et le droit pour les plébéiens d'en faire partie; mais elle ne put l'obtenir, pas plus que la responsabilité des ministres en matière de dépenses publiques.

C'était là toutefois de véritables pas faits par cette contrée, que sa position appelait à jouer un grand rôle dans la rénovation de l'Orient. Mais les pas ne peuvent se faire que lentement là où, sur 13 millions d'habitants, 500 mille seulement jouissent d'une entière liberté. Les communes, qui achètent leur émancipation, c'est-à-dire le droit de s'administrer et d'avoir des justices particulières, restent encore sous la haute main des magnats, qui peuvent casser les élections; elles n'ont d'ailleurs qu'une seule voix dans les diétines. Mais cet élément national n'en est pas moins de nature à établir, avec le temps, un pouvoir nouveau dans la constitution hongroise.

De son côté, l'Autriche s'efforçait d'agrandir la sphère de l'autorité royale; elle réussit à faire passer l'armée hongroise sous la dépendance du conseil aulique, de même que les colonies militaires des frontières; elle s'efforça d'attirer également le maniement des finances à elle; en commençant par centraliser le service postal. La jalousie des différentes races aidait en cela les efforts de l'Autriche; sa politique trouvait son compte à fomenter ces divisions et à prendre en main la cause des plus faibles.

La langue latine avait été adoptée dans les rapports de ces différents peuples; les Magyars voulurent y substituer leur langue, et l'imposer au roi lui-même, sous couleur de mesure libérale; mais les races tributaires, à qui cette langue était étrangère, n'y virent qu'un nouveau symptôme de la domination magyare et de leur propre asservissement. Les Slaves, les Croates protestèrent. Ces derniers surtout déployaient de grands efforts en Italie pour faire avancer leur industrie et leur état social; ils étaient attachés à l'Autriche, en retour de l'appui qu'elle leur prêtait contre la tyrannie des Magyars. En outre, deux millions de Valaques, éparpillés en Hongrie et en Transylvanie, n'avaient point de patrie à servir; ils avaient foi dans leurs popes, et tournaient leurs yeux vers le czar, comme vers leur chef, sinon national, au moins religieux.

L'Autriche, qui avait aidé ces races tributaires à relever la

tête, croyant par là affaiblir la puissance magyare, s'effraya quand elle vit le mouvement s'étendre : ce fut surtout quand elle entendit les Illyriens s'attribuer le titre de nation. Elle défendit aux Dalmates et aux Slaves de prononcer ce mot. Louis Gaj, qui avait remué le pays contre les Magyars, persuada aux Croates de renoncer à leur dialecte pour adopter comme langue nationale le ragusien ; la langue illyrienne fut adoptée dans la diète comme langue officielle.

L'Autriche, alarmée, tenta d'arrêter cet essor ; et, par un de ces accidents fortuits qui ne manquent guère quand la mine est préparée, une collision sanglante éclata dans Agram. Le peuple se souleva furieux ; Gaj seul parvint à l'apaiser : il protesta que l'Autriche était innocente de l'événement. Il adressa alors à Vienne diverses réclamations ; il demanda la destitution du ban Haller (1846). L'Autriche y consentit, à condition que les Croates favoriseraient dans la diète hongroise le parti autrichien.

Mais ce réveil des nationalités gagnait tous les pays slaves. Ce n'était pas de l'entraînement politique, c'était un sentiment sérieux, un enthousiasme ; c'était moins pour obtenir des droits politiques que pour se voir reconnus comme nation, et cesser d'être inférieurs à d'autres peuples. Tous ces vœux trouvèrent leur représentant dans Joseph Jellachich, officier des colonies militaires, beau, vaillant, chevaleresque comme George Le Noir, érudit, poëte, très au fait de l'histoire et de la diplomatie de l'Europe. Elu vice-roi de Croatie, il mit en pratique les idées qui consistaient à s'attacher à l'Autriche, pour rompre tout lien avec les Magyars. Pourtant il se proclama l'ami de tous les Slaves autrichiens ; mais les Slaves polonais haïssaient l'Autriche comme complice du démembrement de leur patrie ; les Slaves Cesci de la Bohême l'avaient également prise en haine, se croyant sacrifiés aux intérêts allemands ; aussi ne comprirent-ils pas et ne secondèrent-ils pas les vues de Jellachich, qui, en élevant haut la Croatie, méditait peut-être la fondation d'un grand empire slave.

Ces mouvements se propageaient sous la pression bureaucratique de l'Autriche. On peut se figurer combien ils prirent d'importance et de violence, quand l'Autriche se vit ébranlée par

une révolution (1848). Ce choc de nationalités contre un gouvernement militaire, menaçait de détacher la Hongrie de l'empire. L'archiduc Étienne, en ouvrant comme palatin la diète hongroise (5 juillet 1848), déclara que la volonté du roi était de protéger l'unité et l'inviolabilité de la couronne contre toute agression étrangère et tout déchirement intérieur. Le parti du progrès légal mit alors sa confiance dans l'Autriche, et réalisa des améliorations appelées depuis longtemps. Le servage fut aboli; de sorte que cinq cent mille nouvelles familles se trouvèrent propriétaires; tous les emplois furent déclarés accessibles à tous; fut déclaré électeur quiconque possédait 750 f. environ : de même tout porteur d'un diplôme, tout ouvrier ayant un apprenti; enfin, la diète proclama la réunion de la Transylvanie à la Hongrie.

La constitution n'admettant point de fonctionnaires étrangers au royaume, les décrets de l'empereur, devenu roi constitutionnel de la Hongrie, ne purent plus être acceptés sans le contreseing des ministres. D'un autre côté, les Hongrois, façonnés depuis longtemps aux manœuvres parlementaires, puisque seuls de tous les sujets de l'Autriche ils avaient le privilége d'une constitution, entrevirent le danger de la direction de tant de pays différents par un seul ministère, lequel pourrait obtenir de l'un des troupes et de l'argent pour opprimer l'autre. Ils formèrent donc un ministère de leur nation, distinct et responsable. L'Autriche, menacée d'une séparation complète, se vit forcée d'y acquiescer et le roi prêta serment à la nouvelle constitution.

Ainsi réduite à caresser la Hongrie, l'Autriche devait voir du plus mauvais œil les efforts tentés par Jellachich en faveur de la nationalité des Slaves. Celui-ci cependant se laissa persuader que si l'Autriche pouvait sauver son unité, les Slaves finiraient par prévaloir, en raison de leur supériorité numérique. Aussi le ban, qui ne voyait rien que sa propre nation, mit bas les armes, et se rapprocha de l'empereur, dans le but de régénérer l'Autriche, en mettant toutes les races de l'empire sur le pied de l'égalité.

En Hongrie, le comte Szecheni et d'autres nobles illustres, qui

depuis longtemps déjà travaillaient à doter leur patrie des progrès industriels et sociaux dont l'expérience était faite ailleurs, ne songeaient qu'à y affermir l'ordre et le régime constitutionnel ; mais là comme ailleurs ces vétérans de la liberté déjà étaient traités de rétrogrades, d'oppresseurs par les néo-libéraux, lesquels, tout en faisant sonner bien haut chez eux les mots de liberté, de générosité, de patrie, voulaient maintenir sous le joug les Croates, et ne faisaient nul doute d'en venir à bout facilement. Ce parti avait pour chef l'avocat Kossuth, d'origine slave, qui, comme Jellachich, et tous les révolutionnaires de cette race, étaient persuadés alors qu'il fallait maintenir l'Autriche puissante, chacun d'eux se figurant que sa nation y aurait la prépondérance ; Kossuth avait mis toute son éloquence à obtenir des Hongrois qu'ils fournissent des troupes pour écraser l'Italie, ne s'apercevant pas que c'est un mauvais moyen pour retrouver une nationalité, que d'en égorger une autre. Puisque la Hongrie voulait continuer d'opprimer les Slaves, il fallait d'abord s'affranchir des Allemands. Elle l'eût pu aisément, si elle eût profité du soulèvement de l'Italie ; mais elle resta hésitante, ne sachant alors à quoi se résoudre. Pendant ce temps, l'Autriche reprenait son prestige, sa force, rapprochait d'elle les Croates, qui, ne voyant de salut pour eux que dans l'unité autrichienne, se firent ses champions, et Jellachich marcha sur la Hongrie.

Tous ces mouvements partiels s'accélérerent bientôt de celui qui éclata dans Vienne, où la révolution prit un aspect inattendu ; des mains de ceux qui lui avaient donné le branle et espéraient le contenir, il passa aux mains de la démocratie pure, représentée par la légion universitaire. On réussit enfin à soulever le peuple, en faisant circuler contre la cour toutes sortes d'accusations. Le ministère capitula (26 mai), et Vienne se vit transformée en une quasi-république, tombée aux mains des étudiants, et gouvernée par un comité de sûreté publique. L'ébranlement se communiqua à toutes les provinces ; chacune y voyait une chance de recouvrer sa nationalité : c'était comme autant d'héritiers qui s'arrachaient les dépouilles d'un mort. L'Autriche, en effet, semblait à l'agonie ; elle tâchait de gagner du temps, et ne se faisait faute de promesses. Une assemblée constituante fut

convoquée à Vienne; sa mission, c'était de fonder la monarchie constitutionnelle. L'élection ayant eu lieu d'après le suffrage universel à peu de chose près, on vit figurer dans cette assemblée les révolutionnaires les plus fougueux. Les gens du peuple y formaient la majorité; on y trouvait le plus bizarre mélange de costumes, de langage, de mœurs : c'étaient des Galiciens et des Croates d'une ignorance quasi sauvage, et qui révéraient l'empereur comme leur sauvegarde contre les nobles qui les opprimaient; des Bohêmes d'une éducation relevée, et qui vantaient l'établissement d'un empire slave; des Magyars attachés à tous leurs priviléges de conquérants; des Roumans, des Siotes et autres nations esclaves, très-étonnés de se voir appelés à siéger aux côtés de leurs maîtres. Tous cherchaient, à leur manière, l'occasion d'améliorer leurs vieilles institutions nationales; mais il y avait parmi eux un parti libéral à la française, qui repoussait toute tradition, tout précédent, pour n'admettre qu'un droit métaphysique. Dans ce cahos d'éléments hétérogènes il était facile aux intrigants et aux furieux de s'emparer de la direction de cette assemblée. On congédia le ministère Pillersdorf, qui, incapable, malgré de loyales intentions, de réaliser aucun progrès, semblait continuer les traditions de l'ancien *statu quo*, et laissait de la sorte grandir le désordre. Il fut remplacé par un cabinet où entrèrent Dobblof, Wessemberg, Bach, libéraux avancés. Ce ministère, composé d'hommes vigoureux, commença par dissoudre le comité de sûreté publique, ressaisit l'autorité, et, laissant la diète discuter, gouverna comme il l'entendit. Il rassembla des troupes et les dirigea sur l'Italie, « afin, dit-il, de relever l'honneur des armes impériales, et de faire une paix honorable pour l'Autriche. » Décidé à ne souffrir aucun démembrement de la monarchie, le ministère prit le parti d'opposer la force à toute contrée qui parlerait de s'en détacher. C'était dans ce but qu'un corps d'armée venait d'être réuni à Vienne pour marcher contre la Hongrie rebelle, quand le peuple se souleva pour s'opposer à son départ. Force fut de tourner contre l'émeute les armes de ces régiments; mais le peuple déchaîné resta le plus fort. Le ministre de la guerre, Latour, fut massacré par des furieux; l'arsenal fut pris, et la capitale se couvrit de barricades;

si bien que l'empereur prit la fuite et que la diète resta seule souveraine. Messenkauser et le Polonais Bem (6 octobre) prétendirent défendre Vienne contre l'armée impériale ; mais combien, dans ce temps-ci, n'a-t-on pas vu de villes victorieuses dans un soulèvement, succomber bientôt après. Jellachich, Auersperg, Windisgraëtz, qui étaient occupés à combattre trois insurrections différentes, se concertèrent pour marcher sur Vienne, qui fut prise d'assaut (31 octobre). L'état de siége et le gouvernement militaire y déployèrent toutes leurs rigueurs ; beaucoup de gens furent jetés en prison, un certain nombre passés par les armes : parmi ces derniers Messenkauser et Blum, député à la constituante germanique. Quant à la constituante viennoise, elle fut transférée à Kremsier, soustraite ainsi à l'influence de l'esprit révolutionnaire qui avait agité Vienne. Un nouveau cabinet, présidé par le prince de Schwarzenberg, se prononça résolûment contre les prétentions fédéralistes, en déclarant qu'il accepterait loyalement la constitution, mais avec un caractère unitaire. La Lombardie en devait être partie intégrante, et y trouver de nouveaux gages pour sa propre nationalité.

Ainsi, grâce à l'armée, se réédifiait la monarchie autrichienne, si près de se dissoudre la veille. Mais l'empereur Ferdinand, reconnaissant le besoin d'un bras plus jeune que le sien pour le raffermir, céda le trône à son neveu, le jeune François-Joseph (2 décembre). Ce nouvel empereur, dans sa proclamation, reconnut la nécessité d'institutions libérales en rapport avec le besoin du temps. Ce fut au milieu de ces circonstances que la constituante poursuivit ses travaux. Le débat principal était entre ceux qui voulaient conserver à l'Autriche son unité, par la centralisation du pouvoir et de l'administration, selon la manière française, et ceux qui, alléguant la diversité de caractère et de mœurs de ses provinces, préféraient le système fédératif. Puis, quand on en vint à discuter sur le principe même de la souveraineté, le côté de l'assemblée qui représentait le principe populaire fut sur le point de triompher : ce qui aurait changé la base et la nature du gouvernement, et dépassé le but qui avait été assigné aux délibérations de cette diète. Le ministère saisit ce prétexte pour dé-

clarer que l'on perdait le temps en abstractions, au lieu de terminer le travail de la constitution ; et que d'ailleurs tous les peuples de la monarchie n'étaient point représentés dans la diète. Il prit sur lui conséquemment de la dissoudre (4 mars 1849), et de donner spontanément une constitution. Elle était conçue habilement et libéralement. Elle adoptait pour base l'unité de l'empire, avec un système de centralisation hardie, sorte de protestation contre la constituante germanique, qui, à ce moment-là, affichait le désir de se mettre en travers de la puissance autrichienne. Mais tous les citoyens étaient proclamés égaux : il n'en fallut pas davantage pour pousser à bout les classes privilégiées et donner le signal d'une révolte plus menaçante que toutes celles que l'absolutisme avait provoquées. Elle inonda de sang la Hongrie, qui, dans la nouvelle constitution ne voulut rien voir que la main de l'Autriche s'étendant sur ses priviléges nationaux. Elle ne voulut pas reconnaître l'abdication de l'empereur Frédéric et l'avénement du nouveau roi, en ce qu'il n'avait pas été élu par la diète; à chaque concession elle opposait une demande plus large. Enfin, mettant de côté tout moyen terme, elle prononça la séparation de la Hongrie et de l'Autriche et peu de temps après le gouvernement républicain.

L'Autriche, dans cette question, avait pour elle le côté libéral, défendant le droit de l'humanité et de l'égalité des races; elle avait pour elle toutes les nations soumises au joug des Magyars. Les Croates lui envoyèrent tout ce dont ils purent disposer. En Transylvanie, les districts saxons prononcèrent leur séparation de la Hongrie sitôt que celle-ci se fut détachée de l'Autriche; d'autres encore se prononcèrent contre le rétablissement du despotisme magyar. Bien plus, une foule de Serbes et de Bulgares, sujets de la Turquie, coururent sous les drapeaux de Jellachich. Mais l'esprit militaire des Hongrois, la nature du pays, les talents de Geòrgey, de Dembinski, l'intrépidité de Bem, de Klapka, de Mezzaros, l'éloquence populaire de Kossuth, vinrent en aide à la résistance des Hongrois, si bien qu'après des pertes incalculables, l'Autriche se vit réduite à implorer le secours de cette Russie dont elle avait épié jusqu'à ce moment les démarches avec tant d'inquiétude, et au moment même où elle avait le plus

de sujets de la redouter. De telle façon que la Russie, attentive à tous les mouvements de l'Europe, eut à peine vu s'agiter les nations slaves de la Turquie, et les Valaques réclamer ce que les Turcs avaient promis, qu'elle envahit avec soixante-quinze mille hommes les principautés du bas Danube, sans que la diplomatie élevât la voix contre cette occupation, dont la menace seule avait, en 1829, décidé Metternich à déclarer la guerre à la Russie.

Si l'Autriche eût succombé dans la lutte avec la Hongrie, les populations slaves de cette contrée seraient vraisemblablement tombées l'une après l'autre sous la domination de la Russie. Le soulèvement de la Hongrie devait donc tourner de toute manière à son profit. La Russie pourtant mit de côté ses convoitises, pour éteindre d'abord un incendie qui pouvait gagner jusqu'a elle; elle se rendit aux prières de l'Autriche, et jeta le poids de son armée dans la balance (août 1849). La Hongrie dut succomber. Une réaction odieuse suivit cette victoire que la trahison avait préparée. Ce ne fut pas seulement la Hongrie et l'Italie que la secousse ébranla; il fallut que l'Autriche bombardât la plupart de ses capitales; presque partout l'état de siége fut établi.

Le salut de l'Autriche, ce fut de n'avoir pas concentré toute l'autorité dans Vienne. Aussi est-ce en cédant qu'elle résista; et quand l'empereur en fuite se jeta dans Olmütz, dans Inspruk, rien encore n'était désespéré. La vie de l'Autriche était dans son armée, qui resta inébranlable dans sa discipline.

Ce qui restera des révolutions avortées de 1848, c'est le mérite d'avoir procuré l'affranchissement à tous les serfs de l'empire; les paysans ont cessé d'appartenir aux seigneurs; les biens seigneuriaux et communaux ont été mis sur le même pied, la propriété foncière s'est trouvée tout à fait affranchie; tous les droits provenant de servitude personnelle ont été abolis sans indemnité. Quant aux provinces italiennes qui étaient en possession, depuis plus d'un siècle, de toutes ces franchises, elles n'ont rien retiré de cette commotion : elles n'en ont connu que les désastres.

ALLEMAGNE.

Frédéric-Guillaume IV avait renouvelé, à son avénement (1840), la promesse déjà faite par son prédécesseur, et toujours éludée, de convoquer les états-généraux. Ce ne fut qu'en 1847, que, grâce à une certaine liberté de presse et de discussion tolérée par le gouvernement prussien, ces assemblées furent enfin convoquées. Homme de savoir et de conviction, adepte de l'école historique, le roi, après l'ouverture des états, protesta contre les chartes et les constitutions écrites; n'admettant pour seule base des institutions que les précédents, les traditions de sa monarchie. Ce langage, joint aux restrictions que l'on mit à son rôle, dégoûta à ce point l'assemblée, qu'elle se sépara en protestant et en grand courroux. Le roi, qui regardait comme un acte de pure munificence plutôt que comme une obligation cet appel à une partie de la nation, se montra peu disposé à la convoquer de nouveau. Mais les mouvements populaires s'annonçaient de toutes parts : les succès des démocrates suisses amenèrent des tentatives contre Bade et le Würtemberg; puis l'événement du 24 février propagea l'incendie. Frédéric-Guillaume promit alors de réunir périodiquement les États de sa monarchie. Chaque pas qu'il faisait dans cette voie servait à ébranler aussi le vieil édifice autrichien. La révolution de Vienne éclata, et toute l'Allemagne se trouva en feu. Partout on vit flotter les couleurs rouges, jaunes et noires; on ne pétitionna plus, on exigea; on ne se contenta plus de discourir, on s'insurgea. A Munich, les étudiants chassèrent une courtisane qui avait jeté l'opprobre sur le gouvernement, et le roi abdiqua (17 mars). Une révolte sanglante éclata à Berlin, où le roi se vit réduit à saluer les cadavres des insurgés, et à promettre une amnistie (18 mars). Nous avons déjà rencontré tant d'émeutes sur notre route, qu'il n'importe guère de s'arrêter à tous les mouvements qui se succédèrent à Berlin; si bien que Frédéric-Guillaume, pour tâcher de se tirer des

mains de ses sujets, se proclama roi de l'Allemagne. Comme tous les autres, il convoqua une constituante, et comme les autres aussi, il prit le parti de la dissoudre quand il la vit s'attaquer à ses droits de souveraineté, ou plutôt quand il se sentit plus fort. Il promit de donner une constitution d'après des principes qu'il fit connaître; il réforma, en attendant, ses tribunaux et leur procédure. Les chambres furent convoquées en avril 1849; mais elles se mirent en opposition ouverte contre le cabinet Brandebourg-Manteuffel, et le roi finit par les dissoudre. Ce ne fut qu'en février 1850 que le roi octroya sa constitution, semblable en beaucoup de points à la constitution belge : deux chambres élues à deux degrés, la première, représentant les cercles, composée de 180 membres ayant atteint 40 ans, et nommés pour un an. Tout citoyen agé de 24 ans choisit un habitant sur 250, lequel devient électeur de la seconde chambre, qui représente les populations; ses membres sont élus pour trois ans, et reçoivent une indemnité. Le budget se vote pour un an. La nouvelle charte consacrait d'ailleurs l'égalité des citoyens, l'abolition des priviléges, des servitudes, des fidéicommis, proclamait la liberté de commerce, d'association; elle donnait aux fonctionnaires des garanties contre l'arbitraire, plaçait tous les cultes sur un pied d'égalité, et les déclarait indépendants de l'État, chacun pouvant correspondre directement avec son chef.

Comme garantie de la charte, le roi croyait qu'il suffisait de sa parole royale et de sa haute piété. Mais s'il est chose dont aujourd'hui les libéraux se défient, c'est une parole de roi; l'esprit du moment d'ailleurs n'admetait plus l'équilibre des pouvoirs; l'opposition réclama donc une seule chambre et l'élection directe.

Mais, tout en agitant ces questions intérieures, la Prusse épiait l'occasion de remédier à sa forme vicieuse par quelque accroissement de territoire; elle visait surtout à se placer à la tête de l'Allemagne. Elle incorpora, en effet, les principautés de Hohenlohe et de Sigmaringen, et fit admettre ses États slaves dans la confédération germanique.

Quand la révolution de 48 éclata, il n'était pas un coin de l'Allemagne où le mouvement libéral n'eût pénétré. La censure avait été abolie à peu près partout; des réformes électorales, ju-

diciaires avaient été accordées; et partout le tiers état y avait obtenu accès. On avait tant parlé de nationalisme que ces vieilles espérances semblaient mûres enfin : il s'agissait d'unir plus étroitement les différents membres du corps germanique, de façon qu'une confédération d'États se transformât en un État confédéré ayant une seule et même constitution, un seul et même drapeau, une seule diplomatie, un seul mode de naturalisation, et finalement un seul chef supérieur aux trente-sept princes, et de qui émaneraient comme d'un centre toutes les libertés populaires. Voilà ce que l'empereur d'Allemagne n'avait été dans aucun temps, et c'était à tort que l'on offrait comme une restauration du passé ce nouvel édifice dans lequel tous les États voyaient périr leur indépendance. Plusieurs d'entre eux étaient des puissances de premier ordre, comme l'Autriche et la Prusse : il était peu croyable qu'elles consentissent à se soumettre à un chef électif.

La thèse semblait donc être de l'ordre spéculatif, bien plutôt que de l'ordre pratique; mais les docteurs allemands, quand ils ont posé un théorème, l'appliquent imperturbablement. Alors on croyait à la toute-puissance de l'opinion publique, aux révolutions pacifiques; on croyait que la volonté éclairée devait faire tomber les armes aux mains des princes : c'est ainsi qu'une cinquantaine de doctes esprits se rassemblèrent à Francfort et se mirent à discuter tour à tour sur les intérêts de la patrie, et, encouragés par les applaudissements du dehors, allèrent jusqu'à convoquer une diète constituante. L'Allemagne démocratique applaudit avec enthousiasme à l'idée de ce nouveau pouvoir tout moral; les princes, ballottés par le tourbillon, n'avaient pas encore repris leur équilibre : ils obéirent à cet appel en ce qui les concernait; et les députés de toute l'Allemagne s'assemblèrent à Francfort dans l'église de Saint-Paul (18 mai 1848). Ils se donnèrent pour président le Hessois Henri de Gagern. Mais la constituante prussienne était déjà réunie; la constituante autrichienne allait être convoquée : le parlement de Francfort déclara donc nul à l'avance tout ce que ces assemblées pourraient faire en opposition à ses décrets.

Le premier pas à faire était de constituer un pouvoir central;

mais par qui le faire élire, par les princes ou par le peuple? Blum et les plus ardents de son parti obtinrent des ovations bruyantes, tandis que l'on poursuivit de huées Vinke et tous ceux qui parlèrent en faveur du droit historique contre la souveraineté populaire. Reconnaissant qu'il était injuste de constituer un pouvoir central, Gagern proposa à l'assemblée de créer un vicaire impérial, choisi dans une maison souveraine et que l'on déclarerait irresponsable. Le choix se porta sur l'archiduc Jean d'Autriche, qui avait une sorte de renom populaire; on lui donna un ministère, et bientôt l'ancienne diète fut déclarée dissoute.

L'assemblée de Francfort aurait beaucoup obtenu, si elle eût pu amener l'Autriche et la Prusse à s'incliner devant le dogme de l'unité germanique. Restait à régénérer la nation, à réconcilier les partis, à rejeter les races étrangères, à recouvrer les provinces perdues. Ce qui n'allait pas moins qu'à remanier une moitié de l'Europe. Mais qu'importe? Cette assemblée, qui avait la prétention de représenter les peuples, osait tout, et, selon l'habitude des corps délibérants, elle se figura qu'il n'y avait qu'à trancher les questions à coups de décrets.

Le débat s'ouvrit d'abord sur les droits fondamentaux, et dès lors la logique, la poésie, la science, l'enthousiasme firent irruption : ce fut d'interminables disputes. C'était à qui emporterait les applaudissements des tribunes, des journaux, les ovations de la jeunesse; à qui se poserait devant l'univers comme le chef de son parti. Ruge proposait d'exclure toutes les religions, tandis que Dolinger baisait les pieds du pape. Les uns s'enfermaient dans un patriotisme exclusif, tandis que les autres aspiraient à se faire cosmopolites; les premiers repoussaient toute intervention au dehors; il fallait aux seconds une propagande ardente. On exaltait le sentiment national; et à côté l'on entendait maudire et vilipender la Lombardie; on surexcitait le sentiment germanique, en même temps que l'on huait l'armée de Radetzky.

Bien des questions qui semblaient simples et évidentes en théorie se trouvèrent en fait très-compliquées. Par exemple, on proposa de reporter l'Allemagne à ses véritables limites, et de revendiquer tous les pays qui parlent l'allemand. Quoi de plus juste en

théorie, et en fait quoi de plus précis? Mais, sans parler des provinces qui sont devenues françaises, telle que la Loraine et l'Alsace, que deviendrait le duché de Posen? Que deviendraient toutes les parties de l'Autriche qui parlent slave, magyare ou italien? Que faire de toutes les colonies semées sur les frontières, etc. On décide qu'il faut reconstituer la Pologne; et, en même temps, on permet à la Prusse d'employer la force pour incorporer la Posnanie. Le Limbourg est uni à la Hollande; le Sleswig et le Holstein sont joints au Danemarck; il faudra donc les en arracher. Nous avons déjà dit comment ces deux duchés s'étaient insurgés contre le Danemarck, qui ne put les ramener à lui alors même que le nóuveau roi eut proclamé la constitution. Si le Holstein pouvait fournir quelque prétexte aux réclamations de l'Allemagne, à quel titre aurait-elle pu prétendre à incorporer le Sleswig? Le parlement de Francfort n'en décida pas moins que tous deux étaient partie intégrante de l'Allemagne, et qu'on les reprendrait les armes à la main. Le roi de Prusse se fit l'exécuteur du décrèt et se mit èn campagne; et les duchés se virent inondés de sang. Le Danemarck, de son côté, repoussa la force par la force. Ainsi donc les délibérations académiques se résolvaient en batailles; il fallut que les puissances s'interposassent et fissent accepter un armistice. Mais l'historien Dahlmann, champion du teutonisme dans l'assemblée, s'opposa à tout accommodement : il fallait que les duchés en litige fussent conquis, et que la Prusse remplît jusqu'au bout sa mission armée. Sa proposition n'obtint pas la majorité; mais la minorité se leva en tumulte, mit en avant le peuple, qui s'empara de la ville, en criant que l'assemblée et quiconque avait accepté l'armistice avaient trahi la cause de l'Allemagne, la liberté et l'honneur. Il s'ensuivit des conflits sanglants : on égorgea plusieurs membres du parlement, entre autres le prince de Lichnowscki et le général Auerwald. C'est ainsi que, dans cette fatale année, toute initiative aboutissait à la guerre, et toute cause se souillait par des assassinats.

La paix rétablie, les discussions reprirent leur cours, visant toujours aux abstractions, au lieu de résoudre les questions pratiques; l'hostilité contre l'Autriche alla jusqu'à vouloir qu'une

puissance composée de diverses nations ne pût faire partie de la Confédération-Germanique : il fallait donc ou cesser de posséder des provinces non allemandes, ou renoncer à ses sujets allemands, et se contenter de ses États slaves. Aussi l'Autriche cherchait-elle tous les moyens d'entraver les travaux de cette assemblée : cette puissance reprenait son assiette et retrouvait ses forces ; elle offrait en perspective la liberté à ses peuples, et semblait avoir renoncé entièrement à son absolutisme. Elle repoussait de toutes ses forces cette idée d'une Allemagne unitaire ; elle consentait bien à la reconstituer, mais de façon à ce qu'elle fût forte au dehors, en laissant à chacun de ses membres sont indépendance intérieure. La Prusse, de son côté, ne trouvait pas bon que le parlement décidât de son sort ; les autres princes protestaient contre un pouvoir central qui menaçait le leur. La Russie armait, tout en disant qu'elle ne ferait rien tant que la constituante se tiendrait dans de justes limites. Mais qui serait appelé à les définir ?

Les idées absolues se trouvaient donc contraintes de transiger avec la réalité. Ce fut la tradition cependant qui suggéra l'idée de créer un empereur. Le parlement le nomma, non point héréditaire, pas même à vie, mais seulement pour six ans. Ce fut le roi de Prusse qui fut salué empereur : ainsi le voilà parvenu à cette *hégémonie* (1) vers laquelle il soupirait depuis si longtemps. Mais l'ambition ne l'aveuglait pas au point de lui faire perdre de vue combien ce titre pompeux, mais nominal, allait faire échec à sa puissance comme roi, en faisant tomber son royaume sous la dépendance d'un pouvoir central.

La constituante avait servi en Allemagne, comme le nom de Pie IX en Italie, pour faire la guerre aux divers princes, et tan-

(1) Mot tiré du grec (ἡγεμων, *guide*,) et fort usité, dans ces derniers temps, par la docte et universitaire Allemagne, pour désigner la suprématie, la domination à laquelle les deux puissances rivales, l'Autriche et la Prusse prétendent dans la confédération. C'est ainsi que Sparte et Athènes se sont disputé l'*hégémonie* en Grèce. Les confédérations italiques, celles de la Gaule offrent également l'exemple de divers États ou cités auxquelles l'*hégémonie* appartenait tour à tour. (AM. R.)

dis que leur existence se trouvait mise en question dans les discussions de cette assemblée, le radicalisme levait la tête et voulait tout résoudre par la force. Frédéric Hecker et Gustave Struve avaient convoqué leurs adeptes à se réunir en armes à Donauerschingen (15 avril 1849); les troupes du Wurtemberg les mirent en déroute après quelques engagements. Plus tard de nouveaux soulèvements forcèrent le roi de Wurtemberg d'accepter la constitution de Francfort. Ce succès enhardit les autres; le grand duc de Bade se vit expulsé par ses propres troupes (mai 1849); la Saxe tout entière s'insurgea; la Bavière rhénane en fit autant. Les capitales levèrent l'étendard contre les princes, les chambres contre les gouvernements. A Lauterbach, sur les confins de la Hesse-Électorale, on assassina le conseiller Priuz; Struve, Brentano, le polonais Mieroslawski accouraient partout où il s'agissait d'attiser ou de défendre une insurrection. La Prusse accourait de son côté pour les réprimer. Que devenait la foi que l'on avait eue à un remaniement pacifique? La Prusse finit par voir assez clairement que son unité tant rêvée répondait mal aux besoins et aux désirs de l'Allemagne, et que des États indépendants ne se résoudraient guère au vasselage qu'on leur destinait. Guillaume IV déclara donc qu'il n'accepterait la dignité impériale, qu'autant que les princes y souscriraient; puis, finissant par voir que cet empereur ne serait qu'un fantôme (car on venait de lui enlever le veto absolu), il refusa enfin d'accepter le titre. Il proposa la création d'un État fédéral, dont feraient partie ceux qui le voudraient bien, et il invita les autres gouvernements à envoyer leurs députés à Berlin.

Ce fut alors que les députés de la Prusse quittèrent le parlement de Francfort; il en fut de même de ceux de l'Autriche, de la Saxe et autres. Cette assemblée se vit mourir. Il est vrai que vingt-neuf États avaient accepté sa constitution; mais ces États étaient les plus petits de l'Allemagne, tandis que la Prusse, le Hanovre, la Saxe, formaient une alliance particulière contre les ennemis du dehors et du dedans, et pouvaient établir une fédération mieux que la constituante n'y serait parvenue. Beaucoup de princes étaient prêts à y adhérer. La constituante protesta et en appela aux armes; mais elle se vit forcée d'interrompre

ses travaux (30 mai), et un petit nombre de ses députés seulement se réunirent à Francfort, et ne furent plus que la caricature de la primitive assemblée. Inaugurée sous les plus heureux auspices, elle finit misérablement; elle avait fait sonner très-haut les principes éternels de la justice, et elle se lança dans des guerres injustes; elle prétendit à la légalité, et aboutit à des soulèvements, pour laisser plus divisé qu'avant le pays qu'elle avait la prétenon de réunir.

Le conflit n'existe plus désormais qu'entre les deux principales puissances : l'une, qui se considère comme éminemment allemande, voudrait à ce titre conquérir la suprématie; l'autre qui a naturellement à cœur de conserver le poste d'honneur qu'elle occupe depuis des siècles, et qui sent que son individualité politique importe à l'équilibre européen, puisqu'il deviendrait impossible si une partie de sa monarchie tombait sous la dépendance de l'unité germanique. Considérant donc comme toujours en vigueur le pacte de 1815, l'empereur d'Autriche convoqua l'ancienne diète à Francfort, pour la saisir des affaires communes à la Confédération. Le roi de Prusse hésita à reconnaître cette réprésentation traditionnelle de l'Allemagne; il penchait vers les idées populaires; il eût voulu que les petits princes et les peuples eux-mêmes fussent représentés dans la diète; mais il eût été peu opportun de rompre avec l'Autriche, alors que son royaume et toute l'Europe se trouvaient ébranlés par des questions bien plus profondes que les rivalités politiques.

Néanmoins, l'Autriche et la Prusse, suspectes l'une à l'autre, trouvèrent une occasion de rupture : le peuple de la Hesse ayant chassé son électeur, l'Autriche prétendit que ce fussent les troupes fédérales qui intervinssent pour le rétablir, tandis que la Prusse prit ombrage de cette marche des Autrichiens sur sa propre frontière. Les Prussiens marchèrent donc, l'arme au bras, contre leurs frères, comme ils auraient marché contre des Français. La prudence intervint encore une fois, et prévint le conflit le plus imminent.

LA FRANCE ET LES AUTRES ÉTATS EUROPÉENS.

Ébranlée par les secousses du dedans et du dehors, la France s'agitait au milieu d'un malaise qui attestait combien elle était loin d'avoir retrouvé son assiette. Comme dans toute révolution, il fallut improviser un gouvernement pour arrêter l'anarchie et l'effusion du sang : gouvernement qui n'avait d'autre sanction que les acclamations de la place publique, et pour point d'appui que la foule tumultueuse, à laquelle on promettait un salaire, qu'elle eût ou non du travail ! En effet, ce qui caractérisa de prime abord cette nouvelle révolution, ce fut de voir un gouvernement reconnaître le droit de chacun à réclamer sa subsistance de l'État. Cent vingt mille individus tombèrent ainsi tout à coup à la charge de la nation, réunis en ateliers où la discussion occupait plus que le travail. La révolution créa en outre, pour sa propre défense, une nouvelle milice, sous le nom de garde mobile, qui se recruta parmi la jeunesse des faubourgs ; d'autres soldats improvisés occupaient l'hôtel de ville : sorte de gardes du corps du gouvernement provisoire. Mais les caisses se trouvant bientôt vides et toutes les ressources épuisées, il fallut recourir à un impôt de 45 centimes sur les biens.

La déplorable situation de Paris gagnait aussi les départements; chacun s'apprêtait à défendre son champ ou sa maison contre l'assaut des nouvelles doctrines (1). Les clubs retentissaient d'un

(1) Nous avons déjà fait remarquer que ce fut Brissot qui, le premier, et avant Babœuf, fit entendre ce mot fameux : *La propriété, c'est un vol.* Dans une déclaration de principes que Robespierre lut à la société des Jacobins le 21 avril 1793, l'article XI portait : « La société est obligée de pourvoir à la subsistance de tous ses membres, soit en leur procurant du travail, soit en assurant des moyens d'existence à ceux qui sont hors d'état de travailler. » C'est là ce que depuis on a appelé l'organisation de l'industrie. Le philosophe allemand Fichte avait proclamé la même doctrine sous une forme abstraite.

bout de la France à l'autre. Une levée de boucliers eut lieu à Paris, et quarante mille hommes convoqués par Blanqui au Champ de Mars (16 avril) marchèrent sur l'hôtel de ville, en demandant la république démocratique et sociale et l'organisation du travail : les baïonnettes de la garde nationale firent échouer leurs projets.

Une assemblée constituante, sortie du suffrage universel, se réunit à Paris, le 4 mai, sous la présidence du philosophe Buchez; composée d'hommes nouveaux et sans expérience, sentant le besoin de flatter la foule, qui la soutenait de ses acclamations; tumultueuse au dedans, menacée au dehors, elle se mit à l'œuvre au milieu du déchaînement des clubs, qui battaient en brèche le gouvernement républicain, comme on avait fait longtemps du régime monarchique. La ruine du crédit qui frappait l'industrie paralysait des millions de bras laborieux, tandis que d'autres, oisifs volontaires, prétendaient subsister des deniers de l'État, rois du moment qui voulaient vivre à la façon de ceux d'autrefois. De nouvelles recrues affluaient chaque jour à Paris. Sous prétexte d'une démonstration en faveur de la Pologne, les clubs se mirent en campagne (15 mai), et envahirent l'assemblée; une partie de ces insurgés se rendirent de là à l'hôtel de ville, et y proclamèrent un gouvernement provisoire. Quelques régiments, appuyés de la garde nationale, sauvèrent le pays d'une nouvelle révolution. Mais ce temps d'arrêt ne fut que d'un moment. Les ateliers nationaux subsistaient toujours; l'assemblée essaya soit de les dissoudre, soit de leur assigner une destination et du travail. Peu disposés à s'y soumettre, ils se soulevèrent et couvrirent Paris de barricades et de sang. Durant trois jours la mitraille joncha les rues de cadavres, ruina les édifices. L'armée perdit six de ses généraux : plus qu'il n'en périt dans la plus meurtrière des batailles; l'archevêque de Paris, s'avançant pour s'entremettre au milieu de cette lutte fratricide, trouva le martyre sur une barricade. Le parti républicain, qui gouvernait la France, prit contre cette révolte des mesures de rigueur devant lesquelles eût reculé le gouvernement monarchique. Il déporta sans jugement dix mille insurgés, licencia les ateliers nationaux, mit Paris pendant six mois sous le régime de l'état de siége, et

abandonna au général Cavaignac une dictature qui semblait déjà nécessaire pour rendre à la vie civile un peuple à qui la veille la liberté constitutionnelle la plus large ne suffisait pas.

L'assemblée continua, sous la protection des baïonnettes, à compiler tant bien que mal sa constitution, qui fut proclamée le 12 novembre. Par le fait, il en sortit un régime bien moins propre à initier le monde aux avantages du gouvernement démocratique qu'à servir de texte à tous les ennemis du système républicain. Mettant une fois encore les mots à la place des choses, on déclara que la France, disposant librement d'elle-même, se constituait en république, afin de pouvoir marcher plus à l'aise dans les voies du progrès et de la civilisation. La souveraineté reposa dans l'universalité des citoyens; tout Français âgé de vingt et un an se trouva, sans condition *de fortune*, déclaré électeur, et concourut à l'élection des députés; l'assemblée, nommée pour trois ans, composée de sept cent cinquante membres, se renouvelait intégralement. Le pouvoir exécutif était confié à un président, élu par le suffrage universel pour quatre années; il n'était rééligible qu'après un intervalle de quatre ans. Un conseil d'État présidé par le vice-président de la république, devait être consulté sur les projets de loi; il se composait de quarante membres nommés par l'assemblée nationale pour six ans. Dans la dernière année seulement de la législature, l'assemblée pouvait décider s'il y avait lieu de modifier la constitution.

L'élection du président se trouvait donc remise au vote de la nation. Le parti républicain se flattait de faire triompher le général Cavaignac, a qui on rapportait le mérite d'avoir sauvé l'ordre et empêché la république de se déshonorer par le pillage et le meurtre. Mais n'est-ce pas comme une fatalité commune à toutes les crises révolutionnaires de rendre bien vite odieux quiconque possède quelque lambeau de pouvoir? La France est d'ailleurs travaillée par un incurable besoin de nouveautés dans les personnes comme dans les choses, auquel le vote universel ne se prête que trop bien. Un nom dont la multitude était restée idolâtre, fut plus fort que tous les efforts improvisés d'une république accidentelle, et sur 7,327,345 votants, Louis-Napoléon

Bonaparte obtint 6,048,872 suffrages. Ainsi, au moment où l'on venait d'effacer toute distinction de naissance, et jusqu'au souvenir de la royauté, la nation remit ses destinées aux mains d'un homme qui ne lui était connu alors que par son titre de prince et ce nom de Bonaparte si plein de prestiges à ses yeux. La république dès lors ne fut plus qu'un nom, et ne consista plus que dans un chef élu et responsable.

Ainsi se trouvèrent en présence deux pouvoirs de pareille origine, entre lesquels il ne pouvait manquer de surgir maints conflits, sans qu'on y pût porter remède : les représentants ne pouvant déposer le président, et celui-ci ne pouvant dissoudre l'assemblée. De là de continuels embarras dans l'administration ; à tout moment le peuple était mis en mouvement pour renouveler quelque élection, détourné du travail et tenu dans une agitation tellement incessante et fatale, que l'assemblée sortie de ce vote universel se crut dans la nécessité d'éliminer du corps électoral les individus frappés de quelque condamnation, les ouvriers sans domicile fixe et tout le bataillon volant de l'anarchie (12 mai 1850). On la vit durant deux années occupée à détruire l'œuvre de 48, à rétablir, sous le coup de la nécessité, les impôts qui avaient été abolis pour capter la faveur populaire, tel que l'impôt des boissons, rendre au pouvoir judiciaire son indépendance, relever le crédit, qui avait péri sous les menaces d'expropriation, rouvrir les sources de la prospérité nationale affectée à ce point que, dans la seule année 48, on avait vu les dépenses s'accroître de 265 millions et demi. Mais comment rétablir l'équilibre dans des finances dérangées à ce point !

Au début de la nouvelle révolution, la France semblait vouloir entraîner par ses enseignements l'Europe sur ses pas ; et, de fait, elle n'épargna rien pour activer l'embrasement général, mais en agissant sous main, à la façon des sociétés secrètes ! Cependant, prompte à se démentir, la révolution ne tira point l'épée pour ceux qu'elle avait entraînées par son exemple. Aussi perdit-elle bientôt les sympathies des peuples voisins. Tandis que ces peuples luttaient pour leur nationalité ou leur émancipation, la France se consumait en brigues intestines, en rivalités de parti, en conflits d'ambition. On vit après février ce parti libéral, ad-

versaire acharné des nobles et des prêtres, leur tendre la main pour affronter de concert le péril commun. Ceux-là qui avaient sapé toutes les bases du pouvoir monarchique proclamèrent leur repentir. On qualifia hautement de surprise, de catastrophe, de coup de main, cet établissement d'une république à laquelle la nation ne s'était résignée, disait-on, que par l'appréhension de quelque chose de pire.

Au sein de l'assemblée elle-même bouillonnait le parti socialiste. Ce qu'il voulait, ce n'était pas seulement le vote universel en matière politique : il demandait également pour tous la justice, l'instruction, l'abolition des taxes indirectes; prétendant reporter toutes les charges sur la propriété foncière, qu'il entendait soumettre à l'impôt progressif. Les hommes politiques n'apercevaient au fond de ces théories que l'anéantissement de l'industrie, une prime offerte à la paresse, à l'insouciance, au détriment du travail et de la prévoyance, la ruine infaillible du capital social, alors que les efforts privés ne tendraient plus à l'accroître; enfin, la perpétuité de l'anarchie et la destruction de toute liberté, du moment que ce despote sans égal qu'ils intitulaient l'État se chargerait de tout faire, de tout prévoir, de disposer de tout; car, déchargeant le peuple de la responsabilité de ses propres actes, ils le tenaient pour incapable de se diriger dans ses choix, incapable aussi de tous les devoirs, et ne pouvant être mu qu'à la façon des automates.

Tous ces problèmes, bons à débattre entre philosophes et économistes, étaient tombés dans le domaine d'un public impatient d'en voir sur-le-champ l'application; ce qui pour beaucoup ne consistait qu'à spolier les riches au profit des pauvres, et à bouleverser toutes les positions. En vain niait-on que ce cri sauvage eût jamais été poussé : ces assurances ne pouvaient endormir les gens paisibles, c'est-à-dire le plus grand nombre, lequel s'effrayait de plus en plus de voir traduire ces idées en actes de violence, et demandait qu'on y mît un frein. Le signal fut donné par les socialistes de l'assemblée (11 juin 1849) : ils accusèrent le gouvernement d'avoir abusé du pouvoir qu'il avait dans les mains pour étouffer la république romaine, et ils protestèrent par l'organe de Ledru-Rollin, « prêts à défendre, dirent-

ils, la constitution les armes à la main. » Ce cri retentit aussitôt dans la rue, et provoqua un nouveau soulèvement. Cette fois encore il fut réprimé par les armes, et n'aboutit qu'à des emprisonnements et à des exils. Mais l'agitation, calmée à la surface, se perpétua dans les profondeurs de la société. Ce fut alors que le président déclara « que ceux-là étaient les ennemis implacables de la république, qui obligeaient de changer la France en un camp, et de convertir tous les moyens de progrès en préparatifs de défense. » Et cependant on avait dit qu'avec le suffrage universel toute violence deviendrait impossible, et que chacun, pouvant y exprimer légalement sa propre volonté, n'aurait plus de raison de recourir aux armes.

Pour opposer une digue au torrent, les différentes fractions du parti de l'ordre s'unirent dans le seul but de le sauver, mettant à l'écart pour le moment leurs souvenirs et leurs espérances. Mais les partis modérés sont toujours inhabiles contre les assauts de la place publique; inhabiles dans leurs moyens politiques, qui ne consistent jamais qu'en expédients du moment; inhabiles dans leur langage, où le respect humain déguise la vérité; alors que les partis avancés s'adressent aux passions, oblitèrent les intelligences, diffament leurs adversaires dans leurs prédications, dans leurs libelles répandus par milliers jusqu'au fond des campagnes; enfin au moyen de toute cette rhétorique sophistique qui cherche bien moins le vrai que les applaudissements de la foule.

Le reste de l'Europe se ressentit plus ou moins de la secousse. La Belgique jouissait, depuis 1830, d'une constitution qui lui assurait, sous le nom de monarchie, toutes les libertés d'une république, et faisait la part la plus large aux communes. C'était la nation elle-même qui se gouvernait; le roi n'était que l'exécuteur des volontés nationales : la couronne n'était qu'une sorte d'ornement dans la constitution belge. La loi électorale subit, en juin 1847, un changement qui enleva la prépondérance au parti désigné alors sous le nom de *catholique*. Ce parti, après avoir été le fondateur de la liberté, entendait la préserver de tout excès. C'était sous cette administration que la Belgique avait vu consolider ses institutions, et qu'elle

était parvenue à une prospérité matérielle jusque-là sans exemple ; mais ses adversaires l'accusaient d'aspirer à une prépondérance qui finirait par se résoudre en théocratie. Puis des circonstances fortuites vinrent mettre à nu de grandes misères cachées sous cette surface brillante. Le fléau du paupérisme décimait surtout les Flandres, pays manufacturier, et exposé par là à toutes les crises de l'industrie. Le ministère de Theux échoua dans tous les remèdes auxquels il eut recours. Le mouvement commercial était arrêté, comme le crédit ; les manufactures chômaient, tous les hôpitaux étaient encombrés ; et la famine était à ce point que l'on vendait comme aliments les chiens et les chevaux morts. En de telles extrémités, il est d'usage que chaque parti impute le mal à ses adversaires. Les libéraux réussirent à faire tomber tout le poids de la colère publique sur les catholiques, les accusant surtout d'avoir laissé établir des monastères. Le parti libéral profita de l'occasion pour faire abaisser à vingt florins le cens électoral, ce qui changea la situation respective des partis dans les chambres. Les campagnes, soumises à l'action des propriétaires, des cultivateurs et du clergé, virent leur influence supplantée par celle des villes, que le parti libéral faisait mouvoir.

La Belgique, constituée en royaume par la révolution de 1830, dut ressentir, avant le reste de l'Europe, le choc des événements de 1848 : le parti révolutionnaire se flattait d'y installer la république en un tour de main ; mais une bande, accourue de France pour révolutionner le pays, s'y trouva repoussée de prime abord par le bon sens populaire, qui n'entendait point lâcher des avantages réels pour courir après des chimères. Le roi, cette fois encore, se montra tout disposé à abdiquer, dans le cas où ce parti semblerait profitable au pays. Mais la Belgique tremblait déjà de se voir absorbée par la France : aussi se serra-t-elle plus fortement contre son roi. Léopold se vit raffermi tout à coup par la confiance générale, par ce motif qu'il n'en avait jamais abusé, et n'avait point substitué sa volonté personnelle à l'opinion publique.

La Hollande tressaillit de même à la nouvelle des événements de 1848, et le roi chercha son salut, non dans des répressions

sanglantes, mais dans des concessions opportunes. Il fit choix d'un ministère plus libéral, il réforma la charte, en définissant plus clairement les dogmes constitutionnels, en faisant disparaître les priviléges aristocratiques que la charte de 1815 consacrait; une seconde chambre fut ajoutée aux états-généraux; elle se composa de députés élus directement par les censitaires et nommés pour quatre ans, dans la proportion d'un représentant pour quarante-cinq mille habitants. Les membres de la première chambre devaient être élus pour neuf ans par les principaux contribuables et les états provinciaux. La presse fut affranchie, le droit d'association proclamé, la liste civile réduite à un million de florins. Ces concessions prévinrent tout désordre grave; et, quant aux prétentions de l'Allemagne à s'incorporer le Limbourg et le Luxembourg, elles restèrent pendantes devant le parlement de Francfort.

Isolée de l'Europe depuis la chute des Bourbons, l'Espagne, sous le coup des événements de 1848, courait le risque de retomber au pouvoir des factions; mais le gouvernement avait pour chef, à cette époque, un général dont la main ferme contint tous les partis, sans avoir besoin de porter atteinte aux libertés publiques; et la tranquillité, qui est devenue pour ce pays, si longtemps bouleversé, le premier des besoins, le mit à même de tirer parti de tous les dons que la nature prodigue à ses habitants. Au dehors, l'Espagne a profité de l'occasion qui s'est offerte à elle, de renouer ses rapports avec la diplomatie européenne, en contribuant, par l'envoi de quelques bâtiments, au rétablissement du pontife romain. Mais il lui a fallu faire un effort plus sérieux pour sauvegarder son importante colonie de la Havane, que les États-Unis convoitent et menacent ouvertement.

La Grèce reconstituée n'a cessé de voir son existence troublée par les rivalités et les intrigues des autres gouvernements; elle est restée debout néanmoins, comme pour attester que des maux effroyables et qu'une oppression séculaire ne peuvent étouffer complétement la vie d'un peuple.

Il appartenait à un historien philosophe, en touchant à la fin de son récit, de reporter son regard en arrière, et d'exprimer ici sur l'ensemble des événements un vaste et dernier jugement. C'est ce qu'a fait M. C. Cantu, en terminant par une conclusion son *Histoire de cent ans*. Mais ce résumé philosophique, nonobstant son caractère élevé, est écrit à un point de vue particulièrement italien. En outre, les événements qui se sont accomplis en France et en Europe, depuis l'année 1850, ont dû faire perdre à cette conclusion une partie de son opportunité et de son intérêt. Ces considérations ont déterminé, bien qu'avec regret, le traducteur à omettre ces dernières pages qui terminent si heureusement l'ouvrage italien. (AM. R.)

FIN DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE.

FIN DE LA TABLE.

